REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME LXXXIV. — 1er NOVEMBRE 1869.

IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

XXXIXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME QUATRE-VINGT-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE BONAPARTE, 17

1869

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
14239
6
AP
20
R5
pér.2
t.84

LE

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE

I.

DE SAN-FRANCISCO A NEW-YORK.

I.

Je quittai Yokohama le 1er avril 1869, et après un voyage de mer de vingt-quatre jours accompli dans les meilleures conditions à bord du *Japan*, paquebot de la *Pacific Mail Steam Ship Company*, je mis pied sur le continent américain, en Californie. En entrant dans la rade, nous avions été croisés par un bateau à vapeur rempli de passagers endimanchés qui se rendaient en partie de plaisir à l'une des îles voisines de San-Francisco. Le temps était superbe, et un soleil resplendissant égayait les costumes à vives couleurs dont les San-Franciscaines aiment à se vêtir. Le vapeur passa tout près de nous, et pendant quelques instans nous pûmes distinguer les figures fraîches et souriantes des passagers. Les musiciens du bord exécutèrent en notre honneur un air populaire de bienvenue, et hommes et femmes nous saluèrent de la main et de la voix, nous jetant un joyeux *welcome in California*. Tout cela passa comme une vision de bonheur, et me fit songer avec quelque amertume que depuis longues années j'avais été privé de pareils spectacles.

En quittant le Japon pour retourner en Europe, mon intention était

de ne m'arrêter que quelques jours à San-Francisco. Je m'étais proposé de jeter un coup d'œil rapide sur la ville et les environs, puis de continuer mon voyage sans plus de retard. En débarquant en Californie, je m'étais confirmé dans cette résolution. San-Francisco n'est pas pour le nouveau-venu d'un abord agréable. Le pays est nu, maussade, poudreux, la ville mal pavée, fort mal entretenue; les maisons d'habitation, les édifices, les hôtels, sont bâtis à la hâte, manquent de caractère, et semblent rivaliser de mauvais goût et de luxe à bon marché; les habitans circulent affairés, courant droit devant eux, indifférens les uns aux autres, se heurtant sans dire gare, se marchant sur les pieds sans demander pardon. Au milieu de gens si pressés et d'allures si promptes, je me sentais mal à l'aise, venant surtout d'un pays où l'on marche lentement, et où l'on trouve encore aujourd'hui des Européens qui croient montrer de la dignité en se faisant suivre, dans les rues de Yokohama, de domestiques armés à pied et à cheval.

Quelques heures suffirent à changer toutes ces impressions. Mon entrée dans l'hôtel m'avait déjà procuré une agréable diversion : selon l'usage, on m'avait demandé d'inscrire mon nom sur un gros livre placé, pour l'inspection de tout venant, dans le vestibule, qui servait en même temps de salle d'attente; là, étendus sur les bancs et les chaises, se tenaient une vingtaine de Californiens lisant, fumant, chiquant et crachant, et qui n'interrompirent leurs respectives occupations que pour me soumettre pendant quelques instans à un prompt et minutieux examen. On m'avait conduit dans une chambre bien tenue et élégamment meublée. Une jeune servante, tout en disposant mon lit, avait pris à mon égard le rôle d'un juge d'instruction : elle m'avait demandé comment je m'appelais, d'où je venais, si je comptais faire un long séjour à l'hôtel et quel était le but de mon voyage, tout cela poliment et de la manière la plus naturelle. Sur ma réponse que je venais du Japon et que j'allais à Paris, elle répliquait qu'elle n'avait, pour son compte, qu'à se louer des voyageurs arrivant de « l'autre côté, » qu'elle en connaissait beaucoup qui étaient de parfaits *gentlemen* (question de pourboire, je suppose, car on est en général généreux sous ce rapport en Chine comme au Japon), et qu'assurément plusieurs de mes compatriotes (elle me traitait en Japonais tout simplement) devaient se la rappeler. Notre conversation se prolongea sur ce ton pendant que je débouclais mes malles, et je sortis de l'*Occidental Hotel* en riant pour aller porter quelques lettres d'introduction dont je m'étais muni en partant de Yokohama.

L'aimable et cordial accueil qu'on me fit partout! « Asseyez-vous donc; gardez votre chapeau, l'on s'enrhume facilement ici; prenez un

cigare, nous en avons de bons; voulez-vous accepter un rafraîchissement? Voici une table où vous pourrez travailler, si le cœur vous en dit; il faut faire comme chez vous et venir nous voir souvent. Je vous présenterai ce soir à ma femme; il faut que vous veniez dîner chez moi; je vous conduirai à la campagne où je demeure, et j'irai vous prendre à l'hôtel. » Ce fut partout la même chose : point de gêne, pas la moindre affectation. J'aurais connu ce monde-là depuis dix ans que je n'y aurais pas été plus à l'aise qu'après dix minutes d'entretien. — Voilà des gens par trop aimables, me dis-je, pour que je me prive de leur société. — J'acceptai donc de nombreuses invitations.

En revenant à l'hôtel, je passai par *Montgommery-street*, la principale rue de San-Francisco. A chaque pas, je m'arrêtais, surpris et charmé du spectacle qui se déroulait sous mes yeux. J'arrivais du Japon, je venais de passer cinq années dans une petite colonie où les femmes sont très clair-semées, où les nouveau-venus font sensation et où c'est un cachet de rare distinction de s'élever jusqu'à l'élégance. Ici quel merveilleux contraste! Tout ce que la civilisation a de plus raffiné sollicitait mon étonnement : à chaque instant, je me trouvais en présence d'une nouvelle et fastueuse toilette; les costumes les plus élégans, les modes les plus extravagantes, se croisaient; les plus jolies figures attiraient mes regards. J'ai revu les grandes cités de l'Europe depuis que j'ai quitté San-Francisco; mais nulle part je n'ai retrouvé tant de beauté, d'élégance et de charme que chez les femmes de la capitale de la Californie.

Les hommes sont loin d'approcher, comme types, de leurs belles compagnes. Celles-ci, vêtues des étoffes les plus riches, finement chaussées et gantées, le teint clair, les yeux brillans et les mouvemens pleins d'une grâce libre et attrayante, ont tout à fait grand air. La tenue des hommes est souvent négligée : ils portent des chapeaux mous, des vêtemens poudreux; ils ont l'air soucieux et fatigué, commun et impétueux; ils marchent vite, droits et raides, et semblent dire : Je vois mon chemin devant moi, et j'irai jusqu'au bout, quoi qu'il arrive.

La population aisée de San-Francisco se compose presque entièrement de ce que l'on appelle en anglais *self-made men*, et chez nous fils de leurs œuvres. Les fortunes héréditaires n'existent pas dans un état dont la richesse ne date que de quelques années. Ces hommes, pauvres hier, millionnaires aujourd'hui, dépensent la vie et l'argent aussi largement l'une que l'autre. Pauvres, ils travaillent comme des esclaves, et tout travail leur est bon, pourvu qu'il soit bien payé : ils sont employés, mineurs, ouvriers, fermiers, spéculateurs, commissionnaires. Riches, ils aiment le luxe coûteux, les

trotteurs pur-sang achetés de 10 à 50,000 francs, les grandes propriétés qui ne rapportent rien, les maisons de campagne, la table ouverte et les belles femmes des états de l'est et du sud, qui se font habiller à Paris et dont les petites mains ne savent retenir un instant l'or que les maris et les pères y jettent à profusion. Ces femmes de la Californie, — et je ne parle ici que de la haute société, femmes de banquiers, de négocians, de propriétaires, — *importées* dans le pays comme tout ce qu y représente l'élégance et le luxe, ressemblent à des enfans gâtés dont chaque fantaisie est une loi. Les hommes de leur côté ont l'air d'athlètes sortant de la lutte, mais dédaignant le repos et prêts à rentrer dans l'arène; ils ont la véhémence, le ton brusque et haut, l'aspect rude des gens adonnés à un violent exercice de leurs facultés. Leurs femmes semblent auprès d'eux d'élégans jouets dans les mains de géans. Puis ces femmes ont été élevées dans les meilleurs pensionnats d'Amérique et d'Europe : elles savent le français, l'italien, l'allemand; elles chantent, elles jouent du piano; il y en a même qui ont des prétentions à la science et qui aiment à causer beaux-arts et littérature. Les hommes ne méprisent pas les jolies choses dont leurs compagnes les entretiennent, cela paraît même les divertir à peu près comme les marionnettes intéressent un flâneur philosophe aux Champs-Élysées; ils prêtent l'oreille en souriant et sans souffler mot. Dans leurs entiens, ce n'est ni de littérature ni de beaux-arts qu'ils s'occupent : la politique et le commerce, voilà leurs thèmes de conversation, et ils en discutent fortement, en connaissance de cause, souvent avec passion. Ils ne se vantent point, comme font les Anglais, d'avoir su le français ou l'allemand lorsqu'ils étaient jeunes. Non, ils n'ont jamais rien su de tout cela, ils n'ont pas eu le temps de l'apprendre, ils se font même une gloire trop facile de leur manque d'éducation; mais ils connaissent bien leur pays, ses richesses, ses ressources, son administration : ils savent ce qu'ils veulent, et ils ont appris à fond ce qu'il est nécessaire de savoir pour agir selon leur volonté. La plupart du temps, leur ambition première est d'amasser une grosse fortune, et souvent ils y réussissent; ils viseraient à autre chose que le succès leur serait encore assuré, car ils ont en eux la volonté simple et droite qui ne s'amoindrit pas en visées mesquines, qui ne veut qu'une chose à la fois, mais qui la veut ardemment. Ajoutez à cela une certaine insensibilité morale, un franc mépris des susceptibilités d'honneur des nations dont les ancêtres étaient des chevaliers, un manque absolu d'expansion, le don si rare de se contenter de sa propre approbation, le talent de parler d'affaires générales et de garder une réserve prudente au sujet des affaires personnelles, et vous aurez, autant qu'il m'a été possible d'en ju-

ger, un portrait assez fidèle du parvenu californien. Ses qualités, très réelles cependant, n'excluent pas chez lui une immense et souvent puérile vanité qu'il se plaît à manifester surtout dans l'étalage d'un luxe de mauvais goût. Ainsi les bons tableaux sont beaucoup plus rares à San-Francisco qu'ils ne devraient l'être dans une ville aussi opulente; quant à la bonne musique, elle en est tout à fait absente. L'école de Dusseldorf avec ses petits bonshommes, qui ressemblent à des photographies enluminées, est en possession d'approvisionner les galeries californiennes; en musique, on donne volontiers la palme aux Italiens, et l'on ignore de parti-pris les grands maîtres allemands. L'éducation d'art d'un peuple est la plus longue à faire, et l'Amérique me paraît être encore bien arriérée sous ce rapport.

Ma promenade m'avait ramené aux environs de l'hôtel. En jetant un coup d'œil sur ma toilette, je m'aperçus que j'étais couvert de poussière. Le vent souffle à San-Francisco pendant la plus grande partie de l'année; la pluie y est rare, le sol est sablonneux. Il résulte de cet état atmosphérique des nuages de poussière pour ainsi dire en permanence. Les gens du pays y sont habitués; mais les étrangers n'en prennent pas aisément leur parti.

Quoique je vinsse de débarquer, j'avais appris déjà qu'il est inusité et inutile d'en appeler aux garçons de l'hôtel pour se faire servir autre chose qu'à manger et à boire. La réputation des hôtels américains a été surfaite. Ces hôtels sont vastes, mais c'est tout ce que l'on peut en dire. Ils ne sont pas, il s'en faut de beaucoup, aussi bien tenus que les hôtels européens, et l'on y est fort mal servi. On trouve de l'eau, et le soir le gaz allumé dans sa chambre; puis, à certaines heures de la journée, une servante irlandaise apparaît pour faire le lit. Tout le service d'intérieur se borne à ces légers soins. En dehors de cela, il ne faut rien demander aux gens de l'hôtel, qui font la sourde oreille aux coups de sonnette. Ils arrivent quelquefois pour prendre les ordres et se retirent sans les exécuter. Les réclamations au bureau n'ont pas d'effet durable, et le plus simple est encore de ne pas exiger d'être mieux servi que le voisin. Les habitués s'arrangent de manière à n'avoir rien à demander, ou bien ils gagnent à force de pourboires la faveur spéciale d'un domestique qui à cette condition consent à s'occuper d'eux.

La vie d'hôtel est d'un bon marché relatif en comparaison des prix exorbitans auxquels s'élèvent les moindres objets en Amérique. On paie à San-Francisco 3 dollars (environ 15 francs) par jour, et pour ce prix l'on est petitement logé et convenablement nourri. Les boissons se comptent à part : une bouteille de vin ordinaire coûte de 5 à 10 francs, une bouteille de vin de Champagne 25 francs, une bou-

teille de vin fin de 25 à 50 francs. A la table d'hôte, la plupart des habitués ne boivent que de l'eau glacée. Dans les hôtels de New-York, les prix sont plus élevés que dans ceux de San-Francisco; mais, somme toute, on peut vivre à aussi bon marché dans les grands hôtels de l'Amérique que dans ceux de Paris.

L'heure du dîner approchant, je me rendis, pour avoir mes habits brossés et mes bottes cirées, chez un *shoeblack* (décrotteur) en plein vent dont j'avais en me promenant remarqué l'enseigne et la chaise. L'homme prit possession de mes pieds comme d'objets entièrement détachés du reste de mon corps, et, les plaçant sur deux petits blocs de bois, il les poussait et tournait au gré de son travail. Il cirait des deux mains et très vite. J'allais lui en faire compliment lorsqu'une large ceinture, couverte de plaques d'argent et qu'il portait par-dessus son tablier, attira mon attention. « Qu'est-ce que cela? » lui demandai-je. Pour toute réponse, il leva en l'air une des deux brosses, et, tout en continuant de travailler de l'autre, il me désigna un écriteau accroché à côté de la chaise. J'y lus que le propriétaire s'intitulait le « champion du monde des cireurs de bottes, » et qu'il provoquait l'univers entier à lui disputer la ceinture qu'il portait. Dans ce défi d'un genre nouveau pour moi, il proposait de cirer de vingt à cent paires de bottes contre « tout venant » pour une somme de 50 à 200 dollars. Je compris alors que je n'avais pas affaire à un simple mortel. Quelle que soit l'occupation qu'on ait choisi, il est admirable de pouvoir se proclamer le *premier* dans son genre. J'offris à ce noble champion des décrotteurs 25 cents (1 franc 25 cent.), prix ordinaire du travail qu'il venait de faire, et je m'éloignai en portant la main à mon chapeau. J'eus la satisfaction de voir que mon salut me fut gravement rendu.

De retour à l'hôtel, je rencontrai un de mes nouveaux amis, qui me donna rendez-vous pour le lendemain au *Cliff-house*. C'est une espèce de café-restaurant situé au bord de la mer, à quelques kilomètres de la ville, et fréquenté indistinctement par toutes les classes de la société californienne, mais surtout par les gens de plaisir (*the fast people*). Mon ami me conduisit chez un loueur de voitures où il paraissait favorablement connu; sa recommandation me valut la promesse d'avoir pour le lendemain un cheval qui trotterait un mille (1 kilomètre 2/3) en moins de trois minutes. N'ayant pas grande confiance en mon talent d'écuyer pour conduire un cheval si rapide, je demandai quelque peu timidement si la fameuse bête n'avait pas de vice et si elle était douce et tranquille. Le loueur de chevaux me toisa de la tête aux pieds et me répondit d'un ton sévère : « Non, monsieur, mes chevaux n'ont aucun vice. Quant à être tranquille, vous feriez éclater cent chaudières toutes à la fois

sous le nez de cette bête, qu'elle ne remuerait pas même un œil pour voir ce qui se passe; c'est le cheval le plus tranquille du monde entier. » Il ne faut pas avoir de trop grandes exigences. J'avais vu avant mon dîner le premier cireur de bottes et le cheval le plus tranquille de l'univers. Satisfait de ne pas avoir perdu ma journée, je m'acheminai vers la table d'hôte.

On dîne, dans les grands hôtels de San-Francisco, de trois à sept heures; mais l'heure des tables d'hôte est six heures. Les femmes y assistent en toilette de soirée; les hommes, fidèles à leur droit d'agir en toute circonstance à leur guise, restent en costume de ville. La vaste et belle salle à manger de l'*Occidental Hotel* était remplie de quarante tables distinctes. Chaque table comptait de huit à dix couverts. Cette disposition a sur celle de nos grandes tables d'hôte l'avantage de permettre à chaque convive de choisir sa compagnie et de dîner avec elle en partie séparée. Je m'assis auprès de mes compagnons de voyage à une table qui occupait le centre de la salle. Nous nous communiquâmes nos impressions de la journée, et nous tombâmes tous d'accord que San-Francisco était une ville fort attrayante, que ses habitans étaient généreux et hospitaliers, ses femmes charmantes, et qu'il ne fallait pas penser à quitter un séjour si agréable aussi vite que nous l'avions projeté en débarquant du *Japan*.

Quoique la salle à manger contînt ce soir-là de cent cinquante à deux cents convives, ce fut notre petite table qui eut l'honneur d'attirer l'attention générale. Tout le monde savait que nous arrivions du Japon et de la Chine, et il n'en fallait pas davantage pour éveiller la curiosité. Les hommes nous jetèrent un froid coup d'œil, les coudes appuyés sur la table; mais leur examen ne fut pas de longue durée. Nous ne leur offrions rien de particulier, et en nous regardant ils ne suivaient que leur coutume de chercher l'inconnu de préférence au connu. L'attention des femmes me frappa davantage par la manière singulière dont elle se manifestait. Elles nous étudiaient en détail, l'un après l'autre, et cela avec le même sang-froid, avec la même absence d'effronterie ou de modestie qu'elles auraient mis à examiner un meuble ou un tableau. Il n'y avait rien de provoquant dans le franc regard de ces beaux yeux limpides, rien qui invitât à un sourire d'intelligence, ou qui excitât un mouvement de vanité; mais il n'y avait rien non plus de cette pudique réserve que nous considérons comme le principal charme de la jeune femme et de la jeune fille.

Le repas fini, un aimable Californien, M. V... S..., me proposa d'aller au théâtre. « Nous avons ici deux espèces de spectacles, me dit-il, les décens et ceux qui ne le sont pas. Sans doute il vous

paraîtra intéressant de comparer les uns et les autres. Je vous conseille de commencer par le *Théâtre-Olympique* et la *Bella Union*, deux salles que la bonne société ne fréquente guère et où les honnêtes femmes ne mettent jamais les pieds. Vous irez un autre soir à notre théâtre sérieux, le *Californien*, où l'on ne joue aujourd'hui que d'ennuyeuses pièces. » Je n'avais rien à objecter contre ce programme, et nous partîmes en nombreuse compagnie, composée presque exclusivement de nouveaux débarqués du *Japan*.

Dans les pays où les gouvernemens ont pris en main la défense de la morale publique, des théâtres comme l'*Olympique* et la *Bella Union* de San-Francisco ne pourraient s'ouvrir deux jours de suite. Les costumes des actrices, leurs façons d'être, les paroles des pièces qu'elles jouent, dépassent de beaucoup en licence tout ce que l'on voit et entend de plus risqué sur nos scènes inférieures. Le raisonnement des Américains sur ce sujet scabreux est très simple. « C'est un spectacle immoral, nous en convenons; mais c'est affaire aux gens moraux de n'y point venir, s'ils ne veulent pas être choqués. Quant aux habitués, ils n'ont pas grand'chose à y apprendre, et il faudrait des sujets plus révoltans pour froisser leur sensibilité. De tous les amusemens que San-Francisco offre aux hommes de cette classe, ces théâtres-là sont encore, et de beaucoup, les moins dangereux. »

Les « autres amusemens » auxquels mon ami faisait allusion sont ceux qu'on trouve dans les maisons de jeu et les cabarets. La seule mention particulière que méritent ces établissemens, c'est que le nombre, eu égard à la population de San-Francisco, en est excessif. Les tripots ont été fermés par la loi, mais ils continuent d'exister clandestinement. Ce n'est qu'en de rares occasions, lorsque le scandale est public, que la police intervient. Ces établissemens, dont le principal se trouve dans la grande rue même de Montgommery, ne sont aujourd'hui fréquentés que par des hommes qui n'ont pas de réputation à perdre. Les *gentlemen* désireux de risquer de l'argent sur une carte se réunissent chez eux ou dans les cabinets particuliers de quelque restaurant en vogue. On y joue, dit-on, fort gros jeu.

A propos des cabarets (*public houses*), notons en passant qu'ils ont des pratiques du matin au soir. A table, l'Américain se contente souvent d'eau ou de lait glacé. Certes, si on ne le voyait boire que là, on serait tenté de le proclamer l'homme le plus sobre du monde; mais entre les repas c'est tout autre chose. Avant ou après déjeuner, le matin ou le soir, tout prétexte lui est bon pour aller « prendre un *drink*. » La qualité de ces boissons varie beaucoup : ce sont des mélanges dans la composition desquels un nombre considérable de liqueurs et d'ingrédiens trouvent leur place. On les appelle un *cock-*

tail, un *punch*, un *cobbler*, ou d'un autre nom quelconque dont la signification change suivant la localité. A San-Francisco et dans la Californie en général, on en consomme en très grande quantité. Dans les états de l'est, on est, dit-on, plus sobre, et les hommes d'un âge mûr et qui ont une certaine position à garder n'entrent dans les *public houses* qu'accidentellement; mais la population californienne ne se gêne en rien, et dans les cabarets de San-Francisco on rencontre à toute heure du jour des représentans de toutes les classes de la société. La boisson favorite des gens du peuple est le whiskey, et ce qu'un mineur de la Californie ou de Nevada peut en absorber est incroyable.

Quelques jours après être allé à la *Bella Union*, mon ami me mena au Théâtre-Californien. La salle est grande et belle; les acteurs restent dans les limites de la médiocrité et ne sont ni bons ni mauvais; l'orchestre est détestable, le public un peu plus bruyant qu'en Europe, mais convenable d'ailleurs. On jouait ce soir-là un drame de Shakspeare et une de ces farces mythologiques dans le genre de celles qui valurent à certains de nos théâtres leurs meilleures recettes. Le public, j'entends le public d'élite de San-Francisco, ne semblait point choqué d'un programme si bizarrement composé, et applaudissait avec autant de chaleur les vers du poète et les bouffonneries du parodiste.

Je l'ai dit plus haut, et je le répète ici : comme artiste ou plutôt comme appréciateur du beau, l'Américain est assurément fort inférieur à l'Européen. Les beaux-arts n'ont, jusqu'à présent, qu'une page blanche dans l'histoire des États-Unis, et la vanité patriotique des Américains les empêche seule de faire franchement des emprunts à leurs voisins d'outre-mer, plus favorisés qu'eux sous ce rapport. Il leur arrive parfois d'apporter de leurs excursions en Europe des copies plus ou moins bonnes des tableaux de maîtres anciens ou les productions originales de quelque peintre en vogue; mais il suffit de voir dans quel milieu ils placent ces produits exotiques pour comprendre que le sentiment de l'harmonie fait grandement défaut à l'acquéreur, et qu'il a été guidé dans son choix ou par un avis intéressé ou bien par un simple caprice. D'ailleurs même ces amateurs de parade, qui ont au moins le mérite de reconnaître l'infériorité de leur pays au point de vue des arts, sont chez eux en grande minorité. La plupart des Américains avec lesquels je me suis trouvé en rapport laissaient voir ou confessaient même qu'ils étaient incapables de mesurer la distance qui sépare Michel-Ange, Rembrandt et Beethoven du vulgaire des hommes. Les conceptions de ces maîtres demeurent inaccessibles à des intelligences tournées naturellement vers le côté pratique de la vie humaine.

Cette inaptitude d'appréciation du beau trouve souvent son expression dans la raillerie et un mépris apparent. Le parvenu tire quelquefois une sorte de gloire de ne savoir rien démêler aux beautés d'une symphonie, et il n'est pas fâché de raconter que son éducation a été complétement négligée, qu'il ne doit sa propre grandeur qu'à lui-même. Nul ne lui reprocherait ce travers; ce qu'on ne lui pardonne pas, c'est de vouloir s'en faire, par gloriole patriotique, un titre à l'admiration. Pour moi, je ne le crois pas de bonne foi en pareille matière. Il est beaucoup trop fin pour ne pas admettre dans son for intérieur qu'après tout l'Européen a sur lui par-ci par-là quelque supériorité incontestable; le difficile est de l'avouer à un homme sur lequel il sait avoir, sous tant d'autres rapports, d'immenses avantages. N'est-il pas libre, n'est-il pas intelligent, hardi, fort, citoyen de la plus jeune, de la plus riche des grandes nations modernes? Qu'aurait-il à envier aux antiques civilisations de l'Occident? Un vieillard aussi a mainte supériorité incontestable sur un jeune homme; la jeunesse pourtant, avec et malgré tous ses défauts, est encore ce qu'il y a de plus enviable au monde.

Il me reste à dire quelques mots de San-Francisco et de ses environs. La ville est bâtie régulièrement et sur un plan qui prouve que les premiers colons avaient pressenti l'importance qu'elle devait prendre un jour dans le commerce du monde. Les rues sont larges, garnies de trottoirs, tirées au cordeau, et se coupent à angles droits. L'éclairage au gaz est d'un usage général. On voit à San-Francisco de grandes maisons d'habitation construites en pierre de taille et qui doivent avoir coûté des sommes énormes au prix où la main-d'œuvre s'est maintenue en Californie; on voit aussi des magasins luxueusement décorés et de jolies villas, résidences particulières des riches marchands qui ont leurs bureaux au centre de la ville, dans Montgommery-street, Californian-street, etc. Les églises et chapelles, consacrées au culte d'un grand nombre de congrégations, ne manquent pas. La synagogue juive est une des plus vastes du monde; mais toute cette architecture est banale, et aucun édifice ne mérite de l'étranger une attention particulière.

Des voies ferrées sillonnent la ville dans tous les sens, et pour quelques cents on se rend en omnibus américain d'un bout de San-Francisco à l'autre. L'omnibus est peut-être la seule chose vraiment bon marché que j'aie trouvée en Californie. Une simple course de fiacre se paie de 12 à 25 francs, et, si le cocher croit s'apercevoir qu'il a affaire à un étranger, il n'hésitera point à exiger le double ou le triple de ce qui lui est dû. La police des rues est mal faite; l'administration municipale laisse beaucoup à désirer. Les Californiens auxquels on en fait l'observation répondent volontiers : « La

ville est si jeune! vous verrez ce qu'elle sera dans cinquante ans! »

Les environs de San-Francisco sont arides et tristes, et n'offrent aucun attrait au promeneur. Sur les bords de la mer cependant, le paysage revêt en certains endroits un caractère de grandeur sauvage et menaçante. De noirs rochers plongent à pic dans les flots écumans, qui se ruent avec un bruit effroyable sur les brisans formés par les débris de quelques îlots dispersés irrégulièrement le long de la côte. En face de *Cliff-house*, dont j'ai parlé plus haut, il y a deux écueils battus et souvent submergés par les flots, et qui servent de refuge à de nombreux troupeaux d'énormes lions de mer. Une loi spéciale de l'état protége ces animaux contre les chasseurs. Ils s'aventurent si près du rivage que l'on distingue à l'œil nu chaque mouvement de leurs croupes luisantes et difformes, et leurs hurlemens lugubres se font entendre jour et nuit malgré l'intense clameur soulevée par la grande voix de l'Océan.

A quelques journées de marche de San-Francisco, dans le voisinage des hautes chaînes de montagnes, le paysage californien prend un caractère d'incomparable grandeur. La beauté de la vallée de Yosémité frappe d'admiration le voyageur. Les grands arbres (*big rees*), qui dans l'été forment un but fréquent d'excursion et dont un spécimen se trouve au Palais de Cristal de Londres, atteignent la hauteur de la flèche de Strasbourg. L'arbre, une espèce de cèdre, est appelé en Amérique *Washingtonia*, et nulle autre part au monde on n'a rencontré le pareil.

II.

Je devais enfin penser à me rapprocher davantage de l'Europe, but de mon voyage, et à quitter San-Francisco, où la plus agréable des sociétés m'avait retenu bien au-delà de mes intentions. Les journaux annonçaient d'ailleurs que le chemin de fer *Central* et le chemin de l'*Union* du Pacifique avançaient rapidement leurs travaux, que bientôt ils allaient se joindre, et que la plus longue ligne ferrée qui existe au monde, réunissant l'est à l'ouest de l'Amérique, San-Francisco à New-York, l'Océan-Pacifique à l'Océan-Atlantique allait être inaugurée d'un jour à l'autre. Puisque je me trouvais en Californie en un moment si propice, je me promis d'assister à un événement dont la portée au point de vue politique, commercial et civilisateur dépasse même les calculs de l'exagération américaine.

Je fixai, de concert avec quatre de mes compagnons de voyage, mon départ pour le lundi 10 mai 1869, jour où le premier train direct devait partir de San-Francisco, ou plutôt de Sacramento, pour New-York. Mes préparatifs de départ furent bientôt terminés. A ce

sujet, j'eus encore le plaisir de faire, en la personne d'un des principaux tailleurs de San-Francisco, une connaissance essentiellement américaine. Présenté par un ami californien au chef d'un grand établissement où je m'étais rendu pour me procurer quelques articles de toilette, il me fallut d'abord, bon gré mal gré, entrer dans des détails circonstanciés sur la situation politique du Japon. Mes récits ayant obtenu l'approbation du maître de céans, il poussa la bonté jusqu'à nous offrir un verre d'excellent whiskey que nous vidâmes, lui à mon heureux voyage, et moi à la prospérité du commerce californien en général et du sien en particulier. En passant, et comme on offrirait par exemple un cigare au milieu d'une conversation, on m'apporta les vêtemens que j'avais demandés, et le prix excessif en fut négligemment indiqué et encaissé. Nous nous séparâmes en échangeant de cordiales poignées de main; je reçus en même temps du maître tailleur la satisfaisante assurance qu'il avait été heureux de faire ma connaissance, et qu'il comptait sur ma visite à mon retour dans le pays. — « C'est un particulier, dit mon ami en riant beaucoup de ma figure étonnée, qui a su se faire une belle fortune et qui s'est retiré des affaires. Ayant beaucoup d'activité dans l'esprit et ne voulant pas encore se reposer, il consacre ses loisirs à surveiller la confection de vêtemens, de chemises et de cravates; comme il lui serait impossible d'user et de garder pour lui tout ce qu'une vingtaine d'ouvriers travaillant jour et nuit lui fabriquent, il a la complaisance de céder le surplus de sa garderobe, moyennant un bénéfice raisonnable, à des amis qui, comme vous, lui ont été dûment présentés. » — « Et pourquoi, demandai-je, l'appelez-vous colonel? — Cela, je n'en sais rien, répondit mon ami; mais, s'il en a pris le titre, vous pouvez être assuré qu'il y a un droit incontestable, car il est homme à exiger ce qui lui est dû sans aller pourtant au-delà. »

C'est un fait avéré que l'on rencontre dans l'Amérique du Nord un très grand nombre d'hommes titrés ou qualifiés. Cette singularité, choquante parmi des républicains, s'explique en partie par les changemens fréquens et périodiques qui s'opèrent dans le personnel de l'administration et du gouvernement du pays. A l'avénement de chaque président, on voit, pour ainsi dire, disparaître toute une série de hauts fonctionnaires : le nouvel élu amène avec lui une armée d'hommes nouveaux, d'autant plus avides de tous les priviléges du pouvoir qu'ils savent d'avance combien est limitée la durée de leur triomphe. Ces dignitaires éphémères, en rentrant à leur tour dans la vie privée, conservent souvent la qualité attachée à la fonction qu'ils ont exercée. En outre les administrateurs ou directeurs de sociétés particulières n'hésitent point de leur côté à s'affubler en public du

titre dont leurs actionnaires ou commettans les ont honorés, et le premier venu, placé à la tête d'une compagnie quelconque, se croit autant de droits au titre de président que le général Grant lui-même.

Cette prétention de se faire appeler général, colonel, président, gouverneur, juge, s'accorde mal avec les principes démocratiques des citoyens de la grande république; cependant, puisque ce n'est après tout qu'une manifestation différente du même sentiment de vanité qui fait commettre en Europe à des hommes d'ailleurs fort honorables des petitesses ayant pour objet la faveur d'obtenir un ruban, une particule ou un costume, il ne nous siérait guère de jeter la pierre aux chasseurs de titres creux américains.

Dans la soirée du 7 mai, je me rendis au Théâtre-Californien pour y voir rassemblé une dernière fois le monde élégant de San-Francisco. Pendant un entr'acte, la toile se releva, et l'un des acteurs s'approcha de la rampe en habit noir et en cravate blanche. On l'applaudit avant qu'il eût ouvert la bouche. « Messieurs et mesdames, dit-il lorsque le silence se fut rétabli, la direction du Théâtre-Californien vient de recevoir une dépêche télégraphique de l'extrémité du chemin de fer central annonçant que le dernier rail, celui qui unira *le Central* à *l'Union* et qui complétera le *Grand-Pacifique National,* sera posé demain à midi. » L'orateur n'en dit pas davantage, des applaudissemens enthousiastes lui coupèrent la parole. Il remercia le public comme si ces marques d'approbation lui étaient personnelles, et se retira rayonnant de satisfaction. Il fut rappelé jusqu'à trois fois et finalement couvert de fleurs destinées sans doute à une chanteuse qui devait paraître dans une autre pièce.

Le lendemain, samedi 8 mai, tout San-Francisco était en rumeur. On allait célébrer l'achèvement de ce que, dans ces jours d'enthousiasme, on n'appela plus que la *grande œuvre,* c'est-à-dire la jonction du chemin de fer Central et de l'Union du Pacifique. Cette célébration, qui eut lieu en même temps dans toute la Californie, était cependant un peu prématurée. Le travail, il est vrai, en tant qu'il ne regardait que les Californiens, était en quelque sorte terminé. Les dépêches télégraphiques annonçaient qu'à midi précis on poserait à Promotory-Point le dernier rail sur la dernière traverse du Central-Pacifique; mais d'un autre côté les travaux du chemin de l'Union n'avaient pas marché, depuis une semaine, avec l'extravagante vitesse que les Californiens, fiévreusement surexcités, avaient imprimée aux leurs. Les *unionistes,* dont le siége principal était à Chicago et le point de départ à Omaha, ne devaient atteindre que deux jours plus tard le point de jonction. Il aurait été plus juste de ne célébrer l'achèvement de l'œuvre que ce jour-là, le 10 mai; mais les Californiens avaient fait leur siège : la fermeture des banques et ate-

liers avait été annoncée, on avait réglé l'ordre des processions, rédigé les discours, préparé les banquets, tout était prêt pour le 8, et, impatiens comme des enfans, les habitans de San-Francisco ne se souciaient pas d'attendre, même quarante-huit heures, que leurs rivaux fussent comme eux arrivés au point d'embranchement.

La ville était donc ce jour-là en grande fête : les maisons étaient garnies de drapeaux, les navires pavoisés de haut en bas; un salut de cent coups de canon fut tiré; les rues étaient encombrées d'une foule endimanchée; de nombreux cortéges, formés par les membres des associations ou corps de métiers, francs-maçons, gymnastes, volontaires, mécaniciens, pompiers, se succédaient sans interruption. Les pompiers eurent la palme, peut-être parce qu'ils firent le plus de tapage. Ils promenaient une vingtaine de pompes à vapeur traînées par de magnifiques attelages à quatre chevaux, et c'était parmi les machinistes à qui ferait siffler sa pompe le plus fort et le plus longuement. Ce vacarme ne contribua pas peu à porter l'enthousiasme au comble. Les honneurs de la journée furent cependant pour une locomotive neuve sortant d'un des ateliers de San-Francisco. Elle était placée sur un char tiré par vingt superbes chevaux gris attelés avec de grosses chaînes de fer en cinq rangs de quatre de front chacun. Deux grands gaillards conduisaient cet imposant attelage. Sur la locomotive, un nombre considérable d'ouvriers étaient groupés en costume de travail. C'était d'un grand effet, et la foule applaudissait avec ardeur. Puis venaient des musiciens jouant faux, les ordonnateurs de la fête à cheval, moitié honteux, moitié fiers de servir de point de mire à la curiosité publique, des soldats, des artisans, des membres de la Société philharmonique. Bref, la moitié de la ville figurait dans ce cortége, et l'autre moitié se pressait sur son passage. Le soir, il y eut illumination générale.

J'avais assisté avec intérêt à toute la fête; mais ce qui m'amusa plus encore, ce fut d'en lire le compte rendu dans les divers journaux californiens. L'exagération dont le journaliste américain aime à faire preuve est divertissante. Il est difficile de lire un journal sans trouver sujet de rire : quelques rédacteurs excellent surtout à enfiler des phrases creuses et à débiter des mots sonores; il y en a qui pratiquent de préférence le paradoxe, ou font étalage d'un grossier cynisme; d'autres enfin écrivent sur un ton de bouffonnerie pathétique dont le secret n'existe qu'en Amérique. A l'occasion de grands événemens nationaux, comme l'inauguration du chemin de fer du Pacifique, tous les journalistes sont d'accord pour faire parade d'un patriotisme théâtral qu'ils développent à l'envi dans des articles d'un lyrisme inoui. On manque rarement en pareille cir-

constance de jeter la pierre « aux vieilles civilisations décrépites de l'Europe, » ajoutant « qu'il leur aurait fallu des siècles pour accomplir des travaux que quelques fils hardis et entreprenans de la libre Amérique ont mis en quelques mois tout achevés devant les yeux éblouis de l'univers. » On peut lire des phrases de ce genre dans la plupart des journaux américains du 8 au 15 mai 1869. On y peut voir aussi, à propos du chemin de fer, de curieux spécimens de style épistolaire : ce sont des lettres de félicitations que quelques maires, présidens de chambres de commerce et autres personnages en évidence échangeaient entre eux à cette époque. Tout cela est écrit en pur galimatias et semble marcher sur des échasses. La simplicité est ce qui fait le plus défaut à la presse américaine.

Cependant, il faut l'avouer, l'enthousiasme avait dans ces jours-là une sérieuse raison de se manifester, car une œuvre vraiment grande venait d'être accomplie. La nature et les événemens, — des montagnes supposées inaccessibles et la guerre civile, — s'étaient opposés à l'achèvement de l'entreprise; mais l'énergie et l'optimisme, ces brillans apanages de la jeunesse et d'un peuple jeune, avaient fini par vaincre tous les obstacles. L'homme, dans le cours des siècles à venir, exécutera sans doute encore d'autres œuvres qui égaleront en étendue et en dépense de force et de courage le chemin du Pacifique; mais le monde n'est pas assez vaste pour donner lieu à des entreprises beaucoup plus grandes, et l'on comprend le sentiment qui inspire à un journaliste de l'Illinois la phrase suivante : « nous ne sommes pas assez riches pour célébrer l'événement avec autant d'éclat que nos grands voisins de Chicago, mais nous sommes tous plus fiers que nous ne l'étions auparavant d'avoir droit au titre de citoyen des États-Unis. »

III.

Pendant que l'on célébrait à San-Francisco l'achèvement du chemin de fer californien et que les journaux portaient aux nues ceux qui l'avaient conçu et exécuté, les travaux se poursuivaient avec une ardeur sans égale dans les environs de Promotory-Point, le point de jonction désigné entre les deux sections de la grande ligne. Les résultats obtenus dans les derniers mois avaient non-seulement dépassé tout ce qui, comme activité de construction, avait été fait jusqu'alors, mais même ce que les ingénieurs les moins timides avaient cru possible d'atteindre sous ce rapport.

Au mois de mars, les travailleurs du Central-Pacifique avaient posé dans un seul jour 10 kilomètres de rails. Aussi avaient-ils nommé l'endroit où le soir le travail s'était arrêté *Challenge-Point*,

provoquant ainsi les ouvriers de la compagnie de l'Union à en faire autant. Ceux-ci n'avaient pas tardé à répondre au défi par un travail plus surprenant encore : une journée leur suffit à poser 11 kilomètres 2/3 de rails. De leur côté, les Californiens, ne voulant admettre aucune supériorité lorsqu'il s'agissait de lutter de vitesse dans la construction de la grande ligne, réunirent toutes les forces capables d'être employées sur un seul point, et en onze heures de travail posèrent et fixèrent, à la satisfaction de la commision officielle chargée de la surveillance des travaux, dix milles, c'est-à-dire près de 17 kilomètres de rails. Ce fait sans précédent fut accompli le 28 avril 1869, sous la direction de l'inspecteur-général Charles Croker. Un témoin oculaire, le correspondant de l'*Alta California*, rapporte que les premiers 240 pieds de rails furent posés en 80 secondes, les seconds 240 pieds en 75. On ne va guère plus vite à pied lorsqu'on se promène sans se presser.

Voici d'autres faits authentiques ayant trait à ce travail extraordinaire : un train contenant 2 milles de rails, c'est-à-dire environ 210 tonneaux de fer, fut déchargé par une escouade de Chinois en 9 minutes et 37 secondes. Les premiers 6 milles de rails furent posés en 6 heures 42 minutes, et pendant ce temps, où chaque travailleur mettait en jeu toutes ses forces, pas un d'eux, sur 1,500, ne demanda un instant de repos. Ce qui donne encore une plus saisissante idée de l'enthousiasme qui s'était communiqué à cette armée d'ouvriers, c'est le fait que *tous* les rails, formant ensemble une longueur de 17 kilomètres et pesant environ 1,000 tonneaux, — un beau chargement de navire, — furent posés par huit hommes seulement, choisis comme les plus expérimentés et les plus durs à la fatigue dans un corps de 10,000 travailleurs.

Tout l'ouvrage se fit, ce jour-là, en courant. Un wagon chargé de fer se dirige en tête de la ligne, apportant les rails nécessaires à la continuation de la voie. Il est traîné par deux chevaux attelés en *tandem* et lancés au galop. Un wagon vide, qui vient d'opérer sa livraison de rails, se porte à sa rencontre. Ceci a tout l'air d'un contre-temps, car deux wagons allant en sens contraire ne pourraient circuler sur une seule voie ferrée. Cependant le wagon chargé poursuit son chemin sans ralentir son allure; le wagon vide a été arrêté, et des bras d'hommes l'ont soulevé et rangé à côté de la ligne. Le wagon chargé passe outre, les conducteurs échangeant un *hurrah* avec leurs compagnons de travail. A la dernière limite de la ligne, deux hommes mettent des blocs de bois en avant du wagon, qui s'arrête aussitôt. Quatre autres ouvriers, placés des deux côtés de la voie, tirent à l'aide de crochets une paire de rails du wagon, la posent et l'ajustent sur les traverses en bois installées à l'avance

par les coulies chinois, qui passent à bon droit pour d'excellens terrassiers; puis le wagon est poussé en avant de la longueur du double rail qui vient d'être posé, et la même opération recommence. Les *tracklayers* (poseurs de rails) sont suivis par une brigade d'ouvriers qui assurent le rail avec toute l'exactitude nécessaire et qui le fixent au moyen de rivets et de boulons. Ce sont des mécaniciens qui sont chargés de ce travail, exigeant beaucoup d'expérience et un certain jugement. Une bande de Chinois s'avance derrière eux pour compléter l'ouvrage qu'ils ont commencé. Enfin vient l'arrière-garde, encore composée de Chinois, travaillant sous l'inspection de surveillans irlandais et allemands; armés de pioches et de pelles, ils recouvrent les extrémités des traverses de terre fortement tassée, afin de leur donner plus de solidité.

Pendant ce temps, les ingénieurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des travaux se montrent sur tous les points. On les voit à cheval courir sans cesse le long de la ligne, corrigeant, louant, encourageant, s'assurant enfin que tout est vite et bien fait. Au front de la ligne, dans une voiture découverte, se tiennent M. Charles Crocker, l'inspecteur en chef, et M. Stonbridge, son premier aide-de-camp; ils sont là, attentifs et soucieux, la lorgnette à la main, surveillant l'action comme des généraux d'armée. A midi, l'on est à peu près certain de la victoire. Le gouverneur Stanford, président du chemin de fer central, perdra 500 dollars, qu'il a pariés avec M. Minckler, le chef des *tracklayers*, touchant la possibilité d'accomplir en un jour le travail proposé. Le *boarding-house train* (train-hôtel), composé de maisons en bois montées sur des roues et où les ouvriers blancs mangent et dorment, vient d'arriver. Les Chinois forment bande à part; mais leur dîner aussi (ils le prennent en plein air) est préparé d'avance, et tous, Caucasiens et Asiatiques, attaquent le repas avec la vigueur que donne la satisfaction d'une grande tâche bien remplie. Le repas est terminé, et l'on se remet à l'ouvrage avec une ardeur nouvelle. Les jours ne sont pas encore bien longs, et le soleil s'approche visiblement de l'horizon. Les ombres s'allongent et prennent des formes fantastiques; mais on ira jusqu'au bout. Tout le monde semble électrisé : de lourdes masses de fer sont enlevées, portées, posées, ajustées avec autant d'aisance que si le poids en avait miraculeusement diminué; les clous, rivets, boulons, semblent trouver d'eux-mêmes leurs places; les marteaux volent, les chevaux galopent leur plus grand train. « En avant, John Chinaman! Du courage, Paddy! Allons, allons, nous n'avons pas de temps à perdre! » Ainsi crient les surveillans, excitant les hommes au travail comme on les exciterait au combat; mais c'est inutile : chacun fait de son mieux. Soudain tout s'arrête. Une grande clameur, des

hurrahs formidables, s'élèvent du front de la ligne. C'est fini. Les derniers rails ont été posés, et l'œuvre que l'on s'était proposée le matin a été accomplie avant la tombée de la nuit. Peu s'en faut que Caucasiens et Chinois ne s'embrassent.

Pour se faire une idée des difficultés vaincues en cette mémorable journée, il ne faut pas oublier que l'on se trouvait au milieu d'un désert, loin de toute ville et même de toute habitation. Lorsque les ouvriers, réunis ce jour-là au nombre de quinze cents sur un seul point, abandonnèrent le travail pour prendre le repas de midi, ils étaient arrivés à 10 kilomètres de l'endroit où ils avaient déjeuné le matin et laissé leur attirail de campement. Les provisions, tentes, ustensiles, instrumens, effets, le feu et l'eau, tout avait été porté en avant, sans confusion, à mesure que les travaux du chemin de fer avançaient. Cette armée d'ouvriers fut donc pourvue régulièrement de tout ce qui lui était nécessaire pour la nourrir et l'abriter, et cela dans des endroits où le matin il n'y avait pas vestige de route ou de provisions.

Le lieu où s'arrêta le travail le 28 avril fut nommé *Victory-Point*, ce qui voulait dire qu'en fin de compte les Californiens avaient battu les *unionistes*, sans leur laisser même l'espoir d'une revanche (1). Ces derniers ne se découragèrent cependant pas, et continuèrent à travailler avec une telle diligence que le 10 mai, quarante-huit heures plus tard seulement que les Californiens, ils eurent atteint l'extrême limite de leur embranchement et touchèrent à Promotory-Point aux ouvrages les plus avancés du chemin Central. Le dernier rail, unissant les deux sections de la grande ligne, allait donc être posé.

Promotory-Point, territoire de l'Utah, cité déjà plusieurs fois dans cette étude, est situé à 4,943 pieds au-dessus du niveau de la mer, entre 41 et 42 degrés de latitude nord et 112 et 113 degrés de longitude ouest. C'est un groupe de huttes provisoires élevées sur la pointe nord-est du grand Lac-Salé, à une cinquantaine de kilomètres des villes de Corinne de Brigham, à environ 800 milles de San-Francisco et 2,500 milles de New-York. C'est en cet endroit

(1) Je relève dans le *Journal de Chicago* les détails suivans relatifs au fait que je viens de raconter. «Pour poser ces 10 milles de rails dans un jour, 8,500 hommes furent employés. Ils avaient à leur disposition 800 chevaux, 8 locomotives et un grand nombre de charrettes. Cette armée et tout son attirail obligé marchaient à la rencontre d'une armée de force égale. Pour poser, ajuster et fixer les 10 milles de rails, on avait eu besoin de 31,500 traverses, de 4,037 rails, de 8,140 coussinets, de 16,280 rivets et de 120,000 boulons. Tout cela arrivait ce jour-là de divers endroits à une distance de 5 à 12 milles du centre d'opération. » Le correspondant spécial de l'*Alta California*, témoin oculaire de ces derniers travaux, a publié à ce sujet un article fort remarqué et auquel j'ai fait plus d'un utile emprunt.

que, le 10 mai 1869, un millier de personnes représentant toutes les classes de la société américaine se trouvaient réunies pour célébrer l'achèvement de la grande ligne nationale, formée par la réunion des deux sections : le *Central Pacific*, qui, en passant la Sierra-Nevada à des hauteurs de 7,042 pieds (station de Summit), s'étend sur une longueur de 689 milles (1,148 kilomètres) entre Sacramento et Promotory-Point (1), et l'*Union Pacific*, dont le point de départ est la ville d'Omaha, et qui, franchissant les Montagnes-Rocheuses à une hauteur de 8,424 pieds (station de Sherman), a 1,086 milles (1,810 kilomètres) de longueur.

Le gouverneur Leland Stanford, président du chemin de fer central, se trouvait à Promotory-Point depuis la veille de la célébration. Son voyage de San-Francisco avait été marqué par un accident qui aurait pu devenir fatal. Après avoir passé la station de Truckee, à 119 milles de Sacramento, le train qui devait conduire le président et ses amis au point de jonction avait rencontré un obstacle formidable formé par un arbre d'une cinquantaine de pieds de long, qui était tombé sur la voie. Heureusement le machiniste s'en était aperçu, et avait eu le temps de ralentir la marche du train. Cependant un choc s'ensuivit; la locomotive dérailla, un voyageur reçut de fortes contusions, et les marche-pieds de toutes les voitures furent, d'un côté, arrachés par l'arbre. Il n'y eut pas d'autre accident, et, la locomotive remise en place, on put continuer le voyage. L'événement se répandit dans le public, mais sans produire aucun fâcheux effet; on est trop optimiste en Amérique pour voir autre chose dans les événemens que ce qu'ils peuvent présager de favorable. « Comme c'est heureux, disait-on, que Stanford et ses amis n'aient pas été tués! Cela aurait fait grand tort à la fête de Promotory-Point. » Puisque M. Stanford se rendait à cet endroit pour y représenter le chemin de fer central, la remarque était parfaitement juste; je doute cependant qu'on eût pensé à la faire en Europe.

Les envoyés du chemin de l'Union du Pacifique, MM. Thomas Durant, vice-président, Dillon et Duff, directeurs, arrivèrent dans la matinée du 10 mai. Les préparatifs pour poser d'une manière solennelle les derniers rails furent bientôt faits. On avait laissé entre les deux extrémités des lignes un espace libre d'environ 100 pieds. Deux escouades, composées d'hommes blancs du côté des unionistes et de Chinois du côté des Californiens, s'avancèrent en correcte tenue d'ouvriers pour combler cette lacune. On avait dans les deux camps choisi

(1) Le point de jonction définitif entre les deux lignes sera Ogden, à 53 milles de Promotory-Point.

l'élite des travailleurs, et c'était plaisir à voir comme ils s'acquittèrent vivement de leur besogne. Les Chinois surtout, graves, silencieux, alertes, s'entr'aidant adroitement l'un l'autre, furent l'objet de l'admiration et de l'approbation générales. « Ils travaillaient comme des prestidigitateurs, » dit un témoin oculaire.

A onze heures, les deux troupes se trouvèrent face à face. Deux locomotives s'avancèrent de chaque côté l'une au-devant de l'autre, pour exhaler dans un jet de vapeur un salut qui déchira les oreilles. En même temps le comité expédiait à Chicago et à San-Francisco une dépêche télégraphique adressée à l'*Association des journaux des états de l'est et de l'ouest* et ainsi conçue : « tenez-vous prêts à recevoir les signaux correspondans aux derniers coups de marteau. » Par un procédé très simple, les fils télégraphiques de la ligne principale correspondant avec les états de l'est et de l'ouest avaient été mis en communication électrique avec l'endroit même où le dernier boulon allait être placé. A Chicago, à Omaha, à San-Francisco, les trois principaux bureaux télégraphiques les plus rapprochés de Promotory-Point, on s'était arrangé de manière à correspondre directement avec New-York, Washington, Saint-Louis, Cincinnati et autres grandes cités. Dans ces dernières enfin, on avait pris des dispositions particulières à l'aide desquelles la grande ligne télégraphique communiquait avec les signaux électriques à incendie établis dans ces villes. Grâce à ces ingénieuses précautions, les coups de marteau frappés à Promotory-Point pour fixer le dernier rail du Grand-Pacifique trouvèrent un écho immédiat dans tous les états de la république.

La traverse sur laquelle devait reposer le dernier rail était en bois de laurier, le boulon qui devait unir la traverse au rail en or massif, le marteau dont on devait se servir en argent. Le docteur Harkness, député de la Californie, présenta ces objets à MM. Stanford et Durant. « Cet or extrait des mines et ce bois précieux coupé dans les forêts de la Californie, dit-il, les citoyens de l'état vous l'offrent pour qu'ils deviennent parties intégrantes de la voie qui va unir la Californie aux états frères de l'est, le Pacifique à l'Atlantique. » Le général Safford, député du territoire d'Arizona, offrit un autre boulon fait de fer, d'or et d'argent. « Riche en fer, or et argent, dit-il, le territoire d'Arizona apporte cette offrande à l'entreprise qui est comme le grand trait d'union des états américains, et qui ouvre une nouvelle voie au commerce. » Les derniers rails avaient été apportés par l'administration de l'Union. Le général Dodge, député, prononça en les désignant un discours qui se terminait ainsi : « Vous avez accompli l'œuvre de Christophe Colomb. Ceci est le chemin qui conduit aux Indes. » Le dernier enfin, le dé-

puté de Nevada offrit un troisième boulon, celui-là en argent, et dit : « Au fer de l'est et à l'or de l'ouest, Nevada joint son lien d'argent. »

MM. Stanford et Durant, les présidens des deux chemins de fer, auxquels était échu l'honneur de fixer le dernier rail, s'avancèrent alors pour procéder à l'œuvre. Au même moment, la dépêche suivante fut transmise à San-Francisco et à Chicago : « Tous les préparatifs sont terminés. Otez vos chapeaux. Nous allons prier. » Chicago, prenant la parole au nom des états de l'Atlantique, répondit : « Nous comprenons, et nous vous suivons. Tous les états de l'est vous écoutent. » Quelques instans après, les signaux électriques, répétant de par l'Amérique entière chaque coup de marteau frappé en ce moment au milieu du continent, apprirent aux citoyens, qui écoutaient dans un silence religieux, que l'œuvre venait d'être accomplie. Cette communion simultanée dans une grande et belle pensée produisit un effet dont les assistans seuls peuvent se faire une idée. Cette voix venant des régions mystérieuses du centre du continent, annonçant au monde l'achèvement d'une grande œuvre, fit vibrer les plus nobles cordes du cœur humain : il y eut des larmes d'émotion et des cris de joie. Enfin les chapeaux volèrent en l'air, et ce furent des hurrahs, des « vive l'Amérique ! vive la grande république ! » comme on n'en avait jamais entendu en plus belle occasion. Dans les principales villes des États-Unis, l'événement fut célébré par des saluts de cent coups de canon; à Chicago et en beaucoup d'autres endroits, il y eut des fêtes dans le genre de celle de San-Francisco. Dans le compte-rendu de la fête de Chicago, je trouve les détails suivans : la procession se composait de 813 véhicules, parmi lesquels 19 charrettes chargées de bois, 20 omnibus, 15 pompes à incendie et 30 vélocipèdes. Le chroniqueur n'explique pas pourquoi les charrettes étaient chargées de bois, ni comment les vélocipèdes avaient pris et conservé l'allure solennelle d'une marche de procession.

A Promotory-Point, on avait pendant ce temps continué à débiter des discours et à expédier des dépêches. Le président Grant et le vice-président Colfax avaient reçu les avis officiels signés des présidens des deux lignes de chemins de fer. Les principaux journaux, représentés ce jour-là sur le lieu d'inauguration par des correspondans spéciaux, avaient également eu leur part dans cette dépense d'électricité, et, comme toutes ces dépêches et beaucoup d'autres, échangées entre les présidens de chambres de commerce, les gouverneurs, les maires, les juges, envoyées aussi de particulier à particulier, furent, en même temps que les réponses et commentaires, dûment publiées dans les journaux américains, ceux-ci

furent, durant quelques jours, aussi exclusivement réservés aux nouvelles du chemin de fer du Pacifique que quelques journaux français l'ont été, il y a peu de temps, aux détails d'un grand crime qui venait d'être commis. Comme cela arrive toujours en pareille occasion, on dit des choses sensées et bonnes, ridicules et absurdes; puis le bruit s'apaisa, et l'entreprise, sortant du domaine philosophique, entra de plain-pied dans la vie pratique et commerciale pour devenir l'objet de l'exploitation moins bruyante des hommes d'affaires.

IV.

L'intérieur de l'Amérique du Nord, depuis le Missouri jusqu'à l'Océan-Pacifique, resta longtemps encore après la découverte du Nouveau-Monde une *terra incognita*. On peut lire dans d'anciens recueils de voyages les récits fabuleux de quelques hardis aventuriers qui avaient osé pénétrer dans ces immenses contrées; mais ces récits n'ont d'autre valeur que celle d'une lecture intéressante. Le plus remarquable sans contredit est le compte rendu d'une expédition organisée et menée à fin par des Espagnols qui au printemps de 1548 partirent des bouches du Mississipi dans la direction de l'ouest. Ils traversèrent les vastes régions connues depuis sous les noms de Louisiane, Texas, Nouveau-Mexique et Arizona, et après avoir perdu le plus grand nombre de leurs compagnons de misère, quatre d'entre eux seulement, presque nus, affamés, à moitié morts, n'ayant plus d'aspect humain, arrivèrent enfin, au bout de *huit années* de marche, huit ans dont chaque journée avait été marquée par des souffrances, des périls, des privations de toute sorte, aux bords de l'Océan-Pacifique, dans ce qu'on appelle aujourd'hui la Basse-Californie. Le chef de cette odyssée était Cabeça de Vacca, gentilhomme castillan qui jadis avait servi dans l'expédition de Narvaez en Floride.

Dans un ouvrage publié à Londres en 1778, nous avons trouvé un document d'une valeur historique plus utile à nos yeux. C'est la narration d'un voyage que Jonathan Carver, du Connecticut, officier au service du roi, avait accompli à travers l'Amérique du Nord. Après être parti de Boston, avoir passé à Albany, longé les lacs Ontario, Érié et Michigan, il avait traversé les états de Wisconsin et de Minnesota, et ne s'était arrêté que dans le territoire de Dakota, où des obstacles insurmontables l'empêchèrent de poursuivre sa marche, ainsi qu'il se l'était proposé, jusqu'au bord du Pacifique. Le récit de ses aventures, qu'il a écrit lui-même, est d'un vif intérêt. Les commentaires et les réflexions dont il l'accompagne décèlent un homme

instruit et d'un esprit pénétrant. « e colonie fondée sur les rivages du Grand-Océan, écrit-il, assurerait non-seulement de nouvelles ressources au commerce et conduirait à d'importantes et utiles découvertes, mais elle ouvrirait aussi avec la Chine et les établissemens britanniques de l'Inde des communications qui abrégeraient considérablement celles qui existent maintenant par le cap de Bonne-Espérance et le détroit de Magellan. Je ne doute pas que l'on ne traite à présent mes projets de chimères, mais je ne doute pas non plus que dans un temps prochain ils ne deviennent des réalités. Que ceux qui recueilleront les fruits de l'idée que j'ai semée se souviennent, je les en prie, de celui qui le premier leur a montré la route de la fortune! » Si ce n'était ce touchant appel à la reconnaissance de la postérité, l'on croirait ces lignes écrites, non pas il y a près d'un siècle, mais de nos jours, après la constitution de l'état californien et la formation des compagnies du *Pacific-Railroad.*

A la suite de l'expédition si malheureusement échouée de Jonathan Carver, il faut placer celles de Pike et Long, de Lewis et Clark, de Bonneville, et en dernier lieu celle de l'infatigable Fremont, dont l'autorité fit plus pour attirer l'attention des Américains vers l'intérieur du continent que les relations et rapports de ses prédécesseurs. En 1836, un habile ingénieur, John Plumbe, né dans le pays de Galles, mais élevé aux États-Unis et imbu d'idées américaines, demeurant à Dubuque (Iowa), conçut et répandit le projet d'un chemin de fer qui, partant des grands lacs, devait aboutir au Pacifique en coupant les territoires de l'Orégon. Jusqu'à sa mort, qui eut lieu en Californie plusieurs années après la découverte des mines d'or, Plumbe ne cessa d'être le chaleureux avocat de son hardi projet; il réussit même à lui assurer un commencement d'exécution en provoquant l'établissement des voies ferrées unissant les états du Mississipi avec le réseau des états de l'est.

L'idée d'une union plus intime entre les populations de l'Atlantique et celles du Pacifique commença enfin à se faire jour parmi les classes éclairées de la société américaine. Les hommes politiques comprirent qu'une colonie étrangère sur les bords du Pacifique pouvait, le temps aidant, devenir une sérieuse rivale de la grande république, et qu'il était urgent de s'assurer, au moyen de voies rapides de communication entre l'est et l'ouest, de la possession de ces territoires à moitié déserts, au risque même de faire une acquisition stérile. Lewis Clarke, Wilkes, Asa Whitney et d'autres personnages influens n'hésitèrent plus à exprimer hautement cette opinion. Whitney surtout ne cessa, pendant plusieurs années, de plaider avec une louable obstination dans le sein des assemblées législatives et dans les réunions populaires la cause dont il s'était

déclaré l'ardent champion. Il alla jusqu'à offrir de construire à ses frais un chemin de fer depuis le Mississipi jusqu'à Puget-Sound (la Californie n'ayant aucune importance à cette époque), à la seule condition que le gouvernement lui allouât pour toute subvention 30 milles de terrain sur toute la longueur de la ligne. Cette exigence pourra paraître excessive; pourtant l'expérience a démontré que les prétentions de Whitney n'étaient que modestes. Depuis, l'état s'est vu forcé de consentir des concessions bien plus fortes pour assurer la construction définitive de cette grande voie. A l'époque dont nous parlons, c'est-à-dire entre 1845 et 1850, le projet n'était pas encore assez mûr pour rallier à ses mérites l'opinion générale. On s'effrayait, non sans quelque raison, de l'immensité de l'œuvre à accomplir.

Les possessions américaines ne s'avançaient alors, de l'est à l'ouest, que sur une zone mesurant un millier de milles au plus. Sur les côtes du Pacifique, un seul territoire, habité par de rares colons, dépendait des États-Unis. Entre ces limites extrêmes s'étendait un désert de 2,300 milles (plus de 3,700 kilomètres) embrassant d'immenses régions stériles et sillonné par deux chaînes de montagnes dont les cimes couvertes de neiges éternelles, les épouvantables abîmes, les torrens furieux, les plateaux arides, les vallées inaccessibles, formaient aux yeux du public, égaré plutôt que guidé par les récits de voyages, un tableau fantastique rempli de dangers et d'épouvante. On répétait de tous côtés qu'il était impossible de construire un chemin de fer au milieu de ces contrées inhospitalières, et qu'au lieu de se lancer dans de folles entreprises il valait mieux s'occuper d'affaires plus pressantes et d'un intérêt plus direct. Heureusement pour l'histoire du progrès, il se rencontre des hommes qui ne reculent pas devant l'impossible, et l'Amérique, on peut le dire à sa gloire, est peut-être la terre la plus féconde en héros de ce genre.

En 1850, le vieux Thomas Benton présenta au congrès le premier bill relatif à l'établissement d'une voie ferrée se dirigeant vers le Pacifique. N'osant toutefois aborder de front le plan, jugé irréalisable, d'une ligne directe et non interrompue, il tourna la difficulté en proposant de construire la sienne dans les endroits praticables seulement et de relier entre eux ces différens tronçons, dans les passages trop difficiles, au moyen de chaussées ordinaires. Ce bill, protégé contre l'oubli ar l'autorité du nom de Benton et soutenu plus fortement encore par les événemens qui transformèrent si vite la Californie, finit par donner des résultats sérieux : en mars 1853, le congrès vota une somme de 150,000 dollars (750,000 fr.) pour l'étude de la meilleure route à travers le continent du nord.

Dans la même année, six expéditions différentes s'organisèrent sous la conduite des ingénieurs Stevens, Mac Clellan, Saxton, Gunnison, Beckwith, Wipple, Williamson et Pope. Elles furent suivies en 1854 de trois autres expéditions, le congrès ayant alloué une nouvelle subvention de 190,000 dollars (950,000 fr.) pour achever les études commencées.

Dix routes différentes, situées entre les 32e et 49e parallèles et partant de points qui s'étendaient depuis Fulton (Arkansas) jusqu'à Saint-Paul (Minnesota) pour aboutir toutes à l'Océan-Pacifique, entre la baie de San-Diego (Basse-Californie) et Puget-Sound (territoire de Washington), furent ainsi simultanément étudiées. Les résultats de ces pénibles travaux, qui avaient coûté près de 2 millions de francs, ont été consignés dans un magnifique recueil, composé de treize volumes grand in-quarto, orné de cartes, de plans et de dessins, et formant au point de vue de l'histoire naturelle et de la topographie la base la plus sérieuse de connaissances sur l'intérieur de l'Amérique septentrionale. Les routes étudiées différaient en longueur de 1,533 à 2,290 milles; mais les divers explorateurs n'en concluaient pas moins à la possibilité de conduire un chemin de fer depuis le Mississipi jusqu'au Pacifique. C'était un grand pas de fait. L'entreprise, ainsi ébauchée, en resta là pendant une dizaine d'années. Le parti du sud, alors au pouvoir, représenté au département de la guerre par Jefferson Davis, prétendait choisir les tracés qui se rapprochaient le plus de ses territoires; le parti républicain de son côté, ne consultant aussi que ses intérêts, agissait dans le sens contraire, et pendant quelque temps on put croire que d'énormes dépenses de travail et d'argent avaient été faites en pure perte.

A mesure que les années s'écoulèrent, les raisons de mettre les deux océans en prompte communication devinrent de plus en plus pressantes. L'importance des états de l'ouest, de la Californie particulièrement, s'accrut de jour en jour. Dès 1861, on évaluait à 217 millions de francs le produit annuel des mines de métaux précieux exploitées dans les états du Pacifique (1), et des populations entières se précipitaient vers ces terres, qui semblaient dispenser la richesse à tout homme hardi et intelligent. Restait cette grave question de finances : qui allait fournir les premiers 125 millions jugés alors nécessaires pour faire le premier pas sur cette route dangereuse, c'est-à-dire pour franchir les plateaux de la Sierra-Nevada?

(1) La commission de statistique des États-Unis a évalué le rapport total de ces mines pour l'année 1867 à 375 millions de francs. La répartition s'opère ainsi qu'il suit : Californie 125 millions, Nevada 100, Montana 50, Colorado 50, Orégon et Washington 25, Idaho 25. Dans la même année, on a exporté de San-Francisco pour 241,824,620 francs d'argent tout monnayé. En 1866, l'exportation avait été de 20 millions plus forte.

Les Californiens, habitués depuis la découverte de l'or à compter par millions et naturellement les plus intéressés dans la question, ne désespérèrent pas de pouvoir recueillir cette somme : ce furent eux qui les premiers tentèrent l'exécution pratique de la grande entreprise.

Un ingénieur civil, Thomas Judah, homme habile et d'un ferme courage, convaincu surtout et persévérant, eut l'adresse d'amener à ses vues quelques capitalistes de Sacramento, les Huntington, Crocker et autres; il leur persuada de lui procurer les fonds nécessaires pour étudier sur les lieux mêmes le passage des sierras. Il partit dans l'été de 1860, et, après avoir affronté des fatigues sans nombre, il revint quelques mois plus tard, plus ardent que jamais et insistant de nouveau auprès de ses amis sur la nécessité de consacrer une seconde campagne à l'exploration commencée par lui. Son enthousiasme fut contagieux, et au printemps de 1861 se formait à Sacramento, d'après les conseils de Judah, la compagnie du chemin de fer Central du Pacifique; puis Judah se mit de nouveau en route pour les montagnes. Le rapport publié par lui à son retour fut concluant sur la question qui paraissait la plus insoluble : il prouva qu'il était possible de traverser la Sierra-Nevada à une hauteur de 7,000 pieds et avec une base de 70 milles au moyen de rampes dont les plus fortes ne dépasseraient pas 105 pieds par mille.

Les explorations de Judah ne s'étaient étendues que jusqu'à 125 milles de Sacramento. Pour ce qui concernait la route depuis le versant opposé de la montagne jusqu'au Lac-Salé, on s'en rapportait aux plans du lieutenant Beckwith, l'un des chefs d'expédition en 1854. L'objet principal néanmoins avait été pleinement atteint : il était démontré, à l'entière satisfaction de ceux qui y prenaient un intérêt actif, qu'on pouvait franchir la sierra en chemin de fer et établir ainsi des communications faciles entre la Californie et le Nevada. Il n'est pas inutile de faire observer à ce sujet que les mines d'argent de ce dernier état avaient pris une grande extension, et que d'autres veines, également abondantes, venaient d'être découvertes sur le versant oriental des sierras. On estimait que, dès l'ouverture du service, le chemin de fer Central serait chargé du transport des métaux précieux, acquittant à eux seuls un droit annuel d'environ 25 millions de francs. Quant aux frais de construction de la ligne, Judah les évaluait à 63 millions de francs pour l'ensemble des travaux ordinaires (140 milles), et à 750,000 francs par mille pour les endroits les plus difficiles du tracé. Les directeurs se déclarèrent satisfaits et du rapport et de ces conclusions. Ils ne mirent aucunement en doute l'exactitude des données pratiques fournies par l'in-

génieur non plus que la possibilité de réunir tous les capitaux nécessaires pour mettre leur projet à exécution.

A partir de ce moment, on ne perdit plus de temps; on était bien résolu d'aller en avant. La froideur des San-Franciscains, qui ne se rallièrent que plus tard à l'entreprise, ne découragea point les capitalistes de Sacramento. C'était le 1er octobre 1861 que Judah avait lu son rapport au comité. Le 11 du même mois, il se rendit à Washington en qualité d'agent de la compagnie et chargé de pouvoirs et d'instructions pour solliciter le concours du gouvernement central.

Le moment ne paraissait guère bien choisi pour remplir une semblable mission. L'Amérique venait de se partager en deux camps, le nord et le sud. Il n'y avait plus d'intérêt et de passion que pour les questions politiques. Toutefois le chemin de fer du Pacifique eut la bonne fortune de fixer à ce dernier point de vue l'attention publique. Les mines en quelque sorte inépuisables de l'ouest étaient seules en état de pourvoir aux exigences de la guerre civile. La Californie était, à proprement parler, le coffre-fort de la république. Il importait de mettre ses trésors en sûreté, et le seul moyen d'arriver à ce but était d'ouvrir au plus vite des communications directes, rapides, sûres et faciles entre les états du nord et ceux du Pacifique. Il faut ajouter aussi que l'on s'était à cette époque accoutumé en Amérique à ne compter que par millions et milliards. Jamais, depuis que le monde existe, on n'avait dépensé autant d'argent pour les entreprises les plus gigantesques que les Américains n'en dépensèrent en peu d'années pour s'entretuer. Des sommes énormes dont l'énoncé en temps de paix aurait fait hésiter les financiers les moins timides, et qui dans le congrès aurait certainement soulevé des discussions interminables, passaient pour ainsi dire inaperçues. Le chemin de fer du Pacifique fut regardé comme une nécessité militaire. C'en fut assez pour justifier tout ce qu'on pouvait tenter ou dépenser en sa faveur. Le bill relatif à la construction de la ligne et à la subvention de l'état fut soumis au congrès par l'intermédiaire d'Aaron Sergent, représentant de la Californie; il passa sans trop de difficulté, et fut, le 1er juillet 1862, approuvé par le président Abraham Lincoln. Divers amendemens, votés successivement le 3 mars 1863, le 2 juillet 1864, le 3 mars 1865 et le 3 juillet 1866, complétèrent l'acte du congrès. La libéralité des subventions qu'il accordait dut satisfaire les plus exigeans directeurs de la compagnie.

L'acte du congrès autorisait l'établissement d'une ligne principale allant de San-Francisco à Omaha (Nebraska), et de trois sections. La grande ligne prenait le nom de *chemin de fer national du Pacifique;* elle se subdivisait en deux parties, le *chemin de fer Central* et

le *chemin de fer de l'Union.* La compagnie autorisée à construire la première devait prendre Sacramento pour point de départ et se porter directement, à travers la Californie, le Nevada et l'Utah, à la rencontre du tracé de l'Union; ce dernier, partant d'Omaha, se dirigerait vers l'ouest en suivant autant que possible la ligne droite entre Omaha et le Lac-Salé. Les subventions du gouvernement devaient être allouées aux deux compagnies en proportion directe de la longueur de ligne établie par chacune d'elles. Les points de départ seuls étaient fixés de manière à ce que la compagnie qui serait la plus active aurait la plus forte part dans la distribution des secours. Cette précaution avait été prise en vue d'imprimer aux travaux la plus grande diligence possible; elle produisit le résultat qu'on en espérait. Les différentes dates de paiement devaient être réglées sur le rapport d'une commission spéciale nommée par le gouvernement et chargée de la haute surveillance. Chaque fois que cette commission informait le gouvernement qu'une section de 20 milles venait d'être terminée, et qu'elle formait sous tous les rapports un chemin de première classe, la subvention partielle devait être versée à la compagnie. Enfin, comme dernière garantie contre les abus de l'administration centrale et pour sauvegarder pleinement les intérêts du public, l'état imposa d'office deux directeurs à chacune des compagnies. Ces fonctionnaires devaient siéger avec le comité ordinaire, vérifier les comptes et tenir régulièrement les actionnaires et le gouvernement au courant des affaires. La ligne entière devait, sous peine de confiscation, être terminée le 1er juillet 1876.

A ces conditions, et à d'autres encore d'un intérêt secondaire que je passe sous silence, les États-Unis concédaient les subventions et priviléges qui suivent au chemin de fer du Pacifique : 1° concession gratuite de 12,800 acres (1) de terrains adjacens à la ligne pour chaque mille, ce qui donnait pour le parcours entier un total de 16 millions d'acres de terrain, évalués, selon l'estime de 2 dollars 1/2 l'acre, à 40 millions de dollars (200 millions de francs); 2° un emprunt sous forme d'obligations d'état, remboursable en trente-six ans, à 6 pour 100 d'intérêt payable par le trésor public, et s'élevant à près de 30,000 dollars par mille de voie, soit pour toute la ligne à 275 millions de francs. La délivrance de cette subvention ne devait pas se faire dans la même proportion sur tous les points de la ligne ; les ouvrages les plus pénibles, tels que le percement de la Sierra-Nevada et celui des Montagnes-Rocheuses, avaient droit à une rétribution de 48,000 dollars (240,000 francs) par mille, ceux

(1) L'acre vaut 40 ares 46 centiares.

qui, offrant moins de difficulté d'exécution, exigeaient encore des frais extraordinaires, à 32,000 dollars (160,000 francs) par mille, le reste enfin à 16,000 dollars (80,000 francs) par mille; 3° le privilége d'émettre des obligations pour une somme égale à l'emprunt et ayant priorité sur ce dernier; ces obligations étaient remboursables en trente ans, et portaient un intérêt de 6 pour 100 par an; elles équivalaient, comme l'emprunt, à une somme d'environ 55 millions de dollars (275 millions de francs).

Les deux compagnies entraient donc en campagne pourvues ensemble d'un capital nominal et d'un crédit estimé au pair à 150 millions de dollars (40 millions de terrains, 55 de subvention officielle et autant d'obligations à émettre), soit 750 millions de francs. Les frais généraux de construction, y compris les bâtimens de toute sorte et le matériel, étaient évalués à 50,000 dollars par mille, c'est-à-dire pour la distance totale de San-Francisco à Omaha à 94,900,000 dollars (474,500,000 fr.). Ces chiffres ne sont pas d'une exactitude rigoureuse, bien entendu : pour qu'ils le fussent, il faudrait attendre la publication des comptes de la compagnie; mais ils serviront à donner une idée suffisante de la munificence du gouvernement américain et de la situation financière des deux compagnies au moment où les travaux allaient être commencés d'une manière sérieuse. Faisons pourtant remarquer que cette situation n'était pas aussi brillante qu'elle le paraît au premier abord : les terrains alloués aux compagnies et figurant sur leur actif pour 40 millions de dollars ne représentaient en réalité qu'une valeur *future*, car il était impossible d'en disposer autrement qu'en faibles parcelles, et au fur et à mesure que l'avancement de la voie les rendrait accessibles; de plus l'emprunt et les obligations ne se vendant pas au pair, ils eurent à subir une dépréciation d'environ 10 pour 100, et les obligations ne furent pas toujours d'un placement facile.

Telle qu'elle était, l'affaire n'en restait pas moins superbe, et l'on ne perdit pas de temps pour en tirer tout le parti possible. On trouva aisément des personnes honorables, dont les noms offraient des garanties solides, pour placer à la tête des deux compagnies. Le général John Dix accepta la présidence de celle de l'Union; M. Thomas Durant en fut nommé vice-président et directeur général. Celui-ci devint bientôt l'âme de l'entreprise, de hautes fonctions militaires et diplomatiques ayant obligé le général Dix à sacrifier sa position aux devoirs publics. En Californie, on choisit MM. Leland Stanford et Huntington comme président et vice-président du chemin de fer Central.

Afin de se rendre compte des obstacles que, malgré l'aide énergique du gouvernement, les compagnies eurent à vaincre, il faudrait

parcourir les rapports des ingénieurs Judah, Montague, Gray, Dodge, Evans, Seymour, Reed, Casement et autres. Ils montraient jusqu'à l'évidence, et plus clairement que je ne saurais le faire, l'incommensurable différence des modes de construction d'une voie ferrée dans les pays civilisés avec ceux auxquels on est forcé d'avoir recours au milieu d'un désert de plus de 3,000 kilomètres d'étendue. Le matériel du chemin de fer Central dut être commandé dans les états de l'est, et ne put être amené en Californie que par la voie de mer, après avoir doublé le cap Horn. L'Union, plus favorisée sous ce rapport, n'en eut pas moins d'immenses frais à payer pour le transport de son matériel jusqu'à Omaha, qui n'était encore qu'un simple village dépourvu de toutes ressources. Des convois de vivres et d'approvisionnemens de toute espèce durent constamment suivre les ouvriers; c'étaient comme autant de villes ambulantes : on voyait dans ces campemens improvisés des églises, des restaurans, des hôtels, des *public houses*, des bureaux de journaux, des ateliers d'imprimerie, des tripots; tout cela s'arrêtait quelques jours, au plus quelques semaines, dans le même endroit, et poussait plus loin au fur et à mesure des progrès de la ligne.

On traversa de vastes espaces sans trouver une goutte d'eau. Il fallait creuser sur place des puits artésiens ou pratiquer des rigoles communiquant avec des cours d'eau torrentiels souvent éloignés de plusieurs milles. Puis on avait à se défendre contre les agressions continuelles des tribus indiennes et à maintenir sans cesse l'ordre, chose peut-être la plus difficile, dans cette nuée de travailleurs. La compagnie de l'Union à elle seule n'employa jamais moins de 20 à 25,000 hommes. Et quels hommes ! il faut les avoir vus pour s'en faire une idée. Assurément un grand nombre d'entre eux étaient de braves et honnêtes ouvriers; mais de quel ramas de gens tarés et sans aveu ils étaient entourés ! Tout individu portait pour sa défense personnelle un et quelquefois deux revolvers, sans compter le *bowie-knife* obligé. La loi de Lynch, la seule justice applicable en un tel milieu, régnait sans appel. On ne saura jamais ce qu'il y a eu de crimes et d'actes de violence commis dans cet étrange monde; il fallait une main de fer pour le diriger et maintenir dans ses rangs une apparence d'ordre et de discipline. Disons cependant que les mormons et les Chinois se conduisirent en général d'une manière exemplaire, et qu'il n'y eut presque pas de plainte à formuler contre eux ; ils se distinguaient surtout par leur sobriété, tandis que l'ivrognerie était le vice le plus commun et le plus dangereux de leurs camarades. L'administration du chemin de fer Central n'hésita pas à recourir à la force pour supprimer le débit des liqueurs spiritueuses; elle fit défoncer les tonneaux de whiskey, et renvoya les mar-

chands se plaindre aux juges de San-Francisco ou de Sacramento. C'était un acte sage, mais d'une illégalité flagrante. La compagnie aima mieux payer des amendes aux plaignans que de souffrir plus longtemps les ravages de l'intempérance parmi les ouvriers. Chose singulière, on n'est pas, sur cette terre classique de la liberté, aussi scrupuleux que nous pourrions l'être en Europe : la violence, si elle est jugée nécessaire, n'y a rien qui blesse, et on la pratique ouvertement. « Je suis d'avis, écrivait l'ingénieur Evans au vice-président Durant, qu'il faut exterminer les Indiens ou du moins en réduire le nombre au point de les rendre inoffensifs. Pour en arriver là, on doit leur faire une guerre de sauvages et user de moyens que les non-intéressés qualifieront de barbares. Je suis persuadé qu'en fin de compte cette manière d'agir sera au fond la plus charitable et la plus humaine (1). »

Je ne m'arrête plus aux embarras financiers que les deux compagnies eurent encore à démêler, et dont la principale cause fut la rareté du numéraire durant la guerre civile. Qu'il suffise de dire que ces derniers obstacles furent victorieusement surmontés, et que les travaux purent marcher lentement d'abord, et plus tard avec une rapidité sans égale. J'ai cité plus haut un paragraphe de l'acte du congrès en vertu duquel les subventions de l'état revenaient de droit aux compagnies en raison directe de la longueur de ligne construite par chacune d'elles. Lorsque les deux sections se rapprochèrent de plus en plus l'une de l'autre, cette particularité devint la cause d'une véritable course au clocher. A mesure que les travaux avançaient, on voyait plus clairement dans le public que la voie ferrée du Pacifique était une noble entreprise au point de vue de l'état en même temps qu'une affaire lucrative pour les entrepreneurs. Dans les environs du point de raccord, les terrains ne pouvaient manquer d'acquérir une valeur exceptionnelle. Il était important d'obtenir le contrôle de la section voisine du Lac-Salé, où le trafic devait être considérable. Puis l'amour-propre s'en mêla; ce fut entre les compagnies rivales à qui irait le plus vite. Les extrémités de chaque section présentaient un spectacle des plus curieux; les parties en cours d'exécution depuis Omaha et Sacramento étaient aussi animées que si elles eussent été en pleine exploitation. On ne songeait plus à la dépense : l'essentiel était d'aller vite. Le nombre d'ouvriers employés atteignit en ce moment son maximum; le matériel et les provisions affluaient vers les points occupés — sans relâche et naturellement pour ainsi dire. Il y eut beaucoup de gaspillage : un train venait-il à dérailler, on se contentait d'en retirer ce qui était entier, laissant le reste pourrir

(1) Rapport du 15 janvier 1855.

à côté de la voie. On posa deux milles de rails par jour, puis trois, quatre, cinq. On atteignit le maximum le jour dont j'ai déjà parlé, et où l'on mit en place dix milles de rails en onze heures de travail.

Le 10 mai 1869, sept ans en avance sur le terme fixé par l'état, les deux compagnies étaient arrivées au terme de leurs engagemens. Des 1,775 milles formant la distance totale d'Omaha à Sacramento (1), on en avait construit 20 en 1863, 20 autres en 1864, 60 en 1865, 295 en 1866, 291 en 1867, enfin 1,092 dans les derniers seize mois, depuis janvier 1868 jusqu'au commencement de mai 1869.

La section d'Omaha à Ogden, construite par l'Union, a une longueur de 1,030 milles; d'Ogden à Sacramento (section du chemin de fer central), la distance est de 748 milles. Il ne faudrait pas croire cependant que, pour avoir eu moins de chemin à faire, les Californiens aient été battus par les unionistes. C'est le contraire qui est vrai, car en tenant compte des difficultés de passage dans la Sierra-Nevada (les Montagnes-Rocheuses, traversées par l'Union, n'offrent pas les mêmes obstacles), il avait toujours été admis que la plus longue partie du tracé du Pacifique serait construite par cette dernière compagnie. Après avoir franchi la sierra, les Californiens exécutèrent en seize mois 562 milles, tandis que l'Union n'en acheva que 530 dans le même espace de temps.

Les Américains prétendent en manière de proverbe que, pour faire bien, il faut faire vite. Toutefois il n'est guère possible de construire 17 kilomètres de voie ferrée en un jour sans commettre par-ci par-là quelques fautes plus ou moins graves. On peut voir, d'après un grand nombre de faits, à quel point d'insouciance fonctionnaires et employés en étaient venus, combien ils méprisaient le danger et se jouaient de toute responsabilité. Je n'en citerai qu'un seul exemple, relevé par M. Snow, commissaire du gouvernement. « Un mécanicien reçoit l'ordre de faire avancer une locomotive; il s'y refuse en disant qu'elle est en trop mauvais état, et qu'elle éclatera, si on la chauffe. On le renvoie du service. Un second mécanicien reçoit le même ordre, fait la même réponse et partage le sort de son camarade. Enfin un troisième est prêt à obéir. Il part. — Une heure après, la machine faisait explosion, tuant du même coup l'ingénieur, le chauffeur et le mécanicien. Cela se passait à Rawlings-Springs le 13 février 1869. » Aussi la commission de surveillance, présidée par le général G. K. Warren, tout en faisant la part de l'éloge et des encouragemens, fut-elle d'avis que la section centrale devrait encore dépenser 4,493,380 dollars (22 millions environ), et celle

(1) On communique de Sacramento à San-Francisco par bateaux à vapeur; mais un chemin de fer entre les deux villes est en voie d'exécution.

de l'Union 6,771,710 (près de 34 millions), pour que le chemin de fer du Pacifique devînt sous tous les rapports, comme l'avait spécifié l'acte du congrès, une ligne de première classe.

Ce reliquat de 56 millions de francs se trouvera certainement, et personne ne peut songer à plaindre les compagnies, qui, à ce qu'il paraît, ont réalisé de grands bénéfices. On ne s'en fâche pas, et on est généralement d'accord que ces bénéfices ont été bien mérités. Ceux qui gagnent beaucoup à la moisson ont risqué leur avoir dans les semailles, et durant toute la durée des travaux ils ont fait preuve de patience et de hardiesse sans se démentir un seul jour. Ils ont accompli une des plus rares œuvres de civilisation des temps modernes, une œuvre qui comporte avec elle tout un monde nouveau d'idées et d'intérêts, et qui amènera, l'on n'en saurait douter, un déplacement considérable de l'équilibre industriel et politique des nations humaines. Ces vastes plaines si fécondes et devenues d'un facile accès, ces terres qui se donnent pour rien et qui nourrissent aisément leurs propriétaires, ces mines dont les richesses paraissent inépuisables, cette contrée enfin où l'homme est libre, appelleront à elles les pauvres et les opprimés. La spéculation ne sera pas seule à s'emparer de l'idée d'une émigration en masse organisée sur une vaste échelle; la philanthropie, il faut l'espérer, aura sa large part dans l'exploitation de ce moyen si sûr et si digne de diminuer le fléau du paupérisme dans l'Occident. Le gouvernement des États-Unis prêtera un concours efficace à ce mouvement, et l'intérieur du continent septentrional verra bientôt s'élever des villes industrieuses et florissantes, rivalisant d'activité, de puissance et de bien-être avec les cités assises sur l'un et l'autre océan. Honneur soit rendu aux hommes qui ont conçu l'idée du chemin de fer du Pacifique! honneur à ceux qui ont dirigé et exécuté l'œuvre! Si leurs noms manquent d'éclat, s'ils sont inconnus à l'Europe, tandis que tout Américain est familier avec celui de M. de Lesseps, c'est qu'en vérité les grandes choses deviennent plus rares chez nous qu'aux États-Unis, et que les Américains, qui font souvent beaucoup de bruit autour de choses mesquines, savent garder une contenance calme en présence d'œuvres vraiment grandes. « Ils ont fait leur devoir, disent-ils des hommes qui les ont accomplies, et la satisfaction de leur conscience doit leur suffire. » — « Et, ajoute la critique, ils ont par la même occasion gagné beaucoup d'argent. »

RODOLPHE LINDAU.

L'AUTRICHE D'AUTREFOIS

LES CONFINS MILITAIRES ET LEUR LÉGISLATION.

Le 22 août 1869, la *Gazette de Vienne* publiait une lettre impériale adressée au ministre de la guerre de l'empire austro-hongrois; cette lettre l'invitait à mettre à la disposition des ministres des deux parties de l'empire les matériaux nécessaires pour préparer les mesures législatives qui feront passer sous le régime de l'administration civile une portion du territoire connu sous le nom de *Confins militaires*. La remise des confins aux fonctionnaires civils ne devra d'ailleurs s'opérer que lorsque les propositions présentées à cet effet auront été examinées par les diètes des provinces limitrophes, auxquelles se rattacheront désormais ces territoires. Il ne s'agirait, pour le moment, d'appliquer cette réforme qu'aux deux régimens de Warasdin, à une partie de celui de Szlaïn, et aux districts de Zengg et de Sissek.

Ce n'est, on le voit, qu'un commencement; alors même que seront accomplis les changemens annoncés, il restera encore onze régimens frontières dont le territoire et l'organisation seront intacts. Pas un mot n'indique, dans le manifeste impérial, que le gouvernement abandonne le principe, cher à l'état-major autrichien, de ce que l'on appelle l'*institution des frontières* (*Grænzinstitut*). Il semble seulement que, contraint, par les conditions nouvelles de son existence, de compter avec l'opinion, il ait voulu, sur un ou deux points, céder à des réclamations dont il ne pouvait plus méconnaître la justice. C'est ainsi que le territoire des régimens de Warasdin coupait en deux la contrée dont Agram est la capitale, qu'il séparait l'une

de l'autre la Croatie et la Slavonie civiles, provinces soumises aux mêmes lois et à la même administration. Les gênes du régime militaire retardaient également dans leur essor Zengg, qui peut devenir un port florissant sur l'Adriatique, et sur la Save Sissek, petite ville qui est dès maintenant le centre d'un vaste commerce de céréales et de bois. Sissek sert pour le moment de tête de ligne au chemin de fer qui remonte la vallée de la Save et qui va s'embrancher sur celui de Vienne à Trieste. Ces concessions ne sont peut-être, dans la pensée du cabinet autrichien, qu'une tactique au moyen de laquelle il espère obtenir quelque répit, et conserver longtemps encore l'armée des confins; mais il nous paraît certain que cette première capitulation de l'esprit militaire n'aura d'autre effet que d'encourager les assaillans. Il y a comme une sorte de muraille de Chine qui sépare les confiniaires du reste des sujets autrichiens: au pied de cette barrière vient expirer la puissance des idées et des principes qui ont déjà triomphé dans tout le reste de l'empire. En ouvrant lui-même une brèche dans ce rempart, l'empereur François-Joseph a laissé voir qu'il était ébranlé par les objections et les réclamations des journaux et des diètes; mais il y aurait d'aussi bonnes raisons pour supprimer les autres régimens que les deux dont il est question aujourd'hui. Le pouvoir finira donc par être forcé d'aller jusqu'au bout dans la voie où il s'est volontairement engagé. Avant que disparaisse la génération qui est aux affaires, ces colonies de soldats ne seront plus qu'un souvenir historique dont la poésie populaire perpétuera longtemps la mémoire sur les bords de l'Unna, de la Save et du Danube, tandis que les érudits en étudieront avec curiosité la singulière organisation. De cette puissante armée qui a si longtemps maintenu par son énergie la cohésion tout artificielle de tant d'élémens ennemis dont se composait l'ancienne Autriche, les régimens des frontières étaient une des forces les plus redoutées. Aussi, pendant que se transforme si rapidement l'empire des Habsbourg, l'Autriche de la tradition militaire et bureaucratique, il importe que l'histoire ne laisse rien échapper de ce qui peut faire comprendre l'apparent miracle de cette longue et invraisemblable grandeur. C'est à ce titre que nous étudierons la constitution de la frontière militaire. Nous avons parcouru une partie de cette longue bande de terrain qui s'étend de l'Adriatique à la frontière moldo-valaque; nous avons complété les renseignemens que nous avions recueillis sur les lieux en nous procurant à Agram les meilleurs travaux qui eussent été publiés dans le pays sur une question qui intéresse surtout les Slaves du sud (1).

(1) Le livre qui nous a surtout servi de guide a pour titre *Die Militärgränze und die Verfassung, eine Studie über den Ursprung und das Wesen der Militärgränz Insti-*

Enfin nous avons aussi tiré grand profit de notes qui nous ont été communiquées à ce sujet par un des hommes qui connaissent le mieux l'Europe orientale, M. Engelhardt, autrefois membre de la commission européenne du Bas-Danube, aujourd'hui consul-général de France à Belgrade.

I.

Pour comprendre comment se sont formées ces colonies de soldats laboureurs, dans quel sol a poussé et de quels germes est sorti « cet arbre hérissé de baïonnettes, » il est nécessaire de remonter assez loin dans l'histoire de la Croatie. A la fin du XIe siècle, le peuple croate, proche parent du peuple serbe, ayant vu s'éteindre sa dynastie nationale, se rattacha par le lien d'une union personnelle à la couronne de Hongrie; *le royaume triple et un*, comme on dit encore à Agram, formé de la Slavonie, de la Croatie et de la Dalmatie, devint, suivant le terme consacré qui a bien souvent retenti dans les controverses de ces dernières années, une des annexes, *partes adnexæ*, du royaume de saint Étienne. Ce fut après la chute de la Serbie et la prise de Constantinople que les Turcs, devenus maîtres de la Bosnie, commencèrent à se répandre dans le bassin de la Save, et à pousser leurs expéditions jusqu'en Carinthie et en Carniole. Le danger était d'autant plus grand que les plus riches et les plus énergiques des chefs bosniaques avaient embrassé l'islamisme; ces renégats étaient devenus les plus brillans auxiliaires de leurs anciens ennemis. L'aventureuse bravoure des Slaves de Bosnie, jointe à la connaissance qu'ils avaient de la langue et du pays, fit à leurs frères, les Slaves chrétiens, plus de mal encore que l'impétuosité et le fanatisme des Osmanlis. Pendant la fin du XVe siècle, Agram vit plus d'une fois, de la haute colline que couronnent sa cathédrale et son château, passer dans la plaine les bandes musulmanes. Si cette place résista toujours, les Croates n'en perdaient pas moins du terrain. La funeste bataille de Mohacz, en 1526, vint rendre la situation plus grave encore. Le roi Louis II avait péri; le trône de saint Étienne était vacant, la dynastie était éteinte; les Turcs occupaient la plus grande partie de la Hongrie. Après quelque hésitation, la Croatie se décida une fois encore à suivre la fortune de la Hongrie; elle déféra en 1527

tution und die Stellung derselben zur Landesverfassung. Il a été publié en 1861 à Vienne par M. Utiésenovic, un Slave du sud qui avait longtemps vécu dans les confins et dans les provinces voisines et y avait été employé dans l'administration. Écrit dans un allemand prétentieux et déclamatoire qui trahit l'origine slave de l'auteur, le livre n'en est pas moins, à regarder le fond des idées, plein de modération, de bon sens et d'esprit pratique.

la couronne de Dalmatie, de Slavonie et de Croatie à Ferdinand d'Autriche, roi de Hongrie depuis un an déjà, et frère du puissant empereur qui tenait tout l'Occident sous sa main. Dès lors, pendant près de deux siècles, jusqu'à ce que grandît la Russie, ce fut la maison d'Autriche qui eut à supporter le principal effort de la lutte contre l'invasion musulmane. Aussi les Turcs se sont-ils jetés deux fois sur Vienne avec toutes les forces de l'empire. C'est là qu'ils voulaient enfin étreindre et abattre cette puissance dont la patiente ténacité fatiguait et usait leur élan. Le contraire arriva; ce fut l'Autriche qui refoula de l'autre côté du Danube et de la Save la barbarie musulmane.

L'armée des confins fut un des plus utiles instrumens de cette résistance victorieuse. Il ne faudrait d'ailleurs pas s'imaginer qu'elle ait été créée de toutes pièces, un jour donné, par tel ou tel général; comme tout ce qui doit vivre longtemps, ce fut peu à peu qu'elle naquit et s'organisa, par l'effet des efforts obstinés et continus que firent les commandans autrichiens pour garnir et défendre la frontière. Déjà, avant la défaite de Mohacz, le roi Louis II, se sentant débordé par l'ennemi qui le menaçait des Carpathes à l'Adriatique, avait confié à son beau-frère, Ferdinand d'Autriche, qui lui succéda comme roi de Hongrie et de Croatie, ses places de Dalmatie; sous le règne de Ferdinand, le quartier-général des troupes autrichiennes fut établi à Warasdin, là même où était celui des deux régimens qui vont être bientôt licenciés. Depuis le milieu du XVIe siècle, les états provinciaux de l'Autriche propre votèrent à plusieurs reprises des fonds pour l'entretien de ce corps d'armée; en arrêtant les Turcs sur la ligne de la Save et de l'Unna, en pays slave, ils couvraient en effet les provinces allemandes et leur épargnaient les maux de la guerre. C'était d'ordinaire un archiduc autrichien qui recevait le commandement supérieur des confins, à titre de « généralat permanent et perpétuel (*ewiges und immerwährendes generalat*), » comme disaient les diplômes impériaux, et à la longue liste de ses couronnes et seigneuries le chef de la maison d'Autriche ajouta depuis cette époque le titre de « seigneur de la marche windique, » c'est-à-dire des frontières de la Croatie et de la Slavonie.

Les archiducs et leurs principaux officiers, établis ainsi comme représentans directs de l'empereur dans un pays qu'ils devaient souvent regarder comme barbare, y commandant des troupes en partie étrangères à la contrée, durent prendre aisément l'habitude de considérer le terrain occupé par leurs soldats comme formant une sorte de zone intermédiaire où eux seuls, responsables de la défense commune, avaient des ordres à donner; tout le long de cette frontière dont ils avaient la garde, ils s'accoutumèrent à se croire chez

eux, à ne tenir aucun compte ni de la constitution séculaire du pays, ni des décisions de ses diètes et de ses tribunaux; la lutte contre les Turcs était alors la principale préoccupation de tous les esprits. C'est ainsi que put s'accomplir, sans soulever au début de trop vives protestations, cette sorte d'usurpation du pouvoir militaire. On trouve là l'origine véritable de cette juridiction spéciale, de ce régime exceptionnel, qui ont fini par s'imposer à une si vaste étendue de terrain et à une si nombreuse population.

Ce fut en Croatie que les généraux autrichiens formèrent les premiers corps destinés à la défense permanente des frontières. Le plus ancien document où il en soit question est ce que l'on appelle le *Bruckerlibell;* c'est un tableau dressé en 1578 pour une diète autrichienne qui tint ses séances à Bruck, sur la Mur, et qui, après de longs débats, accorda 500,000 florins à l'archiduc Charles pour l'armée des confins. D'après cet acte, qui a été conservé, celle-ci se composait alors de deux corps, cantonnés l'un autour de Karlstadt, l'autre autour de Warasdin. A eux deux, ils comprenaient 1,250 hussards, 500 arquebusiers, 682 sergens d'armes, 4,282 fantassins; c'était en tout un effectif de près de 7,000 hommes. Malheureusement cette pièce ne nous donne aucun détail sur l'organisation intérieure de cette petite armée. Les soldats, répartis, à l'abri de postes fortifiés, sur les points les plus menacés, n'étaient point toujours en campagne, et d'autre part ne quittaient jamais le pays. Avait-on déjà songé à occuper leurs loisirs en leur accordant des lots de terre, combinaison qui aurait l'avantage de les attacher au sol et de les intéresser à le défendre? L'histoire ne nous apprend pas quand furent faites les premières concessions. C'est qu'il est probable que la chose commença d'elle-même. Sur cette frontière, la guerre avait sévi pendant plus d'un siècle; on y vivait dans une telle incertitude du lendemain, que ceux des habitans qui avaient échappé à la mort ou à l'esclavage s'étaient presque tous enfuis vers l'intérieur. Villages et vergers avaient été incendiés, les terres les plus fertiles, abandonnées par la charrue, s'étaient hérissées de broussailles; ces immenses forêts de chênes et de hêtres qui couvrent encore aujourd'hui de leur ombre presque toute la Slavonie et une partie de la Croatie, ces forêts que commence à peine à éclaircir depuis quelques années la hache du bûcheron, ne cessaient de regagner du terrain sur la culture; là où finissaient les bois commençaient les marécages. Dans tout le bassin de la Save, les plaines jadis les plus riches étaient changées en de tristes déserts. Ces terres vacantes, quoi de plus simple que de les cultiver pendant les heures et les journées que laissait au soldat des frontières sa mission toute défensive? Et ces grasses prairies qu'inondent au printemps ces

rivières qui toutes descendent des montagnes, la Save et ses affluens, n'étaient-elles pas faites pour nourrir le bétail que l'on aurait pris sur l'ennemi dans une de ces pointes audacieuses que l'on poussait parfois en pays turc? Quand on aurait ainsi le champ et le troupeau, la maison serait bientôt bâtie, une maison de bois comme celle qu'habitent encore aujourd'hui les confiniaires, élevée sur pilotis pour laisser passer au-dessous d'elle les eaux débordées; la forêt était là pour fournir les poutres de la charpente, les bardeaux de la toiture, les marches de l'escalier par lequel on gagne la porte, élevée de deux ou trois mètres au-dessus du sol. Quelle jeune fille refuserait alors de devenir la femme du hardi *Gränzer*, d'habiter et de garder cette demeure où il rapportait de ses fréquentes expéditions à la fois gloire et butin?

Ces pensées et ces projets, bien faits pour tenter le soldat, ne devaient point non plus déplaire à ses chefs. Quel meilleur moyen de fermer la frontière que de repeupler ce désert aveugle et muet qui laissait si souvent passer à travers les roseaux de ses marais et à l'ombre de ses futaies les bandes rapides des *sipahis* et des *timariotes* bosniaques, le meurtre, le pillage et l'incendie? Quelle plus sûre barrière opposer à ces incursions qu'un vivant rempart d'hommes armés, agiles et braves, toujours prêts à laisser la charrue au milieu du sillon commencé pour saisir le fusil chargé qui ne quitterait pas leur épaule? Ce qui les rendrait plus vigilans encore et plus intrépides, ce serait, quand ils verraient accourir les cavaliers turcs, la pensée que leurs femmes et leurs enfans étaient là, dans le village menacé, à deux pas, et qu'ils ne pouvaient reculer sans les livrer à la mort ou à l'esclavage. D'ailleurs, à mesure que la contrée serait plus habitée, ces surprises même et ces rencontres deviendraient de jour en jour plus rares. Le pâtre, du roc sur lequel il s'assied aux premières pentes des montagnes pour suivre du regard ses vaches ou ses chèvres éparses dans la bruyère ou dressées contre les buissons qu'elles tondent, verra au soleil du matin étinceler sur la lande les armes et les brillans costumes des beys et de leur troupe, ou bien le soir, pendant qu'il veille sous le ciel étoilé pour empêcher le troupeau de se disperser et le défendre contre les loups, il distinguera, du côté par où vient l'ennemi, les lueurs d'un bivouac ou les clartés de l'incendie. Aussitôt, qu'il fasse jour ou nuit, le signal convenu sera donné; l'un après l'autre, des feux tout préparés s'allumeront sur les sommets, ou bien l'on entendra retentir et se répéter de colline en colline un de ces cris que les montagnards savent prolonger si longtemps, et qu'ils envoient, au-dessus de la vallée profonde et sonore, bien loin, jusqu'au versant opposé, sans que la voix grave des torrens réussisse à

couvrir ces notes aiguës et vibrantes. Quand arriveront les maraudeurs, sur toute la ligne on sera prêt à leur faire accueil : s'ils attaquent les villages, chaque maison sera une forteresse où les femmes prendront part à la défense; s'ils s'engagent dans les sentiers qui serpentent à travers bois, du fourré partiront des coups de feu qui jetteront le désordre dans leurs rangs. Une fois la frontière ainsi garnie d'une dense et belliqueuse population, filet animé et souple qui ne laisserait rien passer entre ses mailles, il devenait bien plus facile de tenir l'ennemi à distance.

Il y avait encore une autre raison pour que ce régime plût au conseil aulique et aux chefs militaires. Les souverains de l'Autriche étaient loin encore d'avoir conquis ce pouvoir despotique qu'ils s'arrogèrent plus tard; il fallait au XVIe et au XVIIe siècle compter avec les diètes provinciales : elles tenaient les cordons de la bourse. Or les diètes allemandes, qui ne se sentaient pas sous le coup d'un danger immédiat, et les diètes hongroise et croate, qu'indisposaient les allures des généraux autrichiens, faisaient souvent des façons pour voter des subsides. Ne serait-il pas bien plus commode d'échapper à toutes ces chicanes? Pour y parvenir, il suffirait d'avoir des soldats qui se nourriraient eux-mêmes du blé de leurs champs, de la chair et du lait de leurs troupeaux.

La nature spéciale du service imposé aux gardiens de la frontière, l'état du pays et l'étendue des terres vacantes, les besoins de la défense nationale, tout conspira donc à provoquer la fondation de ces colonies de soldats laboureurs; le développement en fut favorisé par l'esprit monarchique et militaire, qui y trouvait son compte. Nous manquons de détails sur la première phase du régime, celle où il s'ébauche; nous voyons seulement la diète de Croatie au XVIIe siècle élever souvent la voix contre les chefs de l'armée des confins; elle obtient à plusieurs reprises la promesse toujours violée que soldats et officiers de ces corps se conformeront désormais aux lois du pays. On s'engage à placer ces troupes sous la haute direction du *ban*. Le ban est le premier magistrat national de la Croatie, le chef à la fois de l'administration et de la milice, une sorte de lieutenant-général du royaume; il est toujours pris dans les rangs de la noblesse croate, et son titre, cher au peuple, lui rappelle l'ancienne et glorieuse indépendance. Nous n'avons pas à dresser ici la liste de ces réclamations et des rescrits par lesquels les souverains accordent aux états une satisfaction illusoire; c'est un travail qu'ont fait les publicistes croates pour montrer qu'il n'y avait pas eu prescription du droit, que jamais la nation n'avait consenti à considérer le territoire des confins comme légalement détaché des provinces limitrophes. Il nous suffit d'indiquer que ces plaintes deviennent

plus vives à mesure que l'on avance. On peut en induire que pendant le XVIIe siècle, d'année en année, le régime militaire se constituait plus fortement, et gagnait du terrain le long de la frontière.

L'émigration des chrétiens soumis à la Porte contribua aussi à augmenter l'effectif de l'armée des confins. De tous ces Serbes qui quittèrent en foule avec leurs évêques la vieille Serbie, les environs de Prisren, et qui vinrent repeupler la Syrmie, horriblement ravagée dans les guerres du XVIe siècle, beaucoup entrèrent dans les troupes des confins. Une partie des confiniaires de la Slavonie descendent de ces exilés; leur religion seule les distingue des Croates; ils appartiennent à l'église orientale et relèvent du patriarche orthodoxe, qui réside à Carlowitz. Bien souvent aussi des *haïdouks* serbes ont trouvé un asile dans les confins, et fourni à ces troupes de braves soldats et de brillans officiers.

Un groupe d'émigrans qui a gardé plus longtemps son caractère distinct, c'est celui qu'on appelle les *Clémentins*, nom tiré de celui du chef sous lequel, au XVe siècle, ces Albanais quittèrent leur pays pour ne pas se soumettre aux Turcs. Ils se réfugièrent d'abord dans les montagnes de la Serbie; puis, quand là aussi ils se sentirent serrés de trop près, ceux d'entre eux qui ne voulurent pas embrasser l'islamisme se dirigèrent vers la Hongrie, et ils y furent accueillis à la condition qu'ils se soumettraient au régime des confins. Ils ont formé auprès de Péterwardein une agglomération d'environ deux mille personnes, et ils y ont conservé presque jusqu'à nos jours leur langue et leur costume.

En 1699, la paix de Carlowitz rendit la Hongrie à l'Autriche, et fixa, à peu de chose près, la frontière austro-turque là où elle est aujourd'hui; or un document officiel qui se rattache à ce traité pose déjà le principe qui est comme la clé de voûte de tout le système. « Les *Gränzer* ou soldats des confins, y est-il dit, doivent à l'état le service militaire en retour des terres dont ils ont la jouissance. » Une série de priviléges furent accordés à ces colons par différens décrets royaux; sous condition pour les familles de fournir et d'entretenir un nombre déterminé de soldats, on les exempta de l'impôt foncier et de la plupart des contributions indirectes.

Dès lors le régime des confins existait dans ses parties essentielles. Il s'agissait de faire vivre cette société nouvelle, formée d'élémens très divers que les circonstances et l'initiative de quelques chefs avaient ainsi constituée à côté et en dehors des provinces dont était censé dépendre le territoire des confins. Or toutes ces provinces, appartenant à la couronne de Hongrie, étaient divisées en *comitats*. On sait quelle large place était faite, dans cette organisation, à la volonté populaire; on sait à quoi y était réduit le rôle du

pouvoir central et quelles facilités chacun de ces groupes trouvait dans le droit public et les traditions de la Hongrie pour éluder l'application des lois régulièrement votées par les états du royaume. Parfois des *comitats* refusèrent de se soumettre à telle ou telle décision de la diète, et tinrent ainsi en échec tous les pouvoirs publics. Sans doute c'était là l'exception, et il faut reconnaître tout ce que le pays doit à ces assemblées de district où il a commencé son éducation politique; mais en tout cas l'autorité militaire ne pouvait guère admettre, dans ce vaste camp où elle avait tout réglé selon ses convenances, ce régime de libre, bruyante et souvent tumultueuse discussion: la discipline en eût trop souffert. D'autre part, on n'avait point ici une armée comme les autres. C'est une vie en partie double que celle de l'homme des confins. A certaines heures, il est soldat; en cette qualité, il doit l'obéissance passive à son chef, et ne peut avoir d'autre souci que l'honneur du drapeau. Le jour suivant, le voici redevenu époux et père; on dirait un paysan ordinaire, il a un ménage à nourrir et un domaine à soigner. Ces hommes, dont la situation se complique ainsi de devoirs qui semblent difficiles à concilier, ne peuplent pas à eux seuls le territoire des confins : il y a là des enfans, des vieillards, des jeunes filles, des femmes, des veuves; il y a des commerçans qui fournissent certaines denrées étrangères dont ne saurait se passer aucune société, toutes simples et rudes que soient ses mœurs; il y a des ecclésiastiques appartenant à diverses communions. On estime aujourd'hui à un peu plus d'un million d'âmes la population totale des confins; elle ne devait pas être moindre alors, car l'armée des frontières comprenait des corps qui ont cessé d'exister. Ainsi, au temps où les Turcs étaient encore maîtres de la Hongrie méridionale, on avait formé sur la Theiss et la Maroch des régimens qui furent supprimés en 1750; le long de la frontière moldo-valaque, en Transylvanie, il y avait des régimens de Hongrois, dits *zeklers* ou « gardiens, » qui se sont dissous d'eux-mêmes en 1848. On peut donc admettre ce chiffre d'un million pour cette population, cantonnée sur une étroite bande de terrain qui courait de l'Adriatique au renflement le plus oriental des Carpathes. Près des deux tiers de cette multitude étaient Slaves; venaient ensuite les Roumains sur la rive gauche du Danube, puis les Magyars. Une certaine quantité d'Allemands étaient compris dans les confins soit comme soldats, soit surtout comme officiers ou employés; mais ils ne formaient nulle part de groupe compacte. Les religions dominantes étaient le catholicisme et l'orthodoxie orientale; il y avait aussi des grecs-unis et quelques protestans.

Tels étaient les élémens très variés que l'autorité militaire avait

soustraits aux lois du pays et pris sous sa tutelle; il ne pouvait lui convenir de les laisser éternellement livrés à l'arbitraire des caporaux et des capitaines. Maintenant qu'avait prospéré l'œuvre qui n'avait été d'abord qu'un expédient improvisé sous la pression des circonstances, maintenant qu'on voulait la faire durer, il importait de régler par un ensemble de dispositions prévoyantes et précises la situation des personnes et celle des terres, les rapports des individus avec le gouvernement et entre eux, les relations de l'élément civil, qu'il était impossible d'expulser entièrement, avec l'élément militaire. C'était là, paraît-il, une entreprise malaisée, car, suivant un calcul qu'a fait Hietzinger, l'auteur d'un ouvrage intitulé *Statistique des Confins militaires*, de 1702 à 1803 plus de trente systèmes différens furent essayés sur la frontière et l'un après l'autre abandonnés. De toutes ces tentatives d'organisation, les mieux combinées et les seules qui aient laissé des souvenirs sont la « loi des confins » (*Gränitz rechte*) de 1704, le « système des cantons » (*Kantons system*) de 1783, et la « loi foncière des confins » de 1807 (*Gränzgrundgesetz*).

Les deux premières de ces ordonnances établissaient une distinction entre le soldat et tout ce qui n'appartenait pas à l'armée; le soldat lui-même, quand il n'était pas sous les armes pour un service commandé, n'était pas justiciable des conseils de guerre; pour tous les crimes et délits qu'il pouvait commettre, il rentrait dans le droit commun, et n'était pas soumis à la loi martiale. L'ordonnance de 1783, allant plus loin dans cette voie, instituait des autorités spéciales, indépendantes du chef de l'armée pour tout ce qui était justice, administration, économie et finances. Il était plus facile de décréter cette séparation de pouvoirs que de la faire passer dans la pratique. Accoutumés à voir leur moindre signe obéi d'un bout à l'autre de ce territoire qu'ils considéraient comme leur création et leur domaine propre, les officiers, du feld-maréchal au sous-lieutenant, ne pouvaient accepter de bonne grâce l'installation dans le pays, à côté d'eux, de ces employés civils qui les surveilleraient sans doute et les contrecarreraient, qui leur opposeraient des textes de loi, des chicanes d'avocat et des routines de bureau. Il y avait là le germe d'incessans conflits où le dernier mot devait toujours rester aux officiers : ceux-ci tenaient en effet toutes les familles par ceux de leurs membres qui figuraient sur les rôles. Si un soldat ou quelqu'un de sa parenté, sous un prétexte quelconque, ne craignait pas de désobliger le lieutenant ou le capitaine, de se prévaloir contre lui de quelque décision d'un de ces intrus, l'insolent ne triompherait pas longtemps : au prochain exercice ou à la première campagne, que le soldat se permît la moindre négligence, il paierait

sa faute avec usure. Ces pédans auxquels il avait eu l'impertinence de recourir ne seraient pas là pour l'arracher aux rigueurs de la loi martiale; si, par prudence, on n'osait pas le faire passer par les armes, il serait aisé tout au moins de le faire saigner et gémir sous les verges. Des châtimens infligés sous prétexte de discipline, on ne devait compte qu'à ses chefs, et l'esprit de corps ne permettrait guère à ceux-ci de désavouer leurs inférieurs. Si des réclamations parvenaient jusqu'à Vienne, là encore les fonctionnaires civils étaient destinés d'avance à avoir le dessous. Les archiducs, les magnats tchèques, croates, hongrois, occupaient tous de hauts grades dans l'armée, et les hommes de loi n'étaient pas de force à lutter, sauf peut-être sous un Joseph II, contre l'influence de la *Burg*, contre ces princes et ces grands seigneurs qui composaient les états-majors.

L'essai fut donc malheureux (1), le désordre et l'anarchie étaient partout, et en 1800 l'administration fut rendue, ainsi que la justice, aux chefs des compagnies et régimens. Les officiers, qu'avait fort irrités la diminution momentanée de leur compétence et de leur prestige, reprirent le pouvoir avec une singulière violence : ils firent sentir le poids de leur autorité et de leurs rancunes à ceux dont ils avaient eu à se plaindre pendant la durée du régime mixte. Depuis que le danger n'était plus du côté des Turcs, et que la frontière, fixée par le traité de Sistowa et par la convention accessoire du 4 août 1791, était ordinairement tranquille et respectée, l'usage s'était établi de faire servir les régimens des confins loin du territoire qu'ils avaient autrefois assez à faire de garder : ils prirent part à toutes les guerres de la république et de l'empire. Or en 1801 plusieurs régimens de *Gränzer* étaient campés sur les bords du Rhin; ils reçurent du pays de si affligeantes nouvelles qu'ils se mutinèrent et voulurent reprendre en armes le chemin de la frontière. Il fallut appeler contre eux d'autres troupes, en fusiller quelques-uns, et faire au reste des promesses qui finirent par les calmer. Afin de tenir la parole donnée, l'archiduc Charles, le célèbre adversaire de Moreau et de Napoléon, entreprit, aussitôt après la paix de Lunéville, une sérieuse enquête sur l'état des confins. Devenu ministre de la guerre, il avait accepté la tâche de réorganiser l'armée autrichienne en vue des luttes nouvelles qu'il était dès lors facile

(1) En 1782 et 1783, un des officiers les plus capables de l'armée autrichienne, le colonel de Geneyne, parcourut toute la frontière pour étudier l'effet des systèmes essayés jusqu'alors; le rapport qu'il adressa à l'empereur à la suite de cette longue inspection peut se résumer dans l'aveu qu'il fait qu'aucun système n'est appliqué avec quelque suite, qu'il n'y a d'autre règle dans les confins que la volonté des chefs militaires.

de prévoir : les troupes des frontières fournissaient un trop précieux et trop brave contingent pour qu'il n'y eût pas un intérêt capital à bien aménager cette pépinière d'hommes valides et vaillans. L'archiduc ne se contenta pas d'inspecter lui-même les confins; il y envoya des officiers intelligens, qui passèrent plus d'une année à les visiter canton par canton; il interrogea beaucoup de gens du pays. Il fit plus : il annonça que quiconque avait des abus à dénoncer ou des améliorations à lui proposer n'avait qu'à lui écrire personnellement. L'appel fut entendu; sans parler des lettres, plus de deux cents projets lui furent présentés; tous furent étudiés et analysés. Ce travail dura plusieurs années. Les résultats de l'enquête furent exposés dans un travail dont l'empereur adopta les conclusions. Ainsi fut promulguée, le 7 août 1807, sans le concours d'aucun parlement, l'ordonnance connue sous le nom de *loi foncière des confins.*

C'est l'acte le plus important de cette législation obscure et compliquée. Le législateur de 1807 s'est montré, nous le verrons, dur et inflexible : il a sacrifié un million de sujets autrichiens à ce qu'il nommait le bien de l'état, à ce que nous appellerions plutôt les convenances et les intérêts d'une monarchie militaire; mais au moins il est clair et logique, tout se tient dans son système. D'ailleurs, par sa précision même, cette loi, quand elle entra en vigueur, constituait un progrès; elle fut acceptée comme un bienfait; en réglant les droits et les devoirs de chacun, elle mettait dans une certaine mesure un frein à l'arbitraire. C'est ainsi qu'elle a mérité d'avoir une durée que n'avait pu atteindre aucun des codes antérieurs; jusqu'en 1848, elle est restée la charte des confins. Après la révolution de cette époque, il y a été introduit quelques changemens qui portent plus sur les mots que sur les choses : c'est encore la loi de 1807 qui est la base de l'organisation actuelle. Ce sera donc en l'analysant et en l'expliquant que nous mettrons en lumière les traits saillans de ce régime, monument d'une période aujourd'hui close, vraie curiosité archéologique qu'il est piquant de rencontrer à quelques heures de Vienne, ce Paris de l'Allemagne.

II.

Avant 1848, les terres des confins étaient attribuées aux *Gränzer* à titre de bénéfice ou de *fief perpétuel et irrévocable* contre l'obligation du service militaire. Les colons avaient le *domaine utile*, l'empereur conservait le *domaine direct.* C'était, on le voit, quelque chose d'analogue à la féodalité; seulement on n'avait pas d'autre seigneur que le souverain. Il n'y a jamais eu dans les confins de

noblesse territoriale, ni de droits seigneuriaux; les nobles des provinces voisines qui servaient comme officiers dans les régimens de la frontière n'y possédaient aucun privilége particulier. Aussi la condition du soldat-paysan de la frontière pouvait sembler meilleure que celle du paysan hongrois, croate ou slavon. Celui-ci en effet n'avait pas sur le sol un droit permanent et héréditaire : il dépendait des grands propriétaires, qui n'étaient point engagés envers lui et contre qui il n'avait pour ainsi dire aucun recours.

Après la grande secousse de 1848, tout était bien changé dans le territoire civil : partout les seigneurs terriens, indemnisés par la province, avaient abandonné en toute propriété aux paysans, leurs anciens tenanciers, une portion du sol; les corvées et autres droits seigneuriaux étaient abolis. D'autre part, les soldats des frontières avaient rendu à la maison de Habsbourg des services signalés; près de 50,000 d'entre eux, conduits par le Croate Jellachich, s'étaient jetés sur les Hongrois et avaient ainsi dégagé Vienne; en Italie, sous Radetzky, 30,000 avaient combattu pour conserver Milan et Venise à l'empereur. On voulut donc paraître faire quelque chose pour les fidèles sujets des confins, et en 1850 une nouvelle ordonnance déclara que le gouvernement leur abandonnait « en pleine et entière propriété » (*als wahres, beständiges Eigenthum*) les terres dont ils n'avaient eu jusque-là que « l'usufruit » (*Nutzeigenthumsverhältniss*). C'était là ce que contenaient les articles 10 et 11 de la loi; mais l'article 12 avait soin d'établir qu'à « la possession de biens fonciers dans les confins est attachée l'obligation du service militaire, et que par conséquent quiconque devient d'une manière ou d'une autre propriétaire de ces biens accepte par là même cette obligation. » Une telle condition mise à la jouissance rendait illusoire la concession que le gouvernement faisait sonner bien haut. Rien n'était changé en réalité à la situation du confiniaire. Son titre ancien, transmissible à perpétuité, valait son titre nouveau. Les articles 2 et 70 pouvaient aussi paraître importans; ils reconnaissaient que les confins faisaient légalement partie des provinces limitrophes, et promettaient de pourvoir à leur représentation dans les diètes. Ils restèrent l'un et l'autre à l'état de lettre morte. Nous pouvons donc revenir sans crainte à la loi de 1807, la seule qui n'ait pas contenu de ces menteuses promesses.

C'est essentiellement sur la culture du sol que repose l'institution des confins. Or, d'après la loi organique qui les régit, le droit d'acquérir et de posséder des terres dans ce district n'appartient qu'à celui qui est déjà établi sur le territoire militaire. Les habitans des provinces civiles limitrophes ne peuvent prétendre à l'exercice de ce droit, non plus que les citoyens des villes mêmes situées dans les

confins; celles-ci en effet, quoique enveloppées de tous côtés par le territoire d'un régiment, n'en font point proprement partie. Elles sont bien soumises à certaines servitudes fort gênantes : ainsi à Brod, sur la Save, je m'étonnais de voir des rues entières bordées de maisons en bois ou plutôt de masures qui doivent, au moindre accident, flamber comme paille; on me répondit que, dans tout le rayon de la forteresse, le génie ne permettait pas de construire en pierre. A cela près, les citadins ont l'administration, la loi civile, et ne sont pas incorporés dans l'armée; ils n'ont donc ni les charges ni les priviléges du *Gränzer*. Au point de vue où s'est placé le législateur, ces entraves apportées au droit d'acquérir la propriété foncière se justifient d'elles-mêmes.

Par exception, des étrangers peuvent parfois être admis à acquérir des terrains sur le territoire des confins pour y installer une usine ou pour y établir des magasins. Dans ce cas, c'est l'intérêt des soldats-paysans que l'on a consulté, et c'est pour leur être utile que le colonel a donné l'autorisation nécessaire. Les prêtres, les employés et les officiers ne peuvent avoir en propriété qu'une maison d'habitation et un *yoch* (57 ares) de terre pour jardin. Les officiers vivent de leur solde. Sujets à passer de l'armée des confins dans l'armée de ligne et réciproquement, ils ne reçoivent pas de terres à titre de fief militaire; seulement ils profitent de certains avantages qui tiennent aux conditions particulières où ils se trouvent ici, et c'est ce qui décide beaucoup d'officiers, surtout ceux qui n'ont pas chance d'arriver aux grades supérieurs, à faire toute leur carrière dans l'armée des confins. Ainsi, dans ces villages et dans ces petites villes où ils sont à la fois commandans militaires, administrateurs et juges, ils sont logés, et ils ont la jouissance d'un jardin et d'un verger. La construction et la réparation de ces habitations, la culture de ces parcelles de terre, sont au nombre des charges imposées aux gens de la frontière, des prestations qu'ils doivent à l'état. Les sous-officiers continuent à compter parmi les paysans cultivateurs et à vivre de leur vie. Les commerçans autorisés à s'établir dans la circonscription et ceux qui y exercent des professions libérales, comme les médecins et les professeurs, sont limités à trois *yochs*. Aux uns et aux autres, il est expressément défendu de prendre des terres à bail. Il n'est fait d'exceptions que pour les vignes, et encore la loi détermine-t-elle la quantité d'arpens qui pourra être ainsi louée.

Il fallait éviter un trop grand morcellement du sol et assurer pour toujours à chaque famille les moyens d'entretenir les hommes propres au service. A cette fin, la fortune immobilière, dans les confins, a été divisée, pour chaque maison ou « communauté » (*Communitat*), en « biens de fondation » (*Stammgut*) et « biens

excédans » (*Ueberland*). Les *biens de fondation* forment le véritable avoir patrimonial de chaque famille : ils ne peuvent jamais être diminués ni partagés. Chacune de ces parts doit comprendre, outre l'habitation et les bâtimens qui en dépendent, des terres arables d'une certaine étendue. Les biens qui représentent l'excédant peuvent au contraire être aliénés ou vendus. Le *Stammgut* n'est aliénable que dans un seul cas : lorsqu'une famille s'est éteinte ou qu'elle a perdu assez de ses membres pour ne plus suffire à l'exploitation de tous les lots qu'elle possède, une autre famille peut acquérir les biens qui risqueraient d'être négligés et laissés improductifs; il faut seulement qu'elle soit en mesure de fournir un nombre d'hommes en rapport avec celui des parts qu'elle détient. On n'en arrive d'ailleurs à ces aliénations qu'à la dernière extrémité; autant que possible, l'administration militaire cherche à éviter ces mutations. Ainsi, lorsque, pour cause de maladie ou d'absence prolongée des hommes valides, une famille ne se trouve pas en mesure de faire les semailles ou la moisson, l'officier intervient pour forcer les gens du village à prêter gratuitement leur concours. Si cette incapacité doit durer quelque temps, la famille est autorisée à affermer en tout ou en partie son patrimoine. Enfin, si on ne voit pas la fin de cette situation et que le ménage possède plus d'un quart de lot, il obtient la permission d'engager ou d'aliéner ce surplus; mais il doit toujours garder ce minimum d'un quart de lot. En dehors de ce cas, prévu par la loi, il est interdit de donner à ferme ou d'hypothéquer des biens patrimoniaux. Tout ce que la loi permet au cultivateur, s'il se trouve en un pressant besoin d'argent, c'est d'engager le tiers de ses récoltes sur pied : on n'a ainsi que des emprunts qui ne peuvent grever longtemps la terre, qui s'éteindront avec la moisson prochaine.

Quant aux *biens excédans*, on peut en disposer moyennant une autorisation qui d'ordinaire n'est pas refusée. Dans toutes ces transactions, il faut en référer, par l'intermédiaire du capitaine, à l'état-major du régiment. L'autorité s'ingère ainsi dans tous les actes de l'administration agricole. Veut-on transformer un champ en prairie, un pré en une terre labourée, on doit signaler le fait à la compagnie, qui le mentionne sur son protocole et en avertit le régiment; celui-ci l'inscrit à son tour sur le registre foncier. La plantation d'une vigne ne peut avoir lieu sans la permission du colonel, et, pour obtenir cette permission, le pétitionnaire doit avoir défriché et labouré un terrain vague égal en étendue à celui où il veut récolter du vin; à défaut de cette compensation, il doit prouver que le sol ne convient ni pour blé ni pour prairie. Celui qui aurait omis ces formalités risque d'être frappé d'une amende, de plus il peut être forcé d'arracher sa vigne.

L'autorité, qui empêche ainsi que l'on ne change la destination du sol, ne veille pas avec moins de soin à ce qu'il ne reste pas stérile : comme elle lutte contre ce qui lui semble de dangereux caprices, elle interdit aussi la paresse. Lorsqu'une terre est demeurée inculte trois ans de plus que ne l'exige le système d'assolement en usage dans le pays, le propriétaire reçoit un avertissement, et on lui accorde encore un délai d'un an. S'il n'en profite pas pour faire cesser la jachère, il est déclaré déchu de son droit, et le terrain est attribué gratuitement à une autre famille. Si pourtant ce champ fait partie du *Stammgut* ou bien patrimonial, on n'y touche pas, pour ne point diminuer la dotation héréditaire de la famille; mais on distrait une part équivalente de l'*Ueberland* ou excédant de biens. Celui qui n'est pas capable de mettre en valeur toute la terre qui lui est assignée comme nécessaire à l'entretien de sa famille n'a pas besoin de ce superflu, qui ne peut que l'embarrasser. Si déjà, pour une cause ou pour une autre, tout l'excédant a disparu avant de toucher au « bien de fondation, » on emploie contre les délinquants, pour les guérir de leur paresse, des moyens coercitifs, la prison et le bâton.

Ainsi la pensée qui domine toute cette « loi foncière des confins, » c'est l'attribution à chaque famille et le maintien dans cette famille d'une parcelle de terre qui doit rester intacte, et dont le revenu garantit l'entretien régulier du soldat. L'étendue de ces parts varie suivant les cercles; chacune d'elles comprend toujours un *yoch* pour maison, cour et jardin, et un nombre de *yochs* en terres arables qui suffise à nourrir une nombreuse famille. Pour arriver à ce résultat, il est besoin de moins d'espace, cela va de soi, dans l'humide et gras banat de Temesvar, ce grenier de la Hongrie, qu'en Croatie, sur les flancs rocheux des Alpes-Dinariques. L'autorité a composé les lots dans chaque district d'après la valeur productive du sol. Ils sont assez vastes pour être divisibles; telle famille qui ne dispose que de peu de bras n'aura qu'un demi-lot, parfois même un quart de lot; telle autre, un de ces groupes d'associés dont nous allons parler, réunira entre ses mains deux ou trois parts. Quant aux vastes forêts que renferment les confins, surtout en Slavonie et en Croatie, elles appartiennent toutes à l'état; mais elles sont grevées de servitudes au profit des paysans : ceux-ci y conduisent leurs troupeaux à la glandée, ils y trouvent le bois de chauffage dont ils ont besoin, ils y prennent, sous le contrôle des officiers, le bois de charpente qui leur est nécessaire.

On ne saurait certes rien imaginer de plus ingénieusement combiné, pour empêcher l'extrême morcellement du sol ou la concentration de la propriété en un petit nombre de mains, que cet ensemble de prescriptions; tout a été calculé avec une prévoyance et

une adresse infinie pour perpétuer le mariage de l'homme et de la terre, pour créer et entretenir d'un bout à l'autre des confins une classe de soldats-paysans assez aisés pour ne rien coûter à l'état, trop pauvres et trop dépendans pour s'instruire, pour concevoir des espérances dangereuses et se dégoûter de leur métier. Cette loi, l'application en est confiée à un corps d'officiers qui a des traditions et de l'expérience, et dont tous les membres sont intéressés à la prospérité de l'institution. Pourtant, selon toute apparence, ces précautions auraient été déjouées depuis longtemps, le système aurait échoué contre la force des choses, s'il avait eu à lutter contre l'habitude et l'instinct de la propriété individuelle, contre les ambitions et les énergies qu'elle éveille dans le cœur de l'homme. Heureusement pour les législateurs des confins, ils trouvèrent chez les Slaves méridionaux, Croates ou Serbes, une constitution particulière de la famille et de la propriété qui favorisait singulièrement leurs desseins et dont ils profitèrent avec habileté. Les Valaques du Banat présentent le même phénomène; ils entrèrent donc avec la même facilité dans les cadres d'abord préparés pour les Slaves.

Ce qui caractérise ce régime, très semblable à celui qui subsiste et résiste encore, en dépit du code civil, dans quelques-unes de nos vallées pyrénéennes, c'est que la propriété foncière y est non pas individuelle, mais collective, qu'elle y est répartie entre des associations que l'on appelle *zadrouga* chez les Yougo-Slaves, *communitas* dans le latin, qui était jadis la langue officielle de la Hongrie, et *Hauscommunion* dans l'allemand administratif des confins. Voici, en négligeant quelques différences de détail qui tiennent à des usages locaux, ce qui existe en pays slave de temps immémorial.

Les enfans d'un même père ou d'un même aïeul restent réunis dans une même habitation et forment une sorte d'association fondée sur le lien de famille, une vraie société coopérative pour l'exploitation d'un fonds commun et indivis. Ce n'est pas, comme chez nous, à l'individu, c'est à la famille que se transmet le patrimoine. C'est ordinairement le plus âgé des hommes qui a la conduite des affaires communes et le droit de commander; mais il n'y a là rien d'absolu. Si les associés craignent que leurs intérêts ne soient compromis entre les mains de ce doyen d'âge, ils peuvent le déposer et lui donner comme successeur n'importe lequel d'entre eux, celui qui leur paraît présenter le plus de garanties d'ordre et de capacité. On a vu le fils, élu par le libre choix de ses co-associés, donner, en qualité de chef du groupe, des ordres à son père.

Celui que désigne ainsi son âge ou que l'élection a porté au premier rang est le gérant de la société; quand il sait écrire, il a la signature; en tout cas, il a l'autorité et la responsabilité. C'est lui qui ordonne et divise le travail, c'est lui qui conclut les marchés.

Chacune des jeunes femmes de la famille a son jour de service pour les soins de la maison et la cuisine: c'est la femme du patriarche-gérant, ou une autre matrone choisie par lui, qui partage entre les sœurs, belles-sœurs et cousines les différentes fonctions domestiques et rurales. Des étrangers de l'un et de l'autre sexe peuvent, du consentement général, être agrégés au groupe; du moment que ce n'est point comme serviteurs salariés qu'ils entrent dans la maison, ils sont assimilés aux membres de la famille, ils ont mêmes droits et mêmes devoirs. A la fin de chaque campagne, le gérant, qui dans toutes les circonstances graves a dû prendre l'avis de ses associés, rend ses comptes; les bénéfices sont divisés, d'après le nombre des intéressés, en une certaine quantités de parts. Dans les confins, la loi attribue au patriarche et à sa femme, comme récompense de la peine qu'ils prennent, quatre de ces parts pour eux deux.

Il y a de ces groupes qui sont très nombreux. On m'en a cité un, au village de Téniers, près d'Esseg, en Slavonie, où l'on est tous les jours plus de quarante personnes à table. J'en ai visité un autre, à Vouka, dans ce même district, où l'on compte dix-neuf couples ou restes de couples; il y avait une dizaine de veufs et de veuves. Ces sociétés disposent parfois d'un capital assez considérable. Ainsi la *zadrouga* des Kopryar, à Vouka, possédait, d'après les renseignemens que j'ai recueillis sur les lieux, trois cents bœufs, mille moutons, vingt chevaux, deux cents hectares de terre, des constructions et des instrumens de culture en rapport avec l'étendue du domaine. Le tout représentait une valeur de près de 200,000 francs. Or il y avait dans le district, m'assurait-on, d'autres communautés encore plus riches.

Cette forme de la propriété, ce régime patriarcal, qui ont existé jadis dans toute l'Europe, peuvent avoir leurs avantages. M. Leplay, dans ses études sur les ouvriers européens, les a souvent signalés; mais ce régime présente aussi des inconvéniens et des dangers tels que partout il tend à disparaître, ou tout au moins à se modifier profondément. C'est là un des premiers effets de cette transformation sociale dont le signal a été donné par la révolution française. Si ce communisme patriarcal, qui date de la tribu, de la *gens*, du clan, comme on voudra l'appeler, est le régime le plus favorable au développement de l'aisance et de la moralité générale, le monde civilisé, depuis un demi-siècle, fait fausse route.

C'est qu'en effet cette indivision et la vie que l'on mène dans cette espèce de phalanstère doivent amortir singulièrement l'ardeur et l'ambition, affaiblir le ressort, diminuer la personne; l'individu y tourne au rouage. On est toujours sûr d'avoir sa place au foyer commun, à la gamelle publique. On sait que les enfans trouveront tou-

jours leur alvéole dans la ruche; on n'a donc pas besoin de se donner autant de peine que celui qui veut se bâtir une maison à lui, l'orner à son goût et épargner quelque chose pour ses enfans. Ce qui doit parfois aussi décourager du travail les plus intelligens et les plus laborieux, c'est que, dans la pratique de ces associations, il doit y avoir souvent violation de la justice distributive, et par suite révolte de la conscience. Le paresseux peut plonger aussi souvent que le travailleur sa cuillère dans la soupe sociale. Chacun n'est pas récompensé selon ses œuvres. De là sans doute des mécontentemens et des querelles qui amèneront des partages de plus en plus fréquens. Aussi les villages allemands, comme on en rencontre sur divers points de la Hongrie, de la Slavonie et de la Croatie, ont-ils déjà presque partout renoncé à ce régime. Les Slaves s'en tiennent encore plus souvent à l'ancien usage; mais chez eux aussi, soit en Serbie, soit dans les provinces méridionales de l'Autriche, les exemples sont déjà nombreux du partage demandé et obtenu.

L'émancipation des serfs, qui date de 1848, a dû singulièrement accélérer ce mouvement. Tant qu'a subsisté en Autriche le régime féodal, tant que la terre n'a point appartenu au paysan, celui-ci, simple tenancier, s'accommodait volontiers de la vieille communauté patriarcale, il n'en sentait que les avantages et les agrémens. Dès que l'accès de la propriété lui a été ouvert, il a commencé à la désirer, à la vouloir entière et complète, c'est-à-dire personnelle, individuelle. Il ne rencontrera dans les provinces civiles de l'Autriche, pas plus qu'en Serbie, aucune difficulté ni dans la loi ni dans la jurisprudence. Toutes les fois qu'un des membres de la communauté réclame sa part pour aller ailleurs fonder une autre famille ou chercher fortune, l'association est forcée de la lui remettre. Les tribunaux interviendraient au besoin pour assurer au demandeur le succès de sa requête. Comme la loi française, la loi autrichienne admet ce principe, « qu'à l'indivision nul n'est tenu. »

Les raisons qui partout ailleurs tendent à faire prévaloir la propriété individuelle sont justement celles qui ont décidé le législateur des confins à ne rien épargner pour y faire durer le communisme patriarcal. L'un de ces régimes dégage et développe l'individu, lui donne l'idée de nouveaux devoirs et un plus vif sentiment de son droit, le rend moins insoucieux du lendemain, moins avare de sa peine, mais en revanche plus économe de son argent et de son temps, plus patient dans le sacrifice et l'effort, mais aussi plus capable de résistance quand il voit son bonheur troublé et ses intérêts méconnus, quand il est ou qu'il se croit victime d'une injustice. Là où existe depuis longtemps ce régime, allez donc, sous prétexte d'exercices et de patrouilles, retenir les paysans, pendant près du tiers de l'année, hors de chez eux, et enlever à tout ménage

la sécurité en gardant le droit d'arracher à leurs foyers, chaque fois que la guerre éclate, tous les hommes valides, presque tous les pères de famille! La première fois que vous tenteriez une de ces levées, si une révolte n'éclatait pas, vous n'auriez que des réfractaires ou de mauvais soldats. L'autre constitution de la propriété a des effets tout contraires. L'activité individuelle y est moins sollicitée et moins éveillée; chacun en effet n'y a qu'une part très restreinte de responsabilité et peut y compter sur les autres; l'homme y est moins maître de sa personne et de sa vie, moins nécessaire aux siens; aussi y demeure-t-il plus indolent, plus apathique. C'est là ce qui fera de lui, aux mains de l'autorité militaire, une matière plus docile et plus molle. Habitué à recevoir dans la communauté sa tâche des mains du patriarche, il obéira de même, en homme qui se sent né pour toujours obéir, au sergent et au capitaine. Ainsi donc, si la propriété collective n'avait pas existé, les commandans des confins, avant d'établir leurs colonies, auraient dû l'inventer. Combien il leur était plus avantageux et plus commode de l'y trouver tout organisée, de bâtir leur édifice sur ces fondemens qui semblaient préparés tout exprès pour le recevoir!

Cet avantage, le législateur en a senti tout le prix, et pour mieux encore approprier à ses desseins le régime de la communauté et en assurer la durée, il a pris le parti de le consacrer et de le réglementer. La *loi foncière* de 1807 et celle de 1850, qui la suit pas à pas, contiennent tout un ensemble de dispositions qu'un économiste aurait plaisir à étudier en détail : il y là toute une série d'articles qui embrassent toute la matière, qui déterminent comment les communautés se forment, s'administrent et se dissolvent, d'après quels principes la propriété s'y répartit et s'y transmet, quelle situation y est faite aux personnes et aux biens, quels sont les droits et les devoirs de chacun des membres. La plupart de ces dispositions ont été empruntées aux usages du pays, tels qu'ils existent chez tous les Slaves méridionaux, et ne sont guère que la rédaction de la coutume, que la traduction des mœurs en un droit écrit. Seulement sur ces usages se sont adroitement greffées certaines prescriptions calculées pour mieux serrer la chaîne du soldat des frontières, pour établir un indissoluble lien entre le régime patriarcal et l'institution des confins.

Ainsi la loi ne reconnaît le droit d'être chef d'une communauté, patriarche-gérant, qu'à celui qui a passé l'âge du service actif, c'est-à-dire qui a une cinquantaine d'années. Un homme jeune, actif, intelligent, ne peut songer à bâtir une maison pour y installer sa femme, y élever ses enfans et y vieillir au milieu de la famille qu'il aura fondée, au centre du petit domaine qui sera son œuvre et

son orgueil. Jusqu'à ce qu'il soit presque un vieillard, la loi le traite en mineur; elle le soumet à une double tutelle, celle du patriarche dans la maison, celle de l'autorité militaire, qui intervient dès qu'elle en est requise pour prêter main forte à l'autorité domestique. L'homme ou la femme ne peut travailler hors de la maison et du domaine commun sans le consentement du patriarche. Cependant, alors même que cette permission a été obtenue, une portion du gain ainsi réalisé doit être versée dans la caisse de famille. Si le travail fait au dehors l'a été sans le congé du chef de la maison, tout le gain revient à la caisse commune. L'associé qui se rend coupable pendant le cours de l'année et à plusieurs reprises de désobéissance ou de paresse peut, lors de la répartition des bénéfices, être privé de la part qui lui reviendrait.

De cette situation doivent naître souvent des froissemens et des querelles. Si le *Gränzer* veut quitter une communauté où la vie lui est devenue trop difficile, il peut, autorisé par le patriarche et le capitaine, entrer dans une autre; mais, s'il sort de sa famille sans permission et ne s'agrége point à une autre, il est appréhendé au corps comme vagabond et reconduit dans la maison à laquelle il appartient. S'il s'échappe une seconde fois, il est puni de la prison ou du fouet. S'il récidive, s'il ne veut se fixer nulle part, on lui inflige une sorte de servitude pénale, on l'emploie comme voiturier dans les transports qui s'exécutent pour le compte du régiment. En revanche, la loi garantit au soldat sa part dans les fruits récoltés et dans l'argent gagné par l'association, qu'il ait ou non pris part aux travaux. Si les besoins du service le retiennent six mois, un an ou plus longtemps encore, loin du foyer, sa femme et ses enfans sont nourris pendant son absence, et il doit de plus trouver disponible à son retour la portion qui lui revient dans les bénéfices de la communauté.

La loi ne se contente pas de contraindre le *Gränzer* à rester membre d'une association; cette condition même remplie, il ne lui est pas permis d'employer sa force et son intelligence comme il le juge convenable. Commerçant ou habile artisan, il ne pourrait être aisément remplacé, comme pour les travaux de la terre, par un autre homme de la famille. Il lui serait déjà bien difficile de fournir à l'état, sans risquer de négliger ses affaires, les cent jours et plus que celui-ci demande chaque année aux soldats des frontières en temps de paix pour exercices et patrouilles. A plus forte raison, en cas de guerre, aurait-il l'âme déchirée d'abandonner un fructueux négoce où nul ne pourrait le suppléer. De cet homme qui partirait ainsi désespéré de la ruine qu'on lui inflige, jamais on ne ferait un soldat qui eût du cœur à la bataille. Ce sont là les réflexions qui

ont inspiré au législateur les dispositions par lesquelles il règle l'emploi du temps et indique quelles occupations seront permises aux paysans de la frontière.

Les métiers qui ne sont qu'un simple travail auxiliaire dans une exploitation agricole, comme par exemple ceux de charpentier, de forgeron, de maréchal-ferrant, peuvent être exercés par le *Gränzer*, pourvu que les intérêts de la communauté n'en souffrent pas. Quant aux métiers que la loi qualifie de *métiers de corporation*, et qui sont, comme celui de tailleur, un moyen principal d'existence, ceux-là seuls peuvent s'y adonner qui, fils de soldats, sont impropres au service par suite de quelque infirmité. Cependant, comme l'exercice de certaines professions manuelles est indispensable dans toute contrée agricole et que l'on n'aurait pas toujours assez d'infirmes, des enfans bien conformés peuvent exceptionnellement être autorisés à apprendre ces métiers, à s'y vouer d'une manière exclusive; mais on aura soin de les choisir dans les familles nombreuses et pauvres, et ils devront s'engager à s'établir dans les confins.

Pour ce qui est du commerce, les *Gränzer* ont la faculté de vendre et d'acheter des bestiaux et des coupes de bois; mais ils doivent se munir à cet effet d'une licence spéciale et personnelle qui leur est délivrée non par le capitaine de la compagnie, mais par les autorités supérieures du régiment. Dans le voisinage des forteresses et aux endroits de passage les plus fréquentés, les habitans des confins peuvent échanger avec les sujets du sultan des produits bruts contre des marchandises confectionnées; mais ces relations se réduisent naturellement à fort peu de chose. A cela près, tout échange de produits bruts contre des marchandises ouvrées est strictement interdit. On veut éviter ainsi que le paysan ne se défasse trop aisément de son bétail et de ses récoltes; on veut que les ménages conservent l'habitude de tanner eux-mêmes le cuir et de filer la laine de leurs troupeaux, de tisser leur chanvre et leur lin. Il semble que les confins soient comme une île entourée par une mer infranchissable, et dont les habitans doivent à tout prix suffire eux-mêmes à tous leurs besoins. — Mais, dira-t-on, tout ce qui gêne et restreint ainsi les échanges appauvrit le pays. — Sans doute, et qui pourrait songer à le nier? Les Lycurgues de cette Sparte moderne, de cette Laconie autrichienne, n'ont pas voulu que leurs soldats laboureurs arrivassent jamais à l'aisance. Une population enrichie par le travail et l'épargne supporterait-elle, ne fût-ce qu'un an, toutes ces contraintes, le poids écrasant de tous ces règlemens?

Certains enfans se font remarquer dans les écoles, toutes placées sous la surveillance des officiers, que renferment les principaux villages. On s'imaginera peut-être qu'il leur sera permis en pareil

cas de pousser plus loin leurs études et d'entrer dans quelque carrière libérale. Il n'en va point ainsi : chacune de ces vocations, réelle ou prétendue, diminuerait d'autant l'effectif de l'armée des confins ; ce serait un soldat de moins. Celui qui se sent plus fait pour les travaux de l'esprit que pour manier le soc de la charrue et le fusil ne trouve qu'une porte ouverte pour échapper au servage militaire : il est forcé d'entrer dans les ordres. Encore, pour pouvoir se faire prêtre en ne consultant que sa vocation et ses goûts, faut-il qu'il appartienne à la religion catholique. Pour les orthodoxes, l'accès des études théologiques n'est accordé qu'à un nombre de jeunes gens qui varie d'année en année; on calcule le chiffre des paroisses et celui des vacances probables, et d'après ces données on accorde plus ou moins de dispenses.

On retrouve le même arbitraire et la même logique dans les articles principaux du droit successoral des confins. Voici comment y est réglé ce qui a rapport à la transmission des biens. La faculté de tester n'existe que pour ce qui est en dehors de la fortune patrimoniale, et, le négoce étant à peu près interdit aux gens des frontières, les biens d'excédant et les valeurs mobilières se réduisent en général à fort peu de chose. S'il échoit à un membre d'une de ces associations un immeuble quelconque, soit par héritage, soit par donation, il doit se confondre avec la fortune commune : on ne peut éviter cette confusion qu'en sortant de l'association ou en vendant l'immeuble dans l'espace de deux ans. Il en est de même s'il s'agit de bestiaux. L'argent et les ustensiles agricoles peuvent seuls rester propriété particulière. Tous les hommes de la maison, à quelque titre qu'ils y soient entrés, pourvu que ce ne soit point comme domestiques, ont un droit égal sur les immeubles qui appartiennent à la société. Si l'un d'entre eux vient à se détacher du groupe, sauf certains cas prévus par la loi où il doit recevoir sa part, il perd son droit, qui est acquis par le fait même aux autres hommes, et cette réversion a lieu jusqu'au dernier survivant. Si celui-ci disparaît à son tour, le droit passe de la même manière aux femmes ; mais alors l'une d'entre elles doit épouser un homme apte au service militaire. Si leur âge ne permet plus ou ne permet pas encore le mariage, elles font valoir ou un tuteur fait valoir pour elles, sous la surveillance de la compagnie, les biens communs, jusqu'à ce qu'un mariage soit possible. Si la dernière héritière vient à épouser un homme qui ne soit pas soumis à la loi des confins, elle est tenue de vendre ses immeubles à des *Gränzer*, et cela dans un délai de deux ans, sous peine de confiscation. Si enfin la communauté tout entière s'éteint, les terres et les bâtimens du bien patrimonial ou *Stammgut* reviennent aux parens mâles du dernier possesseur; les femmes, quel que soit leur degré de parenté, ne peuvent concourir et succéder qu'aux

biens excédans (*Ueberland*) et à ceux qui se trouveraient hors des confins.

En l'absence d'héritiers, les biens reviennent à l'état, et sont employés soit à mieux doter des communautés déjà existantes, soit à en fonder de nouvelles. En effet, sans parler de familles qui parfois, de l'Herzegovine et de la Bosnie, se réfugient dans les confins, il arrive souvent qu'une *zadrouga* devienne trop nombreuse pour que la vie commune soit facile. La loi lui permet alors de se diviser en deux ou plusieurs groupes, pourvu que chacun de ceux-ci possède, comme minimum, un demi-lot de terre patrimoniale et puisse fournir au moins un soldat. Il advient aussi que, dans l'intérêt de l'ordre et de la paix, ce soit le régiment qui prenne l'initiative et conseille la séparation. D'ordinaire il faut que cette mesure soit désirée par le plus grand nombre des intéressés et approuvée par les hommes âgés. Sous la surveillance de ceux-ci, on procède au partage de l'actif social. S'il s'élève des discussions, un officier intervient pour les trancher. Quand l'un des nouveaux groupes est trop pauvre, le régiment lui abandonne parfois des terres tombées en déshérence.

Avions-nous tort de dire, en commençant à analyser la constitution des confins, que la loi de 1850, quand elle avait prétendu accorder aux soldats des confins un droit « de pleine et entière propriété, » ne les avait investis que d'un titre dérisoire? — Quelle différence, je dirais presque quel abîme, entre la propriété telle que la comprennent et la pratiquent tous les peuples civilisés et ce droit de jouissance surbordonné à tant de restrictions et de contraintes! Ici, quoi qu'on en dise, c'est plutôt l'homme qui appartient à cette terre, dont il ne lui est pas permis de se détacher, que la terre à l'homme.

III.

L'armée des confins, telle qu'elle existait avant 1848, se divisait en deux groupes que partageait le Danube, et que séparaient aussi la race et la langue. Sur la rive gauche du fleuve, dans la Transylvanie et le banat de Temesvar, on avait des Magyars et des Valaques; sur la rive droite, tout le long de la Save et de ses affluens, des Serbes et des Croates. Depuis que les *zeklers* se sont dissous, le groupe oriental ne comprend plus que les régimens du banat de Temesvar. Le groupe occidental forme quatre districts militaires désignés sous le nom de districts de Slavonie, de Warasdin, de Banal et de Karlstadt. Le commandement supérieur de ces quatre districts a souvent été confié au ban de Croatie, et c'est même à cette circonstance que doit son nom la circonscription dite *banale*,

parce qu'elle est la plus voisine d'Agram, résidence ordinaire de ce grand-officier de la couronne. Ces différens groupes se partagent en cercles de régimens comprenant de 60,000 à 80,000 âmes, et ceux-ci en cercles de compagnies qui renferment chacun de 5,000 à 6,000 habitans.

Dans ce territoire, tout jeune homme qu'aucune infirmité ne rend impropre au service appartient dès l'âge de vingt ans à l'armée des frontières. Il ne peut se soustraire à cette obligation ni par rachat ni par remplacement; nous avons indiqué plus haut quelles rares exceptions comportait cette règle. Aujourd'hui et depuis le siècle dernier, cette armée fait partie intégrante des forces militaires de l'empire; elle n'est plus chargée seulement de la surveillance des frontières méridionales, elle est également appelée à prendre part aux guerres en pays étranger.

En temps de paix, le soldat des confins n'est pas constamment sous les armes. On l'envoie de huit en huit jours aux exercices, aux différens postes établis dans les villes et villages, et à ce qu'on appelle le *cordon*. On désigne sous ce nom la série des corps de garde établis à une très courte distance l'un de l'autre le long de la frontière turque; de l'un à l'autre circulent nuit et jour des patrouilles qui jouent aujourd'hui surtout le rôle de rondes de douane. Du haut de la citadelle de Belgrade, on voit au loin blanchir dans la plaine ces petites casernes, toutes bâties sur le même plan et proprement entretenues. Les soldats se tiennent au premier étage, autant pour surveiller au loin la campagne que pour être à l'abri des inondations et des émanations paludéennes. Le *Gränzer* sert en moyenne de cent à cent vingt jours par an.

La communauté doit aux soldats qu'elle fournit, tant qu'ils ne sont pas occupés hors du cercle de la compagnie, la nourriture qu'ils emportent avec eux, ainsi que les uniformes de grande et de petite tenue. Elle est exempte de la taxe foncière en proportion des charges qui résultent pour elle de cette obligation. Si les dépenses qu'elle subit de ce chef sont supérieures à la totalité de l'impôt qui devrait peser sur elle, la famille reçoit, pour parfaire la différence, une indemnité en argent. Jusqu'en 1848, ces frais supplémentaires étaient supportés par les provinces voisines; en compensation, la Croatie et la Slavonie civile ne payaient que la moitié de l'impôt foncier. Dès que le *Gränzer* est envoyé hors de la circonscription de sa compagnie, l'état lui paie une solde et pourvoit à son entretien.

Les confins possèdent quatorze régimens d'infanterie; chaque régiment se compose de quatre bataillons entre lesquels les hommes sont répartis d'après leur âge et leurs années de campagne. En temps de guerre, on mobilise et on fait marcher les deux premiers contingens, dont l'effectif total est d'environ 4,500 hommes, en y

comprenant une réserve de 1,500 hommes qui reste en arrière pour être versée au fur et à mesure dans les cadres. Le troisième bataillon, qui représente la réserve proprement dite, est alors substitué aux deux premiers dans le service intérieur. Si celui-ci était également appelé hors du pays, il serait remplacé par le quatrième bataillon; mais on n'en vient guère là. Les hommes de ces deux derniers contingens ne forment pas un corps régulièrement monté; ils ne reçoivent de l'état que le fusil et les cartouches.

Dans un moment de suprême effort, les confins pourraient donc mettre sur pied une armée de 100,000 hommes; mais c'est seulement à 60,000 que l'on évalue le nombre des *Gränzer* équipés et prêts à entrer en campagne. Si l'on prend pour le total de la population le chiffre de 1,082,000 âmes que fournit le recensement de 1857, il y aurait donc dans les confins 1 soldat par 18 habitans. Au cas où la même proportion existerait dans les autres provinces de la monarchie, les 36 millions d'hommes que compte la monarchie autrichienne donneraient jusqu'à 2,160,000 soldats. Or l'empereur et roi, lorsque son armée était sur le pied de guerre, n'avait, avant la dernière loi militaire, que 550,000 hommes, et 380,000 en temps de paix. Sur ces effectifs, les confins, si on les traitait comme le reste de l'empire, n'auraient dû figurer que pour 15,000 hommes dans le premier cas et 10,856 dans le second.

Les défenseurs de l'institution ne peuvent méconnaître l'éloquence de ces chiffres; mais ils allèguent que la population des frontières paie moins de taxes. Une première réponse se présente tout d'abord à l'esprit : l'impôt du sang et celui qui ne frappe que la bourse n'ont point de commune mesure. Aucun dégrèvement ne saurait compenser les pertes et les souffrances morales que chaque campagne inflige à un peuple chez qui toute famille a un ou plusieurs hommes à la fois sous le drapeau. N'ayant rien à gagner pour attendre, l'homme des confins se marie très jeune; parmi ceux qui quittent le pays quand éclate la guerre, il en est bien peu qui n'y laissent femmes et enfans. Les troupes des confins coûtent moins au trésor; aussi est-ce souvent celles qui sont le plus exposées par les généraux et le plus maltraitées par l'ennemi. Les guerres d'Italie et de Hongrie auraient fait dans les confins, dit-on, 30,000 veuves et 60,000 orphelins.

Il y a plus : il est aisé de prouver que, malgré ces exemptions et ces priviléges, la population des confins supporte une énorme surcharge pécuniaire. Les quatre-vingts régimens de ligne de l'armée autrichienne forment en temps de paix un total de 128,900 hommes, qui coûtent 20,823,000 florins. La dépense qu'imposent au trésor les quatorze régimens de la frontière est de 2,464,000 florins pour 60,000 hommes. Ne comptons même que 40,000 *Gränzer*, l'état

épargne par an, sur ce qu'il aurait à payer pour ce nombre de soldats de ligne, 3,980,000 florins. Cette somme équivaut aux frais de casernement et d'entretien dont il se débarrasse pour les faire supporter aux confins. A cette dépense, il faut encore ajouter la perte de travail utile que représente le temps employé par les hommes en exercices et patrouilles. Évaluons la journée de chaque *Gränzer* à 30 kreutzers ou 1 fr. 10 c., et comptons cent jours de service commandé par an, ce sera encore à la fin de l'année un déficit de 2,000,000 de florins; on peut les regarder comme perdus, puisque la population, avec le même nombre de bouches à nourrir, est obligée de se passer du surcroît de récoltes et autres produits qu'auraient donnés ces bras, s'ils n'avaient pas été enlevés à l'agriculture. Ajoutées l'une à l'autre, la somme épargnée sur l'entretien des troupes et celle qui représente le temps dérobé au travail donnent un total de près de 6 millions de florins qu'il faut inscrire au passif du peuple des confins. Le dégrèvement de l'impôt foncier qui leur est accordé ne les fait rentrer que dans une très faible partie de ces avances, et les impôts indirects, depuis 1850, y sont, à très peu de chose près, les mêmes que dans le reste de la monarchie. Les gens de la frontière sont soumis aujourd'hui, comme leurs voisins, au droit du timbre, aux monopoles du tabac et du sel, aux autres taxes de consommation.

Il n'est pas étonnant que l'on plie sous un pareil fardeau : aussi l'accroissement de la population est-il loin de suivre ici la progression ordinaire. On a même constaté que de 1847 à 1859 il y avait eu, sur l'ensemble des confins, une diminution de 24,750 âmes. Ce chiffre est d'ailleurs loin de représenter l'appauvrissement réel. Des calculs établis d'après les recensemens opérés dans les provinces voisines ont démontré que la population des confins pendant cette période aurait dû, si elle avait été placée dans des conditions normales, s'augmenter d'environ 10,000 âmes par année. Ce serait donc, en une douzaine d'années, près de 150,000 hommes qu'aurait coûtés à l'Autriche le régime qu'elle impose aux habitans des confins.

IV.

Le territoire militaire forme une étroite bande de terrain qui, en 1848, avant la dissolution du corps des *zeklers* ou régimens de la frontière transylvanienne, avait une longueur de 1,681 kilomètres sur une largeur moyenne de 29 environ. La ligne de démarcation qui le sépare des provinces voisines est toute factice. Les caractères naturels et les aspects pittoresques en sont donc, dans la partie occidentale, ceux de la Dalmatie, de l'Istrie et de la Carniole; au centre, ils se

confondent avec ceux de la Croatie et de la Slavonie, et sur la rive gauche du Danube la frontière militaire ne diffère pas du reste de la plaine hongroise. Nous en dirons autant pour les usages, la religion, les langues des confins. Le fond des mœurs et des coutumes y est le même, on y professe les mêmes croyances, on y parle les mêmes idiomes que dans les provinces limitrophes; seulement la dissolution y est plus grande, les esprits y sont plus superstitieux, parce que l'ignorance y est plus générale. Les langues nationales, telles que le croate et le serbe à l'ouest, le valaque à l'est, ne s'y relèvent point, comme à Agram, Neusatz, Temesvar, par la culture littéraire, et y demeurent à l'état de dialecte populaire; mais la plupart des hommes y entendent et y parlent même tant bien que mal, plutôt mal que bien, l'allemand, qui, d'un bout à l'autre de la frontière, est la langue de l'administration et du commandement. Ce que nous voudrions marquer ici, ce sont seulement les nuances qui séparent la population des confins de ses congénères, et qui tiennent, non pas aux conditions générales de la race et du milieu, mais aux conditions particulières que leur a faites un régime exceptionnel. C'est là le seul moyen d'apprécier le système à sa juste valeur, de juger l'arbre à ses fruits.

Ce qui frappe tout d'abord le voyageur quand il franchit la limite des confins, c'est que les routes y sont beaucoup meilleures que dans les provinces civiles contiguës. Ainsi, au mois de septembre 1869, je traversai la Slavonie, de Voukovar à Brod, pour aller faire une visite à l'évêque Strossmayer, le chef éloquent du parti national, dans sa résidence épiscopale de Diakovo. Tant que nous fûmes en territoire civil, malgré nos quatre vigoureux chevaux, nous avancions bien lentement. Là, comme en Turquie, il n'y a aucun empierrement; ce sont les voitures qui tracent le chemin à travers les friches, et quand les ornières sont trop profondes, on passe à côté. Dans les confins au contraire, la route ressemble à une de nos routes françaises; sur les côtés sont disposés, pour réparer les avaries, des tas de cailloux de la Save. On ne peut d'ailleurs conclure du bon entretien des chemins à l'aisance et à la prospérité du pays que là où le peuple est maître de son travail et de ses deniers. Ici, tout ce que l'on en peut induire, c'est que la corvée existe, et que l'autorité comprend l'utilité de bonnes routes stratégiques.

Quant aux villages, bâtis avec une régularité toute militaire, ils se ressemblent tous. Pas de rues venant déboucher sur la route, pas de hameaux épars dans les arbres et les vergers. Toutes les maisons, presque pareilles et séparées par une égale distance, sont plantées sur le bord du grand chemin, comme autant de soldats en faction. A côté de la maison d'habitation, au milieu de la cour, se

trouvent de pittoresques constructions de bois, le toit à porcs, les greniers à foin et à blé, dont le plancher, pour n'être point atteint par l'humidité, est élevé au-dessus du sol de près d'un mètre. Derrière la maison s'étendent un jardin et un verger. Quelques maisons, plus soignées que les autres, plus spacieuses et de meilleur air, attirent le regard. Ce sont en général les demeures des officiers; on m'en indique pourtant quelques-unes comme appartenant à des paysans un peu plus aisés que leurs camarades. La couche de chaux, souvent renouvelée par ordre, qui est appliquée sur les façades, donne à l'ensemble des habitations un aspect assez gai; mais, si on pénètre dans l'intérieur, on s'aperçoit bien vite que le paysan est misérable. Il y a peu de meubles, peu d'ustensiles de ménage, une médiocre propreté. Beaucoup de maisons ne se composent que d'une seule pièce, où vivent et couchent tous les membres d'une nombreuse famille. Il en résulte, en cas d'épidémie, une mortalité effrayante.

Parmi les bâtimens qui attirent l'attention dans tout village des confins se trouve le grenier public, édifice à plusieurs étages. Lorsque l'année est bonne, chaque paysan doit y déposer une part déterminée de sa récolte. Avec ce fonds, le dépôt fait aux nécessiteux dans les mauvaises années des avances de blé que ceux-ci remboursent après la moisson suivante. Le soldat des frontières n'est donc pas tenu, comme les autres hommes, d'apprendre à la dure école de l'expérience l'utilité de la prévoyance et de l'épargne; l'autorité se charge de prévoir et d'épargner pour lui.

On remarque aussi un corps de garde devant lequel flânent ou dorment, à côté de leurs fusils pendus au mur, cinq ou six *Gränzer*. En été, ils n'ont pas d'autre vêtement que leur pantalon et leur chemise de grosse toile blanche, et parfois une sorte de jaquette brune à brandebourgs rouges, qu'ils portent aussi pour les travaux des champs. En hiver, on les voit enveloppés dans leurs grands manteaux de drap rouge à capuchon, que relève par derrière la crosse du fusil jeté sur l'épaule. Quant à l'uniforme, un pantalon bleu serré au mollet et une veste de laine noire ou blanche, il ne sert que les jours de revue et à la guerre. Sur quoi veillent ces sentinelles? C'est ce que je ne suis pas arrivé à comprendre. Aucun ennemi ne menace le pays, et ces villages ne sont pas exposés à plus de désordres que ceux des provinces voisines, où l'on se passe de tout ce déploiement de force armée. C'est donc encore là une de ces exigences inutiles, fâcheuses conséquences du régime militaire; ce sont des bras enlevés chaque jour sans nécessité au travail des champs, des habitudes de paresse et d'ivrognerie contractées dans l'oisiveté forcée du corps de garde. Le cabaret n'est jamais loin du

poste, et, pour passer le temps, on y boit à pleins verres l'eau-de-vie de prunes, le *slibovitz*, cher à tous les gosiers slaves.

Pour tous ceux qui ont vécu quelque temps au milieu des *Grünzer*, ce qui les caractérise surtout, c'est leur indolente apathie, c'est une certaine paresse insouciante et bornée. Pour qui s'épuiseraient-ils à travailler? Avec le régime de la communauté, leurs femmes et leurs enfans sont à peu près à l'abri du besoin. Quant à eux, demain peut-être on les arrachera à leurs vergers et à leurs champs pour les envoyer mourir en Italie ou sur quelque autre frontière : ne serait-ce pas folie de s'imposer des privations et de la fatigue en vue d'un avenir sur lequel on n'a pas le droit de compter? D'ailleurs leur bien, qu'ils ne peuvent ni mettre en valeur comme ils l'entendent, ni vendre et léguer à qui il leur convient, leur appartient-il assez pour qu'il y ait plaisir et profit à l'améliorer? Aussi ont-ils ces maximes, qui les peignent au naturel : « va tard au champ, et reviens de bonne heure, pour éviter la rosée; — si Dieu ne m'aide pas, à quoi sert le travail? » Habitués à ne compter, comme ils disent, que « sur Dieu et l'empereur, » ils se refusent à comprendre les avantages qu'ils tireraient de telle ou telle invention moderne, de meilleurs outils et de méthodes de culture plus savantes. « Ainsi je l'ai trouvé, ainsi je le laisserai, » répètent-ils volontiers en parlant du domaine patrimonial. Au surplus, celui qui prendrait quelque initiative aurait sans doute bientôt à compter avec les méfiances et les susceptibilités de l'autorité militaire. Allez donc tenter quelque innovation dans un pays où vous ne pouvez planter une vigne ou changer une terre à blé en luzerne sans une série de rapports et sans la permission de l'état-major du régiment!

La seule chose qui aurait pu, malgré toutes ces entraves, éveiller ces esprits et leur donner quelque désir du progrès, c'est l'instruction. Or l'ignorance est profonde dans les confins; les écoles régimentaires y sont fort insuffisantes et comme nombre et comme tenue; dans certains districts, surtout dans la Croatie méridionale, la population a très peu de densité; les villages sont assez éloignés les uns des autres pour que les enfans qui n'habitent point le bourg où est l'école ne puissent aisément s'y rendre en toute saison. Comment d'ailleurs l'autorité ferait-elle beaucoup pour l'enseignement? Elle sent bien que, plus instruits, les hommes des confins se résigneraient moins aisément à leur dure condition. Si elle était logique, l'instituteur serait banni de tout ce territoire.

Sur les bords du Danube et de la Save, là où le confin borde le fleuve, que remontent et descendent paquebots, voyageurs et marchandises, les gens des frontières, en dépit de toutes les entraves qui les lient, ont des rapports quotidiens avec les habitans des provinces voisines et même avec des étrangers. Ce contact leur ouvre peu à peu

l'esprit, et leur suggère quelques idées nouvelles; mais c'est surtout dans la Croatie méridionale, dans les districts dits Banal et de Karlstadt, que sont sensibles et marqués les traits qui caractérisent la physionomie du *Gränzer*. Là commence, au sud-est de Karlstadt, ce que l'on appelle la *frontière sèche;* ce n'est plus un cours d'eau, comme le Danube ou la Save, c'est une ligne toute conventionnelle qui fait la limite de l'Autriche et de la Turquie. Les surprises et les coups de main n'ont cessé que très tard sur cette frontière, plus difficile à définir et à garder; on s'y disputait encore au commencement de ce siècle certains forts, certaines places, comme Zettin, que les Turcs assaillirent en 1809 et 1813. Aussi le territoire des confins a-t-il là non plus seulement de 15 à 20 kilomètres, mais de 5 à 6 myriamètres de largeur : la population soumise au régime militaire y forme donc une masse plus homogène et plus compacte. Les actes de brigandage à main armée et les assassinats, qui étaient très communs dans toute cette contrée, commencent à y devenir plus rares; mais le vol est encore le délit que l'on a le plus souvent à punir. Les ancêtres des *Gränzer* vivaient surtout de butin, et de pareilles habitudes ne s'effacent pas en un jour. Voici un moyen que l'on a souvent employé avec quelque succès pour débarrasser un canton d'une famille dont tous les membres tenaient plus ou moins du bandit. Déjà quelques-uns avaient été punis de mort, d'autres avaient été mis en prison ou bâtonnés; de nouveaux crimes revenaient bientôt effrayer le pays. Pour bien faire, il eût fallu fusiller tous les hommes de la maison, car ceux que l'on avait épargnés ne valaient pas mieux que les autres; mais c'eût été sacrifier bien des soldats. L'autorité se contentait donc de transporter la famille tout entière sur un autre point de la frontière, où on lui assignait une maison et des terres. Là, pensait-on, dépaysée, inconnue, il lui serait plus facile de changer d'habitudes; elle serait éloignée de ceux qui avaient pu lui servir de complices, et son passé ne pèserait plus sur elle; sans y songer, elle subirait l'influence d'un nouveau et meilleur milieu.

L'ignorance, la superstition, la grossièreté, on pourrait presque dire la sauvagerie qui ont ainsi persisté, surtout chez ces régimens groupés le long de la *frontière sèche*, voilà ce qui a valu aux Croates en Italie, en Hongrie, dans toute l'Europe, cette réputation qui désole les habitans d'Agram et de toute la Croatie civile. On s'explique que ces troupes des frontières, composées d'élémens plus étrangers à toute civilisation et à toute réflexion que ceux qui entraient dans l'armée de ligne, aient laissé partout un sinistre souvenir. Voici ce que racontait lui-même un officier de l'armée des confins à M. Valério, artiste français qui a parcouru toute cette contrée et qui en a rapporté une belle collection de types et de costumes.

En 1848, plusieurs de ces régimens croates de la frontière furent employés à combattre, dans les rues mêmes de Vienne, l'insurrection qui fut un moment maîtresse de la capitale. Les *Gränzer* se précipitaient sur les barricades défendues par les étudians, et, quand ils les avaient prises, ils coupaient la tête aux malheureux qu'ils avaient tués ou blessés, puis, comme ils faisaient autrefois pour les Turcs, ils venaient jeter aux pieds de leurs chefs ces sanglans trophées. C'était l'antique barbarie reparaissant tout d'un coup au milieu de luttes politiques provoquées par de généreuses passions et par les idées modernes.

Cette apathique ignorance, ce penchant au vol et à l'ivrognerie, cette brutalité qui caractérisent les hommes de la frontière, c'est là, nous l'avons vu, une naturelle conséquence de la condition qui leur est faite. C'est par les mêmes causes que s'explique le mauvais renom des femmes des confins. Il faut que le mal soit bien grand pour qu'il ait frappé les yeux dans ces provinces méridionales de l'Autriche et de la Hongrie, où les mœurs sont si faciles, où l'on est si indulgent pour soi-même et pour les autres. Les femmes, tout le long de la Save et de la frontière sèche, sont grandes, bien découplées, souvent jolies, parfois d'une rare beauté, et portent un costume pittoresque qui rappelle celui des filles serbes et bosniaques; mais elles passent pour respecter fort peu le lien conjugal. Tout les prépare dès l'adolescence à se livrer au désordre. Elles prennent leurs premières leçons dans la grande chambre où, pendant l'hiver, chez les plus pauvres, tout le monde, enfans, jeunes filles et jeunes garçons, couples d'époux, vieux parens, dort ensemble. N'y a-t-il pas là de quoi singulièrement instruire la jeunesse et émousser la pudeur? Ce qui est plus grave encore, c'est que les pères, les maris, les frères, même en temps de paix, sont souvent absens; s'il faut faire campagne, ils partent pour de longs mois, et souvent ne reviennent pas au pays. Surtout quand il y a eu de grandes guerres, le nombre des femmes est, dans tout le territoire militaire, bien supérieur à celui des hommes, et beaucoup d'entre elles n'ont plus de soutien et de protecteur naturel : c'est au milieu d'une telle population que sont lâchés, comme des enfans dans un verger, des centaines d'officiers dont la plupart, jeunes et célibataires, s'ennuient dans ce pays perdu et sont avides d'y trouver des distractions. Leurs fonctions les conduisent à se mêler de tout et à intervenir dans tous les débats de famille; elles leur ouvrent ainsi la porte de toutes les maisons. Le pouvoir à peu près illimité dont ils disposent fait que l'on redoute leur colère, et que l'on tient à s'assurer leur bienveillance. Est-il donc étonnant que les filles et les femmes, quand ces sultans au petit pied leur font l'honneur de les distinguer, ne songent guère à résister? Il naît de ces liaisons beaucoup d'enfans naturels et

adultérins, et le nombre en serait encore plus grand, si les femmes, moins par peur de la honte que pour s'épargner une charge, ne recouraient souvent à l'avortement et à l'infanticide. Comme me le disait l'évêque Strossmayer, adversaire déclaré de l'institution des confins, les prêtres, par la confession, sont mis dans le secret de bien des crimes qui échappent à la justice : celle-ci d'ailleurs, pour ne point faire de découvertes gênantes, est intéressée à ne pas avoir la vue trop perçante.

Voilà donc quels semblent être les effets nécessaires du régime que nous venons d'étudier : dans tout le territoire auquel il s'applique, la culture est moins avancée, la misère plus grande, le caractère plus grossier et plus farouche, l'immoralité plus générale et plus scandaleuse que da s les provinces voisines habitées par le même peuple. En dépit de toutes les assurances d'optimistes qui ont de bonnes raisons pour défendre des abus dont ils profitent, les *Gränzer* commencent à s'apercevoir de cette différence et à s'en indigner; ils commencent à sentir qu'ils sont les enfans déshérités, les parias de l'empire. Sans doute, presque tous illettrés, ils ne lisent pas les livres et les journaux où se discute la question des confins; mais ils causent avec les habitans des provinces limitrophes, ils comparent leur sort à celui de leurs frères, qui sont citoyens et soumis seulement à la loi civile; ils réfléchissent et s'irritent secrètement. Le travail se fera lentement dans ces cerveaux obscurs, dans ces têtes habituées à se courber sous la verge; mais un jour, si on ne les délivre, ces esclaves se soulèveront, et d'un effort briseront tous leurs liens.

Le gouvernement autrichien paraît l'avoir compris : cédant à l'opinion et aux instances de la diète croate et du parlement hongrois, il va faire cesser cet anachronisme. La diète croate en 1848 avait élaboré un projet de réforme pour les confins. Tout en améliorant sensiblement la condition des *Gränzer*, elle laissait subsister les traits essentiels du régime et l'armée des frontières; mais depuis vingt ans l'Autriche a fait bien du chemin : on ne saurait plus s'y contenter de ce qui eût été alors un réel bienfait. Il y a aujourd'hui des deux côtés de la Leitha une vie publique trop intense et trop libre pour qu'un million d'hommes puisse rester ainsi dans une sorte de servage, en dehors du mouvement, du progrès et de la liberté. Le temps des demi-mesures est passé. Pour satisfaire l'opinion, la dissolution des deux régimens de Warasdin doit être suivie à bref délai de celle des autres corps de la frontière : dans quelques années, il ne doit plus y avoir d'armée ni de législation des confins.

GEORGE PERROT.

PHILOSOPHIE

DE

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE EN FRANCE.

L'histoire n'est ni une géométrie inflexible ni une simple succession d'incidens fortuits. Si l'histoire était dominée d'une manière absolue par la nécessité, on pourrait tout prévoir; si elle était un simple jeu de la passion et de la fortune, on ne pourrait rien prévoir. Or, la vérité est que les choses humaines, bien qu'elles déjouent souvent les conjectures des esprits les plus sagaces, prêtent néanmoins au calcul. Les faits accomplis contiennent, si on sait distinguer l'essentiel de l'accessoire, les lignes générales de l'avenir. « Le petit grain de sable qui se mit dans l'urètre de Cromwell » fut, au XVIIe siècle, un événement capital; la philosophie de l'histoire d'Angleterre est indépendante d'un pareil détail. Santé ou maladie, bonne ou mauvaise humeur des princes, brouilles ou raccommodemens des personnages considérables, intrigues diplomatiques, chances diverses de la guerre, le plus grand génie ne sert de rien pour deviner tout cela. Ces sortes de choses se passent dans un monde où le raisonnement n'a aucune application. Le valet de chambre d'un souverain pourrait, en fait de nouvelles importantes, redresser les idées du meilleur esprit; mais ces accidens, impossibles à prévoir et à déterminer *a priori*, s'effacent dans l'ensemble.

Le passé nous apparaît comme un dessein suivi, où tout se tient et s'explique. L'avenir jugera notre temps comme nous jugeons le passé, et verra des conséquences rigoureuses où nous sommes souvent tentés de ne voir que des volontés individuelles et des rencontres du hasard.

C'est dans cet esprit que nous voudrions proposer quelques observations sur les graves événemens accomplis en cette année 1869. La philosophie que nous porterons dans cet examen n'est pas celle de l'indifférence. Nous ne nous exagérons pas la part de la réflexion dans la conduite des choses humaines; nous ne croyons pas cependant que le temps soit déjà venu de déserter la vie publique et d'abandonner les affaires de ce monde à l'intrigue et à la violence. Un reproche peut toujours être adressé à celui qui critique les affaires de son siècle sans avoir consenti à s'en mêler; mais celui qui a fait ce qu'un honnête homme peut faire, celui qui a dit ce qu'il pense sans souci de plaire ou de déplaire à personne, celui-là peut avoir la conscience merveilleusement à l'aise. Nous ne devons pas à notre patrie de trahir pour elle la vérité, de manquer pour elle de goût et de tact; nous ne lui devons pas de suivre ses caprices ni de nous convertir à la thèse qui réussit; nous lui devons de dire bien exactement, et sans le sacrifice d'une nuance, ce que nous croyons la vérité.

I.

La révolution française est un événement si extraordinaire que c'est par elle qu'il faut ouvrir toute série de considérations sur les affaires de notre temps. Rien d'important n'arrive en France qui ne soit la conséquence directe de ce fait capital, lequel a changé profondément les conditions de la vie dans notre pays. Comme tout ce qui est grand, héroïque, téméraire, comme tout ce qui dépasse la commune mesure des forces humaines, la révolution française sera durant des siècles le sujet dont le monde s'entretiendra, sur lequel on se divisera, qui servira de prétexte pour s'aimer et se haïr, qui fournira des sujets de drames et de romans. En un sens, la révolution française (l'empire, dans ma pensée, fait corps avec elle) est la gloire de la France, l'épopée française par excellence; mais presque toujours les nations qui ont dans leur histoire un fait exceptionnel expient ce fait par de longues souffrances et souvent le paient de leur existence nationale. Il en fut ainsi de la Judée, de la Grèce et de l'Italie. Pour avoir créé des choses uniques dont le monde vit et profite, ces pays ont traversé des siècles d'humiliation

et de mort nationale. La vie nationale est quelque chose de limité, de médiocre, de borné. Pour faire de l'extraordinaire, de l'universel, il faut déchirer ce réseau étroit; du même coup on déchire sa patrie, une patrie étant un ensemble de préjugés et d'idées arrêtées que l'humanité entière ne saurait accepter. Les nations qui ont créé la religion, l'art, la science, l'empire, l'église, la papauté (toutes choses universelles, non nationales), ont été plus que des nations; elles ont été par là même moins que des nations en ce sens qu'elles ont été victimes de leur œuvre. Je pense que la révolution aura pour la France des conséquences analogues, mais moins durables, parce que l'œuvre de la France a été moins grande et moins universelle que les œuvres de la Judée, de la Grèce, de l'Italie. Le parallèle exact de la situation actuelle de notre pays me paraît être l'Allemagne au XVIIe siècle. L'Allemagne au XVIe siècle avait fait pour l'humanité une œuvre de premier ordre, la réforme. Elle l'expia au XVIIe par un extrême abaissement politique. Il est probable que le XIXe siècle sera de même considéré dans l'histoire de France comme l'expiation de la révolution. Les nations, pas plus que les individus, ne sortent impunément de la ligne moyenne, qui est celle du bon sens pratique et de la possibilité.

Si la révolution en effet a créé pour la France dans le monde une situation poétique et romanesque de premier ordre, il est sûr d'un autre côté qu'à considérer seulement les exigences de la politique ordinaire, elle a engagé la France dans une voie pleine de singularités. Le but que la France a voulu atteindre par la révolution est celui que toutes les nations modernes poursuivent : une société juste, honnête, humaine, garantissant les droits et la liberté de tous avec le moins de sacrifices possible des droits et de la liberté de chacun. Ce but, la France, à la date où nous sommes, après avoir versé des flots de sang, en est fort loin, tandis que l'Angleterre, qui n'a pas procédé par révolutions, l'a presque atteint. La France, en d'autres termes, offre cet étrange spectacle d'un pays qui essaie tardivement de regagner son arriéré sur les nations qu'elle avait traitées d'arriérées, qui se remet à l'école des peuples auxquels elle avait prétendu donner des leçons, et s'efforce de faire par imitation l'œuvre où elle avait cru déployer une haute originalité.

La cause de cette bizarrerie historique est fort simple. Malgré le feu étrange qui l'animait, la France, à la fin du XVIIIe siècle, était assez ignorante des conditions d'existence d'une nation et de l'humanité. Sa prodigieuse tentative impliqua beaucoup d'erreurs; elle méconnut tout à fait les règles de la liberté moderne. Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, la liberté moderne n'est nullement la liberté antique ni celle des républiques du moyen âge. Elle est bien

plus réelle, mais beaucoup moins brillante. Thucydide et Machiavel n'y comprendraient rien, et cependant un sujet de la reine Victoria est mille fois plus libre que ne l'a été aucun citoyen de Sparte, d'Athènes, de Venise ou de Florence. Plus de ces fiévreuses agitations républicaines, pleines de noblesse et de danger; plus de ces villes composées d'un peuple fin, vivant et aristocratique; au lieu de cela, de grandes masses pesantes, chez lesquelles l'intelligence est le fait d'un petit nombre, mais qui contribuent puissamment à la civilisation en mettant au service de l'état, par la conscription et l'impôt, un merveilleux trésor d'abnégation, de docilité, de bon esprit. Cette manière d'exister, qui est assurément celle qui use le moins une nation et conserve le mieux ses forces, l'Angleterre en a donné le modèle. L'Angleterre est arrivée à l'état le plus libéral que le monde ait connu jusqu'ici en développant ses institutions du moyen âge, et nullement par la révolution. La liberté en Angleterre ne vient pas de Cromwell ni des républicains de 1649; elle vient de son histoire entière, de son égal respect pour le droit du roi, pour le droit des seigneurs, pour le droit des communes et des corporations de toute espèce. La France suivit la marche opposée. Le roi avait depuis longtemps fait table rase du droit des seigneurs et des communes; la nation fit table rase des droits du roi. Elle procéda philosophiquement en une matière où il faut procéder historiquement; elle crut qu'on fonde la liberté par la souveraineté du peuple et au nom d'une autorité centrale, tandis que la liberté s'obtient par de petites conquêtes locales successives, par des réformes lentes. L'Angleterre, qui ne se pique de nulle philosophie, l'Angleterre, qui n'a rompu avec sa tradition qu'à un seul moment d'égarement passager suivi d'un prompt repentir, l'Angleterre, qui, au lieu du dogme absolu de la souveraineté du peuple, admet seulement le principe plus modéré qu'il n'y a pas de gouvernement sans le peuple ni contre le peuple, s'est trouvée mille fois plus libre que la France, qui avait si fièrement planté le drapeau philosophique des droits de l'homme. C'est que la souveraineté du peuple ne fonde pas le gouvernement constitutionnel. L'état ainsi établi à la française est trop fort; loin de garantir toutes les libertés, il absorbe toutes les libertés; sa forme est la convention ou le despotisme. Ce qui devait sortir de la révolution ne pouvait après tout beaucoup différer du consulat et de l'empire; ce qui devait sortir d'une telle conception de la société ne pouvait être autre chose qu'une administration, un réseau de préfets, un code civil étroit, une machine servant à étreindre la nation, un maillot où il lui serait impossible de vivre et de croître. Rien de plus injuste que la haine avec laquelle l'école radicale française traite l'œuvre de Napoléon. L'œuvre de Na-

poléon, si l'on excepte quelques erreurs qui furent personnelles à cet homme extraordinaire, n'est en somme que le programme révolutionnaire réalisé en ses parties possibles. Napoléon n'eût pas existé que la constitution définitive de la république n'eût pas différé essentiellement de la constitution de l'an VIII.

Une idée à plusieurs égards très fausse de la société humaine est en effet au fond de toutes les tentatives révolutionnaires françaises. L'erreur originelle fut d'abord masquée par le magnifique élan d'enthousiasme pour la liberté et le droit qui remplit les premières années de la révolution; mais, ce beau feu une fois tombé, il resta une théorie sociale qui fut dominante sous le directoire, le consulat et l'empire, et marqua d'un sceau profond toutes les créations du temps.

D'après cette théorie, qu'on peut bien qualifier de matérialisme en politique, la société n'est pas quelque chose de religieux ni de sacré. Elle n'a qu'un seul but, c'est que les individus qui la composent jouissent de la plus grande somme possible de bien-être, sans souci de la destinée idéale de l'humanité. Que parle-t-on d'élever, d'ennoblir la conscience humaine? Il s'agit seulement de contenter le grand nombre, d'assurer à tous une sorte de bonheur vulgaire et bien relatif assurément, car l'âme noble aurait en aversion un pareil bonheur, et se mettrait en révolte contre la société qui prétendrait le procurer. Aux yeux d'une philosophie éclairée, la société est un grand fait providentiel, établi non par l'homme, mais par la nature elle-même, afin qu'à la surface de notre planète se produise la vie intellectuelle et morale. L'homme isolé n'existe pas pour la philosophie politique. La société humaine, mère de tout idéal, est le produit direct de la volonté suprême qui veut que le bien, le vrai, le beau, aient dans l'univers des contemplateurs. Cette fonction transcendante de l'humanité ne s'accomplit pas au moyen de la simple coexistence des individus. La société est une hiérarchie. Tous les individus sont nobles et sacrés, tous les êtres (même les animaux) ont des droits; mais tous les êtres ne sont pas égaux, tous sont des membres d'un vaste corps, des parties d'un immense organisme qui accomplit un travail divin. La négation de ce travail divin est l'erreur où verse facilement la démocratie française. Considérant les jouissances de l'individu comme l'objet unique de la société, elle est amenée à méconnaître les droits de l'idée, la primauté de l'esprit. Ne comprenant pas d'ailleurs l'inégalité des races, parce qu'en effet les différences ethnographiques ont disparu de son sein depuis un temps immémorial, la France est amenée à concevoir comme la perfection sociale une sorte de médiocrité universelle. Dieu nous garde de rêver la résurrection de ce qui est mort; mais, sans demander la reconstitution de la noblesse, il est

bien permis de trouver que l'importance accordée à la naissance vaut mieux à beaucoup d'égards que l'importance accordée à la fortune : l'une n'est pas plus juste que l'autre, et la seule distinction juste, qui est celle du mérite et de la vertu, se trouve mieux d'une société où les rangs sont réglés par la naissance que d'une société où la richesse seule fait l'inégalité.

La vie humaine deviendrait impossible, si l'homme ne se donnait le droit de subordonner l'animal à ses besoins; elle ne serait guère plus possible, si l'on s'en tenait à cette conception abstraite qui fait envisager tous les hommes comme apportant en naissant un même droit à la fortune et aux rangs sociaux. Un tel état de choses, juste en apparence, serait la fin de toute vertu; ce serait fatalement la haine et la guerre entre les deux sexes, puisque la nature a créé là, au sein même de l'espèce humaine, une différence de rôle indéniable. La bourgeoisie trouve juste qu'après avoir supprimé la royauté et la noblesse héréditaires, on s'arrête devant la richesse héréditaire. L'ouvrier trouve juste qu'après avoir supprimé la richesse héréditaire, on s'arrête devant l'inégalité de sexe, et même, s'il est un peu sensé, devant l'inégalité de force et de capacité. L'utopiste le plus exalté trouve juste qu'après avoir supprimé en imagination toute inégalité entre les hommes, on admette le droit qu'a l'homme d'employer l'animal selon ses besoins. Or pourtant il n'est pas plus juste que tel individu naisse riche qu'il n'est juste que tel individu naisse avec une distinction sociale; il n'a pas plus gagné l'un que l'autre par son travail personnel. On part toujours de l'idée que la noblesse a pour origine le mérite, et, comme il est clair que le mérite n'est pas héréditaire, on démontre facilement que la noblesse héréditaire est chose absurde; mais c'est là l'éternelle erreur française d'une justice distributive dont l'état tiendrait la balance. La raison sociale de la noblesse, envisagée comme institution d'utilité publique, était non pas de récompenser le mérite, mais de le provoquer, de rendre possibles, faciles même certains genres de mérite. N'aurait-elle eu pour effet que de montrer que la justice ne doit pas être cherchée dans la constitution officielle de la société, c'eût été déjà quelque chose. La devise : « au plus digne » n'a en politique que bien peu d'applications.

La bourgeoisie française s'est donc fait quelque illusion en croyant, par son système de concours, d'écoles spéciales et d'avancement régulier, fonder une société juste. Le peuple lui démontrera facilement que l'enfant pauvre est exclu de ces concours, et lui soutiendra que la justice ne sera complète que quand tous les Français seront placés en naissant dans des conditions identiques. En d'autres termes, aucune société n'est possible, si l'on pousse à la rigueur les idées de

justice distributive à l'égard des individus. Une nation qui poursuivrait un tel programme se condamnerait à une incurable faiblesse. Supprimant l'hérédité, et par là détruisant la famille ou la laissant facultative, elle serait bientôt vaincue soit par les parties d'elle-même où se conserveraient les anciens principes, soit par les nations étrangères qui conserveraient ces principes. La race qui triomphe est toujours celle où la famille et la propriété sont le plus fortement organisées. L'humanité est une échelle mystérieuse, une série de résultantes procédant les unes des autres. Des générations laborieuses d'hommes du peuple et de paysans rendent possible l'existence du bourgeois honnête et économe, lequel rend possible à son tour l'homme dispensé du travail matériel, voué tout entier aux choses désintéressées. Chacun à son rang est le gardien d'une tradition qui importe au progrès de la civilisation. Il n'y a pas deux morales, il n'y a pas deux sciences, il n'y a pas deux éducations. Il y a un seul ensemble intellectuel et moral, ouvrage splendide de l'esprit humain, que chacun, excepté l'égoïste, crée pour une petite part et auquel chacun participe à des degrés divers.

On supprime l'humanité, si l'on n'admet pas que des classes entières doivent vivre de la gloire et de la jouissance des autres. Le démocrate traite de dupe le paysan d'ancien régime qui travaille pour ses nobles, les aime et jouit de la haute existence que d'autres mènent avec ses sueurs. Certainement c'est là un non-sens avec une vie étroite, renfermée, où tout se passe à huis clos comme de notre temps. Dans l'état actuel de la société, les avantages qu'un homme a sur un autre sont devenus choses exclusives et personnelles : jouir du plaisir ou de la noblesse d'autrui paraît une extravagance; mais il n'en a pas toujours été ainsi : quand Gubbio ou Assise voyait défiler en cavalcade la noce de son jeune seigneur, nul n'était jaloux. Tous alors participaient de la vie de tous : le pauvre jouissait de la richesse du riche, le moine des joies du mondain, le mondain des prières du moine; pour tous, il y avait l'art, la poésie, la religion.

Les froides considérations de l'économiste sauront-elles remplacer tout cela? Suffiront-elles pour réfréner l'arrogance d'une démocratie sûre de sa force, et qui, après ne s'être pas arrêtée devant le fait de la souveraineté, sera bien tentée de ne pas s'arrêter devant le fait de la propriété? Y aura-t-il des voix assez éloquentes pour faire accepter à des jeunes gens de dix-huit ans des raisonnemens de vieillards, pour persuader à des classes sociales jeunes, ardentes, croyant au plaisir, et que la jouissance n'a pas encore désabusées, qu'il n'est pas possible que tous jouissent, que tous soient bien élevés, délicats, vertueux même dans le sens raffiné, mais qu'il faut qu'il y ait des gens de loisir, savans, bien élevés, délicats, ver-

tueux, en lesquels et par lesquels les autres jouissent et goûtent l'idéal? Les événemens le diront. La supériorité de l'église et la force qui lui assure encore un avenir consiste en ce que seule elle comprend cela et le fait comprendre. L'église sait bien que les meilleurs sont souvent victimes de la supériorité des classes prétendues élevées; mais elle sait aussi que la nature a voulu que la vie de l'humanité fût à plusieurs degrés. Elle sait et elle avoue que c'est la grossièreté de plusieurs qui fait l'éducation d'un seul, que c'est la sueur de plusieurs qui permet la vie noble d'un petit nombre; cependant elle n'appelle pas ceux-ci privilégiés, ni ceux-là déshérités, car l'œuvre humaine est pour elle indivisible. Supprimez cette grande loi, mettez tous les individus sur le même rang, avec des droits égaux, sans lien de subordination à une œuvre commune; vous avez égoïsme, médiocrité, isolement, sécheresse, impossibilité de vivre, quelque chose comme la vie de notre temps, la plus triste, même pour l'homme du peuple, qui ait jamais été menée. A n'envisager que le droit des individus, il est injuste qu'un homme soit sacrifié à un autre homme; mais il n'est pas injuste que tous soient assujettis à l'œuvre supérieure qu'accomplit l'humanité. C'est à la religion qu'il appartient d'expliquer ces mystères et d'offrir dans le monde idéal de surabondantes consolations à tous les sacrifiés d'ici-bas.

Voilà ce que la révolution, dès qu'elle eut perdu sa grande ivresse sacrée des premiers jours, ne comprit pas assez. La révolution en définitive fut irréligieuse et athée. La société qu'elle rêva dans les tristes jours qui suivirent l'accès de fièvre, quand elle chercha à se recueillir, est une sorte de régiment composé de matérialistes, et où la discipline tient lieu de vertu. La base toute négative que les hommes secs et durs de ce temps donnèrent à la société française ne peut produire qu'un peuple rogue et mal élevé; leur code, œuvre de défiance, admet pour premier principe que tout s'apprécie en argent, c'est-à-dire en plaisir. La jalousie résume toute la théorie morale de ces prétendus fondateurs de nos lois. Or la jalousie fonde l'égalité, non la liberté; mettant l'homme toujours en garde contre les empiétemens de son semblable, elle empêche l'affabilité entre les classes. Pas de société sans amour, sans tradition, sans respect, sans mutuelle aménité. Dans sa fausse notion de la vertu, qu'elle confond avec l'âpre revendication de ce que chacun regarde comme son droit, l'école démocratique ne voit pas que la grande vertu d'une nation est de supporter l'inégalité traditionnelle. La race la plus vertueuse est pour cette école non la race qui pratique le sacrifice, le dévoûment, l'idéalisme sous toutes ses formes, mais la plus turbulente, celle qui fait le plus de révolutions. On étonne beaucoup les plus intelligens démocrates quand on leur dit qu'il y

a encore en effet dans le monde des races vertueuses, les Lithuaniens par exemple, les Dithmarses, les Poméraniens, races encore féodales, pleines de forces vives en réserve, comprenant le devoir comme Kant, et pour lesquelles le mot de révolution n'a aucun sens.

La première conséquence de cette philosophie revêche et superficielle, trop tôt substituée à celle des Montesquieu et des Turgot, fut la suppression de la royauté. A des esprits imbus d'une philosophie matérialiste, la royauté devait paraître une anomalie. Bien peu de personnes comprenaient, en 1792, que la continuité des bonnes choses doit être gardée par des institutions qui sont, si l'on veut, un privilége pour quelques-uns, mais qui constituent des organes de la vie nationale, sans lesquels certains besoins restent en souffrance. Ces petites forteresses où se conservent des dépôts appartenant à la société paraissaient des tours féodales. On niait toutes les subordinations traditionnelles, tous les pactes historiques, tous les symboles. La royauté était le premier de ces pactes, un pacte remontant à mille ans, un symbole que la puérile philosophie de l'histoire alors en vogue ne pouvait comprendre. Aucune nation n'a jamais créé une légende plus complète que celle de cette grande royauté capétienne, sorte de religion, née à Saint-Denis, consacrée à Reims par le concert des évêques, ayant ses rites, sa liturgie, son ampoule sacrée, son oriflamme. A toute nationalité correspond une dynastie en laquelle s'incarnent le génie et les intérêts de la nation; une conscience nationale n'est fixe et ferme que quand elle a contracté un mariage indissoluble avec une famille, qui s'engage par le contrat à n'avoir aucun intérêt distinct de celui de la nation. Jamais cette identification ne fut aussi parfaite qu'entre la maison capétienne et la France. Ce fut plus qu'une royauté, ce fut un sacerdoce; prêtre-roi comme David, le roi de France porte la chape et tient l'épée. Dieu l'éclaire en ses jugemens. Le roi d'Angleterre se soucie peu de justice, il défend son droit contre ses barons; l'empereur d'Allemagne s'en soucie moins encore, il chasse éternellement sur ses montagnes du Tyrol pendant que la boule du monde roule à sa guise; le roi de France, lui, est juste : entouré de ses prudhommes et de ses clercs solennels, avec sa main de justice, il ressemble à un Salomon. Son sacre, imité des rois d'Israël, était quelque chose d'étrange et d'unique. La France avait créé un huitième sacrement, un sacrement qui ne s'administrait qu'à Reims, le sacrement de la royauté. Le roi sacré fait des miracles; il est revêtu d'un « ordre; » c'est un personnage ecclésiastique de premier rang. Au pape, qui l'interpelle au nom de Dieu, il répond en montrant son onction : « Moi aussi, je suis de Dieu! » Il se permet avec le successeur de Pierre des libertés sans égales. Une fois il le fait souffleter et déclarer hérétique; une autre fois il le menace de le faire

brûler; appuyé sur ses docteurs de Sorbonne, il le semonce, le dépose. Nonobstant cela, son type le plus parfait est un saint canonisé, saint Louis, si pur, si humble, si simple et si fort. Il a ses adorateurs mystiques; la bonne Jeanne d'Arc ne le sépare pas de saint Michel et de sainte Catherine; cette pauvre fille vécut à la lettre de la religion de Reims. Légende incomparable! fable sainte! C'est le vulgaire couteau qui fait tomber la tête des criminels qu'on lève contre elle! Le meurtre du 21 janvier est, au point de vue de l'idéaliste, l'acte de matérialisme le plus hideux, la plus honteuse profession qu'on ait jamais faite d'ingratitude et de bassesse, de roturière vilenie et d'oubli du passé.

Est-ce à dire que cet ancien régime, dont la société nouvelle cherchait à faire disparaître le souvenir avec le genre particulier d'acharnement qu'on ne trouve que chez le parvenu contre le grand seigneur auquel il doit tout, est-ce à dire que cet ancien régime ne fût pas gravement coupable? Certes il l'était; si je faisais en ce moment la philosophie générale de notre histoire, je montrerais que la royauté, la noblesse, le clergé, les parlemens, les villes, les universités de la vieille France, avaient tous manqué à leurs devoirs, et que les révolutionnaires de 1792 ne firent que mettre le sceau à une série de fautes dont les conséquences pèsent lourdement sur nous. On expie toujours sa grandeur. La France avait conçu sa royauté comme quelque chose d'illimité. Le roi à la façon anglaise, sorte de stathouder payé et armé pour défendre la nation et détenir certains droits, était pour elle un non-sens. Dès le XIIIe siècle, le roi d'Angleterre, sans cesse en lutte avec ses sujets et lié par des chartes, est pour nos poètes français un objet de dérision; il n'est pas assez puissant. La royauté française était quelque chose de trop sacré; on ne contrôle pas l'oint du Seigneur; Bossuet était conséquent en dressant la théorie du roi de France avec l'Écriture sainte. Si le roi d'Angleterre avait eu cette teinte de mysticité, les barons et les communes n'auraient pas réussi à le mater. La royauté française, pour produire ce brillant météore du règne de Louis XIV, avait absorbé tous les pouvoirs de la nation. Le lendemain du jour où l'état se trouva constitué sous la main d'un seul en cette puissante unité, il était inévitable que la France se prît telle que l'avait faite le grand roi, avec son pouvoir central tout-puissant, ses libertés détruites, et, jugeant le roi une superfétation, le traitât comme un moule devenu inutile dès que la statue est coulée. Richelieu et Louis XIV ont été de la sorte les grands révolutionnaires, les vrais fondateurs de la république. Le pendant exact de la colossale royauté de Louis XIV est la république de 1793, avec sa concentration effrayante des pouvoirs, monstre inoui tel que l'on n'en avait jamais vu de semblable. Les exemples de républiques ne sont pas

rares dans l'histoire ; mais ces républiques sont des villes ou de petits états confédérés. Ce qui est absolument sans exemple, c'est une république centralisée de 30 millions d'âmes. Livrée pendant quatre ou cinq ans aux vacillations de l'homme ivre, comme un *Great-Eastern* en perdition, l'énorme machine tomba dans son lit naturel, entre les mains d'un puissant despote, qui sut d'abord avec une habileté prodigieuse organiser le mouvement nouveau, mais qui finit comme tous les despotes. Devenu fou d'orgueil, il attira sur le pays qui s'était mis à sa discrétion la plus cruelle avanie que puisse éprouver une nation, et amena le retour de la dynastie que la France avait expulsée avec les derniers affronts.

II.

L'analogie d'une telle marche des événemens avec ce qui se passa en Angleterre au XVIIe siècle se remarque sans peine. Elle frappa tout le monde en 1830, quand on vit un mouvement national substituer à la branche légitime des Bourbons une branche collatérale plus disposée à tenir compte des besoins nouveaux. Louis-Philippe dut paraître un Guillaume III, et l'on put espérer que la conséquence dernière de tant de convulsions serait le paisible établissement du régime constitutionnel en France. Une sorte de paix, un peu de quiétude et d'oubli entra avec cette consolante pensée dans notre pauvre conscience française si troublée; on amnistia tout, même les folies et les crimes, on s'envisagea comme la génération privilégiée destinée à goûter les fruits des fautes des générations passées. C'était là une grande illusion ; la surprise la plus inconcevable de l'histoire réussit; une bande d'étourdis, contre lesquels aurait dû suffire le bâton du constable, renversa une dynastie sur laquelle la partie sensée de la nation avait fait reposer toute sa foi politique, toutes ses espérances. Pour emporter une théorie conçue par les meilleurs esprits d'après les plus séduisantes apparences, une heure d'irréflexion chez les uns, de défaillance chez les autres, suffit.

Pourquoi cette singulière déconvenue? Pourquoi ce qui s'était passé en Angleterre ne se passa-t-il pas en France? Pourquoi Louis-Philippe ne fut-il pas un Guillaume III, fondateur glorieux d'une ère nouvelle dans l'histoire de notre pays? Dira-t-on que ce fut la faute de Louis-Philippe? Cela serait injuste. Louis-Philippe fit des fautes; mais il faut qu'il soit loisible à tous les gouvernemens d'en commettre. Qui prendrait la conduite des choses humaines à la condition d'être infaillible et impeccable ne régnerait pas un jour. En tout cas, si Louis-Philippe mérita d'être détrôné, Guillaume III le mérita beaucoup plus. Ce qu'on a le plus reproché à Louis-Philippe,

impopularité, inhabileté à se faire aimer, goût du pouvoir personnel, insouciance de la gloire extérieure, retours vers le parti légitimiste au détriment du parti qui l'avait fait roi, efforts pour reconstituer la prérogative royale, on put le reprocher bien plus encore à Guillaume III. Pourquoi donc les résultats furent-ils si divers? Sans doute cela tint à la différence des temps et des pays. Des opérations historiques possibles chez un peuple sérieux et lourd, plein de confiance dans l'hérédité, ayant une répugnance invincible à forcer la dernière résistance du souverain, peuvent être impossibles à une époque de légèreté spirituelle et d'étourderie raisonneuse. Le mouvement républicain de 1649 d'ailleurs avait été infiniment moins profond que ne fut celui de 1792. Le mouvement anglais de 1649 n'arriva pas à constituer un pouvoir impérial; Cromwell ne fut pas un Napoléon. Enfin le parti républicain anglais n'eut pas de seconde génération. Écrasé sous la restauration des Stuarts, décimé par la persécution ou réfugié en Amérique, il cessa d'avoir sur les affaires d'Angleterre une influence considérable. Au XVIIIe siècle, l'Angleterre semble prendre à tâche d'expier par une sorte d'exagération de loyalisme et d'orthodoxie ses écarts momentanés du milieu du XVIIe. Il fallut plus de cent cinquante ans pour que la mort de Charles Ier cessât de peser sur la politique, pour qu'on osât penser librement et ne pas se croire obligé d'afficher un légitimisme effréné. Les choses se seraient passées à peu près de la même manière en France, si la réaction royaliste de 1796 et 1797 l'eût emporté. La restauration se fût faite alors avec de bien plus franches allures, et la république n'eût été dans l'histoire de France que ce qu'elle est dans l'histoire d'Angleterre, un incident sans conséquence. Napoléon, par son génie, aidé des merveilleuses ressources de la France, sauva la révolution, lui donna une forme, une organisation, un prestige militaire inoui.

La faible et inintelligente restauration de 1814 ne put en aucune manière déraciner une idée qui avait vécu si profondément dans la nation et entraîné après elle une génération énergique. La France sous la restauration et sous Louis-Philippe continua de vivre des souvenirs de l'empire et de la république. La révolution reprit faveur. Tandis qu'en Angleterre, à partir de la restauration de Charles II et après 1688, la république ne cesse d'être maudite, qu'un homme était mal posé dans la société s'il nommait Charles Ier sans l'appeler le roi-martyr, ou Cromwell sans le qualifier d'usurpateur, en France il devint de règle de faire des histoires de la révolution sur le ton apologétique et admiratif. Ce fut un fait grave que le père du nouveau roi eût pris à la révolution une part considérable; on s'habitua à considérer la dynastie nouvelle comme un compromis avec la ré-

volution, non comme l'héritière par substitution d'une légitimité. Un nouveau parti républicain, se rattachant à quelques vieux patriarches survivants de 1793, parvint à se reformer. Ce parti, qui avait joué un rôle considérable dans la bataille de juillet 1830, mais qui dès lors n'avait pu faire prévaloir ses idées théoriques absolues, ne cessa de battre en brèche le gouvernement nouveau. Le changement de 1688 en Angleterre n'avait rien eu de révolutionnaire, dans le sens où nous entendons ce mot; ce changement ne se fit point par le peuple; il ne viola aucun droit, si ce n'est celui du roi détrôné. Chez nous au contraire, 1830 déchaîna des forces anarchiques et humilia profondément le parti légitimiste. Ce parti, renfermant à quelques égards les portions les plus solides et les plus morales du pays, fit une cruelle guerre à la dynastie nouvelle, soit par son abstention, en l'empêchant de s'asseoir sur la seule base qui fonde une dynastie, l'élément lourdement conservateur, — soit par sa connivence avec le parti républicain. De la sorte, le gouvernement de la maison d'Orléans ne put se fonder sérieusement; un souffle le renversa. On avait tout pardonné à Guillaume III; on ne pardonna rien à Louis-Philippe. Le principe royaliste fut assez fort en Angleterre pour subir une transformation; il ne le fut pas en France. Certainement, si le parti républicain avait eu en Angleterre sous Guillaume III l'importance qu'il eut en France sous Louis-Philippe, si ce parti avait eu l'appui de la faction des Stuarts, l'établissement constitutionnel de l'Angleterre n'eût pas duré. En cela, l'Angleterre bénéficia d'un avantage énorme qu'elle possède, son aptitude colonisatrice. L'Amérique fut le déversoir du parti républicain; sans cela, ce parti fût resté comme un virus dans la mère-patrie, et eût empêché l'établissement constitutionnel. Rien ne se perd dans le monde de ce qui est fort et sincère. Ces exilés républicains furent les pères de ceux qui firent la guerre de l'indépendance à la fin du XVIIIe siècle. L'élément révolutionnaire en Angleterre, au lieu d'être un dissolvant, fut de la sorte créateur; le radicalisme anglais, au lieu de déchirer la mère-patrie, fit l'Amérique. Si la France eût été colonisatrice au lieu d'être militaire, si l'élément hardi et entreprenant qui ailleurs colonise était capable chez nous d'autre chose que de conspirer et de se battre pour des principes abstraits, nous n'aurions pas eu Napoléon; le parti républicain, chassé par la réaction, eût émigré vers 1798 et eût fondé au loin une Nouvelle-France, qui, selon la loi des colonies, serait maintenant sans doute une république séparée. Malheureusement nos discordes civiles n'aboutirent qu'à des déportations. Au lieu des États-Unis, nous avons eu Sinnamary et Lambèse! Pendant que, dans ces tristes séjours, des colons déplorables mouraient, s'échappaient comme des forçats, atten-

daient quelque nouvelle révolution ou quelque amnistie, la mère-patrie continuait à broyer les redoutables problèmes qui avaient amené leur exil sans une ombre de progrès.

Une grosse erreur de philosophie historique contribuait au moins autant que le goût particulier de la France pour les théories à fausser le jugement national sur cette grave question des formes du gouvernement, c'était justement l'exemple de l'Amérique. L'école républicaine citait toujours cet exemple comme bon et facile à suivre. Rien de plus superficiel. Que des colonies habituées à se gouverner d'une façon indépendante rompent le lien qui les unit à la mère-patrie, que, ce lien rompu, elles se passent de royauté et pourvoient à leur sûreté par un pacte fédératif, il n'y a rien en cela que de naturel. Cette façon de se séparer du tronc comme une bouture portant en elle son germe de vie est le principe éternel de la colonisation, principe qui est une des conditions du progrès de l'humanité, de la race âryenne en particulier. La Virginie, la Caroline, étaient des républiques avant la guerre de l'indépendance. Cette guerre ne changea rien à la constitution intérieure des états; elle coupa seulement la corde, devenue gênante, qui les liait à l'Europe, et y substitua un lien fédéral. Ce ne fut pas là une œuvre révolutionnaire; une conception du droit éminemment conservatrice, un esprit aristocratique et juridique de liberté provinciale était au fond de ce grand mouvement. De même, quand le Canada et l'Australie verront se rompre le lien léger qui les rattache à l'Angleterre, ces pays, habitués à se gouverner eux-mêmes, continueront leur vie propre, sans presque s'apercevoir du changement. Si la France avait entrepris sérieusement la colonisation de l'Algérie, l'Algérie aurait chance d'être une république avant la France. Les colonies, formées de personnes qui ne se trouvent pas à l'aise dans leur pays natal et qui cherchent plus de liberté qu'elles n'en ont chez elles, sont toujours plus près de la république que la mère-patrie, liée par ses vieilles habitudes et ses vieux préjugés.

Ainsi continua de vivre en France un parti qui ne permet pas à la royauté constitutionnelle de se développer, le parti républicain radical. La situation de la France ne fut nullement celle de l'Angleterre; à côté de la droite, de la gauche et du centre, il y eut un parti irréconciliable, négation totale du gouvernement existant, un parti qui ne dit pas au gouvernement : « Faites telle chose, et nous sommes à vous; » mais : « Quoi que vous fassiez, nous serons contre vous. » La république est en un sens le terme de toute société humaine, mais on conçoit deux manières bien différentes d'y venir. Établir la république de haute lutte, en détruisant tous les obstacles, est le rêve des esprits ardens. Il est une autre voie plus douce et

plus sûre : conserver les anciennes familles royales comme de précieux monumens et d'antiques souvenirs n'est pas seulement une fantaisie d'antiquaire; les dynasties ainsi conservées deviennent des rouages infiniment commodes du gouvernement constitutionnel à certains jours de crise. Les pays qui ont suivi cette marche, comme l'Angleterre, arriveront-ils un jour à la république parfaite, sans dynastie héréditaire et avec suffrage universel? C'est demander si l'hyperbole atteint ses asymptotes. Qu'importe, puisqu'en réalité elle en approche si près que la distance est insaisissable à l'œil! Voilà ce que le parti républicain français ne comprend pas. Pour la forme de la république, il en sacrifie la réalité. Pour ne pas suivre une grande route tracée, faisant quelques détours, il préfère se jeter dans les précipices et les fondrières. On vit rarement avec autant d'honnêteté aussi peu d'esprit politique et de pénétration.

L'année 1848 mit la plaie à nu, et posa pour tout esprit exercé le principe fondamental de la philosophie de notre histoire. La révolution de 1848 ne fut pas un effet sans cause (une telle assertion serait dénuée de sens), ce fut un effet complétement disproportionné avec sa cause apparente. Le choc ne fut rien, la ruine fut immense. Il arriva en 1848 ce qui serait arrivé en Angleterre, si Guillaume III eût été emporté par un des accès de vif mécontentement que provoqua son gouvernement. L'histoire d'Angleterre eût été bouleversée dans une telle hypothèse. En Angleterre, le goût du peuple pour la légitimité et la crainte de la république furent assez forts pour faire traverser à la nouvelle dynastie les momens difficiles. En France, l'affaiblissement moral de la nation, son manque de foi en la royauté, l'énergie du parti républicain, suffirent pour jeter par terre un trône qui n'avait que des assises ruineuses. On vit ce jour-là la funeste situation où la France est restée depuis la révolution. Si en France la révolution et la république avaient jeté des racines moins profondes, la maison d'Orléans et avec elle le régime parlementaire se fussent sûrement consolidés; si l'idée républicaine avait été plus dominante, elle aurait, après diverses actions et réactions, entraîné le pays, et la république se fût fondée : ni l'une ni l'autre de ces deux suppositions ne se réalisa. L'esprit républicain s'était trouvé assez fort pour empêcher la royauté constitutionnelle de se fonder; il ne fut pas assez fort pour fonder la république. De là une position fausse, bizarre et faite pour amener un triste abaissement. Ce qui s'est passé en 1848 pourrait se passer plusieurs fois encore; tâchons d'en bien démêler la loi secrète et l'intime raison.

Quand nous voyons un homme mourir d'un rhume, nous en concluons, non pas que le rhume est une maladie mortelle, mais que cet homme était poitrinaire. La maladie dont mourut le gouverne-

ment de juillet fut de même si légère qu'il faut admettre que sa constitution était des plus chétives. La petite agitation des banquets était de celles qu'un gouvernement doit pouvoir supporter sous peine de n'être pas capable de vivre. Comment, avec toutes les apparences de la santé, le gouvernement de juillet se trouva-t-il si faible? C'est qu'il n'avait pas ce qui donne à un gouvernement de bons poumons, un cœur vigoureux, de solides viscères; je veux dire la sérieuse adhésion des parties résistantes du pays. Le sentiment de profonde humanité qui empêcha Louis-Philippe de livrer la bataille, outre qu'il impliquait une défiance de son droit, ne suffit pas pour expliquer sa chute. Le parti républicain qui fit la révolution était une imperceptible minorité. Dans un pays où le gouvernement eût été plus fort, moins centralisé, et où l'opinion se fût trouvée moins divisée, la majorité eût fait volte-face; mais la province n'avait pas encore l'idée de résister à un mouvement venant de Paris; de plus, si la faction qui prit part au mouvement le 24 février 1848 fut insignifiante, le nombre de ceux qui eussent pu défendre la dynastie vaincue était peu considérable. Le parti légitimiste triompha, et, sans faire de barricades, eut ce jour-là sa revanche. La dynastie d'Orléans n'avait pas su, malgré sa profonde droiture et sa rare honnêteté, parler au cœur du pays ni se faire aimer.

Ainsi mise en présence du fait accompli par une minorité turbulente, que va faire la France? Un pays qui n'a pas de dynastie unanimement acceptée est toujours dans ses actions un peu gauche et embarrassé. La France plia; elle accepta la république sans y croire, sournoisement, et bien décidée à lui être infidèle. L'occasion ne manqua point. Le vote du 10 décembre fut une évidente répudiation de la république. Le parti qui avait fait la révolution de février subit la loi du talion. Qu'on nous permette une expression vulgaire : il avait joué un mauvais tour à la France, la France lui joua un mauvais tour. Elle fit comme un bourgeois honnête dont les gamins s'empareraient en un jour d'émeute et qu'ils affubleraient du bonnet rouge; ce digne homme pourrait se laisser faire par amour de la paix, mais en garderait probablement quelque rancune. La surprise du scrutin répondit à la surprise de l'émeute. Sûrement la conduite de la France eût été plus digne et plus loyale, si, à l'annonce de la révolution, elle avait résisté en face, arrêté poliment les commissaires du gouvernement provisoire à leur descente de diligence, et convoqué des espèces de conseils-généraux qui eussent rétabli la monarchie; mais plusieurs raisons qui s'entrevoient trop facilement pour qu'il soit bien besoin de les développer rendaient alors cette conduite impossible; en outre la nation à qui l'on donne le suffrage universel devient toujours un peu dissimulée. Elle a entre

les mains une arme toute-puissante, qui dispense des guerres civiles. Quand on est sûr que l'ennemi sera obligé de passer par un défilé dont on est maître et où il sera forcé de subir le feu sans répondre, on ne va pas l'attaquer. La France attendit, et en décembre 1848 infligea au parti républicain un affront sanglant. Si février avait prouvé que la France ne tenait pas beaucoup à la monarchie constitutionnelle de la maison d'Orléans, le scrutin du 10 décembre prouva qu'elle ne tenait pas davantage à la république. L'impuissance politique de ce grand pays parut dans tout son jour.

Que dire de ce qui se passa ensuite? Nous n'aimons pas plus les coups d'état que les révolutions; nous n'aimons pas les révolutions, justement parce qu'elles amènent les coups d'état. On ne peut cependant accorder au parti de 1848 sa prétention fondamentale. Ce parti, au nom de je ne sais quel droit divin, s'arroge le pouvoir qu'il n'accorde à aucun autre parti d'avoir pu enchaîner la France, si bien que les illégalités qu'on a faites pour briser les liens dont il avait enserré le pays sont des crimes, tandis que sa révolution de février, à lui, n'a été qu'un acte glorieux. Voilà qui est inacceptable. *Quis tulerit Gracchos de seditione querentes?* Qui frappe avec l'épée finira par l'épée. Si les fusils qui couchèrent en joue M. Sauzet et la duchesse d'Orléans le 24 février 1848 furent innocens, les baïonnettes qui envahirent la chambre le 2 décembre 1851 ne furent pas coupables. Pour nous, chacune de ces violences est un coup de poignard à la patrie, une blessure qui atteint les parties les plus essentielles de sa constitution, un pas de plus dans un labyrinthe sans issue, et nous avons le droit de dire de toutes ces néfastes journées :

> Excidat illa dies ævo, nec postera credant
> Secula; nos etiam taceamus, et oblita multa
> Nocte tegi nostræ patiamur crimina gentis.

III.

L'empereur Napoléon III et le petit groupe d'hommes qui partagent sa pensée intime apportèrent au gouvernement de la France un programme qui, pour n'être pas fondé sur l'histoire, ne manquait pas d'originalité : relever la tradition de l'empire, profiter de sa légende grandiose, si vivante encore dans le peuple, faire parler le sentiment populaire à cet égard par le suffrage universel, amener par ce suffrage une délégation engageant l'avenir et fondant l'hérédité, c'est-à-dire, suivant l'idée chère à la France, une élection dynastique (1); au dedans, gouvernement personnel de l'empereur,

(1) L'idée que l'élection a joué un rôle à l'origine des dynasties de la France, quoique historiquement fausse, se retrouve dès la fin du XIIIe siècle. Voir les romans de *Hugues Capet* et de *Baudouin de Sebourg*.

avec des apparences de gouvernement parlementaire habilement réduites à la nullité; au dehors, rôle brillant et actif, rendant peu à peu à la France, par la guerre et la diplomatie, la place de premier ordre qu'elle possédait, il y a soixante ans, parmi les nations de l'Europe, et que depuis 1814 elle a perdue.

La France, pendant dix-sept ans, a laissé faire cette expérience avec une patience qu'on pourrait appeler exemplaire, si jamais il était bon pour une nation de trop pratiquer l'abnégation quand il s'agit de ses destinées. Où en est l'expérience? Quels résultats a-t-elle amenés?

Peut-on dire d'abord que la nouvelle maison napoléonienne se soit fondée, c'est-à-dire ait créé autour d'elle ces sentimens d'affection et de dévoûment personnel qui font la force d'une dynastie? Il ne faut pas à cet égard se faire d'illusion. L'égoïsme, le scepticisme, l'indifférence envers les gouvernans, la persuasion qu'on ne leur doit aucune reconnaissance, ont totalement desséché le cœur du pays. La question est devenue une question d'intérêt. La fortune publique ayant pris un grand accroissement, si la question se posait en ces termes : *révolution, — pas de révolution,* le second terme obtiendrait une immense majorité; mais souvent un pays qui ne veut pas de révolution fait ce qu'il faut pour l'amener. En tout cas, ces sentimens d'effusion tendre et de fidélité que le pays avait autrefois pour ses rois, il n'y faut plus penser. Les personnes ayant pour la dynastie napoléonienne les sentimens que le royaliste de la restauration avait pour la famille royale pourraient se compter. Il n'y a presque pas de légitimistes napoléoniens; voilà un fait dont le gouvernement ne peut assez se pénétrer.

La partie du programme de l'empereur Napoléon III relative à la gloire militaire et au rôle prépondérant de la France avait sa grandeur, et ceux qui, du point de vue des intérêts généraux de la civilisation, sont reconnaissans à l'empereur de la guerre de Crimée et de celle d'Italie, ne peuvent juger avec sévérité tous les points de la politique étrangère du second empire; mais il est clair que la France n'est nullement à l'unisson de pareilles idées. Mis au suffrage universel, le plébiscite, *pas de guerre* réunirait une majorité bien plus forte encore que *pas de révolution.* La France actuelle n'est pas plus héroïque que sentimentale. La prépondérance d'une nation européenne sur les autres est d'ailleurs devenue impossible dans l'état actuel des sociétés. Les intentions menaçantes imprudemment exprimées de ce côté du Rhin (et ce n'est pas le gouvernement qui à cet égard a été le plus coupable ou le plus maladroit) ont provoqué chez les nations germaniques une émotion qui tombera le jour où elles seront rassurées sur l'ambition qu'elles ont pu nous supposer. Ce jour-là cessera la force de la Prusse dans le corps

germanique, force qui n'a pas d'autre raison d'être que la crainte de la France. Ce jour-là même cessera probablement le désir d'unité politique, désir si peu conforme à l'esprit germanique et qui n'a jamais été chez les Allemands qu'une mesure défensive, impatiemment tolérée, contre un voisin fortement organisé.

Ce seul point changé dans le programme primitif de l'empereur Napoléon III suffirait pour modifier tout ce qui a trait au gouvernement intérieur. L'empereur Napoléon III n'a jamais cru pouvoir gouverner sans une chambre élective; seulement il a espéré rester longtemps, sinon toujours, maître des élections. C'était là un calcul qui n'aurait pu se réaliser qu'avec de perpétuelles guerres, de perpétuelles victoires. Le gouvernement personnel ne se maintient qu'à la condition d'avoir toujours et partout gloire et succès. Comment pouvait-on espérer qu'à moins d'un éblouissement de prospérité le pays déposerait éternellement dans l'urne le bulletin que l'administration lui mettait dans la main? Il était inévitable qu'un jour la France voulût se servir de l'arme puissante qu'on lui avait laissée, et prît une part de responsabilité dans ses affaires. En politique, on ne joue pas longtemps avec les apparences. On devait s'attendre à ce que le simulacre de gouvernement parlementaire que l'empereur Napoléon III avait toujours conservé devînt une réalité sérieuse. Les dernières élections ont fait passer cette supposition dans le domaine des faits accomplis. Les élections de mai et juin 1869 ont montré que la loi de notre société ne pouvait être celle du césarisme romain. Le césarisme romain fut également à son origine un despotisme entouré de fictions républicaines; le despotisme tua les fictions; chez nous au contraire, les fictions représentatives ont tué le despotisme. Cela n'arriva pas sous le premier empire, car le mode d'élection du corps législatif était alors tout à fait illusoire. Rien ne prouve mieux que les événemens de ces derniers mois combien l'idéal de gouvernement créé par l'Angleterre s'impose par la force des choses à tous les états modernes. On dit souvent que la France n'est pas faite pour un tel gouvernement. La France vient de prouver qu'elle pense le contraire; en tout cas, si cela était vrai, je dirais qu'il faut désespérer de l'avenir de la France. Le régime libéral est une nécessité absolue pour toutes les nations modernes. Qui ne pourra s'y accommoder périra. D'abord le régime libéral donnera aux nations qui l'ont adopté une immense supériorité sur celles qui ne pourront s'y plier. Une nation qui ne sera capable ni de la liberté de la presse, ni de la liberté de réunion, ni de la liberté politique, sera certainement dépassée et vaincue par les nations qui peuvent supporter de telles libertés. Ces dernières seront toujours mieux informées, plus instruites, plus sérieuses, mieux gouvernées.

Une autre raison encore établit que, si la France est condamnée à une fatale alternative d'anarchie et de despotisme, sa perte est inévitable. On ne sort de l'anarchie que par un grand état militaire, lequel, outre qu'il ruine et épuise la nation, ne peut conserver son ascendant sur la nation qu'à la condition d'être toujours victorieux à l'étranger. Le régime de compression militaire à l'intérieur amène nécessairement la guerre étrangère; une armée vaincue et humiliée ne peut comprimer énergiquement. Or, dans l'état actuel de l'Europe, une nation condamnée à faire par système la guerre à l'extérieur est une nation perdue. Cette nation provoquera sans cesse contre elle des coalitions et des invasions. Voilà comment l'état instable du gouvernement intérieur de la France constitue pour elle un danger au dehors, et fait d'elle une nation guerrière, bien que l'opinion générale y soit très pacifique. L'équilibre de l'Europe exige que toutes les nations qui la composent aient à peu près la même constitution politique. Un *ebrius inter sobrios* ne saurait être toléré dans ce concert.

De toutes parts, on arrive donc à cette conséquence, que la France doit entrer sans retard dans la voie du gouvernement représentatif. Une question préalable se poserait ici : l'empereur Napoléon III se résignera-t-il à ce changement de rôle? Modifiera-t-il à ce point un programme qui est pour lui non un simple calcul d'ambition, mais une foi, un enthousiasme, la croyance qui explique toute sa vie? Après avoir aimé jusqu'au fanatisme un idéal qu'il tient pour le seul noble et grand, mais dont la France n'a pas voulu, n'éprouvera-t-il pas un invincible dégoût pour ce régime de paix, d'économie, de petites batailles ministérielles qui s'est toujours présenté à lui comme une image de décadence, et qu'il associe au souvenir d'une dynastie tenue de lui en peu d'estime? Sortira-t-il de ce cercle de conseillers et de ministres médiocres où il paraît se complaire? Le souverain investi par plébiscite de la plénitude des droits populaires peut-il être parlementaire? Le plébiscite n'est-il pas la négation de la monarchie constitutionnelle? Un tel gouvernement est-il jamais sorti d'un coup d'état? peut-il exister avec le suffrage universel? Le respect dû à la personne du souverain nous interdit d'examiner ces questions. Le caractère de l'empereur Napoléon III est d'ailleurs un problème sur lequel, même quand on possédera des données que personne maintenant ne peut avoir, on fera bien de s'exprimer avec beaucoup de précautions. Il y aura peu de sujets historiques où il sera plus important d'user de retouches, et si dans cinquante ans il n'y a pas un critique aussi profond que M. Sainte-Beuve, aussi consciencieux, aussi attentif à ne pas effacer les contradictions et à les expliquer, l'empereur Napoléon III ne sera jamais

bien jugé. Nous ne ferons qu'une seule réflexion. Les considérations de race et de sang, qui étaient jadis décisives en histoire, ont beaucoup perdu de leur force. Des substitutions qui eussent été impossibles sous l'ancien régime peuvent être devenues possibles. Le caractère des familles, qui était autrefois inflexible, si bien qu'un Bourbon par exemple ne pouvait convenir qu'à un rôle déterminé, est maintenant susceptible de bien des modifications. Le rôle historique et la race ne sont plus deux choses inséparables. Qu'un héritier de Napoléon Ier accomplisse une œuvre en contradiction avec l'œuvre de Napoléon Ier, il n'y a en cela rien d'absolument impossible. L'opinion publique est tellement devenue le souverain maître que chaque nom, chaque homme n'est que ce qu'elle le fait. Les objections *a priori* que certaines personnes élèvent contre la possibilité d'un avenir constitutionnel avec la famille Bonaparte ne sont donc pas décisives. La famille capétienne, qui devint bien réellement la représentation de la nationalité française et du tiers-état, fut à l'origine ultra-germanique, ultra-féodale.

De même que l'architecture fait un style avec des fautes et des inexpériences, de même un pays tire tel parti qu'il veut des actes où la fatalité l'a poussé. Nous jouissons des bienfaits de la royauté, quoique la royauté ait été fondée par une série de crimes; nous profitons des conséquences de la révolution, quoique la révolution ait été un tissu d'atrocités. Une triste loi des choses humaines veut qu'on devienne sage quand on est usé. On a été trop difficile, on a repoussé l'excellent; on reste dans le médiocre par crainte de pire. La coquette qui a refusé les plus beaux mariages finit souvent par un mariage de raison. Ceux qui ont rêvé la république sans républicains se laissent aller de même à concevoir un règne de la famille Bonaparte sans bonapartistes, un état de choses où cette famille, débarrassée de l'entourage compromettant de ceux qui ont fondé son second avénement, trouverait ses meilleurs appuis, ses conseillers les plus sûrs dans ceux qui ne l'ont pas faite, mais l'ont acceptée comme voulue par la France et susceptible d'ouvrir quelque issue à l'étrange impasse où nous a engagés la destinée. Il est très vrai qu'il n'y a pas un exemple de dynastie constitutionnelle sortie d'un coup d'état. Des Visconti, des Sforza, tyrans issus de discordes républicaines, ne sont pas l'étoffe dont on fait des royautés légitimes. De telles royautés ne se sont fondées que par la particulière dureté et hauteur de la race germanique aux époques barbares et inconscientes, où l'oubli est possible et où l'humanité vit dans ces ténèbres mystérieuses qui fondent le respect. *Fata viam invenient...* Le défi étrange que la France a jeté à toutes les lois de l'histoire impose en de telles inductions une extrême réserve. Montons plus

haut, et, négligeant ce qui peut être déjoué par l'accident de demain, recherchons quelles sont dans le pays les raisons d'être de la monarchie constitutionnelle, quels motifs peuvent en faire espérer le triomphe, quelles craintes peuvent rester sur son établissement.

IV.

Nous avons vu que le trait particulier de la France, trait qui la sépare profondément de l'Angleterre et des autres états européens (l'Italie et jusqu'à un certain point l'Espagne exceptées), est que le parti républicain constitue dans son sein un élément considérable. Ce parti, qui fut assez fort pour renverser Louis-Philippe et pour imposer quelques mois sa théorie à la France, fut après le 2 décembre l'objet d'une sorte de proscription. A-t-il disparu pour cela? Non, certes. Les progrès qu'il a faits en ces dix-sept dernières années ont été très sensibles. Non-seulement il s'est maintenu en possession de la majorité dans Paris et les grandes villes, il a conquis des pays entiers; toute la zone des environs de Paris lui appartient. L'esprit démocratique, tel que nous le connaissons à Paris, avec sa raideur, son ton absolu, sa simplicité décevante d'idées, ses soupçons méticuleux, son ingratitude, a conquis certains cantons ruraux d'une façon qui étonne. Dans tel village, la situation des fermiers et des valets de ferme est exactement celle des ouvriers et des patrons dans une ville de manufactures; des paysans vous y feront de la politique rogue, radicale et jalouse avec autant d'assurance que des ouvriers de Belleville ou du faubourg Saint-Antoine. L'idée des droits égaux de tous, la façon de concevoir le gouvernement comme un simple service public qu'on paie et auquel on ne doit ni respect ni reconnaissance, une sorte d'impertinence américaine, la prétention d'être aussi sage que les meilleurs hommes d'état, et de réduire la politique à une simple consultation de la volonté de la majorité, voilà l'esprit qui envahit de plus en plus, même les campagnes. Je ne doute pas que cet esprit ne fasse tous les jours des progrès, et qu'aux prochaines élections il ne se montre, partout où il sera le maître, plus exigeant, plus intraitable encore qu'il ne l'a été cette année.

Le parti républicain pourra-t-il cependant devenir un jour la majorité et faire prévaloir en France les institutions américaines? Je ne le crois pas. L'essence de ce parti est d'être une minorité. S'il aboutissait à une nouvelle révolution sociale, il pourrait créer de nouvelles classes; mais ces classes deviendraient monarchiques le lendemain de leur enrichissement. Les intérêts les plus pressans de la France, son esprit, ses qualités et ses défauts lui font de la

royauté un besoin. Le lendemain du jour où le parti radical aura jeté bas une monarchie, les journalistes, les littérateurs, les artistes, les gens d'esprit, les gens du monde, les femmes, conspireront pour en rétablir une autre, car la monarchie répond à des besoins profonds de la France. Notre amabilité seule suffit pour faire de nous de mauvais républicains. Les charmantes exagérations de la vieille politesse française, la courtoisie qui nous met aux pieds de ceux avec qui nous sommes en rapport, sont le contraire de cette raideur, de cette âpreté, de cette sécheresse que donne au démocrate le sentiment perpétuel de son droit. La France n'excelle que dans l'exquis, elle n'aime que le distingué, elle ne sait faire que de l'aristocratique. Nous sommes une race de gentilshommes; notre idéal a été créé par des gentilshommes, non, comme celui de l'Amérique, par d'honnêtes bourgeois, de sérieux hommes d'affaires. De telles habitudes ne sont satisfaites qu'avec une haute société, une cour et des princes du sang. Espérer que les grandes et fines œuvres françaises continueraient de se produire dans un monde bourgeois, n'admettant d'autres inégalités que celle de la fortune, c'est une illusion. Les gens d'esprit et de cœur qui dépensent le plus de chaleur pour l'utopie républicaine seraient justement ceux qui pourraient le moins s'accommoder d'une pareille société. Les personnes qui poursuivent si avidement l'idéal américain oublient que cette race n'a pas notre passé brillant, qu'elle n'a pas fait une découverte de science pure ni créé un chef-d'œuvre, qu'elle n'a jamais eu de noblesse, que le négoce et la fortune l'occupent tout entière. Notre idéal à nous ne peut se réaliser qu'avec un gouvernement donnant de l'éclat à ce qui approche de lui, et créant des distinctions en dehors de la richesse. Une société où le mérite d'un homme et sa supériorité sur un autre ne peuvent se révéler que sous forme d'industrie et de commerce nous est antipathique; non que le commerce et l'industrie ne nous paraissent honnêtes, mais parce que nous voyons bien que les meilleures choses (par exemple les fonctions du prêtre, du magistrat, du savant, de l'artiste et de l'homme de lettres sérieux) sont l'inverse de l'esprit industriel et commercial, le premier devoir de ceux qui s'y adonnent étant de ne pas chercher à s'enrichir, et de ne jamais considérer la valeur vénale de ce qu'ils font.

Le parti républicain pourra donc être assez fort pour empêcher tout gouvernement libéral de s'établir, car, en provoquant des séditions, il lui sera toujours loisible de forcer les gouvernemens à s'armer de lois répressives, à restreindre les libertés, à fortifier l'élément militaire; mais il est douteux qu'il soit capable de s'établir lui-même. La haine entre lui et la partie paisible du pays ira toujours s'envenimant, car il paraîtra de plus en plus au pays un

éternel trouble-fête. Il ne réussira, je le crains, qu'à provoquer des espèces de crises périodiques, suivies d'expulsions violentes, que le parti conservateur montrera comme des assainissemens, mais qui seront en réalité des affaiblissemens, et qui en tout cas useront d'une manière déplorable le tempérament de la nation. Dans ces vomissemens convulsifs en effet, des élémens excellens, nécessaires à la vie d'une nation, seront rejetés avec les élémens impurs. Comme il est arrivé après 1848, les idées libérales souffriront de leur inévitable solidarité avec un parti qui, plein d'illusions généreuses, exerce un grand attrait sur les imaginations jeunes, et qui d'ailleurs a toute une partie de son programme en commun avec l'école libérale. Il est à craindre que de longues habitudes d'esprit, une certaine raideur, beaucoup de routine et l'habitude de tout juger d'après Paris (habitude facile à comprendre chez un parti qui fut à l'origine essentiellement parisien) n'induisent ce parti à croire que des révolutions dans le genre de 1830 et de 1848 pourraient se renouveler. Rien ne serait plus funeste. Le temps des révolutions parisiennes est fini. Je fonde cette opinion beaucoup moins sur les changemens matériels accomplis dans Paris que sur deux raisons qui pèseront, selon moi, d'un poids énorme sur les destinées de l'avenir.

L'une est l'établissement du suffrage universel. Un peuple en possession de ce suffrage ne laissera pas faire de révolution par sa capitale. Si une telle révolution s'opérait dans Paris (chose heureusement impossible), je suis persuadé que les départemens ne l'accepteraient pas, que des barricades s'élèveraient sur les chemins de fer pour arrêter la propagation de l'incendie et empêcher l'approvisionnement de la capitale, que l'émeute parisienne, vite affamée, n'aurait que quelques jours de vie. L'émancipation de la province a fait depuis 1848 de grands progrès. Un autre événement d'ailleurs doit être pris en grande considération. Toute la philosophie de l'histoire est dominée par la question de l'armement. Rien n'a autant contribué à l'avénement de l'esprit moderne que l'invention de la poudre à canon. L'artillerie a tué la chevalerie et la féodalité, a créé la force des royautés et des états, maté définitivement la barbarie, rendu impossibles ces cyclones étranges du monde tartare qui, se formant au centre de l'Asie, venaient ébranler l'Europe et terrifier le monde chrétien. L'application délicate de la science à l'art de la guerre amènera de nos jours des révolutions presque aussi graves. La guerre deviendra de plus en plus un problème scientifique et industriel; l'avantage sera pour la nation la plus riche, la plus scientifique, la plus industrieuse. Que si nous examinons les effets de ce changement à l'intérieur des états, il est clair que l'application en grand de la science à l'armement profitera uniquement aux gouvernemens.

L'effet de l'artillerie fut de démolir les uns après les autres tous les châteaux féodaux; une décharge de tel engin perfectionné arrêtera une révolution. Aux époques où l'armement est peu perfectionné, un citoyen égale presque un soldat; mais dès que le procédé agressif devient une chose savante, exigeant des instrumens de précision et demandant une éducation spéciale, le soldat a une immense supériorité sur la masse désarmée. Tout porte donc à croire que des révolutions commencées par les citoyens seraient désormais écrasées dans leur germe. C'est ce que comprennent avec leur habileté ordinaire les jésuites quand ils s'emparent des avenues des écoles de Saint-Cyr et de l'École polytechnique. Ils voient l'avenir de ceux qui savent manier les armes savantes et les forces disciplinées, et ils reconnaissent très bien que l'avantage, sous ce rapport, est aux anciennes classes nobles, moins préoccupées que la bourgeoisie d'industrie ou de positions civiles lucratives, et par là même plus capables d'abnégation.

La France paraît donc devoir longtemps encore échapper à la république, même quand le parti républicain formerait la majorité numérique. La France voit grandir chaque jour dans son sein une masse populaire dénuée d'idéal religieux, et repoussant tout principe social supérieur à la volonté des individus. L'autre masse, non encore pénétrée de cette idée égoïste, est chaque jour diminuée par l'instruction primaire et par l'usage du suffrage universel; mais, contre ce flot montant d'idées envahissantes, lesquelles, étant jeunes et inexpérimentées, ne se doutent d'aucune difficulté, se dressent des intérêts et des besoins supérieurs, qui veulent une organisation et une direction de la société par un principe de raison et de science distinct de la volonté des individus. Le démocrate suppose toujours que la conscience de la nation est parfaitement claire, il n'admet rien d'obscur, d'hésitant, de contradictoire dans l'opinion : compter les voix et faire ce que veut la majorité lui paraissent choses fort simples; mais ce sont là des illusions. Longtemps encore l'opinion devra être devinée, pressentie, supposée et jusqu'à un certain point dirigée. De là des intérêts monarchiques qui, le lendemain de l'établissement de la république, se montreront formidables, même dans l'esprit de ceux qui auront fait ou laissé faire la république.

Le mouvement qui s'opère dans les classes populaires et qui tend à donner aux individus une conscience de plus en plus claire de leurs droits est un fait si évident, que vouloir s'y opposer serait de la pure folie. Le devoir de la politique est, non pas de combattre un tel mouvement, mais de le prévoir et de s'en accommoder. Les savans qui s'occupent de la navigation n'ont jamais cherché des moyens pour arrêter la marée; ils ont mieux fait : ils ont si bien

déterminé les lois du phénomène, que le navigateur sait minute par minute l'état de la mer et en tire grand profit. L'essentiel est que le flot ascendant n'emporte pas les digues nécessaires et ne produise pas, en se retirant, de funestes réactions. Or c'est là, suivant les apparences, ce qui arrivera toutes les fois que la démocratie française sera conduite par ce jacobinisme âpre, hargneux, pédantesque, qui remue le pays, parfois même lui donne de l'essor, mais ne le conduira jamais à une constitution assurée. Ce parti peut faire une révolution, il ne régnera pas plus de deux mois après l'avoir faite. Même le jour où (chose peu probable) il arriverait à une majorité de scrutin, il ne fonderait rien encore, car les élémens dont il dispose, excellens pour agiter, sont instables, faciles à diviser, et tout à fait incapables de fournir les élémens solides d'une construction. Sa force, quoique grande, est en partie une force de circonstance. Dix fois il m'a été donné, pendant une campagne électorale, d'entendre le dialogue que voici. « — Nous ne sommes pas contens du gouvernement; il coûte trop cher; il gouverne au profit d'idées qui ne sont pas les nôtres; nous voterons pour le candidat de l'opposition la plus avancée. — Vous êtes donc révolutionnaires? — Nullement; une révolution serait le dernier malheur. Il s'agit seulement de faire impression sur le gouvernement, de le forcer à changer, de le contenir vigoureusement. — Mais si la chambre est composée de révolutionnaires, c'est le renversement du gouvernement. — Non; il n'y en aura que vingt ou trente, et puis le gouvernement est si fort! Il a les chassepots! » Ce naïf raisonnement donne la mesure de l'illusion que se fait la gauche radicale, quand elle s'imagine que le pays la veut pour elle-même. Une grande partie du pays la prend comme un bâton pour châtier le pouvoir, non comme un appui pour s'étayer. « On nous nomme, donc on nous aime, » serait de la part des honorables membres de l'opposition dite avancée la plus dangereuse des conclusions. On les nomme pour donner une leçon au gouvernement, et avec la persuasion que le gouvernement est assez fort pour supporter la leçon. Le jour où il n'en serait plus ainsi et où l'on s'apercevrait qu'on a mis en danger l'existence du gouvernement, il se ferait une volte-face, si bien que le parti radical est soumis à cette loi étrange, que l'heure de sa victoire est le commencement de sa défaite. Son triomphe est sa fin; souvent ceux qui l'ont nommé et mis en avant applaudissent eux-mêmes à sa proscription.

L'ordre en effet est devenu dans nos sociétés modernes d'Europe une condition si impérieuse, que de longues guerres civiles sont impossibles. On cite quelquefois l'exemple de ces illustres républiques grecques et italiennes, qui créèrent une admirable civilisation au milieu d'un état politique assez analogue à notre terreur;

mais on ne saurait rien conclure de là pour des sociétés comme les nôtres, où les ressorts sont bien plus compliqués. L'Espagne, les républiques espagnoles de l'Amérique, l'Italie même, peuvent supporter plus d'anarchie que la France, parce que ce sont des pays où la vie matérielle est plus facile, où il y a moins de sources de richesse, où les intérêts et le crédit ont pris moins de développement. La terreur, à la fin du dernier siècle, fut la suspension de la vie. Ce serait de nos jours bien pis encore. De même qu'un être d'une structure simple résiste à des milieux très différens, et que les animaux fins, tels que l'homme, ont des limites de vie très restreintes, si bien que de légers changemens dans leurs habitudes amènent pour eux la mort, de même nos civilisations montées comme de savans appareils ne supportent pas de crises. Elles ont, si j'ose le dire, le tempérament délicat; un degré de plus ou de moins les tue. Huit jours d'anarchie amèneraient des pertes incalculables; au bout d'un mois peut-être, les chemins de fer s'arrêteraient. Nous avons créé des mécanismes d'une précision infinie, des outillages qui marchent par la confiance et qui tous supposent une profonde tranquillité publique, un gouvernement à la fois fortement établi et sérieusement contrôlé. Je sais qu'aux États-Unis les choses ne se passent point de la sorte; on y supporte des désordres qui chez nous feraient pousser des cris d'alarme. Cela vient de ce que l'assise constitutionnelle des États-Unis n'est jamais réellement compromise. Ces pays américains, peu gouvernés, ressemblent aux pays européens où la dynastie est hors de question. Ils ont le respect de la loi et de la constitution, qui représentent chez eux ce qu'est en Europe le dogme de la légitimité. Comparer les pays à tendances socialistes, comme le nôtre, où tant de personnes attendent d'une révolution l'amélioration de leur sort, à de pareils états, complétement exempts de socialisme, où l'homme, tout occupé de ses affaires privées, demande au gouvernement très peu de garanties, est la plus profonde erreur qu'on puisse commettre en fait d'histoire philosophique.

Le besoin d'ordre qu'éprouvent nos vieilles sociétés européennes, coïncidant avec le perfectionnement des armes, donnera en somme aux gouvernemens autant de force que leur en enlève chaque jour le progrès des idées révolutionnaires. Comme la religion, l'ordre aura ses fanatiques. Les sociétés modernes offrent cette particularité, qu'elles sont d'une grande douceur quand leur principe n'est pas en danger, mais qu'elles deviennent impitoyables si on leur inspire des doutes sur les conditions de leur durée. La société qui a eu peur est comme l'homme qui a eu peur : elle n'a plus toute sa valeur morale. Les moyens qu'employa la société catholique au XIIIe et au XVIe siè-

cle pour défendre son existence menacée, la société moderne les emploiera, sous des formes plus expéditives et moins cruelles, mais non moins terribles. Si les vieilles dynasties y sont impuissantes, ou si, comme il est probable, elles refusent le pouvoir dans des conditions indignes d'elles, on recourra aux *paciers* et aux podestats de l'Italie du moyen âge, que l'on chargera à forfait, et sur un sanglant programme réglé d'avance, de rétablir les conditions de la vie. Des dictateurs d'aventure analogues aux généraux de l'Amérique espagnole se chargeront seuls d'une telle besogne. Comme nos races cependant ont un fonds de fidélité dont elles ne se départent pas, comme d'ailleurs il restera longtemps des survivans des anciennes dynasties, il y aura probablement des retours de légitimité après chaque cruelle dictature. Plus d'une fois encore on suppliera les vieux détenteurs traditionnels de rôles nationaux de reprendre leur tâche et de rendre à tout prix aux pays qui contractèrent jadis avec leurs ancêtres un peu de paix, de bonne foi et d'honneur. Peut-être se feront-ils prier et mettront-ils à leur acceptation des clauses qu'on ne marchandera pas. En présence de certains faits comme ceux qui se sont passés récemment en Grèce, au Mexique, en Espagne, le parti démocratique dit parfois avec un sourire : « On ne trouve plus de rois. » En effet, nous verrons un temps où la royauté dépréciée n'aura plus assez d'attraits pour tenter les princes capables et se respectant eux-mêmes. Dieu veuille qu'un jour, pour avoir trop fait fi des libertés octroyées, on ne soit pas amené à prier les souverains de les réserver toutes, ou de n'en délier le faisceau que lentement, par des concessions et des chartes personnelles, locales, momentanées.

Un retour des barbares, c'est-à-dire un nouveau triomphe des parties moins conscientes et moins civilisées de l'humanité sur les parties plus conscientes et plus civilisées, paraît au premier coup d'œil impossible. Entendons-nous bien à cet égard. Il existe encore dans le monde un réservoir de forces barbares, placées presque toutes sous la main de la Russie. Tant que les nations civilisées conserveront leur forte organisation, le rôle de cette barbarie est à peu près réduit à néant; mais certainement, si (ce qu'à Dieu ne plaise!) la lèpre de l'égoïsme et de l'anarchie faisait périr nos états occidentaux, la barbarie retrouverait sa fonction, qui est de relever la virilité dans les civilisations corrompues, d'opérer un retour vivifiant d'instinct quand la réflexion a supprimé la subordination, de montrer que se faire tuer volontiers par fidélité pour un chef (chose que le démocrate tient pour basse et insensée) est ce qui rend fort et fait posséder la terre. Il ne faut pas se dissimuler en effet que le dernier terme des théories démocratiques socialistes serait

un complet affaiblissement. Une nation qui se livrerait à ce programme, répudiant toute idée de gloire, d'éclat social, de supériorité individuelle, réduisant tout à contenter les volontés matérialistes des foules, c'est-à-dire à procurer la jouissance du plus grand nombre, deviendrait tout à fait ouverte à la conquête, et son existence courrait les plus grands dangers.

Comment prévenir ces tristes éventualités que nous avons voulu montrer comme des possibilités et non comme des craintes déterminées? Par le programme réactionnaire? En comprimant, éteignant, serrant, gouvernant de plus en plus? Non, mille fois non; cette politique a été l'origine de tout le mal; elle serait le moyen de tout perdre. Le programme libéral est en même temps le programme vraiment conservateur. Monarchie constitutionnelle, limitée et contrôlée; décentralisation, diminution du gouvernement, forte organisation de la commune, du canton, du département; large essor donné à l'activité individuelle dans le domaine de l'art, de l'esprit, de la science, de l'industrie, de la colonisation; politique décidément pacifique, renoncement à tout agrandissement territorial en Europe; développement d'une bonne instruction primaire et d'une instruction supérieure capable de donner aux mœurs de la classe instruite la base d'une solide philosophie; formation d'une chambre haute provenant de modes d'élection très variés et réalisant à côté de la simple représentation numérique des citoyens la représentation des intérêts, des fonctions, des spécialités, des aptitudes diverses; dans les questions sociales, neutralité du gouvernement; liberté entière d'association; séparation graduelle de l'église et de l'état, condition de tout sérieux dans les opinions religieuses : voilà ce qu'on rêve quand on cherche, avec la réflexion froide et dégagée des aveuglemens d'un patriotisme intempérant, la voie du possible. A quelques égards, c'est là une politique de pénitence, impliquant l'aveu que pour le moment il s'agit moins de continuer la révolution que de la corriger. Je me figure souvent en effet que l'esprit français traverse une période de jeûne, une sorte de diète politique, durant laquelle l'attitude qui nous convient est celle de l'homme d'esprit qui expie les fautes de sa jeunesse, ou bien du voyageur déçu qui contourne par le plus long chemin la hauteur qu'il avait prétendu escalader à pic. Les révolutions, comme les guerres civiles, fortifient, si l'on en sort; elles tuent, si elles durent. Les brillantes et hardies entreprises nous ont mal réussi; essayons des voies plus humbles. Les initiatives de Paris ont été funestes; essayons ce que peut le terre-à-terre provincial. Craignons ces revendications impérieuses et hautaines, si rarement suivies d'effet. Qu'on me montre un exemple, au moins en France, d'une liberté prise de haute lutte et gardée.

Nul plus que moi n'admire et n'aime ce centre extraordinaire de vie et de pensée qui s'appelle Paris. Maladie si l'on veut, mais maladie à la façon de la perle, précieuse et exquise hypertrophie, Paris est la raison d'être de la France. Foyer de lumière et de chaleur, je veux bien qu'on l'appelle aussi foyer de décomposition morale, pourvu qu'on m'accorde que sur ce fumier naissent des fleurs charmantes, dont quelques-unes de première rareté. La gloire de la France est de savoir entretenir cette prodigieuse exhibition permanente de ses produits les plus excellens; mais il ne faut pas se dissimuler à quel prix ce merveilleux résultat est obtenu. Les capitales consomment, elles ne produisent pas. Il ne faut pas, en portant le mal aux extrêmes, risquer de faire de la France alternativement une tête sans corps et un corps sans tête. L'action politique de Paris doit cesser d'être prépondérante. Les deux choses que la province a jusqu'ici reçues de Paris, les révolutions et le gouvernement, la province commence à les accueillir avec une égale antipathie. Seule, la démocratie parisienne ne fondera rien de solide; si l'on n'y prend garde, elle amènera des exterminations périodiques, funestes pour la France, puisque la démocratie parisienne est d'un autre côté un ferment nécessaire, un excitant sans lequel la vie de la France languirait. Les réunions publiques de la dernière période électorale à Paris ont révélé un manque complet d'esprit politique. Maîtresse du terrain, la démocratie a mis à l'ordre du jour une sorte de surenchère en fait de paradoxes; les candidats se sont laissé conduire par les exigences de la foule, et n'ont guère été appréciés qu'en proportion de leur vigueur déclamatoire; l'opinion modérée n'a pu se faire entendre, ou bien a été obligée de forcer sa voix. Paris ignore les deux premières vertus de la vie politique, la patience et l'oubli. La politique du patriarche Jacob, qui voulait que la marche de toute sa tribu se réglât sur le pas des agneaux nouveau-nés, n'est pas du tout son fait.

En général, l'erreur du parti libéral français est de ne pas comprendre que toute construction politique doit avoir une base conservatrice. En Angleterre, le gouvernement parlementaire n'a été possible qu'après l'exclusion du parti radical, exclusion qui s'est faite avec une sorte de frénésie de légitimité. Rien n'est assuré en politique jusqu'à ce qu'on ait amené les parties lourdes et solides, qui sont le lest de la nation, à servir le progrès. Le parti libéral de 1830 s'imagina trop facilement emporter son programme de vive force, en contrariant en face le parti légitimiste. L'abstention ou l'hostilité de ce parti est encore le grand malheur de la France. Retirée de la vie commune, l'aristocratie légitimiste refuse à la société ce qu'elle lui doit, un patronage, des modèles et des leçons de noble vie, de belles images de sérieux. La vulgarité, le défaut d'éducation

de la France, l'ignorance de l'art de vivre, l'ennui, le manque de respect, la parcimonie puérile de la vie provinciale, viennent de ce que les personnes qui devraient au pays les types de gentilshommes remplissant les devoirs publics avec une autorité reconnue de tous désertent la société générale, se renferment de plus en plus dans une vie solitaire et fermée. Le parti légitimiste est en un sens l'assise indispensable de toute fondation politique parmi nous; même les États-Unis possèdent à leur manière cette base essentielle de toute société dans leurs souvenirs religieux, héroïques à leur manière, et dans cette classe de citoyens moraux, fiers, graves, pesans, qui sont les pierres avec lesquelles on bâtit l'édifice de l'état. Le reste n'est que sable; on n'en fait rien de solide, quelque esprit et même quelque chaleur de cœur qu'on y mette d'ailleurs.

Ce parti provincial, qui prend de jour en jour conscience de sa force, que pense-t-il? que veut-il? Jamais état d'opinion ne fut plus évident. Ce parti est libéral, non révolutionnaire, constitutionnel, non républicain; il veut le contrôle du pouvoir, non sa destruction, la fin du gouvernement personnel, non le renversement de la dynastie. Je ne doute pas que si, il y a huit mois, le gouvernement eût nettement pris son parti, renoncé aux candidatures officielles, au morcellement artificiel des circonscriptions, et laissé les élections se faire spontanément par le pays, le scrutin n'eût envoyé une chambre décidément imbue de ces principes, et qui, étant considérée par le pays comme une représentation de sa volonté, aurait eu assez de force pour traverser les circonstances les plus difficiles. On aura un jour autant de peine à comprendre que l'empereur Napoléon III n'ait pas saisi ce moyen pour obtenir une seconde signature du pays à son contrat de mariage et pour partager avec lui la responsabilité d'un obscur avenir, qu'on en éprouve à comprendre que Louis-Philippe n'ait pas vu dans l'adjonction des capacités une manière d'élargir les bases de sa dynastie. La province en effet prend les élections beaucoup plus au sérieux que Paris. N'ayant de vie politique qu'une fois tous les six ans, elle prête aux élections une importance que Paris, avec sa perpétuelle légèreté, ne leur accorde pas. Paris, préoccupé de sa protestation radicale, voit dans les élections non un choix de graves délégués, mais une occasion de manifestations ironiques. La province ne comprend pas ces finesses; son député est vraiment son mandataire, et elle y tient. Une chambre élue librement et sans l'intervention de l'administration eût-elle été dangereuse pour la dynastie? L'opposition radicale y eût-elle été représentée par un nombre plus considérable de députés? Je crois juste tout le contraire. Dans un grand nombre de cas, l'élection des candidats hostiles ou même injurieux a été une façon de protester

contre le candidat officiel ou complaisant. La candidature officielle trouble complétement l'opération électorale et en altère la sincérité, non-seulement par la pression directe que l'administration exerce en sa faveur, mais surtout par la fausse situation où elle met l'électeur indépendant. Pour celui-ci en effet, il ne s'agit plus de choisir le candidat qui représente le mieux son opinion, ou qu'il croit le plus capable de rendre des services au pays; il s'agit d'écarter à tout prix le candidat officiel. Dès lors plus de nuances, plus de préférences. Les opinions extrêmes trouvant une faveur assurée dans la foule, sur laquelle les assertions tranchées, les déclamations bruyantes, ont plus de force que les opinions moyennes, le parti démocratique d'ailleurs ayant une organisation que n'a aucun autre parti et disposant d'un vrai fanatisme, les libéraux suivent le torrent, et adoptent malgré leurs répugnances le candidat radical. C'est une erreur fort répandue en France qu'en demandant plus on obtient moins, et que l'opposition radicale est l'instrument du progrès, la force d'impulsion du gouvernement; cela est vrai de l'opposition modérée, mais non de l'opposition radicale, laquelle est un obstacle au progrès, un empêchement aux concessions, par la terreur qu'elle inspire et les mesures de répression qu'elle amène.

Plus que jamais l'effort de la politique doit être non pas de résoudre les questions, mais d'attendre qu'elles s'usent. La vie des nations, comme celle des individus, est un compromis entre des contradictions. De combien de choses il faut dire qu'on ne peut vivre ni avec elles ni sans elles, et pourtant l'on vit toujours! Le prince Napoléon disait, il y a quelques jours, avec esprit à ceux qui veulent ajourner la liberté jusqu'à ce qu'il n'y ait plus en France ni dynastie rivale ni parti révolutionnaire : « Vous attendrez longtemps. » L'histoire ne blâmera pas la politique de ceux qui, dans un tel état de choses, se seront résignés à vivre d'expédiens. Supposez qu'un membre de la branche aînée ou de la branche cadette de Bourbon règne un jour sur la France, ce ne sera point parce que la majorité de la France se sera faite légitimiste ou orléaniste, c'est parce que la *roue de fortune* aura ramené des circonstances où tel membre de la maison de Bourbon se sera trouvé l'utilité du moment. La France a si complétement laissé mourir en elle l'attachement dynastique, que même la légitimité n'y rentrerait que par aventure, à titre transitoire. Le positivisme contemporain a tellement supprimé toute métaphysique qu'une idée des plus étroites tend à se répandre, c'est qu'un suffrage populaire a d'autant plus de force qu'il est plus récent, si bien qu'au bout d'une quinzaine d'années on fait cet étrange raisonnement : « la génération qui avait voté tel plébiscite est morte en partie, le suffrage a perdu

sa valeur et a besoin d'être renouvelé. » C'est le contraire de l'idée du moyen âge, selon laquelle un pacte valait d'autant plus qu'il était plus ancien. C'est en un sens la négation du principe national, car le principe national, comme la religion, suppose des pactes indépendans de la volonté des individus, — des pactes transmis et reçus de père en fils comme un héritage. En refusant à la nation le pouvoir d'engager l'avenir, on réduit tout à des contrats viagers, que dis-je? passagers; les exaltés, je crois, les voudraient même annuels, en attendant ce qu'ils appellent le gouvernement direct, état où la volonté nationale ne serait plus que le caprice de chaque heure. Que devient avec de pareilles conceptions politiques l'intégrité de la nation? Comment nier le droit à la sécession quand on réduit tout au fait matériel de la volonté actuelle des citoyens? La vérité est qu'une nation est autre chose que la collection des unités qui la composent, qu'elle ne saurait dépendre d'un vote, qu'elle est à sa manière une idée, une chose abstraite, supérieure aux volontés particulières. Le principe du gouvernement ne saurait non plus être réduit à une simple consultation du suffrage universel, c'est-à-dire à constater et exécuter ce que le plus grand nombre regarde comme son intérêt. Cette conception matérialiste renferme au fond un appel à la lutte; en se proclamant *ultima ratio*, le suffrage universel part de cette idée, que le plus grand nombre est un indice de force, en sorte que, si la minorité ne pliait pas devant l'opinion de la majorité, elle aurait toute chance d'être vaincue. Mais ce raisonnement n'est pas exact, car la minorité peut être plus énergique et plus versée dans le maniement des armes que la majorité. « Nous sommes vingt, vous êtes un, dit le suffrage universel; cédez, ou nous vous forçons! — Vous êtes vingt, mais j'ai raison, et à moi seul je peux vous forcer, cédez, » dira l'homme armé.

Fata viam invenient! Heureux qui peut, comme Boèce, sur les ruines d'un monde, écrire sa *Consolation de la philosophie*. L'avenir de la France est un mystère qui déjoue toute sagacité. Certes d'autres pays agitent de graves problèmes : l'Angleterre, avec un calme qu'on ne peut assez admirer, résout des questions hardies qui chez nous passent pour le domaine des seuls utopistes ; mais partout le débat est circonscrit, partout il y a une arène limitée, des lois du combat, des hérauts et des juges. Chez nous, c'est la constitution même, la forme et jusqu'à un certain point l'existence de la société qui sont perpétuellement en question. Un pays peut-il résister à un tel régime? Voilà ce qu'on se demande avec inquiétude. On se rassure en songeant qu'une grande nation est, comme le corps humain, une machine admirablement pondérée et équilibrée, qu'elle se crée

les organes dont elle a besoin, et que, si elle les a perdus, elle se les redonne. Il se peut que, dans notre ardeur révolutionnaire, nous ayons poussé trop loin les amputations, qu'en croyant ne retrancher que des superfluités maladives, nous ayons touché à quelque organe essentiel de la vie, si bien que l'obstination du malade à ne pas se bien porter tienne à quelque grosse lésion faite par nous dans ses entrailles. C'est une raison pour y mettre désormais beaucoup de précautions et pour laisser ce corps, robuste après tout, quoique profondément atteint, réparer ses blessures intérieures et revenir aux conditions normales de la vie.

Hâtons-nous de le dire d'ailleurs : des défauts aussi brillans que ceux de la France sont à leur manière des qualités. La France n'a pas perdu le sceptre de l'esprit, du goût, de l'art délicat, de l'atticisme; longtemps encore elle fixera l'attention de l'humanité civilisée, et posera l'enjeu sur lequel le public européen engagera ses paris. Les affaires de la France sont de telle nature qu'elles divisent et passionnent les étrangers autant et souvent plus que les affaires de leur propre pays. Le grand inconvénient de son état politique, c'est l'imprévu; mais l'imprévu est à double face : à côté des mauvaises chances, il y a les bonnes, et nous ne serions nullement surpris qu'après de déplorables aventures la France ne traversât des années d'un singulier éclat. Si, lasse enfin d'étonner le monde, elle voulait prendre son parti d'une sorte d'apaisement politique, quelle ample et glorieuse revanche elle pourrait prendre dans les voies de l'activité privée! Comme elle saurait rivaliser avec l'Angleterre dans la conquête pacifique du globe et dans l'assujettissement de toutes les races inférieures à notre civilisation! La France peut tout, excepté être médiocre. Ce qu'elle souffre, en somme, elle le souffre pour avoir trop osé contre les dieux. Quels que soient les malheurs que l'avenir lui réserve et dût son sort exciter un jour la pitié du monde, le monde n'oubliera point qu'elle fit d'audacieuses expériences dont tous profitent, qu'elle aima la justice jusqu'à la folie, et que son crime, si elle en commit, fut d'avoir admis avec une généreuse imprudence la possibilité d'un idéal que les misères de l'humanité ne comportent pas.

ERNEST RENAN.

AUTOUR D'UNE SOURCE

QUATRIÈME PARTIE (1).

XXIII.

Le jour commençait à poindre lorsque l'abbé Roche se retrouva dans son presbytère. Il s'étendit sur son lit, espérant y trouver un peu de calme et de repos; mais à peine eut-il fermé les yeux qu'il fut assailli par une foule de visions. Le château était en feu. La vieille cloche de l'église sonnait à toute volée, et le village réveillé en sursaut courait aux seaux d'incendie. Il s'élançait au milieu des flammes, et apercevait la comtesse échevelée, à peine vêtue, se tordant les mains, l'appelant à son secours. — Mon ami, je vous pardonne, criait-elle; sauvez-moi, sauvez-moi!

Il franchissait tous les obstacles, montait jusqu'à elle et l'enlevait dans ses bras. Elle s'accrochait à lui, le serrait de toutes ses forces. — Vous êtes mon sauveur, je vous aime, disait-elle.

A ces mots, il sentait ses forces tripler, et il l'emportait au milieu des flammes. Les plafonds et les toits s'effondraient. On lui criait : « par ici, par là. » Il ne pouvait plus avancer. Il la voyait se pâmer, et l'idée de mourir avec elle au milieu de ce tumulte lui causait une si grande émotion qu'il se réveillait tout à coup. Alors, se retouvant au sortir de cette fournaise dans sa petite chambre silencieuse que commençaient à éclairer les lueurs bleuâtres du matin, il s'écriait en joignant les mains : — Mon Dieu, mon Dieu, rendez-moi le calme!

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre et des 1er et 15 octobre.

Puis sa tête s'affaissait de nouveau, ses yeux se fermaient, et il la sentait encore marchant à ses côtés au bord d'un précipice. Ils parlaient bas, ils étaient poursuivis. Tout à coup la jeune femme l'attirait à elle, et tous deux enlacés se précipitaient dans le vide. C'était une de ces chutes interminables que l'on fait parfois en rêve et durant lesquelles l'on se sent mourir délicieusement. Comme il prenait sa main et la portait à ses lèvres, le docteur lui disait : — Vous voyez bien qu'elle est morte; enlevez l'enfant et fuyez. — Bientôt il pénétrait dans une grande cathédrale qui subitement se remplissait de lumière, de monde et de chants comme pour l'ordination des prêtres. Il sentait toujours l'enfant s'agiter sous son manteau, et quelque effort qu'il fît pour rester dans la foule, on le poussait au premier rang. Tous les regards étaient fixés sur lui avec une expression de mépris et de dégoût. Il voyait l'évêque s'avancer à sa rencontre, et à mesure que le prélat s'approchait, il reconnaissait sous la mître la figure livide du comte de Manteigney, qui le souffletait publiquement. La foule se précipitait sur lui, on le chassait du temple, et il se trouvait dans un grand désert, tenant toujours dans ses bras le nouveau-né, qu'il baignait de ses larmes.

C'est au milieu de ces cauchemars que l'*Angelus* vint réveiller le curé de Grand-Fort. Il ouvrit ses fenêtres à l'air frais du matin, et, songeant que le sonneur devait, comme à l'ordinaire, l'attendre dans la sacristie, il s'y rendit. En sortant de l'église, il fut un peu calmé, et s'aperçut qu'il avait grand'faim. Il coupa un gros morceau de pain dans lequel il mordit à belles dents; mais, comme il allait se verser du vin, il s'arrêta, remit la bouteille en place et but un grand verre d'eau claire. S'imposait-il une pénitence, voulait-il, par ce petit sacrifice, commencer une vie de réparation? — On ne saurait le dire. Il prit son bréviaire et s'achemina vers la maison de Marianne, pour aller de là chez Loursière. Tandis que l'abbé Roche parcourait ainsi la montagne, un bruit fort étrange circulait dans le village. Déjà, sur la place de l'église et devant la porte des maisons, des groupes causaient avec animation... Voici ce que l'on racontait.

Dans la nuit précédente, un petit pâtre nommé Pierre Ribat, presqu'un enfant, rentrant chez sa mère sur le tard, avait aperçu dans la montagne, tout contre un bouquet d'arbres, dans l'endroit surnommé *la Croix-Blanche* à cause de deux rochers qui se trouvent là placés l'un sur l'autre, avait aperçu, disions-nous, une sorte de lumière, une lueur vacillante, quelque chose de pareil à un feu follet. L'enfant, extrêmement surpris par ce spectacle inaccoutumé, avait remarqué de plus qu'une odeur d'encens se répandait dans l'air. Quoiqu'il eût grand'peur, il s'était couché à plat ventre, et,

dans l'herbe, il avait rampé vers cette lumière, qui disparaissait de temps en temps pour reparaître ensuite. Arrivé à une certaine distance, il avait entendu un bruit confus de voix. Alors il s'était blotti derrière un petit buisson, et il avait regardé de tous ses yeux. La lueur s'était agitée comme une étoile qui veut remonter au ciel... Tout à coup un cri s'était fait entendre, mais un cri effrayant, tel qu'on n'en avait jamais entendu de semblable, un cri sortant du rocher. L'enfant avait été tellement effrayé qu'il avait senti ses cheveux se dresser tout droits, il n'avait pas pu s'empêcher de crier à son tour, et la lueur s'était subitement transformée en une grande lumière au milieu de laquelle il avait vu de ses yeux la sainte Vierge montée sur un âne, et saint Joseph se tenant derrière, de sorte qu'on aurait cru que les statues en couleur qui sont dans l'église de Grand-Fort apparaissaient tout à coup au milieu d'un soleil. Quant à l'enfant Jésus, comme il était probablement caché sous la pelisse de sa mère à cause du froid de la nuit, le pâtre n'avait pu l'apercevoir; mais il était presque sûr cependant de l'avoir entendu. Malheureusement l'éclat de cette lumière céleste était tellement vif que les yeux éblouis ne pouvaient distinguer très nettement les détails de la scène. Quoi qu'il en soit, Pierre Ribat avait bien compris que la bonne dame ne voulait point être approchée, car elle avait levé son bras et lui avait ordonné par un geste de s'en aller bien vite dans la direction de la vieille scierie, puis tout avait disparu! Le petit pâtre avait perdu la tête en se trouvant tout seul dans l'obscurité, et il s'était mis à fuir de toutes ses forces à travers les broussailles et les pierres, sautant par-dessus les haies et les roches, escaladant les talus; les chiens, entendant le tapage, sautaient aussi par-dessus les enclos et s'élançaient à sa poursuite. A moitié fou, meurtri par les pierres, déchiré par les épines et toujours poursuivi, il était arrivé dans la plaine, et s'était arrêté derrière la bâtisse neuve qui lui barrait le passage. Là, il n'avait eu que le temps de tomber à genoux et de dire cinq *Pater* et cinq *Ave*.

Tel fut l'étrange récit qui, après avoir fait le tour du village, arriva vers les dix heures du matin aux oreilles de M. Larreau par l'intermédiaire de son valet de chambre. Cet homme était malheureusement entaché de libre pensée, de sorte qu'il avait un peu dénaturé le sens et légèrement paraphrasé le texte.

— Et vous dites, fit observer le marchand de robinets, qui avait commencé par sourire et paraissait maintenant fort préoccupé, — vous dites que cet enfant s'est arrêté derrière la maison que je fais construire dans la vallée?

— Oui, monsieur, c'est là que la sainte Vierge lui a ordonné de se rendre,... à ce qu'il assure.

Tout en se caressant le menton, M. Larreau pensait : — Décidément l'abbé est de première force; je ne me serais jamais douté que ce grand pince-sans-rire fût en réalité un aussi rusé compère ; pourvu qu'il n'y mette pas trop de zèle !.. — Il avait une grande envie de rire, mais il se contint devant le valet de chambre et se contenta de murmurer : — C'est fort grave tout cela, c'est fort grave, j'y vais aller tout de suite.

— Monsieur trouvera le village en rumeur; tout le monde est dehors... Quel pays de sauvages, Seigneur!

— Qu'est-ce que vous dites?... Faites-moi le plaisir de garder pour vous vos observations et donnez-moi mes bottes.

Le village était en effet de plus en plus animé; le cabaret du *Sapin-Vert* s'emplissait incessamment de consommateurs bruyans, curieux et altérés, au milieu desquels les deux cochers du château péroraient avec l'autorité de gens qui ont beaucoup vécu, et enflammaient la discussion par la rudesse de leurs observations critiques. Comme la porte de l'église était par hasard restée fermée, bon nombre de femmes, désireuses de s'entretenir avec le ciel au sujet du grand événement, s'étaient agenouillées sous le porche et priaient avec ardeur à mi-voix, de sorte que l'on entendait comme le bourdonnement d'une ruche. Parmi elles se trouvait le petit pâtre, ahuri, effaré, tout fier de l'importance croissante que lui donnait le récit de son aventure.

Enfin M. Larreau apparut, marchant à pas lents, souriant de son bon œil et de l'autre observant la scène. Saint Louis se rendant sous le chêne devait avoir cette démarche à la fois simple, noble et paternelle. Le capitaliste jouissait à Grand-Fort d'un grand prestige : à son approche, les bonnes femmes qui bourdonnaient sous le porche se levèrent, et le père Baravoux, maire du village et l'un des plus gros hommes que l'on pût trouver, vint des premiers saluer le nouvel arrivant.

— Eh bien! père Baravoux, eh bien! fit M. Larreau, eh bien?...

— Comme le dit monsieur, répondit l'autre avec un grand sérieux, c'est étonnant!

— Je n'ai pas dit que cela fût étonnant, je n'ai rien dit du tout; ne me prêtez pas des paroles qui ne sont pas sorties de ma bouche. — Le groupe augmentait autour des deux fortes têtes du pays. — Avez-vous interrogé l'enfant, mon cher Baravoux, M. le curé l'a-t-il interrogé?... Que pense M. le curé?... Mais où est-il donc, M. le curé?

— Il n'est pas au presbytère; on l'a cherché de tous les côtés, et on n'a pu le trouver.

— Que le bon Dieu le bénisse! murmura le capitaliste entre ses

dents; quand on fait de ces choses-là, on reste à son poste... Il ne me prévient pas... il... Ah! le diable d'homme!... Après tout, il a peut-être son idée.

— Ne trouvant pas M. le curé, poursuivit le maire, j'ai fait des questions à l'enfant, et j'ai même couché par écrit les réponses en manière de procès-verbal.

— J'étais bien sûr, père Baravoux, que vous n'économiseriez pas votre peine dans une circonstance comme celle-là.

A ce moment, les assistans s'écartèrent avec une sorte de respectueuse considération, et le petit pâtre s'avança, accompagné de sa mère, qui le tenait par la main. Elle avait le visage en feu. Quant à lui, il était déguenillé, sale, en lambeaux; mais son regard avait cette assurance que donne le succès.

— Bonjour, mon garçon. Eh bien! qu'est-ce qui t'est arrivé, voyons?

Avant que l'enfant eût ouvert la bouche, la bonne femme sourit, et, saluant : — C'est mon fils, monsieur, je suis sa mère, dit-elle.

— Ah! ah! tant mieux; je vous en fais mon compliment.

— Et il a toujours été bien honnête, aimant Dieu, on peut le dire, et ne nous causant que de la joie.

— Allons, très bien; il a l'air éveillé... Ote donc tes doigts de ton nez, mon garçon.

— Il est en si grande émotion, le pauvre innocent! Vas-tu bien vite ôter tes doigts, galopin, puisque monsieur te le dit.

— Continuez à interroger cet enfant, mon cher Baravoux, que je ne vous gêne pas dans l'exercice de vos fonctions; vous êtes le premier magistrat du pays.

M. Larreau avait prononcé ces paroles avec une négligence pleine d'enjouement. Il souriait avec bonhomie en regardant tout le monde, et les hommes souriaient aussi, désireux de ne pas paraître plus crédules que leur maître.

Baravoux, on ne peut plus flatté du rôle important qu'on lui réservait, toussa, salua, et modestement continua en ces termes: — Par-devant M. le père de Mme la comtesse et nous, maire de Grand-Fort...

— Oh! faites-lui des questions toutes simples; il ne faut pas effrayer cet enfant, et d'ailleurs cela n'a rien d'officiel; c'est M. le curé surtout que cela regarde.

Baravoux, ayant approuvé de la tête, dit : — Voyons, petit, raconte l'histoire. — Et le pâtre, qui depuis le lever de l'aurore débitait son aventure, recommença pour la vingtième fois, d'une voix très fatiguée, le récit que vous savez. Lorsqu'il fut arrivé au moment où la bonne dame avait fait le fameux geste, M. Larreau, jus-

qu'alors souriant et sceptique, devint extrêmement sérieux, et l'assemblée, qui avait les yeux fixés sur lui, redoubla d'attention. Le père Baravoux, comprenant que ce geste avait une importance en quelque sorte solennelle, précisa ses questions. — Te souviens-tu bien, dit-il, dans quelle direction la bonne dame,... je veux dire la sainte Vierge, car tout porte à croire... n'est-ce pas, monsieur?

— C'est fort grave, murmura le spéculateur.

On aurait entendu une mouche voler. — Te souviens-tu dans quelle direction la sainte Vierge a étendu le bras?

— Eh que oui, bien sûr, puisque j'ai couru tout de suite là où elle disait, et que c'était directement droit sur la nouvelle bâtisse où je me suis arrêté parce que le mur m'empêchait d'aller plus loin.

Tout le monde se regarda silencieusement. — Mon Dieu, mes enfans, fit le richard en donnant de petits coups sur sa tabatière, je ne suis pas plus crédule qu'un autre. S'il fallait croire tout ce qu'on raconte, vous comprenez bien que... — Toutes les têtes s'inclinèrent en signe d'approbation. — Moi-même, quand on m'a parlé ce matin de cette apparition, j'ai haussé les épaules, je ne vous le cache pas, j'ai haussé les épaules; mais devant le récit de cet enfant dont la conduite a été, comme l'assure sa mère, tout à fait vertueuse, irréprochable...

— Ah! c'est bien la vérité, je l'ai dit et je le dis encore : c'est un enfant comme il n'y en a jamais eu et qui mérite bien d'être récompensé.

Le maire, arrêtant d'un geste la bonne femme : — Taisez-vous, mère Ribat; laissez parler monsieur, et tâchez de tenir en place.

— J'avoue donc, mes enfans, que devant des faits... Il est impossible de le nier, cela est très grave.

— Moi aussi, moi aussi, souffla Baravoux respectueusement.

— Il ne faut pas être trop crédule, c'est certain; mais d'un autre côté on ne doit pas nier tout, absolument tout.

— Comme des païens.

— Comme des païens. M. le maire, qui a jusqu'à présent agi avec une grande prudence, a parfaitement raison : comme des païens. Je regrette que M. le curé ne soit pas là pour nous éclairer; attendons-le, mes amis, attendons-le.

Et M. Larreau, prenant sans façon le bras de l'officier municipal, se promena sur la place de long en large. — Voyez-vous, mon cher ami, disait-il, toutes les fois qu'il se présente un fait surnaturel, une foule de gens sont prêts à dire : « Le bon Dieu n'y est pour rien. » Moi tout au contraire, je me fais cette réflexion : « pourquoi le ciel serait-il étranger à ce qui arrive? » Vous êtes un homme fin et un homme juste, père Baravoux, ai-je tort ou raison?

— Ah! monsieur a raison; c'est la vérité.

— Ainsi, par exemple, le miracle de la grotte de Lourdes... Connaissez-vous le miracle de la grotte de Lourdes?

— Oui, monsieur, j'ai lu cela dans un petit écrit que vendait l'an dernier un marchand de bas de coton en tournée dans le pays.

— Eh bien! de tous les côtés, on a dit: « Ce n'est pas un miracle, non, cela n'est pas un miracle. » Cependant c'en était un. Qu'est-ce qu'il y avait en effet dans cette grotte avant que la fontaine y coulât? Un peu d'humidité, pas davantage, ce qui est très fréquent dans les montagnes; rien n'est plus ordinaire que de rencontrer un peu d'humidité. Sans aller chercher plus loin, nous avons ici même, à deux cents pas de la bâtisse neuve, vers le rocher, nous avons un coin très humide. Il n'y a là rien d'extraordinaire, personne ne fut donc étonné que la grotte de Lourdes fût humide; mais voilà que tout à coup (Baravoux écoutait avec une profonde attention), mais voilà que tout à coup, sur l'indication d'un enfant éclairé par une révélation...

— Oui, monsieur.

— On déblaie légèrement le sol humide de la grotte, et...

— Oui, monsieur.

— La fontaine jaillit.

— Oui, monsieur.

— Je vous le demande, mon cher ami, à vous qui êtes un homme de sens et de jugement, est-ce là oui ou non un miracle?

Le maire ne répondit pas, tant était grande sa préoccupation. Son gros œil était fixe, et il soufflait bruyamment, comme un cabaretier qui remonte de la cave.

M. Larreau enfonça ses mains dans ses poches, et après avoir examiné son maire en connaisseur: — Encore une fois tout cela est fort grave; je regrette infiniment que M. le curé ne soit pas là. Dans tous les cas, vous avez interrogé l'enfant aussi bien que possible, et je vous en fais mon compliment. Au revoir, mon cher ami, je vais déjeuner.

A peine M. Larreau fut-il parti que le maire, se retournant avec la solennité d'un trois-ponts qui vire de bord, dit à quatre ou cinq paysans qui étaient là: — Mes enfans, allez prendre des pioches et des pelles, et suivez-moi. J'ai mon idée...

Les hommes ayant été chercher leurs outils, ils partirent en silence, suivis de beaucoup de monde et précédés par le maire en personne, qui semblait inspiré.

XXIV.

Par le plus pur des hasards, la comtesse, qui avait, au dire de sa femme de chambre, passé une fort mauvaise nuit, était restée dans son appartement, se faisant excuser auprès de son père de ne point descendre déjeuner avec lui. M. Larreau avait donc déjeuné seul. Après le repas, il était entré dans son cabinet, et il y était fort occupé depuis longtemps déjà lorsque son valet de chambre, le libre penseur que nous avons aperçu, vint lui dire d'un air assez dégagé que M. le maire réclamait sa présence dans la vallée. — C'est bon, j'irai tout à l'heure, dit le marchand de robinets, et, faisant une légère concession aux opinions de son domestique, il ajouta d'un air ennuyé : — Que me veulent-ils encore?

— Si monsieur n'avait pas besoin de moi pendant une heure ou deux, je demanderais à monsieur la permission...

— Vous êtes libre, allez où vous voudrez.

— ... La permission, poursuivit-il en souriant, d'aller visiter le lieu du miracle.

— Miracle! quel miracle? qui est-ce qui parle de miracle? Allez où bon vous semble, mais parlez des choses pieuses avec plus de respect.

— Si monsieur croit à ces choses-là, j'y crois aussi. On est trop bien au service de monsieur pour...

— Enfin il ne faut choquer personne, voilà ce que je veux dire... Il est fin comme l'ambre cet animal-là!

Une demi-heure après, apercevant M. Larreau, qui marchait à petits pas comme un homme en promenade, le père Baravoux vint à sa rencontre, et d'une voix émue, haletante, lui montrant de la main le large trou qu'on avait creusé : — Une source! monsieur, une source dans du sable... rouge... que j'ai trouvée!

— Une source, mon cher ami, est-ce possible? Diable... diable! — Et, retrouvant bientôt son aplomb ordinaire, qui d'abord lui avait fait défaut, il dit assez haut pour être entendu de ceux qui étaient là : — Eh bien! pour être sincère, je n'en suis qu'à moitié surpris; j'avais toujours eu le pressentiment qu'il devait y avoir là une source.

Il cherchait des yeux l'invisible curé, le seul homme qui fût en état par sa situation de supporter publiquement le poids de ce miraculeux événement, et, ne l'apercevant pas, il était désireux d'atténuer un peu le caractère surnaturel de cette trouvaille. — En vérité, je ne suis pas étonné qu'il y ait là une source.

Le maire parut profondément piqué par l'observation du capita-

liste. — Monsieur, fit-il avec aigreur, ne m'a pas dit ce matin qu'il s'en doutait, et, parlant par respect à monsieur, je lui ferai remarquer que, s'il s'en était douté, il aurait exécuté tout de suite ce que j'ai fait.

Il fallait que Baravoux fût véritablement très blessé pour oser parler ainsi au père de la comtesse. Il continua cependant avec une égale agitation, tandis que toute sa personne remuait comme une masse de gélatine. — C'est après l'interro...

— L'interrogatoire, père Baravoux.

— C'est lorsque monsieur a été parti pour déjeuner que l'inspiration m'est venue de me rendre ici, aussi vrai que le soleil nous éclaire, et si je n'avais pas reçu l'inspiration... eh bien! on... on n'aurait pas trouvé la source.

M. Larreau allait répondre en termes concilians lorsque la mère du petit pâtre, qui tenait toujours son fils par la main, fendit la foule, et se plaçant devant M. le maire : — Eh bien! alors, puisque c'est comme cela, dit-elle, qu'est-ce donc qu'a fait mon gars? — Elle ne songeait même pas à dissimuler son indignation. — Ce n'est donc pas lui qui a couru où on lui disait d'aller? Ce n'est donc pas lui qui a indiqué l'endroit, qui a dit : C'est là, pas ailleurs, et tout et tout, dans le gros et dans le menu?

Baravoux, devenu écarlate, répliqua : — Je ne prétends pas...

— Ah! par exemple, aussi vrai qu'il n'y a qu'un Dieu, monsieur le maire a prétendu, oui, il a prétendu... Je ne suis qu'une pauvre femme, mais je dis la vérité. Tout cela, c'est parce que nous ne sommes pas riches, et, si mon défunt était encore de ce monde, on n'oserait pas enlever au petit la récompense, et monsieur le maire, qui n'a pas besoin de cela, est bien dur pour les pauvres gens. — Se retournant alors vers le public avec une croissante exaltation : — On va le dire tout de suite : c'est-il mon gars qui a vu la bonne dame cette nuit?

— C'est lui, ah! c'est bien lui, murmurèrent toutes les femmes attendries.

— Je veux qu'on réponde aussi pour moi, s'écria Baravoux : qui est-ce qui a trouvé la source?

— C'est vous, c'est bien sûr vous, dirent tous les hommes présens.

— Eh bien! alors, puisque c'est moi qui ai eu l'inspiration, je reste ici, et voilà, parce que ça, c'est mon ouvrage...

— Et ce diable de curé qui ne vient pas, pensait M. Larreau; il faudrait les bénir, leur parler... Où se cache-t-il, mon Dieu, où se cache-t-il?

— Monsieur le maire peut bien rester ici, reprit la mère Ribat

d'un air menaçant, moi et le petit nous allons à la Croix-Blanche, et, s'il le faut, nous dirons à la bonne dame de revenir.

Elle s'en alla à grands pas, traînant par la main le petit pâtre, qui tombait de fatigue.

Le trou creusé par les ordres du maire s'était peu à peu rempli d'eau, et le nombre des curieux avides de contempler ce spectacle augmentait à chaque instant. On goûtait le liquide roussâtre et trouble dont l'odeur n'avait pourtant rien de bien appétissant. On s'humectait le visage, on faisait force signes de croix. Cependant, comme il arrivait d'autres curieux encore et que le terrain se détrempait sous les piétinemens, les plus voisins du trou se sentaient mal à l'aise, glissaient et jouaient des coudes en s'apostrophant. Baravoux, dont la colère n'était qu'à moitié calmée, dit à ses travailleurs d'écarter la foule, et ordonna d'établir immédiatement une forte palissade à l'aide d'échalas.

Quant à M. Larreau, nous n'avons pas besoin de dire qu'il avait profité du départ de la mère Ribat pour retourner au château. Il trouvait que ce miracle réussissait un peu trop vite, et ce qui l'irritait surtout, c'était l'absence obstinée du curé. Qu'est-ce que tout cela allait devenir? Il avait souhaité un léger nuage de merveilleux autour de cette affaire pour en assurer le succès, mais rien de plus. Pouvait-il s'attendre à ce que ce brave curé, si peu expansif, si calme en apparence, irait de son propre chef, sans prévenir personne, organiser une aussi colossale jonglerie?

« Il n'aura pas cru, pensait-il, à l'efficacité réelle de mes eaux; il n'aura voulu compter que sur la puissance de son apparition... C'est hardi!... Hardiesse d'ambitieux qui connaît le cœur humain en somme. Tous ceux qui, même dans l'intérêt général, ont voulu fonder quelque chose, n'ont-ils pas été forcés un beau matin de risquer le tout pour le tout et de décrocher une étoile? Je suis content dans tous les cas de n'être pour rien dans cette gaminerie. Je l'en aurais dissuadé, s'il avait eu le bon sens et la politesse de me consulter... Comment diable a-t-il pu exécuter tout cela?... C'est raide, extrêmement raide, mais c'est habile... A Paris, dans un grand centre intellectuel, on se ferait écharper à jouer ce jeu-là... Qui sait?... mais non!... Bah! ce qu'il y a encore de plus solide, de plus inaltérable dans l'homme, c'est la foi, la foi aveugle. Elle lui a été donnée par le ciel pour l'aider à se faire conduire, tout comme la bouche a été donnée au cheval pour permettre au cavalier l'usage de la bride. C'est ainsi que l'histoire de l'humanité se résume en deux mots : l'intelligence vous fait cheval ou cavalier. La bête porte et se fatigue, c'est vrai; mais le rôle de son maître n'est pas non plus sans inconvéniens : outre qu'il se fatigue aussi, il risque tôt ou tard de se

faire jeter par terre. Tout se pondère; Dieu est bon, la Providence est juste... Mon curé n'est peut-être en somme qu'un grave étourneau?... Écrivons à Claudius. »

XXV.

Tandis que Baravoux faisait entourer son œuvre d'une solide palissade et que le capitaliste écrivait à son ami Claudius, l'abbé Roche se dirigeait lentement vers son presbytère. Il avait prié longtemps auprès de la fille de Loursière, puis il avait poussé jusqu'au bourg, et il revenait par le chemin suivi la veille au soir, un peu calmé, pensant plus froidement à tout ce qui s'était passé, lorsque, approchant du lieu où il avait commis ce qu'il continuait à appeler son crime, il crut entendre le bruit confus de gens parlant ensemble. L'endroit d'ordinaire était peu fréquenté; d'où pouvait venir cette affluence?

Le curé inquiet, sentant son cœur battre, pressentant vaguement que ces rumeurs avaient quelque rapport avec les événemens de la veille, hâta le pas. Au détour du chemin, il s'arrêta stupéfait en apercevant dix ou douze personnes agenouillées devant la Croix-Blanche. A l'approche du prêtre, chacun se leva, et il se fit un grand silence. — Qu'est-ce que vous faites là, pourquoi êtes-vous agenouillés devant cette pierre? dit le curé.

Alors la mère Ribat, qui venait d'arriver, s'avança,... s'élança, pourrait-on dire, vers l'abbé Roche, et, rendue à moitié folle par tout ce qu'elle avait fait et dit depuis le matin, prenant à peine le temps de respirer, elle parla ainsi : — Monsieur le curé, c'est mon gars qui a vu la bonne Vierge cette nuit, tout contre cette pierre, en compagnie de saint Joseph et de son âne, sauf votre respect, qui a découvert la source...

Le curé se troubla visiblement et regarda la bonne femme avec une expression qui, en toute autre circonstance, l'eût fait trembler. Elle reprit avec une animation croissante : — Oui, oui, c'est lui qui a découvert la source, et ça n'est pas M. le maire, comme on vous le dira pour nous attirer de la peine. C'est mon garçon, c'est lui, bien lui, et la bonne dame lui a dit : Je veux que ça soit toi et pas un autre... Tu iras là... Et il y a été avec bien du mal à cause des chiens, et on a trouvé la source, et si l'on guérit les maux du monde, ce sera mon gars qui méritera la récompense qu'on donne partout ailleurs aux enfans qui font des miracles.

— Taisez-vous, malheureuse folle, s'écria le prêtre, qui n'était plus maître de lui.

— Non, monsieur le curé, je ne peux pas me taire, parce que

c'est le bonheur de mon gars, et j'irai jusqu'au bout, car il y a des gens injustes qui se croient plus capables que nous d'entendre la voix de la bonne dame, parce qu'ils ont deux paires de bœufs que nous n'avons pas; mais ça n'y fait rien du tout, le bon Dieu fait faire son ouvrage par qui il veut, et M. le maire n'est pas dans le miracle, non, il n'y est pas. On me couperait en quatre plutôt que de me faire dire qu'il y est. C'est mon gars que vous coucherez sur votre rapport, monsieur le curé, parce que c'est lui qui a tout fait, que nous sommes pauvres comme de juste, et bien travailleurs et allant à confesse, et qu'il a couru jusqu'à en avoir les pieds en sang, tandis que M. le maire n'a pas couru, puisqu'il ne peut pas courir, qu'il n'a rien vu, rien entendu, et qu'il dormait à cette heure-là.

— Taisez-vous, s'écria encore le prêtre, mais cette fois avec un tel accent de menace et de colère que tous reculèrent de quelques pas. Taisez-vous, et vous tous qui êtes ici retournez à vos travaux... Vous m'entendez?

Ils connaissaient trop le curé pour oser lui répondre, cependant ils murmuraient à voix basse : — Non, non, ça n'est pas juste, Baravoux n'a rien fait... Le bon Dieu le sait bien et la bonne dame aussi. — Ils reculaient toujours à mesure que le prêtre avançait; mais, s'ils étaient effrayés par l'air de leur pasteur, ils l'étaient encore davantage par son irrévérence à l'endroit de l'apparition. Il devait pourtant en savoir long là-dessus, et il fallait bien qu'il y eût une raison pour qu'il n'ôtât même pas son chapeau devant cette croix blanche, lui tournât le dos comme à la première pierre venue, et ne pût tolérer que l'on dît des prières dans cet endroit-là. Qui sait après tout si ce miracle était un bon vrai miracle du bon Dieu, et non pas un de ceux que le diable fabrique pour s'entretenir la main et tenter le monde?

L'abbé Roche, voyant l'air ahuri de tous ces pauvres gens, coupables tout au plus d'un excès de ferveur et de naïveté, comprit tout à coup combien il avait été imprudent et injuste. N'était-il pas en somme la cause première de cette pitoyable aventure? Étrange idée que de prendre prétexte de sa faute pour s'emporter contre eux! N'aggravait-il pas le mal au lieu de le calmer? Était-il digne de lui de violenter et de menacer ceux-là même dont il devait implorer l'indulgence et le pardon? Il allait sans doute leur parler avec plus de douceur et de conciliation, lorsque du bouquet d'arbres où l'âne avait été attaché la nuit dernière on vit sortir le valet de chambre de M. Larreau. Cet esprit indépendant avait voulu, comme on sait, apporter les procédés de la critique moderne dans l'analyse des lieux. Son examen sans doute avait réussi, car il était radieux, et tout en jouant avec une badine dont il fouettait l'espace,

il sifflait un air de chasse, sans souci aucun. En apercevant le curé, il fit un mouvement rapide comme un homme qui cache quelque chose sous son gilet. Toutefois, s'approchant avec un sang-froid imperturbable, il salua la Croix-Blanche, puis se retourna vers le curé, qu'il salua aussi le plus gracieusement du monde, tandis qu'un imperceptible sourire, dont la finesse augmentait encore l'impertinence, plissait ses lèvres minces.

— C'est ici, n'est-ce pas, monsieur le curé, qu'a eu lieu le miracle? fit-il.

Le prêtre, qui sentait l'insulte sous cette question toute simple, répliqua d'une voix frissonnante : — Passez votre chemin.

— Le chemin est à tout le monde, monsieur le curé, le jour... comme la nuit.

Il tourna les talons avec aisance et s'en alla.

L'abbé Roche se trouva bientôt seul devant cette pierre maudite, écoutant le bruit des pas de ses paroissiens, qui descendaient vers le village. En songeant au visage moqueur de ce domestique, ses joues s'empourprèrent subitement. Il lui semblait impossible de supporter cette honte; il était tenté de courir après ce drôle, de l'obliger à parler et de le châtier sur l'heure.

— Pourquoi, se disait-il, aurait-il souri de cette façon-là, s'il n'avait pas connu l'aventure jusque dans ses plus minces détails. — Et puis aussi qu'avait-il caché dans son gilet en sortant du bois? car il avait caché quelque chose! une preuve accablante, sans doute... Qu'est-ce que cela pouvait être?

Il avait la fièvre, et à mesure qu'il était plus troublé, sa nature reprenant le dessus, il sentait le besoin d'une décision violente. Il voulait avouer tout, noblement, en public, faire une confession loyale et entière. On le jugerait après; il en serait déshonoré, qu'importe? Son devoir était d'encourir ce châtiment mérité plutôt que de souiller la religion par son lâche silence, et de laisser un mensonge devenir article de foi.

S'il eût été seul, il eût agi de la sorte; mais il n'était pas seul. Avait-il le droit de compromettre la comtesse, de lui faire partager un tel scandale? Pouvait-il révéler un secret qu'on lui avait confié, qui n'était pas le sien, et rendre publique cette faute du comte que sa femme elle-même cherchait si noblement, si chrétiennement à effacer?

D'autres pensées lui venaient en tête : il était impossible que le petit pâtre n'eût point aperçu la comtesse lorsqu'il la serrait dans ses bras, qu'il ne l'eût point vu, lui aussi, couvrant de baisers les mains de la jeune femme. Sans doute l'enfant n'avait rien dit de tout cela par honte et par crainte; mais, si on l'interrogeait, il avoue-

rait la vérité. Ces détails devenaient pour le curé le fait principal, presque unique, de cette infernale nuit. Il en jugeait l'importance par la grandeur de ses remords, et il ne comprenait pas qu'ils eussent passé inaperçus.

Bientôt il se remit en marche. A chaque pas qu'il faisait vers le village, il craignait que quelque révélation nouvelle ne se dressât devant lui. Les enclos qu'il côtoyait lui semblaient plus solitaires, jamais il n'avait trouvé les cabanes aussi peu habitées qu'elles l'étaient aujourd'hui. Il aperçut de loin à travers les arbres deux femmes qui remontaient le sentier. L'une d'elles portait une grosse bouteille avec des précautions peu ordinaires. Il s'imagina je ne sais pourquoi que cette bouteille devait avoir un rapport quelconque avec le grand événement, et, oubliant ce besoin d'explications et de publicité que tout à l'heure encore il ressentait, il escalada le talus et se cacha derrière une petite haie bordant la route. Il lui semblait qu'il ne pourrait s'empêcher de rougir en se trouvant face à face avec ces deux femmes. En passant au-dessous de lui, l'une dit à l'autre : — Si cette eau guérit le monde, elle doit être bien bonne aussi pour les bestiaux?

— Oui, mais faut savoir si elle guérit le monde, répondit l'autre.

Lorsqu'elles furent loin, l'abbé Roche reprit sa route. Il se proposait de faire un détour pour rentrer au presbytère sans être aperçu; mais il comptait sans l'obstination du maire Baravoux, qui, apprenant par les gens chassés de la Croix-Blanche que le curé était de ce côté, avait pris, en dépit de son embonpoint, le parti d'aller à sa rencontre.

— Ah! monsieur le curé, enfin c'est donc vous, s'écria le bonhomme en apercevant le prêtre, tout le monde vous cherche depuis ce matin. Où donc étiez-vous, mon Dieu, où donc étiez-vous dans un pareil moment?

— J'étais chez le père Loursière, dont la fille vient de mourir.

— Mais elle n'est pas de la paroisse, monsieur le curé, et pendant ce temps-là tout le monde vous cherchait.

— J'en suis désolé... Qu'est-ce que vous voulez me dire?

— Vous avez été informé, monsieur le curé, de cet événement dont il n'est plus possible maintenant de calculer les conséquences.

Le curé tressaillit.

— Je suis pressé, dit-il.

— Pas plus que moi, monsieur le curé; j'ai grande hâte de vous dire les choses telles qu'elles sont. J'ai toujours été un homme juste; eh bien! je déclare que c'est moi qui ai trouvé la source. Tout à coup une idée m'a passé par l'esprit; j'ai senti une chaleur et puis un froid, et j'ai dit presque malgré moi : Mes enfans, allez chercher

vos pelles, vos pioches, et suivez-moi. A chacun son dû, n'est-ce pas, monsieur le curé? Je dirais que j'ai vu cette nuit la bonne dame sur son âne, avec saint Joseph derrière, que je mentirais. C'est le petit gars de la Ribat qui a vu tout cela, et d'un côté ça n'est pas un mal, vu que ces gens-là ne sont pas riches, et que ça va, comme de juste, exempter cet enfant du service. Je ne lui en veux pas d'avoir été dans le miracle, moi, mais pas un brin, monsieur le curé...

L'abbé Roche, si inquiet et agité qu'il fût, se sentait désarmé par l'épaisse simplicité de ce brave homme, et, s'efforçant de rester calme, il lui dit : — Comment osez-vous, père Baravoux, parler d'une chose que vous n'avez pas vue et faire tout ce bruit parce qu'un enfant raconte une histoire incompréhensible? Comment osez-vous mêler à tous ces bavardages le plus pur de tous les noms, celui de la mère de Dieu?

— Ça, c'est vrai, monsieur le curé, il n'y a peut-être pas grand'-chose dans ce miracle-là; je me le suis dit bien des fois dans la journée. D'abord le petit est fûté.

— Il peut avoir eu peur, avoir cru merveilleuse une rencontre toute naturelle...

— Ah! dame, il est poltron, aussi poltron que sa mère est bavarde. C'est vrai aussi que la nuit les yeux voient double. Non, voyez-vous, monsieur le curé, dans tous ces prodiges qu'on fait la nuit, il y a toujours matière à causer. Pour ce qui est du gars, comme homme, je lui veux du bien, mais comme maire,... je ne dis rien... D'ailleurs ça m'est égal. Ce qui est important, c'est d'avoir eu l'inspiration du bon Dieu, en plein jour, devant tout le monde, et d'avoir dit : Mes enfans, prenez vos pelles et vos pioches; c'est d'avoir trouvé une source qui va guérir des maladies étonnantes. Ah! c'est là le vrai miracle, et celui-là, c'est moi qui l'ai fait. — Il s'animait de plus en plus. — Ça, c'est la vérité, c'est la justice, et si on voulait m'enlever mon dû, eh bien!... je plaiderais, oh! je plaiderais! aussi vrai que voilà une canne, et je gagnerais mon procès, ou bien alors c'est qu'il n'y aurait plus de bon Dieu, plus rien de rien.

— Vous ne savez ce que vous dites, interrompit le prêtre d'une voix impérieuse et brève qui laissa le maire stupéfait.

En ce moment, ils arrivaient sur la place de l'église, où ils furent immédiatement entourés, et Baravoux, si bonne envie qu'il eût de répondre à l'inexplicable sortie du curé, dut se contenter de marmotter entre ses dents une foule de choses que l'on n'entendit pas.

Il est probable que la mère Ribat avait déjà raconté ce qui s'était passé à la Croix-Blanche, car les gens qui étaient là s'approchaient

du curé, chuchottaient en le regardant, mais n'osaient lui parler. L'expression de son visage d'ailleurs n'avait rien d'encourageant; il était extrêmement pâle, et marchait droit sans regarder personne. Ayant traversé la place sous le feu de tous ces regards curieux, il avança vers le porche, poussa la porte et entra dans l'église. Il comptait n'y rencontrer personne à cette heure; il espérait éviter, au moins pour le moment, toute conversation, et rentrer au presbytère par la sacristie, dont la porte s'ouvrait dans son petit jardin.

Sa surprise fut grande lorsqu'il aperçut au milieu de l'église un groupe de femmes et d'hommes agenouillés, non pas devant l'autel, mais en face de cette étincelante *Fuite en Égypte* que la paroisse devait à la générosité de Claudius. Un bouquet fraîchement cueilli et placé dans un vase avait été mis au-dessous du bas-relief, et plusieurs bouts de chandelle brûlaient autour.

L'abbé Roche n'était pas malheureusement l'homme des concessions et des temporisations prudentes. En retrouvant jusqu'en la maison du Seigneur ce prétendu miracle qui depuis deux heures se dressait devant lui comme un fantôme à chaque détour du chemin, il lui sembla que toutes ces prières nasillardes étaient comme autant d'injures qu'on lui lançait à la face, et dont les éclaboussures atteignaient la comtesse. Il alla droit au bouquet, l'arracha du vase, le lança contre le mur, renversa du pied les chandelles, et se retournant vers les fidèles interdits : — Sortez d'ici, — fit-il avec beaucoup de calme; mais on devinait bien, à l'entendre, qu'au moindre murmure, au moindre geste, sa colère eût éclaté furieusement.

Il croisa les bras, et, regardant le public, il attendit que tout le monde fût sorti. Alors il se dirigea vers la porte, la ferma soigneusement, et mit la clef dans sa poche. Il entendait au dehors le bourdonnement de voix émues et indignées. Lorsqu'il fut rentré dans sa chambre, il murmura : — Mon Dieu, si j'agis mal, punissez-moi, ou dites-moi ce que je dois faire, car, si cela durait, je deviendrais bientôt fou!

Il ne pouvait en effet rester longtemps dans cette situation. Il fallait absolument en sortir d'une façon quelconque. Il avait sur ses devoirs, sur son honneur de prêtre, des convictions particulières, et la pensée de livrer par faiblesse un mensonge à la crédulité publique lui paraissait être une ignominie impossible à supporter. De nouveau l'idée d'une confession loyale lui revenait à l'esprit; mais il fallait avant tout parler à la comtesse. Il allait donc sortir pour se rendre au château par un chemin détourné lorsqu'il entendit frapper à la porte assez violemment.

XXVI.

— Ouvrez donc, sac à papier, ouvrez donc, mon cher curé! C'est moi, M. Larreau. — Le prêtre ouvrit. — Enfin! vous voilà donc! que le bon Dieu vous bénisse! Où étiez-vous caché?... Mais qu'est-ce que vous avez donc? Vous êtes pâle comme un mouchoir de poche. Est-ce que vous êtes malade par hasard? Il ne nous manquerait plus que cela.

— Merci, je n'ai rien. Que souhaitez-vous de moi?

— Ah! vous pouvez vous vanter de m'avoir diablement intrigué, j'ai envoyé dix fois au presbytère, vous étiez toujours absent.

— Je le regrette.

— J'en suis convaincu, mais avouez que j'avais lieu de le regretter encore plus que vous. Après tout ce qui s'est passé, ma position était singulièrement embarrassante, vous devez le comprendre.

— Je ne vous comprends pourtant pas, monsieur, et je ne vois pas du tout en quoi mon absence a pu vous embarrasser. Cette absence d'ailleurs, dont une autre personne s'est étonnée déjà, n'a rien que de fort naturel : j'ai été visiter la fille de Loursière, qui est morte dans la nuit. J'allais même en informer Mme de Manteigney, qui, je le sais, s'intéressait à elle.

— Oh! c'est inutile. Ma fille ne reçoit pas, elle est souffrante. Je ne l'ai vue aujourd'hui que pendant un instant, et elle n'a pas eu la force de me dire trois mots. Comment! cette petite sauvage est morte?... Justement je voulais parler à son père. Vous vous étonnez que votre absence m'ait embarrassé? C'est me flatter beaucoup; mais, écoutez-moi donc, mon cher ami, je n'ai pas l'habitude de ces choses-là, moi, et ce miracle qui me tombe du ciel, tout ce pays en émoi,... un peu trop en émoi, je l'avoue... Ne trouvez-vous pas que cela marche bien vite?

Il disait cela avec aisance et gaîté.

— Parlez plus clairement, je vous en prie. Le village est depuis ce matin, je le sais, fort ému par le récit d'un enfant sur les indications duquel, m'a-t-on dit, on aurait découvert une source, ce qui n'a rien de fort extraordinaire dans ce pays-ci. Voilà tout ce que je sais, et cela seul m'afflige, m'afflige beaucoup.

— C'est un curé qui a de l'aplomb, pensa maître Larreau, il serait drôle que je fusse obligé de le consoler.

Et souriant malgré lui à cette pensée singulière : — Que voulez-vous, mon cher curé? dit-il; il faut se faire une raison. Causons en amis. Il est certain que la crédulité de la masse est affligeante lorsque des intrigans l'exploitent à leur profit avec cette impu-

deur, dirai-je presque, qui est le fait d'un égoïsme aveugle; mais tout au contraire, lorsque cette crédulité, cette naïveté... — elle a bien sa poésie et sa grandeur, voyons les choses de haut, — lorsque cette naïveté pousse une population vers des hommes intelligens, dévoués, désintéressés,... désintéressés dans les mesures humaines, bien entendu,... vers des hommes qui sauront assurer son bonheur et sa prospérité,... ah! alors... eh! mon Dieu, la Providence, — je parle ici très sérieusement, — la Providence emploie pour arriver à ses fins des détours parfois étranges; ce n'est point à nous à en discuter l'opportunité. On parle d'hommes providentiels; mais en vérité tous les hommes intelligens ne le sont-ils pas un peu? Au-dessus de toutes ces missions individuelles et passagères, il y a la marche irrésistible du progrès, c'est-à-dire la lumière, la richesse, le bien-être, l'activité morale, l'épanouissement du commerce, la facilité des transactions,... c'est-à-dire la moralisation des peuples. J'ai ma religion aussi, mon cher curé, j'ai mes dogmes, mes principes. J'ai la foi du parvenu dont la carrière entière n'a été qu'une protestation en faveur du progrès. Ah! je vous parle à cœur ouvert, car il faut enfin que vous me connaissiez. Ma mission a été celle-ci : accélérer l'extension des richesses publiques, autrement dit centupler la force des capitaux par la concentration. Force et vitesse en effet ne sont qu'une seule et même chose. Point de vitesse, point de force! Point de puissance sans concentration! Un nuage de vapeur d'eau n'est rien; concentrez-le dans un récipient solide, et vous aurez une locomotive. En morale, en politique, même chose. Or à notre époque l'instrument providentiel qui sert à concentrer, c'est... c'est le capitaliste. En se réunissant dans ses mains les richesses éparses deviennent puissantes et fécondes. Encore une fois, mon cher, voyons les choses dans leur ensemble et d'un point de vue élevé.

L'abbé Roche, debout, immobile, les sourcils froncés, serrant de ses deux mains crispées le dossier d'une chaise, écoutait le richard et le regardait avec une telle fixité que celui-ci fut un instant désarçonné.

— Enfin, dit-il après avoir toussé plusieurs fois, je ne vous en veux pas; je ne vous fais aucun reproche, mon bon ami. Je n'avais pas compté, je vous l'avoue, sur une scène aussi pompeuse : nous aurions pu, en nous entendant mieux, trouver quelque chose de plus simple et de moins compromettant; mais enfin... quand le vin est tiré, comme on dit, il faut le boire.

A ce moment, M. Larreau fut interrompu par le bruit d'une chaise qui se brisait tout à coup. Soit que le curé se fût trop appuyé sur le siége dont il tenait le dossier, soit que ses mains se fussent contrac-

tées instantanément avec une violence peu ordinaire, le siége fut réduit en morceaux.

— En fait de chaises et de miracles, vous n'y allez pas de main morte, mon cher ami, fit observer gaîment le père de la comtesse.

Si l'abbé Roche, au lieu d'être à contre-jour, se fût trouvé en pleine lumière et que son visage eût été plus visible, il est bien probable que notre capitaliste providentiel eût gardé pour lui sa dernière phrase. La figure du prêtre, tout à l'heure si pâle, était maintenant injectée de sang, agitée par des mouvemens convulsifs, les veines de son front et de son cou étaient gonflées, et sa respiration irrégulière, saccadée, ressemblait à celle d'un coureur qui vient de fournir une longue course.

— Continuez, fit-il d'une voix sourde, dites, dites, je veux tout savoir. Allez, ne vous occupez pas de moi.

— Vous me paraissez ému, mon cher curé, et vous avez tort. Il ne faut pas non plus s'exagérer les conséquences de toute cette histoire, elle pourrait en effet devenir compromettante entre les mains de gens inhabiles; mais ce n'est pas notre cas. Je ne blâme en tout cela qu'un petit excès de zèle. Il suffisait de mettre immédiatement sous l'invocation de la Vierge cette source trouvée n'importe comment, par hasard, d'une façon presque providentielle... je dis *presque;* cela suffisait. — Messes d'actions de grâces, fondations perpétuelles de messes commémoratives,... bénédiction par monseigneur d'un hôpital, construction d'une église sous l'invocation de Notre-Dame de Manteigny, c'était l'affaire de six mois; — pierre artificielle et fonte de fer... c'est solide, et ça s'expédie tout numéroté; on n'a qu'à envoyer ses mesures. La chose se faisait, bien entendu, par une souscription organisée dans toute la France. — Excellente affaire pour la religion, excellente affaire aussi pour mes eaux. Inscription des souscripteurs sur des plaques de marbre blanc ou noir suivant la valeur de la somme versée, pèlerinage d'art, etc... On ne nous refusait pas une relique en la demandant poliment. Je connais beaucoup de monde. Mise en action des eaux de Manteigney, particulièrement exquises pour les irritations du larynx, création d'un séminaire de convalescence, chalets spéciaux pour les orateurs sacrés, casino modèle, dans un avenir très rapproché concession d'une ligne ferrée, vente immédiate d'une brochure médico-catholique vantant les merveilles thérapeutiques de cette source trouvée presque providentiellement, toujours *presque;* oh! j'y aurais tenu, le public faisait le reste. — Recherches historiques sur le pays, controverses, discussions, fouilles...

— Oui, oui, je commence à comprendre, murmura le prêtre.

— Parbleu!... Et de cette façon, sans péril, sans coup de théâtre,

nous faisions tranquillement notre petit tour de force. Nous arriverons au même résultat, je l'espère, par un autre moyen plus hardi, plus rapide peut-être, mais moins sûr, et qui dans tous les cas donne à l'entreprise un autre caractère, un tout autre caractère...

M. Larreau hésita un instant, agita sa tabatière, clignota de son œil gauche et reprit :

— Parlons franchement, — en affaires, il faut jouer cartes sur table, — vous n'avez pas pu supposer, en entamant la chose aussi... énergiquement, que vous alliez entrer pour une part quelconque dans les bénéfices de l'exploitation?... Il n'est pas vraisemblable qu'une pareille idée ait dirigé vos actions, n'est-il pas vrai, mon cher curé?

— Il faut avouer, monsieur, que vous êtes un bien franc misérable! dit l'abbé Roche.

Si grands qu'eussent été ses efforts pour se contenir et entendre jusqu'au bout le marchand de robinets, qui se dévoilait enfin, il ne pouvait plus en accepter davantage. Il poursuivit : — Je comprends maintenant le service que vous réclamiez de moi : aider à votre commerce par un sacrilége et un parjure, écrire de ma main le nom de Dieu sur vos prospectus, suspendre mon costume de prêtre à la porte de votre boutique, vendre ma conscience, me rouler dans la boue de votre fontaine... A ma place, vous eussiez donc été capable de faire tout cela?

Et, voyant s'approcher de lui cet hercule en fureur, le millionnaire devint blême.

— Plaisantez-vous, mon cher ami? murmura-t-il en balbutiant; qu'avez-vous, qu'ai-je dit?... Remettez-vous, je me suis mal expliqué... La robe du prêtre, veuillez le croire, est sacrée pour moi.

L'abbé Roche avait détourné les yeux, et, les bras croisés sur sa poitrine, il pensait : — En m'apercevant pour la première fois, il s'est dit : Voilà l'homme qu'il me faut!... J'ai donc l'air d'un être infâme? Depuis plus d'une année, il me considère comme un de ses pareils, m'étudie, me sonde, et je n'ai rien compris!...

Larreau, rassuré par le calme apparent du prêtre et retrouvant son aplomb, enfonça profondément ses mains dans ses poches, et s'avançant à son tour : — Mais, dites-moi donc, mon cher, vous le prenez sur un singulier ton avec moi, et je vous trouve audacieux. Vous ignorez probablement que vous parlez à un homme que tout le monde respecte, que... que les ministres eux-mêmes ménagent, et qui, s'il le voulait, vous écraserait sous sa botte.

— Essayez donc, misérable! répliqua l'abbé Roche en se redressant de toute la hauteur de sa grande taille. Il était si noble et si fier dans cet élan d'indignation, ses yeux avaient une expression de

si profond mépris qu'en dépit de ses relations ministérielles le capitaliste fut intimidé.

— Après tout, dit-il, parlons peu et ne nous fâchons pas; je vous ai peut-être fait entendre dans des conversations antérieures qu'il y avait dans ce pays-ci, sur les terres de Manteigney, une source d'eau minérale ignorée jusqu'à présent, et que j'entendais exploiter. J'ai pu vous faire comprendre encore que votre concours, votre sympathie, votre influence morale, me seraient d'un grand secours... C'est parfait; mais êtes-vous bien certain d'avoir compris ce que je vous disais? On n'agit pas sur une parole dite en l'air. Vous n'avez pas, que je sache, un papier signé de moi qui vous invite, serait-ce même d'une façon voilée, à promener par les chemins la mascarade de cette nuit. Vous avez cru qu'il était plus avantageux pour vous d'agir sans mon conseil et sans mon approbation,... et vous couronnez votre chef-d'œuvre en me parlant avec insolence! Vous me croyez compromis, vous pensez me tenir;... mais, mon cher ami, vous ne savez même pas la marche de ce jeu-là : vous êtes un enfant, monsieur l'abbé.

— Bien enfant et bien sot en effet, puisque je n'ai pas vu tout de suite que vous étiez le plus fourbe des hommes.

— Ne dites donc pas de bêtises, cela vous attirerait des désagrémens. Votre naïveté m'intéresse, le diable m'emporte! Prétendez-vous par hasard que vous n'êtes pour rien dans l'apparition de cette nuit? Est-ce cela que vous voulez dire? Ah! je ne demande pas mieux. Expliquez-vous, disculpez-vous. Prouvez qu'à cette heure-là vous étiez dans votre lit, que vous n'avez ni prévu ni organisé cette plaisanterie. Je vous écoute; voyons, voyons, je suis tout oreilles.

— Avez-vous bien l'audace de m'interroger? Et au nom de qui, de quel droit? Pourquoi êtes-vous ici? Ne comprenez-vous pas que j'ai peine à me contenir, que je considère comme la dernière des hontes d'avoir à me disculper devant vous, qu'on ne s'explique qu'en présence d'un juge respectable, que votre voix m'irrite, que ma colère augmente... — il s'approchait lentement en disant tout cela, ses bras se décroisaient, — et qu'au lieu de vous répondre je vais vous souffleter.

— Imbécile! s'écria M. Larreau en ouvrant rapidement la porte, vous me paierez tout cela.

Et il disparut.

XXVII.

Le lendemain, d'assez grand matin, la comtesse, entortillée plus que de raison, se dirigeait vers le presbytère. Elle n'avait plus dans

sa démarche cette aisance, ce sans-façon charmant que nous avons remarqués. Inquiète, agitée, tremblant à l'idée de rencontrer quelqu'un, elle marchait rapidement. Il lui semblait en effet que le petit pâtre, suivi de tout le village, devait l'attendre à chaque détour du chemin, et qu'en l'apercevant il dirait : — Voilà la bonne dame que j'ai vue près de la Croix-Blanche. — Qui sait si l'on ne se doutait pas déjà de la vérité? A la moindre question, elle perdrait la tête et répondrait en dépit d'elle-même : Oui, c'était moi.

Durant toute la journée de la veille, elle était restée chez elle, enfermée, regardant par la fenêtre les curieux qui accouraient dans la vallée, interrogeant sa femme de chambre, essayant de sourire aux récits de cette fille, et, lorsqu'elle avait fini, cherchant mille prétextes pour l'interroger encore. Bientôt elle avait craint que son obstination à ne point paraître ne fît naître des soupçons parmi les domestiques du château. Elle était donc dans la soirée descendue au salon, où elle avait trouvé son père. Celui-ci, sous l'empire de sa fureur encore mal éteinte, avait parlé de l'abbé Roche en termes tout à fait menaçans. Elle avait compris qu'il fallait au plus tôt faire cesser cet état de choses et se rendre au presbytère.

Lorsque le curé eut ouvert la porte, elle entra précipitamment, s'assit sur une chaise, releva son capuchon, et joignant les mains : — Mon Dieu, mon cher curé, qu'avez-vous fait, qu'avez-vous dit à mon père ?

S'il était une personne à qui le prêtre fût désireux d'expliquer sa conduite, c'était à coup sûr la comtesse; mais, au moment d'ouvrir la bouche et de soulager son cœur, il pensa qu'il était indigne de lui d'accuser le père devant sa fille, et il dit simplement : — Certaines paroles de M. Larreau m'ont blessé beaucoup, et je les ai relevées... un peu violemment. Voilà tout.

— Voilà tout, voilà tout! Et vous trouvez cela naturel? mais vous ne savez donc pas que mon père est le meilleur des hommes, plein de cœur et de délicatesse (l'abbé Roche ne put retenir un mouvement), oui, oui, plein de délicatesse et d'honneur. Eh bien! mon père a les défauts de ses qualités; il est susceptible et ne pardonne pas un outrage... Il va s'inquiéter, fouiller partout, interroger; il voudra savoir la vérité, et il la saura, car papa réussit dans tout ce qu'il entreprend.

— Eh! mon Dieu, s'écria le prêtre, que la lumière se fasse donc; je la souhaite, je préfère la vérité, si dures que puissent en être les conséquences, à la situation honteuse où je suis.

— Si on ignore tout, il n'y aura point de honte pour vous.

— Aurais-je seulement à rougir vis-à-vis de moi-même, que cela serait déjà trop. Et la douleur de voir un mensonge devenir une

croyance religieuse, la comptez-vous pour rien? Ne suis-je pas prêtre, chrétien, madame? Non, non, il faut que tout cela ait un terme.

— Vous êtes égoïste, vous ne pensez qu'à vous. Oubliez-vous donc que le scandale retombera sur moi et sur le comte? Comment expliquerez-vous notre promenade nocturne? Vous direz la vérité, je le veux bien, mais qui vous croira? D'ailleurs avez-vous le droit de disposer d'un secret que j'ai confié à votre loyauté? Irez-vous dire aussi, pour vous disculper plus complétement, que le comte a séduit cette fille, qu'il est le père de son enfant? Raconterez-vous en public les confidences que je vous ai faites? Vous y serez forcé; quand on dit la vérité, il faut la dire tout entière. Vous agirez peut-être alors en bon prêtre; mais je doute qu'une telle conduite soit celle d'un honnête homme. Comment n'avez-vous pas compris tout cela? Pourquoi n'avez-vous pas ménagé mon père? Peu à peu je lui aurais avoué la vérité, tout cela se fût calmé, et l'aventure eût été bientôt oubliée... tandis que maintenant mon père, irrité, furieux, grâce à vous, prétend qu'il faut éclaircir ce mystère, que son honneur y est engagé; il ne veut pas, dit-il, accepter la responsabilité de toutes ces sottises, et sans doute il va demander directement à monseigneur une enquête sérieuse... Ah! que je suis malheureuse!

Elle porta la main à ses yeux, et d'une voix pleine de douceur :

— Vous êtes dur, monsieur le curé, dur pour les autres. Vous prenez peut-être pour de la vertu ce qui n'est que de la rudesse. Et si je voulais avouer toute la vérité, moi aussi! si je voulais chercher dans mes souvenirs, croyez-vous que je n'y trouverais pas des causes de ressentiment contre des gens qui se croient à l'abri de tout reproche? Vous placez bien haut votre dignité de prêtre, votre honneur d'homme; croyez-vous, monsieur, qu'en ma qualité de femme je n'aie ni honneur ni dignité, et que lorsqu'on m'insulte il me soit défendu de m'indigner aussi? Quelques mots de mon père, un peu vifs peut-être, c'est possible, vous ont poussé à des violences... extrêmes, si j'en juge par le ressentiment qu'elles ont fait naître. Pourquoi donc ne serais-je pas violente aussi, moi qui ai eu à subir non pas des paroles vives, mais des actes inouis, oui, monsieur, inouis, venant de vous surtout?... Cependant, moi qui ne suis pas une sainte, qui ne m'estime pas au-dessus des faiblesses humaines, moi dont le devoir n'est pas, après tout, de donner l'exemple de toutes les vertus, je me tais, et je veux oublier... Il est étrange que vous n'ayez pas tout aussi bien que moi le courage du silence.

Tandis que la comtesse parlait ainsi, l'abbé Roche, immobile, interdit, n'avait pas dit un mot, et cependant bien des pensées lui avaient traversé l'esprit. Il était comme un coupable qui écoute une

sentence suprême; mais en même temps qu'il éprouvait la douleur de s'entendre condamner de la sorte, il partageait les émotions de son juge, il suivait sur le visage de la jeune femme la trace des pensées qui venaient s'y peindre, et peu à peu, s'oubliant en elle, il partageait ses impressions. Il était à la fois au banc des accusés et dans le fauteuil du président. — Oui, pensait-il, l'abbé Roche est un orgueilleux, et nous sommes trop indulgens pour lui.

Il oubliait Larreau et ses insultes pour ne plus se souvenir que de sa propre conduite. Il avait agi en homme brutal, violent, injuste... C'était évident, puisqu'elle le disait. Il acceptait ses jugemens avec confusion, allait au-devant de ses blâmes, et trouvait une joie singulière à lui reprocher sa trop grande indulgence. Il croyait être convaincu par les raisonnemens de la comtesse, et il n'était qu'ébloui, charmé par sa présence. Il croyait voir plus juste parce qu'il voyait avec des yeux qui n'étaient plus les siens. Ce qui dominait en lui, c'était cette pensée irritante, coupable peut-être, mais délicieuse, et qu'il ne pouvait chasser : la comtesse et lui étaient désormais réunis ensemble par les mêmes intérêts, les mêmes craintes, les mêmes espérances. Il y avait entre eux une sorte d'association que le hasard avait formée, et à laquelle ils ne pouvaient se soustraire.

L'angélique créature! Elle daignait encore venir à lui, ne lui reprochait sa honteuse conduite qu'avec des ménagemens dont il était indigne, et, pour achever de le confondre, elle lui en accordait l'oubli,... presque le pardon! Il eût voulu se jeter aux pieds de son juge, baiser la trace de ses pas, lui dire : — Je vous appartiens, ma vie est à vous, — car maintenant c'était dans la honte silencieuse, supportée patiemment, qu'il voyait la grandeur et le courage.

— Ordonnez, madame, dit-il avec émotion, ordonnez, je ferai ce qu'il vous plaira. Je vous ai offensée,... pardonnez-moi.

— Promettez-moi de ne point parler, voilà tout ce que je vous demande. Laissez-moi faire, je calmerai mon père... Vous me promettez de n'approuver ni condamner rien... pour quelques jours seulement? Comprenez que c'est là le seul moyen d'éteindre toute cette affaire, et qu'il n'y a pas d'autre parti à prendre dans l'intérêt de tous. Dieu ne juge-t-il pas nos intentions? Vous ne direz rien, vous me le jurez?

Elle avait prononcé ces dernières paroles avec une voix si douce, un sourire si affectueux; elle avait fait appel à sa générosité avec tant de confiance, qu'il murmura, ayant presque les larmes aux yeux : — Je me tairai, je vous le promets,... je me tairai.

— Le silence coûte un peu à votre nature; mais faites ce petit sacrifice, mon cher curé, faites-le pour moi, qui vous en prie. Ce

n'est point un acte de faiblesse que l'on vous demande. Il n'y a rien de honteux à laisser un feu de paille s'éteindre de lui-même et à s'abstenir de souffler dessus par excès de zèle;... — puis, avec une affabilité toute confidentielle : — Vous avez été bien inquiet, n'est-ce pas, bien tourmenté? Je lis cela sur votre visage.

— Oui, oui, je vous assure. — Il se sentait calmé, ravi, par la douceur de cette voix qu'il aimait tant.

— Et moi donc! si vous saviez dans quel état j'étais! Je pensais à vous, je me disais : Pourvu qu'il ne lui échappe rien qui nous puisse compromettre, pourvu qu'il n'attache pas d'importance à ces rumeurs, qu'il ne se croie pas dans l'obligation de démentir cette absurde apparition et ne complique pas l'affaire au lieu de la simplifier! Quand on m'a dit hier que vous aviez chassé de l'église tous les gens qui priaient, j'ai été dans la consternation.

— C'est vrai, j'ai eu tort; j'étais révolté, hors de moi! — Il était honteux de cette violence, dont le simple récit l'avait consternée. — Vous avez raison, il faut conserver son calme; à tous les points de vue, il le faut. Dans l'intérêt même de la religion, c'est ce qu'il y a de mieux à faire. L'église est ouverte ce matin, et restera ouverte, je vous l'assure.

— Eh bien! j'en profite, et je vais aller prier le bon Dieu pour cette pauvre enfant... Au fait, nous n'en avons point parlé; elle est morte, la pauvre petite!

— Il ne faut pas la juger trop sévèrement.

— Assurément, assurément... Et qu'a dit son père lorsque vous lui avez donné... vous savez?

— Il était bien ému. Il a accepté en bénissant votre générosité.

— Générosité à laquelle il m'a bel et bien obligée le poing sur la gorge... Enfin! Et l'enfant, où est-il?

— Il est chez la Marianne, où je l'ai porté moi-même.

— Il est aussi près d'ici! Voyez comme on est égoïste. Je me ferai à cette idée; mais dans le premier moment cela m'est pénible. Je ne lui en veux pourtant pas à ce malheureux petit être... Au revoir, monsieur le curé. — Et comme elle s'entortillait dans sa pelisse : — Je me cache, tout ce village me fait un peu peur.

— Voulez-vous passer par la sacristie? de cette façon vous ne serez pas obligée de faire le grand tour...

Quoiqu'il n'y eût personne dans l'église, Mme de Manteigney se réfugia dans le coin le plus obscur, et se mit à prier avec ferveur pour le repos de l'âme de la défunte. Elle était embarrassée pour parler à Dieu de cette pauvre enfant, car elle ne pouvait penser à cette fin subite sans éprouver une sensation qui ressemblait à une délivrance. Elle plaignait cette infortunée, mais elle ne pouvait

se dissimuler tout à fait que sa mort simplifiait beaucoup les choses, calmait ses inquiétudes, et coupait court, quant à présent, aux espiégleries du comte. C'était un malheur, un accident, une circonstance qui sous certains rapports pouvait passer pour un bienfait. Ayant donc prévenu le Seigneur qu'elle allait lui adresser des prières pour le repos de l'âme de la petite Loursière, elle récita pieusement un assez grand nombre de *Pater* et d'*Ave* sans songer autrement à celle qui en avait été le prétexte. De temps en temps seulement un frisson l'agitait, et du plus profond de son cœur elle disait : — Seigneur! Seigneur! ramenez le comte vers moi, permettez-lui de m'aimer, je ferai tant d'efforts pour le rendre heureux!

Tandis qu'elle priait ainsi, elle entendait derrière elle un bruit de pas presque incessant, de sorte que lorsqu'elle eut terminé ses oraisons et se fut retournée, elle ne fut qu'à moitié surprise d'apercevoir devant le fameux bas-relief de Claudius un groupe de femmes agenouillées. Elle jeta un coup d'œil rapide sur cette *Fuite en Egypte*... La Vierge lui ressemblait... En vérité, elle lui ressemblait, et le saint Joseph, abstraction faite de la barbe, était le portrait de l'abbé Roche. Elle baissa son voile et passa rapidement. Toutes les têtes se retournaient vers elle. Sous le porche, plusieurs femmes causaient avec animation; elles se turent à son approche, et l'une d'entre elles, s'approchant de la comtesse, fit une belle révérence en souriant.

— Que me voulez-vous, ma bonne femme?

— Eh! madame la comtesse vient de prier pour le miracle, bien sûr... C'est moi qui suis la mère du petit, un enfant qui n'a donné que de la joie à ses parens. Si madame la comtesse voulait faire parler le petit. Tout le monde l'a entendu, excepté madame...

— Non, merci, ma bonne mère.

— ... Avec tous les détails!

— Je n'y tiens pas, je suis pressée.

— C'est que madame la comtesse entendra dire que ce n'est pas mon gars qui a trouvé la source, et c'est pourtant bien lui qui a tout indiqué.

— Je ne vous dis pas le contraire, mais je n'ai pas le temps.

— Alors madame la comtesse se rappellera que ce qu'on en dit c'est pour nuire à de pauvres gens.

D'autres femmes s'approchaient. — Laissez-moi, fit la comtesse, on m'attend. — Et elle s'éloigna.

Un quart d'heure après, tout le village savait que Mme de Manteigney avait été prier pour le miracle. Certains ajoutaient même qu'elle avait déposé un bouquet devant le tableau en relief.

XXVIII.

Contrairement à ce que la comtesse avait espéré, le village ne se calmait pas. Les lamentations acharnées de la mère Ribat, qui peu à peu s'abandonnait au fanatisme le plus violent, avaient déjà porté leur fruit. Tous ceux qui pour une raison quelconque étaient jaloux ou mécontens du maire Baravoux, tous ceux qui trouvaient ses bœufs trop grands, sa maison trop belle, ses prés trop verts, son ventre trop gros, s'étaient groupés autour de la bonne femme, cette mère dévouée qui défendait si courageusement la cause du petit monde. Ainsi que cela se passe ordinairement, la question avait changé d'aspect. De fait particulier, elle devenait un principe général où chacun trouvait aisément matière à discussion. La bonne dame, saint Joseph et le pauvre âne étaient en vérité bien loin. Il s'agissait maintenant de savoir si un maire, parce qu'il possédait une maison en pierre, deux paires de bœufs, une écharpe tricolore et des pâturages, avait le droit de s'interposer entre la Providence et les pauvres gens, le droit d'arracher le pain de la bouche de ses administrés, d'intercepter de son épaisse personne les rayons célestes... Alors d'autres individus se levaient pour défendre Baravoux, et de verre de vin en verre de vin les débats devenaient si orageux qu'il y eut un beau soir des coups donnés et reçus.

Le maire, dont les nerfs étaient, suivant l'expression, tendus comme les cordes d'un violon, décréta, pour dépenser un peu de sa colère, que momentanément le cabaret du *Sapin-Vert* serait fermé au coup de l'*Angelus*. C'était jeter de l'huile sur le feu. L'animation redoubla, certains s'indignèrent, d'autres crièrent *bravo*. Bref, il fallut que chacun prît parti pour ou contre et se déclarât publiquement. Tout naturellement le nombre des curieux venant visiter la source croissait à vue d'œil, si bien qu'après avoir construit une palissade pour protéger le trou miraculeux, il avait été bientôt nécessaire de protéger la palissade elle-même, et deux gendarmes venus du bourg montaient la garde aux heures de l'affluence.

Si l'agitation était grande à Grand-Fort-le-Haut, le bourg de Virez était aussi terriblement ému. La question de savoir si Baravoux l'emporterait sur la mère Ribat et réciproquement n'avait plus, il est vrai, qu'une importance secondaire; mais les discussions n'en étaient pas plus calmes pour cela. L'abbé Vilain, curé de Virez, n'avait pas, — il faut bien l'avouer, quoi qu'il nous en coûte, — n'avait pas une très grande sympathie pour l'abbé Roche, son confrère de Grand-Fort. Ce n'est pas qu'il eût à lui reprocher quoi que ce soit; mais la nature avait fait ces deux hommes trop différens l'un de l'autre pour qu'ils pussent jamais se comprendre et s'aimer. L'un

était grand, robuste, actif, sobre, aimant les grandes marches, la fatigue, l'action; l'autre au contraire était court, replet, nonchalant, somnolent dans son embonpoint, adorant les méditations à l'ombre, le calme, le repos, les repas joyeux et soignés. Leur nature morale était en parfait accord avec leur tempérament physique, et l'on retrouvait la trace de ces dissemblances dans les plus minces détails de leur vie; elles sautaient aux yeux en particulier lorsque, réunis ensemble, ils faisaient après vêpres leur partie de boules.

L'abbé Vilain, joueur prudent, habile, plein de lenteurs et de combinaisons, étudiait le terrain, savait profiter des pentes; l'obstacle d'un gravier, les contre-chocs, les ricochets, lui étaient des moyens plutôt que des embarras. Il lâchait sa boule avec mollesse et douceur, la bénissant, si j'ose dire, par un dernier frémissement des doigts, l'accompagnant, la protégeant d'un regard humide, paternel, la dirigeant de ses vœux. Il semblait en vérité que le gros curé eût soufflé dans cette bonne boule du bon Dieu une parcelle de son âme, car on la voyait, roulant avec circonspection, tourner autour d'un obstacle, éviter un écueil, s'arrêter comme pour réfléchir, et, profitant d'une pente légère que personne n'avait prévue, s'approcher de plus en plus près du but, et finalement s'arrêter au meilleur endroit. Durant ce temps, les émotions les plus diverses se peignaient sur le visage coloré de l'abbé Vilain avec d'autant plus de franchise que son âme pure se refusait à toute dissimulation : l'espérance, la crainte, l'ambition, la tendresse, l'angoisse, l'orgueil du succès. Il venait se placer devant sa boule triomphante; la soutane relevée du côté droit jusqu'à la naissance de la culotte, les poings sur les hanches, la bouche entr'ouverte, il s'épanouissait, et sur son visage fleuri un large sourire s'étalait pendant un instant, instant rapide, car tous les regards fixés d'abord sur lui se tournaient presque immédiatement vers l'abbé Roche, et chacun semblait dire : — C'est là un joli coup, mais nous allons bien voir!

Et en effet le curé de Grand-Fort se reculait de trois ou quatre pas, tâtait, caressait son instrument, ajustait un instant, et bientôt avec un geste superbe d'aisance et de vigueur il lançait à une hauteur prodigieuse cette boule fatale, bardée de fer et lourde comme un boulet de canon. On la voyait monter en l'air, se perdre dans le vert des arbres, retomber comme une bombe sur celle de l'abbé Vilain et la déloger honteusement. Or j'ose affirmer que lorsqu'un joueur sérieux ayant une *boule maîtresse*, une boule qui *tient* de près, se voit chassé de la sorte, brutalement, sans égards pour son *bien joué*,... et que ces violences se renouvellent depuis une dizaine d'années chaque dimanche après vêpres, publiquement, sans trêve ni merci, j'ose affirmer, dis-je, que le joueur sérieux sent naître en lui de sourdes indignations qui peuvent rapidement se transformer

en tempêtes. Comprenez qu'il s'incorpore pour ainsi dire en sa propre boule, et par suite ressent cruellement le contre-coup de la brutalité qu'elle vient de subir.

L'abbé Vilain ne pouvait donc oublier l'effroyable chute de la boule ferrée, et le bruit navrant de cette masse tombant du ciel... Pouff, boumm! ces sons lui étaient restés dans l'oreille et dans le cœur, et lorsqu'il entendit parler de l'apparition, du miracle, de la source, qu'on lui raconta l'indignation de l'abbé Roche chassant les fidèles de l'église et se refusant à toute explication, il murmura entre ses deux grosses lèvres : — Paff, boumm! ces aventures-là n'arrivent que dans certaines paroisses!

Par ces simples mots, le cher homme regagnait bien des parties perdues. Comme on peut le penser, ces paroles recueillies par la femme du notaire, qui crut devoir les confier à la femme du percepteur, se répandirent rapidement dans le bourg, où elles furent analysées et commentées. Il y avait décidément quelque chose de louche dans ce miracle. On se rappela que le soir même de l'événement l'abbé Roche avait été rencontré par le docteur dans la cabane du père Loursière. Le curé de Grand-Fort avait dû passer devant la Croix-Blanche précisément à l'heure de l'apparition. Pourquoi ces emportemens, suivis d'un silence obstiné? Vainement le maire de Virez avait cherché à s'éclairer. M. Larreau était impénétrable; l'abbé Roche fermait sa porte au nez des gens; le père Baravoux était dans un état perpétuel d'ivresse furieuse. Quant au sous-préfet, il n'avait même pas répondu à la lettre qu'on lui avait adresssée. N'y avait-il pas sous ce miracle une question politique, une manœuvre électorale? On se souvenait que la croix de pierre qui sert de but au pèlerinage des Sept-Douleurs et les vingt-quatre petites croix de fonte qui ornent le chemin avaient été offertes à la commune lors des dernières élections. Il était clair que l'apparition de la Croix-Blanche avait une importance politique, mais laquelle? qu'est-ce que cela signifiait? Était-ce la ruine de Virez que voulait le gouvernement? La commune était dans une agitation extrême; impossible de se faire servir ou d'obtenir quoi que ce soit des ouvriers. Les femmes laissaient leurs enfans enfermés dans la maison pour aller visiter la source, autour de laquelle on avait installé des boutiques de toute sorte. Les colporteurs y vendaient des bonnets, des bas, des chapelets, des petits livres. Il y avait des tirs à l'arbalète où l'on gagnait des macarons; c'était un véritable champ de foire. Sous prétexte d'assister à une seconde apparition, des bandes de pèlerins s'acheminaient vers Grand-Fort, et s'arrêtaient au cabaret du *Sapin-Vert*, qui était devenu le rendez-vous officiel de tous les ivrognes du pays, de sorte qu'au beau milieu de la nuit le bourg était troublé par les chants et les cris, et deux fois de suite

le boulanger Raimbeau avait brûlé sa fournée pour être rentré à deux heures du matin dans un état de complète ivresse. Était-ce tolérable? n'était-il pas à souhaiter que l'autorité ecclésiastique se prononçât enfin, et fît le jour dans ces ténèbres?

XXIX.

Pendant que le village et le bourg s'occupaient presque exclusivement du miracle et de ses conséquences, l'habile Claudius lançait l'affaire en plein Paris avec une adresse merveilleuse. Un soir de première au Gymnase, il arrivait chez Vernon, bien sûr d'y trouver réunis les chroniqueurs de la capitale, et tout à coup, sans préparation, encore ému par la lettre qu'il venait, disait-il, de recevoir, il racontait l'histoire avec une verve et un entrain inimitables, décrivant les lieux, faisant le portrait des gens, peignant avec une chaleur qui frisait l'éloquence la grande émotion de cet admirable pays. La vérité est qu'il avait étudié cette improvisation durant une partie de la journée, et qu'au moment de monter en voiture il avait bu quelques verres de vin de Champagne pour se mettre à la hauteur des circonstances.

Ce n'est point une chose aisée que de raconter dans certains milieux un miracle tout neuf que l'opinion publique n'a point encore estampillé : aussi Claudius eut-il bien soin de n'émettre aucune opinion personnelle. Cela n'était dans sa bouche qu'un conte de fées étourdissant, plein de descriptions colorées, étranges, de détails piquans que chacun pouvait interpréter à sa guise. Quant au miracle en lui-même, il fut plein de respect pour lui, car sur certains chapitres on était dans l'atelier Vernon très collet-monté. Lorsqu'il eut achevé son récit, il ajouta au milieu du silence général : — Eh bien! je vous donne en cent à deviner quel est le propriétaire sur les terres duquel se sont passés les faits très véridiques que je viens de raconter... Vous ne devinez pas?... Messieurs, le théâtre de cette merveilleuse histoire est le domaine de Manteigney.

— Ah! çà, voyons, plaisantez-vous, Claudius? Est-ce une gageure? Qu'est-ce que tout cela veut dire?

— Je n'en sais rien du tout, et M. Larreau, qui m'écrit ce matin, n'en sait pas plus que vous. Ce qui est certain, c'est qu'il y a une source d'eau minérale là où l'on n'en connaissait pas, c'est que cette eau a été analysée et qu'elle est extrêmement riche. Ce qui est vrai encore, c'est que tout le pays est en l'air, et que Larreau demande à grands cris une enquête au sujet de ce miracle, dont il ne veut pas assumer la responsabilité. Enfin voilà, c'est renversant, impossible, mais cela est. J'ai la lettre dans ma poche.

— Mon cher, il y a là un feuilleton adorable.

— Faites-en ce que vous voudrez, on ne m'a pas demandé le secret.

Le lendemain, l'apparition de la Croix-Blanche, la source de Manteigney, étaient livrées à la curiosité publique sous les mille formes que comportent les événemens de cette espèce. Feuilletons, causeries, faits-Paris, menus propos, chroniques, on retrouvait partout cette étrange nouvelle, racontée, commentée, suivant l'opinion ou la fantaisie de l'écrivain. Claudius, qui pourtant avait toujours eu l'art d'écrire en horreur, prit une feuille de papier et y traça les lignes suivantes d'une écriture fine et menue qui ne lui était pas ordinaire.

« Monsieur le rédacteur,

« N'a-t-on pas lieu de s'étonner de la facilité en quelque sorte malveillante avec laquelle la presse irréligieuse, — elle prendra sans doute cette qualification pour une flatterie, — accueille et reproduit la relation des faits surnaturels? Le récit d'une apparition, qu'aucune approbation ecclésiastique ne sanctionne encore, semble être une bonne fortune pour ces messieurs. C'est une pierre de plus lancée dans les jardins de la foi, et tous ces hommes aveugles dans leur haine lâchent leur petit caillou avec un ensemble et une ardeur qui écœurent et affligent tout à la fois. En présence de faits incompréhensibles que l'épiscopat seul doit et peut apprécier, le premier des devoirs ne devrait-il pas être un silence respectueux? Comment ne pas comprendre que la publicité donnée avant l'heure à de semblables faits trouble les consciences, altère dans les cœurs ces deux flammes divines sans lesquelles la société moderne se trouverait dans la plus effroyable obscurité, j'entends le respect et la foi? »

Claudius relut ce qu'il venait d'écrire. — Cela ne signifie pas grand'chose, dit-il, mais cela prête à la réplique. Ajoutons quelques personnalités. — Et il écrivit de nouveau :

« A voir la façon légère et spirituellement irrévérencieuse dont on raconte les faits, ne prendrait-on pas cette apparition pour l'habile réclame de quelque spéculation anonyme, pour le prospectus éhonté d'un établissement d'eau minérale? Il était donné à notre époque, monsieur le rédacteur, à notre époque affolée de spéculations malsaines, grisée par la puanteur de toutes les incrédulités, de voir ces audaces coupables accueillies avec un tel ensemble.

« Et quelles sont les feuilles qui osent prêter leur publicité à ces manéges? Est-ce le journal de l'homme aux trois morales, l'automédon célèbre et ridicule de la patache démocratique, ce coucou libéral qu'on aperçoit chaque matin, traîné par son pégase étique?

Est-ce le carré de papier de cet autre arlequin conciliateur et rétrospectif, de ce grand-prêtre de la chèvre et du chou, de ce don Juan du pour et du contre, qui, dépassant Cadet-Roussel dans l'art de se vêtir, arrache des morceaux de doublure à tous les gens qui passent, et dans ces loques grotesques se drape comme un nouveau messie? »

— Le diable m'emporte! fit Claudius, je crois que j'aurais fait un journaliste tout comme un autre. Continuons :

« Excusez, monsieur le rédacteur, la vivacité de mes paroles; mais en vérité, pour peu que l'on ait conservé dans le cœur le respect de notre sainte religion, on est indigné par ces façons d'agir.

« Au nom des intérêts les plus sacrés, nous demandons la lumière. Nous demandons qu'une décision de l'autorité ecclésiastique approuve ou condamne, et empêche dans tous les cas qu'une spéculation particulière prenne un fait divin pour base de ses opérations, ou bien, abusant de la crédulité publique, revête d'un caractère sacré ce qui n'est que mensonge et supercherie. »

Claudius, satisfait de son petit travail, tailla une plume d'oie en gros, et, sans débrider, profitant de l'inspiration, écrivit sur une autre feuille de papier :

« Allons, tout va bien, et le progrès s'étale avec aisance. Nous avons vu tout dernièrement les merveilles de l'art appliqué à l'industrie, la Vénus de Milo coulée en fonte et transformée en bornes-fontaines, l'Apollon du Belvédère entrant carrément dans le mouvement et couronnant les maisons sous forme de tuyau de cheminée, la Diane antique devenue loquet de porte, la frise du Parthénon entourant les clysopompes, l'Acropole utilisée comme moutardier, et, pour ne rien laisser perdre de ce passé vénérable, l'Olympe traîné sur les tréteaux et les dieux de la vieille Grèce faisant recette et amusant la foule sous la perruque de Bobêche et le masque de Galimafré.

« Tout allait donc fort bien, mais voilà qui va mieux encore : le catholicisme moderne sent le besoin de devenir pratique. Saint Joseph prend un brevet, se fait baigneur, administre des douches, et, rivalisant avec Calchas, trouve qu'il n'est pas de sot métier quand on a le bon Dieu pour soi.

« La station thermale guérissant l'âme et le corps d'un seul coup est un produit de notre civilisation. Entendra-t-on la messe dans son bain, y aura-t-il un aumônier-pédicure attaché à l'établissement? Tout cela demande éclaircissement, et nous attendons avec impatience les décisions de l'autorité compétente en matière de miracles appliqués à l'industrie, pour répondre aux questions de toute sorte que nos abonnés nous adressent.

« Justice étant rendue, qu'il nous soit permis d'applaudir à cette prodigieuse expansion de l'activité humaine.

« En se mettant courageusement en tête du mouvement industriel, en s'efforçant de rajeunir ses vieilles croyances et d'extraire de ces ruines un côté utilitaire, pratique, fécond, le catholicisme mérite à coup sûr la reconnaissance des gens intelligens.

« Souhaitons donc bienvenue à cette pieuse entreprise de Manteigney, dont le succès n'est pas douteux pour nous.

« Agréez, monsieur le rédacteur...

« UN DE VOS ABONNÉS. »

— C'est raide, c'est vif, c'est coloré, dit Claudius en se frottant les mains. Les deux écritures sont absolument dissemblables, cherchons maintenant des enveloppes différentes l'une de l'autre et sans initiales.

Lorsqu'il eut trouvé son affaire, il écrivit sur la première enveloppe le nom d'un journal religieux bien connu, et sur l'autre celui du rédacteur en chef d'une feuille démocratique.

Ces deux articles, publiés simultanément par les deux journaux les plus opposés, furent le signal de cet incroyable vacarme dont on se souvient. La situation était alors assez tendue. Le portefeuille de l'intérieur venait d'être donné tout à coup à un homme fort connu pour ses amitiés dans le haut clergé, ce qui avait soulevé beaucoup de mécontentemens et réveillé en même temps de vives espérances. On parlait vaguement dans le public d'un remaniement du personnel universitaire, on donnait comme certaine l'épuration prochaine de nos bibliothèques et de nos musées : bruits absurdes, qui cependant avaient pris quelque consistance parmi les esprits étroits et malveillans, grâce au silence persistant de l'administration. Quoi qu'il en soit, le miracle de Manteigney arrivait admirablement pour ranimer la discussion. C'était une arme efficace, un prétexte tout naturel pour affirmer ses opinions, ses haines ou ses sympathies, pour battre en brèche certaines élections qui venaient d'avoir lieu. Claudius avait compté sur tout cela, et ce n'était pas au hasard qu'il avait tout d'abord mis en avant quelques personnalités politiques qui n'accepteraient pas sans y répondre bruyamment ses plaisanteries de mauvais goût. Le bruit dépassa les espérances de l'habile vicomte. L'homme aux trois morales, l'automédon célèbre de la patache démocratique, comme le disait Claudius, répondit avec une violence sans précédent. Inquiet, aigri par un désaveu récent et public que lui avait infligé le nouveau ministre, il avait vu dans cette sortie audacieuse un moyen de ramener les sympathies administratives. L'homme aux trois morales parlait donc de « concessions misérables » faites à un parti rétrograde et dangereux... Notre France

de 89 allait-elle courber la tête sous le goupillon gouvernemental? Le journal satirique éclatait de rire; le journal religieux citait les pères de l'église. Un duel s'ensuivit, et le vacarme fut d'autant plus grand. Les journaux officieux, extrêmement blessés d'ailleurs, conservaient une attitude raide et polie qui ne calmait rien.

C'est alors qu'apparut en même temps dans trois ou quatre feuilles une lettre de M. Larreau datée de Manteigney. Elle était courte, et semblait empreinte de ce parfum de franchise et de loyauté qui tout de suite attire l'estime des honnêtes gens. En l'absence du comte, son gendre, il croyait de son devoir de répondre avec une absolue franchise aux bruits qui circulaient dans Paris. Alors, sans dire son opinion personnelle, il racontait les faits dans toute leur simplicité, avouait que depuis longtemps déjà il avait supposé dans la vallée de Manteigney l'existence de sources minérales, et réclamait enfin avec l'énergie d'un honnête homme une enquête sérieuse, immédiate, sur les faits de la Croix-Blanche, à l'explication desquels son honneur et celui de sa famille étaient engagés. On ne pouvait tenir un langage plus digne et plus ferme. En attendant la décision, irrévocable en semblable matière, de l'autorité ecclésiastique, il entendait poursuivre devant les tribunaux toute insinuation tendant à faire supposer que lui ou son gendre avait pu jouer un rôle quelconque dans cette affaire. On fut unanime pour trouver la conduite du capitaliste absolument convenable.

Durant ce temps, Claudius ne restait pas inactif. Assidu aux réceptions de Vernon, il ne perdait aucune occasion d'agir sur l'opinion, et lorsqu'il parlait de la situation absurde où se trouvaient le comte de Manteigney et sa famille, il se laissait aller à des indignations furieuses. Grâce à lui, l'analyse des nouvelles eaux minérales était bientôt publiée officiellement dans plusieurs journaux spéciaux. L'un d'eux ajoutait à cette analyse un article extrêmement élogieux.

« La science, disait-il, n'a point à s'occuper de la façon dont ces eaux furent découvertes; son devoir est uniquement d'en apprécier la valeur, et sur ce point aucun doute n'est possible. Elles ont des propriétés toniques, diurétiques, une composition alcaline, magnésienne, gazeuse et ferrugineuse, qui leur donne en médecine une rare importance. Elles fortifient le système nerveux sans laisser aucune irritation. Les personnes obèses ou menacées d'obésité, d'engorgement, de congestion ou de coup de sang, y trouveront un soulagement assuré. »

Claudius faisait faire un tirage spécial de ce numéro et le répandait à profusion, tandis que Larreau adressait une lettre au docteur Ferrand, auteur de l'article, et l'invitait à venir à Manteigney pour juger par lui-même de l'abondance de la source et l'éclairer de son

expérience sur le parti qu'on en pouvait tirer. Claudius était assiégé par les questionneurs et les curieux; il fallait qu'il donnât des détails sur le climat du pays, ses ressources, les moyens de s'y rendre, etc. Le baron de Solernie l'attira un soir dans l'embrasure d'une fenêtre, et, lui souriant d'une façon charmante : — Eh bien, mon cher Claudius, l'affaire de Manteigney prend une bonne tournure; les eaux sont excellentes, à ce qu'il paraît. On en parlait hier au ministère.

— L'affaire, comme vous le dites, n'aura véritablement pris une bonne tournure que le jour où la responsabilité du comte et celle de son beau-père seront dégagées absolument, que le jour où la lumière se fera autour de ce miracle, vrai ou faux, qui donne à tout cela je ne sais quel air de charlatanisme on ne peut plus injurieux pour mes amis. C'est une situation insoutenable.

— Sans doute; mais ces rumeurs s'éteindront, et il restera une fort belle opération financière.

— Je ne vous dis pas; mais vous connaissez Larreau, il est chatouilleux, susceptible jusqu'à l'excès.

— Il n'en est que plus estimable. On rencontre bien rarement dans les affaires cette noble fierté.

— Il met sa réputation d'honnête homme avant tout et n'est point de ceux qui... Larreau est une barre d'acier incapable de transiger avec sa conscience.

— Et qui songe à l'en accuser? Vous savez parfaitement qu'il a toutes nos sympathies. Entre nous, je suis convaincu que dans cette affaire-là il est victime de quelque faiseur audacieux qui aura voulu s'associer violemment à l'exploitation de cette source... Le pays est très superstitieux?

— Plus que vous ne sauriez croire.

— Et le bas clergé doit y avoir une influence énorme! Tout cela est très délicat,... dangereux même à éclaircir. Il faut y regarder à deux fois avant d'arracher une illusion à un public quelconque. Comme on le disait dans ce fameux article, tous les respects s'enchaînent, toutes les autorités se tiennent; n'espérez pas toucher à celle-ci sans nuire à celle-là. Le coup de marteau que vous donnez au rez-de-chaussée casse les pendules au premier étage. Les planchers sont fragiles et les cloisons sont minces.

— Ce que vous dites là, mon cher baron, est très remarquable.

— Cela est du sens commun. Le respect est devenu dans les masses une fleur de serre chaude. Chaque fois que nous nous laissons aller à la discussion, nous cassons un carreau de la serre, nous arrachons un paillasson, et la fleur attrape un rhume. C'est ce qui me faisait vous dire que l'enquête demandée par Larreau est fort délicate à exiger, très dangereuse à obtenir. Par le temps qui court,

une pincée de doute jetée à terre produit en quelques mois toute une moisson de sceptiques. Discutez aujourd'hui saint Joseph, et demain on discutera le candidat officiel proposé par le préfet. La discussion est une arme terrible. J'aimerais mieux me condamner à ne jamais avoir chez moi un couteau qui coupe que d'être exposé à m'emporter trois doigts de la main le jour où je m'en servirai.

— Et vous croyez que l'administration pense...

— Comme moi? Oui, je ne serais pas étonné qu'elle jugeât les choses ainsi. Voyez-vous, mon bon ami, jusqu'à présent, on n'a pas considéré la question sous son véritable jour. Il est possible, même très possible, suivant moi, que cette apparition de la Croix-Blanche ait en effet un caractère surnaturel, divin, eh! mon Dieu, oui, divin. Je crois même qu'il serait très heureux que ce caractère surnaturel fût officiellement constaté et reconnu.

Les deux causeurs se lardèrent d'un regard rapide. Le baron toussa et reprit : — Quant à l'affaire matérielle, commerciale, elle me... on la trouve digne de tout intérêt, et si Larreau était disposé à faire concourir à cette entreprise, qui peut prendre des proportions colossales, d'autres capitaux que les siens, peut-être s'attirerait-il par là certaines sympathies précieuses dont l'influence pourrait simplifier beaucoup les choses... C'est là une idée qui m'est toute personnelle, bien entendu.

— Nous y avions pensé, murmura Claudius avec une expression toute confidentielle, nous y avions pensé, d'autant mieux que l'exploitation de cette source, exploitation nécessaire...

— Et qu'au besoin l'autorité pourrait rendre obligatoire.

— Entre gens intelligens, on n'emploie pas ces moyens-là. Nous ne refuserons jamais l'exploitation de la source, soyez-en sûr, quoiqu'à vrai dire cette entreprise ne soit qu'un détail,.. un prétexte pour faire circuler dans un pays absolument neuf l'activité, la vie.

— Oui, oui, on s'en doute bien.

— Une pauvre petite ligne de chemin de fer pénétrant au cœur des montagnes par les vallées de Lindousie et de Manteigney, nous n'en demandons pas plus pour mettre en circulation des richesses incalculables. C'est la porte d'un trésor à ouvrir, mon cher baron, qu'on nous prête un passe-partout.

— Échange de bons procédés, cher ami. Dites un mot de tout ceci à M. Larreau, n'est-ce pas? Pour mille raisons, il doit tenir à se créer des amitiés politiques... Nous en recauserons; au revoir, mon cher Claudius.

GUSTAVE DROZ.

(*La cinquième partie au prochain n°.*)

LA TRAVERSÉE

DU MONT-CENIS

ET

LES NOUVEAUX CHEMINS DE FER

L'Italie est séparée du reste de l'Europe par la chaîne des Alpes, qui décrit un vaste demi-cercle depuis le golfe de Gênes jusque vers Trieste sur la mer Adriatique, et dont le Mont-Blanc, haut de 4,800 mètres, forme en quelque sorte le noyau. Cette barrière naturelle a pendant de longs siècles servi de rempart à la péninsule italienne, et permis à la civilisation de s'y développer en toute sécurité, tandis que les contrées voisines étaient encore plongées dans la barbarie. Pourtant il n'est pas de barrière si formidable que l'homme, attiré par l'inconnu, poussé par le désir d'étendre sa puissance, ne cherche à franchir, pas de montagnes si élevées qu'il ne veuille traverser. Aussi les Romains, une fois leur domination assurée dans toute l'Italie, n'hésitèrent-ils pas à pousser au-delà des limites naturelles de leur premier domaine. Remontant les vallées étroites au fond desquelles grondent les torrens, escaladant les rochers presque à pic, ils se frayèrent un chemin le long des cols de cette chaîne aux sommets neigeux, et passèrent ainsi d'un versant à l'autre. C'est par ces cols, élevés d'environ 2,000 mètres au-dessus du niveau de la mer, qu'ils envahirent les plaines de la Gaule et de la Germanie, c'est par ces mêmes cols que le torrent des barbares se rua sur l'Italie, et que jusqu'à ces derniers temps les armées françaises allèrent y chercher des champs de bataille.

Si les Alpes n'ont guère empêché les armées de passer et les peuples de se battre, du moins ont-elles toujours été pour les relations commerciales un obstacle des plus sérieux. Jusqu'au commencement de ce siècle, il n'existait encore dans ces montagnes aucune route carrossable, et c'était à dos de mulet qu'on les traversait. Ce fut Napoléon qui, en 1801, fit ouvrir la première, celle du Simplon, pour laquelle il dépensa 18 millions et employa 6,000 ouvriers. Aujourd'hui même, pour se rendre de Suisse ou de France en Italie, il n'y a encore que sept routes dignes de ce nom : celle du Splügen, terminée en 1823, qui unit la vallée du Rhin au lac de Côme; celle du Bernardin, construite en 1822 entre la vallée du Rhin et le lac Majeur; celle du Saint-Gothard, construite de 1820 à 1832, entre les lacs des Quatre-Cantons et Majeur; celle du Simplon, qui suit les rives du lac de Genève et la vallée du Rhône, et vient également aboutir par Domo d'Ossola au lac Majeur; celle du Petit-Saint-Bernard, entre la vallée de l'Isère et la vallée d'Aoste; celle du Mont-Cenis, entre la vallée de l'Arc et Suse; enfin la route de la Corniche, qui suit le bord de la mer. De ces différens passages, le plus curieux, en raison des travaux qu'on y exécute et des essais divers qui y ont été tentés, est celui du Mont-Cenis.

I.

La route actuelle du Mont-Cenis, comme celle du Simplon, a été ouverte par les ordres de Napoléon; elle a été construite de 1805 à 1810 par le chevalier Fabroni, et a coûté 7,500,000 francs. Partant de Chambéry, elle suit pendant quelque temps la vallée de l'Isère, qu'elle abandonne bientôt pour celle de l'Arc, un des affluens de cette rivière, et dont le lit torrentueux est encombré de galets. Les sites ont le caractère de sauvage grandeur que présentent toutes les montagnes savoisiennes. Ces montagnes, dont l'existence est relativement récente, sont formées des couches les plus diverses, car le soulèvement qui les a produites est postérieur aux dépôts du terrain tertiaire, et a mis au jour des affleuremens de tous les étages inférieurs. Toutefois les couches qui dominent dans cette partie de la Savoie, qu'on appelle la Maurienne, sont les schistes des terrains anthracifères et les poudingues, roches formées de cailloux agglomérés qui se désagrégent par l'action des eaux. Le fond des vallées, couvert des débris des montagnes, est généralement fertile, et, comme il est abrité contre les vents froids par les hauteurs voisines, il jouit d'une température des plus favorables. C'est la région des céréales et des prairies, et jusqu'à une hauteur de 900 mètres au-

dessus de la mer on voit la vigne courir d'arbre en arbre et former ces hautains pittoresques que connaissaient déjà les Romains. Au-dessus de cette région des cultures est celle des forêts, qui s'élève jusqu'à 1,300 mètres environ, hauteur où commence celle des pâturages et des neiges.

Dans les parties inférieures et aux expositions méridionales, les forêts sont des taillis de chênes, de hêtres et de charmes; mais à une altitude plus élevée elles se peuplent d'épicéas et de mélèzes. Cette zone forestière est de beaucoup la plus importante, moins à cause des produits qu'elle fournit que par la protection qu'elle exerce sur la région cultivable. Le sol tantôt schisteux, tantôt formé de poudingues, est extrêmement friable. Il se délite sous l'action des pluies d'orage, se creuse, se ravine, et donne naissance à des torrens qui charrient des galets jusqu'au fond de la vallée, et recouvrent les plaines de cailloux stériles. La présence des forêts dans ces régions est une précieuse sauvegarde; elle maintient les terres sur les pentes, permet aux eaux de s'y infiltrer et de s'écouler lentement en fertilisant la contrée au lieu de la dévaster. Partout où elles ont disparu, on voit d'abord des ravins se former, comme des rides, sur les flancs de la montagne; bientôt après se montre le roc nu, dont les débris ressemblent de loin à un amas de vieilles ruines.

La conservation des forêts est pour ces contrées une question de vie ou de mort, et exige dans les exploitations la plus grande circonspection. Afin de ne pas s'exposer à découvrir le sol ou à trop espacer les arbres, qui pourraient alors être renversés par le vent, on doit éviter de concentrer les exploitations sur un même point et s'en tenir à la méthode du jardinage, qui consiste à abattre çà et là, au milieu des massifs, les arbres arrivés à maturité. Pour plus de sécurité, il convient même de ne les couper qu'à un mètre du sol, afin que les racines, restant en terre, continuent leur office de protection jusqu'à ce que de nouveaux sujets aient remplacé les anciens. Un peu abandonnées sous le régime piémontais aux dévastations des habitans et aux abus du pâturage, les forêts ont depuis l'annexion été l'objet de soins plus intelligens. La loi sur le reboisement sera notamment une de celles dont la postérité saura le plus de gré au gouvernement français.

Au-dessus de la région des forêts commence celle des pâturages. Le climat y est trop rude pour la végétation arborescente; mais le gazon y croît avec abondance, précieuse ressource pour les troupeaux de vaches et de moutons qui chaque printemps quittent les vallées pour passer l'été sur ces hauts plateaux. Les cimes sont généralement dentelées, et, vues de face, elles présentent l'aspect d'un mur à pic continu; on voit que les couches auxquelles elles appar-

tiennent, autrefois horizontales, ont été violemment déchirées et soulevées à une grande hauteur par une explosion souterraine.

Jusqu'à Saint-Michel, à 722 mètres au-dessus de la mer, la route ne quitte pas la région des cultures; un peu au-delà, elle pénètre dans celle des forêts, bien que l'on y rencontre encore quelques villages, et que de nombreux champs de seigle et de pommes de terre interrompent fréquemment la sombre uniformité du paysage. De Saint-Michel à Modane, la route suit toujours l'étroite et abrupte vallée de l'Arc, tantôt longeant le torrent, tantôt le traversant sur un pont de bois à une hauteur vertigineuse. En face, sur le versant opposé, au sommet d'un rocher à pic, est le fort d'Esseillon, dont les batteries superposées commandaient dans toutes les directions la route de France. Il est mis en communication avec celle-ci par un pont suspendu jeté sur le précipice au fond duquel gronde l'Arc en fureur. Ce fort, aujourd'hui abandonné, est d'un effet très pittoresque; il contribue à orner le site, et c'est le seul service que nous voudrions à l'avenir avoir à attendre de tous les ouvrages de ce genre. De Modane à Lanslebourg, la vallée devient de plus en plus sauvage et grandiose. On aperçoit tantôt des cascades aux eaux écumantes qui se précipitent d'une hauteur prodigieuse, tantôt des ravins qui, en été à sec, seront pendant la saison des pluies des torrens furieux. Parfois une tache jaune, au sommet de la montagne, indique qu'un éboulement s'est produit à cet endroit, et que les terres détrempées ont été précipitées dans la vallée.

Bien que depuis Saint-Michel les rampes de la route dépassent quelquefois 8 pour 100, ce n'est qu'à Lanslebourg que, pour les gens du pays, commence l'ascension du Mont-Cenis. Ici en effet, la route quitte la vallée de l'Arc, et, s'attaquant directement à la montagne, en escalade les flancs par des lacets répétés qui la conduisent jusqu'au sommet du col. Elle traverse d'abord une magnifique forêt de sapins et de mélèzes, puis entre dans la région des pâturages et des rochers. La neige en ferait pendant l'hiver perdre la trace aux voyageurs, si des dés en pierre et des poteaux placés de distance en distance n'en signalaient les sinuosités. Ce n'est pas d'ailleurs tout ce qu'on a fait pour assurer la sécurité du passage. Vingt-trois maisons de refuge ont été construites entre Lanslebourg et Suse; elles sont occupées par des cantonniers dont le devoir est non-seulement d'entretenir la chaussée, mais encore de venir en aide aux voyageurs en péril. Au sommet du col est un petit plateau abrité par les cimes des montagnes voisines, et sur lequel se trouve un charmant lac, aux eaux azurées, peuplées de truites délicieuses; en face du lac se trouve un hospice qui fut fondé par Charlemagne lorsqu'il traversa le Mont-Cenis avec son armée pour se rendre en Italie. Très utile à

l'époque où le passage offrait quelque danger, cet hospice n'est plus habité que par un abbé qui se fait avec la pêche du lac un revenu considérable.

La hauteur du col au-dessus du niveau de la mer est de 2,098 mètres; celle de Saint-Michel étant de 722 mètres, la différence de niveau entre ces deux points est de 1,376 mètres, et la distance de 52 kilomètres. Les rampes varient entre 3 et 8,50 pour 100. Sur le versant italien, elles sont plus fortes, car la distance entre le col et Suse n'est que de 27 kilomètres, et la différence de niveau de 1,562 mètres. La route ici ne suit plus les sinuosités de la montagne à cause des avalanches, qui sont à craindre sur plusieurs points; elle descend en lacets et arrive à Suse par la belle vallée de la Novalèse. En temps ordinaire, les voitures mettent douze heures pour faire les 79 kilomètres qui séparent Saint-Michel de Suse, et sont parfois obligées d'atteler jusqu'à quatorze mules; mais pendant l'hiver le trajet, souvent dangereux, se fait en partie en traîneau.

Cette route, chef-d'œuvre de hardiesse et de solidité relative, a beaucoup contribué à multiplier les relations entre la France et l'Italie; elle était la voie la plus directe pour se rendre à Turin et incessamment parcourue par des services réguliers pour les voyageurs et les marchandises. Toutefois, si elle constituait un progrès énorme sur les sentiers de mulets qui l'avaient précédée, elle devenait elle-même bien insuffisante en présence des conditions nouvelles que les chemins de fer ont apportées aux relations des peuples. La quantité de marchandises transportées et le nombre de voyageurs en mouvement se sont accrus, grâce à ces voies de transport, dans des proportions telles que tous les anciens modes de locomotion ne peuvent plus satisfaire aux nouvelles exigences. Ce n'est pas seulement aux nécessités d'un trafic agrandi qu'il faut trouver moyen de faire face, c'est encore à un besoin de rapidité devenu général. Lorsqu'en seize heures on peut parcourir 680 kilomètres pour venir de Paris à Saint-Michel, il est difficile de se résigner à mettre douze heures pour faire les 79 kilomètres qui séparent Saint-Michel de Suse, les deux points où l'ancienne ligne du Victor-Emmanuel se trouve interrompue par la chaîne des Alpes. C'est pour combler cette lacune que le percement du Mont-Cenis par un tunnel fut décidé; mais ce travail devait durer longtemps. On avait calculé que, par les procédés ordinaires, il ne faudrait pas moins de vingt-quatre ans pour le terminer, et bien qu'à l'aide des nouveaux procédés découverts par M. Sommeiller on pût espérer diminuer de beaucoup ce délai, le laps de temps qui devait s'écouler était encore assez considérable pour qu'on avisât à quelque autre moyen de franchir la montagne. C'est ce qui décida une compagnie

anglaise à tenter l'essai d'un chemin de fer d'invention nouvelle, et qui est aujourd'hui en exploitation.

II.

Personne n'ignore que sur les chemins de fer ordinaires les rampes à franchir doivent être très faibles et les courbes très peu prononcées. Cette condition est la cause principale des dépenses qu'exige l'établissement d'une voie ferrée, puisque les tunnels, les viaducs, les ouvrages d'art, n'ont d'autre objet que de rendre la voie aussi plane et aussi droite que possible. Dans un chemin de fer en effet, le moteur est la locomotive, que mettent en mouvement les pistons de deux cylindres à vapeur fixées par une manivelle aux roues motrices. Or il est évident que la puissance de traction dépend de l'adhérence de ces roues sur les rails, et cette adhérence est proportionnelle à la charge des essieux, c'est-à-dire au poids de la machine. D'un autre côté, l'effort qu'il faut développer à la montée des rampes augmente avec l'angle d'inclinaison de la voie, tandis que l'adhérence des roues diminue, puisque celles-ci, entraînées par la pesanteur, tendent sans cesse à redescendre. La résistance à la traction devient ainsi très rapidement supérieure à la résistance du point d'appui, et rend impossible l'ascension de rampes un peu fortes.

La vitesse d'une locomotive dépend du diamètre des roues motrices, puisque, pour un même nombre de coups de piston, une roue d'un diamètre considérable parcourt plus de chemin qu'une roue d'un diamètre moindre. Les machines à grande vitesse n'ont que deux roues motrices, situées à l'arrière, afin que le diamètre puisse en être augmenté sans que le centre de gravité soit déplacé, ni que la stabilité soit compromise. Ces machines ont beaucoup moins d'adhérence sur les rails que celles dont toutes les roues, placées sous la chaudière, sont couplées entre elles; elles ne peuvent par conséquent traîner qu'un poids plus faible que celles-ci et gravir des rampes beaucoup moins fortes. Lorsqu'il s'agit de surmonter ces difficultés, la vitesse doit donc en tout état de cause être sacrifiée. Les rampes ordinaires des chemins de fer varient entre 3 et 8 millimètres par mètre en plaine; en montagne, elles vont jusqu'à 30 millimètres. Au-delà, ce sont des rampes exceptionnelles, qu'on ne peut gravir qu'avec un matériel spécial. Telle est la rampe du chemin de fer de Saint-Germain, qui a 35 millimètres, et celle du chemin de fer d'Enghien à Montmorency, qui en a 45.

Pour les courbes, la difficulté est la même. Afin de donner plus de solidité à la locomotive et aux voitures, les essieux des roues

sont fixés l'un à l'autre de manière à rester toujours parallèles entre eux; il en résulte que, lorsqu'on a des courbes accentuées, ils ne peuvent s'incliner dans la direction du rayon de courbure, et qu'ils empêchent les roues de s'emboîter exactement dans les rails. Ce n'est pas tout; lorsque le train dépasse une certaine vitesse, la force centrifuge tend à lui faire prendre la tangente de la ligne qu'il parcourt, et par conséquent à le faire dérailler. Sur les chemins de fer ordinaires, le rayon des courbes varie de 300 mètres à 800 mètres, et sur ceux d'intérêt local, dont la vitesse est beaucoup moindre, il descend à 200 mètres. Si l'on veut décrire des courbes d'un plus faible rayon encore, il faut, comme sur le chemin de fer de Sceaux, adopter un système qui laisse les essieux indépendans l'un de l'autre, et qui, par des galets directeurs, mette le train à l'abri des déraillemens. Dans ce cas, le rayon peut être réduit jusqu'à 50 mètres.

Pour gravir les rampes, on a eu recours à divers procédés. On a d'abord employé la traction au moyen d'un câble, mû soit par une machine fixe située au sommet, soit par un plan automoteur. Ce système est appliqué au chemin de fer de la Croix-Rousse, dont la rampe a 165 millimètres, et sur plusieurs lignes d'Angleterre et d'Amérique; mais il est peu pratique et applicable seulement sur de petites distances. On a essayé ensuite du système atmosphérique, que nous avons vu fonctionner à Saint-Germain sur une rampe de 35 millimètres. C'était un tube creux dans lequel une machine fixe, placée au haut de la rampe, faisait le vide, et dans lequel glissait à frottement un piston fixé par une tige verticale au premier wagon. Le train se trouvait ainsi en quelque sorte aspiré par la machine. On a renoncé à ce système dès que l'on est parvenu à gravir cette rampe avec des locomotives.

C'est un ingénieur allemand, M. Engerth, qui résolut le problème. Pour accroître l'adhérence de la machine, il chercha à en augmenter le poids; mais, afin de ne pas trop surcharger les essieux, il imagina de réunir le tender à la locomotive et de donner par conséquent dix roues à l'appareil moteur, tout en en répartissant le poids sur cinq essieux au lieu de trois. Il arriva ainsi à construire des machines d'une puissance considérable et assez adhérentes pour monter des rampes de 3 et 4 pour 100. Ces machines, essayées d'abord sur la ligne du Sommering, de Vienne à Trieste, sont celles qu'on emploie le plus souvent pour remorquer les trains de marchandises. Le système du Mont-Cenis est basé sur un tout autre principe.

Depuis longtemps, on avait pensé pouvoir résoudre les difficultés qu'offrent les rampes et les courbes par l'emploi d'un troisième rail. Cette idée remonte à 1830, et appartient à un ingénieur anglais,

M. Vignole, et à un Suédois, M. Ericsson. M. le baron Séguier s'en est occupé spécialement, et a étudié la question assez à fond pour qu'on puisse le considérer comme l'inventeur du système qui vient d'être appliqué avec succès au *railway* du Mont-Cenis par une compagnie anglaise, et qui porte le nom de système Fell. Voici théoriquement en quoi il consiste. Outre les deux rails qui, comme sur les voies ordinaires, supportent la machine et tout le train, il y a un rail central, élevé au-dessus du sol de 18 centimètres environ, et solidement fixé aux traverses de la voie. Ce rail est embrassé par deux roues horizontales qui le pressent, et qui augmentent beaucoup l'adhérence. Pour se figurer l'effet qu'il produit, il suffit de se rappeler comment une barre de fer introduite entre les deux cylindres d'un laminoir est entraînée par le mouvement de rotation de ces cylindres. Ici, la barre est fixe, c'est le rail, le laminoir est mobile, ce sont les roues, et celles-ci, par l'effet de la réaction, sont entraînées en avant. Grâce à ce système, qui rend l'adhérence indépendante du poids de la machine, on peut gravir des rampes de 80 à 90 millimètres par mètre.

Les locomotives ont huit roues solidaires et de même diamètre, quatre roues verticales portant sur les rails extérieurs, quatre roues horizontales exerçant sur le rail central une pression qui est réglée par le mécanicien au moyen d'une vis et de ressorts, et qui peut être portée à 30 tonnes. Comme le poids de chaque machine est de 20 tonnes, il en résulte que la pression totale des huit roues sur les rails est de 50 tonnes, et qu'elle produit une adhérence du sixième de ce chiffre, c'est-à-dire de 8 tonnes. Les machines marchent à la pression de 9 atmosphères, et peuvent remorquer un train pesant de 20 à 30 tonnes.

Les locomotives comme les wagons sont armés d'un frein ordinaire à sabots de bois ou de fonte et d'un frein central qui serre le rail du milieu. Ils obéissent l'un et l'autre à la même manivelle, et sont manœuvrés simultanément. Toutes les voitures sont articulées, et portent en outre deux galets directeurs entre lesquels passe le rail médian; enfin chaque essieu est muni d'une roue folle pour éviter le déraillement dans le passage des courbes. Le rail central, qui constitue l'originalité de ce système, remplit donc trois fonctions principales: d'abord il augmente l'adhérence des trois cinquièmes et aide à la traction dans la même proportion; dans les courbes, embrassé qu'il est par les roues horizontales, il empêche les déraillemens; enfin, au moyen du frein qui le serre comme un étau, il permet dans les descentes d'arrêter les trains presque instantanément.

La voie ferrée, qui à Saint-Michel comme à Suse aboutit dans l'intérieur des gares des compagnies de Lyon et de la Haute-Italie,

a été établie sur la route de terre, dont on a distrait un tiers environ de la largeur pour cet objet. Elle en suit le bord extérieur, et est séparée du reste de la route par une barrière de bois destinée à empêcher les voitures ordinaires de s'engager sur la voie, ou les chevaux effrayés de se précipiter dans l'abîme. Sur quelques points, où les lacets de la route sont trop prononcés, la voie ferrée quitte celle-ci et décrit une courbe un peu plus large, dont le rayon descend souvent à 40 mètres. Dans les passages à niveau, le rail médian s'abaisse pour s'engager dans une rainure, et permet ainsi aux voitures de traverser sans danger.

La plus sérieuse difficulté qu'on ait rencontrée pour la construction de ce chemin de fer, c'est l'abondance des neiges, qui dans les régions élevées couvrent le sol pendant la moitié de l'année, et souvent à une hauteur de plusieurs mètres. On l'a résolue en établissant dans cette partie de la route, sur une longueur de près de 10 kilomètres, des tunnels artificiels pour protéger la voie. Ils sont formés d'un mur de 1 mètre de haut environ, sur lequel sont fixées des cloisons en planches, surmontées par une toiture de tôle ondulée et ouverte par le milieu pour donner passage à la fumée. Ces tunnels, qui, vus de l'extérieur, sont très pittoresques d'aspect, ont parfaitement résisté jusqu'ici à la pression des neiges; mais dans les parties exposées aux avalanches il a fallu les construire un peu plus solidement. Ce sont alors des galeries en maçonnerie dont le toit suit l'inclinaison naturelle du sol, de façon à ce que les neiges qui viennent du haut de la montagne ne rencontrent pas d'obstacle et puissent passer par-dessus sans les emporter. Sur le surplus du trajet, le chemin est à découvert; les chasse-neige et les cantonniers suffisent généralement à le déblayer. Il peut arriver cependant que sur certains points l'amoncellement soit tel qu'il faille momentanément interrompre le service; on passe alors ces parties en traîneau, et l'on reprend le chemin de fer un peu plus loin. C'est ce qui est arrivé l'hiver dernier pendant une douzaine de jours.

Des interruptions du même genre sont à craindre quand après de violens orages la route est obstruée par les cailloux et les terres amenées de la montagne, ou quand elle est elle-même emportée sur quelques points par les torrens furieux. Dans le premier cas, il suffit ordinairement de quelques heures pour déblayer le terrain; mais dans le second il faut refaire la route et la voie : aussi l'interruption peut-elle durer plusieurs semaines. C'est ce qui s'est présenté en 1868, aux mois d'août et de septembre, et les voyageurs ont dû prendre une autre direction. Il n'y a guère de remède à ce danger, qui menace la route de terre aussi bien que le chemin de fer, puis-

qu'il tient à la nature du sol, dont le peu de consistance facilite les ravinemens; il n'y a guère que des palliatifs, qui sont le maintien à l'état boisé des parties supérieures des pentes et l'établissement de barrages dans les ravins les plus dangereux.

Dans les circonstances où s'est établi le chemin Fell, c'est-à-dire sur une route fréquentée qui n'a elle-même pas plus de 10 mètres de largeur, on a dû nécessairement lui disputer l'emplacement. On ne lui a cédé qu'une largeur de 3 mètres, ce qui a forcé les constructeurs à réduire à 1^{m} 10 la largeur de la voie, qui sur tous les autres chemins de fer est de 1^{m} 44. Cette voie est établie sur des traverses munies de rails à patins et reliées entre elles par une longrine qui supporte le rail central.

Le rétrécissement de la voie présente plusieurs inconvéniens graves qu'il importe de signaler, afin qu'on cherche à les éviter dans les nouvelles applications qu'on pourra faire de ce système. D'abord il nécessite des voitures spéciales, et par conséquent, pour changer de ligne, des transbordemens ennuyeux lorsqu'ils s'appliquent aux personnes et onéreux en ce qui concerne les marchandises. En second lieu, les voitures étant plus étroites, il a fallu placer les voyageurs sur le côté, comme dans les omnibus, ce qui est toujours incommode pour les longs trajets. Enfin le rétrécissement de la voie a entraîné celui du foyer de la machine, et diminué par conséquent la quantité d'air qui peut le traverser dans un temps donné. Or, la quantité de vapeur produite étant proportionnelle à cette quantité d'air, c'est-à-dire à la chaleur dégagée par la combustion, il devient souvent difficile, pendant la montée, d'obtenir assez de vapeur pour produire l'effort de la traction. Parfois dans les fortes rampes, surtout lorsque les rails sont rendus glissans par la pluie ou les brouillards, la machine s'arrête essoufflée. Il faut attendre un instant qu'une nouvelle quantité de vapeur ait été produite, et qu'elle puisse, par un nouvel effort, avancer encore de quelques mètres. Ces à-coups répétés usent rapidement le mécanisme et nécessitent des réparations fréquentes. La compagnie d'ailleurs possède à Saint-Michel des ateliers qui lui permettent de réparer et de construire la plupart des pièces qui lui sont nécessaires. La faiblesse des machines oblige à restreindre beaucoup le nombre des wagons remorqués; en général, ce nombre ne dépasse pas 4, ce qui représente 48 voyageurs par trajet, et l'on ne fait par jour que deux trajets dans chaque sens. Quant aux marchandises, la compagnie a dû y renoncer, du moins en partie, et aujourd'hui encore c'est un service de roulage qui transporte de France en Italie les colis qui ne peuvent supporter les frais de la grande vitesse.

Les machines brûlent 20 kilogrammes de charbon par kilomètre

et consomment 100 grammes d'huile pour graisser les 44 articulations à mettre en jeu. Les frais de traction, y compris le personnel, s'élèvent à 3 fr. 35 c. par kilomètre, ce qui est un chiffre très élevé, puisque ces frais ne s'élèvent guère à plus de 1 fr. sur les chemins ordinaires, et qu'une machine Crampton, qui fait 80 kilomètres à l'heure et traîne 88 tonnes, ne consomme que de 7 à 8 kilogrammes de charbon par kilomètre. Cet exemple confirme une fois de plus le fait, connu depuis longtemps, que les frais d'exploitation sont toujours beaucoup plus élevés sur les chemins qui ont été établis dans des circonstances exceptionnelles et qui, sous le rapport des courbes et des pentes, présentent des conditions anormales.

Malgré les inconvéniens assez nombreux qu'il présente, inconvéniens dont les uns sont dus à la nature du sol et à la configuration du terrain, dont les autres tiennent aux conditions spéciales et éphémères dans lesquelles ce chemin a été créé plus qu'au système lui-même, le chemin Fell a rendu un très grand service. D'abord il permet de transporter journellement d'un côté de la montagne à l'autre près de 200 voyageurs, et cela à raison de 25 francs au lieu de 37 que coûtaient les anciennes diligences. De plus il exécute ce voyage, lorsque le temps est favorable, en cinq heures et demie au lieu de douze ou quatorze qu'il fallait autrefois; enfin il a de beaucoup diminué les chances d'accident: s'il arrive parfois qu'on est arrêté en route par la rupture de quelque pièce de la machine, il n'en résulte jamais qu'un retard de quelques heures, et nous ne croyons pas qu'aucun malheur soit jamais arrivé. Il n'en était pas de même avec les voitures, qui versaient assez souvent. Ce n'est sans doute pas sans une certaine émotion qu'on se voit côtoyer le précipice, ni arriver en droite ligne sur un abîme; mais lorsqu'on s'est bien rendu compte du mécanisme, on sent qu'il ne peut y avoir aucun danger, qu'au moment opportun le train tournera sur lui-même, et qu'au besoin le frein central serait assez puissant pour le maintenir cloué sur la voie. Ce frein peut en effet arrêter le train sur la pente la plus forte, et c'est ce qui explique pourquoi la vitesse moyenne à la descente est moindre qu'à la montée; celle-ci est de 24 kilomètres à l'heure, tandis que la première n'est que de 17.

Si la création de ce chemin a été heureuse pour le pays, a-t-elle été aussi avantageuse pour la compagnie? Ceci est une autre question. La concession lui en a été faite gratuitement, il est vrai, mais pour un petit nombre d'années seulement, car, aussitôt que le percement du tunnel sera effectué, elle devra cesser tout service. Bien que le terrain de la route lui ait été abandonné, et que les principaux travaux d'art n'aient pas été par conséquent à sa charge, la construction de la voie lui a coûté 10 millions; le matériel et les machines

environ 2 millions (1). Si aux intérêts de ce capital on ajoute les frais d'exploitation et l'entretien de la voie, il est permis de douter que la compagnie fasse de grands bénéfices. Les recettes sont très variables, et les profits que lui procurent les mois les plus favorables sont bien atténués par les pertes qu'elle doit éprouver pendant les mois d'hiver, car, bénéfices ou non, elle est tenue de faire circuler ses trains. Quoi qu'il en soit de cette entreprise en particulier au point de vue des résultats financiers, on peut dire que le problème de l'ascension des montagnes est résolu. Si le chemin Fell, construit dans des conditions aussi défavorables sous le rapport de la durée de la concession comme sous celui de la topographie du terrain, a pu triompher des obstacles qui s'opposaient au succès, on ne peut douter que ce système, appliqué d'une manière permanente et sur des montagnes d'un accès plus facile, ne puisse être très avantageux.

La chaîne des Vosges, par exemple, qui sépare la vallée du Rhin du reste de la France, n'est traversée que par deux chemins de fer, celui de Strasbourg et celui de Mulhouse, qui aboutissent aux deux extrémités de l'Alsace, et qui obligent les habitans des localités intermédiaires à faire un long circuit pour joindre ces deux lignes. De petits chemins de fer s'enfoncent, il est vrai, dans les vallées de Mutzig, de Sainte-Marie-aux-Mines, de Munster et de Wesserling, et les relient à l'artère principale de Strasbourg à Bâle; mais ces lignes s'arrêtent au pied des montagnes, et ne peuvent joindre les voies ferrées qui, sur le versant opposé, sont arrêtées par le même obstacle. On ne peut songer à opérer cette jonction au moyen de tunnels qui seraient trop dispendieux pour les résultats à obtenir; mais rien n'empêche d'installer, sur les magnifiques routes qui traversent la chaîne, un chemin Fell qui éviterait aux marchandises et aux voyageurs le long circuit de Strasbourg ou de Mulhouse. Le chemin du Mont-Cenis a coûté 400,000 livres sterling ou 10 millions pour 79 kilomètres, soit environ 126,000 francs par kilomètre. Dans les Vosges, où les terrains sont plus consistans, où l'on n'a ni éboulemens, ni avalanches à craindre, où l'on n'aurait à construire ni tunnels, ni galeries, ni ponts, on pourrait peut-être établir une voie ferrée à moitié prix en utilisant les routes actuelles, et par conséquent avec une somme de 2 ou 3 millions compléter les 25 ou 30 kilomètres qui séparent les tronçons des chemins de fer aujourd'hui coupés par la chaîne des Vosges. Ce que nous disons des Vosges est évidemment applicable à bien d'autres montagnes. Grâce au système Fell, il sera possible de créer des chemins d'in-

(1) Il y a douze machines dont chacune coûte 50,000 francs, plus les wagons, les ateliers, etc.

térêt local même dans les contrées les plus accidentées qui menaçaient d'être à jamais privées de ce puissant élément de prospérité et de richesse.

III.

Si la magnifique route ouverte par Fabroni, si le chemin Fell, ont été pour la traversée du Mont-Cenis un immense progrès, celui qui résultera du percement aujourd'hui en cours d'exécution sera bien plus considérable encore. Nous ne reviendrons pas sur les circonstances qui ont amené le gouvernement italien à entreprendre ce gigantesque travail, et qui ont été exposées dans la *Revue* d'une manière si complète et si intéressante (1); nous nous bornerons à décrire l'état présent des travaux et à exposer en peu de mots les procédés employés pour surmonter les difficultés que devait présenter une œuvre aussi colossale. C'est en 1857 que M. de Cavour s'entendit avec la compagnie du Victor-Emmanuel pour le percement du Mont-Cenis ou plutôt du Mont-Tabor, montagne contiguë à la première. D'après les conventions, les travaux devaient être exécutés aux frais et sous la direction du gouvernement italien; mais la compagnie devait y contribuer pour une somme de 20 millions. Après l'annexion de la Savoie, en 1862, la compagnie du Victor-Emmanuel fut démembrée; la partie française fut incorporée dans le réseau de Paris-Lyon-Méditerranée, tandis que la partie italienne, d'abord restée indépendante, fut, par nous ne savons quelle combinaison financière, fusionnée avec le réseau calabro-sicilien, dont elle eut à subir les vicissitudes. A ce moment, le gouvernement italien, qui d'abord était seul chargé de l'entreprise, demanda la coopération du gouvernement français. Celui-ci fit estimer ce que coûterait le percement par les procédés ordinaires; ce chiffre s'élevait à 3,500,000 fr. par kilomètre, et l'opération devait durer vingt-quatre ans. Le gouvernement français accepta de payer la moitié de cette somme et d'ajouter une subvention de 300,000 francs par année gagnée sur les vingt-quatre ans, de 500,000 francs par année gagnée sur quatorze ans. D'après les évaluations qu'on peut faire aujourd'hui, la dépense totale sera de 75 millions, dans laquelle le gouvernement français entrera pour 26 ou 27 millions.

La plus sérieuse difficulté étant incontestablement la longueur du tunnel à percer, on a dû, pour raccourcir celle-ci le plus possible, établir l'ouverture aussi haut dans la montagne que le permettaient

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1865, *Il Traforo delle Alpi*, par M. Hudry-Menos.

les rampes à franchir. Il est clair en effet que, si le tunnel avait été creusé au fond de la vallée, la longueur en eût été beaucoup plus grande, et la dépense infiniment plus considérable sans que les frais de traction en eussent été proportionnellement diminués.

L'ouverture du côté italien, à Bardonnêche, qui devait, par la disposition des lieux, commander l'emplacement du tunnel, fut fixée à environ 1,291 mètres au-dessus du niveau de la mer. L'ouverture du côté français, près de Modane, devait se trouver le plus bas possible par rapport à celle-ci, afin que le tunnel pût se raccorder plus facilement avec la ligne qui aujourd'hui s'arrête à Saint-Michel. Voici comment on put déterminer le point d'attaque. De quelque manière qu'on opérât, il fallait, afin de permettre l'écoulement des eaux, que le tunnel eût une double pente, l'une dirigée vers le versant sud ou italien, l'autre vers le versant nord ou français, et que le point culminant se trouvât précisément au milieu, à égale distance des deux ouvertures; mais, l'ouverture sud étant la plus élevée, il fallait que la pente vers le sud fût la plus faible possible, c'est-à-dire de 1/2 millimètre par mètre environ; par contre, l'ouverture nord étant située plus bas, la pente, à partir du milieu, devait être aussi forte que le permettaient les exigences de la traction; elle fut fixée à 22 millimètres par mètre. Ces chiffres, appliqués à la longueur de 12,200 mètres que doit avoir le tunnel, mettent l'ouverture de Modane à 128 mètres environ plus bas que celle de Bardonnêche, c'est-à-dire à 1,163 mètres au-dessus du niveau de la mer, et à 110 mètres au-dessus du fond de la vallée. Et comme Saint-Michel, point extrême de la ligne actuelle, est à 722 mètres, la hauteur à racheter jusqu'au tunnel sera de 441 mètres.

Les deux points d'attaque étant déterminés, il fallut s'assurer que les galeries creusées de part et d'autre se rencontreraient au milieu. Une simple déviation de 1/2 centimètre par mètre dans chacune d'elles suffirait pour les faire passer, au centre de la montagne, à 120 mètres l'une de l'autre. Pour déterminer la direction d'une manière certaine, on commença par fixer et jalonner extérieurement le plan vertical dans lequel se trouvent les deux ouvertures. L'opération présentait de sérieuses difficultés en raison de l'élévation de la montagne à franchir, montagne dont le sommet est à peu près inaccessible. Il fallut procéder trigonométriquement, et, au moyen de triangles successifs, jeter sur la montagne une ligne imaginaire qui, se brisant en autant d'angles qu'il se rencontre d'aspérités interceptant la vue, montait par degrés de l'ouverture de Modane jusqu'au sommet, pour redescendre sur l'ouverture de Bardonnêche. Ce ne fut qu'après plusieurs tentatives répétées que l'opération réussit, et qu'on put avec certitude planter sur le point culminant un

signal qui fût dans le même plan vertical que les deux ouvertures. Ce premier travail terminé, il s'agissait de fixer exactement la direction à suivre dans le souterrain. Pour cela, on a établi sur le flanc opposé de la vallée, juste en face du tunnel à ouvrir et dans le prolongement même de l'axe de ce tunnel, un observatoire muni d'un puissant théodolite. Cet instrument, alternativement braqué sur le repère du sommet et sur une lumière placée au fond des galeries, empêche celles-ci de s'écarter de la ligne exacte déterminée à l'avance. Comme les mêmes précautions sont prises des deux côtés et que les attaques s'avancent de part et d'autre en ligne droite et suivant une pente régulière, il faut inévitablement qu'elles se coupent au centre de la montagne. Aucun doute sous ce rapport n'existe dans l'esprit des ingénieurs.

L'attaque de la roche se fait au moyen de perforateurs, c'est-à-dire de tiges d'acier mues par des machines à air comprimé. C'est au bord de l'Arc que sont installés les appareils à comprimer l'air. Un canal de dérivation fournissant 6 mètres cubes d'eau par seconde, et de 6 mètres de chute, fait mouvoir 6 grandes roues hydrauliques représentant chacune une force de 80 chevaux. Chacune de ces roues commande à 12 corps de pompe coudés, en partie remplis d'eau, et dans lesquels se meuvent, au moyen de bielles et de manivelles, des pistons horizontaux. En se retirant, le piston fait baisser la colonne d'eau dans la partie verticale du corps de pompe, et provoque l'introduction dans celui-ci de l'air extérieur au moyen d'une soupape qui s'ouvre du dehors au dedans; en revenant sur ses pas, le piston repousse la colonne d'eau qui comprime l'air, et le refoule dans la partie supérieure du corps de pompe. Une nouvelle soupape, s'ouvrant du dedans au dehors, lui livre passage à travers un tuyau de fer qui le conduit dans un vaste récipient. C'est le jeu des pompes à la fois aspirantes et foulantes qui, par les oscillations alternatives de la colonne d'eau, aspire et comprime l'air puisé dans l'atmosphère. Les récipiens dans lesquels cet air est conduit sont situés dans un bâtiment à part; ils sont en fonte, au nombre de 10, et contiennent chacun 17 mètres cubes d'air à la pression de 7 atmosphères, ce qui équivaut à 119 mètres cubes d'air à la pression ordinaire. Chacun de ces mètres cubes représente à cette tension une force de 130,000 kilogrammètres, c'est-à-dire la force nécessaire pour élever à un mètre de hauteur un poids de 130,000 kilogrammes. — Ainsi emmagasinée, cette force se conserve pendant plus de vingt-quatre heures sans déperdition sensible, et se distribue avec la plus grande facilité sur les points où elle peut être utilisée.

De ces récipiens en effet partent de longs tuyaux de fer qui esca-

ladent les flancs de la montagne et plongent dans les profondeurs du tunnel, où ils apportent la force motrice nécessaire pour faire marcher les machines perforatrices. Ces tubes ont aujourd'hui un développement total de 6,440 mètres, dont 2,200 mètres à l'extérieur. Dans le tunnel, la conduite est souterraine, et par conséquent à l'abri des éclats de mine et des blocs tombant de la voûte; elle se ramifie ensuite en plusieurs veines flexibles au moyen de tuyaux de caoutchouc enveloppés d'une forte chemise de toile, qui se déroulent à mesure que le travail avance. Chacun de ces tuyaux aboutit à une machine composée d'un corps de pompe dans lequel se meut, par l'effet de la dilatation de l'air, un piston d'acier terminé en pointe. Ce piston frappe le roc de 200 coups par minute, et chacun de ces coups représente le choc d'un poids de 160 kilogrammes. Par un mécanisme très ingénieux, le piston, dont la course est de 12 centimètres, tourne sur lui-même et avance peu à peu à mesure que le trou se creuse. Neuf de ces machines, munies chacune de 6 perforateurs, travaillent incessamment sur un front de 2^m, 80 de largeur sur 2^m, 60 de hauteur. Lorsque les trous qu'elles ont creusés ont atteint la profondeur de 80 centimètres, on y place des cartouches préparées à l'avance, et auxquelles on met le feu. La roche vole en éclats, les déblais sont enlevés sur des wagons, et les machines recommencent leur œuvre. Cette opération, répétée trois fois en vingt-quatre heures, produit un avancement d'environ 2 mètres par jour. Au commencement de septembre de cette année, la longueur ouverte était, du côté italien, de 5,913 mètres, et du côté français, de 4,222 mètres; comme le tunnel doit avoir 12,200 mètres, il ne restait à perforer que 2,065 mètres, opération qu'on espérait avoir terminée pour les premiers jours de 1871.

Nous avons dit que les machines ne fonctionnaient que sur un espace de 2^m,80 de large sur 2^m,60 de haut. Le surplus des matériaux à enlever pour donner au tunnel la section normale nécessaire à l'établissement de deux voies, c'est-à-dire une largeur de 8 mètres, est extrait par les moyens ordinaires, le pic, le marteau et la mine. Les parois sont ensuite maçonnées et cimentées avec soin, de façon à empêcher les éboulemens qui pourraient survenir.

Les roches qu'on a rencontrées dans ce travail sont des quartzites, des schistes et des calcaires schisteux. Les premières étaient d'une dureté extrême : aussi n'avançait-on qu'avec une grande lenteur et en usant un grand nombre de machines; aujourd'hui on est dans la zone calcaire, et le travail se fait beaucoup plus vite. On avait craint que le percement ne mît à découvert quelques nappes d'eau souterraines qui, envahissant le tunnel, empêcheraient l'exécution des travaux. Rien de semblable ne s'est passé. Il s'est produit

sans doute des infiltrations, on a crevé quelques poches intérieures; mais au bout de quelques jours toute l'eau qu'elles renfermaient s'était écoulée, et les travaux étaient à sec.

Ce tunnel sera beaucoup plus long que tous ceux qu'on a construits jusqu'ici; — il aura plus de 12 kilomètres, tandis que les deux plus grands, celui de la Nerthe, entre Marseille et Avignon, et celui de Blaisy, près de Dijon, n'ont l'un que 4,200 mètres, l'autre que 4,000 mètres. On se demandait donc avec une certaine inquiétude comment on pourrait, à d'aussi grandes profondeurs, fournir aux travailleurs l'air nécessaire, et comment les trains pourraient circuler sans asphyxier les voyageurs de leur fumée. Pour des puits d'aération, on n'y devait pas songer, car il eût fallu percer la montagne verticalement sur une hauteur de 1,500 ou 1,600 mètres. Une fois le tunnel construit, l'aération se fera naturellement, et probablement avec plus d'activité qu'on ne le désirerait. Deux causes y contribueront : d'abord la différence de température entre le versant nord et le versant sud, ensuite la plus grande élévation de l'orifice méridional. La différence de niveau étant de 128 mètres, le tunnel fera l'effet d'une cheminée de 128 mètres de haut à travers laquelle il s'établira un tirage considérable.

Quant à l'aération du tunnel pendant l'exécution des travaux, elle a été obtenue d'une façon très heureuse par l'emploi de l'air comprimé comme force motrice. Si l'on avait dû avoir recours à la vapeur, le problème eût été probablement insoluble, et l'on ne fût jamais parvenu à expulser au dehors l'air vicié par la respiration des ouvriers, la combustion du charbon et l'explosion des mines, sur une longueur de plusieurs kilomètres dans la montagne. Grâce à l'invention de M. Sommeiller, chaque coup de piston perforateur laisse échapper dans le fond de la galerie une certaine quantité d'air propre à la respiration. Il s'introduit ainsi par minute 6 mètres cubes d'air à la pression de 7 atmosphères ou 42 mètres cubes à la pression ordinaire. Si ce volume d'air pur était insuffisant, on n'aurait qu'à ouvrir le robinet d'un tuyau aboutissant à des récipiens spéciaux remplis par le surplus de l'air non utilisé pour les travaux, pour en avoir toute la quantité nécessaire. L'air qui se dégage au fond des galeries chasse donc derrière lui l'air vicié, qui revient vers l'ouverture; mais, refoulé également par la pression extérieure, ce dernier reste stationnaire à une certaine distance dans l'intérieur du tunnel : c'est là qu'au moyen d'une machine située au dehors il est aspiré et rendu à l'atmosphère. Les débris de la roche sont, après l'explosion des mines, enlevés par des wagons et jetés en avant de l'ouverture sur le flanc de la montagne où ils forment un talus grisâtre qu'on aperçoit de loin.

La hauteur du tunnel au-dessus de la vallée eût été pour les ingénieurs chargés du travail une difficulté de plus, s'il avait fallu amener sur le chantier, avec des voitures, tous les matériaux nécessaires. M. Sommeiller sut éviter cette cause considérable de dépenses par l'établissement d'un plan automoteur qui, partant du fond de la vallée, permet de faire parvenir jusqu'au tunnel toutes les pierres, les outils, les provisions de toute nature dont on a besoin. Ce plan se compose de deux wagons reliés entre eux par une chaîne engagée autour d'une poulie, et qui roulent sur des rails inclinés, de façon à ce que l'un monte pendant que l'autre descend. Veut-on faire monter un wagon chargé, on remplit d'eau le wagon vide, qui, entraîné par son poids, descend sur le plan en faisant remonter l'autre. Quand il est en bas, on vide l'eau dont il était rempli, on le charge de matériaux, et on le remonte par le même procédé.

L'organisation du travail est bien entendue; 1,200 ouvriers, presque tous Piémontais, sont constamment occupés. Ils sont payés les uns à la tâche, les autres à la journée et suivant leurs aptitudes spéciales. Ils habitent la plupart sur le lieu même de leurs travaux, aux Fourneaux, à 2 kilomètres de Modane, dans des maisons construites par la société qui aujourd'hui a l'entreprise des travaux, et qui leur loue des logemens à des prix très réduits, — 8 francs par mois pour une chambre dans laquelle habitent ordinairement 4 ouvriers. — Cette société a également établi des magasins dans lesquels elle revend à peu près au prix coûtant les marchandises achetées par elle en gros.

La société dont nous parlons se compose de MM. Sommeiller frères et des autres ingénieurs qui dans l'origine faisaient exécuter les travaux en régie pour le compte du gouvernement italien, mais qui, afin de simplifier l'organisation, ont depuis quelque temps pris l'entreprise à forfait. Ils ont traité, nous a-t-on dit, à raison de 4,600 fr. par mètre courant du tunnel complétement terminé et prêt à être livré à l'exploitation. Quels que soient les bénéfices qu'ils puissent faire ainsi, ils ne recevront jamais une rémunération proportionnée à l'immense service qu'ils auront rendu à leur pays.

De toutes les inventions dues à M. Sommeiller, la plus remarquable est certainement celle de l'emploi de l'air comprimé, dont jusqu'alors il avait été impossible de tirer parti, et qui est devenu entre ses mains une force d'une souplesse extrême et des plus faciles à manier. L'air comprimé offre sur la vapeur de nombreux avantages; d'abord il peut s'introduire partout sans danger et se transporter à de grandes distances. Il serait donc facile d'en produire sur un point donné une certaine quantité, de l'emmagasiner dans des récipiens, et de la répartir ensuite, au moyen d'une cana-

lisation spéciale et de branchemens particuliers, chez les industriels, qui pourraient l'utiliser comme force motrice. L'ouverture d'un robinet suffirait pour mettre la machine en marche, et un compteur semblable à celui du gaz ferait connaître la force dépensée. Avec cet agent, il n'est plus nécessaire, comme pour la vapeur, d'avoir un local séparé pour la chaudière, la machine et le charbon; on n'a plus ni fumée, ni chaleur, ni crainte d'incendies; il ne faut plus d'eau pour alimenter les générateurs, et l'on est à l'abri des coups de feu et des explosions. L'air comprimé, loin d'être une cause d'insalubrité, assainit les ateliers, et ne se paie que quand on le consomme. D'après les calculs faits par M. Sommeiller, une usine établie à Paris pour comprimer l'air et le distribuer dans un quartier coûterait, pour une force de 2,000 chevaux effectifs, environ 17 millions; mais elle pourrait donner un bénéfice de plus de 3 millions, car le prix de revient du mètre cube d'air comprimé à 6 atmosphères serait de 0 fr. 046 mill. et pourrait être vendu 0 fr. 16 cent. Il y a évidemment là matière à une entreprise à la fois fructueuse pour ceux qui l'entreprendront et extrêmement utile pour la petite industrie. Si ces prévisions se réalisaient, le percement du Mont-Cenis n'aurait pas seulement été par lui-même une œuvre d'une immense portée civilisatrice, il serait encore indirectement devenu l'occasion d'un progrès industriel des plus importans.

IV.

Ainsi que nous l'avons dit en commençant, l'Italie est séparée du reste de l'Europe par une barrière de montagnes qui, jusqu'au commencement de ce siècle, était pour elle un obstacle absolu à des relations commerciales avec les pays voisins. Les routes qui depuis cette époque ont été ouvertes à travers la chaîne des Alpes sont aujourd'hui insuffisantes, et quand des voies ferrées unissent un bout de l'Europe à l'autre et fusionnent tous les peuples, l'Italie seule ne peut rester en dehors du mouvement général. Deux chemins de fer déjà la relient à l'Allemagne méridionale, celui du Sommering, entre Vienne et Trieste, qui fut construit par l'Autriche dans un intérêt stratégique, et celui du Brenner, qui va de Munich à Vérone en traversant le Tyrol. Le chemin du Mont-Cenis et celui de la Corniche, qui suit le littoral de Marseille à Gênes, répondront à tous les besoins du côté de la France; mais la Suisse et l'Allemagne du nord restent jusqu'ici sans communication directe par voies ferrées avec l'Italie. Il est probable que cette lacune ne tardera point à être comblée, car dès aujourd'hui quatre projets de percement sont

en présence : celui du Simplon, celui du Saint-Gothard, celui du Splügen et celui de Lucmanier. Nous n'avons pas à entrer dans la discussion qu'ils soulèvent, et qui passionne très vivement toutes les localités intéressées.

En Suisse, le gouvernement fédéral ne subventionne aucune ligne de chemin de fer, car il serait alors forcé de les subventionner toutes : il laisse ce soin aux cantons traversés, dont l'intérêt est immédiat ; mais, si riches que soient ces cantons, ils ne peuvent prendre à leur charge une dépense comme celle qu'entraînera le percement des Alpes, il faut donc qu'ils comptent sur le concours des autres nations intéressées, l'Allemagne et l'Italie, dont les sympathies sont, dit-on, acquises au projet du Saint-Gothard (1). Le tunnel à percer n'aurait pas moins de 16 kilomètres, et l'on ne pourrait guère espérer l'avoir terminé avant une dizaine d'années. Jusque-là rien n'empêcherait que, sur ce point comme sur d'autres, on n'eût recours au chemin Fell pour réunir les lignes suisses aux lignes italiennes.

Lorsqu'il s'agit de franchir les montagnes, on se trouve en effet en présence de trois systèmes différens : l'un les perce par de longs tunnels, le second consiste à traverser les cols au moyen de rampes très fortes et de courbes très prononcées, enfin le troisième, participant des deux autres, fait usage de rampes moins fortes et de courbes d'un plus grand rayon que ce dernier, mais nécessite par contre l'ouverture d'un certain nombre de tunnels. D'après les études qui ont été faites, ce dernier système, guère moins dispendieux que le premier, est d'une exploitation aussi difficile que le second, et présente les inconvéniens des deux autres sans en avoir les avantages; il paraît donc, en ce qui concerne la traversée des Alpes, devoir être écarté.

Le système des longs tunnels exige que la voie soit construite avec le plus grand soin, et permet par conséquent que l'exploitation des lignes soit faite avec économie, régularité et célérité; mais il est très cher, et retarde pendant de longues années la mise en activité du chemin. Quels que soient les progrès qu'on puisse atteindre dans l'art de percer les montagnes, il est douteux qu'on dépasse jamais beaucoup la rapidité des travaux du Mont-Cenis. Sans doute, s'il était possible d'ouvrir des puits verticaux et d'introduire des travail-

(1) Cette prévision vient de se réaliser; le protocole de la conférence internationale instituée pour cet objet a été signé le 13 octobre 1869. D'après les conventions, une subvention de 85 millions serait accordée à la compagnie concessionnaire de la voie de Lucerne à Bellinzona, et qui serait chargée de tous les travaux de construction. Dans ce chiffre, l'Italie figure pour 45 millions, la Suisse pour 20, les états allemands pour le surplus. Le point le plus élevé serait à 1,162 mètres, et les pentes les plus fortes de 25 millimètres; la surveillance de la ligne est confiée au conseil fédéral.

leurs dans les entrailles mêmes de la montagne, on pourrait multiplier les points d'attaque et avancer la besogne; mais, si l'on est forcé de s'en tenir aux deux ouvertures extrêmes, il n'est pas probable qu'on creuse jamais plus de 3 mètres par jour de chaque côté. En admettant ce chiffre, bien supérieur aux résultats obtenus jusqu'ici, il ne faudrait guère moins de huit années pour percer un tunnel de 16 kilomètres, comme serait celui du Saint-Gothard. C'est là un délai considérable et qui retarderait beaucoup les bénéfices de l'entreprise.

Le second système au contraire, qui consiste à franchir les cols au moyen d'une voie ferrée à fortes rampes, et dont le chemin Fell est aujourd'hui le type le plus complet, offre l'immense avantage de permettre une exploitation à peu près immédiate et de coûter moins de frais d'établissement; mais il a l'inconvénient d'être d'une exploitation difficile, d'accroître sensiblement les dépenses de traction et d'entretien, et, surtout dans les hautes montagnes, d'être exposé pendant l'hiver à des irrégularités et des interruptions de service. Ces systèmes ont donc chacun leurs mérites et leurs défauts; la préférence à donner à l'un ou à l'autre doit dépendre des circonstances où l'on est placé.

Lorsqu'il s'agira d'une voie principale, destinée à un trafic considérable, à une circulation active, il n'y aura point à hésiter: c'est aux longs tunnels qu'il faudra recourir, et c'est pour ce motif qu'on a eu raison de percer le Mont-Cenis, qu'on aura raison de percer le Saint-Gothard ou toute autre montagne de cette chaîne. Les frais seront alors plus que couverts par les bénéfices d'une exploitation de grande importance. S'il ne s'agit que de donner satisfaction à des intérêts plus restreints, le système Fell sera préférable, car, tout en permettant de parcourir au moins 25 kil. à l'heure, il permettra d'éviter des dépenses qui ne donneraient aucune compensation. On a tout dit sur les avantages économiques et moraux des chemins de fer; encore faut-il que ces avantages balancent les sacrifices qu'ils imposent, et dans les tracés nouveaux à choisir c'est aujourd'hui moins de la question technique que de la question économique qu'on doit se préoccuper. Or il est de principe qu'en matière de chemin de fer il faut proportionner les frais à l'activité commerciale des pays qu'ils sont appelés à desservir; s'il est rationnel d'acheter une exploitation régulière et peu onéreuse par une première mise de fonds considérable, il serait insensé de poursuivre la perfection à grand renfort de millions dans les pays qui ne peuvent donner qu'un trafic insignifiant.

Ces principes ne sont pas seulement applicables à la Suisse, et la France fera bien de s'en pénétrer à son tour, puisqu'elle songe au-

jourd'hui à compléter le réseau de ses chemins de fer d'intérêt local. On n'est pas d'accord en effet sur la manière d'exécuter ces nouvelles lignes. Quelques ingénieurs pensent que, bien que destinées seulement à satisfaire aux besoins de localités circonscrites, elles doivent cependant être construites avec soin, avoir la même largeur de voie que les chemins ordinaires, afin que le matériel roulant puisse y être employé sans transbordement, être établies aussi de façon à ce qu'elles puissent servir à un trafic beaucoup plus considérable que celui qu'on prévoit. Ils consentent à une diminution de vitesse qui permettrait, comme sur les chemins de la Suisse, de franchir des rampes assez fortes; mais ils veulent une voie spéciale, et n'évaluent pas le prix du kilomètre à moins de 80,000 ou 100,000 fr., c'est-à-dire au quart de ce qu'ont coûté les grandes lignes. D'autres ingénieurs non moins autorisés croient que, pour les chemins de fer de cette nature, il faut avant tout viser à l'économie, afin de diminuer les frais de premier établissement, et ils proposent, pour éviter les travaux d'art, d'établir autant que possible la voie ferrée sur les routes de terre déjà existantes, lors même que celles-ci présenteraient de fortes rampes et des courbes prononcées. Ils pensent que l'inconvénient des transbordemens n'est pas aussi grand qu'on le dit, et qu'il vaut mieux le subir que d'accepter les charges d'un matériel trop dispendieux. Les frais d'exploitation de ces lignes d'intérêt local s'élèvent à 8,000 ou 10,000 francs par kilomètre, tandis que les recettes sont souvent bien inférieures; il est donc important de ne pas engager dans la construction un capital trop considérable (1).

Les chemins de fer dits américains, qui sont traînés par des chevaux, et le chemin Fell répondent à ces conditions, et pourraient

(1) Dans son ouvrage *De l'Exploitation des Chemins de fer*, M. Jacmin, directeur de l'exploitation de la compagnie de l'Est donne les chiffres kilométriques suivans pour les chemins de l'Alsace et des Vosges en 1866, en tenant compte des annuités relatives à la voie et au matériel roulant :

	Recettes.		Dépenses.	
Strasbourg à Wasselonne.	8,333 fr.	40 cent.	9,068 fr.	81 cent.
Schélestadt à Sainte-Marie-aux-Mines..	6,236	25	7,351	78
Haguenau à Niederbronn.	7,317	81	8,369	33
Lunéville à Saint-Dié.	11,838	10	9,113	75
Épinal à Remiremont.	8,401	23	8,093	89
Avricourt à Dieuze.	7,181	30	7,273	92

Il pense que des compagnies locales tireraient de ces lignes un bien meilleur parti que celle de l'Est, d'abord parce que le public se montrerait pour elles beaucoup moins exigeant, ensuite parce qu'elles n'auraient pas à supporter les charges élevées qui sont imposées aux grandes compagnies, telles que le transport gratuit des postes, des gendarmes, des troupes.

être établis sans grands frais dans certains pays de montagne. Il en est de même du système Larmanjat, qui fonctionne aujourd'hui sur une longueur de 5 kilomètres entre la station du Raincy et Montfermeil. Ce système consiste à faire porter les roues motrices de la machine sur le sol naturel et celles des wagons qu'elle remorque sur un rail unique; on augmente ainsi l'adhérence de la machine tout en diminuant la résistance de la charge. Deux roues, placées l'une devant, l'autre derrière, supportent la voiture; afin que celle-ci puisse se maintenir en équilibre, deux roues latérales qui roulent sur des bandes en bois, mais sans s'y appuyer, lui conservent son aplomb. Les roues du milieu, qui emboîtent le rail, peuvent être abaissées ou relevées à volonté, de façon à supporter seules tout le poids ou à le faire supporter par les roues latérales comme dans une voiture ordinaire. On peut alors y atteler des chevaux et circuler librement sur la route. Ce chemin, établi comme essai, a une rampe de 72 millimètres et des courbes très prononcées; il fait 16 kilomètres à l'heure.

Il est probable que de nouveaux procédés surgiront encore pour l'établissement économique des voies ferrées; mais ce n'est pas tout de triompher des obstacles matériels qui empêchent les hommes de se rapprocher, il faut aussi faire disparaître d'autres obstacles qui s'opposent à de fréquens déplacemens. L'un des plus graves est l'élévation des tarifs. Aux demandes souvent répétées qui leur sont faites à ce sujet, les compagnies répondent par des motifs pleins de raison. Le tarif doit payer, disent-elles, d'abord l'intérêt des capitaux engagés dans l'entreprise, ensuite les dépenses de transport et d'entretien; sur les routes ordinaires, les frais de construction sont payés par l'état, qui n'en réclame pas le remboursement, et les frais de transport seuls restent à la charge des voyageurs. Si l'état voulait consentir à rembourser les capitaux déboursés pour la construction des lignes, il serait possible aux compagnies d'abaisser les prix de 50 ou de 60 pour 100; mais jusque-là il faut bien admettre qu'elles s'indemnisent de leurs sacrifices. Or réclamer à l'état les frais de construction, c'est les demander aux contribuables et par conséquent commettre une injustice, car il est beaucoup plus juste de les faire payer à ceux qui se servent des chemins de fer qu'à ceux qui ne s'en servent pas. Elles font remarquer enfin que les tarifs sont le résultat d'un contrat mutuel, et que abaisser les prix contre leur gré serait une véritable spoliation.

Ces argumens sont très sérieux, mais nous pensons que les compagnies elles-mêmes trouveraient leur avantage à une réforme dont le résultat inévitable serait la multiplication des voyages et l'accroissement du trafic. Ce n'est là qu'une simple conjecture; pour-

tant le succès des combinaisons adoptées sur quelques lignes pour réduire le prix des places lui donne une grande probabilité. Ainsi le système des abonnemens permet d'habiter la campagne à ceux que leurs affaires appellent journellement à la ville, les billets circulaires à prix réduits et les trains de plaisir ont pour effet de faire voyager des personnes qui, sans ces réductions, n'auraient pas quitté leur foyer.

Que les compagnies entrent plus largement dans cette voie, et à coup sûr elles ne s'en trouveront pas mal. En tout état de cause, il y a dès aujourd'hui une réforme indispensable à faire dans les tarifs, c'est celle d'une plus équitable répartition des prix. La répartition par kilomètre n'est pas rationnelle, car tous les frais de l'entreprise n'augmentent pas avec la distance; il y en a qui ne varient pas et qui resteraient ce qu'ils sont, lors même que toutes les stations ne seraient qu'à un kilomètre du point de départ : tels sont les frais d'administration, ceux de personnel et d'entretien de gares. Les dépenses qui augmentent avec la distance sont seulement les frais de traction et ceux d'entretien de la voie. Il résulte de là que le prix des transports, pour être convenablement réparti, devrait se composer de deux parts : une part fixe, uniforme pour toutes les distances, une part variable et calculée en raison du nombre de kilomètres à parcourir. Les petits trajets coûteraient, il est vrai, un peu plus cher; mais les grands éprouveraient une notable diminution. Il ne faut pas perdre de vue que, si les chemins de fer ont déjà rendu au monde civilisé d'importans services, ils sont appelés à en rendre de bien plus grands encore, car ils doivent contribuer de plus en plus aux progrès moraux et matériels des peuples; mais il faut pour cela que ceux qui les détiennent ne cessent de se préoccuper des moyens de donner une satisfaction de plus en plus grande aux besoins du public.

J. Clavé.

HAZLITT

ARTISTE, MÉTAPHYSICIEN, CRITIQUE

D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENS.

I. *Memoirs of William Hazlitt, with portions of his Correspondence*, by W. Carew Hazlitt; 2 vol., London 1868. — II. *List of the writings of William Hazlitt and Leigh Hunt, with critical notes, and a selection of opinions regarding their genius*, by Alexander Ireland; London 1869.

Un témoin de l'époque d'Hazlitt, lord Lytton, a exprimé à propos de ce vif esprit le jugement suivant : « le premier intervalle de calme et de paix qui suivra les querelles politiques présentes fera revivre son nom, et confirmera sa réputation (1). » La plupart des grands écrivains anglais de ce siècle ont joui de leur gloire avant de disparaître de la scène. Un peu plus tôt, un peu plus tard, ils ont eu leur jour, ils ont obtenu justice. Celui dont nous avons aujourd'hui l'occasion d'entretenir le public, un peu par sa faute, beaucoup par la rigueur des temps, n'a pas eu la même fortune. La grande renommée ne lui a pas fait défaut; mais à chacune de ses brillantes journées les hasards du champ de bataille de l'opinion attachèrent quelque blessure. Jamais sa réputation ne brilla sans nuages. Il était libéral, radical même; cependant il n'était pas agréé des chefs de son parti : de celui-ci parce qu'il méprisait les sectes, de celui-là parce qu'il se moquait des utilitaires. Il sentait vivement la poésie, et interprétait avec une sympathie convaincue les poètes nouveaux, en particulier Wordsworth, Coleridge et Southey; les amis de ces

(1) *Some Thoughts on the genius of William Hazlitt.*

derniers ne lui pardonnaient pas des mots amers sur leurs palinodies politiques ; il s'était même un jour égayé outre mesure à propos de leurs manies littéraires. Il avait le tort de se connaître et de montrer qu'il s'estimait assez haut. Comme il avait des systèmes sur toute chose, et qu'il ne prenait aucun soin d'en dissimuler la singularité, il était accusé de cultiver le paradoxe ; on attribuait ses propositions hardies au désir d'étonner. A ces singularités de l'esprit s'ajoutait une sensibilité quelquefois maladive. Sa vie privée, plus orageuse qu'irrégulière, fournissait des prétextes à ses ennemis, et il avait le malheur de se brouiller souvent avec ses amis.

Cependant il est peu d'écrivains qui aient moins écouté leur fantaisie personnelle. Quand il s'est trompé, — ce qui est rare, au moins dans les matières qui intéressaient le public, — il obéissait encore à des principes mal compris. Nul peut-être, dans une époque de débats passionnés, ne fut plus fidèle à ses convictions. Il resta toute sa vie un de ces enthousiastes de 1796 qui voulaient établir en Angleterre le règne des idées françaises. A travers les vicissitudes des trente premières années de notre siècle, il garda toujours quelques-unes des espérances de sa jeunesse. Il vécut dans l'attente de la réforme. Ce grand changement dont nous sommes témoins et que l'Angleterre a préparé non par la force, mais par les progrès successifs de l'opinion, tous les partis libéraux y ont travaillé, chacun à sa manière. Les dissidens religieux l'ont attendu comme une sorte de *millenium* politique ; ils fondaient le bonheur public sur l'abolition des priviléges du clergé. D'autres aspiraient à un âge d'or qui mettrait en honneur le travail et concilierait les citoyens en les gagnant par l'intérêt ; c'étaient les utilitaires. Ils ne doutaient pas qu'en appelant tous les hommes à la richesse la société absorberait l'aristocratie dans une vaste unité industrielle. Les carrières de l'intelligence avaient de même leurs radicaux, — avocats, savans, écrivains, poètes. Ceux-ci rêvaient aussi un eldorado politique et social : le clergé, l'aristocratie, étaient également à leurs yeux des obstacles à la prospérité commune ; mais le grand ennemi, le fléau public, ils le voyaient dans la royauté, telle qu'elle existait encore, avec des prérogatives qui tendaient à s'agrandir depuis George III et la prépondérance des tories. La perspective d'une république, si elle n'éclatait pas dans leurs discours, apparaissait du moins à leur imagination comme un mirage lointain. Hazlitt à l'âge de vingt ans faisait partie de ce bataillon sacré, soutenu par le talent et l'espérance, et il demeura jusqu'à la fin ce qu'il était à vingt ans. Cette persistance au milieu d'une réaction qui dura trente années, cette constance parmi les défections nombreuses, étaient un reproche vivant, une contradiction incessante, incommode, pour tous ceux qui avaient écouté les conseils de l'expérience ou la voix de l'intérêt. Comment

s'étonner que le critique persévérant parût un raisonneur obstiné, un homme à paradoxes?

L'événement a donné raison à ceux qui le jugeaient d'une manière plus favorable, à ceux qui ont regretté de le voir mourir sans avoir joui de sa part de gloire. Il est toujours temps d'être juste. Trente-neuf ans écoulés n'ont pas vu s'effacer la mémoire de cet écrivain original, de cette intelligence profonde et vive. Il n'a pas cessé d'avoir des lecteurs; le nombre en augmente peut-être. Ses œuvres, qu'il n'avait pas eu l'honneur et le plaisir de recueillir lui-même, l'ont été depuis sa mort, et plus d'une fois. Sa vie, racontée brièvement par son fils, il y a trente ans, quand les préjugés dont il avait souffert étaient encore debout, la voici tout au long reproduite avec les papiers de famille et les fragmens de correspondances que la piété d'un petit-fils a pu réunir. Il serait fâcheux de ne pas saisir l'occasion d'aborder une étude qui, je crois, n'a pas été faite sérieusement dans notre pays, d'esquisser un portrait qui n'est pas assez connu. Puisque les préjugés contre Hazlitt ont passé le détroit, il importe aujourd'hui de faire place au jugement équitable. Sans nous proposer d'autre plan que la suite de sa biographie, peu chargée d'événemens, nous tâcherons d'analyser en lui l'artiste, le métaphysicien, le critique, puisque aussi bien il a été tout cela successivement.

I.

William Hazlitt, né à Maidstone, comté de Kent, en 1778, était par son père d'origine irlandaise. Anglais de naissance, il ne s'est jamais réclamé de ses ancêtres celtiques. Les Irlandais sont éloquens et spirituels; mais, pour trouver des penseurs, des métaphysiciens, des hommes constans et fermes en leurs desseins, appliquant à un but pratique toute leur intelligence et toute leur habileté, il faut traverser le canal Saint-George. Les bateaux à vapeur de l'île d'Anglesea et le pont tubulaire que l'industrie a jeté sur les flots grondans et indignés du détroit de Menai, *pontem indignatus Araxes*, ne paraissent pas avoir porté en abondance dans la verte Erin ces dons et ces qualités de nature britannique. Hazlitt est parfois éloquent, spirituel toujours; mais c'est un penseur parmi les critiques, plus même qu'il ne faudrait quelquefois pour échapper au reproche de subtilité. Il est métaphysicien au moins par son goût pour les analyses psychologiques. Il a porté la constance de ses idées jusqu'à l'obstination. Les tendances pratiques ne lui sont pas étrangères, si l'on songe que tous ses travaux philosophiques, politiques, littéraires, traités dogmatiques, articles de journaux, critique de théâtre, essais, cours publics, il a tout dirigé en vue du triomphe des idées

libérales auxquelles il avait dévoué sa vie. Par là, il est bien du pays de sa mère, simple fille de fermiers du comté de Cambridge ; c'est un Anglais obéissant déjà aux tendances de l'avenir, démocrate avant que le nom en fût adopté dans ce pays, partisan déterminé de la réforme qu'il n'eut pas le bonheur de voir, radical, et en cette qualité ennemi des anciennes formes, des vieilles associations, des universités. C'est là l'esprit nouveau s'annonçant de loin en Angleterre, et Hazlitt, quoiqu'il n'ait pas joué de rôle politique, en est un représentant fidèle.

Il est moderne non-seulement par la couleur des opinions, mais par une largeur de libéralisme sans laquelle le règne absolu de la démocratie serait un sérieux péril pour la civilisation. Il ne veut pas d'une organisation de la société qui rendrait tous les hommes esclaves de ce qu'on appelle l'essentiel, c'est-à-dire des besoins matériels et du travail destiné à les satisfaire. En appelant tous les citoyens à l'exercice de leurs droits, il ne leur impose pas une pénible ornière qu'il faut suivre et un joug pesant où il faut s'atteler, comme le veulent les utilitaires trop écoutés dans un pays presque amoureux de tristesse et de labeur. Il les convoque au banquet des arts et des lettres, et son idéal est une Angleterre joyeuse et saine comme celle de Shakspeare et des excellens poètes que la nation applaudissait quand elle avait un théâtre. Culte du beau sous toutes ses formes, traditions de délicatesse et d'esprit sans connivence avec les aristocraties et les pouvoirs héréditaires, en deux mots voilà le critique Hazlitt. Lui qui se moquait de la chimère des utilitaires, n'avait-il pas aussi la sienne? Il rêvait une Attique au milieu d'un de nos états gigantesques, et il crut la trouver à Paris quand il y passa quatre mois de l'année 1802 pour faire des études de peinture. A ce moment, la victoire avait fait de Paris une Athènes sans rivale : c'était l'affaire de deux ou trois campagnes. Il faut l'entendre décrire son ravissement tous les jours renouvelé devant les chefs-d'œuvre divins que renfermait la galerie du Louvre. Il n'est pas jusqu'à l'avertissement des gardiens à la fin de la journée qui ne fût un plaisir pour lui : « *citoyens*, il est quatre heures, on va fermer. » Ce mot le chassait du sanctuaire, mais c'était un mot républicain. Ce mot seul le faisait passer sur la nécessité de partir, et sur l'ennui de rentrer rue Coq-Héron. Si c'était une chimère, elle était noble, et après tout, quoi de plus humain que d'aimer la liberté adoucie par les arts et les arts ennoblis par la liberté? Dans ce siècle de tâches laborieuses et d'efforts constans, où la démocratie ne semble grandir qu'en augmentant le poids du travail, quoi de plus nécessaire, de plus vital, que de conserver le feu sacré et de perpétuer l'habitude des jouissances de l'esprit?

Le père de Hazlitt, placé à la tête d'un petit troupeau d'unita-

riens, désirait faire de lui un ministre, comme il l'était lui-même. C'était une secte de chrétiens à peu près rationalistes qui se faisaient gloire de leur titre de *rational dissenters*, et croyaient très sincèrement en Dieu, seule personne divine, et en Jésus-Christ crucifié; protestans rationnels, ils se persuadaient à peine, dit Hazlitt, que les autres fussent des êtres raisonnables. L'esprit de secte enseigne la proscription à ceux-là même qui en souffrent. Soit tendance au mécontentement, soit plutôt jugement réfléchi qui le porta toujours à se faire un parti à lui seul dans son parti, Hazlitt conçut de bonne heure une prévention contre cette petite église où l'on remerciait Dieu régulièrement d'avoir donné à ses élus une religion plus logique qu'au vulgaire des chrétiens. Plus tard, il devait également prendre en dégoût la philosophie positive du temps, dont l'édifiante habitude était de se féliciter dans tous ses discours de professer une doctrine plus éclairée que le commun des philosophes. Hazlitt resta simplement déiste en continuant de lire la Bible et respectant les croyances; il refusa de se faire pasteur.

Sans avoir connu par expérience le puritanisme dans toute sa perfection, Hazlitt fut élevé dans le respect des vieux unitariens du XVIe siècle, qui s'interdisaient comme un manque de gravité, sinon comme un péché, une image de style, une saillie pour éveiller l'esprit, un mouvement pour saisir le cœur. Au milieu de ces in-folios pour lesquels son digne père s'était pris de passion dans une université d'Écosse, une nostalgie du beau s'empara de cet enfant qui avait peut-être reçu le premier baiser paternel entre deux grands feuillets des *Fratres Poloni*. Il appelle ainsi une bien respectable collection où le nom le moins difficile à prononcer était celui de Pripscovius. Un génie follet s'était pourtant caché parmi ces redoutables dieux pénates de la maison; c'était un exemplaire du *Tatler* de Steele, le modèle le plus parfait des *essayists*, parce qu'il a le charme de la grâce naturelle. La fée sans doute l'avait glissé là lors de la naissance du critique. Elle s'y prenait bien d'avance, et le germe jeté dans ce jeune esprit qui s'ignorait absolument ne devait fructifier qu'après trente-sept ans et plus.

L'instinct qui empêchait le fils du pasteur d'entrer dans les voies arides de l'unitarianisme l'appelait naturellement vers la littérature et les beaux-arts; mais son choix n'était pas fait. Il hésita douze ou treize ans entre la plume et le pinceau, et quand il se décida pour la plume, il n'en fit pas encore l'usage qui devait assurer sa célébrité. Les travaux de critique et les essais qu'il a marqués d'une personnalité si riche et si forte sont des fruits lentement préparés qui, parvenus enfin à leur maturité, tombèrent sans effort et coup sur coup, comme d'un arbre chargé de sa récolte et secoué par le vent. Durant les longues années que se fit en lui cette sourde végé-

tation des idées, il partagea ses facultés entre les deux études qui l'invitaient également. A la peinture, il appliqua son imagination et ce que la nature lui avait donné d'enthousiasme pour admirer le beau, de courage pour l'exprimer. A la littérature, il consacra son goût très décidé pour la philosophie et les habitudes d'esprit qu'il avait puisées dans la controverse. Le critique chez lui se composait ainsi peu à peu d'un peintre et d'un métaphysicien. Il y a entre les arts une émulation : lorsque l'un d'eux prend l'essor, l'autre tâche de suivre. Il profite de la leçon, en extrait ce qui est à son usage. Hazlitt a observé que la faveur dont la peinture fut l'objet en Angleterre vers la fin du dernier siècle donna l'éveil à la littérature. Son propre talent est un exemple de cette influence. Il dut sans doute aux travaux de l'atelier comme à l'observation de la nature son goût des justes proportions, une rare précision du trait, l'art d'interpréter la vie et la pensée dans les objets extérieurs, celui de voir et de sentir ce qui échappe au regard distrait de la foule. La peinture fut la première qui dissipa pour lui le brouillard de la scolastique, qui déchira le voile gris à travers lequel la métaphysique lui montrait les hommes et les choses. Les disputes avaient laissé son esprit hésitant : l'art lui parla par les sens; il crut à ce qu'il voyait; la vérité lui devenait palpable. Sa toile, ses pinceaux, sa palette, lui révélèrent une philosophie sensible qui ne manquait pas d'élévation.

D'autre part, ses lectures théologiques, celles-là même où il avait contracté le dégoût de la carrière paternelle, lui fournirent une arme pour cette nouvelle épreuve. Il y a dans l'étude exclusive et matérielle de la beauté quelque chose qui énerve : l'âme de l'artiste qui ne réagit pas contre le plaisir d'une contemplation passive tombe dans une sorte d'épicuréisme de l'art; la jouissance de l'admiration paralyse la pensée et l'invite à une paresse qui se communique à l'industrie même du peintre. S'il faut en croire ceux qui ont manié le pinceau aussi bien que la plume, il y a plus de plaisir à peindre qu'à écrire. Hazlitt du moins n'était jamais fatigué du premier de ces deux métiers. Écrire, c'est traduire des sentimens vivans en paroles qui ne le sont pas toujours et jamais au même degré; peindre, c'est avec des noms d'objets faire des choses, c'est-à-dire créer. Chaque coup de pinceau est une découverte; à chaque instant, c'est un triomphe que vous remportez; tout est plaisir. Voici maintenant le revers. La faculté de sentir le beau n'est pas la même que celle de l'exprimer. La première, qui est la source de tant de jouissances, n'est pas toujours accompagnée de la seconde. On s'y arrête comme les voyageurs de la fable à l'écueil des sirènes. On passe de la pureté divine de Raphaël à la grâce de Léonard, des séductions de Corrége à la science de Michel-Ange, de la riche facilité de Véronèse à la vie puissante de Titien; puis c'est Rubens qui vous enivre,

c'est Claude Lorrain qui parle à votre âme, c'est Ruysdael, c'est Backuisen qui vous captive. Vous êtes tour à tour peintre d'histoire, paysagiste, peintre de marine, et au bout de ces initiations successives il se trouve que vous êtes impuissant ou découragé. Plus vous avez admiré, plus votre imagination est devenue stérile. Quel est alors le refuge du peintre qui a senti son incapacité? Malheur à celui dont les doigts ne connaissent que le pinceau! S'il sait tenir une plume, il portera du moins dans l'art d'écrire une part quelquefois précieuse d'originalité; pourtant n'est-il pas à craindre qu'il soit esclave de son premier métier, qu'il répande avec profusion sur le papier les couleurs chatoyantes de sa palette? Riche de nuances, mais pauvre d'idées arrêtées, ne sera-t-il pas livré au hasard des circonstances, à la merci du vent qui souffle? Hazlitt connut le découragement dont nous venons de parler, il l'a décrit dans un essai sur les peintres anglais à Rome; mais il y avait en lui un philosophe ébauché. Sa pensée, exercée aux âpres sentiers de la métaphysique, était capable de marcher au but d'un pas assuré.

Les quatre mois de son séjour à Paris, en 1802, marquent l'époque de son exaltation la plus vive comme artiste et le commencement de sa défiance de lui-même. Il revient toujours avec délices sur les heureuses journées qu'il passait au Louvre; il raconte que longtemps après dans ses rêves il s'y revoyait encore. Plusieurs fois aussi il exprime ses angoisses dans la crise qui bientôt décida de sa vocation. C'est une étude d'après Titien qui fit succomber son courage; Titien fut l'ange redoutable avec lequel, comme Jacob, il engagea une lutte qui devait se terminer par sa défaite. Il est probable que sa métaphysique, si elle lui rendit service plus tard, contribua quelque peu à le brouiller avec les pinceaux. C'était l'avis sans doute d'un conservateur du musée pour lequel il avait une lettre de recommandation. Cet homme obligeant causait avec lui d'un paysage auquel le jeune Anglais reprochait d'être d'une couleur trop claire. Ne pouvant le persuader par ses raisonnemens, Hazlitt eut recours à un moyen qu'on peut appeler son argument favori : suivant lui, c'était une question qui ne pouvait être résolue que par la métaphysique. L'objection ne parut pas concluante à son interlocuteur, qui se contenta de marquer par un hochement de tête qu'il y était peu sensible. Ce connaisseur médiocrement prévenu en faveur de la métaphysique était M. Mérimée, le père du célèbre écrivain. Revenu dans son pays, Hazlitt essaya de faire argent avec son métier. Après avoir couru les provinces à la chasse des portraits, n'ayant ni l'espoir de s'illustrer ni le désir de sacrifier la gloire à l'industrie, il quitta la peinture.

Entre tous les artistes qui ont ajouté à leur gloire une réputation d'écrivain, il n'y a peut-être que Benvenuto Cellini qui ait marqué

ses pages d'une vive empreinte d'originalité. Encore n'était-il pas peintre; les vrais peintres qui ont écrit se sont contentés, je crois, d'une prose toute simple et nue, sèche même à force de sobriété; il semble que leur imagination ne se réveille que devant une toile, et qu'en dehors des pinceaux il n'y ait plus de couleur au monde. Hazlitt ne fait pas d'exception à cette espèce de loi. Il eut deux manières comme écrivain. Ses premiers écrits sont dénués de toute grâce et de tout ornement. Ils produisent ce qu'il appelle lui-même, à propos d'un autre, l'effet de l'étouffement. La métaphysique y étale pour ainsi dire toute sa rigueur. Peu de lectures sont plus pénibles à faire que celle des traités philosophiques réunis par son fils dans les *Literary Remains*. A peine deux ou trois traits caractéristiques sur Locke et sur Hobbes font-ils entrevoir dans le lointain la promesse d'un critique. Quant à son premier ouvrage, qui est de 1805 et porte le titre d'*Essai sur les principes des actions humaines*, il est presque oublié; les curieux n'en ont conservé que ce souvenir, qu'il était aussi sec, aussi rigide dans son style que les formidables ouvrages dont il est la réfutation; on ajoute encore qu'il fut lu par Mackintosh. Il est vrai que ce dernier se trouvait alors dans les Indes, et jouissait de tous les loisirs d'un juge à Calcutta. Heureusement il est aisé de se faire une idée juste de la philosophie de l'auteur d'après les petits traités des *Literary Remains*, et encore mieux d'après ceux de ses essais de sa seconde manière qui se rapportent à la psychologie ou à la morale.

La métaphysique d'Hazlitt, c'est-à-dire, pour nous servir des termes usités dans l'école française, ses principes de psychologie et de morale générale, se réduit à une réfutation constante de la théorie de l'intérêt bien entendu. Il n'a cessé de combattre la doctrine d'Helvétius sous toutes les formes successives qu'elle a prises en Angleterre avec Paley, Hartley, Godwin, James Mill et Jeremy Bentham. La lutte qu'il a soutenue contre ces différens systèmes se retrouve dans presque tous ses écrits, dans ceux-là même qui paraissent le plus étrangers à la philosophie. Elle explique les paradoxes qui étonnent le plus ses lecteurs, et fait comprendre en partie cet air de singularité dont l'accusent ceux qui n'ont vu chez lui que le désir de penser autrement que les autres. Elle prouve d'une manière incontestable qu'il avait des principes arrêtés dont il ne s'est jamais départi. A cet égard, il ressemble d'une manière surprenante à notre Rousseau, qui a été son auteur favori, son épée de chevet, comme dit Montaigne, et souvent son modèle dans ses écrits, quelquefois même dans sa vie. Dans ce combat prolongé contre la morale matérialiste, on peut saisir aisément plusieurs époques : ce sont aussi les périodes qui renferment toute l'histoire de sa vie et de son talent.

Dans la première, il se déclare d'abord contre les maîtres de la philosophie anglaise. Des doctrines de Hobbes, dont il admire le vigoureux génie, il accepte celle de la nécessité plus ou moins conciliée avec le libre arbitre, et repousse le sensualisme, c'est-à-dire la théorie d'après laquelle toutes les idées, toutes les volontés, devenues passives, dériveraient simplement des sens. A Locke, chez lequel il ne trouve rien d'original, il oppose sur tous les points une négation absolue. Ce philosophe, à son avis, n'a fait qu'adoucir pour les esprits timides le matérialisme de Hobbes en inventant une prétendue faculté de réflexion qui n'est qu'un mot, puisqu'elle n'implique pas dans sa pensée une puissance d'agir, et qu'il en fait seulement une élaboration spontanée, mécanique, de la sensation. Il se sépare également de tous les deux en revendiquant pour l'âme humaine le principe d'activité, sans lequel il n'y a pas d'intelligence proprement dite ni de volonté. Il exprime non sans bonheur sa pensée en disant que, dans l'*Essai sur l'entendement* de Locke, ce qui manque est précisément l'entendement. La conséquence naturelle de ces principes, la plus importante à mettre en lumière dans une étude sur Hazlitt, c'est que l'âme n'est pas un simple organisme, un instrument monté par la nature pour vivre et se conserver suivant des lois auxquelles elle ne peut rien changer. Elle porte en soi un principe d'action; elle a des volontés réelles, et elle le prouve en s'écartant de ce qui est conforme à sa conservation personnelle et à son intérêt, en le négligeant même pour l'intérêt d'autrui. Hazlitt, pour le moment du moins, ne va pas plus loin; il lui suffit d'avoir trouvé une objection sérieuse à la morale de l'intérêt personnel, et cette puissance particulière de l'âme qui lui semble détruire la doctrine des matérialistes en morale, il l'appelle bienveillance, *benevolence*. Jusque-là rien d'original, rien qui puisse expliquer ni promettre les riches développemens des écrits du célèbre *essayist*. On devine aisément qu'il n'était ni avec Paley, ni avec Hartley. Le premier, par ses efforts pour concilier le système de Locke avec l'orthodoxie, avait pu conquérir l'autorité la plus considérable dans les universités d'Angleterre, mais non briser les liens qui l'enchaînaient à une doctrine sans élévation. Le second avait greffé sur le tronc vieilli de la philosophie nationale la théorie nouvelle de l'association des idées; mais un ingénieux procédé de plus ne rendait pas la séve de l'arbre plus abondante. On s'étonne peut-être que le métaphysicien ne parle guère de ses devanciers écossais. Après ce que nous avons dit de sa discussion contre le lockisme, il est impossible de méconnaître qu'il avait bien quelque dette de ce côté; mais les Anglais sont jaloux en métaphysique aussi bien qu'en littérature. Hazlitt est Anglais; il combat des Anglais, et se garde bien de le faire avec des argumens venus d'Écosse. Il ne fait mention qu'une fois d'Hutche-

son, qui avait sa place marquée d'avance dans un débat sur la morale de la sympathie. En l'absence d'autorités pour soutenir sa doctrine de la bienveillance, Hazlitt a préféré en chercher une dans notre pays. Jean-Jacques Rousseau a eu cet honneur inattendu d'être opposé par lui aux métaphysiciens les plus autorisés d'Angleterre. Ce n'est pas le seul exemple d'un critique spirituel aboutissant, après un combat en règle contre les plus grands noms, à choisir comme patron le personnage le moins fait pour jouer ce rôle.

Une comparaison superficielle du philosophe français et du critique anglais ne permet d'abord de voir entre eux que des différences. Le premier aime la phrase riche, harmonieuse; la rhétorique ne lui déplaît pas : il n'attend pas toujours que son sujet le soulève de terre pour s'exalter jusqu'à l'éloquence; le second, dans sa première manière, marche à pas comptés, roulant devant lui sa période lourde et embarrassée. Il procède par déduction perpétuelle. On est surpris qu'il ait si peu profité des leçons de son modèle; on s'étonne encore plus du choix qu'il a fait de son guide, quand on songe que c'est par *la Nouvelle Héloïse* et par les *Confessions* qu'il l'a connu, quand on se rappelle qu'il a rêvé, qu'il a pleuré sur Julie, sur Saint-Preux, sur Rousseau, qu'il en a nourri son cœur et son imagination. Est-ce bien là l'écrivain de ses affections, quand il méditait dans sa pensée les pages ternes et sévères par où il s'est fait connaître dans le principe? Il n'y a qu'une manière d'expliquer cette sorte de contradiction. Hazlitt, quand il écrivait ces pages, tenait en réserve comme dans un coin de son cœur son trésor d'éloquence et d'images, à peu près comme Rousseau l'a fait lui-même quand il a composé *le Contrat social*, tout condensé en propositions successives et pour ainsi dire bourré de déductions géométriques. L'un et l'autre, à un certain moment, se sont défiés systématiquement de leur talent. Seulement Hazlitt a commencé par là; Rousseau en eût peut-être fait autant, s'il avait débuté comme écrivain à Genève. Peu importent les dissemblances : sans doute Rousseau a fait l'éloge de l'état sauvage, et Hazlitt a été le champion passionné des arts et des lettres; mais l'idéal d'une solitude au sein de la nature était un aliment pour la sensibilité de Rousseau, que blessaient les raffinemens d'une société corrompue et d'une vie artificielle. Si je le place par la pensée au milieu d'un matérialisme utilitaire, d'une sorte de puritanisme industriel, et que je me souvienne de sa passion pour la musique, de son goût pour les vers italiens, de son enthousiasme pour la Grèce et pour Plutarque, surtout de ses poétiques promenades et de ses rêves d'amour à l'Ermitage, je ne vois plus en lui le sauvage ni le solitaire en bonnet d'Arménien. Au lieu de copier de la musique pour vivre, il écrit des comptes-rendus d'opéras sous la dictée de sa passion dominante et sincère. Au lieu d'argumenter contre

le théâtre et de se livrer à d'ingénieux paradoxes sur *Bérénice* et sur *le Misanthrope*, il venge Racine et Molière des caprices de la mode ou des mépris d'une secte qui voudrait mettre une utilité basse et servile à la place des plus nobles plaisirs. Sans cesser d'être démocrate, il demeure attaché à la civilisation, à la société, et se sert de sa plume pour en faire pénétrer les bienfaits dans les rangs inférieurs. Sans devenir optimiste ni grand admirateur des hommes, ce qui est impossible avec une sensibilité maladive, il sait jouir de l'indépendance qu'une grande ville comme Paris assure à celui qui fait profession d'écrire sa pensée. Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, qui a l'avantage de mettre en lumière un certain côté de l'esprit d'Hazlitt, il est hors de doute que Rousseau exerça trop d'influence sur lui pour qu'il n'y eût pas entre eux de nombreuses affinités. Le moyen de concevoir autrement un Anglais qui cite à chaque instant le philosophe de Genève, et qui dit quelque part que cet écrivain a changé la face de la littérature moderne?

II.

Dans sa première manière, Hazlitt combattait des morts, et sa dialectique semblait se ressentir de la contagion de leur froideur. Comme le héros troyen, il tirait son épée contre des ombres, et ses coups ne portaient pas. Du jour où il se tourna contre des vivans, il trouva une vigueur qu'il ne s'était pas connue. C'était pourtant toujours la même guerre, mais avec d'autres armes, celles qui étaient à sa main et qui devaient attirer sur lui les regards. Il les tira de l'arsenal de Steele, d'Addison, de Johnson, et les remit sur l'enclume pour en faire un nouvel usage.

Entre les contemporains qui s'étaient faits les champions de la morale de l'intérêt, le plus heureux, le plus populaire, était sans comparaison Godwin, l'auteur des *Recherches sur la justice politique*. L'homme était un ami déclaré de la révolution française, le livre une défense éloquente de la liberté dans un temps où l'Angleterre, revenant en arrière comme effrayée, se donnait tous les jours de nouveaux démentis. Godwin se trouvait alors à l'apogée de sa réputation. On allait à lui comme à l'oracle de la vérité. Les jeunes universitaires jetaient aux orties leur robe avec leur espoir d'avancement dans l'église établie, et se précipitaient sur ses pas comme le peuple élu à la recherche d'un nouveau Gamaliel. Les docteurs pleins d'avenir quittaient l'amphithéâtre et les leçons de clinique pour le suivre; ils délaissaient le corps pour l'esprit, et ne rêvaient que de la constitution nouvelle des sociétés. Godwin voyait se mêler à ses admirateurs Wordsworth, Coleridge, Southey, qui depuis,... ils étaient alors d'intrépides démocrates. D'ailleurs la doctrine était

noble, et avait pour base l'intérêt de tous. Point d'autre loi de la morale que le bien public. Après une démonstration en règle sur l'utilité qu'il y a pour chacun de chercher en toutes choses l'intérêt général, il ne paraissait pas douteux que tout se réglât pour le mieux dans la société. Plus de passions, plus de vices. Le bonheur inaltérable du genre humain allait commencer. Il est vrai que les partisans de la *philosophie moderne* (c'était le nom adopté) ne comptaient dans le monde que des héros et des héroïnes; ils voyaient la terre peuplée de Catons, de Cornélies, de Codrus et de Régulus; autrement il était à craindre que la nouvelle Jérusalem du bien public, « brillante de clarté, » ne fît place aux affreuses échoppes de l'égoïsme et au dégoûtant bourbier de l'intérêt personnel (1). Nous ne donnerons pas Hazlitt pour le premier ni pour le plus puissant des adversaires de l'école de Godwin. Coleridge fut par sa parole et par ses écrits un ennemi plus redoutable de la doctrine de l'intérêt, qu'il déclarait une tache et presque un opprobre pour le caractère national; Malthus eut un succès sans pareil avec son *Essai sur la population,* dont le premier volume était une réponse aux utopies de Godwin. La campagne fut longue, remplie d'incidens, et Hazlitt y prit part seulement comme partisan. Libéral et réformiste autant que Godwin, il combattit Malthus, et lança quatre ou cinq fois sa pierre à la tête du Goliath des tories; mais il eut le mérite de résister à ceux qui suivaient en aveugles le maître des radicaux, et défendit la démocratie tout en rejetant des théories compromettantes ou frivoles. On le voit dès lors ce qu'il fut toujours depuis, très fort sur les réserves, à cheval sur les distinctions, ayant son parti à lui dans le parti de ses amis. D'ailleurs la pensée littéraire l'occupait désormais autant que le but politique ou philosophique. Il avait fait son choix; les essais, les articles de journaux, les morceaux de critique, étaient désormais son domaine. Il faisait servir sa littérature à la défense de ses principes, et les principes étaient un soutien pour sa littérature. Il y avait en lui un écrivain et un philosophe qui répondaient l'un pour l'autre.

Dans une de ses maximes à la manière de La Rochefoucauld, *Characteristics,* nous lisons cette phrase sur les moralistes qui veulent rapporter toutes les actions humaines à l'intérêt : « ils font de l'exception la règle; il serait aisé de renverser leurs argumens et de prouver que nos actions les plus égoïstes sont contraires à l'intérêt. » Ce paradoxe apparent est au fond de tous les essais d'Hazlitt sur la morale. Il revendiqua pour la passion, qu'elle portât le nom de vertu ou de folie, la place énorme qu'elle a toujours dans la vie humaine, même aux époques d'utopies rationnelles et utilitaires. Avec cette idée, il

(1) Voyez Hazlitt, *Spirit of the Age,* notice sur Godwin.

combattit plus ou moins les doctrines de Godwin et celles de Bentham, la *philosophie moderne* et l'*utilitarianisme*. Tant qu'il était resté dans les limites de sa théorie de la bienveillance, il n'ajoutait pas un mot à ce que Rousseau avait avancé contre Helvétius, il ne faisait pas un pas hors du cercle tracé par les Écossais, et en particulier par Adam Smith et Hutcheson. Désormais il entre sur le terrain des adversaires, et il le leur conteste; il fait invasion dans ce domaine de l'intérêt personnel que La Rochefoucauld a décrit en termes magnifiques, et il en chasse cet usurpateur. Vous prétendez que l'amour de soi règne et domine dans toute la vie humaine; montrez-nous donc ses titres. L'homme est si ondoyant, si divers, si passionné, qu'il est même incapable de s'aimer réellement. Il croit le faire, et il se trompe. Ce qu'il appelle amour de soi, c'est tantôt une passion, tantôt une autre. Vous, honnête et chimérique Godwin, vous tombez dans l'erreur la plus profonde en imaginant que cet amour de soi peut être réglé, corrigé, épuré. Vous attendez tout de notre égoïsme, vous croyez donc bien à notre vertu! mais cet intérêt que vous revêtez du beau nom de raison, où est-il? Cherchez un amour de soi bien manifeste, bien avéré; vous n'y trouverez que passions et mouvemens desordonnés de ce cœur que vous espérez supprimer dans l'homme. Vous, respectable Bentham, vous changeriez toute la société humaine en une de vos écoles de l'utile, que vous appelez *chrestomathies*. Vous avez horreur de la nature, vous seriez fâché de vous chauffer au bois, de vous éclairer à la lampe. Vous demandez à quoi sert un bel arbre, une campagne riante, un horizon lointain. Ils servent au même usage que les arts; les hommes ne peuvent pas plus s'en passer que de poésie. L'utilité même, dont vous faites si grand cas, n'a plus d'objet sans le plaisir. Vous ôtez à la nature humaine sa respiration naturelle; vous mettez l'homme dans le récipient d'une machine pneumatique. Pour développer ces pensées, la métaphysique n'était plus de saison, elle n'aurait fait que trahir ce qu'il pouvait y avoir de subtil. A raisonner sur le cœur, Hazlitt eût perdu sa peine, surtout en un sujet d'où il prétendait exclure le raisonnement et bannir le système. Il se tourna du côté de l'observation des hommes, de la peinture des mœurs, ferma ses livres de philosophie, et, confiant dans ses principes, inaugura la liste presque innombrable de ses essais. Le mouvement, la couleur, le style, lui vinrent comme par surcroît.

Prenons pour exemple l'un des plus estimés de ses essais sur la morale, celui qui a pour sujet *The main chance*, l'essentiel, le positif; le titre en est très caractéristique et bien anglais. Cet essentiel, c'est l'argent; point de langue où ces deux mots ne soient à peu près synonymes, point de pays où la raison et le calcul, appliqués aux in-

térêts de la vie privée, n'aboutissent en général à une question d'argent. Le propriétaire qui ne cesse d'agrandir ses résidences, le capitaliste qui ajoute tous les ans un million nouveau à l'édifice de ses millions, le marchand qui travaille du matin au soir pour remplir sa caisse, et, victime volontaire, se sacrifie au devoir d'amasser des écus, la ménagère insatiable qui lésine sur les gages de ses domestiques, la maîtresse de maison qui fait enlever de dessus sa table le bon plat ou la primeur à laquelle ses convives ont à peine osé toucher, le bon *clergyman* qui visite sa cuisine après tous ses repas pour voir si ses cristaux et son argenterie sont mis en sûreté, la jeune fille qui a résolu de n'épouser qu'un lord, toutes les variétés de l'espèce qui attachent à l'argent un grand prix, c'est-à-dire l'immense majorité des hommes, semblent bien pratiquer le culte des intérêts positifs, et faire de l'essentiel ou de la *main chance* la régle de leur vie. Ce sont autant de prosélytes de Godwin et de Bentham, qui n'attendent sans doute que la prédication de l'évangile de l'intérêt pour arriver en foule autour des nouveaux apôtres. Comment douter que la doctrine utilitaire ne soit reçue à bras ouverts, et que le règne de la liberté et de la vertu ne soit bientôt établi sur les intérêts positifs?

Il importe cependant de regarder de plus près à ces dispositions merveilleuses des adeptes que l'on croit si bien préparés. Comment et pourquoi ces personnes aiment-elles l'argent? Le propriétaire achète ou bâtit une maison magnifique, il n'épargne ni ses millions ni sa peine pour la meubler et l'embellir. Il a des appartemens pour y recevoir ses amis, des dépendances pour leurs domestiques, des écuries pour leurs chevaux. Il se ruine pour bien faire les choses. Quel est son intérêt positif dans ces dépenses? Un lit lui suffirait pour y dormir, une salle pour y manger, une chambre pour s'y retirer après son repas. Le reste n'est pas pour lui, et s'il ne désirait pas recevoir ses amis, se faire honneur de son argent, étonner le monde de son luxe, il n'en aurait eu que faire. Dites qu'il est libéral, généreux, ou bien appelez-le prodigue, insensé, mais ne prétendez pas qu'il obéit à son intérêt.

Le capitaliste avare amasse pour lui, chaque parcelle qu'il ajoute à sa fortune lui paraît une défense de plus contre le fantôme de la pauvreté; mais ne voyez-vous pas que plus il s'en éloigne, plus il en a peur? Semblable au voyageur qui fait l'ascension d'un pic élevé, plus il monte, plus l'abîme qui est au-dessous lui donne le vertige. Est-ce de l'intérêt positif ou de la passion et de la folie? Un enfant roule sa boule de neige et la grossit jusqu'à ce qu'elle ne tienne plus dans ses petits bras; il veut montrer, il veut admirer lui-même son habileté, sa persévérance. L'avare amoncèle son or; il ne peut ni ne veut en consommer la valeur, pas plus que l'enfant n'a l'idée

d'avaler sa boule de neige. Il sait qu'il mourra bientôt, et l'enfant n'ignore pas que son œuvre fondra demain aux premiers rayons du soleil. Tous deux se valent, et l'un n'est pas plus positif que l'autre. L'avare aime l'or pour l'or, non pour ce qu'il peut produire à son avantage. L'avare a un idéal comme le poète; la religion du *main chance* n'a donc pas le droit de le compter parmi les siens.

Mais le marchand qui fait de sa vie une balance journalière entre le doit et l'avoir sera peut-être le modèle, le type du sage utilitaire que nous cherchons. Eh bien! tout comme un autre, il sera gouverné par une coquette, il aura des querelles avec sa femme, il battra ses apprentis, il épousera une personne qui a deux fois son âge en vue d'une grosse dot, il sera dupé par sa fille à peine sortie de pension, il s'enivrera tous les soirs, il s'acheminera par ses excès de table vers la seule échéance qu'il ne sait pas prévoir, celle d'une bonne apoplexie; il ne conservera la confiance de personne, il sera un whig ou un tory forcené, il aura mille défauts, une mauvaise humeur ou des colères qui deviennent la véritable affaire et le tourment de sa vie. Utilitaires, ne comptez pas sur lui : cet homme-là n'est pas des vôtres.

On en peut dire tout autant de la ménagère : ses domestiques la trompent, et ses lésineries ne lui rapportent pas 5 shillings par an; tout autant de la maîtresse de maison : ses primeurs se perdent, ses bons plats ne reparaissent pas sur la table; tout autant du *clergyman:* il ne réussit qu'à devenir la fable de ses cuisinières; de la jeune fille : elle ne veut accepter qu'un lord pour mari, précisément parce qu'elle n'a aucune chance raisonnable d'en rencontrer un : plus elle est mortifiée de ne pas réussir, plus elle s'acharne. Et d'où vient ce ridicule désir? A-t-elle calculé ses intérêts, a-t-elle des vues sérieuses d'avenir? Elle a rêvé de s'entendre appeler *my lady* et de voir des armoiries peintes sur son carrosse. Où sont donc les citoyens futurs de la république utilitaire? Sont-ce les joueurs, les ivrognes, les amoureux, les sectaires, les gens qui se battent en duel, ceux qui sont esclaves, — et tous ne le sont-ils pas plus ou moins? — de leurs passions ou de leurs préjugés? Écartons encore les ambitieux, les glorieux, les poètes, les artistes; écartons enfin, car il y en a, les patriotes, les amis dévoués de l'humanité, les saints, les martyrs de leur foi ou de leur conviction. Que restera-t-il? Conclusion : l'essentiel est si peu la règle constante de la conduite des hommes que ce qui paraît en eux pur égoïsme n'est que passion, imagination, habitude, caprice, en un mot absence de raison.

Dire que la science du cœur humain c'est l'étude des passions n'est pas une proposition bien nouvelle; mais les moralistes qui prétendent corriger les passions avec le secours de la raison ne sont pas les maîtres suivis par Hazlitt. Il ne croit qu'à la victoire d'une

passion sur une autre, et il admet des passions vertueuses en reconnaissant qu'il y en a de criminelles. Le sentiment est son critérium en morale, en littérature, dans les arts. Aussi ne faut-il pas s'étonner que Montaigne et Rousseau soient ses guides. D'abord il se serra contre le second, puis il s'approcha de plus en plus du premier, et il est bon de noter que dans un chapitre sur les *essayists* il attribue à celui-ci l'invention du genre. La parenté des esprits n'est pas difficile à suivre du moraliste sceptique du XVIe siècle au moraliste métaphysicien dont nous nous entretenons. Substituez aux chapitres inégaux — où l'esprit de Montaigne suit sa pente comme une eau qui s'épanche — de libres causeries pleines d'*humour*, mais sur des sujets déterminés, vous avez les essais de Steele. Supposez à côté de ces causeries des conversations élégantes où l'esprit a plus de part que la nature, c'est Addison que vous lisez. On sent d'ailleurs que tous deux aiment Horace. Les essais, sous la forte main de Johnson, deviennent de petites dissertations en style périodique; on voit qu'il lit Sénèque et Cicéron. Les personnages, correspondans fictifs, héros de romans qui peuplaient agréablement cette région littéraire et y jouaient de petits drames variés, s'y montrent encore de loin en loin; mais ils sont raides et froids, semblables à des marionnettes jouant des comédies vertueuses. Nous les ôterions volontiers pour n'entendre que ce brave Johnson, le plus honnête homme de la littérature anglaise. Accordez enfin à l'essai plus d'étendue; que la dissertation s'y coudoie avec la causerie, en sorte que l'auteur ait souvent lieu de revenir à ses moutons et d'user de ces transitions, « nous disions plus haut » et « reprenons, » familières à Montaigne; faites-y place à la métaphysique du sentiment, aux querelles de parti, au *spleen* politique et social : c'est Hazlitt, le rédacteur de l'*Examiner* ou du *Liberal*, qui entre en scène.

Telle est son originalité. Quand on lit ses pages tour à tour brillantes et familières, il ne faut pas perdre de vue les principes du métaphysicien. C'est pour l'avoir fait trop souvent qu'on se représente Hazlitt, surtout à l'étranger, comme un esprit paradoxal dont le plaisir, ainsi que le talent, consistait à chercher quelque jolie thèse à soutenir, quelque question curieuse à traiter. Sans cette précaution, il arriverait, par exemple, que l'*Essai sur les testamens* (*On will-making*) serait interprété comme une satire sur les testateurs et sur les bons tours que les défunts se plaisent à jouer aux vivans. Au reste ce ne serait pas avoir la main heureuse que de la mettre sur ce sujet après Horace, Lucien et tant de modernes qui l'ont traité. Hazlitt n'a pas songé à écrire douze ou quinze pages sur les méchancetés posthumes : il a fait une analyse des passions qui sont en tiers entre le notaire et le testateur. L'héritage, ce prolongement de la propriété, lui fournit une suite à son *Essai sur l'amour*

du positif. Ne croyez pas légèrement que son petit *Traité sur les Plaisirs de la haine* (*Pleasures of hating*) soit une occasion d'exhaler sa misanthropie ; il a voulu montrer que la haine n'est pas plus que l'affection un résultat de l'amour de soi. Ses titres souvent nous trompent. Que penser de celui-ci : *Pourquoi les objets éloignés nous plaisent*, sinon que l'esprit de l'auteur s'amuse autour d'une pensée, et qu'il écrit un essai comme on ferait une partie à un jeu d'adresse? Lisez pourtant, et vous aurez un nouvel aperçu de l'auteur sur les passions : vous penserez sans doute avec lui que, si la distance est à l'avantage des objets, *major e longinquo reverentia*, elle tourne au détriment des personnes. Le sentiment de l'humanité se développe au contact de nos semblables, et l'amour du prochain est le mot le plus juste pour l'exprimer.

Au contraire, la loi de l'intérêt nous rend barbares. L'éloignement nous représente les Hottentots et les Cafres comme des êtres d'une autre espèce, la doctrine utilitaire nous réconcilie aisément avec la traite des noirs, et nous arrivons à mettre un morceau de sucre en balance avec le sang et la vie des malheureux qui souffrent les horreurs de l'esclavage pour nous le procurer à meilleur marché. Bentham réduit les hommes à l'état de machines destinées à produire le plus possible. James Mill, un autre utilitaire, écrivant une histoire de l'Inde, prétend que le meilleur moyen d'y réussir est de rester en Europe et de s'entourer de documens officiels; jamais de sa vie peut-être il ne vit un de ces Indiens dont il rédigeait les annales. Les hommes, pour cette école, sont des chiffres, des êtres sans âme et sans cœur. Les purs raisonneurs méprisent la vie humaine. Hazlitt explique ainsi les excès de la terreur : suivant lui, ce sont les théories qui ont dressé la guillotine en permanence sur la place publique. M. Owen de Lanark, un utilitaire encore qui vient de mourir, s'était procuré un sauvage d'Amérique afin de le mettre en opposition avec l'homme civilisé, et en particulier avec l'homme reformé suivant sa méthode. Ce sauvage, qu'il montrait au public, était un argument favori, une antithèse qui lui servait à prouver d'une manière triomphante la supériorité de l'homme européen, surtout quand celui-ci aurait passé par ses mains. Était-il bien sûr que l'argument fût excellent pour le sauvage, et, si ce dernier avait eu sa liberté, serait-il resté chez M. Owen? Bentham, James Mill et Owen prenaient tous leurs semblables pour des animaux logiques: ils construisaient la société comme un théorème de géométrie. Ils ne voyaient pas que l'homme apprend beaucoup plus par les sens, par le cœur et l'imagination que par le raisonnement. Leurs noms, si bruyans autrefois, plongent tous les jours davantage dans le silence et l'oubli. On lit encore Hazlitt. Comme eux, il a combattu pour la réforme; mais il l'a voulue comme elle s'est faite, sans priver la

démocratie des ornemens de l'esprit et des jouissances de l'imagination. Insister sur sa lutte contre les utilitaires proprement dits nous entraînerait trop loin; on peut lire ses essais sur la *Raison et l'imagination*, sur les *Gens de bon sens*, et sa notice sur Bentham. Il suffit que dans le critique nous ayons retrouvé le métaphysicien.

III.

Les œuvres de critique littéraire d'Hazlitt nous font pénétrer plus intimement dans son caractère. Là surtout, nous retrouvons le naturel de l'homme, ses passions dans la vie privée et dans la vie politique. Ses premiers essais dans ce genre datent de 1814; ils coïncident avec la première restauration. La paix semblait faite au détriment de la réforme et de la liberté; l'heure était mauvaise pour le radicalisme militant. Hazlitt, de concert avec son collaborateur Leigh Hunt, entreprit la publication d'une suite d'esquisses à la manière du *Tatler* et du *Spectator*; mais le débarquement à Cannes entraîna de nouveau les deux amis dans la tourmente politique. Le nom de *Table-Ronde* (*Round Table*) fut donné au recueil de ces morceaux de transition qui ne sont ni tout à fait de la vieille école ni entièrement du genre dont Hazlitt devait faire son domaine. Les chevaliers de ce nouvel ordre allaient chacun de son côté à la recherche du Saint-Graal de la démocratie. On peut même dire qu'ils avaient leur roi Arthur dans l'île d'Elbe, endormi d'un sommeil beaucoup moins profond que l'autre. Cela est vrai du moins d'Hazlitt, qui regardait Napoléon comme l'ennemi le plus redoutable du droit divin, et qui de loin le chérissait, donnant un démenti à son discours sur les objets éloignés, mais confirmant par son propre exemple sa doctrine sur la puissance des sentimens.

Dans les deux ou trois années de colère et de représailles aveugles qui suivirent Waterloo, Hazlitt prit part à toutes les discussions qui passionnèrent l'Angleterre. Il n'est guère de questions ou d'hommes politiques du temps dont il n'ait parlé en vrai réformiste de l'avenir, ni whig, ni tory. Écrivain brillant, plein de traits et d'idées ingénieuses, mais dans un pays où la signature n'est encore aujourd'hui qu'à moitié entrée dans les mœurs, causeur vif et heureux à ses momens, mais privé du talent oratoire indispensable chez nos voisins à tout homme qui s'occupe de politique, il était encore peu connu. Sa grande réputation commença réellement avec ses leçons sur la littérature. On sait qu'en Angleterre les leçons publiques portent et méritent à tous égards le nom de *lectures*. L'orateur lit son cours pour la forme, car il le doit posséder par cœur; par convenance, il regarde son papier plutôt que son écriture. L'auditoire est d'ailleurs fort difficile sur la façon de lire, et plus d'un

de nos plus habiles conférenciers échouerait dans une lecture à Londres. C'est un art où quelques-uns seulement réussissent. Dickens y excelle. Pas n'est besoin d'un texte inédit; il lit quelques-unes de ses pages connues de tout le monde, et c'est à sa lecture que le public apporte ses applaudissemens et son argent. Les leçons d'Hazlitt eurent un grand succès; mais cette fois le sujet, la composition, les idées, tout était nouveau. D'ailleurs les nécessités de la vie, un mariage qui n'avait pas changé sa position de fortune, l'obligeaient de multiplier son industrie d'homme de lettres. De 1816 à 1821, il donna quatre cours de littérature, *Characters of Shakspeare's plays, Lectures on the English Poets, Lectures on the English comic Writers, Dramatic Literature of the Age of Elizabeth.* Son attitude dans cette carrière nouvelle a été reproduite avec intérêt par un témoin qui compte parmi les critiques distingués de son temps (1).

Nous ne croyons pas nous éloigner de la vérité en disant que ces quatre ouvrages sont peu connus en France. La critique française n'a guère reçu que de seconde main les idées dont ils sont remplis et qu'ils ont mises en circulation, celles-ci entre autres, que Shakspeare n'est pas dans la littérature du XVIe siècle une exception colossale, une espèce de géant et comme un monstre de beauté que le hasard a vu naître au milieu d'un temps barbare. Ces quatre livres mériteraient une étude approfondie. Il serait surtout intéressant de montrer comment Hazlitt a suivi l'exemple de se reporter vers le temps où la littérature anglaise a été le plus nationale, et de mettre en relief les développemens originaux qu'il a tirés de cette étude. L'initiation lui vint de Coleridge. « Dans l'année 1798, dit-il (les chiffres qui composent ce nombre sont pour moi comme le nom redoutable de Démogorgon), M. Coleridge vint à Shrewsbury (2). » La résidence du père d'Hazlitt n'était pas loin de cette ville. La philosophie fut l'entrée en matière entre le maître et le disciple; mais après leurs premières entrevues il se trouva qu'Hazlitt était gagné à la vieille littérature nationale. Coleridge avait le faible d'estimer surtout ce dont les autres ne s'étaient pas avisés. Un autre maître, le révérend Fawcett, apprit à Hazlitt à mettre sa confiance dans le sentiment personnel. C'était un de ces hommes, comme il s'en trouve plus que les critiques de profession ne l'imaginent, qui ont un jugement exquis lorsqu'ils causent, quoiqu'ils perdent le sentiment du vrai lorsqu'ils s'avisent de faire le métier d'écrivains. Le signal était donné, les perspectives nouvelles étaient aperçues. Dès lors Hazlitt vécut dans l'intimité d'un petit nombre de grands auteurs du passé,

(1) Sergeant Talfourd, *Pensées sur le caractère intellectuel de William Hazlitt.*
(2) *Literary Remains.* — My first acquaintances with poets.

mais sans intermédiaires. Les ayant connus à fond et pour ainsi dire dans l'âme, toutes les fois qu'il eut occasion d'en parler, ce fut avec une sorte d'abondance de cœur, rarement pour suivre une tradition, jamais pour édifier un de ces systèmes qui ne portent que sur des raisonnemens. Telle fut la source de son originalité comme critique. Il n'était pas érudit; Jeffrey lui reprochait discrètement son peu de lecture, il trouvait en lui beaucoup moins de savoir que de vivacité de sentiment, et une sorte d'ivresse du beau. Jamais peut-être on n'a mieux appliqué cette devise de Quintilien qu'Hazlitt ne connaissait sans doute pas, *non multa sed multum*, lire souvent et peu de livres. Il digéra durant de longues années cette nourriture de l'esprit, et, par une nouvelle ressemblance avec Rousseau, l'éclosion de son talent se fit tard et fut complète. Il avait déjà toutes les idées qu'il devait répandre dans ses écrits. Du moment qu'il prit la plume, la lecture lui devint superflue. Nous aimons les richesses qui ne sont pas d'emprunt; en parcourant Hazlitt, on sent qu'il a mis beaucoup du sien dans ce qu'il nous présente. La chaleur de cœur est communicative; quand elle prête son secours à la critique, elle est comme la flamme qui fait reparaître sur le papier des caractères effacés.

Hazlitt juge Shakspeare avec la sensibilité exquise qu'éveille en lui la poésie, et pour lui la poésie jaillit de l'imagination et du cœur. Johnson l'a jugé en le réduisant à la prose, pis que cela, en le soumettant au critérium d'un poète certainement médiocre. Voilà pourquoi Hazlitt a réussi à casser l'arrêt porté par Johnson. Il a l'honneur d'avoir fait pour l'Angleterre ce que Schlegel avait fait pour le reste de l'Europe : il a remis Shakspeare sur le trône d'où Voltaire, de l'avis de beaucoup d'Anglais, l'avait presque fait descendre. Ses leçons sur les poètes anglais sont le développement de ses idées sur l'art. Il en remonte le cours dans le domaine du génie anglais, comme on revient à la source d'un beau fleuve. Né dans un siècle de prose, parmi des générations utilitaires dont il a déjà combattu les impérieuses prétentions, il croit que la poésie va toujours s'amoindrissant. Faut-il partager son avis? Comme nous n'imaginons que ce que nous ne pouvons savoir, il semble naturel de penser que le domaine de la science s'agrandit aux dépens de celui de l'imagination. Nous entendons plus d'un critique de ce temps-ci, temps de science positive, exprimer les mêmes craintes. Ces craintes après tout témoignent d'un invincible besoin de l'esprit humain. Le fleuve de poésie, comme les autres, a des affluens; quand son niveau baisse, quand on voit apparaître le fond, voilà tout à coup, au sortir de ces sables, au détour de ce marécage, un cours nouveau qui vient le grossir et rouler ses eaux dans son lit intarissable. Les leçons d'Hazlitt sur les comiques anglais furent plus que tout autre ouvrage

le fruit lentement préparé de ses pensées de jeune homme. Lui qui aimait tant le théâtre, il n'avait pas connu d'autre comédie que ces livres vieux d'un siècle et demi. Toutes les vives impressions qu'il avait reçues des beaux esprits de la cour de Charles II, toutes les joies secrètes et défendues qu'il avait goûtées en cette compagnie audacieuse et raffinée, au milieu de son petit monde campagnard et puritain, voilà ce qu'il a mis dans ses *Comiques anglais*. Sa littérature dramatique du temps d'Élisabeth ne coule pas autant de source que les ouvrages précédens. Il sort souvent du domaine de ses premières lectures, et, suivant l'observation de Talfourd, ce qu'il écrit a quelquefois été appris la veille. Ce qui n'a pas été, à notre avis, assez remarqué cependant, c'est la belle étude sur le XVIe siècle qui sert d'introduction à ce dernier cours. Nous avons sur ce sujet d'excellens ouvrages, mais pas un chapitre où l'on ait saisi et marqué avec cette force l'influence de la Bible sur la littérature de la renaissance. En résumé, si, comme historien de la poésie nationale, il a été original et nouveau, il le doit au caractère très personnel de ses jugemens.

A mesure qu'il se livrait davantage à la littérature proprement dite, la personnalité gagnait du terrain dans ses écrits. C'est l'écueil où de notre temps la curiosité publique attend les auteurs. De quel sujet parleraient-ils plus volontiers, et en est-il un qu'ils croient mieux connaître? Nous approchons du moment où Hazlitt à son tour tomba dans le piége. De 1821 à 1822, il passa par une crise des plus étranges. La mort de Napoléon le mit presque au désespoir; un chagrin d'amour acheva de l'accabler. Il avait quarante ans, jamais il n'avait aimé sérieusement. Ces passions d'arrière-saison ravagent d'autant plus sûrement le cœur qu'elles le prennent au dépourvu, et que, défiant de lui-même, connaissant ses désavantages, comptant avec tristesse ses années, espérant peu de l'avenir, jaloux de l'univers entier, l'homme n'a plus l'orgueil qui soutient; il se met à la merci de son idole. Hazlitt étonna ses lecteurs par la confidence de son malheureux amour, et mit contre lui le public, ses amis, ses parens. Il publia sous un voile fort transparent les conversations intimes qu'il avait eues avec la jeune fille, les encouragemens qu'il en avait reçus, le refus qui lui fut opposé au-delà d'une certaine limite qui n'était pourtant pas celle de la modestie. Rien ne put vaincre cet obstacle, pas même les propositions sérieuses et plusieurs fois répétées d'un mariage. On en aimait un autre. D'où venaient les familiarités singulières, les excessives privautés dont se prévalait la partie plaignante? Elles ne pouvaient être expliquées que par la coquetterie; de plus elles avaient pris naissance dès la première semaine, et, circonstance aggravante, la belle Sarah Walker, fille d'un brave tailleur et d'une prudente maîtresse d'hôtel,

rendait des services personnels aux locataires de ses dignes parens, et pouvait avoir trop d'expérience dans l'art de les retenir sous le toit paternel.

L'honnête homme trompé s'éloigne et ne dit mot.

Hazlitt s'éloigna, mais il écrivit un volume de deux cents pages auquel il donna le titre de *Liber amoris, ou le Nouveau Pygmalion*. Il était en effet le Pygmalion d'une statue qu'il adorait et insultait tour à tour, mais qui resta toujours de marbre pour lui. Pourquoi refusa-t-elle de prêter l'oreille à des propositions qui l'honoraient au-delà peut-être de ce qu'elle pouvait espérer? Avait-elle un engagement sérieux? C'est un problème qui sans doute, s'il avait été désintéressé dans la question, aurait excité la curiosité de moraliste d'Hazlitt. Tout eût été pour le mieux, si cet échec était tombé sur un homme qui voulût admettre que le raisonnement peut quelque chose contre la passion. Combien d'autres ont prouvé comme lui que moraliste n'est pas synonyme de sage!

Une autre circonstance compliquait la situation de l'auteur du *Liber amoris:* il était marié, quoiqu'il vécût séparé de sa femme. Pour arriver à toucher le cœur de la belle Sarah, il demanda et obtint le divorce suivant la loi d'Écosse, plus indulgente en cette matière que la loi anglaise. Personne ne s'y opposait, ni la femme d'Hazlitt, qui avait assez du mariage, le connaissant par une fâcheuse épreuve, ni les familles des deux époux, qui continuèrent à vivre dans le meilleur accord. Sur ce point, la correspondance d'Hazlitt est confirmée par le journal que sa femme, fidèle à une habitude anglaise, tenait fort exactement. Jamais ils ne s'étaient mieux entendus que depuis qu'ils plaidaient en séparation; ils se rencontraient souvent, logeaient parfois presque porte à porte, prenaient dans l'occasion le thé ensemble, se donnaient les meilleurs conseils. Il arriva même à Mme Hazlitt de blâmer amicalement son époux d'avoir mis le public dans la confidence, et à M. Hazlitt de s'excuser comme il put en disant que la publication s'était faite sans qu'il le voulût, ce qui n'était vrai qu'en un sens: ce n'était point par un acte de volonté réfléchie qu'il avait mis sous presse le *Liber amoris;* l'amour déçu, la vengeance peut-être, la passion certainement, en avaient donné le bon à tirer. Le critique de Quincey a prononcé sur ce livre le mot définitif: « Ce fut l'explosion d'un moment de folie. Il jeta au vent le cri de son angoisse, sans se demander qui l'entendrait, quelles sympathies ou quelles dérisions pouvaient l'accueillir. Il n'avait souci ni des marques de pitié ni des éclats de rire. Son unique besoin était d'exhaler ce qu'il avait dans le cœur. »

Hazlitt fut donc séparé de sa femme. Il mit sa liberté aux pieds de Sarah Walker, qui n'en agréa point l'hommage; il épousa une

seconde femme qui fit avec lui le voyage d'Italie et de Suisse, et fut quitté par elle au retour. Cela donne lieu de croire que, si la belle Sarah avait quelques torts dans le passé, elle ne jugeait pas mal de l'avenir. Rousseau avait à peu près le même âge lorsqu'il aima pour la première fois de sa vie. La femme qui lui inspira ce sentiment profond n'eut pas moins de complaisance pour lui que Sarah Walker pour Hazlitt. Elle opposa le même refus et la même excuse à sa passion : elle aimait un autre homme. Mais Mme d'Houdetot était comtesse et Sarah une demoiselle d'hôtel garni; la première était sincère, dans la seconde il y avait calcul et coquetterie. Bien que les intentions d'Hazlitt fussent plus correctes, il a été dupe, et son aventure ne peut supporter la comparaison avec le roman des amours de Rousseau. Le *Liber amoris,* malgré des pages délicates ou passionnées, est plus curieux qu'intéressant. On peut aujourd'hui s'assurer de l'authenticité des correspondances et d'une partie des récits qui le composent. M. Carew Hazlitt, qui possède les pièces originales, n'a trouvé dans le livre de son grand-père que des changemens d'ordre et des interversions en vue de l'effet à produire.

Nous avons parlé de son désespoir à propos de la mort de Napoléon. Quoiqu'il fût très bon Anglais d'ailleurs, il partageait le préjugé, fort répandu sur le continent, que le héros de la conquête française était le plus ferme soutien du progrès et de la liberté. La sainte-alliance avait eu soin de commettre toutes les fautes nécessaires pour populariser cette idée. Les espérances que l'auteur du *Round Table* avait pu garder après 1815, il les perdit en 1821. Ce n'étaient plus des marques ordinaires de tristesse que l'on pouvait apercevoir dans le laisser-aller de sa mise ou même dans l'oubli de sa sobriété habituelle. La mort de l'empereur fut pour lui beaucoup plus qu'une calamité publique : il porta son deuil, non en bonapartiste, mais en radical pur, en radical d'or vierge, suivant le mot des Anglais, *a virgin gold radical.* Il le pleura comme le capitaine de la révolution, et parce que ses larmes étaient autant d'injures à la royauté légitime et aux tories. Ses idées prirent un tour particulier qui est visible dans les essais de cette époque. Plus que jamais il s'isole et s'enferme avec ses pensées, comme si la pierre de la tombe était scellée sur le siècle et sur lui-même, et qu'elle portât la fatale inscription que Dante a gravée sur sa porte de l'enfer. Plus que jamais il vit en lui et pour lui, inflexible dans ses principes et détaché de tout, même du prosélytisme. Il vit dans le passé : son goût littéraire l'y portait déjà; mais il détourne ses yeux de l'avenir, auquel il ne croit pas. De là de nouveaux paradoxes faits pour étonner ceux qui ne suivent pas le développement de ses idées dans sa vie, celui-ci par exemple, que l'idée des années qui ne sont plus fournit à l'âme autant d'aliment et de plaisir que celle des années qui ne

sont pas encore. Il va plus loin dans le scepticisme du découragement, et s'efforce de nier les bienfaits de l'intelligence; il applique tout son esprit à prouver le néant de l'esprit. De là des comparaisons entre la force intellectuelle et la force physique, à laquelle il donne la victoire. Dégoûté du talent, dont les résultats ont trahi ses plus nobles aspirations, il envie la supériorité d'un athlète, d'un joueur de paume, d'un boxeur. Il y a peu d'essais plus originaux que celui où il fait l'oraison funèbre du grand joueur de balle Cavanagh, et cet autre dont une lutte de boxeurs est le sujet. Rousseau vante l'état sauvage par haine des raffinemens de la société; Hazlitt met les corps robustes au-dessus des grandes intelligences par ennui et fatigue des vains efforts de l'intelligence (1). Dans cette veine pathétique et profonde de l'écrivain, nous choisissons la page suivante, comme échantillon de son style à la fois ému et brillant. On y retrouvera l'écho lointain de sa double plainte dans les consolations même qu'il demande au passé.

« Je fus toujours porté à mettre bien haut le pouvoir de l'amour. Je pensais que cette douce puissance devait associer les formes les plus aimables aux cœurs les plus aimans, que nul n'avait part à ses triomphes, s'il n'avait sa beauté divine imprimée au front et son empire établi au cœur. Aussi le contemplais-je à distance, me jugeant indigne de grossir un si brillant cortége, et je n'avais garde, même un instant, de ternir une si belle vision en prétendant m'y faire admettre. C'était ma pensée alors; mais Dieu sait que c'était une des erreurs de ma jeunesse. Quand je le considérai de plus près, je vis le boîteux, l'aveugle, l'estropié, entrer dans l'enceinte; j'y vis également le bossu, le nain, le laid, le vieux, l'infirme, l'homme de plaisir, l'homme mondain, le petit impertinent, le vantard ridicule, l'imbécile et le pédant, l'ignorant et le brutal, les êtres les plus étrangers à ce qu'il y a de plus beau sur la terre, à ce qui fait l'orgueil de la vie humaine. Voyant tous ceux-ci entrer dans la cour d'Amour, je pensai que je pourrais m'y risquer moi-même à la faveur de la foule; mais, comme je fus rejeté, j'imaginai, peut-être à tort, que j'étais au-dessus plutôt qu'au-dessous du niveau commun... Je m'enorgueillis de ma disgrâce, et je conclus que mon patrimoine était ailleurs. Le seul titre dont je me sois jamais prévalu est l'*Essai sur les principes des actions humaines,* ouvrage que pas une femme n'a lu, que pas une sans doute ne comprendrait... Pourquoi me plaindre? comment espérer de recueillir de beaux fruits parmi des ronces et des chardons? La pensée en moi a étouffé le plaisir; ce front soucieux, penché sur la vérité, est devenu un roc sur lequel toute affection s'est bri-

(1) Voyez les essais intitulés des *Advantages of intellectual superiority, Indian Jugglers, On the pleasure of hating, On living to one's self, On great and little things,* dans les recueils du *Table Talk* et du *Plain Speaker.*

sée. J'ai exhalé ma vie en un long soupir; si jamais une douce figure s'est tournée vers la mienne, ce fut bien tard, trop tard; mais quoi? je ne regrette rien, si cette image pure et modeste, si cette figure tendrement inclinée sur moi, réjouit mon avenir de sa douceur angélique, si elle jette un rayon sur mon passé, un rayon perçant comme un sourire à travers les larmes. Une lumière vient alors couronner ma tête. Une atmosphère d'amour se répand dans ma chambre solitaire... Les fleurs de l'espérance et de la joie, renaissant dans ma pensée, rappellent le temps où elles y fleurirent pour la première fois. Les années enfuies frappent à ma porte et rentrent chez moi. Je suis encore au Louvre. Le soleil d'Austerlitz ne s'est pas couché. Il brille encore ici, dans mon cœur, et *lui,* le fils de la Gloire, n'est pas mort, il ne le sera jamais pour moi... Tout ce que j'ai pensé et senti n'a pas été en vain. Je ne suis plus un être sans valeur; je ne mourrai pas, je ne périrai pas dans le mépris. Je puis m'asseoir sur la tombe de la Liberté, je puis écrire un hymne à l'Amour. Oh! si tout cela est déception, laissez-moi mon erreur! laissez-moi vivre dans l'enchantement de ces doux regards! et toi, quand tes baisers devraient être mon poison, quand tes sourires me donneraient la mort, trompe-moi jusqu'à la fin par l'idée de ton amour (1)! »

On a dans ce morceau Hazlitt peint par lui-même, avec ses illusions, avec ses entraînemens personnels et aussi avec son exubérance de style. Ce style, un peu flamboyant dans quelques passages, a pu étonner sa génération; mais il lui appartenait en propre, et jaillissait ainsi par momens comme une fontaine bouillonnante. La personnalité, si l'on met à part le *Liber amoris,* fait souvent la vie de ses essais. Ses illusions, il les lui faut pardonner; elles sont rachetées par une rare constance dans ses principes. Il a écrit une vie de Napoléon qui est une apologie; mais c'était déjà le temps des plaidoyers historiques, et il répondait au long réquisitoire de Walter Scott devant l'Angleterre courroucée et en face de lord Wellington. Au reste, s'il n'avait jamais eu de parti-pris, il eût fait exception à la règle commune. Il exerça la critique dans le camp des radicaux, mais avec moins d'injustice qu'elle n'était pratiquée dans celui des tories par Croker, Gifford et les autres. Jeffrey lui-même parmi les whigs, quoique moins passionné, se montra souvent plus partial. Hazlitt appartenait à une génération qui avait salué la révolution française comme une aurore; mais il avait vu les espérances communes pâlir et s'éclipser l'une après l'autre, les hommes manquer à leurs promesses et trahir leur cause. C'était pour lui comme si la foi et la vertu disparaissaient de la terre. Sa constance fut inflexible; tantôt irrité contre ses amis qui avaient changé, tantôt attristé, mais sym-

(1) *On great and little things.*

pathique à leurs succès, il resta toujours le même au fond, pour les tories irréconciliable, pour les whigs dédaigneux et défiant.

IV.

Dans le portrait d'Hazlitt que nous venons d'esquisser, nous avons suivi les documens dont on doit la publication à son petit-fils; nous avons emprunté à lui-même les principales lignes qui composent sa figure. Toutefois on serait loin de posséder l'idée d'Hazlitt tout entier, si l'on ne prenait pas soin de dégager de son œuvre ce qui en fait le critique d'une époque spéciale de la littérature anglaise, et si à côté de sa doctrine littéraire on n'indiquait pas ses titres comme écrivain en matière d'art. C'est de 1822 à 1826 qu'il a donné ses meilleurs essais sur la littérature contemporaine. On les trouve dans le *Table Talk*, dans le *Plain Speaker*, et surtout dans le *Spirit of the age*, l'esprit du siècle. A ceux qui veulent surtout connaître l'homme, les deux premiers recueils ont le droit de plaire; à ceux qui veulent aussi étudier le temps, le dernier se recommande plus que tout autre ouvrage de l'auteur. C'est un aperçu rapide et plein de couleur sur les hommes d'état, les poètes, les philosophes d'outre-Manche à l'époque des grands combats entre les réformistes et l'aristocratie.

Hazlitt, à notre avis, est l'écrivain qui représente le mieux le mouvement littéraire anglais d'il y a trente ou quarante ans. Ses devanciers avaient fait de la critique française, ceux du XVIIe siècle en rapportant les œuvres aux règles traditionnelles, à la manière de Rapin et de Le Bossu, ceux du XVIIIe en rédigeant des jugemens discrets avec de petites citations à l'appui, comme Johnson. Désormais les livres étaient trop nombreux pour qu'il fût possible aux lecteurs de contrôler par eux-mêmes les arrêts portés par cette magistrature littéraire, et le besoin d'en parler dans les conversations trop général pour qu'on s'en tînt aux modestes dissertations dont on s'était jusque-là contenté. Non-seulement les critiques demeuraient investis de leur fonction de dégustateurs en titre du goût public : on leur demandait dans le triage des écrits de signaler ceux qu'il fallait absolument lire, on exigeait sur le reste des raisonnemens tout faits pour s'en entretenir sans les avoir lus. De là cette dialectique abondante qui étonne un peu les lecteurs de Jeffrey et de Macaulay; ces écrivains étaient comme chargés de pourvoir les salons et les clubs d'élémens de discussion. C'est ainsi que peu à peu les critiques se substituaient aux auteurs; ils étaient maintenant mieux que des essayeurs assermentés, et devenaient des intermédiaires entre le public et la littérature. Il y avait sur chaque ouvrage la thèse des whigs, qui prirent l'initiative, celle des tories,

qui suivirent de près, celle des radicaux, qui levèrent vingt ans plus tard le drapeau utilitaire. Telle était la situation du temps d'Hazlitt. On ne peut plus dire qu'il en soit de même aujourd'hui. Les partis existent toujours; mais la critique a cessé d'être si bien enrégimentée. Elle a encore des drapeaux, et n'arrivera pas de si tôt à l'impartialité philosophique où M. Matthew Arnold voudrait la voir parvenue; cependant elle ne porte plus de livrée, elle fait la guerre de partisans. Chacun suivant sa conviction ou son humeur, chacun pour son compte, attaque ou soutient, blâme ou loue les hommes et les œuvres. Le fond même de la critique paraît sensiblement changé. On raisonnait à perte de vue sur l'esthétique; après un débat sur quelques principes mis en avant, on tirait des conclusions sur la bonté de l'ouvrage. On écoutait d'ailleurs les adversaires non pour apprécier leurs argumens, mais pour y répondre. Comme la littérature était un champ clos, la critique était une escrime. Rien ne ressemblait davantage à une conférence de stagiaires, *debating society*. Jeffrey, qui excellait dans l'art de ne pas céder, fut nommé le prince des critiques. Se faire admettre à la *Revue d'Édimbourg*, c'était alors bander l'arc d'Hercule; durant trente ans, celui qui réussit le mieux dans cette opération d'athlète fut ce petit homme poli, qui avait toujours des réserves à faire de la meilleure grâce du monde, et qui n'était jamais à court d'argumens. Aujourd'hui certes la métaphysique ne fait pas défaut dans les travaux de ce genre, les longs raisonnemens paraissent autant que jamais être du goût des lecteurs anglais; mais la discussion porte sur le fond, non sur la forme de l'ouvrage. Le livre est-il bon, pourquoi s'attarder à le prouver? On se contente généralement de le dire, et l'on passe à l'analyse des idées qui le composent. Nous ne saurions nous étonner que le grand critique d'Édimbourg ressemble aujourd'hui aux oracles grecs dont parle Plutarque. Le silence s'est fait bien vite autour de son sanctuaire. La renommée d'Hazlitt a mieux résisté, et la cause n'en est pas seulement dans la vivacité de son talent et dans le radicalisme de ses opinions. Il ne recevait le mot d'ordre que de son propre sentiment, et son esthétique était d'intuition beaucoup plus que de raisonnement. Comme il se pénétrait des sensations et des pensées de chaque esprit qu'il voyait passer devant lui, ses analyses étaient vivantes. Son *Esprit du siècle* est une galerie de portraits qui n'a rien perdu de sa fraîcheur.

Les critiques d'intuition et de sentiment sont de deux sortes : le goût des uns est tranché, original; ils aperçoivent les objets à travers un milieu qui leur est particulier; ils voient vivement, mais seulement avec leurs yeux. Le goût des autres est plus général et plus souple; ils savent se mettre à plusieurs points de vue; ils comprennent, ils devinent même votre sensation. Ils reçoivent une vive

impression d'un plus grand nombre de choses; ils enrichissent leur nature d'un plus grand nombre d'emprunts. Les premiers ressemblent davantage aux poètes; les seconds sont, je crois, des critiques plus complets. Hazlitt était de ces derniers. Dans la célèbre discussion sur Pope, il n'embrassa rigoureusement aucun des deux partis. Il demandait la correction, l'élégance à Pope, et ne permettait pas qu'on le dépouillât du titre de poète; mais s'il s'agissait de force et de sublimité, il les cherchait dans Shakspeare et dans Milton. « Quand on veut proscrire, disait-il, tout ce qui n'atteint pas à un modèle de perfection imaginaire, ce n'est pas qu'on ait un goût plus pur ni une intelligence plus haute, c'est qu'on voudrait escamoter les opinions qu'on ne partage pas ou les plaisirs d'esprit auxquels on est étranger. » Il a écrit des lignes charmantes sur ce Fawcett, son ami, dont nous avons parlé, et qui l'initia aux secrets de la vraie critique.

« Aimez-vous Sterne? — Oui, sans doute, répondait-il; je mériterais d'être pendu, si je ne l'avais pas aimé. Entendre seulement M. Fawcett répéter quelques vers du *Comus* de Milton, de sa belle voix, douce et profonde, et les commenter ensuite avec enthousiasme, c'était une fête pour l'oreille et pour l'âme. Il lisait la poésie de Milton avec la même ferveur et la même dévotion que depuis j'en ai vu d'autres lire leur propre poésie. Je l'ai entendu s'écrier : « C'est le plus délicieux des sentimens que d'aimer ce qui est excellent, peu importe de qui. » A cet égard, il pratiquait sa maxime. Il était incapable d'une injustice secrète, et jugeait d'après ce qu'il sentait. Il n'y avait pas une paille, pas une tache dans le clair miroir de son esprit. Il était aussi ouvert aux impressions qu'il était ferme pour les soutenir. Que l'auteur fût ancien ou nouveau, en vers ou en prose, il n'en prenait aucun souci. « Ce qu'il voulait, disait-il, c'est quelque chose qui le fît penser. »

Voilà bien le critique parfait; mais qui se rendra le témoignage d'avoir toujours été le lucide miroir sans défaut et sans nuage? qui pourra dire qu'il a conservé avec courage les impressions qu'il a reçues avec candeur? Le vrai critique ne s'aime pas lui-même; sa conscience lui parle avec toute l'impérieuse sévérité d'une religion. Il ne fait pas de son talent son excuse. « Quand j'aurais toute la science, quand je parlerais avec la langue des anges, je ne serais rien sans la charité. » Il s'applique ces paroles du texte sacré; elles signifient qu'il vaut mieux, pour lui, avoir un sentiment libéral et porter des jugemens désintéressés que d'être grand et original avec beaucoup de haine et d'envie, et de nier misérablement tout ce qui n'est pas son œuvre, tout ce qui n'est pas lui. Hazlitt était d'un parti. Il a ravalé Byron, parce que Byron était lord. Il a mal compris Shelley, parce « qu'il se défiait des Grecs et de leurs pré-

sens, » et qu'à ses yeux tous les nobles étaient des Grecs. Il a été dur pour Thomas Moore, parce que l'auteur de *Lallah-Rook* était le poète lauréat des aristocrates du whiggisme. Il s'est plu au moins une fois à exagérer les ridicules des lakistes, parce que les lakistes étaient tories. S'il a sacrifié à la passion, il a professé, il a toujours voulu pratiquer des maximes honnêtes, celles de la conscience littéraire, et qui s'expriment en deux mots, humanité et désintéressement. Ainsi nous le retrouvons comme critique ce qu'il était comme moraliste. D'autres ont mieux parlé que lui sur quelques points, Charles Lamb par exemple ; mais on ne trouve que dans Hazlitt l'image complète de la littérature du temps. Jeffrey a eu le succès complet et la puissance; mais il passera, il a passé déjà. Hazlitt est resté, parce qu'il a été moins exclusif pour les hommes et moins systématique dans les choses. La renommée de Macaulay est encore tout entière. C'est un esprit d'une trop grande étendue pour le mettre en balance avec Hazlitt, et nous ne pouvons avoir l'idée de comparer un écrivain aventureux et toujours contesté avec un auteur d'une popularité immense. Pourtant, dans le cercle limité de la critique littéraire, Hazlitt est pour ainsi dire indispensable ; Macaulay néglige l'art et se détourne vers les appréciations morales. Hazlitt sera toujours un guide plus sûr; il fait aimer ceux dont il parle, son rival songe plutôt à se faire admirer lui-même et à étaler ses vastes connaissances.

Si nous rapprochons Hazlitt de ses successeurs, nous ne sommes pas moins frappé des ressemblances que des différences entre eux et lui. En général, ils sont plus érudits; ils savent plus en détail, non pas mieux, je crois, leur littérature anglaise; ils connaissent beaucoup mieux, j'en suis sûr, l'antiquité et les littératures du continent. Il en est qui sont parvenus à une sorte d'éclectisme cosmopolite qui est une preuve bien curieuse, surtout pour l'Angleterre, de la marche rapide de l'esprit moderne. Quelques-uns même, fatigués des caprices du sens individuel, invoqueraient volontiers le secours d'une autorité littéraire dans le genre de l'Académie française. Sans bâtir en vue de Westminster une coupole de l'institut de la Grande-Bretagne, M. Matthew Arnold ne serait pas éloigné de l'idée d'ériger un tribunal de l'opinion publique en matière littéraire, une cour suprême de la critique sans distribution de prix ni réceptions solennelles, une académie sans directeur ni chancelier. Hazlitt se contentait à peu près de savoir la langue anglaise, mais il la savait en perfection. Il était un partisan trop déclaré de la liberté pour avoir prévu la tendance qui existe aujourd'hui vers un essai d'autorité et de centralisation dans les lettres et dans l'éducation publique. En un mot, il était de son temps; mais il ressentait déjà

tout ce qui porte l'esprit contemporain à réclamer un partage égal des avantages sociaux, il voulait le libéralisme largement appliqué au domaine des lettres et des arts; il rêvait de voir le beau, cet ornement de la vie humaine, cesser d'être le patrimoine de certaines classes, et devenir l'héritage de tous. Tel est le caractère généreux de ses ouvrages, et c'est pour cela qu'il nous paraît un critique vraiment moderne.

Les dernières années d'Hazlitt furent à peu près consacrées à la publication de ses écrits divers sur les arts. Ces morceaux détachés, formant trois volumes, *Criticisms on art* et *Conversations of northcote*, ont le mérite d'avoir stimulé le goût anglais, qui commençait à s'éveiller, d'avoir répandu dans un public presque entièrement novice les idées et les notions relatives à la peinture et à la sculpture. L'Angleterre est la dernière venue au banquet des arts; elle y a sa place. C'est la nature libre, sans procédés, sans conventions, qui règne sur ces toiles que nous n'avons pas vues d'abord sans surprise. Il ne faut pas croire cependant que les Anglais aient commencé par là, ni que cette peinture ait pris naissance comme une génération spontanée. La nature ne vient pas ainsi prendre les hommes par la main : suivant le mot de Goethe, elle nous dérobe ses secrets avec obstination. Il y a eu des peintres avant Reynolds, et Reynolds lui-même était non-seulement un disciple scrupuleux des anciens maîtres, mais un adepte fervent de l'idéal. La peinture a été longtemps pour l'Angleterre un objet d'exportation, et même une marchandise qu'elle a d'abord reçue sous pavillon étranger. Elle faisait venir du continent ses peintres comme ses chanteurs d'opéra, ses maîtres de danse et ses cuisiniers. Elle eut ensuite des artistes anglais; mais l'art continua d'être un produit étranger introduit par des nationaux. Ils n'avaient rien qui ne fût italien, flamand ou hollandais. Les Anglais sont un peuple laborieux par goût et triste par humeur. Tout ce qui est pénible et dur, canaux, machines, industrie, labour, travaux scientifiques, problèmes ardus d'économie politique, — tout ce qui n'a ni fleur ni sourire a des attaches singulières pour ces hommes froids, sérieux et robustes. Dans ces sortes de labeurs, ils n'ont pas besoin du continent. On dirait que l'épanouissement du plaisir leur est étranger. Ils le ressentent au fond de l'âme, et le rendent par la poésie comme par une sorte de respiration. Ils ne l'expriment point par les sens et pour les yeux. Ils y arrivent cependant, mais beaucoup plus tard que les autres peuples, — singulier désavantage dans les arts, où les temps postérieurs semblent toujours frappés d'une espèce de stérilité. Ils y arrivent, mais quand le moment favorable est passé. Le sentiment du beau est éveillé, mais le plaisir a pris d'autres routes; la richesse est devenue trop grande,

le besoin d'argent trop impérieux; le caprice règne en maître parce qu'il peut payer toutes ses folies. La surprise a pris la place de l'admiration, et la vanité se contente sans avoir besoin du génie.

Il y a cependant un art anglais, une école anglaise, et Hazlitt n'a pas peu contribué à les fonder. Jusqu'à lui, la critique d'art, si l'on peut dire qu'il en existât une, ne différait pas beaucoup de la critique littéraire. Elle consistait dans la description du sujet, des groupes, de la perspective et des détails matériels. C'est ainsi que, pour apprécier une tragédie, on faisait l'analyse de l'exposition, de l'action, du dénoûment, en ajoutant quelques mots sur les caractères des personnages et sur le style du poète. De la pensée, de la passion, de l'âme même du drame, il n'en était pas question. Ainsi du tableau : l'expression et le sentiment de la beauté disparaissaient. Les écrivains rédigeaient, pour ainsi dire, des notes, comme des voyageurs qui ne veulent pas sortir d'un musée leur carnet vide. Hazlitt est aussi pour un public peu artiste un voyageur qui revient de loin; mais ce n'est pas son carnet, c'est son cœur qui est plein. Un critique brillant et facile a de notre temps renouvelé l'art d'écrire sur la peinture en faisant passer le dessin et la couleur dans son propre texte. Hazlitt se rapproche davantage de Diderot : il décrit ce qu'il sent; mais il ne substitue jamais la sensation à l'objet réel, il voit aussi bien qu'il sent : à travers la toile, il atteint jusqu'à l'artiste. Il a une puissance de perception et d'analyse correspondante à la puissance d'exécution du maître et de sa réalisation de la beauté. Bien que sa tendresse passionnée soit pour Titien, son esprit n'est pas moins compréhensif dans l'art que dans la littérature. Je ne vois que les Hollandais pour lesquels il soit sobre d'éloges; encore faut-il se souvenir qu'il combat le goût dominant de son pays, et en particulier celui du roi George IV et de ses courtisans, lesquels étaient amoureux de ces *magots* qui déplaisaient si fort à Louis XIV. Même en peinture, si l'on veut, les préjugés du radical reparaissaient. Il triomphait de voir les grands se méprendre en ces matières. Il apprenait avec plaisir que lord Wellington ne pût goûter Raphaël. « O Raphaël, s'écriait-il, on est heureux de savoir que c'est un homme incapable de te comprendre qui a fait des bévues si fatales à l'humanité! » Cependant son esprit est ouvert à toutes les formes du beau. Il ne fait pas grand état de la hiérarchie des genres, pourvu que les genres soient pris dans la nature. Sans doute tout ne dépend pas toujours de l'exécution; mais la grandeur des sujets ne fait pas la grandeur des maîtres. L'art de bien voir est le même partout, et il peut être poussé si loin qu'il compense l'infériorité du modèle.

La nature est toute la loi pour l'école anglaise; elle est aussi le dernier mot de la critique d'Hazlitt. Si nous avons insisté, c'est qu'il

a été pour les Anglais le théoricien de la nature. Reynolds, dont les *Discours sur l'art* sont estimés, avait développé la théorie contraire. Il proposait pour objet aux artistes l'idéal; mais cet idéal, qui est une chose réelle et vraie tant qu'il reste dans la métaphysique pure, perd toute sa valeur, s'il est envisagé d'une manière pratique et en quelque sorte grossière. Choisissez non le modèle, mais les traits qui le composeront; prenez des formes non individuelles, mais moyennes; voyez plusieurs objets à la fois, jamais un seul en particulier; songez à l'ensemble et négligez le détail : vous êtes alors, suivant Reynolds, sur le vrai chemin de l'idéal, et vous n'avez qu'à marcher devant vous. On reconnaît ici la théorie de Cicéron, qui nous semble, par l'assimilation de l'éloquence à la philosophie, altérer singulièrement celle de Platon. Hazlitt, que les attaches de l'autorité des anciens n'incommodent en aucune façon, a rompu complétement avec cette doctrine. Le mot d'idéal, il ne le repousse pas; il est vrai qu'il n'y met pas d'autre sens que celui du mot réalité. L'artiste choisit ses modèles suivant la beauté qu'il y entrevoit; mais c'est toujours une imitation immédiate des objets qu'il se propose. Raphaël a pris ses vierges dans la nature, et c'est la nature qui a fourni les belles formes qui respirent dans les marbres du Parthénon. Dans ses essais et dans ses livres spéciaux, par occasion ou directement, partout, Hazlitt a réfuté Reynolds. L'étude du mouvement de l'art en Angleterre remonte donc à lui comme à l'une de ses sources. Si l'on avait le loisir d'instituer une comparaison entre l'auteur des *Criticisms* et M. Ruskin, on arriverait peut-être à se convaincre que les idées du second sont à plusieurs égards le développement extrême des idées du premier. Sauf les exagérations, nous sommes porté à penser que le génie moderne, qui en tout aspire à l'affranchissement, penche du côté de cette doctrine de la nature, nous dirions du *naturalisme*, si ce mot ne semblait pas un peu gros de prétentions. Relisez une page bien remarquable de Goethe, celle où Werther dessine ce groupe de deux enfans, le premier de quatre ans, le second de six mois, dans les bras l'un de l'autre.

Point d'autorité, peu de raisonnement, de la métaphysique, mais pas d'autre que celle du sentiment, on voit que notre auteur établit dans les arts les mêmes principes qu'en morale et en littérature. Reste une seule observation à faire pour retrouver Hazlitt toujours semblable à lui-même. De son temps, les galeries les plus précieuses appartenaient à de riches propriétaires, et, dispersées dans les différens comtés, étaient d'un accès difficile. Gardées comme le jardin des Hespérides, quelque indomptable dragon, sous la forme d'un intendant, veillait à l'entrée de ces collections comme si l'admiration publique en eût diminué la valeur. La fatale barrière élevée

entre l'artiste et les chefs-d'œuvre qu'il était seul capable d'apprécier ne tombait parfois que devant le noble visiteur descendant d'une chaise de poste ou arrivant à cheval accompagné d'un domestique en riche livrée. Les offres les plus généreuses d'un touriste à pied n'étaient pas toujours entendues. La fantaisie du maître ouvrait ou fermait tour à tour les collections, et Hazlitt fut contraint de décrire de mémoire des œuvres que depuis plusieurs années il n'avait pas vues. C'était un premier obstacle à l'entreprise de populariser les notions d'art. Le libéralisme des grands seigneurs d'Italie faisait absolument défaut à l'aristocratie anglaise. Ce n'est pas tout, l'amour de l'art s'est développé en Angleterre bien après la richesse. Quand les personnes qui pouvaient payer ces nobles jouissances commencèrent à soupçonner le plaisir que peut procurer un précieux marbre ou bien une noble peinture, le superflu de la fortune avait trouvé d'autres issues. La balance nécessaire entre l'excédant de la richesse et le sentiment du beau n'existait pas dans ce pays : l'argent par sa pente naturelle allait à la rareté, à l'orfévrerie, aux mosaïques étrangères, aux pierres précieuses, aux porcelaines. De là cette tendance tout anglaise à l'étalage de l'or et des pierreries. « Ceci est à moi, semblait dire au public toute personne qui ouvrait aux visiteurs ses salons encombrés de trésors, et il n'y a personne au monde qui ait le droit d'éprouver à la vue de toutes ces choses d'autre sentiment que celui d'admirer combien je suis riche. » Hazlitt a combattu avec esprit, avec éloquence, ce double préjugé du faste qui étale les raretés et de l'avarice qui cache les chefs-d'œuvre. Tandis que le roi, la cour, la noblesse, couraient à l'exhibition de la richesse ou des objets d'art dont la garde jalouse faisait à leurs yeux le plus grand prix, l'écrivain radical invoquait le principe humain, généreux, du partage des jouissances de l'esprit. Il montrait que l'œuvre d'un grand maître agrandit la pensée de tous ceux qui l'admirent, autant que l'appareil de la fortune rapetisse les âmes de tous ceux qui en sont les témoins curieux. En soutenant cette thèse, que faisait-il, si ce n'est de porter dans la critique d'art les mêmes sentimens sympathiques et libéraux dont en dernière analyse tout lecteur équitable peut le voir partout inspiré?

Hazlitt mourut en 1830, quelques mois après notre révolution de juillet. Toutes les causes qu'il avait défendues étaient encore pendantes; il avait eu sa part de toutes les défaites que son drapeau avait essuyées. Le succès de la réforme parlementaire était encore douteux. Le radicalisme, il est vrai, gagnait tous les jours du terrain; mais il semblait étroitement lié à la doctrine utilitaire. Les idées d'Hazlitt paraissaient donc condamnées. En politique, les événemens lui donnaient tort comme en morale. Il avait fait une guerre

sourde et continue au système monarchique, et jamais la nation ne s'était montrée plus attachée de cœur à la royauté. Il léguait à l'Angleterre une apologie de Napoléon, et la popularité de la dynastie perpétuait dans son pays le triomphe de la légitimité. En littérature, où il suivait le mouvement général, ses jugemens se compliquaient souvent de ses antipathies politiques. Dans les arts, il contrariait les goûts de l'aristocratie, qui seule s'intéressait d'une manière évidente à la question; il combattait les opinions reçues et renversait les traditions. De plus, le sentiment très vif de sa supériorité le rendait hautain. Il abordait de front ses adversaires, et il en avait sur tous les points, il en cherchait au besoin. Sa manière même de composer était provoquante. Il allait droit à ce qui lui paraissait faux, et poussait sa pensée jusqu'à la limite extrême. Sans reconnaître, sans contester ce qui avait été dit sur un sujet, il se bornait à dire ce qui lui semblait nouveau. La critique des devanciers lui apparaissait comme un grand livre que tous pouvaient lire et d'où il était inutile de rien extraire. Il se contentait d'écrire en marge sur ce livre : ce n'était pas sa faute si ces observations, placées pour ainsi dire en vedette, attiraient les yeux et semblaient dictées par l'humeur contredisante. Hazlitt laissa la réputation d'un esprit paradoxal. Nous ne pouvons, nous, être blessés de ces allures originales; elles le tirent de la foule et le mettent en lumière. Nous lui savons gré d'avoir évité toute compilation, d'avoir eu l'horreur des redites. Aujourd'hui des radicaux sont au pouvoir, mais ni l'esprit de secte, ni la doctrine utilitaire n'y est entrée à leur suite; la dynastie royale s'appuie sur l'affection des sujets, et cependant elle exige d'eux si peu de sacrifices de leur indépendance qu'ils peuvent se croire en république. A qui le temps a-t-il donné raison, d'Hazlitt ou de ses mortels ennemis les tories? Les velléités d'humeur du juge en matière de goûts sont oubliées; les années ont consacré la plupart de ses arrêts littéraires. Une école remarquable de peinture a prouvé tout au moins que l'auteur de tant d'écrits sur l'art ne prêchait pas dans le désert. Les paradoxes d'hier sont devenus, en grande partie du moins, des vérités. Il est donc permis de dire en toute assurance, et avec le beau sens que les Anglais attachent à ces expressions, que William Hazlitt, malgré quelques entraînemens, fut « un critique noble et libéral, » noble à cause de son grand talent, libéral à cause des généreux principes qu'il a toujours défendus.

LOUIS ÉTIENNE.

HISTOIRE

DES SCIENCES

L'ANCIENNE ACADÉMIE ET LES ACADÉMICIENS.

L'Académie des Sciences et les Académiciens de 1666 à 1793, par M. Joseph Bertrand, membre de l'Institut; Paris 1869.

Notre siècle se distingue par les études historiques. Nous savons mettre en lumière la physionomie des temps passés, placer dans leur vrai jour les hommes et les idées d'autrefois. Nous excellons à éclairer ainsi le présent par le souvenir des époques qui ont précédé. Nous recherchons soigneusement l'origine de nos institutions, de nos opinions, de nos connaissances, nous en examinons curieusement le développement progressif; nous arrivons ainsi à juger sainement de l'état où nous sommes parvenus et à estimer, par le chemin que nous avons déjà fait, celui que nous avons encore à faire. C'est ainsi que l'histoire proprement dite, l'histoire des nations, a été reconstruite sous nos yeux par des méthodes entièrement nouvelles. Nous avons vu également la philosophie se résoudre en une sorte de critique historique, en une histoire des idées. Partout la méthode historique a illuminé les questions actuelles par le reflet des choses anciennes. A vrai dire, c'est l'œuvre principale de nos écrivains les plus éminens. Ils ont développé dans notre littérature le sentiment de l'évolution humaine, ils nous ont habitués à considérer les formes successives de la vie des peuples, et à trouver dans cette étude une source féconde d'enseignemens.

Il semble au premier abord qu'il n'y ait qu'un faible avantage à appliquer la méthode historique aux sciences proprement dites, aux

sciences mathématiques, physiques, naturelles. On est porté à croire que les objets dont ces sciences s'occupent ont quelque chose d'absolu qui les met en dehors de l'histoire; mais c'est là une erreur qui ne tient pas contre l'examen des faits. Nous pouvons dire que, pour comprendre véritablement les sciences, il est indispensable de connaître les différentes phases qu'elles ont traversées. L'enseignement classique nous présente un certain nombre de vérités dont l'ensemble constitue une science; il les met toutes sur la même ligne, ou du moins il essaie d'établir entre elles un ordre logique, passant des plus simples aux plus compliquées. Cela serait peut-être suffisant, s'il s'agissait de sciences entièrement faites et dont tous les élémens seraient connus : l'édifice pourrait alors être construit de toutes pièces dans un dessein bien arrêté; mais il n'en est pas ainsi la plupart du temps, il s'agit de connaissances incomplètes, de découvertes partielles, d'aperçus à demi lumineux, qui ne nous permettent que des conjectures sur le plan de l'œuvre totale. L'ordre qu'on établit est donc artificiel, et il est bien difficile qu'il s'impose assez nettement à notre esprit pour lui être d'un grand secours; dès lors nous nous trouvons en face d'un amas confus de vérités, sans trop savoir quelles sont celles qui présentent le plus d'importance, sans avoir de points fixes auxquels nous puissions nous attacher. Que si à l'ordre logique on vient substituer l'ordre historique, tout se classe et s'éclaire; nous comprenons alors les efforts successifs de l'esprit humain, et nous voyons, au milieu des tentatives avortées, naître les germes heureux que doit féconder l'avenir. Les systèmes qui s'écroulent les uns sur les autres nous expliquent les traces qu'ils ont laissées dans la science et dont le sens nous avait d'abord échappé. Les controverses anciennes nous font comprendre l'intérêt qui s'attache à certains faits dont la portée spéciale est d'ailleurs devenue fort restreinte. La science perd ainsi ce qu'elle avait de froid, de terne, d'impersonnel; elle devient vivante, animée, elle prend couleur humaine.

Il est donc certain que l'enseignement classique des sciences gagnerait beaucoup, si l'on y introduisait dans une certaine mesure les considérations historiques dont il est encore entièrement privé; mais il est surtout une lacune qu'il importe vraiment de faire disparaître au plus tôt. Comment n'y a-t-il pas dans l'enseignement supérieur une seule chaire d'histoire des sciences? La création d'une pareille chaire, soit au Collége de France, soit à la Sorbonne, répondrait à un véritable besoin. Quant aux livres propres à donner une idée de l'intérêt que la méthode historique introduit dans les études scientifiques, ils sont extrêmement rares. On peut citer, parmi les plus anciens, l'*Histoire des Mathématiques* de Bossut, l'*Histoire de l'Astronomie* de Bailly, quelques-unes des œuvres d'Arago, la *Philoso-*

phie chimique de M. Dumas. Parmi les livres récens, nous ne voyons guère, comme exemple à donner, que l'*Histoire des Doctrines chimiques depuis Lavoisier*, par M. Wurtz. Nous sommes donc encore bien pauvres sous ce rapport, et il y a là une mine féconde qu'il importe d'exploiter. Il est certain qu'une histoire générale des sciences serait un des livres les plus beaux et les plus utiles qu'on pût faire actuellement, et qu'à défaut d'une œuvre si considérable il y a encore à entreprendre des travaux de haute conséquence en traçant les annales de quelques sciences particulières.

Celui qui ne craindrait pas d'aborder de front l'histoire générale, qui ne reculerait pas devant la tâche ardue de tracer ainsi un vaste tableau d'ensemble, trouverait un cadre commode et nettement dessiné dans l'histoire même de notre Académie des Sciences. Elle a pris depuis deux cents ans la part la plus active à toutes les recherches et à toutes les découvertes; elle n'a pas cessé d'être comme le foyer où sont venus converger les efforts des savans. Elle s'est recrutée d'ailleurs de tous les hommes qui ont marqué dans nos fastes scientifiques; il n'y manque aucun nom célèbre, et on peut remarquer qu'elle a été sous ce rapport plus heureuse que l'Académie française, qui a omis d'appeler dans son sein des hommes tels que Molière et La Fontaine, — pour ne citer que ces deux-là. Une histoire de l'Académie des Sciences deviendrait donc facilement, entre les mains d'un auteur habile et compétent, une histoire des sciences elles-mêmes, et l'on y verrait naître et se développer dans leur vrai milieu tous les grands problèmes qui ont successivement excité la curiosité humaine. M. Joseph Bertrand, en se faisant dans un livre récent l'historien de l'ancienne académie, ne s'est point proposé une œuvre si complète. Et d'abord il s'arrête aux dernières années du XVIIIe siècle, au moment où toutes les académies furent dispersées par des décrets de la convention; mais, dans la période même qu'il embrasse, il ne s'attache pas à marquer, même à grands traits, la marche générale des sciences. Il s'est fait un plan plus modeste. Il a recueilli nombre de données intéressantes sur la vie intérieure de l'ancienne académie, dont il a compulsé les procès-verbaux; il est arrivé ainsi à faire revivre la physionomie des séances et à nous montrer les académiciens dans leurs travaux et dans leurs préoccupations de chaque jour. C'est un des côtés du sujet, la chronique plutôt que l'histoire. S'il a plu à M. Bertrand de considérer la question à ce point de vue restreint, on sait que personne n'était plus apte que lui à mener à bonne fin le travail d'ensemble dont nous parlions tout à l'heure. Prenons pour le moment ce qu'il nous donne. L'esquisse légère à laquelle il a voulu se borner nous montre du moins, sous une forme vivante, l'Académie dans les principales périodes de son existence.

I.

C'est Charles Perrault, l'auteur des *Contes de fées*, qui détermina Colbert à fonder une Académie des Sciences sur le modèle de la Société royale de Londres. Cette académie, à l'origine (1666), comprenait non-seulement des géomètres et des physiciens, mais aussi des érudits et des hommes de lettres; elle était divisée en sections qui s'assemblaient séparément et qui avaient seulement quelques réunions générales; c'était à peu près, sur une échelle réduite, l'organisation actuelle de notre Institut. Cependant l'Académie française et l'Académie des Inscriptions, qui existaient déjà de leur côté, — la première fondée, comme on sait, par Richelieu en 1635, la seconde par Colbert lui-même en 1663, — s'émurent du caractère de généralité donné à cette institution rivale; elles firent remarquer qu'il y avait là un double emploi, et au bout de très peu de temps Colbert réduisit le rôle de l'académie nouvelle aux études et aux recherches purement scientifiques. L'académie ainsi constituée ne comprit d'abord que seize membres choisis par Colbert avec grand soin. Les plus célèbres de ces premiers académiciens furent Huyghens, Roberval, Picard, Auzout; nous y pouvons ajouter Claude Perrault, le frère de Charles, à la fois médecin et architecte, et qui devait bientôt s'immortaliser en fournissant les plans du nouveau Louvre.

Sous la protection éclairée de Colbert, les seize académiciens formaient une petite famille assidue au travail, aussi modeste que laborieuse, attentive à tout étudier et absorbée dans le désir de découvrir des vérités nouvelles. L'académie se réunissait deux fois par semaine, le mercredi et le samedi; les séances du mercredi étaient spécialement consacrées aux travaux mathématiques, celles du samedi aux expériences de chimie et d'histoire naturelle, que la langue du temps réunissait sous la désignation commune de physique. Tous les membres payaient largement de leur personne, tous les plans d'études étaient mis en commun, et chacun s'ingéniait à combiner son action avec celle de ses collègues. Ce n'est pas que les plans proposés fussent toujours heureux, ni que les expériences que l'on instituait fussent toujours fécondes. Il est certain que les méthodes alors suivies dans les études de chimie, d'histoire naturelle, nous paraissent maintenant bien stériles, et l'historiographe de l'académie n'a pas de peine à provoquer notre sourire en nous retraçant par le menu quelques-unes des recherches qui étaient alors gravement poursuivies dans le laboratoire de nos savans. Pourtant son récit nous laisse une impression sérieuse; on se sent pris de sympathie pour les allures simples, pour la robuste

foi de ce petit groupe d'hommes entièrement adonnés à la recherche de la vérité.

Les travaux d'Huyghens suffiraient seuls à jeter un éclat durable sur les débuts de l'Académie des Sciences lacé entre Galilée et Newton, Huyghens est à peine inférieur à ces deux grands hommes; son *Traité sur le pendule*, son *Traité sur la lumière*, restent parmi les livres qui ne peuvent pas périr et qui jalonnent de siècle en siècle la voie des connaissances humaines. Les astronomes de l'académie naissante se signalèrent aussi par de véritables succès. Picard et Auzout, chargés par le roi de mesurer la grandeur de la terre, perfectionnèrent les méthodes géodésiques en appliquant pour la première fois les lunettes à la mesure des angles. Ce fut aussi Picard qui alla déterminer la position précise de l'observatoire que Tycho-Brahé avait fondé à Uranienborg. On s'occupait alors de construire l'observatoire de Paris, et il importait de fixer avec la dernière exactitude la position relative des deux établissemens pour pouvoir utiliser les travaux de Tycho-Brahé. Picard s'acquitta fort heureusement de cette mission. Il obtint encore dans ce voyage un autre résultat des plus précieux; il ramena de Danemark en France et attacha à l'Académie des Sciences le jeune Rœmer, qui devait le premier déterminer la vitesse de la lumière en observant les occultations des satellites de Jupiter.

Colbert avait toujours soutenu avec un soin intelligent l'académie qu'il avait fondée, plein de prévenances et de ménagemens pour elle, soucieux de ses intérêts et de sa dignité. Après la mort de Colbert (1683), elle trouva dans l'impérieux Louvois un protecteur moins éclairé. Louvois, en accordant sa faveur à l'académie, n'entendait pas la laisser libre de suivre à son gré des recherches d'une pure utilité scientifique; il voulait qu'elle eût toujours en vue les intérêts de l'état et la grandeur du roi. Cette pression administrative froissa et paralysa l'Académie des Sciences. Elle subit d'ailleurs vers cette époque des pertes irréparables; Huyghens quitta la France après la révocation de l'édit de Nantes, sans vouloir profiter des facilités exceptionnelles qu'on lui offrait; Rœmer se retira de même en Danemark, et Picard mourut en 1684. On voit alors l'académie s'effacer et languir; elle abandonne le système du travail en commun qui avait soutenu son zèle; le laboratoire est déserté, et les procès-verbaux deviennent stériles.

Cet état de choses dura jusqu'en 1699. Une nouvelle organisation donnée alors à l'académie devint pour elle le signal d'une sorte de renaissance. Ponchartrain avait succédé à Louvois comme protecteur de la compagnie; son neveu, l'abbé Bignon, s'en fit donner la direction et mit en vigueur un règlement nouveau. Le nombre des académiciens fut porté de seize à cinquante, dont dix membres ho-

noraires, vingt pensionnaires et vingt associés. Les membres honoraires étaient de grands seigneurs à qui l'on ne demandait pas une collaboration effective. Les pensionnaires, recrutés pour la plupart parmi les membres de l'ancienne compagnie, furent partagés en six sections, celles de géométrie, d'astronomie, de mécanique, de chimie, d'anatomie et de botanique. Les associés étaient des sortes d'adjoints dont douze devaient être pris parmi les Français et huit parmi les savans étrangers (1). Une mesure importante caractérisait le nouvel ordre de choses : l'académie se recrutait elle-même en présentant pour chaque place vacante une liste de trois membres à la nomination du roi. Le système se complétait par l'adjonction d'un élève à chaque pensionnaire. Les pensionnaires choisissaient eux-mêmes leurs élèves avec l'agrément de la compagnie et les soumettaient à la sanction royale; ces jeunes surnuméraires avaient d'ailleurs le privilége de figurer, dans une proportion déterminée, sur les listes de présentation pour les places d'associés (2).

L'académie, ainsi renouvelée et agrandie, fut solennellement installée au Louvre dans un logement spacieux et comfortable. Une nouvelle ère de travail commence alors pour elle. On a renoncé aux plans d'ensemble, à la culture collective de la science. Chacun travaille comme il l'entend, choisit ses sujets de recherches; mais une règle sévère astreint tout académicien à un labeur effectif : sauf les membres honoraires, chacun doit fournir son tribut aux discussions et aux mémoires publiés par la compagnie. Des exclusions rigoureuses sont prononcées non-seulement contre les membres qui, sans excuse valable, restent trop longtemps absens, mais même contre ceux qui assistent aux séances sans y apporter leur part de travail. Ceux dont l'âge a diminué les forces obtiennent seuls, sur leur demande, le titre de vétéran, qui les dispense d'une occupation régulière (3).

Sous l'empire de ces dispositions, le rôle et l'influence de l'académie grandissent rapidement. Elle acquiert une notoriété considérable, et tout ce qui intéresse les sciences vient peu à peu se soumettre à son contrôle; les particuliers, l'administration, prennent l'habitude de la consulter sur les grandes questions où sa voix peut se faire entendre avec utilité. Tous les géomètres, tous les savans, lui adressent leurs mémoires, et elle s'astreint à examiner régulièrement tout ce qui lui est envoyé; de 1699 à 1790, ses archives ne

(1) Les huit premiers associés étrangers furent Leibniz, Tchisnauss, Gulhiemini, Hartsœcker, les deux frères Bernoulli (Jacques et Jean), Rœmer et Newton.

(2) Le titre d'élève fut aboli en 1716 par une ordonnance du régent, et remplacé par celui d'adjoint.

(3) Le titre de vétéran fut accordé successivement à Saurin, à Jacques Cassini, à Maraldi, à Fontenelle, à Leymery, à Mairan, à La Condamine et à Grandjean-Fouchy.

contiennent pas moins de dix mille rapports. Avec un budget des plus modestes, — 30,000 ou 40,000 livres tout au plus, dont la plus grande part constituait les pensions des membres, — elle trouve moyen de fonder des prix et de susciter ainsi sur une foule de problèmes des recherches intéressantes.

L'initiative privée lui vint en aide à cet égard, et il est juste d'appeler l'attention sur le nom de Rouillé de Meslay, qui donna le signal de pareilles libéralités. Rouillé de Meslay, conseiller au parlement, mort en 1715, légua à l'Académie des Sciences une rente de 4,000 livres, au principal de 100,000 livres, constituée à son profit par les prévôts des marchands et échevins de la ville de Paris, à condition que MM. de l'académie proposeraient tous les ans un prix de la moitié de ladite somme pour être donné à qui aurait le mieux réussi « par raison et non par éloquence, » en quelque langue et style que ce fût, dans une dissertation « touchant ce qui contient, soutient et fait mouvoir en ordre les planètes et autres substances contenues dans l'univers, le fond premier et principal de leurs productions et formations, le principe de la lumière et du mouvement. » L'autre moitié de la somme devait être affectée « aux rétributions ou épices de MM. les juges » et aux frais de publication. Rouillé de Meslay donnait encore à l'académie, dans les mêmes conditions, une rente de 1,000 livres pour la fondation d'un prix destiné à récompenser chaque année « celui qui aurait le mieux réussi en une méthode courte et facile pour prendre plus exactement les hauteurs et degrés de longitude en mer et en des découvertes utiles à la navigation et grands voyages. » Il voulait ainsi contribuer après sa mort à la solution de ces problèmes dont il s'était occupé de son vivant, et pour lesquels il avait proposé des solutions quelquefois bien bizarres. En ce qui concerne les longitudes par exemple, il avait espéré qu'un coq né sous un certain méridien et habitué à chanter à un certain moment dans le lieu de sa naissance continuerait à chanter aux mêmes intervalles, si on le transportait en d'autres lieux; un coq de Lisbonne, habitué à chanter chez lui à minuit, chanterait ainsi à une heure à Paris. Cet animal devait donc servir de chronomètre pour estimer entre deux stations la différence des heures, c'est-à-dire des longitudes. De pareilles singularités furent invoquées comme des preuves d'insanité d'esprit par le fils de Rouillé de Meslay, qui, mécontent de voir son héritage entamé, attaqua le testament paternel; mais l'académie obtint gain de cause, et à partir de 1721 elle commença la distribution des prix en se conformant autant que possible aux volontés du testateur. Le problème de la cause première du mouvement des planètes disparut bientôt de ses programmes; mais celui des longitudes resta à l'ordre du jour pendant plus de cinquante ans. D'autres prix vinrent s'y joindre, et l'on

vit les plus grands noms de l'Europe, les Bernoulli, les Euler, se disputer à l'envi les récompenses académiques et les mériter par des travaux considérables.

L'autorité que l'Académie des Sciences avait acquise lui assurait d'ailleurs de la part de l'administration des subventions spéciales dans les occasions extraordinaires, et elle trouvait ainsi des ressources pour organiser une série d'expéditions lointaines. Cette tâche, il faut le dire, lui était souvent facilitée par le désintéressement et la générosité de ceux de ses membres qui étaient chargés de ces voyages. Une des plus anciennes parmi les explorations scientifiques est celle que Richer fit à Cayenne; il y résolut plusieurs questions d'une importance capitale; il y démontra que le pendule qui bat la seconde est plus court dans les régions équatoriales qu'à Paris, et il fournit ainsi les premiers élémens pour déterminer la façon dont la pesanteur varie suivant les latitudes. Dans le même voyage fut calculée la distance de la planète Mars à la terre; c'était un moyen de fixer le rayon encore inconnu de l'orbite terrestre. Jusque-là les astronomes ne connaissaient que les rapports des distances planétaires, et ils n'avaient aucune idée de la valeur absolue de ces grandeurs. On eut dès lors un terme de comparaison qui établit les véritables dimensions du système solaire.

La double expédition envoyée en Laponie et au Pérou pour mesurer la longueur des degrés polaires est une des plus célèbres dans les annales de l'académie. Bien que les théories de Newton eussent commencé à se répandre en France, on n'était pas encore fixé sur la véritable figure de la terre. Cassini, directeur de l'Observatoire, et beaucoup d'autres astronomes, se fondant sur les mesures données par Picard, prétendaient que les degrés sont plus courts au pôle qu'à l'équateur, et ils en tiraient cette conclusion géométrique, que la terre est un sphéroïde allongé dans le sens des pôles. Fallait-il admettre un résultat si contraire au système newtonien, qui représentait la terre comme un ellipsoïde à pôles aplatis? L'académie résolut en 1735 de faire une vérification solennelle et définitive. Maupertuis partit pour la Laponie, emmenant avec lui Clairaut, Lemonnier et l'abbé Outhier. La Condamine, Bouguer et Godin, accompagnés de Joseph de Jussieu et de Couplet, s'embarquèrent pour le Pérou. L'expédition du nord fut heureuse. Maupertuis revint triomphant en 1738, rapportant les mesures polaires qui, comparées aux mesures prises en France, suffisaient à la rigueur à résoudre la question. Les degrés polaires étaient décidément les plus longs, et la terre était par conséquent un ellipsoïde aplati. Les gravures du temps nous ont conservé le souvenir du succès obtenu par Maupertuis; elles le représentent en costume d'hercule lapon, un bonnet fourré sur les yeux; d'une main, il tient une massue, et de

l'autre il écrase un globe terrestre. Si la mission de Laponie réussit pleinement, celle de l'équateur subit au contraire une série de traverses funestes. Couplet en arrivant à Quito fut emporté par une fièvre maligne; Seniergues, le chirurgien de l'expédition, fut assassiné par la populace de Cuença. Godin fut pris d'autorité par le vice-roi du Pérou et installé à Lima dans une chaire de mathématiques qu'il n'eut pas la faculté de refuser. Joseph de Jussieu quitta lui-même l'expédition et se fixa au Pérou, d'où il ne revint que plus de trente ans après, infirme et entièrement privé de mémoire. Bouguer et La Condamine rapportèrent seuls en France les résultats de la mission, retardée par mille contre-temps; Bouguer ne revint qu'en 1742, La Condamine en 1743, et, à peine réunis à Paris, ils donnèrent au public le fâcheux spectacle de leurs dissentimens et de leur rivalité.

Citons encore le voyage que La Caille fit en 1752 au cap de Bonne-Espérance pour étudier les étoiles de l'hémisphère austral. Peu de voyages furent aussi fructueux par l'abondance des matériaux rassemblés. Pendant qu'il rendait ainsi à l'astronomie des services signalés avec des ressources bien modestes, La Caille était sans cesse poursuivi de la crainte de coûter trop cher au gouvernement, qui faisait les frais de sa mission. « J'ai toujours, écrivait-il, ménagé la dépense depuis que je suis ici, et si je n'avais pas avec moi un ouvrier qui dépense plus que moi, quoique jamais mal à propos, je n'aurais pas dépensé cinquante piastres par-dessus ma pension. »

Un phénomène qui ne se renouvelle que deux fois par siècle avait été choisi par les astronomes pour vérifier la distance de la terre au soleil, calculée d'abord, comme nous l'avons dit, par Richer; ce phénomène était le passage de Vénus sur le disque du soleil; il devait avoir lieu le 6 juin 1761 et se renouveler en 1769. Un grand nombre d'observateurs se répandirent sur tous les points du globe pour en étudier les diverses circonstances. C'est ainsi que Pingré alla à l'île Maurice, Le Gentil à Pondichéry, l'abbé Chappe en Sibérie. Ce bon abbé Chappe, que l'impératrice Catherine accusait à cette occasion d'avoir tout vu en Russie « en courant la poste dans un traîneau bien fermé, » devait cependant périr, peu d'années après, victime de son dévouement à la science. Envoyé en Californie en 1769 pour observer le second passage de Vénus, il fut atteint, à son arrivée dans le pays, d'une maladie contagieuse qui enleva tous ses aides et ses compagnons. Affaibli lui-même, languissant, privé de tout secours dans un pays désert, il avait réussi cependant à échapper au danger; mais, le moment décisif de l'observation étant venu, il ne voulut pas laisser perdre une occasion qui ne devait plus se représenter de longtemps : il se traîna jusqu'à son observatoire volant, y épuisa ses dernières forces et mourut.

II.

L'historiographe de l'Académie des Sciences, c'est M. Bertrand que nous voulons dire, met ainsi en relief, à travers les travaux de nos savans, la physionomie propre d'un grand nombre d'académiciens. Il trace toute une série de portraits rapidement enlevés en quelques traits. C'est comme une galerie de médaillons finement touchés. On y trouve, à côté des hommes célèbres dont la gloire a été consacrée par la postérité, un certain nombre de figures secondaires, oubliées maintenant, mais qui n'ont pas laissé de remplir dans leur temps des rôles de quelque importance.

Voici d'abord la série des secrétaires perpétuels de la compagnie. Le premier fut Duhamel, un modeste et savant abbé que Colbert avait choisi à cause de sa belle latinité. Duhamel avait résumé dans un livre un instant célèbre, *Philosophia vetus et nova*, les opinions philosophiques de toutes les écoles. Sans se piquer d'invention, il savait exposer les idées d'autrui, et sa critique témoigne d'un jugement sûr. Duhamel eut d'ailleurs la bonne fortune de choisir pour aide et de léguer à l'académie, pour second secrétaire perpétuel, l'ingénieux et brillant auteur de *la Pluralité des mondes*. Fontenelle ne fut jamais très savant; il n'entra jamais bien profondément dans les diverses théories dont sa charge l'amenait à parler; mais il avait une merveilleuse aptitude à saisir la surface des choses, il savait prendre dans chaque question ce qu'elle avait de brillant, et la présenter au public sous l'angle où elle rayonnait le mieux. Sceptique d'ailleurs et ne se laissant aller entièrement à aucune opinion, il se jouait également avec tous les systèmes et les présentait tous avec une aimable désinvolture. « Il ne faut donner, disait-il, qu'une moitié de son esprit aux choses de cette espèce, et en tenir une autre moitié libre où le contraire puisse être admis. » Deux fois par an, l'Académie des Sciences entendait solennellement l'éloge de ceux de ses membres qui étaient morts depuis la dernière réunion publique. Les éloges prononcés par Fontenelle dans ces occasions ont acquis une juste célébrité. Un tour noble et aisé, un choix heureux de détails biographiques, une analyse ingénieuse des travaux et des découvertes de chacun, font de ces petits morceaux autant de chefs-d'œuvre qui sont restés dans notre littérature et qu'on n'a cessé d'imiter. Fontenelle ne mourut u'en 1757, âgé de près de cent ans; mais dès l'année 1739 il fut remplacé comme secrétaire perpétuel par Dortous de Mairan.

Mairan est un exemple de ces célébrités d'un jour qui s'évanouissent devant la postérité; peu de savans ont eu une carrière plus facile et ont joui de plus d'estime parmi leurs contemporains. L'Aca-

démie des Sciences, comme pressée de le posséder, lui fit un honneur qu'elle n'avait encore fait à personne, et qui fut refusé plus tard aux hommes les plus illustres : elle le nomma d'emblée pensionnaire sans le faire passer par les grades inférieurs d'adjoint ou d'associé. L'Académie française le distingua de son côté et l'appela dans son sein. Rien ne justifie à nos yeux les faveurs exceptionnelles dont Mairan fut ainsi l'objet. Sans doute son principal mérite consistait dans ces qualités d'entregent qui frappent vivement les contemporains, mais dont l'histoire perd le souvenir. Il ne resta d'ailleurs que trois ans secrétaire, et céda sa place en 1743 à Grandjean de Fouchy. L'académie eut en Fouchy, pendant plus de trente ans, un secrétaire diligent et infatigable, activement mêlé aux travaux de ses collègues et attentif à les enregistrer avec un soin jaloux. Sous des dehors un peu ternes, il avait les qualités solides de son emploi. Comme Duhamel, qu'il rappelle par plusieurs côtés, il eut la modestie de se choisir un adjoint doué des qualités les plus brillantes, et de se donner ainsi un successenr qui devait l'effacer; ce fut Condorcet, qui conserva les fonctions de secrétaire jusqu'en 1793. Condorcet s'était fait de bonne heure un nom comme géomètre; il s'était donné dès la jeunesse cette forte éducation scientifique que rien ne remplace. Assez instruit pour entrer dans le vif de toutes les questions, doué d'un esprit assez ouvert pour embrasser l'ensemble des sciences, habile à écrire et à parler, il remplit ses fonctions avec autant de zèle que d'éloquence jusqu'au moment où la vie politique vint l'absorber tout entier. Ses éloges académiques, moins gracieux, mais plus nourris que ceux de Fontenelle, étaient fort goûtés de ses contemporains. « Le public, lui écrivait Voltaire, va désirer qu'il meure un académicien par semaine pour vous en entendre parler. »

Telle est la liste des secrétaires perpétuels de l'ancienne académie. Il faillit s'y introduire, entre les noms de Fontenelle et de Condorcet, un nom bien plus glorieux, celui même de Voltaire. A l'époque où Fontenelle songeait à abandonner une fonction devenue trop fatigante pour sa vieillesse, Voltaire avait conçu le secret dessein de recueillir cette charge de « premier ministre de la philosophie. » Voltaire, à cette époque, n'était point encore entré à l'Académie française; ses ennemis avaient réussi à l'en écarter, et un certain dépit le poussait à fausser compagnie aux quarante en allant remplir chez leurs voisins un office auquel il eût sans doute donné un grand éclat. Il s'appliquait donc à se créer des titres scientifiques. Retiré à Cirey, il s'occupait de physique avec l'ardeur qu'il mettait à toutes choses; il étudiait Newton, dont il résumait les théories dans son livre des *Élémens de philosophie newtonienne;* il fai-

sait des expériences originales sur la chaleur, et concourait pour un prix proposé par l'académie sur la nature et la propagation du feu. Jaloux enfin de faire ses preuves de géomètre, il prenait part à la grande controverse qui agitait les savans de l'époque au sujet de la mesure de la force, et combattait la théorie des « forces vives » dans un long mémoire qu'il envoyait à l'académie (1741). Ce ne furent là que des velléités passagères; il abandonna bientôt la physique et la géométrie, et cessa de leur consacrer un temps qu'il trouvait à employer plus utilement pour sa gloire. Laissons donc la candidature hypothétique de Voltaire, et revenons vite aux véritables académiciens, pour recueillir dans la galerie de M. Bertrand quelques physionomies et quelques traits.

De toutes les sections de l'Académie des Sciences, celle de géométrie est sans contredit la plus riche en grands noms. Elle forme comme le cœur de l'illustre compagnie. Sans compter Huyghens, dont nous avons déjà rappelé les principaux ouvrages, sans compter Sauveur, dont les travaux sur le son inaugurent brillamment les grandes recherches de physique mathématique, sans compter Maupertuis, qui doit une bonne partie de sa célébrité à l'inimitié de Voltaire et à la *Diatribe du docteur Akakia*, nous y trouvons, vers le milieu du XVIIIe siècle, deux hommes véritablement illustres, Clairaut et d'Alembert. Clairaut nous apparaît comme le type du géomètre pur; c'est un de ces esprits qui ont la claire perception des hautes vérités mathématiques, et qui se trouvent assez à l'aise sur les sommets de la géométrie pour tracer sans effort des voies nouvelles. Fils d'un pauvre professeur de mathématiques qui élevait à grand'peine sa nombreuse famille, il fut nourri dès son enfance des plus fortes études. Ce fut une sorte d'enfant prodige, et contrairement à ce qui arrive d'ordinaire en pareil cas, il tint les promesses de ses premières années. A dix-huit ans, il entrait à l'Académie des Sciences avec une dispense d'âge. Une modique pension, rehaussée par sa gloire précoce, lui permit de se livrer tout entier à ses travaux; il le fit tout en remplissant dans le monde ce rôle brillant que la société du XVIIIe siècle assurait à tous les esprits d'élite. Le *Traité sur la figure de la terre*, publié par Clairaut à la suite de son voyage en Laponie, demeure comme un des monumens de l'histoire des sciences. Maupertuis, à peine revenu de l'expédition, s'était hâté d'en publier les résultats (1738) pour s'en attribuer le principal honneur. Clairaut ne se pressa point; c'est en 1743 seulement qu'il donna au public le fruit de ses recherches et de ses méditations. « L'ouvrage de Clairaut, dit M. Bertrand, est peut-être, de tous les écrits mathématiques composés depuis deux siècles, celui qui, par la forme sévère et la profondeur ingénieuse des démonstrations, pourrait le mieux être comparé, égalé même, aux plus beaux cha-

pitres du *Livre des principes*. Clairaut s'est pénétré de l'œuvre admirable de Newton, et de ce commerce intime avec un génie plus grand que le sien, mais de même famille, est sorti un géomètre tout nouveau. Les premiers travaux de Clairaut avaient donné de grandes espérances; le *Traité sur la figure de la terre* les dépasse, et de bien loin. » Clairaut devait être en effet le premier à reprendre, après cinquante ans, l'œuvre commencée par Newton. Le grand géomètre anglais avait tracé les principales lignes du système du monde; mais il n'avait fait qu'une sublime ébauche, qui demandait à être précisée et complétée. Parmi les travaux de premier ordre qui vinrent ainsi s'ajouter à l'œuvre du maître, il faut citer le livre de Clairaut sur la théorie de la lune. La lune, attirée par la terre et par le soleil, suit en somme une marche compliquée dans l'espace, et Clairaut en détermine habilement les détails. C'est ce qu'on appelle le problème des trois corps; il constitue une des plus hautes difficultés de l'astronomie mathématique. Dans un sujet que l'analyse ne peut traiter d'une façon absolument rigoureuse, les calculs de Clairaut, immenses tout en étant ingénieusement abrégés, se rapprochaient de plus en plus de la vérité par une série d'approximations successives. Cette méthode excita l'étonnement des contemporains, les vieux géomètres, habitués à la rigueur des anciens procédés, crièrent au scandale; elle est restée cependant, et elle a donné les fruits les plus heureux entre les mains des successeurs de Clairaut.

D'Alembert, lui aussi, est né géomètre. Enfant abandonné, recueilli par une pauvre femme, il avait besoin de songer à sa fortune, et il craignait avec quelque raison que l'étude pure des mathématiques ne fût un mauvais moyen de réussir dans le monde. Résistant à sa vocation, il prit le parti d'étudier la médecine. Le voilà donc qui se sépare, comme de compagnons dangereux, de tous ses livres de géométrie et qui va les déposer chez un de ses amis; mais bientôt les livres reprennent un à un le chemin de son logement, et d'Alembert, renonçant aux études qu'il s'était imposées, s'abandonne sans contrainte à son génie naturel. A ses premiers essais, on reconnut un maître, et l'Académie des Sciences le reçut à l'âge de vingt-trois ans. L'œuvre principale de d'Alembert comme géomètre est son *Traité de mécanique*, qui a entièrement renouvelé la science du mouvement; mais son esprit, aussi étendu que solide, a suffi à plus d'une tâche. L'ami de Voltaire et de Diderot, le rédacteur du *discours préliminaire* de l'*Encyclopédie*, est devenu une des grandes figures de son siècle et une des gloires des lettres françaises. Peu d'hommes inspirent par leur caractère autant d'estime et de sympathie que d'Alembert. On chercherait en vain une vie plus simple et plus noble. Sensible à tous les grands intérêts de l'humanité, ému de tous les souffles qui peuvent faire vibrer une âme honnête, il semble pla-

ner dans une région supérieure réservée aux grandes intelligences, et il dédaigne tout ce qui ne s'élève pas jusqu'à ce niveau. Rien n'est curieux comme le contraste qu'on remarque à cet égard entre Voltaire et d'Alembert, et qui éclate dans leur correspondance. Voltaire, inquiet, agité, s'irrite d'incidens mesquins, se préoccupe des attaques les plus viles, s'arrête à mille détails vulgaires, fait lui-même la cuisine de sa gloire. Rien de pareil chez d'Alembert; toutes ces choses triviales le laissent calme et indifférent; il n'a aucun effort à faire pour les mépriser, car, les yeux fixés plus haut, il ne les voit pas.

Après Clairaut et d'Alembert, l'académie eut une seconde moisson de grands géomètres. Laplace, l'illustre auteur de la *Mécanique céleste*, était un autre géomètre de race. Il se fit connaître de bonne heure par des mémoires qui marquaient la puissance de son esprit. Cependant l'académie se fit longtemps prier pour lui ouvrir ses portes. Il dut se présenter plusieurs fois avant d'être nommé adjoint, et ce n'est qu'en 1783, à l'âge de trente-quatre ans, qu'il obtint le titre d'associé. Sans doute, dans nos habitudes actuelles, c'est un jeune académicien qu'un homme de trente-quatre ans; mais il faut se reporter à l'époque dont nous parlons. L'académie n'était pas alors une retraite, on n'y entrait pas pour s'y reposer des fatigues d'une vie de travail. Elle voulait avoir un rôle actif, et attirait à elle, sur quelques promesses brillantes, des sujets encore tout pleins du premier feu de la jeunesse. Peut-être faut-il chercher dans le caractère de Laplace les motifs du retard qu'il subit. De bonne heure, Laplace manqua de simplicité, et les grands airs qu'il affectait déplaisaient fort à d'Alembert, alors très influent dans les choix académiques. — Lagrange, né à Turin, avait été recommandé par d'Alembert à Frédéric II, qui l'attira à Berlin; il ne devint Français qu'aux approches de 1789. « Il nous effacera tous, avait dit d'Alembert, ou du moins empêchera qu'on nous regrette. » Sans aller jusque-là, Lagrange a marqué sa place au premier rang des géomètres; son analyse ferme et lucide a joué un rôle décisif dans la solution des hauts problèmes astronomiques qu'agitait la fin du XVIIIe siècle. — Monge, fils d'un pauvre marchand ambulant, fut élevé par les oratoriens de Beaune, qui, frappés de ses heureuses dispositions, voulurent l'attacher comme professeur à leur ordre. Monge préféra entrer à l'école du génie de Mézières, embrassant ainsi une carrière où son humble naissance le condamnait à végéter dans les grades inférieurs. Il eut bientôt renouvelé tout l'art des fortifications, et fait jaillir comme d'une source ignorée les méthodes fécondes de la géométrie descriptive. Attaché comme professeur à l'école de Mézières, il fut appelé à Paris par Turgot, et entra en 1783 à l'Académie des Sciences. — Deux ans après, en 1785, l'académie s'attachait Legendre, sur qui son attention avait été appelée par de brillans succès

d'écolier obtenus au collége Mazarin, le seul où l'on enseignât alors les hautes mathématiques. Legendre est surtout connu de notre génération par un traité élémentaire de géométrie qui servait encore à l'enseignement classique il y a dix ans : il est en quelque sorte pour nous le pendant du grammairien Lhomond; mais la haute géométrie lui doit d'importantes théories, et notamment celles des fonctions elliptiques. Laplace, Lagrange, Monge et Legendre, ces quatre noms considérables illustrent les dernières années de la section de géométrie, ils forment comme un lien naturel entre l'ancienne Académie des Sciences et la première section de l'Institut qui la remplaça plus tard.

La section d'astronomie a de son côté de glorieux états de service. Lalande, qui n'était guère porté à la louange, écrivait en 1766 : « La collection des *Mémoires de l'Académie des Sciences* renferme le plus riche trésor que nous ayons en fait d'astronomie. La découverte des satellites de Saturne, l'étude consciencieuse et prolongée de la grandeur et de la figure de la terre, l'application du pendule aux horloges, celle des lunettes aux quarts de cercle et des micromètres aux lunettes, des discussions continuelles et savantes sur la théorie du soleil et de la lune, leurs inégalités, les réfractions, l'obliquité de l'elliptique, la théorie des satellites de Jupiter, tout cela se trouve longuement développé et traité à bien des reprises dans cette collection, dont l'analyse formerait, si on le voulait, un traité complet d'astronomie. » Nous avons déjà indiqué comment les recherches astronomiques occupèrent une place importante dans les premiers travaux de l'académie. L'observatoire de Paris fut fondé en même temps que l'académie elle-même; c'est en 1664 que la création en fut décidée, et c'est en 1667 qu'on en posa la première pierre. Les astronomes du temps n'épargnèrent pas les plaintes au sujet de ce massif bâtiment, auquel on a toujours fait beaucoup de reproches, et qui vient encore de donner lieu sous nos yeux à des controverses animées. Ils prétendaient que l'architecte Claude Perrault n'avait écouté que d'une oreille distraite les recommandations des savans, qu'il avait sacrifié les commodités de la science à la beauté des lignes et à la majesté des formes. Le premier directeur de l'Observatoire fut un de ces Italiens qui depuis les Médicis avaient pris l'habitude de venir chercher fortune en France. Cassini fut recommandé à Colbert par Picard et Auzout, et il éclipsa bientôt ses protecteurs. Homme d'esprit, homme de cour, il sut se pousser auprès du roi. Il apportait dans les questions de science beaucoup de finesse et de perspicacité; mais, sans manquer de science véritable, il savait surtout jeter de la poudre aux yeux. C'était, comme nous dirions aujourd'hui, un « faiseur. » Il excellait à tirer parti de ses collaborateurs et à extraire des circonstances tout ce qui pouvait servir à sa fortune. Ayant trouvé deux nouveaux satellites de Sa-

turne, il se hâta de faire remarquer que cette découverte portait à quatorze le nombre des astres errans; c'était le chiffre même du roi-soleil. Le grand Louis aimait ces flatteries, et il récompensa celle-là par une grasse pension. A ses talens, Cassini joignit celui de fonder une véritable dynastie; ses descendans, Jacques Cassini et Cassini de Thury (1), gérèrent l'Observatoire pendant une grande partie du XVIIIe siècle.

Au reste, les travaux astronomiques n'étaient pas concentrés à l'Observatoire royal. La ville de Paris, pendant tout le siècle, compta presque constamment huit ou dix observatoires sérieusement organisés pour l'étude du ciel. Ainsi Bernoulli, dans un voyage qu'il fit à Paris en 1767, constata que Lemonnier, astronome du roi, avait chez lui, rue Saint-Honoré, une station organisée au moyen des instrumens qui avaient servi à l'expédition de Laponie; Lalande observait au Luxembourg, Lacaille au collége Mazarin. L'École-Militaire avait un observatoire confié à l'académicien Jeaurat; la marine en avait à l'hôtel de Cluny un autre qui était dirigé par Messier; la confrérie de Sainte-Geneviève faisait étudier le ciel par son bibliothécaire, Pingré, dans les bâtimens actuels du lycée Napoléon. Enfin le marquis de Courtanvaux, académicien honoraire et grand seigneur fort riche, avait installé dans sa terre de Colombes un observatoire des plus coquets et des mieux pourvus.

Nous pourrions ainsi trouver dans la section d'astronomie une longue liste d'observateurs exacts et laborieux. Prenons-y seulement quelques noms qui attirent plus particulièrement l'attention. — Bailly, fils d'un gardien des tableaux du roi, s'instruisit seul dans les sciences, et débuta par une théorie des satellites de Jupiter qui eut un grand succès dans son temps. L'œuvre principale de Bailly est pour nous son *Histoire de l'astronomie*, ouvrage d'un style recherché, mais plein d'érudition et d'une science exacte et sérieuse. C'est une figure singulière et originale que celle de l'astronome Lalande. On nous le représente comme une sorte de bourru bienfaisant, en querelle avec tout le monde, affectant de braver les préjugés et d'appeler chaque chose par son nom, ne craignant pas de s'installer sur le Pont-Neuf pour montrer les étoiles aux passans, fort honnête homme d'ailleurs, loyal et généreux à sa manière. Il était, comme on sait, irréligieux avec passion, ce qui ne l'empêcha

(1) Ce dernier a attaché son nom à cette belle carte de France qui a été le résultat des travaux géodésiques de tout le siècle, et qui donnait une représentation exacte du pays à l'échelle d'une ligne pour cent toises. Cassini de Thury avait su intéresser à cette œuvre le roi Louis XV, qui y consacra d'abord des sommes importantes. L'état des finances ayant fait supprimer ces libéralités royales, Cassini de Thury ne se découragea pas; il organisa une association particulière qui soutint l'entreprise à ses frais, et la continua jusqu'en l'année 1793, où la convention, sur le rapport de Fabre d'Églantine, s'empara de la carte et des planches gravées comme d'un bien appartenant à l'état.

pas, au plus fort de la terreur, de cacher dans son observatoire plusieurs prêtres menacés de mort. « Je vous ferai passer, leur dit-il, pour des élèves astronomes. » Et comme ils hésitaient : « Je ne mentirai pas, ajouta-t-il, nous nous occupons du ciel, vous et moi, mais pas de la même façon. » Au reste, il semble que les astronomes, élevés dans une région supérieure par la contemplation des corps célestes, aient eu ainsi comme une grâce d'état pour mépriser les fureurs de la révolution, témoin ce trait qu'on nous raconte. Messier, enfermé dans son observatoire de l'hôtel de Cluny, trouve une comète aux plus mauvais jours de la terreur; malhabile aux calculs, il était embarrassé pour déterminer l'orbite de l'astre errant. Il songea au président Bochard de Saron, habile calculateur, qui aimait à aider les astronomes dans leurs travaux. Le président, déjà condamné par le tribunal révolutionnaire, n'avait plus que quelques heures à vivre. Il les employa à déterminer, à l'aide des observations de Messier, l'orbite de la nouvelle comète.

La section de mécanique comprenait surtout, dans les idées du temps, ceux qui s'appliquaient aux mécanismes et à la physique expérimentale. Nous y voyons figurer au début Amontons, connu pour avoir eu le premier l'idée d'employer comme force motrice celle de l'air échauffé. Huyghens voulait utiliser la force de la poudre, Papin celle de la vapeur d'eau; Amontons eut recours à la force élastique de l'air, et ses recherches sur ce point l'amenèrent incidemment à constater un phénomène des plus importans : il découvrit la constance de la température d'ébullition de l'eau. C'est encore Amontons qui a le premier donné des idées précises sur le frottement; il prouva que cette résistance est proportionnelle à la pression et indépendante des surfaces en contact. C'est lui enfin qui, bien avant les frères Chappe, proposa l'établissement de télégraphes optiques; des gens munis de lunettes et placés dans des postes convenablement espacés devaient en peu de minutes transmettre un signal de Paris à Rome. — Vaucanson eut de bonne heure le génie des amusemens mécaniques. A vingt ans, il présentait à l'académie son célèbre automate joueur de flûte. C'était d'ailleurs un homme d'esprit que ce Vaucanson. Les ouvriers en soierie de Lyon réclamaient pour leurs priviléges compromis par l'usage des machines, ils arguaient de l'intelligence requise dans leur métier; Vaucanson leur produisit aussitôt un appareil auquel il suffisait d'atteler un âne pour fabriquer les étoffes les plus riches. Vaucanson avait formé chez lui une nombreuse collection de machines, véritable musée qu'il légua à l'état, et qui devint le premier fonds de la galerie des Arts et Métiers. — Voici encore Perronnet, le constructeur du pont de Neuilly, et Trudaine, le fondateur de l'École des ponts et chaussées; ce sont les ancêtres de ce corps d'ingénieurs qui a pris dans l'histoire des

travaux publics une place si éminente. — La physique expérimentale est spécialement représentée par les noms de Coulomb, de Borda, de Mariotte. Coulomb avait débuté comme officier du génie et s'était longtemps occupé de travaux tout pratiques. Quand il s'adonna aux recherches scientifiques, il y porta une grande sûreté de vues et un talent alors bien rare pour observer les phénomènes avec précision. A cet effet, il inventa des instrumens nouveaux; la balance de torsion lui permit de faire sur les petites forces, notamment sur les forces électriques, des expériences excellentes auxquelles le temps n'a rien ôté de leur valeur. Borda, d'abord officier du génie comme Coulomb, servit ensuite dans la marine. Il fut le représentant naturel de l'Académie des Sciences dans les recherches relatives aux montres marines et à la détermination des longitudes. Mariotte est surtout célèbre par un traité sur la nature de l'air qui peut être encore aujourd'hui considéré comme un modèle; le nom de Mariotte s'attache pour nous à la loi fondamentale qui a brillamment inauguré l'étude des gaz.

III.

Les physiciens que nous venons de citer, sans obtenir une renommée de premier ordre, ont laissé des travaux excellens et définitifs, des travaux qui ont encore pour nous tout leur prix sous la forme même où ils les ont produits. La section de chimie nous présente un spectacle bien différent. A nos yeux, la chimie date de Lavoisier, et tout ce qui précède est comme non avenu. L'académie, jusqu'au dernier quart du XVIIIe siècle, ne nous offre que des chimistes tout à fait surannés. Rien de puéril pour la science moderne comme leurs doctrines, rien de confus comme leurs recherches. Ce sont eux qui, dans les procès-verbaux de l'académie, nous fournissent le mot pour rire. Duclos, un chimiste de la fondation, un des seize membres choisis par Colbert, établit les principes des corps. « Quand on résout les mixtes naturels, il ne reste que de l'eau. C'est elle qui, altérée par un efficient impalpable et spirituel, produit le mercure, le soufre, le sel et les autres mixtes. Les esprits parfaits et qui ont quelque participation de la vie contiennent un troisième principe nommé *archée*, en sorte qu'il existe en tout trois principes : le corps matériel, qui est l'eau, l'esprit altératif et l'âme vivifiante ou archée. » Un autre, s'en tenant à la théorie des quatre élémens, déclare qu'à ces quatre élémens qui composent les corps correspondent quatre couleurs élémentaires, le rouge, qui est la couleur du feu, le bleu, qui est la couleur de l'air, le vert et le blanc enfin, qui sont respectivement les couleurs de l'eau et de la terre. La distillation est le procédé incessamment employé par les chimistes de cette

époque. L'académie, à l'instigation de ses chimistes, passe un temps considérable à suivre des distillations : on espérait ainsi séparer les essences des corps; mais on n'arrivait qu'à en détruire ou à en confondre les principes immédiats. « La compagnie étant assemblée le 14 juillet 1667, M. Bourdelin a fait voir l'analyse de quarante crapauds tout vivans; il y en avait qui étaient gardés depuis dix-huit jours dans un panier, et ceux-là sentaient fort mal. Ils pesaient 2 livres, 11 onces et plus. On en a tiré 35 onces et 3 gros de liqueur. Les 5 premières onces ont été tirées au bain vaporeux. La première, claire et limpide, d'une saveur piquante, a blanchi l'eau de sublimé; la seconde a rendu laiteuse l'eau de sublimé; la troisième a troublé l'eau de vitriol, etc... Il en reste 10 onces fort sèches. » Une autre fois nous retrouvons le même M. Bourdelin apportant l'analyse de « 3 livres d'excellent café. Les 3 livres ont donné 20 onces 7 gros de liqueur qu'on a tirée par la cornue. La première partie, de 4 onces, un peu austère, a rougi le tournesol. La seconde, avec un peu d'acidité, a fait couleur de vin de Châblis avec le vitriol. La troisième a fait couleur de minium en mettant une portion de vitriol sur sept de cette liqueur. La quatrième, d'odeur de cumin austère et amère, a rendu laiteuse la solution du sublimé, etc. La tête morte avait plus de volume que le café. » Voilà du café bien mal employé, M. Bourdelin eût mieux fait de le boire.

Au milieu des nuages de cette chimie antérieure à Lavoisier, deux noms se distinguent, ceux de Homberg et de Leymery. Ils ont fait autorité dans leur temps; ils ont été cités par Voltaire, d'Alembert et les encyclopédistes. Homberg était fils d'un gentilhomme saxon ruiné par la guerre de trente ans, et qui avait émigré à Batavia pour essayer d'y refaire sa fortune. Le jeune Homberg vint de bonne heure en Europe, et suivit les cours des principales universités de l'Allemagne, où il acquit une instruction très sérieuse sur toutes les sciences alors cultivées. Cette instruction fut complétée par des voyages, et Homberg avait déjà en Europe la réputation d'un savant distingué quand il fut appelé en France par Colbert. Il se lia avec le duc d'Orléans, qui le nomma son médecin, et qui installa pour lui le plus beau laboratoire de chimie qu'on eût encore vu. Ses relations avec ce prince amenèrent un jour sur la tête de Homberg de sinistres accusations. Quand la mort frappa la famille royale à coups redoublés, que le dauphin, puis la duchesse et le duc de Bourgogne disparurent soudainement, bien des gens voulurent voir dans ces catastrophes la main du duc d'Orléans; le mot de poison fut prononcé, et l'officine de Homberg suspectée. Le roi méprisa ces clameurs accusatrices; mais elles assombrirent les dernières années du chimiste. Les mémoires de l'Académie des Sciences contiennent un grand nombre de travaux de Homberg. C'était un expérimentateur infatigable, et il

touchait à tout sans avoir d'ailleurs pour se guider de principes bien lucides. On en peut juger par cet exemple. « Une personne de considération, dit-il, me demanda avec instance d'essayer si de la matière fécale je ne pourrais pas tirer une huile distillée, sans mauvaise odeur, qui fût claire et sans couleur comme de l'eau de fontaine, parce qu'elle en avait vu, comme elle le croyait, un effet surprenant, qui était de fixer le mercure commun en argent fin. » Homberg organise aussitôt les essais qu'on lui conseille, et, ne voulant pas opérer sur des élémens ramassés au hasard, il loue pour alimenter son travail quatre hommes sains et robustes; il les enferme pendant trois mois dans une maison munie d'un grand jardin, après avoir fait avec eux la condition qu'ils ne se nourriraient que d'excellent pain de Gonesse, et qu'ils ne boiraient que du vin de Champagne. Sa matière première ainsi assurée, Homberg la traite par tous les moyens connus, tantôt par voie sèche, tantôt par voie humide; il distille, décante, filtre ses produits, recueille des liqueurs plus ou moins rousses, plus ou moins âcres. Au bout de plusieurs mois seulement, il obtint « une huile incolore, presque sans odeur, et le peu qu'elle avait était légèrement aromatique; » mais hélas! elle ne changeait pas le mercure en argent.

Leymery est l'auteur d'un traité de chimie qui, de 1675 à 1713, eut dix éditions, et qui fut traduit dans toutes les langues de l'Europe. Ce traité ramène tous les mixtes à cinq sortes de substances : l'eau, l'esprit, l'huile, le sel et la terre; « de ces cinq, il y en a trois actives, l'esprit, l'huile et le sel, et deux passives, l'eau et la terre. » Leymery eut surtout de grands succès comme professeur; il faisait chez lui des cours qui étaient suivis par les hommes les plus considérables, et où l'on voyait même quantité de dames.

A cette période de l'histoire de la chimie, nous pouvons encore emprunter une figure originale. Rouelle, qui introduisit en France la doctrine du phlogistique, peut représenter dans notre galerie un type sans lequel elle serait évidemment incomplète, le type du savant distrait, excentrique, qui met sa perruque et ses bas de travers. C'est Grimm, le nouvelliste de la philosophie et des sciences, qui nous a tracé le portrait de Rouelle. « Il était d'une pétulance extrême; ses idées étaient embrouillées et sans netteté, et il fallait un bon esprit pour le suivre et pour mettre dans ses leçons de l'ordre et de la précision... Ordinairement il expliquait ses idées fort au long, et quand il avait tout dit, il ajoutait : Mais ceci est un de mes arcanes que je ne dis à personne!... Il avait une si grande habitude de s'aliéner la tête que les objets extérieurs n'existaient pas pour lui. Il se démenait comme un énergumène en parlant sur sa chaise, se renversait, se cognait, donnait des coups de pied à son voisin, lui déchirait ses manchettes sans en rien savoir. Un jour, se trou-

vant dans un cercle où il y avait plusieurs dames, et parlant avec sa vivacité ordinaire, il défait ses jarretières, tire son bas sur son soulier, se gratte la jambe pendant quelque temps de ses deux mains, remet ensuite son bas et sa jarretière, et continue sa conversation sans avoir le moindre soupçon de ce qu'il venait de faire. » Ce sont là distractions assez innocentes; mais un chimiste peut en avoir de plus dangereuses. Une autre fois Rouelle, faisant un cours devant une nombreuse assemblée, disait à ses auditeurs : « Vous voyez bien, messieurs, ce chaudron sur ce brasier? Eh bien! si je cessais de remuer un seul instant, il s'ensuivrait une explosion qui nous ferait tous sauter en l'air. » En disant ces paroles, il ne manqua pas d'oublier de remuer, et une formidable explosion vint aussitôt lui donner raison. Tel est le portrait un peu humoristique que Grimm nous trace du vieux chimiste.

Mais voici venir Lavoisier, et la théorie de l'oxydation apparaît comme une lueur éclatante au milieu des ténèbres de la science. Les débuts de la chimie moderne sont trop connus, et nous en avons d'ailleurs rappelé trop récemment les traits principaux (1), pour qu'il y ait lieu d'insister ici sur le rôle de Lavoisier. Non-seulement il renouvela la chimie, mais ses études sur la respiration et la chaleur animale ouvrirent à la physiologie des voies nouvelles. L'académie n'accueillit d'abord qu'avec beaucoup de défiance les idées de Lavoisier; les chimistes de profession, les Macquer, les Sage, les Baumé, continuaient à défendre la doctrine du phlogistique; ils s'appuyaient sur l'opinion des savans étrangers les plus considérables, des Sheele, des Cavendish, des Priestley, car, chose singulière, Priestley, qui en découvrant l'oxygène fournit à Lavoisier la base de la chimie nouvelle, mourut sans jamais renoncer à la théorie de Stahl. Peu à peu cependant les résistances s'effacèrent, et, quand Lavoisier tomba frappé par la hache révolutionnaire, la chimie moderne était fondée.

Les sciences que nous appelons naturelles, et que la langue du XVIIIe siècle désignait sous le nom général de physique, alimentaient les sections d'anatomie et de botanique. La section d'anatomie se recrutait principalement de médecins, de chirurgiens, dont les travaux n'ont guère pour nous plus de valeur que ceux des anciens chimistes. Ce sont encore les médecins de Molière. Ils remplissent de leurs querelles les procès-verbaux de l'académie; mais leur science y tient peu de place. Nous trouvons cependant parmi les anatomistes un physicien de premier ordre, Réaumur. C'était un esprit universel; une grande position de fortune lui avait permis de se livrer de bonne heure à l'étude de toutes les sciences, où son

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet 1869, *l'Évolution des doctrines chimiques depuis Lavoisier.*

goût le portait. Il débuta par des mémoires de géométrie, puis il se fit connaître par d'importantes recherches sur la fabrication des aciers. Les résultats en furent consignés dans un livre, *l'Art de convertir le fer en acier, et l'art d'adoucir le fer dur*, qui eut un immense succès sous la régence, et dont l'intérêt ne s'est guère effacé que dans ces dernières années par suite des progrès tout récens qu'a réalisés l'industrie des aciers; mais Réaumur se fit surtout un nom important par ses études sur les animaux inférieurs. Il observa avec autant de sagacité que de patience les mœurs des mollusques et des insectes, et jeta un grand jour sur les conditions élémentaires de leur vie. Ses recherches sur les insectes sont réunies dans un traité en six gros volumes d'une lecture agréable et facile, et qui est pour les naturalistes une œuvre de premier ordre.

Si le XVIIIe siècle fut pauvre sous le rapport des études anatomiques, il faut reconnaître au contraire que la botanique y brilla d'un vif éclat. Les progrès en furent favorisés par une institution qui, pendant toute la période dont nous nous occupons, fut comme une annexe de l'Académie des Sciences; nous voulons parler du Jardin du roi, devenu plus tard le Muséum d'histoire naturelle. Quand l'académie fut réorganisée en 1699, le premier membre qu'elle élut fut Fagon, médecin de Louis XIV et directeur du Jardin du roi. Fagon, absorbé par la pratique de son art, n'était pas un savant; mais il s'entendait à juger les gens. Il sut attacher à l'établissement qu'il dirigeait nombre d'hommes distingués et l'élever ainsi à un haut degré de prospérité. A la mort de Fagon, Chirac, nommé premier médecin du roi, reçut aussi, comme une dépendance de sa charge, la direction du Jardin du roi. Il voulut y prendre une part active, faire tout par lui-même et s'occuper de tous les détails, au point qu'aucune graine ne pouvait être donnée ou reçue que par ses mains. C'était trop, et, distrait d'ailleurs par d'autres soins, il laissa péricliter l'établissement. Dufay lui succéda en 1732; c'était un physicien de mérite, — dans le sens que le mot physicien a pour nous maintenant. L'électricité lui doit l'hypothèse des deux fluides, et c'est là, pour le dire en passant, un assez mauvais service qu'il rendit à la science. En tout cas, il sut remettre le Jardin du roi sur un bon pied et s'entourer d'un personnel d'élite. Atteint de la petite vérole et se sentant mourir, il pria le roi de lui donner pour successeur le jeune Buffon, qui ne paraissait alors avoir aucun titre à un pareil choix. Fils d'un magistrat fort riche et fort considéré, Buffon, comme Réaumur, étudia d'abord toutes les sciences en amateur; il commença par produire des mémoires de géométrie; mais en voyageant à travers l'Europe il avait rassemblé quelques notions sur les sciences de la nature, et lorsque l'Académie des Sciences l'appela dans son sein, à l'âge de vingt-sept ans, elle le plaça dans la section

de botanique. Ce fut cinq ans après que le choix de Dufay mourant le désigna pour l'intendance du Jardin du roi. Sa vocation fut dès lors décidée, et il s'appliqua de toutes les forces de son génie à mériter cette épigraphe qu'on devait mettre un jour sur sa statue : *naturam amplectitur omnem*. L'écrivain chez Buffon a éclipsé le savant. En somme, il n'a laissé que bien peu d'observations nouvelles et d'expériences précises. Son génie oratoire se complut soit dans des œuvres de haut vol, où se déroulent avec audace les hypothèses les plus hasardées, soit dans de splendides descriptions qui brillent surtout par la belle et majestueuse ordonnance des détails.

A côté de Buffon et sous sa direction, nous trouvons dans le Jardin du roi une phalange d'éminens collaborateurs. Nommons d'abord Daubenton, compatriote et ami de l'historien de la nature. Il rédigea en partie les premiers volumes de l'*Histoire naturelle des animaux;* mais il eut à souffrir d'un contact trop soutenu avec la hautaine personnalité de son ami, et il finit par s'absorber tout entier dans les collections du jardin, dont il fit un magnifique musée. On sait aussi que ce fut Daubenton qui naturalisa en France la race des moutons espagnols à long poil. — Voici maintenant toute la famille des Jussieu, c'est-à-dire une série de travailleurs assidus et modestes, qui ont fait sans bruit une œuvre considérable et créé en quelque sorte la science des plantes. Antoine de Jussieu, le premier membre célèbre de cette famille, était fils d'un apothicaire de Lyon. Venu à Paris, il fut distingué par Fagon, qui le choisit à vingt-trois ans (1709) pour remplacer Tournefort comme professeur de botanique au Jardin du roi. Appelé en 1711 à l'académie, il fut chargé d'une mission scientifique en Espagne, et en rapporta d'excellens mémoires sur les diverses branches de l'histoire naturelle. Antoine éleva et instruisit son jeune frère Bernard, homme rare et éminent, qui amassa des trésors d'observations et qui, sans les produire lui-même, les légua précieusement aux héritiers de son nom. L'esprit de famille et d'union brilla au plus haut point chez les Jussieu. Dans la petite maison de la rue des Bernardins, qu'habitaient Antoine et Bernard, on vit arriver un jour un troisième frère, Joseph, celui qui avait fait partie de l'expédition de Bouguer et de La Condamine. Resté en Amérique bien longtemps après ses compagnons, il revenait tout à fait épuisé; son intelligence ruinée ne conservait plus même le souvenir de ses longs voyages. Ses frères n'osèrent pas le montrer à l'académie, qui l'avait élu en 1743, pendant son absence; mais ils lui prodiguèrent à leur foyer les soins les plus affectueux.

Antoine mourut en 1758, et Bernard continua seul le travail commun, accumulant avec patience de précieux matériaux que sa modestie l'empêchait de livrer au public. En 1765, il appela auprès de

lui un jeune neveu, Laurent de Jussieu, alors âgé de dix-sept ans. Il en fit son élève, il lui communiqua la méthode de classification des plantes à laquelle l'avaient conduit ses longs travaux, et il lui confia toutes les richesses scientifiques qu'il avait amassées en silence. Le monde savant d'ailleurs ne se trompait pas sur le mérite de Bernard. Sans qu'il eût presque rien publié, chacun savait ce qu'il valait, et peu à peu son nom était devenu célèbre dans toute l'Europe. A sa recommandation, Buffon fit monter le jeune Laurent, âgé de vingt-deux ans, dans la chaire de botanique du Jardin du roi. Bernard n'avait jamais voulu faire de leçons publiques; il se défiait de sa parole, et il se contentait des modestes fonctions de démonstrateur du cours dont son neveu venait d'être chargé. On vit donc le vieux savant, assis à côté de son élève chéri, tendre d'une main émue au jeune professeur les plantes qu'il lui avait appris à connaître. Bernard mourut en 1777, et c'est en 1789 seulement que Laurent publia le *Genera plantarum secundum ordines naturales disposita.* « Ce livre, dit Cuvier, marque dans les sciences d'observation une époque aussi importante que la *Chimie* de Lavoisier dans les sciences d'expérience. » En le publiant, Laurent eut soin de le donner comme une sorte de testament du vieillard illustre qui lui avait servi de père et de maître.

IV.

Depuis sa fondation, l'académie avait soigneusement borné son horizon au domaine de la science, et s'était strictement abstenue de toute préoccupation politique. Dans la longue série de ses procès-verbaux, on eût cherché vainement, avant 1789, une simple allusion aux événemens du dehors. Les temps allaient venir où, quelque soin qu'elle mît à s'en défendre, les agitations de la vie publique devaient retentir jusque dans son sein. Le 4 juillet 1789, on lit au procès-verbal : « Il est décidé de témoigner à M. Bailly, de la part de l'académie, sa satisfaction de la manière dont il a rempli les fonctions de président de l'assemblée nationale. » Après cette motion tout à fait inusitée, l'académie se hâte de reprendre son ordre du jour; elle entend une lecture de Coulomb sur le frottement des pivots et un mémoire sur la culture de l'indigo. Quelques jours après, l'académie se rend en corps à Chaillot, où habitait Bailly, pour le féliciter au sujet de sa nomination de maire de Paris. A l'heure même où ses collègues faisaient cette démarche, Bailly était à l'hôtel de ville, où il cherchait en vain à soustraire Berthier et Foulon aux fureurs de la populace. Dès la séance suivante, il accourt pour remercier ses collègues de la part qu'ils prennent à son rôle politique.

Ce sont là des faits tout à fait extraordinaires dans les annales académiques. D'ordinaire les procès-verbaux restent impassibles en face des plus graves événemens. Le lendemain de la prise de la Bastille, le mercredi 15 juillet 1789, l'académie tient séance comme à l'ordinaire; aucune trace de ce qui s'est passé la vieille; vingt-trois membres sont présens : Tillet et Broussenet rendent compte d'une machine pour enlever la carie du blé; un auteur étranger propose un procédé pour conserver l'eau douce à la mer; Charles enfin lit un travail sur la graduation des aréomètres. A la séance suivante, trois jours après, Laplace présente un grand travail sur l'obliquité de l'écliptique.

Il semble que l'académie, un peu émue d'abord au premier souffle de la révolution, ait vite repris possession d'elle-même, et se soit imposé de nouveaux efforts pour se maintenir strictement sur le terrain de la science. Plusieurs mois seulement après la nuit du 4 août, dans les derniers jours de 1789, le duc de La Rochefoucauld vient proposer d'abolir toute distinction entre les académiciens. L'académie n'accepte qu'avec tiédeur cette motion égalitaire, elle nomme des commissions, elle élabore des projets, elle traîne l'affaire en longueur. Pendant ce temps, les séances ne laissent pas d'être remplies par des communications du plus haut intérêt : Legendre fait connaître les recherches sur les fonctions elliptiques; Laplace apporte les premiers fragmens de sa *Mécanique céleste*; Lavoisier, aidé de Berthollet et de Fourcroy, achève sa victoire sur les anciennes écoles chimiques. Le contraste est complet entre les agitations de la place publique et les paisibles discussions de la savante assemblée.

Cependant les événemens se précipitent. L'académie, malgré le soin qu'elle met à se tenir à l'écart, est entraînée à des communications fréquentes avec l'assemblée nationale, puis avec la convention. Chargée de préparer les élémens de la réforme générale des poids et mesures, elle nomme aussitôt cinq commissions pour ce grand objet; Cassini, Méchain et Legendre s'occupent des mesures astronomiques; Meusnier et Monge sont chargés de mesurer les bases terrestres avec une rigoureuse précision; Borda et Coulomb étudient la longueur du pendule qui bat la seconde; Lavoisier et Haüy déterminent le poids de l'eau distillée; Tillet, Brisson et Vandermonde enfin dressent l'inextricable réseau des mesures anciennes. Toutes ces commissions se mettent à l'œuvre, incessamment pressées par l'assemblée toute-puissante, qui s'étonne que ce qu'elle a décrété ne soit pas aussitôt achevé de tout point. Sur beaucoup de questions secondaires, l'académie cherche à éluder les embarras qui résultent pour elle des consultations qu'on lui demande. Elle émet le désir de n'avoir plus à donner son avis sur les indemnités

que les particuliers ou les villes réclament au gouvernement. On la consulte sur des données relatives à la question brûlante des subsistances; elle se retranche derrière des résultats antérieurement acquis. On la consulte sur des engins de guerre; elle argue de sa mission de paix.

Elle avait tous les genres de prudence, et évitait soigneusement de donner prise aux déclamations des clubs. Quelques membres mettent un jour en avant l'idée de construire un grand télescope sur le modèle de celui qu'Herschel avait récemment établi. La dépense devait s'élever à 100,000 francs. On proposait d'y affecter une somme de 36,000 francs que l'académie avait en caisse et qui provenait de prix non distribués; on y consacrerait encore la valeur d'une pépite d'or pesant plus de 10 livres et qui ornait le cabinet de l'académie; le surplus serait demandé à l'assemblée nationale. L'académie vit bientôt qu'elle avait fait fausse route en appelant l'attention des clubs sur la petite fortune dont elle disposait; elle renonça à son télescope, et elle se hâta d'offrir à la nation sa pépite ainsi que le résidu de sa caisse.

L'esprit d'union régnait d'ailleurs parmi les académiciens. A mesure que les circonstances devenaient plus graves, ils se serraient plus étroitement les uns contre les autres pour faire face aux dangers communs. Les procès-verbaux ne mentionnent à cet égard qu'une seule exception, et M. Bertrand l'a relevée pour la flétrir. Le 11 août 1792, le lendemain de l'invasion des Tuileries, Fourcroy, le chimiste Fourcroy, qui devait être plus tard un des hauts fonctionnaires de l'empire, se lève et demande qu'on lise la liste des académiciens pour y effectuer des radiations. On élude sa proposition; mais huit jours après il revient à la charge : il fait remarquer que la Société de médecine a rayé plusieurs de ses membres émigrés ou notoirement convaincus d'incivisme; il demande qu'on en use de même. On lui répond que « l'académie ne doit pas prendre connaissance des principes de ses membres ni de leurs opinions politiques, le progrès des sciences étant son unique occupation. » Battu sur ce terrain, Fourcroy se tourne d'un autre côté, et demande qu'on applique le règlement qui permet d'exclure les membres absens plus de deux mois sans congé. On discute, et on ajourne la décision à huit jours. A la séance suivante, le géomètre Cousin fait remarquer que l'académie a pour tradition de s'en remettre aux ministres de toutes les mesures qui ne concernent pas l'avancement des sciences; « il s'étonne que dans un moment où le ministre de l'intérieur, appelé par le vœu de la nation (c'était Roland, revenu au ministère après l'insurrection du 10 août), mérite plus que jamais la confiance de l'académie, elle n'en use pas envers lui comme elle faisait autrefois envers ses prédécesseurs, et il propose de charger les officiers

de l'académie de conférer avec le ministre sur l'objet proposé, tandis qu'elle se livrera à des occupations plus intéressantes. » On s'empresse d'adopter cette solution comme un moyen de traîner l'affaire en longueur et de la faire avorter; mais Fourcroy ne l'entendait pas ainsi. Le 5 septembre, au moment même où le sang des suspects coule à flots dans les prisons de Paris, il poursuit, seul contre tous, sa sinistre motion, et interpelle le secrétaire perpétuel pour savoir s'il a reçu réponse du ministre au sujet de la radiation qui devait être faite des membres hostiles à la révolution. On lit au procès-verbal : « Le secrétaire ayant répondu qu'il n'avait reçu aucune lettre du ministre, l'académie arrête que, le ministre n'ayant pas répondu, le secrétaire ne pourra délivrer aucune liste des membres, ni en faire imprimer aucune jusqu'à ce que cette réponse soit parvenue. » Le zèle opiniâtre de Fourcroy fut ainsi paralysé par l'énergique et unanime réprobation de ses collègues.

La prudence de l'académie ne devait pas la sauver. En vain elle gardait la plus grande réserve et éludait autant que possible les questions qu'on lui posait. Il lui fallait bien quelquefois, bon gré mal gré, émettre une opinion; dans beaucoup de circonstances, il était aussi dangereux de se taire que de parler. Sa cause était d'ailleurs liée jusqu'à un certain point à celle des autres académies, de l'Académie française, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, des académies de peinture et de musique, qui toutes étaient menacées.

Un premier décret de la convention suspendit la nomination aux places vacantes dans les académies (18 novembre 1792); par un singulier hasard, il fut rendu précisément dans une séance où le président de l'assemblée, avec le langage ambitieux de l'époque, avait hautement félicité les membres de l'Académie des Sciences sur leurs travaux relatifs aux poids et mesures. « Estimables savans, leur avait-il dit, depuis longtemps les philosophes plaçaient au nombre de leurs vœux celui d'affranchir les hommes de cette différence de poids et mesures qui entrave les transactions sociales; mais le gouvernement ne se prêtait pas à cette idée des philosophes, jamais il n'aurait consenti à renoncer à un moyen de désunion. Enfin le génie de la liberté a paru, il a demandé au génie des sciences quelle est l'unité fixe et invariable, indépendante de tout arbitraire. Estimables savans, c'est par vous que l'univers devra ce bienfait à la France ! »

C'était là un singulier commentaire au décret du 18 novembre. Aussi Lakanal, qui défendait dans le comité de l'instruction publique les intérêts de l'académie, espéra-t-il qu'il pourrait en prévenir la ruine. Sur sa proposition, le 17 mai 1793, un nouveau décret permit de pourvoir provisoirement aux places d'académiciens va-

cantes; mais bientôt la dissolution fut définitivement prononcée. Lakanal essaya encore d'atténuer les effets de cette mesure. Il fit décider que les membres « de la ci-devant Académie des Sciences » auraient du moins le droit de s'assembler sans titre officiel dans le lieu ordinaire de leurs séances pour traiter des différens objets qui leur seraient déférés par la convention. Le décret portait que les scellés mis sur les papiers et registres de la compagnie seraient levés, et que les attributions annuelles faites aux savans qui la composaient leur seraient payées comme par le passé jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné.

Les académiciens ne jugèrent point qu'il fût prudent de profiter de cette espèce de tolérance; ils se dispersèrent et cherchèrent pour la plupart à se faire oublier. On sait qu'ils n'y réussirent pas tous; plus d'un fut atteint dans sa retraite par les tribunaux révolutionnaires. Quelques-uns seulement restèrent en relation avec le comité de salut public, et maintinrent les droits de la science dans ce redoutable voisinage. De ce nombre fut Berthollet. Il conserva la confiance du terrible comité sans l'acheter par aucune condescendance, comme en témoigne cet épisode qui termine fièrement le livre de M. Bertrand et par lequel nous terminerons aussi cette étude. Peu de jours avant le 9 thermidor, on trouva un dépôt suspect dans une barrique d'eau-de-vie destinée à l'armée. Les fournisseurs sont aussitôt arrêtés, la passion populaire les accuse d'empoisonnement, et l'échafaud se dresse déjà devant eux. Cependant Berthollet examine l'eau-de-vie et la déclare pure de tout mélange. « Tu oses soutenir, lui dit Robespierre, que cette eau-de-vie ne contient pas de poison? » Pour toute réponse Berthollet en avale un verre en disant : « Je n'en ai jamais tant bu! — Tu as bien du courage! s'écrie Robespierre. — J'en ai eu davantage, dit Berthollet, quand j'ai signé mon rapport. »

L'Académie des Sciences ne devait pas rester bien longtemps dispersée. En 1795, le directoire organisa l'Institut de France, divisé en cinq classes, dont les quatres premières correspondaient aux anciennes académies et dont la cinquième, de fondation nouvelle, comprenait les sciences morales et politiques. L'Académie des Sciences était devenue la première classe de l'Institut. Sous cette nouvelle forme, elle se hâta de renouer la chaîne que la violence des temps avait un instant interrompue, et elle tint à honneur de restaurer toutes les traditions de l'ancienne compagnie qui, pendant un siècle et demi, avait pris une part si considérable au mouvement général des sciences.

EDGAR SAVENEY.

REVUE MUSICALE

L'influence exercée par les grands esprits sur leurs contemporains est un des côtés les plus intéressans de l'histoire de l'art. Impossible d'admirer certaines fresques de Raphaël sans se représenter involontairement les *Prophètes* de Michel-Ange. A ces entrelacemens d'anges et de sibylles, à ces prodigieuses difficultés vaincues et tournant à l'avantage du tableau, comme lorsqu'il s'agit de faire tenir l'immensité d'une composition dans un espace rétréci et en apparence des plus défavorables, — comment ne pas reconnaître l'action d'une puissance dominante? Les génies tels que Raphaël n'imitent pas, je le sais; mais il leur faut, bon gré mal gré, et pour un temps si court qu'il soit, subir le motif ambiant, qu'ils développent, varient à leur manière et sans se départir de leur originalité native, ainsi qu'on peut le voir à Rome en parcourant les églises de San-Agostino et de Santa-Maria-della-Pace. Malheureusement il n'y a pas toujours là des Michel-Ange pour donner la note à des Raphaël, et ce n'est point la chapelle Sixtine, c'est l'œuvre de M. Richard Wagner qu'a traversée l'auteur du *Dernier Jour de Pompéi.*

M. Victorin Joncières travaillait, dit-on, pour être peintre lorsqu'il lui arriva dans un moment ineffable d'entendre de la musique de M. Wagner. Ce fut le coup de foudre sur le chemin de Damas : *patuit aula cœlestis.* J'aime ces vocations à grand orchestre, cela fait merveilleusement dans le paysage, et vous pose dès le début en homme de l'avenir. En un temps comme le nôtre, où rien ne réussit que par l'anecdote, ces aventures, vraies ou fausses, pour peu que quelques amis les colportent habilement, aident tout de suite à ce que Stendhal appelait si bien la cristallisation. Être incompris du public n'est pas donné au premier venu qui se mêle d'écrire, et le musicien qui commencerait tout simplement par produire de petits chefs-d'œuvre, comme *le Chalet* ou *le Chien du jardinier,* n'au-

rait qu'à renoncer à cette gloire pour le reste de ses jours, tandis que si vous avez l'air de revenir de Corinthe ou de Munich, si vous débutez par un *Sardanapale* ou par quelque sublimité du même ordre, vous voilà d'emblée hors de pair et en position de systématiser vos erreurs. Tomber au théâtre n'est point si désastreux qu'on pense, il s'agit de s'arranger de manière à se donner une attitude; celle d'initié aux mystères de la fameuse école de Weimar réussit pour le quart d'heure assez bien, et pendant qu'il en est temps encore je conseille aux jeunes compositeurs en mal de génie d'en user et d'en abuser chaque fois qu'ils rencontreront une scène capable, comme le Théâtre-Lyrique, de bien vouloir se ruiner héroïquement par simple amour de ce bel art.

Ce que je reproche à M. Joncières, c'est de ne pas être assez de son opinion, de n'avoir que la foi, et de manquer des qualités indispensables pour la pratique. Il se peut que l'auteur du *Dernier Jour de Pompéi* affiche très haut les théories des maîtres sonoristes; mais son orchestre ne prouve guère qu'il ait mis à profit leur science. Du bruit et puis du bruit; ni coloris ni invention, et dans la coupe des morceaux, dans la distribution des voix, une largeur de conscience qui ne recule pas devant l'emploi des formules italiennes les plus rebattues, — cette fameuse phrase renouvelée de la *Lucie* par exemple, au moyen de laquelle on obtient, en tenant en suspens l'action dramatique, certains effets prestigieux de sonorité, et qui semble vous crier par toutes les voix des chanteurs et de l'orchestre : station de Donizetti, cinq minutes d'arrêt! Nous ne voudrions décourager personne; il convient cependant d'avertir qui se trompe. Le jeune musicien qui nous occupe paraît avoir besoin d'être mieux conseillé. L'aventure de *Sardanapale* n'ayant point réussi, malgré l'effort d'une Nilsson, l'habileté eût voulu qu'on y regardât à deux fois avant de recommencer en de bien pires conditions, alors qu'on n'avait avec soi qu'un poème à tout écraser et une exécution solennellement dérisoire. A distance, cette chute, ou, si l'on aime mieux, ce demi-succès de *Sardanapale* pouvait servir de texte aux plus agréables commentaires sur les dispositions et l'avenir du jeune compositeur. *Le Dernier Jour de Pompéi,* avec ses continuelles réminiscences de Verdi et de Donizetti, son style composite, ses défaillances instrumentales, que cherchent vainement à déguiser toutes ces suites harmoniques d'une rudesse étrange, toutes ces combinaisons de timbre qui voudraient bien vous faire croire à des abîmes de science, *le Dernier Jour de Pompéi* est venu maladroitement couper court aux illusions, et ce serait aux véritables amis de M. Joncières de lui répéter ce mot de Delacroix, qui disait à un jeune dessinateur déjà très célèbre et comblé de toutes les faveurs de la fortune : « Vous voulez faire de la peinture, monsieur, mais alors il vous faudra longtemps et beaucoup travailler. »

Du reste il y aurait peut-être lieu d'en finir avec ces grands sujets

empruntés à l'histoire du monde romain. *Les Martyrs, Herculanum, le Dernier Jour de Pompéi,* toujours la même fable de moins en moins bien racontée. Lors de la reprise d'*Herculanum* à l'Opéra, nous remarquions qu'un certain détestable genre aujourd'hui fort à la mode, et qu'on nomme vulgairement l'opérette bouffe, rendait désormais impossible de représenter au sérieux une scène antique, et songez que cette musique dont nous avions eu le sens perverti par ces misérables ritournelles qui empoisonnent l'atmosphère était de M. Félicien David, que ces personnages qu'une fausse optique nous montrait paradant sur le théâtre et dignes seulement des lazzis du public étaient des artistes d'un ordre supérieur. Que voulez-vous maintenant qu'il en soit quand, au lieu d'être à l'Opéra, vous vous trouvez au Théâtre-Lyrique? Comment traiter avec respect ces augures, s'intéresser à leurs passions, à leurs discours? Comment ne pas éclater de rire au nez de cette espèce d'Alcibiade coiffé du bonnet phrygien qui, sous prétexte d'épuiser la coupe de la folie et de la volupté, s'allonge sur une sorte de civière à porter les malades à l'hôpital, et, pendant que trois ou quatre parasites de carton débitent sur un mode piteux le chœur des vieillards dans *Faust,* contemple vaguement une malheureuse almée rabâchant le vieux pas de l'écharpe :

Je me sens altéré,
Verse-moi quelque froid breuvage?

Et le brave homme tend son verre à son esclave, qui l'intoxique. Ici le sang-froid vous abandonne, vous n'êtes plus au Théâtre-Lyrique, vous êtes aux Bouffes-Parisiens. Que peut un infortuné musicien contre une pareille mise en scène? Il continue à s'escrimer avec toutes les rages de la conviction : grondement des basses dans l'orchestre, violons à l'aigu, au suraigu, rhythmes contrariés, tremblement souterrain annonçant le prochain cataclysme; mais, hélas! rien n'y fait, plus la symphonie a l'air de croire que c'est arrivé, plus l'hilarité devient générale, et quand le Vésuve se décide à se mettre en colère, alors, oh! c'est alors que la gaîté touche à son comble, et qu'on se prend à plaindre le compositeur fourvoyé dans cette galère!

Après un remarquable morceau d'ensemble très vigoureusement enlevé à la Verdi, personnages et chœurs se dispersent épouvantés, et la parole reste au seul orchestre, qui commence à nous débiter son récit de Théramène. On n'imagine pas l'effet risible que produit cette symphonie succédant ainsi sans transition au tumulte excessif des voix continué à plaisir depuis trois heures. C'est assurément ce qui se pouvait concevoir de plus anti-dramatique. Tout le monde a présentes à la mémoire ces quelques mesures par lesquelles se termine un opéra, et qui parfois, comme dans *Don Juan,* se prolongent un rapide instant, le ri-

deau baissé : cela dure à peine vingt secondes, et suffit presque pour jeter un froid. Qu'on se figure ce que doit être en pleine action, en pleine tourmente théâtrale, l'effet de cet orchestre si platoniquement descriptif. C'est à se demander ce que le musicien a voulu faire; Mme Scarron remplaçait à sa table le rôti absent par quelque historiette bien narrée; l'auteur du *Dernier Jour de Pompéi* savait-il d'avance à quel Vésuve impotent il aurait affaire, et son intention a-t-elle été de suppléer par un morceau de musique au manque de tableau final? On peut l'admettre; mais en ce cas je ne m'explique pas très clairement l'expression bucolique de son intermède : il doit y avoir là quelque pensée transcendentale, quelque allégorie wagnérienne inspirée par un ressouvenir de ce fameux trait de violon chargé, dans l'ouverture de *Tanhäuser,* d'initier le spectateur à toutes les ivresses de l'amour physique; mystère! Quoi qu'il en soit, l'écroulement des trois villes est consommé; Herculanum, Pompéi et Stabia viennent de disparaître sous les cendres, et voilà deux amans qui traversent les flots sur une barque légère, doucement poussés vers d'autres bords par une brise harmonieuse :

Les canards l'ont bien passée.

Ce dénoûment est peut-êre de chez Séraphin; mais la mélodie arcadienne qui cette fois l'accompagne en relèvera la signification bourgeoise aux yeux des gens qui savent lire dans les mythes.

Je ne connais pas le *Gil Blas* de M. Semet, l'auteur de *la Petite Fadette,* qu'on joue en ce moment à l'Opéra-Comique; mais je me souviens dans *Ondine* d'une chanson de taupier très réussie; surtout dans le travail symphonique de l'accompagnement, qui est d'un fouillé merveilleux. J'ai cherché depuis à me procurer ce joli morceau : on ne l'a même pas gravé; grand dommage! c'est un petit chef-d'œuvre perdu. Si parmi tant de musiciens qui comptent aujourd'hui, il en est dont la rage est de vouloir faire plus que de la musique, d'autres dont l'industrie est de faire beaucoup moins, quelques-uns s'en tiennent encore à pratiquer tout simplement la tradition, et c'est dans ce nombre d'honnêtes et bons esprits que doit être classé M. Semet. Avec des titres fort estimables, *les Nuits d'Espagne, Gil Blas,* — un grand succès au Théâtre-Lyrique, — *Ondine,* M. Semet n'a guère conquis jusqu'à présent qu'une demi-célébrité. Les artistes l'aiment et le considèrent, le public le connaît à peine. C'est un de ces talens modestes qui cachent leur vie et prennent un emploi souvent très humble pour pouvoir se livrer en toute indépendance à leurs travaux d'imagination. Timbalier dans l'orchestre de l'Opéra, il y vit depuis des années comme le chercheur de perles sous sa cloche, et c'est de ce gouffre de résonnance qu'il sort de loin en loin

pour offrir au public une de ces partitions où, comme dans *la Petite Fadette,* se révèle à chaque page la plus intime connaissance du secret des maîtres. Je dirai même que cette fréquentation trop assidue n'aura pas été sans inconvénient pour le compositeur. Le détail symphonique l'absorbe, il s'y attarde, s'y oublie, et la phrase, qui semblait s'annoncer si bien, en reste là. Elle sort cependant par intervalles, pleine alors d'expression poétique ou de naturel, comme dans cette mélopée que Fadette soupire au clair de lune et surtout comme dans cette exquise ariette de la bonne femme disposant ses plantes pharmaceutiques. Ce morceau mérite une mention à part; Boïeldieu, dans l'air du rouet de *la Dame Blanche,* n'a pas mieux fait. Quel tour mélodique charmant et quelle ingénieuse distinction dans la manière dont le dessin vocal soutenu par les violons est accompagné par les clarinettes et les hautbois! Mme Révilly débite avec un sentiment très juste cette délicieuse chansonnette. Sa mauvaise voix au moins ici ne gâte rien. Je regrette de n'en pouvoir dire autant de Mme Galli-Marié, réduite maintenant à mimer toute la partie musicale de ses rôles, ce qui fait que la rêverie de Fadette sur le seuil de sa cabane, inspiration élevée et pathétique, passe complétement inaperçue. Le duo qui suit entre la petite paysanne et son amoureux Landry s'efforce de remplacer par des harmonies fines et délicates l'idée mélodique qui ne vient point, et bien lui prend de se transformer en trio à l'arrivée de Sylvinet, car la situation ne serait en vérité pas tenable, M. Maillard l'ayant déjà traitée dans *les Dragons de Villars* et de façon à ne permettre à personne d'y plus toucher. Qui ne se souvient de cet adagio si nuancé, si coquet et en même temps si naïf dans sa demi-teinte : *Moi jolie?* Tout le caractère de la *Petite Fadette,* du moins en ce qu'il a de scénique, est tracé là comme par un Greuze musical.

Ce que c'est pourtant que de savoir aborder une situation! M. Maillard, en musique, est un homme de théâtre, M. Semet n'est qu'un élégiaque; aussi je ne m'étonne pas qu'à l'Opéra-Comique le sujet ait tout de suite paru manquer de nouveauté. Le succès des *Dragons de Villars* avait dès longtemps escompté celui de *la Petite Fadette;* l'imitation avait lestement pris les devans, et c'est l'original qu'on accuse aujourd'hui de ressembler à la copie. Ni plus ni moins que ce ténor italien qui, voyant représenter *le Barbier de Séville* à la Comédie-Française, voulait absolument que ce fût Beaumarchais qui eût dépouillé le librettiste de Rossini, une certaine partie peu lettrée du public ne pardonnait pas à George Sand d'avoir de si belle façon dévalisé MM. Cormon et Lockroy. Notez en outre que *les Dragons de Villars* conservent cet avantage d'être une pièce intéressante et bien faite. Les auteurs, gens fort experts en matière d'opéra-comique, s'étaient contentés d'emprunter au romancier un type qu'ils avaient ensuite dépaysé de leur mieux, inventant une action, créant autour de lui d'autres personnages. Cette manière peut

n'être point aussi commode que celle qu'emploient MM. Barbier et Carré dans leurs éternelles découpures; mais du moins exige-t-elle un certain art, et c'est en ce sens que je la préfère. Peut-être doit-on regretter, au point de vue du succès de *la Petite Fadette,* la simplicité un peu bien grande de cette action, dont le principal attrait avait d'avance été défloré au théâtre, car si le roman, à la place où George Sand l'a mis, reste un chef-d'œuvre, à l'Opéra-Comique Rose Friquet avait dès longtemps coupé l'herbe sous le pied à Fanchon Fadette. Il faut bien se l'avouer, surtout quand c'est la même actrice qui revient avec les mêmes habits, le même geste malin, espiègle, intelligent, j'allais dire avec la même voix; mais je m'arrête, car ce trésor-là, Rose Friquet en a dépensé le principal, et ne laisse guère à la pauvre Fadette que ses deux beaux yeux pour pleurer. N'importe, cette paysannerie en trois actes et cinq tableaux a son charme; cela respire l'honnêteté, la chansonnette y fleurit, non point malsaine et empoisonnée de ces puanteurs de tabagie et de mauvais lieux, mais fraîche, simplette, exhalant son petit parfum de fraises des bois. La ritournelle vous invite à penser à Sedaine, à Monsigny, et vous avez un de ces spectacles fins et précieux qui sont, dirait Hamlet, « du caviar pour le peuple, » mais dont les délicats s'arrangent à merveille.

Déjà s'ouvre la perspective sur *le Rêve d'amour* de M. Auber; les répétitions ont commencé, et le maître vit désormais dans la plus complète quiétude à l'endroit de son ténor. Le voyage en Amérique est remis à l'année prochaine. M. Capoul, pour l'heure présente du moins, ne quitte pas la terre de France. L'Opéra-Comique n'aura fait là qu'un mauvais rêve; au *Rêve d'amour* maintenant! Un pareil titre implique chez l'auteur une préoccupation exceptionnelle des rôles de femme; on peut compter d'avance que M. Auber y mettra tous ses soins, dût-il multiplier les essais et beaucoup tâtonner, selon son habitude, avant d'avoir trouvé ce qu'il cherche. Voici qu'on se prend à parler de Mlle Marie Roze, absente de la scène depuis quelque temps, et dont la légende ne se lasse pas de nous raconter la transfiguration en cantatrice de premier ordre! Non contente de son succès de jolie femme dans *le Premier jour de bonheur,* la gracieuse Dugazon serait allée demander à M. Wartel le secret du grand art, et ce singulier fabricateur de voix, l'inventeur des Nilsson et des Trebelli, aurait accompli à cette occasion son troisième miracle! En attendant que le public sache au juste à quoi s'en tenir, les bruits de coulisse font voyager la nouvelle étoile du Théâtre-Lyrique, qu'elle dédaigne de sauver, à l'Opéra, qui n'a pas besoin qu'on le sauve. Aujourd'hui c'est avec l'Opéra-Comique que l'entretien est engagé; qu'on en finisse donc! L'Opéra-Comique ne saurait mettre à se recruter trop d'empressement : Mme Cabel chevrotte, Mme Galli-Marié joue et ne chante plus guère, Mlle Cico ne joue ni ne chante; pour peu qu'un tel état de

choses se prolonge, les médisans auront bientôt raison, qui prétendent que l'Athénée possède à cette heure une troupe fort supérieure.

L'assertion est exagérée; il n'en reste pas moins vrai que ce petit théâtre montre une activité des plus méritoires. Avec des ressources assez bornées, sans recevoir de l'état aucune subvention, il a réussi à se composer un personnel chantant très présentable, un ensemble à la tête duquel figurent une virtuose de bon aloi, Mlle Marimon, et deux ou trois sujets qui seraient remarqués même sur une scène plus relevée. Il suffira, pour s'en convaincre, d'aller entendre le *Crispin* des frères Ricci et la traduction de *Tutti in Maschera* du signor Pedrotti, charmant ouvrage qui, après avoir fait le tour de l'Italie, est venu prendre gîte dans ce modeste coin on ne peut plus hospitalier, capable d'accueillir, lorsqu'il s'en présente, jusqu'à des musiciens français, à une condition cependant, c'est qu'ils ne travailleront pas dans le genre de l'opérette, car de cette musique charivarique, dont la plupart des théâtres sont infestés, cette petite scène a le courage de n'en pas vouloir; elle se rebiffe à la seule vue de ces partitions d'estaminet qui dégradent l'art musical, et si elle a connu les mauvais jours, c'est, on peut le dire bien haut à son honneur, pour n'avoir jamais voulu sacrifier à l'idole funambulesque; *potius mori quam fœdari.* J'admire qu'une si énergique protestation soit venue d'une scène qui, pour s'enrichir tout de suite, n'aurait eu, comme tant d'autres, qu'à tenir boutique de produits frelatés. Rossini, morose et vieilli, n'avait plus qu'un dégoût en ce monde; une seule chose le tirait de son apathie, l'idée de la dépravation finale du goût, indignement faussé d'en haut comme d'en bas : d'en haut par les doctrines hypercritiques du messianisme wagnérien, d'en bas par les bonimens tintamaresques des vendeurs d'orviétan. « Quoi que nous fassions, disait-il avec une sorte d'amertume mal déguisée, c'est à ces gens-là que l'avenir appartient. » Eh bien! il se trompait. L'immense échauffourée du *Rheingold* ne présage déjà point tant de merveilles; combien de pèlerins sont revenus l'oreille basse de cette foire de Munich où s'étaient donné rendez-vous tous les enthousiasmes et toutes les vanités? D'autre part, nous voyons ici que les crincrins commencent à s'user. C'est assurément fort peu encore que la protestation d'un théâtre comme l'Athénée; on ne peut cependant s'empêcher d'en tenir compte. Hasard ou signe du temps, c'est un fait à ne pas dédaigner. Pourquoi ces efforts, qui naguère se dépensaient en pure perte, réussissent-ils aujourd'hui? En dépit de la commission des auteurs, en dépit de la vogue un moment si menaçante des orchestres de Barbarie, ce théâtre est resté debout, attendant, préparant des jours meilleurs à force de sacrifices et d'industrieuse activité. Remonter les courans de la sorte, c'est prouver qu'on a la vie dure, et je conseille aux voisins d'être sur leurs gardes.

Le Théâtre-Italien ne serait point fâché de varier un peu son fonds

en empruntant à nos scènes lyriques diverses œuvres qu'il ferait traduire à son usage. Il semblerait au premier abord que la question soit des plus simples. Erreur profonde! Ce théâtre, qui passe sa vie à prêter son bien à tout venant, se voit refuser la faculté d'entrer dans le champ du voisin pour y ramasser, en les payant, les fruits dont personne ne veut. Les priviléges ici ne souffrent pas la réciprocité. Il est admis que l'Opéra prendra au Théâtre-Italien la *Semiramide* et le *Trovatore*, que le Théâtre-Lyrique lui prendra *il Barbiere, Rigoletto* et *la Traviata*, mais qu'en revanche le Théâtre-Italien s'abstiendra de toucher à *la Favorite*. Vous pensez si la discussion a chaudement épousé la querelle : il n'y a qu'un cri contre ces malheureux traités qui ne concordent pas, et cependant je serais presque tenté d'en prendre la défense. Iniques! oui, je le veux bien; mais en quoi l'application a-t-elle jamais nui aux intérêts du Théâtre-Italien? Sans aucun doute les priviléges ont le tort de n'être pas réciproques; mais les prétendus dommages causés à la scène italienne par les divers emprunts qu'on peut lui faire ne sauraient se comparer, pour la gravité des résultats, à l'inconvénient que produirait à nos scènes lyriques ce droit de participer à leurs répertoires accordé ainsi à la plus redoutable des concurrences. Qu'importent tous les emprunts qu'on peut lui faire à un théâtre dont le répertoire est connu du monde entier, et qui puise l'élément de sa vie et de sa fortune dans le seul prestige de l'exécution? Qu'on joue *Rigoletto* ou *Violetta* au Théâtre-Lyrique, *le Trouvère* à l'Opéra, le mal qui en résulte en somme ne sera jamais bien grand. Ces traductions d'une platitude écœurante, exécutées à la diable par des chanteurs distraits pour un moment de leur besogne ordinaire et qui ne demandent qu'à y retourner, ces traductions ne sauraient porter préjudice. Elles ont au contraire le mérite de vulgariser, de faire en quelque sorte acte de réclame pour le Théâtre-Italien, lequel voit ainsi venir à lui tout un public nouveau mis en humeur de dilettantisme, et qui, après avoir goûté du médiocre, tient à connaître l'excellent. Supposons maintenant la réciprocité des priviléges, et demandons-nous sérieusement si *le Domino noir* reviendrait faire une belle figure à l'Opéra-Comique après avoir été chanté la veille à Ventadour par Mme Patti, et si le dommage causé au Théâtre-Italien par la représentation du *Trouvère* équivaudrait à l'inconvénient qu'il y aurait pour l'Académie impériale à laisser *la Favorite, Robert* et *les Huguenots* s'en aller courir la prétentaine de l'autre côté du boulevard.

Il faut en ce monde être ce qu'on est, et tâcher de l'être le mieux possible. Qui dit Théâtre-Italien dit apparemment un théâtre où l'on va pour entendre de la musique italienne. J'ai beau y réfléchir, je ne vois pas ce que l'on gagnerait à mentir publiquement à son enseigne. La raison d'être de la scène Ventadour, son succès et sa fortune sont dans sa spécialité; qu'elle s'y tienne. Je ne prétends point qu'on doive s'abstenir de tout

empiétement, mais à la condition que l'extension ne portera que du côté de l'étranger : qu'on s'annexe l'Allemagne, qu'on nous donne *Fidelio* avec Mlle Krauss, *Oberon* avec Mme Patti, et qu'on prenne à son compte tant de trésors inexploités. Le jour où le Théâtre-Italien n'aurait d'autre ressource que celle d'appeler à lui les *jeunes* compositeurs français et de faire traduire à son profit les partitions dont ne veulent ni l'Opéra, ni l'Opéra-Comique, ce jour-là sa ruine serait consommée, et mieux lui vaudrait fermer ses portes que de tenter une pareille régénération. Du reste les essais auxquels on s'est livré l'an passé ne sont pas pour encourager beaucoup. Le *Struensée* de Meyerbeer, le *Piccolino* de Mme Grandval, la *Contessina* du prince Poniatowski, n'ont rien produit. Aux Italiens, il n'y a de salut, je le répète, que dans l'active et intelligente exploitation du répertoire, un des plus riches qui se puisse imaginer et des plus faciles à varier, puisqu'on y peut faire entrer les chefs-d'œuvre de Beethoven et de Weber.

Réunir sur un point donné le plus de forces, c'est la vraie loi pour vaincre, au Théâtre-Italien comme à la guerre. A vouloir obstinément courir les aventures, on finirait par perdre son public, déjà bien dispersé depuis quelque temps, ainsi que vous le fait trop voir à certaines soirées l'aspect de cette salle panachée de contrastes où, dans les loges découvertes du premier rang, des princesses du monde interlope étalent leurs diamans et leurs guipures à côté d'un groupe de gens à peine décemment vêtus : le fiacre de la rue aux Ours à côté du huit-ressorts de la fille entretenue... Qu'est devenu ce public homogène d'autrefois qui faisait la respectabilité du Théâtre-Italien comme il en faisait les grosses rentes? C'est cette clientèle intelligente et passionnée, « ce public de la location, » qu'il faudrait tâcher de reconstituer avant tout, et l'on n'y parviendra qu'en ne s'écartant pas du programme traditionnel. La désuétude aura beau s'y mettre, elle n'empêchera pas qu'on chante là comme nulle part ailleurs on ne chante. Allez entendre le *Trovatore* aux Italiens après avoir entendu *le Trouvère* à l'Opéra; ce n'est plus la même musique : nombre d'effets qui passent inaperçus ou qui vous choquent rue Le Peletier, à Ventadour s'accentuent, se nuancent, le détail ressort mieux, la rudesse, au lieu de tourner à la sauvagerie, s'humanise par l'effort et le style de l'interprétation. La dernière fois que j'avais entendu *le Trouvère* à l'Opéra, une exécution des plus détestables m'avait presque dégoûté de cette musique : M. Morère faisait Manrique, M. Caron le comte de Luna, et Mlle Hisson Léonore; c'étaient des cris à mettre en fuite toute une salle, vous eussiez dit une gageure. Cette année, pour sa fête d'ouverture, le Théâtre-Italien avait choisi le *Trovatore;* quelle différence! Si l'exécution de cette musique à l'Opéra semblait n'avoir à cœur que d'en accuser les défauts, l'interprétation italienne lui rendait cette fois tous ses avantages, lesquels ne

sont point tant à dédaigner, n'en déplaise à quelques critiques qui s'amusent à traiter Verdi de haut en bas en l'appelant une manière de Dennery musical.

Nous ne sommes point, quant à nous, assez versé dans les répertoires de l'Ambigu ou de la Gaîté pour décider de la question, mais nous leur souhaitons de compter beaucoup d'œuvres égales en littérature à ce que peuvent représenter musicalement les partitions de *Rigoletto*, d'*Ernani* et du *Ballo in Maschera*. Pour ne pas sortir du *Trovatore*, quel entrain, quelle puissance mélodique d'un bout à l'autre de cette partition, quelle vigueur dans le maniement des situations! Les plaisans vous disent : « Donnez au premier venu ce tableau du *Miserere*, les moines psalmodiant au dehors, — sur le devant de la scène, au pied de la prison d'où son amant lui jette son suprême appel, une jeune femme en proie à toutes les éplorations, et vous verrez que ce que vous admirez là n'était point si difficile à réussir. » Alors, puisqu'un heureux arrangement de mise en scène commande ainsi l'inspiration à tout venant, comment M. Thomas s'y est-il donc pris pour ne point faire un splendide chef-d'œuvre du dernier tableau de son premier acte d'*Hamlet?* A coup sûr, ce n'était pas le pittoresque qui lui manquait : ce château-fort dans le fond où l'orgie royale mène sa fanfare, et sur le premier plan, les pieds dans la neige, Hamlet causant, au clair de lune, avec le spectre de son père! J'estime que la situation avait de quoi rendre, et qu'un Verdi s'en serait mieux tiré; il n'est point tant inutile parfois d'avoir un tempérament de dramaturge, surtout quand on s'attaque à Shakspeare et qu'on prétend mettre en musique son *Hamlet* ou son *Roméo*.

Mlle Krauss est une Léonora des plus émouvantes. Ces rôles chaleureux et tourmentés de Verdi vont à sa nature tragique; elle en a le souffle et l'entrain. Dans le *Miserere* et surtout dans ce terrible duo qui suit, d'une entrée en matière si féroce, si redoutable pour la cantatrice, épuisée déjà par la scène précédente, elle trouve des accens à la Frezzolini. Impossible de mieux répondre à toutes les péripéties de la situation, d'être plus furieuse et plus suppliante, et quand elle s'agenouille éperdue aux pieds du comte de Luna, sa voix, dans cette délicieuse réplique qui termine et complète la phrase violente du baryton, sa voix, apaisée, attendrie, a des demi-teintes ravissantes. A de tels effets, l'âme de la cantatrice ne suffirait pas, il y faut cet art merveilleux du style dont on n'a le secret qu'au Théâtre-Italien. Que serait, par exemple, Fraschini, sans cette ressource qui l'aide à chaque instant à réparer les brèches de sa voix? En dehors de la pièce qui se joue, c'est un spectacle des plus intéressans d'observer ce que ce grand ténor dépense de science, d'ingéniosité, à dérober à la masse du public certaines défaillances organiques. Et notez que les plus roués eux-mêmes s'y laissent prendre. Tel que nous l'entendons à cette heure dans la *Lucia*, tel que l'âge et la

pratique ininterrompue de son rude métier ont pu le faire, c'est encore un Rawenswood du plus beau type. A ne point parler de Rubini, qui reste incomparable, l'attitude de Fraschini dans le grand finale, sa façon de dire le magnifique récitatif de la scène des tombeaux, effacent tous les souvenirs. Oui, sans doute l'effort y est, mais l'art qui gouverne ce son fatigué, laborieux, a tant de puissance, cette nature physique est si robuste, que tout cet énorme travail échappe au spectateur ordinaire, et que les gens experts, pleinement rassurés d'avance sur le résultat, n'ont qu'à se laisser émouvoir et charmer en se disant : « Fatigue ou non, c'est son affaire et point la nôtre ! »

Une organisation qui par contre ignore l'effort, c'est Mme Patti. Elle a beau se prodiguer, sa voix n'en devient que plus belle : émission splendide, éclat, rondeur, justesse, velouté, l'instrument est merveilleux; quel gosier, quelle virtuose, mais aussi quelle étrange actrice ! Le Théâtre-Italien ne passe point généralement pour une fameuse école de mise en scène, cependant encore devrait-on savoir marcher et faire un geste. Mme Patti songe à peine à ce qu'elle chante, comment s'occuperait-elle de son jeu? Aucune espèce de parti-pris dans la physionomie, dans le costume, jamais un mouvement qui laisse voir une intention fixée d'avance, mais des soubresauts d'émotion, des saccades, du pointillé jusque dans l'effarement ! Le personnage que Mme Patti représente n'a rien de commun avec la douce, la mélancolique et féroce amante de Rawenswood, c'est une Lucie des salons, pimpante, heureuse d'être au monde et souriant d'aise au public à travers ses larmes.

Le surlendemain, Mme Patti reprenait *le Barbier,* très malmené du reste par l'ensemble de la troupe. La contagion de l'opérette-bouffe va-t-elle empoisonner jusqu'à ce théâtre? Le fait est que maintenant le chef-d'œuvre de Rossini se joue à peu près en *cascade :* ce n'est que justice; le goût d'une époque déteint sur tout. Bartholo, Figaro, Bazile, Almaviva, s'en donnent là comme des pitres, Rosine elle-même fait des niches, si bien que ce *Barbier* finira par n'être plus qu'un de ces prétextes à intercalation qu'on appelait jadis des pièces à tiroir. Sur la leçon de chant se concentre aujourd'hui tout l'intérêt du spectacle, et ce petit concert dont la brillante virtuose compose à son gré le programme vaut à lui seul tout un poème : tantôt c'est « l'éclat de rire » d'Auber dans *Manon Lescaut,* tantôt la valse du *Pardon.* Pour l'audace, le goût, la pureté, le prodigieux fini des vocalises, ce dernier morceau n'a rien de comparable; on se souvient de l'effet qu'il produisit sur l'élite de la société parisienne le soir où Mme Adelina Patti le fit entendre la première fois l'an passé dans une fête de bienfaisance donnée au Grand-Hôtel par la princesse de Beauvau : c'est, à vrai dire, la perfection du genre, le dernier mot de l'art du solfége. Sa voix égrène là pour des millions de pierreries, et parmi tous ses écrins de grande dame, parmi tous ces joyaux,

présens de divers souverains, dont les journaux se complaisent à nous donner la nomenclature, je défie qu'il se trouve un collier aussi riche en perles de la plus belle eau.

Il était un roi de Thulé,

non, mais un vieux maréchal du second empire qui, voulant enfin donner une ombre de satisfaction aux plaintes trop légitimes des compositeurs éconduits, institua des jeux floraux sur toute la ligne. On dressa des mâts de cocagne partout : devant le Théâtre-Lyrique, devant la salle Favart, dans la grande cour de l'Opéra, et, le tambour ayant battu trois roulemens, la voix de l'autorité s'écria : « Grimpez, messieurs, vous trouverez là-haut en guise de timbale d'argent un bel et bon libretto enguirlandé de faveurs tricolores. » A l'Opéra, la timbale est une coupe, *la Coupe du roi de Thulé*. Qui sortira vainqueur? Nul ne le pourrait dire encore; mais, s'il ne doit y en avoir qu'un d'élu, les concurrens n'auront point fait défaut, on n'en compte pas moins de quarante-deux. Le jury, nommé par les candidats, fonctionne chaque jour quatre et cinq heures. Il importe en effet que la question soit résolue au plus vite, le directeur tenant à mettre immédiatement à l'étude l'ouvrage couronné, ce qui est la meilleure façon d'interpréter la pensée dont émane cet acte d'encouragement.

Les autres concours sembleraient n'avoir donné que d'assez piteux résultats; celui du Théâtre-Lyrique n'a contenté personne, excepté le directeur, fort heureux de s'en tirer en ne jouant qu'un acte. A l'Opéra-Comique, *le Florentin* ne donne pas signe de vie. Par contre, une certaine émotion règne autour de ce qui se passe dans la commission réunie à l'Opéra. Là est l'intérêt de la situation, et cette épreuve seule comptera pour décisive aux yeux de ceux qui cherchent à se former une opinion sur le bénéfice que les concours peuvent offrir. On constate déjà des traces de talent dans plusieurs des partitions soumises à l'examen : il va sans dire que la tendance wagnérienne prédomine. Je ne pense pas du reste que raisonnablement on doive beaucoup s'en alarmer. Le wagnérisme a cela de bon, que ses complications rendent la langue musicale moins abordable aux ignorans : ne module pas qui veut, et les enharmoniques ne se font pas aussi aisément que des chansonnettes. Le malheur veut que l'inventeur de tant de belles théories ne soit pas un mélodiste, et que, lorsqu'il s'imagine trouver une phrase, cette phrase ressemble à tout, même à l'air du sergent dans *le Philtre*, comme on peut le voir dans ce splendide chant nuptial de *Lohengrin;* mais un sonoriste de la force de M. Wagner qui serait doué en plus de l'idée mélodique n'entendrait qu'applaudir à son avénement. C'est ce musicien de l'avenir que prépare l'auteur de *Tanhäuser*. Son système

instrumental, en multipliant, en exagérant les difficultés, force à l'étude de la syntaxe, et rend désormais impossibles certaines platitudes de langage. Relever, tonifier la partie technique d'un art est toujours un service rendu, et si M. Richard Wagner n'a point fait autre chose, du moins faut-il lui savoir gré de ce qu'il a fait là. L'art nouveau impose à ses adeptes un plus solide apport de science, et la décadence n'est point de ce côté. Ni Mendelssohn, ni Meyerbeer, ni M. Richard Wagner, n'en savent plus que n'en savaient Haydn et Mozart; mais la moyenne des compositeurs a perdu le droit de reproduire, tant dans la coupe des morceaux que dans les accompagnemens, ces banalités dont naguère encore se contentait le public de l'Opéra-Comique et des Italiens. Tout en reprochant à l'école moderne d'assourdir trop souvent son monde, il convient aussi de reconnaître que, même réduite à ses seuls effets d'acoustique, cette langue-là n'est point le partage du premier-venu, et l'on en peut dire ce que disait si bien Musset de la poésie :

Le vulgaire l'entend et ne la parle pas.

Notre époque a presque entièrement perdu le sens du rossinisme; autant confesser qu'elle n'a plus de raison pour s'intéresser à Donizetti. L'improvisation routinière ne nous touche plus, nous renvoyons à l'orgue de Barbarie ces partitions écrites en six semaines; nous avons sauté le fossé, et nous voilà, comme au temps de Gluck, dans les extrêmes du système opposé. C'est la caractéristique allemande aujourd'hui qui prévaut, qui déborde; nous avouons bien par moment que nous en avons trop, et cependant le désappointement va nous prendre devant telle œuvre remarquable du passé où cet élément ne brille que par son absence. L'homme qui écrivait l'*Elisir d'amore, la Fille du régiment* et *Don Pasquale* n'était certes pas un musicien vulgaire; il n'eut qu'un tort : en changeant de sujet, il ne changeait jamais de style, portant dans le tragique les ritournelles de l'opéra-bouffe. L'auteur de *la Favorite* composant pour notre première scène lyrique est resté l'Italien italianisant d'*Anna Bolena,* de *Belisario* et de *Lucia.* Bien différent de Rossini, qui, dès *le Comte Ory,* modifiait, francisait sa manière, Donizetti continue imperturbablement à déployer le drapeau de la cavatine; la coupe des morceaux ne se dément pas une minute, et très souvent même, par un de ces effets particuliers à la musique dramatique italienne, il arrive que plus la situation devient solennelle, plus le motif se fait dansant.

Ce roi don Alphonse, par exemple, est-il assez *Castillan,* assez hâbleur? Dès les premières notes, vous le reconnaissez à son panache : « Léonor, pour toi je brave, » et si le chanteur, par sa propre redondance, vient ajouter encore à ce poncif, vous avez l'idéal du genre. Ba-

roilhet, qui n'était pas simplement un virtuose, mettait un art très subtil à dissimuler certaines vulgarités de cette musique. Dans la célèbre cavatine « pour tant d'amour, » sa voix stridente et métallique vous faisait croire à je ne sais quelle ironie latente qui ne s'y trouve pas, ainsi qu'il n'est que trop facile de s'en convaincre aujourd'hui. M. Faure déploie à phraser cette romance une virtuosité sans pareille, et qu'on ne se lasserait pas d'applaudir, s'il s'agissait uniquement d'assister à la leçon d'un professeur. Le charme de sa période le captive à ce point qu'il en oublie son personnage, et semble croire que le rôle ne soit là que pour sa voix, tandis que c'est au contraire sa voix et son talent qui doivent être au service du rôle. Cette prépotence du chanteur substituant sa personnalité à celle du héros qu'il a charge de représenter passait déjà pour un fléau du temps de Gluck, qui tonne dessus à chaque instant dans ses préfaces. Jamais on n'a tant parlé qu'aujourd'hui de certaines réformes devenues indispensables; ne serait-il point temps d'y mettre la main? Nous nous moquons des Italiens, qui lâchent le drame musical pour une cavatine, et nous faisons comme eux. Peut-être y a-t-il quelque mauvaise grâce à vouloir trop souvent évoquer le passé; cependant les opéras conçus, comme *la Favorite,* dans le système purement italien ont cela de particulier, que leur destinée s'en trouve mêlée davantage à celle des chanteurs qui présidèrent à la création. Ainsi trois grands noms brillent au frontispice de cette partition de *la Favorite* : Duprez, Baroilhet, Rosine Stoltz. Si cette musique déjà nous semble avoir vieilli, si nous la trouvons incolore et froide, c'est que les interprètes manquent pour nous en rendre et le sens intime et ce qu'à défaut des beautés de forme et de langage qui nous charment aujourd'hui, elle contient parfois d'émotion vraie et déchirante. Mme Gueymard est une Léonor du genre neutre. Là comme dans *le Prophète,* elle tient sa place honorablement, mais sans éclat. Il en faudrait pourtant, et beaucoup, pour représenter dans ses alternatives de gloire et d'humiliation cette fière courtisane repentie. La Stoltz menait le rôle à toute passion; personne mieux qu'elle n'a joué le personnage, et personne mieux que la Borghi-Mamo ne l'a chanté. La Borghi est certainement une des plus belles voix que nous ayons entendues, des plus égales et des plus naturellement justes, et là-dessus que n'y aurait-il pas à dire! quel chapitre que celui de la justesse d'intonation, qualité dont on sait à peine gré au chanteur qui la possède, tout en se réservant de siffler celui qui ne l'a point! Entre ces deux souvenirs qui la dominent, Mme Gueymard s'agite un peu indécise, un peu essoufflée, ce qui ne l'empêche pas d'avoir des momens très dramatiques, dans le grand duo final par exemple, où sa belle voix, échauffée, entraînée, prend le dessus et force les applaudissemens.

Du reste, rien dans cette distribution ne motivait une reprise; il n'y

avait de nouveau, ce soir-là, qu'un jeune ténor venu du Théâtre-Lyrique et qu'on exposait ainsi d'emblée à s'effacer au premier rang, sans doute pour mieux l'habituer à briller ensuite au second. M. Bosquin dit assez bien les parties modérées du rôle; mais sa voix, d'une gracilité pleine de charme et souvent pathétique dans les deux romances, ne suffit plus dès que la situation s'élève et tourne au tragique. La belle scène où Fernand brise son épée et la jette aux pieds du roi perd avec lui tout son effet. En résumé, ces débuts-là ne comportaient point tant de mise en scène, et M. Bosquin aurait eu tout avantage à se montrer dès l'abord plus discrètement sous les auspices du vice-roi de *la Muette* ou du prince Léopold de *la Juive*. Cette reprise de *la Favorite* ne profitera, je le crains, guère plus à l'Opéra qu'à Donizetti. La musique italienne vit surtout par l'exécution, et tout cela manque de relief. Qui le croirait? ce qui dans cette affaire a le moins vieilli, c'est le poème. Pour une fois que le musicien rencontrait sous sa main une vraie pièce, c'est grand'pitié qu'il l'ait ainsi traitée en *libretto*. Il semble que ce Donizetti n'en pût démordre. La musique reste italienne et se contente de festonner la situation sans aller, si ce n'est très rarement, au cœur même du drame, qui marche d'un pas ferme, et n'ayant d'ailleurs nul besoin de personne pour se soutenir. L'intérêt y naît de la passion, non du décor; le sujet est d'invention originale, chose peu fréquente de nos jours, et d'autant plus méritoire qu'il n'eût tenu qu'à M. Alphonse Royer de puiser dans le fonds si riche des auteurs qu'il a traduits et dont maintenant il écrit l'histoire.

F. DE LAGENEVAIS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 octobre 1869.

Il y a dans nos annales, au temps de Richelieu, une célèbre aventure semi-sérieuse, semi-comique, qui a gardé le nom de journée des dupes. De quel nom appellera-t-on la journée du 26 octobre 1869? Elle a passé pluvieuse et froide comme la plus vulgaire et la plus obscure des journées de l'histoire sans que rien ait remué dans la vieille cité révolutionnaire, sans autre incident qu'un bonhomme allant faire des calembours sur le corps législatif au pied de l'obélisque de la place de la Concorde; elle restera la date énigmatique d'une grande et puérile mystification organisée par l'étourderie. C'est tout.

Ainsi, pendant six semaines, on se plaît à émouvoir le pays et même l'Europe au récit des événemens qui se préparent. On passe le temps à monter les esprits dans les journaux tapageurs et dans les réunions publiques, on se donne des rendez-vous héroïques, on gourmande les tièdes et les prudens qui hésitent. Qu'est-ce à dire? Le peuple le veut, cinq cent mille hommes pour le moins vont être sur pied et iront venger la souveraineté nationale offensée. La constitution est violée, l'empire n'existe plus, la révolution triomphe! Au dernier moment, il est vrai, on se ravise, et on finit par prêcher l'abstention, mais en criant plus fort, comme si l'on voulait laisser croire à un mouvement irrésistible qu'on aura peut-être quelque peine à contenir; en d'autres termes, on se lave les mains de ce qui surviendra. De son côté, le gouvernement, un peu étonné, se met en disposition de soutenir le choc, s'il doit y avoir un choc; il prend ses mesures. Le maréchal Bazaine est appelé subitement au commandement de la garde impériale à la place du vieux et digne maréchal Regnault de Saint-Jean d'Angély, qui a besoin de repos. L'empereur lui-même vient de Compiègne à Paris, il veut être de la journée, et voir de près ce qui se passera. Le préfet de police, M. Pietri, ne se refuse pas la spirituelle et maligne satisfaction de

s'armer contre les attroupemens possibles d'une loi de 1848 signée de M. Ledru-Rollin et de M. Garnier-Pagès. Tout est prêt dans les deux camps. Que va-t-il arriver, grand Dieu, de tant de préparatifs et de tant d'agitation autour de cette date mystérieuse toute chargée d'inconnu? Se peut-il bien qu'on ait fait un tel bruit et qu'on ait tenu tout un pays dans l'émoi durant plusieurs semaines pour que les choses se passent comme dans la circonstance la plus ordinaire? Voilà pourtant ce qui arrive. Le jour venu, la population reste chez elle ou va simplement à ses affaires, les soldats restent dans leurs casernes, pas le plus léger signe de trouble. Le soir, tout s'évapore en gaîté, on respire comme si on venait d'échapper à un grand péril, et par une ironie de plus chacun s'adjuge la victoire dans la mémorable aventure. Ce qu'il y a de plus curieux encore, c'est que le lendemain les inventeurs mêmes de la démonstration manquée ont crié de plus belle, et ont triomphé plus que jamais d'avoir réussi à détourner la population parisienne des piéges du pouvoir, comme s'ils n'avaient pas travaillé de leur mieux pour pousser Paris dans ce piége, comme s'ils n'avaient pas fait honte aux députés de la gauche de leur pusillanimité parce qu'ils refusaient de se mettre à la tête de la manifestation, comme s'ils n'avaient pas assourdi le monde de toutes ces paroles heureusement plus retentissantes qu'immuables : « j'y serai,... fussé-je seul! » Assurément la victoire a été à quelqu'un dans cette affaire, mais non à ceux qui la revendiquent si bruyamment; elle a été à la raison publique représentée par toute cette presse sensée qui dès la première heure a couvert de sa voix les bravades inutiles; elle a été à ce peuple, qui n'est point après tout si facile à ébranler, qu'on n'a pas eu beaucoup de peine à contenir, parce qu'il n'avait pas la moindre envie de marcher, et qui dans son humeur gouailleuse pourrait bien réserver à ses prétendus meneurs quelqu'une de ces apostrophes burlesques que Proudhon seul autrefois se permettait de jeter au visage des demi-dieux démocratiques. Après cela, si le gouvernement et les partis qui ont le souci des vraies libertés françaises ne sentent pas le besoin d'aborder enfin les choses sérieuses, de chasser de la vie publique ces fantômes et ces agitations factices, c'est qu'ils ferment volontairement les yeux sur une situation qui ne peut que s'aggraver rapidement, dont cette journée du 26 octobre n'est qu'un accident et un bizarre symptôme.

Les morts vont vite, dit la ballade allemande, et les vivans aussi en certains momens vont plus vite qu'ils ne voudraient, et ils ne vont quelquefois si vite et si loin que parce qu'ils ne savent ni choisir leur route ni régler leur marche. Qu'on mesure le chemin parcouru depuis quelques mois; tout a changé singulièrement, tout change d'heure en heure. Cette force d'expansion si longtemps comprimée au plus profond de notre vie intérieure se déchaîne et va jusqu'à la confusion. Le gouvernement

lui-même, dans son apparente immobilité, n'est plus certes ce qu'il était, et, voulût-il remonter le courant, il ne le pourrait plus. Des lois présentées et votées il y a un an comme libérales restent inappliquées et ne répondent plus à l'état actuel. Les partis ne savent plus où ils en sont. Des hommes qui, aux élections dernières, étaient portés sur le pavois démocratique sont à leur tour honnis, conspués et dépassés par un flot plus violent, par un déchaînement nouveau. Il s'agit au fond de savoir si ce mouvement qui s'accomplit aujourd'hui en France, qui a commencé par être libéral et rien que libéral, deviendra un mouvement de démocratie purement révolutionnaire et socialiste, car il ne faut pas marchander sur les mots. Le phénomène caractéristique de cette situation nouvelle en effet, c'est la lutte entre l'esprit libéral et l'esprit de bouleversement absolu, c'est cet effort impatient, irrité, pour faire sortir une révolution indéfinie de la crise de transition que nous traversons, pour se placer en dehors de toutes les conditions d'une politique régulière et pacifique. Dans les journaux de l'avenir comme dans les réunions publiques, qui fonctionnent à l'abri d'une liberté presque sans limites, c'est une émulation véritable d'emportemens, d'invectives, d'utopies, de déclamations creuses, d'excitations envenimées. L'un ne veut que des candidats insermentés pour les élections prochaines de Paris, et il montre aux électeurs comment ils doivent s'y prendre; l'autre tient pour le gouvernement direct du peuple, condamné au plébiscite forcé et à perpétuité. Celui-ci libelle le décret de déchéance de l'empereur, celui-là enseigne à ceux qui n'ont pas de gîte comment ils n'ont qu'à s'aller établir dans les maisons inhabitées de la rue Monge ou de la rue Lafayette, dont les propriétaires actuels ne sont que les détenteurs illégitimes. Tous sont d'accord pour proclamer la république démocratique et sociale, qui compte déjà quatre ou cinq candidats à la présidence tout prêts à se dévouer ou à se dévorer. Ah! les tout-puissans novateurs qui en sont à dater leurs journaux de vendémiaire ou de brumaire et de l'an LXXVIII, qui ne trouvent rien de mieux que de ressusciter la commune révolutionnaire, qui n'ont su se faire d'autre idéal que la convention, qui n'ont à mettre que des exhumations surannées, des invectives vieillies et des ressentimens jaloux dans leurs programmes ou dans leurs polémiques! Ils ne voient pas que, si le gouvernement, qui après tout reste toujours armé de lois suffisantes, laisse dormir ces lois, s'il se borne à maintenir intacte sous sa main la force disciplinée de l'armée, il faut apparemment qu'il trouve quelque avantage dans ce débordement de passions violentes, condamnées fatalement à s'user par leur excès même et à s'émousser contre l'instinct public. Ils ne s'aperçoivent pas qu'il y a toujours quelque chose de ridicule à crier par les fenêtres : vive la république! pour agacer les passans, à renverser tous les matins ou tous les soirs un gouvernement qui les laisse

dire, à s'exciter aux résolutions extrêmes, à toutes les audaces, sans rien faire. C'est une comédie qui, avec quelques variantes, rappellerait presque un dialogue de Rabelais, si ce n'est qu'ici il s'agit de faire une révolution et chez Rabelais il s'agit de prendre femme. — « Seigneur, vous avez délibération entendue, » nous voulons la révolution, il nous faut la révolution. — Eh bien! faites-la. — Mais c'est que nous ne pouvons pas, on nous en empêche. — Alors ne la faites pas. — Elle est pourtant une nécessité, le peuple la veut et nous devons lui obéir. — Alors marchez. — Mais les chassepots sont là, le gouvernement est capable de s'en servir et de nous tendre un piége en se défendant. — Que faire? Alors il faut aller consulter Trouillogan et Rondibilis, qui donnèrent de bons avis à Panurge. — Et, somme toute, les divagations enflammées continuent, la révolution ne se fait pas; elle se fera toujours demain, elle n'est pas pour aujourd'hui.

Ici seulement naît un autre danger qui n'a plus rien de commun avec le ridicule. Si la société tout entière se composait de coureurs de réunions publiques et de journalistes romantiques, ce serait au mieux; il y aurait chaque matin une manifestation, chaque soir une révolution, et l'humanité atteindrait sans doute en peu de temps le plus haut degré de bonheur et de prospérité. Malheureusement la société telle qu'elle existe se compose d'une multitude d'intérêts très sérieux, très pratiques, qui ont besoin de sécurité, de confiance, de crédit. Que promet-on à ces intérêts toujours prompts à s'alarmer? L'agitation en permanence, la révolution le plus tôt qu'on pourra; si ce n'est le 26 octobre, puisque ce cap est doublé, ce sera le 2 novembre en commémoration du représentant Baudin; si ce n'est le 2 novembre, ce sera le 29 à l'occasion de l'ouverture du corps législatif et de la grande revendication du droit. Puis ce sera le 2 décembre; d'ici là viendront les élections de Paris pour le remplacement des députés deux fois élus, MM. Picard, Jules Simon, Gambetta, Bancel, et par ce système d'agitation échelonnée, en allant de manifestation en manifestation, les affaires se resserrent, le travail s'interrompt, l'industrie est paralysée, le premier de l'an est peut-être déjà perdu pour le commerce parisien, les esprits finissent par s'aigrir et s'irriter. Que le gouvernement, par ses incertitudes, par ses atermoiemens, ait contribué à la stagnation des affaires, nous ne le mettons pas en doute; mais ceux qui font de l'agitation un système, qui poussent à la panique des intérêts, même quand la meilleure politique serait une fermeté calme et prudente, sont-ils donc étrangers à cette crise qui va en s'aggravant? Ils l'entretiennent et la ravivent sans cesse, non-seulement par leurs excitations, par des violences de paroles qui au premier signal deviendraient des violences d'actions, mais encore par les sophismes qu'ils proposent sur l'économie sociale, sur les fonctions naturelles du capital et du travail. C'est une histoire éternelle. Vous souvenez-vous de ce qui se

passa en 1848? Au lendemain de la révolution de février, tout le monde, soit par entraînement, soit par soumission à la nécessité, se ralliait à la république nouvelle. Personne, on peut le dire, n'entrevoyait en ce moment la possibilité d'une restauration monarchique quelconque, et ne souhaitait mauvaise chance à l'institution qui venait de naître à l'improviste. Bientôt les manifestations commençaient, on voyait se former l'orage dans les clubs, au Champ de Mars, où grossissait d'heure en heure la grande grève des travailleurs, au Luxembourg, où se déployait le socialisme savant, prétendu savant. Chaque jour, il fallait courir aux armes au bruit du rappel qui battait dans les rues, ou spontanément pour tenir tête à quelque démonstration menaçante. A la longue, on se lassait, la révolte des intérêts allait en grandissant, et ceux qui vivaient d'un travail sérieux, d'une industrie honnêtement exercée, en venaient à se dire avec désespoir que les choses ne pouvaient durer ainsi, qu'il fallait en finir. La guerre civile naissait de l'incertitude et des agitations indéfinies. On n'a pas oublié le dénoûment. On sait comment une réaction immense succédait à la bonne volonté des premiers jours. C'est pourtant cette histoire que quelques énergumènes tiennent à recommencer en se couvrant du nom du peuple, et c'est ainsi qu'ils croient servir la cause de la France démocratique, en se servant de la liberté qu'ils ont retrouvée contre la liberté elle-même, en préparant la coalition des intérêts menacés, en altérant l'esprit public par des habitudes de polémiques injurieuses qui sont condamnées à se surpasser chaque jour pour retenir l'attention. N'était-ce pas un ami de l'empire qui avait l'étrange idée de conseiller au gouvernement de tirer du fourreau l'arme de ses lois répressives et de recommencer les procès de presse, suspendus depuis trois mois? Quelle répression l'a jamais mieux servi que cette campagne qu'on dirait entreprise pour faire réfléchir le pays sur le lendemain d'une révolution?

Il faut sortir de cette atmosphère d'excitations factices où tout est confondu, il faut rendre à la vie publique sa puissance et sa dignité, et c'est justement pour cela qu'il eût été utile de ne pas laisser se prolonger l'interrègne parlementaire. Plus que toute autre chose, la présence opportune du corps législatif était faite pour préciser les situations, pour placer à leur vrai rang les forces régulières de l'opinion. On a pu croire un instant que la session extraordinaire serait reprise dans les premiers jours de novembre, et que la session ordinaire commencerait définitivement le 29. Il est clair aujourd'hui que rien n'est changé, que tout est ajourné à un mois. D'ici là, les élections nouvelles de Paris auront eu lieu, et seront un incident de plus dans les premières discussions où le corps législatif donnera sa vraie mesure. Quelle sera la majorité, et de quels élémens se formera-t-elle ? Quelle sera l'opposition, et en combien de groupes sera-t-elle subdivisée? Ce sont autant de questions qui restent

assez obscures en présence de la décomposition et de la reconstitution ou de la confusion des partis, et la gauche elle-même n'échappe pas plus que toutes les autres nuances parlementaires à cette crise des opinions. La gauche s'est réunie plusieurs fois, à ce qu'il paraît, chez M. Jules Favre, chez M. Jules Simon; elle ne semble pas s'être bien complétement entendue. Elle a publié un manifeste qui ne répond peut-être plus aujourd'hui à la pensée de ceux qui l'ont signé et qui n'étaient d'accord que pour refuser leur concours à toute manifestation le 26 octobre. Sur tout le reste, ce morceau de politique est assez peu explicite, si bien que du premier coup la démocratie extrême l'a appelé une abdication, presque une trahison. Ce qui n'est point douteux, c'est que si elle y réfléchit bien, si elle veut être une opposition sérieuse pour devenir au besoin un gouvernement possible, la gauche parlementaire est la première intéressée à rompre avec cette tourbe devant laquelle elle commence à ne plus trouver grâce. Que peut-elle gagner à ces transactions, à ces connivences qui la feraient passer sous le joug de la sédition vulgaire? On vient de le voir par ce qui est arrivé l'autre jour à une réunion du boulevard de Clichy. Chose curieuse, il s'est trouvé quelques hommes ayant réuni à eux tous quelques centaines de voix dans les élections, formant entre eux une sorte de tribunal révolutionnaire, et sommant les députés de la gauche de comparaître pour avoir à rendre compte de leurs actes, de leurs opinions, de ce qu'ils feraient; c'est, comme on le voit, la tradition du bon temps. Il faut tout dire : M. Jules Favre a répondu avec hauteur à la sommation; M. Ernest Picard n'en a tenu compte, et d'autres ont fait comme lui. Quatre députés seulement, MM. Jules Simon, Pelletan, Bancel, Ferry, ont cru devoir se rendre à cette injonction, et ils ont été récompensés comme ils le devaient d'une résolution qui dénotait assurément de leur part plus de courage que de raison. Là effectivement s'est passée la scène la plus étrange. Ces députés, qui comptaient peut-être sur leur éloquence et sur l'ascendant de leur situation, se sont vus assaillis d'invectives, hués et outragés; on a étouffé leur voix, on les a appelés traîtres. Que disons-nous? On les a traités de jésuites, et on a fini le lendemain par les sommer en style d'huissier d'avoir à déposer leur mandat, sous prétexte qu'ils n'avaient plus la confiance du peuple. Voilà les retours de la popularité! Il y a six mois, c'était M. Émile Ollivier qui se voyait conspué comme traître, M. Bancel était le favori. Aujourd'hui M. Bancel s'en va à Bruxelles reprendre des conférences littéraires en attendant de regagner la faveur des purs de la démocratie. Ces députés n'y ont pas songé; ils ont commis une erreur qui, pour être généreuse, n'est pas moins grave, puisqu'ils ont exposé la dignité du suffrage universel, qui les a nommés, aux outrages d'une minorité tapageuse. M. Jules Simon a déclaré depuis, il est vrai, qu'il n'avait entendu aucune insulte, que les

députés mandés au boulevard de Clichy n'avaient point été injuriés. Cela prouve que M. Jules Simon a l'ouïe un peu dure ou l'humeur très indulgente; il est peut-être aussi trop habile et tient trop à ne pas se brouiller bruyamment avec la république extrême. La scène n'a pas moins existé; elle révèle dans la démocratie parisienne des scissions qui ont leur contre-coup naturel dans la gauche. M. Jules Favre, qui a rejeté fièrement la sommation des mandarins de troisième classe du boulevard de Clichy, n'est point évidemment tout à fait d'accord avec M. Jules Simon, qui l'a reçue avec sa bonne grâce habituelle. M. Picard ne pense pas en tout, même sur les choses essentielles, comme M. Gambetta. Personne ne pense comme M. Raspail, qui ne va nulle part pour ne pas se trouver avec des jésuites, — et encore!

En réalité, dans toute cette confusion il y a eu deux actes d'un véritable esprit politique. L'un de ces actes est la lettre de M. Jules Favre, qui est un non serré et ferme lancé à la démagogie ambulatoire des réunions publiques; l'autre est une sorte de manifeste, sous forme d'article de journal, où M. Picard combat à mots couverts la politique sommaire des irréconciliables, et où il trace en traits rapides le plan de campagne d'une opposition régulière. M. Picard est un homme qui a plus que de l'esprit, qui a de la raison, de l'instinct pratique, de l'indépendance de jugement. Ce n'est pas un sectaire, c'est un libéral qui a le bon sens de croire que, dans un pays où la souveraineté nationale est un fait acquis, la liberté est pour tout le monde, non pour quelques agitateurs, — qu'il ne suffit plus à une opposition de faire la guerre pour la guerre, de prétendre emporter tout de haute lutte. Que M. Ernest Picard ne craigne pas d'aller jusqu'au bout; ce qu'il perdra en popularité de clubs, il le regagnera en saine popularité dans le pays. Ah! si on y songeait bien, si on voulait bien embrasser d'un coup d'œil ferme la situation de la France et ne pas se payer de mots sonores ou ne pas prendre des ressentimens pour de la politique, le rôle de l'opposition pourrait certes aujourd'hui être aussi sérieux qu'efficace. Pendant de longues années, tant qu'on n'était que les cinq dans un corps législatif docile et sous un régime d'omnipotence encore intacte, c'était bon de se renfermer dans une protestation sommaire et inflexible. Tout est changé désormais. Qui ne voit que maintenant l'irréconciliabilité, telle que l'entendent certains esprits, n'est plus qu'une impasse, si elle n'est pas l'insurrection, c'est-à-dire une menace permanente de guerre civile jetée au milieu d'une transformation inévitable. Sans doute il peut y avoir encore des hommes que leurs antécédens ou des scrupules détournent d'une coopération directe. Pour les autres, pour ceux que leur passé ne lie pas, pour le pays tout entier, la vraie politique serait d'aborder la grande question de la fondation définitive de la liberté en France, et d'aborder cette question par ses côtés sérieux, pratiques et féconds. Si on y réflé-

chissait sans parti-pris, on verrait que jusqu'ici le danger pour la liberté en France a été dans la menace incessante des perturbations, dans les crises violentes qui engendrent les réactions, dans la prétention de ne rien faire tant qu'on n'a pas un gouvernement selon son idéal. La condition première, c'est donc la sécurité garantie, l'ordre matériel maintenu, et, cet ordre une fois assuré, on songerait enfin, avec infiniment plus de chances de succès, à faire passer dans la réalité ces principes de 1789, qui dominent sans doute la société française, mais qui ont si peu pénétré encore dans nos mœurs, dans nos institutions. Voilà l'œuvre d'une opposition intelligente et pratique. M. Ernest Picard est de ceux qui peuvent avoir le rôle le plus brillant dans cette période nouvelle, et parmi cette masse indistincte, mais déjà ébranlée et visiblement libérale qui compose le corps législatif actuel lui-même, croit-on que ces idées resteraient sans influence, qu'elles ne rallieraient pas bien des indécis?

Nous parlions d'actes politiques : il y en a un tout récent qui émane justement d'un des hommes de ce groupe qui s'est appelé le tiers-parti, c'est une lettre que M. le marquis d'Andelarre a publiée dans un journal de département. M. d'Andelarre, avec un esprit net et ferme, trace tout simplement dans sa lettre le programme d'une politique. Se placer au cœur de la révolution française accomplie et s'y enfermer comme dans une forteresse, accepter de cette révolution « la passion, le système et le but sans en rien excepter, sans en rien réserver que les fautes et les crimes, » faire face à la fois « aux demeurans d'un autre âge » et aux « révolutionnaires nouveaux » qui ne poursuivraient plus que des bouleversemens stériles, que peut-on demander de plus? quel est le bienfait politique, social, économique, qui ne soit compris dans ce programme? Ce que nous voulons dire, c'est qu'entre bien des hommes d'origines diverses il y a évidemment accord sur le but; tout le reste n'est qu'affaire de nuance et d'acheminement dans l'application. — Mais, dira-t-on, ce programme ne peut se réaliser tant que l'empire est là, l'empire est incompatible avec la liberté, et c'est là le point de division entre les élémens du parti libéral. — On ne voit pas qu'on tourne toujours dans le même cercle, et qu'on veut toujours faire passer la question de gouvernement nominal avant la question de liberté pratique. Quant à nous, nous croyons que l'empire sera bien obligé de se plier à ces conditions nouvelles, nécessaires, et nous le croyons par une raison bien simple, parce qu'il ne pourrait faire autrement, parce que le jour où il reculerait il signerait sa propre abdication; ce serait lui qui déclarerait son incompatibilité en face d'une France libre, retenant la direction d'elle-même. Le gouvernement ne s'y méprend pas selon toute apparence, et c'est avec cette pensée qu'il se présentera au corps législatif. Il ne peut pas ignorer que sa sécurité résultera bien plus de ce qu'il fera que d'un appareil militaire qui peut être sa défense inexpugnable

dans un jour de crise, mais qui ne serait pas sa sauvegarde morale. Le gouvernement peut sans doute trouver une certaine force relative dans la réaction d'esprit public produite par l'excès des intempérances révolutionnaires ou dans le morcellement de l'opposition. Cette force serait réelle, s'il savait lui-même nettement ce qu'il veut, et si, pour accomplir ce qu'il veut, il avait une majorité compacte. Où est cette majorité? comment se reconstituera-t-elle? quelle influence exercera-t-elle sur la composition du ministère le jour où s'engagera la lutte parlementaire? C'est là le problème. Une seule chose est certaine, dans l'état actuel majorité et ministère ne peuvent plus se défendre et vivre que par la liberté résolûment maintenue, largement et sérieusement appliquée dans toutes les sphères de la vie publique de la France. Le meilleur moyen de combattre les révolutions, c'est de faire sans elles et mieux qu'elles ce qu'elles promettent.

Il faut en prendre son parti : la liberté n'est point sans doute par elle-même la solution de toutes les questions; elle est la condition première des solutions équitables. Elle permet à toutes les réclamations de se produire, à tous les intérêts de se plaindre et de se défendre; elle est aussi la souveraine épreuve des utopies qui se drapent dans leur orgueil, des erreurs invétérées, des prétentions excessives qui jettent souvent le trouble non-seulement dans la politique, mais dans la vie industrielle et commerciale. La liberté du commerce sortira-t-elle intacte de cette épreuve? Par une inconséquence singulière, serait-elle destinée à être la première victime du rétablissement de la liberté politique? Il y a malheureusement une chose à dire, la liberté du commerce souffre de la manière dont elle a été introduite en France; elle est entrée par la mauvaise porte, et on lui en fait subir les conséquences. Elle restera victorieuse, nous en avons la ferme confiance; on finira par reconnaître qu'elle a été en définitive un bienfait accompagné d'inévitables malheurs. Elle n'est pas moins en ce moment l'objet d'une attaque en règle dans tous les centres industriels où les intérêts ont le plus souffert, où la protection est restée en faveur, et cette attaque, fortement organisée, vivement dirigée, de façon à retentir dans le corps législatif, se combine avec une enquête dont le gouvernement a chargé un de ses fonctionnaires. A Lille, à Roubaix, à Tourcoing, l'envoyé du gouvernement, M. Ozenne, a entendu les doléances des chambres de commerce, et il a recueilli, chemin faisant, les douloureux témoignages d'une crise dont on ne peut certes se dissimuler la gravité. A Rouen, M. Pouyer-Quertier, toujours sur la brèche et d'autant plus actif que les électeurs lui ont laissé des loisirs, réunit des *meetings;* il fait des discours, il sonne l'hallali contre le libre échange, et il a même pour auxiliaires des députés qui, tout libéraux et radicaux qu'ils soient, ne sont pas moins Normands avant tout. Ce qu'on poursuit, c'est la dénonciation des traités qui ont donné à la li-

berté commerciale le caractère d'un fait international. Supprimer les traités pour rentrer dès ce moment dans le domaine des tarifs réglés uniquement par la France, ce n'est pas précisément aisé; c'est d'autant moins facile qu'il n'y a pas seulement le traité avec l'Angleterre, il y a bien d'autres conventions conclues avec les autres pays, échelonnées sur un assez grand nombre d'années.

Comment faire? D'abord pour l'Angleterre une dénonciation immédiate n'aurait ses effets qu'en 1871, et comme le corps législatif va être trop absorbé dans les questions politiques pour pouvoir discuter d'ici là un nouveau tarif général, ce n'est même pas possible, c'est un ajournement forcé à deux ans. De plus l'Angleterre, qui a le traitement de la nation la plus privilégiée, ne se croirait-elle pas le droit de partager les bénéfices des autres pays dont les conventions n'auraient pas expiré? Au pis-aller, ne tournerait-elle pas la difficulté en envoyant ses produits sous le couvert des nations qui auraient encore des traités? De toute façon, l'embarras est grand, à moins que M. Pouyer-Quertier ne demande au gouvernement de faire un coup d'état commercial pour effacer le coup d'état qu'il a fait il y a dix ans bientôt. Le gouvernement ne le fera pas certainement; il semble plutôt disposé à défendre, tant qu'il le pourra, sa politique commerciale, sauf à satisfaire sur d'autres points les griefs de l'industrie française. Chose curieuse cependant, au moment même où l'on s'agite en France contre la liberté du commerce, les protectionistes anglais se réveillent, eux aussi, et forment une « association pour la restauration de l'industrie nationale. » Ils tiennent des réunions et font des manifestes; ils déplorent avec une amertume que M. Pouyer-Quertier ne dépasse pas dans ses discours l'abandon où tombent les chantiers de construction, le déclin des industries, la paralysie du commerce. Il n'y a d'autre coupable de tout cela évidemment que le libre échange, le traité qui ouvre à la France le marché national. Ainsi en Angleterre c'est le cabinet de Londres qui livre à la France les intérêts britanniques; à Rouen, c'est le gouvernement impérial qui livre à l'Angleterre les intérêts français. Ces deux exagérations ne se détruisent-elles pas mutuellement? L'industrie française est sans doute dans un état de grave malaise : elle souffre de bien des causes, des crises politiques, des difficultés de la situation européenne, peut-être aussi des excès de la protection ancienne, de l'incertitude dans les conditions du travail et des salaires; mais ce n'est pas un retour au passé qui la guérira. Elle pourrait au besoin trouver un exemple dans l'expérience des États-Unis, qui ne se trouvent pas trop bien de la réaction protectioniste de ces dernières années. Dans tous les cas, sur ce point comme sur les autres, la libre discussion est le seul moyen à invoquer; elle est un bienfait, parce qu'elle porte avec elle la lumière, parce qu'elle dissipe les préjugés et met en relief les véritables progrès.

Que la France, assaillie à la fois par ces crises d'intérêts qui se réveillent, par les grèves qui se multiplient, par les agitations politiques, n'entre pas d'un pied sûr et décidé dans cet hiver qui vient prématurément éteindre les derniers rayons de l'automne, qu'elle ait les moroses préoccupations des peuples dans l'embarras, nous en convenons volontiers. La France est malade, c'est possible; l'Europe, qui la regarde, se porte-t-elle beaucoup mieux? est-elle plus assurée dans sa marche et se sent-elle plus disposée à se réjouir? On ne s'amuse guère pour le moment qu'à Constantinople, où les princes se succèdent, à Suez, où le vice-roi fait le menu de ses invités. L'Orient est en liesse, l'Occident est moins gai. Le vent n'est pas sans doute aux conflits d'ambitions; on se tait sur ce qui pourrait rallumer les divisions; il n'y a point à l'heure actuelle de ces questions qui font présager les grands troubles, les déchiremens prochains entre nations; il y a des malaises un peu partout. Il y a d'abord le souci universel de ce qui se passe en France et de ce qui peut arriver; mais, même sans cela, chacun a ses tiraillemens et ses ennuis intérieurs. Crise ministérielle en Prusse à l'occasion des difficultés financières et des nouveaux impôts qui ont amené la retraite du ministre des finances, M. von der Heydt, crise ministérielle en Italie, crise ministérielle en Espagne, dissolution de la chambre de Bavière à la suite de votes obstinés qui coupaient le parlement de Munich en deux camps égaux. En Autriche, c'est autre chose : la Bohême gronde toujours sans éclater, la Galicie, plus tranquille jusqu'à présent, commence à donner des signes d'impatience, et la Dalmatie, à laquelle on ne songeait pas, vient de s'insurger. Nous sommes à un moment où les nuages qui montent à l'horizon ne refroidissent pas l'humeur voyageuse des princes. L'insurrection dalmate n'a pas empêché l'empereur François-Joseph de partir pour Constantinople et Suez accompagné de son chancelier, M. de Beust, et du chef du ministère hongrois, le comte Andrassy; elle n'a pas moins quelque gravité, ne fût-ce que comme symptôme des sourdes et permanentes agitations de ces contrées orientales.

Dans ce vaste amalgame qui forme encore, même après toutes ses pertes, l'empire autrichien, il y a un fragment de terre, une sorte de triangle montagneux qui va tremper dans l'Adriatique. Des deux côtés sont des rochers abruptes et gigantesques séparés par des anfractuosités profondes; c'est ce qu'on appelle les bouches de Cattaro. La population, peu nombreuse, est inculte de mœurs, énergique et fortement attachée à son indépendance. Par son origine slave, par ses traditions et sa religion, elle se rattache à ses voisins du Montenegro, aux raïas de l'Herzegovine, de la Bosnie. L'insurrection d'un si petit pays semble de peu d'importance; elle n'est pas si facile à dompter, puisqu'elle tient l'Autriche en échec et la contraint à déployer un certain appareil de forces militaires, puisqu'il y a eu des rencontres sanglantes qui n'ont rien dé-

cidé. Les insurgés ont leurs rochers inaccessibles pour asile, et pour auxiliaires les Monténégrins, les habitans de la Bosnie, de l'Herzegovine. Pourquoi les Dalmates de Cattaro ont-ils pris les armes? Il est vraisemblable que l'Autriche subit aujourd'hui les conséquences de l'abandon dans lequel elle a laissé ce petit pays, qui est resté depuis 1815 en dehors de tout mouvement de civilisation, et il est probable aussi que l'insurrection actuelle est surtout le résultat des propagandes panslavistes qui agitent ces contrées, du Danube à l'Adriatique. Le prince Nicolas, du Montenegro, a eu la singulière idée d'offrir au gouvernement de Vienne sa médiation, qui a été naturellement refusée, et il a pris sa revanche en refusant à son tour à l'Autriche l'autorisation de faire passer des troupes sur son territoire pour opérer plus facilement contre les insurgés. Le Montenegro jusqu'ici est resté neutre en apparence; si l'insurrection se prolonge, il peut être entraîné, et des autres provinces turques voisines on peut aussi répondre à l'appel des Dalmates, des « faucons des montagnes, » comme les appelle une proclamation qui n'a pas été sans doute rédigée par des montagnards. L'affaire pourrait devenir sérieuse, si on la laissait durer, si la Turquie était obligée de s'en mêler, et l'Autriche elle-même le sent bien, puisque l'empereur, avant de partir pour Constantinople, aurait laissé au ministre de la guerre de Vienne l'ordre d'accumuler les troupes contre les insurgés de Cattaro. On n'a pas besoin de si grands moyens pour contenir une population de trente mille âmes. Si l'Autriche va chercher les pompes pour éteindre une allumette, c'est qu'elle est persuadée sans doute que l'allumette peut enflammer cet incendie toujours redouté de l'Orient.

L'Angleterre en est aujourd'hui, non pas aux insurrections comme l'Autriche, mais aux manifestations comme la France, à qui elle pourrait certes donner bien des leçons de liberté pratique. Manifestation à Londres dans Hyde-Park, manifestation à Dublin, promenades pacifiques de quarante mille hommes, de cent mille hommes, *meetings* innombrables à Limerick, à Tipperary, et tout cela pour réclamer la libération des fenians jugés et emprisonnés depuis quelque temps. C'est en un mot toute une agitation irlandaise pour l'amnistie. Si c'était un cri sincère et miséricordieux d'apaisement, il aurait assurément des chances d'être entendu des libéraux anglais, qui ne sont arrivés au pouvoir, il y bientôt un an, qu'en prenant pour programme la pacification de l'Irlande, qui ont attesté déjà leur bonne volonté par la solution de la question religieuse, et en sont à étudier les moyens de résoudre la question agraire. Malheureusement l'amnistie, dans l'esprit de ceux qui la réclament, ressemble à un cri de menace et de défi bien plus qu'à une parole de concorde. On la demande non comme une mesure de générosité conciliante, mais comme un acte de justice, de résipiscence de la part de l'Angleterre, et avec la pensée avouée de recommencer la

guerre le plus tôt possible. La conséquence est facile à prévoir. Ces manifestations touchent assez peu le sentiment anglais, elles manquent de ce qui fait la toute-puissance des grandes démonstrations populaires, et M. Gladstone savait bien qu'il ne serait pas abandonné par l'opinion anglaise lorsqu'il s'est prononcé hautement et résolûment contre l'amnistie dans la réponse qu'il a dernièrement adressée au président d'un comité formé à Limerick. Il s'est souvenu qu'il était le premier ministre du royaume-uni, le gardien de la paix publique, et qu'avant d'amnistier des prisonniers régulièrement condamnés il était tenu de ne pas abaisser la loi, de ne pas désarmer l'Angleterre en face de tous les fenians d'Amérique et d'Irlande. Ces pauvres Irlandais ont cela de commun avec des Français de notre connaissance, qu'ils commencent par demander l'impossible et qu'ils finissent par compromettre les progrès réels qu'ils pourraient obtenir. Le cabinet qui existe aujourd'hui à Londres a fait pour eux ce qu'aucun ministère anglais n'a tenté jusqu'ici : il les a affranchis dans leur conscience et dans leur religion. M. Gladstone, malgré sa lettre au sujet des prisonniers fenians, ne se laissera certainement pas détourner de la voie libérale et réparatrice où il est entré; la meilleure réponse qu'il puisse opposer à l'agitation actuelle, c'est de ne pas s'arrêter, de faire pour l'Irlande tout ce qui est possible. Ce sera sans doute un des plus sérieux objets de discussion dans la session prochaine, et M. Gladstone aura plus d'une lutte à soutenir contre de redoutables adversaires qui n'abdiqueront pas, quoiqu'ils aient fait tout récemment une perte sérieuse.

Cette scène parlementaire anglaise, si puissante et si libre, ne reverra point en effet une de ses plus attachantes figures. Lord Derby vient de mourir de la goutte à soixante-dix ans, et avec lui c'est le chef le plus incontesté, le plus éminent du parti tory qui disparaît. Par son nom, par sa fortune, lord Derby était fait pour un des premiers rangs en politique; mais il était aussi à la hauteur de ce rang par ses qualités personnelles. A l'ascendant de la naissance, le pair d'Angleterre, le quatorzième comte de Derby, joignait l'autorité de l'esprit et du caractère. Il avait tout ce qu'il faut pour briller et pour jouer un rôle prépondérant, — une constitution robuste, une activité infatigable, tous les dons virils de séduction, une éloquence entraînante, à la fois passionnée et fortement nourrie. Comme tous les grands seigneurs anglais, il était entré jeune dans la vie publique sous le nom de lord Stanley. A vingt-deux ans, il représentait au parlement le bourg de Stockbridge, et bientôt il était l'élu de Preston, de Windsor. A vingt-sept ans, il était sous-secrétaire d'état avec Canning; à trente-deux ans, il était ministre pour l'Irlande, et ce qu'il y a de curieux, c'est qu'à cette époque il était dans les rangs des whigs; il fut un des plus ardens promoteurs de la réforme parlementaire qu'il devait compléter à la fin de sa carrière. Ce n'est que quelques

années après la première réforme qu'il passait dans le camp tory, et dès lors il était le chef désigné de tout ministère conservateur.

A l'époque de la grande lutte pour l'abolition de la loi des céréales, il était dans la chambre des pairs, où la mort de son père l'avait appelé, le champion énergique de la cause que lord George Bentink et M. Disraeli défendaient dans la chambre des communes contre Robert Peel. Il a été depuis trois fois aux affaires comme premier ministre, en 1852, en 1858, en 1866, et la dernière fois il était obligé de quitter le pouvoir, vaincu déjà par la maladie qui vient de le tuer. Il y a quelques mois, il avait de la peine à surmonter ses souffrances pour aller livrer un combat suprême dans la chambre des pairs contre la loi sur l'abolition de l'église d'Irlande. Au fond, il était d'instinct plus libéral que les opinions qu'il soutenait. Lord Derby n'était pas seulement un homme public de premier ordre, un orateur politique plein de feu et de ressources, qui a mérité pour ses impétueux élans d'être appelé le « prince Rupert de la discussion; » c'était un lettré de haut goût, qui a traduit l'*Iliade* avec un talent supérieur, et qui est resté trente ans et plus chancelier de l'université d'Oxford. Qui lui succédera comme chef reconnu du parti tory? Sera-ce son fils, lord Stanley, qui a signalé son passage au *foreign-office* par une ferme habileté dans le maniement des intérêts anglais, et qui va maintenant entrer à la chambre des pairs avec le titre héréditaire de comte de Derby? Sera-ce M. Disraeli, qui a été un moment premier ministre, il est vrai, mais qui n'a pas peut-être entièrement réussi dans ce poste presque souverain? Ce sont les événemens qui créent les chefs de parti en Angleterre comme ailleurs. C'est sur le champ de bataille, au feu de la lutte, que se font les premiers ministres, et la séve parlementaire n'est pas près de s'épuiser dans la patrie de lord Chatam, de Canning, de Gladstone et de lord Derby. CH. DE MAZADE.

Die Naturkräfte. — I. *Licht und Farbe,* von F.-J. Pisko. Munich 1869. Oldenbourg.

Lorsqu'il s'agit de vérifier une loi naturelle ou d'en préciser l'expression numérique, le physicien a recours à une expérience : il fait naître à son gré des phénomènes simples, où il est facile de démêler l'influence de chacune des forces qui sont mises en jeu. Il en résulte que les traités de physique s'attachent avant tout à décrire des appareils et à enseigner des procédés d'expérimentation; mais c'est bien à tort que certains auteurs en arrivent à voir dans ces détails techniques l'essence même de la science, comme si la physique se réduisait à faire jouer des tubes et des robinets, des soupapes et des manivelles. Rien n'est sans doute plus commode que de composer des livres à l'usage du public en

copiant les manuels destinés à l'enseignement spécial; chaque année fait éclore une foule de ces ouvrages soi-disant populaires, qui souvent sont plus difficiles à lire que les traités qui ont été mis à contribution. De temps à autre, on voit cependant de véritables savans descendre dans l'arène et vivifier l'enseignement par l'application des théories et des lois connues aux phénomènes qui nous entourent, qui se passent journellement sous nos yeux et sans notre concours. Ils nous apprennent à voir, à interpréter ce que nous voyons, à distinguer ce qui est bizarre et insolite de ce qui rentre dans l'ordre prévu. C'est ainsi que, d'aveugle qu'on était, on devient observateur; la nature semble se transformer autour de nous; les objets s'animent, tout nous intéresse, tout nous parle, tout devient source d'instruction.

Ces réflexions nous sont suggérées par la collection d'ouvrages populaires qui se publie en Allemagne sous le titre de *Naturkräfte* (*les Forces naturelles*). Les auteurs sont des savans qui eux-mêmes ont contribué à l'avancement des branches qu'ils se sont chargés de faire connaître aux gens du monde, et, à en juger par le volume que nous avons sous les yeux, ils s'entendent à dégager la science de l'aride attirail qui en éloigne la foule. M. Pisko nous initie aux phénomènes de la lumière; il serait difficile de présenter avec plus de charme et plus d'entrain une doctrine dont les abords semblent hérissés d'obstacles. L'auteur a su faire alterner les détails historiques et les applications usuelles avec l'exposé des faits d'observation et d'expérience sur lesquels repose la théorie de la lumière. Il nous montre comment, d'effort en effort, d'étape en étape, la science a marché à travers les âges pour arriver aux merveilles qu'elle réalise aujourd'hui, comment peu à peu la part de l'aveugle hasard est restreinte et diminuée, à mesure que le nombre des chercheurs s'accroît et que leur pas s'affermit. L'histoire des grandes découvertes en optique, depuis Archimède jusqu'à Newton et ses successeurs, est peut-être ce qu'il y a de plus intéressant et de plus instructif dans toute la physique. M. Pisko a réuni sur ce sujet si varié des détails fort curieux et dont quelques-uns sont peu connus; il a exposé toutes les applications utiles en s'attachant à en faire comprendre le principe, et son livre révèle à la fois un savoir solide et un remarquable talent d'écrivain. C'est là un début des plus heureux, et qui fait bien augurer des volumes qui nous sont encore promis.

C. Buloz.

LA

PRUSSE ET L'ALLEMAGNE

I.

LA PAIX DE PRAGUE ET SES CONSÉQUENCES.

I.

On assure qu'il n'y a plus de Pyrénées; mais on n'a pas supprimé le Rhin. Cette frontière subsistera longtemps encore : non que la France et l'Allemagne se fassent un point d'honneur de demeurer absolument étrangères l'une à l'autre; une telle prétention, toujours vaine, toujours déplacée, serait plus vaine encore et plus déplacée dans le siècle de la vapeur et de l'électricité. Une femme d'esprit disait : « Au XIXe siècle, la patrie est un wagon de chemin de fer. » Dieu soit loué, il n'en est pas ainsi, on n'a point aboli la patrie. Nous avons tous la nôtre, grande ou petite, et ce ne sont pas les petites qu'on aime le moins; mais nous avons tous aussi une patrie commune, qui est la civilisation. Français ou Belge, Hollandais, Allemand ou Suisse, quiconque ne se sent pas Européen n'est pas de son siècle. Il semble qu'à cet égard l'Allemagne ait rétrogradé, qu'elle soit inférieure à son passé. Ses grands penseurs d'autrefois étaient les esprits les plus ouverts, les plus magnifiquement hospitaliers, les plus cosmopolites qui furent jamais. Peu leur importait d'où leur venait la vérité; ils l'aspiraient dans tous les vents. Ils avaient découvert un moyen bien simple de sauver leur dignité : ils donnaient plus encore qu'ils ne recevaient. Les temps ont changé.

Aujourd'hui l'Allemagne a moins de complaisance pour ce qui lui vient du dehors; elle se défend contre les importations. Fière de sa supériorité scientifique et universitaire, elle aspire, en politique aussi, à ne relever que d'elle-même.

L'Allemagne, quoi qu'elle en dise, a beaucoup appris de Napoléon Ier; elle a fait sous ce terrible maître un cours élémentaire de démocratie et de droit civil moderne. Plus tard et pendant plus de trente années, elle a été l'écolière de la tribune française. Elle regardait, elle écoutait, elle profitait. C'est de la France qu'elle a appris ce qu'elle ne sait encore qu'à moitié, l'égalité devant la loi, le gouvernement représentatif, le contrôle des assemblées, la publicité des comptes de l'état, la souveraineté de l'opinion. Les événemens qui ont suivi la révolution de février, les terribles épreuves qu'a traversées la France, la longue éclipse qu'ont subie ses libertés, ont singulièrement amoindri au-delà du Rhin le prestige dont jouissait l'école politique française. Dans cette réaction, il entre une part de vérité, beaucoup d'injustice aussi et une grande méconnaissance des situations et des causes qui les ont produites. C'est une idée répandue parmi les libéraux d'outre-Rhin que la révolution française est une entreprise manquée, que les espérances de 89 ont fait banqueroute et ne s'en relèveront pas, que, de tous les peuples de l'Europe, les Français sont peut-être le plus inapte à la liberté, que leurs leçons et leurs exemples ne sont bons à méditer que pour se préserver de leurs fautes et pour faire autrement qu'eux. A cette hautaine censure des erreurs d'autrui, les libéraux allemands joignent une prétention peut-être exagérée à l'originalité politique; ils estiment que l'Allemagne est assez riche pour ne rien emprunter à personne, qu'elle doit tout tirer de son fonds, qu'elle est appelée à se créer de toutes pièces des institutions qui ne ressemblent à rien de ce qui se voit ailleurs. Son jour est à la fin venu; c'est à elle qu'il appartient de découvrir la vraie justice, la vraie liberté, de fonder l'état-modèle. Voilà du moins ce qui se dit au nord du Mein, et assurément on ne peut que louer ce désir d'être soi; mais tout excès est un défaut, et il y a quelque danger dans cette prétention à ne rien faire comme les autres. C'est se condamner à des mécomptes ou à des injustices. Un homme d'état belge disait un jour à des libéraux prussiens en quête de la meilleure constitution allemande possible : « Vous bâtissez Chalcédoine en ayant Byzance sous les yeux. Faites une traduction libre de la constitution belge, et étendez à toute la Prusse les codes qui régissent la province du Rhin. » On lui répondit que ces codes étaient d'origine française, que d'autre part la Belgique, c'était encore la France, et que les Allemands entendaient faire du neuf. Un peu plus tard, l'un

des anciens ministres de la justice en Prusse disait dans un moment d'épanchement : « J'avais dans mes cartons un projet de code d'instruction criminelle; mais, quand nous avons achevé notre nouveau code pénal, nous avons trouvé qu'il ressemblait beaucoup au code français. Cette découverte a chagriné le roi, qui m'a dit : Ne nous présentez pas autre chose. » Et pour citer un exemple plus récent, le congrès des jurisconsultes allemands assemblé à Heidelberg s'est prononcé à l'unanimité moins une voix en faveur du mariage civil obligatoire. A lire l'exposé des motifs, il est impossible de se douter que le mariage civil est de provenance française; un tel aveu serait compromettant. La marchandise est bonne; en lui ôtant son estampille, elle aura cours.

Après tout, cette nouvelle espèce de gallophobie est bien innocente au prix de celle d'autrefois ; elle se peut concilier avec de bonnes relations internationales. C'est une chose convenue en Allemagne que Paris n'est plus le marché des idées ; mais les idées ne sont pas tout : Paris reste, aux yeux des Allemands, une capitale européenne, un merveilleux caravansérail, une ville unique où la vie a une liberté et un charme qu'elle n'a pas ailleurs, la seconde patrie de l'Allemand, disent-ils, et ils ne se font pas scrupule d'en faire venir leurs modes et leurs pièces de théâtre. Quant aux démocrates, aux révolutionnaires à tous crins, c'est une autre affaire. Ce qu'ils attendent, ce qu'ils espèrent de Paris, comme les Israélites espéraient la manne du ciel, c'est une bonne petite révolution qui leur sera expédiée un matin par le télégraphe et qu'ils se chargeront de faire courir des Alpes souabes jusqu'au bord de la Pregel. « Tant que Paris ne bougera pas, nous disait l'un d'eux, il n'y aura rien à faire ici. Les Français n'ont plus grand'chose à nous apprendre; mais ils ont gardé l'initiative révolutionnaire, et eux seuls s'entendent à faire trembler la terre. » Les radicaux allemands se persuadent à tort ou à raison que les forges de Lemnos sont restées à Paris, et ils ne croient qu'aux tonnerres que fabrique le dieu Vulcain en personne.

Si les crises qu'a traversées la France ont diminué à l'étranger son crédit politique, il est permis de penser qu'elles n'ont pas été inutiles à son éducation. Elle a appris à se défier d'elle-même, et la défiance est le commencement de la sagesse. La France, grâce à Dieu, a fait d'assez grandes choses dans ce monde pour qu'elle puisse sans inconvénient reconnaître publiquement ses torts, laver son linge sale à la face du ciel et de l'Europe ; on ne prendra jamais ses modesties pour des aveux d'impuissance. Il n'en coûte guère à un fils de famille qui a fait avec des actions d'éclat d'assez grandes sottises de confesser tout haut ses désordres et ses repentirs; il sait bien que tel homme honnête et rangé dont personne n'a jamais

parlé lui enviera secrètement ses erreurs retentissantes, ses éclatans péchés, *peccata splendida*. Il est des pénitences où l'amour-propre trouve son compte. Ne se croyant plus infaillible, la France libérale est devenue plus curieuse de ce qui se passe hors de ses frontières; elle ne pense plus déroger en s'informant, en questionnant, en consultant, et la curiosité est presque le couronnement de la sagesse. Elle étudie l'Angleterre, elle étudie l'Amérique, non sans profit. Elle ne demanderait pas mieux que d'étudier l'Allemagne; mais il y a dans le tempérament germanique des bizarreries et des complications qui tiennent sa bonne volonté en échec, et il se passera du temps avant que la France sache l'allemand et l'Allemagne.

Il est certain que l'Allemagne, pour diverses raisons, est difficile à connaître. D'abord c'est avec la Suisse le seul pays où l'esprit local, si puissant autrefois, subsiste dans toute sa force. Si l'on entend par capitale une ville petite ou grande où se concentre comme dans un foyer l'esprit général d'une société grande ou petite, l'Allemagne est le seul pays qui ait plusieurs capitales; elle en a presque autant que de villes. Un poète s'est demandé dans une chanson célèbre quelle était la patrie de l'Allemand; il aurait dû répondre : la rue où il est né. L'Allemand est homme de clocher, et longtemps encore le bourgeois primera en lui le citoyen. C'est précisément pour cela qu'il est cosmopolite, qu'il se résout facilement aux lointaines émigrations. Une fois sorti de l'ombre de ses murailles natales, peu lui importe où il va. Que le Francfortois s'établisse à Berlin ou au Brésil, il n'y sera pas chez lui. Telle cigogne badoise ou bavaroise s'en va passer ses hivers en Égypte; ne détruisez pas le nid qu'elle s'est construit au sommet du clocher qu'elle aime; ce nid pour elle, c'est l'Allemagne, et, si elle ne le retrouve pas, elle se croira toujours en Égypte. Dernièrement un journaliste prussien de méchante humeur reprochait aux bourgeois de Hambourg le peu d'enthousiasme que leur inspire la grande cause de l'unité nationale; il ajoutait, non sans quelque dépit, que pour le Hambourgeois il n'y a que deux choses, Hambourg et le monde. A ce compte, toutes les villes allemandes sont des Hambourg : grand embarras pour l'étranger qui veut connaître l'esprit allemand. Où ira-il l'étudier? A Francfort, à Dresde, à Munich ou à Stuttgart?

A cette difficulté s'en joint une autre. On a dit que, sur trois Français, il y a toujours un caporal et deux soldats, et que, prenez au hasard trois Allemands, vous serez en présence de trois opinions, même de quatre, parce que l'un des trois en a une de rechange. Ce n'est pas à dire qu'il y ait en Allemagne plus d'originalité d'esprit ou d'indépendance de caractère qu'en France; mais l'action person-

nelle de l'homme sur l'homme y est moins forte, le talent de se communiquer ou de s'imposer y est plus rare. Celui des trois Français qui passe caporal est celui qui sait parler, et, bien qu'on parle beaucoup en Allemagne, la parole n'y a pas de ces effets décisifs qui emportent toutes les résistances. Les Allemands se laissent discipliner par l'homme qui tient d'une paire d'épaulettes le droit de leur commander; mais ils se plient difficilement à la discipline des partis. Les chefs ont peine à compter sur leur monde, qui n'accepte leur autorité que sous bénéfice d'inventaire; souvent, au moment où ils sonnent la charge, chacun tire de son côté. Aussi est-il malaisé de savoir ce que veulent les partis allemands; ils se fractionnent, se morcèlent à l'infini : où l'on pensait ne trouver qu'un programme, on en trouve dix; le texte primitif et commun disparaît sous la diversité des commentaires. De même qu'il est à la fois cosmopolite et homme de clocher, l'Allemand unit l'esprit de détail à l'esprit de système; telle vérité particulière qui l'a frappé lui est plus chère que la vie, il y voit le monde entier. N'est-ce pas l'Allemagne qui a inventé ce proverbe, que souvent les arbres empêchent d'apercevoir la forêt? Ajoutons que le Français ne veut pas toujours la même chose, mais qu'il ne veut d'habitude qu'une chose à la fois. L'irrésolution de l'Allemand provient le plus souvent de ce qu'il a peine à rien sacrifier; il examine en conscience le pour et le contre de chaque question; la thèse lui plaît, l'antithèse a du bon. Ne lui demandez pas de choisir; sa langue est souple, elle a des complaisances que n'a pas le français; il saura trouver une formule qui dira tout, et qui mettra son cerveau en paix avec sa conscience. Cet Allemand qui voulait à la fois la liberté absolue de la presse et la censure, quiconque a voyagé au-delà du Rhin l'a connu. Il en est plus d'un parmi ses compatriotes qui se flatte de concilier la centralisation avec la pleine autonomie des communes, le militarisme avec le régime parlementaire, qui est à la fois conservateur et radical, et vit dans les contradictions comme le poisson dans l'eau; il n'est pas bien convaincu que, pour faire une omelette, il soit nécessaire de casser les œufs.

Non, le Rhin n'est pas une frontière fictive. Il sépare deux peuples qui sont d'autant plus appelés à agir l'un sur l'autre qu'ils se ressemblent moins : l'un, race vive, communicative, électrique, dont le souverain légitime est le discours écrit ou parlé, et où l'on voit par instans une grande passion commune se répandre de proche en proche comme une contagion et enflammer toutes les âmes; l'autre, race lente et réfléchie, qui raisonne ses impressions, creuse ses passions et les refroidit en les expliquant, compromet ses espérances à force de les discuter, se défie de ce qui semble évident, où chacun tient à

avoir sur toute chose son propre avis et se donne quelquefois le luxe d'en avoir deux; l'un, amoureux des idées claires, qui sont quelquefois des idées étroites; l'autre, visant au complet et se payant souvent d'idées confuses qui le mènent où il ne veut pas aller; l'un enfin, pays de la méthode, de l'éloquence, des chansons et des folies passionnées; l'autre, pays des systèmes, de la critique audacieuse, des longues patiences et des folies froides. Français et Allemands, les deux peuples causent l'un avec l'autre par-dessus le Rhin; mais ils ne se comprennent pas toujours, et dès que les amours-propres s'en mêlent, ils ne se comprennent plus du tout.

Au surplus, il n'est pas besoin aujourd'hui d'être Français pour avoir de la peine à comprendre l'Allemagne. Il lui est difficile à elle-même de savoir bien nettement ce qu'elle est et ce qu'elle veut, et la faute en est moins au génie de la nation qu'aux circonstances. Depuis longtemps, les Allemands sont travaillés du désir de se donner une organisation plus forte, qui se prête au développement de leur puissance politique. Il ne leur suffit plus de jouer un rôle considérable dans l'histoire de la civilisation, d'être une des grandes races de ce monde, la plus féconde de toutes, l'une des plus riches en grands esprits et en aptitudes diverses. Ils envient à leurs voisins de l'est et de l'ouest leur constitution unitaire et les facilités qu'elle donne pour la politique active; ils désirent devenir un peuple, dire leur mot, peut-être un mot décisif, dans toutes les questions que l'Europe peut avoir à résoudre. La confédération germanique, qui a été enterrée en 1866 et dont personne au-delà du Rhin n'oserait porter publiquement le deuil, laissait peu de chose à désirer au point de vue de la sécurité de l'Allemagne. C'était une institution défensive d'une incontestable efficacité. La nation allemande avait deux puissans tuteurs, qui se trouvaient toujours d'accord quand il fallait défendre leur pupille contre les convoitises de l'étranger et contre toute ingérence indiscrète dans ses affaires. Cela s'est bien vu en 1840. En revanche, s'agissait-il de faire quelque chose, de se réunir pour quelque entreprise commune; les jalousies intestines, le désaccord des intérêts et des conseils, de fatales rivalités, donnaient libre jeu aux intrigues étrangères et réduisaient l'Allemagne à l'impuissance. Il y a bien paru en 1850. L'Allemagne était en sûreté chez elle; mais les fêtes de l'amour-propre lui étaient refusées, et elle a fini par mépriser son bonheur. Il lui faut de la gloire, de la gloire sonnante et trébuchante, bien qu'elle puisse se convaincre par l'exemple de ses voisins que la gloire se paie, et que souvent elle se paie très cher.

Il serait inutile de raisonner sur ce point avec les Allemands. Ils sont unanimes à déclarer qu'ils entendent être forts et contraindre

le monde à compter avec eux. Qu'on ne s'avise pas de leur contester le droit d'avoir des fantaisies, de régler à leur guise leurs grandes et petites affaires; ils prieraient les donneurs d'avis de passer leur chemin. Ils s'appartiennent; s'il leur plaît de resserrer les nœuds de leur antique alliance, de se constituer en corps de peuple, sur tous les arrangemens qu'il leur convient de prendre ils n'ont à s'expliquer avec personne. Voilà une volonté claire et précise. En apparence, rien de plus simple; en réalité, rien de plus compliqué : c'est un problème de hautes mathématiques, et les Allemands le savent bien. Si chères en effet que leur soient leurs ambitions et ces rêves de grandeur politique qu'ils caressent, ils ne sont pas hommes à leur tout sacrifier. Ils veulent l'unité; mais ils sont très attachés à leur particularisme, qui est un souvenir, une coutume, une tradition, une garantie de bonheur. Souabes et Bavarois ne seraient pas fâchés de peser dans la balance des destinées de l'Europe de tout le poids d'une grande Allemagne unie; ils désirent aussi rester Souabes et Bavarois; l'unité qui assimile et qui nivelle n'est pas leur fait; ils veulent être unis en demeurant indépendans. Première difficulté à résoudre. D'autre part, les Allemands veulent être forts; mais par leur tempérament, par leurs habitudes d'esprit, ils sont l'un des peuples les plus sérieusement libéraux qui soient au monde. Le plaisir d'être grands et de faire peur ne pourrait leur tenir lieu de tout; après un étourdissement passager, leur conscience protesterait contre leur gloire, et l'Allemand ne peut être heureux longtemps quand sa conscience ne l'est pas. Être forts sans cesser d'être libres, autre difficulté.

En 1866, quand on se fut remis de la surprise causée par l'éclatante et imprévue victoire de Sadowa, les libéraux allemands s'abandonnèrent à un mouvement de joie et d'espérance. L'Autriche venait d'être évincée de l'Allemagne, et l'Allemagne se voyait délivrée de ce dualisme qui avait pendant un demi-siècle paralysé ses forces et tenu ses rêves en échec. On ne fut pas longtemps à s'apercevoir que rien n'était résolu, qu'on n'avait fait que changer de crainte et de péril, que ce dualisme tant décrié était un préservatif contre l'absorption des petits états par les grands, que la Prusse, débarrassée de sa rivale, avait désormais les bras libres, et que ses bras ressemblaient à des serres, que le gouvernement et les partis prussiens ne prenaient véritablement au sérieux que la grandeur de la Prusse, qu'ils entendaient par l'unité de l'Allemagne la conquête de l'Allemagne, et qu'ils exploitaient l'idée allemande au profit de l'idée prussienne. Il se fit aussitôt un partage dans les esprits. Parmi les libéraux du sud, le plus grand nombre dirent et disent encore : « Nous voulons être Allemands; à aucun prix, nous ne vou-

lons devenir Prussiens. Berlin nous trompe; il entend faire de nous les instrumens de son insatiable ambition; il nous déplaît d'être dupes. Et qu'est-ce que Berlin? C'est le gouvernement militaire, c'est la bureaucratie, c'est l'impôt, toutes choses antipathiques au génie allemand. Ce que nous aimons, nous, c'est l'économie, c'est la liberté, c'est sentir nos coudes à l'aise. Un gouvernement libre, discret, facile dans ses allures, qui ne met personne à la gêne et coûte peu, voilà ce qui nous convient. Ajournons l'unité de l'Allemagne, et Dieu nous garde de travailler pour le roi de Prusse! Qu'on ne nous reproche pas notre particularisme souabe ou bavarois; — le grand obstacle à l'unité, c'est le particularisme prussien. Nous attendrons patiemment que les circonstances aient changé, que Berlin se soit amendé et nous offre des conditions compatibles avec notre indépendance et nos franchises. Qu'on ne nous reproche pas non plus de faire le jeu de l'étranger. Le gouvernement prussien n'est-il pas un étranger pour nous? Provisoirement nous resterons ce que nous sommes. Si on essaie de nous prendre, nous crierons, et si l'Europe accourt, ce ne sera pas notre faute. »

D'autres au contraire dirent et disent encore : « Sans doute la situation n'est pas bonne. Nous aussi, nous avions rêvé autre chose; mais il faut prendre le temps comme il vient et le vent comme il souffle. Nous voulons deux choses, l'unité et la liberté. Commençons par l'unité. Le déplaisir qu'en aura la France nous consolera du plaisir que nous ferons au roi de Prusse. Qu'on ne nous accuse pas d'être Prussiens et de faire bon marché de nos libertés; nous ferons la conquête morale de la Prusse, nous la convertirons à l'Allemagne et au libéralisme. La transition sera dure, nous pâtirons; un avenir prochain nous dédommagera de nos peines. L'essentiel est de commencer par prouver à l'étranger qu'une Allemagne unie est en état d'imposer au monde ses volontés. Que s'il nous représente que nous paierons notre grandeur par notre servitude, nous lui répondrons que les verges prussiennes sont après tout des verges allemandes, et que, s'il nous plaît d'être battus, ce sont nos affaires et non les siennes. »

Telle est la situation des partis allemands; voilà ce que disent ceux qu'on appelle les nationaux, ceux qu'on appelle les particularistes. Ces derniers veulent l'unité comme les premiers; mais ils l'ajournent, parce que la liberté leur est plus chère encore. Les premiers, à part quelques niais, redoutent la Prusse comme les seconds, et savent que, sous couleur de faire leurs affaires, elle ne s'occupe que de faire les siennes; mais ils en prennent leur parti en réservant l'avenir : ils traverseront le désert, ils ont foi dans la terre promise. En attendant, cette querelle n'est pas près de finir. Comme

le disait le grand Frédéric à propos de sa confédération des princes allemands, ce n'est pas une affaire de quinze jours de mettre tant de têtes sous un chapeau, — d'autant plus que ce chapeau est un casque.

II.

Si la logique gouvernait les affaires de ce monde, il n'y aurait plus pour le moment de question allemande. Nous disons pour le moment, tout est provisoire en politique; mais c'est quelque chose pour la paix du monde qu'un provisoire qu'on renonce à discuter, et qui a par là quelque chance de durer : c'est une sûreté qu'une ambition qui se déclare satisfaite, et qui, sans se refuser d'avance aux occasions que l'avenir lui réserve, renonce à les faire naître. La fortune, qui est aveugle, n'a pas de passions, partant point d'impatience; si on la laissait faire, les peuples seraient assurés de longs intervalles de repos que l'inquiétude des ambitions réussit à troubler et à raccourcir.

Les murailles du Palais-Bourbon n'ont pas oublié les accens pathétiques de M. Rouher révélant à la France les anxiétés qui avaient assailli son gouvernement au lendemain de Sadowa. Déconcerté par l'événement, se trouvant aux prises avec une situation qui répondait si peu à son attente, qu'allait faire le cabinet des Tuileries? Quelle conduite lui conseillaient ses intérêts? La main sur la garde de son épée, la France se contenterait-elle de parlementer avec le vainqueur pour modérer ses convoitises, ou, jetant le fourreau, allait-elle tenter de dicter ses conditions et de réclamer sa part dans les dépouilles? Grave question que la nécessité a résolue tout autant que la sagesse. Ces perplexités qui troublaient le sommeil des hommes d'état français, la Prusse n'a pu en être exempte. Elle avait créé l'événement, qu'allait-elle en faire? Cette éclatante victoire qu'elle devait à l'audace heureuse d'un grand politique, au patriotisme de ses peuples, au courage et à l'admirable discipline de ses armées, et, pour tout dire, à la complicité des circonstances et aux complaisances de la fortune, quel parti en allait-elle tirer? Décision d'une importance extrême, de laquelle dépendaient les destinées de l'Allemagne et de l'Europe. Pour qui et pour quoi s'était battu l'heureux vainqueur? Qu'avait-il en tête? Une reconstitution de l'Allemagne conforme aux intérêts et aux vœux nationaux, ou l'agrandissement de la Prusse? Était-il le champion de l'idée allemande ou avait-il entendu faire une guerre de conquête et d'annexions? Je ne sais s'il hésita; mais il ne fut pas long à prendre son parti, et l'Allemagne put se convaincre que depuis Frédéric II la royauté

prussienne n'a pas changé d'humeur, qu'elle encourage les rêveries d'autrui parce que cela peut servir, que pour son compte elle rêve peu, que, selon le mot de Voltaire, elle a un héroïsme avisé et va droit au solide.

Le grand Frédéric, qui faisait toutes ses affaires lui-même, n'a jamais craint les responsabilités. S'agissait-il de prendre la Silésie, il ne se mettait guère en peine d'établir son droit; il lui suffisait d'expliquer aux contemporains et à la postérité que la monarchie laissée par Frédéric Ier à ses descendans était une espèce d'hermaphrodite, tenant plus de l'électorat que du royaume, qu'il y avait de la gloire à *décider cet être*, et que ce sentiment fut sûrement l'un de ceux qui fortifièrent le roi dans les grandes entreprises où tant de motifs l'engageaient. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent d'habitude en Prusse. « En 1804, dit M. Thiers dans son *Histoire de l'Empire*, la Prusse avait un roi fort jeune, fort sage, qui mettait beaucoup de prix à passer pour honnête, qui l'était en effet, mais qui aimait infiniment les acquisitions de territoire... On possédait un singulier moyen pour tout expliquer d'une manière honorable. Les actes équivoques étaient attribués à M. d'Haugwitz, qui se laissait immoler de bonne grâce à la réputation de son roi. » En 1866, il y avait aussi à Berlin un roi profondément honnête, dont l'honnêteté, assure-t-on, allait jusqu'au scrupule; ce roi avait un ministre qui était un grand oseur, que les scrupules n'incommodaient point, un bien autre homme assurément que M. d'Haugwitz, et ce ministre finit par vaincre les hésitations de son maître et par lui forcer la main. C'est ainsi que parle la légende.

Si les Prussiens avaient été vaincus à Sadowa et que le général Benedek fût entré à Berlin, l'opinion publique se serait apitoyée sur l'infortuné souverain victime, en dépit de sa conscience, des coupables témérités d'un nouvel Albéroni. Cependant cela n'eût pas été tout à fait juste. Les rois de Prusse, comme le disait Saint-Simon, sont de tous les princes de l'Europe les plus attentifs à leur agrandissement, et ce n'est pas sur le trône des Hohenzollern qu'il faut chercher le type du conquérant malgré lui. La fortune ne leur pourra jamais reprocher de s'être refusés aux occasions qu'elle leur offrait; elle les a toujours trouvés prêts et attentifs : aussi les a-t-elle toujours gâtés, et ce n'est que justice; si elle les aime, ils le lui rendent bien. Frédéric II faisait profession d'adorer sa sacrée majesté le hasard, — sentiment vraiment prussien, bien que le langage ne le fût pas. Les successeurs du grand Frédéric, comme ses devanciers, n'ont jamais distingué la Fortune de la Providence. Race étrange, très appliquée à ses devoirs, dévouée au bien de l'état, lui sacrifiant ses fantaisies et ses plaisirs, un peu raide d'allures et très souple

d'esprit, d'une raison courte, mais exacte et saine, à l'âme droite, au cœur pieux, aux mains prenantes, et dont la devise est sans doute : *ora et labora*, prie, travaille et prends. Où trouver ailleurs cette bizarre combinaison d'un esprit froidement positif, qu'aucune rêverie ne vient jamais distraire de ses calculs, avec un mysticisme qui voit Dieu partout, mais surtout dans les affaires prussiennes, et qui n'entreprend rien sans le mettre de part? Croire à sa mission est une manière vraiment royale de se débarrasser de ses scrupules, et c'est faire tort, pensons-nous, au roi Guillaume Ier que de prétendre que M. de Bismarck ait eu de la peine à lui faire goûter ses plans ou à le réconcilier avec ses moyens, avec cette alliance révolutionnaire sans laquelle on ne pouvait rien, avec laquelle on pouvait tout. Le roi était prêt, et d'avance ses principes s'étaient résignés. Cette armée qui a fait merveille en Bohême, c'était lui qui l'avait créée dans la prévision de quelque conjoncture favorable, et il a pu dire après la victoire, non sans une certaine complaisance : « Décidément l'instrument était bon. Il est facile de faire de bonne politique quand on a 500,000 hommes comme ceux-là derrière soi. »

Ce n'était pas assez d'avoir 500,000 hommes, il en fallait un de plus, l'un de ces hommes indispensables qui possèdent, comme disait Gil Blas, l'*outil universel*. Il fallait au roi Guillaume un ministre qui fût à la fois de la race des habiles et des audacieux, assez habile pour créer l'occasion désirée, assez audacieux pour prendre froidement la mesure des difficultés et pour communiquer sa confiance. A défaut de scrupules, le roi avait des inquiétudes, et il lui était permis d'en avoir au moment d'engager une si grosse partie. Quelles n'eussent pas été les conséquences d'un échec! Et pour qui la défaite est-elle plus à redouter que pour un roi de Prusse, que pour le maître d'un état fait de pièces rapportées, et qui offre d'avance pour ainsi dire une proie facile aux fantaisies d'un vainqueur irrité, lequel peut le démembrer sans le détruire? Otez à la Prusse la Silésie, Posen ou la province rhénane, vous n'aurez pas détruit la Prusse; mais vous aurez supprimé la royauté prussienne et l'une des cinq grandes puissances de l'Europe. Le roi Guillaume n'avait pas besoin qu'on stimulât son ambition, il avait besoin qu'on le délivrât de ses anxiétés, et c'est à quoi son ministre s'employa avec autant de persévérance que de succès. Il sut lui prouver que la partie n'était pas aussi aventureuse qu'il le semblait, qu'on avait bien des as dans son jeu; il lui fit voir de l'autre côté du Rhin la France se prêtant bénévolement à cette alliance vraiment providentielle qu'il se proposait de conclure avec l'Italie, avec cette jeune royauté que l'empereur Napoléon III a tenue sur les fonts du baptême; soufflant sur les brouillards du Mein, il lui découvrit les infir-

mités cachées de cette apparente coalition germanique qu'on avait à combattre, les impuissances secrètes de l'Autriche et les pieds d'argile du colosse, le néant politique et militaire des états du sud, le défaut de cohésion de l'ennemi, la faiblesse du commandement, l'incertitude des conseils, le décousu et les lenteurs de l'exécution, le désaccord inévitable de volontés qui n'étaient que des *nolontés*, et qu'avec un peu d'audace on aurait bientôt à sa merci. Oser et faire vite, à ce prix était le succès. Il suffisait de frapper un grand coup, et le fantôme de l'Allemagne coalisée se dissipait comme une vapeur; un seul coup d'épée, c'en était assez pour mettre fin, comme Renaud, à tous les enchantemens, et pour se frayer au travers d'une forêt pleine de menaces un grand chemin au bout duquel on apercevait Vienne et ses portes ouvertes.

La force apparente de l'ennemi n'était pas la seule chose qui alarmât le roi Guillaume. Jamais souverain, il faut en convenir, n'assuma sur sa tête une responsabilité plus redoutable que celui qui en 1866, contre la volonté expresse de son peuple et de son parlement, précipita la Prusse dans une guerre que les uns traitaient d'insensée, les autres de criminelle. Si l'événement n'avait pas répondu aux espérances, si cette guerre, voulue par deux hommes et condamnée par toute une nation, avait conduit à une issue fatale, ou si l'on n'avait été seulement qu'à demi victorieux, que serait-on devenu? La royauté prussienne eût été condamnée à se présenter devant son parlement dans l'attitude d'un pénitent, à faire amende honorable et à battre sa coulpe, à dire tout haut en se frappant la poitrine : « Je me suis trompée, et c'est vous, petites gens, juges et assesseurs, professeurs et fabricans, c'est vous qui aviez raison. » Que devenait son prestige, et la majesté du droit divin, et l'infaillibilité de cette providence particulière dont on s'était réclamé, et dont les oracles se seraient trouvés menteurs? S'humilier devant l'Autriche, passe encore : de couronne à couronne, l'honneur est sauf; mais s'humilier devant une chambre! De tels abaissemens sont mortels au cœur d'un Hohenzollern. Aussi bien n'était-ce pas donner des armes à la révolution endormie, mais toujours vivante, car on ne persuadera pas au roi Guillaume que la révolution soit morte. Ce spectre rouge qu'il a vu se dresser un jour sur les barricades de Berlin, qu'il a combattu et vaincu dans le Palatinat et dans le grand-duché de Bade, hante quelquefois encore son imagination, sujette aux effaremens. M. de Bismarck dut conjurer ce spectre. Sa tête, très lucide et très poméranienne, n'a jamais cru aux fantômes; mais ceux qui y croient ne souffrent pas qu'on en plaisante, et le plus sûr moyen de les guérir de leurs terreurs, c'est de commencer par leur donner raison. Certainement le sceptique ministre de sa

majesté Guillaume Ier représenta à son maître qu'il était à bout de ressources dans sa lutte sempiternelle avec le parlement, que le conflit suscité par la nouvelle loi militaire s'envenimait de session en session, qu'il était insupportable d'avoir à s'aboucher avec des gens de rien ou de peu, qui disaient non quand on leur disait oui, et d'en recevoir des pierres quand on leur demandait du pain, que sans doute on ne cédait pas et qu'il ne pouvait être question de céder, mais qu'à la longue la couronne compromettait sa dignité dans ce conflit sans cesse renaissant, que, danger pour danger, il y en avait moins à oser qu'à ne rien faire, qu'il fallait étouffer par une entreprise heureuse les aigres contradictions qu'on essuyait chaque année, et qui trouvaient peut-être quelque écho dans le pays, qu'il importait de prouver *ipso facto* que la loi sur l'armée était bonne et de fermer les bouches libérales avec un peu de cette gloire militaire qui est le meilleur des bâillons, bref que, plutôt que de s'exposer à rencontrer un jour le spectre rouge dans les rues de Berlin, il était mieux entendu de l'aller tuer en Bohême, au son des tambours et des fanfares, et de l'enterrer sous une litière de drapeaux autrichiens.

On assure qu'un soir M. de Bismarck crut avoir ville gagnée et rentra chez lui en disant : « L'affaire est dans le sac. » Le lendemain lui réservait une surprise. En quelques heures, on lui avait défait son ouvrage. Le roi avait employé la nuit à causer avec sa conscience, sa conscience d'autrefois, conscience droite, bien disante et persuasive, qu'il a longtemps consultée, dont il a fini par mépriser les avis parce qu'elle a le grand tort d'être une conscience constitutionnelle et presque parlementaire, peut-être aussi parce qu'ayant toujours raison dans les choses essentielles, elle s'est quelquefois trompée sur les détails. Dans les grandes crises, dans les heures troubles, la fibre s'amollit, on se défend mal contre ses souvenirs, et on se prend à écouter tous les conseils, surtout ceux qu'on avait autrefois l'habitude d'écouter. Revirement complet! En arrivant au palais, M. de Bismarck trouva un roi qui ne voulait plus entendre à rien, et qui, dit-on, l'interpella très vivement, lui reprocha de le perdre, de conduire la monarchie aux abîmes. L'entraînant dans l'embrasure d'une fenêtre et lui montrant du doigt la statue du grand Frédéric : « On renversera cette statue, lui dit-il, et on la remplacera par un échafaud! » Le geste acheva la pensée. M. de Bismarck est un grand musicien, et son répertoire est riche. Il ne perdit pas son temps à raisonner, à disputer. Il ne dit qu'un mot, dont l'effet fut magique : « Sire, répliqua-t-il avec un merveilleux sang-froid, si telle est la situation, n'est-il pas plus digne de vous et de moi de mourir sur un champ de bataille, l'épée à la main? » Il y a dans

tout roi de Prusse un soldat. Quelques jours plus tard, le Rubicon fut franchi.

La victoire dépassa tout ce qu'on avait osé espérer, — victoire bien méritée, si on considère non-seulement la vaillance de l'armée, mais les combinaisons politiques de M. de Bismarck, la justesse et la fermeté de son coup d'œil, la vigueur de son action, la rapidité qu'il sut imprimer à toutes ses mesures. Comme les neutres, comme les vaincus, les vainqueurs furent surpris par le caractère décisif de l'événement. Un mois avait suffi, et on tenait l'Autriche et l'Allemagne à sa discrétion. Quel usage allait-on faire de la victoire? Il est permis de supposer que M. de Bismarck entrevit toutes les chances possibles. Diverses combinaisons durent se présenter à cet esprit si inventif et si fertile. Cet homme à la volonté de fer n'est pas un homme de parti-pris. Il a l'imagination souple, il sait se retourner.

« Il vous est impossible, nous disait un jour un conservateur libéral prussien en arpentant avec nous l'une des avenues du Thiergarten, il vous est impossible, à vous autres Velches, Français ou Romans, de comprendre notre *premier*. Un tel homme n'a pu naître qu'en Prusse, il n'a pu croître et grandir que sur le pavé de Berlin. Il y a en lui du *Bursche* d'université, du *Junker*, du lieutenant de la garde, du diplomate, du despote et du révolutionnaire, tout cela assaisonné d'une sorte de fantaisie ironique qui fait de lui un artiste et presque un poète. Aristocrate, il l'est jusque dans la moelle des os, non qu'il ait des préjugés ou le respect des traditions, mais par tempérament, par le goût et le talent de commander, par son immense mépris de la *phrase libérale*. Le fond de son âme est le scepticisme; il ne croit qu'à la bêtise humaine, et il n'a jamais pris de sa vie les vessies pour des lanternes; il les crève sans pitié. Hélas! il ne respecte pas davantage nos pauvres petites lanternes libérales, il souffle malicieusement sur ces lumignons fumeux; avec cela, radical dans l'âme, radical par sa méthode, par son peu de répugnance pour les moyens violens et sommaires, par son goût de trancher dans le vif... Non, continuait notre interlocuteur, cet aristocrate sceptique et radical n'est pas un type commun; ce n'est pas un homme complet, je le veux bien, mais c'est un homme très compliqué. On admire beaucoup son audace, on admire aussi sa géniale et méphistophélique insolence, et soyez sûr que la Prusse s'est réjouie plus d'une fois d'être représentée dans ce monde par un insolent : elle sentait encore sur sa joue la rougeur du soufflet d'Olmutz; mais l'insolence de M. de Bismarck n'est point raideur d'esprit étroit ni morgue de doctrinaire; c'est un procédé, un moyen de gouvernement. Rien ne lui est plus antipathique que le doctrinarisme, et en ceci il est vraiment Prussien; c'est le propre de la po-

litique prussienne de faire fi des idées comme des sentimens, des doctrines comme des traditions; c'est par essence une politique de la *main libre*, qui est toujours prête à jouer tous les jeux possibles, sans jamais engager l'avenir. A cet égard, M. de Bismarck est le modèle accompli de l'homme d'état prussien. Jamais homme ne fut plus affranchi de toute pédanterie et de toute pruderie conservatrice; il est prêt, s'il le faut, à lier partie avec la révolution; il se sent de force à lui faire tirer les marrons du feu et à les croquer à sa barbe. Ce qui n'est qu'à lui, c'est l'étonnante liberté et la merveilleuse franchise de son langage. Il méprise les petites dissimulations, il a inventé une nouvelle espèce de diplomatie, qui consiste à gagner en montrant son jeu. Il parle, il parle beaucoup, il instruit de ses projets l'univers, qui n'en croit rien. Il dit : Tel jour je ferai ceci, et il le fait. A l'époque où la révolution tenait le haut du pavé, M. de Bismarck, alors simple député de la droite, entre un soir dans une *Kneipe* où se réunissaient les coryphées du radicalisme. Notre homme s'assied, se fait apporter une chope de bière, allume son cigare et prend un journal. Cependant on tenait autour de lui des propos malsonnans et séditieux. Il interrompt sa lecture, regarde entre les deux yeux le plus échauffé de ces discoureurs d'estaminet, et lui dit froidement : « Monsieur, si vous n'avez pas vidé la place quand j'aurai vidé ma chope, je vous la casserai sur la tête. » Ainsi fut dit, ainsi fut fait. Et tandis que les habitués interdits se consultaient du regard : « Garçon, qu'est-ce que je vous dois pour le verre que je viens de casser sur la tête de monsieur? » Telle fut toujours la manière de faire de notre grand homme. Il n'a jamais cassé de verres ni de vitres sans avoir d'avance averti tout son monde. Aussi refusa-t-on longtemps de le prendre au sérieux; on le traitait de hâbleur, de brise-raison; à Paris, on le comparait au brochet, qui met les poissons en mouvement, et on se disait : C'est nous qui pêcherons. — Il a fallu, je pense, en rabattre. C'est souvent un grand moyen de domination pour un homme d'état que de posséder les qualités les plus opposées au tempérament de la nation qu'il gouverne. Quels services n'a pas rendus à M. de Bismarck, dans un pays taciturne, compassé, gourmé et boutonné comme la Prusse, ce merveilleux abandon qui le caractérise, cette suprême désinvolture de conduite et de langage où se révèle la parfaite liberté de cet esprit abondant en idées, riche en combinaisons, qui, sûr de son but, est toujours prêt à changer de route, ne s'asservit à aucun système, saisit l'occasion au vol, vit au jour le jour, et pour ainsi dire invente au fur et à mesure ses moyens, — grand virtuose dont la carrière politique est une perpétuelle improvisation!... Soyez sûr, nous dit notre interlocuteur par manière de conclusion, soyez sûr qu'à Kœniggrætz notre *premier* portait dans sa tête bien des plans. Sa vive

imagination avait entrevu les différens partis qu'on pouvait tirer de la victoire, et, si on l'avait laissé faire, peut-être les événemens eussent-ils changé de face; mais une volonté plus forte que la sienne a décidé de tout. Une indiscrétion autrichienne nous a appris que l'idée qui a triomphé à Nikolsbourg était l'idée du roi, car le roi avait son idée, et il n'en avait qu'une, et cette idée était de prendre, de prendre beaucoup, de prendre tout ce qu'il était possible de prendre... »

Sur un point, il n'y avait pas à hésiter : l'Autriche devait sortir de l'Allemagne. C'était le premier fruit de la victoire, et c'est pour cela proprement qu'on avait fait la guerre. Par l'éviction de l'Autriche, on atteignait deux buts : on donnait satisfaction tout à la fois aux intérêts de la grandeur prussienne et au sentiment national de l'Allemagne, lasse du dualisme et de ses tiraillemens. Il est vrai qu'elle a depuis changé d'avis, sans qu'on puisse l'accuser de versatilité. L'Autriche, dirigée par un homme supérieur, s'est appliquée à se rendre regrettable, et elle y a réussi; mais alors l'esprit de réaction qui dominait dans ses conseils, le concordat, les louvoiemens d'une politique qui dans la question danoise tour à tour rendait la main à M. de Bismarck, entrait dans son jeu et par de brusques retours de pudeur ou d'effroi affectait de défendre contre lui la dignité de la diète de Francfort, toutes ces tergiversations, toutes ces inconséquences, avaient discrédité l'Autriche dans l'esprit des libéraux allemands, et ils étaient disposés à voir dans le triomphe de la Prusse un événement heureux et pour l'unité et pour la liberté de l'Allemagne. Quels que puissent être les torts de son gouvernement, Berlin est Berlin, c'est-à-dire un foyer de lumières et de haute culture, l'une des capitales de la pensée libre, et, comme on dit sur les bords de la Sprée, la ville de l'intelligence.

Évincer l'Autriche de l'Allemagne, c'était le premier pas. Cela fait, on avait devant soi deux systèmes de conduite, deux politiques, l'une difficile peut-être, mais généreuse, visant à résoudre la question allemande, à réorganiser l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne, l'autre plus facile, d'un profit plus évident, plus palpable, mais conduisant peut-être à des résultats moins durables, une politique d'agrandissement et de conquête. On pouvait choisir entre les annexions et la présidence d'une nouvelle confédération germanique embrassant l'Allemagne, et toute l'Allemagne, reconstituée sous les auspices de la Prusse, car prétendre concilier les deux choses, il n'y avait pas d'apparence. Toute vraie confédération demande un certain équilibre de forces entre les états qui la composent; telle qu'elle était avant 1866, la grandeur de la Prusse était déjà un obstacle et un danger pour une organisation fédérative de l'Allemagne. L'agrandir encore, c'était témoigner clairement, pour

nous servir de l'expression d'un grand diplomate prussien d'autrefois, que sous le nom d'alliance on affectait l'empire, et que par empire on entendait l'absorption. Depuis que la Prusse a pris le Hanovre, les états secondaires savent ce qui les attend, et c'est pour cela que l'unité de l'Allemagne n'est pas encore un fait accompli, que la Bavière et le Wurtemberg s'affermissent d'année en année dans ce qu'on appelle à Berlin leur particularisme. Le cyclope fit sans doute à Ulysse une faveur singulière en lui promettant qu'il serait mangé le dernier; mais c'est la fantaisie de certaines gens de tenir à n'être pas mangés du tout. C'est aussi la fantaisie des Bavarois et des Souabes.

L'Europe eût été bien étonnée si à Nikolsbourg la Prusse avait tenu le langage que voici : « Nous ne réclamons pour prix de notre victoire que le droit de régler les affaires d'Allemagne avec le concours et l'assentiment des Allemands. Hormis les provinces que nous avons conquises sur le Danemark, et qui sont nécessaires à notre marine, à notre légitime influence dans la Baltique, nous ne réclamons pas un pouce de terrain. Nous avons pris les armes pour tirer l'Allemagne et nous-mêmes d'une situation fausse qui devenait intolérable. Le premier devoir d'un état est de vivre, et l'Autriche s'appliquait à nous rendre la vie impossible. Nous n'avons rien entrepris, rien essayé, sans la trouver sur notre chemin; elle prenait à tâche de nous isoler et de nous annuler. Cependant, par la force même des choses, il y avait une conspiration latente entre le nom prussien et toute l'Allemagne libérale. En 1849, nous avons refusé la couronne impériale que nous offrait la révolution. Nous avons été payés de nos ménagemens par nos humiliations de 1850. Il s'est trouvé plus tard que l'Autriche, menacée dans ses possessions italiennes, a eu besoin de nous. Elle nous a requis de venir à son aide; nous lui avons répondu qu'en notre qualité de confédérés nous n'étions point tenus de lui garantir ses possessions non allemandes, mais que nous étions prêts à entrer en arrangement avec elle, à lui offrir notre alliance, si elle voulait signer avec nous une convention. Et que lui demandions-nous pour prix de nos services? Le partage de la présidence et l'*union étroite* avec les petits états qui sont chez nous ou dans notre banlieue, et dont il nous importe d'être sûrs pour avoir la liberté de nos mouvemens. L'Autriche n'a voulu entendre à rien; elle a mieux aimé perdre l'Italie que renoncer à sa prépotence dans la confédération germanique, qu'elle a tenté plus tard, au congrès de Francfort, de réorganiser sans nous et contre nous. Il ne nous restait plus qu'à abdiquer; mais l'abnégation est une vertu de moines, non de politiques. Les armes ont décidé; désormais nous serons chez nous en Allemagne. Nous n'entendons pas

néanmoins y régner en maîtres absolus, nous n'aspirons qu'à l'hégémonie, à laquelle nous avons droit par ce que nous sommes et par ce que nous avons fait. Nous prouverons que les Prussiens sont des Allemands, comme nous avons prouvé, en refusant de nous agrandir, que nous n'affections pas la tyrannie. Nous savons que dans toute l'Allemagne règnent deux sentimens également forts, également légitimes, le sentiment national et un attachement traditionnel au *self-government*. Nous savons aussi par l'exemple de la petite Suisse, qui depuis la réforme de son pacte se compose de cantons souverains très libres chez eux et cependant très étroitement unis, qu'il est possible de créer une constitution fédérative où le pouvoir central ait une force réelle sans entreprendre sur la souveraineté des états. Nous allons chercher avec les gouvernemens nos confédérés cette forme politique qui convient à l'Allemagne, et nous nous occuperons avec eux de faire la part de notre légitime influence, celle de l'indépendance des états et celle de la liberté des peuples, après quoi nous soumettrons notre projet à un parlement national. »

Si le cabinet de Berlin, par impossible, avait tenu ce langage, et qu'il se fût empressé de donner des gages de ses dispositions pacifiques et de son libéralisme, la Prusse, forte de son désintéressement, du prestige moral qu'elle en eût recueilli et du concours unanime de l'Allemagne, aurait eu ce grand avantage de pouvoir prendre tous les arrangemens que lui dictaient ses convenances sans avoir à traiter avec un tiers. Elle eût représenté très courtoisement à la France que le règlement des affaires allemandes était une question purement intérieure, que, renonçant à toute acquisition de territoire qui aurait pu compromettre l'équilibre européen, elle avait le droit de réformer la constitution de l'Allemagne avec le concours et selon les vœux des Allemands. Il n'eût pas été impossible, pensons-nous, de persuader le cabinet des Tuileries. Un homme d'état allemand d'un esprit fin et sagace, et qui déplore les fautes commises à Nikolsbourg, nous disait un jour : « L'empereur Napoléon est un homme moderne qui parle napoléonien, et il goûte toutes les idées modernes moyennant qu'on lui traduise dans sa langue celles qui lui pourraient être désagréables. » N'était-ce pas faire un usage vraiment moderne de la guerre que de se servir de la victoire la plus décisive qui ait été remportée depuis les temps de Marengo et d'Austerlitz, non pour accroître son territoire, mais pour étendre et fortifier son influence? Cela peut très bien se traduire en napoléonien; cela s'appelle combattre pour une idée, mettre son épée au service d'une grande cause nationale et de la souveraineté des peuples. Il est vrai qu'un accroissement d'influence n'est pas un résultat aussi net qu'une annexion ou une conquête, et c'est un

proverbe allemand que le chasseur ne peut fonder sa cuisine que sur le lièvre qu'il rapporte sur son dos; mais au XIXe siècle le gouvernement d'influence tend de plus en plus à se substituer au gouvernement d'autorité : c'est le fond de ce qu'on appelle la politique constitutionnelle et parlementaire, qui finira par renouveler la politique internationale. Il était plus aisé du temps de Pascal de trouver des moines que des raisons; aujourd'hui, dans certains pays, la raison la plus facile à trouver, c'est un caporal et quatre hommes. Toutefois le caporalisme a peu d'avenir; commander ne suffit plus, il faut persuader. Sans doute persuader est une fatigue, et la Prusse aurait eu besoin, pour gouverner une Allemagne fédérative et libre, de beaucoup de talent et d'habileté. Serait-ce donc un si grand malheur? Un prince qui a prouvé qu'il savait son métier de soldat, et qui prouvera peut-être un jour qu'il sait son métier de roi, disait : « Je ne crois en politique qu'aux choses difficiles. » Ajoutons qu'il n'y a de durable que ce qui est modéré. Dans l'état actuel de l'Europe, toute domination avide et intempérante est sûre de rencontrer à son troisième pas une ligue d'intérêts coalisés contre elle. Il n'est pas moins vrai qu'on ne refait pas son tempérament, que les hommes qui ont voulu la guerre de 1866 et qui l'ont conduite avec tant de succès auraient dû faire violence à leur nature, s'ils avaient employé à la reconstruction d'une Allemagne libre l'épée qui avait vaincu à Sadowa. C'eût été vraiment un miracle de la grâce.

Puisque la Prusse était résolue à prendre, elle avait un autre système à suivre, et il est regrettable pour la paix et la tranquillité de l'Europe qu'elle ne l'ait pas pratiqué jusqu'au bout avec cet esprit de conséquence où les intérêts comme la logique trouvent leur compte. Quand on ne suit pas une politique généreuse, c'est quelque chose du moins d'adopter une politique franche. « Nous avons fait la guerre, aurait pu dire la Prusse aux Allemands, parce que nous n'étions pas contens du lot qui nous a été attribué par les traités de Vienne. Nous avons été sacrifiés en 1815. D'abord nous sommes trop petits pour le personnage que nous sommes appelés à jouer dans ce monde. L'étendue de notre territoire ne répond pas à notre importance politique, à ce rôle de grande puissance dont nous ne saurions décliner les charges et les devoirs sans que l'équilibre européen en souffrît. De là une tension de forces qui nous fatigue. D'autre part, les traités nous ont fait une configuration malheureuse; nous avons des enclaves, des étranglemens de territoire très gênans. Nous userons du droit de la guerre pour nous arrondir, nous refaire et nous compléter. Outre le Slesvig-Holstein, nous garderons le Hanovre, la Hesse électorale, Nassau, Francfort. Ce résultat nous suffit; nous nous garderons de former avec vous une

confédération illusoire. Outre que nous sommes trop grands, nous ne pouvons faire ménage ensemble, nous vous ressemblons trop peu politiquement et socialement. Il sera mieux pour tout le monde que vous formiez entre vous une confédération nouvelle où vous réglerez vos affaires intérieures comme vous l'entendrez. Seulement nous ne voulons pas vous devenir étrangers; nous vous sommes nécessaires, et vous nous êtes nécessaires; vous êtes nos alliés naturels, et nous sommes vos protecteurs naturels. Nous conclurons avec vous des traités commerciaux et militaires qui sauvegarderont les intérêts économiques de l'Allemagne et sa sûreté. » Il eût été plus difficile peut-être de faire agréer à l'Allemagne et à l'Europe cet arrangement, qui trompait les espérances des uns, donnait prise aux défiances des autres. Cependant la franchise est toujours rassurante, et cette solution eût été moins dangereuse que l'équivoque instrument de paix qui a été ébauché à Nikolsbourg, mis au net à Prague.

Le 17 août 1866, c'est-à-dire peu de jours avant que le traité de Prague fût définitivement signé et paraphé, le roi Guillaume Ier recevait une députation hanovrienne composée du ministre d'état, du vice-président de la haute cour d'appel et d'un conseiller du trésor. Ces messieurs venaient tenter un dernier effort pour sauver l'indépendance de leur pays. Ils assurèrent au roi que depuis les derniers événemens l'immense majorité de leurs compatriotes ne faisait plus difficulté de reconnaître la suprématie de la Prusse en Allemagne, que les Hanovriens se prêteraient de bon cœur à tous les sacrifices que la nouvelle confédération pourrait imposer à leurs droits de souveraineté, mais qu'ils étaient profondément attachés à la maison de leurs princes, qu'au surplus, si le possesseur actuel de la couronne de Hanovre ne paraissait pas offrir à la Prusse des garanties suffisantes, il était prêt à abdiquer en faveur de son successeur légitime. La réponse du roi est empreinte de cette bonhomie fourrée de finesse dont Guillaume Ier se sert pour donner de la grâce à ses refus, un air d'abandon cordial et paternel à ses partis-pris. Il déclara qu'il n'avait garde d'en vouloir aux Hanovriens de l'attachement qu'ils témoignaient à leurs princes, qu'il les en estimait davantage, et leur savait gré de leur démarche, qu'il en prenait occasion de leur exposer les motifs qui l'avaient conduit, contrairement à ses intentions primitives et après bien des combats intérieurs, à former le dessein, « maintenant irrévocable, » de faire des annexions. Il n'avait jamais eu en vue que le bien de l'Allemagne et de la Prusse, et n'avait jamais songé à faire que des *conquêtes morales :* si à l'âge de soixante-dix ans il en venait à désirer davantage, on devait s'en prendre aux circonstances, aux agressions incessantes de ses

prétendus alliés. « L'Autriche, continua-t-il, a voulu la guerre pour s'assurer la domination de l'Allemagne. Or nous ne saurions renoncer à notre influence en Allemagne sans compromettre notre existence elle-même. C'est pour nous une question de vie ou de mort. Il fallait deux choses pour que je me décidasse à la lutte : 1° la conviction que notre cause était juste, que nous pouvions compter sur la protection du Très-Haut et de cette main toute-puissante qui dispose du sort des batailles; 2° la certitude que l'instrument de la guerre, l'armée prussienne, était bon. Que l'instrument fût bon, je ne pouvais en douter, ayant consacré toute ma vie au perfectionnement de notre armée. Que notre cause fût juste, cela me paraissait démontré, parce que notre existence même était en jeu, et c'est ainsi que je me décidai, le cœur gros (*schweren und schwersten Herzens*), à une lutte décisive, dont je remettais l'issue à Dieu. » Le roi ajouta que les résultats de cette lutte avaient dépassé toutes ses prévisions, qu'il ne s'en était guère vu de pareils dans l'histoire, et qu'il y reconnaissait une faveur visible de la Providence, sans laquelle l'armée la mieux dressée ne saurait accomplir de tels prodiges. Il conclut en disant que, la Providence ayant parlé, il ne pouvait que remercier la députation de sa franchise, mais qu'il devait à son peuple un dédommagement, à son armée une garantie contre le retour des périls dont elle venait de sortir si glorieusement, et que l'annexion du Hanovre était un fait accompli.

Il est difficile de relire ce discours sans sourire depuis qu'une dépêche fameuse, dont la publication a soulevé des tempêtes à Berlin, nous a révélé que le roi Guillaume voulait avant tout et par-dessus tout des annexions. Cependant il est bon d'être équitable envers les rois comme envers les particuliers. Le roi Guillaume pourrait alléguer pour sa justification qu'il n'a point fait de propos délibéré, comme Frédéric II, la guerre à l'Autriche pour s'arrondir, que lorsqu'il travaillait à perfectionner l'*instrument*, il n'avait en vue que des conquêtes morales; mais, que l'occasion se présentant, il a fait la guerre, et que, du moment qu'il faisait la guerre, les conquêtes morales ne lui suffisaient plus. Il lui aurait semblé dur de s'être dérangé pour si peu; il est allé droit au solide. On prétend même qu'il eut grand'peine à s'arrêter, que ce n'était pas assez des provinces de l'Elbe, du Hanovre, du Nassau, de Cassel, pour satisfaire les appétits de sa verte et vaillante vieillesse, qu'après Sadowa il désirait frapper un second coup qui lui permît de s'étendre encore du côté de la Bohême ou de la Silésie autrichienne. M. de Bismarck, qui dit tout, doit avoir dit un jour à quelqu'un : « Il est fort heureux que la France nous ait empêchés d'entrer à Vienne. Tout le monde autour de moi avait la tête en feu et des démangeaisons dans les jambes. Le roi ne pouvait se consoler de ne pas aller coucher à la *Burg*; mais

il n'entrait point dans mes plans de détruire l'Autriche. Je ne voulais pas faire un trou dans le midi de l'Europe (1). » Si l'on renonçait à entrer à Vienne et à coucher à la *Burg*, que ne pouvait-on du moins prendre la Saxe? On l'eût prise, si la France ne se fût trouvée là, car on avait dû se résigner à causer avec la France; on demandait trop pour ne pas se mettre en règle avec elle, pour ne pas l'autoriser à dire son mot sur les affaires allemandes. L'éminent diplomate qui représentait la France était homme à soutenir cette conversation, et personne ne saurait lui contester l'honneur de s'être tiré à merveille du rôle difficile que lui imposaient les circonstances. Sadowa avait pris son gouvernement au dépourvu. Manquant d'instructions, s'efforçant en vain d'en obtenir, l'oreille collée à des fils télégraphiques qui se recueillaient et se taisaient, livré à lui-même et à ses propres inspirations, il avait vu grossir de jour en jour comme une marée montante le succès et la fortune des armes prussiennes, de jour en jour il était obligé de modifier ses calculs et la mesure de ses concessions. Tout d'abord il avait jugé suffisant d'accorder au vainqueur les provinces de l'Elbe, puis des bandes découpées au travers du Hanovre et de la Hesse pour assurer à la Prusse ce qu'on appelait la contiguïté territoriale. Après Kœniggrætz, il en était réduit à arrêter le vainqueur sur le Mein et à déclarer que, si on touchait à la Saxe, on aurait la guerre. Peut-être avec la Saxe eût-il sauvé autre chose encore sans l'incroyable précipitation de l'Autriche, qui soit cette hâte d'en finir qui est comme la fièvre du malheur, soit dépit de n'avoir pu obtenir cette médiation armée qu'elle sollicitait à Paris, substitua tout d'un coup à un entretien à trois un dialogue à deux, se mit à causer directement avec la Prusse derrière le dos du médiateur, et offrit la paix à cette triple condition, qu'elle ne perdrait elle-même que la Vénétie, que la Saxe serait respectée, et qu'on ne dépasserait pas le Mein. Le médiateur fut ainsi mis hors de jeu, et son habileté fut réduite au silence. Après tout la Saxe était intacte, et il pouvait se consoler en se disant que c'est la marque d'un grand artiste de faire d'un rôle ingrat un premier rôle, et de sauver à force de talent la faiblesse de la pièce qu'il est condamné à interpréter.

Certes la Prusse n'était pas à plaindre. Si elle n'avait pu satisfaire toutes ses convoitises, si elle avait dû lâcher Dresde et accepter la limite du Mein, elle ne laissait pas d'avoir beaucoup pris; pour

(1) Ne serait-ce point M. de Bismarck qui a raconté l'anecdote que voici et qui nous semble piquante? On était convenu à Nikolsbourg que l'Autriche et les états du sud rembourseraient à la Prusse la moitié des frais de la guerre. Le roi Guillaume consentait; mais quand on lui présenta le projet de traité, il s'étonna, il se récria, déclarant qu'il avait entendu la chose autrement, que l'Autriche devait payer une moitié des frais et ses alliés l'autre moitié, à moins toutefois qu'elle ne préférât s'acquitter en nature, par quelque cession de territoire. M. de Bismarck eut besoin de deux heures de discussion pour faire entendre raison à cet auguste et opiniâtre étonnement.

se dédommager de n'avoir pu prendre davantage encore, elle se rappela qu'elle faisait de la politique allemande, il lui ressouvint de ses principes, et elle s'empressa d'ajouter à ses annexions des conquêtes morales. Et d'abord elle conquit plus que moralement et le royaume de Saxe et les petits états situés au nord du Mein en les englobant dans une confédération où 24 millions de Prussiens se trouvent en présence de 6 millions d'Allemands non prussiens. Puis elle se hâta de prouver que le Mein était guéable : pour bien spécifier le sens qu'elle attachait à cet article IV du traité de Prague qui garantit aux états du sud « une existence internationale indépendante, » elle conclut avec Baden, avec le Wurtemberg, avec la Bavière, des traités secrets d'alliance offensive et défensive, et plus tard elle fit régler officiellement par le *Reichstag* la manière dont s'opérerait l'accession de ces états à la confédération du nord. En pareil cas, ce qu'on fait dire est encore plus important que ce qu'on dit. A tous les mécontens qui se plaignaient que la Prusse avait trahi la cause et les intérêts allemands, qu'elle n'avait pensé qu'à s'agrandir, que le résultat le plus net de la paix de Prague avait été d'admettre l'intervention de la France dans le règlement de la grande question nationale, de déchirer l'Allemagne en trois tronçons, de livrer les états du sud à eux-mêmes et aux influences étrangères, de détruire la confédération germanique sans la remplacer et de rétrograder de 1815 jusqu'en 1648, des traités de Vienne jusqu'à la paix de Westphalie, les journaux officieux de M. de Bismarck répondaient que ces mécontens se méprenaient, qu'il y paraîtrait bientôt, que la situation n'était que provisoire, que la Prusse n'avait renoncé à rien, qu'elle était plus allemande de cœur que jamais, qu'elle ne se résignerait jamais à n'avoir pris que la moitié de l'Allemagne, et que la confédération du nord ne tarderait pas à abriter dans son sein toutes les tribus dispersées et gémissantes d'Israël et de Juda. On avait beaucoup pris, on donnait à entendre qu'on escamoterait le reste. Depuis 1866, l'Europe vit dans l'attente de ce grand tour de gobelets : si habile que soit le prestidigitateur, la muscade n'a pas encore passé.

III.

Le bon sens européen a jugé dès la première heure que la paix de Prague était une paix fourrée et bâtarde, une solution ambiguë, grosse d'embarras, et qui ne résolvait rien. Ce qu'il faut reprocher à la Prusse, ce n'est pas Sadowa, c'est Nikolsbourg. Le roi Guillaume n'avait pas absolument tort quand il déclarait aux Hanovriens, dans un style emprunté à Darwin, que la guerre de 1866 avait été « un combat pour l'existence. » Le malheur est qu'après avoir vaincu

on a fait une paix qui n'en est pas une. La fortune offrait à la Prusse une occasion unique de satisfaire à la fois l'Allemagne et elle-même, et il lui était facile de se concilier le concours des peuples, l'agrément de l'Europe, si elle eût témoigné de son esprit pacifique et de son respect pour les garanties constitutionnelles. Les appétits l'ont emporté sur les nobles ambitions, l'esprit militaire sur l'esprit moderne, la politique d'embrouillement sur la politique de franchise. Qui trompe-t-on ici? comme dit Figaro. Il fallait choisir ou de s'agrandir et de rendre l'Allemagne à elle-même, ou de se mettre à la tête de l'Allemagne en renonçant à s'agrandir, car se dire Allemand, déclarer qu'on avait fait la guerre pour l'Allemagne, pour les intérêts de la grande patrie, et en même temps exercer sur les Allemands du Hanovre et de la Hesse le droit de conquête comme on l'eût fait sur des étrangers, la contradiction était trop flagrante, c'était démasquer trop ouvertement ses véritables visées. Et qu'on ne cite pas l'exemple du Piémont, lequel a conquis la péninsule sur l'étranger et sur des dynasties vassales et clientes de l'étranger, sans compter qu'il lui apportait toutes les libertés, sans compter qu'il a pour ainsi dire disparu dans sa victoire, et qu'il s'est anéanti volontairement au profit de cette Italie qu'il avait créée de son sang. — Si vous êtes des Allemands, pouvaient dire à la Prusse les Hanovriens et les Hessois, d'où vient que vous tenez si fort à faire de nous des Prussiens? Si vous êtes nos protecteurs naturels, pourquoi nous prenez-vous? Si nous sommes votre sang et votre famille, pourquoi commencez-vous par démarquer notre argenterie et notre linge pour y graver des aigles prussiennes? — Si vous faites des conquêtes en Allemagne, pouvaient s'écrier de leur côté les Saxons, c'est qu'apparemment vous n'êtes pas des Allemands. Confessez-le franchement, et puisqu'on peut dire encore de vous ce que le marquis d'Argenson disait du grand Frédéric : il fait son pot à part, — ne vous mêlez pas de nos affaires, laissez les Allemands s'arranger entre eux, et de grâce respectez le pot des autres.

Les chasseurs ont depuis longtemps découvert qu'il est dangereux de courir deux lièvres à la fois. Prétendre concilier les annexions et les conquêtes morales, le bonheur de s'agrandir et cet ascendant que donne le désintéressement politique, qui est souvent le meilleur des calculs, vraiment c'est vouloir l'impossible. Aussi les vrais libéraux prussiens, élite d'esprits supérieurs et éclairés, très attachés à leur pays, mais qui ne laissent pas d'avoir la fibre allemande, ont-ils amèrement déploré les annexions. Ils ont senti que c'en était fait du prestige moral de la Prusse, que désormais il n'était plus possible de croire à sa *mission allemande*, que les espérances de l'Allemagne étaient indéfiniment ajournées. Au lende-

main de Sadowa, le Mein n'était qu'un mince filet d'eau. Les battus du midi étaient disposés à prendre leur parti de leur défaite, qu'ils attribuaient à la faiblesse de leurs gouvernemens, à l'impéritie de leurs généraux; ils se disaient qu'après tout les Prussiens étaient des Allemands, qu'ils venaient de prouver à l'Europe que les Allemands savent vouloir et agir. Aujourd'hui le Mein est un fleuve, et le particularisme a repris toute sa puissance à Munich et à Stuttgart. Bavarois et Souabes s'en tiennent au *statu quo*. Cette confédération du nord, où on les presse d'entrer, leur fait l'effet d'une ratière qu'on n'a pas même pris la peine d'amorcer. Les vents qui soufflent de Berlin n'apportent à leurs oreilles qu'un bruit de tambours et des airs de trompettes, les murmures de contribuables qu'on surcharge, le râle obstiné du Hanovre, qui ne peut se décider à mourir, par intervalles le sourd gémissement de la Saxe, qui, le cou pris dans un nœud coulant, cherche à se dégager et se plaint qu'on l'étrangle. Ces concerts n'ont rien qui les puisse ravir. Ils secouent la tête et se disent : On pourra nous prendre, nous ne nous donnerons pas.

Les libéraux prussiens, qui considèrent les annexions comme une faute, ont une autre raison encore de souhaiter que la Prusse pût rendre gorge. Depuis que la guerre de Crimée a brisé le faisceau des trois puissances du nord, il n'y avait plus en Europe d'alliance naturelle, nécessaire, permanente. Les atomes politiques flottaient en liberté, ils se rencontraient, s'accrochaient au passage, contractaient des unions éphémères, et bientôt se séparaient pour en former d'autres au gré du vent qui soufflait. La paix de Prague a mis fin à cet état de choses. Il y a désormais en Europe une alliance nécessaire et permanente, et cette alliance est dirigée contre les ambitions prussiennes. La France et l'Autriche interprètent de la même manière et au pied de la lettre l'article IV du traité de Prague, qui assure au midi de l'Allemagne une existence indépendante et internationale. Cet article les console en quelque mesure, l'une de sa déception, l'autre de sa défaite; elles ont d'égales raisons de ne pas se le laisser escamoter. Pour la France, c'est une question de sûreté, et si elle doit à ses principes tant de fois proclamés de ménager beaucoup les sentimens nationaux de l'Allemagne, on ne peut lui demander de respecter les convoitises de la Prusse. Pour l'empire des Habsbourg, c'est une question d'existence. Que la Bavière devienne une province prussienne, et la Prusse, maîtresse du Danube, des routes et des portes de Vienne, revendiquera dès demain pour l'Allemagne les provinces allemandes de l'Autriche, désormais menacée d'une expropriation et de se voir réduite à je ne sais quel empire hongro-slave qui ne serait plus l'Autriche. Les cabinets de Vienne et de Paris sont aujourd'hui liés par de communs intérêts; il n'est pas

besoin d'écrire, il est à peine besoin de parler; leur alliance est si naturelle, leur est tellement imposée par la situation, qu'il faudrait pour la rompre des conjonctures trop extraordinaires pour qu'on les puisse prévoir, ou un accès de démence que rien non plus ne fait présager. Il passe pour constant en Allemagne que la Prusse ne pourrait franchir le Mein sans trouver devant elle cette redoutable coalition. De là ce malaise dont toute l'Europe souffre, ces défiances réciproques, cette nécessité de s'armer jusqu'aux dents, les inquiétudes, les embarras d'une paix incertaine et morbide. Depuis 1866, une guerre est dans l'air; par lassitude de la craindre, beaucoup de gens se prennent à la souhaiter, préférant le mal à la peur du mal et désirant, comme ils disent, qu'on en finisse. Heureusement cette guerre qui finirait tout est difficile à commencer, puisqu'on nous l'annonce de mois en mois depuis trois ans, et que les belligérans en sont encore à se regarder l'arme au pied.

Est-elle certaine, est-elle probable, cette grande mêlée qui serait peut-être aussi longue que celle de 1866 a été courte? A qui appartient-il de la vouloir et de la commencer? Il nous semble prouvé que ce droit de redoutable initiative n'appartient ni à l'Autriche ni à la France. Quels que puissent être leurs déplaisirs ou leurs rêves secrets, ces deux puissances sont dans la position de gens qui se défendent et à qui l'offensive est interdite. Elles sont condamnées à accepter les faits accomplis, à prendre pour base de leur politique la paix de Prague; leur rôle consiste à la faire respecter des autres, à empêcher qu'on ne la viole ou qu'on ne l'élude à leurs dépens.

C'est une des vertus des Allemands de savoir profiter de leurs revers. Il n'est pas d'exemple dans l'histoire qu'un peuple ait fait un usage plus heureux de ses malheurs que ne l'ont fait la Prusse après Iéna, l'Autriche après Sadowa. Sa défaite a donné à l'Autriche M. de Beust et la liberté, et elle est à moitié consolée d'avoir été battue; mais l'organisation nouvelle qu'elle a dû s'imposer, très favorable à son bien-être intérieur, l'est beaucoup moins à la liberté de ses mouvemens au dehors, et lui ôte cette facilité d'entreprendre qu'elle possédait autrefois et dont la Prusse a hérité. Un gouvernement libéral doit compter avec l'opinion publique; le malheur du gouvernement autrichien est qu'il y a désormais dans l'empire deux opinions publiques, et qu'il doit se mettre en règle avec l'une et l'autre, s'attacher aux intérêts communs qui les peuvent concilier, ne rien essayer avant de les avoir accordées. Or l'opinion hongroise est d'avance hostile à tout ce que pourrait tenter le cabinet de Vienne pour défaire ce qui a été fait à Prague et pour reconquérir son ancienne situation en Allemagne. La Hongrie a le visage et les yeux tournés vers l'Orient, elle ne demande qu'à vivre en paix avec la Prusse; tous ses ombrages et toutes ses défiances lui vien-

nent de la Russie; il n'y a de guerre populaire au-delà de la Leitha que celle qui pourrait enrichir l'Autriche de dépouilles russes, du moins la fortifier contre les intrigues panslavistes de Saint-Pétersbourg. M. de Beust est tenu d'observer dans tous ses agissemens une extrême circonspection; on l'a accusé plus d'une fois, non sans aigreur, de nourrir des ressentimens, des rancunes, des idées de représailles et de revanche; on lui a reproché l'activité un peu inquiète de sa plume, également habile aux coquetteries et aux picoteries; on lui a fait un crime de ses démangeaisons d'écrire, et on a feint de croire que ses dépêches allaient tout brouiller, que la paix de l'Europe était à la merci d'une épigramme finement aiguisée. « M. de Beust, a dit quelqu'un, est un grand ministre doublé d'un journaliste qui finira par le compromettre. » Nous ne voyons pas que jusqu'ici le ministre ait à se plaindre du journaliste, et que cette plume si vaillante, qui eut toujours les honneurs de la guerre, ait gravement compromis la politique autrichienne. On se plaît à croire à Berlin que l'Autriche est une ruine, le rêve d'une ombre, comme dit Pindare. Il est naturel qu'elle saisisse toutes les occasions de se rappeler au souvenir de ses amis et de ses ennemis, de dire son mot dans les questions qui les intéressent, de leur faire connaître ce qu'elle veut et ce qu'elle ne veut point, et de prouver qu'elle existe, que le fantôme parle et marche. M. de Beust a déclaré dans une dépêche célèbre que désormais l'empire des Habsbourg ne prendrait pour règle de sa conduite ni ses souvenirs, ni ses regrets, ni même ses sentimens, qu'il ne consulterait en toute rencontre que les intérêts de sa sûreté et de son influence dans le monde. Souffrir que l'Inn devînt un fleuve prussien serait pour l'Autriche un renoncement à l'existence. Il lui est bien permis de prévoir que, pour accomplir son rêve, la Prusse sera obligée de nouer certaines intrigues, de rechercher certaine alliance, de signer certaines promesses, qui d'un coup mettraient d'accord Autrichiens et Hongrois, de telle sorte que des deux côtés de la Leitha tout le monde s'entendrait à vouloir la guerre. Sa politique n'est pas ce système d'indifférence auquel la voudraient condamner ses ennemis; c'est une politique expectante. Elle ne peut qu'attendre l'occasion; il ne dépend pas d'elle de la créer.

La France est-elle plus libre que l'Autriche de provoquer la guerre? L'amour réfléchi de la paix est aujourd'hui une disposition dominante en France, témoin les dernières élections et les discours des candidats à leurs électeurs. On ne saurait nier cependant que, de toutes les guerres que pourrait faire la France, celle qui deviendrait le plus facilement populaire serait une campagne contre la Prusse. Autrefois un philosophe français affirmait, aux applaudissemens de son auditoire, que la France n'avait pas été vaincue à

Waterloo; c'est aujourd'hui la fantaisie de beaucoup de Français de prétendre qu'ils ont été vaincus à Sadowa. On ne saurait prendre plus franchement le contrepied de cette fameuse circulaire qui déclarait que la France voyait dans l'agrandissement de la Prusse l'accomplissement des destinées et de la philosophie de l'histoire. La vérité se trouve entre ces deux extrêmes; c'est pousser d'un côté trop loin la rage d'avoir été battu, de l'autre la fureur d'être content de soi. La France n'a sujet ni de se couvrir la tête de cendres, ni de se féliciter d'une situation qu'elle n'a point voulue, qu'elle a subie, et dont les obscures conséquences se dérobent encore au calcul. On ne saurait nier que le gouvernement impérial s'est trompé dans ses pronostics, qu'avec toute l'Europe il s'est abusé sur la véritable force de la Prusse, que malgré certains avertissemens, malgré les inquiétudes du ministre qui occupait alors l'hôtel du quai d'Orsay et qui condamnait la politique expectante, il a voulu garder toute sa liberté d'action dans la prévision d'une guerre longue, indécise, qui promettait à la France les avantages d'un glorieux arbitrage, dont elle comptait s'acquitter avec une habile modération. Il est peu probable qu'à Biarritz M. de Bismarck ait rien promis, parce qu'il est peu probable qu'on lui ait rien demandé; celui qui demande se lie comme celui qui accorde, et la politique impériale entendait se conserver libre de tout engagement. Comment ne pas songer à ce Memnon qui conçut un jour le projet insensé d'être parfaitement sage? La parfaite sagesse des Tuileries avait compté sans les succès foudroyans de la Prusse. Ses calculs furent confondus, son jeu fut bouleversé, et l'arbitre qui attendait son heure dut se borner à enrayer le char triomphal du vainqueur. Il est regrettable que la France ait après coup réclamé à Berlin une compensation. Mécontent d'avoir servi malgré lui une politique qu'il blâmait et dont il avait prévu l'issue, M. Drouyn de Lhuys essayait d'en revenir à la sienne, à ce système d'*arrangement gradué* qu'il avait conseillé, et qui consistait à dire à la Prusse : Si vous prenez peu, nous ne demanderons rien; si vous prenez beaucoup, nous réclamerons notre part. La Prusse avait assurément beaucoup pris; mais on en était réduit à lui demander bien peu. Était-ce la peine de s'exposer à l'affront d'un refus? M. Benedetti, qui avait si habilement rempli son rôle à Nikolsbourg, se voyait condamné à le gâter, et sans doute il lui en coûta beaucoup d'obéir. On assure que M. de Bismarck lui offrit avec une grâce parfaite Genève, un morceau de Belgique, ce qui lui attira cette réponse : Ces pays sont-ils donc à vous? Sur quoi l'ambassadeur français partit pour Paris et s'en alla demander à son gouvernement s'il voulait la guerre et s'il était prêt, regrettant apparemment de n'avoir pu commencer par là.

La France, en 1866, n'était pas prête, et il lui est permis de le regretter; mais du moment qu'elle ne voulait ni ne pouvait faire la guerre, il faut convenir qu'elle s'est tirée avec honneur des embarras où l'avaient engagée ses fausses prévisions. — « On est singulièrement injuste à Paris envers le gouvernement impérial, nous disait un homme d'état allemand que nous avons déjà cité. Après tout, la France n'a pas eu besoin de faire avancer un seul régiment sur le Rhin, et sa parole a eu assez d'autorité pour se faire écouter. Elle a arrêté la Prusse sur le Mein par un mot, elle a sauvé la Saxe par un mot, plus tard elle a ôté le Luxembourg à l'Allemagne par un mot. » Non, il ne peut être question en tout cela ni d'affront à venger ni de défaite à réparer; il s'agit seulement d'un mécompte sur lequel on serait bien aise de ne pas rester, aujourd'hui qu'on est prêt. On s'imagine en Allemagne que le gouvernement impérial serait heureux de trouver dans quelque grande entreprise hors de ses frontières un dérivatif à ses difficultés intérieures, en sorte qu'après avoir rendu à la France la liberté de parler et d'écrire pour se faire pardonner les échecs de sa politique étrangère, il chercherait à engager une partie au dehors pour lui faire oublier qu'elle s'est mise en tête de se gouverner elle-même. Une conduite si incohérente, si décousue, si hasardeuse, nous paraît peu vraisemblable. L'empereur Napoléon est un esprit trop grave, trop réfléchi, pour ne pas se rendre compte des conséquences de ses actions. Ses ennemis croient remarquer dans sa conduite des indécisions et des tâtonnemens auxquels il n'avait point accoutumé l'Europe. Peut-être en faut-il chercher la raison dans l'importance qu'ont acquise récemment en France les questions de personnes, et qu'elles ne pouvaient avoir alors qu'une dictature qui croyait en elle-même se chargeait de vouloir et de décider pour tout le monde. Le jour où le pouvoir personnel abdique, le jour où le gouvernement d'influence est substitué au gouvernement d'autorité, il faut trouver des hommes, et l'empereur, comme tous les politiques à étoile qui ont beaucoup vécu avec leurs idées et cherché en eux-mêmes le secret du destin, tâtonne et se trompe souvent dans les questions de personnes, — on étudie mal ce qui semble indifférent; — mais sur les choses il ne peut hésiter, et il est difficile de croire qu'il n'ait pas une vue nette de l'avenir qu'il est en train de préparer à son pays et à lui-même. En France, au XIXe siècle, le pouvoir personnel ne peut avoir qu'un temps; l'empereur a voulu profiter du délai qui lui était accordé pour accomplir cinq ou six grandes entreprises qui devaient donner à son règne un caractère et en être en quelque sorte la signature. Il a réussi dans la plupart, les autres lui ont manqué dans la main, et l'échéance, hâtée par ses échecs, l'a surpris avant qu'il eût exécuté tout son programme. Toutefois il ne peut ignorer que les situations sont plus

fortes que les volontés, et qu'en rendant à la France le régime parlementaire il s'ôte à lui-même le droit et le pouvoir de faire une guerre de fantaisie ou de revanche. Il n'y a plus de possible pour lui qu'une guerre de raison ou de conservation. Quel que soit son amour de la paix, que la France se sente atteinte dans sa sûreté et dans son honneur par une imprudente provocation ou par quelque entreprise sournoise ou violente contre quelqu'un de ces petits états qui sont la plus sûre garantie de son influence dans le monde, l'empereur pourra faire ce qu'il voudra, il aura le pays derrière lui. Ajoutons qu'il lui importe si fort que cette guerre soit heureuse et d'avoir toutes les chances pour lui, qu'il faudra que la provocation soit de nature à mettre l'opinion européenne de son côté. On voit que l'occasion qu'il lui est permis de rêver, il ne dépend pas de lui de la créer; c'est à la Prusse qu'il appartient de la lui fournir.

Ce qui cause le malaise actuel, ce qui impose aux peuples les charges écrasantes de la paix armée, c'est qu'il y a en Europe une question ouverte, et c'est la Prusse qui la tient ouverte. La Prusse autrefois attendait; sa politique dépendait de ce que feraient les autres. Aujourd'hui elle est en possession de les faire attendre; elle tient dans sa main la paix et la guerre et les lendemains de l'Europe; c'est à elle de vouloir et de décider, honneur dont elle a le droit d'être fière, et que personne ne lui enviera, si elle accepte la charge avec le privilége, et si elle a le sentiment sérieux de sa responsabilité.

La Prusse veut-elle la guerre? Assurément elle a beaucoup de raisons de ne pas la vouloir. « Pour faire la guerre, disait Voltaire, il faut qu'il y ait prodigieusement à gagner, sans quoi on la fait en dupe. » Que rapporterait une nouvelle campagne à la Prusse? Quelque confiance qu'elle puisse avoir en ses armées, on est trop avisé à Berlin pour ne pas envisager les mauvaises chances de cette formidable loterie qu'on appelle la guerre. La Prusse n'ignore pas que, si elle a dû avant tout ses succès à l'habileté de ses combinaisons, à la valeur de ses soldats, une part de la victoire revient à sa fortune, et s'il est permis de compter deux fois sur son courage ou sur son mérite, il est défendu de compter deux fois sur son bonheur. La Prusse n'a plus en face d'elle une Italie inachevée dont elle pouvait acheter l'alliance en lui offrant Venise, une Autriche obstinée à maintenir sa grande situation et en Italie et en Allemagne, et qui d'avance succombait sous le poids de ses prétentions, une France à qui la neutralité était commandée par ses embarras au Mexique, par ses affections italiennes, et qui attendait, l'épée au fourreau, les bras croisés, un improbable concours de circonstances qui lui permît de gagner sans avoir rien risqué. A cette heure, l'habile pêcheur de Berlin ne peut plus compter sur l'eau trouble pour faire bonne pêche. Les situations sont nettes, les conduites sont indi-

quées d'avance. Est-il sage d'affronter des intérêts coalisés qui savent ce qu'ils feront, pour s'annexer des populations froides ou hostiles, résignées tout au plus à se laisser prendre, mais décidées à ne pas se donner?

La Prusse sent son isolement. Il lui faut une alliance. Où la trouvera-t-elle? Est-elle sûre de la Russie, peu charmée de sa prétention à faire de la Baltique un lac prussien? Que lui promettra-t-elle pour la gagner et que lui peut-elle promettre sans indisposer l'Angleterre? Si, renonçant à lier partie avec Saint-Pétersbourg, la Prusse cherche à s'assurer la neutralité de l'Autriche, ne faudra-t-il pas s'entendre avec le cabinet de Vienne sur le vrai sens de la paix de Prague, s'engager à respecter en quelque mesure l'article IV et cette indépendance des états du sud qui permet à l'Autriche de respirer du côté de l'Allemagne? Ces gouvernemens du sud eux-mêmes, ne faudra-t-il pas entrer en pourparlers avec eux pour s'assurer leur concours? Depuis que la Prusse a fait ses annexions, les Allemands ne peuvent plus traiter avec elle sans lui demander des garanties, et on trouverait difficilement au sud du Mein un soi-disant prussophile qui consentît à entrer dans la confédération du nord sans conditions. Or il en coûterait beaucoup au cabinet de Berlin de négocier avec ces états secondaires qu'il traite dédaigneusement de non-valeurs politiques, et il est difficile de croire que M. de Bismarck consentît à réformer sa confédération du nord, chef-d'œuvre de sa politique, pour y fourrer ces libéraux souabes qui, selon le mot d'un conservateur prussien, *rendraient la cuisine impossible.* Qu'on ne dise pas que les états du sud se sont à jamais liés par les traités d'alliance qu'ils ont signés avec la Prusse au lendemain de Sadowa. Ces traités, par lesquels les parties contractantes se garantissent l'intégrité de leurs territoires, sont solidaires du traité de Prague, et dès qu'il y aura doute sur l'interprétation du traité de Prague, il y aura doute sur l'interprétation des traités d'alliance. En un mot, les états du sud ont gardé le droit de déterminer le *casus fœderis.* « C'est un droit qui ne fait pas question, » disait le 29 octobre 1867, à la chambre des députés de Stuttgart, le président du ministère wurtembergeois, M. de Varnbühler, et il ajoutait : « La Prusse nous a demandé si nous considérions l'affaire du Luxembourg comme un *casus fœderis.* Nous lui avons répondu que nous devions préalablement connaître et apprécier les circonstances. Cette réponse a été trouvée suffisante. » Sans doute, en pareille occurrence, l'embarras des gouvernemens du sud serait extrême. Ils auraient à s'inspirer d'une part du sentiment national, qui est très vif à Stuttgart et à Munich; mais l'opinion du midi ne se prononce pas avec moins d'énergie sur la nécessité de demander des garanties à la Prusse, et les gouvernemens ne pourraient lui

accorder leur concours sans marchander, sans lui faire leurs conditions. Dans cet embarras, on pousserait le temps avec l'épaule, on étudierait, on éplucherait la question, et de protocole en protocole on attendrait peut-être tout doucement que la fortune eût prononcé. Que si on se décidait sur un signe de cette capricieuse déesse à seconder la Prusse et qu'on l'aidât à vaincre, pourrait-elle prendre ce moment pour dépouiller ses alliés? Guerre bien hasardeuse en vérité que celle où un échec remettrait tout en question, Sadowa, les annexions, la grandeur de la Prusse, et où d'autre part la victoire ne conduirait pas sûrement au but et condamnerait le vainqueur à des concessions qui corrompraient la douceur de son triomphe!

Somme toute, il est probable que le roi Guillaume et son ministre ne sont pas pressés de commettre les résultats acquis aux hasards d'une aventure. Le roi est dans un âge où le désir de conserver l'emporte d'ordinaire sur le désir d'acquérir, et il peut se flatter d'avoir fait assez pour sa grandeur et pour celle de son pays. M. de Bismarck de son côté est homme à jouir de sa gloire; il ne recommencera une partie que si certains événemens liaient les bras à la France. Le grand tour d'escamotage s'est trouvé plus difficile qu'il ne l'avait d'abord pensé; il est à croire qu'il en a pris son parti, et se soucie médiocrement de l'accession du midi, qui ajouterait aux embarras de son gouvernement. Les conservateurs prussiens ne s'en soucient pas plus que lui; ils ont peur de la démocratie et des *cerveaux brûlés* du midi; ils parlent avec une arrogance amère de cette *lourde et épaisse Bavière ultramontaine*, de ce Wurtemberg *idéologue et démagogue*, de la *phrase* et de l'incorrigible indiscipline du midi, *die süddeutsche Zuchtlosigkeit*. Il vaut mieux, suivant eux, laisser ces Souabes et ces Franconiens, qui demandent des garanties quand on aurait besoin de leur en demander, bouder chez eux jusqu'au moment où on pourra les tenir pieds et poings liés, les discipliner et les dresser. Il est vrai que Baden semble racheter par ses empressemens la mauvaise grâce et les méchans propos de ses voisins; mais on sait très bien à Berlin ce qu'il y a sous ces empressemens, et que les vœux du pays y ont moins de part que certaines influences secrètes, que des attachemens de famille, les inquiétudes d'un gouvernement faible qui a peur de beaucoup de choses, et qui aspire à se faire médiatiser dans l'espérance d'être plus fort contre les menées des radicaux et des ultramontains. Faire la guerre pour Baden, pour accéder à certaines requêtes éplorées, vraiment ce n'est pas la peine. Et n'a-t-on pas chez soi assez d'occupations pour passer honnêtement le temps et ne se point ennuyer, des populations annexées à éduquer et à contenir, une constitution ecclésiastique à perfectionner, des synodes et des justices de paix à expérimenter, une marine à créer, des conversations à soutenir avec le parlement,

des finances malades à guérir, un déficit à combler, des procès politiques à expédier, des journaux à saisir et de petits Francfortois à exporter?

Le malheur de la situation est que le gouvernement prussien, fût-il animé des sentimens les plus sages et les plus pacifiques, fût-il décidé à s'en tenir au *statu quo*, à laisser dormir indéfiniment la question du Mein, serait forcé de se garder le secret. Il est possible qu'il veuille résolûment la paix et qu'il n'y ait en ce moment plus de question allemande; mais il ne peut le dire. Il est des désirs qu'il ne peut ouvertement contrarier, il est des espérances qu'il ne peut décourager; il lui est interdit de rassurer l'Europe, de la délivrer de ces visions de bataille, de ce cauchemar intermittent qui trouble ses digestions. Si puissant que soit un gouvernement, il est obligé dans un pays comme la Prusse de compter avec les partis, avec leur tenace obstination. Si M. de Bismarck venait dire un jour hardiment à la chambre prussienne : « Il est bon d'être conséquent avec soi-même et d'accepter la logique des situations. En 1866, nous avons profité de nos victoires pour agrandir la Prusse, et nous avons fait aux petits états du nord des conditions telles que les états du sud ont abjuré pour longtemps tout désir de faire ménage avec nous. Nous sommes contens de ce que nous avons fait, et peu nous importe ce qu'en pense l'Allemagne. Nous sommes Prussiens, nous faisons de la politique prussienne. Nous ne savons ce que nous réserve l'avenir; mais rien ne presse, et dans l'intérêt de la paix de l'Europe nous nous déclarons satisfaits. Aussi bien la besogne ne nous manque pas : nous avons à digérer nos annexions, à mortifier et à mater les petits états nos confédérés pour les rendre mangeables, car il est écrit qu'un jour ou l'autre nous les avalerons; mais l'Europe peut se rassurer, nous acceptons pleinement la paix de Prague et la limite du Mein... » Une telle déclaration soulèverait un *tolle* général, et la *Gazette nationale* pousserait des cris de fureur qui feraient voler en éclats toutes les vitres de la Wilhelmsstrasse.

Le parti *national-libéral* exerce par sa force numérique et par la considération dont jouissent ses chefs une véritable puissance. Après le roi, son ministre et la chambre des seigneurs, c'est en Prusse le quatrième pouvoir de l'état. Un parti qui compte parmi ses coryphées des hommes tels que MM. de Forckenbeck, de Bennigsen, Miquel, Twesten, Lasker, de Bunsen, ne le cède à aucun autre en Europe pour l'honorabilité personnelle, pour les lumières et les talens; il renferme des orateurs, des jurisconsultes, des administrateurs, nombre d'esprits distingués et de caractères au-dessus de tout soupçon. Ce qu'on peut reprocher aux nationaux-libéraux leur

est à peine imputable; c'est aux circonstances qu'il faut s'en prendre de leurs fautes. Il est fâcheux pour un parti qui soutenait une cause juste d'être battu par les événemens; le malheur est plus grand encore quand il se prend à se repentir d'avoir eu raison et à se féliciter d'avoir été battu. Les Allemands sont en général plus incorruptibles à l'adversité qu'au bonheur. Ils ont prouvé dans les grandes crises de leur histoire qu'ils possèdent cette espérance infatigable dont les ailes, selon le mot du poète, croissent et grandissent à mesure que tout la trompe; mais le succès les grise, et les dispose à absoudre toutes les habiletés. Comme le dormeur éveillé du conte arabe, qui, dans son ivresse d'avoir été calife une nuit durant, prenait en mépris sa cabane nue, sa pauvreté, son honnêteté, et, méconnaissant sa vieille mère, se mit à la rouer de coups, les Allemands, dans l'exaltation du succès, se mettent en colère contre leur vieille conscience, la traitent de haut en bas, la renvoient bien loin, lui reprochant de ne rien entendre aux affaires, et que, s'il ne tenait qu'à elle, on ne serait jamais calife. Elle saura bien les retrouver, on ne se débarrasse pas ainsi d'une conscience allemande; mais, pendant qu'ils sont brouillés avec elle, ils ont le temps de commettre quelques légèretés, qu'ils racontent à l'univers d'un air cavalier et vainqueur. Les libéraux prussiens ont fait tout ce qui était en eux pour prévenir la guerre de 1866; ils ont rejeté coup sur coup, pendant plusieurs années, la nouvelle loi militaire, ils ont défendu avec autant d'éloquence que d'énergie les droits de la chambre contre la couronne et stigmatisé la politique illégale et criminelle qui conduisait leur pays à une guerre fratricide et l'entraînait à sa perte. Après Sadowa, il s'est trouvé que cette coupe amère qu'ils avaient voulu éloigner des lèvres de la Prusse était pleine d'un nectar délicieux, dont ils ont bu eux-mêmes à longs traits. Il n'est pas rare d'entendre un libéral berlinois dire avec complaisance, presque avec attendrissement : Notre Bismarck. L'homme qu'on voulait jadis traîner aux gémonies a su donner des ombrages à la France. Que ses péchés lui soient pardonnés!

Toutefois l'honneur du parti ne permettait pas aux nationaux-libéraux d'accorder à M. de Bismarck un témoignage d'absolue satisfaction. Ils se sont décidés à le blâmer, non de ce qu'il avait fait, mais de ce qu'il n'avait pas fait assez. Eux qui ne voulaient rien, ce qu'on leur donnait ne leur suffisait plus; désormais ils demandaient tout. On a entendu dans la seconde chambre un député libéral tancer le ministère pour s'être trop hâté d'assurer aux petits états qui s'étaient rangés du côté de la Prusse la conservation de leur territoire et déclarer qu'il était vraiment déplorable qu'on n'eût pas incorporé dans la Prusse toute l'Allemagne du nord, y compris la

Saxe. Un autre, recourant à des arguties byzantines pour concilier le droit de conquête avec le droit moderne, prétendait que la souveraineté des états secondaires était quelque chose de contraire à l'histoire, *etwas unhistorisches*, un abus imposé à l'Allemagne par Napoléon Ier, et qu'en prenant le Hanovre on faisait non pas une annexion, mais une *réunion*. Achever l'unité allemande en centralisant le nord et en conquérant le sud, voilà le mot d'ordre du parti. Les mêmes gens qui avaient repoussé le verre de gloire qu'on leur présentait en sont venus à vouloir défoncer le tonneau. Ce n'est pas qu'au milieu de leurs fumées ils oublient la liberté, leur ancien amour, mais ils savent que les circonstances lui sont peu favorables; désespérant de son prochain triomphe, ils se distraient de leur chagrin par des rêves fiévreux de grandeur. Ils veulent commencer par l'unité, ils arriveront plus tard à se rendre libres, comme si l'épée avait jamais fondé la liberté, comme si l'épée ne gardait pas pour elle tout ce qu'elle prend, comme s'il était d'exemple dans l'histoire que des canons victorieux aient fait hommage de leurs conquêtes à un parlement. Il est vraiment curieux de voir l'organe principal du parti, la *Gazette nationale*, présenter un jour à ses lecteurs prussiens un tableau lugubre de la situation intérieure, déplorer l'absence des garanties constitutionnelles et prophétiser à la liberté une longue suite de jours sombres et douloureux, puis le lendemain, s'adressant aux Allemands du sud, censurer aigrement leur particularisme, leur peu de sentiment national, leur amitié pour l'étranger, leur reprocher de ne s'être pas encore annexés à la Prusse. Ils pourraient répondre : Avant de nous inviter chez vous, faites de grâce que votre maison soit logeable.

Qui ne connaît le charmant conte des *Deux Maîtresses?* L'auteur a voulu prouver qu'il est possible d'aimer deux femmes à la fois. Son héros, nommé Valentin, avait partagé son cœur entre une marquise et une bourgeoise, et tantôt son ton léger, son chapeau de travers, son air d'enfant prodigue, le faisaient prendre pour quelque talon rouge d'autrefois, tantôt on ne voyait plus en lui qu'un modeste étudiant de province se promenant son livre sous le bras. Cependant, dit l'histoire, il gardait dans ses bizarreries un reste de logique, et, s'il y avait en lui deux hommes, ils ne se confondaient pas. Les libéraux-nationaux sont comme ce Valentin, ils ont deux maîtresses, la liberté et la gloire, et ils les adorent l'une et l'autre. Aussi les appelle-t-on en Allemagne les hommes aux deux âmes, *die Zweiseelenmänner*.

Si le gouvernement prussien avait ses caisses pleines, il pourrait à la rigueur se soucier modérément des déplaisirs et des rancunes des nationaux-libéraux. C'est un axiome de la politique prussienne

qu'un ministère qui a les mains garnies peut traiter sous jambe son parlement. Aujourd'hui le gouvernement a de fréquens besoins d'argent, et il ne peut s'en procurer sans l'agrément des hommes aux deux âmes. On sait qu'en Prusse la chambre n'a qu'un droit incomplet de voter l'impôt : à proprement parler, elle ne vote que le budget des dépenses, la constitution renfermant un article 109 qui déclare que tous les impôts, une fois consentis, continuent à être perçus indéfiniment; mais s'agit-il d'en établir un nouveau, les nationaux-libéraux profitent de cette occasion pour dire : — Donnant, donnant. Nous vous voterons des fonds, si en retour vous nous accordez quelque chose, et par exemple la suppression de cet article 109, qui rend toutes nos libertés illusoires. Concédez-nous le droit absolu de budget, nous vous promettons d'être coulans. — Ce marché n'a guère de chances d'être accepté. Le roi, dit-on, a juré qu'on lui couperait plutôt la main droite que d'obtenir de lui la suppression de l'article 109. Comment serait-il disposé à renoncer à la moindre de ses prérogatives? En 1866, il a eu raison contre tout le monde. Six semaines après Sadowa, quand la victoire ouvrait tous les cœurs à la conciliation, il répondait à la députation de la chambre chargée de lui remettre l'adresse qu'il avait dû gouverner pendant plusieurs années sans budget voté par le parlement, que ce qu'il avait fait alors, il avait dû le faire, et qu'il le referait le cas échéant. — Il est bon d'être tout à fait constitutionnel, et nous sommes ici très forts sur ce chapitre, disait un jour le roi Léopold. Le roi Guillaume est très constitutionnel aussi, il pratique avec une parfaite sincérité sa constitution telle qu'il l'entend, et il croirait manquer au premier de ses devoirs, s'il permettait que le droit divin cédât à ce qu'il appelle la pression parlementaire. — Les libéraux, comme on peut croire, n'ont pas meilleur jeu avec M. de Bismarck. Il n'est pas homme à redouter un *conflit*, bien qu'il ait déclaré un jour qu'il verrait avec regret le *conflit* devenir en Prusse une institution nationale et permanente. On raconte que, lorsqu'il était à Saint-Pétersbourg, il s'était amusé à apprivoiser un jeune ours, lequel avait ses entrées dans son salon, mais finissait toujours par grogner et prendre des privautés désagréables. Alors M. de Bismarck le saisissait à bras le corps, le secouait vigoureusement, le réduisait au silence et le mettait à la porte. « Voilà, disait-il en riant, comme il faut traiter les assemblées parlementaires. » Aujourd'hui encore, quand l'ours libéral grogne, il s'entend à le secouer, et quand son parlement sollicite des extensions de pouvoir, il lui oppose, non le droit divin, mais les droits du génie. « Le parlementarisme, dit-il, serait le règne du dilettantisme, et les dilettanti sont des bousilleurs qui gâtent les affaires. » Tel Paganini remettant à sa place un petit

amateur de salon qui lui voudrait enseigner à tenir son archet... Entre le roi et son ministre, entre le droit divin et les droits du génie, les nationaux-libéraux se trouvent comme étranglés entre deux battans de porte. Alors ils se retournent d'un autre côté. Ils n'ignorent pas qu'il leur est impossible d'en finir de si tôt avec M. de Bismarck. Forcés de le subir, il désirent qu'il leur serve à quelque chose. Ils ont une confiance absolue dans son habileté diplomatique. Qu'il fasse mine de passer le Mein, et les cordons de la bourse se dénoueront comme par miracle.

Les conversations du gouvernement prussien et des nationaux-libéraux peuvent se résumer ainsi : Nous manquons d'argent, nous ne pouvons plus aller. Il faut que vous nous votiez de nouveaux impôts. — Ah! permettez, nous ne croyons pas à votre disette d'argent. Vous voulez remplir vos caisses pour pouvoir vous passer de nous. — Examinez nos livres, vous verrez qu'il s'agit d'un déficit sérieux, permanent, tout ce qu'il y a de plus permanent. — Soit, nous vous voterons des fonds, si en retour vous nous accordez quelque chose. Il y a dans la constitution certain article... — Oh! ne nous parlez pas de cet article 109, ce serait ouvrir la porte au parlementarisme. Que deviendraient le droit divin, les droits du génie? Le dilettantisme perdrait la Prusse. — Fort bien, vous n'aurez pas un thaler. — En ce cas, nous serons forcés de faire des économies, et nous choisirons celles qui vous seront le plus désagréables. Les services publics en souffriront, nous dirons au pays que c'est votre faute. — Nous lui dirons, nous, que vous avez dans votre *trésor* 30 millions de thalers qui chôment et qui dorment. Que ne vous en servez-vous pour combler votre déficit? — Impossible, ces 30 millions sont le fonds de réserve de la guerre. La Prusse n'est pas riche; elle ne pourrait pas comme la France, lors de son dernier emprunt national, encaisser 100 millions de thalers en un jour. Nous serions les plus imprudens des hommes, si nous touchions à notre magot. Ne savez-vous pas que l'argent est le nerf de la guerre? — Alors que ne faites-vous quelques réductions dans le budget de l'armée? Sacrifiez quelques régimens de cavalerie. — Impossible encore. Dans l'état actuel de l'Europe... — Mais vous avez donc des projets? s'écrient les nationaux-libéraux, dont l'œil s'allume. Faites-nous-en part, vous savez que cela nous intéresse. Vous disposez-vous par hasard à passer le Mein? Nous sommes patriotes; si vous l'êtes aussi, nous voterons tout ce qui vous fera plaisir... Ici le gouvernement fait la sourde oreille et interrompt la conversation; mais une fois qu'ils ont touché ce bouton, les nationaux-libéraux ne sont pas gens à s'arrêter. Ils déclarent et répètent que passer le Mein est la chose la plus facile du monde, qu'on n'aura pas la guerre, que

l'Europe laissera faire. Le gouvernement les laisse dire, il sait à quoi s'en tenir, et que, si les nationaux-libéraux étaient au pouvoir, ils seraient aussi réservés et aussi circonspects que lui. C'est le grand avantage du gouvernement parlementaire que non-seulement les ministres, mais l'opposition elle-même s'y sentent responsables. Une opposition qui sur un vote de majorité a chance d'arriver au pouvoir sait qu'on la mettra en demeure d'exécuter son programme, de faire ce qu'elle demandait aux autres de faire; il en résulte qu'elle pèse ses paroles et ses censures, qu'elle s'abstient de demander l'impossible. Les libéraux-nationaux obtiendraient dix votes de majorité que cela ne changerait rien à la distribution des portefeuilles. « Ils peuvent chanter impunément tous les airs qui leur plaisent, nous disait un Berlinois; si jamais ils arrivent au pouvoir, ce sera dans si longtemps qu'on ne se souviendra plus qu'ils ont demandé la lune. » Ce qui n'empêche pas qu'un parti composé d'hommes honorables et sérieux qui demande tous les jours la lune est inquiétant pour le repos de l'Europe, parce que la répétition est de toutes les formes de rhétorique la plus puissante, et qu'un gouvernement finit par s'user quand son rôle se réduit à un perpétuel refus. Les plus forts n'y tiendraient pas, et, comme le disait récemment au sénat M. Chasseloup-Laubat, c'est la transaction qui gouverne le monde raisonnable. Puisse-t-il ne s'en point faire en Prusse aux dépens de la paix !

Il est fâcheux que M. de Bismarck soit un homme compliqué, mais incomplet. Esprit supérieur, caractère fortement trempé, homme d'entreprise et incomparable diplomate, il ne possède pas les qualités qui font d'un grand ministre le modérateur des partis. Il a su se créer une éloquence qui n'est qu'à lui, éloquence laborieuse, qui cherche le mot, mais le trouve toujours heureux, juste et quelquefois charmant. Ses discours, pleins de verve, d'*humour*, d'idées originales et spécieuses, bien que souvent contradictoires, sont toujours des événemens, et il n'est pas de talent oratoire dont l'Europe soit plus curieuse que du sien; mais il n'entend rien à cet art si délicat du maniement des assemblées. Soit hauteur, soit impatience nerveuse, il ne trouve pas ces habiles tempéramens qui concilient les dissidences, ou ces coups de partie qui étonnent et décomposent une majorité réfractaire. Il lui est plus facile de faire des complimens que des concessions, et sa méthode est d'emporter les hommes comme les choses de haute lutte; la résistance le rebute ou l'aigrit. « M. de Bismarck, disait un politique qui possède précisément tout ce qui manque au ministre prussien, est un homme d'une puissante imagination et d'un prodigieux caractère, qui n'est pas né homme d'état, qui l'est devenu par un concours singulier de cir-

constances, qui a réussi et qui jouit de son succès. Il en faut plus, il en faut moins, ajoutait-il, pour faire un ministre. Le premier point est de n'être pas un sot, le second de ne pas craindre les détails. » C'est peu de chose qu'un détail, et quelquefois c'est tout; la politique, comme la vie, en est faite. M. de Bismarck est un esprit jaillissant et bondissant, primesautier, riche en idées et en saillies; mais sa carrière fut un peu décousue: il n'a point passé par les filières accoutumées, il n'a pas eu le temps ni les occasions d'acquérir la science, qu'il dédaigne un peu et à laquelle l'instinct ne supplée pas toujours. Il méprise les pédans, les doctrinaires et les petits hommes; il méprise aussi les petites choses, et les petites choses se vengent.

Lorsque, alléguant des raisons de santé, il se fit relever provisoirement de la présidence du ministère prussien pour ne conserver que ses fonctions de chancelier de la confédération, ce grave événement fit beaucoup jaser Berlin. Les uns disaient tout simplement que M. de Bismarck était malade, et qu'il avait besoin de repos. D'autres prétendaient avec le *Kladderadatsch* que, lassé de sa malencontreuse campagne parlementaire de cette année, cet olympien jugeait à propos de quitter pour un temps l'arène poudreuse des pugilats oratoires et de rentrer dans son nuage, « où les flèches de Lasker et la lance de Twesten ne pouvaient l'atteindre. » Il voulait mettre sa gloire en sûreté, laissant à d'autres le détail épineux, et sachant bien, comme dit Voltaire, qu'en tout genre il n'y a que les choses principales qui restent dans la mémoire des hommes. D'autres enfin assuraient qu'il y avait des questions de personnes pendantes entre le roi Guillaume et son ministre, et que ce ne sont pas seulement les résistances et les refus de ses parlemens qui exercent une fâcheuse influence sur le système nerveux très irritable du chancelier de la confédération du nord. On affirmait que certaines destitutions désirées et demandées n'avaient pu être obtenues, et que M. de Bismarck était bien aise de laisser à quelques-uns de ses collègues la tâche ingrate de solliciter auprès du parlement prussien les accroissemens d'impôts qu'a refusés le parlement fédéral. Bien que le roi Guillaume se fasse un scrupule constitutionnel de renvoyer des ministres désagréables à la chambre et qu'il ait un attachement presque superstitieux pour tous les hommes qu'il a vus à ses côtés en 1866, il faut bien faire quelquefois de nécessité vertu, et ce qui se passe semblerait prouver que M. de Bismarck ne s'est point trompé dans ses calculs. Quoi qu'il en soit, si sa retraite se prolongeait longtemps encore, l'opinion publique s'inquiéterait, non qu'on puisse craindre qu'il s'ennuie dans ses grands bois de Varzin : il a tant de ressources dans l'esprit, qu'il s'accommode

à merveille de la solitude; il y a en lui un romantique à qui son cheval et ses sapins font compagnie; mais, tant qu'il n'aura pas repris son poste à la barre du gouvernail, il y aura je ne sais quoi d'incohérent et d'anormal dans la politique prussienne. Quoi qu'on lui puisse reprocher, M. de Bismarck a le sentiment des situations et peu de goût pour les dangereuses folies. Plaise à Dieu qu'il n'ait jamais à s'occuper de se rendre nécessaire! Tant de raisons militent pour le maintien de la paix, qu'elle a peu de risques à courir tant qu'il sera content de lui-même et de sa situation dans le monde. Plaise à Dieu qu'il n'en soit jamais réduit à frapper un grand coup pour raffermir sa fortune chancelante ou pour tirer la Prusse d'un nouveau conflit! Cela pourrait venir, quelque invraisemblable que cela paraisse, surtout si par malheur les difficultés intérieures de l'Autriche et les embarras révolutionnaires de la France condamnaient un jour ces deux gouvernemens à l'inertie et à l'impuissance. Le Mein serait bientôt franchi, et, sauf une élite d'esprits très sages et très sensés, Berlin battrait des mains.

La situation intérieure de la Prusse, les passions un peu factices des partis, qui, privés de satisfactions au dedans, en cherchent au dehors, voilà le point noir, voilà ce qui menace la paix de l'Europe. En vérité, il n'y a d'impatiens que sur les bords de la Sprée et à Carlsruhe. Les Allemands ne craignent pas les longues échéances, ils sont assurés de ne pas changer d'idée en chemin, et n'est-il pas facile de prendre patience quand on aperçoit quelque chose devant soi? Ce quelque chose dont on s'occupe d'avance et qui créerait à l'Allemagne une situation nouvelle, c'est l'avénement possible ou même probable du libéralisme sur le trône de Prusse dans la personne d'un prince ouvert aux idées modernes et plus Allemand que Prussien. Nous causions un jour de ce futur contingent avec l'un des grands politiques du midi; nous lui demandions si l'inauguration d'un régime libéral en Prusse ne changerait pas la face des choses et ne ferait pas tomber d'un coup les résistances souabes et bavaroises. « Il faut d'abord, répondit-il, savoir si un prince royal ne change pas d'idée en arrivant sur le trône, secondement si on le croira, troisièmement s'il trouvera des hommes. De toute façon, il aura beaucoup à faire. » Ajoutons qu'il aura beaucoup à défaire, et qu'à Berlin défaire est malaisé. Quiconque observera de près le tempérament de la Prusse, ses traditions, ses institutions, l'esprit de son peuple, surtout ce que ses maîtres ont fait depuis 1866, se convaincra que la situation actuelle est un provisoire qu'il est difficile de faire durer, et qu'il n'est pas moins difficile de détruire.

VICTOR CHERBULIEZ.

AUTOUR D'UNE SOURCE

DERNIÈRE PARTIE (1).

XXX.

Malgré l'anxiété générale, l'autorité ecclésiastique ne pouvait se décider à aucune action. L'archevêque, justement alarmé par l'énorme et rapide retentissement de cette affaire, était dans un embarras facile à comprendre. Le préfet continuait à lui adresser de respectueuses instances; M. Larreau, le comte de Manteigney, l'avaient supplié par des lettres pressantes d'ordonner une enquête. Refuser toute intervention, c'était méconnaître de hautes et puissantes influences. D'autre part, se hâter de répondre à la curiosité universelle, c'était compromettre la dignité ecclésiastique. S'il n'y avait eu là qu'une question purement religieuse, peut-être l'archevêque se fût-il décidé plus facilement à intervenir, quoiqu'une précipitation semblable fût, à vrai dire, sans exemple ; mais dans la circonstance ce miracle était visiblement doublé d'une entreprise commerciale avouée d'ailleurs publiquement. N'était-il pas à craindre qu'au milieu de ces rumeurs l'examen des faits ne fût singulièrement embarrassant? Chaque détail de l'enquête serait discuté, commenté par la presse en éveil... Savait-on au juste ce qu'il y avait sous cette mystérieuse affaire? Plusieurs miracles s'étaient déjà produits, il est vrai, dans le midi de la France; jamais la publicité n'avait devancé aussi impétueusement les décisions du chef du diocèse, qui se trouvait en ce cas-ci presque sommé d'agir, ce qui était inadmissible.

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, des 1er et 15 octobre et du 1er novembre.

Fort heureusement l'archevêque avait dans son intimité l'une des personnalités les plus séduisantes et les plus éclairées du clergé. Entré dans les ordres à la suite de grandes douleurs dont on parla beaucoup autrefois dans un certain monde, l'abbé Desvialle n'avait rien perdu de ses goûts élégans et délicats. C'était un homme de petite taille, à la bouche souriante, au regard affable et pénétrant, au visage délicieusement ravagé. Dans sa mise, aussi simple que possible cependant et semblable à celle de tous les autres prêtres, on découvrait immédiatement les mille recherches d'un homme coquet de lui-même et curieux de plaire. Au temps où les lois somptuaires imposaient aux gondoles de Venise un aspect uniforme, toutes étaient noires, sans décorations ni sculptures saillantes. Toutes les cabines étaient invariablement revêtues d'une housse en drap noir, et cependant à cent pas de distance on reconnaissait la gondole du patricien. Les ordonnances étaient observées à la lettre, mais le drap était fin, le fer de la proue brillait comme une lame de rasoir, les fenêtres étaient munies de glaces en biseau, épaisses comme le doigt et pures comme l'eau de source. La gondole elle-même était noire, mais les parois étaient d'ébène; point de sculptures saillantes, mais d'élégans dessins fouillés dans l'épaisseur du bois et tracés avec un art charmant... C'est là ce qui explique qu'en voyant passer l'abbé Desvialle on devinait tout de suite qu'il avait un valet de chambre et ne se compromettait pas avec le premier-venu.

En homme naturellement ennemi des tâches banales, il s'était appliqué tout particulièrement aux exquises difficultés de son sacerdoce. Il aimait à lire dans les consciences timorées et inquiètes, à observer, à traiter, à guérir ces âmes féminines incessamment palpitantes et blessées; il excellait à fouiller doucement dans les recoins du cœur, à peser avec sûreté les sensations impondérables. Sur une simple piqûre d'aiguille, il eût trouvé moyen d'appliquer un appareil, et ses scalpels étaient si fins, ses loupes tellement puissantes, que sur la tranche la plus mince d'un tout petit péché véniel il eût parlé durant une grande heure sans effort, sans fatigue, en termes exquis, avec un charme, un tact, une fraîcheur, un piquant, un esprit incomparables...

Quoique l'un des hommes les plus répandus de Paris, l'abbé Desvialle, je dois le dire, n'avait jamais assisté aux soirées de Vernon, mais il était venu vingt fois en plein jour dans l'atelier du peintre pour y voir ses œuvres, dont il aimait beaucoup la souplesse et la facilité. Tout naturellement il était entré en relations avec les habitués de cet hôtel fameux. Il s'était lié en particulier avec M. Larreau, qui l'avait même reçu plusieurs fois à sa table, et, lors du mariage du comte de Manteigney avec la fille du capitaliste, l'abbé

Desvialle avait consenti à bénir l'union des jeunes époux. Il avait prononcé à ce sujet un adorable petit discours, long comme le doigt, mais délicieux, un vrai bijou. Le comte et la comtesse étaient donc restés en d'excellens termes avec le cher abbé, et lui avaient fait promettre solennellement de venir passer une saison à Manteigney.

Lors donc que l'archevêque se trouva dans la situation embarrassante dont nous avons parlé plus haut, l'aimable prêtre songea aussitôt à réaliser la promesse qu'il avait faite au comte, et, après avoir causé longuement avec l'archevêque, il partit en poste pour le vieux château. Sa mission, bien entendu, n'avait rien d'officiel; il venait en ami, en visiteur, et il fit son entrée le sourire aux lèvres. En apercevant M. Larreau qui, traversant la cour, venait le recevoir et l'aider à descendre de voiture, il lui tendit de loin les mains par un geste amical, et risqua un petit éclat de rire sonore plein de rassurantes promesses.

Le capitaliste se sentit décoiffé d'une calotte de cinquante kilos. — Ah! que je suis heureux, mon cher abbé! Je n'ai reçu votre petite lettre qu'hier seulement.

— Je tiens ma promesse, comme vous voyez, et je suis homme de parole... Mme la comtesse...

— Parfaitement, merci, nous la verrons tout à l'heure; mais vous devez être fatigué par la poussière et la chaleur. Permettez que je vous conduise à votre appartement. Mon gendre n'est point de retour, et il regrettera beaucoup...

— Moi aussi, je vous assure. N'est-il pas du côté de Bordeaux?

— Un peu plus bas, chez le duc d'Armine, où il est retenu à mon grand désespoir, car vous devez comprendre que, dans les circonstances où je me trouve, la présence du comte... Je vous laisse. Voici votre appartement : vous avez de vos fenêtres la vue de la vallée et celle de la... fameuse source.

— De la fameuse source, répéta l'abbé en souriant très finement. Je suis à vous dans dix minutes.

— Il est envoyé par l'archevêque, c'est clair comme le jour, pensait M. Larreau en se promenant de long en large; après tout, j'aime mieux avoir affaire à cet excellent abbé Desvialle qu'à n'importe qui. Je n'ai rien à cacher, je demande la lumière... Il a beaucoup d'esprit; nous nous entendrons. Qu'on enterre cette absurde histoire, et qu'il n'en soit plus question.

Le capitaliste en effet était pour le moment dégoûté du surnaturel. Son affaire était admirablement lancée, l'effet était produit dans la presse parisienne, les eaux de Manteigney étaient connues, l'analyse chimique publiée, appréciée... Quel besoin avait-il maintenant de cette prétendue intervention divine? Il en voulait d'ailleurs beau-

coup à l'abbé Roche, qui s'était cru de force à opérer seul, qui avait eu la pensée évidente de détourner la source à son profit, sournoisement, brutalement, sottement, et qui, après l'éclat d'une première tentative, n'avait eu ni le courage ni l'adresse de poursuivre son petit travail ou d'avouer son incapacité. Oh! il en voulait énormément au curé de Grand-Fort, et le désir de se venger de ses insolences, de le mettre à son tour dans une situation fâcheuse, entrait pour une grosse part dans son dégoût du surnaturel.

Il faut dire que la comtesse avait efficacement agi sur l'esprit de son père et l'avait détaché tout à fait du miracle par la répulsion toujours croissante qu'elle avait manifestée. — Mais enfin, ma petite chérie, je ne comprends pas ton horreur pour cette apparition, qui n'a eu lieu sans doute que par la volonté de Dieu. Je n'ai certainement rien négligé pour ton éducation, je t'ai fait donner autant de religion qu'à n'importe qui, comment se fait-il?...

— C'est instinctif, petit père,... c'est nerveux, tu sais... Je ne me rends pas compte, mais c'est comme cela.

XXXI.

Si nettes que fussent les idées de M. Larreau, il n'était pourtant pas homme à ouvrir son cœur sans précautions, et à prendre vis-à-vis de l'envoyé de l'archevêque l'initiative des confidences, de sorte que le début de la conversation fut un peu pénible, et c'est après avoir échangé mutuellement plusieurs prises de tabac, s'être enquis de leur santé sous toutes les formes possibles, avoir admiré le panorama et contemplé les façades du château, que les deux interlocuteurs engagèrent l'entretien. Le capitaliste, prenant tout à coup cette expression de bonhomie charmante qui lui allait si bien, parla comme il suit : — Pardonnez-moi, mon cher monsieur Desvialle, un excès de sincérité; mais j'ai le défaut d'être extrêmement franc... Puis-je espérer que vous venez ici au nom de monseigneur? Ma question est indiscrète sans doute; mais que voulez-vous? je suis ainsi fait, et...

— Votre question, mon cher monsieur Larreau, n'est pas indiscrète; elle est la conséquence toute naturelle de votre loyauté, et j'y veux répondre sans détour. Je viens ici pour répondre à l'invitation que Mme la comtesse et vous-même me fîtes l'hiver dernier.

— A la bonne heure, voilà qui est net.

— Vous dire maintenant, poursuivit le prêtre en mettant sa main sur le bras de Larreau, vous dire maintenant que je ne ressens pas quelque curiosité au sujet des événemens que vous savez, ce serait...

— C'est assez naturel, et vous n'avez pas besoin de me l'avouer, mon cher abbé.

— ... On ne peut rien vous cacher! Curiosité d'autant plus vive, qu'en la satisfaisant je calmerai peut-être d'autres curiosités qui ne peuvent et ne veulent quant à présent point se manifester d'une façon publique et officielle. Vous voyez, mon cher monsieur Larreau, que ma franchise égale au moins la vôtre.

Le capitaliste entr'ouvrit son œil des grandes circonstances, et le refermant aussitôt : — Votre délicatesse me fait un devoir de ne vous rien cacher. En deux mots, je suis comme catholique,... je suis navré,... je ne trouve pas d'autre expression, profondément navré de tout ce qui s'est passé ici. Eh! mon Dieu, j'arrive à un âge de la vie où le tourbillon des affaires ne suffit plus, où les idées, les convictions d'autrefois, assoupies durant de longues années, se réveillent tout à coup... Ah! mon cher abbé, ne jouons pas avec la foi! Non, non, ne jouons pas avec la foi!..

Il prolongeait sa phrase par une suite de petits mouvemens de tête, attendant avec impatience que l'abbé laissât entrevoir par un mot, par un geste, quelle pouvait être au sujet du miracle l'opinion de l'archevêché; mais M. Desvialle, qui attendait de son côté que le richard dévoilât clairement son opinion, répondit : — Vous avez parfaitement raison... A quelque point de vue que l'on se place, vous êtes dans le vrai. Ne jouons pas avec la foi... Le bonheur présent et à venir de la France l'exige... impérieusement; mais vous supposez donc que l'on s'est fait un jeu de...

— Je ne suppose rien. Ah! grand Dieu, n'allez pas croire que je suppose quoi que ce soit. Je suis navré comme vous devez l'être vous-même par les discussions, les clameurs qui accueillent un fait incompréhensible, il est vrai, mais dont on doit respecter le mystère jusqu'à ce que l'autorité compétente ait rendu son arrêt. Tant que le flambeau épiscopal, — je crois l'expression juste, — n'aura pas éclairé cette aventu... hum! hum! cet événement surnaturel, je serai navré, monsieur l'abbé. Je serai navré comme chrétien, comme père de famille, comme propriétaire, en entendant affirmer par les uns, et cela avec une violence de forme inadmissible, que ce miracle est faux.

— Vous le croyez vrai?

— ... Également navré lorsque j'entends proclamer, sans la sanction de monseigneur, que cette apparition a un caractère vraiment divin.

— Mon Dieu, mais votre affliction n'a pas de limite! fit observer le prêtre avec un joli petit sourire qui sucrait l'ironie de sa phrase.

— Je demande la lumière, je demande une enquête sérieuse,

complète, riposta Larreau, légèrement piqué. Je l'ai demandée de vive voix, par écrit, partout et à tous... C'est si beau, la vérité!

— Oui, j'ai lu votre lettre dans les journaux, mon cher monsieur Larreau, et je la trouve... très bien,... à un certain point de vue; mais veuillez m'écouter, je vous parle en toute franchise. — Et moi, donc! pensa le capitaliste. — Vous devez bien sentir que l'autorité épiscopale ne peut compromettre son caractère dans l'étude de simples rumeurs, qu'elle ne peut s'émouvoir pour un bruit plus ou moins étrange qui passe et que le vent emporte; elle doit rester froide et sourde pour tous les... contes, — passez-moi le mot, — qui circulent autour d'elle.

— Mais permettez...

— Laissez-moi continuer,.. et avant même de décider une enquête, elle doit attendre que l'opinion ait donné plus de consistance aux rumeurs, plus de réalité aux faits.

— Mais, sabre de bois! mon cher abbé, reprit Larreau, qui s'échauffait malgré lui, cette rumeur est devenue un vacarme épouvantable, une tempête universelle; tous les journaux de Paris ont discuté...

— Raison de plus pour que l'autorité ecclésiastique attende que le calme soit rétabli. On ne peut porter un jugement aussi solennel au milieu du tumulte des discussions ardentes, et vous devez être le premier à souhaiter, et... comme catholique, et comme père de famille, et comme... propriétaire, que ce jugement soit rendu avec toute la dignité, la prudence, que comporte un aussi grave sujet. Mon Dieu, mais ce retentissement si prodigieusement rapide est bien fait, à lui tout seul, pour mettre monseigneur en garde, avouez-le. Enfin comment l'expliquez-vous, ce retentissement inoui, sans précédent?

— L'explication ne m'en paraît pas difficile, monsieur l'abbé. Le nom de Manteigney est fort connu à Paris, le mien n'y est pas ignoré non plus. A peine a-t-on su que nos noms étaient mêlés à cette affaire, que l'attention a été excitée. Cela se conçoit. Quant à ce pays-ci, il a pour les choses surnaturelles une ardeur, un enthousiasme, une soif qui ressemble à de... l'acharnement.

— En vérité? Voilà qui est curieux. Comment cela, mon cher monsieur?

Et familièrement le prêtre s'appuya sur le bras du capitaliste.

— Cela se comprend, reprit celui-ci. Dans cette partie montagneuse de notre belle France, on a, je ne sais pourquoi, beaucoup usé du merveilleux. On peut dire que le miracle a envahi ces provinces, et les montagnards ne pensent plus qu'à cela. C'est pour eux un trésor inépuisable toujours prêt à s'ouvrir sous leurs pas. Des

milliers de petits livres, les seuls qui pénètrent partout dans la balle des colporteurs, leur ont appris le côté lucratif de ces interventions célestes, et ils les souhaitent, tout comme à Paris vous voyez souhaiter le percement d'un de ces grands boulevards qui nécessite l'expropriation d'une nuée de masures. Sous une forme plus naïve, c'est l'expression du même sentiment : profit sans travail, fortune rapide, bénédiction d'en haut sous forme de pluie d'or. L'immense retentissement qu'a maintenant le moindre fait merveilleux est la conséquence toute simple des succès antérieurs. Plus le nombre de ces succès augmentera, plus l'enthousiasme ira croissant; on en arrivera à faire des pétitions dans les communes pauvres pour obtenir un miracle quelconque, vrai ou faux, peu importe, une moitié d'apparition à défaut d'apparition tout entière, et de même que dans les villes il faudra incessamment démolir et reconstruire pour sauvegarder la tranquillité publique, de même dans la montagne il faudra faire et refaire perpétuellement des miracles pour satisfaire des besoins de plus en plus pressans. Vous me direz qu'on s'est laissé entraîner.

— Je ne vous dirai rien du tout, interrompit l'abbé Desvialle en éclatant de rire, si ce n'est que vos plaisanteries sont hors de propos. Vous savez fort bien, mon cher monsieur Larreau, que les hommes ne font point de miracles...

— J'en suis convaincu.

— Ils les acceptent, voilà tout.

— Avec une facilité qui fait parfois beaucoup de tort à la religion.

— Est-ce que vous ne croiriez pas aux miracles par hasard, monsieur Larreau?

— Je vous demande pardon, j'y crois, ma situation m'en fait un devoir, j'y crois en principe, en général.

— Mais en particulier vous...

— Ah! dame! en particulier... ah! ah!... en particulier j'ai des hésitations.

— De sorte que dans le cas présent cette apparition de la Croix-Blanche?...

— Franchement qu'en pensez-vous, monsieur l'abbé?

— Admirable panorama! fit le prêtre en s'accoudant sur la balustrade de la terrasse; sans doute il n'avait point entendu la question du capitaliste. Admirable panorama, verdoyante vallée! Ces travailleurs que j'aperçois là-bas...

— Ils exécutent des travaux de captage qui auront pour résultat d'augmenter prodigieusement la richesse de notre source. Nous allons la chercher fort avant dans la montagne, et ce trou noir que vous apercevez est l'entrée de la galerie. C'est une très grosse affaire.

— Et cette construction qui s'élève non loin de là?

— C'est un hôpital que je destine aux pauvres du pays, construit sur mes plans, projeté, combiné par moi.

— C'est une pensée qui vous fait honneur. Et ces routes toutes neuves que j'aperçois de différens côtés?

— C'est moi qui les ai tracées et fait exécuter à mes frais;... mais tout cela n'est que le commencement.

— Vous employez noblement votre fortune, et vous méritez la sympathie de tous les gens de cœur.

— Je fais le plus de bien qu'il m'est possible. Des routes, monsieur Desvialle, des routes avant tout. Rattacher ce pays perdu au reste de la France, voilà mon but, et plus tard, si j'ai fait une œuvre utile en vivifiant cette contrée, je ne demanderai pour récompense que l'estime des gens éclairés et honnêtes. — Il salua imperceptiblement le prêtre, qui cherchait sa tabatière en ce moment-là.

— Et si ces gens honnêtes, éclairés, vous exprimaient leur admiration en vous confiant l'honorable mission de défendre leurs intérêts, d'être leur représentant, vous ne refuseriez pas cette récompense, vous n'auriez pas droit de la refuser...

Le richard ressentit tout à coup cet agréable frisson que l'on éprouve lorsque dans une salle chaude on s'asseoit devant une table brillante et bien servie. Il ferma les deux yeux et reprit avec gravité : — Ma vie s'est passée loin de la politique, mon cher abbé; j'avais rêvé de terminer mes jours dans l'oubli, le calme, loin des soucis souvent cruels qu'un mandat comme celui dont vous parlez...

— ...Cause fort souvent...

— Vous connaissez les hommes, mon cher monsieur Desvialle!

— J'ai vu tant de... tant de femmes! ajouta-t-il en lui-même. C'est justement à cause des difficultés qu'il est honorable, glorieux, d'accepter une pareille mission. Vous êtes du bois dont on fait les hommes politiques, mon bon monsieur Larreau.

— ... Eh! mon Dieu, peut-être accepterais-je; mais cela ne serait pas sans lutter avec moi-même. Est-ce que... pourquoi me... à quel sujet me?...

— Ce... ce sont là de grands travaux, de magnifiques travaux.

— Voulez-vous descendre dans la vallée?

— Oh! cela n'est pas nécessaire; d'ici, nous pouvons juger fort bien l'ensemble.

— La place ne manque pas, comme vous voyez, pour construire suivant les besoins... — Et le capitaliste expliqua tout au long ses projets. Il s'échauffait en parlant de tout cela, ses gestes devenaient plus amples, son visage se colorait peu à peu. L'hôpital deviendra

momentanément l'établissement des bains. Il est construit de telle façon qu'il puisse être indéfiniment agrandi et répondre à toutes les exigences... — Je ne vous parle, quant à présent, ni du séminaire de convalescence, ni des chalets réservés au clergé, ni de...

— Tout est prévu, calculé avec un soin...

— J'ai étudié la question, comme bien vous pensez.

— Assurément ces choses-là ne s'improvisent pas; mais alors, fit l'abbé avec un sourire plein de courtoisie, le fameux miracle ne serait véritablement...

— Qu'accidentel, absolument accidentel. Comme j'ai eu l'honneur de le dire à qui a voulu m'entendre, j'avais deviné la présence d'une source minérale il y a fort longtemps, bien avant cette fâcheuse aventure. J'en avais même étudié à tout hasard les moyens d'exploitation, j'avais visité tout exprès Baréges, Luchon, Uriage, Saint-Sauveur. Mon cabinet est plein de livres spéciaux, car je ne fais pas les choses à moitié, j'aime à me rendre compte. J'en étais donc là, étudiant, préparant mon affaire, lorsque ce miracle...

— Vous tombe du ciel.

— Parfaitement... du ciel, ah! ah! ah! c'est le mot. Vous sentez qu'il n'était pas aisé de l'y faire remonter.

— En admettant qu'il en vînt!

— Ah! ah! ah! quant à cela, je n'affirme rien. — La glace était rompue. — Vous ne sauriez croire, mon cher monsieur l'abbé, combien votre franchise, votre affabilité m'inspirent de sympathie, et combien j'ai de plaisir à vous parler sans détour. Comme il serait à souhaiter que tous les ministres du culte eussent cette simplicité charmante que vous possédez à un si haut point! La religion gaie, douce, tolérante, voilà celle que je comprends, que j'aime. C'est la vraie, monsieur l'abbé. Les gens qui sont dans le malheur, qui n'arrivent à rien de ce qu'ils souhaitent, aiment à se lamenter, c'est naturel, je l'admets et je l'excuse; mais ceux au contraire qui sont en pleine prospérité, ceux dont tous les efforts ont été couronnés de succès, on ne peut pas exiger d'eux qu'ils se lamentent. Eh bien! je trouve que l'on ne songe pas assez à ceux qui ont réussi, et on a le plus grand tort, car à tous les points de vue ils méritent de grands égards. Ce qui est excellent en telle circonstance devient pitoyable dans une autre occasion. Qu'un miracle patronne une humble source d'eau claire, je le comprends et j'y applaudis; mais en vérité, dans le cas présent, quel besoin avons-nous de miracle? Ma source est une des plus riches de France; elle guérira par le seul fait de ses vertus chimiques. Ce miracle arrive là comme des cheveux sur la soupe, avouez-le, monsieur l'abbé, et ce galopin qui se précipite

dans mon jeu de quilles comme un vrai caniche est bon à envoyer dans une maison de correction. Voilà mon opinion.

L'abbé Desvialle, dont l'expression souriante et affable ne s'était pas démentie, reprit d'une voix confidentielle : — Et quelle est en tout cela l'opinion de votre cher curé, l'abbé Roche? Si je ne me trompe, il doit connaître parfaitement le pays... On le dit fort énergique et très intelligent.

— Oui, oui, certainement... L'abbé Roche... Ah! voilà, l'abbé Roche est très intelligent, comme vous le dites, très intelligent...

A ce moment, un domestique ouvrit à deux battans la porte de la salle à manger. — On vient nous annoncer le dîner, monsieur l'abbé, dit le capitaliste, et la comtesse doit nous attendre.

XXXII.

Mme de Manteigney redoutait beaucoup la présence de l'abbé Desvialle, dont elle connaissait la finesse et la pénétration; mais contre son attente l'abbé Desvialle fut aussi peu inquisitorial que possible. Durant tout le dîner, on eût dit que l'aimable prêtre prenait à tâche de calmer les inquiétudes de la comtesse. Pas l'ombre d'une allusion aux événemens dont le pays était occupé. On causa musique. L'envoyé de l'archevêché était un dilettante fort délicat, très érudit, et parlait avec un charme extrême. De la musique profane, des quatuors de Mozart, on passa tout naturellement au *Stabat* de Pergolèse, à la *Messe* de Rossini, et par une pente insensible on en arriva, vers le dessert, à discuter le luxe inoui des femmes. La comtesse, soulagée de toute inquiétude, fut charmante d'entrain et de gaîté. L'abbé de son côté fut éblouissant, Larreau plein de sagesse et de douce philosophie; si bien qu'en passant au salon pour prendre le café tous trois riaient aux éclats.

Ce fut au moment où la jeune femme venait offrir au prêtre une tasse de café que celui-ci, la regardant en face avec l'expression d'un homme qui retrouve tout à coup dans sa cervelle un souvenir oublié, lui dit : — Mais enfin, chère madame, comment expliquez-vous le rôle de votre bon curé dans cette histoire du miracle?

Mme de Manteigney tressaillit et pâlit si subitement que l'abbé Desvialle lui prit la tasse des mains dans la crainte qu'elle ne la laissât échapper. — Quel rôle?... Que voulez-vous dire? Je ne vous comprends pas.

Son embarras était d'autant plus grand que sa sécurité précédente avait été plus complète. Elle souriait cependant, mais les coins de sa bouche frissonnaient nerveusement, et toute sa personne exprimait la plus douloureuse contrainte.

Le prêtre baissa les yeux, et de la petite cuillère agita le café. Il reprit bientôt : — Nous avons causé de ces événemens avec M. votre père, et c'est le souvenir de cette conversation qui m'a fait vous adresser cette question. L'intolérance de votre curé, madame, intolérance dont il n'avait certes pas calculé les conséquences, a peut-être eu une influence plus grande qu'on ne croit sur l'opinion publique... qu'il devait laisser à elle-même, libre de se manifester. J'ai su, on a redit partout qu'il avait chassé de l'église des femmes qui venaient y prier... Ne trouvez-vous pas que c'était là compromettre son rôle?

L'abbé Desvialle remuait toujours son café, regardant de temps à autre le visage de la comtesse, sur lequel il cherchait à lire le sens de sa singulière émotion. Chose étrange, la comtesse se calma subitement, elle respira fortement, et souriant sans contrainte apparente : — Je ne comprenais pas ce que vous vouliez dire, fit-elle.

— Qu'avait-elle donc imaginé? pensa le prêtre.

Elle poursuivit avec une aisance légèrement affectée : — M. le curé sans doute a été indigné que le récit d'un petit mauvais sujet produisît dans le pays une aussi grande rumeur, il a craint probablement que cette superstition ne fît à la religion plus de mal que de bien, et je trouve qu'il n'a point eu tort.

— C'était une raison de plus pour rester calme et digne, ma mignonne, murmura Larreau; sans les violences intempestives de M. Roche, tous ces bruits se seraient éteints d'eux-mêmes. La religion est au-dessus de ces misères, et n'a pas besoin d'un pareil donquichotisme.

— N'écoutez pas ce que dit mon père, monsieur l'abbé; il a pris notre pauvre curé en grippe, je ne sais pourquoi.

— C'est un homme hautain, orgueilleux et peu franc; voilà mon impression, je ne sais pas dissimuler.

— Hautain! parce que dans un premier moment sa conscience s'est révoltée? Il a été violent peut-être, je ne... violent, c'est possible; il eût été préférable qu'il se contînt, mais la question n'est pas là. Ce qui est certain, c'est que dans tout autre pays que celui-ci on eût conduit ce petit halluciné chez le commissaire de police, ni plus ni moins. Il n'y a malheureusement pas de sergens de ville à Grand-Fort, voilà la cause de tout le mal.

— Je vois, fit l'abbé en jouant avec sa tabatière et souriant de bon cœur, je vois que Mme de Manteigney n'est point disposée à croire au miracle.

— Moi? au contraire!

— Cependant, chère petite, après ce que tu viens de nous dire, il est clair...

— Il est clair, il est clair... D'abord tout est clair pour mon père, rien d'obscur, rien d'incertain... C'est une grâce d'état, cela!

— Mais qu'est-ce que tu as donc ce soir, ma petite comtesse? Je ne veux point te contrarier, tu sais bien que je n'attache aucune importance à tout cela, et M. Desvialle a trop d'esprit, trop de finesse, pour ne pas juger les choses absolument comme moi.

— Alors pourquoi ne serais-je pas aussi indifférente que vous l'êtes pour toute cette aventure? Qu'est-ce que tout cela peut me faire? — Elle s'animait de plus en plus. — Que ce petit bonhomme, grâce aux discussions dont on entoure son cas, fasse une spéculation magnifique, j'en serai ravie; qu'il vende par milliers de bouteilles son eau miraculeuse!

— Permets, chère petite, l'eau est à moi; il ne vendra pas une goutte de mon eau avant de me l'avoir achetée.

— Peu importe! Qu'il devienne colossalement riche, qu'on le décore, qu'on le canonise, qu'on le fasse entrer au corps législatif,... je crierai bravo. Ah! ah! ah! cela sera charmant, exemplaire, drôle au possible. Que d'autres intrigans avant lui ont fait fortune grâce à la bêtise humaine!

— N'insistons pas, murmura Larreau à l'oreille de l'abbé; ma fille est nerveuse ce soir, et quand les femmes ont leurs nerfs, vous savez... ou plutôt vous ne savez pas....

— Oh! je sais parfaitement!

La pauvre femme n'ignorait pas qu'elle faisait fausse route, que la chaleur avec laquelle elle attaquait le miracle n'était pas faite pour convaincre, et devait bien plutôt inspirer la méfiance. Elle savait bien que sa façon de voir et de parler n'était point celle d'une femme de sa condition, que très certainement l'envoyé de monseigneur en serait étonné; mais il lui était impossible de rester calme et de paraître indifférente.

Toutefois l'abbé Desvialle fut le premier à changer la conversation. La musique profane et sacrée fut remise sur le tapis, mais la comtesse, mécontente d'elle-même et des autres, croyant voir dans chaque phrase une allusion, fut tellement paradoxale et irritable que, sur l'invitation de M. Larreau, on se sépara bientôt.

Une fois chez lui, le prêtre aimable poussa le verrou de sa porte, ouvrit un nécessaire de voyage, y prit ce qu'il faut pour écrire, et se dirigea vers un petit bureau qui était près de la fenêtre. Il ne fut pas peu surpris d'apercevoir sur la tablette de ce meuble, au beau milieu, bien en évidence, un paquet entouré de papier blanc, sur lequel étaient écrits ces mots : « oublié sans doute par saint Joseph la nuit de l'apparition. »

L'abbé Desvialle fit la grimace. Ce papier grossier devait avoir

été acheté chez l'épicier du village. L'écriture maladroite et prétentieusement inclinée, le mot apparition écrit avec un *s* et privé de l'un de ses *p*, tout cela sentait le valet, l'office. Cependant l'abbé ouvrit le paquet et aperçut un mouchoir soigneusement plié. Du bout de ses grands doigts blancs et, non sans un certain dégoût, il étala l'objet en question, et suivant la couture, il inspecta successivement les quatre coins du mouchoir. Dans le quatrième était l'initiale R.

L'envoyé de monseigneur resta longtemps pensif. Sa physionomie n'avait plus du tout la même expression, et la comtesse eût été sans doute bien effrayée par la profondeur et la fixité de son regard. Au bout de quelques instans, il replia le mouchoir dans le papier, et, ayant mis le tout sous clef, il alla se laver les mains, puis il s'assit devant le bureau et se mit à écrire lentement, posément, d'une grande écriture régulière, large et soignée comme celle d'un homme que l'imagination ne saurait emporter dans le royaume de la fantaisie.

A dire le vrai, il se trouvait un peu désorienté, non par l'apparition de ce mouchoir qui ne faisait que le confirmer dans ses idées, mais par l'émotion visible de la comtesse et par l'intolérance au moins étrange qu'elle avait manifestée. Depuis longtemps déjà l'archevêque avait cherché sans bruit à s'éclairer. Le curé de Virez, particulièrement simple et causeur, avait été délicatement étudié; on avait bientôt connu tous les soupçons émis au sujet de la Croix-Blanche, on avait comparé les documens entre eux et bientôt il n'avait plus été possible de douter que l'abbé Roche ne fût pour quelque chose, directement ou indirectement, dans ce miracle si fort embarrassant.

La présence inexpliquée, mais certaine, d'un curé dans cette affaire compliquait beaucoup les choses; mais que serait-ce donc si la comtesse venait encore se mêler à tout cela. Larreau était fort puissant, le comte et sa femme étaient connus de tout Paris... Pouvait-on savoir ce que révélerait une enquête? Le prêtre écrivit pendant longtemps, et s'endormit fort tard.

XXXIII.

Le lendemain matin, lorsque l'abbé Desvialle fut levé, il se regarda dans la glace et sonna. Le libre penseur que nous avons rencontré se promenant autour de la Croix-Blanche, cachant quelque chose qu'il venait de trouver, entra immédiatement avec l'empressement d'un homme qui depuis un bon quart d'heure attend derrière la porte. — Mon ami, fit le prêtre sans se détourner et tout

en observant dans la glace le visage du domestique, montez-moi une tasse de café noir.

Ce valet de chambre était un Gascon futé, au nez retroussé, aux narines largement percées ; sa physionomie avait cette expression ironique, agressive, particulière aux enfans de Paris. Son premier regard fut dirigé vers le bureau où le paquet avait été déposé. L'abbé, qui s'y attendait, resta impassible, et prenant une lime à ongles : — Relevez un peu les rideaux de la fenêtre, je vous prie. Fait-il humide ce matin?

— Le temps est très sec.

— Ah! très bien. Le café tout de suite, n'est-ce pas?

Le prêtre avait parlé d'une façon tout à fait indifférente ; mais au moment où le valet de chambre allait sortir, il se retourna, et le regardant avec un sourire bienveillant : — Ah! dites-moi, je vous sais gré du renseignement curieux que vous avez déposé sur le bureau.

— De quel renseignement monsieur l'abbé veut-il parler? je...

— Ce n'est pas vous qui l'avez déposé là? ah! très bien. Le café, je vous prie. Je faisais allusion à un mouchoir curieux que j'ai trouvé là hier au soir, et j'aurais eu plaisir à remercier;... mais puisque vous n'y êtes pour rien...

La physionomie du prêtre invitait vraiment à la confiance. Le valet ne put s'empêcher de sourire à son tour, et il dit à voix basse : — On a fait pour le mieux.

— C'est bien ce que je m'imaginais. Vous avez agi très habilement, mon enfant; votre maître sera très satisfait, je n'en doute pas.

Le libre penseur se sentit flatté. Il referma la porte, qu'il avait entr'ouverte, et fit un pas en avant. Il semblait attendre la permission d'en dire davantage.

— Est-ce que vous avez encore quelque chose à me confier au sujet de... ce mouchoir, mon bon ami?

— Je voulais simplement faire remarquer à monsieur l'abbé que je l'avais trouvé dans l'endroit de l'apparition le lendemain matin.

— Ce qui vous a fait croire qu'il a été oublié,... vous êtes intelligent,... par une personne ayant joué le rôle de saint Joseph. Parlez en toute confiance, mon bon ami, je veux comme vous la vérité. Voyons...

— Dame! monsieur l'abbé, ces mouchoirs-là ressemblent tout à fait à ceux dont se sert M. le curé de Grand-Fort-le-Haut.

— Oui... oui. Vous n'affirmez rien; vous constatez seulement une coïncidence singulière et... fâcheuse, un fait curieux, une de ces ressemblances bizarres comme il s'en rencontre parfois entre mouchoirs. Il ne vous est pas venu à l'esprit un seul instant que le bon et digne curé du village fût pour rien dans cette apparition; cela

serait absurde, et vous avez très bien compris qu'une affirmation semblable pourrait devenir pour vous extrêmement dangereuse; non, vous dites seulement, — ce qui est fort juste : — Il est très singulier que...

— Oui, monsieur l'abbé, c'est bien cela.

— Il est très singulier que l'on ait trouvé au pied de la Croix-Blanche, ou fort près de là, dans un endroit...

— ... Où personne ne passe.

— ... Extrêmement désert, un mouchoir absolument semblable à...

— ... Et même marqué de l'initiale de M. Roche.

— Et même marqué de la lettre R. Ah! il y aurait de ce côté la cabane de quelque pauvre famille, de quelque malade, que le bon curé, si charitable pour ceux qui souffrent, aurait très bien pu, en se rendant à cette cabane, perdre son mouchoir de poche; mais vous me dites que l'endroit est désert.

— Oui, monsieur l'abbé, il n'y a que le père Loursière qui demeure par là.

Et le domestique raconta tout au long les faits que tout le monde savait, la mort de la pauvre fille et la naissance de l'enfant, dont le curé s'était chargé.

— C'est fort bien, interrompit l'abbé Desvialle; mais dans tout cela, mon garçon, je ne vois qu'une chose, c'est que vous avez trouvé un mouchoir de poche marqué de la lettre R, rien de plus. Vous n'êtes nullement autorisé à supposer que quelqu'un a joué le rôle de saint Joseph, ce qui serait un grand crime aux yeux de Dieu. Le domestique ne se déconcerta pas. Tout au contraire, souriant de plus belle : — J'ai trouvé le mouchoir à quelque distance de la Croix-Blanche, dans un petit bouquet de sapins, à l'endroit même où un âne avait été attaché.

— Comment pouvez-vous savoir qu'un âne avait été attaché?...

— Monsieur l'abbé n'ignore pas que sous les sapins la terre est molle et lisse, et quand un âne a piétiné pendant seulement un quart d'heure autour d'un arbre, il laisse des traces,... des traces bien faciles à reconnaître. Dans les apparitions, les ânes ne laissent pas de ces traces-là. Voilà pourquoi j'ai pensé...

— Tout cela ne prouve rien. Qu'est-ce qu'il y a d'extraordinaire à ce qu'un montagnard, n'importe lequel, ait attaché sa bête dans cet endroit-là, avouez-le, mon garçon?

— Mais pour quelle raison monsieur l'abbé veut-il que la mère Hilaire soit montée à la Croix-Blanche ce soir-là, et ait attaché son bourriquet à un sapin?

— Qu'est-ce que la mère Hilaire? Comment savez-vous que l'âne

en question était le sien? Ce ne sont là que des suppositions gratuites. Il est impossible...

— La mère Hilaire est la gouvernante de M. le curé, et tout le monde l'aime beaucoup dans le village, parce que c'est une bonne femme. Maintenant, pour expliquer le reste à monsieur l'abbé, il faut que je lui dise que le lendemain du miracle, de grand matin, comme je passais le long de la balustrade de la terrasse, j'entends au-dessous de moi la voix d'un âne qui s'ennuie. Ces bêtes-là ont une manière de dire qu'elles attendent depuis longtemps. Je me penche machinalement, et j'aperçois en bas l'âne de la mère Hilaire tout bâté et attaché à une branche devant la petite porte de la terrasse. En me voyant, la pauvre bête se met à brailler de plus belle. Il était bien drôle qu'à cette heure l'âne de la mère Hilaire fût en cet endroit-là. Ça n'était pas jour de marché au bourg, et d'ailleurs la bonne femme n'y allait jamais de si grand matin. Je regardai pendant un instant cette pauvre bête, qui tirait sur sa corde. Tout autour d'elle, le terrain était battu; elle avait dû passer une partie de la nuit au pied de cet arbre. C'était bien extraordinaire. Cependant je n'y pensais plus, et, comme c'était l'heure, je sortis pour aller au village, boire le vin blanc... Je veux dire que...

— Allez donc! allez donc! Dans les pays de montagnes, le vin blanc du matin est très hygiénique.

— Monsieur l'abbé est bien bon. A peine arrivé dans le village, j'aperçois des groupes de gens qui causaient, et bientôt la gouvernante de M. le curé marchant très vite. Je lui dis en l'arrêtant : — Mère Hilaire, vous ne cherchez pas votre âne par hasard?

— Mais si je le cherche, où donc est-il?

— Il est au pied de la terrasse du château. Qui donc vous l'a attaché là?

— Merci, je vais le chercher.

Et elle partit sans en dire plus long. A ce moment-là, j'étais entouré par plusieurs paysans qui me racontaient l'histoire de la nuit, l'apparition et tout le reste. Comme j'aime à m'instruire, j'ai été dans la journée examiner l'endroit où tout cela s'était passé, et du premier coup d'œil j'aperçus des traces d'âne qui me donnèrent à réfléchir. Je regarde avec soin naturellement; j'arrive à un petit talus dont la terre a été fraîchement piétinée, je monte ce talus et je me trouve sous les sapins, où j'aperçois à terre le mouchoir que monsieur l'abbé a vu.

— Y avait-il, parmi ces piétinemens, l'empreinte d'un pas d'homme?

— J'ai tout de suite songé à cela. J'ai cherché, et j'ai bientôt reconnu plusieurs pas d'homme. L'une de ces traces surtout était si

nette que j'ai pu compter le nombre des clous. Il n'y en avait qu'une rangée en dedans et deux rangées en dehors, en tout vingt-sept clous.

— Vous êtes observateur, mon bon ami.

— Cela m'est naturel, mais si monsieur l'abbé me trouve bavard, je ne continuerai pas.

— Allez toujours.

— En sortant donc du petit bois de sapin, j'aperçus M. le curé; il parlait à quelques paysans qui étaient venus pour prier devant la pierre, et il était si fort en colère qu'il me vint à l'esprit un tas d'idées plus bêtes les unes que les autres. Je repensai à l'âne abandonné au bas de la terrasse, je me rappelai que la bonne femme ne m'avait pas répondu lorsque je lui avais demandé qui avait attaché sa bête devant la petite porte; tout cela se tassa dans ma tête si bien qu'au lieu de rentrer directement au château, je fis le grand tour pour me trouver sur le chemin que devait suivre M. le curé en retournant au presbytère. Arrivé à un endroit que je connaissais bien, un endroit encaissé, où la terre est toujours humide, je m'écartai un peu pour que M. Roche ne m'aperçût pas. Dix minutes après, j'entendis le bruit de ses pas; il marchait vite, et cependant je trouvais qu'il allait bien lentement, car j'étais très curieux. Lorsqu'il m'eut dépassé, je rentrai dans le chemin, et je regardai par terre... deux rangées de clous en dehors, une en dedans, en tout vingt-sept clous.

— Mais qu'est-ce qui vous fait penser que l'âne de la mère Hilaire était celui dont vous aviez observé la trace auprès de la Croix-Blanche?

— Je le dirais bien à monsieur l'abbé, seulement je serai forcé d'avouer que pour découvrir cela j'ai dû faire un mensonge.

— Il peut se trouver des circonstances où le mensonge est pardonnable. Dites la vérité.

— Eh bien! monsieur, je voulais absolument mettre le pied de l'âne de la bonne femme dans une des empreintes de là-haut; alors, après dîner, j'ai été trouver la gouvernante de M. le curé, et je lui ai dit : Mère Hilaire, Mme la comtesse vous fait demander si vous voulez lui prêter votre âne pour aller faire une promenade dans la vallée. Sophie boite, je ne sais pas ce qu'elle a. Monsieur l'abbé ne sait peut-être pas que l'ânesse de madame s'appelle Sophie. Naturellement la mère Hilaire va chercher son âne bien vite, et moi, pour ne pas lui donner de soupçon, j'ajoute : Ne l'habillez pas, les harnais de Sophie lui iront bien.

— Et vous avez conduit cette bête à la Croix-Blanche?

— Et sous les sapins aussi, et à plus de vingt reprises différentes

j'ai pris le pied de l'animal et l'ai placé dans les empreintes, où il entrait comme une main dans son gant. Ah! pour le coup, je...

— Vous me paraissez bien causeur, mon garçon, interrompit tout à coup l'abbé Desvialle en retrouvant son air officiel et ses grandes allures. Je croyais vous avoir demandé une tasse de café. Apportez-la-moi le plus promptement possible.

Le valet stupéfait s'éloigna, ne sachant pas au juste s'il devait se féliciter ou craindre d'avoir été aussi confiant.

XXXIV.

Depuis la visite de la comtesse, l'abbé Roche avait beaucoup souffert. Fidèle à la promesse qu'il avait faite, il s'était abstenu de toute manifestation publique. Qu'aurait-il fait d'ailleurs, qu'aurait-il dit? S'opposer le moins du monde au courant, n'était-ce pas en doubler la force? Mais lorsqu'il était seul dans sa chambre, et qu'il avait tiré les verrous, il ne résistait plus aux emportemens de sa nature, et bien souvent la mère Hilaire entendait les éclats de sa voix au milieu des sanglots.

Pendant quinze ans, il s'était fait paysan, montagnard, pour mieux comprendre ceux que le ciel lui avait confiés, pour entrer plus avant dans leur vie, s'attirer leur confiance et leur affection. Il avait dépensé, pour se rendre digne de sa mission, son énergie, sa jeunesse, et tout à coup il se voyait abandonné, sans qu'il pût proférer une plainte, par ceux à qui il avait tout donné. Ils n'avaient donc rien compris ou rien voulu comprendre? Ils l'avaient donc considéré comme un fonctionnaire payé pour faire régulièrement une besogne analogue à celle du percepteur, du garde champêtre, et, lorsque du haut de la vieille chaire il leur parlait avec des larmes dans la voix, enveloppant de son amour cette grande famille qu'il avait devant lui, confondant ses prières avec les leurs, et se croyant aimé, il avait été le jouet, la dupe d'une illusion!...

Depuis quinze ans, il avait vécu, sans s'en douter, dans un désert, isolé, plus abandonné cent fois qu'au lendemain de sa naissance. — Et n'ont-ils pas raison de me fuir après tout? pensait-il. Ils ont instinctivement deviné qu'ils ne pouvaient se fier à moi. Est-ce qu'à la première occasion je ne les ai point tous oubliés pour elle?...

Il se sentait accablé de honte en songeant qu'il s'était autrefois trompé sur ses propres sentimens, qu'il avait pris pour une vocation sainte ce qui n'était que l'agitation d'un tempérament passionné. C'est donc à défaut d'un objet plus humain qu'il avait aimé Dieu? Il avait pris pour une inspiration d'en haut ce qui n'était que l'exaltation de son orgueil cherchant à poétiser le plus profane de tous

les sentimens. Il s'était cru ministre de Dieu, et il n'était qu'un homme sensuel, bassement passionné. Cherchant en lui-même, il se rappelait les élans d'amour qu'il avait ressentis lorsqu'au milieu des prières il posait ses lèvres sur le bord de l'autel, et, se souvenant en même temps des sensations que d'autres baisers lui avaient fait éprouver, il comparait avec terreur les deux émotions, et croyait leur trouver des similitudes qui le faisaient trembler.

— Voilà donc vingt ans que je l'aime sans la connaître, se disait-il; tout ce qui a précédé n'a donc été qu'une préface longue et maudite à la plus indigne des folies? Le vide se fait autour de moi, on m'évite, on craint ma rencontre... N'est-ce pas justice? Est-ce que je ne me crains pas moi-même, est-ce que je ne fais pas des efforts aussi pour m'éviter?

Il est certain que le silence obstiné de l'abbé Roche gênait de plus en plus l'enthousiasme de tout ce pays ensorcelé. La comtesse elle-même, et cela nous coûte à dire, cherchait et trouvait des prétextes pour ne pas le rencontrer. Il y avait entre lui et elle une sorte de complicité qui lui pesait d'autant plus qu'elle en voyait les conséquences devenir plus graves. Son sort était entre les mains du curé de Grand-Fort. Qu'il lui échappât un seul mot, et il s'ensuivait un affreux scandale dont elle et le comte seraient les victimes. Or, après avoir éprouvé pour ce prêtre une très réelle reconnaissance à cause de la promesse qu'il avait faite, elle s'était demandé s'il tiendrait en effet sa parole; dans son inquiétude, elle avait imaginé mille circonstances où le pauvre curé n'aurait ni la force ni le courage de garder le silence et de rester dans son rôle d'indifférent. Elle commençait à souffrir d'être à sa merci, et instinctivement elle se vengeait de cette souffrance en doutant de lui.

D'ailleurs pouvait-elle avoir une grande confiance dans ce prêtre singulier, cet homme étrange qui, sous l'empire de je ne sais quel vertige, avait profité de l'obscurité et de l'isolement pour la serrer dans ses bras et la couvrir de baisers? N'était-ce pas inoui, monstrueux? — Elle y repensait maintenant. — N'avait-elle pas lieu d'être offensée et de douter de sa parole?... L'idée qu'en dépit de tout cela elle était obligée de le ménager ajoutait encore à son embarras. Pour elle aussi, l'abbé Roche était bien gênant! Elle ne pouvait penser à lui sans se rappeler l'absurde visite qu'elle avait faite chez ce Loursière: démarche impardonnable, compromettante, dangereuse, sans but, folle. Ce vilain homme rouge s'était moqué d'elle. Pourquoi le curé de Grand-Fort s'était-il trouvé là et l'avait-il aidée à réaliser cette folie? N'aurait-il pas dû la prévenir, à moins qu'il n'eût songé à la scène inqualifiable qu'il se ménageait en accédant à ses désirs?... Ces réflexions la poursuivaient. Ne voulant plus remettre

les pieds au presbytère, elle avait prié son père d'inviter le curé à venir dîner au château; mais M. Larreau avait déclaré tout net qu'il ne voulait plus avoir de rapport avec le prêtre, et Mme de Manteigney en avait pris son parti, fort heureuse au fond de trouver un prétexte pour fuir ce pauvre homme, dont la présence lui rappelait d'une manière insupportable son absurde expédition et tous les embarras qui en avaient été la conséquence.

XXXV.

Le curé de Grand-Fort-le-Haut était en train de déjeuner d'un artichaut cru saupoudré de poivre et de sel lorsqu'entra l'abbé Desvialle, après avoir légèrement frappé à la porte. Le curé se leva, et se retournant avec gravité vers le nouveau-venu : — Que désirez-vous, monsieur l'abbé?

L'envoyé de l'archevêque fut un instant décontenancé par l'aspect de ce personnage grave et digne, presque imposant. Ce n'était pas là l'homme qu'il pensait rencontrer. On fait le portrait des gens suivant les qualités et les défauts qu'on leur suppose, et l'abbé Desvialle croyait trouver dans le curé du village un petit homme actif, nerveux, aux yeux clignotans, aux lèvres minces, aux pommettes colorées : il comptait sur un accueil empressé, il connaissait ce type d'hommes et savait comment il fallait agir avec eux; mais en face de cette physionomie loyale et triste, de ces grands yeux limpides qui le regardaient en face, de cette simplicité un peu hautaine, il comprit qu'il avait devant lui un homme avec lequel on devait compter.

Il n'y avait pas d'ailleurs que la personne du cure qui l'étonnât; l'intérieur de cette pauvre maison révélait une vie tellement en dehors de toute ambition, de tout comfortable, de toute faiblesse humaine, une existence toute remplie de ces vertus austères que l'élégant abbé estimait d'autant plus qu'il y était plus étranger... Il regarda l'artichaut à moitié dépouillé de ses feuilles, et se rappelant la béquille de Sixte-Quint : — J'ai grand regret, monsieur le curé, de n'avoir point dîné avec vous au château, ainsi que je l'avais espéré. Je souhaitais très vivement vous entretenir.

— Il ne m'a été adressé aucune invitation au sujet du dîner dont vous me parlez, monsieur; dans tous les cas, il m'eût été impossible d'accepter.

— J'avais cru comprendre que Mme la comtesse comptait sur votre présence.

— Vous vous êtes mépris, monsieur. Donnez-vous la peine de vous asseoir.

Voilà un intrigant qui n'est pas le premier venu, pensa l'abbé Desvialle en s'asseyant, et immédiatement il fit une grimace involontaire qu'il réprima presque aussitôt, ne voulant pas laisser paraître la sensation désagréable et inaccoutumée que lui causait le contact un peu trop rude des siéges du presbytère.

— Monsieur le curé, reprit-il, j'ai profité d'une visite que j'avais à faire au château pour frapper à votre porte. Ma démarche, je me hâte de vous le dire, n'a rien d'officiel. Je serais très désireux d'avoir votre avis sur les événemens très singuliers qui se sont passés dans votre paroisse, et qui, vous ne l'ignorez pas, ont eu un retentissement immense. L'estime où l'on vous a toujours tenu à l'archevêché fait que l'on attache une grande importance à votre opinion sur cette affaire, dans l'appréciation de laquelle il faut agir avec la plus scrupuleuse circonspection. Encore une fois ce n'est point une enquête que je viens faire; ma démarche, je vous le répète, est tout officieuse, et je voudrais que vous en fussiez bien convaincu.

L'abbé Roche, toujours impassible, regardait en face son interlocuteur, qui, malgré son aisance ordinaire, se sentait un peu gêné par la fixité de ce regard. — A qui ai-je l'honneur de parler? dit enfin le curé.

— C'est juste, j'ai oublié de m'annoncer moi-même, et je vous prie de m'excuser. Je suis l'abbé Desvialle; peut-être mon nom est-il venu jusqu'à vous?

— Jamais, monsieur.

— Monseigneur daigne m'accorder sa confiance et son amitié,... et mon désir d'avoir votre opinion sur cette apparition de la Croix-Blanche n'est que l'écho de celui de votre archevêque, monsieur le curé.

— Interrogez-moi, ainsi que monseigneur vous a ordonné de le faire.

— Vous donnez à ma visite un caractère qui n'est pas celui que je souhaitais lui conserver; mais j'agirai comme bon vous semble. Je vous demanderai donc, monsieur, si vous avez une raison pour reconnaître à l'apparition dont tout le monde parle un caractère surnaturel.

— J'affirme que tous ces faits, qui en dépit de moi ont eu un retentissement que je déplore, n'ont rien de surnaturel.

— C'est répondre nettement. Je suppose alors que vous pouvez expliquer ce prétendu miracle, et qu'aucun des détails de cette affaire ne vous est inconnu?

— Oui, monsieur l'abbé.

— Et pourriez-vous me dire ce que vous en savez?

— Non, monsieur, cela m'est impossible.

Les deux prêtres se regardèrent en face pendant un instant.

— Vous ne pouvez pas ou vous ne voulez pas, monsieur le curé?

— Je ne peux et ne veux.

— Songez que la chose est fort grave.

— Je le sais.

— Et que monseigneur...

— Vous n'êtes point mon évêque, monsieur l'abbé.

— Que monseigneur, dis-je, peut vous ordonner de parler, vous obliger à des aveux complets.

— C'est à lui de me donner verbalement ses ordres, et c'est à moi de juger dans quelles limites ma conscience me permet d'obéir.

— Vous le prenez de bien haut, monsieur le curé!

— Et vous de bien bas, monsieur, en vous imaginant que la crainte pourrait me faire dire ce que j'ai résolu de taire.

L'abbé Desvialle était l'homme des délicatesses, des précautions oratoires : il était habile à persuader par la douceur, il se plaisait aux finesses diplomatiques; mais en face de cette barre d'acier il se sentait mal à l'aise, et cette fermeté si simple l'intimidait vraiment un peu. Il continua : — Les paroles qui viennent de vous échapper ne seront pas redites à monseigneur, je vous l'affirme. Vous êtes trop évidemment sous l'empire d'une agitation...

— Je suis très calme, et je n'ai dit que ce que je voulais dire.

— Mais enfin vous n'avez donc pas songé aux conséquences déplorables que pourrait entraîner pour notre sainte religion cette inqualifiable affaire? Ne savez-vous pas que les journaux s'en sont emparés, qu'à l'heure qu'il est tout se discute, s'analyse, s'épluche, se dénature?

— Je sais tout cela, et j'ai été le premier à en souffrir.

— Il y avait pourtant un moyen infaillible pour calmer ce vacarme; il consistait à expliquer publiquement, loyalement, les faits naturels qui avaient donné lieu à ce malheureux événement.

— Je ne pouvais rien expliquer.

— Voyons, mon cher curé, dit alors l'abbé Desvialle en avançant sa chaise, parlons à cœur ouvert. Sans doute vous êtes prévenu contre moi. Faut-il vous répéter encore que mes intentions sont entièrement amicales, que votre fermeté m'intéresse, que j'ai le désir le plus vrai de concilier toute chose. Parlez-moi franchement, dites-moi ce que vous savez; songez que l'honneur du clergé est engagé dans cette affaire, que votre résistance peut fournir une arme dangereuse aux ennemis trop nombreux de la religion; songez enfin que monseigneur est navré de tout ce qui arrive... Vous ne me répondez pas? Vous devriez comprendre cependant que je viens vous tendre la main, que je veux trouver un moyen de vous tirer d'un

mauvais pas. Ignorez-vous que votre conduite est interprétée d'une façon fâcheuse? Je n'ai point été au-devant des renseignemens, ils sont venus me trouver. Or nous savons, à n'en pas douter, que durant cette nuit du miracle, comme disent vos paroissiens, vous étiez en promenade dans la montagne. Pour quel motif? Je le crois parfaitement honorable, ce motif; mais enfin quel est-il? On m'a même remis un... — il n'y a point de détails insignifians dans une semblable affaire, — on m'a remis un mouchoir de poche trouvé près de la Croix-Blanche, sous des sapins, où un âne, qui n'est autre que celui de votre gouvernante, m'a-t-on dit, avait été attaché. — Le curé ne put retenir un tressaillement que remarqua son juge. — Que voulez-vous que je réponde aux gens qui ont la hardiesse de prétendre que ce mouchoir de poche ressemble beaucoup à ceux dont vous faites usage? Voici ce mouchoir encore enveloppé du papier dans lequel on me l'a remis. Lisez ce qui est écrit sur ce papier, et jugez vous-même combien sont malveillantes les interprétations, combien il est indispensable de faire cesser tous ces bruits, d'éclairer toute cette affaire...

L'abbé Roche, nous l'avons dit, était d'autant plus calme et ferme que le danger était plus grand. A mesure qu'il se voyait plus complétement perdu, il sentait croître en lui le sentiment de sa dignité. Il répondit sans hésitation : — Ce mouchoir est à moi.

— Mais alors l'histoire de cet enfant transporté par vous au milieu de la nuit, l'accouchement de cette malheureuse fille mourant sans confession en mettant au monde le fruit de sa faute, ne seraient donc pas des fables?

— Ce ne sont pas des fables.

— Il faut donc prendre à la lettre tout ce que l'on raconte sur vous, monsieur le curé; vous ne redoutez pas le scandale, à ce qu'il paraît? Faut-il vous rappeler la vente d'une relique appartenant à votre église, vente dont la publicité?...

L'abbé Roche pâlit, et se levant tout à coup : — Cela est une infamie, celui qui a dit cela est un misérable!...

L'envoyé de l'archevêque se recula de deux pas, et parlant avec d'autant plus de calme qu'il était moins rassuré : — Évitez ces violences, monsieur le curé, elles ne sauraient qu'aggraver votre situation. Songez que l'acquéreur de cette relique, de cette précieuse statuette, appartient à un monde où il n'y a pas, où il ne peut y avoir de misérables. J'ai eu l'honneur de rencontrer souvent le vicomte Claudius, et je ne...

— Tant pis pour vous, monsieur, tant pis... C'est lui qui m'a menti, qui m'a trompé, qui a volé notre pauvre église; il a ramassé des débris épars dans un coin, et il m'a dit : « Donnez-moi cela,

cela n'a aucune valeur. » Je l'ai cru, et il a tout emporté. Voilà la vérité, monsieur.

— Ce n'est point ce qu'il raconte,... que faut-il croire? ajouta l'envoyé archiépiscopal avec un sourire très fin.

— Comptez-vous pour rien ma parole, monsieur? murmura l'abbé Roche d'une voix étouffée.

— Ah! sans aucun doute, en toute autre circonstance, la parole d'un curé est d'un grand poids; mais vous vous êtes mis dans une situation telle que pour le moment, vous en conviendrez, on ne peut avoir une absolue confiance en vous... On peut craindre, veux-je dire, que votre mémoire soit en défaut. Restez calme, je vous en prie, cela est dans votre intérêt.

Le visage du curé était celui d'un malheureux qu'un désastre accable tout à coup. Il croisa ses bras sur sa poitrine, se rassit et resta immobile. De grosses gouttes de sueur coulaient de son front.

Quoique l'opinion de l'abbé Desvialle fût parfaitement nette au sujet de l'homme qu'il avait devant lui, il fut vraiment touché par l'angoisse terrible qu'exprimait la figure du curé. — Le malheureux, pensa-t-il, s'est jeté tête baissée dans cette aventure, l'ambition lui aura tourné la tête, il se sera cru de force à refaire une Salette... C'est pourtant un homme d'énergie, mais cela ne suffit pas. — Il reprit avec une certaine douceur : — Ne tentez pas une résistance inutile, monsieur le curé, vous seriez brisé. Il faut, vous le comprenez, que ces jongleries cessent. Allez sans tarder vous jeter aux pieds de monseigneur, implorer son indulgence paternelle. Quant à moi, je ne veux plus savoir quel est le rôle que vous avez joué dans cette déplorable affaire; je ferme les yeux, je me bouche les oreilles. Si coupable que vous soyez, si oublieux de vos devoirs de prêtre, de votre dignité...

— Mais qui vous donne le droit de me juger? s'écria le curé. Qui vous donne le droit de forcer ma porte et de m'injurier ainsi? Votre travail n'est-il pas terminé, monsieur?

A son tour, l'abbé Desvialle devint fort pâle, et changeant de ton : — Je peux vous dire maintenant, monsieur, que je suis ici par l'ordre exprès de monseigneur, qui dans sa prudence n'a point voulu commencer une enquête avant d'avoir fait étudier la question. Vous m'assurez vous-même que ce premier travail est terminé; il ne me reste donc plus qu'à vous lire le contenu de cette lettre, qui tout entière est écrite de la main de monseigneur.

L'abbé Desvialle tira de sa poche un papier plié en quatre, et, l'ayant ouvert avec cette aisance dont la Comédie-Française a conservé le secret, lut ces simples mots : « Au jour et à l'heure indiqués

par l'abbé Desvialle, à qui je donne ici mes pleins pouvoirs, le curé de Grand-Fort-le-Haut partira immédiatement sans retard, et se rendra à l'archevêché. » — Cette lettre est signée, comme vous pouvez le voir vous-même.

— J'obéirai à mon archevêque, monsieur.

— Il est préférable pour vous,... pour tout le monde, que votre départ ne soit pas trop remarqué. Vous pourriez quitter le pays cette nuit par exemple, vous avez la journée pour mettre vos affaires en ordre. En partant à pied vers dix heures du soir, vous pouvez arriver à Virez assez tôt pour prendre la voiture qui y passe, je crois, à onze heures. Je ne sais ce que décidera de vous monseigneur, mais je vous conseille de disposer toute chose pour une absence qui peut se prolonger.

— C'est bien, monsieur.

— Vous me désolez, monsieur le curé, vous me désolez vraiment.

— Je vous salue.

— Dieu vous garde.

XXXVI.

Le soir était venu. La mère Hilaire, agenouillée au milieu de la chambre, entassait dans une grande malle les livres et les vêtemens de son curé. De temps en temps, elle s'arrêtait, s'essuyait silencieusement les yeux, et reprenait son travail. — Monsieur le curé, dit-elle timidement et sans se retourner pour ne pas laisser voir ses yeux rouges et son visage ému, monsieur le curé, as-tu pris des bas de laine?

L'abbé Roche, qui achevait de boucler une petite valise semblable à celles que les cavaliers emportaient autrefois en croupe, parut ne pas avoir très bien compris la question de la bonne femme. — C'est très bien, dit-il, c'est très bien.

Et la mère Hilaire n'osa plus rien dire.

Cependant le prêtre prit le flambeau, s'approcha du crucifix qui était contre la muraille, et, l'ayant décroché, il le posa sur la table et enleva soigneusement la poussière logée dans les coins. Lorsqu'il eut fini, il approcha le crucifix de son visage comme pour l'examiner de plus près, et il l'embrassa sans bruit tandis que la mère Hilaire tournait le dos; puis il essuya l'ivoire à plusieurs reprises, croyant sans doute l'avoir souillé par le contact de ses lèvres. Il alla ensuite prendre dans la grande malle une serviette bien blanche, enveloppa le crucifix dans cette serviette, fit joindre les bords et tenta de les fixer avec des épingles; mais comme ses mains tremblaient et que ses yeux, tout pleins de grosses larmes, ne pouvaient distinguer

nettement, il dit à sa gouvernante d'une voix qu'il s'efforçait de rendre calme : — Mère Hilaire, veux-tu mettre ces épingles? Je n'en viendrai pas à bout avec mes gros doigts.

Tandis que la vieille exécutait ce dont on l'avait priée, l'abbé Roche s'asseyait devant la petite table, prenait une feuille de papier, et il écrivait : — Madame la comtesse, vous avez trouvé mon christ en ivoire digne d'attention ; permettez-moi de...

Il froissa la lettre, et sur une autre feuille il écrivit de nouveau : — Madame la comtesse...

Il resta quelques instans les yeux fixés sur ces mots, puis se levant et s'approchant de sa gouvernante : — Mère Hilaire, demain matin tu iras au château.

— Oui, monsieur le curé.

— Tu demanderas à parler à la comtesse en particulier, et tu lui remettras ce crucifix. Tu lui diras que cela vient de ma part.

— Tu ne l'emporteras donc pas avec toi, monsieur le curé? Cela te fera pourtant bien de la peine de ne plus l'avoir, mon enfant. Elle n'en a pas besoin.

— Tu feras ce que je te dis de faire, n'est-ce pas?

— C'est bien sûr que je le ferai ; mais quand tu reviendras et que tu ne le retrouveras plus...

— Je ne reviendrai peut-être pas tout de suite, cela dépendra de ce que monseigneur...

— Oui, oui. Si monseigneur te donnait une autre cure que celle-ci par exemple?

— Peut-être, oui.

— Tu n'es plus bien ici; le pays ne vaut plus rien pour toi. Je ne sais pas ce qu'on a mis dans la tête de ces gens-là, mais ils ne valent plus grand' chose; c'est des ingrats et des malheureux, tous... oui, tous. Je les ai entendus, je les connais, Dieu les punira. Ils t'ont fait souffrir; ils t'ont rendu malheureux! Ah! monseigneur sait tout cela, j'en suis sûre; il te donnera une autre cure, et j'irai te retrouver,.. et nous recommencerons. Tu seras demain à l'archevêché; tu m'écriras tout de suite, et je partirai avec les malles. Si nous allons loin, eh bien! tant mieux, les gens de par là seront peut-être meilleurs que ceux-ci... Tu m'écriras en arrivant... rien qu'un mot : Mère Hilaire, viens. Je n'en demande pas plus. Ah! si je pouvais partir avec toi! mais tu as raison, monsieur le curé, je te gênerais, mon enfant, les anciens comme moi ne savent plus marcher.

La pauvre femme parlait avec une animation croissante, hachant ses phrases, s'interrompant tout à coup... Elle tournait autour du prêtre, s'inquiétant, l'entourant comme une mère qui va se séparer de son enfant, et pour se rapprocher de lui une fois encore, le frôler,

le caresser de ses vieilles mains, elle se mit, ne trouvant d'autre prétexte, à brosser longuement sa soutane. Elle se disait en faisant cela : — Si je n'allais plus le revoir, mon Dieu, si je n'allais plus le revoir ! — Tu sais, reprit-elle, que j'ai mis dans ta valise une cinquantaine d'écus qui te restent. J'avais économisé cela sur ta dépense. Je ne te l'ai pas dit parce que tu me les aurais demandés, et tu les aurais donnés à ces gueux-là. Tes cinquante écus sont dans le coin à gauche, entortillés dans les mouchoirs.

Et elle demandait pardon à Dieu de mentir ainsi, car cet argent était bien à elle; mais comment laisser son enfant partir sans un sou?

Le curé était immobile, regardant toujours le linge sous lequel était le crucifix. Les paroles de la bonne femme donnaient à sa douleur un autre cours, et il murmurait : — Merci, la mère, merci, la bonne mère.

— C'est un petit voyage, ce n'est pas autre chose ; mais tu vas marcher vite, tu auras grand chaud. En arrivant à Virez, tu demanderas à l'auberge un bon verre de vin chaud;... tu me le promets, monsieur le curé?... Et tu prendras un coin... pas dans la rotonde, dans l'intérieur, n'est-ce pas? dans l'intérieur...

Lentement le prêtre s'était retourné vers elle, il l'avait entourée de ses bras, et tous deux éclataient en sanglots : — Je suis malheureux, ma bonne, disait-il;... ne m'oublie pas, je n'ai que toi... prie pour moi,.. je suis bien malheureux.

Il se redressa tout à coup, et, regardant sa grosse montre : — Il est dix heures, il faut partir, pour ne point manquer la voiture.

— Bien sûr, mon enfant, bien sûr, il faut partir.

Elle courut à une armoire, prit un verre, y versa du vin d'une main tremblante, et, pleurant, souriant tout à la fois, elle apporta le verre. — Bois cela, bois cela... Maintenant va, va vite. — Elle lui mit son manteau sur le bras, lui donna sa petite valise et sa canne. — Marche sans te retourner,... tu m'écriras; je t'aime, mon enfant, je t'aime. Que Dieu et la sainte Vierge te protégent et t'accompagnent! Tu m'écriras... demain soir?

— Demain soir.

Elle lui avait pris la main une dernière fois, et, tout en embrassant cette main sans qu'il songeât à s'en défendre, elle disait : — Excuse-moi, monsieur le curé, excuse-moi.

Il partit. L'air était lourd ; une pluie fine et pénétrante commençait à tomber. L'abbé Roche regarda le vieux clocher, le porche sombre, et ôta son chapeau comme s'il eût salué son passé. Alors il s'engagea dans le sentier qui descend derrière le village. Ce n'était pas un départ, c'était une fuite. On lui avait ordonné de ne point éveiller l'attention, et il obéissait en tournant le village. Du cabaret

s'échappait le bruit des voix confuses des buveurs attardés; il marcha plus vite. Lorsqu'il fut près du château, il entendit le piaffement des chevaux, et, par la grande porte restée ouverte, il aperçut à la lueur des lanternes des valets débarrassant de ses caisses une voiture de voyage. C'était celle du comte de Manteigney, qui venait de rentrer dans le château de ses pères.

Tant qu'il avait été dans le voisinage de Grand-Fort, l'abbé Roche, songeant surtout à éviter toute rencontre, avait marché d'un pas ferme et s'était senti courageux; mais lorsqu'il fut descendu dans la vallée, qu'il se trouva seul, chassé par le vent et la pluie, qu'il aperçut au-dessus de sa tête ces longs nuages sombres qui lui donnaiene l'exemple de la fuite et semblaient vouloir l'entraîner avec eux, il sentit ses jambes fléchir, le désespoir s'emparer de lui, et, s'enveloppant plus étroitement dans son manteau, il s'assit sur une pierre.

La montagne était noire, cette chère montagne qu'il avait tant aimée et si souvent parcourue. C'était là-bas que le torrent courait sous les sapins, là qu'était le village, l'église, le presbytère, où la mère Hilaire pleurait en songeant à lui, se disant : « Où est-il maintenant, où est-il ? » Et plus loin, vers la gauche, dans ce vieux château dont la silhouette se détachait à peine sur ce triste ciel, la comtesse chantant au piano ou bien causant et riant... On apercevait de loin les fenêtres éclairées. Il la sentait, il la revoyait coquette, folle, étrange, étalée dans le grand fauteuil comme au jour de sa première visite, puis, inquiète, passionnée, l'implorant, se confessant à lui,... et aussi le tirant par la manche et murmurant : — J'ai peur, monsieur le curé; qu'est-ce que je vois là-bas? j'ai peur !

Que faisait-elle, que disait-elle maintenant? Depuis longtemps, il ne l'avait pas vue ! pas un mot ! Elle ne se souvenait plus; mais lui ne pouvait oublier, ni l'ivresse, ni les injures, ni la honte, ni rien, rien ! Il se leva, reprit sa valise et continua sa marche.

— Eh ! là-bas, qu'est-ce qui est là? cria une voix; vous allez tomber dans les tranchées !

Le prêtre aperçut alors un homme muni d'une lanterne et marchant vers lui. — Tiens, c'est vous, monsieur le curé, fit le père Loursière lorsqu'il fut à trois pas, et que faites-vous par un temps pareil au milieu des travaux ?

— Je vais à mes affaires, et vous, que faites-vous donc ?

— Moi, je suis comme vous, monsieur le curé, je m'occupe de mes affaires, puisque je suis gardien de la source.

— Vous avez raison, fit l'abbé en s'efforçant de parler avec douceur, excusez-moi, je vous ai parlé durement, mais je suis pressé;

je vais rejoindre à Virez la voiture qui passe à onze heures et demie.

— Ma foi, monsieur le curé, vous n'avez pas tort de faire un petit voyage; pendant ce temps-là, les têtes se calmeront. (Il ricana dans sa barbe rousse.) Le pays n'est guère bien disposé pour vous en ce moment-ci! Quand les langues se mettent à jaser, ce n'est pas pour un peu... On a bien dit que vous aviez fait un enfant à ma pauvre fille défunte! Moi, qui ne m'en étais jamais douté! Ah! vous faites bien de voyager un peu...

— Mais c'est une infamie, s'écria le curé, vous le savez bien, Loursière.

— Dame, je crois bien qu'ils exagèrent tout de même un peu.

— Comment, malheureux, vous croyez! mais osez donc dire la vérité. Vous savez parfaitement qui est le père de l'enfant. Oubliez-vous que je vous ai payé moi-même votre silence...

— Ma foi, je ne me souviens pas, monsieur le curé. Quand on devient vieux, la mémoire se perd. D'ailleurs je n'ai plus le temps de songer à tout cela. M. Larreau m'a nommé gardien de la source, et je garde la source. Je veux être pendu si on en prend seulement un verre sans mon consentement. En dehors de ce que me dit M. Larreau, je ne me souviens plus de rien. Je ne vous ai pas entendu venir, j'étais dans ma boutique, occupé à ouvrir une caisse de chapelets qui m'est arrivée aujourd'hui... Vous partez comme cela tout de suite, monsieur le curé? Prenez garde, vous allez tomber dans les tuyaux.

— Oui, répondit le prêtre, qui avait déjà fait quelques pas.

Quand l'abbé Roche fut un peu loin, Loursière murmura : — En voilà un que je ne regrette pas! un calotin de moins, c'est toujours cela; puis, élevant la voix : — Bon voyage, monsieur le curé, bon voyage!

XXXVII.

Tout le monde sait combien fut rapide et brillant le succès des eaux de Manteigney. — Si l'on compare l'état actuel de ce pays à ce qu'il était primitivement, on est vraiment émerveillé de cette transformation miraculeuse. « C'est qu'en effet, messieurs, comme le disait il y a quelques jours le comte de Manteigney lui-même dans une assemblée de comice agricole, l'industrie moderne offre à 'activité humaine des horizons nouveaux dont l'immensité eût autrefois donné le vertige. Le génie de l'homme commence seulement à ouvrir ses ailes, messieurs. La terre domptée livre ses trésors; les montagnes s'aplanissent et s'affaissent, les précipices se comblent, les obstacles se brisent et s'évanouissent. Le progrès

frappe le rocher de son pied divin, et tout à coup s'élance cette trinité féconde qu'à un certain point de vue je pourrais dire sainte, et qui symbolise glorieusement l'avenir des sociétés modernes, j'entends la science, l'art et le capital... » Je cite ce passage parce qu'il obtint un grand succès, et que je le trouve reproduit en beaucoup d'endroits. Comme vous pouvez le voir, le comte de Manteigney, rentré peu à peu dans la vie saine et sérieuse, songe à mettre au service de son pays des facultés politiques et morales qui jusqu'alors sommeillaient en lui; mais parlons des autres prodiges obtenus par les efforts de M. Larreau.

Une grande partie de la vallée s'est transformée en un vaste parc émaillé de chalets comfortables et d'un goût exquis. Ces innombrables petites bonbonnières, cachées dans la verdure, avec leurs stores roses ou bleus, leurs vases rouges, leur petit parterre embaumé, leur mignon jet d'eau, leur bassin limpide, produisent un effet adorable. De tous côtés, des travaux d'art se sont élevés comme par enchantement, et des surprises aussi variées que délicates attendent le promeneur à chaque détour des allées : ici un tombeau égyptien occupé par un pâtissier, là un temple de Vesta sous les colonnes duquel attendent incessamment de charmantes ânesses coquettement sellées. Là-bas, c'est le Parthénon lui-même admirablement reproduit en simili-marbre et offrant aux amateurs gymnase, salle d'armes et de boxe, tir au pistolet, billards anglais et toupies hollandaises. — Au-dessus de cette frise immortelle du divin Phidias, on a construit une colossale vérandah qui, tout en complétant l'édifice ancien, forme le plus vaste atelier photographique qui soit probablement au monde. Un prodigieux casino, copié sur celui d'Arcachon, éblouissant par la pureté de ses formes orientales et la richesse de ses dômes, occupe le centre de ce paradis terrestre, où les élégances et les délicatesses de la grande vie parisienne se trouvent dans un milieu fait pour elles seules : salles de concert, salons de lecture avec bibliothèque, salons de jeu, télégraphe électrique communiquant avec la France entière et vous donnant les nouvelles au moment même où elles éclosent; il n'est pas un scandale, un cours de la bourse, un vote des chambres, un jugement quelconque dans un procès un peu piquant, dont Manteigney n'ait la primeur. La salle de spectacle, où les artistes les plus célèbres tiennent à honneur de se faire entendre, est admirable d'aménagement. Comme architecture, elle est véritablement au-dessus de toute critique et correspond à ce culte ardent pour l'art qui distingue notre féconde époque. Le monument, isolé à l'extrémité de la grande pelouse, offre dans chacune de ses quatre façades un spécimen aussi complet que possible des architectures les plus à la mode. L'une de ces façades est japo-

naise, l'autre semble une des restitutions les plus réussies de l'art étrusque. Le style du moyen âge et celui de la renaissance règnent sur les deux autres faces. Ajoutons que tous les ornemens, sculptures et saillies de ce monument, exécutés en tôle repoussée et peints de couleurs diverses, peuvent être démontés avec une extrême facilité et remontés ensuite, ce qui donne lieu aux combinaisons les plus étonnantes, les plus instructives et parfois les plus heureuses. L'idée est de M. Larreau.

Quant à l'établissement des eaux, il passe avec raison pour être l'idéal du genre, et offre à la science les modes de traitement les plus variés et les plus nouveaux : douches suédoises, immersions polonaises, bains égyptiens, lotions malaises, piscines romaines en marbre, galeries d'inhalations, salles de pulvérisation, buvettes orientales... Vichy, Luchon, Plombières et Baréges réunis ensemble ne pourraient fournir un matériel aussi complet. Le médecin de Virez, que nous avions aperçu un soir coiffé d'une casquette, ne quitte plus maintenant l'habit noir et la cravate blanche, ayant été nommé sous-inspecteur de ces eaux, dont le docteur Blavoux, médecin homéopathe de Paris, a bien voulu, sur l'invitation de l'archevêque, accepter la direction honoraire. De nouvelles et colossales constructions vont ajouter encore à la splendeur de cet établissement thermal, qui défie déjà toute concurrence. Un gazomètre construit sur les plans d'un ingénieur anglais permet d'éclairer les routes, le parc, les chalets, le casino, l'établissement, le pays tout entier.

La source primitive, quoique fort importante, eût été insuffisante pour fournir à tous les besoins ; mais d'autres sources minérales d'une richesse incalculable n'ont pu échapper longtemps aux recherches des savans et des médecins. Nous les comptons au nombre de cinq pour le moment : la source de Monseigneur, la source Larreau, la source Jean, celle de Madame, dont les bienfaits n'ont point permis que le nom de Manteigney restât sans héritier, enfin la source Saint-Joseph, la première et la moins estimée de toutes. Je ne parle pas de la buvette Claudius et de la buvette Desvialle, qui sont alimentées l'une par la source Larreau, l'autre par la source Jean.

Ce qui fait en somme de Manteigney une station thermale unique en Europe, c'est, outre l'excellence de ses eaux, la beauté originale du pays, la pureté de l'air, la réunion de tous les plaisirs dans une délicieuse vallée, c'est enfin l'exquise distinction du public qui s'y donne rendez-vous. En cela, les événemens aidèrent puissamment M. Larreau. Les premiers baigneurs qui arrivèrent à Manteigney, avant même que les tuyaux fussent entièrement posés, étaient des

amis du comte, et appartenaient à l'élite de la société parisienne. Gens de plaisir, artistes, hommes de lettres, amateurs,... ils furent reçus au château. On y but quelque peu d'eau, énormément de vin de Champagne; on y organisa des fêtes étourdissantes. Narboy voulut y signer son dernier roman, qu'il dédia à la comtesse. On y organisa des chasses, des courses, avec un sans-façon tout montagnard; des ducs et des marquis préparèrent de leurs mains des feux d'artifice, tandis que les journaux de Paris ouvraient leurs colonnes à un écho de Manteigney bourré de charmantes indiscrétions. Ce fut là le commencement, — admirable réclame dont Larreau sut tirer parti. A la saison suivante, on s'arrachait les chalets, et le succès des eaux était assuré. Le bruit circule, je ne le cache pas, que M. Larreau ne fournit pas seul aux dépenses énormes qu'a nécessitées un pareil coup de baguette. Il est commandité, assure-t-on, par de très gros et très puissans personnages, dont nous croyons devoir taire le nom. D'ailleurs qu'importent ces rumeurs? L'œuvre est admirable.

La fameuse apparition, cause première de ce succès sans précédens, n'est point oubliée complétement; mais il semble qu'elle ait vieilli d'un siècle : elle n'existe plus maintenant qu'à l'état de légende confuse, que l'on se raconte en souriant lorsqu'on va déjeuner à l'ermitage de la Croix-Blanche. On a construit à l'endroit même du miracle un petit restaurant rustique dont la terrasse, formée de simples troncs de sapin, s'avance au-dessus du sentier et le couvre comme d'un toit. De cette terrasse, où les dames s'installent pour déjeuner au grand air, la vue est admirable. Loursière, qui tient ce restaurant de la montagne, a une cave parfaitement montée, et possède un chef qui excelle dans la composition de certains mets. Quand vous irez, demandez un poulet renaissance ou simplement une manteignaise aux champignons, et vous m'en direz des nouvelles. Pour achever de peindre la régénération morale et physique de ce pays, il faut dire que le village de Grand-Fort-le-Haut a complétement changé d'aspect. Rebâti en l'espace de deux années sur un plan régulier, il ressemble un peu aux cités ouvrières anglaises; brique et fonte, tels sont les matériaux que Larreau a voulu employer dans la construction de ces maisons saines, symétriques, offrant à chaque famille une demeure comfortable, presque élégante, en rapport avec les mœurs nouvelles du pays. Le bien-être s'est répandu dans la montagne, il n'est plus maintenant un seul paysan qui ne soit guide, loueur d'ânes, baigneur ou valet de chiens, et ils ont si rapidement pris goût à leur vie nouvelle qu'en passant dans le nouveau village on se croirait transporté dans quelque faubourg embelli de la capitale.

La livrée des garçons baigneurs est fort simple : grise et bleue, d'une coupe élégante et d'un usage commode. Celle des guides est naturellement plus éclatante sans cesser d'être d'un goût parfait. De temps en temps, la comtesse ou l'une de ces dames ajoute un pompon par ci, un liseré par là, mais sans changer pour cela l'aspect du modèle primitif, dont Vernon lui-même voulut exécuter le dessin. Quant à l'uniforme de chasse, il est fort particulier. Messieurs les actionnaires ont pensé avec raison que la botte forte et le chapeau à cornes seraient gênans au milieu des rochers; ils ont donc adopté le costume écossais; on ne saurait s'imaginer combien cela est charmant.

Bien entendu, la vieille église du village, fort curieuse sans doute, mais impossible à conserver dans un milieu semblable, a été rasée et réédifiée en un printemps, et l'abbé Desvialle a bien voulu en être nommé curé, à la condition expresse que son premier vicaire pourrait le remplacer pendant ses absences. C'est dans cette église neuve, parfaitement appropriée aux exigences du public délicat qui s'y donne rendez-vous, que s'exécutent les fameux concerts spirituels dont la réputation est européenne; mais je m'arrête dans cette trop longue énumération : après avoir parlé des choses, qu'il me soit permis de dire un mot des hommes. Le comte de Manteigney, qui avait voulu rester étranger aux premiers efforts de son beau-père, qui protesta même par son absence prolongée contre l'apparition, fut vivement frappé lorsqu'il constata par ses yeux les premiers bienfaits de l'entreprise. Il comprit alors tout à coup ce que réservait l'avenir, les bénéfices énormes que lui procurerait l'exploitation de ce merveilleux établissement. Sagement conseillé par son beau-père, qui voyait de loin et de haut, comme on sait, il entra peu à peu dans l'étude de l'affaire, fut l'intermédiaire officieux entre Larreau et les divers personnages qui voulaient se joindre à lui. Les écuries du haras s'achevaient activement, les manéges de dressage s'organisaient sous sa direction, il se sentait un but précis dans la vie. Il était mis en rapport avec le ministre, qui, fort désireux d'attirer à lui un homme dont le nom avait une grande autorité dans le département, l'accueillait avec une sympathie pleine de considération. Le préfet achevait la conquête du comte, et un beau matin M. de Manteigney jetait un regard d'étonnement et d'indignation sur sa vie passée. Il était à l'âge d'ailleurs où les premières ambitions commencent à germer dans l'esprit. Il n'avait vu jusqu'alors dans son beau-père qu'un enrichi vulgaire, un homme de rien, dont il était séparé par un abîme. Il se demanda pour la première fois si par hasard le père de sa femme n'était pas tout simplement un homme de génie. Il voulut en avoir

le cœur net; il lui adressa d'abord quelques questions vagues sur ses projets, ses moyens d'action, et il fut émerveillé par la finesse, la pénétration, la sûreté de coup d'œil de ce capitaliste incomparable qu'il avait méconnu. A mesure qu'il entrait plus avant dans l'intimité de l'ancien marchand de robinets, il était tout surpris de se trouver avec lui en parfaite communauté d'idées. Ce qu'il rêvait confusément, son beau-père le lui traduisait en termes précis, nets, pratiques. — Laissez-moi faire, mon cher Jean, disait Larreau en s'appuyant sur le bras de son gendre, prêtez-moi seulement la sanction morale de votre nom, et je serai l'ouvrier de votre bonheur et de votre fortune. Vous pouvez et vous devez arriver à tout, mon cher ami, vous n'avez qu'à me laisser faire. Manteigney sera demain le véritable centre du département; jugez-en par les visites fréquentes du préfet, par les gracieusetés de l'archevêché. N'est-il pas clair que tout le monde devine la puissance énorme dont nous allons disposer? Restez calme et froid, comme il convient à un homme de votre naissance. Par vos façons, par... permettez-moi d'entrer dans ces détails, par votre costume lui-même, inspirez la confiance, attirez-vous des sympathies. Que de fortunes politiques ont été brisées par de simples questions de cravate!

— Vous n'avez pas tout à fait tort.

— Ne perdez pas de vue l'atelier Vernon.

— Oh! Vernon est...

— Pour moi, Vernon est un fripon. Puisque l'occasion se présente, je ne suis pas fâché de vous le dire franchement; mais enfin c'est un habile gaillard. Si l'homme ne vaut rien, les moyens qu'il emploie n'en sont pas moins excellens, et je ne vois pas pourquoi les gens honnêtes se priveraient de ces moyens d'action, qui sont à l'heure qu'il est les seuls efficaces. Qu'est-ce qu'on demande maintenant à l'homme qui veut être un centre, un pivot? On lui demande d'être aimable, amusant, vrai, sincère, dût-il, par suite de cette sincérité d'impression, se modifier complétement à mesure qu'autour de lui les circonstances, le milieu, les idées, changent de couleurs et de face. On n'est pivot de quelque chose qu'à condition de tourner avec le reste, mon cher. Le pitoyable est de ne pas tourner assez vite, de manquer d'agilité, de craquer comme un vieux pressoir, finalement d'être brisé par cette même force qui devait vous maintenir debout. Je ne veux pas dire qu'il faille pour cela faire abstraction de ses goûts et de son individualité. Vous aimez les chevaux par exemple, et vous voulez, en faisant courir, gagner beaucoup d'argent : rien de mieux; mais colorez la chose, présentez cela sous un côté social, parlez du libre-échange international, de l'initiative gouvernementale, faites-en au besoin une question dynastique. Personne ne sera

dupe de vos théories; vous n'en inspirerez pas moins de la confiance. On se dira : Voilà un homme qui sait notre langue, on peut compter sur lui.

— Au fait, c'est vrai, il faut se donner une teinture de tout cela.

— Pas le moins du monde. Il serait fâcheux au contraire que vous fussiez initié à ces questions spéciales, car alors le fond l'emporterait sur la forme et vous n'auriez plus le brillant, l'étincelant, l'imprévu, qui sont indispensables. Pour vous faire comprendre, il faut être clair, et vous ne serez clair qu'à la condition de n'en pas savoir plus que ceux qui vous écoutent. D'ailleurs rien de tout cela n'a d'importance : ce ne sont que détails de toilette morale; mais il ne faut pas plus les négliger qu'un bouton d'or à son col lorsqu'on se présente en public.

— Cependant avouez qu'il est certaines convictions intimes dont on ne peut pourtant pas se défaire comme d'un vêtement.

— Ne vous payez pas de mots. Si d'ailleurs vous avez dans les veines des convictions, ce qu'on appelle des convictions, gardez-les pour vous et en vous, comme les vieux généraux qui gardent pour eux et en eux la balle qu'ils ont reçue lorsqu'ils étaient sous-lieutenans. Affaire d'hygiène domestique et d'intimité! De temps en temps, au coin du feu, on pousse un soupir. — Qu'est-ce que vous avez, mon cher Jean, dit papa Larreau, qui se trouve là? — C'est ma balle qui m'élance. — Ah diable! il pleuvra demain. — On parle d'autre chose, et on n'y pense plus. L'écho de ces petites infirmités ne doit pas dépasser le seuil du logis. Voilà la vérité. Si maintenant vous me permettez de vous ouvrir mon vieux cœur, je vous dirai ceci : En matière de théories morales, les convictions sont des faux-nez que les papas et les nourrices vous infligent, et dont on est dupe toute sa vie. Ne soyez pas étonné. Je veux bien que l'on ait une conviction devant un fait matériel : mon gilet est blanc, votre cravate est bleue, voilà des certitudes,... et encore! Ouvrez le livre de Chevreul avec un sens critique vraiment dégagé de toute influence, et lorsque vous aurez constaté ce qu'est le nerf optique, à combien d'erreurs, d'aberrations, ses sensations sont soumises, vous vous direz : Il est certain que le gilet de mon beau-père me paraît blanc, que ma propre cravate m'a tout l'air d'être bleu de ciel; mais du diable si je risquerais deux poils de ma barbe pour affirmer cette quasi-certitude. Si donc on est sujet à erreur en matière de sensations physiques, que sera-ce dans le royaume des sentimens! Tout est discutable, mon cher ami, tout, absolument tout. Dans les camps les plus opposés, il y a des gens de très bonne foi qui se traitent mutuellement d'imposteurs et de fripons. Je dirai même une chose, c'est que la foi, politique, religieuse, peu importe, a pour cause, pour

soutien, pour appui, l'incrédulité, et réciproquement, cela tombe sous le sens. Les déistes et les athées, les matérialistes et les spiritualistes, les républicains et les autoritaires, se rendent sans s'en douter de mutuels services : ils se font vivre, se donnent la réplique; ce sont des compères inconsciens d'eux-mêmes, et d'autant plus précieux les uns pour les autres qu'ils ignorent absolument l'efficacité vivifiante des blessures qu'ils se font.

— Ce que vous dites là, mon cher beau-père, est d'un penseur profond; mais la mise en pratique de vos théories demande un tempérament particulier. Jouer perpétuellement un rôle, soutenir, si besoin est, le contraire de ce qu'on pense...

— Vous êtes un enfant! il faut toujours penser ce que l'on veut soutenir.

— Mais cela est-il vraiment possible?

— A coup sûr, si l'on est un homme assez supérieur pour rester en dehors de toutes les questions. Vous êtes le même homme depuis dix ans; voyez cependant combien vos idées ont changé. N'avez-vous pas cru d'abord que votre naissance vous obligeait à l'inaction, et n'avez-vous pas tiré pieusement, noblement, le diable par la queue, à la seule fin de ne pas déshonorer vos ancêtres?

— Je vous accorde cette folie, j'ai eu tort.

— Peu à peu vous avez compris que ces ancêtres, en vous donnant leur nom, vous avaient légué un capital considérable, vous imposant l'obligation morale d'exploiter ce capital et d'en tirer les revenus indispensables à la dignité de votre naissance, à la satisfaction de vos goûts aristocratiques. Ils vous mettaient entre les mains un outil merveilleux; n'était-ce pas reconnaissance et respect que de vous servir de cet outil en habile homme?

— Sans doute, à un certain point de vue.

— A l'heure qu'il est, les non-valeurs sont honteuses, on ne les excuse, on ne les pardonne sous aucun prétexte. Vous avez des terres, faites-les valoir; on vous exproprierait. Vous avez un nom, un titre, des vertus morales, des beautés physiques, faites valoir tout cela; c'est le seul moyen de conserver votre place de privilégié. La noblesse française a d'abord établi son autorité à grands coups d'épée à deux mains. Or, le jour où l'on s'est battu avec des canons et des pistolets, est-elle restée inactive parce que les armes étaient changées? Pour le moment, les pistolets et les canons sont remplacés encore par le commerce et l'industrie. Défendez votre blason, morbleu! à coups de billets de banque, suivant la mode et les exigences du temps où vous vivez! Je vous jure que vous ne vous attirerez pas la sympathie d'un seul électeur en vous présentant à la prochaine assemblée dans cette cuirasse damasquinée que porta

Raoul de Manteigney, et qui est au bout de la galerie. En 1550, la vue seule de cette armure eût fait courber la tête à vos vassaux, et ils eussent tous voté pour vous avec enthousiasme. Parbleu! restez grand seigneur, souhaitez, aimez les mêmes choses que vos ancêtres, c'est-à-dire la fortune, l'autorité, le bien-être; seulement ne vous croyez pas obligé pour cela d'endosser leurs vieux habits mangés aux vers. Employez des moyens différens pour arriver au même but.

Telles étaient les causeries intimes auxquelles se livraient le beau-père et le gendre. Celui-ci, d'abord choqué par la forme rude sous laquelle le capitaliste exposait ses idées, y prit goût peu à peu, fut bientôt converti, et entra courageusement dans sa nouvelle carrière. Dès lors rien ne lui parut inutile. Il organisa des comices agricoles, fit des tentatives pour l'exploitation des carrières de marbre de la montagne, composa des rapports sur une foule de questions importantes. Son activité devint prodigieuse : il avait fait depuis longues années des économies de travail considérables. Il tenta des expériences, émit des idées, proposa mille choses, devint l'ami du préfet, qui un beau soir à dîner lui cacha sous sa serviette un bout de ruban rouge qu'il venait d'obtenir pour lui.

Quant à la comtesse, elle ne savait comment remercier le ciel de son bonheur. Elle possédait son mari, elle avait retrouvé son cœur, elle le voyait enfin tel qu'elle l'avait rêvé, c'est-à-dire entouré, fêté, riche, en passe d'arriver à tout, maître de maison plein d'aisance et de noblesse, portant avec dignité le grand nom de Manteigney. De son côté, le comte Jean avait rapidement compris que le concours de sa femme n'était pas d'une mince importance dans la tâche qu'il avait entreprise, et, comme il ne faisait plus les choses à demi, il était devenu le modèle des époux; puis, très rapidement, il avait pris goût à ces vertus conjugales qui consolidaient sa situation. Le ruban rouge acheva de le rendre tout à fait amoureux de la comtesse. Peut-être n'ignorait-il pas qu'elle était pour beaucoup dans cette faveur.

XXXVIII.

Il y a quelques jours, le comte s'étant absenté après le dîner pour aller visiter une de ses jumens qui était fort souffrante, M. Larreau, la comtesse, l'abbé Desvialle et le préfet se trouvaient seuls dans le petit salon bleu et devisaient agréablement. Au bout d'un instant, Mme de Manteigney s'arracha lentement des coussins au

milieu desquels elle était étendue, se mit au piano, enleva une demi-douzaine de bracelets qui pouvaient la gêner, et entama l'ouverture de *Don Juan*.

S'il est un moment où la musique est délicieuse, c'est à coup sûr après les repas, alors qu'en petit nombre et bien comfortablement assis on peut déguster à loisir, sans souci des voisins... Dans ces conditions, la musique est un plaisir délicieux. L'abbé Desvialle et le préfet, qui l'aimaient ainsi, s'enfonçaient dans leur fauteuil et se laissaient pénétrer. Quant au capitaliste, moins sensible à ces délicatesses, il s'était rapproché d'une lampe et parcourait les journaux et les brochures entassés sur la table. L'une de ces brochures contenait sans doute un article du plus haut intérêt, car, la comtesse ayant cessé de jouer, M. Larreau ne leva pas les yeux et continua sa lecture. Cette façon d'agir n'était point dans ses habitudes; il était toujours le premier à complimenter sa fille, et, quoiqu'il eût la musique en horreur, il était d'ordinaire à la fin de chaque morceau rayonnant et enthousiasmé. — Monsieur mon père est-il satisfait? dit la comtesse en touchant de son doigt l'épaule du capitaliste.

Celui-ci se redressa tout à coup comme un homme que l'on réveille en sursaut. — Pardon, mignonne, je n'ai point entendu; je lisais quelque chose de fort intéressant.

— Voilà qui est aimable, et peut-on savoir le titre de cette brochure?

— Les *Annales de la Propagation de la Foi*. Il y en a là cinq ou six numéros qui n'ont pas même été coupés, mais celui-ci contient une lettre bien étonnante.

— De quoi s'agit-il donc? fit l'abbé Desvialle, quelque martyr sans doute, quelqu'une de ces actions héroïques dont nos saints missionnaires sont coutumiers?

— Je vais vous lire cette lettre, murmura Larreau en rajustant son pince-nez. « Cher et vénéré collègue... » etc., etc., je vous passe tout le commencement. Ah! voici :

« Kuen-ting-pacò, 6 décembre 18...

« L'épouvante régnait partout. Les bandits, poursuivis par les troupes impériales, mais bien plutôt guidés par elles, pénétrèrent dans la province. Je n'en célébrai pas moins la sainte messe comme à l'ordinaire, demandant à Dieu sa divine protection, qui seule pouvait nous sauver. Après l'office, nous transportâmes les vases sacrés, les livres et les registres dans un endroit écarté, et les enterrâmes à 100 mètres environ dans le bois; après quoi nous nous préparâmes

à fuir vers la montagne en emportant les enfans et les vieillards dans des filets qui sont les litières ordinaires du pays. Mon âme était envahie par une mortelle inquiétude. Nous n'avions pu réunir que quelques provisions de bouche, insuffisantes à coup sûr; mais l'important était d'arriver à temps dans la montagne, et tout me faisait craindre que nous ne fussions arrêtés par les bandes sanguinaires au milieu même de la grande vallée qu'il nous fallait traverser. Notre seul espoir était... »

— Ce n'est pas gai ce que vous lisez là, murmura le préfet, qui avait encore le *Don Juan* dans les oreilles.

— L'héroïsme de ces saints martyrs de la foi est vraiment sublime, ajouta l'abbé Desvialle en poussant un petit coussin sous ses escarpins vernis.

— Tous les missionnaires partent de la rue du Bac, n'est-ce pas, monsieur l'abbé? C'est là leur maison centrale?

— Oui, madame. Quelle délicieuse église?

— N'est-ce pas? si coquette, si chaude, si bien fréquentée! Oh! s'il avait fallu me marier ailleurs que là, je crois vraiment que je serais restée fille. Ah! ah! j'exagère peut-être un peu, mais c'est pour me faire mieux comprendre. Je ne lui reproche qu'une chose à cette église des Missions, c'est l'interminable corridor qui conduit à la sacristie, c'est un labyrinthe, on se croit dans les catacombes; il vous passe de petits frissons; on a peur d'être attaqué. Ah! ah! ah! j'exagère toujours un peu, mais...

— Je vous en prie, laissez-moi continuer, poursuivit le capitaliste; il est impossible que cette lecture ne vous intéresse pas beaucoup.

« Notre seul espoir, le salut de mon cher troupeau, était tout entier dans l'énergie d'un nouveau missionnaire arrivé depuis peu de jours auprès de nous. Ce digne confrère qui, n'écoutant que sa pieuse ardeur, a renoncé à la cure dont il était titulaire en France et obtenu la grâce d'entrer dans les missions, est un homme grand et robuste, doué d'un courage, d'une fermeté rares. A peine eut-il appris le danger dont nous étions menacés qu'il insista fortement pour que nous abandonnassions le village. — Je me charge de tout, ajouta-t-il avec énergie, je garderai les maisons. — Mais vous serez massacré, mon cher Roche, lui dis-je, votre vie nous est précieuse et... »

— Comment? interrompit la comtesse, Roche... Roche! Est-ce qu'il s'agirait de l'abbé Roche, l'ancien curé de Manteigney?

— Je n'en serais pas étonné, répondit l'abbé Desvialle; je crois avoir entendu dire à l'archevêché que l'abbé Roche était à l'heure

qu'il est en Chine ou quelque part par là. C'est un homme d'avant-garde, et je ne doute pas qu'il ne rende là d'importans services. Continuez, monsieur Larreau, cela en effet n'est pas sans intérêt.

— C'est tout simplement splendide, vous allez voir; je poursuis : « Mais vous serez massacré,... etc. — Cela n'est pas certain. Dans tous les cas, je saurai retenir ici ces sauvages assez longtemps pour vous donner le temps de gagner la montagne. — Je l'embrassai avec des larmes dans les yeux, et nous partîmes.

« Notre pauvre hameau n'a qu'une entrée fort étroite. Le courageux missionnaire y accumula tout ce qu'il put y porter de meubles, de planches, non pas dans le dessein d'opposer aux brigands un obstacle sérieux mais pour leur faire croire à une résistance qui peut-être retarderait leur attaque. Cela fait, il s'enferme dans une des premières cabanes, se barricade du mieux qu'il peut et attend pendant une heure environ. Alors apparaît à l'entrée du village un faible détachement de brigands, fort inquiétés par les défenses qui leur barrent le chemin. Le courage n'est pas leur fait, ils se consultent; lentement, un à un, ils se font un passage au milieu des meubles entassés et pénètrent dans le village, le sabre à la main et l'oreille au guet. Là encore ils s'arrêtent, hésitent, le silence qui règne autour d'eux les effraie plus encore que n'aurait pu le faire notre résistance. Durant ce temps, notre vénéré Roche compte les minutes, est avec nous par la pensée; il devine que nous ne pouvons encore être en sûreté, et il adresse au ciel ses plus ardentes prières. Les bandits se décident enfin, et, soit par le fait du hasard, soit qu'ils aient aperçu la tête du missionnaire, qui les observait par une fente du toit, ils vont droit à la cabane où il est réfugié, et frappent à la porte en poussant des cris. Voyant qu'on ne leur répond pas et que la porte reste close, ils tentent de l'enfoncer et bientôt y parviennent. Sept ou huit de ces démons se précipitent alors dans la maison, prêts à exterminer les malheureux chrétiens qu'ils espèrent y trouver; mais notre courageux collègue, qui veut avant tout gagner du temps, saute par une lucarne qui est derrière la cabane, et, faisant le grand tour, tombe à l'improviste sur les trois ou quatre bandits qui sont restés prudemment en dehors, renverse l'un d'eux, s'empare de la lance qu'il tient à la main, et, nouveau Samson, charge les autres avec une vigueur surhumaine. Les Philistins restés à la porte sont bientôt hors de combat, demandent grâce au milieu des cris de douleur que leur arrachent leurs blessures, tandis que ceux qui ont pénétré dans la maison, glacés d'effroi par les clameurs du dehors, se croient cernés, perdus, se précipitent par toutes les issues et s'enfuient à toutes jambes.

« Notre héroïque confrère était maître du champ de bataille. Sans

doute ces misérables étaient loin de s'attendre à trouver dans une robe noire un aussi rude guerrier. Meurtris, blessés, incapables de se relever, ils attendent que leur vainqueur, imitant leur férocité, vienne les achever d'un dernier coup; mais dans un soldat du Christ la clémence et la charité égalent le courage. Notre cher confrère s'empresse à leur porter secours, il court leur chercher de l'eau, les aide à rafraîchir leurs lèvres brûlantes. Le soldat se transforme en sœur de charité, et ce n'est qu'en entendant le bruit d'une troupe plus nombreuse qui s'approche rapidement que le missionnaire se réfugie dans une autre cabane et s'y enferme de nouveau, espérant renouveler la scène qui lui a si bien réussi; mais cette fois les assaillans arrivent par centaines, en un instant le village est envahi, les portes enfoncées ou brisées. Notre malheureux ami, acculé dans un coin de la chambre où il s'est réfugié, se défend héroïquement, songeant encore en ce moment de détresse à nous gagner du temps et à concentrer sur lui la fureur de tous ces païens. Il fait mordre la poussière aux plus proches, qui, pressés par la foule, ne peuvent éviter par la fuite ses coups redoutables; enfin, écrasé sous le nombre, exténué, blessé lui-même assez gravement, couvert de sueur et de sang, il est terrassé, garrotté, traîné dehors.

« Il est bien probable que, si notre cher confrère eût eu affaire comme la première fois à la horde sanguinaire des révoltés, il eût immédiatement payé de sa vie une aussi prodigieuse résistance; mais cette seconde troupe n'était autre qu'un détachement de l'armée impériale dont le missionnaire nouvellement débarqué ignorait encore les insignes.

« On le conduisit donc à la ville voisine ainsi qu'un malfaiteur. Durant la route, les soldats qui l'entouraient le piquaient de leurs armes pour accélérer sa marche, ralentie par ses douloureuses blessures. Cependant il puise dans le souvenir de notre divin Sauveur un courage surhumain; il ne pousse pas une plainte, et c'est avec un sourire qu'il descend dans un cachot obscur et profond où il se trouve en compagnie de misérables criminels qui l'accablent d'injures et de mépris... »

Larreau souffla pendant un instant.

— Ce récit est très dramatique, murmura le préfet, un peu long, mais fort bien écrit.

— J'en ai les larmes aux yeux, s'écria la comtesse; pauvre, pauvre curé! il me semble le voir au milieu de ces démons! — Et instinctivement elle tourna son regard vers un écran chinois où deux guerriers du Céleste-Empire sont brodés en fil d'or sur un satin écarlate. Le capitaliste reprit avec émotion sa lecture.

« Le surlendemain seulement, on vint l'arracher de ce lieu d'in-

famie pour le traîner devant ses juges. C'est alors que notre vénéré confrère s'est montré par son héroïsme au-dessus de tout éloge. Il était accusé, en apparence au moins, d'avoir résisté à l'armée impériale, d'avoir fait cause commune avec les rebelles et de s'être opposé aux volontés de l'empereur; mais au fond son titre de chrétien fut la véritable cause des atrocités qu'on lui fit subir. On feignit de croire à une conjuration, à un complot politique dont on l'accusa impudemment d'être un des chefs.

« Je veux vous relater son dernier interrogatoire, il est de nature à enflammer d'ardeur les jeunes prêtres des missions. Je tiens les détails qui vont suivre de l'interprète, qui me les a transmis, étant d'une famille chrétienne, et se trouvant lui-même, par la grâce de Dieu, en bonne voie de conversion.

« Tous les princes du sang siégeaient au tribunal. A leur droite étaient les mandarins lettrés, à leur gauche les mandarins militaires. La salle était encombrée de soldats, et tout au fond s'agitait une foule de spectateurs avides. Au pied même du tribunal se tenaient les bourreaux devant les instrumens de supplice rangés avec beaucoup d'ordre.

« Le président demanda en lui montrant plusieurs autres accusés : — Reconnais-tu quelqu'un de tes complices parmi ces gens?

« Il répondit : — Je n'ai pas de complices, pourquoi en aurais-je?

« Les mandarins se regardèrent, et l'un d'eux ordonna qu'on l'attachât au piquet et qu'on lui infligeât dix coups de rotin pour lui faire avouer le nom de ses complices.

« Il supporta ces coups de rotin sans dire un mot, sans même que son visage changeât de couleur.

« — Il est entêté, dit le mandarin. — Et s'adressant au martyr : — Voyons, dis la vérité, et tu seras pardonné; mais si tu continues à nier ton crime, nous te traiterons avec plus de sévérité encore.

« Il répondit : — Est-ce que j'ai l'air d'un homme qui a peur?

« Et il dit cela avec un air de si grande fierté, promenant sur le tribunal un regard si assuré, que le président le fit remettre au piquet et fustiger de nouveau.

« Deux bourreaux se succédèrent, et lorsqu'il fut délié, n'ayant pas proféré une plainte, il dit : — Je frappe plus fort que cela, vous êtes des enfans.

« Alors tous les mandarins furieux se mirent à parler à la fois. L'un disait : — On te fera tenailler. — L'autre : — Il faut qu'on lui ait fait avaler une médecine qui l'empêche de souffrir. — Veux-tu donc résister au tribunal tout entier? vociférait un troisième.

« — Pourquoi ne cries-tu pas lorsqu'on te frappe, orgueilleux, entêté?

« — Je garde le silence, parce que j'aurais beau crier que vous ne me feriez pas grâce d'un coup de rotin. Pourquoi donc me fatiguer en cris inutiles? Je souffre beaucoup lorsque vous me frappez, mais je veux vous faire voir que le Dieu que j'adore donne à ses enfans la force de supporter la douleur.

« — Tu mourras sous les tenailles!

« — Je n'ai pas plus peur des tenailles que du bâton. Si j'avais peur de quelque chose, je ne serais pas ici.

« — Et tu ne veux rien avouer?

« — Puisque je vous dis que je n'ai rien à dire.

« On l'attacha encore au poteau, et l'on se mit à frapper de plus belle. Tous les yeux étaient fixés sur lui; il y avait dans la salle une grande rumeur, et les juges, excités par l'héroïsme de ce saint homme, considérant son silence comme une insulte, poussés d'ailleurs par cette sourde haine qu'ils ont contre les chrétiens, criaient aux bourreaux : — Frappez plus fort! frappez plus fort!

« Et lui, s'exaltant sous les coups, le visage illuminé par la grâce d'en haut, criait aussi de sa puissante voix qui dominait les bruits de la foule et les injures des mandarins : — Frappez donc, êtes-vous à bout de force?... Mon Dieu, pardonnez-moi mes fautes!

« On voyait sous sa chair ensanglantée les muscles de ses membres herculéens se contracter, si bien que les cordes semblaient lui entrer dans la chair, et le poteau auquel il était attaché grinçait comme le mât d'un navire lorsqu'il fait grand vent.

« Cela dura longtemps; on le délia et on l'étendit sur une natte. Son corps était en lambeaux, il était couvert de sang, et dans son visage, dont la vie semblait avoir disparu, on ne voyait que ses yeux étincelans. On le reconduisit dans un cachot où il resta seul. Il était hideux et sublime. Sur son passage, les femmes reculaient épouvantées.

« Cependant j'avais été prévenu de tout cela par un néophyte, et, sans réfléchir à ce que pouvait avoir de dangereux ma démarche, j'arrivai en toute hâte et demandai avec instance la permission de pénétrer dans la prison du martyr. La crainte de s'attirer la juste colère des autorités françaises empêcha le tribunal de me refuser ce que je demandais, et la porte du cachot me fut ouverte. Hélas! ma plume se refuse à vous tracer le tableau qui s'offrit à mes yeux. J'aperçus tout d'abord notre cher confrère étendu sur la terre, il râlait encore. Sans doute ses blessures s'étaient rouvertes, et il s'en était suivi une hémorrhagie, car il baignait dans une mare de sang. Je m'approchai de lui, je voulus lui parler, j'embrassai son front glacé;

mais il n'avait plus sa connaissance, son âme était prête à s'élancer vers Dieu, et en effet il expira dans mes bras, quelques minutes après mon arrivée, tandis que je lui donnais ma bénédiction.

« Telle est, messieurs et vénérés confrères, la mort exemplaire de ce généreux martyr de la foi; son sort est digne d'envie, le ciel nous réserve une pareille fin! Puisse aussi cet héroïsme éclairer enfin les païens et leur faire comprendre qu'un tel courage vient de Dieu seul. C'est lui qui a tout fait, c'est à lui qu'en doit revenir la gloire.

« *Non nobis, Domine, non nobis, sed nomini tuo da gloriam.* »

Cette lecture fut suivie d'un assez long silence. L'abbé Desvialle, qui depuis dix minutes faisait tourner sa tabatière entre ses doigts, fut le premier à la rompre : — C'est une mort admirable, dit-il, véritablement admirable, et je veux dès demain célébrer une messe... Vous y viendrez, n'est-ce pas, madame?

La comtesse ne répondit pas; elle était fort pâle, et, renversée dans un fauteuil, elle semblait avoir perdu connaissance. — J'avais bien besoin de lire toutes ces horreurs devant elle, s'écria M. Larreau en se précipitant vers sa fille.

— Des sels, un verre d'eau! ajouta le préfet.

— Cela n'est rien, me voilà remise, dit la comtesse en se relevant. Pauvre curé!... pauvre curé!... Cette horrible mort m'a bouleversée, et moi qui avais presque oublié au fond d'une armoire le souvenir qu'il me laissa en partant;... on est ingrat vraiment!

— Qu'est-ce que ce souvenir, mon enfant? Tu ne m'as jamais parlé de ce souvenir...

— Eh! sans doute, lorsque je reçus ce cadeau, on était si mal disposé pour le pauvre curé que je ne crus pas devoir en parler... C'est un crucifix magnifique; je vais aller le chercher, je l'avais mis sous clé, et puis je n'y ai plus pensé.

— Non pas, chère enfant, tu n'es pas remise de ton émotion; il ne faut pas te déranger, je vais sonner ta femme de chambre...

— Elle ne saurait le trouver. D'ailleurs un peu de mouvement me fera du bien.

Lorsque Mme de Manteigney eut quitté le petit salon, le capitaliste reprit la conversation : — Mais que diable a-t-il été faire là-bas, ce cher abbé Roche? Quand je dis ce cher... Enfin je ne lui en veux pas, quoiqu'il ait quitté le pays de la façon la plus inconvenante, sans même me faire une visite de digestion, à moi qui lui avais témoigné une confiance, une amitié!... Heureusement que je suis cuirassé sur ce chapitre-là, j'en ai tant vu dans ma pauvre vie! C'était d'ailleurs un homme rude, peu fait aux usages...

— Sa vocation parlait en lui très haut, fit observer M. Desvialle avec un sérieux plein d'onction. La mission du prêtre est celle du sacrifice, mon cher monsieur Larreau; vous ne pouvez comprendre cela. Et la perspective, la presque certitude du martyre est une séduction divine qui enflamme et transporte.

— Vous me faites venir l'eau à la bouche, cher curé, donnez-moi donc une prise. La vérité sur l'abbé Roche est celle-ci : je me connais en hommes, j'ose le dire, et je crois l'avoir jugé avec impartialité. Sous son apparente simplicité, le défunt était un gaillard extrêmement fort; seulement il cherchait sa voie, son objectif,... il n'avait pas trouvé son objectif : de là ses hésitations, ses hardiesses intempestives, ses inconséquences. Ne croyez pas qu'il soit parti pour la Chine sans une raison sérieuse.

— Vous m'étonnez, murmura l'abbé Desvialle.

— Quelque entreprise, quelque coup de main tentait son ambition, c'est moi qui vous le dis; tenez, j'y songe, ces Chinois l'ont accusé d'être à la tête d'une conspiration politique. Eh! eh! cela ne me paraît pas si fou. Ne souriez pas, mon cher curé, sait-on jamais ce qui se passe dans ces cervelles-là?

— Voilà ce christ d'ivoire, fit la comtesse en rentrant dans le salon suivie de sa femme de chambre. Mettez ce crucifix sur la table, Marie... C'est bien, je n'ai plus besoin de vous. N'est-il pas vrai que cela est fort beau, mon cher curé? Et vous, monsieur le préfet, qu'en pensez-vous? Comme tout cela est finement sculpté, que de sentiment dans ce Christ mourant... La tête, voyez la tête, elle est admirable.

— Le cadre lui-même est merveilleux.

— C'est un morceau capital et à coup sûr d'un grand prix.

— Mais comment ce chef-d'œuvre se trouvait-il entre les mains d'un humble curé de campagne, trop pauvre à coup sûr pour l'avoir jamais acheté de ses deniers?

— Je me souviens, dit la comtesse, que ce pauvre abbé Roche me conta la chose, et d'une façon bien touchante. Cette merveille lui était tombée du ciel, pour ainsi dire, à sa sortie du séminaire; le roulage avait déposé chez lui une caisse contenant ce crucifix, et en dépit de tous ses efforts il avait toujours ignoré le nom de la personne qui lui envoyait ce cadeau.

— Il ne faisait rien comme tout le monde, cet excellent abbé Roche, remarqua Larreau.

— Voyons, père, ce n'est pas le moment de plaisanter. Il parlait de cela avec tant d'émotion! Peut-être y avait-il là-dessous quelque souvenir de famille qu'il devinait sans pouvoir l'expliquer. Il y a dans la vie de certains hommes des mystères...

— Oh! la famille de M. Roche! — L'abbé Desvialle, qui avait prononcé ces dernières paroles, s'arrêta tout à coup. — Tout cela est modelé avec un art infini.

A ce moment, le comte de Manteigney apparut, soulevant la portière. Son visage exprimait une violente contrariété. — Morte! fit-il en ôtant ses gants rouges, morte! Ah! je suis désolé...

— Vous voulez dire : il est mort, mon cher Jean. Ah! mon Dieu oui... Enfin!

— Non pas, le poulain va très bien; c'est ma pauvre jument qui est morte. Tiens! qu'est-ce que c'est que ce crucifix?... Magnifique chose!... Mais je connais cette sculpture, je l'ai vue cent fois. Il retournait le crucifix de tous les côtés, et à mesure qu'il l'observait avec plus d'attention, ses souvenirs semblaient se préciser. — Je reconnais ce velours rouge, je me rappelle cette brèche que vous voyez dans le cadre. Qu'il y a longtemps, mon Dieu! Tenez, ici, au bas, il y avait une coquille en argent qui servait de bénitier; est-ce qu'elle est perdue, cette coquille? Mais où donc a-t-on retrouvé ce crucifix? Je l'ai fait chercher partout dans le château. Que je suis heureux de le retrouver! Il était accroché dans le lit de la grande chambre jaune où ma mère est morte. — Puis se retournant vers la comtesse : — Vous ferez remettre cette relique dans la place qui lui appartient, et dont on n'aurait pas dû l'enlever, n'est-ce pas, ma chère?

— Certainement, mon ami, répondit la jeune femme, qui était tremblante, certainement.

Personne n'osa reprendre la conversation interrompue par l'entrée du comte. De l'héroïque martyr, il ne fut pas dit un mot.

Et M. de Manteigney, voyant que tout le monde restait silencieux, reprit avec animation. — A-t-on idée d'imbéciles pareils! En s'apercevant que la pauvre bête était prise de coliques, vous croyez peut-être qu'ils se hâtent de m'avertir? Pas le moins du monde. Sous prétexte que je suis en train de dîner, ils vont chercher le vétérinaire du bourg!... Pauvre bête!

— Vous parlez du vétérinaire?

— Non pas, je parle de ma jument. Ah! ah! ah! je ne suis pourtant pas en train de rire.

— La confusion est excusable. Ah! ah! ah!

— Messieurs, voici le thé.

GUSTAVE DROZ.

LA CRISE

DE

L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

EN ANGLETERRE

L'industrie cotonnière dans la Grande-Bretagne est en proie à la plus cruelle anxiété. La cloche d'alarme sonne à toute volée dans l'opulent Lancashire. Les usines se ferment ou marchent à temps réduit; des milliers d'hommes sont inoccupés. A Preston, une des ruches les plus actives de cet admirable rucher, plus d'un quart des métiers que contient la ville (9,000 sur 32,000) était arrêté au commencement d'août 1869, 4,000 ne travaillaient que quatre jours par semaine, et en compte rond 5,000 individus se trouvaient sans ouvrage. Il en est de même dans toutes les laborieuses cités de cette terre classique de la filature. Une société qui s'est donné pour mission de veiller aux intérêts des fileurs, la *Spinners and minders association*, organise de vastes convois d'émigrans, et les États-Unis recueillent ainsi un grand nombre d'ouvriers rompus au travail des manufactures. Il n'est pas étonnant qu'un pareil état de choses ait suscité de vives alarmes, que la presse, le public, les corporations intéressées, se soient livrés à une enquête minutieuse et passionnée sur les motifs et la durée probable de cette stagnation des affaires. Une opinion très répandue de l'autre côté du détroit prétend que c'est là pour l'industrie anglaise une crise, une sorte de maladie aiguë dont l'apparition a été subite, dont les ravages ont été violens et rapides, mais qui cédera promptement. Un groupe ardent et qui

ne néglige rien pour faire grand bruit lui donne pour cause les récentes modifications de tarifs : c'est le libre échange qui est coupable de tout; ce sont les traités avec la France qui ont ruiné l'Angleterre. D'autres ne veulent voir dans la détresse présente qu'un effet de la rareté du coton. Que la précieuse fibre, disent ces derniers, redevienne aussi abondante qu'autrefois, et les pertes subies seront réparées bien vite, la fabrication se relèvera plus brillante que jamais : on aura fait un mauvais rêve, rien de plus. C'est ainsi notamment que l'éminent ministre du commerce, M. John Bright, envisage les choses. Toutes les autres raisons mises en avant pour expliquer le désastre, il les écarte avec dédain. Certains articles de journaux où on a essayé de les apprécier u semblent « avoir été écrits à Bedlam, » et constituer simplement une déloyale manœuvre de ses adversaires politiques. Dans une lettre rendue publique, il réfute, avec cet accent caustique, résolu et un peu *excentric* qui le distingue, les partisans d'un retour aux anciens tarifs. « Si les tories se plaignent, s'écrie-t-il, que trop de droits de douane aient été abolis, ils auront sans doute la bonté de dire aux classes ouvrières quels sont ceux qu'ils désirent rétablir. Est-ce un droit sur le blé, sur le bétail, ou sur le coton importé?... Quand nous aurons un bon approvisionnement de coton, le Lancashire sortira de l'état désastreux où il se trouve. Il s'agit de se procurer du coton, et les taxes ou les impôts n'ont ici rien à faire. »

Dans le *Trade's unions congress* tenu à Birmingham au mois de septembre 1869, un des délégués ouvriers, M. Alfred Bailey, a présenté la question sous un troisième point de vue. Après avoir dépeint en quelques traits énergiques le tableau navrant qu'offre le Lancashire, après avoir montré « la propriété foncière dépréciée, les ouvriers sans travail irrités et sombres, les fabricans, riches jadis, maintenant ruinés, l'écriteau *à louer* posé de toutes parts sur de vastes bâtimens, la faillite en permanence, un désir brûlant d'émigration gagnant toute la population laborieuse, » M. Alfred Bailey cherche les moyens d'arrêter tant de désastres. Comme nous sommes dans un congrès des *trade's unions,* c'est surtout de l'augmentation des salaires que l'orateur est préoccupé. Il juge en effet que l'Inde anglaise doit fournir plus de coton que les états du sud de l'Union américaine n'ont jamais pu en récolter, et, ce point étant ainsi sommairement réglé, il s'attaque aux droits prélevés aux Indes sur les tissus du Lancashire. Ces droits, suivant lui, pèsent uniquement sur la main d'œuvre. Si on les supprimait, il serait facile « d'élever de 50 pour 100 le prix des journées et de constituer encore une réserve pour les travailleurs. » Cette appréciation ne brille pas à coup sûr par une grande lucidité de raison pratique. On voit bien de quelles

essources une pareille réforme priverait la colonie pour l'exécution de travaux publics urgens et précisément relatifs aux développemens de la culture cotonnière, routes, irrigations, desséchemens; on n'aperçoit pas trop le bénéfice que les ouvriers de la métropole en retireraient. Ce n'est pas le fabricant qui exporte; ce n'est ni à lui ni à ses auxiliaires que profiterait la suppression des droits. Elle servirait à enrichir les nombreux agens qui servent d'intermédiaires entre le producteur anglais et les acheteurs indiens.

Pour ce qui est de la théorie d'après laquelle il faudrait voir dans les traités de commerce l'origine de toutes les vicissitudes de l'industrie britannique, on ne peut guère la considérer, ainsi que le fait M. John Bright lui-même, que comme une sorte de machine de guerre dirigée contre la politique du cabinet, et il n'est pas surprenant que l'éloquent défenseur du libre échange réfute avec quelque impatience les attaques virulentes dont son principe favori a été l'objet. Il est moins aisé de penser comme lui lorsqu'il essaie de déterminer à son tour la cause de la crise. Un mal aussi violent doit venir de plus loin et avoir des ramifications plus profondes qu'il n'a l'air de l'imaginer. Est-ce ainsi que se présente d'ordinaire un malaise passager, dû à des circonstances fortuites et prêt à disparaître avec elles? Ne verrait-on pas au contraire éclater en ce moment les effets lentement aggravés de toute une situation économique, des conditions modernes de la concurrence internationale sur le terrain industriel, de l'ensemble des habitudes et des mœurs commerciales qui ont cours de l'autre côté du détroit? L'industrie de la Grande-Bretagne ne serait-elle point par hasard sur une pente de décadence? Voilà ce que la masse du peuple anglais se demande avec une anxiété légitime. L'instinct public, plus clairvoyant que les théoriciens quand il s'agit d'un grand intérêt national, comprend ce qu'il y a d'insuffisant dans les explications qu'on lui donne. La question mérite d'être examinée de près : nous allons tâcher d'en exposer d'une manière équitable et complète tous les élémens; mais, afin d'indiquer les vrais remèdes aux souffrances présentes, il est nécessaire de montrer l'enchaînement des faits qui les ont déterminées, et pour cela de reprendre les choses d'un peu haut.

I.

S'il est un moment où la disette du coton aurait dû faire pousser des cris d'alarme, c'est en 1860, au début de la guerre de sécession américaine. Du jour au lendemain, la source à peu près unique d'où l'on retirait la précieuse fibre se trouvait tarie. On n'était nullement préparé à un pareil événement; la pénurie ne pouvait être

que cruellement ressentie. Combien la situation sous ce rapport apparaît plus avantageuse en 1869 ! L'univers entier concourt à l'approvisionnement des filatures européennes; les États-Unis, en paix depuis cinq ans, ont donné dans cet intervalle à la production cotonnière un essor inespéré. Sans être abondans, les stocks de matière première qui se trouvent dans les entrepôts suffiraient à entretenir une fabrication assez active. Or les mêmes gens qui se plaignent aujourd'hui que le coton manque ne témoignaient à cet égard aucune inquiétude en 1860. Le *Times* et l'*Economist* déclarèrent que la gêne devait être tout à fait momentanée. S'appuyant sur des considérations géographiques et agricoles plus ou moins fondées, ils lui assignaient une durée de deux ans au plus. La presse, on le sait, est en Angleterre, plus encore qu'aux États-Unis, le régulateur de l'opinion générale. Les intéressés ne tardèrent donc point à se rassurer sur la foi de ces deux oracles. Il n'y a ni hommes ni lieux de production indispensables. Le Lancashire pouvait dormir tranquille. De l'or, du terrain, il ne fallait rien de plus pour combler en deux ans le vide creusé par la guerre dans le *supply of cotton*. De l'or, personne n'ignore qu'il n'est pas difficile d'en trouver au-delà de la Manche; la spéculation anglaise en a prodigué dans des entreprises moins dignes de succès que celle qu'on désignait à ses efforts. Du terrain, ce n'était pas là non plus ce qui manquait; des continens entiers s'offraient aux expériences. Il y avait une chose dont le *Times* et l'*Economist* négligeaient de parler, qui seule féconde la terre et que l'or ne remplace pas : c'étaient les capacités techniques. Les hommes pourvus d'une solide science pratique sur les questions de culture firent absolument défaut dans les nombreuses compagnies qui se proposèrent pour but de couvrir de plantations cotonnières les diverses parties du monde. On ne recruta que des spéculateurs et des coureurs d'affaires. Comment en aurait-il été autrement? Exploitant depuis de longues années une sorte de monopole, endormis dans leur opulence et leur prospérité, les grands industriels britanniques, les « lords du coton, » avaient dédaigné de s'enquérir des conditions que réclamait, pour pousser et mûrir, la précieuse plante à laquelle ils devaient leur fortune. Les États-Unis ne la leur fournissaient-ils pas, n'avaient-ils pas pour devoir de la leur fournir toujours? On aurait fort étonné ces paisibles millionnaires en leur disant que les États-Unis pourraient bien manquer à ce rôle; on les eût véritablement scandalisés en osant prévoir que l'Amérique filerait et tisserait un jour sur place une partie du coton qu'elle récoltait. Comme la nation entière avait partagé cette sécurité, elle n'était pas moins profondément ignorante sur les premières données du problème posé par les événemens.

Un pays sans traditions militaires ne peut subitement lever une bonne armée; il se passe quelque chose d'analogue dans les diverses branches de l'industrie agricole : on n'y improvise pas la victoire. Le succès s'y obtient lentement, année par année, au moyen d'essais patiens et d'améliorations successives. Les Indes orientales en particulier étaient un champ d'expérimentation où l'on ne devait s'avancer qu'avec la plus grande prudence. Il était facile de prévoir, si l'on avait pris la peine d'étudier les lois du pays, que l'on trouverait dans la singulière organisation de la propriété foncière l'origine de difficultés très sérieuses. Le climat devait opposer de son côté de graves obstacles à la production des qualités les plus demandées sur le marché anglais. Dans quelques grands districts, il est vrai, le coton était cultivé depuis longtemps; mais on ne pouvait pas y considérer cette culture comme naturalisée : les plantations étaient rares, peu importantes, partout conduites avec un empirisme routinier. Aussi, quel qu'ait été l'élan imprimé à la production cotonnière dans cette vaste région, la quantité de matière première qu'elles ont exportée n'a-t-elle apporté pendant la guerre de sécession qu'un secours insuffisant aux usines du Lancashire en détresse.

Le même phénomène s'est reproduit, et pour les mêmes causes, dans tous les pays qui s'étaient mis à faire pousser la plante magique dont la fibre se payait au poids de l'or. Au Brésil, en Égypte, dans l'archipel grec, en Turquie, on retrouve au début la même fièvre de spéculation, les mêmes convoitises ardentes incessamment ranimées par des prix exorbitans et les encouragemens d'une spéculation sans frein. Nous avons eu l'occasion de montrer dans une précédente étude (1) les péripéties que présenta dans ces contrées une campagne agricole menée avec une sorte d'aveugle furie, et de faire voir quels éphémères prodiges cette excitation malsaine avait réalisés. Ce beau feu ne pouvait durer; ces bénéfices fabuleux ont plutôt nui que contribué à la prospérité économique des pays qui s'étaient lancés à corps perdu dans cette voie. Il est tel d'entre eux, l'Égypte par exemple, où les meules des villages tournaient à vide, et où l'on trouvait difficilement, quelque argent qu'on en offrît, une mesure de blé à leur fournir; pas un pouce de terrain qui ne fût consacré au coton : il se vendait 250 francs les 50 kilogrammes.

Une réaction était inévitable; elle fut terrible. Ce furent les premiers symptômes de paix en Amérique qui en donnèrent le signal. Tout était artificiel dans les cours depuis quatre ans. C'est bien à tort que les filateurs étaient convaincus qu'il n'y avait pas sur la place un quintal de coton disponible; il existait des approvisionne-

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1866.

mens importans. Ce n'est pas que la quantité annuelle de balles exportée en Angleterre eût atteint ce qu'elle avait été autrefois; elle était cependant supérieure à ce que les souffrances de la filature et les taux de famine infligés aux fabricans auraient fait supposer. Ces stocks de coton, soigneusement dissimulés jusque-là par les détenteurs, étaient prêts à écraser le marché à la première panique. Cela ne manqua pas d'arriver, et il en résulta une débâcle. L'échafaudage dressé par la spéculation s'écroulait avec fracas, et la fabrique anglaise conservera longtemps le souvenir de cette désastreuse liquidation. La première chose dont il fallut convenir lorsque les innombrables victimes de la crise purent commencer à réfléchir, c'est que les efforts réunis du monde entier n'avaient pu fournir un produit équivalent à celui que donnait une bonne récolte dans les états du sud de l'Union américaine. De plus les qualités courantes, celles que la filature recherche avec le plus d'empressement, ne se recueillaient qu'aux États-Unis. La situation pourtant n'était pas en réalité inquiétante, et une fois que fut payée la rançon inévitable des imprudences et des folies commises, elle se présentait même sous un jour assez rassurant.

Sans doute les districts cotonniers dont on avait surexcité à outrance les forces productives ne pouvaient remplacer entièrement l'Amérique pour l'approvisionnement des usines anglaises. Ils pouvaient cependant fournir à ces dernières un appoint utile et des ressources qui n'étaient pas à dédaigner. Ces pays avaient rudement ressenti le contre-coup de la secousse qui avait ébranlé l'industrie britannique. Parmi les exploitations agricoles récemment fondées, toutes celles qui n'avaient pas conquis une prospérité robuste et des gains de bon aloi disparurent sur-le-champ; les planteurs de hasard, qu'avait seulement alléchés l'appât de bénéfices de 40 pour 100, ou furent ruinés, ou s'empressèrent d'abandonner la partie. Après cette épuration énergique de tous les élémens douteux, la production cotonnière ne se trouva point anéantie. Les agriculteurs sérieux, les établissemens conduits avec prudence et fermeté, tinrent bon. Au nombre des états qui ont conservé un rang honorable comme exportateurs de matière textile, il faut notamment citer la Turquie. On ne s'attendait guère sans doute à la voir en cette occasion faire mieux que l'Italie, l'Algérie, l'archipel grec. Ce succès est d'autant plus honorable pour les sujets du sultan que le mérite n'en revient que d'une manière très indirecte au gouvernement. La Porte n'avait, il est vrai, négligé au début ni les conseils, ni les encouragemens pour donner l'essor à cette culture nouvelle; mais elle ne tarda point à l'abandonner à elle-même, désespérant de lui voir acquérir une vitalité suffisante par la récompenser de ses efforts. Elle

se trompait, et s'était découragée trop vite. Les plantations turques ont traversé heureusement les jours difficiles que leur ont faits les fluctuations des prix sur les places européennes; on y recueille des qualités qui jouissent auprès des filateurs d'une faveur croissante et méritée, et sont susceptibles de remplacer dans toutes les applications les belles espèces connues sous le nom de *middling New-Orleans*. Le Brésil, où de riches propriétaires avaient pris à cœur d'implanter le coton, n'a point lâché pied non plus. Les exportations n'ont pas baissé depuis 1865, elles ont plutôt augmenté. Malheureusement le Brésil ne fournit que des sortes fines, et celles-ci encombrent déjà le marché. L'Égypte, qui avait poussé l'engouement pour le coton jusqu'à ne plus récolter chez elle le blé qui lui est indispensable, a bien dû en rabattre, et s'arranger de manière à revenir à une production normale. Elle semble maintenant avoir retrouvé son équilibre, et concourt régulièrement pour sa part à l'approvisionnement général.

Il en est de même des Indes anglaises. Elles ont pris dans le commerce du coton une situation beaucoup plus modeste assurément que celle que rêvaient pour elles les publicistes de 1860; mais elles paraissent devoir s'y tenir avec fixité. Bien que l'exportation en Angleterre ait diminué depuis 1866, des renseignemens puisés aux meilleures sources permettent d'affirmer que la culture n'a pas langui, et que le surplus des récoltes a servi à alimenter soit la consommation intérieure, soit les échanges avec la Chine. Les Indes semblent avoir atteint précisément le maximum de production que comportent pour le moment leurs aptitudes, leur état de civilisation, leur climat. Elles donneront peut-être plus de coton quelque jour, quand on sera parvenu à établir un peu d'entente cordiale entre les propriétaires fonciers et les malheureux cultivateurs, quand on aura mis un terme au chaos administratif qui obscurcit toutes les questions relatives au régime de la terre. Nous ne demandons pas mieux que d'accueillir avec empressement ces pronostics à longue échéance. Qu'on nous accorde en revanche que bien longtemps encore l'Angleterre restera, pour ses approvisionnemens de coton, tributaire de la république américaine. Supposons résolues toutes les difficultés qui tiennent à la législation locale; resteraient encore celles qu'oppose le climat. La graine de coton ne porte fruit que huit mois après la mise en terre, et la cueillette finit quand les semailles commencent. C'est donc une année pleine qu'exige la récolte. Que de chances de perte pendant un si long laps de temps, sous un climat inégal, pour une plante délicate qui craint à la fois la chaleur, la sécheresse, l'excès d'humidité! Il n'en est pas moins vrai qu'il y a encore là pour les fabriques anglaises un secours qui ne laisse pas d'être utile.

Le coton indien, cueilli aujourd'hui avec soin, séparé de la graine au moyen de machines perfectionnées, pressé ensuite dans des établissemens organisés d'une façon vraiment admirable, avait même pris dès les derniers temps de la guerre de sécession une netteté, une blancheur, une beauté d'aspect, qui prouvent, en ce qui le concerne, que les problèmes mécaniques ont été abordés avec plus de bonheur que les problèmes agricoles.

Tel était l'état des choses en 1865. Il n'était pas désespérant, il permettait de considérer l'avenir avec calme. Si l'on ne pouvait se passer des États-Unis, on avait de quoi attendre sans de trop vives souffrances qu'ils eussent repris leur rôle naturel de pourvoyeurs des filatures d'Angleterre. C'est ainsi que tout le monde sembla envisager alors les perspectives nouvelles qui s'ouvraient devant l'industrie. Les cours, dépréciés violemment à la suite des manœuvres d'agiotage dont nous avons parlé, reprirent une marche ascendante. Les fabricans, qui n'entendaient pas laisser leurs usines inactives et voulaient au moins rattraper leurs frais généraux, recommencèrent d'acheter la matière première, avec prudence sans doute, mais en même temps avec assez d'ensemble pour donner au marché quelque animation et aux prix une certaine fermeté. On se persuadait que les beaux jours allaient renaître; les périls les plus graves étaient maintenant surmontés. Une seule éventualité, assurait-on, pouvait prolonger le malaise qui planait sur l'industrie, l'espèce de convalescence languissante où elle se traînait encore : c'était que les États-Unis, après la suppression de l'esclavage, ne pussent produire qu'une quantité insignifiante de coton. Cette éventualité du reste, nous la déclarions ici même à cette époque parfaitement invraisemblable, et tous les hommes compétens s'accordaient à la considérer comme telle. Comment se fait-il qu'après quatre années écoulées l'industrie anglaise n'en ait pas encore fini avec cette maladie qui était alors, au dire de ses médecins ordinaires, en si bonne voie de guérison? Comment se fait-il que son état n'ait fait qu'empirer, et qu'elle se débatte à l'heure qu'il est contre une crise qui fait craindre aux plus optimistes qu'une lésion profonde n'ait atteint quelque organe essentiel? Est-ce que les États-Unis n'auraient pas tenu ce que l'on attendait d'eux? Bien au contraire, ce vigoureux pays a réalisé tous les présages que son énergie, depuis longtemps connue, inspirait à cette époque, quoique la culture du coton y ait repris sa vitalité par des moyens un peu différens de ceux qu'on avait cru pouvoir indiquer.

On comptait beaucoup en 1865 sur le concours des nègres rendus libres et élevés à la dignité de citoyens pour rétablir la prospérité agricole des états du sud. Les documens émanés du gouvernement

du nord justifiaient cette espérance. Les faits postérieurs lui ont donné un démenti. On exagère parfois quelque peu de l'autre côté de l'Atlantique; et, pour le triomphe de certaines opinions les hommes les plus influens du pays ne craignent pas toujours assez de faire des emprunts à leur imagination. Les premiers essais de travail libre avaient donné de bons résultats et bien fait augurer du sérieux et de la régularité des noirs. Cela ne dura guère. L'indolence de la race nègre, à qui manquent beaucoup trop le *self-criterium* et l'esprit de prévoyance, ne tarda point à reprendre ses droits. Pour achever de tourner la tête aux nouveaux affranchis survinrent les déclamations des ultra-radicaux, qui leur promettaient une forte part dans les dépouilles des vaincus, décrétés par la même occasion d'incapacité civique. Les noirs ne voulurent plus travailler pour le compte d'autrui. Ils prétendirent s'installer en maîtres dans les plantations ravagées par la guerre. Une vaste grève, des conflits sanglans, furent le prompt résultat de ces belles théories. Décidément les libérateurs de la race opprimée avaient été trop loin. Ils le comprirent d'autant mieux que désormais de nombreux capitaux du nord se trouvaient engagés dans les anciens états confédérés. Beaucoup de *Yankees* s'étaient rendus adjudicataires à vil prix des plantations mises aux enchères par les sudistes ruinés. D'autres arrivaient incessamment avec l'argent nécessaire pour exploiter les terres en friche, soit en les achetant, soit en s'associant avec les propriétaires et en cultivant avec eux de compte à demi. Pour mener à bonne fin de semblables projets, il fallait tout d'abord s'assurer le concours des nègres, qui se montrèrent rogues et récalcitrans, comme on pouvait s'y attendre, et finirent toutefois par transiger en imposant de très dures conditions.

Le minimum du prix de la journée fut fixé à un demi-dollar, plus le logement, la nourriture, un lopin de terre. De pareils prix grevaient l'exploitation de lourdes charges, car les terrains présentaient des inégalités très grandes sous le rapport de la fécondité. On pouvait encore réaliser de beaux bénéfices dans les terres riches, où l'acre rend de 6 à 7 quintaux de coton; mais il arrivait souvent que la récolte n'atteignait que la moitié de ce chiffre, et alors l'opération devenait désastreuse. C'est pourtant avec ces élémens que les planteurs entreprirent une nouvelle campagne, et ils la menèrent avec ce mélange d'audace et d'opiniâtreté qui a valu tant de beaux succès à la race anglo-saxonne. Quand vint le moment de la cueillette, les capitalistes du nord, qui s'étaient résolûment lancés dans cette culture et l'avaient ranimée, se trouvèrent récompensés au-delà même de leurs espérances. La quantité de coton s'éleva au-dessus de 2,300,000 balles. Elle s'est maintenue depuis 1866 entre

ce chiffre et 2,600,000 balles. Les forces productives des États-Unis, on le voit, n'étaient rien moins qu'éteintes, et l'entrain réfléchi des spéculateurs *yankees* avait triomphé des conditions les moins favorables aux entreprises agricoles, de la misère et du découragement des propriétaires du sol, du régime militaire qui prévalait dans l'administration, de la paresse et des prétentions exagérées des travailleurs noirs.

La récolte qui est en ce moment sur pied promet des résultats plus brillans encore. « Malgré les légitimes plaintes causées par le froid et la sécheresse, par la rouille et les chenilles, le rendement général, d'après les évaluations les plus modestes, ne sera pas inférieur à 3 millions de balles. » Cette assurance, contenue dans le *Report of the department of agriculture*, se retrouve dans toutes les informations, soit officielles, soit particulières, qui arrivent des lieux de production. La superficie du terrain cultivé en coton a augmenté depuis l'année dernière de 18 pour 100, et tout fait présager que la quantité de coton récoltée aux États-Unis, après être restée stationnaire depuis la fin de la guerre et la reprise des travaux agricoles, va prendre un développement continu. L'introduction des coulies chinois inaugure en effet pour les plantations du sud une ère nouvelle.

« On est convaincu au Texas et ici, écrivait-on de l'Arkansas au gouvernement américain au mois d'août 1869, que l'an prochain les noirs refuseront de travailler à la journée. Nous n'en avons aucun regret, tout au contraire, car cette manière d'agir adoptée par les nègres justifiera la convention passée par nos planteurs entre eux d'employer dorénavant le plus grand nombre de coulies possible. » Ce qui se passe dans l'Arkansas se passe dans tous les états à coton, et les services rendus par les coulies inspirent la plus grande confiance dans l'avenir. De tous côtés on entend affirmer que d'ici à trois ans les récoltes américaines atteindront 5 millions de balles. Cela ne fait un doute pour personne de l'autre côté de l'Atlantique, l'émulation pour la culture du coton y est très vive. Jusque-là, tout irait bien, et l'Angleterre n'aurait qu'à se réjouir; mais voici d'autres faits qui doivent lui inspirer de pénibles réflexions. Parallèlement aux accroissemens des récoltes de matière première marchent les progrès de l'industrie destinée à la transformer en étoffes. Le sentiment national s'en mêle; on veut avoir des filatures, des tissages, ne plus dépendre de personne, et même disputer pied à pied au commerce européen les divers marchés du monde. Une lettre qui nous a été adressée vers le milieu de septembre 1869 par un Américain des plus clairvoyans et des plus autorisés en ces matières est très explicite là-dessus. « Non-seulement, s'écrie notre

correspondant, les États-Unis doivent se suffire à eux-mêmes, mais ils sont résolus à battre l'Angleterre dans l'Indo-Chine et partout où cela leur sera possible; ce sera là notre guerre, celle qui sera la plus sensible à l'ennemi, notre revanche des déprédations de l'*Alabama* et de la reconnaissance des droits des belligérans accordée aux confédérés. » Ces paroles ardentes sont la traduction fidèle de l'opinion populaire. De pareilles dispositions généralement répandues chez une nation jeune, éclairée, industrieuse et riche, sont plus fâcheuses pour les usines du Lancashire que le manque de coton dont se plaint M. John Bright.

Cette prétendue pénurie de matière première, nous avons maintenant en main tous les élémens nécessaires pour savoir exactement à quoi elle se réduit. En réalité, de 1865 à 1868, le plus grand écart que l'on puisse constater entre les quantités annuellement importées en Angleterre n'atteint pas 90,000 balles, c'est-à-dire la consommation moyenne des fabriques du royaume-uni pendant deux semaines actives. Ces approvisionnemens, il est vrai, on n'a pu se les assurer que par des moyens coûteux et à des prix qui faisaient à l'industrie britannique une situation précaire. On trouve sur certains marchés du Levant et de l'extrême Orient des tissus anglais vendus à 15 et 20 pour 100 au-dessous du prix de revient actuel. Une pareille anomalie paraît pourtant être plutôt le signe que la cause de la stagnation des affaires. Ce n'est pas là ce qui fait péricliter l'industrie du Lancashire; c'est un des mille symptômes qui révèlent le mal dont elle souffre, mal que les événemens qui se sont accumulés depuis cinq ans ont aggravé, mais non déterminé : le germe en existait longtemps avant la guerre de sécession. L'abondance et le bas prix du coton ne suffiraient pas à le guérir. Si l'on n'y prend garde, si on ne le combat vigoureusement, il provoquera la décadence continue des usines de la Grande-Bretagne. Ce qui mine l'industrie anglaise, c'est que ses débouchés se resserrent, c'est que des marchés qu'elle était en position de fournir seule ne lui appartiennent déjà plus. Ceci constitue le second point que nous avons à examiner.

II.

Sans doute les États-Unis ont annoncé un peu trop vite et un peu trop bruyamment qu'ils allaient faire concurrence aux produits britanniques à l'extérieur. En attendant que ces menaces reçoivent un commencement d'exécution, ils ont dès à présent réussi à subvenir dans une large mesure à leurs propres besoins. Du mois d'août 1868 au mois d'août 1869, les filatures de l'Union ont transformé près

d'un million de balles de coton. C'est environ le cinquième de ce qu'ont travaillé toutes celles de la Grande-Bretagne dans le même intervalle, et, à quelques milliers de balles près, cette quantité de coton représente précisément celle qu'ils ont fournie à l'Angleterre. Après de pareils débuts, on peut compter que les États-Unis ne s'arrêteront pas en route. Voilà une grande contrée où, d'ici à peu de temps, il est à craindre que l'Europe ne puisse plus exporter un seul ballot de cotonnade. Qu'on ne nous dise pas que les manufactures américaines ne vivent qu'à la faveur des taxes qui interdisent aux marchandises étrangères l'entrée de l'Union, que c'est là une industrie factice, et que l'abaissement des tarifs la ferait disparaître comme par enchantement. Ces usines, placées à proximité de la matière première, dans un pays où le combustible et les ateliers de machines ne manquent point, où les capitalistes sont pleins d'audace et les industriels d'initiative, n'ont à redouter vis-à-vis des usines anglaises aucune raison d'infériorité. Les ouvriers habiles leur manquaient; voilà qu'ils affluent sur ces rivages hospitaliers. Si une modification brusque des tarifs peut arrêter les développemens d'une industrie encore à l'état embryonnaire, elle ne saurait compromettre sérieusement une industrie vivace éclose dans un aussi favorable milieu; qu'on s'en rapporte au congrès américain d'ailleurs pour accomplir avec mesure et à bon escient cette réforme souhaitable, que le progrès naturel des temps rendra nécessaire. Il faut voir les choses comme elles sont, se résigner à des phénomènes dirigés par des lois immuables. Au lieu de poursuivre le chimérique espoir de reconquérir des marchés à peu près imprenables aujourd'hui, l'Angleterre doit chercher par d'énergiques efforts à étendre dans d'autres directions le domaine de son activité commerciale, et diriger vers des entreprises pratiques et soigneusement étudiées les forces dont elle dispose; il est indispensable qu'elle les emploie avec discernement, et qu'elle en tire tout le parti possible, car elle n'est plus aujourd'hui seule à les posséder.

Comme le remarque le *Times*, qui s'est enfin décidé à accepter la logique des faits, cette transformation industrielle dont les États-Unis sont le théâtre n'est point particulière à la république américaine. Les circonstances lui ont seulement donné de l'autre côté de l'Atlantique un caractère plus saisissant. En Europe, les centres manufacturiers prennent sans cesse de l'extension. La filature et les autres arts mécaniques ne sont plus spécialement anglais. La France, l'Allemagne, la Suisse, profitent des facilités que leur fournissent la rapidité des communications, la perfection de l'outillage moderne, pour prendre une bonne assiette sur le terrain industriel.

Quand on examine avec soin les tableaux où se trouvent résumés

les mouvemens d'importation de la matière première, il est impossible de ne pas être frappé de l'importance des achats de coton brut que réalisent tous les ans certains états. Il n'y a pas jusqu'à l'Espagne qui ne s'efforce d'entrer en ligne. Elle accapare dans ses fabriques de Catalogne la plus grande partie du coton turc. Elle obtient avec ce beau lainage qu'elle trouve à ses portes des articles très remarquables pour sa consommation intérieure, et elle exporte en outre des tissus où se retrouve le goût particulier de la race, et qui sont recherchés dans toutes ses colonies aussi bien que dans les anciennes possessions espagnoles de l'Amérique.

Les autres nations du continent font à la Grande-Bretagne une guerre plus dangereuse encore. Malheureusement pour l'honneur et les intérêts de l'Angleterre il est arrivé que, débutant dans la carrière commerciale, elles se montraient d'ordinaire plus scrupuleuses que leurs devanciers, et assuraient ainsi à leurs marques une faveur et une notoriété rapides. Ces nouveau-venus offrent aux populations avec lesquelles ils se mettent activement en rapport, au point de vue de la bonté des marchandises et de la sûreté des transactions, des garanties que le commerce britannique ne présente plus au même degré ; ils se sont glissés à la suite des Anglais sur beaucoup de marchés où ils leur sont maintenant préférés. Ils s'y étaient d'abord, les Allemands surtout, introduits à la faveur de contrefaçons audacieuses. Longtemps les mots *patent London* figurèrent sur des ballots d'origine germanique à destination du Levant et de l'extrême Orient. Ils se posent maintenant en rivaux plutôt qu'en plagiaires, leurs marchandises étant mieux fabriquées que celles du royaume-uni. Il faut le dire à l'Angleterre, le niveau moral chez ses marchands, ses financiers et ses manufacturiers a baissé singulièrement depuis qu'ils se sont imaginé que le commerce du monde leur appartenait par droit de conquête. L'amour du gain facile, qui est une des plaies de notre temps, a gagné les hautes régions du négoce britannique. Nous allons aborder une question délicate; aussi est-ce chez nos voisins eux-mêmes que nous irons chercher les pièces du procès européen que nous instruisons. La collection du *Times* nous fournit plus d'un exemple du laisser-aller avec lequel les exportateurs de l'Angleterre traitaient leurs lointains cliens. Les allégations du journal de la Cité de Londres s'appuyaient soit sur des actes officiels, soit sur des documens irrécusables, et n'ont pas été démenties.

Depuis une dizaine d'années environ, les détaillans des bazars de l'Indo-Chine se plaignaient sourdement de la mauvaise qualité des tissus que leur envoyait le royaume-uni. Les toiles étaient trop faibles, et le manque de poids était déguisé par un excès d'apprêt,

double désavantage pour le consommateur. Le prestige qui couvre le nom anglais dans ces parages avait empêché ces rumeurs de prendre de la consistance. La grande crise dont la guerre de sécession américaine donna le signal se chargea de montrer combien étaient fondées les plaintes des indigènes. Plusieurs magasins considérables de Bombay et de Calcutta ayant suspendu leurs paiemens, on s'aperçut, en en faisant la liquidation, que l'arriéré provenait de ce qu'un grand nombre de leurs cotonnades n'avaient pu se vendre ou s'étaient vendues à vil prix. Ces cotonnades étaient pourries. A la suite de cette découverte, on opéra des perquisitions dans d'autres magasins et dans les entrepôts de la douane. On y trouva des montagnes de marchandises laissées pour compte. Le centre de ces ballots se réduisait, lorsqu'on les ouvrait, en une poussière verdâtre et corrompue. On fit une enquête, les langues des victimes se délièrent, chacun exposa son cas, et il devint clair que ces rigides marchands, ces austères intermédiaires entre l'offre et la demande, qui n'avaient pas de mots assez sévères contre le peu d'honnêteté des Hindous, s'étaient abaissés jusqu'à tromper ceux-ci indignement; manœuvre misérable qui ruinait pour longtemps la confiance des indigènes, et compromettait le résultat de plusieurs siècles de loyauté et de courageux efforts.

La falsification employée ici, et qui, à ce qu'il paraît, était devenue une chose acceptée et normale en Angleterre pour les expéditions d'outre-mer, consistait à jeter sur le tissu à peine fabriqué de la craie humide. On comprend facilement qu'une telle manipulation augmente beaucoup le poids de l'étoffe; elle permet par conséquent d'y mettre beaucoup moins de coton, tout en conservant à la toile une certaine apparence. Par contre, elle produit une fermentation assez puissante pour détruire le fil et rendre le tissu impropre à aucune espèce d'usage. C'était là une fraude brutale, et dont les effets devaient sauter aux yeux dès que l'objet manufacturé entrerait dans la consommation. Elle n'en était pas moins pratiquée en grand depuis plusieurs années. Un fabricant avouait qu'il avait d'abord employé la craie humide à pelletées, et que ses correspondans établis dans l'Inde, enchantés du résultat obtenu, lui avaient écrit de l'employer à tombereaux (*wheelbarrowfull*).

Après avoir insisté sur les détails de ces agissemens, — dont industriels, marchands, commissionnaires, étaient les complices, le *Times* en fait ressortir les conséquences funestes. Les correspondances qu'on lui adresse nous apprennent que la méfiance où ces pratiques ont jeté les Hindous a suscité sur place une concurrence déjà ruineuse pour les grands établissemens d'Angleterre. « Dans les bazars indiens, dit le *Times*, les manufactures de coton indigène

alimentent déjà pour les trois quarts la consommation locale; un quart seulement revient à la fabrique étrangère. » Il adjure en conséquence fabricans et commerçans de revenir « à ces principes stricts d'honnêteté qui plaçaient jadis les opérations anglaises au-dessus du soupçon. S'ils ne rompent point avec le système qu'ils suivent, le monde entier saura bientôt à quoi s'en tenir sur leur compte, et il est certain que les manufacturiers de l'Amérique et de l'Indo-Chine s'arrangeront de manière à procurer des loisirs à leurs confrères du Lancashire. » Cette juste et sévère admonestation, adressée par le journal de la Cité à une classe de citoyens qui n'a guère l'habitude d'en recevoir, portera-t-elle ses fruits? Ce qui est certain, c'est que les effets de la libre concurrence entendue de cette façon, — et il ne se trouve que trop de gens en Angleterre et ailleurs pour l'entendre de la sorte, — feraient rapidement déchoir la Grande-Bretagne du rang auquel elle s'est élevée parmi les nations industrielles.

Quelle leçon pour la métropole que de voir ses possessions indiennes refuser ses onéreux services! La concurrence lui vient de ces pays même qu'hier encore elle regardait comme si inférieurs sous tous les rapports au glorieux royaume-uni. Que parle-t-on encore de faire de l'Inde le grenier à coton du Lancashire? L'Inde devient manufacturière elle-même; cette transformation, dont il faut s'applaudir au point de vue des intérêts supérieurs et de la marche générale de la civilisation, va se retourner contre les maîtres qui exploitaient en toute sécurité ces terres conquises. On n'est plus au temps où la politique égoïste d'une compagnie de marchands disposait seule des ressources d'un vaste territoire, et pouvait en paralyser la vie pour servir les intérêts d'un patriotisme étroit. Aujourd'hui les nations s'efforcent d'arriver par elles-mêmes, de mettre leurs richesses en exploitation; le mouvement s'étend jusqu'en Asie, ces aspirations relèvent les races qu'avait courbées une oppression séculaire. Voilà les difficultés d'un ordre nouveau avec lesquelles la triomphante industrie anglaise doit compter.

On raconte en Angleterre qu'au moment de la campagne de Crimée l'administration de la guerre avait pourvu le corps de débarquement d'un matériel considérable, en prévision d'un siége auquel personne ne croyait beaucoup. Le siége eut lieu, il a marqué d'une manière mémorable dans les fastes militaires de l'Europe. Seulement, lorsque les soldats anglais voulurent ouvrir la tranchée, les pelles et les pioches dont on les avait munis se brisèrent entre leurs mains aux premiers coups. Il fallut renvoyer tous ces outils, en attendre d'autres. La vie des soldats, les opérations militaires, tout se trouva gravement compromis par la déloyauté de quelques fournisseurs.

Cette affaire en son temps fit scandale; on l'a trop oubliée depuis, et il est bon de la remettre en lumière. Il s'agit en ce moment pour la Grande-Bretagne, dans le domaine industriel, de mener à bien un siége laborieux et difficile auquel personne ne s'attendait. Ces moyens de succès, ce sont de loyaux produits. D'obscures falsifications réalisées au bénéfice d'agens subalternes peuvent faire perdre à la nation entière cette décisive bataille commerciale. Que la presse multiplie les informations, les découvertes, qu'elle démasque toutes les fraudes. Rien ne pourrait être plus dangereux que des atténuations ou des réticences inspirées par un faux respect humain. Dans un pays où, en mettant à part les plus nobles familles, toutes les positions élevées, toutes les fortunes, sortent de la Cité, il y a comme une conspiration générale pour pallier les maux de ce genre. Le *Times* lui-même interrompt son éloquent réquisitoire, comme s'il avait dessein de se faire pardonner les fortes vérités qu'il contient, pour proposer timidement quelques excuses à la conduite des grands fabricans. Ils sont bien obligés d'obéir, insinue-t-il, aux ordres formels qu'ils reçoivent des négocians et des commissionnaires dont les commandes alimentent leurs métiers. On n'est jamais forcé de se prêter à des manœuvres déloyales, et à ce jeu l'on perd son honneur commercial, quand même on prendrait la précaution de ne pas apposer son estampille sur des produits douteux. Que les usines refusent catégoriquement de fabriquer des marchandises de mauvais aloi, elles pourront reconquérir ainsi une partie de leur clientèle, et dans tous les cas faciliteront la surveillance qu'il semble urgent d'organiser sur les agissemens d'intermédiaires trop pressés de s'enrichir. Même à ces conditions, l'Angleterre reprendra-t-elle sa situation non-seulement prépondérante, mais unique, comme nation industrielle? Cela n'est guère probable.

En résumé, ce n'est point d'un mal de circonstance, c'est d'une question de vie ou de mort qu'il s'agit ici pour la filature britannique. Sa position dans le monde est compromise. Elle a en elle des élémens dangereux. Le sentiment trop vif de la supériorité de leur patrie, la persuasion qu'ils n'avaient aucune concurrence à craindre, ont fait oublier parfois à ses hommes d'affaires que tout commerçant qui se respecte doit compter non-seulement avec ses rivaux, mais avec sa conscience. Ils ont ébranlé ainsi leur vieille réputation. Quand les mauvais jours sont venus, l'édifice déjà lézardé de leur puissance a mal soutenu le choc. En outre le moment était arrivé où toutes les nations voulaient entrer à leur tour dans cette lice mal gardée. Cette transformation économique qui est en train de renouveler la face du monde, c'est la Grande-Bretagne qui en a res-

senti le plus péniblement les premières atteintes, car c'est tout à son avantage que la tenace et irréprochable Angleterre des anciens jours était parvenue à établir l'assiette des relations économiques dans le globe entier. La nation anglaise a le sentiment du péril qui la menace : elle s'inquiète, elle s'agite, elle cherche à quoi se retenir sur cette pente, surtout à qui s'en prendre de la décadence qui la menace. Elle a l'air de vouloir maintenant s'en prendre au libre échange, qu'elle a demandé avec tant d'empressement. Ce n'est pas de là que vient le mal : le libre échange aurait dû lui profiter plus qu'à personne, si sa constitution industrielle n'avait pas été affaiblie. Comment une nation qui ne produit pas de quoi se nourrir, qui en revanche est dans des conditions admirables pour fabriquer des objets manufacturés, pourrait-elle se plaindre d'un abaissement de tarifs qui facilite ses approvisionnemens et favorise la vente de ses produits chez les peuples voisins? La voie qu'elle doit suivre pour reconquérir une prospérité industrielle qu'il lui faudra désormais se résigner à voir se développer également chez ses émules, c'est de revenir aux principes qui ont fondé la grandeur du commerce national.

Que le Lancashire du reste ne désespère point de l'avenir. Ces déplacemens d'industrie, comme tous les grands phénomènes sociaux, s'opèrent avec une lenteur qui sauve les transitions, et qui permettra aux districts dépossédés d'un monopole de se créer d'autres élémens de richesse. Le Lancashire ne songeait qu'aux industries du coton; aujourd'hui encore on le voit multiplier les filatures alors que la nécessité d'en créer de nouvelles se fait de moins en moins sentir. Il trouvera sa revanche dans d'autres branches de production. Les ressources qu'offrent à l'Angleterre les trésors enfouis dans les entrailles du sol sont immenses; celles que lui fournissent l'audace et la fermeté de ses habitans sont plus grandes encore. Combien de contrées d'ailleurs vers lesquelles peuvent cingler aussi ses innombrables vaisseaux chargés des multiples productions que le génie de l'homme sait rendre utiles! Le Japon à peine ouvert, la Chine, l'Australie, les florissantes colonies qui se développent de toutes parts sous la protection du pavillon national, voilà le champ immense ouvert à ses efforts, et où elle ne saurait manquer de trouver des compensations légitimes. L'Angleterre a toujours su se mettre à la hauteur des événemens et tirer parti des circonstances les plus contraires. L'avenir montrera, il n'en faut point douter, que la race anglo-saxonne n'a pas laissé s'éteindre en elle les fortes qualités qui font les nations libres et les industries prospères.

JOHN NINET.

LE

CHARLES XII DE VOLTAIRE

ET LE

CHARLES XII DE L'HISTOIRE

I.

C'est un livre charmant et tout français que le *Charles XII* de Voltaire, modèle non-seulement de cette langue intelligente, claire, précise, que l'Europe nous a enviée et, autant qu'elle l'a pu, empruntée, mais aussi de quelques-unes des qualités essentielles à la composition historique. Savoir, en présence des informations complexes du passé qu'on veut faire revivre, distinguer le superflu, élaguer l'inutile, saisir tout le nécessaire, le grouper habilement, le résumer, le rendre par une exposition alerte et vive, ne laissant après soi rien que de lumineux, c'est un art difficile dont ce petit volume offre beaucoup d'exemples. Plusieurs des pages qui le composent sont des narrations parfaites, infiniment spirituelles dans leur brièveté savante; jamais, en aucune langue, nul historien n'a mieux conté. Tout le monde a lu l'intéressant récit de la campagne de Pultava, bien que, avec notre expérience de pareils désastres, nous eussions voulu trouver l'historien moins discret et plus ému sur cette première retraite de Russie. Le séjour en Turquie, l'affaire du Pruth, l'étrange siége soutenu par le roi de Suède et quelques-uns des siens, — cinquante ou soixante hommes, — contre une armée ottomane pourvue de douze canons, son retour non moins étrange à travers toute l'Allemagne, sont autant d'épisodes dramatiques dont Voltaire a tracé les plus attachans tableaux. Vol-

taire en outre a fait preuve ici de certains mérites peu ordinaires chez ses contemporains. Alors que nos écrivains se préoccupaient assez peu des mœurs et des circonstances étrangères, il a fait un très notable effort pour joindre au tableau des faits celui des institutions, des coutumes, des climats, et comme son sujet, riche d'aventures, se trouvait multiple et varié, il y a introduit d'intéressantes digressions qui retiennent l'esprit du lecteur par la diversité des scènes. Sa peinture des belles nuits d'été suédoises, sa description des grandes plaines de la Pologne, des solitudes et des marécages de l'Ukraine, mêlent utilement au souvenir des faits l'impression des lieux, et montrent un accord naturel entre le décor changeant et le capricieux héros.

On ne conteste rien de tout cela à l'étranger. De même qu'on répète ce vieux proverbe, que les Français sont le peuple le plus aimable de la terre, pour ajouter souvent quelque satire à ce compliment suranné et suspect, de même on continue de professer que le *Charles XII* figure encore assez bien comme livre d'école en Occident et en Orient, partout où l'on se pique d'apprendre la langue française; mais en réalité on le dédaigne à titre d'œuvre historique, on lui refuse tout crédit, on le traite d'agréable roman. Les écrivains suédois tout les premiers vont répétant cette formule. C'est faire preuve de quelque légèreté, croyons-nous, et d'ingratitude. Sans le livre de Voltaire, qui a été, pendant toute la seconde moitié du XVIIIe siècle et depuis, lu dans le monde entier, Charles XII, à vrai dire, n'aurait pas la moitié du renom qu'il a conquis : cet Achille a trouvé son Homère. D'ailleurs il est facile de démontrer qu'à l'examen ce petit volume résiste, et continue de revendiquer sa place aux premiers rangs de la littérature historique. Qu'on l'étudie, non plus seulement sous le rapport de la forme, mais pour l'intégrité du récit, la justesse du coup d'œil général, et on se convaincra qu'il est encore aujourd'hui, après tant de travaux en France, en Allemagne ou dans le Nord, le meilleur livre d'ensemble sur l'histoire de Charles XII.

Il y a eu en Suède, particulièrement dans les vingt ou trente dernières années, des études fort distinguées sur divers points de cette histoire. Voici une dissertation de M. Carlsson, aujourd'hui membre éminent du cabinet suédois, et l'un des chefs, après l'illustre Geijer, de la moderne école historique dans le Nord; l'auteur rend un compte très attentif et très nouveau des négociations qui remplissent les dernières années de Charles XII. Voici celle de M. Wahrenberg sur les trois premières années, si éclatantes, de son règne. Voici les remarques pénétrantes de M. C. G. Malmström, soit en tête de son *Histoire de Suède de* 1718 *à* 1772, soit, il y a quelques mois seulement, dans

un recueil de critique littéraire. Le discours prononcé par le prince Oscar en décembre dernier à propos du cent cinquantième anniversaire de la mort de Charles XII est une étude fort habile, éloquente et patriotique, mais qui considère à peu près exclusivement son sujet par le côté militaire. M. Fryxell, dans la longue et précieuse série de ses *Récits de l'histoire de Suède*, n'a pas consacré moins de neuf volumes à l'histoire générale du règne; c'est là une enquête abondante, un peu touffue, mais de vrai mérite. M. le baron de Beskow, enlevé l'an dernier aux lettres suédoises après une carrière longue et honorée, a donné pour derniers travaux deux volumes sur Charles XII et un sur Görtz, son ministre : œuvres de panégyriste plutôt que d'historien... Nous avons lu tous ces livres avec l'attention qu'ils méritent, et, cette lecture faite, nous ne pensons pas qu'un seul de ces écrivains si estimables pense avoir substitué au livre de Voltaire pour les générations présentes et futures un livre où elles aillent désormais chercher la vivante physionomie du héros suédois. M. Fryxell, par ses patientes recherches, par ses informations multiples, intéresse vivement l'historien et le publiciste qui veulent connaître l'état intérieur de la Suède pendant cette mémorable période; il apporte sur le peu d'industrie et de commerce dont ce pays jouissait alors, sur ce qui restait de sciences et de lettres, sur la misère générale, sur les négociations extérieures, sur les guerres, un détail infini : c'est lui assurément qui approche le plus près du but; mais l'extrême division de son livre en chapitres et paragraphes le condamne à des répétitions fréquentes et nuit à l'impression générale. De plus sa conscience d'écrivain l'empêche de dissimuler combien il reste encore d'obscurité sur tant d'épisodes dispersés en des scènes lointaines et diverses; très impartial, il nous dit sur Charles XII, sans trop prendre parti, le mal comme le bien; il nous offre les moyens de former et d'asseoir notre jugement plutôt qu'il ne juge lui-même.

Si les récens écrivains de la Suède, mieux instruits à ce sujet que tous les autres, ne peuvent croire, pensons-nous, qu'ils aient rendu désormais inutile au renom de Charles XII le livre de Voltaire, ce n'est sans doute pas à quelqu'un des livres du XVIIIe siècle qu'ils accorderont ce privilége. Il peut avoir été fort honnête homme, le chapelain Nordberg, et fort digne d'être choisi par le roi de Suède, comme dit Voltaire, pour confesseur, sinon pour confident; mais son *Histoire de Charles XII*, en quatre volumes in-quarto, que vers le milieu de 1741 Warmholtz a pris la peine de traduire en français, n'en est pas moins parfaitement illisible. L'ouvrage d'Adlerberg n'est qu'un journal militaire; ceux de Limiers et de Grimaret n'ont pas plus d'ensemble ni de charme. Ce n'est pas seulement pour sa forme excellente que le livre de Voltaire doit subsister, c'est aussi parce

qu'il rend plus exactement que tout autre la physionomie générale de Charles XII, c'est parce que, si l'on peut y signaler des lacunes et des erreurs, elles portent d'ordinaire sur des points encore aujourd'hui mal connus et discutés, et c'est encore parce qu'il est ce qu'on appelle un livre de première main, où les autres n'ont cessé d'y puiser sans se faire faute d'en médire.

Nous ne prétendons pas refaire en détail l'histoire de la publication du *Charles XII* de Voltaire. Cette histoire est faite soit dans les intéressantes études biographiques de M. Desnoiresterres, soit en tête de toutes les bonnes éditions d'un livre si souvent réimprimé. En 1727, Voltaire, déjà fort connu par son *Œdipe* et ses deux emprisonnemens, avide encore d'une plus grande réputation, que *la Henriade* et les *Lettres philosophiques* vont du reste lui conquérir, se rappelle ce qu'il a entendu de curieux récits, une dizaine d'années auparavant, chez le banquier Hogguers qui lui a fait connaître Görtz, ministre de Charles XII. Il a des souvenirs et peut-être des notes; il pourra interroger un bon nombre des témoins de cette époque; ce travail sera de nature à plaire à la jeune reine de France, à son père le roi de Pologne; c'est de plus une tâche intéressante d'écrire l'histoire contemporaine et étrangère. Le sujet séduit Voltaire à la fois par un certain aspect romanesque et par ce qu'il entrevoit de graves conséquences politiques, bien qu'il ne les distingue pas toutes, à une lutte comme celle de Charles XII et de Pierre le Grand. Aussitôt il se met à l'œuvre; son premier volume s'imprime à Paris à la fin de 1730; mais l'édition est saisie, parce que M. de Chauvelin, le garde des sceaux, ne croit pas convenable à sa charge d'autoriser par son privilége des vérités, bien connues d'ailleurs, sur Auguste II, le roi régnant de Pologne. Vite Voltaire réimprime à Rouen, chez Jore, fort en secret et avec la tolérance de M. le premier du parlement de Normandie. A peine ce danger passé viennent les attaques des rivaux et des critiques; mais Voltaire leur tient tête hardiment, tout en promettant les corrections nécessaires et en corrigeant en effet beaucoup d'éditions successives; ces remaniemens ne nous intéressent pas ici, et nous n'avons affaire qu'au texte définitif que donne l'édition de 1751.

Si Voltaire accueille certaines remarques, il en renvoie un bon nombre, chemin faisant, à ses critiques. Ceux qui ont eu le malheur de prendre avec lui de grands airs, il les drape à sa façon, et en vérité l'on applaudit à ces châtimens durables quand on voit de près leurs allures de pédans. Nordberg, par exemple, pouvait se contenter d'être diffus et ennuyeux; mais il devient agaçant à contredire Voltaire presque à chaque page. « Tout cela est faux; M. de Voltaire raisonne à sa manière; M. de Voltaire mérite ici

d'être relevé; avant M. de Voltaire, personne ne s'est avisé de rien débiter de pareil : » telles sont ses perpétuelles formules. Pour un certain nombre de ses observations qui peuvent être fondées, beaucoup portent sur de puériles vétilles, ou bien il se scandalise de voir violer par Voltaire le premier devoir d'un écrivain... Et quel est ce devoir suprême? C'est de respecter les têtes couronnées! Comment Voltaire a-t-il montré son mépris? Il a osé croire que Charles XII ne fut plus si bon luthérien dans la seconde moitié de son règne qu'il l'avait été dans la première. « Heureusement chacun sait, reprend le chapelain en colère, ce dont l'imagination de cet écrivain est capable! » Ou bien Voltaire s'est permis d'écrire ces lignes : « Le jour même que le roi arriva à Stralsund, il envoya partout ses ordres pour recommencer une guerre plus vive que jamais contre tous ses ennemis. » Nordberg ne veut pas qu'on dise au lecteur la folie impitoyable de ce Charles XII qui abandonnait quinze ans sa capitale, qui épuisait son malheureux pays par des levées incessantes; il rappelle le respect dû aux têtes couronnées, et c'est, dit-il, décrier Charles XII que de lui prêter d'autres projets que ceux d'une attitude défensive. Voltaire tint compte, disions-nous, des remarques utiles; mais il réfuta souvent Nordberg dans ses notes, et, pour finir, il lui adressa ces lignes : « Un historien a bien des devoirs. Permettez-moi de vous en rappeler ici deux qui sont de quelque considération, celui de ne point calomnier et celui de ne point ennuyer. Je puis vous pardonner le premier, parce que votre ouvrage sera peu lu; mais je ne puis vous pardonner le second, parce que j'ai été obligé de vous lire. Je suis d'ailleurs, autant que je peux, votre très humble et très obéissant serviteur. » La postérité a contresigné ce billet, et le chapelain figure aujourd'hui dans ce lugubre martyrologe composé de ceux qu'on a appelés les ennemis de Voltaire, avec Fréron, Desfontaines, La Beaumelle et Nonnotte.

Si l'histoire de la publication du *Charles XII* et celle des polémiques auxquelles il a donné lieu sont choses fort connues, on n'en saurait dire autant pour l'histoire de la composition même d'un livre si discuté. On ne sait pas assez ce que Voltaire y a apporté de zèle et de soin. Les preuves s'en trouvent, irrécusables et inédites, au département des manuscrits de la Bibliothèque impériale, à Paris. Les curieux qui voudront prendre sur le fait et suivre le travail de l'historien pourront consulter dans ce dépôt un volume in-folio contenant les papiers dont Voltaire s'est servi (1). Il y a là une grande

(1) Titre au dos : *Recueil. Suède, Pologne et Turquie.* — FR. 9722. — C'est l'ancien carton 1309,6 B de la Bibliothèque royale.

quantité de documens : copies de dépêches, d'ordres, de conventions et de traités; il y a surtout, en original, de nombreuses lettres des correspondans de Voltaire répondant aux infinies questions que celui-ci leur adressait après avoir lu leurs premiers messages, leurs notes et leurs mémoires. Plusieurs listes de pareilles questions sont quelquefois de la main bien reconnaissable de Voltaire, et devraient figurer dans toutes les éditions comme témoignages de son étude attentive.

« Charles XII, en quittant la Saxe, vouloit-il aller à Moscou? et ne rabattit-il dans l'Ukraine que faute de provisions, et parce que le csar avoit tout désolé sur la route?

« Est-il vray qu'il refusa d'abord l'alliance des Cosaques parce qu'il les crut des sujets rebelles au csar?

« Fut-ce M. le comte de Poniatosky qui força le roy de Suède de se retirer, et qui le mit à cheval après Pultava?

« Avec quelle sultanne M. le comte de Poniatosky fut-il en commerce de lettres à Constantinople?

« Qui voulut empoisonner M. le comte de Poniatosky, et pourquoi?

« Les Tartares vouloient-ils en effet livrer le roy de Suède à ses ennemis quand il refusa de partir de Bender?

« Où, quand et pourquoi le roy de Suède menaça-t-il deux chiaoux de les faire tuer, s'ils osoient luy rien proposer de contraire à sa dignité?

« La sultanne Validé avoit-elle quelque crédit? et l'employoit-elle pour le roy de Suède?

« Qui donna au sultan le mémoire que M. de Poniatosky dressa contre le grand-visir Chourlouly? »

Nous pourrions multiplier ces citations, en présence desquelles nul ne peut contester que Voltaire ait pris au sérieux la tâche qu'il s'était imposée. Il préludait ainsi fort bien à son *Siècle de Louis XIV*. On ne doit pas médire de Voltaire historien. Il a, comme tel, mérité assurément des reproches. Certes on ne rencontre pas chez lui le calme et l'impartialité austères de la grande histoire; il est clair qu'il ne faut pas lui demander de juger équitablement le moyen âge chrétien. L'adoration de son époque pour les souverains, dépositaires d'une force que l'esprit du temps voulait faire servir, il est vrai, à de secrets desseins, il l'a trop acceptée; même il y a certains traits de notre génie politique qu'il paraît avoir imparfaitement saisis ou trop laissés dans l'ombre. Son *Histoire du Parlement* est des plus faibles, et les chapitres sur la fronde dans son *Siècle de Louis XIV* sont loin de rendre un compte exact d'un grave épisode de notre histoire constitutionnelle. Voltaire accorde

peu d'attention à ce qu'il appelle une guerre de satires et de chansons; le cardinal de Retz a un regard plus profond et plus sûr quand il dit au prince de Condé : « Dieu seul subsiste par lui-même. Il y avait autrefois entre la royauté et le peuple un milieu; le renversement de ce milieu nous a jetés dans un chemin bordé de toutes parts de précipices. Mettez-vous à la tête des cours souveraines, et vous réformez l'état peut-être pour des siècles. » En quelques mots, voilà la formule précise où se résume tout ce que le parlement, sans peut-être en avoir conscience, avait hasardé de hardies réformes. A la place des états-généraux, c'est-à-dire de la représentation nationale, que nos rois laissaient dans l'oubli, le parlement réclamait des droits politiques. S'il avait réussi, la royauté rencontrait une barrière légale, la France obtenait un gouvernement constitutionnel, nos destinées étaient changées peut-être. Voltaire, qui regardait ailleurs, ne paraît pas avoir distingué nettement ces traits essentiels de notre histoire. A d'autres égards cependant quelle juste vue et quelle équitable appréciation des grandes choses! Dépositaire de quelques-unes des traditions les plus hautes de l'esprit français au XVIIe siècle, comme il en a compris la majesté sans en adopter les préjugés! Un des grands mérites de son *Siècle de Louis XIV* est précisément d'avoir ramené au juste point l'opinion qui déviait, et d'avoir revendiqué contre les illusions d'une trop courte perspective l'éclat solide d'un glorieux règne.

Une règle essentielle de la critique ordonne à l'historien de rechercher avant tout, sur un sujet donné, la tradition contemporaine et vivante. Voltaire n'a eu garde de la négliger, ni pour son *Siècle de Louis XIV* ni pour son *Charles XII*. On vient de voir comment il rechercha les informations écrites des officiers et agens qui avaient pris part aux guerres ou aux négociations de cette époque; il faut y ajouter ses nombreux entretiens avec de hauts personnages qui devaient être fort éclairés et bien instruits, non pas seulement avec le roi Stanislas lui-même, partial peut-être dans sa propre cause, mais avec le maréchal de Saxe, ce célèbre fils du rival de Stanislas, Auguste II, avec lord Bolingbroke, la duchesse de Marlborough, le comte de Croissi et bien d'autres. Il suffit de feuilleter son livre pour s'assurer de la diversité de rapports qu'il a soigneusement réunis. Il est vrai que depuis lors de nouveaux documens contemporains se sont produits. Certaines correspondances diplomatiques, par exemple celle de Campredon, notre chargé d'affaires à Stockholm pendant le règne de Charles XII, ont été étudiées dans nos archives; l'auteur de cette étude a lui-même publié jadis une série de lettres jusqu'alors inconnues, même en Suède, et que Charles XII avait adressées à sa sœur, Ulrique-Éléonore. Le roi de Suède s'y montre sous

un aspect tout d'aménité, de sympathique douceur et presque de galanterie. Il a, en écrivant à la sœur de son cœur, comme il dit, des accens délicats et tendres, sauf à reprendre vivement possession de lui-même, si on le presse trop. « La sœur de mon cœur m'a écrit qu'elle avait entendu parler de mon prochain mariage; mais je veux me rappeler sans cesse que je suis marié à mon armée, dans les bons comme dans les mauvais jours, à la vie et à la mort... D'ailleurs il est défendu parmi nous de se marier. »

Avec tant de sources d'informations qui nous sont ouvertes aujourd'hui, lettres de Charles lui-même, correspondances empruntées à notre dépôt des affaires étrangères, récens travaux des savans suédois, ne pouvons-nous pas essayer d'émettre avec preuves un jugement à quelques égards définitif sur le *Charles XII* de Voltaire? Nous avons dit qu'il n'était pas équitable, à notre avis, de traiter ce livre avec dédain; il faut justifier ce que nous avons avancé. Nous avons reconnu qu'on pouvait y signaler des lacunes et des erreurs; quelles sont-elles, ou du moins de quel genre sont-elles? Voltaire a-t-il ignoré ou incomplétement rendu plusieurs traits importans du tableau qu'il voulait peindre? A-t-il mal jugé le caractère soumis à son étude, et la figure de son héros nous apparaît-elle aujourd'hui différente? Ce caractère et ce règne de Charles XII occupent une place fort importante dans l'histoire générale. Il s'agit du moment précis où d'étranges fautes politiques ont fait grandir subitement la puissance moscovite; il s'agit en même temps d'un saisissant exemple pour aider à juger s'ils sont de vrais grands hommes, ces conquérans batailleurs qui laissent après eux tant de ruines et tant de sang versé, tant de misères et de larmes. Le héros et son historien nous intéressent également, et nous les pourrons suivre tous les deux à la fois.

II.

Entre les mérites qui distinguent l'*Histoire de Charles XII* de Voltaire, celui qu'on remarque tout d'abord est évidemment la brièveté. Comme cette brièveté est précise, élégante, lumineuse et non pas rigide ni obscure, elle est par elle-même un des charmes du livre. C'est elle qui permet au lecteur de suivre aisément la marche bien ordonnée du récit et d'en recueillir l'impression dans sa vivante unité. Toutefois c'était pour l'auteur un péril, et peut-être ne faudra-t-il pas s'étonner si quelques parties semblent avoir comporté, sinon exigé, qu'il y insistât davantage. Par exemple dès le commencement, après une introduction sur le climat de la Suède et ses précédens rois, Voltaire a quelques pages seulement sur l'édu-

cation et les premiers actes publics de son héros. Les historiens suédois au contraire abondent en détails, quelquefois inutiles sans doute, mais d'où se dégage, outre certains traits de réalité plus correcte, une forte impression, seulement ébauchée dans l'ouvrage français : nous voulons parler de la surprise douloureuse qui survient au lecteur moderne en voyant une grande nation, alors puissante et redoutée en Europe, se livrer, sans aucune sorte de constitution vraiment obéie, au caprice d'un enfant têtu et mal élevé, comme était tout d'abord Charles XII; nous voulons parler de l'infaillible prévision des maux destinés à la Suède sous un roi si profondément et si naïvement imbu des doctrines de l'absolutisme. On mesure une fois de plus par de tels récits quel fléau ce fut que cette superstition monarchique destinée à désoler l'Europe, soit à la fin du XVIIe siècle, quand elle était dominante, soit à la fin du XVIIIe siècle, quand elle succomba sous les coups d'une réaction terrible.

Héritier de Charles XI, qui, contemporain et disciple de Louis XIV, avait fait consacrer en 1680 par ses propres sujets la théorie de l'absolutisme royal, Charles XII était devenu roi en 1697, à quinze ans, avant d'avoir seulement achevé une éducation infatuée de toute-puissance. Il ne pouvait mieux montrer sa fidélité aux leçons paternelles qu'en mettant à néant les volontés mêmes et le testament de son père : c'était d'ailleurs imiter la France, où les dernières volontés de Henri IV, de Louis XIII, de Louis XIV, ne furent, comme on sait, nullement obéies. Le jeune roi ayant manifesté son désir d'être débarrassé d'une régence, ce changement s'accomplit, dit Voltaire, en trois jours; il aurait pu dire en quelques heures, et le détail d'un tel épisode eût montré quelle était dès ce moment la division des esprits et des intérêts en Suède, combien la royauté y avait détruit non-seulement toute institution, mais aussi tout patriotisme et toute indépendance. Le comte Piper, empressé à saisir cette occasion d'une brillante fortune, commença d'en parler à un ou deux des conseillers de régence nommés par Charles XI; ceux-ci, ambitieux et jaloux de leurs collègues, furent ravis de se donner le mérite d'un premier assentiment. On n'eut pas de peine à faire des recrues parmi le reste des nobles, jaloux eux-mêmes du conseil de régence. Les choses ainsi préparées, on jugea convenable de convoquer la diète, afin que l'ombre de la représentation nationale autorisât ce qu'on méditait. Les députés des quatre ordres se réunirent le 4 novembre, et une étrange comédie politique s'accomplit dans la journée du 8. La première scène se passa dans la chambre des nobles; quelques-uns des principaux membres commencèrent à parler entre eux de la convenance qu'il y aurait à ce que, malgré

le testament de Charles XI, la majorité du jeune roi fût immédiatement déclarée. Un des précepteurs royaux ayant objecté que l'affaire était délicate et demandait réflexion, le comte Lewenhaupt lui imposa silence en le menaçant de le jeter par la fenêtre. Cette façon d'argumenter simplifia la délibération, et, le reste des nobles ayant été saisi du projet, tous ensemble, jetant leurs chapeaux en l'air, s'écrièrent : « Vive le roi Charles XII ! » L'horloge de la ville sonnait dix heures du matin. A onze heures, une députation de la noblesse vint soumettre la proposition de majorité au sénat, lequel, bien entendu, n'eut d'autre préoccupation que de ne point paraître s'être laissé prévenir par la chambre des nobles. Pour qu'il n'y eût pas de temps perdu, Charles lui-même, avec le conseil de régence et la reine douairière tutrice, était venu comme par hasard. Le sénat lui fit immédiatement sa proposition; il répondit que le fardeau serait bien lourd, mais qu'il l'accepterait pour l'amour de ses peuples. Les députés nobles furent toutefois chargés d'obtenir l'assentiment des trois autres chambres de la diète. Ils convoquèrent donc pour trois heures de l'après-midi les députés des prêtres, des bourgeois et des paysans, et dans l'intervalle ils allèrent bien dîner, ce qui ne contribua pas peu à imprimer au vote définitif et à l'acclamation commune, quelques heures après, une retentissante unanimité. Quatre heures sonnaient au moment où les représentans des quatre ordres, tous les chapeaux jetés en l'air, s'écriaient : « Vive le roi Charles XII ! » Les régens apportaient leur démission, la reine douairière renonçait à toute résistance; les dernières dispositions de ce même Charles XI qui avait achevé en Suède l'édifice de l'absolutisme étaient mises à néant par un jeune roi qui allait substituer à toute loi sa seule volonté.

Aux termes de l'ancienne constitution et suivant l'usage traditionnel, tout avénement royal devait être accompagné de certaines cérémonies. En échange du serment prêté par les sujets au nouveau roi, celui-ci devait prononcer un serment solennel qu'on appelait l'*assurance royale*. Il devait ensuite recevoir la couronne et l'onction sainte des mains de l'archevêque d'Upsal, primat du royaume. Charles XII se refusa le premier à tant de conditions. Il reçut le serment de ses sujets, mais ne voulut pas donner l'assurance royale. Il accepta l'onction, afin que les prêtres pussent continuer à exiger au nom du ciel toute obéissance envers « l'oint du Seigneur; » mais il ne voulut recevoir d'aucune main la couronne. Dès le commencement de la cérémonie du sacre, montant à cheval pour se rendre au temple, il avait le sceptre en main et la couronne au front; elle lui tomba de la tête en ce moment, à son grand dépit et comme en châtiment de son orgueil : tout le peuple en fit la remarque. Au

temple, il ne quitta sceptre et couronne que pour recevoir l'huile sainte, et les reprit lui-même sur l'autel pendant que la voix des hérauts, les fanfares, le bruit du canon et les acclamations du peuple saluaient la nouvelle royauté. C'est ainsi que la scène est racontée par M. Fryxell, d'après les documens suédois, mais elle n'est pas telle dans Voltaire. Suivant lui, l'archevêque d'Upsal tenait déjà la couronne pour la mettre sur la tête de Charles XII quand celui-ci « la lui arracha des mains, dit-il, et se couronna lui-même en regardant fièrement le prélat. La multitude, à qui tout air de grandeur impose, applaudit à l'action du roi. » Il ne paraît pas que les choses se soient passées de la sorte, et le récit suédois ne laisse point place à ce coup de théâtre.

Les commencemens de Charles XII furent terribles. Il avait montré dès sa première enfance une incroyable opiniâtreté de caractère. Un jour il mit toute la famille royale en émoi parce que, après avoir déclaré que la couleur bleue était noire et que l'un de ses maîtres avait l'air d'un cuistre, malgré toutes les menaces et toutes les instances il n'en voulut jamais démordre. Ce fut, hélas! la même opiniâtreté intraitable qui, grandissant chez le souverain absolu, le fit persister plus tard dans ses fautes sans remords ni pitié, à travers tous les désastres. Devenu roi, il prétendit gouverner seul, sans diète ni sénat. Il expédiait les affaires dans sa chambre à coucher avec un ou deux favoris, ou bien il restait des semaines sans en vouloir rien entendre : si les ministres se présentaient, il les jetait à la porte. Ces ministres avaient à peine connaissance des dépêches adressées par les agens extérieurs de la Suède; le roi envoyait des troupes, nommait les généraux, déclarait la guerre sans qu'ils en sussent rien. Écoutait-il par hasard quelque objection à laquelle il eût dû se rendre, c'était pour répondre avec un grand sang-froid que sa volonté royale n'en était pas changée, et nul n'osait insister. On en vint à se convaincre que l'unique chance de l'entraîner vers un parti était de lui conseiller le parti contraire. Voltaire a dit ses caprices, ses emportemens, ses chasses à l'ours, ses rudes exercices, ses goûts militaires; il pouvait ajouter que tout cela fut porté à d'incroyables extrémités, tantôt comme par un enfant mal élevé, tantôt comme par une sorte de fou furieux. A table, ce roi de quinze ans lance des noyaux de cerise dans la figure de ses invités, des plus âgés et des plus respectables. Avec quelques trop joyeux compagnons, il brise chez lui fauteuils et candélabres, il casse le nez à tous les bustes de marbre dans le château, il rompt tous les bancs de la chapelle, pour qu'à la prière du soir toute la cour soit obligée de rester debout. Il a près de sa chambre un ours dompté, qu'il enivre et qui se tue en sautant d'une fenêtre. Il dépassa toutes bornes quand il eut auprès de lui en

visite par deux fois son beau-frère, le jeune duc de Holstein. Alors recommencèrent, plus effrénées que jamais, les courses à cheval, à bride abattue, ou les courses à pied, en lutte avec les coureurs de la cour, ou les parties de traîneaux sur la glace entr'ouverte, ou les luttes à la nage en plein hiver. Tous deux un jour et leurs gens se mettent à chasser un lièvre dans la salle même des états. En plein midi, ils entrent à cheval dans Stockholm, presque tous en chemise, l'épée à la main, et ils courent la ville avec de grands cris en brisant les vitres. Tous deux s'en vont avec leur suite à pied, pendant la nuit, jeter des pierres aux fenêtres des ministres. Charles s'avise une fois de monter un cerf qu'on venait de prendre; ce fut un prodige qu'il en revînt. Le duc, dont il ne faut certes pas, comme a fait Voltaire, vanter la douceur, montra un jour un sabre avec lequel il se vantait d'avoir abattu d'un seul coup la tête d'un veau. Charles voulut en faire autant. On lui amena au château des moutons et des chèvres, et il s'exerçait dans sa chambre, qui ruisselait de sang, à les décapiter d'un seul coup; les têtes volaient par les fenêtres dans la rue, au grand scandale des passans ébahis.

Rien n'arrêtait cet opiniâtre, ni les prières et le chagrin de ses serviteurs les plus dévoués, ni les allusions publiques des prédicateurs, ni le mécontentement de l'opinion, ni la vue des maux particuliers que ses jeux sanglans entraînaient. Il y avait mort d'homme presque à chacun de violens exercices pour lesquels il voulait deux groupes opposés. Le duc de Holstein l'ayant une fois défié à franchir au saut du cheval un fossé dangereux, où la mort paraissait certaine, en vain supplia-t-on Charles d'y renoncer, en vain accusa-t-on devant lui le duc de trahir par de tels défis ses perfides desseins en vue de la succession royale, qu'il convoitait. Il fallut qu'un page du roi, quand il ne restait plus d'autre moyen pour arrêter celui-ci, obtînt de faire l'épreuve le premier : il y tua son cheval et se releva avec un bras cassé; à ce prix seulement, Charles céda.

Le seul adoucissement fut un changement de manie. Pendant le second séjour que fit le duc en Suède, Charles voulut tout à coup l'éclat des fêtes élégantes et parées. La cour suédoise redevint subitement ce qu'elle n'avait plus été depuis le règne de Christine. Dans les diverses résidences royales ou chez les principaux courtisans, ce fut une série non interrompue de bals et d'illuminations, de mascarades jusque dans les rues; le pasteur même de la cour donna un souper qui fit scandale. Si le jeune roi ne s'enivrait pas, il dansait toute la nuit, jusqu'à dix heures du matin, en changeant trois ou quatre fois ses étranges costumes, et comme emporté par une sorte de fureur. Le comte de Tessin acquit ses bonnes grâces par l'habileté parfaite avec laquelle il disposait toutes ces fêtes; les

splendeurs de Versailles allaient être dépassées. En novembre 1699, on engagea une troupe de comédiens français qui représentèrent, avec les chefs-d'œuvre de Molière et de Corneille, tout ce que notre scène avait consacré. Les représentations continuèrent sans interruption tout l'hiver, et Charles s'y montra obstinément assidu.

Ainsi quand l'absolutisme royal se traduisait en Occident par les débauches d'un Charles II d'Angleterre, par le cérémonial abêtissant d'un Philippe III et d'un Philippe IV d'Espagne, par le raffinement de Versailles, encore voisin d'une brutale grossièreté, — car on se rappelle, au milieu du luxe orgueilleux de notre cour, les sauces de Mme Panache, les princes et princesses recevant à leur garde-robe, et Louis XIV jetant à la renverse, par manière de plaisanterie, les fauteuils et les dames, — le nord nous imitait : il empruntait nos excès, sur lesquels il enchérissait encore avec son reste de barbarie. Auguste, le roi de Pologne, faisait montre de sa force herculéenne et cassait un fer à cheval avec ses mains; Pierre le Grand faisait mieux : il décapitait lui-même, de suite et sans s'arrêter, quatre-vingts strélitz, à la force du bras. Charles XII traduisait donc à sa manière tout un côté des mœurs de son temps quand il inaugurait son règne par la désobéissance aux ordres de son père et par de violens caprices ou des fêtes coûteuses. Par là surtout, c'est-à-dire comme signes généraux du siècle et comme annonces des malheurs qui allaient suivre, ses commencemens ont été, disions-nous, vraiment sinistres. Ce ne sont pas seulement ici jeux ordinaires de princes et erreurs de jeunesse, et il ne suffit pas de reconnaître, comme fait Voltaire, que « les premiers temps de son administration ne donnèrent point de lui des idées favorables. — Il parut, ajoute l'historien, qu'il avait été plus impatient que digne de régner. Il n'avait à la vérité aucune passion dangereuse, mais on ne voyait dans sa conduite que des emportemens de jeunesse et de l'opiniâtreté. » Ne faut-il pas répondre à Voltaire que c'était bien la passion dangereuse, cette volonté arbitraire et fantasque n'admettant ni scrupule, ni résistance, ni limites, et qui, après s'être manifestée sous diverses formes, loin de disparaître, subsista pendant tout le règne et en fit tous les désastres, étant devenue la passion de la guerre? Au démon de la guerre qui l'inspirait tout entier, Charles allait sacrifier, pour un peu de gloire éclatante au début, les intérêts les plus sacrés de son peuple, la sécurité de sa couronne, et finalement sa vie.

Ce ne fut pas lui toutefois qui chercha la guerre; elle s'offrit à lui. Dès son avénement, un vaste complot de ses voisins le menaçait. Le XVIIe siècle avait été pour la Suède, sous Gustave-Adolphe, Christine, Charles X et Charles XI, une époque d'incomparable puis-

sance. La guerre de trente ans avait porté la gloire de cette nation à travers toute l'Europe; l'essor des sciences et des lettres et même le reflet des arts s'étaient ajoutés aux succès militaires. La paix de Stolbova en 1617, celle d'Oliva en 1660, avaient ajouté à la Finlande, depuis longtemps suédoise, la Carélie et l'Ingrie, prises aux Russes, l'Esthonie et la Livonie, enlevées aux Polonais; les traités de Brömsebro en 1645 et de Röskilde en 1658 avaient privé le Danemark des belles provinces qu'il possédait jusque-là dans la péninsule suédoise; la paix de Westphalie enfin avait fait de la Suède une puissance continentale en lui donnant, avec trois voix dans la diète germanique, la Poméranie supérieure, arrachée aux électeurs de Brandebourg, Rugen, Stettin, Brême et Werden. La jalousie et le ressentiment des puissances ainsi dépouillées n'osèrent pas se montrer jusqu'à l'avénement de Charles XII; mais alors Frédéric IV de Danemark, Auguste II de Pologne et le tsar Pierre de Russie, encouragés par la jeunesse et le caractère apparent du jeune roi, conclurent entre eux une ligue secrète et attaquèrent tous trois en même temps, le premier en cherchant à surprendre le duc de Holstein, allié de la Suède, le second en assiégeant Riga en Livonie, et Pierre en assiégeant Narva. A peine le duc de Holstein eut-il invoqué le secours de Charles, que celui-ci se résolut à la guerre; il prit cette résolution tout seul, sans consulter personne que son favori le comte Piper. A partir de ce moment, ce fut un autre homme; il ne vécut que pour son armée. Le soir du 13 avril 1700, ses principaux ordres militaires étant donnés, il prit congé de la reine son aïeule et de ses sœurs pour une absence de quelques jours, disait-il; mais pendant la nuit il quitta secrètement sa capitale, où il ne devait jamais revenir, et se dirigea vers le midi de la Suède afin d'engager immédiatement la campagne. Tel est le récit des historiens du nord : il est plus conforme au caractère de Charles XII, ennemi de toute scène d'apparat, que celui de Voltaire, suivant qui « une foule innombrable de peuple l'accompagna jusqu'au port de Carlscrona en faisant des vœux pour lui, en versant des larmes et en l'admirant. »

La narration des premières campagnes n'offre dans Voltaire aucune sérieuse inexactitude. Devant Copenhague, il est vrai, c'est seulement à l'exemple du major de sa garde et de ses grenadiers de l'aile gauche que Charles XII, de l'aile droite, saute lui-même à l'eau, l'épée à la main, pour arriver plus vite à l'ennemi, posté sur le rivage. Ce n'est pas le lendemain de ce débarquement que put arriver un renfort de Suède, car ce jour-là le temps sur mer fut horrible, et la petite armée suédoise resta en grand danger sur la côte danoise jusqu'au surlendemain. La paix de Traventhal ayant été signée le 8 août 1700, et le roi de Suède ayant mis à la voile de

Carlscrona le 24 juillet pour le commencement de l'expédition, celle-ci avait duré quinze jours et non pas six semaines. — Qu'importe tout cela? dira-t-on que ce soient des erreurs sérieuses et portant quelque atteinte aux vrais mérites de l'historien?

De la légende de Charles XII, Narva forme la seconde page. On a raconté bien souvent, et les Suédois, malgré le contraste des temps, sont fiers de rappeler encore la mémorable scène du 21 novembre 1700, lendemain de la bataille, alors que 10 ou 12,000 Russes défilèrent devant 6,000 Suédois en mettant bas les armes et en déposant aux pieds de Charles XII leurs drapeaux et enseignes. Ces malheureux vaincus étaient tellement terrifiés, bien que les vainqueurs, outre leur petit nombre, n'eussent plus ni pain ni munitions, qu'à peine leurs armes jetées à terre ils s'enfuyaient à toutes jambes, se pressant comme un troupeau sur un pont où aboutissait le chemin; le pont céda, et ils se noyèrent en grand nombre. C'est là une de ces journées qui, restées dans le souvenir des peuples, expliquent la reconnaissance de la Suède envers Charles XII.

Le 25 juillet 1700, Charles avait traversé le Sund pour aller mettre fin en quelques jours à la guerre de Danemark; en octobre de la même année, il avait traversé la Baltique, et le 20 novembre battu les Russes à Narva; le 9 juillet de l'année suivante, il remportait au passage de la Dwina une autre victoire sur les troupes du roi de Pologne, et le forçait à renoncer au siége de Riga. Onze ou douze mois lui avaient suffi pour triompher de ses trois adversaires. Alors commence son plus grand éclat; il semble qu'il ne lui reste plus de ses primitifs excès d'activité, de vigueur physique et d'énergie que de quoi mériter l'admiration des hommes. Aux vertus militaires il en joint d'autres encore : on exalte dans toute l'Europe sa sobriété exemplaire, sa sévérité pour lui-même en même temps que pour ses soldats, sa piété, son mépris des plaisirs, son respect de la parole jurée, sa haine du mensonge. Rarement il prendra ses quartiers d'hiver dans les villes, dont il redoutait les jouissances pour ses soldats; non-seulement les heures des prières et des offices sont rigoureusement observées dans son camp, mais une parole impie et tout acte d'indiscipline y sont sévèrement punis. Il semble que le roi de dix-huit ans, austère et intrépide, ait dépouillé tout souvenir du prince de quinze ans, qu'on avait vu indisciplinable et fantasque. Nous ne devons pas toutefois nous y laisser tromper : par ces vertus mêmes, le génie de la guerre le possède et va l'entraîner.

De la fin de 1700 à l'automne de 1707, Charles XII ne fut occupé qu'à poursuivre son troisième ennemi, le roi de Pologne, électeur de Saxe, qu'il ne se contentait pas d'avoir forcé de renoncer au

siége de Riga, mais qu'il voulait à tout prix faire détrôner par les Polonais eux-mêmes, pour le remplacer par Stanislas Leczinski. Voltaire n'a pas dit que le roi Auguste, effrayé de la double victoire de Copenhague et de Narva, peu confiant dans ses alliés les Russes, avait offert de traiter avant d'éprouver quelles intrigues en Pologne même s'agiteraient pour son vainqueur, et avant de recourir à l'inutile intervention d'Aurore Königsmark. Voltaire n'a pas marqué combien ce moment fut décisif dans l'histoire de Charles XII ou même dans l'histoire de l'Europe en face des progrès envahissans de la Russie. Si Charles XII, au lendemain de Narva, eût accepté la paix avec le roi de Pologne, l'armée suédoise, au lieu de se diviser pour essayer vainement d'un côté de tenir en respect le tsar Pierre, et de l'autre pour achever la ruine d'Auguste II, aurait pu réunir toutes ses forces contre la Russie et l'empêcher de faire ce premier pas en avant, cette première conquête d'un rivage sur la Baltique, qui fut le point de départ de sa future grandeur. Les motifs de cette résolution funeste que prit Charles XII de faire déposer le roi Auguste, résolution dans laquelle il persista opiniâtrément toute sa vie, furent sans nul doute l'entraînement de ses premiers et étonnans succès, l'ivresse du pouvoir absolu, la rigidité d'une volonté intraitable. Il paraît bien qu'il faut y ajouter, ce que Voltaire n'a pas marqué non plus, une réelle indignation contre la mauvaise foi et les mœurs légères du roi Auguste. Au moment même où celui-ci concluait son alliance contre la Suède avec le Danemark et la Russie, il conviait le représentant suédois accrédité auprès de lui à des entrevues secrètes et nocturnes, comme pour négocier un traité avec Charles à l'insu de la Russie. Or Charles XII se disait et se croyait l'instrument de la justice divine pour châtier les violateurs de la parole donnée. Il écrivait à Louis XIV, en lui exposant la conduite de son adversaire, qu'une telle bassesse devait nécessairement attirer la vengeance céleste. En vain Louis XIV le détourna-t-il de cette guerre, sauf à l'y exciter ensuite, lorsqu'il dut craindre que la ligue formée contre la France n'invoquât son secours; en vain, de concert avec ses meilleurs conseillers, d'autres cours le pressèrent-elles de conclure la paix avec le roi de Pologne : il n'eut pas de repos qu'Auguste n'eût été détrôné par ses propres sujets.

Son séjour dans le château d'Alt-Ranstadt, en Saxe, fut ainsi le vrai moment de son plus éclatant triomphe, contenant en germe ses malheurs futurs. Ses volontés, quoique excessives, avaient été accomplies; tout avait cédé à ses armes. C'était pour les soldats et le peuple un spectacle émouvant que le contraste de sa rude simplicité avec le luxueux appareil des diplomates ou des princes qui venaient à son audience : il émerveillait les témoins quand avec

son costume traditionnel, grosses bottes de peau de buffle, tunique de drap bleu à boutons de cuivre, tête nue par tous les temps, il entraînait à sa suite le roi de Pologne détrôné, redevenu simple électeur de Saxe, et qui n'en portait pas moins des habits brodés couverts d'or, de perles et de pierreries. Il apparaissait en Allemagne comme un autre Gustave-Adolphe, lorsqu'il allait visiter le champ de bataille de Lutzen, et souhaitait, après avoir vécu comme Gustave, de rencontrer une mort semblable à la sienne, ou bien lorsqu'il se rendait à Wittenberg et s'agenouillait au tombeau de Luther. Pour qu'il eût alors tous les genres de triomphe, la belle Aurore Königsmark renouvela auprès de lui sa tentative en faveur d'Auguste II et échoua de nouveau. Dix princes, trente envoyés des cours étrangères, visitèrent son camp. Les Hongrois révoltés l'invoquaient contre l'Autriche. De plusieurs parties de l'Allemagne, on le pressait de reprendre l'œuvre de Gustave-Adolphe et de protéger le corps germanique contre les envahissemens de la France. La grande voix de Leibniz elle-même en exprimait l'espoir. D'un autre côté, la France, elle aussi, essayait de l'attirer vers elle en s'autorisant du souvenir d'anciennes et intimes relations; Louis XIV, malheureux dans sa guerre de la succession d'Espagne, lui demandait de venir joindre à Nuremberg le maréchal de Villars, afin d'assurer comme autrefois la domination de l'Allemagne aux forces réunies de la Suède et de la France. On représentait à Charles XII que l'Autriche avait secouru le roi Auguste contre lui, que de plus elle maltraitait les protestans de Silésie sans respect pour les dispositions de la paix de Munster, dont la Suède était garante. Il fut même question, vers la fin de 1706, d'un projet suivant lequel, pour répondre à ces griefs, Charles exigerait que la couronne impériale appartînt alternativement à un prince catholique et à un prince protestant; ceux qui répandaient ce bruit y ajoutaient, bien entendu, la perspective d'un Charles XII empereur d'Allemagne. S'il eût alors, de concert avec la France, déclaré la guerre à l'Autriche, la marche des événemens changeait pour l'Occident et le centre de l'Europe.

Ce qui prouve bien quel était l'intérêt de cette question aux yeux des cours, ce fut, en avril 1707, la venue du duc de Marlborough lui-même au camp d'Alt-Ranstadt avec une lettre autographe de la reine Anne et de grosses sommes d'argent pour obtenir de Charles XII et de ses conseillers l'abandon de tout projet hostile à l'Autriche et de tout concert avec la France. Marlborough s'aperçut tout d'abord que sa mission était inutile et sa cause gagnée d'avance, Charles ne songeant en réalité qu'à une chose, c'est-à-dire à châtier le tsar comme il avait châtié le roi de Danemark et le roi de Pologne. Deux mois après, en juin 1707, Louis XIV, accablé par les revers, et

voyant Toulon menacé par les alliés, tenta un nouvel effort auprès de Charles XII : celui-ci avait promis d'observer la neutralité; toutefois, mal disposé envers l'Autriche, il fit dire secrètement au duc de Savoie, Victor-Amédée, l'un des principaux alliés, que, s'il contribuait pour sa part à la prise de Toulon, Charles prendrait ses dispositions pour le priver de tous les avantages que la récente campagne venait de lui assurer. Le message produisit son effet, et le duc, sans qu'on s'en aperçût autour de lui, sut faire manquer les opérations du siége, au grand détriment de ses confédérés. — Louis XIV avait jadis, au temps de la paix de Nimègue, fait frapper une médaille qui représentait la Suède protégée par l'ombre des ailes du coq gaulois. Charles XII à ce moment y opposa une médaille représentant le coq et les lis protégés par le lion couronné qui figure encore aujourd'hui comme symbole de la couronne de Suède.

Les résultats de sa principale faute n'en commençaient pas moins à se développer. Pendant qu'il ravageait pendant six années la malheureuse Pologne, son ardent rival Pierre Ier ne restait pas inactif. Les garnisons commises à la garde des provinces suédoises au sud-est de la Baltique étaient braves, mais clair-semées et trop peu nombreuses. Dès l'automne de 1702, Pierre s'empara de la petite ville de Nöteborg, qui commandait la Néva à la sortie du lac Ladoga. Au mois de mars 1703, pendant que les glaces empêchaient qu'on la secourût par la Baltique, il prit l'autre ville suédoise de Nyen, située à l'embouchure du fleuve. Ce fut pour défendre cette place que, peu de semaines après, la marine russe commença de paraître sur la Baltique. Pierre ajouta pendant la même année à ces premiers succès la conquête de l'Ingrie, jadis enlevée par Gustave-Adolphe aux Russes. Il disait de cette province comme il est dit dans le livre des Macchabées : « Nous n'avons point usurpé le pays d'un autre, et nous ne retenons point le bien d'autrui; nous avons repris l'héritage de nos pères, que nos ennemis avaient injustement possédé pour quelque temps. » Telle était la devise inscrite sur une carte de l'Ingrie déployée aux yeux de tous lors de son entrée triomphale à Moscou. Nyen avait été conquise le 4 mai 1703; le 17 fut posée tout près de là, sur les îles mêmes que forme l'embouchure de la Néva, la première pierre de Saint-Pétersbourg. On a comparé avec raison Pierre le Grand au grand Condé, qui jeta, dit-on, son bâton de commandement au plus épais des rangs ennemis pour l'y aller reprendre avec la victoire. De même Pierre Ier jeta les fondemens de sa capitale en plein territoire suédois, sûr qu'il était de savoir l'y maintenir et l'y défendre. Le sol même était à conquérir sur les inondations et les marais; 100,000 hommes y furent amenés de gré ou de force; à la fin de l'été, un fort bien construit y était entouré

d'un groupe de maisons particulières. En novembre, le premier vaisseau marchand venu de l'étranger entrait dans le nouveau port, Pierre lui-même servant de pilote. La nouvelle de cet établissement fut diversement accueillie à Stockholm. Les uns remarquèrent qu'une des îles sur lesquelles était assise la future capitale s'appelait *Har-ön*, l'île aux lièvres, et un poète de cour proposa qu'on appelât cette ville non pas *Petropolis*, mais *Leporopolis*, la ville des animaux lâches et peureux. Charles XII lui-même accueillit cette nouvelle en disant : « Laissons le tsar s'amuser à bâtir des villes; gardons pour nous l'honneur de les lui enlever. » Pourtant il y eut des esprits prévoyans qui dès lors s'alarmèrent pour l'avenir. La campagne de 1704, qui vit une flotte suédoise défaite dans ces mêmes eaux par la marine naissante des Russes, ne justifia que trop leurs prévisions et leurs craintes.

Ainsi la même période des sept premières années de campagne a montré en même temps l'éclat incomparable de Charles XII, ses talens et ses vertus militaires, son ascendant et son crédit d'un moment en Europe, et les excès déplorables de son génie, causes immédiates de la faute qui pèse sur sa mémoire. De cette période principale, Voltaire a-t-il trop abrégé le récit ou bien ignoré certains traits? Loin de là : il y a telle scène pour laquelle il a été instruit de première main. C'est, par exemple, la duchesse de Marlborough qui lui a raconté les détails de l'entrevue entre le célèbre général anglais et le roi de Suède, et ces détails sont entièrement conformes à ce que nous donnent les dépêches du duc lui-même, qu'on peut lire dans sa correspondance publiée par sir George Murray à Londres en 1845. C'est grâce à des informations si directes que Voltaire a fait de cette curieuse scène une courte, mais vive peinture que les écrivains modernes ont ensuite copiée.

Les épisodes qui suivent dans la carrière de Charles XII ne sont que les funestes conséquences de son obstination à détrôner Auguste II et à rester en Pologne. Le premier de ces épisodes est la fatale expédition que devait terminer la sanglante défaite de Pultava. Après avoir frayé sa route vers le centre de la Russie par le même chemin au nord que suivit plus tard notre grande armée, il opéra sa sinistre retraite par le midi; la marche, commencée pendant le terrible hiver de 1708-1709, s'acheva pendant le mois de juillet, sous une chaude latitude, de sorte qu'il parut avoir conjuré contre lui tous les fléaux d'un climat diversement extrême. On sait comment lui manqua le secours qu'il attendait de son lieutenant Lewenhaupt, battu par les Russes pendant qu'il s'efforçait de le joindre, et comment lui manqua aussi son allié Mazeppa, l'hetman des Cosaques, également surpris par les armées du

tsar. La journée de Pultava fut une terrible déroute. Des milliers de Suédois, faits prisonniers, « défilèrent tous en présence du prince Menzikof, raconte Voltaire, mettant les armes à ses pieds, comme 30,000 Moscovites avaient fait neuf ans auparavant devant le roi de Suède à Narva. »

Un examen des divers récits sur l'expédition de Charles XII dans les provinces russes ne découvrirait rien d'important, sinon la nouvelle preuve du talent de Voltaire et de sa supériorité d'écrivain sur ses prédécesseurs et ses rivaux. Il semble en revanche que, dans la série des bizarres circonstances qui suivent, il se soit laissé aller au plaisir de raconter sans donner des explications suffisantes. Avait-il absolument perdu le sens, comme on l'en soupçonna, cet étrange roi de Suède, ou bien avait-il quelques motifs de sérieuse politique, lorsque, après la fatale journée de Pultava, au lieu de retourner dans son royaume menacé de toutes parts, il séjournait en Turquie cinq longues années? Qu'il y restât d'abord pour exciter de là entre les Turcs et les Russes une guerre de nature à lui rendre à l'égard de ces derniers une situation favorable, cela se comprenait, et l'affaire du Pruth, en 1711, où Pierre le Grand courut grand risque, se chargea de le justifier; mais que pouvait-il espérer ensuite? Voici les raisons qu'on croit démêler, et dont il faut tenir compte pour juger entièrement sa conduite. Il croyait pouvoir, avec une armée d'Ottomans et de Polonais, se rendre en Pologne, y rejoindre une armée partie de Suède, puis, avec ce secours, satisfaire son idée fixe, détrôner Auguste, qui avait recouvré sa couronne, et rétablir Stanislas Leczinski sur le trône. De plus, il paraissait enfin avoir préparé la formation d'une ligue entre plusieurs princes protestans d'Allemagne dont il se serait servi contre le catholique Auguste II. Peut-être aussi revenait-il au projet de créer une opposition protestante en vue des élections pour l'empire, et d'obtenir que la couronne d'Allemagne fût réservée alternativement à des candidats de l'une et l'autre religion. S'il eût été lui-même élevé à cette suprême dignité par le corps germanique, c'eût été sans doute de quoi contre-balancer les nouveaux succès de la Russie. Toutefois le moment n'était-il pas bien mal choisi, au lendemain de Pultava, pour accueillir de tels rêves d'ambition?

En réalité, ce n'est plus à un politique ni à un chef d'état, c'est à un vrai héros de roman que nous avons désormais affaire. On désigne dans tout le Nord et en Orient par le mot *kalabalik*, qui signifie en turc *le combat du lion*, la singulière journée du 12 février 1713, alors que Charles XII, s'obstinant à rester depuis près de quatre années en Turquie malgré les efforts du sultan pour le faire sortir sans violence de son empire, soutint, dans la demeure qu'il

s'était construite à Varnitza, un siége en règle contre l'armée ottomane. Il avait avec lui 300 soldats suédois, qui furent faits prisonniers presque sans coup férir dès l'attaque des retranchemens. Il se défendit alors dans son unique maison avec une soixantaine d'hommes contre 1,200 Turcs et 12 canons. Le combat dura neuf ou dix heures; on se battit corps à corps: Charles tua de sa main une dizaine d'ennemis. Quant à son propre danger, il ne fut réel, bien qu'il ait été blessé, que trois ou quatre fois, quand tout près de lui des janissaires, voyant tomber leurs camarades, cédaient au sentiment de la vengeance. On avait recommandé à ces vieux soldats de l'épargner et de le prendre vivant, si cela était possible. Ils avaient pour lui d'ailleurs une sorte de respect superstitieux. Aussi leurs canons tiraient-ils en l'air, et ce ne fut un vrai combat que de la part des Suédois et de Charles lui-même, qui y apportaient une sorte de fureur. L'étrangeté de la scène, la bizarre obstination du héros, sa réputation de courage et de vertu militaire, enfin le remords d'avoir à violer à l'égard d'un tel étranger les lois de l'hospitalité, tout cela contribuait à contenir l'ardeur des janissaires, qui craignaient d'atteindre ce singulier ennemi. Le souvenir de cette journée est encore aujourd'hui vivant chez les Turcs, bien que la légende l'ait transformé. A la place où était son camp, on voit de nos jours une sorte de tertre recouvert de gazon. Le paysan turc raconte à sa manière l'histoire de Charles le Suédois, *Schwetzky Koroll*. Sous le tertre, dans une voûte remplie de ses trésors, vit la fille de Charles; elle garde tout cet or, et elle attend son fiancé; quand il viendra, ils s'en iront tous deux, avec ces énormes richesses, rejoindre le roi, qui continue de vivre en Suède et de régner sur ses braves Suédois.

On comprend que le courage déployé par Charles XII pendant le *kalabalik* n'avait fait que doubler l'admiration des Turcs envers lui. Aussi lorsque, pendant l'année qu'il passa encore chez eux, il s'obstina à rester dix mois au lit, pour éviter de laisser paraître l'extrême dénûment où il était réduit, beaucoup des principaux habitans sollicitèrent et obtinrent des officiers qui l'entouraient de venir le contempler à travers un paravent dont il s'enfermait. On dit que le sultan lui-même, dont il ne voulait pas d'audience, eut recours à ce moyen. On sait comment il quitta enfin la Turquie et traversa l'Allemagne avec un seul compagnon, tantôt sur un cheval boîteux et rétif, tantôt à pied, tantôt dans la paille sur une charrette, en plein mois de novembre 1714, à travers le vent, la neige et la pluie. Quand il arriva aux portes de sa forteresse de Stralsund, en Poméranie, « il y avait seize jours qu'il ne s'était couché : il fallut couper ses bottes sur les jambes, qui s'étaient

enflées par l'extrême fatigue. Il n'avait ni linge ni habits : on lui fit une garde-robe en hâte de ce qu'on put trouver de plus convenable dans la ville. Quand il eut dormi quelques heures, il ne se leva que pour aller faire la revue de ses troupes et visiter les fortifications. Le jour même, il envoya partout ses ordres pour recommencer une guerre plus vive que jamais contre tous ses ennemis. »

A ces parties narratives de son sujet, Voltaire, bien entendu, excelle; mais, — nous touchons ici à notre objection la plus grave, — ne passe-t-il pas trop entièrement sous silence ce que Charles XII lui-même oubliait trop : la situation intérieure de la monarchie suédoise, c'est-à-dire la ruine progressive et lente de l'édifice élevé par Gustave-Adolphe et Charles X, surtout l'incroyable misère, les souffrances de toute sorte, l'anarchie et le désespoir qui affligeaient ses peuples? Sur toute cette histoire lamentable, Voltaire n'a que quelques lignes çà et là. Dira-t-on, sur la foi de son titre, qu'il s'est proposé seulement d'écrire l'histoire de Charles XII et non l'histoire du règne? Mais alors pourquoi ces digressions sur l'état général de l'Europe, sur l'histoire des siècles précédens, sur le climat et les mœurs de la Suède, sur la constitution de la Pologne et les causes de son anarchie, sur la barbarie des Russes et les premiers efforts de Pierre le Grand? Il est tout simplement probable qu'il n'a pu se procurer des informations suffisantes sur le triste état de ce pays abandonné. Les écrivains du Nord n'ont eux-mêmes reconstruit de nos jours cette histoire intérieure qu'à l'aide des procès-verbaux peu complets que rédigeaient encore soit le sénat, soit les administrations diverses. Qui niera cependant que cette page de plus ne soit d'importance pour aider à comprendre le caractère de Charles XII, et pour aider à juger, en même temps que lui, les rois conquérans etabsolus, ses pareils? Une telle étude, faite en détail par M. Fryxell, est d'une haute et sérieuse moralité.

Quand Charles XII, en 1700, quitta sa capitale pour n'y plus jamais revenir, ce fut le sénat qui dut servir d'organe à l'autorité royale, et à qui fut confiée presque toute l'administration. Toutefois Charles se promettait de ne lui laisser aucune initiative. Tandis que Charles XI, que la révolution légale de 1680 dispensait de consulter ce corps, avait cependant continué cette salutaire pratique, son fils se contenta de recevoir les avis du sénat et de les transmettre à son favori et seul vrai ministre, le comte Piper, qui le plus souvent prenait seul ou dictait au roi la résolution. La représentation nationale, c'est-à-dire la diète, composée des députés des quatre ordres, fut entièrement mise en oubli; seulement, pour se donner sans doute une apparence de légalité, on investit quelques-uns de ses fondés

de pouvoirs, non pas d'un droit de vote, mais d'une surveillance et d'une direction au sujet des impôts extraordinaires et des subsides. Qu'importait du reste toute théorie administrative en face d'un entier absolutisme qu'une seule personne exerçait? Charles avait quitté son royaume à l'âge de dix-huit ans, quand il ne connaissait encore ni les hommes ni les choses; étaient-ce quatorze années de campagnes en Pologne et en Russie qui, à cet égard, devaient l'instruire? Piper lui-même, malgré une ferme intelligence et une singulière énergie, pouvait-il bien juger, du camp, tant de contestations diverses? Dans les premières années, il fallait plusieurs semaines, et bientôt, Charles s'éloignant, il fallut des mois pour qu'une affaire expédiée par le sénat vînt au roi et s'en retournât en Suède. Que de dommages pendant de si longs délais! Les dossiers s'accumulaient dans la tente du roi ou du comte sans qu'on y touchât. En 1706, on ne trouve que sept dépêches de Charles XII au sénat, cinq en 1707. Les lettres royales et ordonnances concernant le commerce, l'industrie, l'administration civile, atteignaient sous Charles XI et dans les premières années de Charles XII le chiffre de cinquante environ par an; mais en 1702 on n'en trouve plus que cinq, trois en 1705, une en 1708, pas une en 1709, au moins jusqu'à Pultava. Notez que Charles XII, très jaloux de son autorité, ne permettait, en dehors de la sienne, aucune initiative, et que, par exemple, si quelque point de la péninsule suédoise était menacé par l'ennemi, c'était à peine si de Stockholm on osait envoyer des troupes, de peur de contrecarrer quelqu'une de ses mesures militaires et d'être ensuite sévèrement blâmé par lui. Le ministre de France, Campredon, écrit en mai 1704 et en avril 1705 : « Je n'ai rien à mander; mes pourvoyeurs de nouvelles n'ont rien à m'apprendre, par la bonne raison que les sénateurs eux-mêmes ne savent rien. » L'administration intérieure continua cependant à peu près sa marche régulière durant les premières années, grâce à la ferme impulsion que lui avait donnée le règne précédent, et grâce aux victoires des armées suédoises, qui permettaient à Charles XII de se nourrir et de se recruter en pays ennemi; mais bientôt l'absence prolongée du roi, puis les revers, changèrent entièrement la face des choses. Le sénat, au milieu d'embarras multiples, après avoir obéi à l'ascendant de quelques-uns de ses membres, se divisa soit à propos des questions intérieures, soit en se laissant gagner à l'influence des puissances étrangères; il y eut dans son sein un parti français avec l'énergique sénateur Fabian Wrede, et un parti anglo-hollandais avec le vieux comte Oxenstiern, ministre des deux précédens règnes. C'étaient les premiers germes de futures et fatales dissensions.

A mesure que Charles XII s'enfonçait davantage en Allemagne, en Pologne, en Russie, ses demandes d'hommes et d'argent arrivaient plus fréquentes. Comme cependant les provinces suédoises étaient sans cesse menacées par des diversions ennemies, il devenait très important de garder des troupes suffisantes pour protéger les frontières, et très difficile d'obéir aux ordres du roi, qui ne se préoccupait que de détrôner le roi de Pologne. L'interruption du commerce par la guerre et la piraterie, le chômage de la culture par le manque de bras, le délabrement des finances, rendaient presque impraticables les expédiens que le sénat essayait d'ajouter aux impôts extraordinaires, aux contributions volontaires ou forcées. L'épuisement de la population devint tel que les dernières levées ordonnées par Charles XII ne purent se faire sans des émeutes quelquefois sanglantes, et n'ajoutèrent aux régimens suédois que des hommes trop vieux ou trop jeunes, des malfaiteurs qu'on tira des prisons, ou même des Danois et des Russes, naguère fait prisonniers, et qu'on trouvait dur d'être obligé de nourrir inactifs en Suède. Le sénat, malgré son zèle, malgré ses efforts pour instruire Charles XII de la misère de ses peuples, pour le ramener en Suède et le faire renoncer à ses projets insensés, devenait impopulaire et même odieux par l'exécution des mesures qui lui étaient imposées. A tant de causes de ruine s'ajoutèrent les fléaux naturels. L'hiver de 1708-1709, si cruel dans toute l'Europe, fut suivi, en 1710, d'une peste, causée apparemment par les massacres et la misère que la guerre de la succession d'Espagne et les guerres de Charles XII avaient partout propagés. Partie de la Galicie et du sud de la Pologne, cette peste envahit toute la Suède occidentale; à Stockholm, pendant les mois d'été et d'automne, le ciel ne cessa d'être voilé par un brouillard immobile et tiède, sans un seul rayon de soleil, sans pluie et sans gelée. La fumée, au lieu de se perdre dans l'atmosphère, s'enroulait et se traînait sur le sol, que couvrait une imperceptible vermine. Les oiseaux avaient fui, le bétail périssait. Le fléau s'accrut en novembre et décembre, jusqu'à ce qu'enfin, pendant la nuit précédant le jour de Noël, la première gelée de la saison se produisit; le lendemain, à onze heures du matin, le cruel brouillard se dissipa presque subitement; le soleil, qu'on n'avait pas aperçu depuis six mois, brilla de tout son éclat, et au bruit des cloches, au retentissement des chants religieux dans tous les temples, la population en deuil accueillit l'espoir d'une délivrance. La Suède, déjà dépeuplée par tant de maux, avait perdu par la peste pendant ces quelques mois plus de 100,000 âmes. Stockholm et les principales villes avaient eu le triste spectacle des désordres de tout genre qu'entraînent après eux la démoralisation et le désespoir. On avait vu sévir le crime

effréné, la débauche sceptique, la colère impie, l'abattement et l'inertie stupides.

C'est au milieu de cet abîme que venait retentir subitement un nouvel ordre de Charles XII, qui exigeait 10,000 hommes et 300,000 thalers; il lui fallait une diversion du côté de la Suède pour faire cause commune avec l'armée ottomane attaquant les frontières de Russie. Le sénat admira une fois de plus la parfaite indifférence et l'obstination de ce despote, qui taxait d'exagération et de mauvais vouloir tous les rapports sur l'état de la Suède. Cependant il était souverain absolu, jaloux de son autorité, opiniâtre à se faire obéir; le sénat, dépouillé par lui de toute action réelle et de toute force propre, avait, soit parmi les ambitieux, soit dans la population souffrante, de nombreux ennemis. Effrayé de sa responsabilité et désireux de la faire partager au pays lui-même, il convoqua pendant cette même année 1710 une diète qui, tout en respectant l'autorité royale, essaya de prendre en mains les affaires, de remettre un peu d'ordre dans les finances, de rappeler le roi et de lui faire accepter la paix.

Ce n'étaient là que les préludes des graves mesures qui furent tentées à Stockholm en 1713 et en 1714, quand Charles XII, s'obstinant depuis près de quinze années à ne pas rentrer dans son royaume, eut amené la Suède au dernier degré de misère, et lassé la patience du peuple le plus résigné et le plus dévoué. Voltaire n'a que très imparfaitement, il faut le dire, connu ces graves épisodes qui montrent tout un côté du caractère de Charles XII; il en a trop peu parlé, et il a commis, quand il en parlait, certaines erreurs; il y a donc plusieurs motifs d'y insister.

Charles XII avait appris avec irritation que la diète s'était assemblée sans son ordre en 1710; les levées d'hommes et d'argent par lui prescrites n'avaient pas été faites, et la diversion promise aux Turcs ne s'était pas effectuée. Aussi envoya-t-il à Stockholm, avec une interdiction formelle de convoquer jamais sans lui les représentans de la nation, des lettres impérieuses où il accusait les sénateurs de tout le mal qui s'était fait, et parlait du jour prochain où il leur en demanderait un compte sévère. Cependant il prolongeait son séjour chez les infidèles; il faisait le *kalabalik*, il restait dix mois au lit, et, quand ces rapports étranges arrivaient en Suède, le peuple des campagnes n'y voulait pas croire; il accueillait bien plutôt ceux qui disaient que le roi était mort ou bien qu'il était fou, et que le sénat, pour conserver son autorité, cachait la vérité. En même temps les Russes achevaient, ville par ville, la conquête des principales provinces baltiques, et l'on craignait tellement de les voir débarquer dans l'archipel situé en avant de Stockholm, que

déjà l'on se préparait à transporter dans une ville de l'intérieur la riche bibliothèque d'Upsal. D'autre part, les Danois menaçaient, et on croyait les voir arriver en Scanie, pour reprendre cette province, une des plus fertiles de la péninsule scandinave. Si l'on redoutait moins leur invasion par la Norvége, c'était par cette raison que les provinces suédoises de ce côté étaient devenues, pendant ces dernières années, et par l'effet de la misère générale, presque absolument incultes; les armées ennemies n'auraient pu s'y nourrir. Dans le complet désarroi du gouvernement et des esprits, la convocation des états-généraux était évidemment la seule ressource : au pays lui-même incombaient le droit et le devoir d'aviser à son propre salut au moment d'être précipité dans l'abîme. Ce fut dès lors l'opinion publique qui réclama de tous côtés et la convocation d'une diète et la constitution d'un pouvoir exécutif plus élevé et plus indépendant d'action que ne pouvait être le sénat.

La sœur du roi, Ulrique-Éléonore, fut ainsi associée, presque malgré elle, au pouvoir suprême. Il fut convenu qu'elle aurait deux voix dans le sénat; elle prendrait place à droite du trône; elle contresignerait toutes les résolutions publiques, comme les sénateurs eux-mêmes. Le 2 novembre 1713, au retentissement des salves d'artillerie, au milieu des espérances générales qui accueillaient ce changement comme si c'eût été le terme désiré de tant de souffrances, elle assista pour la première fois à la séance du sénat, et autorisa de son double vote la convocation de la diète pour le 14 décembre.

Le budget présenté à cette diète donnait pour chiffre des revenus 4,500,000 thalers, tandis que le chiffre des dépenses s'élevait à 11,700,000 thalers. Dans cette dernière somme figurait l'entretien du roi Stanislas de Pologne aux frais de la Suède, 100,000 thalers, — celui des innombrables Suédois prisonniers en Russie, 150,000 thalers, — celui des prisonniers étrangers qu'il fallait nourrir en Suède, 50,000 thalers; puis venaient les bons à payer du roi à la suite de ses énormes dépenses en Turquie, non pas certes pour son propre entretien, qui était des plus simples, mais pour ce renom de générosité qu'il soutenait par des présens considérables. C'était aux malheureux Suédois de payer tout cela. — Le premier objet de la diète devait être de pourvoir sans trop d'oppression, s'il était possible, aux dettes et aux dépenses les plus criantes, ainsi qu'à l'état des armées; mais le pays ne pouvait pas supporter de nouvel impôt, et dans le triste état des affaires, quand le lendemain n'était pas même assuré, il n'y avait pas à compter sur des emprunts, ni à l'intérieur ni au dehors. On ne pouvait songer qu'aux expédiens. On proposa d'aliéner quelques portions du

territoire, de vendre ce qui restait des diamans et bijoux de la couronne, et même les drapeaux et canons pris sur l'ennemi. Ces canons furent du moins fondus, et on en battit monnaie.

L'expédient le plus énergique et le plus grave fut de mettre à néant la dernière ordonnance du roi comme excessive et inexécutable. La paix le plus tôt possible et à tout prix, tel était l'impérieux besoin et le vœu hautement exprimé de la nation. On savait que le roi ne consentirait jamais à la paix tant que son projet de renverser le roi de Pologne, Auguste II, ne serait pas satisfait. Les membres des états proposèrent donc que la princesse Ulrique fût nommée régente, afin que les cours étrangères pussent traiter avec elle. Certes, en s'engageant sur une pente si dangereuse, les représentans de la nation n'avaient aucun factieux dessein; nul système politique ne les dirigeait, ils obéissaient à la seule pensée de sauver le pays. Autour d'eux cependant, de graves intrigues s'agitaient. Un certain parti opposait à la princesse Ulrique, en vue de la succession, le fils de sa sœur aînée, le jeune duc de Holstein. Ce parti eut le tort d'être servi par des ambitieux, comme le baron de Görtz, destiné à jouer un grand rôle dans les dernières années du règne de Charles XII. Görtz conçut l'espoir d'élever son jeune maître à la couronne de Suède en le mariant à la princesse Anne, fille de Pierre le Grand, et en faisant entrevoir au tsar non-seulement cette couronne pour son gendre, mais les riches dépouilles de la Suède pour lui-même. Des lettres et des missions secrètes furent échangées à ce sujet entre le tsar et la petite cour de Holstein, à qui se joignait cette fois la cour de Danemark, désireuse de pêcher en eau trouble et de se faire donner tout au moins le Holstein en cas de succès. Pierre le Grand paraît avoir été fort alléché; il aurait dépassé même, et de beaucoup, les espérances qu'on lui suggérait, s'il est vrai, comme le rapportent les dépêches du ministre de France (1), qu'il offrit d'abord aux Suédois de traiter directement avec eux après qu'ils auraient déposé Charles XII, et s'il alla même jusqu'à songer à divorcer avec Catherine pour épouser l'héritière de Suède Ulrique-Éléonore. — Tel était l'excès du péril qui menaçait jusqu'à l'existence même de la Suède lorsque, vers la fin de 1714, le bruit se répandit que Charles XII était enfin de retour en Poméranie. Au milieu de la détresse générale, son nom rallia encore les Suédois, et ranima ce qui pouvait rester d'espérances.

Ou nous nous trompons fort, ou ce tableau d'un roi follement insensible aux souffrances de son peuple, à la ruine de sa monarchie, aux dangers de sa couronne, devait faire partie de son histoire.

(1) 9 février 1714.

Voltaire n'a sur l'état intérieur de la Suède pendant toute cette période que quelques lignes, qui deviennent énergiques, il est vrai, quand il les résume ainsi : « l'espèce d'hommes manquait sensiblement; » mais des rapports de Charles XII avec le sénat, de la conduite de ce corps et des vues qui le divisaient, il ne dit rien; il parle à tort d'un conseil de régence, il ignore absolument et la diète de 1710 et même celle de 1713, de sorte qu'il ne nous donne pas une juste mesure de la démence de son héros et de ce que cette démence entraînait de malheurs après elle.

Que dire enfin des vingt pages où l'auteur entreprend de faire connaître les intrigues de ce baron de Görtz, qui devint, pendant les deux dernières années du règne et de la vie de Charles XII, son unique confident et son ministre absolu? Voltaire, dans son *Histoire de Russie*, se prétend très bien informé de ces intrigues, pour avoir connu dans sa jeunesse Görtz lui-même, qui avait voulu l'emmener à Stockholm, et pour avoir été de la sorte, assure-t-il, un des premiers témoins d'une grande partie de ces menées. Cependant Lémontey, qui a eu communication de tant de pièces diplomatiques, affirme que Voltaire n'a rien su de toute cette politique. Les deux assertions paraissent excessives, et sans doute aussi il est fort difficile d'arriver à une exacte connaissance d'intrigues si confuses.

Ce qui est indubitable, c'est que le baron de Görtz fut moins un homme d'état qu'un de ces intrigans politiques dont l'activité et l'esprit de ressources, mais aussi l'audace peu scrupuleuse, ont tant agité le XVIIIe siècle. Né en Franconie d'une assez bonne famille, il étudie à Iéna, devient page chez le duc de Holstein, beau-frère de Charles XII, et travaille d'abord à s'établir dans cette petite cour. Il évince le principal ministre, qu'il arrive à remplacer quand la mort du souverain a donné lieu à une régence. Effronté, sceptique, lâche, joueur et débauché, il devient maître absolu à la cour ducale; mais son ambition ne restera pas enfermée dans de si étroites limites. Les affaires du duc de Holstein l'avaient mis en rapport avec Charles XII, à qui il avait plu dès le séjour à Bender. Les prétentions de son maître à la succession suédoise lui avaient ensuite offert une occasion d'intervenir dans les intrigues tramées de plusieurs côtés à ce sujet. Après avoir cruellement desservi Charles XII alors que ce prince paraissait enseveli à tout jamais chez les Turcs, il se présenta de nouveau à lui après son retour dans ses états, afin de prévenir son mécontentement, s'il apprenait ses intrigues auprès du tsar, afin de le séduire et de grandir par lui. Il y parvint en flattant sa passion de guerre et en promettant de lui procurer de nouvelles ressources en hommes et en argent. Seul puissant à la cour de Suède par l'exclusive confiance du roi

dès le commencement de 1716, sans aucune nomination officielle, sans avoir été naturalisé Suédois, sans avoir prêté aucun serment, Görtz fut-il touché de l'objet proposé à son ambition? Prit-il en pitié le misérable état du pays qu'on lui livrait? Voulut-il procurer à la Suède quelques nouvelles ressources pour rendre possible une paix qui ne fût pas sa ruine? C'est ici qu'il est difficile de décider, tant les documens sont nombreux et confus, tant les intrigues se mêlent et se dispersent dans toute l'Europe. Comme Voltaire l'a remarqué, Görtz paraît avoir voulu profiter de l'inquiète jalousie causée aux puissances par le dessein évident de la Russie de prendre pied en Allemagne et du mécontentement causé à la Russie par leur mauvais vouloir. Il paraît avoir obtenu de Pierre le Grand la promesse d'une paix particulière qui aurait, en échange des provinces baltiques, fait entrevoir la réunion de la Norvége à la Suède avec le rétablissement du roi Stanislas de Pologne, puisque Charles XII y tenait jusqu'à la fin. Que faut-il penser ensuite de ces obscures ententes de Görtz avec Alberoni, et de ces prétendus projets d'expédition suédoise pour rétablir le prétendant en Angleterre? Charles XII et le tsar y étaient-ils pour quelque chose? Il s'en faut que Voltaire soit net sur tout cela. Il nous dit, tantôt, dans son *Histoire de Russie*, que Görtz en Hollande ne vit point le tsar, tantôt, dans son *Charles XII*, qu'il fut reçu deux fois par lui; il nous assure, pour ce qui regarde le complot en faveur du prétendant, que Charles XII ne désavoua pas Görtz, tandis que Lémontey prétend avoir lu l'original même de ce désaveu. La vérité est sans doute que Görtz, en quête d'argent pour la Suède épuisée, avait mis à profit les espérances des jacobites en leur promettant un secours qu'ils payèrent à l'avance. Peut-être ne fut-ce pas sa faute si Charles XII, qui ne voulait pas consentir à céder un pouce de terrain, retarda sans cesse l'acceptation d'une paix que son délié ministre avait préparée de concert avec la Russie.

La mort de Charles fit tourner au détriment de Görtz toutes les fautes commises, celles mêmes du roi, auxquelles il avait peut-être voulu apporter un terme et un remède. Tous ses efforts, quels qu'en aient été la pensée et le sens, lui devinrent funestes. Peut-être, en même temps qu'il traitait avec Pierre le Grand, s'était-il vu obligé, pour conserver la confiance du roi de Suède, de prolonger en même temps la guerre; cela fut cause que l'opinion publique n'attribua qu'à lui seul tous les maux de ces dernières années. A l'intérieur, chargé de toute l'administration, il avait hasardé quelques mesures financières analogues à celles que l'Écossais Law tentait parmi nous vers la même époque; mais Charles XII, toujours à court d'expédiens, déjouait toutes ses combinaisons en violant les règles que

Görtz aurait sans doute observées. La ruine du royaume, déjà si avancée, ne faisait que se précipiter encore; Görtz, une fois Charles disparu, tomba victime, non pas seulement, comme on l'a dit, de la vengeance d'Ulrique-Éléonore et de son mari le prince de Hesse, frappant en lui le partisan d'un rival, mais bien plutôt de tous les ressentimens qu'avait laissés dans ce malheureux pays le règne de son maître. L'héroïsme de Charles XII détournait de lui la haine publique malgré ses déplorables fautes : elle retomba tout entière sur celui qu'il avait si singulièrement choisi pour favori et pour ministre. Le procès de Görtz et sa mort sur l'échafaud furent iniques sans doute, mais il avait lui-même commis jadis, au profit de son ambition, des iniquités. L'histoire lui devrait-elle tenir compte de quelque sincère dévoûment dans ses dernières années aux intérêts de la Suède et de son roi? a-t-il démenti de la sorte sa précédente conduite? Cela est fort incertain, et nous ne voyons pas que jusqu'à présent les livres même les plus nouveaux, français ou suédois, répondent clairement sur ce sujet.

Si Voltaire nous a paru imparfaitement instruit sur des problèmes difficiles, que les écrivains plus modernes n'ont pas élucidés, nous le retrouvons très bien informé sur le genre de mort de Charles XII; c'est à grand tort qu'on s'est éloigné souvent de son récit, auquel il faut revenir aujourd'hui. Charles n'est pas mort assassiné : on a vainement accusé de ce prétendu crime et des Suédois et des Français. Voltaire, témoin du chagrin que causait à un de ses compatriotes, Siquier, cette accusation dirigée contre lui, fit son enquête, et affirma que le roi de Suède avait été frappé à la tête par un biscaïen venu de la forteresse ennemie. C'est là en effet la vérité. Le 31 août 1859, en présence du roi Charles XV et de son frère le prince Oscar, la sépulture de Charles XII a été ouverte, et l'examen du crâne n'a laissé dans l'esprit des hommes de science nulle incertitude à ce sujet.

En résumé, quelles critiques avons-nous pu adresser au *Charles XII* de Voltaire après une patiente étude sur les documens qu'il n'a pu connaître? Fallait-il parler des menues différences dans le récit? mais l'impartiale et complète enquête que nous a offerte sur ce sujet la littérature suédoise témoigne qu'il est impossible d'arriver à la certitude sur cent points de détail, tels que les chiffres des armées ou des blessés et des morts à la suite des batailles. Quant aux lacunes, elles ne sont de réelles fautes que lorsqu'elles ont pour effet d'altérer ou d'amoindrir l'impression générale. A ce double titre, nous en avons noté quelques-unes. Quelques détails de plus sur les premières années eussent initié le lecteur dès le commencement à certains traits du caractère de Charles XII et à certain as-

pect de son règne que l'histoire a jusqu'à présent trop laissés dans l'ombre; des notions plus complètes, disons même plus justes sur les souffrances de la Suède pendant les dernières années eussent répondu avec une logique parfaite à ces tristes préludes. Pour ce qui est des projets de Görtz et de ses vastes entreprises, que celui-là reproche à Voltaire les incertitudes de son dernier chapitre qui se croira lui-même en état de voir très clair dans ces intrigues où s'engagent obscurément presque toutes les cours de l'Europe.

Quoi que nous ayons pu dire et quelques remarques de détail qu'on puisse ajouter, Voltaire n'a-t-il pas tracé un vivant portrait? Charles XII ne revit, à vrai dire, que dans son livre; nul autre récit ne rend à la postérité cette physionomie que la gloire militaire et quelques remarquables vertus ont rendue héroïque. La gloire militaire, voilà le rayon qui fait trop oublier les fautes de Charles XII. C'est à cause d'elle que son historien et son peuple lui ont beaucoup pardonné. Cet étrange roi, pendant dix-huit années, a fait profondément souffrir ses sujets; il a précipité son pays dans la ruine, il a déchaîné sur l'Europe l'ambition de la Russie; il a été imprudent, impolitique, despote...; mais c'est de bravoure surtout qu'il était fou, et c'est la Russie qu'il a détestée, combattue, poursuivie sans relâche. Il a flatté ainsi deux passions du peuple suédois, peuple très militaire et très ennemi des Russes. Toutes les fois que le voisinage moscovite redevient menaçant dans le Nord, c'est le souvenir de Charles XII que le sentiment national évoque. Récemment encore, à propos de son cent cinquantième anniversaire, une statue lui a été élevée sur une place publique de Stockholm, en avant de l'archipel qui sert de défense du côté de la Baltique. L'une des deux mains tient l'épée nue, l'autre s'étend et montre la Russie. Les peuples sont très confians et très indulgens pour les souverains qui partagent les passions nationales, et longtemps encore ils se laisseront duper par l'abus de la gloire militaire jusqu'à y sacrifier leurs intérêts politiques et la sûreté de leur avenir, jusqu'à préférer cet éclat extérieur, bien souvent funeste, à la gloire plus solide des réformes et des institutions fécondes.

A. Geffroy.

LE ROMAN

ET

LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE

I. *Auf der Höhe,* von Berthold Auerbach, 3 vol., Stuttgard, 1865. — II. *Verschlungene Wege,* 3 vol., Hanovre, 1867. — *Schloss Dornegge oder der Weg zum Glück,* von Levin Schücking, 4 vol., Leipzig, 1868. — III. *Friedrich Spielhagen's gesammelte Werke,* 12 vol., Berlin, 1867. — IV. *Unüberwindliche Mächte,* von Hermann Grimm, 3 vol., Berlin, 1867.

Quand il nous vient de l'étranger des ouvrages d'imagination, romans ou poèmes, signalés à notre étude par un succès assez bruyant, une double curiosité, un double intérêt nous attire, l'intérêt littéraire d'abord, puis ce qu'on peut appeler l'intérêt historique. Parmi ces œuvres si vivement applaudies ou discutées si ardemment, en est-il qui doivent enrichir le patrimoine des lettres européennes? L'écrin de la poésie compte-t-il un joyau de plus? Avons-nous du moins à enregistrer des promesses? Ce récit, ce tableau, cet épisode, révèlent-ils un inventeur? Voilà l'intérêt littéraire, intérêt toujours très vif pour les esprits demeurés fidèles au culte de l'art, et d'autant plus vif que les circonstances générales sont moins heureuses. Les talens s'épuisent, les maîtres s'en vont, c'est aux œuvres de scandale que s'attache la popularité, les derniers gardiens des lettres libres et désintéressées ont affaire à un public indifférent; au milieu des préoccupations qui nous assiégent, il n'y a plus de place, répètent les âmes chagrines, que pour la frivolité ou la violence. Lisons donc quelques-unes de ces œuvres ac-

cueillies avec faveur chez nos voisins; il serait si doux de trouver quelque part une veine originale, un signe de rajeunissement, une lueur dans le crépuscule! Si cette espérance est déçue, une autre curiosité soutiendra notre attention. Ces récits dont nous allons nous occuper, l'Allemagne les a lus avec intérêt; qu'ils nous plaisent ou non au point de vue de l'art, ils nous intéresseront au point de vue de l'histoire contemporaine. Peut-être ne seront-ils pas des chefs-d'œuvre; ils seront certainement des témoignages. L'Allemagne, depuis une vingtaine d'années, est engagée comme nous dans les grands et redoutables problèmes du XIXe siècle. Là aussi, les principes opposés qui se disputent la société moderne tourmentent les esprits généreux et soulèvent les passions; là aussi, sur un terrain tout différent et sous des formes très particulières, on voit aux prises l'ancien régime et l'esprit moderne, le droit et la force, le libéralisme et la démocratie, la réaction superstitieuse et le fanatisme jacobin. Les peintres de la société allemande en ces dernières années n'ont pu échapper à des émotions qui se retrouvent partout; quel est le résultat de leurs observations? Quelles figures mettent-ils en scène? Sous quels traits ont-ils représenté leurs modèles? Par quels tableaux ont-ils captivé l'attention? Qu'a-t-on loué, qu'a-t-on blâmé dans leurs peintures? Ces questions, qui se présentent tout naturellement à l'esprit, sont de nature à piquer la curiosité de la critique; il faut essayer d'y répondre, il faut montrer que l'histoire littéraire est plus étroitement liée de jour en jour à l'histoire politique et sociale.

L'idée même de notre étude exige que nous en empruntions les élémens à des œuvres recommandées par le succès. Sur ce point, si nous voulions suivre complaisamment les indications de la critique allemande, nous serions fort embarrassé de nos richesses. A ne prendre que les cinq ou six dernières années, à juger seulement le travail de production littéraire qui a précédé et suivi Sadowa, que de romans où se sont reproduites les plus vives émotions de nos jours! Le roman, disait Goethe, est l'épopée moderne; les Allemands ont pris ce mot au pied de la lettre, et comme une épopée doit être le résultat d'une civilisation, la collection des romans publiés au nord et au sud de la ligne du Mein formerait sans peine une encyclopédie. Il y en a sur tous les sujets, sur toutes les classes de la cité humaine, sur tous les problèmes du monde intellectuel et moral; le trait dominant de cette littérature, c'est le désir de peindre la société la plus rapprochée de nous, la société allemande à travers ses épreuves et ses transformations depuis quinze ou vingt ans. Dès le lendemain des révolutions de 1848 et des réactions de 1849, un dramaturge célèbre, le dernier survivant de la *jeune Al-*

lemagne de 1830, M. Charles Gutzkow, donnait l'exemple de cette direction à la fois épique et encyclopédique du roman. Au milieu des agitations de ces vives années, il publiait un récit en neuf volumes, *les Chevaliers de l'esprit*, qui avait les proportions et les allures d'une épopée (1851); sept ans après, aux heures tristes de la politique allemande, aux heures de somnolence et d'engourdissement, il essayait de peindre l'état général de l'Europe dans un tableau où le catholicisme ultramontain occupait la première place; cette nouvelle épopée romanesque s'appelait *le Magicien de Rome* (1858). Beaucoup plus récemment, c'est-à-dire dans la période dont nous avons à parler, M. Gutzkow a mis au jour un récit intitulé *Hohenschwangau*, qui est un large tableau de l'Allemagne au temps de la réforme. Quel que soit le mérite de cette œuvre, c'est là du roman historique, genre un peu abandonné aujourd'hui, en Allemagne surtout, où les choses présentes attirent si vivement les conteurs. Ce n'est pas là d'ailleurs ce que nous cherchons en ce moment; allons droit aux écrivains qui nous font connaître l'Allemagne de ces dernières années. Encore une fois, tous les sujets ont été traités par les romanciers à la mode : morale, politique, esthétique, science même; oui, même la science et ses théories hasardeuses ont inspiré l'imagination des conteurs. C'est ainsi qu'un roman dont on parle beaucoup depuis quelques semaines est consacré... le croira-t-on? au système de Darwin sur la transformation des espèces. *La lutte pour l'existence*, tel est le titre de ce livre où M. Robert Byr a révélé des qualités dramatiques et soutenu pendant cinq volumes l'intérêt du lecteur.

Les écrits dont nous voulons parler offrent pourtant un intérêt plus naturel, plus direct, mieux approprié à notre tâche; entre les compositions ambitieuses de M. Gutzkow et les tentatives bizarres de tel écrivain qui débute, il y a place pour les récits qui ont charmé l'Allemagne ou révélé ses agitations. Je m'en tiens à un petit nombre de romanciers qui me fourniront tous les renseignemens dont j'ai besoin. Deux d'entre eux, M. Berthold Auerbach et M. Levin Schücking, déjà connus par des œuvres justement appréciées, sont aujourd'hui dans la force de l'âge et du talent; ils représentent la génération littéraire antérieure à 1848. Les deux autres sont des nouveau-venus parmi nous; déjà célèbres dans leur pays par des qualités très diverses, ni leurs noms ni leurs œuvres n'ont encore pénétré en France. L'un est M. Frédéric Spielhagen, cœur poétique, âme ardente, qui retrace les conditions sociales de son temps avec une verve hardie, tour à tour psychologue pénétrant, écrivain dramatique, railleur amer, par-dessus tout imagination tumultueuse, et toutefois, malgré ses sympathies ou ses passions, peintre assez

impartial de la grande mêlée qu'il met en scène; l'autre est M. Hermann Grimm, talent aimable, esprit modéré, observateur attentif et consciencieux, qui porte dignement un grand nom. Ce n'est pas seulement par le soin du style que M. Hermann Grimm nous rappelle son père, le savant philologue Wilhelm, son oncle, l'illustre Jacob; quelque chose de l'inspiration si austère, si libérale des deux vénérables maîtres revit dans l'imagination honnête du jeune écrivain. Il y a même une page où le cri de l'Allemagne du nord à la journée de Sadowa éclate dans le récit de M. Grimm avec une singulière puissance. Tout cela veut être considéré de près; nous recueillerons, chemin faisant, bien des notes dont l'histoire contemporaine pourra faire son profit.

I.

Le premier roman que nous avons à signaler, une dramatique et touchante histoire intitulée *Sur les hauteurs*, est certainement l'œuvre maîtresse de M. Berthold Auerbach. On connaît depuis longtemps l'inspiration de M. Berthold Auerbach, le peintre des mœurs rustiques, l'ami et le conseiller des pauvres gens. Il n'y a pas d'écrivain plus populaire en Allemagne. Ses *Histoires de village dans la Forêt-Noire*, par lesquelles il a debuté il y a un quart de siècle, l'ont placé du premier coup au rang des maîtres. M. Berthold Auerbach était un démocrate, mais un démocrate idéaliste, si je puis ainsi parler, un démocrate moraliste et religieux, d'une religion, il est vrai, très particulière, puisqu'elle s'inspirait surtout du panthéisme de Spinoza. Qu'importe? Si le mot religion, dans son acception la plus large, signifie surtout le perfectionnement de la conscience, la purification continuelle de la personne humaine, le perpétuel effort de l'âme vers le divin, l'auteur des *Histoires de village* et de l'*Écrin du compère* a été, malgré les erreurs de sa doctrine, un des plus religieux moralistes de l'Allemagne de nos jours. C'est ainsi que ce démocrate, sans cesser d'être cher à sa clientèle des campagnes, a conquis bientôt une clientèle d'un autre ordre. Le charme et l'élévation de ses œuvres lui ayant donné des amis dans les classes privilégiées, l'hôte des paysans de la Forêt-Noire est devenu peu à peu l'hôte des grands seigneurs et des princes. C'était bien toujours le même homme, sérieux autant que cordial au milieu des paysans, simple et franc parmi les heureux du monde. Il allait du village à la cour, de la cour au village, observant, enseignant, rassemblant les traits d'un tableau où figureraient les deux mondes qu'il connaissait si bien. Ainsi est né ce roman. On lui avait reproché de ne peindre jamais que le peuple des campagnes, comme si

dans cette société moderne si complexe, si laborieuse, il n'y avait d'autre travail que celui de la pioche ou de la charrue. On lui reprochait d'ignorer le vrai peuple, le tiers-état, les centres où s'élaborent les idées, les foyers où s'agitent les sentimens et les intérêts qui mènent le monde. Pour répondre à ce reproche dans la mesure de son talent, le moraliste populaire n'a eu qu'à mettre à profit sa double expérience, c'est-à-dire à compléter ses tableaux rustiques par la peinture d'une résidence souveraine. Le roman fait comme l'auteur, il va du village à la cour et de la cour au village. Un roi du midi de l'Allemagne, la reine, les courtisans, les dames d'honneur, les ministres, çà et là quelques représentans de la bourgeoisie, tels sont les personnages qui rempliront toute une moitié du tableau ; l'autre moitié, c'est le village de la montagne.

Comment l'auteur a-t-il réuni dans une même toile des élémens si disparates? L'histoire est bien simple, le début même est d'une simplicité patriarcale. La reine vient de donner le jour à un prince. Les médecins de la cour sont en quête d'une nourrice pour l'héritier du trône, et il faut que ce soit la plus fraîche, la plus robuste paysanne de la contrée. La voici, toute fière du nouveau-né qu'elle a mis au monde, tout heureuse, tout épanouie, aussi honnête que belle. Dès que les médecins la voient, ils la reconnaissent : c'est bien là ce qu'ils cherchaient; mais Walpurga, — c'est le nom de la jeune mère, — l'honnête Walpurga, si heureuse de son petit foyer, si dévouée à son mari, si fière de son enfant, consentira-t-elle à tout quitter, pour vivre à la cour? Le sacrifice est dur; elle le fait cependant, car c'est une fortune que sa bonne chance lui envoie, et il faut songer à l'avenir. Elle part donc, non sans larmes; de ses montagnes sauvages, la voici transportée tout à coup au milieu de la société la plus brillante. Quel éblouissement! on le devine sans peine; on devine aussi ce qu'un tel contraste fournira de traits piquans à une plume spirituelle et hardie. Walpurga est la franchise même; cette nature si simple, ce bon sens si droit, ce langage si original, dans le monde de l'étiquette et du formalisme, c'est là pour l'habile conteur une occasion de scènes tour à tour émouvantes ou comiques. Que sera-ce donc si Walpurga se trouve jetée sans le savoir en pleine tragédie? Une des dames de la cour, la belle comtesse Irma, inspire au roi une passion ardente, une passion qu'elle partage, et, malgré de nobles efforts pour se vaincre elle-même, elle finit par succomber. Or c'est auprès de la comtesse Irma que la jeune paysanne avait trouvé la plus sympathique bienveillance. Une sorte d'amitié s'était établie entre ces deux personnes si éloignées par l'éducation, si rapprochées par la noblesse du cœur. A l'heure où le scandale éclate, quand le père d'Irma en meurt de honte

quand la reine, si douce, si bonne, se sent comme frappée à mort, une odieuse accusation tombe de toutes parts sur Walpurga. L'entremetteuse (on la nomme ainsi, la pauvre femme, alors que souriante, tout occupée de son nourrisson ou bien pensant à ceux qu'elle a quittés, à ceux qu'elle reverra bientôt, elle ne soupçonne même pas le drame qui s'agite autour d'elle), l'entremetteuse infâme inspire à tous des sentimens de dégoût; on se détourne, on la fuit... Walpurga finit par comprendre; elle part aussitôt, elle a horreur de cette cour où tout n'est que piége et mensonge; son village, dont elle n'aurait jamais dû s'éloigner, lui rendra la joie, lui fera oublier la fausse amitié de la comtesse Irma et la honte que cette amitié lui vaut. N'a-t-elle pas été la dupe de la comtesse? n'a-t-elle pas été sans le savoir l'entremetteuse qu'on accuse? n'est-ce pas dans l'intérêt de ses intrigues que la comtesse avait noué avec elle ces relations familières? Walpurga se trompe; la comtesse n'est pas si coupable. Bien loin de tromper indignement la simplicité de la paysanne, c'est auprès de ce cœur droit que la brillante Irma cherchait un appui; c'est près d'elle encore, dans l'atmosphère d'une vie laborieuse et pure, à l'endroit le plus solitaire de la montagne, sur la cime, *sur les hauteurs,* que la pécheresse cachée à tous les yeux accomplira sa pénitence.

Tout cela n'est que le cadre du récit; le vrai sujet de M. Berthold Auerbach, c'est la pénitence de la comtesse Irma. Persuadé que la doctrine de Spinoza est le dernier mot des grandes énigmes, disciple et traducteur du Juif d'Amsterdam, M. Auerbach est comme inquiété dans sa foi par la supériorité morale du christianisme. C'est une âme religieuse, nous l'avons dit, une âme noblement préoccupée de tout ce qui intéresse la dignité de notre être, de tout ce qui peut concourir à la sanctification de la conscience. Comment ne serait-il pas jaloux pour sa religion des trésors que renferme la doctrine chrétienne? Le redressement par le repentir, la régénération par la prière, la communication de l'âme déchue avec le Dieu vivant toujours prêt à la secourir, ce sont là des croyances aussi simples que hautes, aussi naturelles que sublimes. Elles répondent à tout; le cœur y trouve son compte aussi bien que la pensée. Rien de plus humain, rien de plus divin. Au contraire, dans le système de ce philosophe qu'on appelle une intelligence *enivrée de Dieu,* quel est le sort de l'âme défaillante ou déchue? qui la soutiendra? qui la relèvera? Ce Dieu dont le spinozisme est ivre n'est pas une personne, c'est une force aveugle. Tourmenté par ce problème, M. Berthold Auerbach a entrepris de prouver que le panthéisme des esprits nobles avait autant d'efficace, comme disait notre XVIIe siècle, autant d'action purifiante et régénératrice, que le christianisme

le plus austère. En racontant avec un soin si délicat la pénitence de la comtesse Irma, il a voulu peindre une Madeleine ou une La Vallière du panthéisme.

Lorsque parurent en 1680 les *Réflexions sur la miséricorde de Dieu*, écrites par la duchesse de La Vallière, l'auteur de l'*avertissement*, après avoir recommandé le livre à ceux qui auraient péché comme la noble pénitente, terminait son homélie par ce verset de la Bible : *Inspice et fac secundum exemplar quod tibi in monte monstratum est*. On dirait que M. Berthold Auerbach s'est souvenu de ces paroles; c'est aussi sur la montagne, au plus haut des hautes cimes, qu'il a montré à tous l'exemple de son héroïne purifiée par le repentir. Le tableau est vraiment poétique. L'auteur, qui avait déployé la passion la plus vive dans le récit de sa chute, a réservé pour la peinture de la réhabilitation toutes les délicatesses de son pinceau, toutes les ressources de sa science psychologique. Vêtue des habits les plus simples, enfermée dans une bergerie des sommets alpestres, condamnée volontairement aux travaux de l'étable, celle qui naguère éblouissait la cour par son esprit autant que par sa beauté, ne songe plus qu'à se réconcilier avec elle-même. Elle aussi, comme la sœur de la Miséricorde, elle écrit ses *réflexions*. Nous avons son journal sous les yeux; ce sont les prières et les litanies du panthéisme. Étranges litanies, prières bizarres; c'est au grand tout, à l'harmonie universelle, à l'infini du cosmos, que s'adressent les élans de cette âme en peine. Avec quel sentiment profond elle décrit les impressions de ces merveilleux spectacles! « Il y a des heures, écrit-elle, où il me semble que je suis dans un sanctuaire. » Et plus loin : « Chaque jour, quand reparaît la lumière, j'assiste à la création éternelle. » L'éternel, l'infini, les forces incommensurables et l'ordonnance majestueuse de l'univers, voilà ce qui entretient son extase. C'est par une sorte de communion avec ce dieu sans conscience qu'elle s'efforce de racheter sa faute, elle qui a manqué de force et transgressé la loi. Elle se réjouit de ne voir que cette immensité de l'espace, où s'accomplissent sans déviation aucune les mouvemens éternellement prescrits. Associée à cet ordre sublime par l'admiration et le respect, elle éprouve un frisson qui renouvelle son être. Une sérénité triomphante succède peu à peu à sa désolation. L'art du conteur est si habile, sa poésie est si pure, son émotion si sincère, qu'on a grand'peine d'abord à y résister. Bientôt cependant la conscience réclame : est-ce bien là le redressement intérieur que vous annonciez? Irma ne se relève que pour s'anéantir, elle ne se purifie que pour se perdre dans une extase inerte. Ce qu'elle a cherché dans la solitude, ce ne sont pas des forces nouvelles pour combattre, c'est

l'oubli de son être en même temps que l'oubli de sa faute, l'abandon de sa volonté en même temps que la punition de sa faiblesse. Un des grands argumens, un des principaux textes à déclamation chez ceux qui attaquent la morale chrétienne ou même la morale spiritualiste, c'est le mystique détachement qu'elle peut inspirer à des âmes effrayées de la lutte, une mort anticipée, disent-ils, un véritable suicide. Comment M. Berthold Auerbach, censeur parfois très rigoureux du mysticisme chrétien, ne s'est-il pas aperçu ici qu'il tombait dans les erreurs bien autrement graves du mysticisme panthéiste? C'est là précisément pour lui l'écueil inévitable. Un disciple de Spinoza ne peut s'élever au-dessus de la morale naturelle du panthéisme sans se perdre dans l'adoration du grand tout, sans se confondre avec la force universelle. Le christianisme vrai n'énerve point les âmes viriles, il soutient leur énergie. Au contraire plus le panthéiste est élevé, soucieux de la vérité divine, et plus il est exposé à prendre la vie individuelle en dégoût. Le dieu auquel il aspire étant un dieu sans conscience et sans âme, le devoir le plus haut est de lui sacrifier son âme et sa conscience. Voilà ce qui nous est montré, à mon avis, sur la montagne où la comtesse Irma écrit ses méditations spinozistes avant d'exhaler son dernier soupir; *in monte monstratum est.* Considérez que tout ce qui est touchant dans les effusions de la pénitente, je veux dire le remords de la faute, l'horreur de la souillure, le besoin de purification, l'aspiration à une vie nouvelle, tout cela est chrétien au fond, en dépit des formules panthéistiques de l'auteur; ce qui appartient en propre à la doctrine dont M. Berthold Auerbach est un champion aussi noble qu'ingénieux, c'est l'absorption de la conscience individuelle dans la vie effroyablement inconsciente du cosmos.

Ces objections, si graves qu'elles soient, n'enlèvent rien à la valeur littéraire de l'œuvre. L'intérêt est beaucoup plus vif qu'on ne pourrait le croire d'après une donnée aussi sérieuse. C'est un trait caractéristique de M. Berthold Auerbach que cet art de mêler le drame à la psychologie. Irma et Walpurga ne sont pas les seules figures qui fassent honneur à son pinceau; le vieux comte Eberhard, le grave médecin Gunther, le roi lui-même, ont été pour l'auteur une occasion d'exprimer ses idées démocratiques sous leurs aspects divers. Le roi est une riche nature, esprit généreux, âme saine, capable de se dominer lui-même pour accomplir son devoir de chef. Je ne pense pas que M. Berthold Auerbach eût dessiné une telle physionomie vers 1848, au moment où le savant rêveur appelé Frédéric-Guillaume IV impatientait l'Allemagne par ses imitations du moyen âge. Que le portrait d'un roi allemand ait pu être tracé avec tant de sympathie et de respect par une main aussi libre, c'est un sym-

ptôme à noter. Il est évident que des hommes très hostiles aux royautés d'autrefois ont désarmé peu à peu. Ce n'est pas la victoire de la Prusse sur l'Autriche absolutiste qui inspire ici M. Auerbach, puisqu'il écrivait ces pages une année avant Sadowa. Est-ce simplement la réflexion, l'expérience, l'apaisement des passions? N'est-ce point plutôt parce que les souverainetés se transforment nécessairement sous l'action incessante de l'esprit de 89, parce qu'elles nous apparaissent de plus en plus comme des magistratures, comme des présidences de république, présidences doublement tutélaires dans otre vieux monde, si l'hérédité les soustrait aux compétitions brutales? Sans entrer dans cette discussion, qui nous mènerait trop loin, je me borne à noter que la démocratie de M. Berthold Auerbach, tout en maintenant ses principes essentiels, s'entendrait sans peine avec la majesté royale. Ainsi, au point de vue politique comme au point de vue religieux, ce livre, dont l'intérêt dramatique ne languit pas un instant, obéit à une inspiration élevée, sereine, conciliante. Si de graves erreurs s'y mêlent, ce sont des erreurs qui attestent encore la noble inquiétude d'une âme en quête du bien et du mieux. Cherchez dans toutes les littératures contemporaines; parmi les romans que la foule dévore, qui ont eu six éditions en trois ans, dont on a vendu rapidement douze mille exemplaires, en est-il beaucoup qui transportent ainsi l'imagination *sur les hauteurs?*

Ce n'est pas à des méditations si graves que nous convie M. Levin Schücking dans ses agréables récits; on y trouve pourtant le reflet des controverses de nos jours. M. Levin Schücking n'est pas un artiste original, un maître d'invention et de langage, comme l'écrivain dont nous venons de parler; je vois en lui un de ces hommes dévoués à leur tâche qui, sans forcer brusquement l'attention, maintiennent constamment leur place et finissent par honorer une littérature. Conteur aimable, imagination souple, il charme, il intéresse, et, s'il n'a pas de hautes prétentions philosophiques, il a toujours le goût des idées saines. Ce qui lui manque, c'est l'art de composer, l'art de concevoir un plan et de marcher droit au but. Il va, il vient, il s'égare; je sais bien qu'il se retrouve, mais où est l'harmonie de son œuvre? comme il amuse le lecteur et s'amuse lui-même en écrivant, il ne s'aperçoit pas de ses déviations; sa facilité lui est un piége. Souvent une idée originale apparaît au début, l'entrée en matière est pleine de promesses; le récit continue toujours vif, gracieux, attachant; qu'est devenue l'idée? On ne sait trop, et quand elle revient, on n'y pensait plus.

Nous avons remarqué ces qualités et ces défauts dans un roman en trois volumes intitulé *les Chemins qui se croisent.* Écoutez cette

singulière aventure. Dans les montagnes, au milieu des bois, au fond d'un vieux château féodal à demi ruiné, habitent deux gentilshommes, le comte André de Schönstetten et son frère le comte Maximilien. C'est la saison de la chasse. Il faut la chasse en effet, pour réunir en ce lieu sauvage deux hôtes qui se conviennent si médiocrement. Le comte André est violent, emporté, terrible en ses fureurs; le comte Maximilien est plus calme, quoiqu'il ait souvent le sang à la tête. Les deux frères ne s'aiment point. L'aîné est le maître du domaine patrimonial, le seigneur du majorat; le plus jeune est réduit à la rente viagère fort mince que l'autre est tenu de lui servir. Ils vivent d'ordinaire chacun chez soi, plus près de la ville et du monde; séparés tout le reste de l'année, le mois d'octobre les rassemble dans le vieux manoir. Un matin, le comte André et le comte Maximilien sont partis pour la chasse accompagnés d'un garde. Il fait à peine jour, les arbres de la forêt sont encore noyés dans la brume. Le garde commet je ne sais quelle maladresse qui excite la colère du comte André, et comme celui-ci ne sait pas mesurer ses paroles, la réprimande qu'il adresse au coupable devient une sanglante injure. Le garde se redresse et rend insulte pour insulte. Il se trouve qu'il a eu occasion de servir son maître dans une affaire de mariage clandestin, et qu'il est initié à bien des secrets. « Quand on a eu besoin de quelqu'un pour épouser une femme qu'on n'ose avouer, il n'est pas prudent de le traiter de cette façon. » A ce cri, à cette menace du garde, le comte André perd complétement la tête; d'un mouvement subit il abaisse son fusil et lance les deux coups au visage du garde qui tombe raide mort, la tête fracassée. Un instant après, il est à genoux, à côté du cadavre, disant : « Dieu ait pitié de moi ! » Pendant qu'il reste là éperdu, atterré, son frère, le comte Maximilien, d'abord immobile de stupeur, a bientôt repris ses sens, et, calculant les suites du meurtre, il parle en maître. « André, dit-il, tu as commis un crime qui te conduira sur l'échafaud et imprimera une tache éternelle à notre nom. Je ne veux pas que cela soit, et je te le jure, moi vivant, cela ne sera point. Il n'y a qu'un moyen de salut. Le mort est de même taille que toi; il a comme toi les cheveux noirs, la barbe noire; les traits de sa figure sont méconnaissables. Prends ses habits et mets-lui les tiens. Pendant que tu disparaîtras du monde (la mer n'est pas loin et l'on va aisément en Amérique), on dira ici que le comte André de Schönstetten a été victime d'un accident de chasse, que son garde l'a tué par imprudence, que le meurtrier involontaire effrayé, désespéré, a perdu la tête et pris la fuite. » Le comte André se soumet, la substitution est faite; voilà le mort vêtu des habits du comte et le comte sous la livrée du garde. Le comte André s'enfuit, le

comte Maximilien lui laisse le temps de prendre l'avance, puis il revient au château, appelle les gens d'alentour, joue parfaitement son rôle, raconte l'histoire à grand bruit, fait chercher le fugitif partout où il n'est point, et finalement, les choses une fois constatées, procède à l'enterrement du mort. Le comte André, le titulaire du majorat de Schönstetten, est bien décidément effacé du livre des vivans; c'est sous son nom que le garde a été mis en terre. Que devient-il, tandis que son frère Maximilien prend sa place, hérite de tous ses droits, et, de cadet de famille à peu près déshérité, passe au rang de seigneur? Il s'est réfugié en Amérique pour y vivre dans les bois: il chasse l'ours, le bison et vend les peaux des bêtes fauves. De plus en plus violent et sombre, il nourrit des ressentimens implacables. Il en veut au monde qu'il a été obligé de quitter, à la noblesse dont il s'est exclu par sa faute, à l'esprit de famille qu'il a si gravement offensé. Ceux qui connaissent ce singulier trappeur devinent en lui quelque chose d'aristocratique. On remarque aussi qu'il ne parle pas sa véritable langue; il parle anglais, français, espagnol, mais d'une façon incorrecte et pénible. Évidemment il cherche à dissimuler son origine. Il fait d'ailleurs de bonnes affaires, il gagne de l'argent, son commerce de pelleteries lui procure des correspondans sur plusieurs points de la côte, et bientôt on voit près de lui un petit compagnon, un jeune gars joyeux, turbulent, hardi, qui s'épanouit en pleine liberté dans cette vie d'action et d'aventures. Cet enfant, c'est son fils, qu'il a fait venir d'Europe pour l'élever à sa manière.

Voilà le prologue de l'histoire que nous raconte M. Levin Schücking; le sujet, c'est l'éducation du jeune Hugo, fils du comte André. Seulement le prologue n'apparaît qu'au milieu du récit, et le sujet que nous venons d'indiquer ne se dessine que vers la fin. Autour de cette donnée première se déroulent des imbroglios où le conteur s'amuse et s'oublie. C'est toute une série d'épisodes dont chacun pourrait former un roman. Il y a le roman du comte Maximilien et de sa fille Gérardine; il y a le roman du gentilhomme pauvre, Émile de Hattstein, amoureux de Gérardine et précepteur du jeune Hugo; il y a le roman des deux femmes du comte André, car le comte André était bigame, ou à peu près, quand le meurtre du garde l'obligea de fuir en Amérique. Il avait promis mariage à Mlle de Hangfort, la mère du petit Hugo, et il avait épousé secrètement une jeune fille de race plébéienne, Ottilie Ramberg. Il y a aussi l'histoire de deux maisons de commerce qui se livrent à des opérations tout à fait imprévues; on y voit par exemple un négociant insolvable se débarrasser de sa dette en cédant à la fille de son créancier le fiancé de sa propre fille. Cette dernière scène est une

surprise; l'auteur y a mis une franchise d'ironie et une légèreté de touche assez rares dans les lettres allemandes. Enfin, histoires comiques, histoires touchantes, tout cela se mêle à la destinée des deux comtes et forme un enchevêtrement des plus bizarres. On dirait que M. Schücking a voulu faire la critique de son œuvre en lui donnant ce titre sans façon : *les Chemins qui se croisent*. Ils se croisent si bien qu'on s'y perd.

Où est pourtant la pensée? Il faut un but, une lumière, il faut que l'idée se dégage. L'idée, c'est l'éducation du jeune Hugo, — non pas son éducation chez les trappeurs du Nouveau-Monde, au milieu des forêts, sur les bords des grands lacs, mais son éducation en Europe, quand le petit sauvage, comme *l'Ingénu* de Voltaire, se trouve jeté subitement parmi les civilisés. Voltaire, en faisant arriver son Huron à Versailles, cherchait des occasions de satire dans le contraste de la libre nature et des raffinemens de la société; ce n'est pas une satire sociale, c'est une étude de psychologie qui inspire M. Levin Schücking. Il y a, selon lui, des caractères francs, tout d'une pièce, sur lesquels l'éducation ne peut rien et qui ont absolument besoin des leçons de la vie. « Je les appelle des *natures*, dit le précepteur de Hugo, M. Émile de Hattstein, qui est lui-même une de ces âmes; les hommes à la douzaine, ajoute-t-il dédaigneusement, peuvent être façonnés par des maîtres, ceux que j'appelle des *natures* ne seront jamais formés que par eux-mêmes, à l'école de l'expérience et sous les coups du destin. » Est-il démontré pourtant que la vie soit toujours une maîtresse de perfection et de haute virilité? N'arrive-t-il pas souvent qu'elle dérobe à ces *natures* précisément leurs meilleurs instincts pour décupler les instincts mauvais? A cette objection, M. de Hattstein répond par une définition plus précise du terme qu'il a employé; une âme où les instincts mauvais domineraient les bons, une âme qui se laisserait dépouiller de ce qui fait sa force ne serait pas une *nature*. Et si l'on insiste encore, si on lui fait observer que l'expression est bizarre, qu'il y a des natures de toute sorte, des natures compliquées, des natures problématiques, des demi-natures, il réplique avec feu :

« Je n'appelle *natures* que les grandes natures. Le signe qui les distingue, c'est que la vie les rend toujours plus grandes, qu'elles triomphent toujours par leur force intérieure dans les conflits où elles sont engagées, qu'elles se sauvent de tous les naufrages par l'énergie de leur volonté et la netteté de leur jugement.

« — Toujours? dit Ottilie Ramberg avec un douloureux sourire.

« — Oui, je le crois, toujours.

« — En ce cas, vos grandes *natures* sont bien rares!

« — Je vous l'accorde.

« — Vous êtes dur, monsieur de Hattstein. D'après vous, ceux qui succombent dans la lutte ne sont jamais de grandes natures. Le bonheur et le malheur jouent cependant un rôle considérale dans notre existence. Nous sommes tous les jouets du destin, nous sommes tous ballottés de haut en bas, de bas en haut, par un mystérieux concours de rapports et d'événemens fortuits, comme ces billes légères que l'on place sur le jet d'eau d'un bassin et qui voltigent, qui sautillent, s'élevant ou s'abaissant tout à coup selon la force du jet qui les porte. A l'énergie de la volonté, à la netteté du jugement, il faut aussi que le bonheur vienne se joindre, sans quoi la plus grande *nature* ne saurait échapper au naufrage.

« Émile de Hattstein secoua la tête. — Le bonheur, dit-il, est le vent qui enfle les voiles des hommes vulgaires. Ceux que j'ai appelés des *natures* n'ont pas besoin de bonheur. »

Voilà une doctrine fière, et on aimerait à la voir justifiée par le disciple de M. de Hattstein. Malheureusement, cette dernière partie du récit est de tout point la plus faible. Tant que l'auteur annonce et prépare son sujet, presque toujours animé, le récit est piquant, et s'engage bien; quand il arrive enfin à ce qui doit être l'intérêt principal, on dirait que son imagination est épuisée. C'est à peine une esquisse que ce tableau des *années d'apprentissage* du jeune Hugo. Fils d'un homme qui était mort civilement pour ainsi dire, et qui a fini par se tuer, fils d'une mère dont la destinée a été aussi douloureuse et tragique, ignorant même quel nom il doit porter, il lui semble qu'il est dans le monde comme un être sans racines, comme une feuille emportée par l'orage. De là, malgré les soins du jeune gentilhomme qui s'est dévoué à son sort, une insurmontable tristesse. La tâche de l'auteur était de montrer comment Hugo triomphe de ce morne désespoir et reprend goût à la vie. Nous avons le programme, l'œuvre nous fait défaut. Les voyages du jeune homme en France, en Italie, auraient dû fournir à l'auteur des peintures plus originales et plus fortes. C'est l'amour, on le devine sans peine, un amour traversé de périls et où le dévoûment a sa place, qui va ranimer dans le cœur de l'orphelin les énergies éteintes. Pourquoi M. Levin Schücking n'a-t-il pas réservé à une étude si digne d'intérêt quelque chose de la grâce et de la vigueur dont il a fait preuve dans la longue introduction de son récit?

Parmi ces tableaux de voyage, il y a une ébauche de la Rome de nos jours qui renferme un curieux chapitre intitulé *Pio nono*. Hugo de Schönstetten, amoureux d'une jeune femme que des circonstances fatales ont enchaînée à des liens odieux, est accusé d'avoir tué le mari de celle qu'il aime, afin de la délivrer et de lui donner son nom. C'est

la jeune femme elle-même, une noble et vaillante créature, qui va plaider la cause de son ami auprès du souverain pontife. La scène est charmante; l'exaltation passionnée de Constance Stratelli, la douceur, la pénétration, la générosité de Pie IX, tout cela est décrit avec finesse et sobriété, avec sympathie et respect, sans déclamation d'aucune sorte. Pour démontrer l'innocence d'Hugo, Constance a été obligée de montrer au pape certains papiers qui révèlent toute une conspiration contre le pouvoir temporel. « Ces feuilles, dit-il, pourraient nuire à quelqu'un; détruisez-les vous-même, mon enfant, jetez-les dans le feu de cette cheminée. » Puis il écoute la jeune femme, il l'interroge, l'erreur se dissipe, il n'y a plus de doute; il juge donc, il juge comme lui seul pouvait le faire, car la justice régulière, pour absoudre l'accusé, aurait eu besoin de ces papiers qui dénonçaient d'autres coupables et qui ne perdront plus personne. L'audience finie, quand la jeune femme traverse le vestibule, le monsignor allemand qui l'a introduite, apprenant ce succès inespéré, lui dit de sa voix béate : C'est un ange de bonté... — C'est mieux qu'un ange, s'écrie-t-elle, c'est un homme vraiment noble, vraiment fort malgré le poids des ans et des souffrances, c'est un homme dans la plénitude de ce mot; l'humanité complète rayonne sur son front avec sa lumière divine et sa consécration sainte. » Ainsi parle le conteur allemand, s'honorant lui-même par l'impartialité des ses tableaux. Croyez-vous pourtant que cette sympathie respectueuse pour tout ce qui relève l'humanité fera tort à la liberté de son esprit? Écoutez la fin du chapitre. Constance est revenue triomphante, elle raconte tout à son père, qui fut jadis un des chefs de la révolution italienne : « Ah! s'écrie l'ancien carbonaro, ce Pie IX, malgré tout, a bien toujours quelque chose du vieil homme de 1847, si bon, si divinement bon et si sage! O temps du bon Dieu! avec quel enthousiasme nous chantions alors l'hymne de Pie IX! Seuls, les philistins infâmes, les hiboux de la nuit, l'appelaient le don Quichotte de la bonté, et disaient que Cicerovacchio était son Sancho Pança. Les misérables! ce sont eux qui l'ont retourné complétement et ramené dans la vieille ornière. Nous verrons combien de temps cela durera! Pie IX seul aurait pu sauver la royauté temporelle du saint-siége, le Pie X qu'ils ont mis à sa place n'y pourra plus jamais rien. » L'écrivain qui parle ainsi n'est certes pas hostile à l'église romaine; il appartient à une vieille famille patricienne de Westphalie, il dirigeait, il y a vingt-cinq ans, l'éducation de deux jeunes princes bavarois. Je ne sais s'il est né catholique ou protestant; mais, à ne juger que ses écrits, il fait partie de la grande communion chrétienne qui aime et honore tout ce qui honore l'humanité.

Somme toute, malgré l'intérêt des détails, ce roman de M. Levin Schücking est une œuvre fort incomplète, puisqu'il y manque un plan nettement conçu et résolûment suivi. Un autre récit du même écrivain, *le Château de Dornegge ou le Chemin du bonheur*, renferme des idées bien plus précises. Une des meilleures préoccupations de nos jours, c'est la culture de la liberté morale, la défense des droits de l'individu. En face de la démocratie toujours croissante, quiconque travaille à fortifier la conscience individuelle accomplit une œuvre de salut. Rappelez-vous ces paroles de M. Michelet, écrites il y a près de quarante ans : « Ainsi vacille la pauvre petite lumière de la liberté morale. Et cependant la tempête des opinions, le vent de la passion, soufflent des quatre coins du monde... Elle brûle, elle, veuve et solitaire; chaque jour, chaque heure, elle scintille plus faiblement, si faiblement scintille-t-elle, que dans certains momens, je crois, comme celui qui se perdit aux catacombes, sentir déjà les ténèbres et la froide nuit... Peut-elle manquer? Jamais, sans doute. Nous avons besoin de le croire et de nous le dire, sans quoi nous tomberions de découragement. Elle éteinte, grand Dieu! préservez-nous de vivre ici-bas! » Il faut donc s'attacher à ce sentiment de la liberté, de la responsabilité personnelle; il faut l'affermir en nous et le protéger contre tant d'ennemis qui le menacent. Les meilleurs esprits de nos jours savent bien que, politiquement et religieusement, c'est là le grand remède à nos misères. Est-ce à dire que cette liberté morale consiste à se dégager de tout lien? Bien au contraire, le vrai signe de l'indépendance est de connaître son devoir, c'est-à-dire sa loi, et de s'y soumettre librement. C'est mal servir sa dignité propre que de la chercher hors des conditions naturelles, quelles que soient d'ailleurs la noblesse et la générosité de cet effort. Pour rendre sa pensée plus claire, c'est chez une jeune fille que M. Schücking nous montre cette générosité imprudente. N'y a-t-il pas pour la femme plus encore que pour l'homme des conditions, sinon des devoirs, auxquelles on ne se soustrait pas impunément? Mlle Eugénie de Chevaudun, l'héroïne du récit, a oublié ces vérités si simples. C'est une âme courageuse qui croit de sa dignité de ne devoir son bonheur qu'à elle-même. Elle était bien jeune quand sa mère est morte; depuis, élevée au couvent, elle a nourri dans le secret de son cœur les sentimens les plus fiers. Son père, le plus riche banquier de l'Allemagne, le roi des millions, l'initiateur des grandes entreprises, son père va se remarier avec une toute jeune femme. Eugénie quitte cette maison où elle se sent devenue étrangère; elle est maîtresse de sa fortune qui ne s'élève pas à moins de dix millions, et la voilà bien résolue à se créer elle-même sa destinée.

Suivons l'ingénieux conteur au château d'Edern-Wallbourg, où vit une famille aristocratique un peu déchue quant à la fortune, mais très hautaine en ses prétentions. Si le chef, le comte Achatz, est un bonhomme inoffensif, c'est qu'il est à peu près tombé en enfance. La comtesse est une maîtresse femme qui, aidée de son fils et de ses deux filles, travaille à redorer le blason des Wallbourg. Cette noble dame entend l'honneur à sa manière : le premier de ses devoirs étant de relever sa race, elle retient une succession à laquelle, en bonne conscience, elle sait très bien qu'elle n'a pas droit. Un matin arrive au château une belle jeune fille recommandée par une chanoinesse des environs : Anna Morell, c'est le nom qu'elle se donne, vient faire l'éducation de la seconde fille du comte Achatz. Vous devinez déjà sous ce déguisement la fière personne dont nous parlions tout à l'heure. Eugénie de Chevaudun, dans sa passion du vrai, a pris en haine le monde où elle est née. Avec la fortune qu'elle possède, peut-elle être jamais assurée d'un hommage pur, d'une affection sincère? Cette pensée la désole; elle porte envie à la pauvreté honnête et laborieuse. Le travail, l'effort de tous les jours, voilà ce qui fait le prix de la vie. On ne possède véritablement que ce qu'on a mérité. Heureux surtout le mérite inconnu! heureuses les vertus cachées! Voilà pourquoi la fille de M. Chevaudun a renoncé à son nom : dans sa condition obscure, elle aura la joie de se sentir vivre, elle sera une personne, une conscience, une âme, et non un jouet brillant orné par la fortune. Si quelqu'un l'aime un jour, ce sera bien elle qu'on aimera. Inspiration généreuse, téméraire entreprise! est-ce qu'une Eugénie de Chevaudun, si belle, si fière, peut échapper aux regards? Est-ce qu'il lui est possible de se séparer du monde, à moins de s'enfermer dans un cloître? Est-ce que l'isolement d'ailleurs serait une sauvegarde pour cette liberté dont elle est jalouse? C'est la société, si elle cherchait bien, qui lui fournirait ses appuis; ce rêve de stoïcisme et d'héroïque solitude va la jeter en des périls sans nombre. Elle fera le mal, elle qui n'aspire qu'au bien. Elle portera le trouble dans plus d'une famille, elle détruira elle-même son bonheur... Je n'ai pas à raconter ces aventures, l'histoire est très attachante et dramatiquement conduite; mais ce sont les idées qui nous intéressent. Or, aux dernières pages du récit, quand Eugénie de Chevaudun est comme écrasée sous le poids de ses imprudences, quand elle a perdu la tête et qu'elle semble coupable, celui qui l'aime, celui qu'elle n'a cessé d'aimer et dont elle s'imagine avoir encouru le mépris, Dankmar de Gohr, la justifie en ces termes. Hermine de Gohr, une amie d'Eugénie, l'abbé Zander, un vieil ecclésiastique très dignement mêlé à cette histoire, sont tout prêts à condamner celle qu'ils croient perdue :

« Non, s'écrie Dankmar, son caractère et sa conduite, tout est parfaitement clair à mes yeux, parfaitement clair et justifié. Ce qui est arrivé devait nécessairement arriver. Ne te fâche pas, Hermine, si j'exprime ma pensée sans ménagement...

« — Aurais-tu quelque reproche à me faire?

« — A toi, pas le moindre. Je parle des jeunes filles et des femmes de nos jours. Il me semble que la femme est en train de s'abaisser et de déchoir. Les femmes vraiment grandes du siècle dernier. Mme de Staël, Mme Roland, tant d'autres encore, celles qui réunissaient autour d'elles les esprits d'élite, dont le foyer était le centre des luttes de la pensée, dont l'âme tournée vers la lumière s'associait aux plus généreuses émotions de l'époque, ces femmes-là sont mortes. Les femmes d'aujourd'hui ne connaissent plus que deux rôles : ou bien elles sont les alliées de l'ignorance, les porte-bannières de la superstition, ou bien, dans les grandes villes, elles sont devenues quelque chose de bien pire encore. Quand on les voit aux grands centres de la civilisation moderne avec ce luxe effréné, ces mariages où le cœur n'est pour rien, cette frivolité, ce jeu impudent qui consiste à imiter par coquetterie les allures des filles de joie, on est obligé de se dire en tremblant : La femme de nos jours est sur une pente effroyable; si quelque choc subit ne la redresse pas, elle va glisser jusqu'au fond, elle va rejoindre les femmes du temps de Caligula et de Claude dans ces abîmes hideux que décrit la satire de Juvénal. Et si un autre esprit, un esprit meilleur, vient à pousser une jeune femme hors des deux sphères que j'ai indiquées, c'en est fait, la voilà dans un labyrinthe de doutes, dans une complication d'épreuves pour lesquelles elle n'est pas prête; ni l'instruction qu'elle a reçue ne lui a fourni des armes, ni l'éducation de ses jeunes années n'a trempé son âme pour la lutte. On lui a si bien caché les conditions réelles de la vie, qu'elle en ignore aussi les embûches. Comment donc ne pas honorer l'élan intérieur, la volonté pure qui la pousse à chercher sa voie? Elle peut prendre une fausse route, cela ne fera aucun tort sérieux à sa nature, à son âme, et de même que nous autres hommes nous nous appliquons tous cette parole de Goethe : « Résigne-toi à te tromper souvent, si tu aspires au vrai, » elle aussi, elle dira un jour : « Nul de nous ne devient bon, sans avoir versé des larmes. »

« Hermine et le vieil ecclésiastique ne répondirent pas. Dankmar, après un instant de silence, murmura encore d'un air distrait et comme s'il se croyait seul : « Nul de nous ne devient bon sans avoir versé des larmes. »

Ces rudes paroles contiennent une part de vérité, bien que l'auteur, en jugeant les femmes de nos jours, n'ait pas tenu compte de nombreuses et nobles exceptions. L'atmosphère morale où vivent les

femmes d'élite du XIXe siècle est bien plus saine, bien plus pu re, à notre avis, que celle où vivaient les femmes du XVIIIe. La société présente n'a pas à regretter Mme Roland; elle veut des héroïnes moins théâtrales, celles qui reconstruisent sans bruit les foyers ébranlés et maintiennent la religion de la famille. A cet égard, ni l'Allemagne ni la France ne sont aussi malades que le prétendent les faiseurs de romans. Laissons pourtant le censeur public exagérer la force de ses leçons par l'amertume de son langage; c'est la liberté nécessaire de la tâche qu'il s'est donnée.

Aux leçons morales se joignent les portraits politiques sous la plume de M. Levin Schücking. Je rencontre dans *le Château de Dornegge* comme dans *les Chemins qui se croisent* certaines idées qui vont faire bien autrement de tapage dans les récits de la nouvelle génération; quelles idées? la satire de la vieille aristocratie, la guerre aux derniers représentans de la société féodale. Seulement cette guerre, chez M. Schücking, est conduite avec enjouement, avec sérénité, sans le moindre sentiment de haine. Voyez d'abord ce type qui représente si bien l'aristocratie presque tombée en enfance et toujours obstinée dans ses prétentions. C'est le comte Achatz. Il faut l'entendre parler du bon vieux temps. « Le bon vieux temps reviendra, n'en doutez point. Il n'y a qu'à laisser faire la nature humaine. La nature humaine est le fondement de l'ancien régime. Imaginez trois hommes absolument seuls ici-bas, qu'arrivera-t-il? L'un flattera l'autre et l'appellera *votre grâce,* puis tous deux forceront le troisième à travailler pour eux. Vous riez? Il n'est rien de plus sérieux. C'est la nature humaine. Le premier jouit, le second prouve au premier qu'il a le droit de jouir, et le troisième est contraint de labourer pour les deux autres à la sueur de son front. Un seigneur, un moine, un serf, voilà le monde. Voyez plutôt la Bible dès la première page; il n'y a que trois hommes sur la terre, Adam, Abel, Caïn. Adam est le patriarche, le prince, le gracieux seigneur. Abel est le personnage pieux, *fuit Abel pastor ovium.* Vous voyez, le gardien des ouailles, le pasteur des âmes, un bon petit moine prêchant le droit divin, c'est la *Bible* qui le dit. Quant à Caïn, le texte l'appelle *Caïn agricola;* c'est le laboureur, le batteur en grange, l'homme de la glèbe et de la corvée. Voilà bien ce que je vous disais : un seigneur, un moine, un serf. Et comme l'histoire est instructive! Ce sournois de Caïn est travaillé par l'envie, il déclame contre l'organisation sociale, il s'insurge, il prend sa pique, le jacobin! mais, *quos ego...* Voyez comme il est châtié par le bon Dieu! Il n'a fait que rendre sa position dix fois pire : tout ce qui descend de lui, Jabel, Jubal, Tubalcaïn, c'est le pauvre peuple : bourgeois, forgerons, tailleurs, cordonniers; au con-

traire, tous ceux qui viennent d'Adam, Seth, Enoch, Mathusalem, Noé, ce sont les patriarches, les chefs, les nobles! »

Un type tout différent, c'est le publiciste irrité qui défend le vieux monde avec toutes les armes de la science, parfois même avec des accens de génie, et qui un beau jour, subjugué par la grandeur des principes modernes, étourdi, éperdu, se jette dans l'extrême opposé, brûle ce qu'il adorait la veille, confond tout dans cet incendie, les choses mortes et ce qui ne saurait périr, les priviléges et les droits, la superstition et les croyances, l'impiété pharisaïque et le christianisme éternel. Tel est le baron de Nesselbrook, l'honneur de l'école féodale. Il y a en lui du Joseph de Maistre, du Bonald, du premier Lamennais, surtout du Goerres et du Haller, car c'est une figure bien allemande; il a été ardemment *romantique*, comme disent nos voisins; l'enthousiasme du moyen âge s'alliait dans son esprit aux passions ultramontaines. Que devient-il quand il a reconnu le vide de ses théories? Un matérialiste et un misanthrope. Il va s'enfermer dans un couvent du mont Athos, comme ces lutteurs fatigués de la vie dont Fallmerayer a si poétiquement parlé, et du fond de sa cellule il écrit un testament qui désespérera ses amis d'autrefois. Ce n'est là du moins que l'athée spéculatif, l'homme que la désillusion a jeté dans le nihilisme; l'athée pratique, plus commun qu'on ne pense dans cette aristocratie en désarroi qui veut que tout s'écroule avec elle, c'est le comte de Montenglaut, mêlé aussi, comme le baron de Nesselbrook, à l'histoire d'Eugénie de Chevaudun. Ce déclassé prend pour guide la philosophie des Feuerbach et des Stirner, des Buchner et des Vogt, celle que de brillans esprits nous ont traduite, hélas! en trop bon français : « il n'y a ni bien ni mal, ni vices ni vertus; il n'y a que des forces. » L'écrivain qui a dessiné ces figures aurait pu y mettre plus de finesse et de vigueur; on ne lui contestera pas le mérite d'avoir été un des témoins de son temps.

II.

Si nous prétendions tracer le tableau complet de la littérature romanesque en Allemagne pendant ces dernières années, nous aurions d'autres noms à citer auprès des noms de MM. Levin Schücking et Berthold Auerbach. Il ne faudrait pas oublier M. Gustave Freytag; à son œuvre principale, *Doit et Avoir*, appréciée par nous ici même (1), M. Freytag ajoutait récemment un récit nouveau, *le Manuscrit perdu*, qui offre certaines analogies avec le roman de M. Auerbach intitulé

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er mars 1867 une étude sur M. Gustave Freytag, intitulée *le Roman de la vie domestique en Allemagne.*

Sur les hauteurs. Il faudrait se souvenir aussi de M. Paul Heyse, qui continue d'accroître soigneusement son trésor de nouvelles, petites merveilles de style et d'art à la manière florentine ; enfin une mention très honorable serait due à M. Maurice Hartmann, qui vient de publier un dramatique roman emprunté à l'histoire des derniers jours de Murat et un recueil de récits où l'intérêt du fond est relevé par une forme exquise. Nous avons dit pourquoi nous voulions nous restreindre. A titre de documens sur l'esprit public, les œuvres que nous venons d'interroger nous paraissent représenter assez bien cette génération de conteurs qui est aujourd'hui dans la maturité de l'âge et du talent. Certes ils n'ont pas dit leur dernier mot; M. Auerbach vient de mettre au jour un roman en cinq volumes, *la Maison de campagne aux bords du Rhin,* qui méritera un examen à part; M. Levin Schücking poursuit sa veine rajeunie; M. Gustave Freytag, detourné quelque temps de ses travaux d'imagination par des études historiques à la Monteil sur les mœurs allemandes aux différens âges, prépare, dit-on, une peinture nouvelle de l'Allemagne de nos jours. Toutefois, à un certain point de vue, nous pouvons dire que nous les connaissons d'avance. Le groupe littéraire dont ils sont les chefs est animé d'un esprit sérieux, élevé, libéral; de quelque côté qu'ils viennent (car leurs origines sont fort diverses), on voit que dans ces intelligences mûries les vieilles passions sont apaisées. L'un d'eux a cité quelque part ces belles paroles de l'*Antigone* de Sophocle : « mon cœur est fait pour partager l'amour et non la haine. » Cette sympathie, ce συμφίλειν, est leur inspiration à tous.

Il y a une génération plus jeune, plus âpre, qui s'apaisera sans doute à son tour, mais qui a jeté dans ces derniers temps de singulières clameurs. S'il était question ici des publicistes, je nommerais M. Jean Scherr; le roman aussi, comme la littérature militante, a eu son boute-feu turbulent et agressif. C'est un esprit très complexe, cœur de poète et nature de tribun, démocrate et artiste, un de ces artistes que fascine la noblesse de race. Au milieu de ses plus violentes attaques contre l'aristocratie, on peut dire de lui comme de ce personnage de Molière : *la qualité l'entête.* Il sait écrire, il sait conter, il manie le sarcasme aussi bien qu'il éveille l'émotion; il a même, à l'égard des jacobins de son pays, une terrible impartialité de pinceau. On dirait par instans un écrivain qui cherche encore sa voie, et il vient de publier ses œuvres complètes. Il est vrai qu'il en a recommencé déjà une série nouvelle. Le moment est venu de regarder en face cette figure tumultueuse. Ouvrons donc en attendant les appendices, ouvrons et interrogeons les œuvres complètes de M. Frédéric Spielhagen.

M. Frédéric Spielhagen appartient à l'Allemagne du nord. Il est né à Magdebourg le 24 février 1829, il a été élevé au gymnase de Stralsund, puis il a fait à Berlin, à Bonn, à Greifswald, de fortes études de linguistique et de philosophie. Je suppose qu'il visait d'abord à une carrière d'université, qu'il s'y préparait même en conscience, lorsque la verve poétique, longtemps comprimée, éclata un beau jour au milieu de ses plans, brouillant les cahiers et bouleversant les notes. Voilà sans doute comment cette imagination si prompte ne débuta qu'un peu tard. M. Spielhagen avait déjà vingt-huit ans lorsqu'il donna sa première œuvre intitulée *Clara Vere*. N'y cherchez pas une image de la réalité; l'auteur a placé la scène en Angleterre, indiquant par là qu'il ne cherchait pas à peindre la société de son temps. C'est une œuvre toute personnelle. Voyez dans la forêt ce jeune homme au front pur, au regard limpide et fier, avec ses cheveux blonds qui flottent au vent : assis au bord de la route, il tient en main son fusil, et son chien est couché à ses pieds. Est-ce un paysan ou un gentilhomme? est-ce un garde-forestier ou le fils d'un lord? Une noble jeune fille, Clara Vere, qui vient de s'égarer à cheval dans les grands bois, semble éprouver ce doute en lui demandant le chemin du château. Elle apprend bientôt que c'est un paysan ou à peu près, George Allen, le forestier, secrétaire de l'ancien seigneur, lord Vere de Vere, lequel est mort sans héritier direct, laissant ses riches domaines à des collatéraux, Quelle noblesse pourtant sur ce visage si mâle et si doux! L'orgueilleuse lady en garde une sorte d'éblouissement. Est-il besoin de dire que George Allen a salué aussi dans Clara Vere une figure idéale? Offensée tour à tour et charmée de ce culte aussi respectueux que hardi, étonnée elle-même de la fascination qu'elle éprouve, elle s'y abandonne pourtant, elle aime George Allen, elle lui en fait l'aveu le jour même où George est mis en possession de certains papiers qui lui révèlent sa véritable origine. George Allen est le fils légitime du noble lord de Vere, l'ancien seigneur du domaine. Pourquoi il a été élevé dans les bois, au foyer du garde, sous l'œil de son père et cependant séparé de lui, pourquoi on lui a donné un autre nom que le sien, pourquoi il est traité comme un orphelin par les pauvres gens qui ont veillé sur son enfance, c'est ce que va lui expliquer le testament du vieux lord. Vous vous rappelez, à la première page de *M. de Camors*, ce testament infernal où un gentilhomme matérialiste et athée lègue à son fils son expérience et son art de vivre; M. Spielhagen, qui ne saurait lutter avec M. Octave Feuillet, a donné dans le testament de lord Vere la contre-partie de ce drame. Le père de George Allen est athée comme le père de Louis de Camors; quelle différence pourtant!

L'athéisme français est la sécheresse même, l'athéisme allemand est capable d'enthousiasme. L'athéisme français est la négation des lois supérieures qui gênent nos passions ou contrarient notre orgueil; l'athéisme allemand est un appel à d'autres lois, et peut se concilier chez les âmes d'élite avec une moralité austère. En un mot, l'athéisme allemand, c'est le panthéisme. Lord Vere de Vere est en adoration devant la divine majesté du grand tout, et de même qu'il supprime la personne de Dieu au sein de l'univers infini, il lui est doux d'anéantir son être au sein du genre humain. L'esprit aristocratique, non-seulement l'orgueil de race et l'insolence des privilégiés du hasard, mais l'attache même à un nom illustre, à une famille honorée, lui semblent de graves manquemens à la vraie loi religieuse. Il en a horreur comme d'un crime. Le devoir pour lui, c'est de s'effacer, de disparaître, de renier son nom, de rentrer dans la grande famille des enfans d'Adam. Ayant rempli ce devoir en ce qui le concerne, il veut l'imposer d'avance à son fils. George, élevé par des paysans, ne connaîtra son origine que plus tard, lorsque les impressions de sa jeunesse l'auront mis en garde contre les séductions de l'aristocratie. Alors il verra quelle conduite il doit tenir; s'il imite la résolution de son père, ce sera librement et dans la pleine clarté de sa conscience. Il est fort curieux, ce testament, avec ses exaltations panthéistiques. Or, dans sa passion pour Clara Vere, George Allen avait si souvent maudit la caste patricienne, il avait été si souvent blessé par l'entourage de la fière lady, que ces paroles de la tombe ont immédiatement un écho au fond de son cœur. Il renonce à Clara Vere, et, tendant la main à la fille du forestier, à la douce et timide Hélène, qui l'aimait depuis l'enfance, il va confiner sa vie en Amérique, dans une libre communauté religieuse fondée par le vieux gentilhomme panthéiste. C'est un ami, un confident de lord Vere qui l'y introduira.

« Cette communauté est celle de tous les hommes qui adorent Dieu en esprit et en vérité. C'est la grande communauté qui compte des adhérens sur toute la surface du globe, dans toutes les contrées, dans toutes les zones, dans les palais comme dans les cabanes, et à qui appartient l'avenir. Leur dieu n'habite pas des temples construits par des mains humaines; ils sont eux-mêmes le temple, et le culte est leur propre pensée. Ils ne célèbrent pas de fêtes particulières, car ils sanctifient tous les jours. Ils n'ont pas de clergé, car chacun d'eux est prêtre. Ils ne croient pas à l'enfer, car le paradis commence pour eux ici-bas. Ils ne craignent pas la mort, ils la nient; enfin ils n'invoquent pas le nom de Dieu, parce que Dieu n'a pas de nom et que nulle parole ne peut exprimer son immensité. Un jour viendra où tous les hommes se

comprendront de nouveau comme ils se comprenaient avant la division des langues; tous alors seront frères. Ce que le sage contemple dans le secret de son cœur et qu'il ne peut exprimer sans scandale sera un jour une propriété commune qui réjouira le genre humain. Pour cette doctrine, le vieux monde est un sol dur et ingrat; les antiques préjugés, les erreurs séculaires, y ont jeté de trop profondes racines; cela repousse toujours, cela foisonne, et la semence nouvelle est étouffée. L'Amérique est notre espérance... Le croyant orthodoxe, dans sa foi à une existence personnelle au-delà du tombeau, à une vie éternelle et bienheureuse où il contemplera Dieu face à face, s'écrie, les yeux au ciel : O mort! où est ton aiguillon? ô enfer! où est ta victoire? Mais celui qui a fait de la raison l'étoile radieuse de sa vie, celui pour lequel n'existe pas ce qui est inintelligible à sa pensée, celui qui voit dans la mort un problème insoluble, une éternelle énigme, celui-là n'est-il pas soutenu par sa foi dans l'intime et indestructible union de son être avec la nature? C'est la sainte, la grande nature qui l'a enfanté, qui l'a élevé; il a joui naïvement de cette union, il a été, il est, il sera toujours un avec elle. Il ne connaît pas d'intérêts particuliers en face du grand tout. Lui, il n'est pas; c'est au grand tout que l'être appartient. Pénétré de cette foi plus que nulle parole ne saurait l'exprimer, moi aussi je puis dire : O enfer! où est ta victoire? ô mort! où est ton aiguillon?

Si ces déclamations un peu vieilles n'étaient rajeunies par la passion de l'auteur, il n'y aurait pas lieu de les citer. Uni à cette vive haine pour l'aristocratie, le panthéisme mystique de M. Spielhagen nous donne immédiatement sa physionomie tout entière. Remarquez en effet que son démocrate panthéiste est un grand seigneur; nous retrouverons ce personnage dans presque tous ses romans. On dirait qu'en attaquant sans cesse la noblesse, il regrette de ne pas en faire partie, afin de la rejeter avec éclat comme lord Vere et George Allen.

Clara Vere avait paru en 1858; l'année d'après, M. Spielhagen publia une œuvre toute différente, une œuvre à part dans la série de ses romans démocratiques. *Sur la dune* est une idylle bourgeoise animée des pensées morales les plus pures et où brille la poésie la plus fraîche. Les critiques allemands y signalent un style merveilleusement souple, un sentiment exquis de la nature du nord, des tableaux de la mer Baltique à rendre jaloux les meilleurs peintres de marine; tous les lecteurs y apprécieront le charme des affections ingénues dans une fable originale et dramatique. M. Spielhagen a traduit quelques-unes des poétiques études de M. Michelet, *la Mer, la Femme,* avec la sympathie ardente d'un disciple; ici l'inspiration qu'il a pu emprunter à l'illustre historien français n'offre rien

de heurté, rien qui sente l'exaltation et la fièvre. Les amours de Paul S..., le jeune savant de Berlin, et de la naïve Hedda, la fille du pilote côtier, ont quelque chose de la grâce de Bernardin de Saint-Pierre. Je ne serais pas étonné pourtant que M. Spielhagen considérât ce récit charmant comme une simple fantaisie d'artiste; ses ouvrages de prédilection, nous le voyons trop, ce sont les grands romans où il a fait une peinture si amère de la société allemande de son temps. Le premier, qui est de l'année 1860, porte ce titre singulier : *Natures problématiques*.

« Il y a des natures problématiques qui ne sont à la hauteur d'aucune situation et que cependant aucune situation ne satisfait. De là les conflits monstrueux qui désolent et dévorent la vie. » C'est Goethe qui a formulé cette sentence, inscrite par M. Spielhagen à la première page de son roman. Il s'agit donc d'étudier ici les âmes faibles et avides, impuissantes et altières, que produisent en si grand nombre nos sociétés fiévreuses; il s'agit de peindre une des maladies du XIXe siècle. Le sujet est vaste et se présente sous des points de vue très divers. Qu'en fera M. Spielhagen? Le personnage qu'il nous donne comme le type de ces natures problématiques est un jeune savant, le docteur Oswald Stein, appelé au château de Grenwitz pour y faire l'éducation du fils de la maison. Son maître, une des gloires de l'université voisine, le professeur Eberhard Berger, l'a recommandé au baron et à la baronne de Grenwitz; il arrive et se met à l'œuvre. Voilà le jeune docteur en pleine société aristocratique avec les idées aventureuses qu'il a puisées aux grandes écoles. Le baron est un homme doux qui tremble devant sa femme; la baronne est le caractère le plus hautain, l'esprit le plus infatué de prétentions féodales. Autour d'eux s'agite un monde de hobereaux, car on mène une vie brillante à Grenwitz, et les visites, les concerts, les bals, y réunissent toute la noblesse des environs. Or le jeune précepteur, au lieu d'être dépaysé dans ce monde si nouveau pour lui, y marque immédiatement sa place avec une merveilleuse aisance. Il est plus brave, plus chevaleresque, plus gentilhomme, ce plébéien, que tous les gentilshommes de la contrée. Êtes-vous bien sûr de ne pas être un des nôtres? lui demande un jour une des reines de Grenwitz. On n'a jamais vu en effet nature plus séduisante. Il ensorcèle le château; les femmes raffolent de lui, les hommes le provoquent en duel; il tient tête à tous et n'a qu'à se présenter pour vaincre. Séduits ou irrités, ses rivaux subissent bon gré mal gré la fascination qu'il exerce. Qu'est-ce donc qui lui manque, à ce victorieux? Avec des dons si rares, comment va-t-il se perdre? A quel homme enfin avons-nous à faire? C'est ce que nous dira le baron d'Oldenbourg, un gentilhomme qui aurait de

bonnes raisons pour détester Oswald, et qui se sent attiré vers lui par une sympathie irrésistible. Un soir, après un bal chez l'un des seigneurs de la contrée, le baron d'Oldenbourg prend Oswald dans sa voiture pour le ramener à Grenwitz. Chemin faisant, la conversation devient familière :

« — Vous offrirai-je un cigare? — Merci, je ne fume pas. — Vraiment? voilà qui est singulier. — Pourquoi cela? — Je ne comprends pas qu'un homme du XIXe siècle puisse vivre sans fumer du tabac ou de l'opium, sans mâcher du haschich, sans affaiblir enfin à quelque degré et de quelque manière que ce soit le triste sentiment de cette misérable existence. Et de vous en particulier, je le comprends moins que de tout autre. — De moi en particulier? Pourquoi donc? dit Oswald. — Parce que, si tous les indices ne me trompent pas, répondit le baron, vous êtes mortellement atteint d'un mal terrible, *le désir de la fleur bleue,* et que de ce désir inassouvi vous mourrez un beau matin. Vous vous rappelez la fleur bleue dans le récit de Novalis, la fleur après laquelle soupirait en se consumant le pauvre cœur de Henri d'Ofterdingen? Ah! la fleur bleue! savez-vous ce que c'est? C'est la fleur que nul œil humain n'a encore vue et dont le parfum remplit le monde. Toutes les créatures ne sont pas assez finement organisées pour sentir ce parfum; celles qui le sentent en sont ivres. Il est ivre, le rossignol, lorsque, sous la clarté de la lune ou dans le crépuscule du matin, il chante, il pleure, il sanglote; ils sont ivres, tous ces insensés qui en prose et en vers poussent au ciel leurs gémissemens, oui tous, ceux d'autrefois, ceux d'aujourd'hui, et avec eux ces millions de créatures humaines à qui aucun dieu n'accorda le don d'exprimer leurs souffrances, et qui, dans un muet désespoir, s'en vont regardant le ciel, dont la pitié ne s'émeut pas. Hélas! à cette maladie il n'y a aucun remède, — aucun, si ce n'est la mort. Qui a respiré une fois le parfum de la fleur bleue ne goûtera plus dans sa vie un seul instant de repos. Comme s'il était un infâme assassin, comme s'il avait repoussé le Seigneur du banc de sa maison, une force mystérieuse le pousse plus loin, toujours plus loin, bien que ses pieds saignent, bien qu'il aspire à l'heure de reposer enfin sa tête fatiguée. Dévoré par la soif, il demande à boire dans la première cabane qui se présente; mais il rend la cruche sans remercier son hôte. Il y avait une mouche qui nageait dans l'eau, ou bien — que sais-je? — le tonneau d'où on l'avait puisée était malpropre; enfin il avait bu sans se désaltérer. Se désaltérer! Où sont les yeux dans lesquels nous avons plongé les nôtres sans vouloir jamais les plonger dans d'autres yeux plus brillans, plus enflammés? Où est le cœur sur lequel nous nous sommes reposés sans désirer jamais entendre le battement d'un autre cœur plus chaud, plus brûlant d'amour? Où est-il? je vous le demande, où est-il? »

« Le baron se tut; Oswald ressentait une émotion singulière. Ce que l'étrange personnage avait exprimé sur un ton presque élégiaque, — contraste bien inattendu avec sa façon de parler ordinairement si rude, si brusque, — ce qu'il avait dit comme en rêvant, comme en se parlant à lui-même, c'étaient si bien les propres sentimens d'Oswald, sentimens nés en lui depuis l'enfance et sans cesse renouvelés par les épreuves de la vie, qu'il ressentit une sorte de frisson devant ce spectre de son âme. Cette question, qu'il semblait avoir posée lui-même, le laissa sans réponse.

« — Une chose, reprit le baron, qui me donne toujours fort à penser, c'est que l'homme est contraint de s'oublier lui-même plus ou moins, d'oublier plus ou moins son existence propre, avant de parvenir à cet état que, faute d'un autre terme, nous appelons le bonheur, et que plus cet oubli est profond, plus aussi ce bonheur nous semble complet. *The best of live is but intoxication*, dit lord Byron. Oui certes, l'amour, l'amour de Roméo et de Juliette, l'amour au nom duquel on court à la mort comme à une fête, n'est pas autre chose non plus qu'une ivresse! Dormir vaut mieux que veiller, dit la sagesse des Indiens; ce qui vaut mieux que tout, c'est la mort.

« — Et cependant, dit Oswald, il y a relativement si peu d'hommes qui se tuent!

« — Oui, cela est surprenant, répondit le baron, aujourd'hui surtout que la plupart d'entre eux ne redoutent pas ces *rêves d'Hamlet* qui pourraient troubler l'éternel sommeil.

« — Ne serait-ce pas une preuve que le malheur dont ils se plaignent n'a rien de si intolérable?

« — Peut-être. Peut-être aussi cela prouve-t-il seulement combien il est difficile à l'homme de rejeter sa dernière espérance. Pourquoi le voyageur égaré se traîne-t-il machinalement à travers la neige des avalanches? Pourquoi tel naufragé des mers inconnues attend-il un demi-siècle l'apparition d'une voile? Pourquoi le condamné à vie ne se brise-t-il pas la tête contre les murs de sa prison? Parce qu'un faible rayon d'espoir, une confuse idée de salut brille encore dans l'enfer de leurs souffrances. Ce dernier rayon évanoui, il faut bien que la bonne vieille nuit, cette tendre mère, la douce, la bienfaisante nuit de la mort, reprenne son pauvre enfant égaré... Voyez, ajouta-t-il après une pause durant laquelle il avait rejeté par bouffées épaisses la fumée de son cigare, — j'ai deux ans de plus que vous, et il m'a été donné de connaître dans un court espace de temps une plus grande part de la vie que l'homme n'en voit d'ordinaire. J'ai ce que le vieillard de Leipzig souhaitait au jeune Wolfgang Goethe, l'expérience, la plus grande portion possible de l'expérience. Je sais que, pour moi et ceux qui me ressemblent, la vie n'a plus aucun espoir, et tout en me disant : *je ne puis*

plus rien espérer, je suis toujours soutenu en secret par l'espérance d'un bonheur possible, comme le phthisique espère sa guérison. Prenez pour exemple une société comme celle d'où nous sortons. Je sais combien sont vides les plaisirs de ces gens-là, je sais quelles figures piteuses, quelles misérables faces de pécheurs se cachent sous ces masques joyeux; je sais que cette belle jeune fille sera dans dix ans d'ici une malheureuse femme ou une idiote, je sais que ce beau jeune homme, qui porte si haut la tête et qui semble tout prêt en vérité à faire en un seul jour les douze travaux d'Hercule, est un hobereau grossier qui revendique chez ses paysans le *jus primæ noctis,* et mène sa femme à coups de cravache. Je sais cela, j'en sais bien plus encore, j'en ai fait mille et mille fois l'expérience; eh bien! je suis si peu blasé que la fée Morgane me séduit toujours avec ses illusions décevantes; je suis si peu guéri de mon ivresse que toute belle jeune fille épanouie en sa fleur me fait croire encore à l'amour, que toute noble et loyale figure de jeune homme me fait croire encore à l'amitié. M'auriez-vous cru capable d'une telle folie?

« — Non, je n'aurais pas cru que vous puissiez avoir des idées, des sentimens comme ceux-là...

« — Et vous aviez parfaitement raison, reprit le baron, car je ne pense et ne sens de la sorte que les jours où je suis complétement ivre, comme en ce moment. »

Le baron d'Oldenbourg se vante lorsqu'il se range avec Oswald parmi les amans de la *fleur bleue;* la rêverie, maladive sans doute, mais si pure de ce poétique somnambule appelé Novalis, n'a rien de commun avec les prétentions des viveurs. Oldenbourg et Oswald ne sont pas même des énervés comme le personnage dont M. Sainte-Beuve, en son roman de *Volupté*, a étudié trop curieusement les subtilités malsaines. Si énervé que soit Amaury dans le récit de l'écrivain français, il a du moins souci de son âme. Oswald n'obéit qu'à ses passions, ou plutôt (car ce mot de passions aurait ici plus de force qu'il ne convient) à ses impressions passagères, à ses caprices incohérens. Aimé de la comtesse Mélitta, un cœur d'élite, un trésor de grâces, il l'abandonne sans motif bien qu'il l'aime toujours, et s'éprend d'une jeune folle, Émilie de Breesen, dont il s'éloigne bientôt pour s'attacher à la noble Hélène de Grenwitz. Tout cela est raconté d'une plume alerte; l'auteur a de la grâce et du feu; il est peintre, il est poète, il fait vivre ses figures, et cependant, au milieu de ces péripéties, on attend avec impatience une conclusion qui n'arrive pas. M. Spielhagen va-t-il nous donner le secret de ces *natures problématiques?* va-t-il interpréter la sentence de Goethe? Pas le moins du monde. Il trace dans Oswald un caractère brillant, lé-

ger, indécis, plein d'énigmes, sans qu'on puisse deviner s'il le plaint ou s'il lui porte envie. Amaury finit par chercher un refuge contre lui-même dans les austérités de la vie religieuse. L'histoire d'Oswald Stein se termine on ne sait comment; bien que le jeune plébéien maintienne jusqu'au bout sa victoire sur les hobereaux, bien qu'il les crible de sarcasmes ou les châtie en duel, l'auteur, à la dernière page, le laisse là immobile, sans but, sans étoile, au sein d'une nuit profonde.

C'est qu'il n'y a pas de Dieu, pas de principe fixe, pas de lumière dans le roman de M. Spielhagen. Presque toutes les œuvres d'imagination en Allemagne, — je parle de celles qui ont une valeur, — relèvent plus ou moins d'une doctrine philosophique. A chaque groupe de penseurs on pourrait rattacher des groupes de romanciers et de poètes. M. Spielhagen ferait-il exception à cette règle? Non certes. Son esprit est trop curieux, trop pénétrant, il a trop remué ses lecteurs, il méprise trop les romans de la fabrique française, comme il dit, ces romans de dixième ordre dont les traductions inondent les marchés allemands, il a enfin des visées trop hautes, pour ne pas concevoir ses tableaux d'après une certaine idée du monde et de la vie. Quelle est donc la doctrine philosophique dont s'inspire M. Spielhagen? Il ne le dit pas, mais je n'en saurais douter : c'est la doctrine d'Arthur Schopenhauer. Voilà un nom bien peu connu parmi nous. Il y a une quinzaine d'années à peine que ce vigoureux et désolant esprit est sorti tout à coup de l'obscurité la plus complète; il a immédiatement saisi la conscience publique, il a exercé une action très vive sur un petit nombre d'écrivains, puis il est rentré dans ses ténèbres et n'est plus aujourd'hui qu'une curiosité, un monument bizarre dans la nécropole des systèmes. Schopenhauer est encore étudié, discuté, et il ne peut l'être que par des intelligences de premier ordre; il a cessé de troubler les âmes. Au moment où M. Frédéric Spielhagen écrivait ses premiers romans, le penseur solitaire de Francfort venait d'être révélé au grand public par une revue anglaise; comment l'amère nouveauté de ses doctrines n'aurait-elle pas ému des intelligences qu'irritait le désarroi du génie allemand? La science était lasse, la politique était vide; anarchie dans les idées ou réaction dans le monde réel, voilà le spectacle qui s'offrait aux générations survenantes. Tout à coup apparaissait une philosophie qui enseignait l'illusion absolue de toutes choses. C'était presque un soulagement pour les âmes blessées, l'horrible soulagement de la désespérance et du néant. Élève de Kant, contemporain de Fichte, de Schelling, de Hegel, qu'il accusait d'avoir trahi les principes du maître et qu'il appelait des charlatans, Schopenhauer, assez riche pour se passer de la vie ac-

tive, sans aucun lien avec les universités, inconnu, solitaire, publiant des livres dont personne ne s'occupait, élevait dans l'ombre une doctrine qui était assurée d'avoir son heure, — l'heure de l'extrême lassitude et du découragement universel. De déduction en déduction, avec une subtilité incroyable et une effrayante vigueur, il arrivait des théorèmes de Kant à cette conclusion, que le monde était le résultat d'une erreur, le produit d'une volonté sans intelligence, et que le seul devoir des créatures issues de cette faute était de la réparer en se reniant, en s'abandonnant elles-mêmes. Rentrer au sein du grand tout, voilà le seul moyen de rectifier la grande erreur cosmogonique dont l'infini s'est rendu coupable. Ces absurdités peuvent faire une certaine figure sous l'appareil de la dialectique; Schopenhauer, très initié à toutes les littératures, empruntait des preuves aux autorités les plus diverses et se déclarait absolument d'accord avec les dogmes chrétiens. Il est vrai qu'il n'était pas moins d'accord avec le bouddhisme. En somme, l'anéantissement de la volonté, l'oubli et le mépris de sa propre nature, ce qu'enseignent les mystiques hindous, ce que les ascètes du moyen âge ont poursuivi dans leurs extases, tel était le dernier mot de cette philosophie. On l'a nommée, de son vrai nom, le pessimisme. Le pessimisme de Schopenhauer a eu quelques disciples; il a eu surtout des adhérens parmi les romanciers et les poètes, qui ont renouvelé à l'aide de ses formules les vieilleries de l'école du désespoir. M. Spielhagen est un de ceux-là.

Faut-il en donner une preuve? Au milieu des dissipations brillantes où s'énerve la volonté d'Oswald, il reçoit un jour une douloureuse nouvelle : le maître illustre qui a été jusqu'ici son protecteur, le grand philosophe Eberhard Berger, est subitement devenu fou. Il était allé à quatre heures, comme de coutume, faire sa leçon de logique; il avait commencé avec sa netteté habituelle, toujours plein de sens, plein d'idées; puis sa parole était devenue embrouillée, incohérente, à ce point que les étudians avaient déposé la plume l'un après l'autre, le regardant avec surprise et inquiétude. « Savez-vous, messieurs, — s'était-il écrié, — savez-vous ce que vit le disciple de Saïs après avoir soulevé le voile qui cachait le grand secret, le secret des énigmes du monde? Tenez, je divise ma tête en deux parties, une moitié dans la main gauche, l'autre dans la main droite; eh bien! que voyez-vous dans la tête de l'illustre professeur au pied duquel vous êtes assis et dont vous écoutez les savantes paroles pour les transcrire sur vos fastidieux cahiers avec ces plumes dont l'exécrable grincement m'agace? Oui, que voyez-vous? Précisément ce que vit le disciple de Saïs lorsqu'il eut soulevé le voile de la vérité; rien! absolument rien! le rien en soi, le rien pour soi, le rien ob-

jectif et le rien subjectif. Que ce rien soit le centre de tout, que nos meilleurs efforts ne soient rien, que le sang de notre cœur batte pour ce rien, c'est ce qui a rendu fou le disciple de Saïs, c'est ce qui m'a rendu fou à mon tour, c'est ce qui vous fera perdre aussi le peu de bon sens que peuvent contenir vos cervelles de linottes. Maintenant fermez vos stupides cahiers pour mettre fin à l'abominable grincement de vos plumes, et entonnez avec moi le chant profond et sublime : « une mouche! une mouche est là sur la muraille! » Là-dessus, élevant la voix, frappant la chaire à coups de poing, il avait entonné son chant, puis, courant le long des murs, cherchant à prendre des mouches imaginaires, chaque fois il avait ouvert la main et s'était écrié d'un air de triomphe : « Rien, messieurs, voyez! il n'y a rien, absolument rien! » — La lettre qui renfermait ces détails, ajoute l'auteur, produisit sur Oswald la plus douloureuse impression. Pourquoi? Parce que sous les formes grotesquement navrantes de la folie il retrouvait là ses propres sentimens.

Au reste, les énigmes de ce livre s'expliquent dans un autre roman en trois volumes, qui est la suite et la fin du premier. Pour comprendre les *Natures problématiques*, il faut lire le récit intitulé: *A travers la nuit vers la lumière* (1). Nous y voyons les mêmes personnages accompagnés de quelques figures nouvelles. Voici Oswald Stein, le brillant plébéien, voici Oldenbourg, le gentilhomme démocrate, voici le malheureux disciple de Schopenhauer, continuant d'enseigner la logique dans une maison de fous; le trio des natures problématiques est au complet. Voici Mélitta, Émilie de Breezen, Hélène de Grenwitz, toutes les femmes qui ont aimé Oswald et qu'il n'a pas su aimer en honnête homme. Voici tous les hôtes de Grenwitz, tous les hobereaux insolens que M. Spielhagen et Oswald poursuivent de leurs sarcasmes. Seulement deux personnages nouveaux, deux acteurs fort inattendus apparaissent : un saltimbanque viennois, un prince russe, et il se trouve à la fin que le prince est fils du saltimbanque. On voit par cela seul dans quel mélodrame l'auteur nous a transportés tout à coup. A considérer ces deux romans comme les deux parties d'une même œuvre, ce sont des qualités de finesse qui rachètent l'obscurité de la première; une sorte de violence réaliste fait explosion dans la seconde. On me dispensera de raconter ces aventures impossibles. Il suffit de résumer les traits qui mettent à nu la véritable pensée de l'auteur.

Philosophiquement, j'avais bien raison de dire que le système de

(1) La langue allemande est ici plus brève que la nôtre, elle a même quelque chose de la concision latine. *Durch Nacht zum Licht* se traduit exactement par ces mots : *per noctem ad lucem.*

Schopenhauer était la constante préoccupation de M. Spielhagen et de ses personnages favoris. Le logicien, dans sa cellule de l'hospice des fous, revient peu à peu à la raison; il connaît son mal, il le commente, il l'explique, et c'est le plus sérieusement du monde qu'il révèle à son ami Oswald le dernier mot des choses humaines. Cette formule suprême, c'est la formule des ascètes si souvent invoqués par le pessimisme de Schopenhauer. La vraie sagesse a trois degrés : avant tout, il faut mépriser le monde, il faut ensuite se mépriser soi-même; enfin, — voilà le degré le plus haut de la perfection morale, — il faut mépriser le mépris dont on est l'objet, ou plus brièvement, avec la concision des formes latines, mépriser d'être méprisé : *spernere mundum, spernere seipsum, spernere sperni.*

Au point de vue politique et social, c'est la haine de l'aristocratie qui est l'inspiration de M. Spielhagen et la passion dominante de ses héros. Quelle est pourtant cette démocratie qui éclate en son drame à tort et à travers? Reproche-t-il à la noblesse allemande de garder aveuglément les prétentions d'un autre âge, de ne pas vivre, de ne pas se mêler au monde, d'être une caste inutile au milieu d'une société en travail? Le reproche, fondé ou non, invoquerait au moins des principes d'un ordre élevé; mais non, rien de pareil. M. Spielhagen est jaloux de la gentilhommerie de son pays. Il attaque la noblesse par dépit de ne pas en être (1). Une de ses hardiesses est de montrer des plébéiens plus spirituels, plus braves, plus nobles que les gens de grande naissance, comme s'il y avait là vraiment une chose miraculeuse, après quoi, par la plus naïve des distractions, il nous révèle subitement que ces plébéiens si bien doués étaient en réalité de la plus fine race aristocratique. George Allen, dans *Clara Vere*, était le fils du vieux lord; Oswald Stein se trouve être le fils d'un patricien opulent, et c'est à lui qu'appartient ce château de Grenwitz où il a été précepteur. Quant à ce prince russe si hautain, au fond si médiocre d'intelligence et de cœur, l'auteur semble tout heureux de prouver qu'il est le fils d'un pauvre diable. En vérité, la démocratie des hommes d'imagination est merveilleusement ingénieuse et adroite!

(1) Ce reproche, dont nous donnons ici les preuves, a été indiqué par M. Julien Schmidt dans la cinquième édition de son *Histoire de la Littérature allemande depuis la mort de Lessing*. A la fin du troisième volume, après avoir loué chez M. Spielhagen le sentiment poétique et l'art du conteur, M. Julien Schmidt écrit ces mots : « La haine de la noblesse chez M. Spielhagen n'est pas le sentiment du citoyen qui connaît sa force et veut remplacer une caste impuissante à remplir sa tâche; c'est au contraire une idée exagérée des avantages attachés à la noblesse, considérée comme telle, et le désir de participer à ces avantages; en un mot, c'est l'envie. »

Enfin, si nous cherchons comment M. Spielhagen juge au nom de la morale ces natures problématiques dont il a entrepris l'étude, que trouvons-nous? L'auteur finit par reconnaître qu'il y a chez Oswald et Oldenbourg, comme chez le pauvre philosophe, un principe mauvais, principe de mollesse, d'inertie, d'impuissance; quels remèdes propose-t-il pour les guérir? La vie active, de grands intérêts à défendre, de grandes luttes à soutenir. Fort bien, mais qui nous fournira ces intérêts et ces luttes? M. Spielhagen répond sans hésiter : la révolution démocratique. Ce sont les révolutions de 1848 qui ont guéri ses malades, c'est par ce chemin sanglant qu'ils sont allés *de la nuit à la lumière*. Le baron d'Oldenbourg était intimement lié avec les tribuns qui ont conduit à Paris la révolution du 24 février; il s'est battu à Paris sur les barricades; il a vu de près comment on renverse un trône, et il est allé tout aussitôt organiser la révolution de Berlin. Oswald, Berger, le saltimbanque, aux premiers rangs de l'émeute, ont rivalisé d'héroïsme. Berger est tombé dans la bataille; Oswald, blessé à mort, a expiré le lendemain. La révolution à demi victorieuse est occupée à enterrer ses victimes. Voyez ce long cortége, toute une cité en deuil, tout un peuple qui prie au bord des tombes. Dans ce tableau, le dernier où se déploie sa verve, M. Spielhagen aura peut-être exprimé enfin sa pensée morale sur les *natures problématiques :*

« La cérémonie religieuse est terminée, le cortége se met en marche, un cortége comme la ville n'en a jamais vu, un cortége unique peut-être dans les annales du monde. Dans l'atmosphère bleue d'un ciel printanier apparaissent, portés sur les épaules des citoyens, de jaunes cercueils chargés de riches couronnes, une longue, longue file dont on ne voit pas la fin, et vingt mille hommes de tout âge et de tout rang les accompagnent. Sur chaque cercueil est une étiquette qui porte le nom du mort. Hélas! ces noms ne parlent pas... Qu'était-ce que Oswald Stein? qu'était-ce que Eberhard Wolfgang Berger?... Et qu'importent les noms? Qu'importe ce qu'ils furent dans la vie? Que font ici leurs actes et leurs souffrances, leurs faiblesses et leurs fautes, leurs efforts et leurs chutes? La mort pour la liberté couronne tous les efforts et rachète tous les méfaits. C'est là ce que sentent ces milliers d'hommes qui, pressés en masses profondes à droite et à gauche de la route, laissent passer le cortége, se découvrant avec respect devant chaque cercueil.

« Et longuement, lentement, dans un silence solennel, le long cortége franchit les portes de la ville, se dirige vers les hauteurs prochaines et arrive au cimetière, à l'endroit même où quelques jours auparavant les combattans des barricades avaient dressé un énorme bastion. Le cortége s'approche de la vaste fosse; chaque groupe de porteurs dépose

son fardeau et passe, laissant la place à ceux qui suivent. Des milliers d'hommes silencieux et recueillis se rangent à l'entour, les salves des fusils retentissent; sur les tombes de ces martyrs, tout un peuple est en prières.

« Pour qui ces prières? Pour les morts? Ils n'en ont pas besoin dans leur froide couche, au sein du sommeil éternel; mais les vivans, c'est sur eux que pèse la tâche la plus lourde. Il faut qu'ils agissent, toujours debout, toujours sur la brèche, au milieu des vulgaires soucis de l'existence, car la tyrannie ne dort jamais; il faut qu'ils veillent pour empêcher la nuit de revenir, la nuit funeste aux bons et propice aux méchans, la nuit qui donne asile dans ses voiles sombres à tant de larves romantiques, à tant de spectres et de fantômes, la nuit si pauvre en âmes saines, si féconde en natures problématiques, la longue nuit d'ignominie à laquelle peut seul nous arracher l'ouragan de la révolution, car c'est la révolution qui nous conduit par une aurore sanglante vers la liberté et la lumière! »

Voilà la moralité de cette histoire, et en même temps voilà le service rendu par les révolutions de 1848. Quelle persistance des prétentions aristocratiques chez ce démocrate de fantaisie! Quoi! il a fallu une révolution pour rendre quelque dignité à ses héros! il a fallu ébranler l'état, bouleverser des milliers d'existences, compromettre la liberté régulière, pour rendre le sentiment du devoir à un don Juan, à un pauvre fou, à un grossier saltimbanque! N'est-ce pas le cas de répéter le mot irritant du poète latin : *humanum paucis vivit genus?*

Un autre roman démocratique de M. Spielhagen, *les d'Hohenstein*, donnerait lieu à des remarques analogues. C'est une œuvre pleine de talent, de feu, de verve satirique; mais quel désordre de sentimens et de pensées! J'y trouve pourtant, à la faveur même de ce désordre, une impartialité dont il faut tenir compte. Si l'auteur est impitoyable pour l'aristocratie, il ne ménage pas davantage certains représentans du parti révolutionnaire. Il y a parfois une crudité cynique dans ses peintures. Je signale entre autres le démagogue Caius, un misérable forcé de cacher son nom, qui est allé faire peau neuve aux États-Unis, et qui revient dans son pays pour y accomplir ses vengeances. Racontant à un ami son horrible histoire, Caius commence effrontément par ces mots : « mon père était un ivrogne, ma mère était une fille publique. » Ce malheureux, devenu une sorte de stoïcien, mais un stoïcien fanatique et féroce, est aujourd'hui rédacteur d'une feuille démocratique sur les bords du Rhin. Le rédacteur en chef, Thomas Münzer, une des principales figures du roman, n'est pas un stoïcien; ardent, éloquent, intrépide en face du danger,

il succombe aux premières séductions du *high life*. Épris d'une grande dame, il abandonne sa femme, son enfant, et se perd aux yeux de son parti. Ces traits de mœurs abondent dans le récit de M. Spielhagen. Quel est le sujet? La lutte de la noblesse et du tiers-état au sein d'une même famille. Le drame s'ouvre comme une comédie; un vieux célibataire possède une fortune énorme convoitée par un troupeau de neveux, de nièces, de petits-neveux et petites-nièces, si bien que cette chasse aux millions fait pulluler autour du moribond des vilenies de toute nature. Quel est ce vieillard bourru, fantasque, méchant, avec ses terreurs subites et ses colères sauvages? Le général d'Hohenstein. Tous ses neveux sont plus ou moins des coquins, et lui-même a commis un crime dont le souvenir remplit ses nuits de spectres menaçans. Un de ses neveux, le meilleur peut-être, quoique l'auteur nous le montre volant la caisse de la ville, a aimé dans sa jeunesse une humble fille de la bourgeoisie : il était alors officier à Francfort et ne songeait sans doute qu'à passer gaîment ses années de garnison; mais la jeune fille était pure, la famille était fière, et devant l'attitude aussi digne que résolue de ces braves gens Arthur d'Hohenstein a épousé Marguerite Schmitz. Voilà les Schmitz, une famille plébéienne, un foyer de droiture et de travail, alliée par ce mariage à la race altière et corrompue des seigneurs d'Hohenstein. On voit d'ici quelle mine féconde pour l'imagination démocratique du romancier. Les d'Hohenstein dédaigneront les Schmitz, les Schmitz auront plus d'une occasion de mépriser les d'Hohenstein. Au milieu de ces conflits de la vie privée éclateront les luttes de la vie publique. Tout cela se passe en 1849, à l'heure où le parlement de Francfort termine si tristement ses grands débats. La révolution tente un suprême effort et succombe sous les coups de la réaction. Parmi des scènes violentes et déclamatoires, il y a parfois des paroles vraiment humaines, comme dans cette page où l'auteur proteste contre les vengeances des vainqueurs. « Malheur aux vaincus! parole horrible, infâme, qui déshonores l'humanité, parole qui as retenti dès le commencement du monde, ne perdras-tu jamais ta signification épouvantable? Viendras-tu toujours agiter ta tête de Gorgone et ta chevelure de serpens chaque fois qu'un combattant roule à terre? La douce voix de la pitié qui nous dit de respecter l'infortune sera-t-elle toujours plus faible que le cri de la vengeance? N'est-ce pas un mal assez grand d'être vaincu, de voir foulé aux pieds le drapeau pour lequel on a combattu, de ne vivre que par la grâce du vainqueur, de ne pouvoir se relever de la poussière sanglante qu'avec sa permission? La blessure est brûlante; faut-il y verser du poison? Faut-il que les femmes éperdues, les enfans tout en larmes, sentent encore la

lourde main de ceux qui ont renversé leurs maris et leurs pères? Ne seras-tu jamais rayée des langues humaines, parole abominable, toi qui dis : malheur aux vaincus! » A la bonne heure! ce n'est plus le démocrate de fantaisie jouant avec les passions et les crimes de la politique; on reconnaît ici le cœur de l'homme et le cri du poète.

Les trois romans de M. Spielhagen avaient paru coup sur coup, de 1860 à 1863. Tout en combinant ces vastes peintures, il avait trouvé le temps d'écrire deux nouvelles d'un ton bien différent, *la Douzième heure* et *la Rose de la cour*. La première est une étude psychologique où règne une morale austère; la seconde met en présence les deux sociétés qui se partagent l'Europe, ancien régime et démocratie, pour les réconcilier dans l'amour. Il y a là quelque chose de la grâce de M. Jules Sandeau; en lisant *la Rose de la cour*, on songe à *Mademoiselle de la Seiglière*. Est-ce le signe d'une direction nouvelle chez l'ardent écrivain? Je n'ose encore le croire. M. Spielhagen a fort à faire avant d'assurer l'équilibre de ses facultés. Il s'occupe aujourd'hui de mettre en scène le socialisme germanique des derniers temps. Tel est le sujet de deux récens ouvrages, *Serrons les rangs, l'Enclume et le marteau*, qui ouvrent la seconde série de ses études sur la société contemporaine. Attendons pour juger; la suite nous dira si cet esprit tumultueux est en train de régler ses forces, si cette *nature problématique* a su trouver sa voie et se débarrasser du pessimisme.

Il y a une douzaine d'années, signalant ici même l'apparition des doctrines de Schopenhauer, je disais que plusieurs des critiques les plus compétens, M. Erdmann, M. Rosenkranz, M. Hermann Fichte, avaient traité le bouddhiste du XIXe siècle comme un malade de génie, digne de sympathie et de respect. « Il y a en effet, ajoutais-je, à travers tant d'extravagances la trace d'une poésie sombre et quelquefois grandiose dans l'inspiration générale de ce système. Le poète favori de M. Schopenhauer, c'est Calderon, parce que Calderon écrit un drame intitulé *la Vie est un songe*. Il cite avec amour l'auteur de *la Vida es sueño*, comme il cite les religions et les cosmogonies orientales. Pour lui aussi, la vie est un rêve, un rêve affreux, un cauchemar étouffant, et la douleur que lui cause cette découverte est souvent empreinte d'une majesté lugubre. Que sont les vagues tristesses de Werther, de René, d'Obermann, de Childe-Harold, auprès de la souffrance du métaphysicien persuadé que ce monde où nous sommes n'est que l'irréparable erreur de la volonté infinie? Ces délires ont excité la curiosité de l'Allemagne, comme un poème indien qu'on aurait tout à coup exhumé; le poème une fois lu, l'Allemagne retournera à sa tâche. Le système du *sage de Francfort* ne séduira pas ce pays possédé du désir de l'action; il est

plutôt fait pour le guérir à jamais de l'énervante folie du mysticisme (1). » On voit déjà même dans les romans de M. Spielhagen le désir de secouer ces mauvais rêves; l'effet est bien plus marqué dans un récit de M. Hermann Grimm intitulé *Puissances invincibles.*

L'invention de M. Grimm n'est pas toujours très habile, il y a de la subtilité dans l'agencement du drame; ce qui rachète tout, c'est la pensée morale. Y a-t-il des puissances occultes dont l'homme ne puisse secouer le joug? Y a-t-il des traditions, des préjugés qui pèsent bon gré mal gré sur la volonté humaine, et la condamnent à l'inertie? Le héros de M. Grimm est un jeune gentilhomme prussien, le comte Arthur, qui se débat longtemps sous ces entraves et qui finit par les rompre. Sa fierté aristocratique lui faisait dédaigner les conditions régulières de la vie; plutôt que de déchoir, car c'est pour lui une déchéance que de ne pas vivre en tout comme ses ancêtres, il fait violence aux plus doux sentimens de son cœur, aux meilleures inspirations de son esprit. Réduit à l'inaction par ce conflit intérieur, on le prendrait souvent pour un idiot ou un lâche. Il aime pourtant, il aime une jeune fille aussi fière que belle, une jeune Américaine d'origine allemande, et cet amour le sauvera. Méprisé par Emmy Forster, il s'attache à ses pas, il la suit en Amérique, il fait son éducation d'homme, il apprend à penser, à agir, il brise les puissances invincibles. *La volonté de vivre est la source de tout mal*, disait Schopenhauer; c'est précisément la volonté de vivre qui était paralysée chez le jeune comte, et M. Grimm la réveille pour guérir son malade. Le romancier donne un démenti au philosophe.

Parmi les scènes plus ou moins heureuses où se développe la pensée du livre, j'en citerai une qui, sans se rattacher directement au sujet, peut offrir un intérêt historique. Le jeune comte, transformé par son éducation américaine, est revenu en Prusse à la veille de la *guerre allemande*, comme disent les historiens de l'année 1866. Officier de cavalerie dans la landwehr, il a été gravement blessé à Sadowa, et on l'a transporté dans une ambulance. C'est une église de campagne où sont déjà rassemblés des blessés des deux camps. Le comte Arthur a pour voisin de lit un jeune philologue que la guerre a enlevé à ses études sur Sophocle, et qu'il avait connu à Berlin. La blessure du docteur était horrible. Une nuit, agité par la fièvre, il appelle le comte à voix basse :

« C'est l'heure de dormir, lui dit doucement Arthur. — Oh! j'ai bien le temps, répondit le malade, et il ajouta, citant l'*Ajax* de Sophocle :

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er août 1856, *l'Allemagne pendant le congrès de Paris. — Deuxième partie : l'Allemagne littéraire.*

μακρὸς κ' ἀναρίθμητος χρόνος. Ces mots grecs dans la bouche du docteur, qui n'en citait jamais, firent sur le comte une singulière impression. Il lui sembla que le mourant se parlait à lui-même. Le docteur reprit : Où avez-vous été blessé?

« — A Sadowa! répondit Arthur.

« — Moi aussi! s'écria le docteur en élevant la voix. Où étiez-vous?

« — Au centre. J'ai reçu deux éclats de mitraille dans la grande charge de cavalerie que conduisait le roi.

« — Elle a passé devant nous, cria le docteur avec feu, et sa voix reprenait tout son éclat. N'avez-vous pas entendu quels hourras nous avons lancés, lorsque vous passiez devant nous comme la foudre? J'étais là. Comte Arthur, c'est la dernière fois que j'ai fait plein usage de ma voix, et, quand ce devrait être à jamais la dernière, je m'y résignerais sans peine. Ce fut un jour de gloire!

« — Il faut dormir, ami, lui dit le comte, essayant de le calmer.

« — Non! je ne dormirai pas, j'ai bien le temps. Savez-vous? continua-t-il avec véhémence, c'était le moment où la bataille s'arrêtait indécise; nous sentions tous qu'il fallait un dernier coup, et quand la cavalerie se précipita au galop, le roi en tête, quand tous les régimens crièrent : hourra! il me sembla que tous les siècles durant lesquels l'Autriche avait imposé sa honte à l'Allemagne, oui, tous, tous ensemble prenaient une voix et jetaient ce cri formidable : ferme! tenez ferme! renversez à jamais cette domination maudite!

« — Oui, c'était ce moment-là, dit Arthur, s'oubliant à ce souvenir et prenant feu lui-même.

« — Une heure prodigieuse! reprit le docteur. Vous me connaissez. Je suis né dans un des petits états de l'Allemagne. Que m'importaient la Prusse et son royaume? Quand je m'y serais établi bien plus tard encore, je n'en eusse pas moins fait mon devoir. Je n'avais que l'Allemagne dans le cœur. Pour tout dire, je haïssais la Prusse; mais figurez-vous une jeune fille mariée contre son gré à un homme qui est son époux en définitive, qui l'a pressée dans ses bras, qui est le père de ses enfans : c'en est fait, les voilà unis pour l'éternité. Eh bien! lorsque le roi passa près de nous à la tête des escadrons, lorsque nous comprîmes tous que le moment décisif était venu, que, si nous étions vaincus ce jour-là, nous tomberions tous écrasés du même coup, je subis un ascendant irrésistible, je me sentis désormais lié à la Prusse, je sentis que jamais rien ne me séparerait de la Prusse, quoi qu'il pût arriver, et je criai : hourra! comme l'armée tout entière, car il n'y avait plus que cette alternative : ou la Prusse victorieuse aujourd'hui, ou l'Allemagne anéantie à jamais! »

« Un murmure qui remplit l'église interrompit le docteur. Ils se retournèrent tous deux. Les malades s'étaient soulevés dans leurs lits, re-

gardant, écoutant. On eût dit une assemblée d'esprits s'éveillant au coup de minuit. Le docteur apercevait à peine ses derniers auditeurs enveloppés dans les ténèbres. L'église apparaissait comme un espace sans fin. Cet auditoire si nombreux sembla redoubler son enthousiasme.

« — Vous tous, reprit-il, vous ne saviez pas cela comme moi, car aucun de vous assurément n'a étudié comme moi l'histoire de l'Allemagne dans toutes les pulsations de sa vie. C'était la tâche de ma carrière. Vous ne savez pas comme cette Autriche, avec le sang étranger qui coule dans ses veines, du sang slave, magyar, italien, espagnol, et à peine quelques gouttes de sang germanique paralysé, — vous ne saviez pas comme cette Autriche travaillait depuis des siècles à détruire l'indépendance de l'Allemagne! avec quel bonheur elle nous eût étouffés! comme elle y employait toutes ses forces! comme cela était devenu une science en Autriche : abaisser l'Allemagne du nord, humilier la Prusse, entraver son développement. Cela est évident aujourd'hui, l'avenir le fera voir d'une façon plus évidente encore. Et maintenant c'en est fait de ce régime odieux; maintenant nous sommes libres, car la liberté de l'Allemagne, c'est d'échapper à l'Autriche. Aussi (et en disant cela il se retournait vers Arthur), aussi quand vos escadrons passaient devant nous au galop et qu'un hourra sortit de nos poitrines, je sentis au fond de mon âme que, si nous perdions la bataille, l'Allemagne était perdue pour l'éternité!... Et nous l'avons gagnée! ajouta-t-il d'une voix qui commençait à défaillir!

« Un murmure emplit encore l'église, puis tout à coup retentit une clameur immense, un hourra formidable à faire crouler les murailles. »

La scène est belle et poétique, elle a obtenu un grand succès. Ces blessés, ces mourans, qui se réveillent dans l'ombre d'une vieille église pour saluer une dernière fois la délivrance de leur pays ont été salués à leur tour par les bravos de l'Allemagne du nord. On peut la noter comme un document; voilà bien l'état de l'esprit public à la veille de 1866, voilà de quelles dispositions morales a profité la Prusse. Il est vrai qu'avec le conteur prussien il faudrait entendre les conteurs et les poètes de l'Allemagne du midi. Tel écrivain du Wurtemberg ou de la Bavière, M. Maurice Hartmann par exemple, au nom de la liberté germanique, opposerait sans doute aux pages de M. Hermann Grimm des scènes tout aussi émouvantes. Bornons-nous à signaler ces vives peintures; au point de vue historique comme au point de vue moral, elles sont la meilleure conclusion de notre étude.

Qu'avons-nous vu en effet? Les ouvrages que nous avons interrogés ne sont certainement pas des chefs-d'œuvre. Quel que soit le mérite de M. Berthold Auerbach et de M. Levin Schücking, de

M. Frédéric Spielhagen et de M. Hermann Grimm, je ne crois pas qu'ils puissent rivaliser pour la finesse et la netteté de l'art avec les maîtres de l'école française. A la gravité de M. Auerbach, à la souplesse de M. Schücking, à la passion de M. Spielhagen, à la correction de M. Grimm, nous opposerions victorieusement l'éloquence hardie de George Sand, l'art sobre et sûr de M. Mérimée, la grâce nerveuse de M. Octave Feuillet, la poétique élégance de M. Jules Sandeau, l'esprit alerte de M. Edmond About, la vigueur brillante de M. Victor Cherbuliez. L'Allemagne n'a pourtant pas à se plaindre. Si ces romans soulèvent plus d'une critique, ils ont du moins un précieux mérite à nos yeux : ils sont toujours une étude de l'homme et une peinture de notre temps. Nous parlions en commençant du double intérêt de cette lecture, intérêt littéraire et intérêt historique; l'intérêt littéraire n'a pas manqué, mais l'intérêt historique et social est encore celui qui l'emporte. Ce sont les dernières années de la société allemande qui ont passé devant nous, représentées par les types les plus divers. Nous avons vu l'Allemagne d'avant et d'après Sadowa, l'Allemagne tour à tour paisible et révolutionnaire, attirée par le mysticisme et aspirant à l'action, découragée de la vie et reprenant possession d'elle-même; surtout nous avons vu l'Allemagne méditative, celle qui, au milieu de ses plus étranges erreurs, n'abandonne jamais le noble souci de la dignité humaine. Ce caractère de méditation mérite d'être signalé comme un symptôme original. Lorsque les romanciers allemands imitent nos écrivains, ils ne le font jamais sans une certaine gaucherie; qu'ils restent sur leur terrain, c'est le plus sûr pour eux. Je leur dirais volontiers : Ne craignez pas d'être graves, de remuer les hautes questions, de sonder les replis de la conscience, de mettre en action tel ou tel système qui a préoccupé les esprits, de montrer dans l'histoire intérieure des âmes le contre-coup des événemens publics. A chacun sa part et sa tâche. Il y a plus d'esprit, plus d'art, plus de passion chez les écrivains de la France; gardez ce qui vous est propre, l'inspiration philosophique. Le lecteur étranger, qui croira d'abord ne lire que des fictions, s'apercevra bientôt qu'il vient de faire un voyage au pays de vos sentimens et de vos idées. Ce n'est pas assez toutefois de décrire les agitations intellectuelles de la société présente; ne soyez pas seulement des témoins, soyez des conseillers. Il serait piquant de voir les romanciers, ces peintres du monde réel, rectifier ou du moins avertir les constructeurs de systèmes, presque toujours si insoucians de l'application pratique.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

L'INSURRECTION CUBAINE

CAUSES, INCIDENS, SOLUTION POSSIBLE.

I.

Le déchirement qui tend à séparer Cuba de l'Espagne est une crise pressentie depuis longtemps; elle éclate dans les circonstances les plus malencontreuses, au moment où la société espagnole est pour ainsi dire en décomposition, où l'affranchissement des esclaves cubains, à moitié accompli de fait, doit être complété d'urgence. De cette coïncidence menaçante sortiront des désastres qu'un quart de siècle ne réparerait pas, si l'on n'écoute de part et d'autre que les conseils de l'orgueil et l'aveugle fureur des intérêts blessés. Au contraire, si la situation pouvait être étudiée sans parti-pris, si l'on cherchait avec calme et sagacité ce qui est praticable et ce qui est juste, il ne serait pas impossible d'arriver à un compromis qui adoucirait les meurtrissures de la transition, et finirait par porter profit des deux côtés.

L'opinion publique n'est pas suffisamment renseignée en Europe sur les causes vraies du soulèvement de Cuba. On l'attribue vaguement soit à des intrigues fomentées par les *Yankees*, soit à l'impatience qu'auraient les noirs de recouvrer leur liberté, soit à l'existence d'un parti politique ayant pour idéal les institutions de la grande république. Ce sont là des causes incidentes. Le vrai mobile de l'insurrection, la difficulté radicale, résident dans le maintien obstiné, à Cuba et à Porto-Rico, d'un régime colonial qui a créé de redoutables antipathies, qui est inconciliable avec les tendances actuelles des sociétés américaines, et que la force des choses condamne à disparaître.

La reine des Antilles a été vraiment privilégiée, et il n'a fallu rien moins que ses incroyables ressources pour résister à l'influence délétère du régime que l'Espagne lui a imposé jusqu'à présent. Le territoire de Cuba mesure 9,772,000 hectares : c'est une superficie à peu près égale à celle de l'Angleterre, moins le pays de Galles. Une étendue minime a été utilisée jusqu'ici; les neuf dixièmes au moins de ce riche domaine sont restés en friche. Une couche de terreau, inépuisable en quelque sorte, tant elle est épaisse, conserve au sol une telle ardeur que l'emploi des fumiers y est à peu près inconnu. Mettez au service de cette fécondité exubérante une main-d'œuvre illimitée, peu dispendieuse relativement, asservie sans résistance possible à toutes les combinaisons du capital, et vous réaliserez des merveilles de production. Qu'on en juge par un exemple. La fabrication du sucre à Cuba ne dépassait pas 15 millions de kilogrammes au commencement du siècle; elle donnait 136 millions vers 1830, et l'année dernière, récolte un peu exceptionnelle, il est vrai, elle s'est élevée à 703 millions de kilogrammes. C'est une production dépassant le tiers de tout le sucre que consomme le monde entier, même en y comprenant celui qui vient de la betterave. Dans la plupart des pays sucriers, on n'obtient un rendement satisfaisant que par la puissance des appareils perfectionnés, ce qui augmente beaucoup la main-d'œuvre. La supériorité de l'industrie cubaine au contraire tient à ce qu'elle n'a pas besoin de compliquer son outillage pour produire beaucoup. C'est le champ qui fait sa richesse et non pas l'atelier. Sa matière première, qui est la canne, étant très abondante et à meilleur marché qu'ailleurs relativement, on ne prend pas la peine de l'épuiser complétement; de là un travail plus simple et un prix de revient moins élevé. Il y a toutefois des domaines très soignés où l'on tire pour une étendue donnée le maximum du rendement connu, de 8,000 à 10,000 kilogrammes de sucre par hectare. Plusieurs autres articles de première importance, notamment le café, donneraient lieu à des résultats analogues, si la législation douanière n'y mettait pas empêchement (1).

On a reconnu des richesses forestières et minérales qui n'ont pas encore été utilisées. La production des alimens, autrefois interdite dans l'intérêt de l'agriculture métropolitaine, n'est pas entrée dans les habitudes, bien qu'elle pût donner lieu à des exploitations très lucratives. L'île nourrirait aisément huit fois plus d'habitans qu'elle n'en renferme. Les statistiques officielles, qu'il ne faut pas prendre à la lettre, lui attribuaient en 1860 une population d'environ 1 mil-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er mai 1869, *l'Espagne et l'esclavage dans les îles de Cuba et de Porto-Rico*, par M. Augustin Cochin.

lion 230,000 âmes (1). On admet généralement que les chiffres donnés par l'administration à diverses époques ont toujours été bien au-dessous de la réalité, et parmi les hommes éclairés du pays il y en a qui n'hésitent pas à lui accorder 2 millions d'habitans.

Les créoles issus des familles établies dans l'île depuis plusieurs générations forment aujourd'hui une race distincte, d'une trempe fine et solide, qui est fière d'avoir créé la richesse de l'île et qui a l'ambition assez légitime d'en profiter exclusivement. Les Espagnols, fonctionnaires ou négocians pour la plupart, sont venus d'Europe pour brusquer la fortune en jouant leur vie contre un climat meurtrier : leur idée fixe est de repartir le plus tôt possible avec une pension ou un capital réalisé. La population blanche comprend encore, outre les étrangers de passage, les régimens envoyés de la métropole pour tenir garnison et seconder les milices indigènes.

La proportion des affranchis, mulâtres ou noirs, est particulièrement remarquable ; elle provient d'une disposition de la loi espagnole en vigueur à Cuba et à Porto-Rico : tout esclave a le droit de faire estimer sa propre valeur par des arbitres, et dès qu'il peut solder à son maître le prix auquel il a été évalué, il entre aussitôt en possession de la liberté. L'esclave peut même refuser le travail, s'il paie à son maître l'intérêt du capital qu'il représente. Grâce à cette disposition protectrice, la moyenne des affranchissemens a dépassé 2,000 par an ; ainsi s'est créée une classe intermédiaire qui a un rôle important à jouer dans l'industrie et peut-être dans la politique. Quant au chiffre de 372,000 donné pour celui des esclaves, on ne peut l'accepter comme exact : l'intérêt qu'on avait à l'amoindrir est assez évident. Depuis les premiers traités internationaux pour l'abolition de la traite en 1817, et malgré les croisières lancées à la poursuite des négriers, on évalue à plus de 600,000 le nombre des noirs arrachés à l'Afrique et introduits à Cuba sous les yeux volontairement fermés des autorités. Suivant une déclaration du consul anglais à La Havane, transmise au parlement britannique, l'importation de la seule année 1860 aurait dépassé 26,000 têtes. On ne s'expliquerait pas en effet l'énorme produc-

(1) Suivant les données administratives, cette population se décomposait ainsi :

Race blanche.	Créoles nés dans l'île	550,000
	Espagnols nés en Europe, armée et flotte comprises.	75,000
	Population flottante (étrangers)	10,000
Race rouge.	Originaires de l'île ou immigrans asiatiques	15,000
Race noire.	Mulâtres libres	120,000
	Nègres affranchis	88,000
	Mulâtres et nègres esclaves	372,000
	Total	1,230,000

tion de Cuba, si le nombre des bras n'excédait pas de beaucoup celui qu'on accuse. En définitive, on est d'accord aujourd'hui pour évaluer la population totale de l'île à plus de 1,600,000 âmes, et il est probable que la classe dont on obtient le travail forcé compte dans ce nombre pour 6 ou 700,000 têtes. — Si nous avons insisté sur ce classement de la population, c'est qu'il est indispensable pour l'intelligence du conflit, qui ne tardera point à attirer l'attention de l'Europe entière.

Il faut donner en passant des indications de même nature sur Porto-Rico, qui suivra nécessairement le sort de Cuba. L'étendue superficielle de Porto-Rico est dix fois moins grande que celle de Cuba. La fertilité naturelle du sol y est à peu près égale; mais les industries agricoles y sont moins avancées. La population, relativemen plus dense que celle de Cuba, doit approcher de 540,000 âmes, dont 300,000 blancs, près de 200,000 mulâtres ou noirs libres, et 40,000 esclaves. Cette île donne un éclatant démenti aux partisans de l'esclavage, qui ont toujours affirmé que la race européenne ne supporterait pas le travail agricole dans les régions équatoriales : on voit communément à Porto-Rico le blanc travailler dans les champs à côté du noir.

Ouvrez les statistiques officielles, vous y trouverez que Cuba renferme près de 1,500 sucreries munies de machines à vapeur, dont une cinquantaine réalisent les indications de la science européenne aussitôt qu'elles se produisent, que toutes les cultures, et surtout celle du tabac, sont en progrès, que l'île possède des chemins de fer (1) et des ports splendides, que son mouvement commercial est doublé depuis vingt ans, et qu'il approche aujourd'hui, entrées et sorties réunies, de 500 millions de francs. Cuba, ajoute-t-on, peut payer avec ses propres ressources un budget deux fois plus lourd, toutes proportions gardées, que celui de la France. Tout cela est exact numériquement, et produit une certaine fascination sur les étrangers; mais il s'agit en définitive de savoir à qui profite cette prospérité et quel est en réalité l'état du pays.

L'ancien système colonial des Espagnols était tout d'une pièce. Chaque colonie devenait une propriété de la métropole absolument fermée aux étrangers. Les colons étaient exclus de tous les emplois civils ou militaires; ils ne participaient en rien à l'administration de la localité, ils n'existaient pas politiquement, ils ne pouvaient se livrer qu'aux cultures ou aux exploitations qui leur étaient indi-

(1) Les chemins sont en effet très multipliés à Cuba; mais ils ont été faits par l'initiative et aux frais de l'industrie particulière, qui s'est procuré des capitaux en Angleterre par voie d'emprunt. Loin d'assumer les dépenses de cette nature, le gouvernement espagnol a laissé les voies ordinaires en très mauvais état.

quées; tout échange avec les étrangers leur était rigoureusement interdit; ils vendaient leurs produits exclusivement à la métropole, et celle-ci avait le privilége de leur vendre à des prix arbitraires tout ce dont ils avaient besoin, même les alimens, les vêtemens et l'outillage de première nécessité. Il a fallu céder au courant des idées et relâcher de temps en temps les entraves; mais on n'a pas abandonné le principe, et ce qu'il en reste suffit pour faire à la population des Antilles une situation gênée et précaire malgré son opulence apparente.

Au monopole absolu de la mère-patrie, on a substitué, à partir de 1820, un régime protecteur équivalant en beaucoup de cas à la prohibition. A l'importation, on distingue quatre classes de marchandises : produits espagnols sous pavillon espagnol, — produits espagnols sous pavillon étranger, — produits étrangers sous pavillon espagnol, — produits étrangers sous pavillon étranger. Le tarif est gradué de 7 1/2 à 33 1/2 pour 100 *ad valorem*, et la valeur est calculée suivant un tarif officiel ordinairement supérieur aux prix courans du commerce. Si un article étranger qu'on pourrait avoir pour 60 francs est tarifé 100 francs par la douane cubaine, il doit payer effectivement, non pas le tiers, mais plus de la moitié du prix d'achat. D'autres droits différentiels font obstacle aux exportations. Les taxes de navigation, ajoutées aux charges douanières, ont été également combinées de manière à paralyser les échanges avec l'étranger. En somme, les négocians de La Havane affirment que l'ensemble des droits *ad valorem* sur les produits étrangers monte en terme moyen à 70 pour 100. Il y a plus : sous prétexte de favoriser les colonies, on a exempté de tout droit certains articles de nécessité première, pourvu qu'ils fussent de provenance purement espagnole; tels sont la farine, le vin, les fers non ouvrés, les tissus de coton et de laine, le papier. Cette prétendue faveur n'est qu'un monopole constitué au profit de l'Espagne. Par exemple, il serait impossible d'introduire des farines américaines qui auraient à payer 3 piastres 1/2 (18 francs 90 centimes) par baril. L'absence de concurrence permet au négociant espagnol de placer des farines à prix surfait ou de qualité inférieure, quelquefois même d'introduire sous pavillon métropolitain les denrées achetées à vil prix à l'étranger.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les détails de ce système pour en montrer les effets; tout le monde sentira qu'il infligeait une double perte au producteur cubain. D'une part, son prix de revient était surchargé de toutes les surtaxes qu'il avait à payer quand il tirait de l'étranger ses matières premières, son outillage, ses meubles, ses vêtemens, sa boisson et jusqu'à son pain; la cherté de toutes ces choses réagissait en même temps sur le coût de la main d'œuvre. D'autre part, il rencontrait sur les marchés des États-Unis

les représailles que provoquait un système de douanes combiné au profit de l'industrie espagnole. Les sucres de Cuba, par exemple, étant frappés à New-York d'une taxe égale à celle que supportent à La Havane les articles américains, il n'y a pas moyen de placer ces sucres à New-York, si le vendeur n'en abaisse le prix dans la proportion de la taxe d'entrée. Le colon propriétaire, qui a perdu en achetant plus cher qu'ils ne valent les objets dont il ne peut se passer, perd encore en exportant ses produits au-dessous de leur valeur naturelle. Le sucre de Cuba subit ainsi une dépréciation incroyable. Ces conditions rétrécissent le bénéfice à tel point que l'industrie sucrière cesse d'être suffisamment rémunératrice.

Un autre principe des siècles passés, conservé intact par les Espagnols, est l'éloignement absolu et systématique des colons de tous emplois publics, de toute participation à leurs propres affaires. Dans un pays comme l'Algérie, qui vit sur le budget de la métropole, on peut s'y résigner. Dans une colonie laborieuse, en plein rapport, possédant de hautes capacités et de grandes fortunes, fournissant par son travail un budget de plus de 150 millions de francs et envoyant chaque année de gros subsides à la métropole, c'est une cause d'irritation des plus vives.

Les gouvernemens de Cuba et de Porto-Rico sont calqués sur ceux des grands états; on a installé dans chacune de ces îles six ministères : justice, finances, guerre, marine, intérieur, travaux publics. On imagine quelle affluence d'employés cherche et trouve à se caser dans ces ruches fort peu travailleuses; tous sont payés par l'argent des Cubains, tous sont choisis à Madrid et viennent de la métropole. Le passage de ces nombreux agens, allée et retour, tombe à la charge de la colonie, qui ne les a pas choisis, qui ne les désire pas. Les armées de terre et de mer, comprenant pour les deux îles une quarantaine de mille hommes de toutes armes et coûtant plus de 60 millions de francs, sont composées exclusivement de soldats européens. Le clergé aussi vient d'Europe. Comme les emplois militaires et civils d'outre-mer obtiennent une haute paie, sans compter les profits plus ou moins légitimes, comme ils donnent droit à des pensions de retraite plus fortes que les autres, comme il suffit d'un service très court pour conserver un traitement de disponibilité, la poursuite des grades et des fonctions pour Cuba est très ardente. Ce sont des situations privilégiées que les puissans de Madrid réservent pour leurs plus chers favoris.

Les budgets coloniaux étant réglés d'autorité par le gouvernement, sans contrôle, sans intervention possible de la part du contribuable, on ne sera pas surpris des accroissemens qu'ils présentent. Il y a juste trente ans, les dépenses de Cuba montaient à 37,070,600 francs, et cette somme comprenait un prélèvement de

15,560,000 francs pour le trésor métropolitain. En 1860, la dépense montait à 159,898,201 francs (y compris 36 millions environ à payer pour les lots gagnans à la loterie), soit 123 millions net. On était entré dans la période des déficits; les recettes n'atteignaient plus le niveau des dépenses. Cela n'empêcha pas le gouvernement de fixer à 29 millions de francs le prélèvement au profit de la métropole. Nous ne possédons pas le compte exact des années récentes; nous entrevoyons seulement que les dépenses se sont élevées encore, que le déficit s'est élargi, et que le budget des Antilles a fourni plus de 30 millions de francs par année à celui de la métropole. Ce n'était que la subvention ostensible et avouée; mais accessoirement on glissait dans les comptes de la colonie et à sa charge des dépenses que la nation tout entière aurait dû supporter, par exemple les intérêts d'une dette contractée envers les États-Unis, les frais occasionnés par les établissemens de Fernando-Po et d'Annobon, et autres cotisations dont l'ensemble était évalué par les Cubains à une quinzaine de millions.

Nos lecteurs vont se demander comment on s'y est pris à Madrid pour prélever 30 millions par an sur un budget en déficit constant. Ce n'était pas difficile pour un gouvernement tel que celui de la reine Isabelle. Il existe à La Havane une *banque espagnole*, établissement privé fondé par actions et privilégié pour l'émission des billets au porteur. Le ministre des finances de Madrid, toujours aux expédiens, battait monnaie en faisant traite par anticipation sur la banque de Cuba pour la totalité de l'allocation que le gouvernement s'attribuait à lui-même. Ces bons coloniaux étaient escomptés à gros intérêt sur la place de Madrid à des banquiers qui les présentaient à échéance. La banque de Cuba n'osait pas faire affront à la signature royale, et se mettait ainsi à découvert de toutes les sommes que ne pouvait lui rembourser l'administration cubaine. Cette banque, dont le capital n'est que de 25 millions de francs, ne pouvait résister longtemps à un pareil régime : le remboursement de ses billets étant devenu une difficulté, le gouvernement de Madrid lui accorda le triste privilége du cours forcé, et continua de puiser dans ses caisses. Chaque traite payée à La Havane en espèces sonnantes devait être remplacée par une émission de billets : c'était une manière d'emprunt forcé qu'infligeait la métropole à sa colonie. En définitive, la banque de Cuba, établissement des plus solides jusqu'alors, s'est trouvée, avec son modeste capital de 25 millions, à découvert d'environ 80 millions de francs représentés par une assez mauvaise créance sur le trésor public de Madrid (1). Une place de premier ordre comme est La Havane n'avait plus pour traiter ses

(1) Ce chiffre est celui du déficit présumé à l'origine des troubles. La situation s'est encore aggravée depuis cette époque. Un document américain qui porte la date de sep-

affaires qu'un papier-monnaie suspect : de là une perturbation désastreuse pour un pays qui vit par le commerce avec l'étranger.

Les charges résultant du système fiscal n'étaient pas les seules. La population créole étant sans défense aucune contre les agens de la métropole, force était d'acheter leurs bonnes grâces. L'esclavage, avec ses déplorables fatalités, ne subsisterait nulle part, si les autorités ne fermaient pas les yeux sur beaucoup d'abus et de méfaits : il fallait donc payer cette tolérance. De là une série de cotisations prétendues volontaires ou de sacrifices occultes dont la coutume avait fait une espèce de droit. Un opulent bénéfice à La Havane était le salaire du confesseur de la reine. On trouvait moyen de fournir de cigares la cour de Madrid. On sait quelles fortunes scandaleuses plusieurs capitaines-généraux ont rapportées des Antilles. L'usage voulait que l'on contribuât par des présens à la dot de leurs filles, que l'on couvrît leurs enfans de bijoux pour la cérémonie de leur baptême. Les traitemens des *cessantes*, c'est-à-dire des fonctionnaires en disponibilité qui souvent habitaient la métropole, grevaient inutilement de 3,780,000 francs le budget colonial. Ces griefs positifs n'étaient pas les causes uniques de jalousie et de mésintelligence entre les créoles et les péninsulaires. On se plaignait, par exemple, que les fonctionnaires envoyés par l'Espagne vinssent uniquement aux colonies pour arrondir lestement leur capital et repartir au plus vite, ou bien, s'ils étaient célibataires, on voyait avec jalousie qu'ils employassent les moyens de crédit et d'influence que donne l'autorité pour s'introduire dans les familles et disputer les riches mariages aux jeunes gens du pays. Les relations s'aigrissaient donc de jour en jour; les rêves d'indépendance agitaient déjà beaucoup d'esprits, lorsqu'une énorme secousse annonça l'heure des résolutions décisives. Après l'affranchissement des noirs aux États-Unis, l'impossibilité de maintenir l'esclavage à Cuba devint évidente pour les plus réfractaires; il fallait absolument que la société cubaine avisât aux moyens de se reconstituer sur des bases nouvelles.

II.

L'abolition du travail servile dans les colonies ne peut être effectuée que de deux façons : ou bien le gouvernement métropolitain rachète les esclaves au moyen d'une indemnité donnée aux propriétaires, c'est le procédé dont l'Angleterre a donné le noble exemple, qui a été suivi par la France et la Hollande, — ou bien les propriétaires d'esclaves opèrent eux-mêmes la transition du travail

tembre 1869 accusait une circulation en papier à cours forcé de 150 millions de francs avec une réserve métallique de 15 millions.

forcé au travail libre au moyen des combinaisons d'atelier qu'ils imaginent et de leurs propres capitaux qu'ils engagent. Dans la situation désespérée où se trouvaient les finances espagnoles, il n'y avait pas à songer à la première combinaison. Le second procédé était-il plus réalisable?

Depuis plusieurs années, une idée hardie et saisissante avait été jetée dans la circulation par un anonyme et discutée par les journaux; séduisante pour le patriotisme local, elle avait pris peu à peu la consistance d'un système. On a vu que les produits de Cuba, particulièrement les sucres, sont tenus à distance des États-Unis par des droits énormes, en représailles des taxes presque prohibitrices au moyen desquelles la douane espagnole écarte de La Havane les marchandises américaines. Ayant absolument besoin de tenir ouvert le marché des États-Unis, puisqu'il y place 62 pour 100 de sa principale récolte, le planteur cubain est obligé de prendre à sa charge les droits différentiels, de sorte que, lorsqu'il a vendu pour 100, il reçoit en réalité 30 ou 40. L'excessif bon marché auquel le planteur cubain trouvait moyen de réduire ses prix est un phénomène commercial explicable seulement par la fertilité exceptionnelle de l'île et par les anomalies du travail esclave. Supposez au contraire que Cuba soit devenu un marché libre, n'ayant plus que des ports francs ouverts au commerce du monde entier, sans aucune taxe de douane ou de navigation; il en résulterait deux changemens décisifs au profit de l'industrie cubaine. En premier lieu, elle pourrait obtenir des États-Unis la réciprocité, sinon absolue, au moins dans une large mesure, et gagner ainsi toute la portion de profits qu'elle est obligée d'abandonner en compensation des taxes qui repoussent ses sucres actuellement. En second lieu, ayant la faculté d'acheter sous le bénéfice de la libre concurrence son pain, bon vin, ses vêtemens, son outillage, elle paierait toutes ces choses moitié moins qu'aujourd'hui, ce qui abaisserait le prix de revient de sa production. De cette façon, le double avantage résultant d'une fabrication beaucoup moins dispendieuse et d'une vente beaucoup plus lucrative laisserait en ses mains des sommes considérables que l'on consacrerait à l'organisation du travail libre. Les créoles de Cuba, ne répugnant pas à l'émancipation des noirs, la désirant au contraire, étant d'ailleurs en mesure de s'attacher les affranchis par un traitement généreux, n'auraient pas à craindre la suspension du travail. L'abolition de l'esclavage, cette opération si dangereuse ordinairement, ouvrirait au contraire une ère de prospérité et d'apaisement.

Au moment où ce plan fut livré à la publicité vers 1863, ce ne pouvait être qu'un rêve, mais c'était assurément le rêve d'un homme pratique. L'auteur du projet est M. Miguel de Embil, un des princi-

paux banquiers de La Havane, mêlé aux plus grandes affaires de son pays, et vivant tout à la fois de la vie intellectuelle de l'Europe. Un groupe de patriotes adhérait aux idées de M. de Embil sans se faire illusion sur la possibilité de les réaliser autrement que par une révolution. L'Espagne tient trop à l'exploitation exclusive de ses colonies pour lâcher bénévolement sa proie. Des événemens imprévus dont on reçut la nouvelle au commencement de l'année dernière ranimèrent quelques lueurs d'espérance. Il faut ici jeter un coup d'œil rétrospectif sur les affaires de la métropole.

Le chef des libéraux modérés de l'Espagne, O'Donnell, dont le crédit et la clientèle étaient incomparables, avait laissé en mourant une sorte de testament politique. Il était persuadé qu'il n'y avait plus rien à espérer de la reine Isabelle : le salut de l'Espagne, à son avis, exigeait impérieusement un changement de règne, sinon de dynastie. Il se prononçait donc dans l'intimité pour un retour efficace à la monarchie parlementaire, avec le prince des Asturies comme souverain nominal et un conseil de régence comprenant les sommités du parlement et de l'armée, sous la présidence de M. le duc de Montpensier. A la mort d'O'Donnell, un incident remarquable se produisit. Les cérémonies funéraires en son honneur se multiplièrent sur tous les points du royaume, et l'affluence autour de son cénotaphe fut telle que ses amis virent là un indice d'adhésion aux idées qu'il professait. Là-dessus un travail d'opinion se fit pendant plusieurs mois; les membres de *l'union libérale* et les progressistes, également malmenés par la réaction brutale qui était au pouvoir, se rapprochèrent. On jeta la base d'une action commune; mais trop de gens étaient dans la confidence du complot pour qu'il arrivât à terme.

Au mois de juillet 1868, le télégraphe apprit à l'Europe stupéfiée que les chefs principaux de l'armée, les plus illustres personnalités du pays : Serrano, Dulce, Zabala, Caballero de Rodas, Echague et vingt autres avaient été soudainement enlevés de leur domicile, emprisonnés, internés ou exilés, sans le moindre répit. On apprenait le lendemain que les plus influens parmi les prévenus étaient déjà expédiés pour les îles de déportation, où ils devaient être gardés à vue. Beaucoup de notables se dérobèrent aux rigueurs par la fuite; ils étaient presque tous des anciens affidés d'O'Donnell. Quant aux chefs progressistes, s'ils ne furent pas frappés, c'est qu'ils étaient déjà dans l'exil et hors d'atteinte. Après cette exécution, joie et confiance au palais. On se persuade, comme toujours après les coups d'état, qu'on vient d'en finir avec la révolution. On donne quelque attention aux intérêts matériels, et nous rappellerons, pour être juste, qu'une mesure tendant à soulager les colonies est adoptée. On décide que les corps de marine employés dans les Antilles cesseront de recevoir double solde, et que les officiers, au lieu d'a-

voir droit, comme par le passé, au grade immédiatement supérieur par le seul fait de leur envoi à Cuba, n'obtiendront pas plus d'avancement à l'avenir que pour les services ordinaires.

Il fallait une forte illusion pour croire que tant d'hommes d'épée et de tribune, habitués à faire et à défaire les gouvernemens, tous grandis et enrichis à ce jeu, se laisseraient évincer comme d'obscurs sergens sans même essayer de prendre une revanche. N'avaient-ils pas pour eux des moyens d'action puissans sur l'armée et une énorme clientèle dans le public? Moins de trois mois suffirent pour organiser le mouvement. On pourvut au budget de la conjuration par des sacrifices volontaires; les mécontens cubains s'y associèrent pour une large part, bien des lettres de change furent tirées sur La Havane. Y eut-il des engagemens pris, des promesses faites aux colons par ceux qui s'annonçaient comme des régénérateurs? Nous l'ignorons. On sait avec quelle rapidité la révolution triompha. La descendance de Ferdinand VII était condamnée; les conjurés de septembre n'eurent qu'à exécuter la sentence.

Les Cubains, dont la position n'était plus tenable, s'attendaient à une délivrance. Malheureusement la mère-patrie était si occupée de ses propres périls, les chefs du nouveau gouvernement avaient tant de charges sur les bras et si peu de ressources pour y pourvoir, qu'on ne peut guère leur reprocher d'avoir négligé les possessions d'outre-mer. Et puis, à vrai dire, ce qui pouvait soulager les Cubains, la refonte ou plutôt la suppression de toutes les lois de douane, la restitution des 80 millions de francs pris à la banque, le *self-government* colonial, ne sont pas de ces choses qui se peuvent improviser. Constatons aussi que le gouvernement provisoire avait à compter avec les préjugés et les intérêts de la métropole, où l'exploitation des colonies est passée à l'état d'instinct. Il fallait ménager les monopoles des Catalans, appelés à jouer un des principaux rôles dans la révolution. Les conjurés de septembre savaient aussi, mieux que tous autres, que le gouvernement déchu, en supprimant la double solde et l'avancement d'un grade pour le service aux Antilles, avait semé le mécontentement dans l'armée et dans la flotte, et que la marine, étrangère jusqu'alors aux *pronunciamientos*, avait au contraire pris une part décisive dans les événemens de septembre.

Le gouverneur de l'île était alors le général Lersundi, tempérament militaire très accentué, moins apte à pénétrer les questions qu'à les trancher par la force. A la première nouvelle du succès de la révolution, il se voit entouré de créoles pleins d'illusions et d'enthousiasme qui l'invitent à proclamer, au profit de la colonie, les principes régénérateurs qui viennent de triompher dans la métropole. Lersundi répond sans ménagement que rien ne sera changé

dans le pays qu'i gouverne, au moins jusqu'à ce qu'il ait reçu des instructions de Madrid. On fait jouer le télégraphe. Le ministre de la marine pour le gouvernement provisoire, M. Lopez de Ayala, transmet bientôt une décision d'où il paraît résulter que l'attitude sévère prise par le général Lersundi est approuvée par les chefs de la révolution.

Il est probable que cette réponse fut mal formulée ou mal comprise. Peut-être que la régence de Madrid, n'ayant aucune solution à produire, essaya seulement de temporiser. A Cuba, le coup parut d'autant plus rude qu'on espérait tout autre chose. Qu'on se figure le dépit, les ressentimens amers des créoles, qui s'attendaient à des réformes radicales, à une délivrance, et à qui on a l'air de dire que la révolution n'a point été faite pour eux! Depuis un an d'ailleurs, les élémens inflammables s'amoncelaient parmi la population. Une prétendue réforme fiscale, opérée dans le courant de 1867, avait supprimé des droits assez incommodes à la sortie des sucres et du tabac; en revanche, les contributions directes étaient surchargées d'environ 10 pour 100. La combinaison avait été fort mal prise par les propriétaires. Cette cause de mécontentement, ajoutée à tant d'autres, avait soulevé peu à peu les esprits : ils étaient à ce point où il ne manque plus qu'un prétexte pour la révolte; le prétexte fut naturellement le déni de justice de la régence de Madrid. Un jeune avocat, élevé en Europe, instruit et éloquent, d'un caractère généralement estimé, bien que ses ennemis lui reprochent d'avoir un peu trop dépensé dans les plaisirs cet entrain et cette énergie qui font aujourd'hui sa force, don Manuel Cespedès, se trouvait le 10 octobre 1868 dans une plantation près de Jara avec une centaine de créoles propriétaires, réunis pour aviser. On tombait d'accord sur ce point, que la mesure était comblée, et qu'il n'y avait plus rien à espérer de la métropole. Cespedès ne craignit point de pousser le premier cri d'indépendance. Chacun s'arma comme il put. Une colonne qui grossissait en marchant glissa à travers la région centrale de l'île jusqu'à Bayamo. Cette ville importante du littoral, où commandait le neveu du gouverneur Lersundi, fut enlevée par surprise. Du premier coup, les insurgés se mettaient en communication avec l'extérieur.

Ces événemens se passaient à cent lieues de La Havane, dans la région de l'est, qui n'est point reliée par des routes praticables à la partie vivante de l'île, et où des troupes ne peuvent guère arriver que par mer. A la première nouvelle, les habitans créoles de La Havane, qui étaient sous le sabre espagnol, éprouvèrent plus d'inquiétude que d'espérance; ils blâmaient le mouvement ou se tenaient sur la réserve. Le général Lersundi, soit qu'il manquât de troupes disponibles ou de moyens de transport, soit qu'il se sentît un peu

paralysé par la triste situation de son neveu, que les insurgés retenaient en otage, ne déployait pas une grande activité. Il affectait la sécurité : c'était, disait-il, un coup de main tenté par des brigands dont on aurait facilement raison; mais les péninsulaires, comme on dit à Cuba pour désigner les Espagnols, ne s'y trompèrent pas. Par les sentimens qu'ils éprouvaient pour les indigènes, ils avaient la mesure de l'antipathie qui existait contre eux à l'état latent. Ils savaient que l'indépendance de la grande Antille était le rêve mystérieux et chéri de tous les Cubains; ils étaient certains que le mouvement prendrait de la consistance, s'il n'était pas vivement comprimé. Ces hommes venus d'Europe avec l'espoir d'une rapide fortune entraient en fureur à la menace d'une révolution qui détruirait leurs plans d'avenir, qui les exposerait en même temps à des dangers personnels.

Les Espagnols entourèrent donc le gouverneur-général pour réchauffer sa tiédeur apparente. Ils le pressaient de constituer un corps de volontaires pour la défense de l'ordre établi. Lersundi accueillit ce concours. L'élan une fois donné par l'exemple de La Havane, les corps de volontaires s'organisèrent d'eux-mêmes et très rapidement dans presque tous les centres de population. Les autorités pourvurent à l'armement. On affectait de dire que la domination espagnole ne courait aucun danger, appuyée qu'elle allait être par 25,000 hommes de troupes réglées et une vaste organisation comprenant 60,000 volontaires. Ce dernier chiffre était sans doute fort exagéré : il dépassait le nombre des péninsulaires; il est vrai que ceux-ci, étant pour la plupart célibataires et presque tous dans l'âge viril, pouvaient fournir un effectif considérable relativement à leur nombre.

Toujours est-il qu'à La Havane il se forma une légion de volontaires de 8 ou 10,000 hommes, recrutés parmi les plus intéressés au maintien du régime espagnol. Si on veut connaître leur situation et leur attitude, qu'on se représente des conquérans au milieu d'une race subjuguée où la révolte fermente. Les progrès de l'insurrection, difficiles à cacher, les sympathies pour les insurgés, évidentes parmi les créoles, ne tardèrent pas à exaspérer le zèle des volontaires. Se chargeant de la police, ils se substituèrent bientôt au gouvernement normal et dominèrent par la terreur. Le lieu de leurs réunions, le casino, devint une sorte de comité de salut public : ils prononçaient des confiscations, ils emprisonnaient des suspects, ils surveillaient les fonctionnaires et exigeaient la destitution de ceux qui ne paraissaient pas assez ardens; il leur arriva de tirer en pleine rue sur des groupes inoffensifs. Ces excès poussèrent à bout les créoles, fort mal disposés déjà contre les intrus venus d'Europe. Citons seulement, entre beaucoup de faits de même nature, un in-

cident qui date du mois de janvier et peut montrer à quel point d'animosité en vinrent les deux catégories de la population blanche. Le bruit courait que les indépendans s'étaient donné rendez-vous au théâtre pour se compter et provoquer la formation d'un fonds commun. En effet, pendant la représentation, un passage de la pièce ayant donné lieu à un élan patriotique, les volontaires envahissent la scène armés de leurs carabines et font feu au hasard sur la salle; mais parmi les spectateurs plusieurs étaient munis de revolvers, ils ripostent. Une effroyable fusillade s'engage au travers d'un auditoire où sont des femmes et des enfans; il y eut de chaque côté des morts et des blessés.

Pendant ce temps, l'insurrection se développait à l'intérieur. Les chefs du mouvement étaient presque tous des jeunes gens appartenant aux meilleures familles, fortement trempés par cette vie de fatigues et d'aventures qu'on mène dans les cultures éloignées des villes. Accoutumés aux privations, rompus aux intempéries, munis de ces petits chevaux rapides pour lesquels il n'y a pas de routes impraticables, ils franchissaient de grandes distances, apparaissaient sur les points où on les attendait le moins, et mettaient en désarroi les autorités espagnoles. Le matériel de guerre leur manquait complétement. Sauf quelques caisses de carabines et de munitions jetées sur la côte par la contrebande, l'arme qui se trouvait presque dans toutes les mains était le *machete*, espèce de long coutelas dont l'insulaire se sépare rarement. De petites bandes sillonnaient le pays pour l'échauffer en proclamant la guerre de l'indépendance. Elles étaient bien accueillies dans la plupart des habitations, elles y faisaient des recrues. De temps en temps, des propriétés où l'on prétendait rester fidèle à l'Espagne étaient saccagées. Quand ces bandes étaient rencontrées par des troupes envoyées à leur poursuite, il leur était bien difficile de soutenir le choc : elles se réfugiaient dans les montagnes boisées de l'intérieur. Les bulletins envoyés à La Havane annonçaient que les rebelles avaient été mis en pleine déroute; le gouverneur-général mandait à Madrid que l'insurrection touchait à sa fin.

Si la métropole n'avait pas été entretenue dans une fausse sécurité, son inertie au début de la lutte serait à peine compréhensible. On laissa passer la première session des cortès sans prendre les affaires de Cuba en considération sérieuse. La proposition d'un député pour abolir l'esclavage dans les Antilles fut ajournée indéfiniment. On se contenta d'inscrire dans la constitution le droit qu'avaient les colonies d'être représentées aux cortès de la métropole, et on leur accorda dix-neuf députés. Devait être électeur tout « sujet espagnol » âgé de vingt-cinq ans et possédant un revenu d'au moins 25 piastres (130 francs environ). C'était une espèce de

suffrage universel mal défini, livrant les décisions au bon vouloir des autorités espagnoles, et dont on ne pouvait guère attendre les réformes radicales qui étaient de nécessité urgente. On pressentait toutefois à Madrid que Lersundi n'était pas l'homme de la situation. A sa place fut envoyé le général Dulce avec des instructions plus conciliantes. On attribuait à celui-ci une certaine influence en raison des liens de famille qu'il a contractés dans l'île et des souvenirs de modération relative qu'il y avait laissés comme gouverneur-général. Arrivé au commencement de janvier 1869, son premier acte fut en effet de choisir, parmi les hommes connus par leur attachement à la cause libérale, une députation qu'il envoya aux insurgés avec des paroles de paix. Amnistie pleine et entière était promise à ceux qui feraient leur soumission dans le délai de quarante jours. Beaucoup de jeunes patriotes, harassés déjà de cette vie errante et périlleuse, auraient sans doute profité de cette ouverture pour rentrer au sein de leurs familles; mais les volontaires étaient incapables de se plier à une discipline politique : ils ne rêvaient que vengeance et extermination. On apprit que sur plusieurs points des insurgés qui rentraient chez eux munis de sauf-conduits avaient été fusillés en route. On racontait, en amplifiant peut-être, des atrocités commises par les oppresseurs du pays. Les chefs du mouvement s'emparèrent des faits de cette nature pour montrer ce qu'on devait attendre de la clémence espagnole. L'insurrection, au lieu de s'éteindre, prit des forces nouvelles. Le 6 février éclata sur une très vaste échelle un embrasement dont le foyer principal était dans une localité appelée Las Cinco Villas. Il n'y avait plus à hésiter, il fallait conquérir l'indépendance ou mourir.

A La Havane, la cause espagnole courait des dangers d'un autre genre. Le général Dulce, n'ayant aucun subside à attendre de la métropole, était forcé de se créer des ressources sur place. Un décret du 22 février, motivé par « la gravité des circonstances, » surchargea de 5 pour 100 les tarifs d'importation et rétablit les droits de sortie sur les sucres, le tabac et les cigares. Ces droits avaient été abolis sous le régime précédent, c'était provoquer une fâcheuse comparaison. En même temps qu'un impôt de guerre, on infligeait à ce pays ruiné et désolé un emprunt spécial, mesures qui ne pouvaient aboutir qu'à des violences contre les contribuables ou à de nouvelles émissions de papier-monnaie à cours forcé. Et ce n'est pas tout. Les volontaires, devenant plus menaçans à mesure que le péril grandissait, demandaient qu'on battît monnaie avec les confiscations pratiquées impitoyablement aux dépens des suspects. Personne n'aurait osé acheter les immeubles mis en vente; à peine trouvait-on quelques acquéreurs honteux pour le mobilier, faible ressource assurément.

De pareils expédiens étaient la justification de la révolte; on jetait à flots l'huile sur le feu. Une chose surtout étonnait le gouverneur-général : il voyait l'insurrection grandir et se pourvoir de tout ce dont elle avait besoin. Où trouvait-on de l'argent pour acheter des armes aux États-Unis, pour y solder les enrôlemens et les convois? Dulce imagina que l'insurrection devait être alimentée sournoisement par cette partie riche de la population créole qui, dévouée au fond du cœur à la cause de l'indépendance, avait jusqu'alors observé une prudente réserve. Soit à l'instigation des volontaires, soit par un mouvement personnel, le gouverneur résolut de sauver la situation par un coup d'état. On dressa une liste d'environ deux cent cinquante noms comprenant l'élite du pays, propriétaires, banquiers, capitalistes, hommes d'industrie, d'étude ou de loisir, tous riches et en possession d'une influence légitime sur leurs concitoyens. Le 21 mars, ces honorables proscrits, sans aucun avis préalable, sans jugement ni sentence, furent embarqués pour Fernando-Po, lieu de déportation malsain et redouté (1). On devine l'effet d'un pareil procédé : ce fut parmi les proscrits et dans les familles une explosion de colère et de haine. Le parti modéré venait d'être détruit; il ne restait plus parmi les créoles que des ennemis déclarés de l'Espagne.

III.

Dans cette lutte du gouvernement espagnol contre les Cubains, la balance devait pencher en faveur du parti qui aurait su prendre l'initiative d'une mesure périlleuse, mais inévitable, l'affranchissement des esclaves. Les Cubains s'assurèrent cette supériorité. Dans les derniers jours de février 1869, lorsque le soulèvement ne comportait encore que des bandes sans cohésion et à peine armées, une sorte de convention patriotique se rassembla dans la région montagneuse du centre, à Camaguey, et là, sous l'inspiration de Manuel Cespedès, fut rédigée une proclamation qui abolissait immédiatement et entièrement l'esclavage. On y constate dans le préambule une étroite et fatale connexion entre la souveraineté de l'Espagne et l'existence de l'esclavage dans l'île, et on déclare que les deux régimes doivent disparaître en même temps. On donne un gage aux noirs affranchis en faisant entrer dans les rangs de l'armée libératrice, sur le pied d'une parfaite égalité avec les blancs, ceux dont

(1) Vingt-sept d'entre eux parvinrent à recouvrer leur liberté à force d'argent et à travers les périls. Quelques mois plus tard, on jugea convenable de transférer les prisonniers de Fernando-Po dans un autre lieu de détention : dix-sept de ces proscrits étant morts dans la traversée, on ne voulait recevoir nulle part le vaisseau devenu suspect, et les malheureux furent ballotés d'un port à l'autre jusqu'à Mahon, où ils sont détenus.

on peut faire des soldats, et on ménage en même temps les intérêts de la propriété en laissant attachés à la culture, jusqu'à la fin de la guerre, les travailleurs qui ne sont point aptes au service. Cette proclamation simple et ferme porte un cachet d'habileté remarquable. Lancée dans une région peu accessible par des gens obscurs et sans mandat, elle n'eut tout d'abord qu'un faible retentissement. Elle fut bientôt d'autant plus efficace qu'elle souleva moins de résistance. Elle opéra sans secousse une sorte de fusion entre les deux races. L'armée libératrice, en ouvrant ses rangs aux plus vigoureux et aux plus intelligens parmi les affranchis, a pu s'affermir sans se surcharger d'auxiliaires peu maniables et dangereux, tels qu'auraient été les noirs de traite nouvellement importés (1).

L'insurrection avait été dirigée pendant les trois premiers mois par l'avocat Cespedès et un propriétaire du nom d'Aguilera. Il avait manqué à ce mouvement le coup d'œil et l'expérience d'un homme du métier; une organisation militaire lui fut donnée par le général Quesada, Cubain d'origine, qui a servi dans les armées républicaines du Mexique. On concentra les forces, on ménagea les ressources; les coups portés furent mieux assurés. Des places importantes, qui ne demandaient d'ailleurs qu'à faire cause commune avec les patriotes, furent arrachées aux garnisons espagnoles. A ces nouvelles, le club des volontaires à La Havane devenait une fournaise; ils auraient voulu une sorte de levée en masse pour courir sus aux rebelles et en finir d'un coup; ils faisaient un crime au gouverneur de sa temporisation. Peut-être que celui-ci, en militaire expérimenté, ne voulait pas s'exposer à un échec; il attendait des renforts promis par la métropole. Il dissimulait peu son chagrin d'avoir pour auxiliaires des exaltés qui ruinaient la cause espagnole par leurs excès. L'idée vint aux volontaires que le général Dulce avait le projet de les désarmer et de dissoudre leur corps à l'arrivée des troupes européennes. La discorde dégénéra en révolte, Dulce fut

(1) Voici le texte, un peu abrégé, de cette proclamation :

« Considérant que l'institution de l'esclavage, apportée à Cuba par le gouvernement espagnol, doit disparaître en même temps que l'autorité de ce gouvernement;

« L'assemblée des représentans, voulant faire respecter désormais les principes de la justice éternelle,

« Au nom de la liberté et du peuple qu'elle représente, décrète :

« Article 1er. L'esclavage est aboli. — Article 2. Les propriétaires des hommes qui jusqu'à ce jour ont été esclaves seront indemnisés pour la perte de ceux-ci. — Article 3. Tous les individus qui, en vertu de ce décret, obtiendront la liberté contribueront par leurs efforts à obtenir la liberté de Cuba. — Article 4. Pour arriver à ces résultats, tous ceux qui seront considérés comme bons pour le service militaire seront enrôlés dans nos rangs, et ils jouiront de la même solde et des mêmes avantages que les autres soldats de l'armée libérale. — Article 5. Ceux qui ne sont pas bons pour le service continueront, pendant la durée de la guerre, à faire les mêmes travaux qu'à présent.

« Fait à Camaguey le 20 février 1869. »

mis en demeure de céder le commandement au général Espinas, qui inspirait plus de confiance à la milice séditieuse. Pour un général renommé comme Dulce, pour un vieux soldat, ce dut être un dur moment que celui où il fut reconduit jusqu'au vaisseau qui allait l'éloigner du lieu où il commandait. Et que penser d'une armée de ligne qui laisse expulser son chef par des miliciens! La marquise Dulce, femme du général, qui est née à Cuba, n'ayant pas dissimulé quelque sympathie pour ses compatriotes, ne parvint pas à s'embarquer pour rejoindre son mari sans courir quelque danger; il tint à peu de chose que ses biens considérables ne fussent confisqués.

Le coup était à peine frappé que les volontaires se sentirent honteux et embarrassés de leur succès. Ils se réunirent à leur club et rédigèrent un long manifeste, dont la transmission à Madrid par le câble ne leur coûta pas moins de 30,000 fr. Ils s'excusaient de leur conduite à l'égard du général Dulce, insistant sur les motifs d'inquiétude qu'il avait donnés aux fidèles sujets de la mère-patrie, et ils promettaient de veiller au salut public jusqu'à ce que les destinées de la colonie eussent été remises entre les mains d'un chef actif et vigoureux. Le triumvirat de Madrid envoya en effet le général Caballero de Rodas, qui venait d'acquérir une certaine célébrité par les répressions des émeutes de Cadix et de Malaga.

Le général de Rodas débarqua le 28 juin à La Havane, et prit aussitôt le commandement avec le titre de gouverneur politique. Il trouva devant lui, non plus des soulèvemens locaux, mais un peuple à peu près unanime pour conquérir son indépendance. Pendant que l'indiscipline désagrégeait le parti espagnol, les insurgés, unis par l'espérance, arrivaient à une sorte d'organisation. Pour obtenir de la sympathie des pays voisins le titre de belligérans, il fallait présenter l'apparence d'un état constitué. Un embryon de gouvernement s'installa à Guaimaro, petite ville du département du centre dont la population comprend environ 5,000 blancs, 600 noirs affranchis et autant d'esclaves. Le territoire de Guaimaro est entouré de rochers et d'épaisses forêts qui forment un retranchement facile à défendre, facile à approvisionner. Un parlement provisoire, où on ne comptait encore que dix-huit membres, s'assembla. Une constitution y fut ébauchée avec les réminiscences rapportées des États-Unis; elle a pour base la fédération des quatre états qui doivent former la nouvelle division de l'île. Le principe est celui de la démocratie pure. Tout citoyen est libre, sans distinction de race. La république ne reconnaît ni dignités, ni honneurs particuliers, ni aucun privilége. La seule condition pour être électeur et éligible est d'avoir vingt ans accomplis; on exige du président, chef du pouvoir exécutif, qu'il ait au moins trente ans et qu'il soit Cubain de naissance. La chambre des représentans nomme le président de la république et le général en

chef des forces militaires; celui-ci est subordonné à l'exécutif. L'un et l'autre peuvent être mis en accusation, même à la demande d'un simple citoyen. Si l'accusation est admise par la chambre des représentans, les inculpés sont jugés par le pouvoir judiciaire, qui est indépendant de tous les autres pouvoirs. « La chambre, dit textuellement le dernier article de la constitution, ne pourra attaquer ni les libertés des cultes, de la presse, de réunion pacifique et de pétition, ni aucun droit inaliénable du peuple. » Bien que cette constitution soit encore sans application effective, il nous a paru curieux de montrer quelles idées circulent parmi ces insurgés qui étaient encore des propriétaires d'esclaves il y a si peu de temps.

Aux termes de l'acte constitutionnel, Manuel de Cespedès fut proclamé président de la république naissante. On nomma aussi quatre ministres pour la guerre, les relations avec l'étranger, l'intérieur et les finances. Quesada devint généralissime en récompense de son dévoûment et de ses services. Les forces actives ont été dès lors distribuées en trois groupes qu'on appelle des armées. Nous n'avons aucun renseignement positif sur la force numérique des troupes de l'insurrection. Il est à croire qu'elle est assez considérable avec la facilité qu'elles ont de se recruter, non-seulement parmi les créoles de race blanche, les mulâtres et les noirs déjà libres, mais encore au milieu d'une population de plus de 600,000 esclaves nouvellement émancipés. Nous trouvons dans les journaux américains du mois de juillet que l'armée de l'indépendance comprenait 36,000 blancs, 30,000 noirs, mais qu'elle atteindrait bientôt un effectif de 80,000 combattans. A cette même date, l'outillage de guerre, sans être complet, était déjà respectable. Les canons de bois cerclés de fer qu'on avait improvisés au commencement de la lutte, et qui éclataient souvent au premier coup, n'étaient plus qu'un sujet de plaisanterie. On avait des fusils du nouveau type, de l'artillerie de campagne, même de gros calibre, et on estimait à 26,000 le nombre des soldats parfaitement armés. Les introductions d'armes, quoique très périlleuses, étaient incessantes. Il est probable qu'aujourd'hui les insurgés à qui manque le *rifle* ou le revolver forment l'exception. Le patriotisme local et les sympathies des pays voisins ont créé d'abondantes ressources. Aux États-Unis, la délivrance de Cuba est un vœu populaire. Ceux qu'on désigne encore par le nom de « flibustiers, » comme aux temps de Walker et de Lopez, sont en grande partie des amateurs *yankees* ou de nationalités diverses qui, pour porter des munitions aux Cubains et faire le coup de fusil en leur compagnie, s'exposent à être emprisonnés par leur gouvernement au départ, et fusillés à la minute lorsqu'ils sont surpris à l'arrivée par les croiseurs espagnols.

De la part des républiques sud-américaines, la sympathie pour les

Cubains est instinctive, comme l'hostilité contre leurs anciens maîtres. Le Mexique les a reconnus en qualité de belligérans, et leur a envoyé de l'argent et des armes. Le Pérou, qui est encore en guerre avec l'Espagne, quoique les hostilités ne soient pas flagrantes, a fait plus : il a reconnu l'existence de la république cubaine. L'excitation a été des plus vives au Chili. On y avait appris que Manuel Cespedès venait d'adresser au gouvernement de Santiago une lettre où il invoquait éloquemment la communauté d'origine et d'intérêts. Une interpellation à ce sujet fut faite à la chambre des députés par M. Antonio Matta, orateur très ardent. Il était facile de voir que la reconnaissance de l'autonomie cubaine par le Chili était dans les vœux de l'assemblée. Le ministre des affaires étrangères, M. Ammunategui, donna lecture de la lettre de Cespedès et de la réponse qui avait été faite officiellement. Il rappela que l'état actuel des choses entre l'Espagne et le Chili n'est ni la paix ni la guerre, que c'est une sorte de suspension d'armes, et qu'en proclamant l'indépendance des Cubains on se donnerait le tort de la reprise des hostilités. Le ministre déclara d'ailleurs que les sympathies du gouvernement, comme celles du pays tout entier, sont pour la cause cubaine; si une souscription publique était ouverte pour procurer des secours aux frères insurgés, le pouvoir n'y mettrait aucun obstacle, et les ministres eux-mêmes, agissant comme simples citoyens d'un pays libre, se feraient un devoir et un honneur de s'y associer. — Là-dessus, grand enthousiasme dans l'assemblée. Des listes de souscription ouvertes séance tenante réunissent de nombreuses signatures; l'élan est donné au pays, et des sommes importantes sont bientôt recueillies.

Ces dons irréguliers, si abondans qu'ils paraissent, ne peuvent être qu'un subside insuffisant. Toute révolution, en raison de ses besoins dévorans, soulève des incidens financiers; ce ne sont pas les moins curieux. Au peuple qui venait de surgir, il fallait un instrument d'échange. Le gouvernement insurrectionnel a créé un papier-monnaie que les habitans, à ce qu'on assure, reçoivent en échange des provisions qu'ils livrent. C'est une espèce d'emprunt forcé auquel ils se soumettent bénévolement. Pour les achats à l'étranger, autre expédient. Les biens des rebelles et des suspects, avons-nous dit, sont sous le coup de la confiscation. Les suspects sont ceux qui ont cherché un refuge à l'étranger, ceux qui ne répondent pas aux appels des volontaires espagnols et ne donnent pas des gages suffisans au régime encore debout. Cette catégorie étant fort nombreuse, la masse des biens séquestrés comporte une valeur incalculable. Les républicains de Guaimaro ont imaginé de contracter des emprunts aux États-Unis, à gros intérêts sans doute, en don-

nant hypothèque sur l'ensemble des biens confisqués par leurs ennemis. Que risquent-ils à cela? S'ils succombent, leur richesse est détruite, et ce n'est pas l'hypothèque donnée aux Américains qui les appauvrira davantage. Si leur cause triomphe, ils paieront avec allégresse la dette contractée. C'est surtout par ce procédé et aussi par les libéralités secrètes des patriotes cubains qu'on achète des armes, qu'on enrôle des combattans, qu'on affrète des expéditions de navires d'autant plus dispendieuses qu'elles aboutissent assez souvent à des sinistres.

C'était donc une rude campagne que le général de Rodas avait en perspective. Possédait-il des moyens suffisans pour triompher des obstacles? Parti précipitamment, il amenait peu de troupes, 900 hommes seulement. Sa grande préoccupation était l'attitude qu'allaient prendre à son égard les volontaires. Ceux-ci, un peu confus de leurs excès, remirent aux autorités maritimes les forteresses dont ils s'étaient emparés, et se répandirent en effusions de confiance et de loyauté. Loin de les blâmer, le gouverneur-général leur répondit par une proclamation où il les remerciait chaleureusement des services qu'ils avaient rendus à la cause de l'ordre; il alla jusqu'à leur dire qu'ils n'avaient rien à désavouer de leur conduite antérieure et qu'ils pouvaient en être fiers. On avait besoin des volontaires, il fallait les flatter. Ils étaient devenus en effet le point d'appui principal de la résistance. Sans l'entraînement de leur sauvage énergie, les troupes régulières, n'étant pas animées des mêmes passions, auraient sans doute hésité plus d'une fois.

Aux atrocités d'une guerre sans pitié ni merci se joignait une complication d'épidémie sans autre exemple connu. Comme on ne faisait pas de prisonniers, un détachement surpris était aussitôt immolé (1). Çà et là dans les champs gisaient vingt, trente cadavres qui, sous l'action d'un soleil brûlant, emplissaient l'atmosphère de poisons subtils. Les mois de juin et de juillet furent terribles. Les tristes hôtes du pays, la fièvre jaune, le vomissement noir, le choléra bleu, courant à travers les deux camps, y choisissaient tour à tour leurs victimes. Dans l'armée espagnole, qui renfermait 20,000 soldats venus récemment d'Europe, la mortalité durant les six derniers mois prit des proportions horribles et décourageantes. La sinistre impression de ces calamités, jointe aux embarras politiques et financiers de

(1) Pour qu'on se fasse en Europe une idée exacte de cette barbarie, nous copions, comme exemple et à quelques lignes de distance, les deux faits qui suivent dans un journal sud-américain.

« 29 juin. Une rencontre a eu lieu, près de Las Cinco Villas; les insurgés ont fusillé une compagnie d'Espagnols qui sont tombés entre leurs mains. »

« 1er juillet. A Ciego Moreno, district de Cinfuegos, 52 patriotes ont été fusillés par ordre du gouverneur. »

la métropole, rendit fort difficile en Europe le recrutement de l'armée des Antilles. Il y a sans doute à rabattre beaucoup de tous ces renforts dont le départ a été successivement annoncé. Une haute-paie de 16 réaux (3 francs 60 c.) par jour n'a pas entraîné beaucoup de volontaires. On a parlé aussi de prisonniers ou d'individus déclassés à la suite des troubles civils qui auraient été enrégimentés à Barcelone et embarqués sommairement. En résumé, en tenant compte des élémens qui existaient au commencement de juillet sur le théâtre des hostilités, des pertes subies par le feu ou la maladie, des renforts qui ont comblé les vides, on peut évaluer les forces de terre dont a disposé le général de Rodas à 45,000 hommes au plus en y comprenant les volontaires péninsulaires. Les troupes régulières appartiennent pour la plupart à l'infanterie de marine et aux corps de chasseurs à pied. Les volontaires, qui figurent pour moitié dans l'effectif, fournissent seulement quelques milliers d'hommes à l'armée mobile; les autres tiennent garnison ou font la police dans les villes. Il y a eu aussi un grand déploiement de forces maritimes pour opérer un blocus que l'immense étendue de l'île rend à peu près impossible. On a envoyé dans les eaux de Cuba sept frégates cuirassées et douze corvettes à vapeur. Une flottille de petites canonnières construites à New-York a été un moment séquestrée par les autorités américaines à la demande du ministre péruvien. On ne comprend pas que le gouvernement provisoire de Madrid ait pu suffire à tant de dépenses.

Malgré l'épidémie qui sévissait encore en juillet, la campagne a été rouverte avec un redoublement d'énergie. Rodas a communiqué son entrain à ses troupes. Du côté des Cubains, le patriotisme a improvisé des généraux. Après Quesada, le commandant en chef, il faut nommer Donato Marmol, Aguilera, Valdes, Castillo, Bembetta, Cavada, Jordan, venu des États-Unis avec une expédition, et qui pourrait bien être lui-même un *Yankee*. Il n'y a rien de bien mémorable dans les incidens d'une guerre qui ne comporte ni évolutions sur une grande échelle, ni bataille décisive. Les insurgés, retranchés dans les montagnes du centre, font autant qu'ils peuvent des pointes sur les villes. Ils évitent les grands engagemens et tâchent d'avoir pour auxiliaire l'insalubrité du lieu où ils attirent l'ennemi. De là une succession de combats, d'embuscades, de razzias, de postes surpris, — le massacre en détail, pour tout dire en un mot. Cette guerre a fini par prendre un caractère de fureur indescriptible. Il faut littéralement vaincre ou mourir; de part et d'autre on fusille les prisonniers, on incendie la propriété de l'ennemi, on tâche de s'affamer réciproquement; les indigènes timides, qui voudraient éviter de se prononcer, ont tant à craindre du côté des Espagnols que la plupart se réfugient dans les montagnes, auprès de

leurs compatriotes; les femmes restent dans les villages exposées aux plus dures privations et sans défense contre les outrages. Les lignes télégraphiques sont coupées; les chemins de fer ont été mis hors de service. La dévastation et la sauvagerie s'étendent comme une lèpre. L'émigration des familles riches avec tout ce qu'elles peuvent emporter achève d'épuiser le pays. La situation est d'autant plus horrible que l'indécision se prolonge. Les Espagnols, avec des efforts inouis, ont fini par occuper la plupart des postes stratégiques; mais les Cubains, retranchés dans leurs montagnes où le bétail abonde, y sont difficilement attaquables. Il y a donc une sorte de temps d'arrêt dans les opérations. Tel est le point, où les choses ont été conduites. On ne comprend pas que de telles souffrances puissent se prolonger; on ne voit pas comment elles pourraient finir. Essayons cependant de résumer la situation et de tirer au clair ce qu'il y a de possible.

IV.

Le premier point à mettre en lumière, c'est le caractère général de la révolution cubaine. Il n'y a point ici, nous le répétons, révolte de l'esclave contre son ancien maître; ce n'est pas non plus, comme on le croit en Espagne, le complot d'une minorité fac ieuse pour saisir le pouvoir ou réaliser des utopies politiques. L'Europe elle-même se trompe quand elle soupçonne les États-Unis de fomenter les troubles avec l'arrière-pensée de s'approprier la perle des Antilles. La vérité est qu'une rare unanimité existe entre les classes et les races diverses dont se compose la population indigène. Les habitans qu'une juste prudence ou la timidité paralyse, les exilés volontaires, les proscrits, sont en sympathie avec les insurgés. Il ne s'agit plus aujourd'hui de concessions, de réformes. Le but hautement proclamé de l'insurrection est la fin de l'exploitation espagnole et l'indépendance absolue de Cuba et de Porto-Rico.

Tâchons d'écarter les préventions politiques, les antipathies de races, l'ardeur des représailles, tout ce qui est de nature à envenimer et à obscurcir la question. Demandons-nous avec calme et impartialité ce qu'il y aurait à faire pour rendre aux créoles le repos et la prospérité. Eh bien! il nous apparaît clairement que l'autonomie de l'île est devenue pour la société cubaine une condition d'existence. Cette nécessité s'est imposée de plus en plus à mesure que les ravages de la guerre ont accumulé les ruines. Pour opérer la transition de l'esclavage au travail libre, pour réparer les usines saccagées, pour remettre les chemins de fer en état de service, pour restituer les propriétés confisquées, pour supprimer le papier-monnaie, il faut une capitalisation abondante et rapide jusqu'au

prodige. Est-ce l'Espagne qui prendra à sa charge de tels sacrifices, elle qui a tant d'abîmes à combler sur son propre territoire, elle dont le 3 pour 100 est coté à 25 sur les places de l'Europe, et qui ne trouverait peut-être point à emprunter à ce prix?

Cuba ne sera relevée que par un de ces miracles que la liberté seule peut produire. Il lui faut une administration à bon marché et l'héroïsme du travail sur un champ débarrassé de toute entrave. Le projet de M. de Embil, en devenant l'idéal des Cubains éclairés, a pris une forme plus précise. Aujourd'hui le système financier qui a pour base un régime douanier très compliqué occupe beaucoup d'employés, et celui en vigueur à Cuba est d'autant plus onéreux que la perception des impôts est ordinairement affermée à des Espagnols. Dans l'hypothèse d'une franchise commerciale complète et du remplacement des impôts par une taxe unique perçue par la banque cubaine sur les planteurs en comptes courans avec elle, les frais de l'administration financière seraient considérablement réduits : première économie. Supposons maintenant la petite république ayant les moyens de se montrer bienveillante jusqu'à la générosité pour ses affranchis, — reconnaissant la liberté des cultes, la plus large liberté civile, la liberté de presse et de réunion, devenant hospitalière à tout le monde, ne demandant qu'à vivre en paix avec ses voisins : ne pourrait-elle pas se borner pour toute armée à une milice citoyenne et réaliser une seconde série d'économies sur son budget militaire? D'un autre côté, une simple taxe de 2 piastres par caisse de sucre payée par le planteur (1) et quelques autres cotisations analogues, les rentes provenant des domaines affermés, le bénéfice de la loterie, qu'il faudrait conserver pendant quelque temps encore, produiraient des ressources suffisantes pour le nouvel ordre de choses. Malgré le soulagement d'un budget réduit de moitié, il y aurait sans doute pour les citoyens de dures épreuves à traverser. On ne peut prévoir à quel degré tomberait la production pendant la première période où il s'agirait de réparer le matériel dévasté et d'accoutumer les travailleurs à la nouvelle discipline. Il faut faire une part à l'inconnu; il est permis de compter sur le bon exemple que donnent déjà plus de 200,000 mulâtres ou noirs affranchis pour abréger l'apprentissage du travail libre; puis sait-on ce que peuvent produire, comme prospérité commerciale, la suppression de toutes les entraves, le libre épanouissement de toutes les activités dans un pays d'une richesse incomparable, placé entre les deux Amériques comme pour servir de marché et de rendez-vous aux trafiquans du Nouveau-Monde?

Ceci n'est point le rêve d'un utopiste. La rupture des liens qui

(1) Soit environ 10 francs pour 200 kilogrammes.

enchaînent les anciennes colonies à leur métropole, l'autonomie des possessions d'outre-mer, telle est la tendance imprimée par la transformation sociale de l'Europe. L'union de l'Angleterre avec ses colonies n'est plus que nominale. La France vient de faire un pas décisif dans cette voie. Aux termes de deux décrets impériaux de date récente, nos colonies des Antilles et du Pacifique peuvent acheter ou vendre en France et à l'étranger, recevoir ou expédier des marchandises de toute espèce et de toute origine, sans distinction aucune de pavillon. On ne manquera pas de dire : Pourquoi n'applique-t-on pas aux Antilles espagnoles un système analogue? Au lieu de réclamer pour Cuba l'indépendance complète, est-ce qu'on ne pourrait pas, en lui assurant une liberté effective, laisser à la fière Espagne l'illusion qu'elle domine encore au-delà des mers? Cela soulèverait de grandes difficultés. La vitalité commerciale de Cuba est exceptionnelle; son marché naturel et indispensable est l'Amérique du Nord. Les États-Unis lui prennent 62 pour 100 de sa production principale, le sucre, — l'Angleterre 22 pour 100, et l'Espagne 3 pour 100 seulement! Son existence dépend donc, non pas de sa métropole, mais des besoins et des convenances de la riche voisine qui la fait vivre. Il y a là une force d'attraction assez puissante pour briser les liens purement politiques par lesquels l'Espagne retient encore sa colonie.

Constatons en passant les dispositions de l'opinion publique aux États-Unis en ce qui concerne les affaires cubaines. Pour mesurer la portée des impulsions populaires, il faut voir si elles proviennent d'un sentiment répandu dans le public à l'état flottant ou d'un intérêt positif et personnifié. Les sentimens se modifient selon les circonstances; les intérêts seuls sont vivaces, subtils et entreprenans. Il y a dix ans, quand l'antagonisme était flagrant entre les républicains du nord et les sudistes, l'annexion de Cuba était pour ceux-ci une condition d'existence. La prépondérance des partis aux États-Unis dépendant surtout du nombre des voix qu'il possèdent au sénat et dans la cour suprême de justice (1), la politique des esclavagistes n'était qu'un effort incessant pour augmenter le nombre des états à esclaves. Les scènes qui ont ensanglanté le Kansas et le Nebraska ne sont pas oubliées. On se rappelle aussi la fameuse conférence d'Ostende, où trois diplomates du sud, dont l'un allait devenir président, déclaraient que l'acquisition de Cuba, soit par l'argent, soit par la force, était légitime et urgente. On aurait même trouvé parmi les abolitionistes du nord des théoriciens conseillant la con-

(1) Les élections pour le sénat sont faites aux États-Unis, non par voix de citoyens, mais à raison de deux membres par état, et la nomination des membres de la cour suprême de justice, qui a le dernier mot dans les grandes décisions, dépend principalement du sénat.

quête de Cuba, comme le seul moyen de mettre fin à la traite des nègres. Aujourd'hui ces divers mobiles n'ont plus de raison d'être. Il ne reste plus parmi les populations démocratiques et protestantes de l'Amérique du Nord que l'ennui d'avoir pour voisins l'absolutisme et le papisme espagnol; il y a en outre une vive sympathie pour de braves gens qui veulent affranchir une terre américaine, sentimens qui se combinent avec une vague réminiscence de la doctrine de Monroë.

On a vu à plusieurs reprises depuis un an les autorités américaines faire obstacle au recrutement pour Cuba, séquestrer les vaisseaux chargés d'armes et faire condamner par les tribunaux les expéditeurs. On a dit que le gouvernement de Washington en agissait ainsi pour éviter de fournir un argument à l'Angleterre dans le procès qu'il soutient contre elle au sujet de l'*Alabama*, qu'après avoir reconnu les Cubains comme belligérans on ne pourrait plus faire un crime aux Anglais d'avoir donné le même titre aux sécessionnistes. Ces motifs passagers sont accessoires. — Sage et prévoyant comme il est, le gouvernement du général Grant est sans doute beaucoup plus touché par des considérations d'avenir. C'est déjà bien assez de trois ou quatre millions de noirs affranchis que l'on compte actuellement dans l'Union à titre de citoyens, et peut-être ne serait-il pas prudent d'y ajouter le million d'Africains, esclaves ou libres, que renferment Cuba et Porto-Rico. On ne paraît pas non plus disposé à fortifier les papistes irlandais par une population de race latine et de religion catholique. Au point de vue spécial du commerce, si la liberté absolue des échanges était en vigueur à Cuba, les avantages seraient à peu près les mêmes pour les États-Unis que ceux d'une complète assimilation. Il y a donc lieu de croire que le général Grant et son gouvernement désirent moins l'acquisition dont il s'agit qu'ils ne la craignent, et que, si la mainmise sur les Antilles espagnoles a jamais lieu, c'est qu'elle aura été commandée par un sentiment d'humanité, comme la seule manière de couper court aux horribles scènes dont Cuba est le théâtre. Qu'on se représente dans les eaux européennes une grande île appartenant aux Américains, et qui serait mise par eux à feu et à sang. Est-ce que la conscience des peuples européens ne serait pas soulevée, est-ce qu'il ne surgirait point parmi nous une force d'opinion qui commanderait aux gouvernemens de pourvoir au salut des victimes, de faire contre les *Yankees* ce qu'on a fait autrefois contre les Turcs au profit de la Grèce? Voilà le sentiment honorable qui domine aux États-Unis, et qui peut forcer le général Grant à prendre parti contre l'Espagne, si le martyre des Cubains se prolonge.

Transportons-nous en Espagne pour y surprendre, s'il est pos-

sible, les dispositions vraies de l'esprit public. Les traditions de l'ancien système colonial sont entrées profondément dans les mœurs espagnoles : elles ont créé dans une large partie de la population des instincts égoïstes, des habitudes d'exploitation tellement invétérées qu'on les honore comme le droit. L'île de Cuba a été longtemps, elle est peut-être encore l'Eldorado des militaires rêvant un avancement rapide, des employés au tour de main facile; comment parler raison et justice à tout ce monde-là? Sur le terrain commercial, la résistance a des causes plus sérieuses. L'agriculture et l'industrie de la métropole se sont constituées dès l'origine en vue des marchés coloniaux dont elles avaient le monopole ; elles ne se sont pas accoutumées aux luttes de la concurrence, elles n'ont pas pris assez de force pour se passer des droits protecteurs. Montrer en perspective un régime sous lequel les fermiers de la Castille ou les manufacturiers de la Catalogne perdraient le pouvoir d'imposer aux Cubains leurs produits, bons ou mauvais, c'est les provoquer à l'exaspération. Ceux qui ont un intérêt direct à la conservation de Cuba, et ils sont nombreux, invoquent avec fracas l'orgueil patriotique. Céder à des rebelles, abandonner le dernier fleuron de la glorieuse couronne, ce serait une honte, on descendrait au dernier rang des nations. La note chevaleresque a du retentissement en Espagne; on n'ose pas y faire dissonance, et il en résulte une apparence d'unanimité. On a lieu de croire néanmoins que, parmi les hommes éclairés et désintéressés de la péninsule, il y en a peu qui croient à la possibilité de conserver Cuba et Porto-Rico. Ce n'est pas d'aujourd'hui que cette idée s'est fait jour; elle existait, avec discrétion, il est vrai, bien avant l'insurrection cubaine, parmi les économistes et les partisans d'une politique avancée. Depuis la révolution de septembre, on a risqué de dire à la tribune et dans les journaux qu'il faut en finir avec une guerre inique et désastreuse, que l'heure est venue d'entrer en arrangement pour la cession des Antilles.

A cette déplorable situation, il n'y a que deux issues praticables : ou l'Espagne s'obstinera dans la lutte, ou bien elle se démettra volontairement de sa souveraineté, en acceptant les compensations honorables qui lui seront offertes. Examinons la première hypothèse. L'Espagne, quoique blessée, est encore vigoureuse; un effort énergique, des sacrifices démesurés, ne nous étonneraient pas de sa part. Il se pourrait peut-être qu'elle réussît à écraser ses adversaires. A quoi aboutirait-on par là? Immédiatement l'opinion publique indignée, se soulevant dans les deux Amériques, forcerait le gouvernement des États-Unis, malgré sa réserve, à prendre possession de Cuba; la situation des Espagnols répandus dans tous les

pays sud-américains deviendrait dangereuse, intolérable. A l'intérieur, par l'énormité d'une dépense inutile, l'Espagne aurait porté le dernier coup à ses finances; à l'extérieur, elle se serait fermé tous les marchés du Nouveau-Monde, où elle n'aurait plus que des ennemis.

Arrêtons-nous de préférence à l'autre hypothèse, celle d'une cession volontaire de Cuba et de Porto-Rico moyennant une compensation pécuniaire. Il ne s'agirait pas d'une vente, dont l'idée est répugnante autant pour le peuple qui vend que pour celui qui se rachète : ce serait la liquidation d'une ancienne solidarité, une juste participation dans les dépenses civilisatrices des siècles antérieurs. Une somme dont il ne convient pas encore d'indiquer le chiffre serait donc livrée par les Cubains au moyen d'une combinaison d'annuités. Quel devrait être l'emploi de cette somme? L'industrie espagnole est particulièrement menacée par la séparation des colonies : c'est elle qu'il faudrait secourir. Que l'indemnité tout entière soit consacrée à la transition du régime protecteur au commerce libre; qu'on vienne en aide aux manufacturiers en leur accordant, non pas des subventions, mais des primes d'exportation décroissantes pendant cinq ans, temps nécessaire pour la transformation de leur outillage; que l'on consacre de fortes sommes à la création des voies utiles au commerce, à l'éducation populaire, qui augmentent les forces productives. Si les hommes d'état qui vont présider aux destinées de l'Espagne avaient la sagesse et la fermeté de résister aux dépenses stériles, s'ils employaient l'indemnité cubaine comme il vient d'être dit, ils calmeraient les esprits inquiets et irrités. L'essor de l'industrie relèverait le crédit public. On verrait une activité saine remplacer la poursuite des sinécures et des priviléges; la réconciliation définitive dans les pays hispano-américains, y compris Cuba, ouvrirait largement à l'Espagne les marchés du Nouveau-Monde. En agissant ainsi, une crise qui menace d'être mortelle fournirait au contraire des élémens de régénération.

L'obstacle à cette combinaison, c'est la répugnance qu'ont les Cubains à faire les fonds d'une indemnité pour l'Espagne. Pourquoi paieraient-ils rançon à la mère-patrie? C'est elle, disent-ils, qui est leur débitrice pour les avoir trop longtemps exploités. Et d'ailleurs ils se croient sûrs du triomphe définitif, sinon par eux-mêmes, au moins par l'intervention des États-Unis. A notre avis, les Cubains ne sont pas aussi dégagés qu'ils le supposent de toute solidarité avec le passé. M. Chase, qui était ministre des finances à Washington pendant la guerre de la sécession et qui est aujourd'hui président de la cour suprême, écrivait en 1863 ces admirables paroles dans une lettre que nous pouvons citer sans indiscrétion : — « Nous

avons beaucoup souffert par la guerre et nous souffrirons beaucoup plus encore; c'est une juste punition pour notre complicité trop longue dans le crime de l'esclavage. » Il faut le dire aux Cubains, ils ont le même crime à expier. Pendant que leurs fortunes se faisaient par l'esclavage, ce système odieux, soutenu selon les idées du temps par la mère-patrie, lui imposait des charges dont on serait étonné, si on en faisait le compte, et dont elle porte encore le poids. Les sommes à payer par les créoles pourraient bien passer pour une restitution. Quel que soit le sacrifice à faire par les Cubains, il serait faible comparativement à ceux que leur infligerait la continuation de l'état de guerre. Où en viendront-ils d'ailleurs, si une pacification sincère ne leur rend pas leur autonomie? Ils seront délivrés, mais absorbés par l'Amérique du Nord, et certes ce n'est pas là ce qu'ils ont de mieux à désirer. Leur véritable destinée est de se développer à l'état de république indépendante, de redevenir riches et puissans par le travail libre, et de fonder, conjointement avec le Chili, la confédération des états-unis de l'Amérique du Sud.

Au moment où nous écrivons, les Cubains et les Espagnols semblent plus irréconciliables que jamais. Qui leur fera entendre raison? Il n'y a que les gouvernemens européens qui puissent l'essayer en agissant de chaque côté par la persuasion, par l'évidence des sages conseils. Assurément l'Europe est intéressée dans une certaine mesure à cette pacification. Cuba, devenue port franc, rapidement enrichie par une production et un commerce sans entraves, ayant des besoins de toute nature à satisfaire, deviendrait un marché de premier ordre pour la France, l'Angleterre, l'Allemagne; mais les sentimens d'humanité doivent parler plus haut encore que l'intérêt. Une guerre d'extermination dure depuis près d'un an, on doit tout tenter pour y mettre fin. Il n'y a pas de temps à perdre. Le congrès des États-Unis s'assemblera dans les premiers jours de décembre, c'est une échéance impatiemment attendue par les Cubains : un parti bruyant et entreprenant déclare que le général Grant sera mis en demeure de prendre une détermination. Si les diplomaties européennes, par négligence ou par dédain, ne se décident pas à intervenir, elles auront peut-être à se reprocher d'avoir fait cadeau de la perle des Antilles aux États-Unis.

André Cochut.

EXPLORATION

DU MÉKONG

IV.

LE ROYAUME DE LUANG-PRABAN.

Lorsque j'entrepris, vers le milieu de l'année 1866, le long voyage qui devait me conduire des limites actuelles du royaume de Cambodge, sur le Mékong, au port chinois de Shangaï, non loin des embouchures du Fleuve-Bleu, un concert de prophéties sinistres dominait le bruit des adieux. Elles me laissèrent tout mon sang-froid, bien qu'elles rendissent plus manifestes qu'ils ne l'étaient déjà pour moi les périls qu'un climat réputé mortel ferait courir aux membres de l'expédition. Au Laos, toutes les maladies, même les plus funestes, m'auraient trouvé préparé et comme résigné d'avance; mais, une fois de retour en France, je croyais pouvoir en pleine sécurité défier la fortune en recherchant les jouissances de la vie civilisée avec l'ardeur d'un affamé qui se verrait, par un coup de baguette, transporté d'un îlot stérile de l'océan dans la salle d'un banquet. Mes prévisions ont deux fois été trompées. Si pendant la durée du voyage j'ai souffert comme tous mes compagnons, la fièvre ne m'a jamais affaibli au point de m'empêcher de les suivre. A peine avais-je au contraire touché les rivages de la patrie que plusieurs avertissemens successifs vinrent m'apprendre que ma santé était profondément atteinte. J'avais conservé pendant deux années assez

de force pour cheminer dans des régions tour à tour inondées par des pluies torrentielles ou brûlées par les feux d'un soleil tropical, j'avais ensuite traversé des pays plus tempérés ou marché impunément dans la neige; mais quand, assis au foyer domestique, je voulus essayer de réunir mes notes et d'interroger ma mémoire, je me sentis terrassé par un mal inconnu. On eût dit que les miasmes pestilentiels qui m'avaient épargné dans les marais fangeux du Laos s'élevaient tout à coup d'un amas de souvenirs imprudemment remués, et qu'ils réclamaient leur victime. J'ai donc été contraint de suspendre mon travail. Avant de le continuer aujourd'hui, je devais aux lecteurs de la *Revue* l'explication de cette interruption subite. Avoir été tenu pour mort, c'est assurément là une légitime excuse.

On risquerait fort de se tromper si l'on voulait toujours mesurer le degré de civilisation d'un peuple au développement qu'a pu prendre chez lui l'art architectural. Parmi les monumens qui s'élèvent en Europe, les plus dignes d'admiration remontent à des époques que beaucoup d'écrivains appellent aujourd'hui barbares, et les générations du moyen âge, arrivées à l'enthousiasme par la foi, et par l'enthousiasme au génie, ont laissé pour témoins de leur passage en ce monde ces fières cathédrales qu'on imite toujours sans pouvoir les égaler. Il ne saurait être interdit cependant au voyageur qui cherche à reconstituer l'histoire des nations disparues d'interroger les ruines enfouies dans les sables du désert ou sous les alluvions des forêts. Ces ruines, à défaut d'annales écrites et même de traditions, deviennent souvent une source abondante de renseignemens précieux. C'est ainsi qu'en explorant les débris de Vien-Chan, l'ancienne métropole laotienne, nous avons retrouvé les traits caractéristiques du gouvernement qui avait eu son siége dans cette ville écroulée. Des temples et un palais, voilà ce qu'on pourrait appeler les colonnes symboliques de cet étrange édifice social; j'ajoute que ces pagodes et cette demeure royale étaient sans véritable grandeur. Tandis que les vieux Cambodgiens allaient chercher à près de 10 lieues de leur capitale les blocs énormes qu'ils savaient superposer et sculpter avec un art infini, les Laotiens élevaient des murs en briques mal jointes, tapissées de chaux, recouvertes de peintures grossières, incapables d'opposer une longue résistance à l'humidité du climat. Ceux-ci semblent avoir douté de l'avenir, ceux-là paraissent au contraire avoir compté pour la puissance de leur patrie sur des siècles de durée. Le Cambodge en effet a été, selon toute apparence, la première nation solidement constituée en Indo-Chine; il y a joué longtemps un rôle prépondérant, et son nom, souvent cité dans les livres sacrés, est encore l'objet de la vénération des bouddhistes jusque dans les contrées les

plus éloignées de ses frontières. Je n'ai pas à revenir sur ce sujet, que j'ai déjà abordé dans la *Revue* (1); mais avant de quitter Vien-Chan, le centre politique le plus important de l'ancien Laos indépendant, nous avons dû nous demander quelle peut être l'origine de ce peuple laotien, dont l'établissement dans la vallée du Mékong semble être relativement récent. De quel point de l'horizon sont venus ces envahisseurs, obligés parfois de lutter encore contre des tribus sauvages refoulées, mais non détruites? La ressemblance que j'ai signalée entre la langue laotienne et la langue siamoise, ressemblance qu'il est impossible d'attribuer à la conquête, permet d'inférer que ces deux races sont deux rameaux détachés d'un tronc unique; mais où cet arbre avait-il pris racine, quelle contrée faut-il assigner pour berceau à ces hommes qui, après avoir expulsé les premiers occupans des vallées du Ménam et du Mékong, finirent par s'égorger entre eux dans des luttes fratricides? L'ignorance des Laotiens, l'oubli presque complet de toutes leurs traditions, enfin les nécessités de notre voyage, dont le but était surtout géographique, rendaient impossible l'élucidation de ce problème, et c'est par de pures hypothèses qu'il nous est possible de répondre à ces questions. La plus vraisemblable, la seule qui puisse, à ma connaissance, s'étayer sur des indications vagues d'ailleurs recueillies de la bouche des indigènes, fait descendre leurs ancêtres du royaume de Xieng-Maï, aujourd'hui tributaire de Bangkok. Avant de s'établir sur ce point et d'y fonder un état, sont-ils sortis du Thibet en suivant la vallée de l'un des grands fleuves qui coulent entre le Brahmapoutre et le Yang-tse-Kiang? sont-ils venus du côté de l'occident, ou bien sont-ils le produit de deux races différentes qui se seraient primitivement rencontrées, alliées et confondues? Il ne serait pas prudent d'émettre une affirmation sur ce point. C'est de l'étude plus complète et de la comparaison des langues que jailliront un jour quelques étincelles au sein de cette nuit profonde. Personne parmi nous n'était en mesure de se livrer sur ce point à un travail sérieux; mieux vaut donc se taire, au risque de passer pour incomplet, que de s'exposer à égarer les investigations des hommes spéciaux par un étalage d'érudition factice et de science improvisée. L'Indo-Chine est d'ailleurs le champ le plus fécond que puissent exploiter jamais les savans qui se sont donné pour tâche de retrouver les sources perdues de ce grand fleuve dont les flots sont des nations, et de dresser en quelque sorte la généalogie de l'humanité. Comme ces baies profondes creusées sur nos côtes où des courans opposés se heurtent en provoquant une agitation violente et continue, cette partie du monde semble avoir été le point de rencontre de peuplades d'origine diverse que

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1869.

des guerres perpétuelles ont mises en contact sans les avoir absolument mélangées. Ces luttes acharnées qui sont devenues parfois en Europe de puissans agens de civilisation n'ont servi dans ces tristes pays qu'à rendre les passions plus fortes et les haines plus vivaces; aucun germe fécond n'a grandi sur cette terre arrosée de tant de sang.

Les Birmans et les Siamois étaient des voisins irréconciliables aussi bien que les Annamites et les Cambodgiens. Entre ces nations rivales juxtaposées par les hasards de l'émigration, une longue paix était impossible, et l'intervention des Européens, maudite d'abord par un instinct patriotique enraciné même au cœur des sauvages, ne peut manquer d'être un jour appréciée comme un bienfait par les populations auxquelles elle assure enfin le repos et la stabilité. Il importe de faire observer toutefois que, si certaines races ne pouvaient coexister par suite d'incompatibilités en quelque sorte organiques, d'autres au contraire, séparées seulement par l'effet d'ambitions princières, seraient probablement arrivées à se mêler et à se fondre. Entre les Annamites, avec leur langue bizarrement accentuée, les caractères idéographiques de leur écriture, leur civilisation exclusivement chinoise, et les Cambodgiens, qui n'en différaient pas moins par l'idiome que par le génie, il existait un abîme. Si ces derniers n'avaient été fort à propos placés sous le protectorat de la France, ils seraient maintenant englobés comme la plus grande partie des Laotiens dans la monarchie siamoise, vers laquelle, il faut le reconnaître, les attiraient de nombreuses affinités. Les lois, les mœurs et les croyances paraissent être les mêmes dans ces trois pays façonnés par une civilisation uniforme. D'ailleurs, avec le système de gouvernement qui prévaut généralement en Orient, on peut douter qu'il soit plus avantageux pour des sujets de former des royaumes séparés et indépendans que de relever d'un empire centralisé; peut-être même est-il plus dangereux d'avoir affaire à un roi qu'à un simple préfet. Quoi qu'il en soit, les Laotiens, à qui les ruines de leur capitale rappellent les plus sombres pages de leur histoire contemporaine, ont perdu, et probablement pour toujours, toute velléité d'insurrection. Nous savions qu'il n'en était pas ainsi dans la partie de ce vaste pays qu'il nous restait à visiter; nous espérions retrouver dans le Laos septentrional des signes d'indépendance et des traces de vitalité. Le spectacle de la déchéance irrémédiable et générale qui frappait les hommes au milieu desquels nous étions contraints de vivre commençait à nous attrister; nous avions hâte d'arriver à Luang-Praban, le premier royaume de la vallée du Mékong qui puisse être considéré comme un simple tributaire de Siam et non plus comme une province faisant partie intégrante de cette ambitieuse monarchie.

Nous quittâmes Vien-Chan le 5 avril 1867 dans l'après-midi. A partir de ce point, l'aspect du pays se transforme. Le fleuve s'encaisse entre des collines qui deviennent bientôt des montagnes, et poussent jusque dans les eaux comme des racines rugueuses de rochers. Le lit étroit du Mékong semble littéralement encombré; malgré les petites dimensions et l'extrême légèreté de nos barques, nous devons nous arrêter pour prendre des guides capables de nous diriger à travers les écueils. Bientôt le courant devient si fort, les masses de rochers abruptes sont si difficiles à tourner, qu'il faut abandonner gaffes et pagaies pour s'atteler à d'énormes cordes de rotin. Des Laotiens, montés sur des blocs de grès rongés par l'eau, s'accrochent d'une main aux anfractuosités de ces roches déchiquetées, et de l'autre tirent vigoureusement les barques à eux en poussant des cris sauvages. Avec leurs câbles, leurs longues perches ferrées, on les prendrait pour ces pillards de mer qui au xve siècle vivaient grassement en Bretagne du produit des naufrages. Quand il s'agit de doubler une pointe autour de laquelle l'eau bouillonne ou de rejoindre l'autre rive au milieu des tourbillons, le patron de nos pirogues ne manque pas d'adresser au ciel des supplications retentissantes.

Pendant plusieurs jours de navigation, les rives du Mékong sont à peu près désertes. C'est à peine si de loin en loin quelques cases, construites en moins de temps qu'il n'en faudrait pour dresser des tentes, viennent rappeler qu'il existe des hommes dans ces forêts. Les habitans de ces fragiles demeures doivent au difficile accès de leur séjour d'échapper le plus souvent aux corvées. Aussi ne consentaient-ils pas sans peine à prêter main forte à notre équipage épuisé de fatigue. C'est sur l'intérêt de notre propre sûreté qu'ils s'efforçaient ordinairement de fonder leur refus, le fleuve étant, disaient-ils, à ce moment de l'année, considéré comme impraticable. Nous étions parfois obligés de reconnaître que ces braves gens n'avaient pas absolument tort. Les rochers se multipliant et les eaux se précipitant avec fureur contre les obstacles, il devint même bientôt évident que nous ne pouvions sans péril avancer davantage. Nous déchargeâmes donc nos barques, et, avisant des négocians qui passaient fort à propos, le petit mandarin chargé de nous conduire les força de déposer leurs marchandises sur le sable et de se charger de nos propres bagages. Ils se virent contraints de faire ainsi plusieurs kilomètres, et quand nous voulûmes payer leurs services, ils ne pouvaient s'expliquer cette libéralité, trop accoutumés à la violence pour attendre quelque chose de la justice.

Nous étions en avril, c'est-à-dire au moment où les eaux sont le plus basses; le Mékong ne formait plus que deux ruisseaux torrentueux d'une immense profondeur. La partie de son lit qu'il laissait

à sec offrait alors un spectacle curieux. La plupart des roches dont il est hérissé sont vivement colorées. Parfois on s'imagine marcher entre des murailles de marbre poli. Un petit torrent coulant sur un fond bleu et blanc formait une délicieuse mosaïque naturelle qui semblait faite de lapis et d'albâtre. Nous campâmes enfin sur le sable dans des huttes improvisées. Du haut du rocher où flottaient les couleurs nationales, nous avions à nos pieds l'un des plus puissans fleuves de l'Asie réduit à deux bras moins larges que ceux de la Seine autour de l'île Saint-Louis; mais quand on jetait la sonde, elle se perdait dans un gouffre. Nos cabanes de feuillage occupaient le centre d'une immense arène entourée de collines en amphithéâtre. Les animaux sauvages s'appelaient et se répondaient autour de nous; nous entendions le cri rauque des cerfs et aussi, vers le soir, la note plus aiguë du tigre, invisible ennemi contre les attaques nocturnes duquel les Laotiens se protégeaient en élevant sur la lisière de la forêt une petite chapelle à Bouddah. Ils tiennent à la vie, ces pauvres êtres qui, s'il fallait en croire certains commentateurs, aspireraient au néant, terme suprême de la seule félicité promise par leurs croyances; ils y tiennent comme les plus misérables de nos paysans, et, comme ceux-ci, quand ils la croient exposée, ils s'efforcent de la défendre par un acte de foi, une prière fervente.

Si les barques les plus légères s'arrêtent en remontant le fleuve à certains points dangereux, il n'en est pas ainsi lorsqu'il s'agit de le descendre. Alors un pilote exercé s'abandonne au courant, et dirige d'un coup hardi de sa pagaie son esquif emporté avec une rapidité vertigineuse. De grands radeaux couverts, dont quelques-uns ont 20 mètres de longueur, se livrent même à cette périlleuse navigation; bien qu'ils aient à peine assez de place pour tourner dans des coudes brusques où le fleuve n'a pas 40 mètres de large, les naufrages sont rares. J'ai visité un de ces vaisseaux marchands chargé d'ivoire et de balles de coton. Cette dernière plante est cultivée dans toute la région que nous traversons sur une échelle assez grande malgré la rareté des villages.

Les influences débilitantes du climat avaient notablement amorti notre ardeur pour la chasse, et notre cuisine en souffrait. Nous demeurions le moins longtemps possible campés loin des villages, pour échapper au supplice d'entendre, avec l'estomac vide, bramer un hypothétique rôti dans les fourrés d'alentour. Le chef-lieu de province le plus voisin de nous était Sien-Kan, où nous nous rendîmes à pied, marchant tout le jour sur le sable brûlant sans un abri possible contre l'ardeur du soleil. Il faisait une chaleur telle que les indigènes eux-mêmes ne passaient pas auprès d'une flaque d'eau sans y plonger la tête. Dans ces circonstances, les oreilles me tintaient, je regardais sans voir, et je perdais entièrement conscience

de moi-même; mes jambes allaient comme une mécanique montée et sans recevoir assurément l'impulsion du cerveau. Le sentier s'enfonça enfin dans une forêt de bambous; mais notre guide s'obstinait à marcher derrière nous, et si nous arrivâmes à Sien-Kan, ce fut grâce au fleuve, dont le mugissement lointain dirigeait notre marche.

Sien-Kan, appelé aussi Muong-Maï, Muong-Neuf, par opposition à Muong-Cao, Muong-Vieux, est un chef-lieu de district dépourvu d'originalité comme d'importance. Malgré l'absence du gouverneur, alors en visite chez l'un de ses confrères des bords du Ménam, nous fûmes bien reçus. On nous attendait, et notre habitation, préparée d'avance, était construite sur le modèle de celles que nous avions antérieurement occupées. Le voyage perdait tous les jours à mes yeux quelque chose des charmes dont mon imagination s'était plu à l'entourer. L'illusion n'était plus possible; tant que nous serions en pays siamois, il n'y avait pas la plus légère aventure à espérer. On aurait eu de meilleurs chances sous ce rapport en traversant les Abruzzes.

A Sien-Kan, une vive émotion nous était cependant réservée. Quelques marchands ambulans s'arrêtèrent auprès de notre établissement. Dans ces contrées, où sont ignorées la grande et la petite presse, les négocians sont des chroniques vivantes; ils causent tout en vendant, et approvisionnent leurs pratiques de commérages et de cotonnades. Bientôt la plus étonnante, la plus accablante des nouvelles s'échappe de leur boutique et vient nous foudroyer. Les Anglais sont à Luang-Praban, ils arrivent du royaume de Xieng-Maï, et forment une colonne d'explorateurs composée de plusieurs officiers et d'une nombreuse escorte. Un général qui voit ses combinaisons détruites et la perte d'une bataille assurée par une manœuvre de l'ennemi, un artiste qui reconnaît sa propre inspiration dans le tableau d'un rival, ne sont pas plus cruellement frappés au cœur que nous ne l'avons été nous-mêmes par l'annonce d'un événement qui déflorerait notre œuvre, et nous en ravirait tout l'honneur. C'est sous la pénible impression causée par ces rumeurs que nous quittons Sien-Kan, réfléchissant à la triste figure que nous allons faire en présence de nos rivaux, nous partis depuis près d'une année et devancés par eux. Les incommodités matérielles viennent en outre contribuer à rembrunir les fronts. Nous ne pouvons réunir un nombre suffisant de pirogues, et il faut se loger deux par deux dans ces étroites prisons. Un Laotien nous informe en passant que les Anglais ont quitté Luang-Praban, qu'ils descendent rapidement le fleuve, et que nous allons bientôt apercevoir leurs radeaux. Ils ne continuent pas leur voyage au-delà de Luang-Praban, excellente nouvelle! mais ils descendent le Mékong, contre-temps déplorable!

Ils publieront à leur retour le résultat de leurs observations, nos peines seront perdues. Il n'en faut pas moins dissimuler et se préparer à les bien recevoir. Notre basse-cour est égorgée tout entière, un paon rôtit sur un brasier, nous allons renouveler en déjeunant les hypocrites démonstrations de l'alliance cordiale. O nature vierge et sauvage, quelle profanation! Si quelque Alceste avait fui les hommes sur ces rives désertes, il se serait jeté en nous entendant dans un tourbillon du fleuve. Pour moi, qui ne nourris par profession contre l'Angleterre aucune jalousie haineuse, je participais par devoir au dépit général, mais ne pouvais me défendre de sourire intérieurement. Les lunettes sont braquées, un radeau paraît dans le lointain, glissant sur l'eau avec nonchalance; les bons yeux y distinguent parfaitement des Anglais qui nous montrent du doigt; le radeau approche, il accoste. C'est une splendide maison flottante, vérandah sur l'avant et l'arrière, la hauteur est énorme, les proportions sont magnifiques. Quel luxe! quel comfortable! Un Anglais est aperçu faisant sa toilette; moi qui suis myope, je continue de ne rien voir que des Siamois accroupis et fumant leurs cigarettes. Les plus mécontens composent leur visage et attendent en plein soleil. Personne ne se montre cependant, si ce n'est un officier... du roi de Siam. Il annonce que les Anglais le suivent de près, qu'ils sont au nombre de trois et font de la géographie. Les sourires se changent en grimaces. Un second radeau à l'horizon, nouvelle anxiété! Aux vues perçantes, le pavillon français se montre nettement sur le toit du navire. C'est de la courtoisie; mais la courtoisie est facile quand on triomphe. O surprise! les couleurs françaises sont les couleurs hollandaises, identiques aux nôtres, comme on sait, sauf le sens dans lequel elles sont portées; le radeau tient le milieu du fleuve, passe franchement devant nous, aucun Européen ne répond à nos signaux. Il y a là évidemment une ruse infernale compliquée d'une insolence toute britannique. Au désappointement succède chez nous une colère concentrée. Au moment où le radeau allait disparaître dans un coude du fleuve, il rejoint la rive et s'arrête. Une carte nous est apportée de la part de M. X..., *land surveyor and architect of Her Siamese Majesty's government*. M. de Lagrée envoie son second, qui trouve, au lieu d'Anglais, un Batave au service de Siam flanqué de deux domestiques mulâtres. Le pauvre diable paraissait préoccupé surtout de fuir la saison des pluies, qui, selon lui, n'épargne pas les Européens dans ces parages. Il manifesta son étonnement de voir que nous nous disposions à la braver. Les renseignemens qu'il avait, chemin faisant, recueillis sur notre compte nous vengeaient de l'ennui que nous avaient causé à son sujet les rumeurs populaires. Appliquant aux deux expéditions la même mesure, la renom-

mée avait des deux côtés fait preuve d'une exagération impartiale. Si elle avait vu dans un seul personnage piteux plusieurs officiers anglais et dans deux négrillons une nombreuse escorte, ses cent bouches annonçaient que nous étions soixante au lieu de six, et que les Annamites de notre suite formaient une véritable armée. L'agent siamois avait été très effrayé de ces bruits, et tremblait de nous rencontrer, je ne sais trop pourquoi. De là la résolution de mettre à profit le courant du fleuve pour brûler notre campement, résolution qui n'avait pas tenu devant les apparences pacifiques de notre petite caravane. Il ne nous restait plus qu'à rire en nous rappelant la fable des bâtons flottans.

Le roi de Siam, dont notre voyage a probablement attiré l'attention sur ces contrées, a voulu connaître exactement son royaume. Il a donc, pour satisfaire cette curiosité légitime, expédié un Européen muni de chronomètres, d'un cercle, d'une boussole, et chargé de faire la topographie des provinces riveraines du Ménam et du Mékong. Cet industriel, qui voyage comme un mandarin, touche 1,000 francs par mois pour ses travaux. Il a quitté les bords du Ménam à Utharadit, par 17 degrés de latitude nord environ, et est remonté par voie de terre jusqu'à 20 lieues au-delà de Luang-Praban. Il ne s'est arrêté, nous a-t-il dit, que par égard pour le fonctionnaire siamois qui l'accompagne, lequel risquait d'avoir la tête tranchée sur les limites d'une province qui a réussi à secouer le joug de Bangkok. Ces derniers renseignemens me causèrent une intime satisfaction; ils m'arrachèrent à la torpeur où chaque jour je m'enfonçais davantage. Après de longs mois passés dans la sécurité la plus complète, sans autres incidens que nos haltes quotidiennes, sans aucun de ces périls qui enflamment l'imagination, — les maladies abattent au lieu d'exalter les courages,— j'entrevoyais avec joie dans un avenir prochain, mais encore obscur, une existence différente. Ce passeport libellé à la chancellerie de Bangkok qui nous avait ouvert toutes les portes, qui nous avait tout rendu si facile, serait bientôt inutile ou dangereux. Nous allions voir enfin des pays où l'on décapite les Siamois. Dussé-je me faire accuser d'ingratitude, j'avouerai que j'étais charmé par cette perspective. Déjà, il est vrai, l'aspect de la nature s'était profondément modifié, mais par des transitions très ménagées. La vapeur, en nous habituant aux rapides changemens à vue, nous a rendus impatiens de ces transformations lentes qui, s'opérant d'une manière insensible, sont préparées et comme pressenties. Telle montagne qui nous aurait ravis d'admiration, si nos yeux s'étaient brusquement portés sur elle, nous laissait presque froids, parce qu'elle n'apparaissait qu'après une série de collines.

Les habitans n'étaient pas faits pour nous distraire, et j'éprou-

vais bien souvent qu'au Laos comme en Europe l'ennui est fils de l'uniformité. Depuis Vien-Chan cependant, nous ressentions quelque orgueil de parcourir une zone vierge avant nous de toute exploration; l'ambassade hollandaise envoyée au XVIIe siècle vers le roi de Laos n'avait pas dépassé en effet la capitale où résidait ce souverain. Le fleuve seul continuait de nous intéresser par ses caprices. L'aspect varié de son lit, la couleur de ses eaux ici impétueuses, troublées et couronnées d'écume, là tranquilles et presque transparentes, les sinuosités qu'il décrit pour tourner les obstacles, l'effort qu'il fait pour les renverser, tout était dans ce spectacle imprévu ou grandiose. A la hauteur du 18e degré, le Mékong forme un coude qui n'était avant notre exploration indiqué sur aucune carte, et ne remonte au nord qu'après être resté durant près de 200 milles incliné vers le couchant. Le village de Paclaï, qui marque la fin de ce coude, est le point le plus rapproché de Bangkok où nous ayons séjourné depuis notre départ de Craché. C'est là que les caravanes venant du haut du fleuve atterrissent pour se rendre dans la capitale du royaume de Siam; c'est là également que les négocians s'embarquent pour se rendre à Luang-Praban ou dans les provinces supérieures. Cette pauvre bourgade prendrait un développement rapide, si le commerce avait quelque activité; mais il n'existe encore qu'à l'état embryonnaire. Chacun se suffit à soi-même, et Paclaï voit passer dans une année plus de fonctionnaires allant à Bangkok, ou en revenant, que de balles de soie ou de coton. M. Mouhot, notre savant compatriote, était venu à Paclaï reconnaître le fleuve avant de continuer un voyage auquel la mort ne tarda point à mettre un terme. Le portrait de ce naturaliste infortuné que nous montrons au chef du village rappelle à celui-ci une cuisante souffrance occasionnée par du vinaigre de toilette donné par le voyageur comme un excellent remède, et dont le trop crédule client s'était frotté les yeux.

Des forêts magnifiques enserrent de fort près le village de Paclaï, des ruisseaux d'eau vive courent sous les grands arbres; les oiseaux, ne se contentent plus, comme dans le Cambodge et dans le Laos inférieur, d'étaler leurs couleurs brillantes; ils deviennent artistes et commencent à chanter. Ils semblent s'associer par leurs concerts aux réjouissances que ramènent chaque année en cette saison les fêtes du printemps. Lorsque vient l'époque de les célébrer, les jeunes filles imprègnent leurs cheveux de plus de graisse de porc et de plus d'huile de ricin; elles se promènent en habits de fête, ayant dans les mains des fleurs aux senteurs violentes, et sur la poitrine une écharpe rouge moins destinée à voiler les seins qu'à faire ressortir la teinte jaune du safran dont elles s'enduisent la peau. Il fallait des manifestations de ce genre pour nous faire souvenir que

nous étions au printemps. C'est qu'en effet, dans ces régions trop aimées du soleil, le renouveau se fait brusquement; on ne s'aperçoit pas de ce long travail de germination qui dans nos climats tempérés fait monter par degrés la séve dans la nature et donne tant de charme au printemps. C'est une sorte de coup de théâtre dont l'homme jouit par les yeux, mais auquel le reste de son être ne participe pas. La terre ailleurs semble avoir conscience de sa transformation : elle secoue son linceul de frimas et fait un effort visible pour sortir du tombeau; ici au contraire elle paraît obéir passivement à des influences secrètes. Ce n'est plus Lazare ressuscité, sortant de l'ombre pour renaître à la lumière et sentant circuler la vie avec un redoublement d'intensité; c'est une odalisque qui se réveille, se tourne mollement vers son miroir et pose des fleurs dans ses cheveux.

En face de Paclaï, le fleuve est paisible et peu large; il est endigué entre deux berges de pierre droites comme celles d'un canal. On pourrait le croire creusé de main d'homme, n'était sa profondeur. Voilà du moins l'impression reçue par le voyageur qui l'observe en avril, au dernier mois de la sécheresse, car l'aspect change totalement avec les saisons. Le lit occupé par le fleuve durant les grandes eaux est bordé de sable blanc et affleure les arbres de la forêt; le lit des eaux basses, à 15 ou 19 mètres au-dessous, sillonne un fond rocheux souvent semé de pierres colossales. A peu de distance du village, nous voyons encore les débris d'un vaste établissement de pêcheurs; on dirait les ruines d'une grande ville en bambous. Sans compter les autres élémens de richesse qu'il répand sur ses rives, le fleuve renferme dans ses eaux limoneuses de nombreuses espèces de poissons qui entrent pour une forte part dans l'alimentation ordinaire des Laotiens. Ceux-ci, indolens et rebelles au travail, préfèrent la pêche à la culture; le soir venu, ils abandonnent avec joie leurs rizières pour visiter les engins posés le matin aux bons endroits, ou bien ils jettent des lignes flottantes que le courant emporte en même temps que leurs nacelles. Nous avons acheté pour un tikal, pièce de monnaie siamoise qui vaut un peu plus de 3 francs, un poisson long de $1^{m},50$ et gros comme un porc engraissé; sa chair avait la couleur et la consistance de celle du bœuf. La prise d'un de ces monstres est une bonne fortune pour une famille. On découpe la bête en lanières, on la fume, et voilà de la nourriture pour longtemps.

Nous quittâmes Paclaï le 19 avril pour nous diriger vers la capitale du royaume de Luang-Praban, dont cette bourgade fait déjà partie. Les collines s'élèvent, se rapprochent, et encaissent le fleuve, dont une bordure de rochers gris et dentelés les sépare. Elles sont couvertes d'une végétation admirable. Les troncs blancs de certains

arbres immenses se détachent sur la verdure comme des colonnes de marbre. Un coude brusque du Mékong le ferme devant nous comme un lac, et dans le fond du tableau se dresse une haute montagne abrupte dont on entrevoit les formes irrégulières derrière un rideau de vapeurs azurées et comme agitées par un frisson. Ce qui jette sur les scènes de cette nature un charme pénétrant, c'est l'intensité de la lumière. De ces régions caractérisées surtout par je ne sais quelle grandeur monotone, le souvenir n'emporte que quelques paysages inondés de clartés, un coin de forêt, une cime de montagnes. Lorsqu'on est replongé plus tard dans les brumes des régions septentrionales, il suffit de fermer les yeux pour retrouver les éblouissemens et les perspectives lumineuses, tant le soleil des tropiques nous imprègne de ses rayons. Tout ce monde extérieur si peu varié, si calme, si plein de transparence et de grandeur, influait sur moi à mon insu. J'abusais de ces jouissances faciles qui émoussent les facultés; la sensation tuait en moi la réflexion, je me sentais sur la pente qui mène les âmes d'élite à l'état contemplatif, et qui conduit les autres jusqu'aux limites de l'idiotisme. Je ne sais pas bien vers laquelle de ces deux issues m'auraient poussé ces dispositions fatales, si elles s'étaient prolongées : aussi suis-je très reconnaissant aujourd'hui aux Laotiens de ma pirogue, qui n'ont jamais tardé beaucoup à me rappeler à la réalité. Ils avaient l'habitude d'entasser devant moi leurs inévitables sacs, barrière trop odorante entre mon regard et le paysage. Ces sacs contiennent un langouti de rechange, un petit panier de riz, une boîte renfermant les élémens essentiels de la chique; je ne parle pas du poisson pourri et autres ingrédiens qui, joints au fumet de l'indigène lui-même, ébranleraient le cœur le plus solide. Mon attention d'ailleurs était aussi attirée par les difficultés de la navigation. Celle-ci devint de nouveau périlleuse à une courte distance de Paclaï. Des roches aiguës se dressèrent dans l'eau comme des aiguilles; nous les contournâmes à l'aide d'un moyen déjà fréquemment employé par nous, le hâlage avec un câble de rotin. Nous pénétrâmes dans une gorge, et des montagnes en second plan, doucement éclairées, se superposèrent aux collines dont elles reproduisaient les formes tourmentées; nous pouvions les prendre pour leur ombre agrandie. Au ciel tout à coup les teintes changèrent, les nuances s'accentuèrent, l'eau prit une étrange couleur de feuilles flétries; le vent s'engouffra dans le défilé, les tonnerres se répondirent, et la grêle vint nous assaillir avec furie. Les grêlons, gros comme des balles de fusil, crépitaient sur nos toits de feuilles, l'équipage laotien s'abrita comme il put, et nos Annamites, pour lesquels ce phénomène était tout nouveau, s'imaginèrent qu'on leur faisait pleuvoir des cailloux sur la tête. Les éléphans sauvages effrayés marchèrent à l'aventure dans les fo-

rêts du rivage en faisant éclater comme des pétards les bambous qu'ils broyaient sous leurs pieds. Le ciel, la terre et l'eau se remplirent de bruit, et la nature m'apparut plus belle dans ses brusques colères que dans sa morne tranquillité.

Nous choisîmes pour gîte ce jour-là un petit village blotti dans un pli de terrain entre deux montagnes. Une rivière à côté roule sur un lit de cailloux son eau limpide enflée par l'orage. Le village est de fondation récente; on le reconnaît à la jeunesse des arbres précieux que les Laotiens prennent toujours soin de planter avant même de bâtir leurs demeures. Les pauvres habitans ont été presque entièrement dépouillés par l'escorte du géographe hollandais que nous avons rencontré. Le mandarin siamois qui commandait cette escorte a pillé partout sur sa route, suivant l'odieux usage qui érige la spoliation en principe et transforme en brigands les fonctionnaires de la cour de Bangkok. Ceux-ci ne sont autorisés, il est vrai, à exiger gratuitement que certaines choses, certains services déterminés, et dans la mesure où ces choses et ces services sont nécessaires à leur voyage; mais ils se savent à l'abri du contrôle et protégés par une sorte d'article 75, cette précieuse disposition législative dont s'arrangerait si bien le mandarinisme oriental. Je me félicite que les termes de notre passeport, d'accord avec notre inclination personnelle, nous obligent à payer hommes, barques et provisions. Nous en serons peut-être moins considérés; mais il restera de nous un bon souvenir, et, viennent des circonstances favorables, ce souvenir pourra porter ses fruits.

Depuis quelque temps, nous rencontrions non plus de grands affluens, mais de nombreuses rivières et beaucoup de ruisseaux ou torrens qui tombaient des montagnes. Nous avions décidément quitté le pays des plaines, et nous ne voyagions plus qu'au milieu des escarpemens. Nos barques côtoyaient des rocs énormes. Des cadavres enveloppés de nattes en jonc nous apparurent un jour au détour d'un promontoire, reposant dans une anfractuosité où l'eau peut-être les avait échoués pour les reprendre, peut-être aussi déposés là par la main des vivans. Si beau que soit un pareil tombeau, il est triste, lorsqu'on se sent mourir, de ne pouvoir compter sur un peu de terre près de la case où l'on a vécu. Des trois élémens auxquels l'homme confie ses dépouilles, l'eau, toujours changeante et oublieuse par essence, paraît le moins digne de ce funèbre dépôt. La terre reverdit au-dessus d'un cadavre, le feu laisse des cendres à la vénération des familles. Bien qu'ils entourent l'agonie et les funérailles d'une foule de cérémonies bruyantes, les Laotiens ne comprennent pas la mort comme nous. Ce grand mystère les épouvante; mais ce qu'ils redoutent par-dessus tout,

c'est de voir le spectre revenir. Ce danger leur paraît moindre en anéantissant ou en exilant le corps.

Des masses de roches noires et luisantes, qu'on aurait pu croire recouvertes de vernis, encombraient de nouveau le fleuve au point de ne plus lui laisser qu'un étroit passage à travers lequel il s'élançait en se tordant; nous dûmes donc décharger encore une fois nos barques, auxquelles il n'aurait même pas été prudent de laisser leur légère toiture arrondie. Malgré ces précautions, l'une d'elles s'emplit tandis qu'on la hâlait, et nous n'apercevions plus que son patron, debout et impassible malgré le danger, sa pagaie à la main et paraissant marcher sur les flots. Quand les passes trop périlleuses furent ainsi franchies, la flottille reprit sa marche. Il fallait la force et l'adresse de nos bateliers pour ne pas être entraînés en doublant certaines pointes, sans point d'appui, ayant à lutter contre un courant terrible, avec une muraille lisse au-dessus de la tête et un abîme à leurs pieds. Comme ils se savaient responsables de notre vie, ils apportaient à leur besogne une ardeur commandée par le soin de leur propre sûreté. On ne noie pas impunément des mandarins de notre importance.

Depuis Non-Caï, les villages sont clair-semés; le pays se repeuple aux approches de Luang-Praban, ville célèbre dans tout le Laos, mais dont les proportions, en dépit des lois de la perspective, diminuent à nos yeux à mesure que nous avançons. Le Mékong se débarrasse enfin pour quelque temps des roches qui l'obstruaient jusque-là; les contours des montagnes perdent leur rigidité, les collines paraissent couvertes d'une végétation riche et plus variée, et le fleuve les contourne avec de molles inflexions. Libre d'obstacles, il s'épanouit dans un lit plus large pour dérouler devant la ville une vaste nappe d'eau tranquille.

Luang-Praban s'annonce par la pointe d'une pyramide dorée émergeant du milieu des arbres, comme nos villes d'Europe que le voyageur reconnaît de loin aux clochers de leurs églises. Des barques se pressent contre la rive, des filets par centaines sèchent au soleil, suspendus sur des pieux, des radeaux immenses se construisent, d'autres plus petits et en grand nombre flottent retenus par de longues amarres. Nous sentons tout d'abord dans cette ville basse, qui vit du fleuve, une certaine activité, et c'est là un spectacle si nouveau pour nous, que nous nous arrêtons pour en jouir; puis, afin d'informer les autorités de notre présence, nous frappons à coups redoublés sur notre gong de bronze, suivant l'usage des mandarins. Nous attendons longtemps, les curieux forment des groupes autour de nous; mais aucun personnage officiel ne se présente pour nous recevoir et nous diriger. M. de Lagrée se détermine

enfin à marcher au hasard dans la ville avec tout l'appareil militaire qu'il pouvait déployer. Une certaine agitation se manifeste alors dans la foule, et nous voyons accourir un fonctionnaire important par son abdomen, mais chétif par son emploi; il nous annonce, chose peu vraisemblable, que nous ne sommes pas attendus, et qu'on n'a rien préparé pour nous recevoir; il ajoute que, le roi ne se souciant nullement de nous voir occuper le caravansérail situé près de son palais, il faut, provisoirement au moins, nous contenter de la petite maison noire et sale qu'il nous indique. Si le ton de ce chambellan était poli, son langage était impératif. M. de Lagrée consentit à occuper un logement maussade et délabré; mais il exprima l'intention formelle de voir le roi le lendemain et de s'expliquer avec lui. Il fallut convenir du cérémonial. Sa majesté refusait de se lever pour nous recevoir à notre entrée dans la salle du trône; elle voulait nous contraindre à demeurer assis par terre en sa présence, à peine étions-nous dispensés de frapper le sol du front et de ramper à la manière des indigènes. M. de Lagrée ayant énergiquement repoussé ces prétentions, le plénipotentiaire du roi céda lui-même sur tous les points, et dans l'après-midi du 1er mai 1867 nous avons eu l'honneur d'être reçus par le souverain de Luang-Praban, qui daigna faire trois pas en avant et subir nos poignées de main. Son trône était un petit sofa de bois doré, incrusté de verre à la base. Le roi s'y accroupit en mâchant son bétel, tandis que nous prenions place sur des bancs. C'était un vieillard à la physionomie ridée, ayant de sa dignité une idée si haute qu'elle lui permettait à peine de desserrer les dents. Il ne répondait guère à nos questions, et se gardait bien de nous en adresser lui-même. Les seigneurs de la cour et les gardes du corps étaient agenouillés des deux côtés dans toute la longueur de la salle, tenant dans les deux mains des sabres ou des fusils avec l'air martial de sacristains qui portent les cierges un jour de procession. Le roi voulut bien examiner les présens que M. de Lagrée lui offrit, et nous nous retirâmes, non sans avoir de nouveau serré la main royale.

Il était facile de voir à la froideur de cette réception que nous avions affaire à un homme aux yeux duquel des lettres de Siam n'étaient pas une suffisante garantie; on eût dit qu'il tenait à bien marquer cette quasi-indépendance, et qu'il voulait nous connaître avant de nous témoigner ses sentimens. Il nous autorisa cependant à séjourner chez lui, et nous fit même inviter à désigner l'emplacement de notre logis, qu'il se proposait de faire construire à ses frais. Notre choix s'arrêta sur un terrain consacré par les ruines d'une pagode, ce qui donna lieu à d'innombrables recommandations. Il fallut s'engager à ne rien tuer dans l'enceinte de notre campement, à ne pas souiller le sol des traces de notre humanité, à

vivre en un mot comme de purs esprits, promesses plus faciles à faire qu'à tenir. Nos cases en bambous furent bientôt prêtes; au-dessus d'elles, un splendide banyan, l'arbre religieux par excellence, étendait ses grands bras.

Voici enfin une agglomération sérieuse de maisons et d'habitans qui mérite le nom de ville. Nous n'avons rien vu de semblable depuis Pnom-Penh. Sans aller, comme M. Pallegoix, jusqu'à donner 80,000 âmes à Luang-Praban, je serais porté à trouver le chiffre de 7,000 ou 8,000 que lui accorde M. Mouhot un peu inférieur à la vérité. Du sommet d'un monticule qui sert de piédestal à une pyramide élégante, on voit s'étendre au-dessous de soi une plaine couverte de toits de chaume ombragés par une forêt de cocotiers. De cet observatoire, où l'œil embrasse à la fois tout le panorama de la ville, on entend cette rumeur confuse qui s'élève de tous les centres de l'activité humaine, et qui ressemble, selon l'intensité du foyer qui le produit, soit au bruit sourd des flots mourant sur la grève, soit à la forte clameur des vagues poussées contre le roc par la tempête. Pour l'oreille du voyageur lassé des vastes solitudes, ce murmure confus dans lequel viennent se perdre toutes les paroles articulées est une délicieuse harmonie. La ville de Luang-Praban, traversée dans toute sa longueur par une grande artère parallèle au fleuve, s'étend sur les deux versans d'une colline baignée d'un côté par le Mékong, de l'autre par le Nam-Kan. Cette petite rivière se jette dans le grand fleuve par une brusque inflexion à l'extrémité nord-ouest de la ville. Le versant du Nam-Kan n'est pas moins peuplé que celui du Mékong. Une foule de ruelles nauséabondes aboutissent à la rue principale; beaucoup suivent une pente très raide ou forment escaliers; elles sont pavées de briques ou même de blocs de marbre brut que le pied des passans a polis par places. Le macadam ne semble pas absolument inconnu. Il est étrange que les Laotiens ne sachent pas tirer parti des inépuisables carrières de marbre qu'ils ont sous la main, et qu'ayant voulu, par exemple, orner le parvis d'une pagode, ils aient eu l'idée de le faire venir de Bangkok, où il avait été d'ailleurs apporté de Chine, s'il faut en croire le récit du mandarin qui se flattait, en nous contant ce détail, de provoquer notre admiration.

Luang-Praban forme donc une sorte de rectangle qui a sur trois côtés un cours d'eau pour limite. Le quatrième côté est fermé par un mur percé de cinq portes qui va du Nam-Kan au Mékong. Au point où cette muraille, à peine visible sous les broussailles qui l'envahissent, vient joindre le grand fleuve, sur la berge même, un petit sanctuaire au toit arrondi et blanchi attire les regards; il abrite la trace du pied du Bouddah empreinte sur un rocher. Nous avons vu à Angkor, sur le mont Bakheng et à diverses reprises au Laos des excavations figurant à peu près un pied et dans les-

quelles les fidèles ont cru reconnaître des vestiges laissés sur le roc par le grand réformateur du culte de l'Inde, fondateur vénéré de leur religion. Les Siamois ont découvert des phénomènes du même genre, et le mont Phrâbat est pour les habitans de Bangkok un lieu de pèlerinage. On comprend sans peine qu'un apôtre se disant inspiré de Dieu et prêchant une religion positive cherche à assurer le succès de sa parole par des miracles : le pouvoir d'en opérer serait assurément la meilleure des procurations donnée par Dieu lui-même au mandataire qu'il aurait choisi ; si le Bouddha cependant n'est apparu sur la terre que pour montrer aux hommes le chemin du néant, on n'aperçoit guère d'où lui serait venue la faculté de provoquer un changement aux lois de la nature, comment il aurait pu, par exemple, creuser dans un rocher une dépression profonde rien qu'en y appuyant son talon. Je sais bien qu'il ne faut pas faire peser sur le Bouddha lui-même la responsabilité de ces naïves croyances; mais ces croyances existent, elles sont générales, et, contradiction bizarre, la foi des peuples se serait égarée au point de reconnaître un dieu dans celui qui serait le philosophe athée par excellence! J'ai trop le respect des esprits graves et des écrivains distingués qui ont exposé à ce point de vue dans ces dernières années la théorie du bouddhisme, pour venir contester leurs conclusions. J'accorde donc que le flambeau de l'analyse porté d'une main ferme dans les dernières obscurités de la doctrine bouddhique fasse découvrir un trône élevé au néant au fond de cet abîme; mais je ne pense pas qu'il existe un seul bouddhiste au Laos qui, se rendant un compte exact de ses croyances, en envisage ainsi les conséquences extrêmes. Dans tous les cas, et en supposant que le Bouddha ait réellement considéré la vie comme le mal suprême, cette idée ne pouvait germer que dans le cœur d'un homme profondément ému du malheur de ses frères; ce dogme désolant avait besoin pour se développer d'un sol abreuvé de sang, et l'Indo-Chine était sous ce rapport une terre très bien préparée.

Quoi qu'il en soit, le pied légendaire de Charlemagne n'était qu'une miniature auprès du pied du dieu, dont les enjambées rappellent le chat célèbre de Perrault. Ainsi, de la berge où il a laissé la trace d'un de ses pieds, le céleste voyageur, venant visiter Luang-Praban, a posé l'autre au sommet d'un petit monticule, orné aujourd'hui en mémoire de ce fait d'un joli pavillon soutenu par dix colonnes. Le toit couvert de tuiles colorées est bordé de clochettes que le vent fait tinter; à côté, dans une grotte, le vestige vénéré est couvert de feuilles d'or. De ce lieu fort pittoresque, auquel on arrive par un escalier très raide, la vue est magnifique. D'un côté s'étendent le grand fleuve et les montagnes qui le bordent; une percée dans la masse du premier plan permet à l'œil de se perdre sur des ondula-

tions lointaines et baignées de vapeurs; plus près, on distingue les toits de chaume des maisons et les couvertures de tuiles des pagodes, les arbres qui balancent leur panache, quelques sommets de pyramides; de l'autre côté, le regard plonge sur la vallée du Nam-Kan, qui coule au pied de l'escarpement et sépare de la ville un grand faubourg, planté comme celle-ci de cocotiers et de palmiers. C'est sur les bords du Nam-Kan, non loin du village de Ban-Napao, que le roi de Luang-Praban fit enterrer le corps de M. Mouhot, venu là six ans avant nous et emporté par la fièvre. Ce voyageur s'était fait aimer des indigènes, qui ont conservé le respect de sa mémoire; le roi a voulu lui rendre un dernier hommage en fournissant lui-même les matériaux du monument modeste élevé par nos soins sur la tombe de notre courageux compatriote. L'amiral de La Grandière avait expressément chargé M. de Lagrée de remplir ce triste devoir. Il avait compris que la France, appelée à reprendre en Indo-Chine le rôle qu'elle a perdu dans l'Inde, devait un témoignage de reconnaissance et de regrets à l'explorateur hardi auquel elle ne sut accorder à propos ni ses encouragemens ni son concours. Parti de Londres sur un navire de commerce en avril 1858 avec quelques faibles secours fournis par une société savante anglaise, Henri Mouhot avait résolu, après un assez long séjour à Bangkok, d'explorer le bassin du Ménam et une partie de celui du Mékong. Parvenu à Luang-Praban, il conçut le projet de tenter, en remontant ce dernier fleuve, l'œuvre dont un prochain avenir réservait l'accomplissement à d'autres Français, qui ont été plus heureux que lui, parce qu'ils ont pu se soutenir et s'encourager mutuellement. Une pareille entreprise dépassait les forces d'un seul homme. M. Mouhot succomba sans nul secours au milieu d'une vaste forêt, laissant dans la case où s'abrita son agonie solitaire un journal tenu presque sans interruption jusqu'au jour de sa mort, et dont la dernière page, tracée d'une main déjà glacée, contient l'émouvante expression de ses tristesses, tempérées par une confiance religieuse.

Les pagodes sont nombreuses à Luang-Praban, et l'on peut remarquer une certaine variété dans l'architecture. Chacune a sa bonzerie, aussi l'habit jaune fourmille-t-il dans les rues. Elles sont bien entretenues, parfois même richement décorées, et non sans goût. Dans l'une d'elles, j'ai admiré un autel incrusté de verre bleu imitant l'émail; sur ce champ d'azur, frappé discrètement par la lumière adoucie du soir, s'étalait un rosier en relief à la végétation luxuriante et portant des fleurs dorées. Dans une autre pagode soutenue par de magnifiques colonnes de bois, et dont la forme rappelle un peu celle d'un cercueil, on a placé près de la statue principale deux dents d'éléphant qui sont les plus belles qu'on puisse imaginer. La corde de l'arc formé par ces monstrueuses défenses

mesure 1 mètre 76 centimètres. En général, l'or et le vermillon sont prodigués sur les plafonds et les colonnes, et l'autel est tellement chargé de statuettes et d'ornemens, qu'on pourrait le prendre pour un étalage de revendeur.

Les offices m'ont paru régulièrement suivis, et j'ai souvent assisté à ceux du soir dans la pagode la plus voisine de notre campement. Les fidèles, à genoux devant une grande statue du Bouddha, écoutaient dans l'attitude du recueillement les prières lues par un bonze, y répondant eux-mêmes à de longs intervalles. Des cierges allumés éclairaient le temple, des bâtons odoriférans brûlaient aux pieds du dieu, et une charmante dentelle de fleurs tissée chaque jour par les enfans et les femmes, nappe élégante et parfumée, était suspendue devant l'autel. La cérémonie se terminait ordinairement par quelques notes de musique : les femmes frappaient sur un petit timbre de bronze, puis sortaient dans le préau et déposaient sur certaines pierres vénérées des fleurs, qu'elles arrosaient ensuite en murmurant des prières. Souvent aux fleurs elles mêlaient des grains de riz, et j'ai pu observer que les coqs du voisinage, habités peut-être par l'âme de quelques bonzes décédés en état de péché, avaient gardé de leur existence antérieure un souvenir très exact de l'heure de l'offrande. Outre les offices quotidiens, les Laotiens ont aussi des fêtes périodiques; nous avions déjà assisté à quelques-unes d'entre elles. Celles qui accompagnent le retour du printemps, et que nous avions vu commencer à Paclaï, se célèbraient à Luang-Praban avec la solennité bruyante que comportent l'étendue de cette ville et le chiffre de la population. Naturellement, c'est la jeunesse qui y prend part. Le jour, pendant l'accablante chaleur, tout est morne, les Laotiens eux-mêmes souffrent de leur soleil; mais à peine ce redoutable ennemi des plaisirs a-t-il disparu derrière les montagnes de la rive droite du Mékong, que l'air se remplit de bruit, d'éclats de rire, de chants bizarres auxquels les chiens mêlent leurs aboiemens. J'ai eu la curiosité de m'associer de loin à ces réjouissances nocturnes. La lumière blanche de la lune jetait sur les portiques des pagodes, sur les pyramides, sur les toits de chaume, des teintes argentées; les cocotiers, les palmiers et les feuilles légères des buissons de bambous se découpaient sur un ciel pur, et, bien qu'aucune brise sensible ne vînt agiter l'atmosphère, tout cela tremblait devant moi comme un rêve, sans qu'il me fût possible de saisir les contours mouvans de ce tableau magique. Les nuits sont belles en Orient, et l'Orient n'est beau que la nuit; hommes et choses gagnent à n'être observés que par une lumière indécise; les paysages alors perdent leur monotonie, et les civilisations leur laideur.

Sous la voûte obscure formée dans le lointain par de grands arbres, une voix grêle, mais très perçante, lança tout à coup dans l'air

quelques notes indéfinissables auxquelles répondit sur un ton plus grave tout un chœur de femmes marchant très vite, et qui bientôt m'eut rejoint. Ma curiosité était vivement piquée; j'étais étonné comme un ancien barbare qui aurait rencontré dans les rues d'Éleusis une procession de matrones se dirigeant au pas gymnastique vers le temple de Cérès. Je résolus de m'initier aux *mystères*. Le solo recommença, et fut suivi de cris aigres et discordans. On eût dit une vingtaine de femmes en colère trépignant, hurlant à l'envi de toute la force de leurs poumons, sans s'inquiéter de la mesure, s'arrangeant seulement pour finir ensemble. En fait de musique vocale, ce fut là tout le concert; des jeunes filles en faisaient les frais. Elles escortaient une grande pyramide de fleurs, qui fut déposée sous un hangar dans le préau de la pagode par les hommes qui la portaient. Un vieux bonze, le visage caché par un écran de plumes, prononça quelques prières, puis la foule s'écoula. Jeunes filles et jeunes gens, après ce religieux devoir accompli, se mêlèrent; je me retirai par discrétion, car il était facile de voir que la présence d'un étranger nuisait à l'expansion. Le prêtre bouddhiste allait être remplacé par le ministre éternel du seul culte universellement pratiqué dans le monde, et je regagnai notre chaumière, non sans tristesse : c'était la première année qui n'avait pas de printemps pour moi. Je rencontrai d'autres bandes; les unes se rendaient aux pagodes avec la même solennité, les autres paraissaient s'inquiéter assez peu du caractère sacré de la fête; des jeunes gens pris de vin chantaient un *boléro* laotien ou soufflaient en titubant dans des roseaux assemblés; plus loin, deux violons à deux cordes, une guitare, une flûte et des cymbales maniées comme des castagnettes exécutaient un petit air très simple, très original et fort gai. Les dandies qui donnaient ce concert au clair de lune avaient là quelque amoureux rendez-vous. C'est ainsi qu'en France ceux-là mêmes qui ne vont pas à la messe de minuit se gardent bien de manquer le réveillon. Tous ces jeunes Laotiens, vêtus d'un léger manteau jeté sur les épaules, d'un ample langouti qui ressemblait à de larges chausses, avaient la démarche assurée et l'air crâne de nos grands seigneurs d'autrefois en quête de bonnes fortunes.

Une maison de jeu s'est construite auprès de notre case; des hommes et des femmes s'y abandonnent bruyamment à leur passion; une natte remplace le tapis vert, et les louis sont des tikaux. Les joueurs, qui se sont préparés par des libations d'eau-de-vie de riz aux émotions du tripot, ont l'œil ardent et la figure contractée; les femmes surtout sont hideuses, beaucoup qui ne sont plus jeunes sont atteintes de goîtres énormes, et, ces montrueuses tumeurs se confondant avec leurs seins pendans, on ne sait pas bien si elles ont trois mamelles ou trois goîtres. L'usage de l'opium paraît plus

répandu à Luang-Praban que dans les localités du Laos inférieur. Les Chinois n'y viennent plus, mais ils y ont envoyé longtemps de nombreuses caravanes. Celles-ci, comme un flot chargé de limon et qui laisserait en se retirant des souillures sur le rivage, ont inoculé à la population une partie de leurs vices. Ces négocians infatigables, qui autrefois descendaient chaque année du Yûnân au nombre de deux ou trois cents, ont renoncé à un voyage devenu trop périlleux depuis la révolte des musulmans contre l'empereur de la Chine. Ils sont remplacés par des colporteurs birmans qui approvisionnent la place de tissus de coton et de laine et du petit nombre d'autres articles européens recherchés des indigènes. Ces Birmans se font reconnaître par leur physionomie plus ouverte et plus intelligente que celle des Laotiens et par un turban légèrement incliné sur l'oreille. Ils ont les cuisses, le ventre et souvent la poitrine couverts d'un tatouage généralement bleuâtre, parfois rouge, arabesques bizarres qui effacent absolument la couleur de la peau et font à peu près l'effet d'un maillot. A la hauteur de Luang-Praban, les Laotiens ont adopté le même usage, d'où est venue probablement l'appellation de *Laos ventres noirs*, qui leur est donnée par les anciens géographes. Pour bien juger de la variété des costumes et des types, c'est au marché qu'il faut se rendre. Au seul aspect de cette population mélangée, le moins exercé des anthropologistes pressentirait déjà l'inextricable confusion de races et de langues qu'il va rencontrer à une faible distance de Luang-Praban. De nombreux sauvages soumis au roi arrivent tous les matins à la ville pour acheter ou pour vendre. Ils habitent dans les montagnes; leur habillement est des plus simples, si simple même pour quelques-uns qu'on n'imagine rien au-delà. Leurs cheveux, aplatis sur la tête et coupés horizontalement au niveau du front, poussent librement par derrière, et sont quelquefois relevés et noués en chignon; d'autres, plus élégans, portent une veste bleue relevée de passe-poils blancs. Tous ont le lobe de l'oreille perforé d'un trou qui mesure parfois 1 centimètre de diamètre, et dans lequel ils passent un ornement cylindrique en bois ou en métal, remplacé chez les femmes par un gros poinçon en argent à tête dorée.

Le costume de ces dernières se compose d'une veste et d'un jupon de cotonnade bleue bordée de blanc; elles ont sur la tête une étoffe de la même couleur qui s'enroule et se mêle à leurs cheveux noirs. Leurs petites figures effarouchées contrastent agréablement avec le masque hommasse des plantureuses Laotiennes, qui étalent sans vergogne une gorge déformée. Les femmes sauvages ont plus de pudeur ou plus de coquetterie. Ce n'est qu'à travers l'étoffe de leurs vestes collantes que l'œil peut suivre sur leur poitrine les contours souvent gracieux d'ondulations dissimulées. Les Laotiens, très fiers

de leur demi-civilisation, regardent les sauvages comme des êtres inférieurs et jusqu'à un certain point méprisables. On ne rencontre pas un groupe de trois misérables cases laotiennes qui n'ait un nom connu aux environs; au contraire le plus important village fondé et peuplé par ceux que l'on peut considérer comme les possesseurs primitifs du sol est désigné par l'appellation générale et dédaigneuse de *Ban-Kas,* bourgade de sauvages. L'étranger n'accepte pas ce jugement rendu par un orgueil fort déplacé. Les sauvages sont de rudes travailleurs, et c'est dans les contrées qu'ils occupent que j'ai vu les plus belles rizières, les plus beaux troupeaux de bœufs. Ils sont timides, effarouchés d'abord; on les apprivoise aisément. Combien de fois ne m'est-il pas arrivé dans mes promenades de demander à ces enfans des forêts un abri contre le soleil, de l'eau pour étancher ma soif, une natte pour y oublier ma fatigue! Ils n'entendaient pas mon langage, mais devinaient bien vite avec leur instinct hospitalier les besoins qui m'amenaient chez eux, et se hâtaient de les satisfaire. J'ai fait de véritables festins dans ces cases, où s'étalait tout le luxe que peut fournir le bambou travaillé de cent façons; je ne me rappelle pas sans reconnaissance certaine collation composée de riz gluant, de pattes d'iguane fumées et de piment que m'offrit un jour un sauvage de soixante ans environ que je rencontrai dans les bois, et auquel ma longue barbe causait plus d'étonnement que de terreur. Ce beau vieillard parlait une langue rauque et sonore où les *r* abondaient, tout au contraire du laotien, où cette lettre semble peu employée. Il prit autant de plaisir à me montrer sa cabane, ses champs de maïs et ses rizières qu'aurait pu le faire un propriétaire civilisé. Les plaines étant devenues rares, il a fallu cultiver le riz sur les montagnes, et par la force des choses l'organisation des rizières de forêts a été perfectionnée. Les agriculteurs des environs de Luang-Praban mettent à profit pour irriguer leurs terres les sources nombreuses qui s'échappent des rochers, et, chose inouie dans tout le Laos inférieur, ils vont même au besoin jusqu'à creuser des canaux de dérivation. Les cultures sur les pentes des montagnes se font avec la liberté que laisse à une population relativement peu nombreuse une immense étendue de terres inoccupées. On brûle les arbres, on coupe plus ou moins les souches carbonisées sans arracher les racines, et on pique le riz sur des croupes rondes, sur des pentes abruptes, sans faire le plus léger travail de nivellement. Il en résulte qu'au bout de peu de temps les arbres repoussent et envahissent la rizière. En défonçant le terrain, on éviterait cet inconvénient; mais alors les pluies diluviennes entraîneraient dans les vallées, balayées par les torrens, tout l'humus que ne maintiendraient plus les racines. Au mois de mai, durant notre séjour à Luang-Praban, les cultures n'étaient encore que préparées; elles apparaissaient de loin en loin

comme des plaies sur le dos des montagnes, ou comme des taches sur le vert manteau qui les recouvre. Les obstacles opposés par la nature au travail de l'homme ont toujours pour résultat de développer chez celui-ci l'énergie et l'activité. Quand le laboureur a dû, pour féconder la terre, l'arroser de ses sueurs, il n'a pas seulement assuré sa subsistance, il a en outre acquis sans s'en douter et comme par surcroît des qualités viriles qui l'empêcheront de demeurer longtemps esclave. L'agriculture exige plus de labeur dans les montagnes du royaume de Luang-Praban que dans les fertiles plaines du Laos inférieur : aussi la population, sans atteindre encore à la rudesse insolente que nous allons rencontrer bientôt chez les tributaires de la Birmanie, n'a-t-elle plus déjà la physionomie placide et les allures indolentes des habitants d'Ubône ou de Bassac.

Dans la capitale, il règne tous les matins, sur la place du marché, une remarquable animation. J'aimais à me promener au milieu de la foule compacte, à contempler les singuliers comestibles empilés sur les étals, surtout à observer les marchands et les acheteurs. Des deux côtés de la rue, abrités dans des maisonnettes, accroupis sur des nattes ou sur de larges feuilles de bananiers, vendeurs et vendeuses attendent le client sans l'importuner, comme il arrive en Europe dans les marchés de province, par des invitations fatigantes. Les ménagères circulent paisiblement, point de cris, point de disputes; tout se passe gravement, presque en silence. On trouve là en abondance tout ce qui est nécessaire à la vie, à la vie laotienne, bien entendu. Je n'ai pas à faire ici la nomenclature des denrées diverses qui tentent la curiosité des passans ou sollicitent leur appétit; j'omets à dessein les ragoûts tout préparés, les boissons savoureuses qui se consomment sur place, car il se dégage de tout cela une odeur telle que je ne saurais m'y arrêter. Les Birmans offrent au public des étoffes anglaises, cotonnades, indiennes, des tissus de laine, des boutons, des aiguilles; les habitans du royaume de Xieng-Maï apportent des boîtes en laque, des gargoulettes, des parasols; enfin les producteurs indigènes vendent du poisson, de la viande de buffle et de porc, — souvent morts de maladie, — du riz, du sel, de l'ortie de Chine, de la soie, du coton. Il existe en outre de véritables bureaux de tabac où l'on trouve des cigarettes et des pipes de différens modèles. Tout le monde fume, hommes, femmes et enfans. Ceux-ci sont encore à la mamelle qu'ils aspirent déjà par le tuyau d'une pipe des bouffées de fumée, se mêlant en quelque sorte dans leur bouche avec le lait maternel. Cependant il ne faut pas se tromper à ces apparences de vie commerciale, et le voyageur avide de les apercevoir doit se défier de ses premières impressions. Il ne se fait guère à Luang-Praban autre chose qu'un

commerce de détail; encore ce commerce a-t-il beaucoup souffert de la révolte du Yûnân, qui a rendu impossibles les relations avec l'Empire-Céleste.

On se souvient peut-être qu'à Stung-Treng, notre première station au Laos, nous recevions des indigènes, en échange du tikal siamois, un certain nombre de petites barres de fer, qui variaient ordinairement entre 7 et 10 pour un tikal. A partir de Bassac, la barre de fer s'est changée en une barre de cuivre plus légère et plus commode; à Phon-Pissaï, la monnaie de billon a complétement disparu. Nous ne la retrouvons qu'à Luang-Praban sous la forme de petites coquilles blanches enfilées l'une à l'autre comme les sapèques de Cochinchine. Vingt-cinq de ces chapelets valent un tikal. Cette dernière pièce d'argent, qui régnait seule, avec ses subdivisions, dans tout le Laos inférieur, trouve sur le marché de Luang-Praban une redoutable rivale dans la roupie anglaise, à laquelle on accorde une valeur fictive égale à celle du tikal, bien qu'il y ait intrinsèquement en faveur de celui-ci une différence de 0,93 c. environ. Cette anomalie provient sans doute des relations fréquentes et directes entretenues par les négocians birmans avec ce pays; elle cesserait probablement dès la première tentative de spéculation sur le change. Quant aux piastres mexicaines, dont nous avions emporté une certaine quantité, elles sont d'un placement très difficile. Les changeurs du marché, — car il y a là de véritables *exchange-offices*, — s'obstinent à les refuser, et il faut trouver, pour s'en défaire, un homme de bonne volonté qui les recherche à titre de curiosité. Plusieurs gros personnages en ont pris pour les suspendre au cou de leurs enfans; ceux-ci se trouvaient alors vêtus de cette pièce de monnaie et d'une sorte de cœur en argent maintenu par une ficelle nouée autour des reins, et rendant à la pudeur le même service que lui rendent en Europe les feuilles de vigue. Un percepteur passe vers la fin du marché et prélève quelques coquilles sur chaque étalage. C'est le bénéfice du roi, car au Laos il n'existe pas de distinction entre le roi, l'état, la ville, le domaine public et le domaine privé. Cependant, si étendu que soit le pouvoir du souverain, les usages établis lui imposent des bornes, et la puissance du prince rencontre une sorte de contrôle dans l'assemblée des principaux fonctionnaires formant le conseil royal, assemblée connue sous le nom indigène de *séna*. Ces fonctionnaires, étant à la nomination du roi et fort satisfaits d'être *arrivés*, ne peuvent exercer qu'un contrôle illusoire; mais, après avoir traversé une contrée que le soleil ferait si riche et que le despotisme a rendue si pauvre, on s'attache à ces ombres d'institutions protectrices, on fait des vœux ardens pour que ces fantômes prennent un corps et tirent enfin ce

pays de l'ornière où il périra. Le second roi, qui, à Luang-Praban comme à Bangkok, siége au-dessous du premier, n'a qu'un titre sans puissance effective. C'est lui qui est parti pour assister aux funérailles du second roi de Siam. Le véritable souverain n'a pas daigné se déranger pour cette cérémonie, dont tous les gouverneurs de provinces siamoises ont reçu l'ordre de venir rehausser l'éclat; il se contente d'envoyer son tribut annuel, et ne souffre en aucune façon l'ingérence des agens de Bangkok dans les affaires de son royaume. Ses prédécesseurs avaient coutume de faire parvenir également des présens au *Fils du Ciel;* il a profité de la révolte du Yûnân pour supprimer cet usage, qui n'avait plus d'autre caractère que celui d'un hommage volontaire, mais dont l'origine était évidemment un tribut. Les ambassadeurs qui se rendaient de Luang-Praban à Pékin ne mettaient pas moins de trois ans à faire le voyage complet.

Il est permis de croire que cette vassalité du roi vis-à-vis de Bangkok se changerait bientôt en indépendance absolue, si son propre intérêt ne lui commandait de ménager un suzerain qui peut devenir à l'occasion un allié puissant. Les limites du royaume de Luang-Praban sont au sud le district de Sien-Kan, à l'ouest l'importante province siamoise de Muong-Nan; de l'ouest au nord-est un certain nombre de principautés tributaires de la Birmanie ou de la Chine, ou des deux à la fois, au nord-est le Yûnân, et du nord-est au sud-est le Tonkin. Du côté du Tonkin, les frontières ont donné lieu souvent à des contestations entre l'empereur d'Annam et le roi de Luang-Praban. Nous avons pu voir encore, établis dans la capitale de celui-ci, quelques soldats siamois, restes de la petite armée venue, il y a peu d'années, pour l'aider à s'emparer des contrées limitrophes du Tonkin, contrées réclamées aussi par les Annamites. De ces ambitions rivales, entretenues par un voisinage immédiat, résulte entre les Laotiens et les Tonkinois un état permanent d'hostilités. La route commerciale qui jadis unissait les deux peuples, absolument désertée aujourd'hui par les marchands, n'est plus parcourue que par les soldats. Des deux côtés, on se massacre avec un égal acharnement; une barrière de têtes coupées s'élève chaque jour plus haute entre ces malheureuses populations, condamnées au fléau de la guerre éternelle. La victoire, qui est demeurée dans la dernière campagne au roi de Luang-Praban, peut changer de drapeau; les deux partis peuvent connaître alternativement les joies barbares du triomphe et les horreurs de la défaite; la haine n'en deviendra que plus vive, et la réconciliation plus impossible. Il faut donc souhaiter qu'une influence nouvelle vienne porter remède à cette situation sans issue, imposer la paix aux princes et cicatriser les plaies des peuples. Si l'on me deman-

fait d'où pourrait venir cette influence salutaire, je rappellerais ce que j'ai dit ici même dans un précédent travail sur le Cambodge. Le rôle que, sous l'inspiration d'un gouverneur intelligent et prévoyant, la France remplit à l'extrémité de la vallée du Mékong n'est pas sans quelque analogie avec celui qui, vers le 20e degré de latitude nord, semble réservé dans cette même vallée aux successeurs de l'amiral de La Grandière. Dans le delta formé par le grand fleuve, nous nous sommes habilement interposés entre les Annamites et les Siamois, sous le couvert des Cambodgiens; ce sont les mêmes ennemis que nous trouvons en présence à la hauteur du Tonkin. Le royaume de Luang-Praban possède assurément une vitalité plus grande que celui du Cambodge; mais il n'en est pas moins excité et soutenu par les Siamois dans toutes ses entreprises contre l'empire d'Annam, ce vieil ennemi de la cour de Bangkok. Je sais bien que nous ne sommes pas établis au Tonkin comme nous le sommes en Basse-Cochinchine, je suis même fort loin d'être convaincu qu'il y ait pour nous un avantage réel à nous emparer immédiatement du gouvernement direct de ce pays; mais il faut que l'empereur Tu-Duc se résigne à y tolérer notre présence, à protéger les essais d'établissemens agricoles, industriels ou commerciaux, que pourraient y faire nos compatriotes. Quand la voix du gouverneur de la Cochinchine sera plus écoutée dans les conseils de Hué, elle ne tardera point à se faire entendre aussi à Luang-Praban. Si dans la zone occupée par les sauvages soumis à l'une des deux nations voisines il existe, ainsi que certains renseignemens tendraient à le faire supposer, quelques tribus indomptées, rebelles au vasselage et exaspérées par de hideux attentats, ces tribus, dont le malheur entretient la barbarie, ne seront jamais un obstacle insurmontable à la reprise des relations. Lorsqu'on cessera de traquer ces hommes comme des bêtes fauves et de les vendre sur les marchés, ils cesseront en même temps d'être cruels.

Le port de Bangkok peut être considéré aujourd'hui comme l'unique débouché du commerce de ces contrées. Ce commerce, nous l'avons vu, est encore dans l'enfance, il végète dans la lourde atmosphère politique qui l'enveloppe; mais il grandirait sous un régime nouveau qui lui assurerait la liberté et la sécurité, ces deux conditions partout essentielles au développement de la richesse publique. La ville de Luang-Praban est à peine séparée par 70 lieues des rivages du golfe du Tonkin, c'est donc de ce côté plutôt que vers la capitale du royaume de Siam, beaucoup plus éloignée d'eux, que les rudes travailleurs de ces montagnes semblent conviés par la nature à écouler leurs produits et à recevoir ceux que pourrait leur envoyer un jour l'Europe industrielle. Nous ne saurions tarder d'ail-

leurs à être éclairés plus complétement sur cette question et sur celles qui s'y rattachent. Peu de temps après le retour de l'expédition dirigée par M. de Lagrée, deux officiers énergiques et intelligens, MM. d'Arfeuille et Reynard, se sont donné la mission de remonter le Mékong jusqu'à Luang-Praban, et, une fois parvenus à cette hauteur, de gagner par terre la ville de Hué en coupant obliquement la péninsule indo-chinoise. Si ce périlleux voyage réussit, il ne peut manquer d'être, au point de vue spécial de notre colonie annamite, plus fécond en résultats précieux que l'exploration même dont j'ai été appelé à faire partie et qui poursuivait un but plus général. J'aurai bientôt d'ailleurs à traverser et à décrire la province chinoise du Yûnân, par laquelle le grand empire touche au Tonkin; je naviguerai sur le fleuve qui se jette à la mer près de la capitale de ce dernier royaume : je serai donc amené par le cours de ce récit à indiquer d'une manière plus complète le but que la France doit s'efforcer d'atteindre en cette contrée; mais avant d'arriver dans la belle plaine de Yuen-Kiang, où le Soukoï coule à pleins bords, que de montagnes nous avons encore à franchir, que de luttes à soutenir contre le mauvais vouloir des indigènes, que de misères à subir, que de souffrances à supporter!

La saison des pluies était commencée; à ce moment, qui marque pour les Laotiens eux-mêmes la cessation presque absolue des voyages, la fatalité nous imposait l'obligation de partir pour pénétrer dans une région que la rudesse de la nature et celle des hommes concourent à rendre particulièrement inhospitalière. Les révoltés du Cambodge, qui, peu de temps après notre départ, nous avaient poursuivis sans pouvoir nous atteindre, nous avaient à leur insu préparé des épreuves dont le spectacle aurait sans doute assouvi leur haine et satisfait leur vengeance. En empêchant le courrier parti de Saïgon pour nous rejoindre de parvenir jusqu'à nous par la voie directe du fleuve, ils avaient forcé M. de Lagrée à l'envoyer chercher et à l'attendre. Les beaux jours s'étaient écoulés dans des délais funestes, et nos devoirs comme nos ressources pécuniaires, très ententamées déjà, nous défendaient de temporiser davantage.

La régularité de nos habitudes et la discipline des hommes de notre escorte nous avaient attiré l'estime du roi de Luang-Praban et concilié sa bienveillance. Il ne nous dissimulait pas cependant que, si notre présence lui était agréable, l'intention hautement manifestée par M. de Lagrée de continuer son voyage lui causait des inquiétudes mortelles. D'après les renseignemens qui lui parvenaient et dont il exagérait à dessein la gravité, des flots de sang coulaient sur ses frontières. Il se disait en guerre avec ses voisins, petits souverains indépendans qui se déchiraient entre eux. Comme

il arrive d'ordinaire aux époques de bouleversemens politiques, le brigandage se serait organisé sur une vaste échelle, et des bandes de sauvages, de Chinois, de Laotiens et de Birmans détroussaient impartialement les voyageurs de tous les partis assez téméraires pour traverser ces parages. En présence d'un pareil état de choses, le roi hésitait à nous fournir des moyens de transport, un peu pour ne pas engager sa responsabilité dans une affaire qu'il pensait devoir tourner très mal pour nous, beaucoup par crainte de voir ses chevaux, ses barques, ses hommes, surtout ses éléphans, tomber aux mains de ses ennemis. D'un autre côté, il résultait de bruits recueillis par notre interprète que l'empereur de la Chine avait prié le roi de Luang-Praban de ne pas laisser passer les Européens qui tenteraient de pénétrer en Chine par la vallée du Mékong. Cela nous paraissait assez conforme aux habitudes bien connues de la diplomatie chinoise. En effet, si nous réussissions à mettre le pied sur le territoire du Céleste-Empire, le gouvernement chinois devenait responsable de la conduite de ses fonctionnaires vis-à-vis de mandarins étrangers munis de passeports en bonne forme donnés par lui. Il eût donc été fort habile, sinon très loyal, d'obtenir d'un prince longtemps tributaire, et soumis encore au prestige séculaire du grand empire, qu'il consentît à nous arrêter dans ses états. Il était possible que le roi, jouant double jeu, dissimulât les véritables motifs de la résistance qu'il apportait à notre départ; mais il était possible également que ses frayeurs eussent un fondement très sérieux. Notre case, ouverte à tout venant, était le rendez-vous des curieux et des flâneurs; les mandarins et les bonzes affluaient chez notre chef, et tous s'accordaient à tracer des régions voisines un épouvantable tableau. Il fallait se montrer très résolu, tout en s'efforçant de démêler la vérité de l'erreur, de découvrir la réalité sous l'hyperbole, tâche ingrate dont le résultat laisse le plus souvent dans une cruelle perplexité. M. de Lagrée s'y dévoua avec une persévérance admirable. Ses journées étaient remplies tout entières par de minutieux interrogatoires où il déployait à la fois la patience d'un savant qui poursuit la solution d'un ardu problème et la sagacité d'un juge d'instruction. Jusqu'à Luang-Praban, ses laborieuses recherches avaient eu presque exclusivement pour objet d'augmenter la somme des renseignemens de toute nature propres à faciliter nos travaux; à partir de ce point, elles eurent directement pour but le succès même de notre entreprise. Il s'agissait désormais non-seulement d'obtenir des données précises sur la position géographique des lieux que nous ne pouvions pas visiter, ou d'arracher à la mémoire rebelle des vieillards et des bonzes quelques souvenirs enfouis, mais bien de savoir si nous pourrions pénétrer en Chine, ou

s'il fallait au contraire se préparer à rétrograder. Redoutant l'enthousiasme qui laisse en se dissipant les ressorts de l'âme amollis et distendus, M. de Lagrée était plus porté à nous communiquer ses craintes et ses doutes qu'à nous faire partager ses espérances. Il avait conservé d'ailleurs de ses habitudes militaires le goût du commandement, et prenait ses déterminations à la suite de méditations solitaires; si donc ses compagnons ont pu, dans certaines circonstances décisives, regretter son silence, ils n'en ont pas moins le devoir de reconnaître que c'est à lui seul que revient l'honneur du succès, parce que c'est sur lui seul qu'aurait pesé la responsabilité des revers.

Comme il était impossible de se fier aux renseignemens qu'il recueillait à Luang-Praban, M. de Lagrée résolut de se rapprocher du théâtre des événemens. Les difficultés qu'on nous annonçait nous déterminèrent à réduire nos bagages à la plus simple expression. Nous confiâmes des armes, des munitions et une certaine quantité d'effets d'habillement à la garde du roi de Luang-Praban. Cette mesure nous ménageait des ressources au cas où nous serions forcés de battre en retraite en abandonnant nos approvisionnemens, et d'alléger en même temps notre petite colonne, précieux avantage dans un pays où les moyens de transport allaient être si rares et si coûteux. Nous nous mîmes à distribuer à la foule tout ce qui ne nous paraissait pas absolument indispensable, et celle-ci, à peine informée de nos dispositions généreuses, envahit les abords de nos cases. Les plus grands personnages se disputaient les débris de notre garde-robe; les femmes devenaient entreprenantes, promettaient tout pour une chemise blanche, et il n'aurait tenu qu'à nous de jeter nos mouchoirs aux plus belles. On nous faisait les plus sinistres prédictions, nous pressant de revenir à la première tentative que ne manqueraient pas de faire les brigands pour nous couper le cou. Ces manifestations sympathiques étaient sincères; nous étions devenus populaires rien qu'en payant nos dettes au marché, en nous montrant recueillis dans les pagodes, en respectant les droits, les croyances et les préjugés. C'est là tout le secret pour apprivoiser les sauvages; les voyageurs européens ne sauraient trop s'en souvenir. Au contact de peuples enfans, ceux-ci peuvent ressentir de la tristesse et de la pitié; ils ne doivent jamais manifester de mépris. Il dépend d'eux d'ouvrir et d'aplanir la voie à leurs successeurs, comme aussi de centupler pour eux les obstacles : qu'ils repoussent donc les suggestions d'un orgueil que leur attitude ne vient pas toujours justifier.

L.-M. DE CARNÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 novembre 1869.

Il faut pourtant que ce grand pays de France, si prompt à s'enflammer, si facile à berner, sache bien où il en est et ce qu'on lui prépare. Rien au monde n'est mieux fait pour l'instruire que tout ce qui se passe à Paris depuis quelques semaines. C'est un spectacle rare, qui n'est point précisément tragique, quoiqu'il puisse le devenir, qui n'est pas tout à fait comique, quoiqu'il ne soit guère sérieux, qui ressemble à un rêve lamentable et grotesque, quelque chose comme une scène de Callot avec des enluminures modernes.

Nous avions devant nous une échéance fixe, le 29 novembre, jour où le corps législatif doit se réunir pour rentrer en pleine possession des droits qui lui ont été rendus. Que cette convocation des chambres eût été tardivement décidée, soit par un faux calcul ministériel, soit plus probablement par suite de la maladie de l'empereur, peu importait pour le moment. La date n'était pas moins acquise. Là, en plein parlement, toutes les opinions pouvaient se donner rendez-vous avec la garantie désormais certaine d'une discussion libre. Toutes les questions qui agitent le pays devaient être naturellement reprises avec la chance d'être sérieusement débattues par une assemblée en goût d'indépendance. C'était l'épreuve inévitable et prochaine du régime nouveau; mais il fallait d'abord arriver au 29 novembre. Comment passer ces quelques jours? La manifestation du 26 octobre, après son fameux succès, était déjà tombée dans un oubli aussi profond que mérité. Les nouvelles élections de Paris sont venues pour occuper l'attention; elles ont été fixées au 21 novembre. Avant la grande pièce, la petite pièce.

Le gouvernement, avec une perspicacité que nous ne prétendons pas méconnaître, a compté sans doute sur les irréconciliables de haut goût pour jouer son jeu et pour amuser le tapis; il ne s'est pas trompé. Les irréconciliables n'ont pas manqué de se précipiter sur cette occasion

nouvelle de montrer ce qu'ils étaient capables de dire et de faire; ils sont entrés en scène avec un furieux ensemble, de sorte que depuis quelques jours, sous prétexte de polémiques électorales et de réunions publiques, Paris a sous les yeux la parade révolutionnaire complète. Paris assiste au défilé fantasque de tous les écloppés de la politique, de tous les revenans, de tous les cerveaux creux, de toutes les vanités maladives se donnant comme la tête de la civilisation. L'exhibition est aussi variée qu'étourdissante; elle réunit tous les types connus ou inconnus, et, par un effet naturel de cette fièvre à laquelle certains esprits ne résistent pas, il faut nécessairement aller de plus fort en plus fort. Que sont les élus de l'été dernier? Ils ne comptent déjà plus. M. Gambetta lui-même est outragé ni plus ni moins que M. Jules Simon et M. Pelletan au boulevard de Clichy. M. Gambetta, l'irréconciliable de juin, passe pour un « réconcilié » en novembre, et on lui montre galamment le poing. Il faut des candidats plus parfaits. Au besoin, on ira les chercher dans l'émigration, à Londres, en Hollande ou en Belgique. Les plus vieux seront les plus neufs. Ceux qui crieront le plus haut seront les mieux écoutés; ceux qui promettront la république pour demain passeront naturellement avant ceux qui ne la garantiront que pour après-demain. Hier encore on pouvait prêter serment, aujourd'hui ce n'est plus de mise, ce n'est plus bien porté parmi les militans du radicalisme; pas de transaction, il faut sonner la trompette pour monter à l'assaut. Le gouvernement cependant ne dit rien, il sort à peine de sa quiétude par la voix de quelque commissaire de police égaré dans un club. La population paisible se demande avec étonnement ce que tout cela signifie; et en fin de compte, si l'on n'y prend garde, Paris, la capitale de la France, la reine du monde, marche vers le ridicule le plus caractérisé et le plus triste que puisse encourir une ville intelligente et fière, celui de se laisser imposer une représentation dont la fleur est pour le moment un pamphlétaire qui personnifie la calembredaine radicale et socialiste devant les spectateurs ébahis des réunions populaires.

Tout n'est pas dit encore, nous en convenons; le tour n'est pas fait; il y a huit jours d'ici aux élections, et il n'est point impossible que la population parisienne, revenue de son ébahissement, saisie à la dernière heure d'une révolte de bon sens, ne déjoue tous les calculs. Il y a un peu partout des apparences significatives. M. Pouyer-Quertier, le vaincu de Rouen, trouve comme candidat des partisans dans la troisième circonscription de Paris. Il n'est plus question ici de liberté commerciale ou de protection. M. Pouyer-Quertier est évidemment adopté pour son indépendance et son importance de grand industriel, pour ses idées modérées, comme représentant le progrès politique sans révolution. Dans la quatrième circonscription, un avocat de talent et d'expérience, M. Allou, a montré du courage en allant aux réunions publiques, en maintenant l'autorité des opinions libérales au milieu de toutes les bruyantes

contestations, en faisant face au radicalisme révolutionnaire. Même dans la première circonscription, on commence à se troubler, on va chercher le vieux nom de M. Carnot, vaincu au mois de juin, pour l'opposer à M. Rochefort, resté jusqu'ici le candidat unique, le souverain incontesté de la gaudriole politique. Nous ne méconnaissons pas la valeur de ces signes qui peuvent s'accentuer encore, et qui dans tous les cas laissent évidemment entrevoir au fond de la population parisienne un travail de résistance. Il n'est pas moins certain que jusqu'à présent ce sont les candidatures violentes, les candidatures à tout brouiller ou à tout casser qui ont le haut bout, qui se promènent dans les réunions populaires, devenues les théâtres forains de toutes les ambitions, de toutes les vanités. Des candidatures, il y en a de toute sorte et pour tous les goûts; il y en a de sérieuses et il y en a de comiques. En fait de candidats, il y a les vieux et les jeunes, les socialistes et les jacobins, les assermentés et les insermentés, tout ce qu'on a pu trouver de mieux comme nouveauté, M. Ledru-Rollin, M. Félix Pyat, M. Barbès et M. Tapon-Fougas. Une candidature assez comique par exemple, avec toutes les prétentions possibles au sérieux, c'est la candidature ambulatoire de M. Crémieux, l'ancien membre du gouvernement provisoire de 1848. M. Crémieux est une âme en peine qui cherche une enveloppe de député. Il a eu des malheurs cet été dans la Drôme, il en a aujourd'hui à Paris. Il passe son temps à se promener dans les réunions et à conter les histoires de 1848 ou à se plaindre des chagrins qu'on lui cause. Il avait planté sa tente dans la quatrième circonscription lorsqu'on lui fait signe de la troisième circonscription, et il accourt, toujours avec ses réminiscences de 1848; mais là, le malheureux, il voit tout à coup se lever devant lui la candidature insermentée de M. Ledru-Rollin, aventure d'autant plus burlesque que M. Ledru-Rollin avait fait un chassé-croisé à peu près pareil. Que lui veut-on avec M. Ledru-Rollin? C'est son ami, l'un et l'autre ne font qu'un; il est impossible qu'on jette cette pierre sur son chemin. D'ailleurs M. Ledru-Rollin ne peut pas venir à la chambre; il est condamné, il est insermenté. C'est une manifestation qu'on veut faire, dit-on. « Ah çà! s'écrie piteusement M. Crémieux, mais je ne suis donc rien dans vos rangs? le nom de Crémieux est donc éteint au milieu de vous? » Ainsi il se lamente bien justement, défendant ses droits de « vétéran de la liberté, » de promulgateur du suffrage universel, qui est « son œuvre, » — car le suffrage universel, à ce qu'il paraît, a plusieurs pères qui le revendiquent comme leur ouvrage; mais M. Crémieux n'a pas moins toujours devant lui et contre lui M. Ledru-Rollin l'insermenté, sans parler de M. Pouyer-Quertier l'assermenté, qui deviendra probablement le concurrent redoutable, et sans compter encore M. le Dr Tony Moilin, qui a inventé pour l'usage du public un socialisme d'une nouvelle espèce tout à fait efficace.

C'est M. Ledru-Rollin qui a causé les ennuis de M. Crémieux sans le

savoir; — et l'ancien ministre de l'intérieur de 1848 a-t-il lui-même un rôle bien plus sérieux? Que M. Ledru-Rollin ait été un orateur véhément, un tribun passionné, qu'il n'ait pas fait tout le mal qu'il pouvait faire lorsqu'une révolution l'a jeté au pouvoir, c'est possible; il est certainement dans tous les cas, comme homme public, le modèle de ceux qui sont la proie de leur parti et qui disent ce mot qu'on lui a attribué : « il faut bien que je les suive, puisque je suis leur chef. » Il est de plus la preuve vivante de cette triste vérité, que l'exil est un de ces malheurs qui n'enseignent rien. Le fait est que, depuis le jour où ce nouveau mouvement électoral s'est déclaré, M. Ledru-Rollin semble avoir flotté à tous les vents, tantôt se montrant disposé à prêter le serment voulu pour se présenter dans une circonscription de Paris, tantôt hésitant, puis se laissant pousser à la candidature comme insermenté, et finissant par un manifeste qui n'est qu'une puérilité prétentieuse, s'il n'est pas la marque d'un grand orgueil, s'il ne signifie pas que l'ancien membre du gouvernement provisoire de février aurait grande envie de rentrer en France, mais qu'il ne peut revenir comme tout le monde, qu'il faut pour le rappeler une manifestation souveraine du peuple.

Quelle idée particulière M. Ledru-Rollin a-t-il voulu exprimer dans son manifeste? Il a beau s'embarrasser dans des théories d'anthropologie pour plaire sans doute à quelques écoles nouvelles, il ne réussit à rien dire, ou plutôt c'est toujours le vieil homme. Il en est encore à 1847; il se fait l'illusion qu'il a été le principal auteur de la révolution de février, parce que vers cette époque, dans un banquet, il refusait de porter un toast au roi Louis-Philippe. Toujours le demi-dieu démocratique ne procédant que par les plus grands coups, renversant une monarchie pour avoir refusé de porter un toast, menaçant aujourd'hui l'empire par un refus de serment! M. Ledru-Rollin se complaît dans ces assimilations, dans ces souvenirs, et, en parlant des banquets de 1847, il a le mauvais goût de laisser échapper de sa plume une épithète malveillante à l'égard d'un homme réfugié aujourd'hui dans la dignité d'une vieillesse respectée, comme si d'ailleurs, en fait de sonorité et de pompe, le tribun de 1848 cédait la prééminence à qui que ce soit. M. Ledru-Rollin a un tact si parfait, un sentiment si juste des circonstances et de la marche des choses, qu'il en est pour le moment à se déchaîner dans son manifeste contre le régime constitutionnel, contre le parlementarisme! Le parlementarisme, c'est l'ennemi, c'est lui qui est l'oppresseur depuis cinquante ans, qui a empêché la marche triomphale de la révolution, c'est lui qu'il faut surveiller comme le dangereux héritier présomptif de « l'empire qui s'éteint. » M. Ledru-Rollin se déclare l'adversaire rétrospectif de la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe, même de la république du général Cavaignac, tout autant que de l'empire libéral ou autoritaire; mais alors qui pourra dire ce que veut le candidat insermenté de la troisième circonscription? S'il ne veut pas de la puis-

sance d'une représentation nationale élue par le suffrage universel, délibérant avec indépendance et autorité, quel est son idéal politique? Demande-t-il par hasard aux électeurs parisiens de faire un 10 août, puisque c'est là son mot, pour le transformer en chef d'un comité de salut public? Par le fait, une candidature ainsi posée, commentée par un tel manifeste, n'est plus qu'un de ces actes vainement retentissans qui ne conduisent à rien, et M. Ledru-Rollin le sent si bien lui-même qu'il a refusé obstinément jusqu'à ces jours derniers de venir appuyer de sa présence sa profession de foi d'insermenté. C'est une diversion agitatrice, voilà tout; c'est une tentative d'effraction à distance, à travers la Manche. L'ancien membre du gouvernement provisoire s'est trompé, il a cru qu'il n'avait qu'à parler, à donner un signal; il n'a pas vu qu'une candidature engagée de cette façon ne représentait plus que les perplexités de son esprit, placé entre l'ennui de ne rien faire et la crainte de frapper un coup dans le vide. Toujours est-il que son intervention, gauchement combinée, tout en causant des chagrins à M. Crémieux, n'aura pas peu contribué sans doute à jeter la confusion dans les élections actuelles, en faisant passer les clubs parisiens par toutes les alternatives de l'attente et de la déception. On en est aujourd'hui, si nous ne nous trompons, à la déception. Nous n'aurons donc pas M. Ledru-Rollin, qui a vu déjà se tourner contre lui la fraction la plus sensée de son parti; mais nous avons du moins M. Henri Rochefort, devenu tout à coup un personnage démocratique, un candidat presque inviolable, et c'est assurément aussi curieux que l'apparition de l'insermenté de Londres. Comment la chose est-elle arrivée? Ce sera probablement un des problèmes de l'histoire, si l'histoire veut bien s'occuper de nos sérieux enfantillages.

Il y avait une fois un jeune écrivain qui ne manquait certainement ni d'esprit ni de verve; il excellait à jouer sur les mots et tournait le sarcasme avec un mélange de bonne grâce et d'âpreté. Il parlait légèrement, quelquefois grossièrement de tout, même des choses les plus sérieuses, et il avait ce genre de résolution qui ne s'arrête devant rien, lorsque la fantaisie lui vint un jour de faire un pamphlet où il ne ménageait ni les dieux ni les hommes; ce fut assez pour en faire un personnage, puis un condamné pour délit de presse, puis un émigré volontaire, puis un candidat à la députation. Le malheur de M. Henri Rochefort depuis ce moment a été de se prendre au sérieux, de se croire un politique parce qu'il a été maltraité par la justice, de se croire passé maître en radicalisme parce qu'il a poussé aussi loin que possible la violence injurieuse, et de se griser des turbulens succès qu'on lui a ménagés. M. Henri Rochefort n'est ni un politique ni un radical, c'est tout simplement aujourd'hui l'enfant gâté d'une certaine curiosité populaire, et, pour dire mieux, c'est l'inconnu qu'on cherche en lui. On ne sait ni ce qu'il est ni ce qu'il sera, raison de plus pour le vouloir comme député dans ce royaume des Folies-Belleville où il ne peut plus paraître

désormais sans avoir le désagrément d'être acclamé comme un empereur de fantaisie. Populus a de ces engouemens, il se crée volontiers de ces fétiches dont il s'amuse en attendant de les briser, et, s'il aime aussi que ses fétiches lui obéissent, qu'à cela ne tienne! M. Rochefort est tout prêt, on n'a qu'à parler. Faut-il démolir le corps législatif rien qu'en y entrant, ou mettre l'empire en accusation à la première parole, ou descendre dans la rue à la première résistance des pouvoirs organisés? faut-il prêter un serment, deux sermens, accepter le mandat impératif, s'engager à consulter chaque jour les électeurs pour recevoir d'eux le mot d'ordre? Tout cela se fera, ce sera fort gai, et, si on fait des sottises, on les fera ensemble. Faut-il trancher la question sociale, abolir la misère et le prolétariat? Rien de plus simple, dix minutes suffiront, et au besoin le candidat rédigera des consultations sur l'industrie minière, qu'il assaisonnera de calembours. Faut-il refuser le budget, tout en se promettant bien de réclamer ses appointemens, supprimer l'armée, la magistrature, l'administration? Ce sont choses trop naturelles. Quoi encore! Si on lui demandait un peu de bon sens, le candidat de la première circonscription serait capable de songer à s'en procurer, rien que pour obéir au peuple souverain; mais on n'est pas si exigeant aux Folies-Belleville. Il suffit de déraisonner en famille sur la république, sur le socialisme, sur l'expropriation à bref délai des industries après la révolution, sur Pharamond et la loi salique, qui interdit à l'impératrice de se mêler des affaires de l'état. Notez ceci, que nous n'inventons pas : l'univers en ce moment a les yeux fixés sur la France, la France a les yeux fixés sur Paris, Paris à son tour contemple la première circonscription, la première circonscription n'a de regards que pour M. Henri Rochefort, — d'où il suit que tout est suspendu au froncement de sourcils de l'auteur de *la Lanterne*. C'est le commissionnaire du peuple, le factotum de la démocratie; il va en Angleterre chercher Ledru-Rollin, qui l'éconduit le mieux du monde, il revient à Paris recommencer les discours qu'il a déjà faits. Et c'est ainsi que les choses se passent tous les jours, depuis deux semaines, entre huit heures et onze heures du soir, dans quelques coins de cette ville dont le génie a rayonné sur le monde.

Écartons ce qu'il y a de plaisant, de tristement plaisant, dans ces réunions où s'élaborent les candidatures radicales. Au fond, ce mouvement de démocratie extrême, tel qu'il se dessine à la pleine lumière, a des caractères graves qui jurent étrangement avec ses prétentions. C'est une tentative désespérée pour dénaturer et confisquer un travail d'affranchissement intérieur commencé au nom de la liberté, pour faire d'un réveil puissant d'opinion une victoire pour toutes les idées révolutionnaires, pour la coalition nouvelle du jacobinisme et du socialisme. Ce n'est même pas une protestation saisissable contre le 2 décembre, chose qui pourrait se comprendre; la plupart de ceux qu'on présente comme les personnifications vivantes de cette protestation n'ont point été les

victimes du 2 décembre. L'un a été condamné pour la journée du 15 mai 1848, d'autres pour la journée du 13 juin 1849, tous pour des attaques contre la souveraineté nationale, contre la république elle-même. C'est justement ces dates qu'on veut réhabiliter tout aussi bien que les journées de juin, dont on revendique aujourd'hui hautement l'honneur, et qu'il n'est plus même permis d'attribuer à des menées bonapartistes, comme on le faisait naguère. C'est en un mot une représaille de toutes les défaites révolutionnaires, et en vérité, si Robespierre n'avait pas succombé au 9 thermidor, s'il eût été seulement exilé et s'il vivait encore, rien n'empêcherait qu'on ne le présentât aux électeurs parisiens comme une protestation contre le 2 décembre.

Vue de près, cette agitation radicale, dans ses inspirations, dans ses procédés, sue la dictature. Le manifeste de M. Ledru-Rollin lui-même, qu'est-ce autre chose qu'un programme de gouvernement dictatorial? Que signifient ces comités qui délibèrent en secret, qui imposent des candidats, ces réunions où les plus simples contestations sont étouffées, ces discours où l'on proclame la république sans se demander si elle sera ratifiée par l'opinion uninerselle, ces plans de réorganisation sociale par voie d'autorité sommaire? C'est la dictature sous toutes les formes. La liberté, qu'on invoque, n'est qu'un mot de passe pour aller à un but qu'on ne dissimule même plus, et ce n'est pas seulement le dédain de la liberté qui est dans tout cela; il y a au fond un grand mépris du peuple qu'on met toujours en scène, mépris profond, si on joue la comédie avec cette population des clubs qui est invariablement la même. plus profond encore, si en croyant s'adresser au vrai peuple on lui parle ce langage. Au lieu de l'élever à l'intelligence de son rôle et de sa situation, on l'avilit par l'adulation, on le flatte dans ses passions et dans ses plus dangereux instincts. On se fait les « chambellans du peuple, » selon le mot d'un journal démocratique qui sûrement n'a jamais dit plus vrai que ce jour-là. Au lieu de lui montrer les progrès sérieux, pratiques, auxquels tout le monde doit concourir franchement, énergiquement, on fait luire à ses yeux des promesses qu'il ne dépend de personne de réaliser. Au lieu de lui dire la vérité virilement, on lui parle comme à un despote qui peut se passer ses fantaisies et donner des mots d'ordre.

On irrite ses convoitises pour s'en faire une arme, on se sert de lui et on ne le sert pas; on le grise d'une souveraineté qu'on se promet d'exercer pour lui, on le provoque à des violences dont il sera le premier à souffrir. Entre les murs enfumés d'un club de Paris, on lui persuade qu'il donne l'impulsion à la province, disposée à marcher avec lui, qu'il fait l'admiration du monde, prêt à suivre son exemple en proclamant la république universelle. La province, il est bien certain qu'elle commence à se lasser de ces spectacles bizarres, qu'elle ressent plus de défiance que d'enthousiasme, et que, si elle veut être libre, elle n'est nullement disposée à voir la liberté dans toutes les révolutions qu'on

lui promet; mais là où l'illusion est grande à coup sûr, c'est lorsqu'on se figure qu'une explosion à Paris provoquerait des mouvemens semblables dans tous les pays. C'était possible en 1848, à une époque où l'ancien régime était encore debout en Europe, où les instincts de progrès et de nationalité étaient partout comprimés. Aujourd'hui tout est changé : la Prusse est sur le chemin des grandeurs; l'Italie, malgré ses embarras, a l'indépendance et les institutions les plus larges; l'Autriche elle-même est entrée dans une voie libérale. Ce ne serait pas la république universelle, comme on le disait l'autre jour pour donner une signification ambitieuse à l'élection de M. Ledru-Rollin, ce serait plus probablement la France isolée, laissée à elle-même, peu imitée et réduite à se débattre seule dans ses convulsions. Pour tout dire enfin, si en ce moment la France, le monde, ont les yeux sur Paris, ce n'est pas précisément pour attendre un signal, c'est pour savoir si Paris gardera au moins le bon sens, ou se donnera un ridicule en compromettant singulièrement son influence de ville souveraine et intelligente.

Ainsi le caprice des multitudes faisant et défaisant des popularités de hasard, des déchaînemens de parole, des fanatismes de toute sorte, des ressentimens implacables, des exhumations et des parodies révolutionnaires, des menaces de dictature se déguisant à peine sous des promesses de république, voilà ce que c'est que cette agitation radicale qui se déploie sans contrainte depuis quelques semaines, et voilà aussi ce qui fait qu'elle est profondément distincte de cet autre mouvement dont la liberté a été l'unique inspiration, auquel le pays tout entier s'est associé, qui a pénétré jusque dans le corps législatif. Le radicalisme révolutionnaire se donne pour l'expression la plus complète de ce réveil public; il en est la contradiction et le danger. On voit aujourd'hui de quel intérêt il serait que tous les élémens libéraux qui ont concouru au mouvement national de ces dernières années en vinssent à se grouper, à prendre corps, à former un parti; c'est parce que ce parti, force immense et disséminée, ne s'organise pas, ne fait pas acte de vie et d'initiative, que ce qui se passe à Paris depuis quelques jours a pu arriver. Le radicalisme a eu le champ libre; on a été surpris, on n'a su à qui s'adresser ni de quel côté se tourner, et ce n'est qu'après des hésitations de toute sorte qu'on s'est mis à chercher à tâtons des candidats, qu'on s'est décidé à engager une lutte dont l'issue n'est douteuse que parce qu'on s'y est mis trop tard. Nul à coup sûr n'est maître des événemens, toute la question est de savoir si le libéralisme veut toujours être surpris, et se voir ravir la victoire par des adversaires hardis, qui se trouvent toujours prêts quant à eux; mais où est ce parti, demandera-t-on, de qui se compose-t-il? Ce n'est pas, selon nous, bien difficile à dire. Ce parti, il se compose de tous ceux qui mettent la liberté, la liberté vraie et réelle, au-dessus de tout, qui ont assez de patriotisme pour ne

la faire dépendre ni d'un mot ni d'une forme, de tous ceux qui ne veulent, comme on l'a dit justement, ni des dictatures d'en haut, ni des dictatures d'en bas, qui sont convaincus qu'un pays ne marche point par des coups de théâtre, par des révolutions conduisant tout droit à des réactions nouvelles, qui croient enfin que la paix publique est la première condition et la garantie de tous les progrès. Ce parti, c'est le parti de la souveraineté nationale, incontestée désormais, respectée de tous les côtés, se manifestant régulièrement, légalement. Il y aura bien des nuances, il y aura des scissions et des divisions; mais est-ce qu'il n'y a pas d'abord toute une situation à régulariser et à développer? Est-ce qu'il n'y a pas à s'affermir sur le terrain conquis et à dégager les conséquences de ce qui a été fait? N'y a-t-il pas, pour tout dire, à créer des conditions telles que la liberté ne soit pas le perpétuel enjeu des coups de force qui envahissent la politique.

C'est là l'œuvre première d'un parti sincèrement, sérieusement libéral; et le gouvernement lui-même n'est-il pas intéressé à ce qu'un tel parti se forme, atteste sa vitalité et son ascendant? C'est bon pour un instant de se dire spirituellement qu'on est une société d'assurances qui ne craint pas les sinistres, de se reposer dans un calme imperturbable sans paraître se douter de la gravité des choses. Avec cette provision d'optimisme et de sagesse au jour le jour, on ne va pas bien loin. Quelle est, à l'heure où nous sommes, la force relative du gouvernement? C'est tout ce bruit révolutionnaire qui se fait, toute cette agitation radicale qui finit par intimider, par glacer les intérêts en propageant la crainte de perturbations nouvelles. C'est là la force la plus effective du gouvernement. Quelle est sa faiblesse réelle? C'est qu'il n'y a point encore un parti organisé, actif, représentant ces idées libérales qui ont reçu une satisfaction encore incomplète, il est vrai, mais assez sérieuse pour qu'on puisse dire désormais que le reste est l'affaire du pays. Si le gouvernement gardait l'arrière-pensée de revenir sur ses pas, il pourrait se réjouir sans doute des violences des uns, qui lui font la partie si belle, et de l'absence d'une force libérale régulière propre à le contenir d'un autre côté; mais il ne peut plus songer à un mouvement en arrière, et c'est le lendemain d'une victoire sur les révolutionnaires qu'il sentirait le plus sa faiblesse et son isolement, faute d'un parti assez puissant et assez éclairé pour rassurer tous les instincts libéraux. La première conséquence nécessaire de la réunion prochaine du corps législatif, c'est donc que le changement de politique qui s'est accompli prenne une forme saisissable aux yeux du pays, non-seulement par des projets de loi, chose toujours un peu abstraite, mais par une représentation plus visible de cet ordre nouveau. Quant à nous, nous considérerions comme un progrès, comme une garantie de la situation nouvelle, que dès l'ouverture du parlement il se formât un ministère composé de ceux qui ont déter-

miné les récentes réformes constitutionnelles, en même temps que d'un autre côté, par une déférence due à son nom et à ses services, on porterait M. Thiers à la présidence du corps législatif.

De toute façon, il faut se mettre à l'œuvre. Le gouvernement ne peut plus fermer les yeux sur les conditions nouvelles de son existence et de son action; le parti libéral de son côté est mis en demeure de dire ce qu'il veut et de montrer ce qu'il peut. La force des choses se charge du reste. On s'inquiète souvent de l'opinion des étrangers sur nos affaires. L'autre jour, un Anglais des plus clairvoyans en parlait familièrement. « Il faut avouer, disait-il, que les Français sont un singulier peuple, doué des plus brillantes qualités, mais en même temps paraissant dénué des notions politiques les plus simples. D'après ce qui se passe parmi vous, il est évident que vous voulez ignorer cette vérité, que l'idéal en politique est un gouvernement faible soutenu par les gens éclairés, c'est-à-dire assez fort pour se tenir debout avec de bons appuis, pas assez fort pour se soutenir tout seul. Lorsque vous avez en France un gouvernement, vous faites ce que vous pouvez pour l'affaiblir, et, lorsque vous êtes arrivés à votre but, vous vous hâtez de le culbuter juste au moment où il faudrait savoir s'en servir. Votre gouvernement a fait des fautes, dites-vous; profitez-en, tirez-en parti pour votre liberté; sachez redevenir maîtres de vous-mêmes sans vous préoccuper de rien renverser par la violence. Avec la liberté de la presse, la liberté du suffrage, que vous possédez maintenant, comme nous aurions bientôt fait, nous Anglais, d'accaparer le pouvoir sans révolution et sans même qu'on s'en aperçût.» Mais c'est assez; à nous de montrer si nous sommes un peuple politique ou un peuple simplement révolutionnaire.

Tandis que nous en sommes à nos élections agitées, les affaires de l'Europe gardent une assez placide physionomie; elles se déroulent tranquillement, sans secousses et sans révolution. Le parlement d'Angleterre ne s'ouvrira qu'au commencement de l'année prochaine; le gouvernement autrichien est en vacances à la suite de l'empereur François-Joseph, qui s'est arrêté à Constantinople avant d'aller à Suez. M. de Bismarck, toujours enfermé à Varzin, ne paraît pas pressé de reprendre les affaires. L'idée d'un conflit européen, s'évanouissant par degrés, ne hante plus que quelques cerveaux échauffés, et cette confiance pacifique devient si générale qu'elle s'est manifestée récemment à Berlin d'une façon caractéristique. On a parlé déjà bien des fois d'un désarmement possible, accompli d'un commun accord par toutes les puissances; il est malheureusement plus facile de parler d'un tel sujet que d'arriver à une solution. Ce désarmement, comment et dans quelle mesure s'accomplira-t-il? qui commencera? qui réglera la force militaire que chaque puissance doit avoir? Un député de la fraction progressiste du parlement prussien, M. Virchow, a proposé l'autre jour à son pays de prendre l'initiative de

ce grand allégement des peuples. Le moment était d'ailleurs bien choisi, puisque la Prusse commence à sentir le poids de charges financières démesurées. Le ministre des finances, M. von der Heydt, venait de succomber devant la difficulté d'établir de nouveaux impôts devenus nécessaires; il a été remplacé par M. de Camphausen, qui est aujourd'hui à la recherche de nouveaux moyens pour combler le déficit. Raison de plus, à ce qu'il semble, pour attaquer le mal à la racine en diminuant les dépenses militaires, d'autant mieux que de l'avis de tout le monde aucun symptôme menaçant n'apparaît en Europe. Ces raisons ne sont pas assurément sans poids, et elles ont été exposées avec talent. La proposition de M. Virchow n'a pas moins été repoussée, et elle ne pouvait manquer de l'être, puisqu'elle avait contre elle non-seulement les amis invariables du gouvernement, mais encore le parti national-libéral. Les démocrates eux-mêmes se sont fait un plaisir de repousser une de leurs idées favorites parce qu'elle était soutenue par la gauche modérée, appelant la proposition de M. Wirchow une « petite sonnerie progressiste sur une basse grand'prussienne. » La discussion n'a pas moins été des plus instructives, et un des orateurs, M. Lœve, s'est efforcé de prouver, l'exposé financier à la main, que la force imposable du pays a perdu considérablement depuis 1866; il a montré à quel point l'organisation militaire de la Prusse, brillante au point de vue des armes, est dispendieuse et onéreuse pour le peuple. Tout cela peut être vrai, mais derrière le désarmement matériel il y a le désarmement politique. La Prusse est-elle décidée à abdiquer son rôle en Allemagne? Elle n'en est certes pas là, et si elle garde ses idées, ses ambitions, comment songerait-elle à réduire sérieusement ses dépenses militaires? C'est bon pour les députés saxons, qui ont récemment émis le vœu que la confédération du nord réduisît son budget de la guerre. A Berlin, si pacifique qu'on soit pour le moment, on ne songe guère à désarmer, on veut se tenir prêt pour toutes les circonstances.

Allez au-delà des Alpes. Le roi Victor-Emmanuel vient d'être assez malade pour s'être trouvé en danger, pour recevoir les sacremens, tout excommunié qu'il soit, le digne homme, l'intrépide chasseur. Au même instant, la princesse Marguerite mettait au monde un fils, que par politique autant que par galanterie pour la grande et poétique frondeuse du midi on a déjà nommé le prince de Naples. Victor-Emmanuel est hors de danger maintenant. Il est douteux néanmoins qu'il puisse aller au rendez-vous pris à Brindisi avec l'empereur François-Joseph, revenant, de Suez, et il ne pourra pas non plus sans doute ouvrir le parlement, qui se réunit ces jours-ci à Florence. Le ministère se présentera seul devant les chambres. C'est une étrange destinée que celle de ce cabinet qui est toujours le même en se modifiant sans cesse. Il a eu déjà depuis deux ans quatre ministres de l'intérieur, trois ou quatre ministres de la justice, autant de ministres du commerce. Les seuls mi-

nistres invariables sont le général Ménabréa et M. Cambray-Digny, à qui une dernière crise a récemment donné deux nouveaux collègues, un magistrat distingué, M. Vigliani, et comme ministre de l'intérieur le marquis Rudini, jeune homme de résolution qui, après avoir été à vingt-deux ans syndic de Parlerme, était il y a peu de jours préfet de Naples. Quel sera devant le parlement le sort du ministère ainsi reconstitué? On ne peut guère le prévoir, d'autant mieux que la question d'une dissolution éventuelle de la chambre a été une des causes essentielles de la dernière crise. La lutte sera dans tous les cas laborieuse. L'Italie ne reste pas moins dans ses embarras administratifs et financiers, aggravés par cette confusion des partis dans le parlement. Est-ce à dire que ces embarras, si sérieux qu'ils soient, aient un caractère aussi irrémédiable qu'on le dit quelquefois, et qu'ils mettent en danger l'œuvre de la révolution italienne, l'unité elle-même? C'est une étrange erreur. L'Italie est un de ces pays où tout est en désarroi à la surface et où dans le fond tout est en progrès. Parlement, administration, gouvernement, vont comme ils peuvent; le pays ne marche pas moins. Ce qui a été fait depuis huit ans est immense. Six mille kilomètres de chemins de fer ont été construits. Le port de Gênes voit chaque jour grandir son commerce. Naples accomplit des travaux considérables. En Lombardie, les caisses d'épargne, dont les dépôts n'étaient en 1858 que de 68 millions, ont vu ce chiffre s'élever à 165 millions. Instruction, travaux publics, production, tout s'est développé dans le cadre élargi d'une nationalité fortifiée. C'est sur ce fondement que repose l'unité représentée par la monarchie constitutionnelle de Savoie, placée également à l'abri des atteintes révolutionnaires et d'un retour offensif d'ancien régime. Sans nul doute, des événemens qui éclateraient en France auraient leur retentissement au-delà des Alpes; ils ne menaceraient pas sérieusement la monarchie constitutionnelle, à qui l'Italie doit vraiment son existence, qui est la condition de son indépendance et de sa liberté, qui peut permettre enfin de réaliser les réformes intérieures, dernière difficulté du régime nouveau.

La vie contemporaine dévore les hommes, et encore y a-t-il des coups plus terribles cent fois que la mort elle-même. Nous venons de perdre des suites d'un de ces coups funestes de la destinée notre collaborateur, notre pauvre ami Eugène Forcade. Il a achevé de vivre ces jours derniers; en réalité, depuis près de deux ans il n'était plus de ce monde; il avait reçu l'irréparable blessure, il était tout entier au malheur de se survivre à lui-même. Nous nous souvenons encore de ce cruel moment où, revenant d'Italie il y a vingt mois, il nous apparut tout à coup portant déjà dans le regard le signe des grands naufrages de l'intelligence. Il était parti avec sa bonne grâce accoutumée, content d'aller à Venise assister à l'inauguration du monument funéraire de Manin; il nous revenait atteint au plus profond de son être, brusquement arrêté dans

cette carrière de la politique où il était fait pour briller. Ce n'est point à tous ceux qui l'ont suivi si longtemps de leurs sympathies dans ces pages où il prodiguait l'éclat de son talent, ce n'est point à ceux-là que nous pouvons dire ce qu'il y avait dans cette nature de dons heureux, de raison ferme et sensée, de verve ingénieuse et piquante, d'élévation unie à la connaissance précise des affaires. Eugène Forcade était certainement un des esprits politiques les mieux doués, une des intelligences les plus libérales de notre temps. Il avait le goût, le culte, le sens pratique de la liberté, et cette liberté qu'il revendiquait sans cesse lorsqu'elle avait moins de défenseurs qu'aujourd'hui, il ne la séparait pas du patriotisme, du vif sentiment de la grandeur de la France. On l'a bien vu il y a trois ans, en 1866, à cette passion généreuse avec laquelle il faisait une campagne où il ne trouvait pas malheureusement notre politique officielle pour complice. Il avait l'amour du pays et de ses traditions dans les affaires extérieures, comme il gardait sa foi à la liberté dans la politique intérieure.

Que lui a-t-il manqué pour accomplir sa destinée, pour prendre rang parmi les hommes publics d'élite? des circonstances plus favorables. Eugène Forcade a été d'une certaine façon une des victimes de son temps. Et qu'on ne voie pas dans ce mot une récrimination vulgaire; nous voulons dire simplement qu'il a été d'une génération venue à la mauvaise heure, qui s'est vue comprimée, refoulée par les événemens de 1848 et de 1851 à l'âge où la carrière allait s'ouvrir devant elle, qui a été brutalement condamnée à se replier pendant des années en elle-même au milieu des obscures épreuves du silence et de l'inaction publique. Dans des conditions plus heureuses, au milieu de ces généreuses émulations de la politique qui sont à la fois un stimulant et un frein, Eugène Forcade ne serait pas resté plus fidèle aux cultes de sa jeunesse libérale; mais il eût donné plus complétement sa mesure, il eût déployé sa nature intelligente, cordiale et sensée, et, avec un noble but toujours présent devant lui, il serait sans doute resté à l'abri de ce qui l'a tué. On croit que ce n'est rien qu'une génération perdue dans la vie d'un pays; c'est justement cette génération qui manque aujourd'hui, et, à voir comment vont les choses, elle n'est point avantageusement remplacée par ceux qui crient sans avoir porté le poids de nos luttes patientes, par tous ceux qui sont occupés à compromettre ce que Forcade et tant d'autres ont passé des années à regagner.

CH. DE MAZADE.

REVUE DRAMATIQUE.

FROUFROU AU THÉATRE DU GYMNASE.

L'automne de l'année a toujours été le printemps des théâtres, et la saison qui voit se flétrir les feuilles voit aussi éclore les pièces nou-

velles; mais les fruits de cette saison n'avaient pas été jusqu'à présent très savoureux. Ils tombaient tous avant d'être mûrs, et ces chutes successives faisaient penser aux vers de Musset :

> Dans ce monde j'ai vu tomber bien d'autres choses
> Que la feuille des bois et l'écume des eaux.

Cependant ce qui avait manqué à ces pièces pour réussir, ce n'était assurément ni des auteurs connus, ni des auditeurs bienveillans. Parmi la génération des jeunes écrivains, il y en a peu qui soient plus populaires que M. Cadol. Le succès un peu exagéré des *Inutiles,* la faveur qu'on accorde à la direction intelligente du théâtre de Cluny, avaient disposé le public aussi bien que possible. Toute cette sympathie n'a pu assurer le succès d'une pièce dont quelques scènes heureuses ne suffisent pas à racheter la médiocrité. Si convaincus qu'ils fussent, les partisans de M. Cadol n'ont pu faire que son second essai fût estimé à l'égal de son début,

> Et *la fausse monnaie* à l'égal de la bonne.

Certes le public qui applaudissait naguère la reprise de *la Fiammina* ne demandait pas mieux non plus que d'assister M. Mario Uchard dans l'entreprise difficile de s'égaler lui-même; mais l'accueil fait à *Tamara* a fourni à cet auteur persévérant une occasion nouvelle de méditer sur cette pensée du Dante qu'il n'y a pas de douleur plus amère qu'un souvenir heureux dans les jours de tristesse. Les vertueux efforts d'un jeune homme qui travaille à se guérir du vilain péché d'ivrognerie n'ont réussi à arracher au public que des bâillemens sympathiques. Ce pauvre public! les auteurs sont si heureux quand ils peuvent s'en prendre à lui! Le mot de cabale leur est si doux à prononcer! Je gage, par exemple, qu'aujourd'hui M. About donnerait beaucoup pour avoir rencontré dans la salle du Vaudeville, le soir de la première représentation de *Retiré des affaires,* le même parti-pris d'hostilité qu'il a rencontré dans la salle de l'Odéon le soir de *Gaetana.* Il aurait la consolation de crier à l'injustice, et il ne serait pas contraint de s'avouer à lui-même combien son talent se prête mal à mettre en scènes et en dialogues ce qu'il raconte si gaîment.

La saison promettait donc peu de beaux jours quand le grand succès de *Froufrou* au Gymnase est venu fort à propos pour rompre la série monotone de ces insuccès. *Froufrou!* quel singulier titre! Un mauvais plaisant pourrait trouver qu'il ne laisse pas d'être assez mal choisi. Quand on a obtenu, comme MM. Meilhac et Halévy, de grands succès sur de petits théâtres, quand on a fait pâmer de rire à ses lazzis l'empereur de toutes les Russies, et quand on dispute à Paul de Kock l'honneur de fournir à l'étranger des échantillons de la littérature française,

qu'a-t-on fait au demeurant? Du bruit? Non, pas même. Du froufrou, et rien de plus. L'épithète que ces messieurs donnent à leur héroïne aurait pu servir peut-être à caractériser leur réputation. Pourtant le public a bien pris la chose, et le succès les a amnistiés, succès très vif, de très bon aloi dans la salle, et que la critique du lendemain est venue confirmer. La critique théâtrale s'est montrée en effet singulièrement louangeuse à l'égard de *Froufrou,* et elle a embouché sans plus attendre la trompette de l'enthousiasme. Sans avoir l'intention de faire entendre dans ce concert une note trop discordante, je ne puis m'empêcher de trouver que tout cet enthousiasme sonne un peu faux, qu'il y a ici au moins abus de grosse caisse. Ceux qui prennent si chaudement fait et cause pour les auteurs de *Froufrou* ne sentent-ils pas au fond le besoin de plaider un peu pour eux-mêmes? Les écrivains dont le métier est d'exercer sur la littérature dramatiqne la censure de l'art et du bon goût se sont en effet montrés, selon moi, d'une indulgence regrettable pour le genre nouveau dont on doit l'introduction à la collaboration de MM. Meilhac et Halévy. Ils ne se sont pas récriés, comme ils auraient dû le faire, dès la première de ces parodies burlesques et inconvenantes que leur raison théâtrale a débitées durant ces dernières années avec une fertilité si déplorable. Ils n'ont pas protesté au nom de l'esprit français en affirmant que la gaîté n'a rien de commun avec la farce, et que le rire peut naître d'autre chose que des *cascades.*

S'ils avaient consciencieusement rempli leur devoir de critiques, peut-être n'aurions-nous pas assisté à cette série de pièces dignes d'être jouées sur des tréteaux par des pitres de foire, dont la popularité et la contagion ont rabaissé jusqu'au ton de la bonne société, et qui vont aujourd'hui donner aux étrangers l'idée de tout ce que les honnêtes femmes de notre pays peuvent entendre sans rougir. La critique a été molle, elle a été faible. Elle avait ri, n'était-elle pas désarmée? Elle a donc laissé s'introduire sans protestation un genre détestable, et je crois qu'en proclamant aujourd'hui que MM. Meilhac et Halévy sont des auteurs d'un grand talent, des observateurs profonds qui se sont amusés jusqu'à présent aux bagatelles de la porte, elle a surtout à cœur de s'absoudre elle-même de ses complaisances passées. Les admirateurs de ces messieurs prétendraient, j'en suis sûr, pour un rien, qu'en peignant les infortunes conjugales de Ménélas ou en prêtant à rire aux dépens de l'amiral suisse, ils ont entendu se prononcer à leur manière pour le divorce contre l'indissolubilité du mariage, ou pour les grandes agglomérations contre les petites nationalités. MM. Meilhac et Halévy sont assurément gens d'esprit, et j'imagine qu'ils doivent bien rire de l'interprétation profonde qu'on veut donner à leurs bouffonneries. La vérité est, suivant moi, qu'ayant discerné chez le public les symptômes d'une certaine fatigue, et conçu peut-être la noble ambition de passer à la postérité, ils ont compris qu'il était grand temps de transformer leur manière et d'é-

crire autre chose que des pantalonnades. L'entreprise était hasardeuse, et ils pouvaient y laisser leur réputation. Le succès est venu au contraire récompenser leur hardiesse. Il est donc bien établi que, s'ils ont donné jusqu'à présent dans la charge et la trivialité, c'était de parti-pris et de plein gré. Je n'aurais garde de leur refuser cet hommage.

Voyons maintenant ce que vaut leur œuvre en elle-même. *Froufrou,* comme bien on pense, n'est pas un nom, c'est un surnom dont on baptise Mlle Gilberte, la fille cadette de M. Brigard. M. Brigard est lui-même une manière de bourgeois homme du monde, dont le caractère, bien qu'un peu chargé, est dessiné spirituellement. Il est fort riche, et la meilleure partie de sa fortune passe en cadeaux aux Antonia, aux Charlotte et autres divinités du même paradis. Il s'est fait teindre les cheveux en brun, et il parle de ses cheveux blancs pour dire qu'il y a renoncé depuis le jour où il s'est reconnu indigne de les porter. En un mot, c'est un vieil élégant, un vieux viveur, dont l'inconduite n'est un secret pour personne, pas même pour ses deux filles qu'il aime pourtant à sa manière. L'aînée, Louise, représente dans la famille la sagesse, la prudence, la vertu. La seconde, Gilberte, dite Froufrou, représente au contraire l'étourderie, la légèreté et la grâce. C'est une petite folle qui ne songe qu'à s'amuser, et pour laquelle tout est sujet de plaisanteries, tout, jusqu'aux déclarations de M. de Valréas, dont l'amour à la vérité ne paraît pas de nature bien profonde, et jusqu'à la demande en mariage de M. de Sartoris, un homme sérieux celui-là, un diplomate plein d'avenir (au théâtre, les hommes sérieux sont toujours des diplomates), mais qui n'en subit pas moins comme les autres la séduction de la petite enchanteresse. Il faut cependant bien que Froufrou prenne sa demande en considération, car toute sa famille s'entend pour la presser d'accepter sa main. Ce mariage ferait plaisir à son père, qui se sentirait plus libre le jour où il aurait marié ses deux filles. A l'en croire, il ferait plaisir également à la sage Louise, qui n'envisage pas sans crainte l'avenir de Froufrou, et qui remettrait avec confiance sa destinée entre les mains du grave Sartoris; mais ici Louise pousse la tendresse jusqu'à l'abnégation et à l'héroïsme, car elle aime aussi ce Sartoris, et elle sacrifie à l'intérêt de sa sœur ses propres espérances de bonheur. C'est sur ces instances que Froufrou accepte la main de Sartoris, non sans un certain regret pour M. de Valréas, et sans un certain pressentiment que cet amoureux si léger, si étourdi, dont la demande a fait rire M. Brigard lui-même, serait peut-être le mari qui lui conviendrait le mieux.

Tel est le prologue de la pièce, car ce premier acte est un véritable prologue. Nous allons retrouver tout à l'heure Froufrou mariée depuis quatre ans. Bien que je ne tienne pas beaucoup à l'unité de temps, et que je n'aie jamais su grand gré à Corneille de la peine qu'il s'est donnée pour démontrer que tous les événemens du Cid pouvaient tenir en

vingt-quatre heures, je trouve que MM. Meilhac et Halévy abusent un peu d'une licence que le relâchement des principes modernes autorise. Les événemens de leur comédie s'échelonnent d'années en années et de mois en mois. Cela donne à la pièce quelque chose de cahotant, et cela en ralentit un peu l'action, car il n'y a pas d'acte qui ne commence par un petit récit de ce qui s'est passé derrière la toile. Au reste, ce prologue est charmant, et les détails en sont aussi spirituels que gracieux. Tous ces personnages sont bien posés, leurs caractères sont dessinés d'une main légère, et les traits en sont à la fois nettement et finement marqués. Froufrou a surtout un mérite rare : elle est séduisante, et je connais peu d'héroïnes de théâtre dont on puisse en dire autant. Remarquez en effet comme à la scène l'intérêt est tout entier dans les situations et combien il provient rarement des personnages. Les choses se passent si rapidement pendant ces quelques heures qu'on n'a point le temps de s'éprendre de goût pour eux. On ne les aime pas, et ils ne demeurent pas vivans dans votre esprit comme des héros de roman. Eh bien! Froufrou fait exception à cette indifférence. Dès qu'elle entre en scène, elle captive l'imagination, et l'on est impatient de voir se dérouler devant soi la suite de sa destinée, qui inspire une tendre inquiétude. Froufrou mariée n'est pas différente, comme on peut penser, de Froufrou jeune fille. La toilette, le monde, la comédie, tiennent dans sa vie une place tellement grande qu'il lui en reste bien peu pour son mari et son enfant. Elle ne peut pourtant pas conduire George aux Tuileries en portant elle-même son cerceau. Elle ne peut pas non plus suivre son mari à Carlsruhe, où il vient d'être nommé ministre. Comment imaginer Froufrou sans Paris, et Paris sans Froufrou? Et quand Sartoris, après avoir refusé le poste qu'on lui offre, demande à Froufrou comme récompense de renoncer à son rôle dans certaine petite pièce, *Indiana et Charlemagne*, où elle doit jouer pour les pauvres, costumée en débardeur, elle s'écrie : Oh! mon ami, je croyais que vous alliez me demander quelque chose de raisonnable!

Ce qui fait qu'elle tient tant à son rôle d'Indiana, c'est peut-être bien qu'elle doit avoir pour Charlemagne son ancien amoureux, M. de Valréas, qui commence à s'éprendre pour de bon. Les répétitions vont leur train, et Froufrou permet à M. de Valréas de n'omettre aucun des jeux de scène, qui sont parfois d'un goût douteux. Tout cela se passe sous les yeux d'une certaine baronne de Cambri, amie de la femme, fort peu aimée du mari, et qui joue ici un assez vilain rôle. Tant de légèreté contriste et alarme le faible Sartoris, et il profite du départ de M. Brigard, qui va applaudir à Prague les débuts d'Antonia Brunet, pour solliciter Louise, la sage Louise, de venir habiter en tiers avec eux. Froufrou joint ses instances à celles de son mari, et c'est elle-même qui installe Louise à sa place, au coin de son feu, entre son mari et son enfant.

« Vous êtes charmans ainsi, » s'écrie-t-elle en leur envoyant un baiser, et elle se sauve pour assister chez Mme de Cambri à un dîner de femmes où l'on doit parler comédie et toilettes.

La gaîté de Froufrou ne doit pas toujours durer. Valréas, qui devient de plus en plus sentimental, a fini par se déclarer, et Froufrou lui intime l'ordre de partir le soir même. Ce n'est pas sans regret pourtant qu'elle se montre aussi sévère. Aime-t-elle Valréas? A vrai dire, elle n'en sait trop rien elle-même; mais elle trouve que son mari s'occupe bien peu d'elle, et que dans son intérieur elle occupe une place bien petite, Louise une place bien grande. C'est Louise qui choisit la gouvernante de George, c'est Louise que son mari consulte quand il s'agit d'acheter une terre. Louise! toujours Louise! Froufrou ne veut plus qu'il en soit désormais ainsi. Elle demande à son mari de reprendre la direction de sa maison. Sartoris accueille sa demande avec un sourire, et, voyant ensuite sa tristesse, lui fait cadeau d'une paire de chevaux. Elle veut embrasser son fils, il est sorti avec Louise. Son père vient la voir pour lui demander le modèle d'un chapeau de femme. Elle éclate en sanglots devant lui; mais il a hâte de se laisser convaincre qu'elle n'est qu'un peu nerveuse. « Tâche d'être heureuse, lui dit-il, car tant que tu es heureuse je ne suis qu'un père léger; si tu devenais malheureuse, je serais un père abominable. » De la tristesse, Froufrou passe bientôt à la jalousie. Elle devine rétrospectivement l'amour que Louise a eu jadis pour son mari, et, celle-ci venant de refuser un mariage très avantageux, Froufrou éclate en transports de fureur. Elle accuse formellement Louise de n'être venue s'installer sous son toit que pour lui ravir le cœur de son mari et pour reprendre petit à petit tout ce qu'elle lui avait abandonné. « Tu m'as pris ma maison, mon enfant, mon mari, s'écrie-t-elle à la fin, eh bien! garde tout. » Et elle s'enfuit sans vouloir dire où elle va.

Ces trois premiers actes sont désespérans pour un critique. Il n'y a guère qu'à raconter et à louer. Tout cela est vif, naturel, vraisemblable, plus profond qu'il n'y paraît au premier abord. On y trouverait la matière d'un très joli roman, et puisque MM. Meilhac et Halévy ont le talent si varié, ils devraient bien nous raconter à nouveau cette histoire de Froufrou qu'ils ont débuté par mettre en scène; ce serait pour eux l'occasion de se corriger eux-mêmes et de donner aux aventures de Froufrou un dénoûment moins tragique et moins banal. MM. Meilhac et Halévy ont eu recours en effet à un procédé théâtral fort usité de notre temps, que M. Sardou a inventé, et qui consiste à coudre à trois actes de comédie, souvent de farces, deux actes de pur mélodrame. Contre ce procédé pris en lui-même, je n'élève point d'objection radicale. Le tragique et le grotesque se mêlent assez souvent dans la vie pour qu'on puisse les mêler aussi sur la scène, et je n'ai pas beaucoup la superstition des genres et des divisions qu'on y reconnaît. Je sais bien que l'unité est la condition indispensable d'un chef-d'œuvre; mais vous ne vous

attendiez pas à ce que MM. Meilhac et Halévy fissent un chef-d'œuvre, n'est-ce pas? Ne leur cherchons donc point querelle pour le procédé, et voyons seulement le parti qu'ils ont su en tirer. Froufrou, après s'être sauvée, va rejoindre à Venise M. de Valréas. Son mari survient, il tue Valréas en duel, et quelques mois après Froufrou meurt d'une maladie de langueur entre les bras de son mari, qui lui pardonne. Voilà en quelques mots le résumé des deux derniers actes. Combien nous sommes loin de la simplicité et de l'originalité du début! Ce que je reprocherai à ce dénoûment, ce n'est pas tant qu'il soit banal, car j'ai dit ici même que je ne faisais pas grand cas au théâtre de ce qui est nouveau; c'est qu'il n'est pas la conséquence logique du commencement, c'est qu'il dérange l'idée que le spectateur s'était accoutumé à concevoir du caractère de Froufrou. Durant les trois premiers actes, Froufrou paraît être une de ces femmes comme on en voit tant à présent, que la vie et la fortune ont gâtées. Ces femmes-là s'imaginent qu'elles sont épouses irréprochables parce qu'elles n'ont point été brutalement infidèles à leur mari, et bonnes mères parce qu'elles envoient chercher le médecin quand leur enfant est malade; mais elles n'ont point l'idée qu'il y ait des vingt-quatre heures de la journée un autre emploi à faire que de chercher des amusemens, et les grands devoirs, les grands intérêts de la vie demeurent pour elles lettre close. C'est là un type essentiellement moderne et parisien dont j'avais trouvé la peinture vraie, fine et neuve. J'ai donc été tout dérouté quand j'ai vu que la pièce de MM. Meilhac et Halévy finissait par verser dans cette vieille ornière de l'adultère qui depuis quelques années est si largement frayée. J'entends bien que la légèreté du caractère de Froufrou devait avoir sa punition, et que cela était nécessaire à l'action scénique; mais ne pouvait-on pas la conduire jusqu'au bord de l'abîme sans l'y précipiter. Était-il nécessaire de ternir cette gracieuse figure, et ne valait-il pas mieux, tout en la montrant coupable et punie, la conserver jusqu'à la fin idéale et pure? Au lieu de cela, on a préféré nous la montrer courant la prétentaine avec un jeune élégant aux dépens duquel on a commencé par nous faire rire, et recevant les notes de fournisseurs qu'elle ne peut pas payer, pour bien nous faire entendre qu'elle devra vivre des générosités de son amant, sauf ensuite à employer les grands moyens quand il s'agit de faire renaître notre intérêt pour elle, à la faire agoniser sur la scène. Et cela pourquoi? Mon Dieu! il faut bien le dire, pour assurer, en recourant aux grands coups, le succès d'une pièce dont on craignait peut-être que le public blasé n'appréciât pas la finesse, pour faire pleurer les femmes et pour acheter à tout prix les applaudissemens.

En cette circonstance, MM. Meilhac et Halévy ont manqué de ce qu'un critique appelait naguère spirituellement « la probité littéraire, » entendant par là ce scrupule d'artiste qui détermine un auteur à faire aux délicatesses de l'art le sacrifice de certains effets vulgaires dont le succès

est assuré. MM. Meilhac et Halévy ont le goût trop fin pour ne pas comprendre qu'en menant à mal la pauvre Froufrou ils lui ont enlevé une partie de son originalité. Quoi d'étonnant si, après avoir été jeune fille frivole, femme coquette, mère négligente, elle finit par devenir épouse adultère? Du moment que Froufrou cesse d'être honnête, elle cesse aussi d'offrir un type à part. Rien ne la distingue plus des autres femmes frivoles, et son nom devient légion. Aussi quand arrivent les éternelles péripéties du duel théâtral, l'attente fiévreuse, le retour du témoin, on oublie complétement le caractère de Froufrou pour ne songer qu'à son aventure. On avait fait la connaissance d'un personnage, on ne trouve plus devant soi qu'une situation. MM. Meilhac et Halévy ont-ils tiré du moins de cette situation tous les effets qu'elle comportait? Oui et non. Sans doute il y a tels instans où la salle est gagnée par une émotion à laquelle, moi qui parle et critique, je n'ai pas complétement échappé; mais le beau mérite de faire du bruit quand on tape à coups redoublés sur un tambour! En revanche, il y a des scènes dont l'invraisemblance touche à l'absurde, entre autres celle où Sartoris vient retrouver sa femme à Venise pour lui rapporter les deux millions de sa dot, soigneusement enfermés dans une enveloppe, ce qui est puéril, et pour lui annoncer qu'il va se battre avec Valréas, ce qui est brutal. Et quant à cette agonie de Froufrou qui fait verser tant de larmes à la partie féminine de l'auditoire, comme il s'en faut qu'elle soit traitée avec art et avec sobriété! Or il faut de l'habileté, et beaucoup, pour rendre tolérable à la scène un aussi triste épisode. Quand Froufrou arrive expirante et se jette aux genoux de Sartoris, la situation a tout d'abord quelque chose de trop poignant. Cette jeune femme qui va mourir entre son mari, son père, sa sœur et son enfant, c'est un spectacle qui se peut difficilement supporter. J'admets à la rigueur qu'un auteur ait le droit, comme dans *la Dame aux Camélias,* de faire assister un amant à la mort de sa maîtresse : si cruelle que soit une pareille douleur, ce qu'elle a de romanesque et d'exalté la fait rentrer dans le domaine de l'observation dramatique; mais ces douleurs de famille, si intimes, si simples, si déchirantes, oh! elles sont sacrées! ne les profanez point par la mise en scène. Puis savez-vous ce qui arrive? Comme l'émotion au théâtre est chose essentiellement fugitive, comme Froufrou met un peu trop de temps à mourir, le spectateur recouvre son sang-froid, et, le sens critique se réveillant en lui, il se met en devoir de juger. Par exemple, quand Froufrou a un souvenir et un regret pour une certaine robe blanche et rose qu'elle affectionnait, il ne peut s'empêcher de penser à ce petit manchon tant désiré par l'humble ouvrière qui meurt dans sa mansarde au dernier acte de *la Vie de Bohême.* Copie, murmure-t-il, copie! et voilà tout l'effet détruit. Oh! qu'il est difficile de faire mourir artistement les gens!

En résumé, que restera-t-il de cette pièce, une fois le premier moment d'engouement passé? Trois actes de comédie excellens, deux actes

de mélodrame fort imparfaits, que le talent d'une actrice destinée, si je ne me trompe, à prendre rang parmi les meilleures parvient seul à rendre supportables. Les deux auteurs sont gens de beaucoup de ressources, de facilité et d'esprit. Je crois volontiers qu'ils ont assez de goût pour juger leur passé littéraire avec la sévérité qu'il mérite; mais je doute qu'ils poussent la contrition au point d'en faire pénitence et de travailler à le racheter en prenant désormais et exclusivement pour modèle les trois premiers actes de *Froufrou*. G. DE SAFFRES.

ESSAIS ET NOTICES.

Gérard Mercator, sa Vie et ses OEuvres, par le Dr J. van Raemdonck, Saint-Nicolas 1869.

Le nom de Gérard Mercator rappelle une vérité qui est un encouragement et une consolation pour les hommes d'étude. Quand l'esprit a été mûri par de longues années d'efforts et d'une ardente curiosité appliquée sans cesse à creuser un sujet aride, une remarque en apparence fort simple, un trait de plume, une modeste formule, peuvent résoudre des problèmes d'une importance capitale et devenir la source des plus fécondes innovations. C'est ainsi que la projection des cartes marines, inventée par Mercator en 1569, a produit dans l'art de la navigation une réforme des plus heureuses. Les planisphères publiés par les géographes de ce temps ne pouvaient convenir aux usages des marins, parce que les méridiens et les parallèles de latitude y étaient représentés par des lignes courbes. Les cartes plates des pilotes, où les méridiens étaient figurés par des droites verticales et les parallèles par des droites horizontales, ne valaient guère mieux, car elles ne tenaient pas compte, du rapprochement progressif des méridiens que l'on constate à mesure qu'on s'avance vers les pôles. Les degrés de longitude, que l'on inscrit sur les parallèles, y restaient égaux en étendue aux degrés de latitude, marqués sur les méridiens, tandis qu'en réalité les degrés de longitude décroissent de l'équateur aux pôles, les degrés de latitude étant seuls sensiblement constans. Les rapports de situation des différens points du globe étaient donc altérés d'une manière fâcheuse par les cartes qui se trouvaient entre les mains des navigateurs, et l'imperfection de leurs guides indispensables se faisait cruellement sentir dans cette ère des grandes expéditions; elle n'avait pu échapper à l'esprit sagace du grand géographe flamand. Il imagina une modification, si simple qu'elle n'a l'air de rien, et qui cependant faisait disparaître comme par enchantement toutes les difficultés : elle consiste à faire croître sur les méridiens les degrés de latitude de l'équateur vers les pôles, afin de compenser l'exagération inévitable des degrés de longitude qui séparent

les méridiens. De cette façon, les véritables rapports de direction et de distance se trouvent rétablis pour chaque partie de la carte, et le navire qui se dirige constamment vers le même point du compas décrit sur la carte une ligne droite facile à marquer. On comprend l'immense avantage que le navigateur peut retirer de cartes sur lesquelles une ligne droite lui indique où il doit arriver, s'il fait toujours voile avec le même rumb de vent.

La supériorité de la projection de Mercator, qu'il mit en œuvre dans sa grande mappemonde marine, en quatre feuilles, intitulée : *Nova et aucta orbis terræ descriptio ad usum navigantium emendate accommodata,* était si incontestable et si évidente, que les navigateurs ses contemporains s'en défièrent et ne se pressèrent pas de l'adopter. C'est ainsi que la plupart des grandes et utiles découvertes ont rencontré au début l'indifférence, sinon l'opposition ou la raillerie de ceux à qui elles devaient profiter. C'est vers 1630, soixante ans plus tard, que les hydrographes commencèrent à imiter l'exemple du célèbre Flamand. Aujourd'hui les cartes de Mercator, perfectionnées et sans cesse rectifiées dans les détails. sont devenues d'un usage général et exclusif pour l'hydrographie. Le progrès qu'elles ont réalisé n'a de comparable que celui que l'Américain Maury a fait faire récemment à la navigation par la publication de ses *Wind and current charts,* où l'on trouve inscrits les vents qui règnent en chaque point de l'Océan.

Les immenses travaux de Mercator, ses grandioses publications, ont inauguré une nouvelle ère de la géographie, dont il essayait de faire une science exacte. C'est lui qui a introduit l'usage de graduer les cartes. Il avait le génie critique, la sagacité qu'il faut pour discerner au milieu d'un amas de matériaux ceux qui méritent confiance et qui offrent un accord intérieur; aussi ses cartes sont-elles des chefs-d'œuvre pour l'époque où elles furent construites. L'illustre Flamand ne se bornait pas d'ailleurs aux études géographiques; il était en quelque sorte l'Alexandre de Humboldt du XVIe siècle. Voici son programme tel qu'il le formule lui-même dans la dédicace de ses *Tables de la Gaule.* « Méditant la description de l'univers, dit-il, la distribution de mes travaux exigeait de traiter d'abord de la formation du monde et de la disposition de ses parties en général; ensuite de l'ordre et du mouvement des corps célestes; en troisième lieu de leur nature, de leur rayonnement et du concours de leurs influences pour en inférer la véritable astrologie; en quatrième lieu, des élémens; en cinquième lieu, de la description des royaumes et de la terre entière; et en sixième lieu, des généalogies des princes depuis le commencement du monde, pour rechercher les émigrations des peuples, les premiers habitans des pays, les dates et l'antiquité des inventions. Tel est en effet l'ordre naturel des choses, qui nous en fait connaître les causes et les origines, et qui est le meilleur guide pour arriver à la vraie science et à la vraie sagesse. » Ce vaste

plan d'études, Mercator l'exécuta en grande partie; il ne fut arrêté dans son œuvre que par la mort. Nouvel Atlas, il portait sur ses seules épaules, comme il le dit, « la fabrique du monde. » On se figure sans peine combien d'études, de dépenses, de peines de toute sorte durent lui coûter ces nombreuses cartes rassemblées, discutées, corrigées, redressées et finalement gravées par lui. Ses travaux cartographiques eurent d'ailleurs un succès croissant avec les années; le grand et le petit *Atlas* de Mercator (c'est le nom qu'il avait choisi pour ces ouvrages) ont été publiés en langues latine, française, allemande, flamande et turque, et ont eu ensemble cinquante éditions connues.

Le pays de Waas, fier à juste titre d'avoir produit ce grand géographe, songe aujourd'hui à lui élever une statue à Rupelmonde, sa ville natale. A cette occasion, M. van Raemdonck a publié une nouvelle biographie de Mercator qui est un vrai monument d'érudition. On y trouve les recherches les plus minutieuses sur la famille de l'illustre Flamand, dont le nom primitif de Kremer, qui signifie *le Mercier,* a été latinisé et changé en celui de *Mercator*. L'auteur nous montre son héros, fils d'un pauvre cordonnier, grandissant dans une ferme, puis étudiant à cette université de Louvain qui était déjà l'une des plus fréquentées et les plus florissantes du monde. Lorsqu'il eut pris ses grades et qu'il essaya de tirer parti de sa science, il s'aperçut bien vite que la philosophie ne le ferait pas vivre. Il résolut bravement de devenir fabricant d'instrumens mathématiques et dessinateur de cartes. Cette carrière modeste, qu'il ne devait plus abandonner, le conduisit à la fortune et à la gloire, mais non sans tribulations et difficultés de toute sorte. Mercator se mit donc à construire des sphères terrestres, des sphères célestes, des instrumens d'astronomie et d'arpentage; il levait les plans de propriétés particulières, il dessinait des cartes géographiques, les gravait et les enluminait de ses propres mains. Recommandé à Charles-Quint par le chancelier Granvelle, il fut chargé d'exécuter pour l'empereur une foule d'instrumens dont ce dernier voulait se servir dans ses campagnes, et ses relations lui furent dans la suite d'une grande utilité. Il fonda sa réputation comme géographe par la publication d'une excellente carte de la terre sainte, qui parut en 1537, et qu'il avait composée en discutant avec soin les matériaux fournis par les voyageurs. La carte de Flandre, qu'il publia trois ans plus tard, reposait entièrement sur ses propres observations. Muni de ses instrumens et armé du bâton de voyage, Mercator avait parcouru la Flandre du nord au sud, de l'est à l'ouest, visitant les villes et les villages, traversant les plaines et les bois, longeant les cours d'eau, gravissant les hauteurs, mesurant, dessinant et notant tout ce qui devait servir à la description du pays; il avait subi bien des privations et bravé bien des dangers lorsqu'il revint à Louvain pour s'y livrer à la composition de son chef-d'œuvre. La grande carte de la Flandre et celle de la Palestine ont eu le même sort : il n'en

reste malheureusement aucun vestige, nous ne les connaissons que par les réductions qui en ont été faites.

Ces premiers succès firent comprendre à Mercator qu'il était sur son véritable terrain, et il résolut dès lors de se vouer corps et âme au perfectionnement de la géographie, sa science de prédilection. Tout lui souriait. Marié à une femme qu'il aimait et père de six enfans, il trouvait des ressources plus que suffisantes dans les travaux qu'il exécutait de temps à autre pour les abbayes, les évêques et les grands seigneurs, tous désireux de posséder des plans de leurs domaines dressés par l'habile géomètre flamand. C'est au milieu de cette prospérité que vint le chercher la persécution. Le procureur-général du conseil de Brabant était arrivé à Louvain, muni d'une liste de quarante-trois bourgeois que l'on accusait d'hérésie, et Mercator figurait sur cette liste. Il se trouvait à ce moment à Rupelmonde, où il était allé recueillir la succession du curé, son grand-oncle. Le bailli du pays de Waas le fit arrêter et le mit au secret. Mercator crut d'abord à une méprise, car rien ne semblait motiver les mesures dont il était l'objet. Le curé de sa paroisse, Pierre De Corte, essaya d'intercéder pour lui auprès de la gouvernante des Pays-Bas; il ne réussit qu'à se rendre suspect lui-même. L'abbé de Sainte-Gertrude, conservateur des priviléges de l'université de Louvain, réclama la mise en liberté de Mercator en faisant remarquer qu'il dépendait de la juridiction de l'université, le recteur François van Son écrivit lui-même à la reine Marie; mais l'autorité d'un inquisiteur de la foi ne put rien contre la volonté bien arrêtée de trouver Mercator coupable. L'instruction du procès fut longue et minutieuse; l'absence complète de preuves fit enfin relâcher le prisonnier après quatre mois d'une captivité des plus dures.

Rendu à la liberté, il reprit ses occupations habituelles; mais les troubles religieux qui agitaient alors le Brabant et la Flandre le décidèrent à transporter ses pénates à Duisbourg, dans le duché de Clèves. Il prit une part active à l'organisation du célèbre *gymnase* de cette ville, qui fut fondé en 1559 et qui a célébré il y a dix ans son troisième anniversaire séculaire. Nommé peu après cosmographe du duc de Clèves, Mercator se vit entouré d'amis et comblé de faveurs; mais cette prospérité croissante portait ombrage à un ennemi qui se cachait dans l'ombre, et dont les calomnies, semées avec habileté, forcèrent Mercator à insérer dans la préface de sa *Chronologie* une protestation contre les perfides attaques de ce monstre d'Afrique (*libyca bestia*) qui cherchait à détruire son honneur. La protestation de l'infortuné géographe est d'ailleurs un modèle de mansuétude et de modération. « Quelque grand que soit le tort que mon calomniateur m'ait fait, dit-il, je ne lui ai jamais souhaité autre chose que de le voir devenir homme de bien. » L'enquête ordonnée par le duc de Clèves eut d'ailleurs pour résultat de démontrer

l'innocence de Mercator et de la faire proclamer solennellement. Ces vexations ne l'avaient jamais empêché de continuer avec ardeur ses travaux géographiques, et ses publications, qui se succédaient coup sur coup, remplissaient le monde de sa renommée.

En émigrant de Louvain à Duisbourg, il avait aussi transporté dans sa nouvelle résidence sa fabrique d'instrumens mathématiques qui occupait ses fils, ses petits-fils et un assez grand nombre d'ouvriers. Les sphères célestes et les globes terrestres de Mercator étaient si beaux et si recherchés qu'il ne pouvait satisfaire à temps aux nombreuses demandes qu'il recevait. Son ami Camérarius en achetait plusieurs chaque année pour les faire revendre aux foires de Francfort-sur-le-Mein, qui avaient lieu l'une au printemps, l'autre en automne. En même temps, Mercator composait, dessinait et gravait ses grandes cartes, qu'il accompagnait toujours de la description détaillée du pays qu'elles représentaient. Sous le titre de *Géographie politique,* il expose la constitution civile du pays, l'administration de la justice et l'organisation ecclésiastique, et ses renseignemens sont si complets, si exacts, que pendant longtemps ils ont servi de base à toutes les publications analogues. Sous la rubrique : *Géographie mathématique,* il coordonne les positions de lieux qu'il a pu se procurer, en comptant généralement les longitudes à partir du méridien de l'île de Fer, parce qu'il admet que c'est là que l'aiguille aimantée vise directement au nord. Les cours des rivières, les forêts, les montagnes et les plaines, les routes et les canaux sont décrits en troisième lieu sous le titre de *Géographie physique.* L'œuvre de Mercator embrasse donc tout ce qui est du ressort de la géographie, ce mot pris dans son acception la plus large, et nous ne le trouvons pas trop ambitieux lorsqu'il dit dans l'une de ses préfaces : « Je veux monter sur une haute échauguette de l'esprit et faire voir le monde comme dans un miroir. »

La volumineuse biographie de Mercator, qui vient d'être publiée par M. J. van Raemdonck, devra être considérée comme un précieux complément de l'histoire des sciences au XVIe siècle. Elle est remplie de détails curieux, et les moindres choses y sont appuyées sur des documens authentiques. On pourrait toutefois reprocher à l'auteur d'abuser des citations et de se départir trop rarement du langage d'un panégyriste qui veut découvrir dans les actes les plus ordinaires de son héros des traits de génie ou de grandeur d'âme. Cette admiration soutenue est certes fort excusable, mais cela fatigue le lecteur et le fait quelquefois sourire.

R. RADAU.

C. BULOZ.

LUPO LIVERANI

En lisant, on est parfois frappé d'une idée qu'on voudrait traduire autrement, et on se laisse emporter par une sorte de plagiat candide qui est absous dès qu'il est avoué.

C'est en lisant *el Condenado por desconfiado,* de Tirso de Molina, que je me suis mis très involontairement à écrire *Lupo Liverani* sur la même donnée, en m'appropriant tout ce qui était à ma convenance; ce n'est là ni piller ni traduire, c'est prendre un thème tombé dans le domaine public et l'adapter à ses propres moyens, comme on a fait de tout temps pour maint sujet classique ou romantique, philosophique ou religieux, dramatique ou burlesque.

De ce que le sujet du *Damné* de Tirso de Molina n'a pas encore beaucoup servi, il ne résulte pas que quelqu'un n'ait pas le droit de commencer à s'en servir. Ce sujet est assez étrange pour ne pas tenter tout le monde.

Voici ce que dit du *Damné pour manque de foi* ou du *Damné pour doute,* — le titre même du drame est intraduisible, — M. Alphonse Royer dans la préface de son excellente traduction, la première qui ait été faite, il n'y a pas plus de cinq à six ans.

« C'est un véritable *auto,* c'est-à-dire un drame religieux selon les croyances du temps où il a été écrit. C'est une parabole évangélique pour rendre intelligible au peuple le dogme catholique de la grâce efficace... Le drame est très célèbre en Espagne, où il est regardé comme une des plus hardies créations de son auteur... Michel Cervantes, dans son drame religieux intitulé *el Rufian dichoso,* a aussi mis en œuvre ce dogme de la grâce efficace. »

La grâce efficace! voilà certes un singulier point de départ pour une composition dramatique. Pourtant, à travers ces subtilités sur la *grâce prévenante,* le *pouvoir prochain,* la *grâce suffisante* et la *grâce efficace,*

dont nous rions aujourd'hui et dont Pascal s'est si magistralement raillé tout en y portant la passion janséniste, nous savons tous que bouillonnait la grande question du libre arbitre et de la dignité de l'homme. Nous la cherchons autrement aujourd'hui, mais nous la cherchons toujours.

Peut-on dire que les jansénistes défendaient mieux la liberté humaine que les molinistes? Parfois oui, en apparence; mais, en réalité, toutes ces doctrines faisaient intervenir Dieu dans l'action de notre volonté d'une façon si étrange et si arbitraire, que nous avouons ne nous intéresser sérieusement qu'au fait historique. Nous ne voyons pas l'esprit de liberté poindre franchement dans ces petites hérésies vagues du catholicisme, et nous ne concevons plus de progrès véritable qu'en dehors du sanctuaire.

L'œuvre du religieux Gabriel Tellez, qui a publié ses drames admirables sous le pseudonyme de Tirso de Molina, nous a paru ouvrir une plus large porte que toutes les controverses du temps. J'ignore si ce moine inspiré était bien orthodoxe, et je n'oserais soutenir que son but, en écrivant *le Damné,* fût réellement de populariser le dogme de la grâce. Je crois qu'à cette époque beaucoup de hardiesses du cœur et de l'esprit se sont cachées sous de saints prétextes, et n'ont été autorisées que parce qu'elles n'ont pas été comprises. Tirso est un Shakspeare espagnol; on a dit un *Beaumarchais en soutane.* Selon nous, ce n'est pas assez dire. Beaumarchais n'eût ni conçu ni exécuté *le Burlador de Séville* (le *Don Juan* imité par Molière), ni *le Condenado,* qui ne souffre l'imitation qu'à la condition d'un remaniement complet. C'est une des grandes conceptions de l'art, peu connue et affreusement difficile à traduire, parce qu'elle est mystérieuse, et, comme *Hamlet,* se plie à diverses interprétations. Voici l'opinion d'une personne avec qui je lisais ce drame : — C'est beau, mais j'y vois un dogme odieux. L'homme est damné parce qu'il cherche à savoir son sort, le but de sa vie. Toute vertu, tout sacrifice lui est inutile. Celui qui croit aveuglément peut commettre tous les crimes : un acte de foi à sa dernière heure, et il est sauvé! — En effet, en voyant le repentir tardif et la confession forcée du bandit de Tirso, on peut conclure que la moralité officielle du drame est celle-ci : — sois un saint, une heure de doute te perdra. Crois comme une brute et agis comme une brute, Dieu te tend les bras, car l'église t'absout. — Eh bien! peut-être est-ce là le brevet officiel extorqué par le maître à la censure; mais il m'est impossible de ne pas voir une pensée plus large et plus philosophique qui fait éclater la chasuble de plomb du moine, et cette pensée secrète, ce cri du génie qui perce la psalmodie du couvent, le voici : — La vie de l'anachorète est égoïste et lâche; l'homme qui croit se purifier en se faisant eunuque est un imbécile qui cultive la folie et que l'éternelle contemplation de l'enfer rend féroce. Celui-là

invente en vain un paradis de délices, il ne fera que le mal sur la terre et n'arrivera à la mort que dégradé. — Celui qui obéit à ses instincts vaut mille fois mieux, car ses instincts sont bons et mauvais, et un moment peut venir où son cœur ému le rendra plus grand et plus généreux que le prétendu saint dans sa cellule.

Qu'un moine de génie ait rêvé cela sous le regard terne et menaçant de l'inquisition, rien ne me paraît plus probable, parce que rien n'est plus humain. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que le système de l'autre Molina, le célèbre jésuite contemporain de Molina le dramaturge, fut gravement menacé par l'inquisition et traduit en cour de Rome pour cause d'hérésie, comme le fut plus tard Jansénius pour ses attaques contre le molinisme, l'idée, quelle qu'elle soit, ayant toujours eu le privilége d'être poursuivie à Rome. Les deux doctrines ennemies n'ont pas résolu leurs propres doutes; mais j'avoue qu'en me mettant, s'il m'était possible, au point de vue catholique et en admettant le dogme atroce de l'enfer, je serais plus volontiers moliniste, je dis disciple direct et contemporain de Molina, que janséniste, même avec le sublime Pascal et les grands docteurs de son temps. Je trouve dans la première idée de Molina le jésuite quelque chose de pélagien qui me montre Dieu bon et l'enfer facilement vaincu, tandis que dans les tendances augustiniennes je vois l'homme rabaissé jusqu'à la brute, sa volonté enchaînée au caprice d'un dieu stupide et insensible, le diable triomphant à toute heure et l'enfer pavé des martyrs du libre examen.

Ce que la douce doctrine de Molina est devenue entre les mains des bons pères Escobar et autres, ni Molina le grand jésuite, ni Tellez Molina le grand poète, — son disciple à coup sûr, — n'ont dû le prévoir. Tout dans l'œuvre de ce dernier proclame ou révèle la sincérité, l'humanité et la charité, l'horreur de l'hypocrisie, la raillerie des macérations, le sentiment de la vie, la victoire attribuée aux bons instincts sur les étroites pratiques. Il est vrai qu'il a dû dénouer son drame par la soumission au prêtre et la réconciliation avec l'église moyennant la confession classique du brigand. Je me suis dispensé, dans ma donnée, de cette formalité que la censure ne peut plus exiger, et, prenant Dieu et le diable dans le symbolisme, d'ailleurs assez large, où Tirso les fait apparaître et agir, je me suis permis de mettre dans la bouche de Satan les paroles que je regarde comme la traduction de la vraie pensée du maître.

En finissant cette préface, qu'on ne lira peut-être pas, — on veut aller vite au fait aujourd'hui, et on a raison, — je demande pourtant qu'on s'y reporte d'un rapide coup d'œil en finissant le drame, et qu'on ne m'accuse pas d'avoir été touché par la grâce efficace, un beau matin, en prenant mon café ou en chaussant mes pantoufles. Je ne crois pas que les choses se passent ainsi entre le ciel et l'homme; je suis

persuadé qu'en nous envoyant en ce monde, on nous a pourvus de la *grâce suffisante*, et que, s'il est des malheureux entièrement privés de leur libre arbitre (il y en a certainement), ces exceptions confirment la règle au lieu de l'infirmer.

PERSONNAGES.

LUPO, chef de brigands.
ANGELO, ermite.
LIVERANI, père de Lupo.
DÉLIA, courtisane.
QUINTANA, serviteur d'Angelo.
ROLAND, majordome de Liverani.
GALVAN, jeune débauché.
LISANDRO, jeune débauché.
MOFFETTA, } brigands.
ESCALANTE, }
TISBÉA, jeune montagnarde.
UN PETIT BERGER, personnage légendaire.
SATAN.
UN CHEF DE SBIRES.

ACTE PREMIER.

(Arbres et rochers au flanc du Vésuve, à l'entrée d'un ermitage qui est une grotte à deux arcades; la plus petite, brute, sert d'entrée au logement de l'ermite; l'autre, creusée avec plus de soin dans le roc, abrite une madone de marbre blanc qui porte le *bambino;* un vieux cèdre écimé l'ombrage.)

SCÈNE PREMIÈRE.

TISBÉA, QUINTANA, qui a un froc de moine.

QUINTANA.

Belle Tisbéa, que le ciel bénisse tes yeux noirs, et tes épaules de safran, et tes mains mignonnes, et ton pied léger, et ton sein virginal, et ton panier rebondi... (Il veut prendre le panier qu'elle porte.)

TISBÉA.

C'est trop de complimens pour un religieux, frère Quintana! Si le père Angelo vous entendait...

QUINTANA.

Le père Angelo a fait bien d'autres madrigaux, et même il ne s'arrêtait pas souvent aux paroles.

TISBÉA.

Je sais qu'il a été un grand débauché du temps qu'il menait la vie de seigneur à Naples; — mais, depuis cinq ans que la grâce a touché son âme, il mène ici une vie angélique, et c'est un grand bonheur pour vous d'avoir un tel maître.

QUINTANA.

Oui, je l'ai suivi au désert pour mon salut; mais je croyais la chose plus agréable qu'elle ne l'est.

TISBÉA.

Vous me faites l'effet d'un homme mal converti à la chasteté.

QUINTANA.

Ce n'est pas la paillardise, — je veux dire la concupiscence, — qui me tient; hélas! non, ne le crois pas, belle enfant. Tu me flatterais le museau de ta blanche main, que je la mordrais peut-être plutôt que de la baiser.

TISBÉA.

Êtes-vous enragé?

QUINTANA.

Non, car la rage ôte la faim et la soif, et moi je suis si affamé que quelque jour je me mangerai moi-même.

TISBÉA.

J'entends, votre maître vous condamne à trop de jeûne?

QUINTANA.

Et son vœu de pauvreté nous impose trop maigre chère. Aussi, si j'ôtais la bure qui me couvre, vous verriez le soleil et la lune à travers mes côtes, et si l'on me mettait une mèche... n'importe où, l'huile rance dont je suis abreuvé ferait de moi une lampe pour éclairer notre chapelle. Vous voyez bien que vous ne courez aucun risque auprès d'un homme exténué de macérations, et que mes soupirs s'adressent moins à vos charmes qu'au panier que vous nous apportez.

TISBÉA.

Je suis une grande sotte d'avoir oublié le pain et les fruits. Je n'apporte que des fleurs pour la madone.

QUINTANA.

Des fleurs! toujours des fleurs! Je mange tant d'herbes et de plantes que quelque jour on me verra, pour sûr, enfanter un printemps...

TISBÉA, mettant ses fleurs à la madone.

Dites au saint ermite de prier pour que mon vœu s'accomplisse, et priez aussi; je vous apporterai demain un fromage de ma chèvre.

QUINTANA.

Sainte Vierge, un fromage! O madone du cèdre, madone du Vésuve! entends mes humbles supplications, vois mes larmes, vois mon cœur contrit et mes os qui percent ma peau! Prends pitié de moi, envoie-moi un fromage, un fromage blanc et lourd comme le marbre dont tu es faite, un rocher, un bloc, un cratère, un volcan de fromage!

TISBÉA.

Vous ne priez que pour vous! Laissez-moi prier seule, et vous saurez ensuite ce qu'il faut demander pour moi. (Elle prie.) Madone du cèdre, madone des laves, toi qui as forcé l'éruption à s'arrêter ici et à respecter ta chapelle et ton arbre, toi qui connais ceux qui doivent être sauvés et ceux qui ne le seront pas, ramène mon fiancé sain et sauf, et je ferai à ton divin bambino un collier de coquillages roses et de fleurs de grenadier. (A Quintana.) Vous direz à l'ermite de prier.

QUINTANA.

Pour qui?

TISBÉA.

Écoutez bien! pour Moffetta, mon fiancé, qui est parti avec les brigands.

QUINTANA.

Ils l'ont pris?

TISBÉA.

Il a été de son gré avec eux par grande estime pour leur chef et dans l'espoir de me rapporter des colliers et des robes.

QUINTANA.

Comment! il est avec cet abominable Lupo, la terreur du pays! Que l'enfer le confonde! Est-ce qu'il est près d'ici, ce loup endiablé?

TISBÉA.

Il s'est réfugié par ici cette nuit, et je sais qu'il est poursuivi par les archers. Voilà pourquoi je demande à la Vierge de ramener mon fiancé chez nous avant qu'on ne se batte.

QUINTANA.

On va se battre? il ne manquait que cela au charme de cette thébaïde! Où me cacherai-je?

TISBÉA.

Vous resterez ici. La madone n'est pas en peine de faire un miracle de plus pour vous protéger. (Elle sort.)

SCÈNE II.

QUINTANA, puis ANGELO.

QUINTANA.

La madone, c'est une belle pièce, je ne dis pas, et je voudrais avoir eu une maîtresse faite à son image; mais je veux être écorché vif si je lui ai jamais vu remuer le bout du petit doigt. Aussi je ne me donne plus la peine de la prier quand personne ne me regarde... Mais qu'a donc mon maître? Est-ce qu'il devient fou? (Angelo est sorti de la grotte, et il suit des yeux avec émotion Tisbéa, qu'il voit descendre la montagne.) Que regarde-t-il? Maître, que souhaitez-vous?

ANGELO, égaré.

Rappelle cette jeune fille.

QUINTANA.

A quoi bon? elle n'apporte rien à mettre sous la dent.

ANGELO.

Peu importe! j'irai! non! Seigneur, ayez pitié de moi! (Il se frappe la poitrine.)

QUINTANA.

Êtes-vous malade?

ANGELO.

O vil ennemi! Satan! De coupables pensées m'assiégent, ô faible chair!

QUINTANA.

O noble chair du porc salé! si j'avais seulement une bonne tranche de jambon!

ANGELO.

Écoute-moi, mon frère. Le démon me tente par le souvenir de mes égaremens passés. (Il se jette à terre.)

QUINTANA.

Que faites-vous?

ANGELO.

Je me jette ainsi sur le sol pour que tu me foules sous tes pieds. Viens, frère, piétine-moi à plusieurs reprises.

QUINTANA.

Volontiers. Je suis très obéissant. — Est-ce bien comme cela?

ANGELO.

Oui, frère.

QUINTANA.

Cela ne vous fait pas de mal?

ANGELO.

Marche, et ne te mets pas en peine.

QUINTANA.

En peine, père? et pourquoi serais-je en peine? Je vous foule et vous refoule, père de ma vie, et je ne trouve pas que cela m'incommode.

ANGELO.

C'est assez, mon fils, va-t-en chercher des racines et des herbes pour notre dîner.

QUINTANA, à part.

Je n'irai pas loin, je n'ai pas envie de rencontrer les brigands! (Il sort.)

SCÈNE III.

ANGELO.

Des rêves lascifs me poursuivent et je crains que mon courage ne s'épuise. L'horreur de ma vie passée est toujours devant mes yeux, et j'arrive, par l'ennui du temps présent, à y trouver des charmes. Eh quoi! il y a cinq ans que j'expie mes fautes dans cette solitude et que je me mortifie cruellement sans être plus avancé qu'au premier jour! Dieu ne m'aide point, et j'en viens à douter que sa grâce m'ait amené dans ce désert. Si c'était une suggestion de l'orgueil? Non, c'est plutôt la peur de l'enfer à la suite de cette blessure reçue en duel qui me mit aux portes du tombeau. Mourir damné, souffrir éternellement!... Préserve-moi, père céleste! Accepte les tortures que je m'impose en ce monde pour me racheter! — Mais il ne m'écoute pas, ou, s'il m'écoute, je ne puis le savoir. Ah! je suis irrité de cet implacable silence! Tu te venges trop, juge terrible, tu nous condamnes au renoncement, et tu ne nous promets rien! Croirai-je que la grâce aide tous les hommes à faire leur salut? Mais l'homme n'a point de libre arbitre; fils du mal, il n'aime que le mal. Sans un miracle particulier, il ne reçoit pas la grâce divine, et ce miracle n'est pas destiné à tous, puisque seul le petit nombre est sauvé. Notre arrêt est écrit là-haut; Dieu sait ce qu'il veut faire, et ce qu'il a décidé, il ne saurait le changer, puisque après tant de continence et de mortifications de ma chair j'éprouve encore la brûlure des pas-

sions humaines; la grâce me fuit et Dieu me repousse. — Et toi, vierge miraculeuse, qui d'un geste, d'un regard, pourrais me rendre la confiance et la paix, tu es insensible à mes angoisses, et tu restes là devant moi comme une muette idole! — Allons, je la prierai jusqu'à l'obséder! Dût-elle se dissoudre dans le sel de mes larmes, il faut qu'elle m'écoute et me réponde! (Il se prosterne devant la madone.)

SCÈNE IV.

ANGELO, LE PETIT BERGER, vêtu d'une tunique de peau d'agneau.

LE BERGER.

O bon ermite, prends pitié de ma peine! N'as-tu pas vu ma brebis?

ANGELO.

Je ne l'ai pas vue, enfant; cherche ailleurs et laisse-moi prier.

LE BERGER.

Ma belle ouaille blanche, la plus aimée de mon troupeau! Je t'en supplie, ermite, aide-moi à la retrouver.

ANGELO.

Je n'ai pas le temps, mon fils. Qu'as-tu de mieux à faire que de la chercher? Si tu es un pasteur négligent, tant pis pour toi. Moi, j'ai des devoirs plus sérieux, j'ai mon salut à faire.

LE BERGER.

Vous ne voulez pas m'assister?

ANGELO.

Prie Dieu, mon doux fils, il t'aidera peut-être. Allons, laisse-moi, passe ton chemin, et sois béni. (L'enfant sort.)

SCÈNE V.

ANGELO, priant, absorbé. LUPO, qui entre en regardant derrière lui, masqué et les vêtemens en désordre.

LUPO.

Holà! l'ermite, cède-moi la place.

ANGELO, surpris.

Qui êtes-vous?

LUPO.

Un proscrit, un fugitif. Je réclame ici le droit d'asile.

ANGELO.

Entre dans ma grotte, frère; tout ce que j'ai t'appartient.

LUPO.

Ta cellule ne me protégerait pas; c'est sous la voûte de la chapelle que je veux être, au pied de cette statue qui est réputée inviolable.

ANGELO.

Il suffit que tu sois dans cette enceinte de laves, c'est un lieu consacré. Ne profane pas inutilement le sanctuaire de la madone.

LUPO.

Je ne veux rien profaner. Tu vois bien que je suis sur les dents. Il faut

que je dorme une heure ou que je crève, et c'est là que je veux dormir. Ote-toi!

ANGELO.

Mon frère, je te supplie...

LUPO.

Veux-tu que je t'administre trente soufflets?

ANGELO.

Je dois tout souffrir pour l'amour de Dieu.

LUPO.

Alors je vas te découdre le ventre avec ma dague; sache que je manque de patience...

ANGELO.

Je cède à la menace pour t'épargner un crime.

LUPO, regardant la madone.

Est-ce vrai, ce qu'on raconte de cette image?

ANGELO.

Qu'est-ce qu'on t'a dit?

LUPO.

On dit qu'elle sait d'avance le secret des jugemens de Dieu, et que, pour désigner ceux qui doivent aller au ciel après leur mort, elle étend ses bras de pierre et présente le bambino.

ANGELO.

Mon frère, c'est la vérité.

LUPO.

Est-ce une poupée à ressorts?

ANGELO.

N'y touche pas, si tu ne veux que la foudre éclate sur toi!

LUPO.

J'y veux toucher, je me méfie de la ruse. (Il touche la statue.). Ma foi, non! c'est une vraie statue de marbre; combien de fois lui as-tu vu étendre ses bras sur les prédestinés?

ANGELO.

Jamais! le nombre des élus est si petit!

LUPO.

Mais pour toi du moins elle a fait le miracle?

ANGELO.

Hélas! j'ai en vain arrosé ses pieds de mes larmes durant des nuits entières; elle est restée immobile.

LUPO.

Alors tu es un grand pécheur, ou ta madone ne vaut rien, ou bien encore il te faut un miracle pour croire à la bonté de Dieu. Tu portes la robe du moine; qui sait si tu as plus de religion qu'un chien? Assez! j'ai soif; va me chercher à boire.

ANGELO.

J'y vais, mon frère! (A part.) Que ma soumission devant les outrages des manans serve, ô mon Dieu, à expier mes erreurs! (Il entre dans l'autre grotte.)

SCÈNE VI.

LUPO, puis LE PETIT BERGER.

LUPO, se démasquant.

Il faut mettre cet instant à profit et me reposer. J'ai à courir peut-être toute la nuit avant de pouvoir rejoindre mon pauvre vieux! (Il s'étend pour dormir devant la madone.)

LE BERGER.

Venez, venez, seigneur bandit! ma brebis est là, sur le rocher; je ne peux pas l'atteindre, et elle n'ose pas descendre.

LUPO.

Va au diable! Je dors...

LE BERGER.

Ayez pitié! j'ai tant de chagrin!

LUPO.

Tu ne peux pas grimper là-haut, cœur de lièvre?

LE BERGER.

Non, j'ai peur. Montez, vous qui êtes grand et courageux.

LUPO.

Mais sais-tu, imbécile d'enfant, que je suis poursuivi, et que, si je grimpe là-haut, on peut me voir et me régaler d'une arquebusade ou d'un trait d'arbalète?

LE BERGER.

Hélas! ma brebis est donc perdue! et que dira mon père?

LUPO.

Il te battra?

LE BERGER.

Oh non! il est très doux.

LUPO.

Et tu l'aimes?

LE BERGER.

Comme tu aimes le tien?

LUPO.

Il paraît que tu me connais! Allons, ce sera la première fois que la brebis sera sauvée par le loup. (Il grimpe sur le rocher au-dessus de la grotte et va pour prendre la brebis qui devient une croix de pierre.) Eh bien! ou est-elle? Tu t'es trompé, il n'y a pas là la moindre brebis. (Il redescend, le berger a disparu.) Est-ce que j'ai rêvé, ou si cet enfant s'est moqué de moi? Allons, j'ai la fièvre, et l'ermite ne m'apporte rien... Dormons! (Il se couche aux pieds de la madone et s'endort. La madone étend ses bras et tient le bambino au-dessus de la tête de Lupo, qui ne s'en aperçoit pas.)

SCÈNE VII.

LUPO, endormi. ANGELO, sortant de la grotte voisine avec une cruche qui lui échappe des mains.

ANGELO.

Que vois-je? le miracle, le miracle pour ce mécréant!... Bénis-moi

aussi, sainte madone! (Il s'élance vers la statue, qui replie ses bras et se retrouve comme auparavant.) Ah! je suis maudit, moi, maudit pour jamais! La sentence est rendue, je suis inscrit sur la liste de l'enfer! et cet inconnu, ce bandit, ce païen qui ne croit pas aux miracles, et qui, de sa main souillée, a profané ton flanc sacré, tu le bénis, tu le désignes, tu l'appelles! Est-ce une épreuve pour ma foi? Cet homme m'a trompé peut-être, c'est quelque saint illustre... Frère, éveille-toi, parle-moi, réponds! dis-moi qui tu es.

LUPO.

Allez tous en enfer! je suis le diable!

ANGELO.

Tu me railles. Le démon n'a pas de pouvoir sur celle qui lui a écrasé la tête. Au nom du Très Haut, je t'adjure de me dire qui tu es.

LUPO.

Si je te le dis, me laisseras-tu un moment de repos, barbe de bouc?

ANGELO.

Oui, je le jure.

LUPO.

Eh bien! as-tu ouï parler de Lupo?

ANGELO.

Lupo? le chef de bandits, le réprouvé, l'assassin, le blasphémateur?

LUPO.

Lupo le brave, qui se moque d'une armée, qui brave les foudres de l'église et fait rendre gorge aux trésors des couvens; Lupo le galant, qui, en dépit des bastions et des grilles, prend les nonnes et en fait ce qu'il veut; Lupo le magnifique, qui prodigue l'argent, fruit de ses exploits nocturnes, et donne la liberté aux joyeux doublons enfouis dans les caves des avares; Lupo l'invincible, qui lave ses injures dans le sang, et qui se contentera de t'arracher la langue, si tu l'ennuies davantage. Es-tu satisfait? Me donneras-tu enfin un verre d'eau?

ANGELO, lui rapportant de l'eau dans un fragment de la cruche cassée.

Oui, frère. Un seul mot encore : avais-tu prié cette madone tout à l'heure?

LUPO.

Moi? je ne prie jamais.

ANGELO.

Crois-tu en Dieu?

LUPO.

Cela ne te regarde pas. Va-t'en. Voilà des gens qui me cherchent, des amis à moi. Va-t'en, si tu tiens à la vie; laisse-moi avec eux.

ANGELO, à part, sortant.

Maudit, moi! maudit!

SCÈNE VIII.

LUPO, MOFFETTA, ESCALANTE.

LUPO.

Vous voilà, mes enfans? c'est bien, mais les autres?

ESCALANTE.

Tous sauvés, remercions la Vierge! (Il s'agenouille.)

MOFFETTA.

Sauvés par une jeune fille qui est amoureuse de moi et qui a dépisté les archers. Ils ont pris le chemin du château de ton père.

LUPO.

Ah! mille morts du diable, je ne veux pas qu'ils aillent ennuyer le pauvre vieux! Plus de repos jusqu'à ce que je l'aie rejoint!

ESCALANTE.

Te suivrons-nous, maître?

LUPO.

Jusqu'à mi-chemin seulement, je ne veux pas qu'on vous voie en plein jour auprès de ma demeure. Partons! (Ils sortent.)

SCÈNE IX.

ANGELO, QUINTANA.

ANGELO.

Puisque cela est, puisque je suis condamné aux flammes éternelles, maudit soit le juge, et que la victime jouisse au moins des joies de la terre! Arrière ce cilice! garde qui voudra cette statue, ministre aveugle de l'implacable courroux du ciel! Aide-moi à arracher ce hideux froc! jetons-le aux ronces du chemin, afin qu'il serve de risée aux impies. Je veux reprendre mes habits de gentilhomme, me laver, me parfumer et m'enivrer des plaisirs qui font perdre la mémoire!

QUINTANA.

Reprendrai-je ma livrée?

ANGELO.

Oui, hâte-toi, ce lieu-ci me fait horreur.

QUINTANA.

Alors je redeviens votre valet: je ne suis plus votre frère! J'aime autant ça, si vous me laissez manger mon saoul; mais de quoi me nourrirez-vous sans argent, car vous êtes venu ici à bout de ressources?

ANGELO.

L'argent est facile à trouver quand on ne se fait pas scrupule de le voler. Donne-moi mon épée, je sais m'en servir encore.

QUINTANA.

Dois-je prendre aussi la mienne? j'ai un peu oublié...

ANGELO.

Attends! ce papier laissé ici par l'ermite qui m'y a précédé?

QUINTANA.

Ces pouvoirs délivrés par le saint-office? C'est la meilleure arme, ne l'oublions pas; mais où allons-nous?

ANGELO.

Pour commencer, nous allons rejoindre Lupo dans la forêt, et nous ferons avec lui la guerre au genre humain. Je veux faire le mal, je veux me venger du ciel, je veux être un coup de foudre sur la terre! (Ils partent.)

ACTE DEUXIÈME.

(Au château de Montelupo.)

SCÈNE PREMIÈRE.

LIVERANI, vieillard paralytique, sur un fauteuil, ROLAND.

LIVERANI.

Roland, quel était donc ce bruit que j'ai entendu sur le Vésuve il y a environ une heure?

ROLAND.

Ce ne peut-être que votre fils Lupo, qui donnait la chasse aux sangliers de la forêt.

LIVERANI.

Je n'ai pas entendu le son des cors et les aboiements de la meute. Roland, mon fils est peut-être aux prises avec les brigands qui désolent le pays.

ROLAND.

Quand cela serait, noble seigneur, il les disperserait comme une vile canaille. Il lui suffirait de se montrer.

LIVERANI.

Je ne comprends pas qu'ils viennent si près de notre château. Les temps sont bien changés, Roland! Dans ma jeunesse, des bandits n'eussent pas osé poser le pied sur les terres de Montelupo!

ROLAND.

Les jeunes seigneurs d'à présent s'absentent plus souvent de chez eux : les plaisirs de la ville...

LIVERANI.

Mon fils est souvent à Naples. Je suis content qu'il y soutienne l'honneur de son nom, et j'espère qu'il y fera un mariage digne de lui. Je trouve bon qu'il prenne du plaisir, il n'est que trop occupé de ma triste existence de vieillard et d'infirme; mais n'est-ce pas lui que j'entends? Va donc voir. (Rolland va au fond. Entre Lupo.)

SCÈNE II.

LUPO, LIVERANI, ROLAND.

LUPO, à Roland, au fond.

Est-ce qu'il a entendu?...

ROLAND.

Oui, mais il ne se doute de rien. Rentrez-vous sain et sauf, mon maître?

LUPO.

Tant s'en faut. J'ai plus d'un accroc que tu panseras tantôt ou ce soir, quand j'aurai le temps. (Roland sort.)

LIVERANI, à Lupo qui l'embrasse.

Enfin te voilà! Il y a trois jours que je ne t'ai vu!

LUPO.

Est-ce un reproche, mon père?

LIVERANI.

Jamais! tu n'en peux mériter, toi, le modèle des fils.

LUPO.

Mon père, je n'aime que vous au monde.

LIVERANI.

Il faut pourtant aimer tous les hommes.

LUPO.

Les hommes sont mauvais, vous seul êtes bon.

LIVERANI.

Mais Dieu nous commande d'aimer les mauvais aussi.

LUPO.

Et vous êtes comme Dieu, vous! vous avez la patience infinie!

LIVERANI.

Mais dis-moi donc d'où tu viens et ce qui s'est passé tout à l'heure dans nos environs.

LUPO.

Tout à l'heure? un engagement entre quelques bandits et quelques archers de la garde. J'ai vu la chose en passant. Je revenais de Naples, où j'ai été pour ces affaires que vous savez.

LIVERANI.

Ces brigands ne menacent pas notre domaine?

LUPO.

Ils n'oseraient!

LIVERANI.

Et nos affaires? elles sont terminées à ta satisfaction?

LUPO.

Et à la vôtre. Les gens qui vous devaient de l'argent l'ont rendu, et je vous l'apporte. (A part) Hélas! rien!

LIVERANI.

Garde-le, je n'en ai que faire, puisque tu veilles à tous mes besoins avec tant de tendresse.

LUPO, tristement.

Vous êtes donc content de moi?

LIVERANI.

Dieu m'a béni entre tous les pères, puisqu'il m'a donné un fils tel que toi, l'honneur de ma race et la joie de mon cœur.

LUPO.

Hélas!

LIVERANI.

Qu'as-tu?

LUPO.

J'admire avec quel courage et quelle douceur vous supportez cette cruelle infirmité.

LIVERANI.

J'en ai été d'abord effrayé pour toi, dont je me suis vu comme séparé à l'âge où, entrant dans la vie, tu avais le plus besoin de ma surveillance et de mes conseils; mais, depuis dix ans que je suis cloué sur

ce fauteuil, mon malheur m'a fait connaître tes doux soins et ta fidèle amitié. Je remercie Dieu.

LUPO.

Mais votre pauvre corps souffre !

LIVERANI.

Je n'en sais plus rien quand je te vois.

LUPO.

Vous soigne-t-on toujours bien quand je m'absente ?

LIVERANI.

Je n'ai besoin que de Roland, c'est un serviteur dévoué, et il t'aime.

LUPO.

Vous ne vous ennuyez pas ?

LIVERANI.

Non ! je pense à toi, et nous en parlons.

LUPO.

N'est-ce pas l'heure de votre dîner ? (Roland rentre.)

LIVERANI.

Voici qu'on me l'apporte. C'est trop peu de chose pour toi, va prendre ton repas. Tu dois avoir faim.

LUPO.

Non ! je veux avoir le plaisir de vous servir moi-même. (Il prend le plateau des mains de Roland.)

ROLAND, bas.

Vos amis de Naples sont là : une joyeuse bande avec des dames !

LUPO, de même.

Le diable les emporte !

ROLAND.

Votre maîtresse est avec eux.

LUPO.

Délia ?

ROLAND.

Oui.

LUPO.

La maîtresse à tout le monde ! Dis-lui qu'elle s'attende à recevoir des coups. (A son père.) Que voulez-vous manger, cher père ?

LIVERANI.

Seulement ce suc de viandes. Aide-moi à porter la coupe à mes lèvres.

LUPO, l'aidant.

Vous mangez trop peu. Est-ce qu'on ne vous sert pas ce que vous aimez ?

LIVERANI.

Si fait ! mais le corps qui n'agit pas refuse peu à peu les alimens. Je n'aurai qu'un regret de mourir, mon enfant, ce sera de te laisser seul.

LUPO.

Vous souhaitez que je me marie ?

LIVERANI.

C'est mon plus cher désir.

LUPO.

Il sera fait comme vous voudrez, bien que je ne me soucie d'aucune femme.

LIVERANI.

N'en cherche pas une trop belle, c'est une chose périlleuse que d'être le gardien de la beauté.

LUPO.

La laideur est-elle donc une garantie?

LIVERANI.

Es-tu disposé au soupçon? Ne sois pas jaloux, mon fils, ou fais que cela ne paraisse pas. Il n'est pas de femme qui se conduise bien quand on doute d'elle. C'est par la confiance qu'on entretient l'amour. Aime-la, sers-la, traite-la comme ton égale, élève tes enfans dans le respect de leur mère. Ils seront un jour hommes de bien comme toi.

LUPO.

Comme moi!...

ROLAND.

Ne lui parlez plus. Il s'endort toujours après son repas, et tenez, le voilà endormi déjà!

LUPO.

Pauvre cher père! que deviendra-t-il si on découvre le métier que je fais, et s'il faut que je me réfugie dans un autre pays?

ROLAND.

Je ne le quitterai pas; mais il faudrait nous laisser une certaine somme qui me permît de le préserver de la misère et de lui cacher que toutes vos terres sont vendues ou engagées.

LUPO.

Une somme! oui, voilà ce qu'il faudrait, et je ne rapporte plus de mes expéditions que des blessures! N'importe, tu l'auras, cette somme, tu peux compter que tu l'auras, fallût-il l'arracher avec la vie à mon meilleur ami... Mais ne crains-tu pas que mon père ne vienne à être inquiété comme complice de mes coups de main?

ROLAND.

Sa vertu le mettra à l'abri du soupçon.

LUPO.

Si on l'interrogeait, il apprendrait tout!

ROLAND.

Il n'y croirait pas!

LUPO.

Tu nieras toujours?

ROLAND.

Je dirai que le chef des bandits du Vésuve prend votre nom, et je lèverai les épaules. Vous allez toujours masqué dans vos courses périlleuses. A propos, j'ai réparé moi-même le secret de la trappe. Si vous étiez envahi à l'improviste, ne songez qu'à vous glisser dans cette salle.

LUPO.

Par l'escalier dérobé qui tourne dans tout le donjon, ce serait facile.

(Il va regarder et faire jouer le ressort de la trappe.)

ROLAND.

N'oubliez pas que vos amis vous attendent.

LUPO.

Ils viennent à la male heure ! je vais les congédier... mais je veux pourtant leur demander...

ROLAND.

La somme pour votre père? Oui, allez, je le conduirai dans sa chambre.

LUPO.

Je t'aiderai... je le vois si peu ! (Ils sortent en roulant le fauteuil de Liverani par la droite.)

SCÈNE III.

ANGELO, QUINTANA, par le fond.

QUINTANA.

Pour entrer ainsi céans, vous connaissiez donc le manoir de Monte-Lupo ?

ANGELO, qui regarde le côté par où Lupo est sorti.

Non, mais il n'est pas difficile d'entrer dans un logis si peu gardé.

QUINTANA.

Il est certain que la valetaille n'est pas nombreuse et qu'elle n'a pas l'air zélé des gens qu'on paie bien. Pourvu que la cuisine ne soit pas vide!

ANGELO, qui regarde à toutes les portes et qui paraît faire ses observations.

Tu ne songes qu'à manger !

QUINTANA

Écoutez donc, seigneur Angelo, il y a cinq ans que j'ai faim ! et puis, pour commencer, vous me faites tirer l'épée... J'en avais perdu l'habitude, et l'émotion, ça creuse le ventre.

ANGELO.

Poltron ! tu t'es caché au lieu de m'aider à disperser ces archers.

QUINTANA.

Dame ! vous voulez que je sois ruffian, et puis moine, et puis bandit ! Donnez-moi le temps de m'habituer à ces fortunes diverses. Un homme n'a qu'une vie à dépenser, et vous m'en mettez trop sur le corps. Quelle idée fantasque avez-vous eue tout à l'heure de porter secours à Lupo, qui se serait fort bien tiré d'affaire sans vous !

ANGELO.

Il était perdu sans moi !

QUINTANA.

Ce n'eût pas été un grand mal.

ANGELO.

Je veux qu'il soit mon obligé.

QUINTANA.

Il n'a pas seulement fait attention à vous, pressé qu'il était de rentrer chez lui sans être reconnu.

ANGELO.

Il m'a vu, il m'a fait signe. Il compte me revoir ailleurs ; mais moi

je veux le voir chez lui et savoir comment il y agit pour mériter la faveur céleste.

QUINTANA.

En ce cas, je vais voir, moi, si le garde-manger est approvisionné par les anges... (Allant au fond et revenant.) Peste! voici une dame de grande allure, sans doute la maîtresse de Lupo.

ANGELO.

Laisse-nous.

QUINTANA.

Je crains pour vous l'aiguillon de la chair; vous piétinerai-je?

ANGELO.

Va-t'en! (A part.) Mes passions sont déchaînées et repoussent à jamais le frein!

SCÈNE IV.

ANGELO, DÉLIA.

ANGELO; surpris.

Comment, Délia! toujours jeune et belle?

DÉLIA.

Est-ce toi, mon pauvre... Comment donc t'appelles-tu?

ANGELO.

Tu as oublié jusqu'au nom d'Angelo?

DÉLIA.

Angelo Ariani! c'est la vérité! Qu'es-tu donc devenu depuis si longtemps que tu as disparu de Rome et de Naples? sors-tu de prison ou de maladie?

ANGELO.

Je sors des ténèbres, et je revois le soleil. J'étais dans l'abîme de la mort, et je bois la vie en te regardant.

DÉLIA.

Sois prudent. Lupo est mon amant et mon maître.

ANGELO.

Il est jaloux?

DÉLIA.

Il est brutal dans la colère et cruel dans la vengeance. Il te tueraît s'il nous trouvait seuls ensemble.

ANGELO.

Je ne le crains pas.

DÉLIA.

Tu as tort : c'est un homme que nul ne peut vaincre.

ANGELO.

Je le vaincrai, moi. J'allumerai le feu de sa rage, je le forcerai de se perdre.

DÉLIA.

Tu le hais donc?

ANGELO.

Oui, si tu l'aimes.

DÉLIA.

Que veux-tu? c'est un amant libéral, et, sans la rudesse de son langage...

ANGELO.

Je sais qu'il a toujours l'injure à la bouche, par conséquent la haine dans le cœur.

DÉLIA.

C'est selon. Il est bon par momens. Il chérit son père.

ANGELO.

Ce vieillard cacochyme que j'ai aperçu là tout à l'heure?

DÉLIA.

Le vieux Liverani Montelupo ignore les escapades de son fils, il ne voit personne, et sa confiance est sans bornes; mais sauve-toi, voilà Lupo! (Elle fuit par la gauche.)

ANGELO.

Celui qui est en révolte contre Dieu ne craint aucun homme.

SCÈNE V.

ANGELO, LUPO.

LUPO, qui a vu sortir Délia.

Qui vous a permis d'entrer chez moi sans vous faire annoncer et de parler à ma maîtresse?

ANGELO.

Prenez garde à qui vous parlez vous-même.

LUPO, surpris.

L'ermite du Vésuve devenu cavalier!

ANGELO.

Le même qui vous a secouru tout à l'heure à l'entrée de la plaine.

LUPO.

Comment? l'homme masqué qui m'a aidé à regagner ma demeure?

ANGELO.

Et à disperser les archers...

LUPO.

Silence, ami! je vous dois l'hospitalité; mais gardez-moi le secret dans cette maison, parlons bas. Étiez-vous un faux ermite?

ANGELO.

J'étais pieux et fervent. Désormais j'appartiens à l'enfer que vous servez.

LUPO.

Est-ce une manière de dire que vous voulez faire fortune et servir sous mes ordres?

ANGELO.

Je veux être obéi comme vous. Associez-moi à votre autorité.

LUPO.

Vous demandez l'impossible. Mes sauvages compagnons refuseraient tout autre commandement que le mien.

ANGELO.

C'est-à-dire que vous refusez le secours d'un homme intelligent : vous ne voulez conduire que des brutes !

LUPO.

Nous faisons un métier de brutes. Si vous êtes intelligent; cherchez un meilleur chemin.

ANGELO.

Vous vous méfiez de mon courage !

LUPO.

Non, je doute de votre persévérance. Et puis, tenez, ne vous abusez pas : le métier est perdu. Nous avons trop de concurrence, les paysans ne nous aident plus, les soldats ont l'éveil. Dans votre intérêt, je vous engage même à ne pas rester ici en vue : je suis menacé à chaque instant. Je vais donner des ordres pour qu'on vous conduise dans une chambre où vous serez servi. (Il sort. Délia, qui le guettait, rentre.)

SCÈNE VI.

DÉLIA, ANGELO.

DÉLIA.

Eh bien ! il t'a parlé en confidence. Vous êtes grands amis à présent?

ANGELO.

Non, il refuse mon alliance, il paraît découragé, — ou je lui déplais. Peu m'importe, si tu veux me garder à ton service.

DÉLIA.

Es-tu fou ? Pour m'arracher à Lupo, il faudrait le tuer.

ANGELO.

Je le tuerai si tu veux.

DÉLIA.

Mais... es-tu riche ?

ANGELO.

Je le serai quand il te plaira. Le diable est à mes ordres.

DÉLIA, riant.

T'es-tu donné à lui?

ANGELO.

La chose n'est pas difficile pour moi, et je n'y risque plus rien.

DÉLIA, railleuse.

Je vois que tu es un plus hardi compagnon que Lupo, car il ne disait pas de tels blasphèmes.

ANGELO.

Je suis plus brave et plus épris que lui.

DÉLIA.

Mais tu invoques le démon, ce qui veut dire que tu n'as ni sou ni maille. Tâche de gagner au jeu, et tu auras quelque chance auprès des femmes.

ANGELO.

Tu me refuses ? tu me repousses, toi aussi?

DÉLIA.

Va-t'en. Si Lupo savait que tu oses... Écoute : le voilà déjà hors de sens ! il crie et jure ; il faut savoir ce que c'est. (Elle sort par le fond.)

SCÈNE VII.

ANGELO.

Ainsi le bandit me dédaigne et la courtisane me méprise! Lupo ne m'invite pas même à sa table, et sa maîtresse ne craint pas de m'offenser parce que je suis pauvre! Allons, je veux me faire craindre, et à mon tour j'humilierai les autres ! Ses bandits n'obéissent qu'à lui !... Si je le perdais auprès d'eux? si je l'accusais de vouloir les livrer? — Son père l'aime! si je révélais son infamie au vieillard? — Voyons, quel mal pourrai-je lui faire à ce voleur de profession qui m'a volé ma place là-haut? Je sens que je le hais d'une haine mortelle, inextinguible! Je voudrais le torturer! Je sens un volcan gronder dans ma tête, une bile corrosive s'amasser dans mon foie! C'est un vautour que j'ai là! je suis dévoré vivant par les monstres! J'anticipe l'enfer!

SCÈNE VIII.

ANGELO, QUINTANA.

QUINTANA.

Venez, mon maître, ne restons pas ici. La maison est entourée de figures étranges. Lupo ne paraît pas s'en tourmenter ; moi, je ne me sens pas en sûreté, et je commence à regretter l'ermitage où nos haillons n'étaient pas suspects.

ANGELO.

J'irai voir ce qui se passe, suis-moi. (Ils sortent.)

SCÈNE IX.

Entrent par le fond LUPO, GALVAN et LISANDRO.

LUPO, irrité.

Comment, vous venez chez moi festoyer avec l'argent que je gagne à la pointe de l'épée!...

GALVAN, qui l'amène.

Parlez moins haut, expliquez-vous sans bruit. Si vous êtes sûr de vos gens, nous ne pouvons répondre des nôtres, et tous vos amis ne connaissent pas votre secret. Vous bravez trop l'opinion, vous vous ferez arrêter.

LUPO.

Je défie l'univers, et vous, vous craignez de vous compromettre. Vous êtes tous des lâches !

GALVAN.

Si vous êtes ivre, dites-le, ou bien...

LUPO.

Je ne le suis pas. Je n'ai rien pris depuis hier, j'ai couru toute la nuit, tout le matin, et je tombe de fatigue ; mais vous m'exaspérez...

LISANDRO.

Faites-vous une raison : nous n'avons pas d'argent.

LUPO.

Quoi ! pas même entre vous tous une misérable somme de mille ducats?

GALVAN.

Nous avons fait comme vous, nous avons ruiné nos parens, et quand le jeu nous est contraire, comme à vous les promenades au clair de lune, nous sommes lavés et rincés comme les cailloux de la mer.

LISANDRO.

Aussi nous venions chez vous avec l'espoir de nous refaire un peu en jouant sur parole.

LUPO.

Oui, vous refaire à mes dépens, comme toujours !

GALVAN.

Un gentilhomme reproche-t-il à ses amis l'argent qu'ils lui gagnent?

LUPO.

Je vous reproche de me refuser une misère, à moi qui ne vous ai jamais rien refusé.

LISANDRO.

Vous, c'est différent, vous rançonnez les voyageurs! Vous vous procurez tout ce qu'il vous faut.

LUPO.

J'ai dévasté le pays, j'ai porté l'épouvante sur tous les chemins. Mon nom n'est plus un secret, et il faut que je change le théâtre de mes exploits. Mes dernières campagnes m'ont coûté plus de peine qu'elles ne m'ont rapporté d'écus, et pourtant jusqu'à ce jour je vous ai donné sans compter. Où a passé tout le produit de mes prises? Mon pauvre père se contente du strict nécessaire; oui, mes amis et mes maîtresses ont seuls profité de mon péril, de ma fatigue, de ma sueur et de mon sang! Allons, vous devriez rougir de l'insistance où vous me réduisez. Vous deux, mes meilleurs amis, ceux qui me doivent le plus... Vous surtout, Galvan, qui êtes riche par votre oncle... Voyons, écrivez-lui, j'enverrai un exprès à Naples. Dites-lui que c'est une dette d'honneur. Roland ira lui-même et lui donnera confiance. Écrivez, je n'ai pas un jour à perdre.

GALVAN.

Dites à la lave du Vésuve de se changer en or, elle vous obéirait plus volontiers que moi : l'argent est enfermé dans les caves de mon oncle; mais écoutez, je suis venu pour vous entretenir d'un projet que j'ai confié à Lisandro.

LUPO.

Voyons, parlez vite!

GALVAN.

Mondit oncle est parti ce matin de Naples pour visiter ses domaines

de l'autre côté de la montagne. Il a plus de mille ducats à toucher, et il les rapportera jeudi soir. Ne m'entendez-vous pas?

LUPO.

Non. Vous irez le trouver?

GALVAN.

Non pas moi, mais vous.

LUPO.

Il se moquera de ma demande!

GALVAN.

Non pas, si vous êtes masqué, bien armé et bien accompagné.

LISANDRO.

L'idée est bonne... et naturelle; c'est votre état de rançonner les passans attardés.

GALVAN.

La chose vous convient?

LUPO.

Fort peu! il n'y a point d'honneur à effrayer un vieillard. N'importe, j'irai. Il me faut cet argent. Quel chemin doit-il prendre au juste?

GALVAN.

Il est très méfiant et ne suit jamais les routes battues. Il se fait un plaisir de dépister les plus fins larrons; mais j'ai gagné un de ses valets, je me suis fait tracer le plan assez compliqué qu'il doit suivre, et je vous le remettrai.

LUPO.

Venez avec moi, c'est plus simple.

GALVAN.

Non, je répugne à user de violence avec un si proche parent.

LUPO.

Je répugne aussi à la violence, — votre oncle fut l'ami de mon père; — mais je jure d'être seul et de ne lui faire aucun mal.

GALVAN.

La chose est difficile. Il est toujours bien escorté, et vous savez qu'il est encore vert; il défendra ses doublons avec rage et se servira de ses armes. Vous voyez que l'affaire n'est pas une plaisanterie.

LUPO.

Vraiment?

LISANDRO.

Parbleu! nous espérons bien qu'il se fera tuer plutôt que de lâcher sa bourse!

LUPO.

Vous espérez?...

LISANDRO.

Sans doute. Vous faites la besogne, et nous héritons!

LUPO, à Galvan.

C'est là ce que vous me proposez?

GALVAN.

Non! Mais si un malheur arrivait... aux mille ducats de votre prise, j'en ajouterais mille autres...

LUPO.

Sortez de chez moi, lâches canailles, et n'y rentrez jamais! Sortez, sortez, ou je vous jette par les fenêtres. (Il les chasse. Délia, qui sort d'une pièce voisine, veut traverser pour sortir.)

SCÈNE X.

DÉLIA, puis LUPO.

DÉLIA.

Le temps est à l'orage, sauvons-nous!

LUPO, qui rentre, l'arrête.

Où vas-tu? Écoute-moi!

DÉLIA.

J'ai entendu. Eh bien, mon agneau, vous avez fait justice de ces parasites... Ils méritaient bien plus de coups que vous ne leur en avez donné..

LUPO.

Ah! Délia! toi seule as de l'amitié pour moi! Malgré tes trahisons, je sais que tu m'aimes. Je t'ai faite riche, c'est toi qui me prêteras.

DÉLIA.

Hélas! mon amour, j'ai des parens qui me dépouillent, et vous me trouvez à sec.

LUPO.

Est-ce un refus?

DÉLIA.

Non, idole de mon âme! Je voudrais avoir le Pactole pour t'abreuver.

LUPO.

Mais je t'ai donné tant de riches bijoux! Vends la chaîne de rubis ou le bandeau de perles.

DÉLIA.

Un gentilhomme reprend-il à sa maîtresse les dons de son amour?

LUPO.

Ne les vends pas, engage-les. Je réponds de te les reporter avant un mois.

DÉLIA.

Tu iras les reprendre de force au juif qui m'aura prêté?

LUPO.

Et je le tuerai s'il résiste, fût-il gardé par cent diables: tu peux donc bien être sûre de ravoir tes parures. Allons, ne m'irrite pas par des lenteurs. Vite, décide-toi, je suis pressé!

DÉLIA.

Mon ange, te voilà donc ruiné et traqué comme un cerf aux abois?

LUPO.

Si, de mes richesses, il ne me reste plus que les cornes, tu en sais quelque chose, femelle de malheur!

DÉLIA.

Tu me dis des injures, lumière de mes yeux!

LUPO.

Et je te brise la tête contre ce mur si tu me railles.

DÉLIA.

Allons, allons, calme-toi, mon bien; je pars pour Naples, et je reviens avec l'argent.

LUPO.

Ce soir! Il faut que ce soit ce soir!

DÉLIA.

Oui, ce soir ou jamais!

LUPO.

Ou jamais? (Il lui saisit le bras et la regarde dans les yeux.)

DÉLIA, effrayée.

Laisse-moi partir!

LUPO.

Tu as peur! tu comptes ne pas revenir!

DÉLIA.

Mais non!

LUPO.

Si fait! Tiens, tu te moques. Tu m'as mille fois trahi, et maintenant tu m'abandonnes parce que tu me vois perdu, lâche cœur! J'ai ce que je mérite, mais tu ne me quitteras pas sans emporter une marque de mon mépris. (Il lui frappe la figure de son gant et sort.)

SCÈNE XI.

DÉLIA, puis ANGELO.

DÉLIA.

Ah! c'en est assez! frapper une femme, quand on n'a plus rien à lui donner, c'est dans l'ordre; mais je n'aurais pas cru qu'il en viendrait à me vouloir gâter le visage! Ah! Angelo, tu viens à point. Vois cette goutte de sang sur ma lèvre! veux-tu la boire?

ANGELO.

Oui, et ton âme avec!

DÉLIA.

Mais il faut me venger de Lupo.

ANGELO.

C'est déjà fait.

DÉLIA.

Comment!

ANGELO.

Peu importe! Viens, il ne faut pas que tu restes ici.

DÉLIA.

Est-ce qu'on vient pour l'arrêter? Je veux rester, je veux le démasquer, l'accuser...

ANGELO.

C'est fait.

DÉLIA.

Je veux que son père rougisse de lui et le maudisse.

ANGELO.

Ce sera fait.

DÉLIA.

Que ses amis l'abandonnent et le renient.

ANGELO.

Tout est fait ou va l'être.

DÉLIA.

Comment? par qui?

ANGELO.

Par moi. Nous sommes vengés, femme, et tu m'appartiens; suis-moi!

DÉLIA.

Pas encore... attends... Dis-moi, qu'est-ce qu'on va lui faire, à lui?

ANGELO.

L'emmener à Naples et le livrer au saint-office.

DÉLIA.

C'est la torture?

ANGELO.

Et le bûcher.

DÉLIA.

On brisera et on déchirera ce beau corps?

ANGELO.

Et on jettera sa cendre aux vents.

DÉLIA.

Je ne veux pas.

ANGELO.

Que dis-tu?

DÉLIA.

Je dis que je ne veux pas!

ANGELO.

Tu l'aimes donc?

DÉLIA.

Je l'adore et veux le sauver.

ANGELO.

Il est trop tard!

DÉLIA.

Tu le peux, toi, et je t'ordonne de le faire. Tu m'aimes, je le vois! Eh bien! sauve-le, et je suis à toi!

ANGELO.

A moi seul?

DÉLIA.

A toi seul. Tiens, avec de l'or on peut tout, prends cette bourse. Moi, je vais dire à Lupo de fuir. (Elle sort.)

SCÈNE XII.

ANGELO.

Elle l'aime! Le vieux Liverani refuse de croire à ses crimes! Ils l'aiment tous ici! Quel charme possède donc le serpent? Le sauver, moi? Non, cette femme sera ma proie quand je voudrai. (Regardant la bourse.) Me voilà maître de mes actions et de celles des autres; mais j'avais un talisman plus puissant encore... et voici le moment d'en faire usage.

SCÈNE XIII.

ANGELO, LE CHEF DES SBIRES, entrant avec précaution.

ANGELO.

Eh bien?

LE CHEF.

Nous sommes maîtres de tous les passages. Tous les valets sont gardés à vue. Seul, Lupo nous échappe.

ANGELO.

Déjà? C'est impossible. Il était là tout à l'heure!

LE CHEF.

Ce château est, dit-on, rempli de secrets et d'embuches. En nous apercevant, Lupo a eu le temps de se cacher. Ses domestiques lui sont dévoués. Personne ne le trahira. J'ai peu d'hommes avec moi, et ils ne sont pas rassurés.

ANGELO.

Menacez-les!

LE CHEF, avec importance.

Nous connaissons notre état.

ANGELO.

Je le connais mieux que vous.

LE CHEF.

Alors tachez de pénétrer dans l'épaisseur de ces murs et d'y saisir l'ennemi.

ANGELO.

C'est inutile, faites-le appeler.

LE CHEF.

Par qui?

ANGELO.

Par son père.

LE CHEF.

Il l'aime, dit-on, plus que sa vie; il n'y consentira jamais. (Angelo lui dit un mot à l'oreille.) Je ne puis, il faudrait des ordres.

ANGELO.

Je vous en donne, moi!

LE CHEF.

Appartenez-vous au saint-office?

ANGELO, lui montrant le parchemin.

En voici la preuve.

LE CHEF.

Ce n'est pas une raison pour ordonner...

ANGELO.

La tête du brigand est mise à prix. Je prends tout sur moi, et je vais vous aider. (Ils sortent par la droite.)

SCÈNE XIV.

LUPO, il vient par une porte secrète dans la tenture et va vite fermer celle par où sont sortis Angelo et le Chef, après avoir jeté un coup d'œil auparavant.

Ah, ah? l'ermite défroqué avec le chef des sbires? Le pauvre diable est pris! Je l'avais averti pourtant! On le conduit chez mon père?... Pourquoi?... Mon pauvre père! on va l'interroger, et voici l'heure redoutée! Comme il va être surpris et affligé! Mais Roland est là... il niera tout... n'importe... Je ne puis me résoudre à m'éloigner. Je devrais aller le disculper, car qui sait si on ne l'accuse pas d'être trop indulgent pour moi? On verra bien à son étonnement, à sa douleur, qu'il n'a jamais rien su! Si j'étais là, je ne pourrais soutenir son regard. Je me trahirais! Eh bien, pourquoi n'avouerais-je pas? Je suis las de ces angoisses, et la vie ne m'étourdit plus. — Mais lui! ma mort le tuerait... ma honte encore plus. Je peux me sauver encore et le sauver avec moi... On vient, je crois!... (Il va vers la trappe.) Non! ce n'est rien... et même le silence avec lequel on procède m'étonne!... Ils y mettent de la finesse... je suis plus fin qu'eux; ils ne m'auront pas, ils n'auront jamais vivant le loup de Montelupo! Être pris par de pauvres mercenaires, moi? Allons donc! (Il descend une marche du passage secret.) Qu'est-ce donc que ce papier? (Il remonte et va le ramasser.) Peut-être un avis de Roland?... Non! plaisante chose! c'est le plan de voyage du vieux Galvan, que son lâche neveu voulait me faire assassiner! Avais-je donc mérité l'outrage d'une telle offre? suis-je tombé si bas?... (On entend un gémissement.) Qu'est-ce que cela? Maltraite-t-on mes gens? (Il écoute.) J'ai peut-être rêvé!... (Un second gémissement plus distinct et plus douloureux.) C'est la voix de mon père! Il souffre, il pleure!... Est-ce qu'il plie sous l'horreur de la vérité? (Un cri aigu.) On le torture! pour moi, pour moi! infâmes! arrêtez! (Il secoue la porte qui est fermée en dehors.) Mon père, mon pauvre père! Me voici! c'est moi... bourreaux! moi! Lupo, je me rends, je me livre, prenez-moi, mais prenez-moi donc!... Ah! la voix me manque, l'horreur me glace, ils ne m'entendent pas! (Il tombe épuisé en rugissant d'une voix étouffée.)

SCÈNE XV.

ANGELO, LUPO.

ANGELO

Le voilà vaincu, je tiens sa vie! Je veux d'abord perdre son âme. Lupo! Lupo!

LUPO, égaré.

Où suis-je? Qui êtes-vous?

ANGELO.

Je suis le démon, je viens chercher ton âme maudite!

LUPO.

Si tu es le démon... si tu peux me perdre et sauver mon père, fais de moi ce que tu voudras; qu'il meure en paix. Je donne mon éternité pour une heure de son repos! (Il s'évanouit.)

ANGELO.

Le voilà damné ; il faut qu'il meure en état de péché mortel! (Il tire son épée pour le frapper. L'archange Michel, qui est représenté sur la tapisserie, s'en détache et couvre Lupo de son bouclier.) Ah ! encore le miracle !... (Il fuit à l'autre bout de la chambre en se cachant le visage. La figure de l'archange rentre dans la tapisserie. Lupo se ranime et se relève.)

SCÈNE XVI.

LES MÊMES, LIVERANI.

LUPO.

Mon père debout! (Il se jette dans ses bras)

ANGELO, qui se tient caché derrière un meuble, à part.

Le paralytique !

LIVERANI, à son fils.

Tu vois! Dieu a voulu que les bourreaux fussent mes chirurgiens. La souffrance a brisé les liens qui me retenaient inerte. J'ai pu me lever pour protester de ton innocence. Ce prodige les a épouvantés et mis en fuite. Ils n'ont pas entendu tes cris, mais j'ai entendu, moi, et j'ai eu la force de venir te dire : Tais-toi, mon fils, tais-toi!

LUPO.

Me taire! quand ils vont revenir peut-être!

LIVERANI.

Je pars pour Naples. J'irai me mettre sous la protection des lois, qui ont été méconnues par ces sbires et par je ne sais quel faux inquisiteur que je démasquerai. Pour toi, fuis, fuis à l'instant même, car on te cherche encore.

LUPO.

Fuir? vous quitter?

LIVERANI.

Tu ne peux qu'aggraver mon péril.

LUPO.

Mon père, vous me jugez coupable?

LIVERANI.

Coupable ou non, sauve ta vie, si tu veux prolonger la mienne.

LUPO.

Vous ne me maudissez pas?..

LIVERANI.

Maudire mon fils ! est-ce possible ? Allons, pars, je le veux. Obéis-moi, j'ordonne...

LUPO.

Oh! mon pauvre père, je baise vos genoux sanglans... pour moi, mon Dieu, pour moi!

LIVERANI.

Embrasse-moi!

LUPO.

Je n'en suis pas digne.

LIVERANI.

Peut-être, mais je t'aime! va! (Lupo sort par la trappe.)

SCÈNE XVII.

LIVERANI, ROLAND, ANGELO, caché.

ROLAND, avec un reste de corde autour du bras.

Ah! mon maître, vous ici? comment?

LIVERANI.

J'ignore si je conserverai l'usage de mes membres. Où sont les sbires?

ROLAND.

Partis avec épouvante en criant au miracle, c'est donc...

LIVERANI.

Viens, profitons de leur trouble. Je te dirai ce que je veux. (Ils sortent.)

SCÈNE XVIII.

ANGELO.

Sauvés tous, et je reste là sans courage pour m'opposer à leur fuite? — Cette vision... Ah! je ne puis rester ici, j'y deviendrais fou! Lupo ignore ma trahison, je le suivrai. (Il veut sortir par la trappe.) Il a refermé la trappe! Oserai-je passer sous le glaive de l'archange? — Eh quoi! il y a un instant, j'étais ici le maître, et m'y voici captif... captif de ce glaive et de ces yeux étincelans!... J'essaierai de prier... prier qui? le punisseur inexorable? Dieu peut-il se déjuger? Heureux ceux qui n'y croient pas! Si la foi était un leurre, si le vertige de la peur avait seul évoqué ces fantômes qui me poursuivent? Qui sait? je lutterai! je lutterai contre Dieu! s'il lui plaît de prendre pour sa brebis favorite le loup sanguinaire, je lui arracherai cet objet d'amour, et je forcerai les portes du ciel! Archange, je te défie! (Il s'élance l'épée en main vers l'archange qui reste immobile. Angelo sort par le fond.)

ACTE TROISIÈME.

(Un site Salvator-Rosa, dans des rochers abruptes, au bord de la mer. — Le soleil vient de se coucher. — Peu à peu la nuit vient et la lune se montre.)

SCÈNE PREMIÈRE.

LUPO.

Me voilà seul, et j'ai brûlé mes vaisseaux! La destinée m'amène en ce lieu maudit où m'attend ma première lâcheté! Seul, aux aguets, comme le renard cauteleux qui guette une misérable proie, le loup redouté va combattre sans péril et sans gloire! et dire qu'il le faut! que ce qui reste en moi d'humain me commande cette infamie! O mon père, si tu me voyais agir pour toi de la sorte, tu préférerais tendre la main ou travailler à casser les pierres du chemin! Mais qui donc ose

gravir ce sentier, en tirant un maigre cheval par la bride? Malheureux, rends grâce à ton piteux équipage, tu n'est pas le gibier qu'il me faut! — Que fait-il? Il m'a vu et il vient à moi! Roland?

SCÈNE II.

LUPO, ROLAND.

LUPO.

Toi, mon ami! Tu me cherches? Mon père?...

ROLAND.

Votre père va bien. Il a recouvré définitivement, je l'espère, la vigueur et la santé; mais son voyage à Naples n'a pas été aussi heureux qu'il l'espérait.... Savez-vous que je viens de faire dix lieues d'une traite?...

LUPO, impatient.

Mon père, mon père d'abord! où est-il, que fait-il?

ROLAND.

Il est caché chez votre oncle, le cardinal. Il pensait qu'avec la protection de ce puissant beau-frère il obtiendrait justice. Le pauvre homme persiste à vous croire innocent, mais le cardinal pense autrement, et, s'il n'a pas voulu l'affliger trop en le lui disant, il lui a fait au moins comprendre que votre affaire était mauvaise, et que vous deviez tous les deux vous taire et vous éloigner.

LUPO.

Eh bien! il va en fournir les moyens à mon père, et j'irai le rejoindre.

ROLAND.

Voilà l'embarras! Le cardinal a tellement peur pour lui-même qu'il ne veut en rien contribuer à la fuite de son beau-frère. Il dit que c'est à vous d'aller le délivrer.

LUPO.

Le délivrer? Roland, tu ne me dis pas tout! Mon père est en prison!

ROLAND.

Il peut y être d'un moment à l'autre.

LUPO.

Il y est!

ROLAND.

Eh bien, oui, depuis ce matin, et on ne m'a pas permis de l'y suivre. Voilà pourquoi je suis accouru vous trouver.

LUPO.

Malheur! trois fois malheur! Mon père dans un cachot! C'est pour le tuer ou ramener son infirmité... Ils vont le mettre encore à la question... Ah! fureur! (Il s'arrache les cheveux.)

ROLAND.

Voilà ce que je craignais. Vous perdez la tête! Voyons, écoutez-moi. En me voyant partir, le cardinal m'a dit : Que Lupo tente un coup de main pour le délivrer, ou qu'il vienne sans bruit, avec de l'argent, c'est le plus sûr; l'argent ouvre toutes les portes.

LUPO.

Eh bien! de l'argent, il en a, lui, et il ne t'en a pas offert?..

ROLAND.

Il m'en a même refusé!

LUPO.

O avarice sans entrailles!

ROLAND.

J'ai couru chez votre maîtresse Délia. On ignore ce qu'elle est devenue. Depuis lundi dernier qu'elle était chez nous, à Montelupo, on ne l'a pas revue à Naples; j'ai couru alors chez votre ami Galvan. Je n'ai pas un ducat, m'a-t-il dit, mais un autre Galvan peut en procurer beaucoup à votre jeune maître. Il sait bien en quel lieu, ce soir, il le trouvera, et je gage qu'il y est. Allez le trouver, dites-lui que, fallût-il aliéner la moitié de mon héritage, je jure de sauver son père de tout mal; c'est à lui de faire en sorte que mon oncle ne revienne pas de sa promenade. — J'ai compris, je suis venu, je vous trouve au lieu désigné; tout va bien.

LUPO.

Tout va bien! voilà ce que tu me dis! Il faut que les vieux os de mon père pourrissent sur la paille des prisons ou soient brisés dans les tortures, si je n'assassine pas ce soir un de ses plus anciens amis, un vieux homme qui m'a fait sauter sur ses genoux quand j'étais petit enfant! Vraiment, non, tout ne va pas bien pour moi!

ROLAND.

Vous étiez décidé pourtant, puisque vous voilà ici? C'est bien ici qu'il doit passer ce soir?

LUPO.

J'étais décidé à le surprendre et à le voler lâchement.

ROLAND.

Vous?

LUPO.

Oui, moi! Les cris de mon père sur le chevalet ont tué mon orgueil. Je ne suis plus un chef de brigands, je suis un larron de la plus vile espèce!

ROLAND.

Il ne faut pas, mon cher maître! il n'y a pas de honte à commander de hardis aventuriers et à faire ce que nous appelons la guerre de montagne. C'est le pays qui le veut, et c'est la richesse de l'habitant. Moi, j'ai eu mon père bandit dans l'Abruzze, je n'en rougis pas, et si le vôtre pensait comme moi... Mais il a le respect des lois, des idées de famille! Chacun les siennes, n'est-ce pas? Avec lui, je dis comme lui; mais avec vous je dis : Vous n'êtes pas d'un sang à *tirer la laine*. Il ne s'agit pas de dérober, il faut rançonner. Un noble a ce droit-là sur les vilains; quand il l'exerce sur gens de toute condition, il manque aux lois, mais non à la fierté de sa race! Allons, mon jeune capitaine, reprenez votre rôle. Où sont vos bons compagnons, votre vaillante petite armée? Il faut la rassembler, l'heure approche.

LUPO.

Mes hommes? je n'en ai plus, je viens de les congédier.

ROLAND.

Bonté divine! pourquoi avez-vous fait cela?

LUPO.

Je ne sais! un dégoût de cette vie que mon père expie si cruellement, un repentir peut-être, l'idée que chacun de mes complices enveloppait comme moi ses proches dans sa ruine. Bref, j'ai résisté à leurs prières, à leurs menaces même, et ils se sont dispersés pour rentrer chez eux.

ROLAND.

Et vous comptiez attaquer seul le vieux Galvan?

LUPO.

Oui, l'effrayer par certain moyen et profiter du trouble de son escorte pour faire le coup, voilà ce que j'avais résolu.

ROLAND.

On peut vous aider; mais, s'il n'a qu'un millier de ducats, ce n'est pas de quoi délivrer mon vieux maître.

LUPO.

C'est vrai, il faut le tuer, Galvan le veut! eh bien, on le tuera! fasse le ciel qu'il se défende!... Si je le sommais de délivrer mon père?

ROLAND.

Il promettra tout, et, rentré à Naples, il vous dénoncera.

LUPO.

Si je le suppliais?...

ROLAND.

C'est un cœur d'airain, il est pire que le cardinal!

LUPO.

Il aimait pourtant mon père, j'en suis sûr.

ROLAND.

Depuis que vous êtes ruiné, il l'a abandonné.

LUPO.

Eh bien donc, malheur aux avares! ce ne sont pas des hommes! Si mon oncle était là, je le tuerais aussi! Allons un peu examiner le chemin: je ne saurais rester en place.

ROLAND.

Que ferai-je de ce cheval fourbu?

LUPO.

Amène-le, je sais où le cacher.

ROLAND, à part.

Un cheval qui erre sans cavalier, c'est un indice; je vais le saigner pour qu'il ne bouge plus. La vue du sang réveillera mon maître. (Ils sortent.)

SCÈNE III.

TISBÉA fuyant, poursuivie par QUINTANA. Il la saisit, et, au moment de crier, elle éclate de rire et lui donne un soufflet.

TISBÉA.

Comment, c'est vous, frère Quintana? ah! que vous m'avez fait peur! pourquoi êtes-vous ainsi déguisé?

QUINTANA.

J'étais déguisé dans cette maudite grotte où je mourais de faim. Je suis redevenu un homme. Depuis trois jours, je ne fais que manger.

TISBÉA.

Grand bien vous fasse! mais je n'aime pas les rénégats; ne me suivez plus.

QUINTANA.

Beauté bronzée, vous avez su me plaire, et je suis un des vôtres. Écoutez-moi.

TISBÉA.

Comment! un des miens?

QUINTANA.

Je suis bandit, comme votre ami Moffetta, et mon maître va être votre chef.

TISBÉA.

Qui, votre maître? l'ermite? fi! vous mentez! allons, laissez-moi!

QUINTANA.

Mon intention n'est pas de vous obéir; j'ai ouï dire qu'entre brigands tout était commun et se partageait comme entre frères...

SCÈNE IV.

LES MÊMES; MOFFETTA.

MOFFETTA.

Attends, figure de pendu! je vas te donner en frère la bénédiction que tu mérites! (Il le jette par terre et le foule aux pieds.)

QUINTANA.

Grâce, mon frère, pitié! tu me romps les côtes!

MOFFETTA.

C'est pour éteindre tes passions, barbe de bouc. (A Tisbéa.) Viens! laissons-le se secouer, et retournons au village. J'ai toujours dit que ces ermites ne valaient rien! (Ils s'éloignent.)

QUINTANA, se relevant.

Le butor m'a trop piétiné! Si mon maître retourne au désert, il fera bien de le prendre à son service!

SCÈNE V.

QUINTANA, ANGELO, DÉLIA.

DÉLIA, qu'entraîne Angelo.

Je n'irai pas plus loin; je ne peux plus! (Elle tombe sur l'herbe, épuisée.)

QUINTANA, à part.

Mon maître ne me paraît pas plus encouragé que moi par le sexe.

ANGELO.

Que fais-tu ici? Ne t'ai-je pas dit d'aller tout préparer à l'ermitage pour me recevoir?

QUINTANA.

J'y allais, maître; mais une racine m'a fait tomber, et je boite.

ANGELO.

Va toujours! (Quintana s'éloigne; à Délia.) Allons, encore un peu de courage! nous sommes près du gîte.

DÉLIA.

Quel gîte peux-tu m'offrir dans cet endroit sauvage? Tu me trompes; au lieu de me ramener à Naples, tu m'égares et m'éloignes de plus en plus.

ANGELO.

Tu m'as promis...

DÉLIA.

J'ai payé ma dette : j'ai subi tes baisers, dont la violence m'effraie.

ANGELO.

Tu as promis d'être à moi seul.

DÉLIA.

Ne suis-je pas à toi seul depuis trois jours que nous errons ensemble, comme des chiens perdus, dans la montagne et dans la forêt, avec des brigands pour escorte et des antres pour palais? Si tu m'aimes, viens partager à Naples mon luxe et mes plaisirs. Je n'ai pas promis d'être la compagne d'un bandit.

ANGELO.

Lupo était-il autre chose qu'un bandit?

DÉLIA.

Il ne m'emmenait pas dans ses courses. Il ne m'obligeait pas à gagner péniblement avec lui l'argent qu'il me donnait. J'ai juré d'être ta maîtresse, c'est bien assez, sans devenir ton esclave.

ANGELO.

Tu me hais?

DÉLIA.

Je te haïrai, si tu me contraries davantage.

ANGELO.

Prends patience, demain j'aurai une litière et des serviteurs pour te reconduire à la ville. Viens seulement jusqu'à l'ermitage de la madone du Cèdre.

DÉLIA.

C'est un lieu saint. Ne crains-tu pas de le souiller par de profanes amours?

ANGELO.

Je ne crains ni le ciel ni les hommes. Je ne crois plus à rien.

DÉLIA.

C'est pour cela que tu me fais peur!

ANGELO.

Si je te fais peur, tu ne songes qu'à m'échapper; mais c'est en vain. Lève-toi et marchons!

DÉLIA.

Non. J'aime mieux mourir là.

ANGELO, menaçant.

Mourir là? Prends garde de dire la vérité! (Il veut l'entraîner, elle résiste.)

SCÈNE VI.

LES MÊMES, ESCALANTE.

ESCALANTE, masqué.

Arrêtez!

ANGELO, surpris.

Qui êtes-vous?

ESCALANTE, se démasquant.

Escalante, le lieutenant de Lupo et le premier de sa bande après lui.

ANGELO.

Lupo renonce à vous commander, et vous n'ignorez pas que je le remplace.

ESCALANTE.

Je n'étais pas là quand mes compagnons vous ont élu. Ils m'ont dit que ce soir, à minuit, on se réunirait à la madone du Cèdre; j'irai, et si vous me convenez, je verrai.

ANGELO.

C'est bon. Passez votre chemin, nous nous reverrons à minuit.

ESCALANTE.

Passez votre chemin aussi, mais laissez cette femme, qui ne vous suit pas librement.

ANGELO.

Que vous importe?

ESCALANTE.

Elle me plaît. Je la veux pour moi.

ANGELO.

Insolent!

ESCALANTE.

Vous n'êtes pas mon chef encore. Jusqu'à minuit, vous n'êtes rien pour moi.

ANGELO, tirant son poignard.

Alors...

ESCALANTE, le terrassant.

Rendez grâce à Dieu d'avoir affaire à un chrétien, car vous seriez déjà mort, si je voulais...

DÉLIA.

Mon ami, délivrez-moi. Je vous paierai une rançon princière, si vous me conduisez hors d'ici saine et sauve.

ESCALANTE.

Venez! (A Angelo, qui se relève.) Et vous, ne bougez pas, car j'ai là des compagnons pour vous mettre à la raison, et Lupo n'est pas si loin que vous pensez.

ANGELO, à Délia.

Tu veux suivre ce manant, abjecte créature?

DÉLIA.

Je veux rejoindre Lupo.

ANGELO.

Soit, mais il ne t'aura pas vivante! (Il la poignarde.)

DÉLIA, tombant dans les bras d'Escalante.

Tu m'as tuée!... Sois maudit!

ESCALANTE, la regardant.

Morte? c'est dommage! (Il la soutient d'un bras, et, de l'autre main, porte un sifflet à ses lèvres et donne un signal.)

ANGELO.

Tu appelles tes compagnons; tu mourras avant qu'ils soient là.

ESCALANTE.

Non, je les éloigne. Je suis content de toi. Ce que tu viens de faire est d'un homme digne de nous commander, — plus digne que Lupo, qui ne nous permettait pas de tuer les femmes! A ce soir. Tu seras élu! (Il sort.)

SCÈNE VII.

ANGELO, seul.

Ces hommes vont m'admirer parce que je suis pire que Lupo! Cette pensée me donne froid!... Je ne sais si c'est un hommage, ou un affront... Où est donc Délia? La nuit est-elle devenue si obscure ou ma vue est-elle voilée de sang? Malheureuse courtisane! Je t'aimais, il y a une heure. Je buvais la vie sur ton sein vénal, j'oubliais tout, j'étais ivre... Quel réveil! est-elle donc?... Oui, froide déjà! Cette plaie est horrible... Son regard fixe m'éblouit et me brûle comme une flamme... Allons, je suis fou! son œil est terne et reflète comme une vitre brisée le pâle rayon de la lune. Cachons ce cadavre; j'espérais que Lupo souillerait sa main de ce meurtre, en trouvant sa concubine dans mes bras; mais il ne tue pas les femmes, lui! Tous les forfaits que je veux lui faire commettre seront-ils donc fatalement commis par moi? (Il cache le cadavre dans les buissons.) Allons, repose dans les épines, fille de joie! voilà une triste fin pour une si pompeuse existence! C'est pour ton malheur que tu m'as rencontré! Adieu ton bain parfumé et ta couche de satin, que tu regrettais de quitter pour trois jours! A présent tu dormiras dans les aloès acérés, sur les cailloux tranchans. (Il rit et sanglote.)

SCÈNE VIII.

ANGELO, LUPO.

LUPO, à part.

Qui donc se lamente ainsi? L'ermite? est-il insensé? Il faut que je l'éloigne. (Haut.) Ami, allez gémir plus loin. Il me faut cette place.

ANGELO.

Vous prétendez encore commander? La montagne ne vous appartient plus. C'est moi maintenant qui règne sur le désert...

LUPO.

Votre raison est troublée; mais je n'oublie pas que vous m'avez rendu service; je vous prie de vous retirer.

ANGELO.

Tu veux tuer quelqu'un ici?...

LUPO.

Peut-être.

ANGELO.

Tu n'as plus le droit...

LUPO.

J'ai le droit de vider partout mes querelles particulières. J'attends ici un ennemi.

ANGELO.

Je veux t'aider encore.

LUPO.

Je ne veux pas de témoin.

ANGELO.

Je veux être le tien.

LUPO, surpris, s'avançant sur lui d'un air de menace.

Pourquoi?

ANGELO.

Parce que mon sort est lié au tien sur la terre. Je veux faire tout le mal que tu feras et te suivre au-delà de la vie.

LUPO.

Vous parlez sans raison, je ne suis pas un exemple à suivre!

ANGELO.

Mais vous croyez que vous irez au ciel, vous?

LUPO.

Je ne me demande pas où j'irai, je n'en puis rien savoir; mais c'est assez de vaines paroles, va-t'en.

ANGELO.

Un seul mot, voyons! Tu pourrais me sauver peut-être!

LUPO.

Comment?

ANGELO.

Si je te voyais faire le bien, je comprendrais l'arrêt céleste, je rentrerais dans la bonne voie, je retrouverais l'espérance; mais tu restes dans le mal, et tu es béni quand même...

LUPO.

Béni, moi!

ANGELO.

N'as-tu pas vu la madone te présenter le bambino et l'archange de la tapisserie étendre sur toi son bouclier?

LUPO.

Ami, si tu plaisantes, sache que je ne suis pas en train de rire...

ANGELO.

Je parle sérieusement.

LUPO.

Tu me présentes des symboles? Tu veux subtiliser avec moi? C'est peine perdue, va! Je suis celui qui ne réfléchit pas, qui obéit au vent qui souffle, et qui n'a jamais approfondi le bien et le mal.

ANGELO.

Pourtant quand tu blasphèmes...

LUPO.

Je ne blasphème pas. Si je dis de mauvaises paroles, cela ne fait pas sécher une herbe sur la terrre ni pâlir une étoile au ciel... — Mais je t'ai assez répondu, et tu m'ennuies; il faut...

ANGELO.

Tu es semblable à la brute. Le raisonnement ne te dit rien, tu es impatient de tremper tes mains dans le sang!

LUPO.

Assez, te dis-je. Tes paroles me fatiguent et me dérangent, il faut que je sois tout à l'heure sans pitié, et tu me rappelles qu'il m'en coûte à présent d'être cruel...

ANGELO.

Il t'en coûte! Tu connais donc ce qui est mal?

LUPO.

Qu'importe? Le meurtre enivre, on le commet dans la fièvre, et après il semble qu'on l'ait rêvé.

ANGELO.

J'ai souvent rêvé le mal sans le faire. Dieu vivant! ne suis-je pas le moins coupable?

LUPO.

Je n'en sais rien. Si tu rêvais le mal, c'est que tu l'aimais.

ANGELO.

Me feras-tu croire qu'en le commettant tu le détestes?

LUPO.

Laisse-moi. J'appartiens au tumulte de mes pensées! Si, comme toi, j'avais vécu dans la science du bien, je ne serais pas tombé dans les ténèbres du doute...

ANGELO.

Et tu erres dans ces ténèbres? Tu doutes, avoue-le!

LUPO.

Moi? Non, jamais; c'est de ton doute que je parle.

ANGELO.

Tu crois à la bonté divine?

LUPO.

C'est assez! Je te défends de la nier devant moi. Si Dieu est, il est bon...

ANGELO.

Quoi? même pendant que l'on torturait ton père, tu n'as pas nié la justice suprême?

LUPO.

Non, pas même à ce moment-là, qui fut effroyable! Pourquoi m'en serais-je pris à Dieu, quand le mal venait de moi?

ANGELO.

Tu n'as pas invoqué le démon? Tu mens...

LUPO.

C'est toi qui mens par la gorge! Le diable est un rêve de ta pensée. On vient, va-t'en, je le veux; pas un mot de plus, ou malheur à toi!

ANGELO, feignant de s'éloigner et se cachant.

Je saurai ce que tu veux faire. La haine rive mes pas aux tiens!

SCÈNE IX.

LUPO, ROLAND, ANGELO caché.

ROLAND, au devant de qui Lupo a fait quelques pas.

Oui, ils viennent! J'ai aperçu la litière là-bas. Deux hommes d'escorte seulement pour conduire les mulets. A nous deux, ce sera l'affaire d'un moment. Je me suis muni d'un masque, venez!

LUPO.

Non : je suis troublé. Je ne veux pas frapper. J'écraserai d'ici les hommes et les animaux. Aide-moi à faire rouler cette roche. Si elle manque le but, nous fondrons sur la proie.

ROLAND.

Attention, les voilà! Poussez.

LUPO.

Non! c'est trop tôt... A présent! mon père! c'est pour toi! (Ils poussent le rocher, qui roule avec fracas. On entend des cris.)

ROLAND.

Ils fuient! Courons leur sus! (Ils descendent le ravin rapidement et disparaissent.)

ANGELO.

C'est pour son père! L'amour fait commettre le crime, et Dieu pardonne! Il me pardonnera donc la mort de cette fille! Horreur! J'étais caché près de son cadavre, je l'avais oublié... J'ai senti le froid de sa chair... Je traîne maintenant l'existence comme un rêve! Où suis-je donc? Qu'est-ce que j'entends là? Ah! oui! Lupo! Encore un meurtre! (Il se penche sur l'abîme.) Je ne vois rien, un nuage de sable et de poussière enveloppe tout... Qui vient là?

SCÈNE X.

ANGELO, LIVERANI fuyant.

LIVERANI.

A moi! à l'aide! On me poursuit!... Les brigands!

ANGELO, l'arrêtant.

Le vieillard de Montelupo! Ah! je le hais aussi... (Il le renverse et voit accourir Lupo.) Non, ce crime effroyable, c'est à lui de le commettre. Enfer! je te remercie de cette pensée!

SCÈNE XI.

LUPO, ROLAND, LIVERANI, qu'Angelo tient renversé.

ROLAND.

Sus! sus! il a monté jusqu'ici.

LUPO.

La peur donne donc des ailes à la vieillesse. Où est-il?

ANGELO.

Là, renversé, vois, mon manteau étouffe ses cris; frappe-le!

LUPO.

Oui, sa vie m'appartient.

ANGELO, maintenant le manteau sur la figure de Liverani.

Tu hésites, allons donc!

LUPO.

Attends, il ne résiste pas! tuer l'ennemi à terre! Messire Galvan, reprenez vos esprits... écoutez... il me faut de l'or, beaucoup d'or pour sauver mon père;... mon père qui est en prison... Répondez! Êtes-vous sourd? rachetez-vous... Jurez de rendre la liberté à mon père, de la lui rendre à tout prix, et je vous fais grâce?

ROLAND.

Il ne veut pas, il aime mieux son or que sa vie.

LUPO, frappant Liverani de sa dague.

Meurs donc, chien d'avare, puisque ton sang est la rançon de mon père!

ROLAND.

Bien! Bon voyage, messire Galvan! (Angelo se relève.)

LIVERANI, se débattant, écarte le manteau.

Galvan! c'est lui qui m'avait délivré... Hélas, mon fils!... mon fils!... ô mon fils!...

LUPO.

Mon père!...

ANGELO.

Il expire.

ROLAND.

Mon maître!...

LUPO.

Vengeance divine, écrase-moi! (Il tombe sur le corps de son père.)

ANGELO.

Cette fois il est perdu, j'espère! O Satan, prends-le! sois plus fort que Dieu même.

SATAN, aîlé et flamboyant, sortant de terre entre lui et Lupo.

Suivez-moi tous deux dans la vie et dans la mort, toi qui as accompli le parricide, et toi qui l'as fait commettre; vous m'appartenez sans rémission. De tels forfaits sont le triomphe de l'enfer et la limite de la protection d'en haut.

LIVERANI, se ranimant.

Tu mens, ennemi de Dieu! La pitié céleste est sans bornes, et les

larmes du cœur lavent les plus grands crimes. Ne désespère pas, mon fils; tu peux te racheter par la douleur, fléchir Dieu par l'amour, le glorifier par la confiance...

LUPO.

Mon père! mon père bien-aimé! j'ai mérité les éternels supplices, ils ne sont rien pour moi au prix de ce que je souffre en vous voyant mourir de ma main. Dieu bon, Dieu juste, que je n'ai jamais su prier, fais qu'au séjour des justes mon père oublie que je suis né! fais qu'il soit heureux, et je ne te reprocherai pas mon châtiment. Et toi, Satan, que j'ai servi sans m'en rendre compte, fais de moi ce que tu voudras. Je te défie de me faire autant de mal que ne m'en fait ce cœur d'airain en se brisant dans ma poitrine.

SATAN.

Viens, ton père n'est plus, et il est sauvé. Tu as encore du temps à vivre. Je te verserai, dans les combats et les plaisirs, le breuvage de l'oubli.

LUPO.

Mon père!... (Il le baise au front.) plutôt que de t'oublier un jour, une heure, je m'élance dans l'abîme où il n'y aura plus pour moi qu'expiation et désespoir. (Il veut se percer de sa dague.)

LE PETIT BERGER, paraissant et l'arrêtant.

Jette cette épée, prends ton père et suis-moi sous le chaume avec lui.

LUPO.

Lui rendrais-je la vie et le bonheur?

LE BERGER.

Rien n'est impossible à l'amour. (Lupo et Roland emportent Liverani. — Ils sortent.)

SCÈNE XII.

ANGELO, SATAN.

ANGELO.

Je reconnais cet enfant, un rayon divin resplendit sur son front... C'est un ange ou le Sauveur en personne!... Et toi, maudit, tu ne saurais lutter contre lui! arrière! je ne te crains plus. Je me repentirai, je retournerai au désert, et je m'imposerai de telles pénitences, je m'infligerai de tels supplices que je ferai mon enfer moi-même en ce monde pour me racheter dans l'autre. (Il s'enfuit.)

SATAN, riant.

Retourne à l'ermitage; tu y trouveras le spectre sanglant de la courtisane, et tes remords auront tous la figure de la peur. J'irai encore te rendre visite. C'est au désert que je règne sur celui qui n'aime que lui-même. Va, invente des supplices pour ton corps, et persiste à croire que le sang est plus agréable à Dieu que les larmes. Je t'aiderai à dessécher ton cœur et à développer par de fécondes imaginations le précieux germe de férocité qui fait les savans exorcistes et les inquisiteurs canonisés. Ceci est l'*amen* du diable, messeigneurs les hommes!

GEORGE SAND.

LE

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE

VOYAGE DE SAN-FRANCISCO A NEW-YORK.

II.

LE CHEMIN DE FER CENTRAL.

V.

Le 10 mai 1869, jour même de l'inauguration du chemin du Pacifique, je quittai San-Francisco pour me rendre à New-York. Quelques amis m'avaient conseillé de suivre l'ancienne route pour continuer mon voyage, c'est-à-dire d'aller en bateau à vapeur à Panama, de traverser l'isthme en chemin de fer, et de reprendre la mer jusqu'à New-York; mais j'avais entendu élever plus d'un reproche sérieux contre le service des bateaux à vapeur de cette ligne. Ils étaient d'ordinaire, disait-on, encombrés de passagers et de marchandises; les repas y étaient mauvais, le service détestable, la saleté repoussante, surtout pour les personnes qui, comme moi, venaient de débarquer d'un des grands paquebots de l'Océan-Pacifique, véritables modèles de bonne tenue et de propreté; sur tout le parcours d'ailleurs je ne rencontrerais que mauvaise compagnie, et la plus stricte surveillance ne suffirait probablement point à me défendre contre les voleurs de profession qui exploitaient les paquebots avec

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre 1869.

autant d'audace et d'habileté que d'autres malfaiteurs exploitent les grandes villes de l'Amérique.

Les avocats des paquebots ne niaient pas ces inquiétans détails; leur plaidoyer consistait à démontrer que le service maritime était, malgré tous ses défauts, préférable au service presque inconnu du chemin de fer du Pacifique. Les bâtimens, prétendaient-ils, étaient d'excellens marcheurs, placés sous les ordres d'officiers expérimentés; j'aurais bien quelques petits ennuis à souffrir durant la traversée, mais je serais à peu près sûr d'arriver sain et sauf à New-York. Sur la voie de terre au contraire, les accidens les plus graves étaient d'occurrence fréquente, et je n'avais qu'à ouvrir le premier journal venu pour me convaincre que, grâce à la mauvaise condition de certaines parties de la route, à l'insouciance des administrateurs, à la témérité des employés, on risquait sa vie à se hasarder sur le chemin du Pacifique. « Vous n'obtiendrez même pas de dommages pour une jambe ou un bras cassé, ajoutait-on, car la compagnie du Central et celle de l'Union jouissent toutes les deux d'une grande influence, et un particulier inconnu et sans appui n'aurait aucune chance à plaider contre elles. » D'autre part, on me fit observer que la société à laquelle je serais mêlé à bord des paquebots, et qui contiendrait, on ne pouvait le nier, quelques mauvais élémens, était cependant de beaucoup préférable à celle des mineurs qui m'accompagneraient jusqu'au Nevada, ou à celle des ouvriers terrassiers du chemin de fer, dont je ne serais débarrassé qu'à Omaha. Ces *roughs*, comme on les appelait, étaient, au dire de mes conseillers, des hommes autrement dangereux que les *pick-pockets* des bateaux à vapeur : ceux-ci me débarrasseraient tout au plus de ma bourse ou de ma montre; dans un conflit avec ceux-là ma vie était en danger.

Tout cela n'était pas séduisant, mais je n'y vis pas non plus matière à me décourager. Je sais par expérience que le plus véridique récit des difficultés ou des agrémens d'un voyage ne rend qu'imparfaitement compte des impressions personnelles de celui qui en a souffert ou joui. Pour apprécier de pareilles descriptions à leur juste valeur, il faut, par un effort d'imagination dont beaucoup de gens sont peu capables, sortir du milieu paisible dans lequel on les lit ou on les écoute, et se mettre à la place même du héros de l'odyssée. Tout se rapetisse alors considérablement, et dangers et agrémens prennent des proportions ordinaires. Lorsqu'on voyage dans les montagnes, la disposition au vertige tend à s'émousser; lorsqu'on vit dans un pays où les habitans ont pour coutume de sortir armés, on se munit, avant de quitter la maison, d'un révolver avec la même indifférence qu'on se munirait, en cas de mauvais temps, d'un pa-

rapluie; enfin, pour marcher le long des précipices ou s'armer habituellement d'un pistolet sans éprouver d'émotion, on n'a pas besoin d'être plus courageux que le premier venu. Les périls d'un long voyage ne sont pas tout à fait illusoires, mais je sais que, par la faute du lecteur plutôt que par celle du narrateur, on s'en forme généralement des idées exagérées. Quelques hommes, savans ou aventuriers, à la recherche de l'inconnu ou de la richesse, ont en mainte occasion fait preuve d'un grand courage et d'un étonnant mépris du danger; mais un voyage en chemin de fer exclut, par sa nature même, toute idée de risques exceptionnels. Là où tout un monde d'agens et d'ouvriers trouve avantageux de vivre, dans des endroits fréquentés par un concours incessant de voyageurs, on peut, sans hésiter, essayer de passer à son tour.

Pendant mon séjour à San-Francisco, je m'étais trouvé plus d'une fois au milieu de mineurs et d'ouvriers de chemin de fer; je n'avais remarqué sur leur physionomie rien de particulièrement redoutable, et je me persuadai aisément que les inconvéniens possibles d'un semblable voisinage seraient compensés par la nouveauté d'une existence en quelque sorte intime avec des hommes en possession d'une grande, sinon d'une bonne réputation. Quant à l'insouciante témérité des employés de la ligne, je me disais qu'ils avaient autant de motifs de tenir à leur vie que moi à la mienne, et qu'en me remettant entre leurs mains il n'y aurait pas lieu de redouter une expérience qu'ils renouvelaient impunément toute l'année. Quatre de mes compagnons de voyage du Japon qui désiraient aussi se rendre à New-York tombèrent d'accord avec moi sur tous ces points. Le parcours en chemin de fer avait pour nous non-seulement le grand attrait de la nouveauté, il avait surtout l'avantage de ne durer que huit ou neuf jours au lieu de trois semaines nécessaires pour aller de San-Francisco à New-York, *via* Panama. L'embarcadère du chemin de fer du Pacifique se trouve provisoirement à Sacramento. La ligne qui unira cette ville à San-Francisco est en voie d'exécution. Pour se rendre à Sacramento, il faut traverser la baie en bateau jusqu'à Vallejo, où l'on monte en wagon. Ce petit trajet préliminaire dure cinq heures.

Un de nos amis californiens, M. V. S..., nous conduisit à bord du *New-World*. Quelques minutes plus tard, je vis arriver son domestique chargé d'une assez grande boîte en fer-blanc et de deux dames-jeannes, tressées d'osier, et dont chacune pouvait contenir dix ou douze litres de liquide. « Qu'est-ce? lui demandai-je. — C'est du whiskey et des biscuits que votre inexpérience vous a fait oublier, me dit-il; heureusement pour vous, j'y ai pensé à temps. » Je me récriai contre ce surcroît de bagages. Je lui disais que son

calcul d'un litre de whiskey par tête et par jour était basé sur des données californiennes qui ne pouvaient nous être appliquées. Je ne pus le convaincre. « Vous laisserez ces provisions en route, si vous voulez, dit-il; mais j'aurai fait mon devoir en vous les donnant. Si vous les emportez jusqu'à Omaha, vous me remercierez plus tard. C'est un peu lourd à porter au commencement, mais vous verrez qu'après-demain le fardeau s'allégera déjà sensiblement. » Deux de mes compagnons, D... et M..., Américains comme l'ami californien, appuyèrent ses instances. D... prétendait avoir rencontré le matin même un homme compétent en matière de boissons, qui, en résumant ses observations d'un voyage de Promotory à Sacramento, avait parlé avec horreur du whiskey de Truckee, de Winnemuca, d'Elko et de Promotory. Il avait prétendu que les ouvriers mineurs seuls pouvaient en boire sans en mourir, et qu'à Promotory l'odeur seule de la boisson favorite des Américains causait à l'étranger non acclimaté les accidens les plus graves. Il fut décidé que trois d'entre nous prendraient alternativement charge des deux dames-jeannes de whiskey et de la boîte de biscuit, et je dus céder aux vœux de la majorité. J'hésitais cependant, je l'avoue, à entrer dans le salon des premières, flanqué de deux douzaines de litres de liqueurs fortes; mais on me fit voir d'autres dames-jeannes d'une capacité plus respectable encore que les nôtres, et qui appartenaient à des gens d'apparence irréprochable. Je pris donc mon parti en me disant qu'il fallait vivre à Rome comme les Romains y vivent. Je dois, en fin de compte, rendre cette justice à l'ami V. S..., que ses précautions, pour être quelque peu exagérées, n'en étaient pas moins excellentes. Pendant plusieurs jours, on ne nous vendit dans les stations situées entre Sacramento et Omaha que de l'eau détestable et des boissons qui me firent penser au terrible whiskey de Promotory. Nos provisions de liquides étaient non-seulement une addition aussi utile qu'agréable aux collations spartiates dont il fallut nous contenter, mais elles contribuèrent aussi à nous assurer les bonnes grâces de compagnons de voyage auxquels nous étions en état d'en offrir largement. D'ailleurs à Elko déjà, où nous dîmes adieu aux mineurs de White-Pine, qui nous avaient accompagnés jusque-là, nous pûmes jeter une dame-jeanne vide par la fenêtre.

Nous quittâmes la jetée de San-Francisco à quatre heures de l'après-midi, et en moins de deux heures nous débarquâmes à Vallejo, éloigné de 29 milles. C'était marcher avec une vitesse que les bâtimens européens n'obtiennent que rarement. En Amérique, où l'on construit les bateaux à vapeur les plus rapides, les plus économiques et les moins sûrs, cela n'a rien d'extraordinaire. Entre Vallejo et Sacramento, je fis connaissance, en wagon même, avec une

compagnie américaine qui, pour le soulagement des voyageurs d'Europe, ne ferait pas mal d'établir des succursales chez nous. Une demi-heure avant notre arrivée, un monsieur entra dans le wagon. Je le vis adresser la parole à plusieurs voyageurs, prendre des notes sur un carnet qu'il tenait à la main et délivrer des bulletins qu'il en détachait après y avoir tracé quelques mots. Enfin ce fut mon tour. « Vous allez à Sacramento? me demanda-t-il. — Oui. — Vous avez des bagages? — Oui. — A quel hôtel descendez-vous? » Je désignai l'hôtel qu'on m'avait indiqué. « Eh bien! reprit-il, je me charge d'y faire transporter vos bagages, si vous voulez me donner votre *luggage-ticket*. » On ne délivre pas de bulletins de bagages imprimés en Amérique. Un employé attache à chaque malle une petite plaque en cuivre suspendue à une double lanière en cuir et portant un numéro d'ordre. Il remet au voyageur une autre plaque avec numéro correspondant et indiquant en même temps le nombre des colis *enregistrés*. C'est un mode d'expédition beaucoup plus simple et plus rapide que le nôtre, et il offre, autant que j'ai pu en juger, les mêmes garanties de sûreté. Je me prêtai volontiers à l'arrangement proposé par mon interlocuteur, et je reçus de lui, en échange de mon jeton de bagages, un bulletin imprimé de l'*Express-Company*, donnant reçu de mes malles. Le même individu me délivra aussi un billet d'omnibus. « Vous n'avez qu'à demander l'omnibus blanc n° 1, à droite de la sortie, et à y monter, dit-il; il vous conduira à votre hôtel. » Après m'avoir donné ces instructions, l'employé me fit un compte fort raisonnable : 25 cents par malle et 50 cents pour une place d'omnibus, si je ne me trompe, et me quitta pour s'adresser à mon voisin. J'ai retrouvé les agens de l'*Express-Company* sur toutes les lignes américaines où j'ai voyagé, et je n'ai eu partout qu'à me louer de leur exactitude. Le cocher d'omnibus recevait chaque fois des instructions complètes et me conduisait à l'endroit où je voulais aller sans que j'eusse besoin de lui dire un mot; quant à mes bagages, ils ne manquaient jamais d'arriver peu de temps après moi à l'hôtel. J'économisais de cette manière le temps qu'on perd d'ordinaire à dégager ses effets, et j'évitais du même coup les cochers de fiacre qui rançonnent en tout pays les étrangers.

Il faisait nuit lorsque nous arrivâmes à Sacramento. Nous traversâmes de longues et larges rues tirées au cordeau, se coupant, comme dans la plupart des villes américaines, à angles droits, éclairées au gaz, bordées çà et là de boutiques qui paraissaient assez bien garnies. La ville est grande et gagne tous les jours en importance; parmi ses habitans, on rencontre les hommes les plus entreprenans et les plus riches de la Californie. Elle s'efforce de rivaliser

avec San-Francisco; mais son éloignement de la mer l'a réduite de bonne heure à une infériorité dont elle ne pourra se relever. Nous y passâmes une mauvaise nuit. Il faisait horriblement chaud, et l'hôtel qu'on nous avait indiqué comme le meilleur de l'endroit était mal tenu. Sous prétexte que la maison était remplie de monde, on nous mit à quatre dans une étroite chambre, et on ne s'occupa plus autrement de nous. Pour être bien traité dans les hôtels américains, il faut y être connu ou avoir des recommandations spéciales pour le propriétaire. C'est une épreuve que j'ai faite dans la plupart des villes où je me suis arrêté; à New-York notamment, on m'avait assuré qu'il n'y avait de libre qu'une chambre au cinquième étage, mais l'intervention d'un ami, connu à l'hôtel, me valut, sans autre difficulté, une grande et belle chambre au second. A Sacramento, on savait que nous étions des *overland-passengers*, et que nous devions partir le lendemain; nous étions des inconnus, il n'y avait aucun avantage à se gêner avec nous, et l'on ne se gêna nullement. Nous fîmes un mauvais souper et un mauvais déjeuner. L'eau qu'on nous donna était jaunâtre et avait un goût désagréable. Sur nos réclamations, le garçon nous répondit qu'il n'y avait pas d'autre eau dans la ville, et que les personnes qui ne l'aimaient pas avaient pour habitude de prendre du vin.

Mes souvenirs de Sacramento se bornent à ces détails. Je crains qu'ils ne rendent pas justice à la grande et opulente ville, capitale de l'état, siége d'une cour suprême de justice, patrie de Judah, Stanford, Huntington, Crocker, et autres instigateurs du chemin du Pacifique. Il faut s'en prendre à l'accueil que nous y trouvâmes, et qui contrasta désagréablement avec nos impressions encore fraîches de l'hospitalier séjour de San-Francisco.

VI.

Les noms des nouvelles villes et stations que traverse le chemin de fer du Pacifique sont aujourd'hui encore peu connus aux États-Unis et entièrement ignorés en Europe. La liste de ces noms, dont la plupart sonnent étrangement à l'oreille française, est longue. Afin d'éviter la confusion qui pourrait naître de l'agglomération de mots nouveaux formant en quelque sorte l'échafaudage de mon récit, je crois utile de le faire précéder d'un aperçu général de la ligne que j'ai parcourue. Le lecteur qui voudra bien me suivre pourra ainsi s'orienter plus facilement et retrouver dans la suite la position exacte de telle ville ou station qui lui semblerait mériter une attention particulière.

Le chemin de fer national du Pacifique se subdivise, comme je

l'ai dit, en deux sections : celle du Centre et celle de l'Union. La première, qui s'étend de Sacramento à Ogden, a un développement de 742 milles (1,194 kilomètres); la seconde, comprise entre Ogden et Omaha, mesure 1,030 milles (1,667 kilomètres) (1).

La ligne du Central rencontre près de son point de départ l'obstacle le plus formidable du parcours entier, les Sierras-Nevadas. Il les franchit au Donner-Pass, à la station de Summit, à 105 milles de Sacramento, à une hauteur de 7,042 pieds anglais. De Summit à Truckee, sur le versant oriental de la montagne, la distance n'est que de 22 kilomètres, et la différence en hauteur entre les deux stations de 357 mètres. Entre Truckee, à 5,866 pieds d'altitude, et les montagnes de Wasatch, à l'est du Lac-Salé, s'étend un vaste plateau désigné sous le nom de *Grand-Bassin de l'Amérique du Nord*. Le chemin de fer le traverse de l'ouest à l'est sur une longueur d'environ 1,000 kilomètres. La hauteur du plateau varie entre 3,921 et 6,180 pieds. C'est un désert coupé par quelques chaînes de montagnes volcaniques riches en métaux précieux, et parmi lesquelles les montagnes de Humboldt sont les plus considérables. La pluie ne tombe guère dans ces régions. Les rares cours d'eau que l'on y trouve n'atteignent pas l'Océan; ils se déchargent en des mers intérieures telles que le Lac-Salé et le lac de Humboldt, où ils disparaissent dans le sol. Le pays fait partie de l'état de Nevada et du territoire d'Utah. Virginia, Austin et Salt-Lake-City en sont les principales villes. Le chemin de fer passe à 16 milles de la première, à 100 milles de la seconde et à 35 milles de la dernière.

Les montagnes de Wasatch se trouvent sur le tracé du chemin de fer de l'Union. Elles sont franchies par la voie ferrée à une hauteur de 7,567 pieds. Deux passages naturels, les *cañons* de Weber et d'Echo, à 5,085 et 6,880 pieds au-dessus du niveau de la mer, ont été d'un secours essentiel à la construction de la ligne. A défaut de ces gorges, il aurait été impossible, au dire des ingénieurs, de traverser la chaîne montagneuse. Entre Wasatch et le versant occidental des Montagnes-Rocheuses s'étend, sur une longueur de 200 milles, une plaine élevée et d'une désolante aridité. Ce pays est appelé le *Bitter Creek Country* (pays des eaux amères), et confine aux états de Colorado et de Nebraska et au territoire d'Utah. Il est traversé par le *Green-River* (rivière verte), un des tributaires du Colorado qui se déverse dans le golfe de Californie. L'eau de cette région est, comme son nom l'indique, amère, sulfureuse et alcaline. Dans les Montagnes-Rocheuses, on distingue le plateau de Laramie et les *Black-Hills* (collines noires). C'est là que sont situées les prin-

(1) Promotory-Point, l'ancien point de jonction, est à 53 milles d'Ogden.

cipales mines de houille d'où le chemin du Pacifique tire ses provisions; on y rencontre aussi des mines de métaux précieux, notamment dans les districts d'Eau-Douce (*Sweet-water mining district*) au nord, et dans les champs d'or du Colorado (*Colorado gold fields*) au sud. L'agriculture n'y offre que de maigres ressources. Les Montagnes-Rocheuses, le plateau de Laramie et les Black-Hills sont franchis à des hauteurs variant entre 6,145 et 8,424 pieds (station de Sherman).

De la base orientale des Black-Hills jusqu'à Omaha, la distance est d'environ 530 milles. Cette vaste plaine va en s'abaissant insensiblement, et le voyageur ne s'aperçoit point qu'il descend d'une hauteur de 6,500 pieds, différence, par rapport au niveau de la mer, entre la position d'Omaha et la base des Black-Hills. Le chemin de fer, en parcourant la plaine, longe le *Lodge-Pole Creek* et la rivière Platte, le premier cours d'eau étant tributaire du dernier. Sur une étendue de plus de 300 milles, le pays est désert. La pluie est aussi excessivement rare dans ces régions, et le sol desséché peut à peine nourrir l'herbe des prairies. Pendant des journées entières, on n'aperçoit ni bois, ni verdure; c'est un spectacle aussi désolant que celui du Sahara d'Afrique. A une centaine de milles d'Omaha, le sol prend plus de vigueur, et dans les environs de la vallée les eaux vivifiantes du Missouri le rendent d'une extrême fertilité.

Le chemin de fer central depuis Sacramento (38° 30′ latitude) jusqu'à Promotory-Point (41° 45′ latitude) incline dans sa marche vers le nord. Entre le Lac-Salé et Omaha, la ligne de l'Union passe, dans sa presque totalité, entre les 41e et 42e parallèles. Le chemin de fer central est divisé en cinq sections, celles de Sacramento, de Truckee, de Shoshone, de Humboldt et du Lac-Salé. Il a soixante-cinq stations, dont les principales sont : Sacramento, Colfax, Cisco, Truckee, Reno, Wadsworth, Winnemuca, Carlin, Elko, Montello, Corinne, Brigham-City et Ogden.

Le chemin de fer l'Union contient les sections de Platte, de Lodge Pole, de Laramie et de Bridger. Les stations sont au nombre de quatre-vingt-neuf. Voici les principales : Echo, Wasatch, Bryan, Rawlings, Benton, Laramie, Sherman, Cheyenne, Sidney, North-Platte et Grand-Island (1).

(1) Voici d'ailleurs la liste complète des stations du Pacifique :

1° *Chemin de fer central* (les numéros placés après les noms indiquent la distance en milles de Sacramento). Arcade 7, Antelope 15, Junction 18, Rocklin 22, Pino 25, Penryn 28, New-Clastle 31, Auburn 36, Clipper-Gap 43, Colfax 54, Gold-Run 64, Dutch-Flat 67, Alta 69, Shady-Run 73, Blue-Cañon 78, Emigrant-Gap 84, Cisco 92, Summit 105, Truckee 119, Boca 128, State-Line 138, Verdi 143, Reno 154, Clank's 174,

Le trajet de Sacramento à Omaha, s'il est fait régulièrement, ce qui n'a pas toujours lieu, dure quatre-vingt-dix-neuf heures. En continuant de s'avancer à travers le continent, ce qui peut se faire sans délai, on se rend en vingt-huit heures d'Omaha à Chicago, la capitale de l'Illinois, et en quarante-une heures de Chicago à New-York. Il faut donc en tout cent soixante-huit heures, c'est-à-dire sept nuits et sept jours pleins, pour se rendre en chemin de fer et par la route la plus rapide de Sacramento à New-York, des bords du Pacifique à ceux de l'Atlantique. La distance totale est de 3,181 milles (environ 5,300 kilomètres), à laquelle il faudra ajouter dans quelques mois le trajet du chemin de fer de Sacramento à San-Francisco. La vitesse moyenne de marche sur cette ligne n'est aujourd'hui que de 32 kilomètres à l'heure. On annonce que sous peu elle sera augmentée, et que la durée totale du parcours sera réduite de vingt-quatre heures. Ce résultat devra, pour quelque temps au moins, satisfaire les plus exigeans.

J'ajoute un dernier renseignement pratique : le prix d'un billet de San-Francisco à Sacramento est de 15 dollars d'or (75 fr.), de Sacramento à Promotory-Point 50 dollars (250 fr.), de Promotory à Omaha 23 dollars 37 cents, monnaie-papier (environ 92 fr.), de Chicago à New-York 20 dollars papier (environ 80 fr.). Les frais du

Wadsworth 189, Desert 198, Hot-Springs 208, White-Plains 223, Humboldt-Lake 232, Brown's 235, Humboldt's-Bridge 255, Oreana 262, Rye-Patch 273, Humboldt 284, Mill-City 296, Raspberry 302, Rose-Creek 313, Winnemuca 324, Tule 330, Golconda 341, Iron-Point 351, Stone-House 363, Battle-Mountain 379, Argenta 396, Shoshone 407, Be-o-wa-we 417, Gravelly-Ford 422, Second Humboldt-Bridge 428, Palisade 435, Carlin 445, Elko 460, North-Ford 485, Tulasco 506, Humboldt-Wells 520, Independence-Springs 535, Pequop-Pass 541, Toano-Pass 559, Passage-Creek 584, Desert-Point 606, Terrace-Point 618, Red Dome Pass 638, Monument-Point 662, Promontory 689, Corinne 718, Brigham-City 721, Ogden 742.

2° *Chemin de fer de l'Union* (les numéros placés après les noms indiquent la distance en milles d'Omaha). Summit-Siding 4, Papillion 12, Elkhorn 28, Valley 35, Fremont 46, North-Bend 61, Shell-Creek 75, Columbus 91, Jackson 99, Silver-Creek 109, Clark 120, Lone-Tree 136, Chapman 142, Grand-Island 153, Pawnee 161, Wood-River 172, Gibbon 182, Kearney 191, Stevenson 201, Elm-Creek 211, Overton 220, Plum-Creek 230, Cuyote 240, Willow-Island 250, Warren 260, Brady-Island 268, Mac-Pherson 277, North-Platte 291, O'Fallons 307, Alkali 322, Roscoe 332, Ogallala 341, Big-Spring 360, Julesburg 377, Lodge-Pole 396, Sidney 414, Patter 433, Antelope 451, Bushell 463, Pine-Bluff 473, Egbert 484, Hillsdale 496, Archer 508, Cheyenne 516, Hazard 522, Ottoe 528, Granite Cañon 536, Buford 542, Sherman 549, Red-Butte 564, Fort-Sanders 571, Laramie 572, Wyoming 586, Cooper's-Lake 598, Lookout 604, Miser 615, Rock-Creek 622, Como 637, Medicine-Bow 644, Carbon 653, Simpson 658, Pony 665, Dana 672, Sainte-Mary's 679, Benton 694, Rawlings 709, Separation 721, Creston 738, Wash-a-kie 750, Red-Desert 759, Table-Rock 770, Bitter-Creek 783, Black-Buttes 792, Point of Rocks 803, Salt-Wells 818, Rock-Springs 829, Green-River 844, Bryan 858, Granger 874, Church-Butts 885, Carter 901, Bridger 912, Piedemont 925, Aspen 937, Evanston 952, Wasatch 963, Echo 986, Ogden 1030.

voyage entier s'élèvent donc pour une seule personne à près de 800 francs. Le tarif du Pacifique sera, selon toute probabilité, considérablement abaissé, et on suppose qu'en 1871 le billet de San-Francisco à New-York ne coûtera plus que 500 francs. Sous le rapport des bagages, tous les chemins de fer américains sont très larges; à moins d'être encombré de malles ou de caisses, on n'a jamais d'excédant à payer. Le tarif alloue 100 livres de bagages à chaque voyageur.

VII.

Le départ pour Omaha était fixé à six heures et demie du matin. Notre séjour à Sacramento avait été de si courte durée que nous n'avions pu prendre d'arrangement pour le transport, par une compagnie d'expédition, des volumineux bagages qui nous accompagnaient depuis notre départ du Japon. Dans les circonstances ordinaires, les bagages ne causent pas beaucoup d'embarras au voyageur en Amérique. Les modes de transport y sont très commodes et parfaitement sûrs. Quelques grandes sociétés commerciales, qui ont des agences dans presque toutes les villes de l'Amérique, se chargent de toute sorte de transports; elles font leur service avec une louable exactitude et à des prix modérés. Le voyageur qui se trouve embarrassé d'un trop grand nombre de colis n'a qu'à les confier à l'une de ces compagnies; il est à peu près certain de les retrouver à l'endroit indiqué. Dans les grands hôtels, ce sont les portiers qui se chargent de ces expéditions, et, si j'en juge d'après mon expérience, elles sont toujours exactement faites.

Je n'appris tous ces détails que lorsqu'il était trop tard pour pouvoir en tirer tout le parti possible. Les Américains donnent rarement des avis non sollicités, et aucun de mes amis californiens n'avait jugé utile de m'initier aux façons les plus commodes de voyager dans leur pays. « On sait toujours le mieux, dit l'Américain, ce que l'on a trouvé soi-même, » et cette maxime l'autorise à laisser à chacun l'initiative de ses actions. Je sais en effet parfaitement bien pour l'avoir « trouvé moi-même » qu'il est prudent de n'emporter avec soi pour traverser le continent que les bagages strictement nécessaires. La gare de Sacramento était remplie de voyageurs lorsque nous y arrivâmes, notre cocher s'était éloigné aussitôt qu'il s'était débarrassé de nous; ni employés ni facteurs ne s'occupaient le moins du monde de nous et de nos bagages, et il nous fallut nous-mêmes nous charger de nos lourdes malles, de nos nombreux sacs de nuit, et de nos volumineuses provisions pour avoir les uns enregistrés, les autres déposés dans notre wagon. Tout cela prit du temps, et nous

faillîmes manquer le train; un de nous fut obligé d'y sauter au moment où il s'était déjà mis en marche. Nous eûmes bien un vague soupçon d'avoir oublié quelques paquets, et chacun de nous énumérait sur ses doigts le nombre de ses colis; mais tant bien que mal nous étions enfin en route. On s'essuya le front, car il faisait très chaud, et nous nous étions livrés à un violent exercice; puis nous prîmes nos aises autant que le permettaient les circonstances en disant, sans le moindre regret, adieu à la ville de Sacramento, qui disparaissait à notre droite derrière un rideau de grands et beaux arbres.

Les wagons américains sont semblables à ceux que j'ai vus en Suisse et dans le Wurtemberg; au lieu d'être distribués en compartimens latéraux comme en France, ils sont coupés dans toute leur longueur par un passage qui les divise en deux sections également pourvues de dix bancs à deux places chacun. On peut ainsi, on le voit, se trouver en nombreuse compagnie. Ce mode de construction a, surtout pour les voyages de longue durée, de grands avantages. On y est bien plus à l'aise que dans nos compartimens à huit ou dix places, on peut faire quelques pas dans le passage, qui, la plupart du temps, est libre; enfin on peut changer de place et de voiture à l'aide des plates-formes qui se trouvent aux extrémités du wagon, et que l'on traverse pour monter dans le train ou pour en descendre; ces plates-formes facilitent aussi le passage d'un wagon à l'autre, de manière qu'il n'est pas difficile de faire connaissance avec tous ses compagnons de voyage et de choisir, pour s'y fixer, la voiture dans laquelle on a trouvé la société la plus agréable. Il y a bien un avis de la compagnie affiché aux portes des compartimens et par lequel il est défendu de se tenir sur les plates-formes ou de passer d'un wagon dans l'autre pendant la marche du convoi; mais il y a à cette interdiction une clause complémentaire qui laisse le voyageur libre d'agir à sa guise : en effet, elle le prévient que, s'il enfreint la défense, il le fait à ses risques et périls. Ces « risques et périls » sont si faibles que personne ne les redoute, et comme les conducteurs et garde-freins permettent aux voyageurs de circuler librement, autant qu'ils ne gênent pas le service, l'avis donné par la compagnie n'a d'autre effet que de la garantir contre des demandes en dommages-intérêts pour des accidens causés par le déplacement volontaire des voyageurs.

Après avoir satisfait une curiosité bien légitime en examinant mes compagnons de route, j'allai m'établir dans la dernière voiture du convoi. J'y étais secoué un peu plus que dans toute autre; mais j'avais l'avantage de trouver sur la plate-forme un lieu favorable à l'observation du paysage qui se déroulait tout entier sous mes yeux.

Je fis à cette occasion la connaissance des garde-freins (*breakmen*), dont l'emploi, dans les parties accidentées que parcourt la voie ferrée, n'est point une sinécure, et qui doivent toujours être attentifs au sifflet de la locomotive, les avertissant qu'ils doivent serrer ou desserrer le frein. Quelques-uns d'entre eux en savaient plus long sur les actes et les mœurs des ouvriers qui avaient construit la ligne que des fonctionnaires d'un rang élevé, et j'ai passé de longues heures, assis sur le marche-pied du wagon, à écouter les étranges histoires de débauches, de souffrances et de violences dont le cerveau du *breakman* était meublé. Ces récits étaient fréquemment interrompus par une manœuvre à exécuter; mais ils étaient ordinairement repris avec un « je vous disais donc, » articulé d'un ton qui prouvait que mon narrateur aimait autant à raconter que moi à écouter ses histoires. Je le soupçonne d'avoir quelquefois fardé la vérité; mais, somme toute, je lui dois de la reconnaissance.

En quittant San-Francisco, l'on m'avait dit que j'aurais le plaisir de voyager jusqu'à Omaha avec trois jeunes femmes de la meilleure société de la ville. On m'en avait fait le portrait, et j'étais porteur d'une lettre d'introduction pour l'une d'elles. Le temps avait manqué avant notre départ pour une présentation en règle; mais on m'avait assuré que parmi les passagers du premier train, dont je faisais partie, il ne me serait pas difficile de reconnaître trois personnes de la bonne compagnie californienne. La tâche cependant n'était point aisée. Les premières stations de la ligne, en communication régulière avec Sacramento et San-Francisco depuis plusieurs années, ont quelques habitans riches qui suivent scrupuleusement les modes de la capitale, et parmi mes compagnons de voyage je vis d'abord un si grand nombre de jolies et élégantes Californiennes, que je dus me fier au hasard pour être introduit auprès des personnes dont mes amis m'avaient parlé. Le soir, cependant, toute difficulté avait disparu. Avant d'atteindre le sommet de la Sierra-Nevada, notre société s'était, en un certain sens, épurée. Elle ne se composait plus que de voyageurs à destination d'Elko et d'Omaha, c'est-à-dire de mineurs, de spéculateurs et d'aventuriers se rendant aux fameuses mines d'argent de *White-Pine* (sapin blanc), et de quelques personnes clair-semées que leur tournure, leur bagage, leur façon d'être, décelaient pour appartenir à une autre classe de la société. Parmi ces dernières, il n'y avait que quatre femmes, et je n'eus plus aucune difficulté à trouver Mme M..., et à lui remettre ma lettre.

On peut dire qu'en Amérique la présence d'une femme est une sorte de protection pour l'homme qui l'accompagne. Quant à une sauvegarde pour elle-même, elle ne semble jamais en avoir besoin.

Partout elle est entourée de respects et d'égards, non-seulement de la part des gens bien élevés, mais aussi de tout Américain poli ou inculte qu'elle rencontre sur son passage. Les exceptions mêmes, par l'indignation passionnée qu'elles soulèvent, prouvent combien ceci est la règle générale. Mme M... et les personnes de sa compagnie trouvèrent toujours, réservées pour elles, les meilleures places en voiture et à table d'hôte, et même les ouvriers de l'Union, à côté desquels nous voyageâmes pendant plusieurs jours, tempérèrent leurs propos et en adoucirent le ton dès qu'ils s'aperçurent de la présence d'une femme. Il y eut un moment où deux d'entre eux, se disputant et prêts à en venir à des voies de fait, sortirent de notre wagon, et allèrent vider leur querelle ailleurs sur la simple observation d'un de leurs camarades de ne pas troubler la « paix des *ladies*. »

Avant d'arriver au chemin de fer de l'Union, où nous devions rencontrer ces turbulens compagnons de route, nous traversâmes la partie la plus accidentée de notre voyage en franchissant la Sierra-Nevada. Aussitôt après avoir quitté Sacramento, qui ne se trouve qu'à 56 pieds au-dessus du niveau de la mer, la voie se dirige vers le sommet de la montagne. Cette ascension est d'abord peu sensible. On traverse une plaine verte et boisée où errent en liberté des troupeaux de vaches et de chevaux qui se dispersent au galop à l'approche de la locomotive. Par-ci par-là, on aperçoit une ferme au milieu d'un petit jardin. Des femmes se tiennent sur le seuil avec des enfans autour d'elles; mais point de travailleurs dans les champs, tout est calme et paisible, et semble prendre le repos du dimanche. Nous traversons ainsi Arcade, Antelope, Junction, Rocklin, Pino et Penryn. Après Penryn, le tableau change, le paysage devient pittoresque; des collines aux croupes gracieusement arrondies, couvertes de grands et beaux arbres, avoisinent le tracé du chemin de fer. Dans le lointain, on découvre les hautes cimes, avant-gardes des Sierras-Nevadas. Les maisons d'habitation deviennent de plus en plus rares. La locomotive avance lentement et souffle avec violence, comme si le fardeau qu'elle traîne était devenu trop lourd pour elle. Les garde-freins sont attentifs à leur poste. La distance entre Penryn et Auburn n'est que de 12 kilomètres, et la différence en hauteur entre ces deux stations est de 267 mètres. Auburn est un joli village qui aspire à devenir une grande ville. Une église en briques rouges qui s'élève au sommet d'une colline, des maisons bien bâties et bien entretenues, des jardins remplis de fleurs, d'arbustes et d'arbres, tout indique le bien-être et la jeunesse.

Les villages américains du *far-west* ont un aspect tout différent des nôtres. Nos villages, à quelques exceptions près, sont le siége

d'une vieille paysannerie. Les maisons y ont un caractère de vétusté chancelante; l'église, débris d'une ancienne abbaye peut-être, date de plusieurs siècles; les rues sont étroites, tortueuses, mal entretenues; dans le voisinage, on découvre les ruines d'un vieux manoir ou quelque grosse construction bourgeoise ayant hérité le nom de château et l'écusson d'une famille historique. Dans ces agglomérations rustiques, le présent n'est pas beau, l'avenir est sans intérêt; le passé seul peut attirer l'attention du voyageur. Pour les villages américains au contraire, le passé n'existe pour ainsi dire pas, le présent se démène avec une ardeur bruyante, et presque malgré soi on se demande : Que sera ce village dans cinquante ou cent ans? Peut-être un San-Francisco ou un Chicago. Ces villes, qui comptent aujourd'hui leurs habitans par centaines de mille et leurs richesses par millions, n'avaient pas, il y a trente ans, plus d'importance que ce petit village devant lequel nous passons en ce moment. Ce qu'il y a de caractéristique dans ces embryons de cités, c'est que tous, presque sans exception, semblent pressentir leur grandeur future, et s'efforcent de s'en montrer dignes dès l'origine. La plus humb e bourgade, n'eût-elle que dix maisons, est distribuée d'après un plan quelquefois grandiose, toujours logique et régulier. On y trace d'avance de larges et nombreuses rues; l'emplacement de l'église et de la mairie future est indiqué, et personne ne s'étonnerait, j'en suis persuadé, d'entendre parler d'une rue de l'Opéra ou du Chemin-de-Fer dans un endroit où il n'y a ni l'un ni l'autre.

L'esprit du villageois américain diffère aussi entièrement de l'esprit de notre paysan. L'ambition de celui-ci se borne, tant qu'il est jeune, à faire un mariage avantageux qui lui permettra d'arrondir son champ; vieux, il ne demandera qu'à mourir tranquille dans la maison de ses pères et à ne pas être délaissé par ses enfans. L'écharpe tricolore du magistrat municipal sera le point culminant de ses rêves politiques, que ses voisins traiteront d'insensés. Le villageois des États-Unis, lorsqu'il est de la vraie et bonne souche américaine, croit pouvoir arriver à tout. La petite maison qu'il vient de bâtir ou d'acheter, il la revendra aussitôt qu'il y trouvera profit pour en construire une plus grande ou pour aller dans une autre ville où ses mérites seront mieux appréciés. « Un tel, que je vaux bien, dit-il, était pauvre il y a trois ans, aujourd'hui il est millionnaire; tel autre, mon camarade d'école, et qui n'apprenait pas mieux que moi, est aujourd'hui directeur de banque, administrateur de chemin de fer, membre du congrès. Je serai comme l'un millionnaire, ou comme l'autre homme en évidence. » Sa jactance est de si bonne foi qu'elle en est contagieuse, et elle se marie après tout à tant d'énergie, d'audace et d'activité, qu'elle poussera peut-

être très loin et très haut l'individu qui en fait étalage. Je ne saurais parler du vieux villageois de l'ouest; je ne l'ai rencontré nulle part. Je suppose qu'il se retire dans les grandes villes pour y chercher repos et sécurité lorsqu'il sent que ses forces ne suffisent plus à soutenir sa place dans la lutte ardente où sa jeunesse s'est passée. La différence entre les villages des États-Unis et les nôtres est encore la même que la différence entre tant d'autres choses américaines et européennes : jeunesse d'une part, maturité de l'autre, caducité peut-être. On est sans cesse entraîné à faire cette comparaison banale; c'est qu'elle est essentiellement vraie dans sa banalité, et que rien ne pourrait la remplacer.

Nous montons toujours; nous passons Clipper-Gap, Colfax. Nous sommes à 2,500 pieds au-dessus de Sacramento, que nous avons quitté il y a quatre heures à peine. Le paysage a perdu tout ce qu'il y avait de gracieux dans la vallée, mais il frappe l'imagination par sa grandeur sombre et menaçante. Dans le lointain apparaissent les cimes monstrueuses couvertes de neiges éternelles de la Sierra-Nevada. Nous longeons un terrible précipice, le Cap-Horn. A 2,000 pieds de profondeur, et si près de la voie qu'on y jetterait une pierre, s'étend une superbe vallée couverte d'arbres et à travers laquelle la rivière de Yuba dessine un ruban argenté. Un de nos compagnons de voyage déclare que sa curiosité à l'endroit des précipices est entièrement satisfaite, et qu'à son avis l'ingénieur qui a fait ce tracé, plus convenable à une chèvre qu'à un chemin de fer, s'était probablement promis de ne pas y voyager souvent. Le *breakman* auquel il s'adresse sourit et dit « qu'on en verra bien d'autres. » Nous passons Dutch-Flat, Alta, Shady-Run, Blue-Cañon, Emigrant-Gap. Nous sommes à une hauteur de 6,000 pieds, dans la région où la construction de la ligne a eu d'immenses difficultés à vaincre. Nous traversons d'interminables tunnels, nous franchissons des gouffres béans sur des ponts dont la solidité, je l'espère, est plus réelle qu'elle ne paraît; nous longeons des précipices dont l'œil peut à peine sonder la profondeur; nous traversons enfin, sur un trajet d'environ 80 kilomètres, une série de hangars qui, presque sans interruption, couvrent la voie entière à travers la région des neiges de la sierra. Ces hangars ou abris-neige (*snow-sheds*) sont des constructions remarquables qui impriment un cachet particulier au tracé de la ligne du Centre.

Les neiges, dans les parties élevées de la sierra, couvrent le sol à des hauteurs qui varient de 3 à 12 mètres. Il fallait protéger la ligne ferrée contre l'invasion de pareilles masses, à moins de voir les communications interrompues durant tout l'hiver. Afin d'obvier à cet obstacle, on a construit des galeries et des hangars en-

cadrant la voie partout où des amoncellemens de neige étaient à craindre. Les galeries ont été élevées dans les endroits où le tracé côtoie un des versans de la montagne; elles se composent de toits en pente qui, solidement appuyés d'un côté à la montagne même et s'abaissant de l'autre à l'aide de poteaux en bois, rétablissent en quelque façon la forme naturelle des versans de la sierra. Les neiges glisseront ainsi au-dessus de la voie sans la toucher. La construction de ces galeries a exigé un grand déploiement de force pour les mettre à même de résister aux chocs violens qui dans la saison des avalanches ne manqueront pas de les assaillir, et aussi de supporter impunément les masses énormes qui, pendant l'hiver, tomberont sur elles. Les hangars surplombent les sections du parcours qui n'ont rien à craindre des avalanches, mais qui ont toutefois besoin d'être protégées contre la tombée de la neige et contre les amas que le vent pourrait y accumuler. Bien qu'ils n'aient pas à offrir autant de résistance que les galeries, ces abris n'en sont pas moins bâtis avec soin, et tout laisse à penser que l'épreuve de l'hiver prochain en démontrera la complète efficacité. En attendant, la commission officielle de surveillance n'y a trouvé rien à reprendre, et la construction de cette partie difficile et coûteuse de la voie a été jugée parfaite. L'ensemble des galeries et hangars, s'ils se succédaient sans discontinuité, formerait une longueur de 50 kilomètres.

Les tunnels ouverts sur cette section du Pacifique sont au nombre de quinze. Il y en a dix percés dans le roc, et qu'il a été inutile de voûter; les cinq autres, creusés par des travaux d'excavation à travers des masses de granit mou et de pierres conglomérées, ont été étayés à l'intérieur par des massifs de maçonnerie. La commission d'examen a décidé qu'une somme de 852,500 francs devait être encore affectée à ce genre de travaux, afin de leur donner la solidité nécessaire. On éprouve, en traversant pendant des heures entières cette longue succession de tunnels, galeries et hangars, une impression singulière. Sous l'influence du demi-jour qui règne sous les abris-neige, la grandeur de l'œuvre accomplie par les ingénieurs du Pacifique saute pour ainsi dire aux yeux. Dans les courts espaces ménagés à l'air libre, l'œil est ébloui par l'étincelante lumière réfléchie par les neiges des cimes environnantes, qui se dressent comme autant d'obstacles infranchissables sur le passage. Çà et là, le regard plonge dans de noires profondeurs; le lac Donner apparaît dormant au milieu des glaces comme dans un bassin de marbre, le pin californien s'élève droit et fier sur les flancs de la montagne; mais on n'aperçoit nulle trace de vie animale. Un silence solennel qui oppresse l'âme règne partout. A de longs intervalles, on rencontre des

troupes d'ouvriers travaillant à l'entretien de la voie. Ce sont des Chinois, emmaillottés de la tête aux pieds dans d'épais vêtemens ouatés, et sous lesquels la forme humaine disparaît presque entièrement; ils rappellent involontairement à l'esprit l'image des nains et des gnomes, ces gardiens jaloux des montagnes dans les légendes du moyen âge.

Vers midi et demi, nous faisons halte à Cisco, où l'on nous sert pour 7 francs un assez bon repas. Une heure plus tard, nous atteignons, avec la station de Summit, à 169 kilomètres de Sacramento et à 7,042 pieds au-dessus du niveau de la mer, le sommet de la sierra. On ne s'y arrête que quelques minutes, le temps d'examiner les roues et les freins, car la pente de Summit à Truckee est très roide. La route en descendant présente le même caractère que sur le versant opposé. Truckee, qui doit son nom à un torrent que nous traversons en quatre ou cinq endroits, est une petite station très animée. On y a établi plusieurs scieries mécaniques, et j'y ai vu d'énormes provisions de bois ouvré. La ville compte 3,000 habitans, qui presque sans exception, à ce qu'il paraît, font d'excellentes affaires. La police et l'ordre en sont à peu près absens, ainsi que de la plupart des stations nouvelles du Pacifique. Les journaux rendent fréquemment compte de rixes et de crimes commis à Truckee; d'un autre côté, il est si rare d'apprendre l'arrestation des coupables ou leur mise en jugement, qu'on en peut conclure que le droit du plus fort, mitigé par la loi de Lynch, y a plus d'autorité que la justice légale.

A la gare de Truckee, il y avait affluence de Chinois; j'y aperçus aussi quelques Indiens. On ne saurait trop insister sur les grands services que les travailleurs chinois ont rendus à ce pays. En Californie, il n'y a qu'une voix sur leur compte, et volontiers les déclare-t-on les meilleurs ouvriers qu'il soit possible d'occuper sur les chantiers d'un chemin de fer. Non-seulement ils se montrent durs à la fatigue et capables de travailler autant qu'un Européen, mais ils sont consciencieux, ils paraissent prendre plaisir à leur besogne, et par-dessus tout ils sont d'une sobriété exemplaire. Tandis qu'il fallait exercer une surveillance de tous les instans et des plus sévères pour maintenir une apparence d'ordre dans les rangs des Américains, Irlandais et Allemands employés au chemin de fer, c'est à peine si l'on avait à s'occuper des Chinois. Leur tâche fixée, ils s'arrangeaient entre eux pour la bien faire, on les payait, et l'on n'entendait plus parler d'eux. On dit qu'ils s'étaient organisés en groupes particuliers, qu'ils reconnaissaient entre eux des chefs, des trésoriers, des commissaires des vivres, etc. C'était toute une administration intérieure dont le mécanisme échappait

aux étrangers, mais qui fonctionnait à merveille. L'ivrognerie, qui exerça de si grands ravages parmi les travailleurs blancs, était inconnue aux Chinois; les querelles et les rixes étaient excessivement rares dans leur quartier. Ils s'adonnaient au jeu avec passion, et on les voyait quelquefois, après des journées d'un rude labeur, passer la nuit entière autour de leurs feux, occupés à risquer leur salaire sur un coup de hasard; mais dans ces excès même ils témoignaient de leur retenue habituelle, et ce n'est qu'à de longs intervalles que les inspecteurs eurent occasion de les rappeler au sentiment de l'ordre. On ne cite qu'une seule circonstance où la paix fut sérieusement troublée; c'était au mois d'avril 1869, alors que les travaux approchaient de leur fin. Des dissensions dont la cause est restée inconnue éclatèrent brusquement au grand jour et divisèrent le camp chinois en deux factions, l'une de beaucoup plus nombreuse que l'autre. Il y eut une véritable mêlée où les Chinois se battirent avec autant de fureur que « des Irlandais à la foire. » On compta des morts et des blessés, et il fallut l'emploi de la force pour arrêter l'effusion du sang; mais on n'alla pas plus loin : les inspecteurs de la ligne traitèrent cette échauffourée à l'américaine, c'est-à-dire que, la tranquillité extérieure une fois rétablie, ils ne se mêlèrent plus de rien, et laissèrent aux combattans eux-mêmes le soin de faire leur paix. Cette bataille de Chinois au centre du nouveau continent divertit beaucoup le public et les journaux; on félicita les coulies de la bravoure dont ils avaient fait preuve, et on leur accorda plus de considération que s'ils étaient restés paisibles. Toute idée d'intervention judiciaire fut repoussée. « Il serait étrange, écrivait à ce sujet le correspondant humoristique de l'*Alta California*, que sur cette terre de liberté les aimables disciples de Confucius ne jouissent pas comme tant d'autres du droit de se casser la tête lorsque le cœur leur en dit. »

Il faut ajouter que les émigrans chinois sont mal vus des gens du peuple en Californie. Dociles, contens de gages modiques, prêts à toute espèce de travail sans murmurer, exacts à remplir leur devoir, ils sont en effet des concurrens dangereux pour l'ouvrier américain, souvent insolent, exigeant, aisément porté à la révolte, et ne reculant devant aucune violence lorsqu'il croit ses droits méconnus. Aussi plus d'une fois a-t-on essayé à San-Francisco de s'opposer par la force au débarquement des émigrans asiatiques. Jusqu'à présent, les autorités ont triomphé de ces résistances; pourtant l'appréhension qu'inspirent ces scènes de violence est si forte, qu'à l'arrivée des bateaux à vapeur de l'Océan-Pacifique faisant le service entre la Chine et la Californie, la police est toujours sur pied et en force le long des quais où s'opère le débarquement des pas-

sagers chinois; elle est obligée de garder également les rues par lesquelles les nouveaux arrivés doivent se rendre aux quartiers habités par leurs compatriotes. Cette résistance opposée par les basses classes à l'immigration chinoise n'a point de motif raisonnable, et devra céder tôt ou tard. On peut prévoir dès à présent que cet élément, qui a déjà pris une certaine importance, sera dans un jour prochain fort considérable. Les paquebots du Pacifique seuls amènent en moyenne 12,000 Chinois par an de Hong-Kong à San-Francisco.

Les Indiens que je vis à Truckee étaient d'un aspect repoussant et misérable. Si ce sont là les descendans des héros immortalisés par Fenimore Cooper, il faut reconnaître que la race en a bien dégénéré; mais il me semble probable que les choses ne se passent pas, sous ce rapport, autrement en Amérique qu'en Chine et au Japon. Dans ces dernières contrées, on ne rencontre de vrais représentans des races indigènes que dans l'intérieur et loin de la société et de l'influence occidentale. Les Européens ont le don, nullement flatteur pour eux, je l'avoue, d'attirer dans leur voisinage les plus mauvais élémens de la population native. Voleurs, assassins, filous, incendiaires japonais et chinois semblent se donner rendez-vous dans les ports ouverts au commerce étranger. Il est certain que l'appât du gain, non moins que le relâchement de la surveillance, les attire plus que toute autre chose. On ne saurait nier cependant que l'effet immédiat de l'influence morale exercée par les étrangers sur les populations de l'extrême Orient est pernicieux plutôt que salutaire. Ceux des indigènes qui vivent en contact avec les Européens ne se distinguent de leurs compatriotes de l'intérieur que par leurs vices et par leur corruption. A Yokohama, c'est une recommandation pour un domestique qui veut entrer dans la maison d'un étranger de n'avoir jusque-là servi que des maîtres japonais. La même influence a dû s'exercer en Amérique sur les tribus sauvages, et il est probable que le beau type d'Indien, tel qu'il a été dessiné par les romanciers ou les voyageurs, ne doit se perpétuer, s'il existe encore quelque part, que dans les solitudes de l'intérieur. C'est là que le descendant des races autochthones a pu trouver un dernier asile contre l'esprit envahissant des conquérans de son pays natal; il ne tardera pas à en être chassé pour disparaître de la surface de la terre. Les Indiens que j'aperçus aux diverses stations du Pacifique étaient sans exception laids, sales et dans un misérable état. Une seule fois je vis, non loin du chemin de fer, une cinquantaine d'hommes rouges qui traversaient la prairie à cheval en file indienne. Ils étaient bien campés sur leurs selles, et à distance ils me parurent avoir une assez fière tournure; mais je doute qu'ils fussent sortis à leur avantage d'un examen plus

attentif. A l'approche du train, et comme pour éviter les regards curieux de leurs ennemis naturels, ils mirent leurs chevaux au galop et furent bientôt hors de vue.

Les ponts sur lesquels le chemin de fer traverse la rivière de Truckee sont assez bien bâtis, quoique peu faits, à coup sûr, pour obtenir l'approbation de nos ingénieurs. J'aurai plus tard sujet de parler de certains ponts dont le passage offre réellement des dangers. Pour qu'on sache à quel point cette partie de la voie reste encore en souffrance, il suffit de dire que, d'après les conclusions de la commission d'examen, présidée par le général Warren (rapport du 14 mai dernier), la compagnie du Central aurait encore à dépenser plus de 2 millions de francs pour mettre en bon état ces ouvrages d'art, ainsi que quelques hautes chaussées qui traversent la vallée de Humboldt. Dans les environs de Truckee, mais à une certaine distance, sont disséminés plusieurs grands lacs, ceux de Tahoë, de Walker, de Carson, au sud de la voie, et ceux de la Pyramide, de Mud et d'Howey sur le côté opposé.

A partir de Truckee, à une altitude de 5,866 pieds, la descente devient peu sensible. On franchit les petites stations de Boca, State-Line, Verdi, Reno, Clank's, et l'on arrive le soir, vers sept heures, à Wadsworth, à 189 milles seulement de Sacramento, ce qui donne une moyenne d'un peu plus de 15 milles à l'heure (24 kilom.). A Wadsworth, on prend un semblant de souper, et l'on repart. La nuit approche. Chacun s'arrange comme il peut pour la passer le mieux possible; mais il n'est pas facile de trouver sur ces petits bancs qui composent le siége de la voiture une position commode. Dans les convois de première classe, sur les voies bien tenues, il y a des wagons à lits et à restaurans, des *palace-cars* (wagons de luxe), comme on les appelle, qui sont au point de vue du comfortable infiniment au-dessus de tout ce qu'on possède de semblable en Europe; mais sur le premier train direct d'une ligne à peine terminée on n'a pas le droit d'être trop exigeant, et il faut prendre son parti d'être mal à l'aise. Le général Warren, dont j'ai parlé plusieurs fois, n'a pas négligé ce détail important du bien-être des voyageurs: il fait observer dans son rapport qu'il manque au chemin de fer Central quarante-huit voitures neuves de transport, et que le prix de cette portion du matériel, joint à celui des réparations à faire aux voitures et locomotives en activité, s'élèvera à plus de 4 millions de francs. Lorsqu'une somme pareille est déclarée nécessaire pour calmer les légitimes exigences du public, on comprend que celui-ci, jusqu'à ce que cette dépense soit accomplie, ait d'excellentes raisons de ne pas être satisfait de la façon un peu sommaire dont il se voit traité. Le pays que nous traversons, caché d'ailleurs par la nuit, n'offre, au dire des agens, aucun intérêt. Je vais d'une voiture à l'autre, je remarque

en passant les postures singulières où quelques voyageurs ont cherché le repos, je m'assieds sur une plate-forme, et je lie conversation avec quelques mineurs de White-Pine qui y sont venus respirer l'air frais du soir; puis, las d'errer et fatigué des émotions diverses de la journée, je regagne ma place et je m'endors.

Les employés appellent successivement les stations de Desert, du lac de Humboldt, de Winnemuca, Golconda, Stone-House, Battle-Mountain, et beaucoup d'autres que j'omets. Toutes sont dépourvues d'intérêt, comme je l'apprends plus tard. Le convoi roule à travers un désert, et je perds, à ce qu'il paraît, d'autant moins à ne pas le voir que la journée de demain me réserve la vue des mêmes horizons arides et monotones. Quand le soleil se lève, nous sommes à Argenta, puis nous passons devant Shoshone, Be-o-wa-we, le deuxième pont d'Humboldt, et Palisade, et vers neuf heures nous arrivons à Carlin, où, d'après le chef du train, le déjeuner nous attend. On se précipite hors des wagons, quelques gens délicats tâchent d'obtenir un peu d'eau pour faire disparaître la couche de poussière et de charbon dont vingt-quatre heures de voyage les ont couverts; mais la majorité des touristes se dirige en droite ligne vers la salle à manger. Le convive américain, j'entends celui des restaurans de chemins de fer, n'est pas un être gracieux ou agréable. A voir la foule réunie autour de la table de Carlin, à voir tous ces yeux avides errant d'un plat à l'autre à la recherche de la meilleure des nourritures, à entendre ces robustes mâchoires écraser les alimens avec un fracas qui, ajouté au cliquetis de la vaisselle et des couverts, interrompait seul le silence, on avait quelque peine à se croire au milieu de gens civilisés. En général, à de nombreuses exceptions près bien entendu, l'habitant des États-Unis ne sait pas manger : à table, il montre des habitudes qui doivent choquer au plus haut degré son éternel rival et critique impitoyable, le *gentleman* anglais, dont la tenue est si digne et si correcte.

Il serait injuste cependant de juger l'Américain d'après les individus que nous rencontrions sur le chemin du Pacifique. Non-seulement ce monde représentait à peu près l'envers de la société élégante, mais à l'époque dont je parle le service était si mal organisé qu'il n'était que prudent de faire un prompt usage des occasions de boire et de manger. En certains endroits, où les provisions affluaient sans doute, nous reçûmes jusqu'à six fois par jour avis de nous mettre à table au restaurant de la station; mais d'autres fois il nous fallut passer des journées entières sans avoir autre chose pour apaiser notre appétit qu'un repas composé d'œufs d'âge équivoque, de jambon rance et de chicorée délayée dans de l'eau chaude. Selon les mauvais plaisans, l'administration, en agissant ainsi, partait de ce principe, qu'un homme auquel on venait d'octroyer six repas en

vingt-quatre heures était en état de jeûner le lendemain; mais nos estomacs s'accommodaient mal d'un semblable raisonnement, et c'est dans une telle pénurie que nous appréciâmes à sa juste valeur la prévoyante sollicitude de notre ami V... S... et ses provisions de whiskey et de biscuit. Une dernière circonstance atténuait l'avidité de nos convives : c'était l'incertitude dans laquelle on était toujours sous le rapport du temps d'arrêt; on annonçait vingt minutes et on n'en accordait que la moitié; d'autres fois on ne nous laissait pas descendre, et on nous gardait une demi-heure enfermés dans les wagons sous prétexte de départ immédiat. Il n'y avait dans ce premier convoi direct aucune régularité; tout se passait, et, jusqu'à un certain point, tout devait se passer au gré des agens responsables.

Aux États-Unis, les départs de chaque train ne sont pas précédés, comme chez nous, d'appels de cloche ou de coups de sifflet, en signe d'avertissement. Les employés crient à haute voix : *All hands abord!* quelques secondes après on sonne un coup de cloche, et la locomotive s'ébranle en même temps. C'est ce moment, où le train est déjà en marche, qu'attendent un grand nombre de voyageurs pour monter en voiture. L'usage est devenu à peu près général; c'est probablement en vue de prévenir les accidens que, pendant plus de 150 mètres, la locomotive avance avec une telle lenteur que les retardataires n'ont nulle peine à l'atteindre et à sauter sur une plate-forme.

Toutes les irrégularités que j'ai signalées devaient disparaître dans un délai prochain, et je n'en ai parlé que pour en faire ressortir le côté essentiellement américain. En Europe, on n'aurait pas autorisé l'ouverture d'une ligne avant que service et matériel fussent en bon état. De l'autre côté de l'Océan au contraire, on va dès que l'on peut aller, mal d'abord, mieux ensuite, et généralement bien à la fin. Les chemins de fer en voie d'exploitation régulière peuvent, sous tous les rapports, soutenir la comparaison avec ceux de l'ancien monde, et, au point de vue des commodités du voyage, ils leur sont supérieurs.

Dans la journée du 12 mai, nous arrivâmes à Elko; là nous nous séparâmes des mineurs de White-Pine qui depuis Sacramento, avaient voyagé de compagnie avec nous. Je dois leur rendre cette justice, que jusque-là ils s'étaient honnêtement conduits; de temps à autre ils avaient parlé et juré un peu plus haut qu'il n'était nécessaire, mais nul n'avait songé à s'en formaliser. Cependant ils répondaient exactement au portrait qu'on m'en avait fait; on pouvait même, avec un peu d'attention, discerner parmi eux les différens types de la colonie en voie de formation à White-Pine. Il y avait d'abord des gens tout à fait convenables, capitalistes ou propriétaires de mines, je suppose, qui se rendaient dans le Nevada

pour y entreprendre ou diriger des affaires; ils formaient un groupe à part; puis venaient les ouvriers, les véritables mineurs, âgés de vingt-cinq à quarante ans au plus, vigoureux, bien découplés, le teint hâlé, les épaules rondes, les mains calleuses, la mise négligée, mais nullement pauvre ou délabrée, — armés de révolvers et de *bowie-knives*. Ils avaient les mouvemens lourds, le parler lent et réfléchi, une manière à eux d'écouter lorsqu'on leur adressait la parole, l'air défiant et résolu à la fois de gens qui ne veulent pas s'en laisser conter. Ce qui était remarquable, c'était leur calme, le calme d'un homme confiant en sa force et en son courage, et qui ne redoute rien. Enfin il y avait les aventuriers, tourbe de gens sans foi ni loi, qui se traînent à la suite des spéculateurs et des ouvriers, des débitans d'eau-de-vie, des joueurs de profession, des colporteurs, des rôdeurs de toute espèce, en somme une méchante et dangereuse vermine. On les distingue aisément du groupe des mineurs soit à leur mine inquiète ou à leur turbulence, soit à leur politesse de mauvais ton. Ils sont armés comme les mineurs; mais on se méfie instinctivement de leur revolver, placé droit sous la main, de leur *bowie-knife* de la plus belle dimension, tandis que ces mêmes armes entre les mains des mineurs ne semblent être là que pour les protéger contre une agression qu'ils ne craignent pas, mais qu'ils ne provoquent pas non plus. C'est à ce ramas de gens tarés qu'il faut faire remonter la principale, sinon l'unique cause des violences et des crimes qui sont commis dans les nouveaux districts de mines argentifères. Le mineur est un ouvrier dont le travail est excessivement dur, souvent dangereux, et qui gagne son salaire à la sueur de son front. Le milieu dans lequel il vit le rend peu endurant, brutal, enclin aux moyens violens; mais ses instincts sont ceux d'un honnête homme, et la véhémence de son caractère n'éclate que dans la défense de ses droits ou de sa vie. Alors il sait jouer aussi lestement que l'aventurier du *bowie-knife*. J'avais vu à San-Francisco quelques échantillons de cette arme du *far-west* qui, tout ouverts, mesuraient plus de 2 pieds de long. Ils étaient exposés à l'étalage d'une boutique de Montgommery-street, sous la narquoise étiquette de *cure-dents du Sapin-Blanc* (*White-Pine toothpicks*).

Pendant que j'étais en Californie, les mineurs du district de Grass-Valley se mirent en grève. Leur principal grief était l'introduction dans les mines d'une nouvelle poudre explosive nommée *poudre des géans* (*giant powder*). Les mineurs prétendaient que l'emploi en était dangereux, nuisible à la santé; les propriétaires soutenaient le contraire, affirmant que la véritable raison des récalcitrans n'était autre que la suppression, par l'agent nouveau, d'une somme de travail jusque-là fournie par la main d'œuvre. On ne put s'en-

tendre, et la grève s'organisa. Dans un *meeting* d'ouvriers tenu à ce sujet, on adopta l'ensemble des résolutions suivantes, mélange bizarre de logique et de violence qui donne une idée exacte de l'esprit qui règne parmi cette classe du Nevada :

« Résolutions. 1° L'intérêt des mineurs est identique à l'intérêt du propriétaire. Le travail engendre le capital; sans le travail, le capital périt.

2° La santé étant le plus grand des biens que le Tout-Puissant nous accorde, notre devoir envers nous, nos familles et Dieu est de la sauvegarder.

3° Puisque l'usage de la poudre des géans, pour le travail souterrain, a été reconnu, après une expérience de plusieurs mois, nuisible à la santé, nous condamnons cet agent comme étant de substance vénéneuse.

4° Nous mettons au ban tout mineur qui continuera à se servir de la poudre des géans; nous le regarderons comme indigne de notre respect; il sera traité avec méfiance et en ennemi de ses compagnons de travail.

5° Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir honorablement, s'il est possible, par force, s'il est nécessaire (*honourably if possible, forcible if compelled*), pour empêcher les mineurs du Nevada de se servir du géant meurtrier. »

Voilà ce qu'on peut appeler prendre le taureau par les cornes. Assurément nos employés de commerce en grève à Paris y mettent plus de formes.

Elko est une petite ville d'origine toute récente, mais à laquelle un certain avenir semble réservé. Près de la station, je ne vis cependant, outre des tentes, que des maisons mobiles en fer. J'y achetai les *Elko-News*, journal qui me donna les nouvelles du prix des choses à Elko et à White-Pine, des progrès rapides de l'exploitation des mines d'argent dans ce dernier canton, et de quelques scènes de violence qui venaient d'y avoir lieu. Sur la quatrième page brillait une pièce de vers; où la poésie va-t-elle se nicher? Trois malles-poste, chacune attelée de six chevaux, attendaient les voyageurs pour les mines. On me dit que les conducteurs de ces voitures étaient les meilleurs cochers du monde. Ils manœuvraient à la vérité avec une adresse et un sang-froid admirables leur attelage, qui se composait de fort belles bêtes, jeunes, vigoureuses et pleines d'ardeur.

Le district des mines de White-Pine contient aujourd'hui environ 12,000 habitans, agglomérés surtout dans les centres d'Hamilton et de Treasure-City. La main d'œuvre est encore fort chère. Un charpentier gagnait à Hamilton 35 à 40 fr. par jour, un mineur 25 fr.

Charpentiers, forgerons et mécaniciens, tels sont d'ailleurs les corps d'état qui dans les districts miniers font au début les meilleures affaires. Les capitalistes y récoltent aussi des gains considérables; mais ceux qui n'ont pas d'argent, qui ne sont ni mineurs ni artisans, éprouveraient, s'ils allaient tenter fortune dans des endroits comme White-Pine, autant de difficultés qu'ailleurs. Le métier de mineur exige une extrême dépense de force physique; les hommes faibles n'y peuvent résister. On ne se souvient que de ceux qui ont réussi; quant aux malheureux qui succombent à la peine, ils meurent vite oubliés. La misère dans ces pays nouveaux, où chacun est contraint d'employer toute son énergie à défendre son existence, où, loin de se laisser aller à la dérive, il faut lutter sans cesse contre un courant rapide qui emporte le faible, où la force brutale règne en maîtresse, où l'intelligence est inefficace, où l'égoïsme est en quelque sorte justifié par la solitude que l'indépendance absolue crée autour de chacun, dans ces pays-là, dis-je, la misère, lorsqu'elle attaque l'homme, doit être aussi effroyable que le succès est brillant et soudain lorsqu'il couronne la persévérance. On n'a rien pour rien en ce monde, et les grandes fortunes ne s'acquièrent ordinairement qu'au prix de grands sacrifices. On les paie de sa jeunesse, de sa santé, de son repos, quelquefois de sa vie ou de son honneur, et beaucoup sortent de la lutte qu'ils ont soutenue vaincus et affaiblis. On raconte dans le Nevada des histoires étranges d'aventures arrivées à des *fortune-hunters* (chercheurs d'or); mais de tels récits m'écarteraient trop de mon sujet.

Nous aurions dû quitter Elko à dix heures du matin; mais nous y étions arrivés en retard, notre arrêt s'y était prolongé, et nous ne repartîmes que vers une heure de l'après-midi.

Le pays qui s'étend entre Elko et Promotory est nu, triste, sans accident ni verdure. Les stations se composent de quelques baraques, occupées par des employés de la compagnie et par des restaurans. Çà et là, j'avisai des figures qui me rappelaient celles des aventuriers d'Elko. Dans un endroit dont le nom m'échappe, je vis un homme, une sorte de géant, menant en laisse un cheval chargé d'ustensiles de campement et de provisions. L'homme portait une carabine en bandoulière, et à sa ceinture étaient suspendus une paire de revolvers et un coutelas. Il ne fit attention à personne, nul ne s'occupa de lui. Ses préparatifs de voyage avaient dû être terminés avant notre arrivée, car il partit quelques minutes après l'arrêt du train; il se dirigea vers le nord et quitta la station sans jeter un regard en arrière. Un grand chien, espèce de lévrier d'Écosse, le suivait tristement. Je ne sais pourquoi ce groupe de l'homme armé, du cheval et du chien, que j'entrevis quelques instans à peine, s'est gravé dans ma mémoire; il m'apparaissait comme l'incarnation de l'esprit aven-

turier du *far-west*. Où allait-il, cet homme, à travers ce désert horrible? Se dérobait-il à un châtiment ou cherchait-il la fortune? Les héros de cette vie misérable ne se laissent pas pénétrer volontiers; ils parlent peu, la solitude les accoutume au silence, et le mépris du danger, un courage indomptable, leur tiennent lieu de modestie. Un sentiment de pitié mêlée d'admiration me saisit en suivant du regard le voyageur solitaire. Certes il était indépendant et libre, mais à quel prix!

Nous franchîmes un grand nombre de stations qui n'existaient encore que de nom. La monotonie du désert devenait fatigante; la poussière et la chaleur nous incommodaient affreusement. Enfin la nuit tomba et couvrit de ses ombres le mélancolique tableau qui durant une longue journée n'avait cessé d'attrister nos yeux. A la pointe du troisième jour, nous étions rendus à Promotory-Point, où nous aurions dû arriver la veille au soir. Nous étions en retard de sept heures; mais, comme je l'ai déjà dit, il n'y avait aucune régularité dans les temps d'arrivée et de départ; on marchait aussi bien que possible selon les circonstances.

Promotory-Point formait au mois de mai 1869 le point de jonction entre le Central et l'Union. C'est là, comme je l'ai déjà raconté, que le dernier rail du Pacifique avait été posé. Tout le monde descendit de voiture pour voir de près l'endroit où la mémorable cérémonie avait eu lieu. Le crampon d'or, la traverse de laurier, les boulons d'argent d'Arizona et de Nevada, tout cela, bien entendu, avait disparu, et avait fait place à des matériaux ordinaires; mais le point de raccord des deux lignes était encore marqué par un mât de pavillon portant les couleurs des États-Unis; on le distinguait encore à la dissemblance des poteaux du télégraphe, carrés sur la section du Central, ronds sur celle de l'Union. La traverse qui avait remplacé la poutre en bois de laurier était déjà hors de service par suite de l'enthousiasme des voyageurs qui l'avaient tailladée en morceaux pour en faire des reliques. Promotory est une localité insignifiante, et il est douteux qu'elle acquière de l'importance. C'est un amas de misérables hangars, de chantiers et de tentes où sont entassés pêle-mêle les employés du chemin de fer, des postes, du bureau télégraphique et d'une agence de l'*Express-Company*. Les villes de Corinne, de Brigham et d'Ogden, situées dans le voisinage, étouffent la croissance de la nouvelle station. Elle ne conservera pas même le faible mouvement qu'elle devait à sa position particulière; le point de jonction sera sous peu, s'il ne l'est déjà, reporté à Ogden.

La section de Promotory à Ogden (53 milles) a été construite par l'Union; mais elle a été cédée au chemin de fer Central, qui obtiendra ainsi en grande partie le monopole du commerce des mor-

mons. Il s'était élevé dans l'origine un grave malentendu entre les deux compagnies au sujet du point de raccordement. L'une poussait ses constructions vers le nord, l'autre vers le sud, et, chacune s'obstinant dans la marche qu'elle avait adoptée, il était impossible d'atteindre jamais le résultat désiré. Le litige fut porté devant le congrès, et tous les dissentimens s'aplanirent finalement à l'apparente satisfaction des parties intéressées. Des sommes considérables n'en ont pas moins été dépensées en pure perte, car la ligne qui aurait fait double emploi avec le tracé définitif est complétement abandonnée, et ne pourra probablement être d'aucune utilité.

Les environs de Promotory forment un contraste agréable avec les arides plaines qu'il faut traverser pour y arriver. Les mormons, quels que soient d'ailleurs les défauts de leur secte, passent sans contredit pour d'excellens agriculteurs, et la transformation qu'ils ont opérée d'un pays inculte en terre hospitalière et fertile est digne d'éloges. Le regard se repose avec plaisir sur un panorama varié et attrayant. Les eaux du Lac-Salé s'étendent sur une surface que l'œil ne peut embrasser, et la vue seule de cette immense nappe d'eau donne de la fraîcheur à l'esprit desséché en quelque sorte par les sables du désert que l'on vient de franchir. Des villages, des maisons de campagne, des fermes, des terrains cultivés, égaient le paysage. Tout cela est encore assez éloigné pour dissimuler ce qu'il y a sans doute de choquant et d'incomplet, mais contribue à former un tableau d'un ensemble charmant. A l'horizon, les sommets neigeux de Wasatch forment la limite orientale du grand bassin de l'Amérique du Nord.

Depuis Elko jusqu'à Promotory, la monotonie du pays traversé avait été à peu près le seul inconvénient dont nous avions eu à nous plaindre. Nous avions voyagé en société peu nombreuse et en général assez convenable. Chacun de nous avait eu deux ou quatre places à sa disposition, ce qui avait en quelque sorte compensé le mauvais état des wagons. A Promotory, on nous fit changer de voitures. L'Union exploitant la voie à partir de cette localité, le matériel de cette compagnie fut mis à notre disposition. Les nouveaux wagons étaient commodes et bien tenus, mais on nous fit payer cher ce supplément de bien-être. D'abord il nous fallut, comme à Sacramento, surveiller nous-mêmes le transbordement de nos bagages, et là aussi les employés, qui se croyaient quittes envers nous de toute sollicitude après nous avoir amenés sains et saufs, ne nous prêtèrent aucun secours. Poussé par un sentiment bien naturel d'inquiétude en présence du sans-façon des préposés au factage, je regardais de tous côtés pour rallier les élémens épars de notre propriété, lorsque j'avisai à côté de la voie un grand nombre de colis jetés là pêle-mêle. En y regardant de plus près, je reconnus dans ce mon-

ceau d'objets une partie des bagages de mes compagnons et les miens tout entiers. Nous parvînmes à grand'peine à les réunir, à les hisser dans le convoi et à en obtenir l'enregistrement jusqu'à Wasatch. Il n'était pas possible, pour des motifs qu'on ne nous dit pas, de délivrer des billets au-delà de cette station. Tous ces préparatifs avaient duré quelque temps, et lorsque nous montâmes en voiture les meilleures places étaient prises, et tous les wagons envahis par les ouvriers du chemin de fer de l'Union.

J'ai rencontré, en Amérique et en Europe, beaucoup d'hommes de tournure peu rassurante, mais nulle part je ne m'étais trouvé au milieu d'une foule qui m'inspirât aussi peu de confiance que mes nouveaux compagnons de voyage. Ils venaient d'achever leurs travaux, et semblaient tous avoir la poche bien garnie. On les transportait de Promotory sur d'autres points de la ligne, vers Chicago et New-York. A voir leur attitude, on devinait qu'ils se considéraient comme les maîtres du chemin qu'ils venaient de construire. C'étaient, presque sans exception, des hommes jeunes et forts, au teint bronzé, au regard droit et ferme jusqu'à la provocation et l'impudence. Il était d'assez grand matin lorsque je les vis pour la première fois; mais beaucoup d'entre eux avaient déjà, selon toute apparence, fait amplement honneur au whiskey de Promotory. A leur langage et à leurs traits, le plus grand nombre, à mon avis, se composait d'Irlandais et d'Allemands. Lorsque le col ou la manche de chemise se dérangeait, lorsque, par un mouvement brusque, ils rejetaient leur feutre en arrière, on apercevait la peau blanche de l'homme du nord; l'habitude d'être sans cesse couverts n'avait pas permis au hâle de leur visage de s'étendre au-delà du front. Cette singularité augmentait encore l'étrangeté de leur physionomie. On eût dit qu'ils avaient été tatoués. Tous portaient des revolvers à leur ceinture, et leur turbulence rendait leur voisinage inquiétant. Ils firent cependant place aux dames d'assez bonne grâce, et ils se dérangèrent même un peu pour nous. Quoique bruyans et sans gêne, ils observèrent entre eux une sorte de politesse, et se traitèrent, sans se contraindre, avec certains égards. Chacun savait probablement qu'une querelle serait chose grave : la crainte prenait ainsi la place de la bienveillance et du respect réciproque. J'en eus une preuve tout d'abord. Un des ouvriers s'était levé pour aller fumer sur la plate-forme; à son retour, il trouva sa place occupée; se contentant de toucher l'intrus à l'épaule : « Vous avez pris ma place, » lui dit-il. L'autre, qui n'avait pourtant pas l'air d'un homme soumis aux règles de la bienséance, se leva sans répondre et alla s'asseoir autre part. A l'entrée et à la sortie des voitures, aux restaurans du chemin de fer, je fis des observations semblables. C'étaient évidemment des hommes qui, sachant ce qu'ils valaient, jugeaient inoppor-

tun de se disputer pour des bagatelles. Somme toute, nous n'eûmes pas ce jour-là à nous plaindre d'eux.

J'avais pour voisin l'un de ces gaillards, grand et beau garçon, à la carrure athlétique. Il avait bu un peu plus qu'il ne fallait pour rendre sa compagnie agréable, et le whiskey l'avait rendu loquace. Il lia conversation avec moi, me demanda des nouvelles de San-Francisco, parla beaucoup de la vie joyeuse qu'il avait menée à Corinne et à Wasatch, et me raconta quelques histoires de jeu et de batailles dans lesquelles il avait joué un rôle actif. Son regard étant tombé sur un revolver de poche que j'avais près de moi, il demanda à l'examiner et le mania aussitôt avec l'habileté d'un connaisseur. « A quoi sert ce joujou? » dit-il. Et comme je lui expliquais que, malgré sa petitesse, l'arme était bien faite et propre à un bon usage, il se mit à rire aux éclats. « Venir parmi nous avec un revolver de ce calibre, dit-il, c'est comme si vous vouliez chasser le buffle avec du petit plomb. Tenez, voici ce qu'il faut ici. » Et il allongea l'arme qu'il portait à la ceinture, et qui était de taille à ressembler plutôt à une carabine qu'à un pistolet. Lorsqu'au bout de quelque temps je lui fis observer que je désirais lire et que sa conversation me gênait, il me dit avec bonne humeur que cela lui convenait tout à fait, puisqu'il voulait faire un somme, et, s'enfonçant dans son coin, il s'endormit profondément.

A quelques milles de Promotory, nous franchîmes un viaduc d'une construction peu solide. Ce passage dangereux devait être réparé immédiatement, à ce qu'on m'apprit; en attendant, plusieurs centaines de personnes y risquaient tous les jours leur vie. Bear-River-City ou Corinne et Brigham-City sont les dernières stations du chemin de fer Central. Il n'y a entre elles qu'une distance de 3 milles, mais elles présentent des différences remarquables : Corinne est une ville chrétienne, une ville de *gentils*, comme on l'appelle dans les environs du Lac-Salé, tandis que Brigham-City est un foyer de mormonisme. Les disciples de cette secte, dont j'aurai dans la suite occasion de parler plus longuement, ne me paraissent pas dignes de grande sympathie; ils sont surtout fatigans à cause de leur prétention d'être pris au sérieux lorsqu'ils ne le sont nullement; cependant ils ont des qualités qui découlent forcément de la fausse position sociale et politique où ils se trouvent : un certain décorum, l'esprit d'ordre, l'habitude de la politesse. Les colons américains, les « pionniers de la civilisation, » comme ils aiment à s'entendre appeler, ne brillent point en général par la dignité et la politesse. L'audace et l'énergie leur tiennent lieu de tout le reste. Aussi est-on porté à trouver tout d'abord les mormons agréables et pleins d'aménité, tandis qu'on est choqué des dehors brusques et durs de leurs voisins, les *gentils*; mais lorsqu'on a découvert ce qu'il y a de vigou-

reux et de sain dans le caractère de ces derniers, de ridicule et de mesquin dans l'esprit des autres, on se détourne avec pitié ou mépris des polygames, et l'on ne peut se défendre d'une certaine admiration pour les colons américains.

Corinne, à 718 milles de Sacramento, située sur la rivière de l'Ours (*Bear river*), qui prend sa source à 400 milles au nord du Lac-Salé et qui se décharge dans cette mer intérieure, est un des principaux entrepôts du chemin de fer Central. On y comptait, lors de mon passage, environ cent cinquante maisons, presque toutes en toile, le bois étant hors de prix dans ce pays-là. Je distinguai un atelier de forgerons, les écuries d'un loueur de chevaux, trois ou quatre bazars abondamment pourvus, plusieurs restaurans, hôtels et *boarding-houses*. Le reste de la ville semblait dédié au whiskey : whiskey pur, whiskey et jeux de hasard, whiskey et musique, whiskey et danse. « Il est probable, écrit un journaliste californien qui semble avoir étudié à fond les mœurs de Corinne, qu'il n'y a jamais eu, ni en Californie, ni dans le Nevada, autant de débauche et de crimes qu'on en observe parmi les *desperados* qui sillonnent les environs de Promotory et de Corinne. » Wasatch, à ce que j'appris plus tard, pourrait seul rivaliser de corruption avec l'établissement du Bear-River. Les habitans de Corinne se flattent que leur ville deviendra un jour l'entrepôt du commerce de la région du Lac-Salé. C'est plus que douteux; cependant la spéculation a profité de cet engouement, et des parcelles mesurant 22 pieds sur 100 ont été vendues jusqu'à 700 dollars. Ce qu'il y a surtout à craindre pour les acquéreurs de terrains, c'est de se voir contester leurs titres de propriété par la compagnie centrale, qui vient d'acheter de l'Union la ligne entre Promotory et Corinne. La rivière de l'Ours est en partie navigable. Une compagnie américaine y a établi un service de bateaux à vapeur qui dessert en même temps les cités et villages situés sur le Lac-Salé.

Brigham-City, où l'on s'arrête quelques minutes après avoir quitté Corinne, est bâtie sur un plateau à l'embouchure du Box Elder Cañon. C'est une jolie ville entourée de jardins, qui respire le bien-être et la tranquillité. Elle forme un contraste frappant avec sa tumultueuse voisine Corinne. Entre Brigham-City et Ogden, on rencontre des fermes, des terres cultivées, des moulins mus par l'eau du torrent. Tout ce renouvellement du sol et tous ces établissemens sont dus au mormonisme. A Ogden, un des premiers établissemens de la secte de Brigham Young, nous abandonnâmes le chemin de fer Central pour continuer notre route par le chemin de fer de l'Union.

RODOLPHE LINDAU.

DÉCOUVERTES RÉCENTES

DANS LE SOLEIL

La lumière est le lien fragile et délicat qui nous unit à l'espace infini; mais la science ne se contente plus de la contemplation vaine des soleils, des nébuleuses, des comètes : ne pouvant saisir les mondes éloignés, elle a trouvé le moyen d'en pénétrer la nature en étudiant les propriétés de la lumière qu'ils nous envoient. Toute science est une analyse; pour étudier la lumière, il faut donc l'analyser. C'est pour cela que le prisme de Newton est devenu l'instrument à l'aide duquel nous prenons possession de tout ce qui n'est point notre terre. Personne n'ignore ce que c'est que le spectre solaire. Toute flamme, toute lumière a son spectre; l'étoile regardée à travers le prisme n'est plus un point immobile qui scintille et décoche son rayon à travers l'infini; sa lumière s'y décompose, s'individualise en quelque sorte, et nous livre le secret de la nature physique et chimique d'un soleil éloigné.

Lumière, c'est vibration. Or chaque atome a un mode particulier de vibration qui dépend de la masse, de la forme; en isolant, en séparant les vibrations, le prisme isole aussi les atomes; le spectre est comme un clavier dont le physicien étudie les notes et les accords. Un petit frémissement qui traverse l'espace révèle l'existence et la nature de l'atome à des distances incommensurables. L'infiniment grand et l'infiniment petit se rencontrent dans l'optique astronomique.

Les méthodes scientifiques sont comme ces germes qui parfois restent longtemps inertes, et qui tout d'un coup, par hasard, au moins

en apparence, prennent vie. Bien du temps s'est écoulé depuis que Newton apprit à décomposer la lumière solaire en l'étalant, par suite de la réfrangibilité inégale des divers rayons, sur une large surface, sur ce long ruban coloré qu'on nomme le spectre; Fraunhofer découvrit parmi les bandes lumineuses des traits noirs si réguliers qu'ils semblent tracés au tire-ligne. Que signifiaient ces zones d'obscurité au milieu des couleurs de l'arc-en-ciel? Pourquoi certains rayons faisaient-ils défaut dans cette série de rayons qui va depuis le rouge jusqu'au violet? Fraunhofer le chercha, et il fut sur le point de le découvrir. Quand on regarde à travers le prisme une flamme qui contient du sodium en vapeur, on aperçoit sur le spectre deux raies jaunes très brillantes, voisines l'une de l'autre. Ces raies brillantes sont caractéristiques du sodium; elles en décèlent la présence d'une façon certaine. John Talbot, un physicien anglais, eut le premier l'idée de faire pour des flammes artificielles ce que Newton avait fait pour le soleil. Il analysa avec le prisme des feux colorés de toute espèce, notamment ceux qu'on nomme les feux de Bengale, et il remarqua que les spectres de ces feux, au lieu d'être rayés de noir comme le spectre solaire, consistent au contraire en rayures brillantes qui se détachent sur un fond assez obscur. Il tira de son observation l'induction suivante : « l'observation du spectre prismatique d'une flamme peut y faire découvrir certaines substances qu'on ne pourrait découvrir autrement que par une laborieuse analyse chimique. » Dans cette phrase, on peut trouver toute l'analyse spectrale, mais plutôt à l'état de pressentiment que de méthode. Fraunhofer, avons-nous dit, avait observé la flamme du sodium et son spectre, qui consiste en deux raies jaunes brillantes. Comparons ces deux raies jaunes à deux notes sur un clavier; — les physiciens leur donnent des noms, les appellent les raies A, B, C, D, etc., de même que les musiciens disent *ut*, *mi*, *sol*, etc., pour marquer certains degrés sur l'échelle des sons; — plaçons ce clavier sodique en face du clavier des rayons solaires. Les deux raies jaunes D du sodium se placeront en face de la large bande jaune du spectre, et sitôt que les réfrangibilités et par conséquent les nuances se correspondront d'une façon absolue, on pourra remarquer que précisément en face des deux raies jaunes du sodium il y a deux raies noires dans le spectre solaire. Fraunhofer le premier fit cette curieuse observation; mais il n'en tira point de conséquences, il ne découvrit point par quelles raisons les vibrations lumineuses du sodium manquent dans la lumière solaire.

Il était réservé à M. Kirchhoff de pénétrer ce mystère. Le savant allemand opéra de la manière suivante : il produisit d'abord un spectre solaire très pâli, très élargi, où les deux raies noires dites D

étaient bien visibles. Sur le trajet des rayons solaires, il plaça une flamme colorée par le sodium en vapeur; les deux raies noires D s'illuminèrent et devinrent très brillantes. « Pour découvrir, dit-il, jusqu'à quel point l'intensité du spectre solaire pouvait être augmentée sans diminuer l'intensité des lignes sodiques, je laissai passer la pleine lumière solaire à travers la flamme sodique, et à ma surprise je vis que les lignes noires apparaissaient avec un degré extraordinaire de netteté. »

L'expérience est bien concluante. Le sodium en vapeur émet des rayons jaunes très brillans; mais quand il se trouve sur le trajet d'une lumière chargée de rayons de toute sorte, comme la lumière qui émane du corps du soleil, il absorbe, il éteint ces mêmes rayons jaunes. Chaque atome arrête les vibrations mêmes que naturellement il est apte à engendrer : la flamme plus chaude se dépouille dans la flamme plus froide; les raies noires du spectre solaire sont la marque des vibrations que la lumière solaire a perdues en passant dans des milieux de moins en moins ardens. Dans ces couches absorbantes, chaque atome a saisi celles qui lui conviennent : le sodium a pris du jaune; le fer, le potassium, le magnésium, ont retenu des rayons de couleur différente. Quand on observe le spectre solaire avec des prismes très puissans, on y trouve un nombre inoui de raies noires plus ou moins fines, plus ou moins serrées. Angström et Thalen ont fait la carte exacte de ces rayures, et en ont marqué la place précise sur le long ruban coloré qui va des limites extrêmes du rouge à celles du violet.

Peu après avoir observé la coïncidence des raies brillantes du sodium avec deux raies noires du spectre solaire, M. Kirchhoff étudia le spectre du fer. Ce dernier corps, à l'état gazeux et incandescent, a un spectre qui ne contient pas moins de 460 petites stries brillantes. Non-seulement chaque strie ferrique brillante correspond à une raie noire de la lumière solaire, mais la largeur, l'intensité des deux séries, sont en parfaite coïncidence. En face d'un tel phénomène, l'esprit est envahi à l'instant par la conviction qu'il y a du fer dans la sphère lumineuse ou photosphère d'où émanent les rayons qui éclairent la terre. C'est de cette façon qu'on a retrouvé l'identité cosmique de notre système planétaire : un à un, on a reconnu dans l'enveloppe brillante du soleil tous les corps simples que la chimie a découverts sur la terre; ainsi s'est fortifiée l'hypothèse de Laplace, qui considérait toutes les planètes comme des corps successivement détachés d'une immense nébuleuse en voie de refroidissement. Non-seulement on a retrouvé la trace de tous les corps simples dans les raies noires du spectre, mais celles de ces raies qui ne correspondent à aucune substance connue ont permis d'in-

duire que la liste des corps simples, des *espèces* de la chimie, n'est pas encore épuisée. La méthode de l'analyse spectrale a permis à M. Bunsen, le collaborateur de M. Kirchhoff, de découvrir deux substances encore ignorées, le *rubidium* et le *cæsium*. Le même artifice a mis en 1861 un chimiste anglais, M. Crookes, sur la piste d'un troisième métal, le *thallium*, dont les caractères chimiques sont fort extraordinaires. Enfin en 1863 on a trouvé par le même procédé un quatrième métal fort rare, qui se nomme l'*indium*.

L'analyse spectrale a donc révélé la nature chimique de cette enveloppe brillante que les physiciens nomment la photosphère solaire. Nous savons que là se trouvent en quantité abondante et à l'état libre tous les corps qui nous sont connus, que ces atomes absorbent une partie de la lumière qui sort du noyau solaire, la dépouillent d'un nombre considérable de rayons, de telle sorte que ce que nous appelons la lumière *blanche* n'est déjà plus qu'une lumière appauvrie et diminuée. Au-delà de ce disque qui se détache sur le ciel avec netteté, le soleil n'a-t-il point ce qu'on pourrait appeler une atmosphère, une enveloppe invisible à nos regards, parce que son éclat est entièrement effacé par une lumière plus ardente? On sait avec quelle rapidité la pâle lumière de la lune et les rayons obscurs des étoiles s'éteignent devant le soleil; à plus forte raison comprend-on qu'une atmosphère, même incandescente, paraisse invisible autour d'un foyer tel que l'astre central. Il est pourtant des jours où, comme pour servir la curiosité du savant, ce grand foyer se couvre d'obscurité : je veux parler des éclipses *totales*. L'écran lunaire se place alors devant le soleil, et on peut observer pendant quelques instans les régions qui environnent la photosphère. Que se passe-t-il alors? Le cercle noir reste enveloppé d'une lueur, semblable à une gloire, qu'on nomme la *couronne*. Sur les bords mêmes du disque reposent comme des nuages aux formes les plus capricieuses, qui, pendant l'éclipse, s'illuminent d'une douce couleur rose; ces appendices, extérieurs à la photosphère, ont reçu le nom de *protubérances;* on dirait des découpures bizarres. Elles ont une épaisseur qui va jusqu'à 3 minutes de hauteur angulaire.

On s'est longtemps demandé si ces nuages rosés étaient de simples apparences ou des jeux d'optique, et l'on a douté quelque temps qu'ils appartinssent au soleil même. Le premier, M. Otto Struve, le directeur de l'observatoire de Poulkowa, d'après des observations faites pendant l'éclipse de 1851, réussit à rattacher d'une façon certaine le mouvement des protubérances à celui de l'astre, et démontra ainsi qu'elles en étaient bien des annexes. Lors de l'éclipse totale du 18 juillet 1860, M. Yvon Villarceau, qui, avec M. Chacornac, alla faire ses observations en Espagne, confirma l'opinion de

M. Struve. Si les protubérances sont des corps véritables entraînés dans le mouvement du soleil, il est clair que deux observateurs qui à une distance un peu grande en pourraient faire des dessins obtiendraient des figures comparables. Or, pendant cette même éclipse, le père Secchi, le directeur de l'observatoire romain, prit des photographies du soleil éclipsé au Desierto, et M. Warren de La Rue en rapporta d'un lieu nommé Rivavellosa, séparé du précédent par toute la largeur de l'Espagne. En comparant ces photographies, on obtint la certitude que les protubérances sont des objets solaires bien réels et ne sont point de capricieux effets de la réfraction.

Restait à découvrir la nature physique et chimique des protubérances. Cette découverte a été faite dans le courant de l'année dernière presque simultanément par deux astronomes, dont l'un était à Londres et l'autre dans l'Inde. M. Janssen, astronome et physicien français, avait été envoyé par l'Académie des Sciences dans ce dernier pays pour y observer l'éclipse totale qui eut lieu le 18 août 1868. Il avait choisi pour station Gontoor, une ville placée à peu près à égale distance du golfe du Bengale et de la chaîne himalayenne. Au moment de l'obscurité complète, l'image prismatique solaire fut remplacée par les spectres de deux corps lumineux plongés dans l'atmosphère solaire, de deux protubérances. « L'une d'elles, je copie l'observation de M. Janssen (1), celle de gauche, est d'une hauteur de plus de 3 minutes; elle rappelle la flamme d'un feu de forge sortant avec force des ouvertures du combustible, poussé par la violence du vent. La protubérance de droite (bord occidental) présente l'apparence d'un massif de montagnes neigeuses dont la base reposerait sur le limbe de la lune, et qui seraient éclairées par un soleil couchant. » De la nature de ces spectres, on pouvait inférer la constitution chimique des protubérances. En effet, il n'y a que les gaz incandescens qui donnent des spectres uniquement composés de quelques raies brillantes; or il se trouve que les spectres des protubérances étaient précisément de cette nature. M. Janssen y aperçut cinq raies très brillantes, rouge, jaune, verte, bleue, violette; il en conclut immédiatement que les protubérances sont gazeuses. La position des raies lui décela en même temps la nature chimique de ces appendices solaires : les plus visibles se trouvaient coïncider avec celles qui caractérisent le gaz hydrogène; mais M. Janssen n'eut pas seul le mérite de cette découverte M. Rayet notamment, un officier de la marine française, avait regardé aussi les protubérances à travers un spectroscope, le 18 août

(1) *Comptes-Rendus de l'Académie des Sciences*, 15 février 1869. — Lettre écrite à Calcutta le 3 octobre 1868.

1868, dans la presqu'île de Malacca, et aperçu un spectre composé de neuf raies très brillantes, qui se détachaient sur un fond gris-cendré. M. Janssen toutefois fut le seul à reconnaître d'abord la nature chimique des protubérances. Pendant l'éclipse même, il fut illuminé d'une idée soudaine : les raies se montraient à lui si brillantes qu'il eut la pensée audacieuse de les retrouver après l'éclipse. « Je reverrai ces lignes-là, » dit-il à ses aides, et il les revit en effet, et chacun aujourd'hui peut les voir, en tout temps, sans attendre les lointaines échéances des éclipses.

La méthode qui germa dans l'esprit de M. Janssen, pendant un de ces instans où toutes les forces de l'esprit sont tendues vers un seul but, est fondée sur les propriétés contraires du spectre discontinu des protubérances et du spectre continu de la lumière solaire. Imaginez que par une fente vous regardiez une tranche du soleil surmontée d'une protubérance; la protubérance restera invisible. Interposez entre cette fente et l'œil un premier prisme; la tranche solaire s'ouvrira, s'élargira, deviendra un ruban de toutes couleurs; la protubérance sera encore invisible. Multipliez les prismes : chacun d'eux étendra le ruban solaire, le laminera en quelque sorte, éteindra l'éclat des couleurs. Au contraire le spectre de la protubérance, formé de quelques raies colorées, est comparable à un faisceau que chaque prisme rendra plus lâche, mais dont il n'altérera pas sensiblement l'éclat. Il arrivera donc un moment où, à côté du ruban solaire démesurément pâli, on commencera à apercevoir, comme de petites flèches, les raies minces et colorées de la protubérance. Le 19 août, le lendemain même de l'éclipse, M. Janssen, possédé de cette idée, se leva dès trois heures du matin et attendit le soleil avec impatience. « Voici, dit-il, comment je procédai. Je plaçai la fente du spectroscope sur le bord du disque solaire dans les régions mêmes où la veille j'avais observé les protubérances lumineuses. Cette fente, placée en partie sur le disque solaire et en partie en dehors, donnait par conséquent deux spectres, celui du soleil et celui de la région protubérantielle... J'étais depuis peu de temps à étudier la région protubérantielle du bord occidental quand j'aperçus tout à coup une petite raie rouge brillante de 1 à 2 minutes de hauteur, formant le prolongement rigoureux de la raie obscure C du spectre solaire (pour se retrouver dans le spectre, on a donné, je l'ai dit, des noms de lettres aux raies de Fraunhofer)... Peu après, je constatai que la raie brillante F se montrait en même temps que C. »

Cette expérience mémorable resta assez longtemps inconnue en Europe. Pendant que M. Janssen découvrait dans l'Inde un moyen d'observer les protubérances solaires en tout temps, d'en suivre les

mouvemens, d'en déceler la nature chimique, un jeune astronome anglais, M. Norman Lockyear, s'appliquait au même problème, et réussissait à le résoudre par un moyen tout semblable. Depuis deux ans déjà, et presque contre toute espérance, il cherchait à étouffer avec des prismes l'éblouissante lumière de la photosphère, afin d'explorer les parties environnantes. Il avait indiqué son projet dans un mémoire communiqué le 11 octobre 1866 à la Société royale de Londres. « Le spectroscope, écrivait-il, ne pourrait-il pas nous donner la preuve de l'existence des flammes rouges (ce sont les protubérances) dont les éclipses totales nous ont révélé la présence dans l'atmosphère solaire, et qui dans d'autres momens échappent encore à tous nos moyens d'observation? » Un premier spectroscope construit par les soins de M. Lockyear ne permit d'apercevoir aucun corps gazeux dans l'enveloppe solaire : l'astronome anglais en fit construire un second plus puissant, et le 20 octobre 1868 il aperçut pour la première fois trois raies brillantes avec son nouvel instrument.

L'observation de M. Lockyear fut connue du monde savant plus tôt que celle de M. Janssen; mais celui-ci conserve un droit de priorité incontestable, puisqu'il aperçut dès le 19 août les raies spectrales des protubérances, que M. Lockyear ne vit que le 20 octobre; la gloire d'avoir conçu la nouvelle méthode, si fertile, nous le verrons, en conséquences importantes, ne saurait toutefois se scinder : le Français la conçut en une seconde et sur-le-champ l'appliqua. L'Anglais la découvrit avec plus d'effort, s'y attacha avec ténacité, et en dépit de premiers efforts stériles la fit triompher. Étrange duel de l'œil humain et de cet astre qui aveugle et tue le regard! le physicien éteint le soleil, son regard se promène aujourd'hui librement sur toute la surface du disque lumineux pour y faire des découvertes; ses instrumens décèlent tous les mouvemens de l'atmosphère solaire, toutes les tempêtes, toutes les perturbations. Bientôt peut-être ils en mesureront la pression comme le baromètre mesure la pression de l'atmosphère terrestre.

Les deux atmosphères du soleil et de la terre sont à peine comparables : l'atmosphère terrestre est troublée, il est vrai, par des vents violens, des cyclones, traversée de courans perpétuels; mais sur des parties considérables de la surface terrestre ces courans sont très réguliers, les tempêtes les plus violentes ne font baisser la colonne de mercure dans le baromètre que d'une longueur assez insignifiante. Les variations de la pression autour du soleil sont bien plus soudaines et plus intenses, car les protubérances ne sont point des nuages pareils à ceux qui s'amassent au-dessus de nos mers; ce sont plutôt des éruptions violentes, des jets d'un gaz incandescent

lancé verticalement dans un espace presque vide avec une vitesse formidable, et qui, refroidi, se divise et retombe en flocons capricieux et déchiquetés. J'ai assisté à ces effrayantes tempêtes solaires, dans le petit observatoire de M. Norman Lockyear, à Londres. Qu'on ne se figure point un observatoire véritable. M. Lockyear, employé au ministère de la guerre, a une petite villa dans Saint-John's Wood, un des faubourgs de la capitale anglaise. Derrière la villa, comme dans toutes les maisons de ce genre, il y a un jardinet avec une pelouse et quelques fleurs; c'est là, dans une petite maisonnette de bois, que M. Lockyear a installé sa lunette et travaille pendant les heures qu'il dérobe à ses fonctions, quand le soleil est assez complaisant pour se montrer à Londres. La lunette dirigée sur l'astre en suit le mouvement diurne à l'aide d'un appareil d'horlogerie; il n'y a point d'oculaire : l'image du soleil est reçue directement au foyer, elle se dessine ronde et brillante sur une petite plaque de cuivre traversée d'une fente rectiligne qu'on peut élargir ou rétrécir à volonté avec une vis et promener sur toutes les parties de l'image. Le faisceau lumineux qui traverse cette fente tombe dans le spectroscope; sept prismes le reçoivent successivement, placés l'un à côté de l'autre et dessinant presque une circonférence entière; à la sortie du septième, le spectre, qu'on regarde à travers une lunette, apparaît comme une longue bande d'étoffe nuancée, irrégulièrement rayée par une multitude de stries noires verticales. Quand la fente est placée de façon à couper en même temps le soleil et son atmosphère, on a deux spectres superposés; le ruban inférieur est le spectre solaire ordinaire; au-dessus court un ruban noir où l'on voit apparaître de distance en distance des lignes minces colorées, l'une rouge, l'autre jaune, une autre verte, deux autres dans la région du violet. Ces pointes légères sont le spectre de l'atmosphère hydrogénée du soleil; leur apparition sur la noire surface qui borde le spectre solaire a quelque chose de mystérieux et de saisissant; ces traits légers sont l'image matérielle d'une couche de gaz, éloignée de millions de lieues, dont l'humble flamme semblerait devoir toujours rester invisible à côté du foyer actif de la photosphère. M. Lockyear a donné le nom de *chromosphère* à cette couche extérieure, parce que son spectre ne se compose que de quelques raies colorées. C'est en étudiant ces frêles apparences que la physique cherche aujourd'hui à pénétrer les secrets du soleil.

Nous avons déjà dit que ces raies décèlent tout d'abord la nature chimique de la chromosphère; au début, on n'en a vu que cinq ou six, mais ce nombre s'est depuis augmenté. Les substances qu'on a déjà découvertes dans l'enveloppe solaire sont : 1° l'hydrogène, qui en forme presque la totalité et qui se révèle par cinq raies, no-

tamment par trois raies, rouge, verte et jaune, les plus brillantes de toutes; 2° le sodium, révélé par une raie; 3° le baryum, par deux raies; 4° le magnésium, par une raie; 5° le fer, par trois raies. Je ne parle pas de quelques autres raies très légères qu'on n'a pu encore attribuer avec certitude à aucun corps simple connu. Il ne faudrait pas croire que toutes ces raies soient d'égale importance; celles de l'hydrogène sont les plus hautes, les plus larges, les plus éclatantes; le sodium, le magnésium, le fer, ne montent jamais aux sommets les plus élevés de l'enveloppe solaire, ils n'occupent que des régions basses, et semblent comme arrachés à la photosphère par les éruptions violentes qui donnent lieu aux protubérances. Je ne saurais mieux donner une idée du spectre de la chromosphère qu'en le comparant à l'horizon uni d'une vaste plaine où l'on apercevrait de loin en loin des clochers pointus de diverse grandeur. Les raies brillantes ne sont pas pareilles à des traits tracés avec un tire-ligne; leurs formes présentent des particularités fort bizarres, dont l'interprétation doit être tentée par la philosophie naturelle. L'histoire des mouvemens de l'enveloppe solaire est écrite dans ces figures délicates, le difficile est de savoir bien la lire. La raie verte (une de celles qui se montrent le plus nettement) a l'apparence d'une pointe de flèche; elle forme comme un bourrelet au contact du disque solaire, puis s'élève en s'amincissant de plus en plus. Chaque raie hydrogénique est sur le prolongement exact d'une raie noire du spectre solaire; mais j'ai vu la raie noire entrer bien avant dans l'intérieur de la flèche verte et dépasser le bord de la photosphère; j'ai vu également le fer de lance vert se recourber comme un panache, se dédoubler. D'où viennent ces singulières apparences? Elles sont les signes muets d'une effrayante tempête, d'un arrachement de la matière photosphérique soulevée à une immense hauteur, d'un courant impétueux qui entraîne une colonne d'hydrogène loin du soleil avec une vitesse qui épouvante l'esprit.

L'écrasement, l'aplatissement de la raie verte à sa partie inférieure, son amincissement dans les régions hautes de la chromosphère sont un fait permanent, dû, suivant M. Lockyear, à une diminution graduelle de la densité de l'hydrogène. Le fer de lance vert serait une sorte de baromètre qui permet de mesurer les pressions de l'atmosphère solaire. Cette induction hardie a été appuyée d'expériences directes. En voici une à laquelle il m'a été donné d'assister. On fait passer la lumière électrique par un prisme rempli de bisulfite de carbone. La lumière qui en sort traverse un tube de verre rempli d'hydrogène et contenant du sodium à la partie inférieure. Sous ce tube, on met une lampe à esprit-de-vin; la vapeur du sodium s'élève peu à peu, et sur l'écran où l'on reçoit le

spectre lumineux on voit apparaître une ligne noire très prononcée, résultant de l'absorption opérée par les atomes du sodium; mais cette ligne n'est point bornée par deux raies parallèles. Aux couches où la vapeur de sodium est le plus dense correspond une épaisseur plus grande de la raie noire; là où l'absorption est moins forte par suite d'une plus faible densité du sodium, la raie s'amincit.

S'il est vrai que les longueurs et les formes des raies chromosphériques dessinent en quelque sorte les pressions de l'enveloppe gazeuze, on peut en inférer que les parties externes de l'astre central sont le siége d'une activité cosmique qui contraste singulièrement avec le calme de la surface et de l'atmosphère terrestres. Rien de plus inégal, de plus tourmenté que cette atmosphère solaire qui roule des montagnes énormes, se dresse en protubérances gigantesques, se creuse, se déchire de mille façons. La surface de la photosphère n'est pas plus tranquille; tantôt elle se hérisse, se soulève avec une puissance extrême, et tantôt elle se remplit de gouffres, de véritables abîmes. Parler de vagues, de tempêtes, c'est ne donner qu'une idée bien appauvrie de tels mouvemens. M. Lockyear a calculé qu'il y a des colonnes verticales de gaz hydrogène qui montent avec une vitesse de 56 kilomètres par seconde, et des cyclones horizontaux qui avancent avec une vitesse trois fois plus grande encore. Quels ouragans peut-on mettre en comparaison avec des transports de matière aussi rapides?

Le plus léger déplacement, la moindre courbure d'une raie spectrale est le signe d'un transport extraordinairement rapide du corps lumineux. Pour le comprendre, on peut comparer le corps lumineux à un corps sonore. La note d'un sifflet de locomotive change pour notre oreille suivant que la locomotive s'éloigne ou se rapproche. Cela vient de ce que dans les deux cas le nombre de vibrations qui entre dans l'oreille en une seconde n'est pas le même. Si un nageur avance contre la vague, le mouvement propre qui l'entraîne fera que la vague lui semblera plus courte; s'il nage avec la vague, celle-ci lui paraîtra plus longue. Les vibrations sonores ou lumineuses sont des vagues qui ébranlent nos sens : la *qualité* est affectée lorsque les corps d'où elles émanent ont un mouvement très rapide. On comprend par là que, si un corps lumineux, une étoile, une protubérance solaire a un mouvement propre dont la vitesse soit comparable à celle de la lumière, la *qualité* de la lumière y changera pour nos regards, et ces variations se décèlent dans le spectre par un léger déplacement des raies. Cette méthode a déjà été appliquée en Angleterre par M. Huggins à l'étude des mouvemens propres de Sirius. Elle permet d'étudier les mouvemens des

astres en profondeur, sans plus les considérer que comme de simples clous dorés attachés à une sphère de rayon invariable.

Il faut se représenter un rayon lumineux arrivant des profondeurs du soleil; il se dépouille en route de toutes les vibrations que peuvent retenir les atomes matériels; il faut croire que cet appauvrissement se fait surtout dans les régions externes de la photosphère, où se pressent un nombre considérable de corps simples; le rayon qui en émerge n'a plus grand'chose à perdre dans la chromosphère, puisqu'il n'y rencontre guère que de l'hydrogène. Si la surface de la photosphère était calme, si elle n'avait ni bas-fonds ni montagnes mobiles, si l'enveloppe hydrogénée avait une épaisseur invariable, le spectre solaire et le spectre de la chromosphère auraient toujours également la même figure, rien ne troublerait l'épaisseur, le nombre des raies ou brillantes ou obscures; mais une observation attentive a démontré récemment que rien n'est plus capricieux que ces fines rayures tracées par la lumière. Les raies noires de Fraunhofer peuvent grossir, enfler, devenir nuageuses; elles peuvent aussi se border tout d'un coup de points brillans, devenir elles-mêmes tout à fait brillantes. Jamais on n'eût soupçonné autrefois un tel phénomène. Il a fallu qu'on observât les raies pendant des heures, des journées, des mois entiers, avec des instrumens d'une puissance nouvelle, pour découvrir une certaine mobilité, une sorte de vie dans cette délicate étoffe lumineuse qui se voit dans le spectroscope. Ces altérations, dont l'étude est seulement commencée, tiennent à des variations perpétuelles dans le milieu absorbant que traverse la lumière émanée du foyer solaire avant de se précipiter dans le vide infini. La hauteur, la densité, la pression, la nature chimique peut-être des couches absorbantes varient sans cesse, et par momens ces variations deviennent tout à fait extraordinaires. On pourrait comparer la lumière à un corps qui passe par des tamis tantôt plus fins, tantôt plus grossiers.

On aurait pu prévoir une partie des phénomènes que je viens de décrire, si l'on avait plus tôt cherché une liaison entre le spectre solaire et le phénomène depuis si longtemps connu des taches solaires. Il est évident aujourd'hui que les taches ont une liaison intime avec l'état, non-seulement de la photosphère, mais encore de la chromosphère. Cette liaison n'est pas encore bien connue, et les physiciens qui la recherchent, M. Lockyear, le père Secchi, accumulent les observations sans qu'il soit permis d'en tirer dès à présent une théorie générale à l'abri de toute contestation. Les proéminences sont des vagues puissantes de la chromosphère, causées par des courans ascendans énergiques; mais que faut-il penser des taches? Quand on regarde au spectroscope une région solaire occupée par

une tache, on voit le ruban du spectre traversé d'une longue bande ombrée qui correspond à la partie assombrie, et, chose bien digne de remarque, dans toute l'épaisseur de cette zone sombre, les lignes noires de Fraunhofer s'enflent, se dilatent. Une tache est donc une zone où l'absorption des vibrations lumineuses est particulièrement énergique : plus la tache est sombre, plus cette absorption est puissante. C'est une absorption élective qui s'applique surtout aux vibrations qu'arrête toujours la couche externe de la photosphère. Les choses se passent comme si, dans la région des taches, la photosphère externe avait une plus grande énergie absorbante, comme si la photosphère était localement refroidie, ce qui entraînerait une augmentation du pouvoir absorbant. Les taches, en suivant cette hypothèse, seraient des régions où le soleil serait comme touché par une cause de froid, ainsi qu'un boulet rougi sur lequel on appliquerait une pointe de métal. Mais d'où viendrait ce froid extérieur? (Il faut toujours se souvenir en parlant du soleil que ce mot de froid a ici un sens tout relatif, et s'applique à des températures plus élevées que tout ce que nous connaissons.) M. Lockyear imagine que les immenses colonnes d'hydrogène ardent, dont le jet forme les protubérances, se refroidissent rapidement dans le vide planétaire, et qu'en retombant refroidies elles peuvent jouer le rôle d'un réfrigérant sur des régions immenses de la photosphère. Les protubérances et les taches ne seraient autre chose que des courans ascendans et descendans, semblables à ceux qu'on observe dans un vase qui contient de l'eau en ébullition.

Ce problème des taches solaires n'a jamais encore pu être pénétré. Les astronomes modernes n'en savent guère plus que n'en savaient déjà Galilée et le père Scheiner, qui dut demander à son supérieur ecclésiastique la permission de publier ses observations, si peu conformes à la doctrine aristotélique de l'immutabilité et de l'incorruptibilité des cieux. Avec les pauvres instrumens dont ils disposaient, Galilée et Scheiner découvrirent le mouvement des taches à travers le disque solaire dans le sens de l'orient à l'occident, calculèrent la période de ce mouvement rotatoire, reconnurent que les taches changent de jour en jour d'aspect, qu'elles se montrent surtout dans deux zones également distantes de l'équateur, l'une au nord, l'autre au sud. Pendant près de deux siècles, on n'en sut guère davantage. Du premier coup, on avait arraché au soleil un grand nombre de secrets, puis on ne trouva plus rien, et longtemps on sembla renoncer même à en apprendre davantage.

C'est en 1769 seulement qu'un astronome anglais, Wilson, de Glasgow, reprit l'étude des taches solaires : il annonça que celles-ci étaient des cavités ouvertes dans la photosphère. Lalande combattit

cette opinion, qui n'en trouva pas moins créance dans la science. Elle se justifie par les déformations graduelles que subit une tache entraînée dans le mouvement de rotation du soleil. On y distingue en effet deux parts, quand elle se montre dans son plein : un centre tout à fait noir, qu'on appelle le noyau, et tout autour un cercle moins obscur, la pénombre, ordinairement bordé sur ses contours extérieurs par une zone lumineuse où brillent des points, nommés *facules*, qui ont un éclat tout particulier. Les apparences ne seraient pas autres si on supposait la photosphère étincelante, percée d'une sorte de cratère aboutissant à une sphère solaire inférieure obscure, ou paraissant obscure par comparaison. On a cru voir la preuve de cette disposition cratériforme dans le mode de disparition des parties noires du noyau et des parties moins sombres de la pénombre. Hâtons-nous de dire que les taches sont bien loin d'avoir la simple et symétrique figure dont cette description sommaire donne l'idée. Rien n'est en réalité plus complexe ni plus fugace. Il semble que de toutes parts la matière brillante de la photosphère se précipite vers la tache en véritables langues de feu; les facules brillantes dardent en tout sens vers la tache; pressées sur tous les bords, quelques-unes se détachent comme des navires qui prennent la mer, et peu à peu se dissolvent dans la mystérieuse obscurité. Des ponts lumineux sont jetés à travers la pénombre comme des arches gigantesques. D'un jour à l'autre, d'une heure à l'autre, ces apparences étranges se modifient, les filamens lumineux s'enchevêtrent, les ombres s'épaississent ou s'éclaircissent; plus on conte[illegible] ces figures mobiles, moins on se sent porté à y voir l'image d'un cratère, d'un gouffre aux parois rapides, semblable à ceux qui s'ouvrent au sommet d'un volcan. L'esprit est porté naturellement vers d'autres conceptions; le spectacle qu'il cherche à interpréter fait songer à une atmosphère toujours en mouvement, remplie de brouillards qui tantôt se condensent et tantôt se séparent. Si l'on pouvait à une distance assez grande de la terre apercevoir les couches nuageuses qui l'enveloppent, il semble que les vagues arrondies, éclairées du soleil, ressembleraient aux facules, les intervalles aux taches.

Sir William Herschell croyait le corps du soleil sombre, assez froid pour être habitable, enveloppé d'une couche de lumière, espèce de brouillard ardent à travers lequel des matières éruptives perçaient ces immenses trous que nous appelons les taches. Cette opinion est aujourd'hui abandonnée. M. Faye a récemment proposé la théorie suivante sur le soleil : au centre et dans tout l'intérieur de la photosphère, il y aurait une matière douée d'une température extrêmement élevée, mais d'un pouvoir rayonnant très faible. On sait qu'à une certaine température les corps se dissocient, les atomes

engagés dans les molécules chimiques se séparent, se fuient, se repoussent : dans le corps du soleil, il y aurait une sorte de chaos chimique où tous les corps simples demeureraient en liberté ; c'est seulement dans la photosphère que l'affinité chimique reprendrait son empire et triompherait de la chaleur. De la même façon que la vapeur d'eau forme des nuages dans le ciel en se condensant et d'invisible devient visible, les atomes, en se groupant d'une certaine façon dans la photosphère par suite d'un léger refroidissement, engendreraient cette lumière brillante qui illumine notre ciel; mais, à peine refroidies par suite de la transformation du calorique en travail moléculaire, les matières photosphériques retomberaient comme une pluie vers les régions centrales du soleil. Il est probable que la photosphère contient une grande quantité d'oxygène, corps dont le poids atomique est léger et qui se trouve ainsi repoussé vers les parties externes du soleil; à mesure que les atomes s'élèvent dans la sphère de l'oxygène, ils s'oxydent, rayonnent, deviennent peu après obscurs par suite du refroidissement, et les oxydes retombant dans le gouffre se dissocient de nouveau. Une provision constante d'oxygène entretient ces combinaisons et ces décompositions perpétuelles. La photosphère, dans cette hypothèse, serait pour ainsi dire la voûte de l'affinité, et quand cette voûte est percée çà et là par des colonnes de matières ascendantes, nous apercevons la zone centrale de l'indifférence chimique, inerte et sans rayons. La matière des taches serait dans ce cas ascendante et non descendante, plus chaude que la photosphère, bien que douée d'un moindre pouvoir rayonnant.

Suivant M. Lockyear et un autre physicien anglais, M. Balfour Stewart, le directeur de l'observatoire météréologique de Kew, le contraire aurait lieu; la matière obscure des taches serait plus froide que la photosphère environnante, elle serait descendante et non pas ascendante. La chromosphère serait sans cesse traversée de colonnes éruptives qui, après avoir formé les protubérances, retomberaient sur la photosphère. Le spectroscope donnera quelque jour la solution de ces problèmes. Quand on regarde avec cet instrument une région solaire occupée par une tache, on voit toutes les raies de Fraunhofer s'élargir démesurément à travers cette région; de nouvelles raies apparaissent, toute l'harmonie du clavier lumineux est rompue, certaines régions du spectre s'obscurcissent plus que d'autres; il s'opère sur toute la surface de la tache une absorption considérable, et cette absorption est élective; elle s'exerce principalement sur le sodium, le calcium, le fer, le chrome, le cobalt, le nickel, le plomb, etc. Rien de plus variable ni le plus changeant que l'aspect du spectre solaire quand on l'aperçoit en quelque sorte

à travers le voile d'une tache. Quelquefois l'éclat solaire s'en trouve tellement diminué que la chromosphère devient visible, et qu'on voit apparaître une de ses raies brillantes. Tout se passe comme si la lumière solaire traversait une couche absorbante beaucoup plus épaisse, et comme si cette couche avait à peu près les mêmes propriétés que celle où d'ordinaire la lumière blanche se dépouille des rayons dont l'absence se trahit dans les raies de Fraunhofer. La production d'une tache solaire n'est point un phénomène simple; des courans ascendans se condensent en nuages solaires ou facules d'un éclat extraordinaire. Ces nuages sont formés sans doute, comme ceux de l'atmosphère terrestre, d'un mélange de gaz et de vapeurs; les gaz se dépouillent peu à peu de leurs vapeurs, ils retombent et deviennent plus obscurs. Çà et là quelques remous ascendans sont la cause des points brillans qu'on observe dans les taches. Pour se figurer grossièrement le phénomène, qu'on imagine un entonnoir, un liquide remontant sans cesse les parois extérieures de l'entonnoir, dépassant le bord et retombant à l'intérieur en nappe circulaire; mais quelle comparaison, quel phénomène terrestre peut donner une idée, même approximative, de ces prodigieuses ruptures d'équilibre dans les masses solaires, où les métaux sont à l'état de vapeur, où tous les corps simples remuent en liberté, où la gravité exerce son action avec une énergie qui nous est inconnue! Ce cercle de feu si net, qui semble dessiné par un géomètre et qui se promène avec tant de calme dans le ciel, est une mer de flamme sans cesse agitée; avec un fort grossissement, on voit que la surface lumineuse est loin d'être homogène : elle est couverte de granulations, d'inégalités; elle semble avoir une sorte de vie. On a donné le nom de *grains de riz*, de *feuilles de saule*, aux divisions que Herschell appelait les *corrugations*, sortes de compartimens oblongs, de formes irrégulières et changeantes, séparés par des rangées de points moins brillans ou pores. Tout autour des taches, les facules, qui sont les parties les plus brillantes du soleil, lancent leurs langues pointues vers le noyau. Si la cause de cette structure étrange est encore inconnue, on a pu du moins noter exactement l'apparition des taches et leurs mouvemens. M. Schwabe, de Dessau, en a tenu registre depuis environ quarante ans. Voici le résumé de ses patientes observations : en 1828, il aperçut 225 groupes de taches, en 1827 161 seulement, en 1829 199; l'année 1828 fut donc l'année où les taches se montrèrent en plus grand nombre. Le chiffre s'abaisse graduellement jusqu'en 1833, où il n'y en a plus que 33. A partir de ce moment, il se relève, et en 1837 il atteint un nouveau maximum; les mêmes phénomènes se renouvelèrent de 1837 à 1848, de 1848 à 1859. En ce moment, on touche à un maximum. Il y aurait ainsi une période

de onze ans dans la production plus ou moins abondante des taches solaires. On a cru saisir une coïncidence entre cette période et les phases du magnétisme terrestre. Le général Sabine, de la Société royale anglaise, s'est voué à ce problème, dont les élémens ne sont toutefois pas assez nombreux pour qu'on puisse en espérer une solution rigoureuse. Le soleil agit sur l'aimant terrestre, cela n'est point contestable; mais son énergie magnétique n'est sans doute traduite que d'une manière bien imparfaite et bien détournée par l'apparition de taches plus ou moins nombreuses.

Les taches ne naissent pas au hasard sur la surface du soleil; elles semblent avoir une liaison cachée avec le mouvement des planètes. C'est du moins ce qui résulterait des recherches faites par un astronome anglais, M. Carrington. En discutant toutes les observations faites dans l'espace de six années, de 1854 à 1860, M. Carrington s'est assuré que les taches apparaissent de préférence dans la région équatoriale, sur une zone qui s'étend à 30 degrés de latitude environ tant au nord qu'au sud de l'équateur. Pour ce qui est de la longitude, elles naissent communément en face de Vénus (qui est la planète dont la masse paraît avoir le plus d'influence dans le phénomène); elles grandissent constamment, jusqu'à ce qu'elles soient amenées, par la rotation de l'astre central, le plus loin possible de Vénus, puis elles diminuent graduellement en revenant vers cette planète. Vénus n'est pas seule à troubler l'équilibre des températures et des pressions solaires. Jupiter a une action semblable, mais beaucoup moins énergique, et pour Mercure, ses mouvemens propres sont si rapides qu'il est malaisé d'en analyser les effets. Les curieuses observations de M. Carrington ont encore besoin d'être confirmées. Peut-on imaginer rien de plus étrange que cette espèce de sensibilité du soleil en face d'un corps étranger, révélée par l'apparition et le développement de ses taches? Les astronomes de Kew, MM. Balfour Stewart, Warren de La Rue et Lœwy, ont cherché à l'expliquer. « Comment est-il possible, disent-ils, qu'une planète si éloignée du soleil que Vénus ou Jupiter puisse y causer des changemens mécaniques pareils à ceux que manifestent les taches solaires? Voici comment nous répondrions à cette objection. — Nous ne prétendons pas avoir déterminé la nature de l'influence que les planètes exercent sur le soleil; mais nous nous référons à une opinion déjà exprimée par le professeur Tait, lequel estime que les propriétés d'un corps, surtout celles qui se rapportent à la chaleur et à la lumière, peuvent être influencées par la présence d'un grand corps. Une influence de ce genre serait naturellement très puissante sur un corps comme le soleil, qui possède une très haute température, de même qu'une barre de fer enfoncée

dans un fourneau ardent y causera un plus grand trouble dans la température que si on la jette dans une chambre un peu moins chaude que lui... L'état moléculaire du soleil, comme celui de la poudre à canon ou d'un corps fulminant, peut le rendre extrêmement sensible aux impressions externes. »

S'il est permis de faire en quelque sorte l'horoscope des taches solaires, d'en prédire la formation, la croissance et la mort, il n'est pas encore possible de justifier cette étrange périodicité, ni l'influence occulte qu'exercent les planètes. L'opinion des astronomes anglais que nous venons de rapporter n'est pas une explication, ce n'est qu'une induction des plus vagues. Ce problème singulier ne pourrait être résolu que si l'on connaissait l'origine de la chaleur solaire et le lien occulte qui sans doute la rattache au phénomène de la gravité. Depuis que la physique moderne s'est renouvelée par la découverte de la transformation universelle des forces, on sait que chaleur et gravité sont deux modes particuliers de l'énergie répandue dans le monde; mais on ignore encore de quelle façon la chaleur et la gravité se balancent et se métamorphosent dans le système solaire. Sur ces graves questions, la science n'a pour ainsi dire que des pressentimens; bornons-nous donc en ce moment aux résultats positifs qui ressortent de ses recherches. Il est démontré que le soleil est bien une nébuleuse condensée, que les vibrations lumineuses émanent non pas de sa superficie, mais de ses profondeurs mêmes, — qu'avant de saillir hors de la couche extérieure de la photosphère, la lumière est déjà dépouillée d'une partie de son énergie et emprisonnée par les atomes des mêmes corps simples que nous trouvons refroidis et combinés sur la terre, — qu'après avoir traversé la photosphère, elle parcourt encore une atmosphère gazeuse, principalement composée d'hydrogène, le corps simple le plus léger que nous connaissions. Cette atmosphère est lumineuse, mais son éclat n'apparaît pas à nos regards, éblouis par la splendeur de la photosphère; pour la rendre visible, il faut éteindre la lumière solaire dans les prismes du spectroscope. L'enveloppe brillante et l'enveloppe obscure, pour nos sens du moins, de l'astre central ne sont jamais à l'état de repos; elles sont agitées au contraire de mouvemens perpétuels, manifestés surtout dans la photosphère par les taches, les facules, les granulations du disque lumineux, dans la chromosphère par les prodigieuses éruptions des protubérances. Cette activité incessante et prodigieuse est toutefois soumise à une sorte de périodicité décennale, en même temps qu'enfermée principalement dans les régions équatoriales. Enfin elle semble liée aux attractions lointaines des corps planétaires qui reçoivent du soleil leur chaleur, et qui vivent pour ainsi dire de sa vie.

Bien que le spectroscope, cet instrument nouveau dont la science n'est dotée que depuis quelques années, permette aujourd'hui d'explorer constamment le soleil, de reconnaître jour par jour et heure par heure les phénomènes grandioses dont il est le théâtre, les éclipses continueront à mériter toute l'attention des astronomes. C'est seulement pendant les secondes solennelles de ces nuits fugitives qu'ils pourront étudier la *couronne*, cette auréole étrange dont s'entoure l'astre central et qui s'étend bien loin des limites des protubérances et de l'atmosphère hydrogénée nouvellement découverte. Des observations récentes, faites par les astronomes des États-Unis, tendent à faire croire que la couronne n'est autre chose qu'une *aurore boréale* permanente, bien autrement vaste que celle qui jette sa lueur capricieuse autour des zones polaires terrestres. Par-delà l'hydrogène, il y en a peut-être un, plus léger, plus subtil encore, qui enveloppe l'atmosphère solaire, et dont les vibrations nous sont révélées par la coloration de la gloire qu'on aperçoit seulement pendant les éclipses.

Le sens de la vue, qui, à l'aide d'ingénieux artifices, nous a permis de découvrir la nature chimique du soleil, nous révèle sans doute dans la couronne un état matériel intermédiaire en quelque sorte entre la substance pondérable et spécifique, que nous pouvons peser dans les balances et soumettre à nos réactifs, et cette substance impondérable, sans masse, sans forme, qui remplit les espaces interplanétaires, et qui, sous le nom d'éther, ne nous est encore connue que comme le véhicule des mouvemens lumineux, calorifiques et magnétiques. Ainsi, la science humaine n'est point emprisonnée sur la terre; par un effort prodigieux, elle s'en détache et va chercher dans le centre même de notre système cosmique des secrets que ne saurait révéler une pauvre planète, servante du soleil, masse infime, qui ne vit que d'une vie d'emprunt, d'une lumière et d'une chaleur étrangères, et d'une énergie incessamment soustraite à un foyer d'énergie lointain. Que sont nos tremblemens de terre, nos éruptions volcaniques, nos révolutions terrestres, auprès des agitations et des convulsions que j'ai cherché à peindre? Et qu'est-ce que l'homme, si petit déjà devant sa planète, en face de cet astre devant lequel la terre est comme rien? mais aussi qu'est-ce donc que l'esprit de l'homme, qui joue avec l'infiniment grand comme avec l'infiniment petit, et qui analyse avec autant de facilité la flamme d'une lampe et celle d'un soleil?

AUGUSTE LAUGEL.

L'ART CONTEMPORAIN

EXPOSITION

DE L'UNION CENTRALE DES INDUSTRIES D'ART.

L'exposition de l'Union centrale des industries d'art, installée cette année pour la seconde fois au palais des Champs-Élysées, a réussi de manière à faire bien augurer pour l'avenir d'une société issue de l'initiative particulière de quelques artistes et de quelques fabricans, et à laquelle les difficultés du début n'ont pas plus manqué qu'à toutes les œuvres de ce genre. En de telles entreprises, les premiers pas sont malaisés à faire. Grouper en faisceau toutes les volontés actives qui tendent à un but, l'introduction de l'art et du sentiment du beau dans l'industrie, donner à ces forces réunies une puissance de mouvement et d'expansion qui se fasse sentir au-delà même de nos frontières, se gouverner soi-même, n'avoir pour parrains que les hommes de bonne foi qui s'intéressent à la réalisation de ce programme, rejeter la tutelle de l'état et s'affranchir de toute dépendance administrative, ceux qui accompliraient la moitié seulement de ces vœux auraient bien mérité de tous.

I.

Ce n'était pas une petite affaire que d'organiser dans l'immense vaisseau du Palais de l'Industrie une pareille exposition. Les directeurs de l'Union centrale avaient adressé en temps utile de nom-

breux appels à ceux qui devaient concourir à cette œuvre; mais les exposans sont gens peu pressés de leur naturel, et après une première remise il fallut se décider à célébrer la fête d'inauguration, le 10 août 1869, avant que tous les préparatifs ne fussent terminés. Cette première journée n'en fut pas moins intéressante. On pouvait croire qu'il n'y aurait là qu'une assemblée restreinte, pour ainsi dire intime, car on n'était admis que sur carte d'invitation. La fête avait au contraire une sorte de simplicité solennelle. Rien d'officiel : point de personnages en uniforme brodé; ni galons, ni écharpes, ni discours; seulement quelques sergens de ville se promenaient çà et là sans avoir l'air de songer à mal, ni de faire une police dont il n'était pas besoin. La brigade volante des gardiens de nos musées suffisait à cet effet, tandis que les pompiers veillaient d'autre part pour la conservation des trésors placés sous leur sauvegarde. Si toute pompe théâtrale était proscrite, le coup d'œil était néanmoins gai, brillant et pittoresque. La foule se pressait au rez-de-chaussée et au premier étage. Les fondateurs de la société, les exposans, les amis des exposans, étaient accourus, puis des collégiens ou des élèves des écoles. Ils voulaient, eux aussi, voir et juger les dessins de leurs concurrens de province. Les frères de la doctrine chrétienne, les prêtres, même ceux du rite oriental, avec leurs moustaches et leurs grandes barbes, se montraient en nombre. Toutes choses d'ailleurs étaient loin d'être prêtes. Des ouvriers achevaient de poser des tentures; d'autres peignaient, d'autres vernissaient. On déballait, on construisait, et les marteaux allaient leur train. Il n'est pas jusqu'à l'administration, — nous ne voudrions pas cependant la rendre responsable de ce retard, elle ne pouvait précéder ses cliens, — qui n'eût attendu au dernier moment pour jeter sur le sol l'uniforme tapis de sable que devaient fouler les passans. Pas d'eau courante dans cet espace sec et brûlé où s'élevaient de petits nuages de poussière.

L'ensemble était agréable à voir. Le milieu de la nef était décoré d'une estrade ornée de bustes de statues antiques et de quelques statuettes d'artistes modernes. On y avait placé un orchestre qui jouait incessamment des morceaux d'opéras connus, alternant avec la musique d'un orgue de la galerie du rez-de-chaussée. Tout ce rez-de-chaussée était occupé par des centaines de vitrines en tête desquelles se lisaient les noms des principaux chefs d'industrie d'art français. Il était entouré d'une quantité de magasins arrangés en partie d'une manière uniforme, en partie suivant le goût particulier de ceux qui en disposaient. Les salles étaient naturellement divisées par les travées des colonnes de fonte qui supportent la colossale charpente de l'édifice. Là resplendissaient les produits les

plus brillans, les étoffes et les tapisseries, les meubles et les glaces, les émaux et les faïences, les sculptures sur bois, sur marbre, sur pierre. On n'avait pas oublié les buffets-restaurans, qui furent un des succès les plus imprévus de l'exposition universelle de 1867. Enfin, à droite de la porte d'entrée, était dressé sur un plan nouveau un escalier provisoire, d'un aspect assez grandiose, conduisant au premier étage, où figuraient, rangés en bon ordre, les dessins des écoles de France. Ces dessins tenaient toute la galerie intérieure du premier étage du palais, c'est-à-dire cette ceinture étroite, mais de longueur démesurée, qui enserre la nef. D'autres salles étaient réservées à une exhibition de gravures anciennes et à un musée oriental.

Avant de passer en revue les richesses enfermées entre les quatre murs de ce palais, il est un défaut ou plutôt un vice assez général que nous voulons signaler dans les tendances de notre industrie d'art. Ce vice porte non sur la forme, mais sur le fond. La forme semble s'améliorer, c'est quelque chose; pour quelques-uns, c'est tout. Sans avoir pour elle le même respect que Brid'oison, nous croyons qu'il faut l'allier avec le fond, l'harmoniser avec la matière. Telle forme convient à telle matière et ne convient point à telle autre. Les artisans-artistes des bonnes époques ne se méprenaient pas sur ce point. Pour nombre de leurs œuvres, on pourrait assurer, à voir certaines formes, à quelle matière elles appartenaient. C'est une question dont on se préoccupe trop peu aujourd'hui.

Ce serait le rôle naturel de l'Union centrale de réagir à cet égard contre le mauvais goût d'un public peu éclairé qui dicte ses lois, — car il faut vendre, — à la plupart des industries d'art. Elle ne peut le faire que par le progrès lent des notions qu'elle est appelée à répandre. Les industries où l'art a quelque chose à voir se jettent tête baissée dans la recherche de l'apparence, dans le *trompe-l'œil*, certaines d'avoir pour client tout un public hors d'état encore de se donner la jouissance de la réalité, et qui se paie, faute de mieux, de l'ombre et du semblant des belles choses. Sans doute la vérité reprend ses droits à mesure que le goût général se forme et que les bourses sont mieux garnies. Ne voyons-nous pas les meubles en bois plein empruntés à nos régions prendre peu à peu la place de ces minces placages de bois exotiques appliqués sur des charpentes d'autres bois mal ajustés? Ne voyons-nous pas le fer forgé reprendre faveur à côté de la fonte? C'est pour l'avenir un assez bon présage; mais pour l'instant, en ce qui concerne les objets usuels, chacun tient à se montrer moins pauvre qu'il n'est, et semble demande grâce pour son peu de faste. Chacun répudie sa condition et s'ingénie à se tailler un vêtement au-dessus de ses ressources. Les sta-

tues, les vases, les lampes de bronze, coûtent cher; nous aurons le simili-bronze, la fonte de métal inférieur recouverte d'une couche de cuivre; nous aurons le simili-marbre de stuc ou de carton-pierre, le simili-pierre de terre cuite et de carton-pâte, la fausse terre cuite en plâtre.

> Tout petit prince a des ambassadeurs,
> Tout marquis veut avoir des pages,

faisait remarquer La Fontaine. Que dirait aujourd'hui le fabuliste? Nous avons gagné sur certains points; mais que de défaillances du goût cette exposition ne montre-t-elle pas cependant! Ici la matière a honte d'elle-même; voici le règne et le royaume du clinquant. La fonte s'habille en fer, le zinc s'habille en bronze, le cuivre en or, le bronze d'aluminium joue le vermeil, même quand il s'agit de vases d'église. Et tant de gemmes et de diamans qui ne sont que du verre coloré! Vous vous avancez près des tapis, sont-ce des tapis? Triomphe de l'industrie, tout est illusion, ces tapis sont un nouveau genre de peinture sur drap. Vous admirez de belles pièces de céramique; vous vous êtes trompé, c'est de la pseudo-céramique. Des palmiers végètent sur le sol de l'exposition, étendant au soleil leurs larges feuilles. N'approchez pas, ce sont de faux palmiers en pseudo-ferblanc. Tout cela sort du bon naturel et témoigne de trop d'artifice. Il faut accuser la matière de chaque objet. Voyez l'édifice qui renferme tous ces déguisemens. Un de ses mérites, c'est d'avouer hautement les élémens qui le composent. La pierre, le fer et le cristal y sont présentés pour ce qu'ils valent et pour ce qu'ils sont.

Afin d'arrêter l'art industriel sur cette pente fâcheuse, l'Union centrale a déjà exercé une influence des plus heureuses. Les débuts pourtant furent modestes. Je me rappelle avoir assisté à l'une des séances qui précédèrent la fondation. On en était encore aux espérances, aux indécisions, aux tâtonnemens. Rien ne faisait prévoir de quel pas rapide ce groupe d'hommes liés par la communauté d'une pensée utile se fraierait la route déjà parcourue. M. Guichard, un architecte-décorateur de mérite, et qui est resté depuis à la tête du mouvement, fut dès l'origine chargé de le diriger. Ce qu'on voulait, c'est, dans la lutte d'art et d'industrie que nous soutenons contre l'étranger, garder un rang qui nous est disputé, — s'il se peut même, — et c'est une bien grande ambition, — gagner quelque peu de terrain. Il n'avait été que trop facile de s'apercevoir que nos rivaux de l'autre côté de la Manche sont plus puissamment outillés que nous, et en outre mieux secondés, car ils

ne reculeut pas devant les plus grands sacrifices pour nous enlever nos meilleurs chefs d'ateliers, nos dessinateurs, nos ouvriers et nos artistes d'industrie. Du côté de l'Allemagne, une main d'œuvre moins chère permettait de nous vaincre par la quantité et le bas prix des objets jetés sur nos marchés, désormais libres et francs. Quel était le besoin le plus pressant? Rendre plus solides quelques-unes des qualités qui nous distinguent, et en raison desquelles, à taux égal et même plus élevé, nous nous assurons encore la préférence de beaucoup d'acheteurs. Pour cela, point d'autre moyen que de populariser les notions d'art et d'affermir le goût.

On se mit à l'œuvre. L'Union centrale songea d'abord, — si l'argent est le nerf de la guerre, il est également celui des luttes pacifiques, — à se créer des ressources en organisant des expositions. Cette détermination lui donnait en outre les moyens de faire passer sous les yeux du public des modèles nombreux d'objets de toutes matières, de toutes les époques, de tous les styles. C'était en même temps élargir le cercle dans lequel se meuvent les dessinateurs contemporains. Elle résolut de mettre en lumière des collections de meubles anciens. Son appel à des concours désintéressés fut entendu; la première exposition déroula sous les regards les trésors d'art accumulés chez les amateurs les plus riches et les plus éclairés.

L'exposition de 1869 contenait surtout des œuvres contemporaines; elle n'en fournissait pas moins des élémens de comparaison précieux. Deux des plus importans pavillons furent consacrés à des reproductions de statues par le galvanisme et à quelques travaux d'orfévrerie décorés avec une certaine magnificence. Cette nouvelle métallurgie galvanique, toute récente qu'elle soit, a déjà pris un assez grand développement pour alimenter plusieurs usines. Les opérations de chimie remplacent ici l'art et la science du fondeur. L'avantage le plus réel est celui d'un moulage plus serré et plus complet. Les moindres détails sont représentés, en sorte qu'on se trouve à peu près dispensé du travail de retouche que les autres méthodes imposent au ciseleur. Les applications, tentées d'abord sur des pièces de médiocre dimension, sont devenues de nos jours plus hardies; on s'est attaqué à de grands morceaux, à des statues et des groupes de proportions colossales. C'est ainsi que le nouvel Opéra, dans lequel on s'est proposé de réaliser une des conceptions les plus fastueuses de notre époque, aura pour couronnement un gigantesque spécimen de ce procédé de statuaire métallique à moindre épaisseur de métal, plus légère par conséquent et d'un moins haut prix. Des groupes de sept mètres n'ont que trois ou quatre millimètres d'épaisseur. En bronze, il en eût fallu douze. Il est vrai qu'ils seront cuirassés intérieurement d'une doublure

d'étain. La *Vénus de Milo*, exposée par M. Oudry, de la grandeur de l'original, présente sous son aspect cuivré, moins agréable aux yeux que le grain du marbre blanc, les belles formes amples, le rendu de l'exécution, il reproduit jusqu'au travail du temps et aux ravages bien autrement visibles qui proviennent des hommes. Des coupes chargées d'ornemens et de figurines, des statuettes, des miroirs, un grand nombre de chemins de croix dont les personnages se détachent en bas-relief sur des fonds naturels ou sur des fonds d'or étaient les objets les plus en vue.

Outre ses objets de fabrication ordinaire, la maison Christofle a exposé un intéressant *fac-simile* argenté et doré du trésor d'orfévrerie d'Hidelsheim, trouvé récemment en Allemagne, comme le nom l'indique assez, et dont l'origine est encore mal connue. Les pièces, de travail en apparence romain, témoignent toutes, même celles qui servaient aux usages les plus vulgaires, d'une recherche de la belle forme qu'on demanderait en vain à nos producteurs d'aujourd'hui, et auquel, sans beaucoup de succès jusqu'ici, ils s'efforcent de revenir. Elles sont en même temps simples et d'une étonnante sobriété d'ornemens, mérite fort appréciable pour nous. Surcharger, tourmenter, compliquer les contours, appauvrir la forme sous prétexte de la rendre plus pittoresque, plus brillante et plus luxueuse, tel est le défaut commun de nos orfévres. Non loin de ces pavillons du cuivre galvanique s'étalaient les fontes de zinc, et des moulages produits par des modèles très soignés. On appelle cela du « zinc d'art, » et il ne diffère guère au premier aspect du bronze lui-même. Il n'en est plus de même, si on l'examine de près; les ciselures ont quelque chose d'émoussé, les contours ne prennent pas cette fermeté qui distingue le bronze. Le zinc reçoit facilement cette patine verte ou brune qu'on donne au cuivre à l'aide d'une solution d'ammoniaque, de sel marin et d'azotate de cuivre. Toutefois la patine, ne faisant pas corps avec le métal, s'use assez vite aux endroits saillans, et met à nu la couleur aigre et froide du métal dissimulé.

D'autres établissemens qui s'occupent du travail des métaux, soit par la fonte et le marteau, soit par le galvanisme, avaient mis sous les yeux du visiteur des produits de toute nature, depuis des poignards délicatement ciselés jusqu'à des armures entières, des carapaces de guerriers du moyen âge et du commencement de la renaissance. Quelques-uns avaient exposé des pièces de joaillerie et d'orfévrerie parfois exquises. Celles de M. Froment-Meurice, placées à mi-chemin de l'escalier qui conduit au premier étage, retenaient au passage ceux qui le montaient. D'un autre côté se trouvait le fer forgé, d'un travail si large et qui garde si bien jusqu'à la fin

l'empreinte de la main de l'ouvrier. Plus loin, les métaux précieux recouvraient d'une mince couche un alliage quelconque. On n'a plus affaire à l'argent plaqué; le métal le plus vil qui se tient pardessous reparaîtra au moindre frottement. Coupes, aiguières, boucliers, vases, statuettes, lampes, candélabres, étalent ainsi une richesse d'emprunt sous leur enveloppe d'argent; l'habit ne fait pas le moine. Du reste avouons qu'au point de vue de l'art nous n'avons pas l'orfévrerie en plus haute estime que le travail de l'acier, du fer, de la pierre ou du bois, du moment que la matière est fortement et franchement accusée. Nous n'avons pu nous empêcher d'admirer à ce titre des découpures très ingénieuses, très fines, très déliées, exécutées sur des métaux durs, le cuivre, le fer, et qui font l'effet de véritables morceaux d'orfévrerie.

Nous passerons vite devant les pendules qui marquent l'heure sans mouvement apparent, devant ces objets de fantaisie faits de poudre de bois comprimée avec un corps agglomérant, ces semblans de sculptures qu'on nomme le *bois durci*, éternellement condamné à porter comme une livrée ses teintes foncées, devant les stores peints en vitraux, devant les aquariums avec leurs poissons, abrégé des merveilles de l'océan et des eaux douces, devant des mannequins articulés d'hommes, de femmes et d'enfans à l'usage des peintres, qui s'en servent, non sans raison, le moins possible. Nous n'insisterons pas davantage sur de grands vases en cristal, les lustres taillés ou coulés de Baccarat. Dans ces pièces trop vantées, la translucidité même de la matière ne permet pas de saisir la forme. Il en est de même de tous les ouvrages dont la substance est transparente. On voit à Saint-Pétersbourg, exposés à l'Ermitage comme des merveilles, d'énormes vases d'une seule pièce en cristal de roche. Ce qu'ils ont coûté de temps et de soins aux captifs sibériens peut à peine être apprécié. L'aspect n'en est pas meilleur, moins bon peut-être que celui du verre, tant il est vrai que chaque matière relève de certains procédés, qu'elle a ses frontières, ses domaines limités, et qu'elle ne peut les franchir.

Disons quelques mots de l'intervention de l'art dans l'industrie des cuirs. Cette vieille gloire de Cordoue, ces belles et solides tentures que le départ des Arabes d'Espagne a failli enlever à l'Occident, figurent avec honneur à l'exposition de l'Union centrale. Les unes sont décorées de fleurs rouges et dorées à grands ramages, d'autres de couleur cuir à ornementation sobre, composée seulement de médiocres reliefs, d'autres encore fortement repoussées. Elles forment avec les tapisseries de Beauvais et des Gobelins les plus splendides revêtemens qu'on puisse imaginer pour des parois murales. Une industrie plus récente avait aussi installé ses produits;

nous voulons parler de cuirs et de maroquinerie pour ameublemens, avec ornemens de chiffres enlacés, d'écussons, de couronnes, d'attributs divers. Ces œuvres plaisent moins au regard que les cuirs anciens et que ceux faits de nos jours pour les rappeler. Nous ne doutons pas cependant qu'elles n'obtiennent faveur. Elles flattent d'une façon spéciale certaines vanités, elles ont le mérite d'être un peu plus chères que les maroquineries ordinaires. Nous ne passerons pas non plus sous silence l'usage du cuir pour les reliures, notamment pour celles des albums de photographie, qui ont pris place parmi les besoins de notre temps. Ces albums sont un luxe qui date de ce siècle comme les portraits qu'ils renferment. Il y en a pour toutes les richesses, on pourrait dire pour toutes les pauvretés. L'acier, le cuivre, l'or et l'argent, la nacre, l'ivoire et le corail y sont tour à tour adaptés. Les détracteurs de notre âge, qu'ils proclament si gratuitement un âge de fer, n'aperçoivent pas combien, à mesure que nos besoins grandissent, nous avons aussi plus de moyens de leur donner satisfaction. Il n'est famille indigente qui ne possède de nos jours auprès du foyer le portrait de quelqu'un des siens. L'aïeul, le père ou la mère laissent à leurs enfans un souvenir qui ne s'effacera que peu à peu, luxe honnête et sain, s'il en fut jamais, qui mérite d'être encouragé, que les plus opulens ne connaissaient pas toujours dans les siècles qui nous ont précédés, et qu'ignorait chez les Grecs Agamemnon lui-même, le roi des rois.

A côté de ces produits d'une industrie ou d'un art qui se fait simple pour pénétrer partout, on pouvait, avec plus de surprise que d'admiration, en contempler d'autres dont l'ambition est plus haute et moins justifiée, des objets destinés au culte et qu'on fabrique en si grand nombre, — des autels, des tabernacles polychromes, dont quelques-uns, chose assez rare cependant, n'étaient pas dépourvus de goût, puis des statues ou plutôt des figures coloriées qui n'appartiennent que fort indirectement à la statuaire. On a renoncé à celles de bois nues ou dorées. Elles avaient peu d'éclat, si l'on considère la dépense qu'elles exigeaient. On a renoncé aussi, il ne faut pas trop s'en plaindre, à ces moulages en plâtre pour lesquels on se servait de l'un des *captifs* de Michel-Ange, afin de représenter un saint Sébastien, à la condition toutefois de lui casser un des bras pour le rajuster, et d'ajouter aussi quelques blessures et quelques flèches, sans oublier le tronc d'arbre nécessaire pour faire comprendre la scène. On a changé et remplacé tout cela. A-t-on fait mieux? Ce que nous voyons, c'est de l'art d'industrie, de l'art pauvre, fâcheux, funeste, présentant des objets d'un goût équivoque et corrupteur, qui s'en iront servir de modèles, — quels modèles! — dans nos églises de ville et de village. Les rois mages à robe en-

richie de paillettes adorent un enfant Jésus qui a l'air d'être en cire ou en sucre, couché sur de la paille vraie, dans une étable peinte en décoration. Plus d'expression forte ou naïve dans ces martyrs au teint de lis et de rose, aux yeux cernés et languissans, dans ces vierges aux couronnes de perles fausses, dans ces sacrés cœurs sanglans, ces chemins de croix outrageusement revêtus de toutes les nuances de l'arc-en-ciel. Pourtant les églises où cela figurera au milieu de l'illumination des cierges resteront longtemps encore les seuls musées des pauvres gens.

D'assez nombreuses vitrines étaient réservées à des travaux qui passent pour venir des pays étrangers. Un industriel exhibait des châles de l'Inde manufacturés en France. Grandes et belles pièces d'étoffes dont les bordures au moins semblent visiblement rapportées, ces châles, si l'on en croit les explications données aux visiteurs, sont exécutés par plusieurs centaines de navettes passant et repassant sur un étroit espace. Nous ne nous rendons pas compte du gain que peut procurer, au prix où est la main-d'œuvre dans notre pays, une opération aussi servilement calquée sur la fabrication orientale. Le tisseur de l'Inde, vivant à peu près en plein air sous un ciel clément qui n'exige pas constamment de l'homme une grande réparation de ses forces, peut se contenter d'une poignée de riz pour sa nourriture. Les nécessités de l'artisan chez nous sont tout autres. Il faut alors que l'outillage des machines regagne en vitesse ce que nous perdons en économie du salaire.

Un des pavillons nous offrait des produits de l'Orient. Ce n'était pas sans doute à titre d'œuvres exotiques qu'on les avait exposés; ils sont français et bien français. Toutefois ils répudient nettement leur patrie d'origine. Nous confectionnons des étoffes de laine, des soieries, des tapis, puis des coupes, des miroirs, des éventails, des pantoufles, des selles brodées, des services à café enluminés d'émaux artificiels, des pipes, des narghilés; nous imitons jusqu'à la grossièreté du travail que quelques amateurs vont prisant si haut. Les incrédules ne le sauraient nier, ils se procureront sans aller les chercher bien loin la plupart de ces articles de pacotille. Dans les bazars qui sont établis à Paris, comme dans ceux de Constantinople, de Smyrne et du Caire, vous trouverez quantité de pièces que vous pourrez vous figurer ouvrées dans les régions du soleil. Tel voyageur ami de ce luxe de clinquant qui pense avoir trouvé là-bas quelque rare merveille rapporte tout bonnement une production éclose sous notre climat brumeux, et étale avec complaisance dans ses collections une aiguière, une broderie, une arme « retour d'Orient. »

Les émaux, la céramique de toute nature et de toute façon tenaient une place notable au Palais de l'Industrie. De magnifiques

émaux cloisonnés ouvraient la marche. La pseudo-céramique suivait. Elle serait, à s'y méprendre en certains cas, à la hauteur de son modèle, s'il ne s'agissait que de l'apparence; mais quelle en sera la durée. Elle coûte moins cher et sera demandée quelquefois pour suppléer son heureuse rivale. Des faïences d'appartement, exécutées non plus à la main, mais à l'aide de transports de couleurs qui épargnent une partie du salaire, peuvent fournir de remarquables décorations intérieures pour les maisons particulières et pour les édifices. Des carrelages en mosaïque de teintes diverses peu éclatantes, mais d'un bon aspect, sont composés de pièces assez dures pour faire feu sous l'acier et rayer le verre. Ils ont évidemment une durée presque illimitée. Dans toutes les constructions où l'on a moins en vue le luxe que la salubrité, dans les hôpitaux notamment, où un lavage fréquent devient souvent nécessaire, ils trouveraient un utile emploi. Ils ont été d'abord mis en usage pour orner de colorations variées l'extérieur des habitations, et à l'intérieur pour des églises, des salles de réunion, pour le palais même des Tuileries. Il serait à désirer que de tels produits, qui ne rappellent en rien le faste et l'envie de briller, qui offrent d'ailleurs aux yeux un certain agrément, descendissent de ces hauteurs pour devenir populaires.

Les faïences envahissent si bien l'industrie d'art que nous leur donnons ici une place peu en rapport avec celle qu'elles occupent dans la grande nef du palais. Les uns fabriquent des services de tout style, égyptien, arabe, persan, français, composite, avec de charmantes improvisations à l'encre rehaussée d'un semblant d'aquarelle, et qui nous montrent des enfans ou des hommes jouant avec des papillons. D'autres s'attachent à des effets plus sévères; quelques-uns, comme MM. Collinot et Adalbert de Beaumont, embrassent à peu près tous les motifs qui peuvent appartenir à leur art : pots et aiguières, vasques et culs-de-lampe, panneaux et lambris pour salles de bain, palais ou monumens, figures en haut et en bas-relief, pièces montées sur bois noir en imitation du bois de fer, unies ou craquelées, à fond jaune, bleu, vert, turquoise, rouge, gris, chamois, tons magnifiques qui ne le cèdent en rien aux richesses du métal et des émaux. La faïence détrône décidément la porcelaine, préférée d'abord pour sa matière semi-transparente, plus légère et plus fine. Il faut du savoir pour traiter la faïence; la couleur n'y est pas tout. Le dessin, la facture plus ou moins habile, y jouent un rôle important. Les morceaux largement exécutés gagnent une grande valeur commerciale. On s'en aperçoit bien à cette exposition, où se trouve si vaillamment, on pourrait dire si glorieusement représentée une industrie qui n'est pas nouvelle chez nous sans doute,

qui n'est que du renouveau, mais du renouveau bien préférable à plus d'une innovation réelle.

Si rassurante que soit cette recrudescence de faveur pour une des branches de la céramique, les faïences n'échappent point à certaines tendances fâcheuses qui ne sont souvent que des réminiscences, qui s'accusent par l'exécution de soi-disant chefs-d'œuvre, de tours de force sans raison comme sans usage. Tels sont les fameux violons de faïence, le rêve, non des luthiers, mais des faïenciers. Ici tout est en terre vernie, depuis le corps de l'instrument jusqu'au chevalet qui soutient les cordes. On a sur ce dernier point admis que les cordes seraient en boyaux. Sans doute à la prochaine exposition verrons-nous des cordes en faïence. On a déjà fait pour les oiseaux des cages à barreaux de faïence qui résisteraient à peine à un coup de bec du prisonnier. Ce sont, dit-on, fantaisies d'artistes; oui, d'artistes inoccupés et songe-creux, à moins que cela ne réponde à quelque caprice d'amateur à la recherche de l'étrange. Bien différentes sont les faïences de M. Deck, œuvres blondes, claires, élégantes, nacrées, agréables aux yeux, véritables œuvres d'art, comme tout ce qui est fait de façon excellente, de main d'ouvrier, quand l'ouvrier sait son métier d'artiste. Des chasses, des sujets japonais, des ornemens persans, des portraits qui seraient d'un grand effet encastrés dans un édifice, attirent les regards aux vitrines de M. Deck. Des enfans peints par Anker offrent de petites scènes pleines de gaîté, d'un arrangement facile et gracieux.

Des objets de dimension restreinte passons aux ameublemens, salons à nombreux miroirs de Venise sans autre bordure que leurs biseaux, à glaces resplendissantes dans leur cadre de bois doré, à cheminées de beaux marbres sculptés, garnis de divans où chaque place, — raffinement plus ingénieux que commode, — est séparée par un jardinet de fleurs artificielles; ici des broderies à grands dessins largement esquissés, plus loin les tapisseries. Ces tapisseries sont une innovation. Les couleurs diverses, fort harmonieusement, trop harmonieusement fondues pour des tapisseries réelles, ne sont pas tissées, elles sont peintes. Les plus anciennes comme les plus nouvelles, les plus éclatantes autant que les plus déteintes, les plus légères autant que les plus sombres, sont rendues de manière à tromper, même de près, grâce au choix d'une étoffe à gros grain, une sorte de velours à côtes ou de drap sur lequel la teinte est appliquée liquide. Le procédé est de l'invention de M. Guichard. Il ne nous paraît pas avoir dit son dernier mot. Telles qu'elles s'offrent aujourd'hui, ces tentures peuvent, dit-on, se laver, et résistent aux divers agens atmosphériques. Il est prudent toutefois d'attendre

pour se prononcer que les années aient passé par-dessus en les respectant.

Quant aux meubles, il y en avait de toute façon, depuis les siéges en joncs ou en imitation de bambous, depuis les lits en bois de couleur tendre, jusqu'à ces tables de travail surchargées de bronzes de style soi-disant égyptien qui signalèrent le premier empire. La marqueterie de bois ou d'écaille n'était pas rare, non plus que les panneaux de peintures mates ou brillantes adoptés comme décorations. Un fabricant a imaginé de représenter sur des porcelaines ajustées à un buffet toute une série de paysages qui ne l'embellissent guère. En plusieurs endroits, la nature des matériaux est aussi mesquine que faire se peut. La teinte générale du bois est déguisée sous d'autres teintes rehaussées par des applications de filets de rouge et de vert. Quelques-uns des meubles cependant sont sobres et sévères, notamment une magnifique bibliothèque aux formes arrondies pour laquelle on a ménagé l'ornementation et scrupuleusement conservé l'aspect du bois. Plusieurs sont remarquables par les lignes, l'ordonnance, l'exécution; seulement ils arrivent à être cotés si cher qu'on ne sait vraiment où peut s'en trouver l'emploi. Un prie-Dieu, digne au moins de recevoir sur ses coussins de velours les genoux d'un cardinal, était surmonté d'un calvaire de bronze. Le Christ expirait entre deux misérables sur une croix, après être né sur la paille d'une étable. Je me suis enquis de ce qu'on vendait ce meuble, qui ne convient guère qu'à des prières de luxe. On m'a parlé de 9,000 francs.

II.

Nous avons essayé de reproduire fidèlement le tableau que les exposans de l'Union centrale mettent depuis plusieurs mois sous les yeux du public, qui ne se lasse pas. C'est sous l'inspiration et sous le patronage de la même association qu'à la fin de septembre et aux premiers jours d'octobre se tenait au palais des Champs-Élysées un *congrès pour l'avancement des arts utiles*. Autour d'une table à tapis vert avaient pris place des hommes presque tous voués, par profession ou par goût, à la recherche de ce qui intéresse en fait d'art l'éducation publique. Tous les peuples étaient représentés, Anglais, Allemands du nord et du midi, Russes, Italiens, Belges, Français, de façon à montrer qu'on se proposait de s'élever au-dessus des étroites questions de clocher et de frontières. Le patriotisme d'aujourd'hui consiste non plus à édifier son bien-être sur la ruine du voisin, mais à contribuer d'un même cœur et d'un même élan au progrès ou au bonheur de tous. Les intérêts des diverses

nations sont en effet à cet endroit si bien enchaînés les uns aux autres, — nous avons fini par le comprendre, — que l'abaissement des uns ne sert qu'à l'abaissement des autres. Le monopole est funeste même à ceux qui en sont investis. A plus forte raison avait-on résolu de ne point s'occuper des questions de personnes, toujours irritantes. L'élément religieux et l'élément laïque, ces deux frères ennemis, étaient en présence; auteurs, inventeurs, promoteurs de méthodes, directeurs d'écoles à l'étranger, artistes, producteurs industriels, écrivains, professeurs, instituteurs de la doctrine chrétienne, se trouvaient réunis. Avec un remarquable accord, malgré certaines différences de point de vue, tous n'avaient qu'un désir, trouver ce qu'on doit faire pour la diffusion de l'art à tous les degrés, depuis l'école de village jusqu'aux établissemens supérieurs d'instruction. Les débats étaient conduits par M. Louvrier de Lajolais, qui l'année précédente, à peu près à pareille époque, était intervenu au congrès de l'enseignement des arts du dessin à Bruxelles. Il est permis de le constater, c'est grâce aux membres du bureau, c'est grâce à leur activité, à la fermeté cordiale du président, que le congrès a dû de ne point s'éloigner de l'objet qu'il avait en vue, d'écarter toute discussion oiseuse ou blessante, et d'assurer courtoisement à chacun la mise en lumière de ce qu'il avait à dire.

Tout d'abord on a voulu rechercher quelles sont les tendances de la production moderne dans l'industrie d'art. Plusieurs de ceux qui les proclament fâcheuses et funestes en attribuent la cause soit à l'ignorance de l'artisan, soit à l'excessive division du travail. Tel ouvrier est employé à une pièce, tel autre à celle qui s'y ajuste, sans que le premier ni le second soient capables de concevoir ni d'ajuster l'ensemble. Chacun se voit confiné dans un cercle étroit : aussi le sentiment général de l'œuvre manque à tous ces hommes dont le but est collectif, mais l'effort isolé. L'artisan n'a pas imaginé, il n'a pas esquissé le dessin; il n'a pas tenu dans ses mains la matière vierge pour la façonner à son gré. On ne peut lui demander de s'éprendre d'amour pour ce qu'il n'a pas conçu; il se sépare de plus en plus de l'artiste; il reste l'ouvrier, l'homme du travail manuel, sans style, et, il faut bien le dire, sans idées. Il est préoccupé avant tout du détail; il reste subordonné de tout point au dessinateur, qui ne peut expliquer toute la besogne, et plus encore au fabricant, lequel n'a en vue que ce qui plaît au public et ne songe pas à diriger le goût de la foule. Or ce goût, au dire de quelques-uns, devient de plus en plus mauvais. On touche par ce côté à la grande querelle entre les anciens et les modernes.

Dans l'Orient, que la machine n'a point encore envahi, où les be-

soins sont moindres parce que l'existence est moins compliquée, moins factice, plus pauvre en général, il n'en va pas ainsi. L'ouvrier, — le mot existe à peine — l'artisan, commence l'objet qu'il finira. Il prend le travail au début, il en trace les contours, il le comprend, il l'exécute dans toutes ses parties. S'il doit parfaire quelque devise écrite qui fasse corps avec l'ornementation, il est capable d'en saisir le sens, il en ordonne les divisions, il sait écrire; nul n'est illettré. Il emploiera tout un jour, toute une semaine, tout un mois, à terminer ce qu'il a entrepris, et l'œuvre ne sortira pas de son échoppe avant d'être achevée. Le temps n'est pas encore de l'argent là-bas, et l'on y est moins pressé de vivre. Au surplus, l'objet fabriqué ne perdra point subitement le quart ou la moitié de sa valeur sans autre raison que la mode et l'avénement d'un goût nouveau. Un dessin passe de famille en famille, il se transmet comme un héritage. Si nous en croyons les partisans déclarés de ces peuples, qui sont devenus immobiles depuis tant de siècles, combien de choses nous aurions à leur envier, à eux et à leur pays, sans parler de la chaleur de leur soleil! Les objets que nous tirons de chez eux gardent tous une certaine personnalité.

Un orateur estime que nous devons les dépasser : on peut affirmer que quelques-uns de nos moyens sont supérieurs, notre outillage notamment; mais, suivant l'objection faite, l'industrie, à mesure qu'elle prend des forces, appelle une organisation logique, intrépide, inexorable. Rien ne peut émaner d'elle qui sente l'être humain. Un seul dessinateur imprimera-t-il la vie, sa vie personnelle, à douze cents ouvriers à qui on a retiré la leur? Reviendrons-nous à la petite boutique de nos pères? Comment modifier l'état des choses? — M. de Longpérier prend alors la parole pour établir que la dépendance de l'ouvrier n'est pas si absolue qu'on veut bien le dire, et que d'ailleurs elle comporte un remède. Il ajoute que l'art français se livre trop à l'imitation, et il l'explique par les caprices du public dont le goût n'est pas encore formé. Nous avons le tort, dit-il, de tenter des contrefaçons de tous les siècles, de toutes les époques, le gothique après la renaissance, après le grec l'assyrien, quand nous n'allons pas chercher au Japon ou en Chine les lignes, la figure des objets de nos convoitises. Ces objets, nous les estimons d'autant plus que nous en entendons moins le sens. Quand les Japonais dessinent un paon, ils le copient. Écrire et dessiner c'est tout un pour eux, ils n'ont qu'un mot pour exprimer ces deux choses; aussi les Japonais, qui regardaient en 1867 faire un dessin, s'écriaient : « Cela est bien écrit. » Ils prennent un paon de leur pays, ils le connaissent bien, ils sont en état de le voir sous toutes ses faces sans aller étudier trop loin. Ainsi du reste : ils gardent leur liberté. Leur inven-

tion ne consiste pas à mettre bout à bout des fantaisies creuses; si par malheur on leur propose ce travail ingrat, sorte de casse-tête, ils n'y réussissent pas mieux que nous. Faisons de l'art national.

Nous résumerons en les groupant plusieurs des idées émises. Qu'est-ce que le goût? N'est-ce pas le produit, la résultante, si l'on préfère, des forces auxquelles obéissent les hommes d'un pays? Les traditions, le climat, la race, les mœurs, les habitudes, les institutions religieuses et politiques, les besoins, les aspirations des sociétés, en sont les élémens essentiels. Tout être en possession de la faculté de comparer a un goût à lui. L'ensemble des goûts particuliers forme ce goût collectif qui varie avec l'âge, la période de développement social des nations. En ce sens, il n'est pas exact de dire à telle époque, chez tel peuple, le goût a fait défaut. Qu'il ait été dépravé par insuffisance d'éducation, par suite de directions mauvaises, soit; en réalité, il a existé, il existe, il existera toujours un goût. Le sauvage a son goût, qui le porte aux premiers essais de cette peinture rudimentaire si ridicule suivant notre sentiment, à ces ornemens sur son propre corps qui l'embellissent ou lui donnent un aspect formidable aux yeux de ses ennemis. Il se tatoue. C'est un amateur qui porte toujours avec lui sa galerie de tableaux. L'enfant a son goût qui l'entraîne vers ce qui brille, de même que dans les campagnes le paysan non dégrossi a le sien. Ils veulent en peinture les couleurs dures, éclatantes, heurtées; il leur faut en musique le tambour et les clairons, les cymbales, la grosse caisse, les mouvemens accentués. Il est tels pays dans lesquels le mot rouge ou brillant veut dire beau. Certes il y a encore dans nos civilisations modernes, même parmi les adultes, des hommes qui sont restés enfans et demi-sauvages. Que cela soit regrettable, cela ne fait aucun doute; mais il est bon de le constater avant d'essayer d'y porter remède. Une foule d'hommes vivent au milieu de la nature sans y rien comprendre, comme si elle leur était étrangère. Combien ouvrent les yeux sans voir! Combien à qui le spectacle souvent curieux de l'entourage ne parle pas plus qu'un livre ouvert à celui qui n'a pas la clé des lettres de l'alphabet! Nous n'essayons pas assez de reproduire simplement tout ce qui frappe nos regards; et alors l'attention, l'observation, la mémoire, facultés maîtresses de l'intelligence, subissent avant l'heure un arrêt dont nous pourrions nous préserver.

Si le goût actuel avait besoin d'être expliqué, l'explication ne serait pas difficile à trouver. La perte de quelques-unes de nos traditions d'art, emportées sur les champs de bataille avec les individus qui en étaient dépositaires durant le cours de guerres presque sans exemple au commencement de ce siècle, l'amour de l'éclat et

du bruit, le désir de paraître plutôt que d'être, l'absence de suite et de sincérité dans certaines études, l'impatience d'arriver, l'envie de jouir de tout ce que nous avons vu, qui nous fait reprendre successivement les modes de nos pères et passer naïvement sans parti-pris des Grecs aux Romains, aux Étrusques, aux Égyptiens, aux Assyriens, aux Arabes, aux Persans, à l'extrême Orient, — voilà autant de raisons de l'inquiétude, de la mobilité de notre goût. Nous ne craignons pas de rire aujourd'hui de celui de 1830. A cette époque, tout était à refaire. Qui nous dit que nos successeurs ne nous rendront pas la pareille en nous jugeant puérils? Nous pensons être dans la direction d'une route nouvelle; mais à peine sommes-nous entrés sur la voie que nous voulons frayer. Les croyances sont ébranlées, le goût est isolé. Le lien commun qui fait l'art collectif d'une nation n'est pas trouvé, ou du moins n'a pas encore été appliqué et serré. On est forcé d'avouer que nous allons presque à tâtons.

Pourtant un mouvement démocratique désormais sensible résoudra peut-être le problème d'élever par l'éducation le niveau de l'intelligence dans les classes inférieures. Faut-il s'en effrayer ou s'en défendre? Il faut porter secours aux défaillans. Quand nous aurons tous acquis notre force d'initiative avec une pensée commune, nous aurons un goût nouveau. Cela s'est déjà vu chez nous au XIIe et au XIIIe siècle, au moment où s'affirma notre nationalité sortant du chaos féodal. Il appartient aux hommes de bonne volonté, en quelque camp qu'ils soient placés, d'aider à ce mouvement. La commission nommée pour traduire le sentiment du congrès a fait ressortir ce qu'il y a de mobile dans la production contemporaine. Elle a attribué cette mobilité à l'intervention des machines, à l'extrême bon marché des produits, au goût défectueux du public, moins préoccupé le plus souvent de l'exécution de l'ensemble que du fini des détails. Sa conclusion exprime le souhait de voir les notions d'art se populariser par une éducation générale et complète. Or il existe dans les pays voisins du nôtre, en Allemagne notamment, des livres qui résument ces connaissances essentielles pour tous. En France, nous n'en avons guère sous la forme qui conviendrait. Il ne suffit pas qu'un livre de cette sorte soit simplement écrit, qu'il parle clairement à l'intelligence; il est bon qu'il dise aussi quelque chose au regard, qu'il soit égayé de bonnes et fermes gravures. La *Grammaire des arts du dessin*, par M. Charles Blanc, pourrait répondre au programme; mais c'est un volume compacte, une édition de luxe. L'auteur devrait en exprimer la substance, la condenser en quelques pages, et mettre ainsi à la portée de tant de personnes qui la réclament une forte nourriture. M. Galichon, un des principaux

orateurs dans la discussion du congrès, souhaitait qu'on enseignât par des explications abrégées et précises, avec le secours de quelques exercices faciles, à l'aide des images et des peintures, quelle a été à travers les siècles la marche de l'art, quels furent ses progrès ou ses phases. Les plus chétives écoles n'ont-elles pas des corridors, des cours, des promenoirs? Qui empêcherait d'y placer, en suivant la succession des âges, une représentation des différentes manières d'architecture, depuis celle de l'Égypte, nue, puissante, immobile, éternelle, autant que l'éternité est en notre pouvoir, depuis celle de la Grèce, éclatante, souple, variée, correspondant par ses ordres aux convenances les plus distinctes, jusqu'à celles du monde chrétien, celle de Byzance et celle de France, l'art ogival ou gothique, sans oublier ce retour à Rome et à la Grèce qui caractérisa la renaissance en Italie et dans notre pays? Cette méthode d'éducation par les yeux est introduite depuis longtemps en Allemagne.

L'idée de M. Galichon, qui a été reprise plus tard par un autre membre du congrès, paraîtra hasardée et paradoxale. Au fond, elle est sérieuse. Les exercices qu'il veut qu'on ajoute aux démonstrations ne seraient pas non plus inutiles à l'enfant. En lui faisant exécuter, sans l'excéder par des préliminaires, des lignes droites qui, placées bout à bout, figureraient un objet réel, une pyramide, en le faisant arriver ensuite à quelques courbes et à la combinaison de formes nouvelles, on lui réserverait un sujet d'études moins dur que celui de tant de petites abstractions auxquelles il est condamné aujourd'hui dès le début, lui, l'être léger et remuant, qui se fixe uniquement sur ce qui vient frapper ses sens. Ce souvenir, entré par la porte des yeux, ne se perdrait plus; il tiendrait en éveil la curiosité de l'enfant jusqu'aux jours de l'adolescence, jusqu'au moment où le goût se forme par le développement de l'esprit.

Mais ce patrimoine de l'humanité dont une part serait distribuée à chacun, cette tradition livrée à tous, que préconise un des membres du congrès, un autre membre les repousse. Qu'avons-nous à faire du lien par lequel nous nous rattachons à ceux qui nous précèdent? Pourquoi nous embarrasser de ces bagages qui gênent notre allure? Nous allons en avant : à quoi bon la tradition? Ne renoncera-t-on pas volontairement à tout cela? Plus de cette science vaine, plus d'art ancien! Ce sont des curiosités. En quoi importent-elles aux artistes pour répondre aux besoins modernes et inaugurer un art nouveau? Revenons à l'art des hommes simples, sans idées préconçues. La nature suffira. — L'histoire dément cette théorie spécieuse. Les faits et les exemples ont assez montré que les plus forts sont ceux à qui il fut donné de développer par la science, non pas même par une science étroite et localisée, mais compréhensive et

générale, leurs dispositions particulières. Nous appartenons tous forcément à la tradition. Ne serait-ce pas folie et outrecuidance que de prétendre chacun pour soi-même réinventer ce que nos aînés ont trouvé après une longue série de tâtonnemens, d'essais et d'espoirs déçus? La vie d'un homme, si bien armé qu'on le suppose de courage et de génie, se consumerait sans profit pour lui ni pour personne à cet effort orgueilleux. — Quelques membres ont recommandé le concours de l'état, d'autres celui des groupes ou associations, d'autres encore celui des individus seulement. Ils ont affirmé qu'après la vigoureuse impulsion qu'a imprimée le gouvernement du royaume-uni par son département de science et d'art, plusieurs villes de commerce, de celles qui possèdent le plus grand nombre d'artisans-artistes, ont renoncé aux encouragemens et au patronage. Les musées roulans qui circulaient dans les grands centres comme dans les bourgades, ayant achevé, disent-ils, leur œuvre, ont cessé de parcourir l'Angleterre. Nous ne pouvons ajouter foi à cette assertion. L'œuvre d'ailleurs était de rendre l'art populaire. Elle n'est donc ni d'un jour ni d'une année; on ne change pas en si peu de temps les vues d'une nation. En tout cas, il faut plus d'une exhibition pour donner le sens de l'art à ceux qui en ont été jusque-là dépourvus. Ce n'est pas quelques-uns seulement, c'est la masse entière qu'il faut élever; que de force et de temps sont nécessaires pour cela! Au moment où le besoin du beau tend à tenir une place de plus en plus grande dans la vie des peuples, nul pays ne doit se désintéresser tout à fait ni ralentir son action. Ni la Belgique ni l'Allemagne ne s'arrêtent, ainsi que le témoignent d'autres membres du congrès. La Russie est entrée dans la voie, suivant les explications données par un attaché à l'ambassade russe en Angleterre, le général de Novitsky, l'un des membres du bureau.

M. Reiber indique ce que doit tenter aujourd'hui l'enseignement d'art : il doit s'adresser avant tout à l'attention et à l'intelligence, s'adapter aux plus petits sans s'abaisser pour cela, leur mettre la mesure et la justesse dans l'esprit et dans la main, ce qu'une locution énergiquement triviale appelle le *compas dans les yeux*. Les corporations, les jurandes, les maîtrises, étaient dépositaires de secrets qui se sont perdus. La liberté nous rendra tout. Nous aurons l'art pour tous et l'art par tous. — Ce sont là de grands mots. Ils correspondent à de grandes choses que nos neveux réaliseront peut-être un jour; nous leur en aurons du moins facilité les moyens. La dépense productive par excellence, celle de l'éducation sous toutes ses formes, est devenue un vœu public, urgent, presque impérieux. Naturalisation et acclimatation de l'art sont une des parties de la réforme rêvée. M. Reiber veut une conduite vigoureuse, prudente

et habile. Que le plus pauvre paysan, « le paysan est l'homme du pays, » dessine ses instrumens de travail, les roues et le soc de sa charrue. Après l'orateur, un frère de la doctrine chrétienne prend la parole. C'est le frère Victoris, dont le nom, attaché à une méthode particulière, est bien connu dans la plupart des écoles religieuses. L'institut auquel il appartient procure des notions primaires d'art à 400,000 enfans en France (c'est le chiffre qu'il a donné); il regarde cet enseignement comme un de ceux qu'il est dangereux de négliger. Les idées qu'émit le frère Victoris sur le choix peu scrupuleux des sujets représentés dans les publications destinées à l'enfance soulevèrent quelques murmures. La suite de ce qu'il avait à dire lui gagna les sympathies et le presque unanime consentement des auditeurs.

Pour venir à bout de l'œuvre entreprise, croit-on que de bons modèles soient l'élément principal? Non. Il est nécessaire que le beau, sous le plus de formes possible, soit exposé aux regards, qu'on répudie les images sans aucune valeur, les livres à reliure de clinquant, les mauvaises gravures. La laideur et la barbarie des images n'ont que de trop pernicieux résultats. Le bon marché n'en compense pas le mauvais effet, car ces objets sont des collections d'art pour tant de gens qui n'en verront guère d'autres. N'y aurait-il pas lieu d'essayer d'organiser dans tous les villages, à l'école, un petit musée fort élémentaire d'art industriel, ne fût-il composé que de quelques œuvres choisies, même de reproductions photographiques? Les donations volontaires formeraient la première mise, le reste viendrait après; mais le local, dira-t-on? Ce serait le parloir ou quelque endroit couvert. Le président du congrès, M. de Lajolais, résume quelques points du discours qu'il avait prononcé à Bruxelles. Il n'y a pas pour lui deux arts, l'un industriel et secondaire, l'autre supérieur. L'art est un. C'est par la base qu'on commencera l'éducation qui importe à tous. Elle sera large, synthétique, simple. Là-dessus on édifiera plus tard. On pèsera sur les écoles normales, afin que l'étude du dessin y ait une meilleure place. Apprendre à voir avec l'œil du dessinateur, ce n'est pas si peu de chose. Multiplier l'observation en la rendant attrayante, faciliter la connaissance de la forme, montrer les transformations qu'elle subit quand on la change de place, quand on en modifie la position, faire transporter sur une surface plane l'image d'un solide, tel est le premier objet en vue, le but à atteindre.

Le congrès a remis le soin de formuler les résolutions de cette séance à une commission qui a été très habilement présidée par un des membres étrangers, M. Canneel. Cette commission a donc déclaré qu'il importe d'abord, dès la première enfance, de développer

par la vue journalière du beau sous toutes ses formes le sentiment esthétique. L'assemblée a tenu à proclamer que pour elle il n'existe pas deux sortes d'art : elle n'admet pas la distinction profonde qu'on a voulu établir en art absolu et art d'industrie.

Cette journée avait été bien remplie. Les membres du congrès étaient contens, presque fiers de la tournure qu'avaient pris les débats bien dirigés, des résolutions solennelles qu'ils avaient exprimées. Par la largeur des horizons qu'elles permettent de découvrir, elles sont et resteront en effet de quelque valeur. La séance devait se terminer par un banquet où se trouveraient ensemble les membres du congrès et des invités de l'Union centrale. A six heures, comme la nuit tombait, ils vinrent s'asseoir à la longue table dressée entre les deux travées du centre de la nef dans le palais, immédiatement au-dessous de l'horloge. Bon nombre de personnes qui n'avaient pu siéger autour du tapis vert du congrès étaient venues là faire acte de reconnaissance et d'adhésion. L'assemblée était cordiale; bien que tous les assistans fussent loin de parler la même langue, l'entente ne cessa de régner. La grande nef, où la lumière s'était peu à peu éteinte, avait pris par degrés un aspect grand, imposant, d'un caractère presque religieux. Déserte maintenant et silencieuse, on n'y entendait plus les chants de l'orgue ni les bruits de l'orchestre; on eût dit l'immense vaisseau de quelque cathédrale laïque. Les vitraux blancs de la voûte de verre devenaient obscurs, et ne laissaient plus apparaître que les verrières des deux extrémités. On y voyait s'avancer d'un pas calme, bien au-dessus du sol, sur la transparence du ciel bleu, la procession des peuples apportant leurs produits d'art et d'industrie, et comme reliés déjà par une même pensée d'unité et de bon vouloir. Nous n'en sommes pas là sans doute; mais ce tableau d'un avenir souriant est de ceux qui peuvent se montrer dans le lointain. C'est le terme, la récompense des efforts auxquels s'useront les générations présentes.

A la séance du jour suivant, le congrès était appelé à s'occuper de l'enseignement de l'art et de certaines modifications qui doivent y être apportées. La question des méthodes arrivait naturellement en ligne; sur ce point, il fut malaisé de s'accorder. Ouvrir des yeux qui ont été jusque-là fermés à la lumière de l'art, tel est le but, qui est malheureusement à peine à la portée de nos moyens. On ne tient les enfans dans les écoles que depuis sept ans jusqu'à douze, en tout cinq ans. Encore, sans compter les vacances, pendant lesquelles ils prennent la clé des champs, en de certaines saisons les défections sont nombreuses. On n'a donc guère le temps de leur apprendre autre chose que l'alphabet, la lecture et un peu l'écriture de

la forme, — de les mener de la ligne droite au solide, au cube et à la sphère. M. Reiber estime que le mieux serait de mettre le crayon entre les mains de l'enfant aussitôt qu'il est en état de le tenir. Il a remarqué ce fait que celui qui, à l'âge de trois ou quatre ans, n'a jamais songé à faire une lettre, s'est déjà plu à figurer spontanément d'autres formes. Or ces formes ne sont pas cette bouche, ce nez, cet œil par lesquels les abstracteurs de quintessence l'obligeront à recommencer plus tard; c'est le « bonhomme » tout entier, c'est la maison avec la fumée de son toit, cette fumée en tire-bouchon qui a frappé si vivement ses regards. Là en effet, dans la maison qui fume, est le foyer, le port et le refuge. Il est déplorable de laisser se perdre sans en tirer aucun parti ces singulières dispositions. Quant aux modèles, M. Balze avait bien proposé l'étude des maîtres, de Raphaël surtout; on lui a justement répondu que l'art d'une époque ne doit pas se renfermer en un artiste, si grand qu'il soit. La servile admiration amoindrira toujours ceux qui la professent. M. Balze citait d'ailleurs une anecdote faite pour établir qu'au besoin l'idée qu'il émet était déjà celle de son maître, M. Ingres. On avait demandé à M. Ingres de vouloir bien exécuter quelques modèles. « Raphaël est là, répondit le peintre, il n'est pas besoin d'autres modèles : » paroles modestes, mais de peu de valeur au point de vue pratique. Si Raphaël avait eu pour le Pérugin un si étroit enthousiasme, il ne fût pas sorti de la voie dans laquelle s'étaient engagés ses premiers pas. Qu'y aurait gagné l'art de la renaissance? Un architecte a dit qu'on devait proscrire le dessin linéaire, n'admettre ni le compas ni la règle, instrumens pernicieux et funestes, — déclarer la guerre à la géométrie, du moins à celle des géomètres. Il préfère la géométrie du bon Dieu, celle des artisans. Que peut être cette géométrie-là? L'idée de l'orateur n'a pas été développée jusqu'au bout; il a été arrêté en chemin. Peut-être sous une forme bizarre avait-il quelque chose d'intéressant à dire; mais le congrès ne pouvait s'attarder, il n'avait pas de temps à perdre.

Quelques-uns se refusent absolument à l'introduction du modèle-estampe dans l'éducation d'art; ils n'y voient qu'un moyen portant à l'imitation inintelligente et irraisonnée, des exemples presque toujours morcelés, inexacts, faux, des sortes de *trompe-l'œil* tendant surtout à l'effet, chargés d'ombres pour les dessins ordinaires, de couleurs incohérentes et crues pour ceux de l'industrie. M. Parvillée prétend établir que nous sommes coupables autant que responsables du mal qui a été fait. Les exemples funestes ont fait le goût déplorable. Nous croyons qu'il se trompe et qu'il prend un effet pour une cause. Les exemples, les modèles que nous avons reçus ou donnés ont pu être funestes, nous en convenons; nous n'avons

pas su faire mieux. Maintenant que nous voyons où le bât nous blesse, nous cherchons à y remédier, nous nous corrigeons. A chaque jour suffit sa peine. Ceux qui s'apercevront après nous de nos défauts entreprendront à leur tour de les faire disparaître. Dès que l'écolier, adulte ou non, est en mesure de le faire sans inconvénient, dès l'instant qu'il est en état d'entendre la forme et le relief, qu'on le mette en présence du modèle en plâtre, de la ronde-bosse; tel est le vœu exprimé par M. Galichon. Que la nature soit regardée avec sincérité, afin qu'on la rende simplement, comme elle est; que, lorsqu'on passe à la figure humaine, on ne décompose pas cette figure en un trop grand nombre de lignes droites, sous prétexte de faciliter au-delà du nécessaire la mensuration par les yeux; qu'on ne croie pas un procédé quelconque indispensable, qu'on apprenne à aller du crayon au lavis, de la ronde-bosse au dessin sur nature; en un mot qu'on apprenne à l'élève tous les procédés de l'art, mais qu'on s'adresse surtout à sa raison. Des artistes assidus au travail, savans, glorieux, des maîtres, — comme Albert Durer, — ont eu devant leurs regards certains procédés qu'ils ne comprirent point. Ils ne leur avaient pas été expliqués. Albert Durer ne tira pas profit de la perspective scientifique employée à Venise. Elle ne lui dit rien, et il ne sut pas se l'assimiler.

L'orateur blâme les bifurcations anticipées, l'éducation professionnelle avant l'heure, qui nuit au développement des idées générales, les pastiches qu'on réclame souvent des artistes et des écoliers, imitations sans âme, dénuées de tout sentiment d'art. Faire exécuter un programme d'un style particulier avec tous les détails historiques, grec, gothique ou renaissance, n'est-ce pas s'adresser à la raison, pour en substituer l'affectation à toute impression personnelle? Tous ceux qui sont devenus des maîtres ont commencé par l'étude naïve. La nature est la mère universelle, ils l'ont animée. Elle est supérieure à la tradition; le *summum* d'un art national, c'est la nature aidée de la tradition d'un pays.

Dans la même séance, le frère Victoris a proposé que le congrès ne s'élèvât pas à des considérations si hautes, à des questions d'art avec lesquelles n'auront jamais rien de commun la plupart des enfans; ils seront serruriers, menuisiers, charpentiers, charrons, appareilleurs et tailleurs de pierres. Sur quatre cent mille enfans, adolescens ou adultes, qui reçoivent de ses collègues les premiers élémens de l'éducation, il n'y en a pas trois mille qui iront plus loin. L'art, ajoute-t-il, est et sera toujours pour eux un sanctuaire inabordable. Pour notre part, nous croyons que cette idée est erronée, et qu'accepter sans les approfondir de pareilles probabilités, c'est tenir pour résolu un problème qui ne l'est pas encore. Pour-

quoi donc des hommes de cœur désespéreraient-ils de l'avenir? Nul n'est en possession de prédire ce qui adviendra. L'histoire nous montre d'autres civilisations où la notion de l'art a été à la portée de l'artisan. Le monde moderne n'aura-t-il pas autant de force que le monde ancien, et ne pourrons-nous réaliser ce qu'ont fait les Grecs, nos ancêtres pour les lettres, les arts et les sciences? Celui qui fonda l'institut des frères eut quelque espoir d'arriver à l'éducation du pauvre à une époque où des hommes généreux n'entrevoyaient pas qu'elle fût possible. Voltaire longtemps plus tard redoutait les écoles; il le dit dans son *Dictionnaire philosophique*. Il est vrai que par une sorte d'inconséquence qui lui fait honneur il en établissait chez lui.

L'un des secrétaires, M. Grangedor, signale un vice qui mérite d'être mentionné, celui des écoles qui veulent être trop pratiques. On y fait exécuter aux élèves des travaux de forme commerciale sur bois ou sur métal, sur porcelaine ou sur faïence, avant qu'ils sachent manier un pinceau ou un crayon. Ces soi-disant petits prodiges, formés d'une façon artificielle, subissent bientôt un arrêt de développement. Ils n'avancent plus dès qu'ils sont arrivés à la moitié, au quart du chemin à parcourir. Pour tous ceux qui ont pris la peine de regarder les envois des écoles des filles, M. Grangedor n'a que trop raison. Cette omission des études préalables, qu'on néglige sous prétexte de gagner du temps, aura pour conséquence immédiate d'abaisser le niveau de l'art chez tout individu qui en est victime. Il peut être assuré qu'il ne gardera en mains qu'un gagne-pain insuffisant; il ne sera qu'un ouvrier de métier, inconscient et secondaire, et verra son salaire fort au-dessous de ce qu'il aurait dû être. Le congrès a pris ces remarques en considération. Il a exprimé le désir que l'enseignement général l'emportât au début sur toute application industrielle sollicitée par la commande. Il a déclaré en outre à la suite de cette séance qu'il n'admettait pas le principe actuel de l'enseignement aux deux premiers degrés. On y fait un usage trop exclusif du modèle imprimé. On n'y laisse pas assez le choix des moyens d'exécution. Il ne recommande ni ne proscrit aucune méthode; il se contente de mettre en garde contre celles qui prétendent dispenser de l'observation directe et personnelle et celles qui substituent l'étude de l'effet pittoresque, du caractère accidentel, à la recherche du caractère permanent de la forme. Il a demandé enfin l'extension de l'enseignement du dessin dans les écoles normales à l'aide de professeurs spéciaux. Dans plusieurs départemens, assure-t-on, on voit la même personne chargée de ce cours en même temps que de ceux d'agriculture ou de mathématiques.

Les points les plus intéressans de la séance suivante, la dernière du

congrès, sont les faits nombreux apportés à la discussion et prouvant que les pays saxons continuent leur marche en avant. Des musées roulans de moulages reproduisant les chefs-d'œuvres antiques sont organisés en Amérique aux frais d'un particulier. Le musée de Kensington a en Angleterre adjoint à ses collections toujours accrues de superbes serres à l'usage des dessinateurs de fleurs naturelles. On annonce une exposition universelle qui s'ouvrira en 1871, du 1er mai au 30 septembre, et pour laquelle on construit un palais. Elle sera annuelle et accessible à toutes les nations. Une grande place y sera réservée aux beaux-arts; les broderies, les étoffes, la céramique, n'y seront pas négligées. On ne distribuera ni prix ni médailles; il y aura seulement des certificats constatant l'admission. Ajoutons avant de finir que l'Union centrale a profité de son exposition pour organiser des concours de dessin entre toutes les écoles de France. Elle a établi des prix de toute nature, pour l'imitation et pour la composition, pour les élèves et pour les maîtres, pour les modèles eux-mêmes. Trois de ces prix peuvent mériter aux lauréats de voyager aux frais de la vaillante association. Ils ne seront pas logés dans un palais, sous un climat doux et clément. Ils ne seront pas richement défrayés; la somme des trois prix ne s'élève pas tout à fait à 3,000 francs. Ils iront en toute liberté, sans beaucoup de contrôle, en vrais pionniers de l'industrie. L'Union centrale pense que ces jeunes gens, arrivés à l'âge où ils savent ce qu'ils veulent, déjà fixés sur leur vocation, tireront profit de ce qu'ils verront, et rapporteront une ample moisson de croquis et de souvenirs. — Du reste, le nombre des envois pour le concours a été immense; cela doit dérouter ceux qui n'y voudraient donner qu'une attention superficielle. Ce qui apparaît dans l'ensemble, c'est une écrasante supériorité des écoles de Paris, notamment des écoles d'hommes, la presque complète nullité de l'éducation d'art dans plus d'un lycée, et la tenue d'un certain rang par les écoles religieuses, dans les départemens comme ailleurs, grâce sans doute à une direction plus uniforme. En résumé une somme de travail énorme, et des résultats satisfaisans; mais que d'efforts perdus, faute de savoir et de direction !

A peine mentionnerons-nous avant de finir l'exhibition des objets de l'Orient, Inde, Perse, Chine et Japon. Nous ne nous étendrons pas davantage sur la belle collection de gravures, dans laquelle Albert Durer, Rembrandt, Van Dyck apparaissent avec tant d'éclat. Cela sort un peu du cadre que nous nous sommes proposé. Nous aimons mieux revenir sur le bon exemple donné par cette association, qui lutte de toutes ses forces et de toutes ses ressources contre l'un des retranchemens où se tient l'ignorance, cette cause de tant de déchiremens, de malentendus, de haines et de mépris réci-

proques. L'initiative de l'association a produit cet avantage assez inespéré qu'une simple étude des besoins de notre éducation est devenue par le fait une enquête populaire et solennelle, une manifestation significative, une affirmation des tendances respectives des peuples qui poursuivent, chacun de leur côté, la recherche de l'art et du beau. De pareilles luttes rapprochent les peuples, tout en excitant leur émulation. Déjà les frontières s'effacent. Elles disparaissent de telle façon que le mot de membres étrangers ayant été prononcée au congrès, un journaliste anglais s'est levé pour protester, déclarant que pour sa part il n'en apercevait point; et peut-être avait-il raison. En ces conciles de l'esprit moderne peu à peu s'élargissent les sentimens d'étroit patriotisme dans lesquels nous sommes habitués à nous mouvoir.

Une partie des résolutions prises sera exécutée, nous en avons l'assurance. De ces assises il résultera donc autre chose que des souhaits formulés; il en restera quelques faits pratiques. En admettant qu'on n'y apprenne cependant qu'à se venir en aide les uns aux autres, à essayer de guérir par des soins communs les plaies de tous et de chacun, ce ne serait pas un si mince avantage. Quant à la société de l'Union centrale elle-même, qui pourrait supposer que son action a été gênée en ces derniers temps par des velléités d'intervention de l'état? L'état, qui ne parvient pas à étreindre tous les objets qu'il embrasse et dont il est surchargé, l'état, qui, pareil à l'avare Achéron des anciens, ne rend guère ce qu'il engloutit, eût aimé, dit-on, qu'une telle société, dont l'expansion devient sensible, ne demeurât pas en dehors de son influence. Peut-être a-t-on songé à revêtir de l'uniforme les principaux chefs, à qui on aurait cru faire beaucoup d'honneur. Ils seraient devenus des sortes de fonctionnaires, et l'Union centrale n'aurait plus été qu'une sorte de rouage administratif. Heureusement elle a jusqu'ici échappé au danger. La voilà en pleine mer, avec un bon vent et des pilotes habiles. Nous espérons qu'elle saura se préserver des écueils.

CH. D'HENRIET.

LE
CHANCELIER DE L'ÉCHIQUIER
ET SON PROJET
DE MONNAIE INTERNATIONALE

On sait quel intérêt s'attache aujourd'hui aux questions monétaires; non-seulement on s'en préoccupe au point de vue de l'influence qu'elles ont pu exercer sur l'augmentation du prix des choses, mais par suite de la prépondérance de l'or dans les échanges internationaux on est amené à se demander, particulièrement en France, si les deux métaux précieux, l'or et l'argent, qui jusqu'à ce jour nous ont servi d'étalon monétaire, doivent continuer à jouer ce rôle l'un et l'autre avec le rapport légal de valeur qui a été fixé entre eux par la loi de germinal an XI. On se demande de plus si, en présence du développement des transactions commerciales entre les peuples et de l'abaissement des barrières qui les séparent, il ne serait pas utile de faire un pas vers une simplification qui aiderait beaucoup au progrès, vers un même système monétaire (1).

On peut dire que depuis quelques années tous les esprits intelligens en Europe sont saisis de cette dernière idée, qui a été examinée avec solennité dans une conférence internationale, en 1867, à l'occasion de l'exposition universelle, reprise ensuite par des commissions spéciales dans chaque état. Enfin, il n'y a pas un mois, notre ministre des finances a senti la nécessité d'ouvrir une grande en-

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre et 15 novembre 1868, 15 mars et 15 août 1869, où nous avons traité ces questions.

quête, comme celle qui a eu lieu en 1865 sur la monnaie fiduciaire, pour rechercher ce qu'il y a de fondé dans les réclamations qui s'élèvent au sujet du double étalon et de l'unité monétaire; mais ce qui a donné une importance toute particulière à ces questions et surtout à celle de la monnaie internationale, c'est une déclaration qui a été faite récemment au sein du parlement anglais par le nouveau chancelier de l'échiquier, M. Lowe. « Je crois, a-t-il dit, répondant à une interpellation qui lui était adressée, que la France et l'Angleterre peuvent réaliser le grand avantage d'avoir une monnaie internationale, et je vais montrer à la chambre comment cela pourrait se faire. Les Français se proposent de frapper une pièce de 25 francs en or, 5 francs de plus que le napoléon; elle vaudrait 22 centimes ou environ 2 pence de moins que notre souverain. Si nous nous décidions à imposer un droit de fabrication, ou *seigneuriage*, qui serait l'équivalent de ces 2 pence, soit d'environ 1 pour 100, nous pourrions les retrancher du poids actuel de notre livre sterling, et nous aurions une monnaie identique à la pièce de 25 francs; de plus elle aurait chez nous la même valeur qu'aujourd'hui, car la plus-value résultant du droit compenserait la diminution du poids. Mais, pour atteindre le but, la France devrait faire un sacrifice de son côté, c'est-à-dire élever son droit de monnayage, qui est aujourd'hui de 1/5 ou de 1/4 pour 100 et le porter à 1 pour 100. Si elle s'y décidait, nous aurions résolu le problème d'une monnaie internationale, au moins en ce qui concerne la France et l'Angleterre. » Et M. Lowe ajoutait que ce serait un grand pas de fait dans la voie de la civilisation. Il y mettait toutefois encore une autre condition, c'était que la France renonçât à son double étalon monétaire, et n'eût plus que l'étalon d'or. Autrement, disait-il, il n'y avait pas de solution possible.

Nous ne nous étendrons pas beaucoup sur cette dernière condition, elle est tellement évidente en soi qu'il ne paraît pas nécessaire de la discuter. Posséder le double étalon, ce n'est pas avoir les deux métaux précieux à la fois, pour choisir celui dont on a besoin selon les circonstances; c'est les avoir alternativement, tantôt l'un, tantôt l'autre, et toujours celui qui est le plus déprécié; s'il arrive que ce soit l'argent, comment s'entendrait-on avec les pays qui n'ont que l'étalon d'or, avec l'Angleterre notamment? N'est-il pas curieux vraiment de s'entendre dire du haut de la tribune anglaise que nous sommes, avec notre organisation monétaire actuelle, un obstacle au progrès, et que le double étalon, si cher à quelques personnes chez nous et que l'on voudrait nous faire conserver à tout prix, rend impossible la réalisation de l'unité monétaire? Il y a lieu d'espérer qu'on sera frappé de ces paroles, et qu'on ne s'obstinera pas

plus longtemps, en vue de l'intérêt qui s'attache à la monnaie internationale, à maintenir un état de choses ainsi condamné.

Pour juger de l'importance de la déclaration de M. Lowe et de l'effet qu'elle dut produire, il faut savoir que c'est en Angleterre surtout que la question de la monnaie internationale, depuis qu'elle est posée, a rencontré le plus de résistance. L'année dernière encore, une commission spéciale composée des hommes les plus éminens, tout en signalant les bienfaits de l'unité monétaire, proclamait qu'il était impossible de l'accomplir sans apporter un trouble considérable dans les affaires, et qu'on avait lieu de se demander si les avantages balanceraient les inconvéniens; dans tous les cas, elle n'était pas d'avis d'adopter une combinaison qui aurait pour effet d'altérer la valeur de la livre sterling, disant que c'était la monnaie la plus répandue dans le monde, celle qui réglait le plus de transactions, et qu'en y touchant on porterait une atteinte sérieuse à tous les contrats. Elle combattait notamment le système déjà connu d'une réduction de 2 pence dans la livre sterling pour l'assimiler à la pièce de 25 francs. Or voilà que tout d'un coup le chancelier de l'échiquier, reprenant ce système pour son compte, se déclare tout prêt à l'exécuter, ajoutant que l'œuvre sera très facile, qu'il n'en coûtera rien à personne, que la livre sterling réduite de 2 pence aura toujours la même valeur, et que le moyen consiste tout simplement à imposer, lors de la fabrication, un droit équivalent. Moyennant ce droit, le gouvernement pourrait se charger en outre d'entretenir la monnaie en bon état, de retirer de la circulation les pièces trop usées et de les remplacer par des neuves, ce qui aurait pour conséquence de ne pas laisser peser sur les plus malheureux, comme cela arrive aujourd'hui, le poids de ce retrait et la perte qui en résulte.

Cette question du retrait des pièces trop usées est en effet très délicate; elle n'est pas résolue de la même manière dans tous les pays. En Allemagne, en Hollande, lorsque la pièce est tombée par l'usure au-dessous du poids de tolérance, c'est l'état qui la retire à ses frais. En France et en Angleterre, le retrait est opéré à la charge du porteur; tant pis pour celui qui l'a reçue, il devait y faire attention, l'état ne lui doit rien pour son imprévoyance. Nous aimons mieux la pratique opposée. En définitive, c'est l'état qui émet la monnaie; elle circule sur la foi qu'il inspire, sur la garantie qu'il a donnée de l'exactitude du titre et du poids; c'est donc lui qui doit être responsable des altérations qu'elle peut subir, et notamment de l'usure. L'honneur et la loyauté du gouvernement le veulent ainsi. On ne peut pas admettre que quelqu'un puisse, par surprise, être victime de la confiance qu'il a eue dans l'empreinte de l'état gravée sur la monnaie et indiquant sa valeur, et il s'agit là d'un préjudice

qui peut être considérable. M. Jevons, dans une enquête très minutieuse qu'il a faite en Angleterre sur l'état de la circulation métallique, est arrivé à constater qu'il y avait dès à présent, de l'autre côté du détroit, 31 pour 100 des souverains et demi-souverains en circulation qui n'avaient plus le poids légal, que le souverain mettait dix-huit ans environ à descendre au-dessous de ce poids, et le demi-souverain dix ans seulement. C'est la Banque d'Angleterre qui est chargée d'opérer le retrait des pièces trop usées; lorsque celles-ci arrivent à ses guichets, elle les pèse, en paie le poids, et la perte est pour celui qui les présente. M. Jevons a calculé que des maisons de commerce et de banque de province, car c'est surtout en province que vont les pièces suspectes, avaient perdu ainsi des sommes considérables, 2,000 livres sterling l'une, 4,000 livres sterling l'autre, et plus encore. Peut-on laisser les choses dans cette situation? M. Lowe ne l'a pas pensé; il a cru qu'il était du devoir de l'état d'y remédier, et que si l'on faisait tant que de modifier le système monétaire, de prélever un droit pour la fabrication, on devait y ajouter ce qui serait nécessaire pour que le gouvernement prît à sa charge le retrait des pièces trop usées.

Cette partie de la déclaration du chancelier de l'échiquier n'a pas soulevé grande objection; elle était incidente et accessoire; l'objet principal, c'était la proposition de diminuer la livre sterling avec la théorie que, moyennant un droit ou seigneuriage, on pouvait regagner en plus-value ce qu'on perdrait en poids. Aujourd'hui, en Angleterre, on ne prélève aucun droit pour la fabrication de la monnaie; tout individu qui apporte un lingot doit en recevoir exactement le poids en souverains et demi-souverains. Seulement il faut le temps de la fabrication, il y a un délai à courir avant la délivrance de ces souverains et demi-souverains, délai qui entraîne une perte d'intérêt; on préfère dans la pratique s'adresser à la Banque d'Angleterre, qui paie comptant le lingot qu'on lui apporte, mais qui l'achète légèrement au-dessous de sa valeur : 3 livres 17 shillings 9 deniers l'once d'or, au lieu de 3 livres 17 shillings 10 deniers 1/2 que celle-ci vaut réellement. Cette différence de 1 denier 1/2 par once, ou environ 1/6 pour 100, représente la perte d'intérêt que subiraient ceux qui voudraient attendre la délivrance des souverains et demi-souverains monnayés; mais elle ne profite pas à l'état. La Banque d'Angleterre seule en tire avantage à cause du privilége qu'elle a de pouvoir mettre en circulation une quantité de billets proportionnelle aux métaux précieux qu'elle possède, qu'ils soient monnayés ou non. Il est donc vrai de dire qu'en Angleterre l'état fabrique la monnaie gratis. En France, depuis 1835, le droit pour la fabrication est de 6 francs 70 cent. par kilogramme d'or à

9 dixièmes de fin, représentant une valeur de 3,093 fr. 30 cent., ce qui fait environ 1/5 pour 100, que l'on paie directement à l'entrepreneur chargé du monnayage pour le compte de l'état, ou plutôt qui est retenu d'avance sur la valeur du lingot. Maintenant il faut y ajouter la perte d'intérêt pendant le délai de fabrication. Ce délai était autrefois de huit jours : après huit jours, on recevait en monnaie d'or le montant exact du lingot qu'on avait apporté, sauf la retenue; mais depuis la découverte des mines de la Californie et de l'Australie il a été impossible de s'en tenir à ces limites, la fabrication était devenue trop considérable. Une circulaire ministérielle du mois de décembre 1850 est venue décider que l'entrepreneur de la Monnaie délivrerait des bons de paiemens de façon à n'avoir jamais à en acquitter pour plus d'un million par jour, de sorte qu'aujourd'hui le délai pour recevoir en pièces neuves le montant des lingots est incertain et variable; il dépend de la quantité d'or qui est à monnayer, il peut être très court, comme il peut être assez long. Nous le supposerons en moyenne d'un mois, et nous calculerons l'intérêt sur le pied de 4 pour 100; c'est beaucoup plus que celui qui règne dans le commerce et que la Banque fait payer depuis trois ans. Un mois d'intérêt à 4 pour 100 par an représente 33 centimes ou 1/3 pour 100; si on y ajoute le 1/5 pour 100 qui représente le droit, on arrive à 1/2 pour 100 environ; 1/2 pour 100, tel est le maximum de ce qu'il en coûte en France, tout compris, pour faire fabriquer de la monnaie d'or. En Italie, en Belgique, dans les états qui ont adhéré à la convention de 1865, le droit doit être à peu près le même; il est de 1/2 pour 100 aussi en Prusse. La Russie est le seul pays d'Europe qui, avec l'Angleterre, ne prélève rien; mais aux États-Unis, dans l'Inde, dans l'Australie, le droit est de 1 pour 100, et avec le délai de fabrication il monte à 1 1/3 et même 1 1/2 pour 100.

La franchise du monnayage remonte en Angleterre au règne de Charles II, au commencement du XVIIe siècle. Elle avait d'abord été établie à titre provisoire; elle fut rendue définitive en 1769. Adam Smith suppose que cette franchise fut accordée dans l'intérêt de la Banque d'Angleterre, qui avait besoin de remplir ses caisses, et qui trouvait commode de rejeter sur le trésor public les frais de fabrication. Une autre considération contribua encore à la maintenir; on s'imaginait qu'elle favorise le commerce extérieur, et que plus la valeur intrinsèque de la monnaie est rapprochée de la valeur nominale, plus elle est en faveur auprès des étrangers, qui ne reçoivent en général la monnaie que pour sa valeur réelle. Quoi qu'il en soit, les Anglais tiennent beaucoup à cette absence chez eux de tout droit régalien; il leur semble que la dignité de l'état y est intéres-

sée, et que ce serait un peu revenir aux pratiques du moyen âge que d'agir autrement. On comprend combien dans cette disposition d'esprit ils ont pu être surpris et choqués de la déclaration de M. Lowe, qui, non-seulement parle de prélever un droit sur la monnaie, droit modéré comme celui qui existe en Europe, mais propose de le porter sur-le-champ à son maximum, à 1 pour 100, en invoquant les exemples de l'Australie, de l'Inde et des États-Unis et en s'appuyant sur une théorie de plus-value qui a paru très contestable. Aussi de tous les côtés est-il arrivé des réclamations; il n'y a pas en ce moment de l'autre côté du détroit de question économique qui soit plus discutée que celle-là, et on peut dire que jusqu'à ce jour les adversaires du système du chancelier de l'échiquier sont plus nombreux que ses défenseurs.

I.

On dit d'abord, et ce sont les moins hostiles qui parlent ainsi : Nous voulons admettre la théorie de la plus-value, nous reconnaissons en principe que le métal monnayé a plus d'avantages que le lingot, que par suite il doit avoir plus de valeur; mais cet effet n'est pas toujours immédiat, il ne le sera pas surtout dans un pays qui était accoutumé à ne recevoir la monnaie que pour sa valeur intrinsèque, il lui faudra le temps de s'habituer au droit nouveau et de le prendre en considération dans les échanges; de plus il en est de la monnaie comme de toute chose; elle aura son prix de revient et son prix commercial, l'un comprenant la valeur de la matière première plus les frais de fabrication, l'autre dépendant de sa valeur vénale eu égard à l'état du marché et aux rapports de l'offre et de la demande. Il n'est donc pas sûr qu'à tous les momens le prix commercial soit identique au prix de revient. S'il ne l'est pas, si la monnaie, devenant plus abondante que les besoins, s'entasse improductive dans les caisses des banques, comme nous le voyons aujourd'hui, on ne la prendra peut-être point, en raison de cette trop grande abondance, au prix de fabrication, et si on ne la prend pas pour ce prix, il y a trouble dans les relations, les créanciers sont frustrés, ils ne reçoivent pas ce qu'ils ont prêté, ce qu'ils ont le droit d'attendre. Il peut arriver encore, — ce sont toujours les adversaires de M. Lowe qui parlent, — que les métaux précieux pris en général, abstraction faite de toute main d'œuvre, aient moins de valeur à une époque qu'à une autre. Si vous rencontrez de ces momens au milieu de votre réforme, et que le public s'aperçoive qu'il ne peut plus acheter avec les nouveaux souverains les mêmes choses qu'avec les anciens, il n'ira pas chercher dans la science économique les raisons de cette

différence; il se rappellera que vous avez diminué le poids de la livre sterling de 2 pence, il vous accusera de l'avoir trompé et d'avoir falsifié les monnaies. C'est toujours une chose grave que de froisser en pareille matière les instincts populaires et de faire au public des théories qu'il n'apprécie pas. On est, d'un autre côté, beaucoup plus sévère encore; on nie absolument que la plus-value puisse jamais compenser la diminution en poids de 2 pence dans la livre sterling, et voici comment on raisonne. — La livre actuelle pèse 123 grains, correspondant à une valeur intrinsèque de 25 francs 20 ou 22 cent. Son prix courant ou commercial oscille entre 25 francs 22 cent. et ce prix augmenté de ce qu'on a dû payer pour le délai de fabrication, soit 1 penny 1/2 : elle ne peut pas valoir moins que la valeur intrinsèque; autrement on la fondrait pour la vendre en lingot, et elle ne peut valoir plus que cette valeur augmentée du penny 1/2; autrement encore on la ferait fabriquer directement, et on profiterait soi-même de la différence. Par conséquent sa valeur réelle est entre un maximum de 25 fr. 26 cent. et un minimum de 25 fr. 20 ou 22 cent. Si vous en retranchez un grain, qui représente 22 cent., pour le remplacer par un droit équivalent, elle ne vaudra jamais, en supposant que la plus-value égale quelquefois le montant du droit, qu'un maximum de 25 francs 22 cent., et elle pourra descendre à un minimum de 25 fr., qui sera la valeur intrinsèque. Son prix courant sera entre les deux, il ne compensera donc pas d'une façon normale et permanente le prix actuel de la livre sterling. Ce raisonnement est rigoureux, et on ne voit pas ce qu'on y pourrait répondre, la question étant ainsi posée.

On établit encore un autre dilemme. On dit au chancelier de l'échiquier, qui veut réduire la livre sterling de 2 pence pour l'assimiler à la pièce française de 25 francs : De deux choses l'une, ou le nouveau souverain réduit en poids vaudra l'ancien par l'effet de la plus-value, c'est-à-dire 25 francs 22 cent., et alors il n'est pas assimilé à la pièce de 25 francs du gouvernement français; ou, s'il lui est assimilé, il n'est pas l'équivalent de la livre sterling, il ne peut pas valoir à la fois 25 francs 22 cent. en Angleterre, et 25 francs juste pour les rapports avec la France. Cet argument n'est point sans réplique, il y a un point de vue auquel on ne fait pas attention : il s'agit, remarquons-le, de faire de la pièce de 25 francs une monnaie internationale; on la frapperait en France également d'un droit de 1 pour 100, car on suppose qu'on se mettrait sur ce point d'accord avec notre pays. Alors elle ne vaudrait pas seulement 25 fr. comme aujourd'hui, elle vaudrait cette somme plus le montant du droit nouveau; elle les vaudrait d'autant plus qu'elle aurait une utilité particulière en traversant la frontière; on ne serait plus obligé de la

refondre pour la faire entrer dans les échanges de peuple à peuple. Il n'y a donc pas la contradiction qu'on imagine. La pièce de 25 francs, type de la nouvelle unité monétaire, ne sera pas la pièce française actuelle; elle lui sera supérieure du montant du droit de fabrication proposé, c'est-à-dire de 1 pour 100.

Voyons maintenant une autre objection; celle-là émane d'un homme considérable et dont le nom fait autorité en matière de finance. Elle est d'une nature toute spéciale, et, si elle avait le fondement qu'on suppose, elle suffirait pour condamner le projet. Lord Overstone, dans une lettre qu'a publiée le *Times*, fait ce raisonnement : — Il n'y a pas à s'occuper de savoir si le souverain abaissé d'un certain poids acquerra ou non une plus-value proportionnelle au droit de fabrication. C'est de la théorie, et elle est au moins douteuse; ce qui est certain, c'est que l'état ne peut rien changer à la monnaie. Lorsque j'ai contracté avec une personne, celle-ci a pris vis-à-vis de moi, si je suis créancier, l'engagement de me payer en monnaie représentée par un certain poids d'or avec un titre déterminé. Je dois recevoir ce poids au titre voulu, quoi qu'il arrive, et vous ne pouvez pas me frustrer d'une partie. Vous me dites, en diminuant le poids, que je recevrai la différence en plus-value; mais c'est une affaire d'appréciation et au moins un risque à courir : vous ne pouvez pas m'y exposer. Si vous le faites, vous changez les conditions de mon contrat. — Dans cet ordre d'idées, on est même allé jusqu'à invoquer des précédens législatifs, jusqu'à rappeler des déclarations de la chambre des communes portant que l'étalon monétaire serait toujours conservé dans son poids, son titre et même avec sa dénomination.

On le voit, la question n'est pas aussi simple qu'a paru le croire M. Lowe : il n'avait pas prévu toutes ces objections; autrement il se serait appliqué à les réfuter, ne fût-ce que pour dégager le terrain des premières difficultés. La principale, à notre avis, n'est pas la question de droit soulevée par lord Overstone. On a beau dire qu'on a contracté en vue de recevoir une quantité déterminée d'or, celle qui résultait de l'état actuel de la circulation métallique, et qu'il n'est pas permis au gouvernement de rien changer à cet état, ce qui modifierait la situation respective des parties; la question ne se pose pas d'une façon aussi rigoureuse. Quand on contracte avec quelqu'un et qu'on stipule une certaine somme pour le paiement, c'est moins en vue du poids métallique représenté par cette somme que de la valeur qu'elle aura réellement. Or si, malgré la diminution du poids, il n'y a rien de changé dans la valeur, si on doit recevoir toujours exactement ce qu'on était en droit d'attendre, c'est-à-dire une monnaie ayant la même faculté d'acquisition par rapport aux autres

choses, personne n'est lésé. En définitive, ce ne sont pas des médailles qu'on veut avoir pour les déposer dans un musée; on veut un instrument d'échange qui ait la même puissance. Toute la question est donc de prouver que, malgré la diminution de poids remplacée par un droit de monnayage, la livre sterling a toujours la même valeur. Et quant aux déclarations législatives relatives au maintien du poids et de la finesse du métal servant de monnaie, on oublie, comme l'a très bien fait remarquer dans une lettre adressée à l'*Economist* un homme très compétent, M. Hendriks, que depuis l'année 1696, à laquelle on fait remonter la première de ces déclarations, il y a eu en Angleterre six changemens dans le type monétaire, savoir : en 1717 pour introduire l'étalon d'or à côté de l'étalon d'argent, qui seul existait en 1696, — en 1774 pour rendre impossible l'emploi de la monnaie d'argent dans les paiemens au-delà d'une somme de 25 livres sterling, — en 1783 pour remettre les deux métaux sur le pied d'égalité, — en 1797 quand les *banknotes* eurent cours forcé, — l'année suivante pour subordonner de nouveau l'argent à l'or, — enfin en 1817, où l'on consacra définitivement l'étalon d'or unique en abaissant le poids de l'argent de près de 3 pour 100, et en le condamnant à n'être plus qu'une monnaie d'appoint jusqu'à concurrence de 2 livres sterling.

On peut ajouter encore que dans une période qui s'étend de 1670 à 1718 l'or monnayé lui-même fut abaissé, comme poids, d'environ 2 pour 100. Par conséquent on se trompe sur la valeur de ces déclarations; elles n'avaient pas pour but d'empêcher les modifications que le temps rendrait nécessaires, mais tout simplement de mettre obstacle à ces pratiques scandaleuses du moyen âge, par lesquelles des rois peu scrupuleux falsifiaient les monnaies en vue de se créer des bénéfices illicites. Si la thèse de lord Overstone était vraie, on aurait eu tort dans le passé de faire ce qu'on a fait, on aurait dû s'en tenir à l'étalon d'argent de 1696, et ceux, qui, pour des contrats de rente ayant pris leur origine à cette époque et dont les effets durent encore, reçoivent aujourd'hui des souverains d'or au lieu de la monnaie d'argent qu'ils avaient en vue lorsqu'ils contractèrent, seraient assurément frustrés dans leurs droits. Cependant qui oserait le soutenir? — Il faudrait aussi ne plus jamais rien changer à ce qui existe, repousser toute amélioration sous prétexte qu'elle serait contraire aux prévisions d'un contrat; en un mot, ce serait la doctrine de l'immobilité absolue. La monnaie est établie pour l'utilité commune, c'est un instrument d'échange qu'on s'applique de jour en jour à perfectionner; si on trouve un perfectionnement qui ne lèse aucun intérêt, on ne peut pas se laisser arrêter par des formules judaïques comme celle de lord Overstone.

II.

Ceci dit sur l'objection de droit, voyons maintenant le côté économique de la question. Le seigneuriage, ou le droit de 1 pour 100 n'est-il pas trop élevé pour être compensé par la plus-value dont on parle? Il est certain qu'en principe le droit de fabrication doit ajouter à la valeur de la monnaie. C'est comme une étoffe qui vient d'être convertie en vêtement; elle vaut plus sous cette forme parce qu'elle répond à des besoins qu'elle ne satisfaisait pas auparavant. Le lingot fabriqué en monnaie acquiert une utilité qui doit se traduire par une augmentation de valeur. Tous les économistes à peu près sont d'accord sur ce point, et il y en a un, M. Stuart Mill, qui a illustré ce principe par un exemple qu'il est bon de citer. « Supposez, dit-il, que le gouvernement ouvre une boutique où, sur la remise d'une certaine quantité d'étoffes, il délivrerait, sans aucune retenue, la même quantité confectionnée en vêtemens, le vêtement ne vaudrait pas plus sur le marché que l'étoffe. Il en serait autrement le jour où il ferait payer les frais de fabrication. » De même pour la monnaie comparée au lingot.

Mais, si on est d'accord sur le principe, on ne l'est pas sur les conséquences. Il est des économistes qui distinguent dans ce qu'on appelle le seigneuriage deux choses qui s'y trouvent en effet : d'abord la part relative aux frais réels de fabrication, ensuite celle qui est prélevée par l'état à titre de droit du seigneur, ce qui explique le mot de seigneuriage. Ils admettent bien qu'on puisse exiger le montant des frais réels de fabrication, car en définitive le monnayage est un service rendu, et l'état n'est pas tenu plus que les particuliers de le rendre gratuitement; ils reconnaissent que la plus-value pourra être proportionnelle à ces frais, c'est ici une question de mesure, et comme maintenant, grâce aux progrès de la science et au perfectionnement des machines, on arrive à fabriquer la monnaie à très bon compte, à 1/5 ou 1/4 pour 100 de dépense, on comprend qu'il n'y ait pas lieu de s'en préoccuper beaucoup; mais ils ne veulent pas de cette autre part, qui constituerait un impôt, et qui dans le système de M. Lowe serait considérable, s'élèverait à plus de 3/4 pour 100. Ils voient là une exaction, un souvenir des temps passés, et ils n'admettent pas qu'il puisse jamais y avoir dans la plus-value de la monnaie une compensation équivalente. C'est la théorie qui semble avoir le plus de faveur aujourd'hui, précisément parce qu'elle s'écarte davantage des pratiques d'autrefois. Il est cependant d'autres économistes, et parmi eux des plus autorisés, tels que MM. Smith et Ricardo, qui croient que le seigneuriage peut

s'élever très haut, sans que la valeur de la monnaie en souffre. Le premier parle d'un droit de 8 pour 100 qui aurait existé en France (ce qui est une erreur), et qui n'aurait eu, dit-il, aucun inconvénient. Il en accepterait volontiers un de 2 pour 100, et le jugerait même nécessaire pour empêcher la monnaie d'être fondue et pour l'obliger à rentrer dans les pays où elle a été fabriquée, quand elle en est sortie; car il part de ce principe que, n'étant reçue au dehors que pour sa valeur intrinsèque et jouissant à l'intérieur de la plus-value qui résulte du droit, elle aurait intérêt à revenir. — Quant à Ricardo, il n'est préoccupé que de la fraude dans l'élévation du droit; il craint que les particuliers n'arrivent à imiter le coin de l'état et à profiter du bénéfice; sans cela, dit-il, il n'y a pas de droit si élevé qu'un gouvernement ne puisse établir sans voir la plus-value de la monnaie monter en conséquence. Il s'appuie sur l'utilité très grande de la monnaie, sur le monopole de fabrication dont jouit l'état, et aussi sur la supposition que celui-ci n'abusera pas de son droit pour en fabriquer au-delà des besoins. C'est la même idée qui faisait dire à Thomas Tooke que si, dans une circulation métallique qui s'élèverait à 20 millions de livres sterling, on enlevait à chaque pièce un vingtième de son poids, toutes choses restant égales, la pièce diminuée d'un vingtième aurait encore la même valeur, mais que si on s'avisait de profiter de ce vingtième pour augmenter d'autant la circulation et faire qu'il y eût 21 millions de livres sterling au lieu de 20, les 21 millions ne vaudraient pas plus que les 20.

Autrefois, quand les souverains altéraient les monnaies et leur enlevaient une partie de leur poids, ils comptaient aussi sur l'utilité de la monnaie et sur le monopole de la fabrication pour faire accepter leurs exactions; ils espéraient que la monnaie altérée aurait toujours la même valeur qu'auparavant. Ils étaient dans l'erreur quant aux principes : la monnaie altérée n'avait plus la même valeur, et le prix des choses ne tardait pas à s'élever; mais ils ne se trompaient pas absolument sur leur propre intérêt. D'abord il fallait un certain temps pour qu'on s'aperçût de la fraude et que les transactions tinssent compte de la dépréciation. Pendant ce temps, ils pouvaient écouler sans trop de désavantage leur nouvelle monnaie; puis, comme on avait un besoin plus ou moins grand de numéraire, qu'il n'y en avait jamais trop en circulation, on consentait encore à donner à ces monnaies falsifiées une plus-value, non pas proportionnelle à la diminution du poids ou du titre, mais beaucoup plus importante que ne le comportaient les frais réels de fabrication. Si la diminution de poids était d'un dixième, celle de la valeur pouvait n'être que d'un quinzième, ce qui était un grand

encouragement au renouvellement de cette fraude. — Il n'en serait plus de même aujourd'hui. Les métaux précieux, comme instrument d'échange, sont aussi nécessaires, plus nécessaires peut-être qu'au moyen âge, mais ils ne le sont plus autant sous la forme monnayée. La facilité des transports, la rapidité des communications ont permis d'y suppléer par le lingot lui-même; celui-ci est parfaitement reçu dans les échanges internationaux, surtout lorsqu'il s'agit de gros paiemens; on le préfère même à la monnaie, parce qu'il est plus facile à expédier et qu'il a toujours un poids plus exact. On peut encore, pour la circulation intérieure, faire un usage combiné du lingot et du papier. On n'a qu'à déposer le premier dans une banque ou un établissement public, comme autrefois à Hambourg ou Amsterdam, se faire délivrer des récépissés de dépôt et les diviser en autant de coupures qu'on le voudra; ils feront exactement l'office de monnaie. Ce moyen, imaginé déjà au moyen âge pour se mettre à l'abri des falsifications monétaires, pourrait être singulièrement développé aujourd'hui. Par conséquent l'usage du lingot et la possibilité qu'on aurait de l'étendre est un frein pour empêcher les abus ou les fraudes du monnayage. Les gouvernemens ont beau, comme au moyen âge, avoir le monopole de la fabrication, il ne leur est plus possible de dépasser une certaine limite dans le droit à exiger, sous peine d'être frustrés dans leur attente et d'aboutir à ce résultat, qu'on se passerait, dans une certaine mesure, sinon complétement, de leurs services. Ajoutez à cela les ressources du crédit sous ses diverses formes, et ici nous ne parlons pas des systèmes chimériques, plus ou moins ingénieux, mais de ceux qui ont pour base la garantie de l'encaisse métallique. On voit que la situation est tout autre qu'autrefois. Le seigneuriage aujourd'hui doit se borner à représenter les services que rend la monnaie comparativement au lingot.

Un homme très considérable en Angleterre, qui a occupé et occupe encore des positions très importantes dans la politique et dans les affaires, M. Goschen, interrogé devant la commission d'enquête sur l'effet du droit de 1 pour 100, correspondant à une réduction de 2 pence dans le poids de la livre sterling, répondit que dans son opinion la compensation n'existerait pas, et qu'on arriverait à se passer de la monnaie; il indiquait comme moyens l'introduction du papier de banque dans les pays qui ne le connaissent pas encore ou qui ne le connaissent qu'imparfaitement, la multiplication des *clearing-houses*, de ces établissemens où les transactions les plus importantes se soldent à peu près sans numéraire. « Et alors, disait-il, la monnaie étant moins demandée, devenant trop abondante par rapport aux besoins, il serait impossible de lui faire payer le droit qu'on se propose d'établir. » Il ajoutait aussi que, malgré son

caractère légal, la monnaie est, comme les autres marchandises, soumise à des fluctuations, qu'elle n'a pas constamment la même valeur. Aujourd'hui, parce qu'on en a besoin, on en fait fabriquer, on consent à payer le droit de 1 pour 100 exigé par l'état, et alors il est probable que la plus-value sera proportionnelle; mais personne ne peut répondre qu'elle le sera encore demain, si par une cause quelconque la monnaie est moins demandée, et la perte pourra s'élever jusqu'au montant du droit ou à peu près.

Pour justifier ce droit de 1 pour 100, M. Lowe, avons-nous dit, a cru pouvoir invoquer les exemples de l'Australie, de l'Inde et des États-Unis; il n'a pas réfléchi que ces exemples-là ne prouvaient rien pour l'Europe, et que la situation était toute différente. En Australie d'abord, ce qui abonde, ce dont on n'a pas toujours l'emploi, c'est le lingot; il sort des mines, et tout le monde a besoin de lui donner au plus vite la forme sous laquelle il entre le mieux dans toutes les transactions, c'est-à-dire celle de la monnaie. Il n'est donc pas étonnant qu'on consente à payer un droit de 1 pour 100; cette retenue est compensée largement par le service rendu, et il est probable qu'il en résulte une plus-value proportionnelle, si même elle n'est pas supérieure. C'est une question de rapport de l'offre à la demande. Dans l'Inde, pour d'autres raisons, il faut aussi de la monnaie; les Indiens ne connaissent pas le lingot, ils ne l'accepteraient pas, d'abord parce qu'ils ne pourraient pas l'adapter à leurs besoins journaliers, ensuite parce que les métaux précieux n'ont de valeur pour eux que sous l'empreinte et avec la garantie de l'état. Il n'est pas surprenant non plus que le négociant de Calcutta ou de Bombay qui a reçu un lingot préfère le monnayer et payer 1 pour 100 plutôt que de le garder improductif dans sa caisse, ou de l'envoyer à Londres en échange de souverains dont il aurait à payer le retour. De même enfin aux États-Unis, où s'écoulent directement les produits de la Californie, c'est la monnaie qui fait la loi au lingot, et l'on y subit volontiers un droit plus ou moins élevé pour l'obtenir. On peut ajouter que dans ces pays, en Australie et en Californie surtout, il y a une telle marge pour les bénéfices dans toutes les industries qu'on paie facilement un peu plus cher ce qui est utile, parce qu'on trouve soi-même à vendre dans les mêmes conditions; mais dans notre vieille Europe où le lingot n'est pas plus abondant que la monnaie, où il est au contraire plus rare et assez employé, nous sommes moins disposés à payer un droit élevé pour le convertir en monnaie. Nous n'avons pas non plus la même marge dans les bénéfices de nos opérations industrielles et commerciales. Il y a longtemps que la concurrence, une concurrence très active, est venue les limiter, et il ne serait pas indifférent pour nous, comme

il peut l'être au-delà de l'Atlantique, d'ajouter 1/2 ou 3/4 pour 100 de plus aux frais actuels du monnayage.

Toutes ces objections sont graves. Malgré cela, nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de se prononcer absolument contre les idées de M. Lowe et de dire que la plus-value de la monnaie ne pourra jamais compenser le droit de 1 pour 100 qu'il se propose d'établir. En définitive, quelque extension que puisse prendre l'usage du lingot, il ne remplacera jamais complétement la monnaie. Celle-ci répond à des besoins que le lingot ne satisfait pas, elle entre dans les relations quotidiennes et sert de base à toutes les transactions de détail; on pourra l'économiser, mais on ne pourra pas la supprimer. On dit qu'elle sera beaucoup moins demandée, si on la soumet à un droit élevé. Cela est possible, mais il importe peu pour la théorie de M. Lowe que la monnaie soit abondante ou qu'elle ne le soit pas : il suffit qu'en vertu de l'utilité toute spéciale dont elle jouit, elle soit assez recherchée, et elle le sera certainement, pour qu'on consente à payer le droit; si on y consent, c'est que la plus-value sera proportionnelle. Ce qui faisait autrefois que la monnaie falsifiée, abaissée dans son titre ou dans son poids, ne tardait pas à perdre de sa valeur, c'est que les souverains qui se livraient à ce genre d'opérations ne prenaient pas soin de limiter l'émission de la monnaie nouvelle. Comme ils y trouvaient un grand profit, ils l'augmentaient au contraire le plus qu'ils pouvaient, au moins dans la mesure du poids qu'ils avaient enlevé à l'ancienne. On peut supposer qu'aujourd'hui la pratique serait tout autre. L'état, avant de fabriquer la monnaie aux conditions nouvelles, attendrait qu'on vînt la lui demander, il ne la mettrait en circulation qu'autant que les besoins s'en feraient sentir, et alors l'équilibre s'établirait nécessairement entre le prix courant et le prix de revient. Et si on était tenté de croire que l'état ferait fabriquer outre mesure pour profiter de son droit et réaliser plus de bénéfices, ne pourrait-on pas dire qu'il serait arrêté lui-même par la valeur du lingot. Si la monnaie était trop abondante, le prix du lingot monterait : ce serait même la seule manière de montrer que la valeur de la monnaie ne reste pas au taux qu'il plaît au gouvernement de lui assigner; alors l'état, obligé de payer la matière première plus cher qu'il ne faudrait pour la valeur légale de la monnaie, cesserait de fabriquer; c'est ce qui arrive aujourd'hui. Pourquoi n'a-t-on pas fabriqué de pièces de 5 francs d'argent pendant près de quatorze ans, de 1853 à 1867? — Parce que ce métal valait plus en lingot qu'en monnaie. Si l'on recommence depuis deux années à en produire, c'est parce que la valeur commerciale du métal a baissé. Il y a un tarif d'après lequel l'établissement qui est chargé de nous ap-

provisionner de numéraire achète des métaux précieux; si ceux-ci tombent au-dessous du tarif ou ne le dépassent pas, l'établissement achète et fabrique de la monnaie; s'ils le dépassent, il s'arrête. Nous ne croyons donc pas que l'état soit en mesure d'abuser, malgré l'intérêt qu'il aurait à prélever son droit de 1 pour 100. On dit, il est vrai, que la fraude pourrait exister. Ce serait en effet une grande tentation qu'un bénéfice de 1 pour 100, d'autant plus qu'il ne s'agirait pas de faire de la fausse monnaie, mais tout simplement d'imiter le coin de l'état et de fabriquer au même poids et au même titre que lui. C'est ici une affaire de police : l'état sait déjà se défendre dans l'exercice de plus d'un monopole; il ne lui serait pas plus difficile de se protéger dans l'exercice de celui-ci.

III.

Ce qui nous frappe, quant à nous, ce sont des difficultés d'un autre ordre. D'abord on n'est pas sûr d'amener tous les gouvernemens à adopter un droit aussi élevé sur la fabrication de la monnaie. Ceux qui aujourd'hui ne demandent qu'un 1/5 ou 1/4 pour 100, — car le délai de fabrication ne doit pas être compté, attendu qu'il devrait exister encore après la réforme, sous peine de la rendre insuffisante, — ces gouvernemens-là trouveraient peut-être excessif d'augmenter tout d'un coup le droit de 3/4 pour 100. Et si on admet qu'ils y consentent, en vue des avantages de la monnaie internationale, on est placé immédiatement en face d'un autre dilemme beaucoup plus rigoureux que ceux que nous avons déjà indiqués. Que fera-t-on de la monnaie nationale, de celle qui ne doit pas traverser les frontières et qui est obligée de rester à l'intérieur? La soumettra-t-on aux mêmes droits de fabrication que la monnaie universelle? Ce serait injuste, car, n'ayant pas les mêmes avantages, elle ne pourrait avoir la même plus-value; elle se déprécierait nécessairement ou plutôt on n'en fabriquerait plus, ce qui gênerait beaucoup les transactions particulières dans chaque état, et rendrait la transition difficile vers l'unité monétaire. Si on la laisse au contraire avec son droit de 1/5 ou 1/4 pour 100, tandis que l'autre paiera 1 pour 100, il est à craindre qu'elle ne soit recherchée à cause de sa valeur intrinsèque, supérieure à celle de la monnaie internationale, qu'elle n'entre en concurrence avec celle-ci, qu'elle ne lui soit même préférée; alors nous retomberions dans tous les inconvéniens du système actuel, nous n'aurions d'unité monétaire que pour la forme. Cette difficulté est très grave, et nous n'en connaissons pas de plus sérieuse pour empêcher la réalisation du plan de M. Lowe. Déjà aujourd'hui notre propre monnaie, nos pièces de 10 et 20 francs sont

accueillies en Europe, même ailleurs, et font quelque peu l'office de monnaie universelle. Supposons que demain ce soit la pièce de 25 francs à laquelle on donne ce caractère en l'imposant d'un droit de 1 pour 100, tandis que les pièces de 10 francs et de 20 fr. continueraient à être frappées au droit actuel de 1/5; il n'est pas sûr que la première soit plus recherchée que les autres, et, si elle ne l'est pas, tout l'édifice de l'unité monétaire s'écroule immédiatement.

Si on tient tant à la pièce de 25 francs et qu'on veuille en faire la monnaie universelle, au lieu de discuter avec les Anglais sur ce qu'on peut retrancher plus ou moins légalement du poids de la livre sterling, sur ce que le seigneuriage peut y ajouter de plus-value, questions toujours très sujettes à contestation, il nous paraîtrait plus simple de déterminer nos voisins à faire le sacrifice complet de cette livre sterling et à la remplacer par la pièce de 25 francs telle qu'on la propose. On établirait un règlement pour les anciens contrats; on donnerait une compensation à tous les créanciers. De cette façon au moins personne ne serait lésé; on ne serait plus obligé d'élever le droit sur la monnaie à un taux excessif, on pourrait le laisser à un taux modéré, à celui qui règne en France et ailleurs, et il n'y aurait pas de contestation sur la plus-value qui peut en résulter. Mais alors une autre question se présente. La pièce de 25 francs réalise-t-elle l'idéal de la monnaie internationale? Assurément elle serait un progrès sur l'état de choses actuel, elle donnerait une unité assez forte, trop forte peut-être, elle serait d'un transport commode, et conviendrait parfaitement dans les échanges; enfin elle s'ajusterait assez bien avec quelques monnaies aujourd'hui en cours. A ce titre, elle mérite considération, et nous ne mettrions pas obstacle à ce qu'elle fût acceptée, si elle avait quelque chance de l'être; mais il faut bien en convenir, elle ne réalise pas l'idéal en fait de monnaie universelle : elle sera toujours une monnaie d'échange et jamais une monnaie de compte, car elle n'est pas décimale. Si on la divise ou si on la multiplie par 10 ou par 100, on ne trouve pas de monnaies correspondantes; c'est là un grand défaut. Nous avons signalé ailleurs (1) les reproches qu'on adresse à notre système métrique, reproches qui tiennent à ce que les mesures adoptées l'ont été un peu trop de convention et pas assez par égard aux usages établis; mais ce système a une qualité essentielle que personne ne conteste, dont tout le monde reconnaît les avantages : c'est la décimalité, c'est la facilité qu'il présente de diviser et de multiplier par 10 toutes les mesures à l'infini; et

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1869.

comme sur le papier cette division ou cette multiplication se fait par le simple déplacement d'une virgule, que l'on porte à gauche ou à droite, cela donne une simplicité et une rapidité sans exemple à tous les calculs. Il n'est pas un peuple qui ne soit frappé de cet avantage, et qui ne cherche à le réaliser. On le cherchera surtout quand il s'agira de l'unité monétaire; car enfin, s'il est bon qu'il y ait une monnaie identique pour les échanges, il est encore mieux qu'elle puisse servir à tous les comptes, qu'elle soit décimale avec des multiples et des sous-multiples partout les mêmes. La pièce de 25 francs ne réunit pas ces conditions; il faudra toujours des efforts plus ou moins grands pour y assujettir les calculs, et elle ne sera pas fractionnée partout de la même manière.

On dit qu'elle se rapproche plus qu'aucune autre des monnaies en cours, qu'elle apportera sous ce rapport moins de trouble dans les habitudes. Cette assertion n'est rien moins que prouvée. Nous ne connaissons guère que le florin autrichien de 2 francs 50 centimes dont elle soit le multiple par 10, et le franc de notre pays avec lequel elle puisse avoir une concordance exacte; mais nous avons vu qu'elle ne s'accorde pas aisément avec la livre sterling anglaise. Elle se rapproche encore moins du demi-aigle américain, qui vaut 25 fr. 85 cent., du doublon espagnol, évalué à 25 fr. 95 cent. Il n'y a pas de droit de monnayage qui puisse opérer la fusion avec ces dernières pièces, il faudrait les refondre entièrement. De même pour le thaler prussien de 3 fr. 70 cent. et pour le florin du nord de l'Allemagne de 2 fr. 13 cent. Et si on prend pour base de rapprochement les termes de l'équation que les Allemands ont cherché à établir entre leurs diverses monnaies en 1857, 4 thalers = 6 florins d'Autriche, = 7 florins du nord, laquelle équation répond à peu près à 15 francs de notre monnaie, il en faudrait faire une nouvelle et dire que cinq fois l'équation allemande correspondrait à trois fois l'unité monétaire, ce qui ne laisserait pas que d'être assez compliqué. De même encore pour la Russie; il n'y a aucun rapport possible entre le rouble de 4 francs et la pièce de 25 francs.

On le voit, l'assimilation de cette dernière pièce avec les systèmes monétaires actuels n'est pas très facile, elle obligerait généralement à une refonte. Or, à tant faire que de refondre pour arriver à l'unité, il ne semble pas qu'on doive s'arrêter à moitié route et s'en tenir aux simples avantages d'une monnaie d'échange sans y joindre ceux d'une monnaie de compte; alors on est amené forcément, soit au système français tel qu'il existe aujourd'hui, soit à celui que nous avons proposé (1), c'est-à-dire à la création de la pièce de 10 francs

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1869.

comme monnaie internationale. Aucune autre ne réunit au même degré les avantages que l'on doit chercher dans l'unité monétaire : elle est décimale, se prête aisément à tous les calculs, procure une unité assez forte pour satisfaire les exigences raisonnables, et s'adapte mieux encore que la pièce de 25 francs aux systèmes existans. On peut supposer que le résultat final de l'unité monétaire sera de remplacer toutes les monnaies particulières, et de faire qu'il n'y en aura plus qu'une avec ses multiples et ses sous-multiples pour répondre aux besoins des peuples, pris isolément ou dans leur ensemble; mais il est évident que ce résultat ne s'opérera pas du jour au lendemain, et qu'il faut se préoccuper en attendant d'avoir une monnaie qui ménage la transition, qui se rapproche par conséquent le plus possible de celles qui sont aujourd'hui en cours. Or, je le répète, la pièce de 10 francs a cet avantage mieux encore que celle de 25 francs. D'abord elle est déjà très connue; elle a pour partisans tous les peuples qui ont adhéré à la convention monétaire de 1865, et qui, réunis, forment un groupe de près de 100 millions d'habitans. Elle est une des divisions monétaires de ce groupe, qui l'apprécie fort, et elle n'aurait pas de peine à se faire accepter comme unité. Vis-à-vis de l'Autriche, elle est un multiple exact du florin; elle en représente 4. Elle concorde de même avec le rouble russe qui équivaut à 2 1/2. Elle est dans un rapport de 2 à 3 avec l'équation des Allemands, et constitue déjà, depuis l'année dernière, sous le nom de *carolin*, l'unité monétaire de la Suède. Enfin elle ne s'écarte pas plus de la livre sterling que la pièce de 25 francs; elle représenterait 8 shillings, dont 20 sont l'équivalent de cette livre, c'est-à-dire qu'il y aurait entre deux fois et demie l'unité monétaire et le souverain anglais la même différence de 2 pence qui fait la difficulté pour la pièce de 25 francs. Quant aux Américains, il n'est pas douteux qu'ils ne se rallient aisément à la pièce de 10 fr. Déjà ils avaient accepté celle de 5 francs à la conférence internationale de 1867, et étaient prêts à modifier leur dollar en conséquence; ils le modifieraient de même et plus volontiers encore pour une pièce tout à fait décimale et qui leur donnerait une unité plus forte. Il n'y a que l'Angleterre qui résiste; mais résistera-t-elle toujours? En lui proposant de ce côté-ci du détroit la pièce de 25 francs pour base de l'unité monétaire, on n'a eu qu'un but, celui de flatter son amour-propre et de désarmer son opposition en lui faisant espérer qu'elle pourrait conserver, au moins nominalement, cette livre sterling qui lui est si chère; mais si cela est impossible, si l'établissement d'un droit de 1 pour 100 ne compense pas sûrement aux yeux de tous la réduction en poids de 2 pence, s'il faut absolument refondre le souverain pour arriver à la pièce de 25 francs, les Anglais, en tant qu'ils

tiennent à la monnaie internationale, ne doivent plus avoir qu'un désir, celui de réaliser le meilleur système d'unité possible.

Or, à ce point de vue, il ne peut y avoir de comparaison entre la pièce de 25 francs et la pièce de 10 fr. La première n'est qu'une transition, la seconde est la solution définitive. Plus on y réfléchit, plus on est frappé de la nécessité de cette solution; dernièrement, dans le parlement douanier de la confédération de l'Allemagne du nord, à propos d'une pétition qui avait été envoyée par les chambres de commerce et qui demandait la réforme monétaire, on a décidé que cette réforme devait avoir lieu et prendre pour base la division décimale. En Hollande, le président de la Société de statistique internationale vient d'écrire à l'Académie des Sciences de notre pays que désormais tous les calculs s'appuieront sur le système métrique et sur le système français comme mesure et comme monnaie. Tout contribue donc à faire préférer la pièce de 10 francs : la notoriété dont elle jouit déjà dans une grande partie de l'Europe, la tendance de tous les peuples vers le système décimal, enfin la possibilité qu'elle donne plus qu'aucune autre de ménager la transition.

Il est tout naturel qu'on fasse tous les efforts possibles pour attirer les Anglais vers l'unité monétaire; c'est la première nation commerçante du monde, celle qui a les relations les plus étendues; l'unité serait loin d'être faite, si elle ne l'avait pas pour adhérente. Cependant il ne faut pas non plus s'exagérer les choses et croire que tout est impossible, si l'on n'a pas son assentiment préalable. Les Anglais ne trafiquent pas seulement avec l'Orient et l'Asie, qui connaissent et apprécient particulièrement la livre sterling; ils ont aussi des rapports importans avec le continent européen, et s'il leur est démontré que le continent n'adoptera jamais leur livre sterling, qu'il a des tendances à se rapprocher du système français et surtout du système décimal, que déjà un nombre considérable de nations le pratiquent et ne s'en départiront pas, ils finiront bien par céder. Les Anglais ne résistent jamais à ce qui est leur intérêt. Ils ont combattu l'idée du percement de l'isthme de Suez tant qu'elle a été à l'état de projet, tant qu'ils ont pu croire qu'elle ne s'exécuterait pas, que leur opposition y mettrait obstacle; il leur était désagréable d'abandonner l'ancienne route du cap de Bonne-Espérance, où ils avaient tant d'avantages, et d'entrer en compétition avec d'autres peuples qui seraient plus rapprochés qu'eux de la voie nouvelle; mais lorsqu'ils ont vu que l'œuvre s'accomplissait malgré tout, que cette voie allait bientôt s'ouvrir, et que, s'ils n'étaient pas en mesure d'en profiter, ils seraient bien vite distancés pour le commerce de l'Inde et de la Chine par les autres nations du bassin de la Méditerranée, leur opposition a cessé, et aujourd'hui ils sont tout prêts à

passer par l'isthme de Suez et à abandonner l'ancienne route. Il en sera de même de l'unité monétaire; lorsqu'elle sera faite sur le continent européen comme elle doit l'être avec tous les avantages qu'elle comporte, c'est-à-dire avec la monnaie de compte jointe à la monnaie d'échange, ils ne tarderont pas à l'accepter. En définitive, il n'y a pas de pays, quelque puissant qu'il soit, qui puisse empêcher indéfiniment la réalisation d'un progrès commandé par la logique. Ayez une idée féconde, mettez-la à exécution, ne serait-ce que dans un cercle restreint, et vous pouvez être sûr que l'idée grandira et que tout le monde finira par s'y rallier. S'il en était autrement, il faudrait cesser de croire au progrès, et se dire que la routine est la maîtresse du monde.

Il faut donc, tout en discutant avec les Anglais, ne rien sacrifier des principes essentiels, et bien se figurer qu'ils n'opposeront pas toujours une fin de non-recevoir absolue aux mesures qui seront adoptées par les autres peuples, et qui constitueront un progrès réel et incontestable. Un commerçant distingué de l'Angleterre, qui avait déjà fait une déposition très intéressante dans l'enquête, M. Behrens, de Bradford, vient d'écrire à l'*Economist* une lettre où il démontre par des exemples saisissans l'intérêt que les Anglais auraient à se rallier promptement à l'unité monétaire et à l'unité qui serait adoptée en Europe. — Une maison anglaise, dit-il, possède un agent en Italie ou ailleurs, dans une contrée qui accepte la convention de 1865, et il est en concurrence avec d'autres agens de maisons françaises, belges ou suisses, en un mot d'états qui ont adhéré également à la convention. Il devra établir le prix de ses marchandises dans la monnaie et selon les mesures du pays où il réside, ce qui exigera un calcul plus ou moins difficile; il lui faudra en outre pour le paiement tenir compte du change, qui variera selon les circonstances, et comme avec la concurrence actuelle la marge des bénéfices est assez faible, l'avantage sera pour ses compétiteurs, qui n'auront pas les mêmes charges, qui auront les mesures et la monnaie du pays. Supposez maintenant, et cela n'est pas impossible, que les Américains, eux aussi, adhèrent à la convention de 1865, au système décimal français; Londres cesse d'être le grand comptoir du monde. A moins de raisons exceptionnelles, on préférera consigner ses marchandises dans les ports qui auront la même monnaie, au Havre, à Hambourg, à Trieste, à Gênes, plutôt que de les entreposer à Londres ou à Liverpool, où, à côté d'autres frais, on trouverait encore ceux du change. — En un mot, l'Angleterre se trouve serrée de si près par la concurrence qu'elle doit avoir le plus grand soin de se délivrer de toutes les entraves qui peuvent gêner l'essor de son commerce, et elle ne serait pas assez folle pour lais-

ser aux autres l'avantage de l'unité monétaire, quelque mince qu'il fût, et il ne serait pas mince.

IV.

Nous avons assez parlé des bienfaits de l'unité monétaire pour n'avoir plus à y revenir. Cependant il y a un point de vue important qui nous paraît avoir toujours été négligé dans les discussions sur ce sujet : c'est la possibilité d'arriver à réduire la circulation métallique. Quel est aujourd'hui le progrès qu'on cherche à réaliser dans tous les pays civilisés, et qui exerce l'imagination de tous les financiers? C'est celui d'économiser le numéraire. Cela ne veut pas dire qu'on considère comme l'idéal la possibilité de s'en passer absolument et de le remplacer par du papier, ainsi que le rêvent quelques esprits chimériques. Non, jamais on ne s'en passera, la monnaie est la base de toutes les transactions, la sanction de tous les contrats, l'instrument libératoire par excellence; mais, tout en respectant la base et ne faisant rien pour l'ébranler, on peut, par des combinaisons de crédit ingénieuses, perfectionnées, arriver à faire que la même somme serve à plus de transactions. C'est un progrès qui s'accomplit tous les jours, et qui a déjà été obtenu sur une très grande échelle depuis que les chemins de fer sont venus faciliter les communications; autrement on ne s'expliquerait pas comment avec un tiers en plus de numéraire, fourni par les nouvelles mines d'or, on a pu réaliser un chiffre d'affaires triple ou quadruple de ce qu'il était il y a vingt ans; il a donc fallu que la même somme servît davantage. Eh bien! nous ne sommes qu'au début dans ce progrès. Aujourd'hui toutes les nations sont obligées d'avoir un stock métallique particulier, et cela parce que la monnaie qui circule sur les rives de la Tamise n'a pas cours sur celles de la Seine, du Rhin ou de la Vistule, et que chacun est obligé de garder ce qui est nécessaire à ses propres besoins. Ces stocks particuliers qui s'amassent ainsi dans chaque pays sont plus ou moins considérables suivant l'importance des transactions et le degré de civilisation; mais, réunis, ils le sont toujours plus que le serait un stock unique qui ferait les affaires de tout le monde et qui circulerait aussi bien en Russie, en Allemagne qu'en France et en Angleterre. Il est évident qu'il y aurait là une grande simplification et la possibilité d'une grande économie. Qu'on nous permette une comparaison. Les compagnies qui administrent les chemins de fer en France et en Europe sont différentes et assez nombreuses; cependant elles se sont entendues pour avoir des rails et des voitures de même dimension, de façon que le matériel de l'une pût circuler facilement sur la ligne de l'autre. Il en

est résulté une réduction dans le matériel et une économie dans les frais de traction; on en a profité pour abaisser les tarifs et favoriser le trafic international, et toujours les compagnies sont préoccupées de faire de nouveaux pas dans la même voie. La monnaie est un rail aussi sur lequel glissent les marchandises et le commerce du monde; il y a le même intérêt à la simplifier et à la rendre uniforme. Le jour où elle sera la même partout, où celle de France pourra circuler en Allemagne et réciproquement, ce jour-là il en faudra moins qu'aujourd'hui.

Ce résultat facile à prévoir est une réponse à ceux qui ne veulent pas de l'étalon unique, et de l'étalon d'or, parce qu'ils le supposent insuffisant pour satisfaire tous les besoins. On peut leur dire que l'économie qui résulterait de l'adoption d'une monnaie universelle serait au moins l'équivalent de la suppression du métal d'argent comme monnaie principale. Du reste, il en est de cette réforme comme de toutes celles qui ont un caractère éminemment fécond; personne ne peut dire d'avance tous les avantages qu'elle renferme. On sent seulement qu'elle sera très utile, et on s'étonne, en y regardant d'un peu près, qu'elle n'ait pas encore eu lieu. Comment! les nations se seront entendues pour avoir la même langue diplomatique, les mêmes signaux télégraphiques en mer, à peu près le même code maritime, elles tendent à réaliser la même législation commerciale, et elles n'ont pas encore l'uniformité pour la première, pour la plus indispensable de toutes les choses, pour l'instrument d'échange, pour le signe monétaire, à une époque commerciale comme la nôtre! Il faut en vérité que les préjugés et la routine soient bien puissans pour l'avoir écartée jusqu'à ce jour; mais le moment est venu, la réforme s'accomplira, et il n'est plus au pouvoir de personne de l'empêcher. Nous disions tout à l'heure que les bonnes réformes avaient cet avantage de toujours porter plus de fruits qu'elles n'en promettent; on peut ajouter aussi que, lorsqu'elles sont mises sous les yeux du public et discutées sérieusement, il n'y a plus de résistance qui tienne, elles sont emportées d'assaut. Par conséquent, que tel gouvernement le veuille ou ne le veuille pas, l'unité monétaire est dans les aspirations générales, c'est une nécessité de l'époque, elle se fera. Les systèmes monétaires actuels, avec leurs différences et leurs embarras, sont en contradiction avec les progrès déjà accomplis, avec l'abaissement des barrières de douanes, avec la suppression des passeports, avec les facilités apportées par les chemins de fer; ils gênent les transactions, et il est temps de les simplifier.

VICTOR BONNET.

LA FONTAINE NATURALISTE

I. *La Fontaine et les Fabulistes*, par M. Saint-Marc Girardin. — II. *La Fontaine et ses Fables*, par M. Taine. — III. *Les Fabuleuses Bêtes du Bonhomme*, par M. Franceschi. — IV. *La Fontaine et Buffon*, par M. Damas-Hinard.

Tout est dit sur les grands écrivains, et, pour parler d'eux d'une façon nouvelle, on en est réduit à raconter les parties les plus obscures et les plus indifférentes de leur vie, à étudier les passages les plus accessoires de leurs ouvrages, à analyser leurs plus inutiles facultés; on met en lumière ce qu'ils avaient, souvent à dessein, laissé dans l'ombre, on leur attribue des mérites qu'ils n'avaient jamais songé à posséder, on les accuse de défauts dont ils ne pouvaient se garder. Les critiques demandent aux poètes ce qu'ils pensaient en morale, aux philosophes ce qu'ils savaient des sciences physiques, aux hommes de lettres s'ils n'ignoraient pas la musique, aux musiciens s'ils avaient de l'esprit. M. Ménière a fait un ouvrage sur les connaissances médicales des poètes latins et sur celles de Mme de Sévigné. La physique de Voltaire est devenue l'une des préoccupations de ceux qui parlent de lui. On a publié des volumes sur Richelieu ingénieur, Cicéron médecin, Molière musicien, Descartes physiologiste. Ce ne sont pas là de purs jeux d'esprit; il n'est pas indifférent de connaître tout entier un homme éminent, de découvrir si son intelligence se pouvait appliquer à toutes choses avec un succès égal, s'il était plus ou moins instruit que les hommes ordinaires de son temps. Rencontrer la perfection au terme de ces recherches n'est pas commun, et serait d'un grand prix; mais les lacunes même des intelligences supérieures sont intéressantes. Une

telle étude enseigne à mieux juger un écrivain; apprendre qu'il ne s'inquiétait point de telle ou telle chose nous met sur la voie de ce dont il s'inquiétait réellement, et de la manière dont les connaissances acquises, l'étude et la réflexion conduisaient son génie.

Le génie libre, qui n'est conduit par rien, est rare en effet, et, parmi les plus libres, celui de La Fontaine est un des premiers. Cet écrivain, qui n'a presque fait que des traductions et des imitations, est pourtant l'un des plus originaux de notre langue et de notre race. On hésite à lui trouver des maîtres et des modèles, et l'on songe peu à rechercher si le travail avait autant part que le génie dans la composition de ses fables, ou jusqu'à quel point il était guidé par des connaissances positives. Ce n'est pourtant pas un poète qui vive dans les nuages, comme quelques lyriques, et les sujets qu'il traite sont aussi proches de nous que son style est familier et paraît simple. On sait pourtant que ce naturel extrême ne lui venait point naturellement. *Je fabrique à force de temps*, dit-il quelque part (1); mais fabriquait-il tout à force d'imagination, et négligeait-il la vérité des choses? C'est une comédie qu'il faisait, *une comédie à cent actes divers*. Or une des conditions, un des mérites de la comédie, c'est d'être vraie. Les auteurs comiques prétendent peindre la nature humaine; les hommes aussi, et surtout les travers des hommes, sont le sujet des fables. Ce sont eux qui y paraissent, métamorphosés en animaux. Nul doute que le fabuliste ne doive les connaître tels qu'ils sont avant de les masquer ainsi; mais le masque à son tour doit-il être de pure fantaisie, et les portraits des animaux sont-ils dispensés de toute vraisemblance? On est ainsi conduit à se demander si La Fontaine s'est préoccupé de la nature animale lorsqu'il faisait parler les bêtes. Savait-il de l'histoire naturelle ce qu'on n'en ignorait pas de son temps? A-t-il inventé quelque chose en ce genre? A-t-il observé des traits que personne n'avait remarqués avant lui? Il est peut-être permis de se poser ces questions en admettant toutefois que la réponse, favorable ou défavorable au poète, ne saurait diminuer le goût instinctif des enfans ni l'admiration raisonnée des hommes.

I.

L'exactitude scientifique n'est pas la première qualité du poète, et cependant nul n'y doit manquer de nos jours. Gustave Planche (2) a reproché à M. Victor Hugo d'avoir écrit ces vers :

(1) Livre XII, fable IX.
(2) *Revue des Deux Mondes* du 15 juillet 1837.

Tu sais qu'étoile sans orbite,
L'homme erre au gré de tous les vents.

Il l'accuse d'avoir confondu les étoiles avec les planètes, et il ajoute que les planètes ni les étoiles ne sauraient flotter au gré du vent. Le reproche est sévère, et, même en ce cas, on pourrait défendre l'auteur, qui, précisément au milieu d'images souvent démesurées, garde une rare précision et décrit exactement les objets. Le même critique a relevé l'erreur de M. Leconte de Lisle confondant le calice et la corolle d'une fleur, et il remarque que, comme rien n'obligeait à employer en vers cette dénomination scientifique, il fallait au moins s'en servir à propos. Si parfois on comprend qu'un écrivain exprime un sentiment ou une impression par une image un peu vague et sans y mettre toute rigueur, les mots techniques doivent toujours garder leur vrai sens; mais ces images elles-mêmes ne sauraient être bonnes, si elles ne sont justes, et les poètes sont assujettis à des règles qu'il ne faut pas oublier. Leurs œuvres sont faites pour plaire aux esprits précis autant qu'aux âmes romanesques. On peut tout exiger de ceux qui prétendent enchanter les hommes. Qu'on ne croie point que l'esprit d'examen détruise le goût littéraire, et que le progrès des sciences ait pour naturelle conséquence la décadence des lettres. Les vraies beautés résistent à l'analyse, et ce serait faire un médiocre éloge de la littérature d'imagination que d'en attribuer le goût seulement à ceux qui renonceraient à l'usage de leur jugement. Les écrivains les plus préoccupés de l'éclat du style ne peuvent s'inquiéter uniquement de ranger symétriquement des mots sans se soucier de la justesse des idées. Comme on vante chez quelques-uns la précision et l'exactitude, il faut bien que le contraire de ces qualités soit chez d'autres un défaut. Les commentateurs ont loué Homère d'avoir fidèlement décrit les contrées où ses armées combattent, et d'avoir distingué chacun des héros par un trait particulier et positif. Les fleurs de chaque pays sont désignées par lui telles qu'on les retrouve encore, et ses épithètes, souvent trop répétées, sont d'une extrême justesse. Virgile a les mêmes mérites, et l'élégance des descriptions ne nuit point dans les *Géorgiques* à l'exactitude des faits. L'art d'écrire touche à l'art de penser; le don ou l'art d'employer partout le mot propre s'accorde avec la science de représenter par des termes exacts les idées les plus vraies.

Boileau, tout Boileau qu'il était, ne s'inquiétait pas autant de la propriété des termes que ses vers, un peu secs, le feraient croire. Il est assez plaisant de trouver ce législateur en faute, et ses exemples ne valent pas ses préceptes. On lit dans une épître :

Je songe à me connaître et me cherche en moi-même.
C'est là l'unique étude où je veux m'attacher :
Que, l'astrolabe en main, un autre aille chercher
Si le soleil est fixe ou tourne sur son axe,
Si Saturne à nos yeux peut faire un parallaxe.

Les astronomes qui pensaient au XVIIe siècle que le soleil est fixe soutenaient précisément qu'il tourne sur son axe. C'est du mouvement de translation qu'il y avait dispute, et non pas du mouvement de rotation. L'astrolabe ne servirait que très indirectement à déterminer la fixité du soleil. Enfin le mot parallaxe, qui d'ailleurs est un mot féminin, n'est pas employé ici précisément à contre-sens, mais l'idée n'est pas très claire.

Il y eut un temps où les hommes de lettres étaient peu instruits et profondément séparés des hommes de science. Avec Fontenelle, la distinction parut s'effacer. Voltaire est le premier parmi les poètes qui ait tenté de tout réunir. Par curiosité d'esprit bien plus que par système ou vanité, il fut universel. Dans ses vers, il s'attache à dire les choses comme elles sont, et il se souvient de ses ouvrages de physique dans ses œuvres les plus légères, où la fiction serait de mise. Un astronome exigeant ne reprendrait rien dans le conte de *Micromégas*, et l'on ne connaît pas de meilleure peinture de la décomposition des rayons lumineux, ni d'éloge mieux compris de Newton que les vers suivans :

Il découvre à nos yeux par une main savante
De l'astre des saisons la robe étincelante :
L'émeraude, l'azur, la pourpre et le rubis
Sont l'immortel tissu dont brillent ses habits.
Chacun de ses rayons dans sa substance pure
Porte en soi les couleurs dont se peint la nature,
Et, confondus ensemble, ils éclairent nos yeux,
Ils animent le monde, ils emplissent les cieux.

On ne saurait nier que la beauté scientifique de ces vers n'en égale et n'en relève encore la beauté littéraire. Voltaire s'efforçait de respecter le principe de Boileau, qu'il faut être *vrai même dans la fable*. Il fait dire au lion :

De mes quarante dents vois la file effroyable !

et il a soin d'ajouter que le lion a quarante dents en effet, que l'observation en a été faite à Marseille par M. de Saint-Didier. « Quand on parle d'un guerrier, dit-il, il ne faut pas omettre ses armes. » On pourrait montrer par mille exemples combien de bons écrivains ont été préoccupés de la réalité. Nul n'y a perdu, plusieurs y ont gagné. Au contraire d'autres ont diminué leur talent et leur réputation parce qu'ils n'étaient pas des observateurs assez sévères, que, satisfaits d'une certaine forme heureuse, ils négligeaient les vérités posi-

tives, et se contentaient d'images, de comparaisons et d'apologues qui ne résistent pas à l'examen. M. Biot (1) a montré que Bernardin de Saint-Pierre et Chateaubriand doivent peut-être à ce défaut les atteintes qu'a pu recevoir leur renommée. Elle manque de sérieux parce qu'il ne leur reste que leur style. Le premier conserve dans les *Études de la nature* le talent qui brille dans *Paul et Virginie*, et personne ne les lit aujourd'hui. Comment nierait-on que les erreurs scientifiques en sont la cause? Il met beaucoup d'art à montrer que les fleurs des climats froids ou des saisons froides sont blanches, parce que la couleur blanche est la plus propre à réfléchir la chaleur sur les étamines. Les plantes de l'été sont à ses yeux revêtues de couleurs foncées, éclatantes. Le lecteur se représente aussitôt la violette, l'anémone, la tulipe, qui manquent à la règle en un sens, la clématite, le jasmin, le liseron des haies, la pâquerette dans l'autre. Lorsqu'un écrivain ne sait pas observer ce qui n'échapperait pas à l'homme le moins attentif, il ne saurait prétendre à nous enseigner quoi que ce soit, et l'admiration qu'il inspire s'affaiblit avec la confiance.

Bernardin de Saint-Pierre n'est pourtant pas un auteur qui ignore ou dédaigne les sciences, et ses erreurs tiennent plus à des théories fausses qu'à des négligences. C'est un observateur imprudent en matière de causes finales, non pas un rhéteur qui ne se soucie que d'écrire élégamment. Sous ce rapport, il mérite moins les critiques de M. Biot que Chateaubriand. Celui-ci couvre des artifices de la diction des inexactitudes véritables et que ne rachète pas l'intention philosophique. Il n'est pas exempt de quelque goût pour les comparaisons tirées de la science, et vient souvent, cherchant un moyen d'effet nouveau, se brûler à ce feu, dont il ne voit que l'éclat. Il a comparé les systèmes de numération, dont il ne se rend nul compte, avec l'esprit des peuples divers condamnés au système décimal, et avec les équations célestes. Comment le croire sur l'un des points lorsqu'il se trompe si parfaitement sur les autres? M. Biot a relevé les phrases suivantes : « ce globe à la longue année qui ne marche qu'à la lueur de quatre torches pâlissantes; cette terre en deuil qui loin des rayons du jour porte un anneau comme une veuve inconsolable. » C'est sans doute de Jupiter et de Saturne qu'il s'agit. Cependant la révolution de Jupiter n'est pas plus longue que celle d'Uranus ; les quatre torches, qui probablement sont les satellites, ne pâlissent point, et ces satellites n'éclairent point seuls cet astre qui reçoit aussi les rayons du soleil. Saturne n'est point en deuil, et l'anneau, qui ne ressemble point à un anneau de veuve, ne fait point de Saturne une planète inconsolable.

(1) *De l'Influence des idées exactes en littérature.*

Les écrivains peuvent manquer de deux façons aux lois scientifiques, soit en employant par hasard et mal à propos un terme technique, soit en prétendant tirer une conclusion d'un fait ou d'une observation qu'ils rapportent inexactement. Ceci est plus grave que de prendre un mot pour un autre dans un poème ou dans un roman. Pourtant on peut reprocher à quelques écrivains d'avoir fait danser des villageois sur la fougère ou sous la fougère, ce qui est également impossible, d'avoir, comme Balzac, moins exact que minutieux, mélangé des fleurs d'été et des fleurs d'automne dans les bouquets présentés à Mme de Mortsauf. Même les erreurs de ce genre, qui semblent innocentes, doivent être évitées. Or La Fontaine n'en est pas exempt et en commet de plus graves. La nature de ses ouvrages autorise plus de sévérité que toute autre poésie. Il met les bêtes en scène; n'aurait-on pas le droit d'exiger qu'il les peignît fidèlement? Il annonce lui-même dans une préface que les propriétés des animaux et leurs divers caractères sont exprimés dans ses fables. Il ne nous doit donc pas seulement un style agréable, une moralité ingénieuse, un récit intéressant, une leçon de sens commun, de prévoyance ou de courage : c'est bien là son intention; mais il va plus loin dès les premiers mots, et dans tous les cas une certaine vraisemblance serait nécessaire. Si ses animaux étaient trop contraires aux êtres naturels, ses leçons perdraient leur sel et leur vérité. S'il nous donnait l'hippopotame pour gracieux, le singe pour maladroit et lourd, le chat pour ouvert et franc, les enfans seraient aussitôt choqués et lui retireraient toute confiance. Ce sont sans doute des êtres fictifs qui vivent dans ses fables, des représentations animées de facultés, de qualités et de vices abstraits : le renard y représente l'astuce, le loup la violence, le lion l'autorité, le corbeau la crédulité. Encore faut-il qu'ils aient les mœurs de ces animaux, que nous trouvions dans leurs actions, même en leur langage, les caractères et les habitudes de ceux dont ils portent le nom. C'est précisément ce mélange des mœurs de l'homme et de celles de l'animal qui doit nous plaire, qui rend les leçons de la fable plus agréables que celles d'une *morale nue*. Même en des écrits où les animaux ne jouent point un rôle si important, il ne faut rien dénaturer. M. Alfred de Musset, dans une comparaison célèbre, rapproche du pélican le poète, contraint de dévoiler à la foule ses douleurs les plus secrètes en déchirant son propre cœur :

Lorsque le pélican, lassé d'un long voyage,
Dans les brouillards du soir retourne à ses roseaux,
Ses petits affamés courent sur le rivage
En le voyant au loin s'abattre sur les eaux.
. . . . . .

Lui, gagnant à pas lents une roche élevée,
De son aile pendante abritant sa couvée,
Pêcheur mélancolique il regarde les cieux.
Le sang coule à longs flots de sa poitrine ouverte;
En vain il a des mers fouillé la profondeur;
L'océan était vide et la plage déserte.
Pour toute nourriture il apporte son cœur.
Sombre et silencieux, étendu sur la pierre,
Partageant à ses fils ses entrailles de père,
Dans son amour sublime il berce sa douleur,
Et regardant couler sa sanglante mamelle,
Sur son festin de mort il s'affaisse et chancelle,
Ivre de volupté, de tendresse et d'horreur!

Certes l'image est belle et le style est superbe. Croit-on que si le poète avait attribué à tout autre oiseau ce dévoûment sublime, si le préjugé populaire et les anciens naturalistes n'assuraient le fait, qui repose en effet sur une illusion naturelle, croit-on que, le lecteur ne trouvant pas là une idée qui lui est familière, l'effet serait le même? Et au rebours, si, dans les derniers vers, l'auteur s'était souvenu que le pélican est un oiseau et non point un mammifère, n'aurait-il pas évité un vers médiocre?

Les fabulistes sont plus obligés encore de prendre soin d'étudier et de retracer fidèlement leurs personnages. Plus ils sont vrais, mieux ils sont compris, même s'ils ne prétendent qu'à bien raconter. Le choix des symboles ne saurait être arbitraire, et, s'il est permis de garder souvent les caractères de convention que l'usage ou la légende attribue à certaines bêtes, il ne faut jamais se mettre en contradiction avec leurs caractères naturels. A plus forte raison les pures descriptions où rien n'oblige à ne pas respecter la vérité sont-elles tenues d'être absolument vraies; mais La Fontaine, souvent en défaut, même à ce point de vue, ne se bornait pas à décrire, et son ambition était plus haute. Les animaux lui plaisaient, et il prétendait les connaître, les expliquer, les défendre. Il voulait répondre à la théorie de Descartes, qui leur déniait toute intelligence, par une théorie moins dure. Ne trouvez pas mauvais, dit-il,

Qu'en ces fables aussi j'entremêle des traits
De certaine philosophie
Subtile, engageante et hardie.
On l'appelle nouvelle. En avez-vous ou non
Ouï parler? Ils disent donc
Que la bête est une machine,
Qu'en elle tout se fait sans choix et par ressort:
Nul sentiment, point d'âme, en elle tout est corps.
Telle est la montre qui chemine
A pas toujours égaux, aveugle et sans dessein.

Toute cette belle fable, la plus belle peut-être, est employée à démontrer que ces philosophes se trompent en niant la mémoire, la volonté, jusqu'à l'instinct des bêtes. Pour lui, il leur donne tout cela, même l'intelligence et l'esprit :

> Pour moi, si j'en étais le maître,
> Je leur en donnerais aussi bien qu'aux enfans.

La Fontaine revient souvent sur cette idée, et plusieurs de ses fables sont non de simples récits, mais des histoires qu'il prétend véritables, qu'il raconte pour convaincre Descartes d'erreur absolue, et démontrer que les bêtes sentent et pensent. Il est donc tenu, dès qu'il veut prouver quelque chose, d'être sévère pour lui-même, et de n'admettre que des récits exacts ou tout au moins vraisemblables.

Il le devait d'autant plus que Descartes n'avait point par hasard et en passant nié l'intelligence des bêtes, que c'était là une conséquence de sa doctrine, qu'il a fort développée et qu'il trouvait importante. Ses disciples s'y attachaient comme à un article de foi. On ne pouvait se dire cartésien au XVIIe siècle sans être convaincu que les animaux sont des machines, qu'ils agissent comme tournent les aiguilles d'une montre, et qu'un chien crie quand on le frappe comme un tambour résonne sous les baguettes. On ne s'explique guère comment tant de gens d'esprit et un si grand philosophe ont pu soutenir une théorie que les faits démentent à tout instant. Ce n'est pas que Descartes n'ait trouvé des raisons spécieuses pour justifier son paradoxe. Il admet que les animaux sont supérieurs aux hommes en certains cas, qu'ils sont plus habiles pour certains ouvrages ; mais cette supériorité même coïncide avec une telle infériorité sur d'autres points, qu'il est impossible d'admettre que ce qu'ils font bien soit fait en vertu d'une intelligence, car cette intelligence devrait s'appliquer à toutes choses à peu près de la même façon. Les animaux devraient être supérieurs en tout ou médiocres en tout. L'absence complète d'équilibre dénote que chez eux la nature agit selon la disposition des organes. De même une horloge compte mieux le temps et marque les heures avec plus de précision que l'homme le plus habile. C'est une machine pourtant, car on n'en peut obtenir autre chose. Enfin tout homme, dit Descartes, quelque borné qu'il soit, peut arranger ensemble plusieurs paroles et en composer un discours. Il n'est pas d'animal, si parfait et si heureusement né qu'il puisse être, qui en fasse autant. Cette impossibilité ne tient pas aux organes, car les pies, les perroquets, les sansonnets, prononcent des mots ; mais aucun ne pense ce qu'il dit. Cela ne signifie pas que les bêtes ont moins de raison que les

hommes, cela signifie qu'elles n'en ont point du tout, car pour parler il n'en faut qu'un peu, bien peu, aussi peu que possible, et *ce peu*, elles ne l'ont point.

Mme de Sévigné se contentait de répondre : « Des machines qui aiment, des machines qui ont une élection pour quelqu'un, des machines qui sont jalouses, des machines qui craignent! allez, allez, vous vous moquez de nous, jamais Descartes n'a prétendu nous le faire croire. » Il le prétendait fort au contraire, et amis ou ennemis s'y acharnaient. L'avantage est resté à ceux qui pensent, comme La Fontaine, que les bêtes ont une intelligence, inférieure à la nôtre sans doute, mais réelle pourtant. Il n'y a point de raison pour qu'il n'y ait pas des intelligences d'ordres différens. L'opinion contraire ne se soutient que par des raisonnemens hasardés. Bossuet, disciple de Descartes, blâme les hommes de conclure de la ressemblance des actions des bêtes aux actions humaines, et de n'attribuer à la nature humaine qu'un peu plus de raison. Il n'accorde même pas aux animaux ce raisonnement qui accompagne toujours la sensation, et qui n'est que le premier effet de la réflexion. Puis, le principe étant admis, il cite des exemples excellens qui en démontrent la fausseté, et font voir que les animaux réfléchissent, qu'ils sont pleins de finesse pour échapper aux chasseurs, capables d'être dressés par les hommes, même de s'instruire entre eux. Il ajoute qu'il semble qu'on ne puisse leur refuser quelque espèce de langage, et il conclut en leur accordant une âme sensitive distincte du corps, mais non pour cela indépendante de lui : théorie reprise à l'antiquité, et qui, pour être moins claire, moins nouvelle que la théorie de Descartes, n'est pas plus satisfaisante.

Buffon lui-même n'a pas évité une confusion analogue. Il croit au mécanisme des bêtes, auxquelles il n'accorde pas la pensée, même au plus faible degré. De simples ébranlemens physiques lui suffisent pour tout expliquer. C'est ainsi du moins que sa théorie débute; mais bientôt, racontant ces actes qui pour lui ne sont point les résultats d'une intelligence, il s'anime, n'épargne ni les images ni les comparaisons, et prodigue les mots de jalousie, d'attachement, d'orgueil, de désir, de vengeance; il parle du discernement des bêtes, et montre quelles différences sous ce rapport séparent une race d'une autre race. Il leur donne le sentiment, la conscience de leur existence actuelle. Il leur concède ainsi dans la pratique autant et plus que ne faisaient en théorie les adversaires de Descartes. Chez lui, le naturaliste et l'écrivain l'emportent sur le philosophe.

M. Agassiz accorde aux animaux une âme immortelle. C'est peut-être aller un peu loin; mais on ne saurait leur refuser la mémoire, le jugement, la réflexion. Ce sont plutôt les idées générales qui leur

manquent que la pensée proprement dite. Ils sont plus souvent conduits par leur instinct que par leur intelligence, pourtant ils possèdent ces deux facultés. L'instinct passe pour avoir souvent raison contre l'intelligence; pourtant nous faisons plus de cas de celle-ci, et nous n'avons pas tort. La Fontaine ne les distinguait pas; mais, s'il n'était pas un philosophe très subtil, les vérités de sens commun ne lui échappent guère. Il croit donc que les animaux ne sont point de pures machines, et il l'a maintes fois prouvé par des exemples. L'intention est excellente, et les exemples sont charmans. Est-il permis d'ajouter que ceux-ci s'accordent rarement avec celle-là, et que le but devait être bien accessible, s'il l'a atteint et nous a convaincus? La démonstration cependant ne saurait être bonne que si les exemples sont incontestables, si l'auteur a vraiment vu ou pu voir ce qu'il raconte. Des faits vrais qui supposeraient nécessairement chez l'animal un raisonnement, un acte intellectuel, pourraient seuls convaincre et réfuter un disciple de Descartes. Ce n'est pas ainsi que procède le poète. Cette même fable, qui commence d'une façon si philosophique, raconte l'histoire de deux rats qui trouvent un œuf et l'emportent de la façon que l'on sait. Est-ce possible? Le poète l'a-t-il vu en effet lui-même? Le témoignage du roi de Pologne, qu'il invoque quelques vers plus loin, est-il bien sincère? Un roi est-il le meilleur des garans? Il s'agit ici de rongeurs, et les rongeurs sont connus pour les moins intelligens des mammifères. La Fontaine lui-même ne conte pas ceci avec une conviction parfaite, et il n'a vraiment pas le droit d'ajouter :

> Qu'on m'aille soutenir après un tel récit
> Que les bêtes n'ont pas d'esprit.

Précisément on serait fort tenté de le soutenir, puisque l'auteur semble n'avoir pu trouver des faits certains pour prouver ce qu'il avance, et qu'il est contraint d'inventer. Il nuit à ses argumens par l'invraisemblance de ses histoires.

Une autre fable philosophique est plus heureuse, quoique encore incomplète. La Fontaine représente la perdrix faisant la blessée et traînant l'aile pour écarter le chasseur, éloigner le danger et sauver ses petits. Il voit là beaucoup de finesse et de sentiment. Bien des gens n'y verraient que de l'instinct. Un peu d'observation ou de science, loin d'affaiblir la preuve, la rendrait plus sérieuse. C'est au mâle et non à la femelle que revient en réalité l'honneur du stratagème. L'instinct paternel étant moins développé chez les animaux que l'instinct maternel, c'est bien véritablement du raisonnement, de la mémoire et de la tendresse que déploie le père. Les perdrix s'unissent pour une année; pendant l'incubation, le mâle veille et

crie au moindre danger. Quand les petits sont nés, il les accompagne, les garde et les instruit. Il prévient la mère si l'homme approche, et tous deux s'enfuient dans des directions différentes : l'un, lentement et avec une maladresse affectée, se fait suivre, tandis que l'autre rapidement s'échappe, et par un long détour revient en courant chercher les petits.

Prendre la perdrix mâle pour la femelle, ce n'est pas bien grave. Une telle erreur ne saurait nuire au charme du récit, à *cette manière de narrer à laquelle on ne s'habitue point*, disait Mme de Sévigné. Il en est d'autres plus faites pour désoler les naturalistes. Voici une fable, la première de toutes : *la Cigale et la Fourmi*, dans laquelle on trouve une invraisemblance presque à chaque vers, et qui viole sans cesse la règle imposée au fabuliste de ne pas falsifier la nature des animaux qu'il fait parler. Parmi toutes les fables que l'on peut attaquer de cette façon, celle-ci est la plus vulnérable et en même temps la moins nécessaire à défendre, car, si le récit n'est pas très heureux, la conclusion n'en est pas irréprochable. On sait ce que pensait Rousseau de cette dure morale, et l'on en serait volontiers scandalisé comme lui, si, par une sorte de convention ou par un sentiment naturel, hommes et enfans ne savaient distinguer le vrai du faux dans les conseils de La Fontaine et apercevoir s'il parle par ironie, par plaisanterie ou du fond du cœur. Il en est un peu des fables comme des comédies de Molière, qui ne sont pas accusées d'immoralité, quoique les personnages, et les plus intéressans, ne soient pas toujours fort respectables, et que la vertu ne soit pas à la fin récompensée. Les écrivains ne se croient pas obligés de peindre le monde tel qu'il devrait être; ils le montrent tel qu'il est, sans dire ce qu'ils en blâment ou ce qu'ils en approuvent. C'est ce que fait La Fontaine, qui devait en réalité préférer la cigale à la fourmi, l'insouciante vie du poète aux tristes bonheurs de l'avare. Il devrait tout au moins être exact.

La cigale ayant chanté
Tout l'été.

Cela ne se peut : l'été dure trois mois entiers et la vie d'une cigale ne se prolonge pas au-delà de quelques semaines. Le crime de l'insecte, si c'est un crime de chanter, a été tout au moins plus court. Pour s'en repentir, la cigale n'a pu attendre que *la bise fût venue*, car la bise ne vient guère qu'au mois d'octobre et de novembre, et à ce moment les cigales sont mortes depuis longtemps. Chacun sait que dès les premiers froids on n'entend plus leur chant strident et monotone, dont les anciens faisaient un cas extrême. La vraisemblance manque dès les premiers mots, et la cigale n'a pu

venir en ce temps chez la fourmi. Pourquoi y vient elle? Parce que, dit La Fontaine, son garde-manger est vide. Elle n'a

> Pas un seul petit morceau
> De mouche ou de vermisseau.

Or la cigale ne vit que de substances végétales et particulièrement de la séve des arbres. Elle ne pourrait tirer aucun profit des mouches gardées pour l'hiver par la fourmi. Elle l'implore :

> La priant de lui prêter
> Quelque grain pour subsister
> Jusqu'à la saison nouvelle.

Elle s'adresse fort mal et ne sait point ce que de si près elle devait savoir; la fourmi est carnivore, et dans ses demeures, si habilement construites et distribuées, on ne trouve pas un seul grain d'aucune espèce. La cigale se plaint donc de n'avoir point fait de provisions dont elle ne pourrait se servir, et elle voudrait que la fourmi lui prêtât ce que celle-ci ne saurait posséder. C'est demander du foin à un tigre. Encore n'y a-t-il là non une inadvertance, mais une opinion bien arrêtée. Ailleurs encore, La Fontaine assure que la fourmi se nourrit seulement de substances végétales. Cet insecte, dit-il,

> Vit trois jours d'un fétu qu'elle a traîné chez soi.

C'est à peu près comme si l'on accusait les hommes de manger les pierres à bâtir. Si les fourmis traînent parfois des brins de paille ou de bois, si nous ne sommes point choqués de ce que le singe de Jupiter vint un jour

> Partager un brin d'herbe entre quelques fourmis,

c'est que les fourmilières sont en partie construites de tels matériaux.

Le caractère de l'insecte est-il mieux observé que ses habitudes et ses goûts? Cela est douteux. Ces petits êtres ne sauraient représenter l'égoïsme, l'avarice, la méchante raillerie de celui qui possède contre celui qui n'a rien. Peu d'animaux sont au même degré bienfaisans et secourables. Les abeilles n'ont pas plus de soins pour les petits et les ouvrières. On a vu des fourmis sauver leurs semblables qui se noyaient, et faire preuve d'une industrie, d'une prévoyance, d'une abnégation peu communes. Elles ont le tort d'avoir des esclaves; mais les hommes ont-ils droit de le leur reprocher sérieusement? Ces esclaves sont plutôt des troupeaux. Avec le nom change le crime, paraît-il, et ce qui est défendu devient légitime. Ces troupeaux sont composés de pucerons, qui, pour la plupart, étant

ailés, pourraient échapper à leurs maîtres; mais les fourmis leur rendent un service véritable en les débarrassant d'une liqueur brune dont ils sont souvent fort empêchés. Rien n'est plus curieux que les observations de Pierre Huber à ce sujet. Il a vu les fourmis traire et recueillir le lait des pucerons, et ceux-ci parfaitement heureux d'être délivrés, celles-là satisfaites de ce qu'elles avaient obtenu.

Ces observations délicates ne pouvaient être faites par La Fontaine. Il se représentait pourtant comme fort attentif. C'est une anecdote connue que, arrivant un jour fort tard à dîner, il s'excusa de son inexactitude, disant qu'il se promenait tête baissée et songeait, lorsqu'à ses pieds vint à passer le convoi d'une fourmi morte. Oubliant qu'il avait peu le droit de s'associer à la douleur d'êtres tant méconnus, tant outragés par lui, ou peut-être par repentir, il avait suivi le cortége, assisté à l'enterrement, et était revenu avec la famille; mais la fourmilière mortuaire était éloignée, et la cérémonie très longue. Les convives lui pardonnèrent probablement son retard pour l'histoire contée avec grâce et détails, et ils espérèrent une nouvelle fable qu'il n'a point faite. Avait-il vu ce qu'il racontait? D'abord les fourmis n'enterrent point, dit-on, leurs morts; puis La Fontaine ne savait point voir les choses positives, et personne plus que lui n'a vécu dans un monde imaginaire où les sentimens tiennent plus de place que les faits. Sans doute il n'est pas pour nous, comme pour quelques biographes, ce personnage grossier qui produit des fables sans en avoir conscience, comme un arbre porte des fruits. Il connaissait parfaitement son génie. Dans ses écrits, il aime à le définir, à expliquer ce qu'il peut et ce qu'il sait faire; il n'est nullement désintéressé de lui-même et de son succès. Il se range en propres termes au niveau du poète de Platon. C'est une de ses grâces de savoir bien parler de sa personne, de se mettre en scène, et ce goût, à tant d'écrivains si funeste, est agréable en lui; mais l'art de raconter ses fantaisies, ses mérites, ses impressions, n'entraîne pas les facultés du savant qui hors de lui-même étudie les phénomènes de la nature ou l'instinct des animaux. Ces dons sont assez distincts pour qu'on les puisse considérer comme contradictoires, et, si La Fontaine n'était pas l'idiot de génie de la légende, pour employer une expression de M. Saint-Marc Girardin, il était encore moins un observateur. Quelques-uns de ses personnages l'intéressaient fort, et il s'oubliait à les regarder : ce ne sont point ceux qui peuplent ses fables, ce sont ceux qui animent ses contes. Ce n'est que pour les oiseaux auxquels le frère Philippe a donné son nom qu'il négligeait l'heure et les engagemens. Ces créatures légères, qu'il aimait à peindre, il les raillait parfois plus en conteur du XVIe siècle qu'en écrivain du XVIIe : il les aimait pourtant, et elles n'étaient pas insensibles à son admiration; mais l'examen de ses opinions sur ce

point n'est plus du domaine de l'histoire naturelle. Ce serait entrer dans la vie de l'homme et de l'écrivain, et on ne peut ici que glaner après M. Taine et M. Saint-Marc Girardin. Le premier, bien fait assurément pour parler de La Fontaine, car nul ne lui ressemble moins, a écrit un livre spirituel, abondant, où mille traits sont montrés dont La Fontaine ne se doutait guère. M. Saint-Marc Girardin, très digne, lui aussi, de parler de La Fontaine, car peut-être lui ressemble-t-il plus que personne, lui qui sait revêtir de tant de grâce les vérités de sens commun et exprimer mieux que tout le monde ce que pense tout le monde, a publié les leçons qui avaient obtenu ce succès, toujours le même et toujours nouveau, qui chaque année l'attendait à la Sorbonne. L'admiration que professent ces deux critiques si divers, la passion que le fabuliste a inspirée à des générations entières, aux femmes qu'il aimait tant, aux enfans qu'il ne pouvait souffrir, sont grandement méritées. Il faut quelque effort pour ne pas s'abandonner à lui en le lisant, et pour rechercher les imperfections de cet écrivain parfait, les défauts de ce poète sans défauts.

On a voulu établir une distinction entre les animaux que La Fontaine a lui-même observés et ceux qu'il prenait pour ainsi dire tout faits chez les anciens. La plupart de ses fables sont des traductions, et il pourrait s'en prendre à Ésope ou à Phèdre de ses erreurs. L'excuse ne serait pas excellente, car il ne s'en tenait pas à une imitation tellement servile qu'il ne pût corriger quelquefois ses devanciers. Il était plus malaisé d'ajouter à leur texte tant d'esprit qu'un peu d'histoire naturelle. Les modernes n'ont guère d'autre avantage sur les anciens que des connaissances précises, et, comme on n'est jamais sûr de reproduire les qualités de ses modèles, on doit éviter leurs fautes. La Fontaine, il est vrai, peut prendre les défauts des autres, il est certain d'avoir des qualités qu'ils ignorent. Quoi qu'il en soit, la distinction peut être juste : il aura pris le loup, le renard, le lion d'Ésope et non point ceux de la nature, comme Racine mettait en scène les héros d'Euripide plus que ceux de l'histoire. Les uns comme les autres sont des personnages de convention; mais Racine donnait aux siens les sentimens éternels du cœur humain dans la langue pure du XVIIe siècle. C'étaient des hommes encore, et ils ne pensent dans ses tragédies que comme des hommes. Son tort est même de les trop rapprocher de nous, de les rendre trop semblables à ce qu'il avait sous les yeux. Il plaçait les héros farouches de l'antiquité au milieu de la cour polie de Louis XIV. Leurs actions étaient violentes, leur âme et leur langage étaient doux; sous l'habit grec, ils avaient le cœur français. Racine ne s'éloigne donc pas des modèles qu'il s'est choisis. Si La Fontaine eût suivi ce système, il aurait, sous le nom et l'apparence des animaux

un peu fantastiques des fables de l'antiquité, fait agir et penser ceux de son temps et de son pays. S'emparant de ces types connus et classiques, ils les aurait rendus plus vrais sans tout à fait les transformer. Au contraire il a des erreurs d'observation qu'on ne trouve pas dans les anciens, et les traits qu'il ajoute sont peu exacts, peu naturels, au point de vue, bien entendu, de la nature animale. Ce n'est point Phèdre qui a fait dire au singe : « N'ai-je pas quatre pieds? » tandis que le singe a précisément quatre mains et non quatre pieds. Nul des anciens fabulistes n'a confondu le dromadaire et le chameau; nul, je crois, n'a fait dire au serpent que « sa queue et sa tête portent un poison prompt et puissant, » tandis que la dent seule est venimeuse; encore n'est-ce point celle de tous les serpens. La couleuvre, sans cesse accusée dans les fables, est un reptile inoffensif, facile à apprivoiser, dont la disparition « ne serait pas agréable à tout l'univers. » Ce n'est pas de l'antiquité que nous vient la fable de *l'Ours et l'amateur de jardins*, dans laquelle le second dit au premier :

> Vous voyez mon logis, si vous me voulez faire
> Tant d'honneur que d'y prendre un champêtre repas,
> J'ai des fruits, j'ai du lait : ce n'est peut-être pas
> De nosseigneurs les ours le manger ordinaire;
> Mais j'offre ce que j'ai.

L'ours aime précisément par-dessus toutes choses le lait et les fruits. Il n'est pas carnivore. Est-ce à un fabuliste qu'il faut enseigner à ne pas juger les gens sur l'apparence? La tête effrayante et la force prodigieuse de l'ours ne l'empêchent point d'être inoffensif et de ne point attaquer les hommes sans une nécessité absolue; mais je n'ose insister, j'aurais trop peur de paraître chercher une querelle de pédant au conteur incomparable dont une page charmante illustrait une des dernières *Revues*, et j'aime mieux croire que j'ignore les mœurs de l'ours de *Samogitie*.

Le goût des substances végétales est un indice de supériorité intellectuelle et place l'ours dans le premier rang des mammifères. Cette seule raison aurait dû empêcher La Fontaine de le prendre pour emblème de la maladresse et de la sottise. C'est un des seuls animaux qui marchent aisément debout, non point en contemplant le ciel comme fait l'homme suivant Ovide, mais en regardant devant lui, ce qui est plus commode. Il est très fin, très intelligent, capable d'apprendre mille tours et de s'apprivoiser, comme chacun a pu le voir. Lorsque le froid ou la faim le réduit à chasser, il y met un art extrême. Si l'histoire racontée par La Fontaine est véritable, et s'il faut attribuer aux animaux les raisonnemens humains en conservant pour chaque espèce un trait distinctif, les choses se sont autrement passées. En écrasant la tête du jardinier avec un

pavé, l'ours n'aura point agi par maladresse; il avait vraiment l'intention de le tuer, et la mouche n'était qu'un prétexte.

Le loup n'est pas mieux traité. Sans doute cet animal est traître et cruel dans la réalité comme dans les fables. Il mange les moutons sans scrupule et ne leur donne pas de bonnes raisons pour excuse; mais l'agneau n'a pu lui offrir l'occasion rapportée dans la fable où ils figurent tous deux :

> Un agneau se désaltérait
> Dans le courant d'une onde pure.

Jamais un agneau, surtout s'il tette encore sa mère, et celui-ci en convient lui-même, ne s'est désaltéré dans un ruisseau. Les béliers, les moutons, les brebis, ont rarement soif. Si peu qu'on ait habité la campagne, on le sait, et les agneaux ne boivent point, trouvant dans le lait de leur mère et dans le suc des herbes tendres une humidité suffisante pour leur goût et leur tempérament. C'était donc peut-être un mouton, mais point un agneau de lait que le loup a rencontré. Il l'a mangé, soit; mais en bien d'autres fables le loup est plus cruel que dans la nature et surtout plus bête. C'est un préjugé que La Fontaine avait tiré du *Roman du Renard*. Ce roman, fort célèbre autrefois et qui exerce encore la sagacité des érudits, est une épopée en l'honneur du renard au détriment du loup. Le renard, qui ne s'appelle renard que depuis ce temps, et le loup, qui s'y nomme Ysengrin, nom qui n'a point prévalu, y sont représentés comme parens. C'est de la baguette d'Ève qu'ils sont nés l'un après l'autre, car, dans le roman, la femme créait les animaux sauvages, et l'homme les plus doux. Le loup et le renard ne sont donc pas absolument différens. Dans l'ancien récit, ils font assaut de ruses, tandis que La Fontaine a fait de l'un l'emblème de l'habileté, de l'autre celui de la sottise. Ésope lui en avait donné l'exemple, et il le suit docilement. Une ou deux fois pourtant il a essayé de secouer le joug, et une fable commence ainsi :

> Mais d'où vient qu'au renard Ésope accorde un point,
> C'est d'exceller en tours pleins de mâtoiserie?
> J'en cherche la raison et ne la trouve point.
> Quand le loup a besoin de défendre sa vie,
> Ou d'attaquer celle d'autrui,
> N'en sait-il pas autant que lui?

L'intention de venger le loup est excellente; mais ce prologue précède une fable, tirée de Phèdre, où le loup est précisément dupé de la façon la plus humiliante par le renard, qui ne lui est au fond supérieur que par la physionomie. Le loup est le plus audacieux de tous les ennemis de l'homme, et, moins fort que le tigre et le lion, il est obligé pour vivre d'user d'une certaine circonspection. Il est

plus habile que le chien, et pourtant l'homme prétend avoir amélioré celui-ci, qui n'est pas devenu entre nos mains l'égal de son analogue sauvage. Voici, par exemple, ce que dit de la louve M. Toussenel, dont la passion pour les animaux est si sincère et si vive, et dont on ne peut méconnaître la science vraie à travers les détours d'un style affecté :

« La louve, modèle de tendresse maternelle, apprend à ses petits, dès l'âge le plus tendre, à détester l'espèce humaine et à se défier de ses piéges. Elle leur dit la portée et la détonation de l'arme à feu. Elle leur recommande surtout de respecter les oies et les agneaux du voisinage, afin de ne pas trahir par une démarche inconsidérée le secret de leur domicile. Elle va même leur chercher au loin, à deux ou trois lieues quelquefois, la nourriture de chaque jour, un quartier de cheval mort, un mouton, une chèvre. Quelquefois elle se fait accompagner dans ses expéditions de nuit et de jour par un vieux loup dont elle réclame l'aide moyennant promesse de partage dans le butin. La louve apprend encore à ses louveteaux à emboîter le pas, c'est-à-dire à marcher à la file les uns des autres du même train et à placer dextrement leurs pattes dans l'empreinte de la patte de celui qui va devant. J'ai rencontré un jour, dans le rude hiver de 1829 à 1830, six grands loups qui traversaient ainsi la Loire à pied sec, les uns derrière les autres et le pas dans le pas. Vous auriez juré, à examiner leur trace sur la neige, qu'il n'était passé qu'un seul loup... C'est merveille de voir comme, dès la fin d'août, à l'époque où commencent les tribulations des louvats, ces jeunes animaux font déjà preuve d'intelligence, de savoir et de vigueur. J'ai vu des portées de louvats se faire battre six heures de suite dans la même enceinte sans qu'il en débûchât un seul, bien que les chiens donnassent presque continuellement à vue. C'était un change perpétuel. Celui-ci avait-il couru une demi-heure et se sentait-il épuisé, que celui-là accourait aussitôt pour s'offrir volontairement au change et laisser à son frère le temps de réparer ses forces, et chacun d'arriver à son tour pour subir la corvée redoutable pendant que la pauvre mère éperdue coupait et recoupait incessamment la chasse, essayant d'attirer la meute sur sa voie et de l'entraîner tout entière, par une pointe habile, bien loin du théâtre du combat. »

Il y a loin de cet animal attentif et rusé au brutal ravisseur de la fable, toujours prêt à tomber dans les piéges que lui tendent le renard ou l'homme. Le loup rarement se laisse prendre au traquenard; il se défie de tous les appâts, et distingue les cadavres d'animaux morts et oubliés de ceux qui ont été à dessein placés dans la forêt. Est-il vraisemblable qu'il prenne la lune pour un fromage, et même qu'il s'expose autant pour une nourriture aussi légère? Des voyageurs ont rapporté des preuves de l'intelligence presque hu-

maine du loup et de ses analogues. L'animal précieux que les Esquimaux attellent à leurs traîneaux, et qui les transporte, les défend, les nourrit, est lui-même plus proche du loup que du chien. L'injustice est donc grande de l'opposer sans cesse au renard. Celui-ci, fin sans doute et rusé, ne mérite pas la réputation que les fabulistes lui ont faite. Ce n'est point seulement à cause de son odeur caractéristique qu'il est atteint dans les chasses à courre : une part de ses malheurs revient à sa maladresse, et des bêtes qui ont moins de réputation échappent plus aisément. On a fort admiré son jugement et son courage, parce qu'on l'a vu, pris au piége, se couper un membre et s'enfuir sur trois pattes; mais quelques loups ont donné le même exemple, et l'on cite un renard qui, dans cette même situation, s'est coupé la patte au-dessous de l'endroit où le piége l'avait saisi. Ce douloureux sacrifice n'améliorait en rien sa situation, et prouvait sa double sottise de s'être laissé prendre et de se mutiler sans profit.

II.

Quand on vit avec les bêtes, même avec celles de La Fontaine, surtout avec celles de La Fontaine, on les prend fort au sérieux. C'est lui-même qui nous en donne dès l'enfance le goût, dont une vie enfermée et factice éloignerait la plupart de ses lecteurs. Au risque de quelques idées fausses, nous acquérons par lui, sinon une connaissance exacte des êtres qui nous entourent, du moins des sympathies ou des antipathies qui nous rapprochent d'eux. Pour les enfans qui ont lu La Fontaine, les animaux ne sont plus des étrangers. Aussi ne saurions-nous nous étonner qu'on ait songé à écrire leur histoire, non leur histoire naturelle, mais leur histoire politique. M. Franceschi, dans un livre singulier, d'un style imité de l'ancien français, a pris chacune des fables comme l'épisode de la vie d'un animal, et, réunissant tous les épisodes d'une même vie, il a raconté la naissance, les aventures et la mort des quatre principaux acteurs de a comédie zoologique. M. Taine avait cherché dans les ouvrages de La Fontaine la peinture du roi, du courtisan, du peuple et de la noblesse. Il y a trouvé une galerie de portraits qui, pareils à ceux de La Bruyère et de Saint-Simon, montrent en abrégé tout le siècle. Le lion a la majesté, la cruauté et jusqu'à l'appétit de Louis XIV. Il sait ce qu'il se doit jusque sous la griffe du milan, et garde sa gravité comme le grand roi sa perruque. Lorsque La Fontaine parlait en son propre nom et dans ses préfaces, il était le sujet le plus respectueux; mais dès que, reprenant son masque, il faisait agir les animaux, il devenait libre et frondeur. « Notre ennemi, c'est notre maître, » il le disait *en bon fran-*

çais. Il n'eût point attaqué un courtisan, mais il peignait dans le renard le courtisan idéal, celui qui sait le monde, maître de ses yeux, de son geste et de son visage, prêt à faire sa cour aux dépens de ses amis, louant du roi jusqu'à ses faiblesses et trouvant que ses scrupules, s'il en a, « font voir trop de délicatesse. » M. Taine a extrait des fables une sorte d'histoire des mœurs du temps, au risque de l'inventer quelquefois. M. Franceschi écrit au contraire l'histoire du lion en qualité d'animal. Il le montre gagnant d'abord sa couronne et détrônant le léopard. Il raconte ce règne un peu dur, laissant au lecteur le soin de faire les applications. Il y place les divers épisodes de la vie du lion, le tribut des bêtes enlevé à Alexandre, la clémence envers le rat, son sauveur, dont la mort eût été si inutile, puis le grand événement du règne, la peste, et enfin la mort du roi des animaux, tué par la mouche et insulté par l'âne. De même l'ours, jeune d'abord dans les fables, grandit sans embellir, se trouve à la cour et s'émancipe avec la lionne, je veux dire la reine. L'histoire du loup vient ensuite; sa querelle avec le cheval, son déguisement, sa conversation avec le chien, sa maladresse avec le biquet, sa rencontre avec l'agneau, tout est retracé. Le livre se termine par le portrait du renard : « l'inné prestidigitateur idoine si en voleries joyeuses qu'il y semblerait en son élément comme l'oiseau en l'air et le poisson en mer, et ne sont sûrement iceux mieux taillés pour fendre, l'un l'espace et l'autre l'onde, que n'était, lui, pour affiner les gens. »

C'est un jeu d'esprit qui prouve mieux que tous les commentaires combien les animaux du poète sont vivans. M. Franceschi ne s'est point pris de passion uniquement pour le talent de l'écrivain, ni pour les animaux tels qu'ils sont, mais il aime les créations du fabuliste comme des êtres réels. De même on pourrait écrire la vie de chacun des personnages que Balzac faisait intervenir dans ses romans. Si M. Franceschi appelle dans le titre du livre ces bêtes *fabuleuses*, cela ne veut point dire qu'il les assimile aux dragons, aux chimères, aux licornes, mais qu'il sait que ce sont celles de la fable et non celles de la nature. Il n'en raconte pas moins l'histoire du renard et du corbeau avec une conviction apparente. Il admire, comme La Fontaine et comme Goethe, cet emblème de la finesse et de la ruse. Pourtant, dans ce dialogue même du corbeau et du renard, combien d'invraisemblances on pourrait relever! Ce sont deux animaux carnivores pour lesquels un fromage serait un maigre régal, et qui préfèrent au laitage la chair des chats, des poulets et des lapins. Le corbeau n'est point sot, s'apprivoise rapidement et apprend les langues aussi bien que le perroquet. Quelques observateurs ont prétendu qu'il sait même le sens de plusieurs des mots qu'il prononce. Buffon le présente comme si habile et si vorace, qu'il

se précipite et se cramponne sur le dos d'un buffle, lui crève les yeux et le dévore promptement en détail. Ce récit est sans doute un peu exagéré, mais d'un fromage à un buffle tout entier il y a loin.

Il semble qu'il y ait plus loin encore de Buffon à La Fontaine. La science comme le style les sépare profondément. On les a pourtant réunis dans un ouvrage destiné à démontrer la supériorité du second sur le premier. C'est à Buffon que M. Damas-Hinard dénie les qualités du naturaliste, c'est à La Fontaine qu'il les restitue. Les descriptions de celui-ci lui paraissent plus vraies et plus vivantes. La vie est en effet ce qui manque le moins dans les fables, et ce qu'on regrette le plus dans les peintures un peu magnifiques de l'histoire naturelle; mais donner la vie à ses créations est le don le plus précieux de l'écrivain : c'est autre chose encore d'être juste et vrai. La Fontaine met assurément en relief les animaux qu'il fait parler, tandis que Buffon peint pour l'esprit plus que pour les yeux. Ce n'est pas que celui-ci soit toujours un observateur parfaitement exact. Ses yeux étaient myopes et ses mains inhabiles; ses aides disséquaient pour lui, et préparaient le squelette de ses ouvrages, pour qu'il le recouvrît d'une enveloppe brillante. S'il n'avait pas eu des auxiliaires comme Daubenton, Guéneau, Bexon, il eût manqué de précision scientifique. Quoiqu'il vécût à la campagne, il croit que les cornes des bœufs tombent tous les ans comme les bois du cerf; quoiqu'il dirigeât le *Jardin du Roi*, il assure que le petit éléphant tette par la trompe. Ses descriptions, même les plus vraies et les mieux tournées, ne sont pas frappantes; il n'entre pas dans son sujet tout droit et de plein saut. Comme il n'aime pas les bêtes pour elles-mêmes, il ne les juge que dans leurs rapports avec les hommes. C'est de leur utilité pour nous qu'il se préoccupe. Son style tant admiré, correct en effet et souvent grandiose, n'est propre qu'à donner des idées abstraites. Il s'applique à désigner les choses par leurs termes les plus généraux. C'était son principe fondamental, qui eût médiocrement convenu à La Fontaine, et pas plus que la science la fable ne s'en accommode. Le vrai mérite du style est de changer avec le sujet, de se développer ou de se condenser, de s'élever ou de s'abaisser quand il le faut; suivant ce qu'on dit, on peut parler de telle ou telle façon, et il y a autant de manières d'écrire que de manières de penser. Buffon n'en connaît qu'une, et il décrit l'âne, le colibri ou le héron du même style que les catastrophes de l'univers.

Les peintures de la fable sont plus vives et plus familières. La netteté qu'on y remarque a fait illusion à M. Damas-Hinard sur le savoir de La Fontaine, et parce que ses animaux sont vivans, il a pu croire qu'ils étaient vrais. Tel personnage de roman invraisemblable vit mieux pour nous que les figures effacées et réelles pourtant de

quelques histoires. De même les bêtes de Buffon, plus exactement décrites que celles de La Fontaine, ont moins de vie. On peut s'en convaincre aisément en comparant les deux auteurs lorsqu'ils ont traité le même sujet. Buffon raconte en ces termes la chasse du cerf :

« Intimidé, pressé, désespérant de trouver son salut dans la fuite, l'animal se sert aussi de toutes ses facultés; il oppose la ruse à la sagacité. Jamais les ressources de l'instinct ne furent plus admirables; pour faire perdre sa trace, il va, vient et revient sur ses pas, il fait des bonds, il voudrait se détacher de la terre et supprimer les espaces. Il franchit d'un saut les routes, les haies, passe à la nage les ruisseaux, les rivières; mais, toujours poursuivi et ne pouvant anéantir son corps, il cherche à en mettre un autre à sa place. Il va lui-même troubler le repos d'un voisin plus jeune et moins expérimenté, le faire lever, marcher, fuir avec lui, et lorsqu'ils ont confondu leurs traces, lorsqu'il croit l'avoir substitué à sa mauvaise fortune, il le quitte plus brusquement encore qu'il ne l'a joint, afin de le rendre seul l'objet et la victime de l'ennemi trompé. »

Voici comment La Fontaine raconte la même aventure :

. . . . . Quand aux bois
Le bruit des cors, celui des voix,
N'a donné nul relâche à la fuyante proie;
Qu'en vain elle a mis ses efforts
A confondre et brouiller la voie,
L'animal chargé d'ans, vieux cerf et de dix-cors,
En suppose un plus jeune, et l'oblige par force
A présenter aux chiens une nouvelle amorce.
Que de raisonnemens pour conserver ses jours!
Le retour sur ses pas, les malices, les tours
Et le change, et cent stratagèmes!

On ne croirait pas facilement, en lisant ces deux récits, que le poète accorde une intelligence aux animaux et que Buffon la leur refuse, et leur concède à peine le sentiment. Le cerf de l'un se sauve tout simplement, chez l'autre à tout instant la bête réfléchit et raisonne. Là, par instinct, il fait prendre le change, ici il veut « anéantir son corps, substituer quelqu'un à sa mauvaise fortune, se détacher de la terre, supprimer les espaces. » C'est un métaphysicien que cet animal, et qui pense à mille choses déplacées dans la circonstance, inutiles partout. L'image qui résulte de tous ces efforts est moins nette et moins brillante que celle du poète, et ne nous en apprend pas davantage sur les mœurs, les habitudes et l'organisation du cerf. Buffon lui attribue des raisonnemens humains, des pensées humaines, parce qu'il est préoccupé de l'homme qui poursuit le cerf. Il croirait abaisser la majesté du style, s'il racontait en termes plus précis et plus techniques les ruses de l'animal et la sagacité du

chasseur. La Fontaine montre un cerf couru, Buffon ce que penserait un homme chassé et agissant comme un cerf. Ce n'est plus du tout la bête, ce n'est pas tout à fait l'homme. Qui ne connaît un troisième récit de la chasse dans lequel chacun apparaît à son rang, l'animal, les hommes et les chiens?

Une heure là dedans notre cerf se fait battre.
J'appuie alors les chiens et fais le diable à quatre.
Enfin jamais chasseur ne se vit plus joyeux.
Je le relance seul, et tout allait des mieux,
Lorsque d'un jeune cerf s'accompagne le nôtre :
Une part de mes chiens se sépare de l'autre,
Et je les vois, marquis, comme tu peux penser,
Chasser tous avec crainte et Finaut balancer!
Il se rabat soudain, dont j'eus l'âme ravie,
Il empaume la voie, et moi je sonne et crie :
A Finaut! A Finaut! et resonne à loisir.

Combien paraît fausse la théorie de Buffon sur le style, et combien peu nuit à l'élégance l'emploi des termes techniques! Buffon disait : « Il est impossible d'écrire dans notre langue quatre vers de suite sans y faire une faute, sans blesser ou la propriété des termes, ou la justesse des idées. » La rime et la mesure n'ont point empêché Molière ni La Fontaine d'exprimer précisément ce qu'ils voulaient dire, et si l'un des trois auteurs paraît guindé et embarrassé d'accommoder le langage à sa pensée, c'est certes celui qui écrit en prose.

On en pourrait citer maint autre exemple, et montrer qu'un seul vers bien fait donne une idée plus nette d'un objet qu'une longue description. La Fontaine a mieux gravé dans la mémoire l'image disgracieuse d'un oiseau, « le héron au long bec emmanché d'un long cou, » que ne le fait Buffon dans le morceau oratoire qui commence ainsi :

« Si la nature s'indigne du partage injuste que la société fait du bonheur parmi les hommes, elle-même dans sa marche rapide paraît avoir négligé certains animaux qui, par imperfection d'organes, sont condamnés à endurer la souffrance et destinés à éprouver la pénurie; enfans disgraciés nés dans le dénûment pour vivre dans la privation, leurs jours pénibles se consument dans les inquiétudes d'un besoin toujours renaissant; souffrir et patienter sont souvent leurs seules ressources, et cette peine intérieure trace sa triste empreinte jusque sur leur figure, et ne leur laisse aucune des grâces dont la nature anime tous les êtres heureux. »

Est-il certain que le héron soit très malheureux? Comment le saurait-on? Dans le système de Buffon, comment le saurait-il lui-même? La supériorité de La Fontaine est évidente ici. Aucun écrivain ne s'entend mieux à peindre d'un seul vers l'apparence et le

moral d'un être. Pourquoi faut-il que ce qu'il peint si bien ne soit pas toujours bien observé? Nul n'a mieux su composer une phrase élégante de mots vulgaires, ni donner à la recherche l'apparence de la simplicité. C'est montrer la belette et la souris que de les appeler : « dame belette au long corsage, » et « la gent trotte-menu. » On oublie l'histoire naturelle à l'entendre dire : « la tourterelle au col changeant, au cœur tendre et fidèle, » et cependant la fidélité est rare chez ces oiseaux. C'est à l'amitié pure et non à l'amour que doivent se rapporter ces vers :

Deux pigeons s'aimaient d'amour tendre.
L'un d'eux, s'ennuyant au logis,
Fut assez fou pour entreprendre
Un voyage en lointain pays.

Les pigeons amoureux ne s'ennuient guère (et quels amoureux s'ennuient?); mais la constance, en cette espèce, n'aide point au plaisir. On s'est trop attendri sur leurs douleurs. Ils ont usurpé leur réputation, que beaucoup d'oiseaux mériteraient davantage, même quelques insectes, et singulièrement les papillons. Béranger l'avait appris, et il fait dire à la tourterelle :

Quoi! les papillons sont constans!
Et c'est nous qu'on prend pour modèles!
Même il se peut qu'ils soient fidèles :
Le papillon vit peu d'instans.

Les animaux que La Fontaine pouvait observer de près lui sont même médiocrement connus. Il est trop sévère pour le chien, qui lui paraît très sot. Le lièvre, qu'il peint d'un mot, « l'animal à longues oreilles, » s'enfuit, dit-il, dans sa tanière. Or les lièvres qui vivent sous terre sont peu communs. Dans les fables, on ne rencontre que de ceux-là. C'est un grand hasard. Les lièvres habitent les fourrés et les blés, dont ils aiment la tige verte. Ils ne dorment pas « les yeux ouverts, » et cette précaution leur serait peu utile, car ils ont de mauvais yeux qui sans cesse les exposent aux dangers dont les garantissent leurs fines oreilles. La réunion d'une vue très basse et d'une allure très rapide est pour eux une source de malheurs infinis : pour échapper aux chiens et aux hommes, ils doivent déployer une habileté que La Fontaine n'admire pas assez. C'est comme faible et poltron, même comme un peu bête, que le lièvre apparaît dans les fables, témoin le pari qu'il perd contre la tortue. Il est au contraire assez intelligent et très cruel.

La Fontaine met souvent une apparente précision dans son récit. Il l'accompagne de circonstances et de réflexions qui semblent annoncer une véritable prétention à l'exactitude. La fable du renard anglais adressée à Mme Hervey s'ouvre par un bel éloge de l'Angle-

terre et des Anglais, qui, dit-il, *pensent profondément*. Les chiens ont en ce pays meilleur nez (ce qui est douteux), et les renards y sont plus fins. A ce début, le lecteur prévoit qu'une observation particulière va suivre, et que l'auteur va faire quelque peu de zoologie internationale. Le renard anglais évitera le chasseur par un moyen nouveau, inconnu à ses semblables dans notre patrie. Point, le stratagème, qui d'ailleurs ne réussit guère, est précisément un de ceux que les anciens connaissaient, et qui est raconté dans l'épopée toute française du *Roman du Renard*.

On ne se lasserait point de critiquer La Fontaine, car on ne se lasse point de le relire. Même en ouvrant le livre dans les plus mauvaises intentions, on ne peut plus le fermer. La mesure, la grâce, la naïveté, l'enjouement, cette gaîté qui n'est point le rire, mais qui vaut mieux, rachèteraient des ignorances plus nombreuses et des erreurs plus graves. Ces ignorances pourtant et ces erreurs sont-elles tout à fait innocentes? Il est difficile à tout naturaliste, même à tout critique, de le penser. M. Saint-Marc Girardin, qui n'a point jugé La Fontaine à ce point de vue, blâme Voltaire d'avoir trop peu respecté la nature du loup dans une fable de sa jeunesse, et il ajoute : « Les animaux qui dans la fable représentent l'homme doivent cependant garder toujours quelque chose de leur caractère naturel. Ce qu'ils représentent ne doit pas complétement effacer ce qu'ils sont. Le poète a tort d'oublier le masque pour ne songer qu'au visage, d'oublier l'animal pour ne songer qu'à l'homme. » M. Saint-Marc Girardin ne reproche ce tort qu'à Voltaire ; on a vu qu'on pouvait aussi en accuser La Fontaine, et plus gravement, sans méconnaître son génie. C'est une idée toute moderne et toute juste que les vraies beautés ne cessent pas d'être des beautés, pour être accompagnées de quelques défauts. Les calembours et les médiocres plaisanteries de ses drames n'empêchent pas Shakspeare d'être un grand poète, non plus qu'un dessin très incorrect ne fait de M. Delacroix un peintre médiocre. Il ne faut pas se laisser aveugler par les défauts au point de ne pas voir les qualités; mais il faut éviter d'être ébloui par les qualités au point d'ignorer les défauts. On admire La Fontaine tel qu'il est, on l'admirerait davantage, s'il avait toujours été correctement vrai. Il est permis de concevoir un auteur idéal accordant toutes choses, le fond et la forme, la grâce et la solidité, l'imagination et la science, et de regretter que La Fontaine ne soit point cet auteur.

Les délicats sont malheureux,
Rien ne saurait les satisfaire.

PAUL DE RÉMUSAT.

ÉTUDES ET PORTRAITS

DU

SIÈCLE D'AUGUSTE

VI.

LE VÉRITABLE TITUS.

I.

Tous les ans, à des époques régulières, des bandes de journaliers descendaient de la Gaule cisalpine et louaient leurs bras, pour le labour ou pour la moisson, aux grands propriétaires de la campagne de Rome. C'est ainsi qu'aujourd'hui les habitans des Abruzzes et de la Calabre se transportent en Sicile chaque été pour suppléer au petit nombre des cultivateurs. Au temps des guerres de Marius et de Sylla, un de ces vigoureux mercenaires se fixa dans le pays des Sabins, à Réate, et s'y maria. On l'eût fort étonné si on lui eût prédit que son arrière-petit-fils, revêtu de la pourpre des césars, commanderait à l'univers.

Le fils de ce Cisalpin, de ce Gaulois peut-être, s'appela d'abord Pétro. Il fut enrôlé dans les légions, servit sous Pompée, devint centurion. Le cep de vigne lui inspira de l'orgueil. Il allongea son nom, lui donna une physionomie romaine et devint *Titus Flavius Petronius*. Après la défaite de Pharsale, il prit la fuite et renonça aux armes, car le dévoûment à Pompée n'était pas un titre à la faveur de César. Il se fit commis de banque; son titre d'ancien soldat inspirait assez de confiance pour qu'on le chargeât des recouvremens;

il remplissait le sac et le portait sur l'épaule. Ce fut le début de la famille dans la finance. Pétro, qui avait de l'ambition, fit donner à son fils Flavius le Sabin, *Flavius Sabinus,* plus d'éducation qu'il n'en n'avait reçu lui-même. Aussi eut-il la joie de le voir nommer receveur du quarantième en Asie. La perception de cet impôt fut exercée avec assez de douceur pour que plusieurs villes de l'Asie-Mineure voulussent attester leur reconnaissance par l'érection d'une statue. Il est permis de supposer toutefois que la reconnaissance n'éclata qu'après coup, et que la statue fut dressée plus tard, sous le règne de Vespasien et de Titus. Les bénéfices de la recette permirent même à Flavius le Sabin de devenir usurier dans le pays des Helvètes. Il y mourut, exerçant ce métier pour lequel les anciens n'avaient point nos répugnances, et qui ne paraît pas l'avoir enrichi. Tels sont tous les services rendus à Rome et au monde par la nouvelle famille Flavia; il n'en fallut pas davantage pour faire souche d'empereur.

Les deux fils de Flavius le Sabin furent en effet Flavius Sabinus, qui devint préfet de Rome, et Flavius Vespasianus, qui usurpa l'empire. Chose singulière, Vespasien n'était nullement ambitieux; ses goûts étaient modestes; il se serait contenté d'être usurier comme son père, il en avait même la vocation. Ce fut sa mère, Vespasia Polla, qui le jeta, à son grand regret, dans la carrière des honneurs; ce fut son fils Titus qui le fit monter, malgré lui, sur le trône.

Vespasia Polla était fille d'un tribun militaire; veuve, elle s'appuya sur le crédit de son père, qui s'accrut considérablement quand il eut été nommé préfet du camp. Active et passionnée, elle n'avait communiqué son énergie à aucun de ses deux fils; mais elle violenta leur indolence, les rendit laborieux, leur inspira l'esprit d'intrigue, les poussa à la cour. Elle suggéra à Vespasien quelques-unes de ces flatteries qui gagnent la faveur des princes. Il était édile sous Caligula, qui le fit couvrir de boue un jour qu'il ne trouva pas les rues balayées à son gré. Malgré cet outrage, il s'empressa de célébrer des jeux extraordinaires lorsque Caligula revint de sa campagne ridicule sur le Rhin; il remercia l'empereur, en plein sénat, de la bonté qu'il avait eue de l'inviter à dîner; il proposa de refuser la sépulture à tous ceux qui étaient tués pour crime de lèse-majesté. Tant de bassesse méritait un salaire : il eut la préture. Sa mère lui avait fait épouser une certaine Flavia Domitilla, qui avait été la maîtresse d'un chevalier. Domitilla n'avait pas même le droit de bourgeoisie latine. Il fallut qu'on lui trouvât un père; Flavius Liberalis se présenta comme tel pour réclamer sa liberté et la faire reconnaître citoyenne par un jugement. Il était greffier d'un questeur et parent peut-être des Flavius.

Flavia Domitilla donna deux fils à Vespasien : Titus, l'aîné, naquit le 30 septembre de l'an 41. Titus est l'héritier de l'ambition de Vespasia Polla, sa grand' mère; Titus est l'âme de la famille et l'artisan de sa grandeur; Titus a voulu l'empire et l'a conquis; Titus a préparé l'avénement de son père Vespasien, partagé sa puissance, continué son règne sans secousse, assuré à son frère Domitien sa propre succession; Titus est le fondateur de la dynastie. Il mérite donc particulièrement l'attention; il doit être toujours au premier plan; il explique une série de faits dont l'intelligence échappe dès qu'on l'oublie. Je voudrais mettre en son vrai jour cette figure, que la postérité juge mal. Les historiens représentent Titus comme doux et débonnaire, parce qu'ils ne s'attachent qu'aux deux années de son gouvernement personnel; les poètes le font langoureux comme un berger des bords du Tendre, galant comme un héros de la *Clélie*. Racine surtout, a dénaturé le personnage pour l'accommoder au goût de son temps, l'assimiler à Louis XIV et contenter Henriette d'Angleterre, qui avait commandé cette tragédie larmoyante. Tel est le prestige du génie : le faux Titus consacré par les vers de Racine est devenu le seul Titus dont on veuille se souvenir en France. Les allusions au grand roi sont déclarées exquises par ceux-là qui sont le plus sévères pour toute leçon tirée des événemens passés et appliquée au présent. Nous trouvons un écrivain charmant dès qu'il abuse de l'histoire pour flatter les rois, nous le blâmons s'il en use pour les avertir et les redresser. Cependant l'histoire doit être un miroir fidèle où l'humanité se contemple, juge ses maîtres et s'instruit. Tout esprit non prévenu qui lira avec soin les récits des auteurs sera frappé du caractère vrai de Titus, qui est l'opposé de sa réputation. Audacieux, actif, persévérant, tenace, avide et cruel au besoin, négociateur séduisant, corrupteur habile, il étend vers le pouvoir une main implacable; ce n'est que lorsqu'il l'a saisi, consolidé, rendu héréditaire qu'il s'adoucit, et devient les délices de l'humanité.

Titus naquit dans une maison chétive, située au-delà du Septizonium. Vespasien était gêné; son édilité avait probablement hâté sa ruine. Sur ces entrefaites, Claude fut proclamé par les prétoriens. Vespasien rechercha les bonnes grâces des affranchis, qui prirent alors la direction des affaires. Il plut à Narcisse, un des triumvirs césariens; il fut envoyé comme lieutenant, d'abord en Allemagne, puis dans la Grande-Bretagne, où il servit sous Plautius, défit deux peuplades barbares, prit vingt villes, obtint les honneurs du triomphe, un double sacerdoce et le consulat. En partant pour ces lointaines expéditions, il avait obtenu que son fils fût élevé à la cour et devînt un des condisciples du fils de Claude. Titus était de l'âge

de Britannicus; il reçut la même éducation, il eut les mêmes maîtres; il s'éprit pour son compagnon de jeux d'une affection que les princes manquent rarement d'inspirer, les familles d'entretenir. La mort de Britannicus interrompit ces beaux jours. Du même coup furent renversées de radieuses espérances qu'avait fait naître un devin consulté par Narcisse sur la destinée des deux adolescens; il avait promis l'empire à Titus. On racontait que Titus avait trempé ses lèvres dans la coupe qui était tombée des mains de Britannicus, et qu'une goutte du breuvage préparé par Locuste avait suffi pour le rendre longtemps malade. La maladie, c'était la douleur, la retraite, l'ambition déçue; le poison, c'était la cour où il avait vécu, les grandeurs entrevues, le contact d'un despotisme malsain. Agrippine fit écarter et poursuivre toutes les créatures de Narcisse. Vespasien dut se tenir loin de ses yeux, cacher sa personne et sa disgrâce. Titus retourna dans la maison sordide, pour se trouver en face de la misère. Il n'avait que quatorze ans. C'est à cet âge surtout que les blessures de la vanité sont cuisantes, parce que l'âme n'a pas encore assez de force pour s'élever au-dessus de l'adversité par le mépris. Les souvenirs de la cour de Claude et de Néron devaient demeurer ineffaçables au fond de son cœur, se transformant peu à peu en désirs, en projets et en résolutions.

Chez Titus, les qualités du corps et de l'esprit se développèrent avec équilibre. Quatre ans après, il était un homme. Il avait une belle physionomie, une force précoce, quoiqu'il ne fût pas grand. Il montrait d'égales dispositions pour la vie civile et la vie des camps. Habile à tous les exercices, souple, excellent cavalier, possédant le maniement des armes, il avait une mémoire admirable, improvisait en grec et en latin, écrivait avec la même facilité la prose et les vers, savait la musique, jouait assez bien de la lyre et chantait agréablement. Il était très fier de son écriture; il imitait surtout dans la perfection l'écriture des autres. Il répétait plus tard avec complaisance « qu'il aurait fait un très bon faussaire, » aveu imprudent dont il nous faut lui donner acte, et qui, dans des circonstances données, sera retourné contre lui.

La mort d'Agrippine amena une réaction dont Vespasien et son fils profitèrent. Vespasien, envoyé comme proconsul en Afrique, administra cette province honnêtement, s'y fit détester par sa sévérité, revint pauvre, engagea ses terres à son frère pour se procurer quelque argent. Avec cet argent, il acheta, vendit et revendit des mulets et des chevaux; en un mot, il se fit maquignon, et ses contemporains lui donnaient volontiers ce surnom. Il encourut une nouvelle disgrâce, parce qu'il s'endormit profondément au théâtre un jour que Néron chantait. Ce n'était rien moins qu'un crime de

lèse-majesté qui lui aurait coûté la vie, s'il avait été riche et plus illustre. Il disparut, s'ensevelit dans une petite ville écartée et sans nom, où les voyageurs ne passaient jamais. Quant à Titus, il avait été faire ses premières armes en Germanie et dans la Grande-Bretagne. Il y déploya toutes ses qualités, montra autant de modération que de courage, acquit de la renommée. On a même dit qu'il fut nommé tribun militaire, ce qui est peu vraisemblable à cause de sa jeunesse, et qu'on lui éleva des statues dans l'une et l'autre province, ce qui ne devint vrai qu'après l'avénement des Flaviens. Entraîné par l'infortune paternelle, il revint à Rome, se tourna vers le barreau; il y parut honorablement plutôt qu'avec assiduité; c'était une convenance et un complément d'éducation pour tout Romain de distinction. Il fut accueilli chez les chefs du parti stoïcien auxquels Vespasien avait été recommandé par Plautius, son ancien général. Titus entrevit prudemment ces grands personnages, si hostiles au gouvernement impérial, si intègres jadis dans leurs fonctions, si fiers depuis dans leur abstention, Sentius, Baréa Soranus, Thraséa, âmes républicaines, qui protestèrent jusqu'à la mort contre le principe du césarisme, et qui préparèrent par leur martyre le règne des sages et de la philosophie. Titus puisa dans ce commerce non l'amour de la liberté, mais quelque respect pour la vertu.

Il atteignit ainsi l'âge de vingt-six ans. Il avait épousé Arrecina (1) Tertulla, fille du chevalier Clemens, qui avait été préfet du prétoire. Il la perdit peu de temps après, et prit une seconde femme, Marcia Furnilla (2), qui appartenait à une famille illustre, qu'il n'aimait point, et qu'il répudia dès que Vespasien fut empereur. Ce moment approchait, imprévu pour tous et pour ceux-là surtout qui se voyaient la veille sans avenir, sans crédit, sans ressources. La fortune se préparait à les accabler de ces faveurs inouies qui font dire aux hommes qu'elle est aveugle. Néron, que la révolte des Juifs et les échecs de Cestius Gallus inquiétaient, avait cherché un général qui fût à la fois capable et obscur, capable pour relever la gloire de l'empire, obscur pour ne point exciter, comme l'avait fait Corbulon, la jalousie et les alarmes de l'empereur. On lui désigna Vespasien, le dormeur; on le fit rire en lui peignant les terreurs et la pénitence volontaire du coupable; on lui rappela sa bonne conduite en Bretagne et en Afrique. Vespasien fut tiré de sa retraite, connue de quelques amis, pour être mis à la tête de l'armée de Judée. Titus fut accordé à son père, qui obtint pour lui le commandement d'une légion.

(1) Les historiens l'appellent Arricidia; mais c'est une erreur. Les monumens épigraphiques qui mentionnent son frère Arrecinus Clemens sont des textes plus sûrs que les manuscrits, et nous attestent qu'elle devait s'appeler Arrecina.

(2) Suétone l'appelle à tort Marcia Fulvia.

La Judée avait été administrée avec douceur dans le principe. Sous Claude et sous Néron, des procurateurs avides commencèrent à maltraiter les Juifs, à piller leurs biens, à blesser leurs croyances; mais ils furent surpassés par Gessius Florus. Cruel, impudent, perfide, insatiable, Florus dévastait des villes entières, laissait organiser un brigandage effréné, dont il prélevait sa part, forçait un grand nombre d'Israélites à se réfugier dans les provinces voisines, se jouait des promesses qu'il avait faites comme des plaintes qu'on lui adressait. Il réduisit les esprits à un tel état de désespoir que la révolte était inévitable. Un jour il fit enlever le trésor sacré, alléguant qu'il était utile à césar. Le tumulte que cette violation causa dans Jérusalem lui servit de prétexte pour livrer la ville à ses soldats, qui pillèrent les maisons, torturèrent et tuèrent, selon Josèphe, plus de trois mille personne inoffensives. Ce massacre fut imité dans d'autres villes. Bientôt la Judée fut en armes. Le préfet Cestius Gallus entreprit de la soumettre et fut battu. Dès lors la rébellion prit les proportions d'une guerre.

Vespasien, après avoir rétabli la discipline, poussa en avant les légions, donna l'exemple de l'intrépidité et de la vigilance, combattit souvent au premier rang, fut blessé plusieurs fois, et acquit une prodigieuse renommée. Les bons généraux étaient rares à une époque où les services rendus au pays devenaient presque toujours un arrêt de mort. Les armées de Syrie, de Mésie, d'Illyrie, qui connaissaient déjà Vespasien, se redirent à l'envi ses exploits : en peu de mois, il fut le héros des camps. Titus, de son côté, ne fut point avare de sa vie. Il eut un cheval tué sous lui; une pierre le blessa si rudement à l'épaule qu'il en conserva toujours une faiblesse douloureuse dans le bras. Le père ne pensait qu'à faire vaillamment son devoir; l'ivresse de l'action et le plaisir de commander lui suffisaient. Le fils sentait vaguement qu'une armée était une puissance, qu'elle avait fait déjà des empereurs et que Rome se lasserait des folies de Néron. Tel est en effet le prestige du soldat dans une société qui s'affaiblit. Quand tous les liens politiques sont usés, les liens militaires se resserrent. Quelle armée a eu une constitution plus belle que l'armée romaine, — intrépide, patiente, toujours prête, accoutumée à de rudes travaux, construisant les routes, les ponts, les aqueducs et fondant des colonies, étendant partout l'influence de l'administration et un ordre rigoureux, finissant par camper à perpétuité sous les climats les plus divers pour veiller à l'unité du monde? Quelle armée cependant a été plus fatale à son pays? Elle a multiplié les guerres civiles, le pillage, les proscriptions, soutenu tous les ambitieux, imposé les tyrans les plus odieux, enseigné le chemin de Rome aux auxiliaires qu'elle entraînait à sa suite, accu-

mulé sur les frontières un flot immense de barbares, excité leur convoitise, aguerri leur jeunesse, jusqu'au jour où, écrasée par l'invasion de ces races nouvelles, elle est devenue impuissante à défendre même le territoire de Rome.

La nouvelle de la chute de Néron et de l'avénement de Galba émut Titus. Il avait connu Galba dans son enfance; il supputait son grand âge; il savait qu'il n'avait point d'enfans. Il partit dès qu'il le sut arrivé d'Espagne. Le but avoué de son voyage était de féliciter le nouveau césar et de solliciter les honneurs pour lesquels il se croyait mûr. Le but non avoué était de plaire au vieillard et de se faire adopter par lui. Bientôt ce ne fut un secret pour personne. Les amis de Titus ne cachaient point leurs espérances; ses flatteurs faisaient retentir publiquement leurs vœux. Dans tout l'Orient, ce fut une opinion établie. « Personne ne paraissait plus digne de régner que ce jeune homme, dont l'esprit était à la hauteur de la plus brillante fortune, et dont la grâce du visage était relevée par un air de grandeur. » C'est Tacite qui s'exprime ainsi dans sa reconnaissance pour cette dynastie qu'il a servie et qui l'a poussé dans la carrière des honneurs. Racine s'est inspiré des paroles de Tacite autant que de la majesté de Louis XIV, lorsqu'il a dit :

> Et dans quelque humble état que le sort l'eût fait naître,
> Le monde en le voyant eût reconnu son maître.

Mais Titus avait trop d'habileté pour se fier à de vaines apparences : il comptait bien plus sur les légions de son père, sur la crainte qu'il inspirerait pour faire pencher la balance en sa faveur. Ce qui achevait d'enflammer l'ambition du voyageur, c'étaient les présages, les accidens heureux, les oracles, que les anciens interprétaient comme un signe de la volonté des dieux. Tout semblait promettre le trône à Titus, même la croyance invétérée des Juifs, qui, après avoir crucifié Jésus, attendaient toujours leur Messie, et proclamaient que « les maîtres de l'univers devaient sortir de Jérusalem. » Pour les Romains, ces maîtres de l'univers ne pouvaient être que les généraux de l'armée de Judée triomphans.

Le plan de Titus fut brusquement déjoué. En arrivant à Corinthe, il apprit à la fois l'assassinat de Galba, la proclamation d'Othon et la révolte de Vitellius. Que faire? Aller à Rome, c'était se livrer aux hasards de la guerre civile et devenir un otage entre les mains d'un de ses adversaires. N'y pas aller, c'était offenser le vainqueur et lui refuser l'hommage. Titus se consulta longuement avec ses amis; on pesa les sujets de crainte et d'espérance, l'espérance l'emporta; on se résolut à ne plus garder de ménagemens. Othon et Vitellius, tous deux lâches et incapables, ne pouvaient occuper fortement le

pouvoir : leurs armées allaient s'entre-détruire. Si Titus était compromis, Vespasien effacerait l'offense en se déclarant pour le vainqueur. Si Vespasien consentait à se laisser proclamer lui-même, il importait peu de blesser un ennemi auquel on déclarait la guerre. Ce conseil tenu à Corinthe eut donc une influence décisive sur la résolution de Titus. L'usurpation était dès lors un but précis, unique, que la fortune éloignerait ou rapprocherait; tous les efforts de Titus devaient y tendre.

En regagnant l'Asie, Titus, qui ne négligeait rien, s'arrêta dans l'île de Chypre. Le sanctuaire de Paphos était célèbre. Pour se concilier les Orientaux, Titus y offrit de pompeux sacrifices, consulta le grand-prêtre Sostrate et prétendit lui avoir entendu dévoiler l'avenir qui l'attendait. Il arriva au camp de son père comme exalté par ces prédictions, le front radieux, exprimant une ardeur et une foi que sa vue seule communiquait. Vespasien avait déjà reconnu l'empereur Othon et fait prêter serment à ses légions. Cela n'arrêta point Titus. Les esprits étaient en suspens; il les entraîna, et sut leur inspirer une immense confiance. Pendant que son père, qui ne voulait ni partager ses espérances, ni approuver ses menées, était tout entier à la guerre, Titus, tout entier à la politique, préparait l'explosion.

D'abord il s'assura du dévoûment de l'armée. Il comptait sur les centurions et sur les tribuns, déjà séduits par ses promesses. Il acheva de gagner les soldats, prenant les uns par leurs vertus, les autres par leurs vices, tous par une douceur étudiée; il savait leurs noms, leurs affaires, leurs plaisirs, les flattait avec adresse, et fermait à propos les yeux quand la licence ne devait point compromettre la discipline.

En même temps il rechercha l'amitié des rois qui étaient voisins, alliés ou tributaires de l'empire. Il avait comme intermédiaires dans ces lointaines négociations le fils et la fille d'Hérode Agrippa Ier, tous deux chassés de Jérusalem par la révolte de leur peuple, tous deux rompus aux intrigues, tous deux n'ayant d'espoir qu'en lui. Le fils portait le même nom que son père : il s'appelait Hérode Agrippa II. Trop jeune à la mort d'Agrippa Ier, il n'avait reçu l'investiture de la tétrarchie qu'après avoir hérité de la principauté de Chalcis en Syrie, que lui laissa son oncle Hérode. Aussitôt après le conseil tenu à Corinthe, il était parti pour Rome afin de solliciter Othon. La fille d'Agrippa Ier était la fameuse Bérénice, transfigurée par Racine, qui lui a prêté le désintéressement, la chasteté, les nobles sentimens, la tendresse, les larmes des héroïnes de Mlle de Scudéry ou de Mme de La Fayette; elle n'a rien d'une Juive, rien d'une Orientale, rien d'une reine de la famille d'Hérode. Il fallait peindre une Médée ou une Armide; Racine a peint une Clélie et une Man-

dane. La poésie n'ajoute pas seulement à l'histoire, ce qui est son droit, elle la détruit. Les contradictions finissent même par être plaisantes. Quelque respect qu'on ait pour le génie, on doit plus de respect encore à la vérité. Il est donc nécessaire de rétablir les faits.

Bérénice était née un an après son frère, l'an 28 de l'ère chrétienne. Fiancée d'abord, sinon mariée, à Marc, fils d'Alexandre, procurateur impérial, elle avait épousé, après la mort de Marc, son oncle Hérode, roi de Chalcis : elle avait alors seize ans (1). Elle eut de lui deux fils, *Berenicianus* et *Hyrcan* (2), et devint veuve quatre ans plus tard. Elle vécut alors avec son frère dans une intimité qui fit croire à un inceste : l'inceste était aussi fréquent chez les princes de l'Orient que dans la famille des césars. Pour mettre un terme à des bruits injurieux, Bérénice consentit une troisième fois à se marier. Elle était recherchée par un roi de Cilicie, Polémon, qui convoitait ses richesses beaucoup plus que sa beauté, dit l'historien Josèphe (3). Polémon était païen; Bérénice exigea qu'il embrassât la religion juive et se fît circoncire. L'opération fut subie, et l'hymen fut célébré. Bérénice se dégoûta promptement du pays à demi barbare où elle se trouvait transportée; sa conduite était loin d'être irréprochable; Josèphe parle même de ses dérèglemens (4). Elle reprit ou acheta sa liberté, revint avec son frère, partagea sa bonne et sa mauvaise fortune, avertit les gouverneurs Florus et Cestius des fautes qu'ils commettaient, les supplia en vain, se compromit, vit incendier son palais par les révoltés, et se réfugia auprès des Romains. Dès que Vespasien eut touché le sol de la Judée, elle accourut auprès de lui, et se concilia par la magnificence de ses présens un parvenu qui manquait de tout. Dès que Titus fut arrivé d'Alexandrie, où il avait rallié la 5e et la 10e légion, elle n'eut point de peine à séduire un jeune homme amoureux des plaisirs (5).

Bérénice avait quarante ans lorsqu'elle connut Titus. Elle était encore belle et possédait tous les charmes qu'un art raffiné peut ajouter à la beauté. Chez les femmes de l'Orient, la fraîcheur du visage est inaltérable, parce qu'elle se compose tous les matins devant le miroir à l'aide du pinceau. Aspasie, Cléopâtre, les courtisanes et les reines célèbres de l'antiquité ont pu conserver ainsi un renom de perpétuelle jeunesse. La noblesse du type juif, des cheveux admirables, des formes que la maternité n'avait point altérées et que l'âge avait portées à leur juste plénitude, constituaient le prestige

(1) Photius, *Bibliothèque*, 238. Voyez Josèphe, édit. Didot, t. II, p. XII, ligne 13.
(2) Josèphe, *Guerre des Juifs*, livre II, chap. 11, § 6.
(3) *Antiquités juives*, livre XX, 7, 3.
(4) *Ibidem.*, Δι' ἀχολασίαν.
(5) *Lætam voluptatibus adolescentiam egit.* Tacite (*Histoires*, livre II, § 1).

de Bérénice autant que ses artifices de langage et ses doux sourires. Pleine d'expérience, éprouvée par des péripéties nombreuses, trois fois femme, deux fois mère, dissolue de mœurs, sachant manier délicatement la flatterie, armée de toute la ruse de sa race, rompue au mensonge et à la corruption des petites cours asiatiques, entourée d'éclat et de luxe, elle établit d'autant plus facilement son empire sur Titus qu'elle avait dix ans de plus que lui, et que Titus avait besoin d'elle. « La passion de Titus, ajoute Tacite, ne le détournait point des affaires (1). » Chez les ambitieux en effet, l'amour ne dure qu'autant qu'il est un instrument de l'ambition. Il se trouva bientôt que Bérénice était pour Titus l'agent le plus utile (2), que son trésor était ouvert, son influence en jeu, car elle était obligée de subordonner sa cause à celle de Titus, et d'ajourner le rétablissement de sa dynastie à Jérusalem jusqu'à la conquête de Rome par la dynastie des Flaviens. Ce fut elle qui, par ses promesses et ses intrigues, fit entrer dans la conspiration Soémus, roi d'Émèse et tétrarque du Liban, Antiochus, roi de Comagène, dont Racine a fait un amant morfondu; l'un et l'autre pouvaient réunir près de 10,000 cavaliers ou archers. Ce fut elle qui avertit sous main son frère, qui était à Rome, et qui s'échappa dès que la prise d'armes fut décidée. Ce fut elle qui intercéda auprès de Vologèse, roi des Parthes, et provoqua l'offre qu'il fit de 40,000 cavaliers quand on voudrait marcher sur Rome. Le Pont et l'Arménie furent également prévenus. L'or, les provisions de toute sorte, les moyens de transport, tout devait se trouver en abondance chez des rois qui espéraient être payés au centuple par ceux qui leur devraient le trône.

Enfin Titus ménageait les gouverneurs des provinces voisines; leur hostilité eût anéanti ses projets, et leur concours était indispensable pour en assurer le succès. Il entreprit dans cette intention plusieurs voyages; ses négociations furent secrètes, il y déploya toute sa diplomatie. En Égypte, le préfet Tibère Alexandre fut aisément gagné; il promit ses légions. L'Égypte était la clé de Rome, puisqu'il suffisait de retenir les flottes chargées de blé pour condamner les Romains à mourir de faim. Le préfet de Syrie, Mucien, donnait plus d'inquiétudes. Fameux également par ses succès et par ses disgrâces, il avait fait grande figure à la cour, recherché les amitiés illustres, dévoré sa fortune, encouru le déplaisir de Claude; on l'avait relégué au fond de l'Asie, où il était comme en exil Mélange d'activité et de mollesse, de bonne grâce et d'arrogance, de débauches effrénées quand il en avait le loisir, de tempérance

(1) « Neque abhorrebat a Berenice juvenilis animus, sed gerendis rebus nullum ex eo impedimentum. »

(2) « Nec minore animo regina Berenice partes juvabat. »

et de vertu quand son intérêt le commandait, il séduisait ses inférieurs, ses collègues, ses rivaux. Par malheur, le seul avec lequel il fût en mauvais termes était précisément Vespasien; il ne lui pardonnait pas d'avoir obtenu le commandement de la guerre de Judée, qu'il avait espéré. Sa jalousie pouvait être funeste, car il commandait quatre légions; il avait su s'en faire aimer en même temps que les maintenir sous la discipline. Il était connu depuis longtemps de tous les princes d'Asie; il parlait avec une adresse merveilleuse; il excellait à préparer les ressorts de toutes les affaires; lui-même pouvait prétendre à l'empire. Il avait naturellement des allures de césar et tout ce qui peut imposer à la multitude, un air de grandeur, l'habitude de la munificence, un faste qui le rehaussait au-dessus de la condition privée. Vespasien au contraire était sans dehors, vêtu comme un simple soldat, gueux et d'une avidité qui le faisait ressembler à un courtisan affamé plutôt qu'à un futur maître du monde.

Titus fit sonder le terrain par des amis communs. Sa démarche pleine d'humilité toucha un esprit hautain : rendre visite le premier à Mucien, c'était lui rendre publiquement hommage. Bien accueilli, Titus fit un chemin rapide; il usa avec tact de tous les moyens de plaire qu'il tenait de la nature ou de l'art, sut concilier les intérêts opposés, adoucir les blessures de la vanité, faire tomber un à un tous les griefs. Mucien fut conquis par la douceur du négociateur et par son effusion. On en vint à promettre que Vespasien serait désormais un frère pour son bienfaiteur, Titus un neveu et presque un fils. Mucien pouvait donner l'empire : Titus le lui avouait, et il disait la vérité. Ce rôle plut à une âme à la fois indolente et orgueilleuse, qui s'accommodait d'un désintéressement sans péril et d'une générosité sans exemple jusque-là dans l'histoire. Déjà vieux, sans enfans, il n'eût régné que pour adopter un successeur; il jugea plus court de revêtir de la pourpre le père de Titus et de Domitien; il jugea plus glorieux d'étonner le monde. Dès lors il fut un auxiliaire tout-puissant. Non-seulement son adhésion entraîna l'Orient, mais, chose singulière, son éloquence persuada le seul homme qui s'opposât sincèrement à l'entreprise : cet homme, c'était Vespasien.

Vespasien, heureux et satisfait de la vie des camps, ne souhaitait pas d'autre fortune que de mener à bonne fin la guerre qui lui était confiée. Loin de partager les espérances de son fils, il fut le principal obstacle à ses complots. Nous l'avons vu faire prêter serment à Othon par son armée; dès qu'il eut appris l'avénement de Vitellius, il fit prêter serment à Vitellius. Il mit à ces deux actes l'exactitude et l'empressement d'un fonctionnaire, sans égard pour les suggestions de Titus. Il chérissait son fils, il blâmait ses idées. Trop doux pour

l'affliger, trop faible pour réprimer ses menées, il préférait les ignorer, le laissait faire, regrettait d'être peu à peu compromis, s'occupait uniquement de poursuivre les Juifs et d'emporter une à une toutes leurs places fortes. Les discours et les supplications de Titus parvenaient quelquefois à l'ébranler; mais son bon sens répugnait aux aventures, sa droiture à la guerre civile, et de plus il avait peur. « Quoi! risquer à soixante ans sa renommée, sa vie, celle de deux fils à la fleur de l'âge! S'exposer aux jeux de la fortune, au choc redoutable de l'armée de Germanie, aux coups des assassins, à la jalousie des autres généraux, à la trahison de ses propres amis! » En vain, après qu'on eut appris la mort d'Othon, Titus montrait une lettre de l'empereur qui chargeait Vespasien de le remplacer et de le venger: Vespasien, qui connaissait le talent de son fils à contrefaire toutes les écritures, s'émut peu de cette lettre fausse, qui n'était faite que pour tromper le vulgaire. En vain Titus lui énumérait toutes les forces dont il disposait, l'alliance des rois de l'Asie entière, les auxiliaires de toutes les cités grecques et de toutes les îles : Vespasien rappelait le sort de Clodius Macer et de Scribonianus, tués le lendemain de leur révolte. En vain Titus faisait valoir que deux mille hommes tirés des légions de Mésie l'avaient déjà proclamé à Aquilée : Vespasien répondait que ces deux mille hommes étaient aussitôt rentrés dans le devoir. Titus, désespéré, sentait l'occasion lui échapper, s'il laissait à Vitellius le temps de s'affermir. Mucien, mandé par lui, vint de Syrie pour décider Vespasien. Après plusieurs entretiens secrets, il lui tint devant tous ses officiers le langage le plus propre à le décider et au besoin à le compromettre. Le discours que Tacite lui prête (1) convient bien à ce personnage énergique et fastueux qui a entraîné Vespasien, lui a frayé la route, s'est complu, une fois à Rome, à faire sentir à tous que Vespasien lui devait l'empire, et plus tard le rappelait volontiers à l'empereur lui-même par son indolence voluptueuse ou par ses sarcasmes. L'exemple de Mucien enhardit les plus timides; on pressa Vespasien. Titus, qui le savait superstitieux comme tout bon Romain, lui rappela les présages qui depuis longtemps annonçaient sa grandeur, les prophéties du prêtre du mont Carmel; mais ce qui devait surtout frapper cet esprit sensé, c'était le sentiment de sa situation. On l'avait si bien compromis qu'il ne lui restait plus d'autre parti que la rébellion. Il s'y résigna, promit de s'y préparer, ne laissa aucun doute à Mucien, qui retourna dans son gouvernement, accablé de caresses par Titus. Toutefois il remettait toujours : entre la résolution et l'action, l'intervalle eût été long, si Titus n'eût brusqué le dénoûment.

(1) *Histoires*, livre IV, § 4.

Il écrivit à Tibère Alexandre, répandit dans le camp de Judée l'impatience et la sédition, passa de nouveau en Syrie, où il fit annoncer par Mucien que Vitellius allait rappeler les légions de Syrie pour les envoyer sur le Rhin. Or les soldats, unis aux habitans par des liens de famille et d'amitié, chérissaient ce doux pays comme une seconde patrie.

Bientôt l'incendie éclata. Aux calendes de juillet, Tibère Alexandre proclama Vespasien et lui fit prêter serment par ses soldats. Le 5 des nones du même mois, l'armée de Judée se prononça avec impétuosité, sans être assemblée ni excitée par aucun discours, sans attendre la présence de Titus, qui revenait d'Antioche. Quelques légionnaires, voyant leur général sortir de sa tente, le saluèrent empereur; des cris s'élevèrent, on accourut, la clameur devint universelle, l'enthousiasme irrésistible; les épées furent tirées. Vespasien, menacé de mort par ses partisans furieux, accepta enfin les titres de césar et d'auguste que la foule lui décernait. Mucien n'attendait que cette nouvelle. Tout l'Orient l'imita, et les légions d'Illyrie, de Mésie, de Pannonie, de Dacie, à la lecture des lettres du nouvel empereur, se précipitèrent sur l'Italie, conduites par Antonius Primus, Gaulois, né à Toulouse, surnommé dans son enfance *Bec de Coq*, grand discoureur, général plein de feu, téméraire, amoureux du pillage, mêlant les vols et les largesses. Antonius Primus saccagea tout sur son passage, défit les vitelliens, traita Rome en ville conquise, fit mettre à mort Vitellius, ne laissa rien à faire à Mucien si ce n'est de le calomnier, rien à Vespasien si ce n'est de le mettre à l'écart, juste salaire de ceux qui rendent aux princes de tels services.

Les événemens qui remplirent la fin de l'année 69 et le commencement de l'année 70 sont lamentables et ne méritent guère d'être racontés. Les Flaviens ont coûté à Rome des flots de sang et avancé sa démoralisation politique. Le soulagement qu'apporte une tyrannie nouvelle ressemble à la maladie qui chasse une autre maladie; elle repose, mais elle affaiblit encore le malade. Vespasien avait appris les progrès de ses lieutenans et le supplice de Vitellius par des sénateurs, des chevaliers, des transfuges de tout rang, qui avaient affronté les tempêtes de l'hiver pour lui apporter leur hommage; chaque galère les déposait sur le môle d'Alexandrie, d'autant plus nombreux que les nouvelles étaient plus favorables. Vespasien était depuis plusieurs mois en Égypte, prêt à affamer Rome, si elle résistait, à occuper l'Afrique, si la guerre était incertaine, à se retrancher dans le royaume des pharaons, admirablement défendu par la nature, si Mucien était vaincu. Titus était avec lui, et savourait le charme tant désiré de la puissance. Il forçait même son

père à se prêter à d'indignes comédies, propres à donner plus de prestige au pouvoir suprême. Vespasien faisait des miracles, comme Simon le magicien ou le thaumaturge Apollonius. Deux misérables, l'un aveugle, l'autre boiteux, l'arrêtèrent sur la place publique : ils le supplièrent de les guérir; Sérapis pendant leur sommeil leur avait signifié à l'un qu'il recouvrerait la vue, si l'empereur daignait cracher sur ses yeux, à l'autre qu'il marcherait droit, si l'empereur avait la bonté de lui donner un coup de pied. Vespasien rougit d'abord, honteux pour l'humanité et pour lui-même. Pressé par ses amis et par son fils, il cessa de résister; il cracha, il donna le coup de pied, et le miracle s'opéra. Ainsi fut établi pour les Orientaux le dogme de sa divinité.

Des soins plus graves l'appelaient en Italie. La famine menaçait; Rome était livrée au désordre; les soldats y régnaient en maîtres; la Gaule et la Germanie se révoltaient; Domitien enfin, son second fils, à peine âgé de dix-sept ans, qu'il avait laissé à Rome, enivré de sa grandeur subite, indocile aux conseils de Mucien, se livrait à ses passions effrénées, prodiguait les magistratures, multipliait les destitutions. Son père lui écrivit même à ce sujet une lettre ironique où il le remerciait « de ne pas l'avoir destitué lui-même et de lui permettre de régner. » Vespasien eut avec Titus un long entretien avant de s'embarquer. Titus avouait qu'il s'était efforcé d'adoucir l'empereur envers son frère en lui remontrant que la principale force d'un souverain qui veut fonder une dynastie, c'est le nombre de ses enfans. Je ne doute pas que le jeune ambitieux n'ait plaidé cette thèse, s'inquiétant peu d'ailleurs des témérités d'un enfant qui avait douze ans de moins que lui; mais le sujet secret et capital de l'entretien fut Mucien, le trop puissant Mucien qui excitait bien autrement les alarmes de Titus, Mucien qui tenait les armées dans sa main, exerçait à Rome un pouvoir discrétionnaire, promulguait des édits, apposait le sceau que Vespasien avait dû lui confier, multipliait les concussions, se vantait d'être appelé *frère* par Vespasien, racontait à tous qu'il lui avait donné l'empire, et se flattait de le partager avec lui. Il était dangereux de laisser Mucien exposé à des tentations croissantes; il était nécessaire de le ramener par une prudente politique et une ingratitude savamment graduée au rang de courtisan. Après s'être concertés, le père et le fils se séparèrent; l'un partit pour Rome, afin d'y apprendre le métier d'empereur, l'autre retourna en Judée, afin d'y affermir sa gloire et ses titres à l'héritage d'Auguste.

II.

Vespasien avait soixante ans lorsqu'on lui jeta sur les épaules la pourpre et le fardeau des affaires. A cet âge on n'a plus ni les passions, ni l'orgueil, ni la crédulité qui entraînent un novice. Accoutumé à une vie modeste et parfois misérable, il garda le goût de la simplicité. Il n'habitait pas volontiers le Palatin, où le souvenir des splendeurs impériales le gênait : il préférait les jardins de Salluste, qui s'accommodaient mieux à l'aisance d'un particulier. Il ne voulut point de gardes, laissa sa porte ouverte, reçut à toute heure ceux qui se présentaient, abolit l'usage de fouiller quiconque s'approchait de l'empereur, fût-ce une femme, se laissa aborder dans la rue; en un mot, si ses actes furent d'un maître, ses manières furent celles d'un républicain.

Le nouvel empereur avait la taille carrée, les membres robustes et compactes, une santé excellente qu'il entretenait en se frottant tout le corps avec des mouvemens énergiques et cadencés, et en faisant diète un jour par mois. Son visage semblait contracté par un effort continuel. Ses contemporains qualifiaient fort grossièrement la nature de cet effort et en tiraient des plaisanteries de mauvais goût qu'il faut laisser à son biographe Suétone. Cette expression, ou plutôt cette tension est indiquée sur les monnaies frappées pendant son règne; elle est rendue plus vivement par la statue et le buste de marbre qu'on voit au Louvre, et qui nous donnent les traits suivans : un front ridé, contracté, labouré par cette apparence d'effort dont parlent les auteurs; un crâne chauve avec quelques cheveux épargnés sur le sommet et au-dessus de chaque oreille; une tête ronde, pleine, d'heureuse proportion, qui ne peut contenir que des impressions nettes et un cerveau sain; l'oreille plaquée, jolie, bien ourlée; des yeux enfoncés dans leur orbite, attentifs, marqués au coin de rides narquoises qu'on retrouve aux yeux d'Henri IV; le nez gros, tirant vers l'aquilin; les pommettes hautes, le menton pointu, accusé, avec cette nuance de bouffonnerie dont les Italiens ont fait un type (Pulcinella); la bouche souriante, sceptique, crispée, sans que cette crispation aille au-delà de la malice et nuise à un air de bonté. La physionomie générale est la bonhomie et l'égalité d'humeur dans une contention perpétuelle, l'habitude de la ruse et de l'application tempérée par un naturel heureux, l'exactitude d'un travailleur et la pénétration d'un homme d'esprit qui raille les hommes autant qu'il s'en défie, une régularité de fonctionnaire unie à la cupidité d'un spéculateur, un grand sens avec une pointe gas-

conne, une vieillesse aimable, le mépris des courtisans, la satisfaction de jouir des biens tardivement acquis.

Appliqué, exact, modéré, Vespasien était en effet un administrateur à son poste plutôt qu'un césar. Il était le modèle d'un préfet de Rome et se croyait encore gouverneur de province. Levé avant le jour, il se faisait lire les lettres et les rapports, s'habillait lui-même en causant avec ses amis, donnait audience, expédiait les affaires; ce n'était qu'après les avoir expédiées qu'il se faisait promener en litière ou se reposait. Il avait perdu sa femme et repris une ancienne maîtresse qui était une affranchie et s'appelait Cænis. Lorsqu'elle fut morte à son tour, il prit des concubines qu'il choisit sans vergogne, et dont il forma une sorte de harem; ce fut son seul luxe, ridicule à son âge, mais qui parut un scandale assez innocent auprès des terribles fantaisies de ses prédécesseurs. Après la sieste, le bain; après le bain, le souper. C'était le moment où il montrait le plus d'indulgence et l'humeur la plus douce : les gens de sa maison en profitaient pour présenter leurs requêtes ou enlever les faveurs. Il aimait à faire le plaisant jusqu'à la bouffonnerie; ses propos de table étaient grossiers jusqu'à l'obscénité. Par là se trahissaient sa mauvaise éducation et sa nature vulgaire. Aussi n'avait-il aucun mérite à rester insensible aux flatteurs ou à rire des généalogistes du temps qui voulaient le rattacher aux dieux. En vrai parvenu, il ne pouvait s'asservir aux convenances; hostile à toute étiquette, il déclarait que la représentation était pour lui une gêne, la grandeur un supplice. Il retournait avec joie dans la petite maison de campagne que possédait sa famille dans la Sabine; il buvait dans la coupe de son aïeule Tertulla de préférence aux coupes d'or ou d'argent.

Le vice capital de Vespasien était la cupidité; il n'était pas avare, il était insatiable, défaut royal assez fréquent chez les princes qui ont manqué de tout et veulent s'assurer de l'avenir : il leur semble que la richesse est une protectrice qui survivra même à leur puissance. Les modernes parlent quelquefois de l'avarice de Vespasien, trompés par le mot latin *avaritia*, qui signifie *cupidité*. Vespasien était rapace, et tous les moyens lui étaient bons; c'était dans le sang, il était fils d'usurier. Mucien, par son ordre, avait commencé à remplir le trésor impérial à la faveur de la guerre civile. A peine arrivé à Rome, l'empereur déclara qu'il lui fallait 800 millions comme nerf d'un bon gouvernement. Il rétablit les impôts les plus lourds, doubla le tribut des provinces, vendit les honneurs, les exemptions, les grâces, ne recula pas devant les trafics sordides, fit le métier de brocanteur, se servit de sa maîtresse Cænis pour rançonner les ambitieux, éleva aux plus grands emplois des coquins

auxquels il faisait rendre gorge dès qu'ils s'étaient enrichis : il les appelait *ses éponges*. Il partageait les bénéfices de ses huissiers, s'ils vendaient les audiences, forçait un de ses cochers, qui pendant un voyage ferrait ses mules pour donner du temps aux solliciteurs, à partager avec lui la somme qu'il avait reçue. L'impôt qui lui a assuré l'immortalité du ridicule n'était cependant pas le plus répréhensible : ce n'était que le fermage des spéculateurs qui exploitaient l'infirmité humaine et lui offraient à prix convenu les récipiens (1) auxquels nous avons attaché le nom d'un césar. Ce césar avait trop d'esprit pour ne pas sentir sa honte; mais il se servait de son esprit pour couvrir ses vilenies par des bons mots. Suétone, qui le peint sous son jour le plus beau, fait cette remarque profonde, qu'il était surtout facétieux quand il méditait de sales actions. Il savait que le rire désarme et qu'un bouffon cesse d'être odieux. Les députés d'une ville lui apprenant qu'on avait voté une somme importante pour lui ériger une statue colossale : « Voici la base, » dit-il en tendant le creux de sa main. Il avait beau railler, les Romains le raillaient d'une façon plus sanglante. A ses funérailles, le premier pantomime, nommé Favor, faisait le personnage de l'empereur suivant la coutume, imitait sa démarche, son costume, ses airs, jusqu'à ses paroles : « Quelle ruineuse cérémonie ! s'écria-t-il brusquement lorsqu'il fut en face des procurateurs; combien coûtera-t-elle? — Deux millions, lui répondirent les procurateurs. — Donnez-moi vingt-cinq mille livres et jetez-moi dans le Tibre. »

Du moins faut-il rendre à Vespasien cette justice, qu'il usa bien des trésors mal acquis. Il soulagea les misérables, ranima le commerce, rendit aux travaux publics leur activité, donna des pensions aux consulaires ruinés, aux professeurs de lettres grecques et latines, aux artistes, aux acteurs même. Il entassait pour répandre, il volait pour être utile, il était avide du bien d'autrui, mais il en était généreux; il s'efforçait de réparer les maux de l'anarchie, de rétablir l'ordre, l'économie, la police dans l'état. Après les horreurs de plusieurs guerres civiles accumulées, il lui était plus facile de conduire les esprits fatigués, de contenter les intérêts en souffrance, de renvoyer sans promesses nouvelles les soldats gorgés de pillage, de ramener le règne des lois lorsqu'on avait appris à le regretter, et de reprendre le jugement des innombrables procès que les révolutions avaient suspendus. La force avait donné l'empire à un général qui aurait pu n'aimer que la guerre : le hasard favorable voulut que cet usurpateur eût des goûts et des talens d'administrateur.

(1) C'étaient de grands vases en terre cuite, hauts comme des amphores, semblables à des tonneaux coupés (*dolia curta*).

Dès le début de son règne, Vespasien avait inauguré d'une manière significative l'ère des réparations. Il avait voulu, avant tout, restaurer le Capitole, c'est-à-dire le double sanctuaire de la religion d'état et des lois. Le temple de la trinité capitoline, sauvegarde de l'empire, et le tabularium, archives de la toute-puissante administration, avaient brûlé pendant les troubles civils. C'étaient même les Flaviens qui avaient causé l'incendie, car Flavius Sabinus, frère de Vespasien, en se faisant assiéger dans le Capitole, y avait attiré le feu et la flamme. Des monceaux de ruines immenses semblaient défier tous les efforts. Vespasien donna l'exemple; une hotte sur le dos, il emporta les premiers déblais. Il est inutile d'ajouter que des travaux ainsi commencés devaient marcher vite. Vespasien put déposer la hotte et s'en remettre aux soins de L. Vestinus, chevalier considérable, Gaulois d'origine. Très actif, très intelligent, ce Vestinus fut l'Agrippa de Vespasien, tandis que Mucien s'en fit le Mécène. Les défenseurs des nouvelles dynasties sont épris de ces sortes de résurrections, ils vont même jusqu'au plagiat; ils croient abriter leur maître sous la protection de souvenirs déjà consacrés, et se livrent avec passion à la pratique de cette sorte d'archéologie. Mucien, qui ne mérite plus désormais l'attention de la postérité, attirait quelques beaux esprits, vivait dans la mollesse, s'entourait d'un luxe effréné, faisait un recueil de mémoires et de lettres, et écrivait pendant ses loisirs forcés une histoire naturelle où l'on prétend que Pline a plus d'une fois puisé. Vestinus au contraire était infatigable. Le 11 des calendes de juillet de l'an 71, la première pierre du temple capitolin fut posée avec pompe. On avait entouré le périmètre du temple de bandelettes; la haie était formée par des soldats qui tous avaient des noms d'heureux présage, Félix, Fortunatus, Faustus, Pius, etc... Les vestales, suivies d'un double chœur de jeunes garçons et de jeunes filles qui n'avaient point encore porté le deuil de leurs parens, aspergèrent le sol d'eau puisée par elles aux sources; le pontife Plautius Ælianus le purifia par le triple sacrifice d'un taureau, d'un porc et d'une brebis; le préteur Helvidius Priscus, après avoir invoqué la trinité du Capitole, prit le câble; tous, prêtres, sénateurs, chevaliers, plébéiens, le saisirent derrière lui et traînèrent en cadence la pierre fondamentale jusqu'à sa place. Dans le trou qu'elle devait occuper, on jeta de l'or vierge, de l'argent qui n'avait jamais été fondu par le feu. Le monument fut poussé rapidement. Le plan ancien fut respecté, comme il l'avait été par Sylla; c'était le plan étrusque, trois sanctuaires parallèles avec une seule façade. Les formes générales et l'ordre, qui était corinthien, furent reproduits, mais avec des proportions plus élancées, plus de hauteur, plus de richesse; de grandes médailles

de bronze frappées sous Vespasien en donnent quelque idée. On y voit les six colonnes de la façade, l'entrecolonnement plus large au milieu; Jupiter, assis dans le fond de son sanctuaire, tenant le sceptre et le foudre; Minerve, dans le sanctuaire de droite, debout, casquée, s'appuyant sur sa lance; Junon, dans le sanctuaire de gauche, debout, le torse nu, renversant une patère à libations. Les degrés, les statues qui les précèdent, le fronton avec sa décoration, les aigles qui forment les acrotères, le quadrige qui surmonte le faîte, tout est indiqué.

La restauration du temple capitolin était un symbole : l'empire allait être restauré comme son palladium, qui devenait, aux yeux des usurpateurs, le palladium de leur dynastie; mais ce n'était pas à Vespasien qu'il appartenait de déduire ces conséquences. Trop sensé et trop sceptique pour être un fondateur, il se contentait d'agir en père de famille; il amassait pour ses enfans. Aussi les deux premières années de son gouvernement offrent-elles peu d'intérêt; elles ne sont remplies que par les expédiens ou les exigences de l'administration. Il faut que Titus soit revenu de Judée, qu'il ait pris pied à Rome, qu'il ait reconnu le terrain pour que ses actes aient un caractère politique et tendent vers un but, car c'est Titus qui est le créateur, l'ambitieux, le poète; c'est Titus qui travaille pour l'avenir, c'est-à-dire pour lui-même; c'est Titus qui est l'âme, Vespasien n'est que l'instrument.

III.

Titus avait espéré réduire promptement Jérusalem, soit par une capitulation, soit par la force. Les Juifs, acharnés à leur propre perte, refusèrent ses conditions et firent une défense admirable. Il fallut accepter les lenteurs d'un siége dont les détails sont relatés par le témoin Josèphe. Titus, désespéré d'abord d'une résistance qui le retenait loin de Rome, ne se fiant qu'à demi à l'habileté de son père, se rassura plus tard lorsqu'il apprit quel accueil on avait fait à Vespasien. Tranquille sur l'établissement de l'empire, consolé par l'amour de Bérénice, charmé par des flatteries nouvelles pour lui, entouré d'une cour magnifique que lui fournirent les petits rois de l'Orient et tous les Romains qu'avaient attirés d'Italie l'intérêt, l'espoir, le désir de s'emparer de l'oreille encore libre du prince, il se résigna à devenir un héros. Il se comporta vaillamment, exposa sa vie avec témérité, fut vainqueur et se vengea de tout ce que les Juifs lui avaient fait craindre par la destruction de Jérusalem. Raser une ville illustre et florissante parce qu'elle s'est révoltée justement, disperser une nation parce qu'elle a été poussée aux dernières ex-

trémités par les cruautés des procurateurs impériaux, c'était un acte de férocité inutile. On conçoit que le sénat de la république eût semé le sel sur Carthage quand Carthage pouvait se relever et menacer de nouveau la puissance de Rome; mais Jérusalem n'avait été ni un danger ni un exemple contagieux pour l'univers enchaîné. Titus a cédé ou à un ressentiment personnel ou à un désir plus inhumain encore de frapper les esprits par un coup terrible. Il voulait apparaître aux citoyens romains comme un foudre de guerre et un exterminateur. Il leur apprenait quel sort attendait désormais une cité qui oserait se révolter contre la famille des Flaviens.

L'hiver était arrivé; la mer était fermée pendant toute la saison aux navigateurs prudens; Titus attendait le printemps. Il jouit de sa puissance, distribua les grades et les récompenses à ses soldats, et se promena en Asie comme un triomphateur. Les peuples lui prodiguaient la pâture dont s'enivrent les despotes novices, fêtes et adoration. Titus à son tour prodiguait les faveurs et des spectacles sanglans dont les pauvres Juifs faisaient les frais. Il traînait derrière lui un grand nombre de prisonniers, décimés par la fatigue, la maladie, la misère. Pour diminuer encore les embarras d'une telle suite, il en força 2,500 à s'entr'égorger dans l'amphithéâtre de Césarée avec le titre de gladiateurs. Il en fit tuer 2,500 autres à Béryte, pour célébrer le jour de la naissance de son père. Toutes les villes importantes de la Syrie eurent successivement leur part de joie, et, comme elles détestaient les Juifs, elles purent se réjouir à leur aise de voir couler leur sang. Les chefs cependant et l'élite des captifs furent épargnés, soignés, embarqués à l'avance, envoyés à Rome pour parer le triomphe que se promettait le destructeur de Jérusalem. Ce faste et ces allures tyranniques effrayaient à Rome; les alarmes redoublaient lorsqu'on apprenait les priviléges accordés au roi Agrippa et à sa sœur, la réception des ambassadeurs parthes apportant les vœux de Vologèse, la consécration du nouveau bœuf Apis par Titus, qui, pour obéir à l'usage égyptien, avait ceint le diadème royal. Les habitans de l'Italie, dont l'oreille était tendue vers l'Orient, craignaient que Titus ne fût entraîné par Bérénice comme Antoine l'avait été jadis par Cléopâtre et qu'il ne voulût diviser le monde. On prévoyait de nouvelles dissensions civiles. Vespasien seul ne ressentait point ces inquiétudes. Il connaissait trop bien l'ambition de son fils, de même que Titus savait trop quelle était l'affection de son père et son détachement des grandeurs. Il eût été insensé de garder avec péril la moitié de l'univers quand l'univers entier devait lui appartenir sans obstacles. Aussi, lorsque Titus toucha la plage de Brindes, trouva-t-il Vespasien, qui était venu à sa rencontre, comme un lieutenant au-devant de son empereur. Aucune

explication ne fut nécessaire. Il suffit que Titus s'écriât : « Me voici, mon père, me voici. » Les deux cœurs se sentirent toujours d'accord. Vespasien n'avait point oublié que son fils seul l'avait fait tout-puissant. Titus était convaincu que son père n'avait accepté la toute-puissance que pour la partager avec lui.

Dès ce jour en effet, tout est commun entre le père et le fils, les apparences aussi bien que la réalité du pouvoir. Titus a les titres et les droits césariens, *imperator*, consul, censeur, tribun, pontife. Vespasien avait refusé la puissance tribunitienne, qui constituait sacrée et inviolable la personne du souverain : c'était une faute que Titus lui fit comprendre. Tous les deux se firent aussitôt donner par le sénat cette inviolabilité, qui était la force morale des césars et motivait la loi de lèse-majesté. Les monnaies de l'an 72 donnent en effet cette qualité à Titus. Ce n'est pas assez de dire qu'il était un successeur désigné; il était véritablement associé à l'empire : il y mettait la main, il y veillait, *particeps et tutor*, non pas en secret, mais publiquement, officiellement, de même qu'il s'asseyait partout sur le trône à côté de son père. Il avait alors trente ans. Homme fait, général glorieux, accoutumé à commander seul, ambitieux de naissance, politique déjà mûr, il avait sur l'esprit de Vespasien d'autant plus d'influence que Vespasien faisait le sceptique ou le plaisant. Ce fut pour complaire à Titus que Vespasien célébra par un pompeux triomphe la soumission de la Judée. Depuis l'aurore jusqu'au coucher du soleil, monté sur le même char que son fils, il subit les fatigues de cette longue cérémonie; on le voyait s'essuyer le front de temps en temps, on l'entendait murmurer entre ses dents : « Suis-je assez fou à mon âge! Je n'ai que ce que je mérite. » En toutes choses, il acceptait les conseils d'un fils dont il reconnaissait le mérite, dont l'ascendant lui paraissait doux, qui le rajeunissait en lui communiquant sa propre chaleur ou ses vastes espérances. Sur deux points seulement, il se montrait un maître jaloux : l'administration proprement dite et les finances. Modèle des fonctionnaires, il se réservait les minuties qui font un état bien réglé et que Titus lui abandonnait avec joie; fils d'usurier, financier dans l'âme, il poursuivait avec une insatiable cupidité l'or qui devait soutenir son gouvernement. Son fils savait mieux que personne combien à Rome étaient nécessaires les trésors que son père entassait : il devait en profiter lui-même un jour, il entassait de son côté; sa délicatesse ne se révoltait que sur le choix des moyens. Il lui répugnait de voir l'empereur se salir ou se couvrir de ridicule par certains expédiens. Ses remontrances sur ce sujet le trouvaient railleur et intraitable. On sait comment Vespasien lui mit un jour sous les yeux le premier produit de l'impôt sur les urines, dont il

avait combattu l'établissement, lui demandant si cet argent sentait mauvais.

Le rôle de Titus fut supérieur : il s'appliqua uniquement à la politique, et par politique il faut entendre, à une telle époque, tous les actes propres à fonder le prestige d'une dynastie. Ce sens manquait à Vespasien; dans sa bonhomie, il croyait suffisant que le pouvoir fût transmis comme un héritage; il était assuré de cette transmission; il riait des prétentions et des supercheries du jeune césar; incorrigible jusqu'au bout, il en riait encore à son lit de mort. Il allait expirer, on lui demandait de ses nouvelles : « Eh! eh! répondit-il, je sens que je deviens un dieu, » raillant ainsi l'apothéose d'usage, à laquelle son fils ne le laisserait pas échapper.

Trois choses semblaient nécessaires à Titus pour incarner dans sa famille le bonheur ou du moins la perpétuelle soumission de l'univers : effacer le souvenir des souverains qui avaient précédé, s'entourer d'un éclat presque divin, se faire craindre. Or Vespasien avait manqué à ces trois devoirs : il avait marié et doté la fille de Vitellius; il restait attaché à une simplicité bourgeoise; il était d'une clémence qui encourageait aussi bien les conspirations que l'excès de familiarité.

Vitellius et les aventuriers auxquels il avait succédé n'avaient point laissé de traces qui pussent inquiéter; mais il y avait un empereur, mort depuis trois ans à peine, qui était resté cher à la multitude; Othon avait dû relever ses statues et prendre son nom, Vitellius offrir un sacrifice solennel à ses mânes et achever son palais pour devenir agréable à la plèbe romaine. Cet empereur était Néron, l'artiste couronné, qui avait captivé Rome par ses prodigalités, ses orgies, ses fantaisies gigantesques, et dont le règne avait été une fête perpétuelle. Titus était jaloux de Néron. Les dynasties nouvelles ressemblent aux parvenus, qui envient tout à leurs voisins et haïssent la noblesse en essayant de l'éclipser; elles contractent des ressentimens inexplicables contre la dynastie qu'elles remplacent. Abolir la mémoire de Néron fut l'idée fixe de Titus, et, comme les monumens qui frappent les yeux semblent redire sans cesse le nom de celui qui les a bâtis, il s'attaqua aux monumens. La villa impériale fut bouleversée, les magnificences de la *Maison dorée* détruites, afin de rendre au public les terrains qui lui avaient été enlevés. Le prétexte était bon et la tactique habile. Néron avait en effet poussé ses empiétemens jusqu'à l'Esquilin et jusqu'au Cœlius. D'abord la Voie-Sacrée fut rectifiée; pour la décorer, le colosse de bronze fondu par Zénodore à la ressemblance de Néron fut changé de place; des rayons furent ajustés autour de la tête, des attributs précis et quelques retouches bien entendues firent une statue du

dieu Soleil, que les passans ne purent méconnaître. Les fondations d'un arc de triomphe destiné à consacrer la prise de Jérusalem furent jetées sur la voie, devant l'entrée même du Palatin. Cet arc, en marbre pentélique, devait immortaliser à la fois Vespasien et Titus; mais comme il ne fut achevé que sous Domitien, sans doute à cause de la richesse des sculptures, Domitien le dédia au seul Titus. C'est pour cela que sous la voûte Titus est représenté sur un aigle, symbole de l'apothéose.

Le lac qui s'étendait entre le Cœlius et l'Esquilin fut desséché. Les prairies couvertes de troupeaux, les chaumières, les forêts giboyeuses qui l'entouraient, les beaux points de vue disparurent. On profita de la cavité du lieu pour préparer une arène plus vaste que toutes les arènes connues; on y ménagea, jusqu'à vingt-quatre pieds de profondeur, deux étages de constructions souterraines pour les bêtes féroces et le jeu des machines; on entoura cet espace d'une immense construction destinée à contenir quatre-vingt sept mille spectateurs. Ainsi fut fondé l'amphithéâtre qui devait servir de type à tous les autres, qui reçut le nom des Flaviens, et que les Romains ne désignent depuis bien des siècles que par le nom de *Colosseo* (Colisée), sans doute à cause du colosse qui en était voisin. Promettre aux plaisirs populaires un abri aussi magnifique, c'était toucher le cœur des descendans de Romulus au point le plus sensible; rien n'était plus propre à faire oublier Néron et à concilier à ses successeurs l'amour d'une multitude fainéante.

La Maison dorée fut attaquée à son tour. On la démolit sur le Palatin, on la défigura dans la vallée, on la masqua du côté de l'Esquilin par un édifice somptueux qui fut appelé le temple de la Paix. Ce temple, que les modernes ont confondu longtemps avec la basilique de Constantin, et dont il ne reste qu'un pan de mur derrière la basilique, fut un véritable musée. On y transporta les chefs-d'œuvre grecs que contenait la Maison dorée, entre autres l'*Ialysus* de Protogène, la statue du Nil avec les seize génies de l'inondation, peut-être le *Laocoon;* on y forma une collection de manuscrits, on y reçut en dépôt les trésors des particuliers; tout y fut pour le public. A la place d'honneur brillaient les trophées de la guerre de Judée, les vases d'or et le chandelier à sept branches, les images des nouveaux césars; en un mot, le temple de la Paix devenait le temple de la famille Flavia. Enfin, comme les citoyens s'arrêtaient encore avec trop de curiosité ou de tristesse devant les restes du palais de Néron, Titus impatienté résolut de les enfouir; mais, fidèle à sa tactique, il parut ne les sacrifier qu'à l'utilité publique, effaçant par la promesse de nouvelles jouissances les regrets qui s'attachaient au passé. Des thermes plus vastes que ceux d'Agrippa

furent commencés; ils s'élevèrent sur une terrasse factice dont la maison de Néron, comblée soigneusement et plongée dans d'éternelles ténèbres, forma la substruction. Ouverts aux citoyens après la mort de Vespasien, ces thermes ont gardé le nom de *bains de Titus*.

Les raffinemens contre la mémoire de Néron furent poussés plus loin. Celui-ci avait démoli sur le Cœlius un temple commencé par sa mère Agrippine et qui devait être dédié au divin Claude. Titus se moquait de Claude comme tout citoyen de Rome; mais il releva son temple avec affectation, afin de mieux constater l'impiété de son fils adoptif. En même temps il consacra une statue à Britannicus, empoisonné par Néron, autant pour raviver le souvenir du crime que pour honorer le compagnon de son enfance.

Vespasien, dont les coffres regorgeaient, se prêtait à cette guerre rétrospective, parce qu'elle était l'occasion de travaux considérables qui restauraient la ville, ravivaient le commerce et occupaient des milliers de bras. Il était moins accommodant pour la seconde partie de la politique de son fils, celle qui tendait au prestige, à des origines chimériques et presque à la divinité. Les mensonges et les légendes le trouvèrent sans pitié. Il refusa de déclarer déesses, selon l'usage impérial, sa mère Vespasia Polla et sa femme Flavia Domitilla, mortes avant son avénement. Titus ne put satisfaire sa piété fastueuse envers sa mère que lorsqu'il fut empereur; alors seulement il prodigua à sa famille les statues, les médailles commémoratives, les apothéoses. Lorsqu'on apportait à Vespasien un tableau généalogique admirable qui le faisait descendre d'un compagnon d'Hercule, fondateur prétendu de la petite ville de Réate, Vespasien haussait les épaules ou parlait du laboureur cisalpin, son aïeul. Titus rougissait et se taisait. En vain Titus le suppliait de s'entourer de gardes, d'habiter le Palatin, de ne plus repousser une pompe et un luxe qui sont le secret de la majesté des rois; en vain il demandait pour son frère Domitien, non pas une puissance qui l'eût alarmé lui-même, mais des honneurs et des apparences propres à en imposer à la crédulité des hommes, Domitien, à qui son père tenait rigueur, ne fut consul sérieusement, c'est-à-dire une année entière, que lorsque Titus se fut démis en sa faveur de son propre consulat. Les efforts de Titus pour entourer d'éclat la dynastie récente échouèrent contre l'opiniâtre bon sens de Vespasien. Il ne pouvait donc appliquer que dans une faible mesure sa théorie; il eut la consolation d'en être lui-même un jour la victime et de pouvoir s'immoler aux préjugés du temps.

Bérénice était à Rome; elle n'avait pas accompagné le vainqueur de Jérusalem, elle l'avait rejoint, conduite par son frère Agrippa.

Titus reprit son commerce avec elle; Vespasien l'accueillit avec de grands honneurs, tenant compte de son rang, des services qu'elle lui avait rendus, de l'amour qu'elle inspirait à son fils. Comme le Palatin n'était pas occupé par l'empereur, on la logea au Palatin. Elle y étala sa beauté, sa magnificence, des prétentions imprudentes peut-être. Les amis de Titus et les flatteurs, troupe nombreuse et toujours prête, lui formèrent aussitôt une cour. Titus se plaisait à combler de faveurs un des principaux instrumens de sa fortune; il était fier de montrer aux Romains qu'il avait une reine pour maîtresse; il croyait tirer de ce scandale public un lustre nouveau, parce qu'elle n'était et ne devait rester que sa maîtresse. Les choses tournèrent autrement. Soit que les deux Juifs eussent laissé percer leur ambition, soit que le Palatin éveillât le souvenir des usurpations royales, soit que les honnêtes gens eussent été indignés de l'impudence de Titus, le bruit se répandit dans Rome que la Juive Bérénice allait être épousée, qu'elle prenait d'avance le titre d'*Augusta*, qu'elle s'essayait aux prérogatives d'une impératrice; le public s'émut, les soupçons devinrent un murmure, le murmure un éclat. La multitude, qui avait applaudi Messaline et Poppée et qu'avait réjouie le mariage de Néron avec l'eunuque Sporus, ne put supporter l'idée d'obéir à une étrangère. Le vieux préjugé romain reparut avec toute sa force; les cœurs redevinrent républicains uniquement pour détester une reine. Titus protesta; on ne le crut point. Il sévit; sa colère sembla une preuve nouvelle. Il fit battre de verges le philosophe Diogène, qui l'avait raillé sur ce sujet; on railla plus fort. Il fit décapiter Héras, qui l'avait blâmé en public avec véhémence; ce sang versé ne servit qu'à rendre Bérénice plus odieuse. Il dut enfin connaître le danger, écouter les avis de son père, écouter surtout sa propre ambition. On peut tout contre un peuple asservi, on ne peut rien contre un préjugé. Titus avait trop à conquérir et à garder pour tant compromettre; Bérénice partit. Aurélius Victor raconte (1) qu'Aulus Cécina, personnage consulaire, fut assassiné brusquement par Titus à la fin d'un festin parce qu'il était soupçonné d'être l'amant de la belle Juive; ce serait un dénoûment trop vulgaire pour le roman qu'a immortalisé Racine : il vaut mieux ne pas croire Aurélius Victor. On ne sait pas clairement si Bérénice fut congédiée au début du règne de Vespasien ou aussitôt après sa mort. Dans le premier cas, elle aurait eu quarante-trois ans, dans le second cinquante. Une femme de cet âge, depuis longtemps possédée, ne pouvait être mise en balance avec l'empire.

Il restait à Titus la consolation de se faire craindre; il appliqua

(1) Épit. x, 4.

énergiquement ce système, qui fut au fond sa véritable politique pendant tout le temps que vécut Vespasien. Couvert par la responsabilité paternelle, il put être impunément âpre, cruel, sans scrupules. Sa rigueur compensait la clémence de l'empereur et la faisait valoir. Il concentra le pouvoir entre ses mains avec l'assentiment de son père, afin d'occuper d'avance d'une manière irrésistible l'héritage qu'il aurait fallu plus tard ou obtenir des sénateurs ou acheter aux soldats. Il fortifiait sa propriété, et prenait si bien possession de l'empire que la pensée ne pouvait venir à personne de le lui contester. Il avait la haute main partout, dirigeait les ministères (*officia*), dictait les lettres au nom de son père, apposait sa signature sur les édits à côté de la signature de son père, lisait ses discours dans le sénat à la place du questeur. Consul chaque année, censeur quand cela était opportun, tribun et pontife à perpétuité, césar, *imperator*, il avait tous les droits, c'est-à-dire toutes les fictions légales dont Auguste avait orné sa dictature. Cela ne lui suffit pas : il voulut disposer seul d'une force aveugle qui avait été l'instrument de tous les caprices des tyrans, et d'où ils avaient tiré autant de bourreaux que de défenseurs. La garde prétorienne avait été commandée jusque-là par de simples chevaliers : Titus s'attribua ce commandement et en abusa pour commettre les meurtres qu'il jugea nécessaires. La délation était un moyen usé et les procès une vengeance trop lente. Le nouveau chef des prétoriens se servit d'un moyen plus expéditif pour faire disparaître tous ceux qui lui étaient suspects. Il se faisait demander leur tête par des agens apostés soit dans le camp, soit dans le théâtre. Aussitôt, pour accomplir ce qu'il appelait la volonté du peuple, il mettait à mort ceux que les clameurs lui désignaient (1). Il invita même à souper chez lui Aulus Cécina, le traita avec magnificence, et attendit à peine qu'il fût sorti de sa table pour le faire égorger. Il est vrai que, pour justifier ce crime, il montra plus tard un plan de conspiration de la main de Cécina, qu'il avait saisi, disait-il, sur des soldats ses complices; mais ceux qui savaient avec quel talent Titus contrefaisait toutes les écritures, ou qui l'entendaient s'en vanter, ne furent point pour cela persuadés des intentions coupables de Cécina. Une poursuite régulière et une enquête devant le sénat auraient mieux établi la solidité des preuves qu'un assassinat précipité. Les soupçons dont Aurélius Victor s'est fait l'écho furent le seul fruit de cette honteuse affaire.

Violent et féroce pour son compte, Titus s'efforçait de tromper la clémence de son père dans les causes régulièrement instruites, et

(1) Suétone, *Vie de Titus*, VI.

de surprendre des condamnations qu'il savait rendre irrévocables. L'histoire de Sabinus et d'Éponine est célèbre. Avant même que Vespasien fût à Rome, le Gaulois Sabinus s'était proclamé césar à la faveur des guerres civiles. Vaincu, réfugié sur le territoire de Langres, sa patrie, caché dans un tombeau, nourri et consolé par sa femme Éponine, devenu père de deux jumeaux, découvert après neuf ans, amené à Rome, le malheureux avait expié suffisamment ses prétentions par une réclusion volontaire et des angoisses qui valaient un supplice; on pouvait lui pardonner sans péril. Vespasien, ému par les prières d'Éponine et la vue de ses petits enfans, versait déjà des larmes; Titus le rappela à son devoir. Que devenaient la dynastie future, la majesté du pouvoir, le secret de l'empire, si les hommes voyaient impuni, vivant, honoré, celui qui avait usurpé la pourpre, ne fût-ce qu'une heure? Sabinus périt. Helvidius Priscus périt de même, condamné d'abord par Vespasien, gracié aussitôt; mais déjà le chef des prétoriens tenait sa proie. En vain l'empereur donna l'ordre formel d'épargner Helvidius; on lui répondit qu'il était trop tard, et, après l'avoir calmé par ce mensonge, on procédait à l'exécution.

Helvidius Priscus était le chef du parti stoïcien. Gendre de Thraséa, continuateur de sa vertu et de son courage, il voulait le rétablissement de la liberté et le règne des lois. Tribun quand Vespasien monta sur le trône, il ne consentit à lui donner aucun titre, continua de l'appeler par son nom, comme s'il fût resté un simple particulier. Vespasien commença par rire de cette hostilité, il y répondit par des plaisanteries et des quolibets; mais derrière Helvidius il y avait les philosophes, les orateurs, les républicains, les honnêtes gens, tout un parti que l'usurpation d'un fils d'usurier ne pouvait réconcilier avec le despotisme. Mucien, l'effronté Mécène de la dynastie, et Titus s'alarmèrent d'une lutte où ils étaient sûrs d'être vaincus. L'abstention du parti stoïcien avait fait tomber Néron; elle pouvait être aussi funeste à la famille Flavia. Tout usurpateur conçoit contre les âmes droites et les bouches sévères une haine instinctive, il sent que chacun de ses actes sera jugé, il craint que son hypocrisie ne soit démasquée, le silence même lui paraît une formule suprême du mépris. Titus et Mucien poussèrent à une répression rigoureuse. Les philosophes furent chassés de Rome, le sang coula, la guerre éternelle de la tyrannie contre la conscience et du glaive contre la pensée libre recommença. Helvidius Priscus, Dionysius, Héras, n'en furent pas les seules victimes.

Tout en marchant à son but avec cette implacable netteté, Titus ne négligeait de satisfaire ni une avidité qui était dans le sang, ni ses passions. Après les monstruosités des empereurs qui l'avaient

précédé, tout devait paraître innocent aux Romains. Il fit commerce des charges et des faveurs, fit payer les solliciteurs qui voulaient parvenir jusqu'à l'oreille de l'empereur, et, comme le champ ouvert à ses rapines était l'univers, il se forma bientôt un trésor qui devait s'ajouter à celui de son père. En même temps il se livrait à des débauches dont l'empereur Julien flétrissait le souvenir; il s'entourait d'eunuques et d'hommes infâmes; il invitait les Romains les plus dissolus à des orgies qui duraient jusqu'au milieu de la nuit, et que ne contrariait point sa liaison avec Bérénice. La cruauté, la soif de l'or, le goût des plaisirs, vont d'ordinaire de compagnie, et s'ouvrent du même coup le cœur des puissans. Titus n'échappa point à cette règle : il fut sanguinaire, avide et voluptueux; il le fut ouvertement, sans fausse honte, comme s'il remplissait un des devoirs de sa situation. Il se serait étudié à se rendre odieux qu'il n'aurait pas mieux réussi. Autant Vespasien était aimé, autant son fils était craint. Tout tremblait devant lui; personne n'eût osé affronter sa colère ou sa vengeance, aussi rapide que sa colère. On pliait d'avance sous sa domination, et l'on se faisait à l'idée d'obéir un jour à lui seul; mais que de vœux pour que les jours du doux Vespasien fussent prolongés! On était persuadé et l'on disait tout haut que Titus serait « un nouveau Néron (1). » Jamais héritier présomptif ne fut plus maître du pouvoir et plus exécré de ses futurs sujets. Quand son père mourut, il ne monta pas sur le trône, il y resta; on ne sentit ni secousse ni transition. L'histoire ne mentionne même pas les cérémonies de son avénement; elle ne constate que la mort de Vespasien. Épuisé par la dyssenterie et la fièvre, l'estomac ruiné par l'eau froide, le vieil empereur, qui travaillait encore à son lit de mort, voulut se lever pour expirer, modèle jusqu'au bout de l'administrateur actif et du bon fonctionnaire. La réputation de Titus était alors si détestable que l'empereur Hadrien, dans ses mémoires (2), a pu l'accuser d'avoir empoisonné son père, et que Domitien a pu lui reprocher hautement d'avoir falsifié son testament. Les plaintes de Domitien ne méritent d'attention que parce qu'elles montrent pour la troisième fois Titus compromis par son talent de faussaire. L'accusation d'Hadrien est plus grave; en principe, on peut tout admettre contre les césars, surtout quand ils se chargent les uns les autres : un crime leur rapportait tant et leur coûtait si peu! Cependant Hadrien était jaloux, il aimait à dénigrer; quoique son témoignage soit confirmé par d'autres témoignages (3), on hésite à l'écouter. L'ambition de Titus était satisfaite : quel inté-

(1) « Alium Neronem et opinabantur et prædicabant. » (Suétone, *Vie de Titus*, VII.)
(2) Dion Cassius, LXVI, 17.
(3) Dion Cassius le dit expressément dans ce même passage.

rêt aurait-il donc eu à précipiter la fin de Vespasien? Le désir de paraître seul aux yeux des hommes et de les étonner par une évolution depuis longtemps méditée ne suffit pas pour expliquer un parricide. Vespasien avait du reste, soixante-douze ans.

IV.

D'ordinaire les princes qui se préparent à hériter de la toute-puissance ressemblent aux amoureux qui ne laissent voir que leurs beaux côtés; ils se font une violence facile pour capter la bienveillance de leur peuple; ils empruntent naïvement les vertus qu'ils n'ont pas; ils croient pouvoir jurer qu'ils aiment la justice et même la liberté. Une fois couronnés, ils oublient leurs promesses aussi naturellement qu'ils les avaient faites; malheur à ceux qui osent les leur rappeler!

Tel n'était point le cas de Titus. Il avait renversé le rôle. Peu de princes sont parvenus au trône plus redoutés et plus haïs; il n'en est point qui soit devenu plus subitement les délices du genre humain. Si Titus avait été un enfant sans expérience, on pourrait supposer que la douceur de commander l'avait transformé : par une exception inouie, la pourpre impériale aurait pu le rendre bon, tout aussi bien qu'elle avait fait du jeune Caligula un fou et du tendre Néron un monstre; mais Titus avait trente-huit ans, l'habitude du commandement, la pratique des affaires, la satiété des grandeurs : il n'a donc point été le jouet d'un enivrement imprévu. Il est évident qu'il a jeté ou qu'il a pris un masque; ou ses vices étaient calculés, ou ses qualités feintes. Lequel des deux personnages est conforme à la nature? lequel est le produit d'une volonté merveilleusement soutenue? Telle est l'énigme proposée à la postérité, énigme plus digne du génie de Racine que les soupirs et les fadeurs en usage sur le fleuve du Tendre. S'il n'avait pas été ce jour-là un courtisan, inspiré uniquement par une belle princesse, Racine nous aurait laissé peut-être le pendant de *Britannicus*.

Avant tout, il faut qu'un historien essaie de pénétrer le naturel de Titus. Les écrivains anciens nous le peignent aimable, séduisant, plein de grâce dans sa première jeunesse; ils vantent ses heureuses dispositions; ils ne disent rien de son caractère, qui n'a dû s'accuser qu'avec les années. Les monumens figurés sont d'autant plus utiles à consulter, puisque l'art seul peut suppléer à l'absence des témoignages écrits. Les médailles présentent deux types. L'un se rapproche sensiblement du type de Vespasien : puisque les successeurs d'Auguste, qui n'avaient rien de son sang, avaient reçu des artistes une empreinte d'Auguste et comme un air de famille, à plus

forte raison convenait-il que le successeur de Vespasien eût les traits de son père, ce qui était beaucoup plus vraisemblable. Le second type est plus libre, plus original : c'est le vrai Titus, représenté sans fiction politique. La sculpture offre moins de divergence. Si la statue du Vatican, celle du musée de Cologne, rappellent les traits de Vespasien, la statue, le buste colossal, le buste avec la cuirasse ciselée, qui sont au Louvre, sont conformes aux médailles de la seconde série. Le buste en bronze qui était jadis au château de Richelieu, et qu'on trouvera au premier étage du palais du Louvre, présente la même sincérité.

Le front est saillant, d'une convexité marquée, couvert de rides; il trahit l'effort, l'application, la tension d'esprit. Les yeux sont larges, distans, d'une douceur étudiée. La bouche est affectueuse, les lèvres ont de l'abandon et un certain relâchement; le menton est moins accusé et moins fin que celui de Vespasien. Le cou est énorme, plein de séve, comme celui d'un taureau; on y sent le tempérament d'un viveur. Les cheveux sont courts; de petites mèches aplaties et multipliées s'appliquent sur la tête. Le nom de Titus est resté attaché à ce genre de coiffure. Le galbe du visage est plein, un peu lourd, plutôt carré. L'expression est facile, aimable, persuasive; on sent la candeur alliée à la mansuétude, le laisser-aller s'unissant à une bonté naturelle ou acquise, d'autant plus méritoire si elle est acquise. Enfin le type, dans son ensemble, n'est point aristocratique; il est plébéien, athlétique, et fait penser à un beau pâtre des Apennins plutôt qu'à un césar; il est même si peu Romain qu'il suffit d'ajouter, en imagination, la moustache traditionnelle, pour le transformer en Gaulois. Or les Flaviens étaient originaires de la Cisalpine, et la Cisalpine avait été peuplée par les Gaulois. Enfin le caractère dominant est la tenacité, le dévoûment à une idée fixe, la poursuite attentive d'un but, mais non la violence ni la cruauté. Il est évident, d'après les traits, que l'âme de Titus était douce, qu'elle ne s'est tendue que par l'action de la volonté, forcée au mal que par calcul, résolue au crime que sous l'étreinte d'un puissant intérêt. Une passion l'avait envahie, passion étrangère à la nature et contractée dès l'enfance dans un milieu malsain, passion dévorante qui déforme les plus heureux esprits, les aveugle, les pousse à commettre froidement tous les excès, et les absout en leur promettant qu'ils seront au-dessus des lois et des hommes. Cette passion, c'est l'ambition. Par ambition, Titus, répudiant pour un temps ses qualités natives, a développé ou affecté les vices contraires; il était bon, il s'est fait méchant. Dès lors la politique qui l'a inspiré devient manifeste ; elle est plus habile que louable, plus profonde que neuve : il a voulu imiter Auguste. Auguste s'était d'a-

bord appelé Octave; Auguste avait pu être clément parce que Octave avait été féroce; Auguste avait donné la paix au monde après qu'Octave l'avait ensanglanté; Auguste s'était fait aimer d'autant plus facilement qu'Octave avait été exécré. Titus, avec une dissimulation et une suite qui deviennent son seul mérite, s'est tracé une voie semblable. Il s'est promis de ne rien respecter et d'assurer son pouvoir à tout prix tant que Vespasien vivrait, de se détendre et d'enivrer l'univers de ses bienfaits dès qu'il en serait le seul maître. Le plan que les circonstances et Livie avaient peu à peu imposé à Auguste, Titus le conçut comme une savante comédie, dont le succès était infaillible. Pouvait-il mieux faire que d'imiter le fondateur de l'empire, lui qui voulait être un fondateur de dynastie?

L'idée d'être un Octave avant d'être un Auguste, de proscrire d'abord pour se montrer ensuite impunément généreux, de terrifier les Romains pour s'en faire plus tard mieux chérir, hâta probablement le siége de Jérusalem. Pendant les lenteurs du blocus, Titus, dont l'esprit était à Rome, imagina ce système qui lui paraissait propre à fortifier le pouvoir dans le présent et la transmission du pouvoir dans l'avenir. La rigueur, l'illégalité, la violence, devaient également profiter à la dynastie, appliquées avec tact ou répudiées à propos. La dispersion des Juifs fut un avertissement adressé aux Romains, de même que le nom de *Julie* donné par Titus à la fille qui lui naquit le jour de l'assaut semble une invocation aux mânes du formidable Octave. Le mérite n'est pas d'avoir choisi cette tactique, qui est simplement une contrefaçon archéologique; c'est de l'avoir suivie avec une rare constance pendant huit années. Pendant huit ans, Titus ne s'est pas démenti; personne n'a pu le deviner, il a dû tromper même son père; il s'est plu à faire croître autour de lui la peur et l'aversion, prévoyant avec patience le jour des compensations.

Dès la première heure du règne, le voile tomba et un prince nouveau apparut. Les amis pervers firent place aux gens de bien, les orgies aux festins modestes, les désordres aux vertus, la sévérité à l'indulgence sans bornes, les supplices aux faveurs. Simple pontife, Titus avait trempé ses mains dans le sang; en acceptant le souverain pontificat, il jura de conserver ses mains pures. Il avait ménagé les délateurs, il les fit brusquement saisir, battre de verges sur le forum, exposer dans l'arène, vendre comme esclaves, exiler dans les îles les plus malsaines. Il ratifia par un seul édit toutes les concessions faites par ses prédécesseurs, ce qui n'était point l'usage, accueillit les solliciteurs sans distinction, accorda les demandes sans examen, promit plus qu'il ne pouvait tenir, mais ne renvoya personne sans espérance, et inventa ce fameux mot : « mes amis, j'ai

perdu ma journée, » mot qui ne résisterait pas à une critique sérieuse, mais qui a fait la fortune du règne et qui charme encore la postérité. Le bonheur voulut que deux patriciens fussent accusés d'aspirer à l'empire. Quels étaient les noms de ces patriciens? On les ignore. Avaient-ils réellement conspiré? Il faut le croire, puisque l'empereur s'empresse de leur faire grâce, de rassurer leurs mères par un message, de les inviter tous les deux à souper, de les conduire à l'amphithéâtre dans sa loge, et de leur donner les épées des gladiateurs à examiner. Il était difficile de parodier avec plus de zèle et moins de simplicité les souvenirs de Cinna. L'effet d'une telle transformation fut immense. Rome fut éblouie. La surprise et la détente subite des esprits doublèrent l'épanouissement. La joie s'accrut de toute l'étendue de la peur qu'on avait eue. Les Chinois appelaient *bleu de ciel après la pluie* des porcelaines anciennes dont l'azur était devenu inimitable; les Romains ont connu ce ciel radieux qui succède à l'orage.

Mais à son tour Titus ressentit le contre-coup du bonheur qu'il répandait. L'ivresse publique réagit sur lui : il l'avait produite, il la subit. La douceur d'être adoré après avoir été haï dépassa son attente. Sa nature, longtemps violentée, se vengea : l'excès de contention fut compensé par un excès de dilatation, et ce qui était calcul devint un entraînement sérieux. La facilité tourna en faiblesse, la générosité en profusion, le laisser-aller en abandon. L'empereur n'eut plus ni mesure, ni défense, ni souci : ce fut une orgie perpétuelle de munificence et de bonté. Le trésor resta ouvert et fut pillé par les plus indignes; les rênes de l'état flottèrent, les affaires furent négligées; les administrateurs fermèrent la main, les juges les yeux. On ne vit plus que fêtes, spectacles, liesse. Les bains publics, bâtis sur les ruines de la Maison dorée, furent inaugurés; la foule fut flattée de voir son maître s'y baigner familièrement avec elle. Le Colisée fut consacré par cent jours de jeux, pendant lesquels on massacra 9,000 bêtes féroces et des gladiateurs en proportion; des grues, des femmes, des éléphans, combattirent; on multiplia les loteries et les distributions. Le peuple faisait la loi, on lui demandait tous les jours ce qu'il voulait pour le lendemain; Titus l'exhortait à énoncer librement ses désirs, qui étaient religieusement accomplis. La vivacité et la fréquence de ces émotions paraissent même avoir agi sur la santé de Titus : elles produisirent un ébranlement nerveux; les chocs magnétiques et les effusions perpétuelles d'une âme qui avait perdu l'habitude de se contenir enfantèrent une sensibilité maladive. La mélancolie et le besoin insatiable de sympathie sont aussi des symptômes du même mal. Il serait difficile d'expliquer autrement les larmes versées trop facilement par un empereur dans la

force de l'âge, car il avait à peine quarante et un ans lorsqu'il mourut. Son frère Domitien, qu'il connaissait de longue date, cherchait presque ouvertement à soulever les armées et à s'enfuir de la cour. Titus, qui n'avait pas d'enfans, le prenait chaque fois à part; il le raisonnait, il lui promettait sa succession et finissait par fondre en larmes. En plein Colisée, devant quatre-vingt-sept mille spectateurs, on le vit pendant les derniers jours des jeux éclater en sanglots; sa douleur n'avait aucune cause; les pleurs qui ne cessaient de couler étaient pour lui-même inexplicables; aucun spectacle n'était plus propre à surprendre les citoyens, rien n'était moins romain que cet accès nerveux;

Vous êtes empereur, seigneur, et vous pleurez!

Rien ne prouvait mieux un tempérament épuisé et un cerveau affaibli. En effet, Titus partit bientôt pour la petite villa de la Sabine, où son père était mort; il était triste, la fièvre le prit après la première étape; il dut continuer son voyage en litière. On dit qu'il écartait les rideaux, regardait le ciel, l'accusait, se répandait en plaintes, gémissant de se voir arracher la vie sans l'avoir mérité. Il ajoutait qu'il n'avait commis qu'un seul acte dont il dût se repentir, et se taisait sur cet acte. Hadrien prétendait que c'était un parricide, Suétone un commerce adultère avec Domitia, sa belle-sœur; mais Domitia niait l'inceste avec serment, et elle était plutôt femme à se glorifier la première de ces sortes de prouesses. Ce qui est certain, c'est que la confession de Titus était courte et sa conscience accommodante. Si incomplet que soit le récit de sa jeunesse, on y trouvera plus d'un sujet de remords. Sa fin fut lugubre. Domitien, qu'on accusa de l'avoir empoisonné, n'attendit même pas qu'il eût expiré dans un bain de neige commandé par le médecin comme un réactif suprême : il abandonna son frère encore palpitant, et, sautant à cheval, galopa vers Rome afin d'y saisir le pouvoir.

Combien Titus était injuste d'accuser le ciel! La faveur la plus insigne qu'il pût lui demander était une mort prématurée. Il disparaissait à temps, avant la crise, avant le naufrage peut-être. Il avait régné deux ans, deux mois et vingt jours; mais, si l'épreuve s'était prolongée, qui osera dire qu'il en serait sorti victorieux? Caligula avait commencé aussi par mériter l'amour de l'univers; Néron avait été les délices des Romains pendant cinq ans; Domitien, héritier de Titus, allait l'égaler en douceur et en bienfaits pendant deux ans, avant de se transformer en tyran. Ce même Domitien, le plus intelligent des césars, disait de son frère *qu'il avait été heureux plutôt que vertueux* (1), déclarant sans doute qu'il n'avait pas assez vécu

(1) Le poète Ausone traduisait cette pensée lorsqu'il disait de Titus : *Felix brevitate regendi.*

pour se heurter à l'écueil placé par la destinée sur la route des despotes. A Rome, la question qui primait tout pour les césars était la question d'argent. Tant que leur trésor était plein, ils pouvaient satisfaire à la fois leurs appétits sans bornes et les appétits de la multitude. Dès que leur trésor était vide, les impôts ne suffisaient pas à le remplir : il fallait recourir aux confiscations, aux délations, aux crimes. Vespasien avait entassé des monceaux d'or, nous avons vu par quels moyens, pour que Titus s'en fît honneur et affermît sa dynastie. Toutefois cet or n'était pas inépuisable. Pendant deux ans, les coffres du Palatin sont restés ouverts à quiconque a tendu la main; pendant deux ans, ils ont pu fournir à des prodigalités calculées et bientôt à des dépenses imprévues qui creusaient le gouffre. Des calamités publiques multiplièrent les brèches, l'éruption du Vésuve, un incendie qui dévora une partie de Rome, la peste. Titus montra la vigilance et la sensibilité d'un père; mais déjà il était impuissant à réparer tant de désastres. Il fallut affecter au rétablissement des villes de la Campanie les biens des victimes qui n'avaient pas d'héritiers; il fallut léguer à Domitien le soin de rebâtir la plupart des édifices du Champ de Mars, réduits en cendres; quant aux pestiférés, on n'épargna pour eux ni les remèdes, ni les processions, ni les prières; pendant ce temps, le trésor impérial se vidait toujours. Si Titus avait régné trois ans de plus, il était en face de la ruine, de courtisans insatiables, d'une multitude affamée, d'exigences et de besoins sans nom que l'empire avait fait naître, que l'empereur devait assouvir. Titus connaissait cette pente : il l'avait descendue et remontée librement pour gagner l'admiration des hommes; peut-être y aurait-il glissé plus rapidement qu'un autre quand la fatalité l'y aurait poussé. Oui, la mort qui l'a ravi, quand il était encore riche, bienfaisant, populaire, était un présent des dieux; elle l'a soustrait aux luttes, elle a consacré sa gloire; elle a trompé la furie vengeresse qui empoisonne la vieillesse des maîtres du monde.

Vespasien avait pour excuse de n'avoir pas désiré la pourpre; mais Titus, qui l'a poursuivie d'une ardeur effrénée, qu'a-t-il fait pour la mériter? Il s'est donné un rôle et l'a bien joué, prenant pour modèle le fondateur même de l'empire : il n'a créé ni un système nouveau ni une seule institution. Égoïste sans scrupules, il a cru tous les moyens bons pour satisfaire son ambition. Il a frappé et caressé tour à tour les hommes, non pour les corriger ni pour les rendre heureux; il les frappait pour leur paraître fort, il les caressait pour les désarmer. Tant que son intérêt personnel le lui a permis, il a été cruel, impudent, rapace, calculant froidement ce qu'un crime lui apportait de puissance, ce que la débauche élégante lui donnait

de séduction, ce que les vols lui procuraient de ressources; il était abrité par la responsabilité d'un autre. Dès qu'il s'est trouvé seul responsable, il a flatté la multitude et s'est fait le serviteur de ses plaisirs. Une douceur égale pour tous, des libéralités sans distinction, un laisser-aller qui rassurait les méchans encore plus que les honnêtes gens, des distributions à tout propos, des dépenses insensées, l'abandon des affaires, la licence et l'exemple de l'inaction, des fêtes perpétuelles qui semblent avoir absorbé tout le règne, étaient pour un peuple aussi corrompu que les Romains un nouvel aliment de corruption. L'inépuisable condescendance de l'empereur ressemblait à la faiblesse du père de famille qui passe tout à ses enfans pour s'en faire aimer.

La bonté d'un souverain ne forme pas la garantie d'un peuple. La bonté est un accident comme la méchanceté est une maladie : ni l'une ni l'autre ne sont héréditaires, elles ne sont même pas constantes dans le même homme. Si Titus avait eu pour les Romains une tendresse moins intéressée, il aurait eu plus de souci du lendemain. Il connaissait Domitien, il lisait dans cette âme énergique et troublée, il y devinait peut-être un tyran. Il n'a rien fait pour prémunir Rome contre sa tyrannie, poussant l'égoïsme, comme Auguste, jusqu'à sourire au successeur qui le devait faire mieux regretter, et ne comprenant pas que Domitien serait sa flagrante condamnation. Son gouvernement n'a été que le règne du bon plaisir; sa race n'a rien apporté au monde qu'un peu de clémence, effacé aussitôt par de sanglantes fureurs. La famille Flavia a profité simplement du système fondé au profit de la famille Julia; elle a usurpé une puissance qui prétendait égaler celle des dieux; elle a conduit les hommes comme un troupeau; aucun de ses princes n'a rien fondé, rien tenté, rien médité pour redresser et fortifier sa patrie. Ils ont vécu d'expédiens, ils n'ont pas eu une seule idée politique, ils ont cherché uniquement leurs jouissances. Même lorsqu'un peuple est assez avili pour ne plus revendiquer ses droits, la justice agit sans lui et le venge : toute dynastie sans principes est morte, et la première tempête l'emportera comme la feuille séchée avant la saison.

BEULÉ.

LA

PSYCHOLOGIE CONTEMPORAINE

I. *École des naturolistes et des ethnographes,* M. de Quatrefages. — II. *École expérimentale,* MM. Alexandre Bain, Herbert Spencer, Stuart Mill, Littré. — III. *École spiritualiste,* Maine de Biran, Théodore Jouffroy.

« Notre île, dit quelque part M. Stuart Mill, a décidément reconquis le sceptre de la psychologie. Pendant deux générations, remarquables d'ailleurs par leur activité intellectuelle, l'Angleterre avait abandonné l'étude scientifique de l'esprit humain, que cultivaient avec éclat les philosophes du continent. Aujourd'hui les choses ont changé, et c'est par nos compatriotes qu'est poursuivie avec le plus de persévérance et de bonheur l'étude de la psychologie (1) » On peut croire que l'illustre philosophe anglais ne cède pas sans raison à un mouvement d'orgueil national, quand on pense aux travaux d'hommes comme Alexandre Bain, Herbert Spencer et Stuart Mill lui-même. Où trouver maintenant, en France et en Allemagne, une telle suite dans les recherches, une aussi forte, une aussi persévérante analyse des problèmes, une aussi ingénieuse explication des phénomènes? En lisant les livres de tels écrivains, on sent que l'esprit des Locke, des Hume, des Adam Smith, des Bentham, n'est pas perdu, qu'il revit avec les mêmes méthodes et le même langage dans leurs écrits. Si donc Stuart Mill n'entend parler que du moment ac-

(1) *Psychologie* de M. Alexandre Bain. — *Revue des Cours littéraires de la France et de l'étranger,* 14 août 1869.

tuel, il est difficile de ne point convenir que sa satisfaction est légitime. Nous ne voyons pas que la psychologie française puisse citer des études de cette valeur, il nous semble que l'Allemagne, si savante d'ailleurs, si féconde en œuvres d'un autre genre, n'est guère plus en mesure de disputer le prix à l'Angleterre de nos jours. Chez nos voisins d'outre-Rhin comme chez nous, c'est encore le mouvement historique qui domine dans les études de philosophie morale.

Mais si l'on veut parler de la psychologie de notre siècle, la France compte des travaux qui ne le cèdent en importance et en originalité à aucun des livres que l'Angleterre et l'Écosse ont produits de tout temps. Nous ne savons pas de noms plus justement connus dans les annales de la psychologie contemporaine que les noms de Maine de Biran, Jouffroy, Damiron, Garnier, et d'autres encore portés par des philosophes vivans. Il y aurait à faire tout un livre d'analyse et de critique sur l'ensemble des travaux psychologiques dans les deux pays; on y pourrait rechercher qui a la meilleure part, de l'esprit anglais ou de l'esprit français, dans la constitution, l'organisation et les progrès de la science de l'homme, qui a le plus fait pour cette science, des profondes et larges descriptions des philosophes français, ou des ingénieuses observations, des subtiles analyses des philosophes anglais. Nous nous bornerons, dans cette étude, à définir les méthodes, à signaler les tendances générales, à indiquer les conclusions des diverses écoles qui se sont partagé le travail psychologique de notre époque, en tâchant de faire ressortir comment chacune d'elles a servi la science à sa façon. Des esprits de haute portée et d'une grande puissance de dialectique peuvent s'égarer dans le domaine des spéculations métaphysiques sans profit pour la philosophie elle-même, parce qu'ils sont dupes d'abstractions verbales, et que la réalité se dérobe parfois sous leurs pieds; mais quand des esprits aussi attentifs, aussi sagaces, aussi pénétrans que les psychologues dont nous venons de parler, explorent une réalité positive, bien que d'une observation délicate et difficile, il est impossible qu'il n'y ait pas quelque chose de vrai et d'instructif dans leurs analyses et leurs explications, quel que soit d'ailleurs le point de vue auquel ils se placent.

I.

Il y a différentes manières d'étudier l'homme. On peut, comme le font les naturalistes, les ethnographes et les historiens, procéder par la statistique dans l'examen des caractères distinctifs de l'humanité. Que fait, par exemple, M. de Quatrefages, pour démontrer

que l'homme arrive à former psychologiquement un règne à part dans l'ordre des êtres animés? Recueillant précieusement les témoignages des historiens et des voyageurs, il en déduit que l'homme n'a en réalité que deux caractères qui le distinguent spécialement de l'animal, et il aboutit à cette définition : « l'homme est un animal moral et religieux. » Telles semblent être en effet, à première vue, les seules propriétés que l'homme n'ait point en partage avec les animaux, lesquels ont comme lui la sensibilité, l'intelligence, l'activité volontaire. Il est difficile de refuser à l'animal un certain degré de sentiment quand on voit le chien attaché à son maître au point de souffrir de son abandon et de son indifférence, au point même de mourir parfois d'inanition volontaire devant son cadavre. On ne peut guère davantage lui contester une certaine manière, sinon de raisonner, du moins d'associer ses impressions, quand on voit les animaux chasseurs subordonner les impulsions de l'instinct aux nécessités de la chasse, et exécuter des combinaisons de mouvemens, des artifices de stratégie qui ne sont pas sans analogie avec les ruses du sauvage et même du civilisé dans la poursuite du gibier ou de l'ennemi, quand on observe que les animaux, même d'un ordre inférieur, comme la fourmi et l'araignée, modifient à chaque instant leur itinéraire ou leur plan de conduite selon les convenances du moment ou les obstacles qui se dressent tout à coup devant eux. On ne peut nier non plus l'instinct de sociabilité des animaux quand on les voit, non-seulement se réunir et s'associer accidentellement pour la chasse et la guerre, comme les loups, mais encore vivre en communauté, former des sortes de *républiques*, comme les abeilles, les fourmis et les castors. Enfin il n'est pas jusqu'au langage qui ne semble commun à l'homme et à l'animal, car on peut voir les animaux s'entendre et se concerter par des signes dont le sens se devine aux mouvemens qui les suivent.

Si les animaux sentent, imaginent, se souviennent, raisonnent, agissent spontanément et volontairement, s'associent, parlent comme l'homme, où trouver les véritables caractères distinctifs de la nature humaine, sinon dans les faits qui sont reconnus lui être absolument propres? Or aucune espèce d'observation ne découvre dans la vie des animaux, même des animaux qui vivent en société, rien qui ressemble à ce que dans toute langue humaine on nomme morale et religion. Leur terreur, quand ils en ressentent sous l'impression des phénomènes de la nature, n'a aucun caractère religieux. C'est une sensation de crainte sans le moindre mélange de respect, d'adoration pour un être dont ils reconnaîtraient la supériorité de puissance, d'intelligence ou de bonté. D'autre part, leur aptitude à l'éducation et à la discipline, leur perfectibilité réelle n'offre aucun

caractère moral, en ce sens qu'en se corrigeant et en se perfectionnant ils n'obéissent à aucune idée de loi et de devoir. C'est le contraire chez l'homme. Tandis que l'expérience de l'histoire animale démontre qu'il n'y a nul signe de *moralité* et de *religiosité* chez l'animal, même considéré dans ses espèces supérieures, l'expérience de l'histoire humaine établit que ces caractères ne manquent à aucune des variétés de notre espèce, pas même aux peuplades les plus voisines de l'animalité que les voyageurs ont pu observer dans le centre de l'Afrique et dans les îles les plus sauvages de l'Océanie. Ainsi nul animal n'est et ne devient moral ni religieux, quelle que soit sa supériorité naturelle, quel que soit le progrès de son éducation; tout homme est et reste moral et religieux, quelle que soit son infériorité native ou sa dégradation : voilà ce que l'expérience atteste partout et toujours, sans une seule exception. Telle est la définition psychologique à laquelle aboutit la méthode d'observation qui procède par la statistique.

En supposant la statistique exacte et complète, un pareil résultat n'est point à dédaigner. C'est quelque chose que de voir vérifiée par l'expérience proprement dite une révélation qui nous a déjà été faite par le sens intime; car, si l'on rencontre des doutes jusque dans le domaine de la conscience sur la réalité de certains phénomènes psychiques, on n'en rencontre jamais dans le domaine de l'expérience, du moment que celle-ci a parlé clairement. On peut contester la valeur et la portée de tels ou tels signes auxquels l'historien ou le voyageur aura attaché un peu légèrement un caractère de moralité ou de religiosité; mais, si ces signes deviennent manifestes, il n'y a plus qu'à s'incliner devant le fait historique observé, tandis que les révélations du sens intime trouvent encore des contradicteurs, par cela même qu'elles peuvent être considérées comme plus ou moins personnelles. C'est ce qui fait dire, à tort selon nous, à certains psychologues de l'école historique, que la moindre observation sur la vie morale d'un Papou a plus de prix pour la science que l'analyse abstraite d'un phénomène psychique, fût-elle faite par un Aristote ou un Maine de Biran. C'est là en effet de l'observation positive s'il en fut. Une pareille psychologie, la plus populaire de notre temps, n'a pas seulement un charme tout particulier par la nouveauté et le relief de ses révélations; elle a un intérêt scientifique qui lui est propre, en ce qu'elle sert à confirmer par une véritable expérience les enseignemens intimes et plus ou moins personnels de la conscience.

Mais faut-il délaisser ces enseignemens pour la psychologie vers laquelle incline l'esprit de notre temps? Faut-il réduire, ainsi que le veulent M. de Quatrefages et l'école des naturalistes, tout pro-

blème psychologique à une question de statistique? Faut-il fermer désormais le livre de la conscience, et n'ouvrir à la curiosité des moralistes que les annales de l'histoire ou les relations des voyageurs? Nous sommes loin de le penser quand nous réfléchissons à ce que cette psychologie nous laisse ignorer sur la nature humaine. Que nous apprend-elle en réalité sur l'homme? Nous en donne-t-elle la notion intime? Nous fait-elle réellement pénétrer dans le fond même de cette espèce humaine dont M. de Quatrefages fait un règne à part? Voilà ce qu'il faut examiner.

Et d'abord, si l'on se met à recueillir tous les caractères vraiment distinctifs de la nature humaine, tels que l'histoire nous les donne, pourquoi s'attacher exclusivement à la moralité et à la religiosité pour en faire le type propre de l'humanité? Si l'homme est le seul animal connu qui soit moral et religieux, n'est-il pas également le seul qui soit vraiment politique, selon la définition d'Aristote? On dira que l'animal est sociable aussi bien que l'homme, et même que certaines espèces le sont essentiellement. — Nul doute là-dessus; mais *sociable* n'est pas synonyme de *politique*. Une troupe de loups réunis par l'instinct de la chasse et excités par l'aiguillon de la faim n'a rien de commun avec une société d'hommes civilisés. Et si cette troupe n'est pas sans analogie avec une bande de sauvages, il ne faut pas oublier que ces pauvres sauvages possèdent en germe le principe des développemens et des transformations qui en feront une société politique avec le temps et sous l'influence de milieux différens, tandis que jamais aucune espèce animale n'est parvenue à un véritable état politique malgré les changemens de conditions géographiques ou domestiques.

Mais voici d'autres caractères sur lesquels l'équivoque n'est même pas possible. Nul ne contestera que le sentiment esthétique ne soit propre à l'homme aussi bien que le sentiment moral et le sentiment religieux. Tous les philosophes, depuis Aristote jusqu'à Hegel, ont remarqué la supériorité de la vue et de l'ouïe sur les autres sens, en observant que la vue et l'ouïe sont proprement les sens du beau. Or cela n'est vrai que pour l'homme. Aucun animal n'a le sentiment du beau. Cette différence ne tiendrait-elle pas à une différence essentielle d'intelligence entre l'animal et l'homme? A parler rigoureusement, l'ouïe et la vue devraient être considérées comme les organes et non les facultés du beau. Rien n'est moins douteux. Une preuve entre mille, c'est que chez l'homme le sens esthétique est en raison du développement de l'intelligence. Tandis que la culture d'esprit et la supériorité de nature révèlent à l'œil ou à l'oreille de l'artiste tant de grands ou charmans spectacles, tant de sublimes ou ravissantes harmonies, n'est-il pas vrai que tout cela

est lettre close pour l'œil et l'oreille d'un idiot, d'un rustre, ou même d'un homme simplement vulgaire? Le langage est encore un autre fait propre à l'homme, et si l'on équivoque ici comme pour l'institution politique, en disant que l'animal parle aussi à sa façon, il n'est pas difficile de montrer qu'entre le langage des animaux et le langage humain il n'y a pas moins de différence qu'entre la société des bêtes et la société des hommes. Et cette différence consiste surtout en ce que, dans l'un comme dans l'autre cas, c'est la nature seule qui engendre le fait animal, tandis que c'est l'art, c'est-à-dire l'esprit, qui crée le fait humain. On se lasserait d'énumérer, sans en épuiser la liste, toutes les œuvres, toutes les institutions, tous les sentimens, tous les instincts propres à l'homme et étrangers à l'animal. L'humanité se révèle jusque dans les actes les plus simples de la vie matérielle. Où a-t-on vu l'animal bâtir des maisons, labourer la terre, élever des troupeaux, en perfectionnant sans cesse et l'œuvre elle-même et les instrumens d'opération? Rien de pareil ne se remarque même chez cette espèce de singes qui occupent le haut de l'échelle animale, et que certains naturalistes nous donnent pour ancêtres.

Il est une objection capitale à faire à la méthode des naturalistes. Quand elle aurait ainsi rassemblé tous les caractères distinctifs de l'espèce humaine, tels que nous les révèlent les manifestations diverses de sa vie extérieure, il resterait encore à connaître le principe interne de ces manifestations qui lui sont propres. Sans parler des œuvres qui ne font que manifester telle ou telle faculté corporelle, il ne suffit pas de noter, par exemple, que l'homme seul a le langage pour donner une juste idée de sa supériorité sur l'animal. N'y a-t-il pas une école qui soutient encore aujourd'hui que le langage est d'origine divine? Alors, si la supériorité de l'homme sur l'animal tient au langage, elle se réduirait à un pur accident, résultat d'un don gratuit. La vérité est que l'homme parle parce qu'il pense, c'est-à-dire abstrait, généralise, juge, raisonne, tandis que l'animal ne pense pas, dans la véritable acception du mot, étant incapable de ces diverses opérations. La supériorité du langage humain sur le langage animal tient donc à la supériorité de l'intelligence de l'homme sur l'intelligence de la bête. Voilà ce que ne fait point voir la méthode d'observation employée par les naturalistes.

Cette méthode n'entre pas davantage dans la nature intime de l'homme quand elle arrive à le définir un animal moral et religieux. D'abord, en procédant comme elle fait par pure expérience historique, elle s'expose à confondre les caractères essentiels et permanens avec les caractères accidentels et transitoires de la nature

humaine. Il n'est pas douteux que la moralité ne soit un des caractères de la première classe; mais de l'histoire ou de la conscience, qui en fait foi? Évidemment la conscience. Et c'est parce que l'analyse psychologique ne confirme pas absolument l'expérience historique sur le point de la religiosité qu'il reste au moins un doute à ce sujet. S'il est bien vrai que la science et la philosophie remplacent définitivement la religion chez un certain nombre d'esprits d'élite, n'est-ce point le cas d'en conclure que la religion est un état transitoire plutôt qu'un principe éternel? C'est donc au témoignage direct de la conscience qu'il faut recourir pour s'assurer que tel caractère donné par l'expérience historique est ou n'est pas essentiel à l'humanité.

Ensuite, alors même que la méthode psychologique des naturalistes réussit à découvrir un caractère vraiment essentiel, comme le sentiment moral, elle a toujours le grave inconvénient de s'arrêter à des phénomènes qui ne sont que la manifestation d'un principe constitutif de la nature humaine et qui peuvent se ramener eux-mêmes à des facultés premières. Pourquoi l'homme est-il un être moral? Parce qu'il a une volonté libre et une raison. Sa raison lui révèle une fin à poursuivre dans le développement de la vie psychique et physique. Le sentiment de sa libre volonté lui fait une obligation, une loi de cette poursuite. Voilà comment il est un être moral. Pourquoi l'homme est-il un être religieux? Parce qu'il possède la raison et l'imagination, la raison qui lui fait concevoir l'invisible et l'intelligible au-delà des choses visibles et sensibles, l'imagination qui confond les deux objets de sa pensée dans une représentation symbolique. C'est là du moins l'explication qui nous semble la plus conforme tout à la fois à l'expérience historique et à l'expérience psychologique. Que si l'on en fait un principe essentiel et permanent de la nature humaine, encore faut-il y voir ce qui en ferait le fond, c'est-à-dire l'aspiration invincible et éternelle de l'âme vers un monde d'espérances que la science et la philosophie ne peuvent absolument garantir; mais une pareille définition dépasse trop la portée de l'expérience historique pour n'avoir pas son origine et son principe dans l'analyse psychologique. En tout cas, que la religion soit œuvre d'imagination ou besoin de foi, la conclusion à tirer de tous ces essais de définition tentés par les naturalistes psychologues, c'est que leur méthode est impuissante à donner une véritable idée de notre nature. Si on leur reproche avec raison, au nom de la physiologie, de classer l'homme à part et d'en faire le type d'un règne nouveau et suprême, sans pouvoir fonder cette classification sur des caractères vraiment anatomiqnes, on peut leur objecter, au nom de la psychologie, qu'ils s'arrêtent forcément, dans la définition

de ce type, à des caractères psychologiques réels, mais superficiels, et réductibles à des facultés plus élémentaires.

Les historiens, les ethnographes, les moralistes qui invoquent la statistique, les savans qui voyagent pour explorer les contrées et les peuplades sauvages, usent d'une méthode analogue, seulement avec moins de vigueur et d'étendue, parce qu'ils n'opèrent pas sur des données aussi nombreuses et aussi complètes. De tous ces observateurs de la nature humaine, les historiens sont ceux qui disposent de la plus large expérience. Comme ils ont affaire à des peuples dont le génie s'est manifesté sur un théâtre plus ou moins vaste et à travers une durée plus ou moins longue, ils sont moins exposés à se tromper sur l'existence et la nature de caractères psychologiques qui se sont produits au grand jour de l'histoire; mais là encore il n'y a que des œuvres supposant des facultés, des effets supposant des causes, que l'historien peut tout au plus deviner à travers leurs manifestations, mais qu'il ne peut ni décrire, ni analyser, ni définir, parce qu'il ne les atteint pas directement. Et alors qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'il se trompe dans ses inductions, à ce qu'il confonde une institution transitoire avec une loi de notre nature, à ce qu'il prenne pour une faculté primordiale, pour un principe constitutif de l'humanité, ce qui n'est que le résultat d'un concours de facultés primitives? Comment se reconnaître dans cette psychologie si concrète qu'on appelle l'histoire, si l'on n'a pas d'autre flambeau que l'expérience historique elle-même? C'est ainsi que l'historien qui n'éclaire pas son sujet des lumières de la conscience arrive inévitablement à faire de toutes les institutions politiques, sociales, religieuses, qui ont duré et dominé, autant de principes éternels de la nature humaine.

L'ethnographie de notre siècle est parvenue, soit par l'observation directe, soit par la science des langues et des idiomes, à des vues ingénieuses, instructives, souvent solides, sur les caractères essentiels du génie des races diverses qui peuplent le globe. En recueillant les particularités de mœurs qui se retrouvent chez les différentes peuplades nègres à l'état naturel et primitif, on a pu dégager ce qui fait la nature propre de cette race, à savoir la prédominance marquée de la sensibilité sur la volonté et l'intelligence : d'où le défaut d'initiative et d'originalité, l'incapacité radicale pour les idées et les spéculations abstraites, pour les arts et les œuvres de grande création qui réclament une puissante volonté, pour les institutions de *self-government* qui demandent une forte personnalité; d'où au contraire une aptitude marquée pour toute œuvre de passion violente, de sentiment tendre, d'imagination grossière. On commence à connaître assez les peuples de race jaune, Chinois, Japonais, Tar-

tares, pour se faire une idée des aptitudes et des incapacités naturelles de cette race, de son goût et de son talent pour les sciences pratiques et les arts mécaniques, de son éloignement pour les sciences transcendantes et pour la métaphysique, de sa rare finesse, de son étonnante subtilité d'esprit, non-seulement dans les choses de négoce, mais encore dans les plus difficiles exercices d'attention et de raisonnement : en sorte qu'on a pu aussi donner la formule de cette race, — la prédominance des instincts et des facultés pratiques sur les facultés spéculatives. Enfin, en rapprochant les monumens religieux et poétiques des divers peuples de la race sémitique, en les comparant avec les monumens religieux et poétiques du même genre chez les grands peuples de la race âryenne, les Hindous, les Perses et les Grecs, l'ethnographie a découvert que le génie symbolique manque absolument à la race des Sémites, dont la répugnance invincible pour la doctrine des incarnations est aussi connue que le goût des peuples âryens pour les symboles de toute espèce, naturels ou anthropomorphiques. Ajoutez à l'étude des monumens religieux et littéraires l'analyse des langues et des idiomes, et vous trouverez la démonstration philologique des vues générales que l'ethnographie avait tout d'abord dégagées de l'observation historique.

Toutes ces révélations, de quelque source qu'elles proviennent, sont assurément précieuses; mais combien elles sont et resteront incomplètes et superficielles en comparaison des enseignemens de l'analyse et de l'observation directe! Quelle autre science nous aurions du génie de la race nègre ou de la race jaune, si nous découvrions tout à coup des livres où tel esprit supérieur, tel philosophe, tel moraliste de ces races eût essayé, même grossièrement, de faire l'histoire intime de ses sentimens et de ses passions, l'analyse de ses facultés! C'est parce que cette psychologie se retrouve, en traits épars et sous des formes poétiques ou théologiques, chez les peuples de race sémitique, que l'ethnographie est bien plus riche en documens sur cette race que sur les précédentes. Encore faut-il dire qu'une psychologie ainsi faite est bien loin d'avoir la profondeur, la clarté, la précision des analyses et des descriptions d'une psychologie régulière.

Et quand l'ethnographie arriverait à mettre la main sur des œuvres de ce genre, elle ne pourrait pas remplacer l'observation de la conscience. Elle serait en mesure de définir d'une manière sûre et précise les caractères de la race; elle ne suffirait point à donner, dans toute sa généralité et toute sa profondeur, la formule psychologique de l'espèce. On peut bien lui demander ce qui constitue la nature psychique du nègre, du Chinois, du Juif et de l'Arabe; elle

ne peut nous dire ce qui constitue la nature psychique de l'homme lui-même. Et si elle essaie de le faire en comparant toutes les races entre elles et en en dégageant les caractères communs, elle ne réussit qu'à donner une formule abstraite et vague, qui ne fait réellement connaître aucune des facultés primordiales et vraiment constitutives de la nature humaine.

II.

Il est une autre école de psychologues qui, sans voyager ailleurs que dans les régions de l'idéologie, tient néanmoins à rester fidèle à la méthode expérimentale proprement dite. Elle ne s'enferme point dans le for intérieur de la conscience pour y saisir l'être humain lui-même, le sujet et la cause des phénomènes psychiques; elle se borne à l'observer dans la succession de ses actes et de ses modifications, qu'elle recueille et décrit avec soin, dont elle constate les rapports de manière à dégager les lois qui régissent le développement de ses facultés. Comment l'homme sent, imagine, pense, veut, agit, c'est-à-dire quel est le phénomène organique ou psychique qui sert de condition à chacun de ces phénomènes de la vie morale, voilà ce que cette école cherche à expliquer en s'appuyant sur un genre d'observation qu'il ne faut pas confondre avec l'observation immédiate et directe, telle que la pratiquent Maine de Biran, Jouffroy et les psychologues de leur école. C'est du dehors que l'école dont nous parlons observe ce qui se passe à l'intérieur. Laissant à ce qu'elle appelle la vieille psychologie la contemplation de l'âme elle-même et la solution des problèmes métaphysiques qui s'y rattachent, elle ne regarde, ne voit l'homme que dans les faits, dans les actes, dans les œuvres de sa vie intellectuelle et morale, l'étudie par conséquent dans son histoire, sans chercher à sonder les mystères de sa nature intime. Quant aux lois qui régissent cette histoire, elle n'emploie pas, pour les connaître, d'autre méthode que l'induction, absolument comme on fait dans les sciences physiques et naturelles. C'est qu'en effet, avec cette manière d'étudier l'homme, il ne s'agit plus de rechercher des causes, mais simplement de constater des rapports et de déterminer des lois. Ici, comme dans les sciences physiques, les causes véritables des phénomènes restent cachées à l'observateur. La méthode de Bacon est également bonne pour les deux espèces de réalité. C'est ce que veulent dire les philosophes anglais quand ils définissent la psychologie tantôt la *physique*, tantôt l'*histoire naturelle* de l'esprit.

Ainsi procèdent en Angleterre Stuart Mill, Herbert Spencer,

Alexandre Bain, en France E. Littré et les savans de l'école positiviste qui veulent bien s'occuper de psychologie. Cette méthode les a menés à des conclusions curieuses, en partie vraies, en partie fausses et contradictoires au propre témoignage de la conscience. Sans vouloir les suivre dans le développement de leurs doctrines, voyons comment ils ont été conduits au principe qui domine toutes leurs explications, et apprenons à juger cette méthode par ses résultats. Si l'on recherche les antécédens de l'école dont nous venons de citer les noms les plus connus, on peut remonter jusqu'à Locke et même jusqu'à Bacon; mais ce n'est là qu'une origine commune à toutes les écoles expérimentales, qu'elles portent les noms d'Adam Smith, de Reid, de Hume, de Bentham, de Stuart Mill ou de Littré. Le véritable père de la nouvelle école psychologique, c'est Hume. Si elle tient sa méthode de Bacon, c'est à Hume qu'elle emprunte le principe de sa théorie des phénomènes de la vie morale. Ce philosophe, en effet, est le premier qui ait essayé d'expliquer par l'association des idées et l'habitude la notion de cause et le principe de causalité, l'origine des idées dites rationnelles, des affections dites naturelles, des principes moraux dits innés, enfin l'origine des actes volontaires auxquels on attribue le caractère de libre arbitre. L'école tout expérimentale de Stuart Mill, de Bain et de Spencer n'a fait que reprendre ces thèses pour les développer de nouveau en les fondant sur des observations, des analyses, des explications qui lui appartiennent.

Que presque tous les philosophes de l'école expérimentale se soient rencontrés dans la théorie qui explique tout le mécanisme de l'esprit humain par l'association, il n'y a rien à cela que de naturel. La méthode inductive les conduisait nécessairement à ce résultat. Du moment que tout problème psychologique se réduit à constater la relation des phénomènes entre eux et à en dégager une loi, il n'y a plus qu'une chose qui intéresse la science, à savoir si et comment ces phénomènes *s'associent* dans leur succession ou leur concomitance. C'est là toute l'explication que peut chercher une psychologie qui ne prétend pas atteindre les causes internes des phénomènes. Cette interprétation de la méthode des philosophes anglais ne laisse aucun doute après leurs déclarations formelles à cet égard. « Il faut reconnaître, dit Stuart Mill, que l'*association* est la théorie vraie de la production des phénomènes de l'esprit, et par conséquent qu'il serait antiphilosophique d'en chercher une autre explication. » Et ailleurs : « Il n'existe aucun phénomène de l'esprit, excepté ceux que l'association des idées présuppose, dont on puisse dire qu'en vertu de sa nature il ne pourrait résulter de cette association. Néanmoins, de ce que cette origine est possible, on ne

saurait conclure qu'elle est véritablement celle des phénomènes dont nous venons de parler, à moins toutefois qu'elle ne puisse être expérimentalement démontrée (1). »

S'agit-il d'expliquer la notion de cause et le principe de causalité, Stuart Mill et Bain ne voient dans la relation, soit accidentelle, soit constante, de l'effet à la cause qu'une simple association passée en habitude. En effet, quel autre lien pourrait-on supposer entre les deux termes, si la raison n'est que l'écho de l'expérience, ainsi que le professe l'école expérimentale? Déjà Hume avait cru mettre ce point hors de doute, et en avait fait comme le pivot de tout son système. « La raison ne peut rien affirmer sur la relation proprement dite de causalité, ne pouvant sortir d'elle-même, ni s'élever au-dessus d'une proposition identique. A l'égard de l'expérience, elle nous apprend, il est vrai, que tel fait est ordinairement accompagné de tel autre; mais elle ne nous autorise pas à dire : Tel fait est l'effet, le fruit de tel autre, et en résultera toujours. Nous sommes accoutumés à voir une chose succéder à une autre quant au temps, et nous nous imaginons que celle qui suit dépend de celle qui précède. Toutefois la sensation nous révèle seulement une simultanéité, une succession, une conjonction entre deux faits; elle n'atteste pas de connexion nécessaire. Réduits à l'expérience, nous ne savons que ceci : il y a fréquemment coexistence ou suite entre les phénomènes. Inférer de là l'existence d'une liaison nécessaire, d'un pouvoir et d'une force, d'une cause enfin, c'est mal raisonner, c'est trop présumer. L'idée d'une liaison de ce genre est le fruit de l'habitude (2). » C'est une thèse démontrée pour tous les philosophes anglais de cette école; ils n'imaginent pas qu'on puisse scientifiquement expliquer la notion de cause et le principe de causalité par une autre loi que celle de l'habitude. Pour eux, comme pour leur maître Hume, la prétendue nécessité logique de ce principe se résout, quand on l'analyse, dans une simple association formée par l'expérience et transformée par l'habitude en cette disposition de l'esprit dont l'école de l'*a priori* fait une loi propre de la raison.

S'agit-il d'expliquer telle conception dite rationnelle, comme l'idée de l'infini dans le temps ou dans l'espace, l'école expérimentale ne trouve pas qu'il soit nécessaire de recourir à l'hypothèse d'aucune loi de l'esprit. Elle ne voit là que le résultat de cette association toute naturelle en vertu de laquelle l'idée d'une chose suggère en même temps l'idée d'une autre chose que l'expérience nous a toujours fait voir unie à la première. « L'expérience, dit Mill, ne

(1) La *Psychologie* de M. Alexandre Bain. *Revue des Cours littéraires*, 14 et 24 août.
(2) *Traité de la nature humaine*, liv. I, p. 270 et suiv., *Essais*, liv. IV, V et VII.

nous ayant jamais montré un point de l'espace sans d'autres points au-delà, ni un point du temps sans d'autres qui le suivent, la loi de l'inséparable association ne nous permet pas de penser à un autre point quelconque de l'espace ou du temps, si loin soit-il, sans qu'immédiatement et irrésistiblement il ne nous vienne à l'esprit l'idée d'autres points encore plus éloignés (1). » S'agit-il d'expliquer tout à la fois les sentimens et les idées sur lesquels on fonde la morale, c'est encore par l'association convertie en habitude. Selon Bain, les sentimens moraux sont d'un caractère très complexe; ils résultent en grande partie de la combinaison des affections sociales et des émotions sympathiques ou antipathiques. Quant à l'idée d'obligation qui constitue la loi morale proprement dite, Bain la regarde comme un produit de la loi écrite, par conséquent encore de l'expérience, dont la loi écrite n'est que la formule. Selon lui, c'est parce que l'esprit associe l'idée de punition au fait qui la provoque que l'idée d'obligation lui arrive. Donc rien d'absolu, rien d'*a priori* dans cette notion : il n'y a qu'un simple fait associé à un autre fait. Quant aux sentimens moraux qui résultent d'une culture particulière de l'esprit, il les cite comme un des nombreux exemples servant à démontrer qu'un sentiment peut être, en vertu de la loi de l'association, attaché à des objets qui ne contiennent pas en eux-mêmes ce qui originairement pouvait l'exciter.

S'agit-il enfin d'expliquer le jeu de l'activité volontaire, c'est toujours par une association de phénomènes dont l'un détermine fatalement l'autre, absolument comme dans le jeu des forces naturelles. L'école expérimentale fait du problème du libre arbitre une question de *loi*, laquelle ne peut être déterminée que par une profonde étude philosophique, et non en faisant appel aux fantaisies et aux idées d'un individu au sujet des choses qui le concernent. Pour cette école, la volonté libre est un effet sans cause, c'est-à-dire un mystère qu'il n'est pas plus scientifique d'admettre que l'innéité de certaines idées et la nécessité logique de certains principes rationnels. Stuart Mill oppose à la doctrine du libre arbitre un argument que M. Littré cite comme irréfutable. « Les déterministes affirment comme une vérité d'expérience que, dans le fait, les volitions sont consécutives à des antécédens moraux avec la même uniformité, et, quand nous avons une connaissance suffisante des circonstances, avec la même certitude que les effets physiques sont consécutifs à leurs causes physiques. Ces antécédens moraux sont des désirs, des aversions, des habitudes, des dispositions combinées avec des circonstances extérieures propres à mettre en action les

(1) Stuart Mill (*Psychologie* d'Alexandre Bain).

mobiles internes (1). » Stuart Mill en appelle, avec toute l'école qui nie le libre arbitre, à l'observation que chacun de nous fait de ses propres volitions aussi bien que des actions volontaires de ceux avec qui nous sommes en contact. Il invoque la possibilité de prévoir ces actions avec un degré d'exactitude proportionné à notre connaissance préalable de l'esprit et du caractère des agens, et souvent avec une certitude presque égale à celle qui s'attache à la prévision des mouvemens des agens purement physiques. Il en appelle enfin aux relevés statistiques, portant sur des nombres assez grands pour éliminer les influences particulières et pour laisser le résultat à peu près tel que si les volitions de la masse entière n'avaient été affectées que par celles des causes déterminantes qui furent communes à tous.

Voilà la méthode, la théorie, les conclusions de l'école psychologique qui se personnifie surtout dans les noms de Stuart Mill, d'Alexandre Bain, de E. Littré. La méthode consiste à étudier l'homme dans la succession des phénomènes de la vie morale et à en dégager les lois, abstraction faite des causes, dont cette école n'entend s'occuper en aucune façon. La théorie qui est le produit nécessaire d'une telle méthode est l'explication de tous les phénomènes moraux par une association de faits ou d'idées, tantôt une association de faits organiques et psychiques, tantôt une association de faits purement psychiques. Les conclusions peuvent se résumer en trois thèses capitales : 1° négation de tout *a priori* dans le domaine de l'entendement; 2° négation de toute innéité affective dans le domaine de la sensibilité; 3° négation de toute spontanéité libre dans le domaine de la volonté. Toute espèce de rapport entre les phénomènes se réduit à un rapport de succession ou de concomitance. A part un très petit nombre de facultés élémentaires et de faits vraiment primitifs qui sont le point de départ de la vie morale, tout s'explique par l'habitude, et l'école psychologique dont on vient de parler pourrait prendre pour devise ce vers si connu :

La nature, crois-moi, n'est rien que l'habitude.

A ne considérer que les conclusions de cette école, on serait tenté de regretter que la psychologie de notre temps ait abandonné la voie de la *conscience*, qui a toujours été celle des grandes révélations, pour s'engager dans la voie laborieuse et obscure de l'*expérience* proprement dite; mais ce serait mal apprécier la valeur d'une méthode féconde en résultats positifs; ce serait méconnaître les

(1) *An Examination of sir William Hamilton's philosophy*, p. 500.

services d'une école qui répond à un point de vue nouveau dans l'étude de la nature humaine. N'oublions pas qu'il y a plusieurs manières d'étudier l'homme, et que chacune de ces méthodes est bonne à la condition de ne point poursuivre des problèmes qui ne sont pas de sa compétence. On a vu comment la méthode des naturalistes qui procèdent par la statistique, la méthode des historiens qui procèdent par l'érudition, la méthode des ethnographes qui procèdent par les explorations de voyage et les recherches de philologie, arrivent à des vues neuves et précieuses sur les races, les peuples, les œuvres, les institutions de l'espèce humaine, sans pénétrer jusqu'aux élémens simples, aux facultés primordiales qui constituent le fond de la nature humaine et forment la seule matière d'une véritable définition. Il en est de même de la méthode des psychologues de l'école de Stuart Mill et de Littré. Il est vrai qu'ils n'étudient plus l'homme dans la statistique des faits et dans l'histoire des races; mais en l'observant dans la succession des faits de la vie individuelle c'est toujours du dehors et non du dedans qu'ils contemplent l'homme. Ils se trouvent ainsi placés vis-à-vis de leur objet à peu près comme les physiciens vis-à-vis de la nature. N'en pouvant voir l'intérieur, ils renoncent, eux aussi, à connaître les causes pour se borner à la recherche des lois.

C'est encore là un objet très intéressant pour la science, et que, par parenthèse, le genre d'observation usité dans l'école spiritualiste de Maine de Biran et de Jouffroy n'est pas propre à nous révéler. Stuart Mill l'a dit avec grande raison : la conscience ne peut pas plus apprendre à un homme à quelle loi son esprit obéit que la contemplation des corps qui tombent ne peut lui donner l'idée des lois de la gravitation (1). Les travaux de Bain, de Spencer, comme de tous les psychologues physiologistes de l'école anglaise, ont puissamment contribué aux progrès de cette science positive et tout expérimentale de l'homme, qui se borne à constater les rapports des phénomènes psychiques et à en déterminer les conditions. Toute cette théorie de l'association des idées, par exemple, n'est pas simplement ingénieuse, elle est vraie par un côté et féconde en explications heureuses, du moment qu'il ne s'agit que de connaître les antécédens et les conditions d'un phénomène donné. De même que le système exposé dans le *Traité des sensations* de Condillac ne doit plus être tenu pour un paradoxe réfuté d'avance par le bon sens et le témoignage de la conscience, pourvu qu'on voie dans la sensation non plus le principe générateur, mais le point de départ et la condition de l'exercice de toutes nos facultés, de même la psycho-

(1) Stuart Mill (*Psychologie* de M. Alexandre Bain).

logie de l'école expérimentale conserve sa part de vérité, abstraction faite de ses prétentions à la méthode psychologique par excellence. Il ne faut point oublier qu'elle est une réaction salutaire à certains égards contre les tendances peu scientifiques des écoles qui l'ont précédée, soit en Angleterre, soit en France. D'une part, l'école dite rationaliste, l'école de l'*a priori*, ainsi que l'appelle Stuart Mill, avait abusé des idées innées, des vérités soi-disant indépendantes de l'expérience, produit d'une sorte de faculté révélatrice qu'elle nomme *raison*. Un jeune philosophe de l'école expérimentale, qui porte dans les recherches de ce genre la netteté d'intuition, la vigueur d'analyse, la précision de langage propre à l'esprit français, M. Taine, a singulièrement réduit, s'il ne l'a pas tout à fait supprimée, la catégorie de ces jugemens dits synthétiques *a priori*, pour lesquels toutes les écoles rationalistes, depuis Kant jusqu'à Victor Cousin, avaient cru devoir reconnaître certaines facultés et certains procédés irréductibles à l'expérience. De son côté, l'école de Reid, bien que plus circonspecte et se rapprochant davantage de la méthode de Bacon, avait étendu outre mesure la liste des principes primitifs et inexplicables de la nature humaine, soit dans l'ordre des vérités métaphysiques, soit dans l'ordre des vérités morales. En faisant trop fréquemment intervenir le *sens commun* comme un *machina deus*, pour trancher les difficultés qu'une analyse incomplète ou superficielle ne pouvait dénouer, cette école tendait à énerver l'esprit de recherche et à faire prédominer les instincts et les préjugés du sens vulgaire sur les analyses et les explications de la science. Sous ce rapport, la nouvelle école a rendu un service signalé à la philosophie de l'esprit humain en ramenant à l'expérience ou à l'analyse la plupart de ces principes dits naturels, de ces idées dites innées, de ces vérités dites *a priori*, pour l'explication desquelles l'école spiritualiste tient encore aujourd'hui à ses mystérieux procédés et à ses facultés transcendantes.

III.

Où l'école expérimentale montre sa faiblesse et son insuffisance, c'est précisément dans les questions qu'elle a eu le plus à cœur de résoudre par les méthodes qui lui sont propres. Son principe de l'association et de l'habitude est contredit par l'analyse sur les trois points capitaux de la doctrine. Ainsi, qu'il soit possible d'expliquer autrement que ne le fait l'école rationaliste les caractères de nécessité et d'universalité que présente toute une classe de nos jugemens, c'est ce que l'analyse semble avoir démontré; mais rien

n'est moins évident que l'explication du lien qui unit les termes de ces jugemens par l'association des idées convertie en habitude. Il faudrait pour cela qu'on pût identifier la nécessité logique avec cette espèce de nécessité propre à l'habitude, c'est-à-dire convertir un fait si fréquent, si constant qu'il fût, en un principe.

Prenons pour exemple des jugemens nécessaires et universels : tout changement a une cause; le tout est plus grand que la partie; ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît. On ne peut voir dans cette liaison toute logique entre deux termes qu'un simple fait d'expérience tournée en habitude. Notre esprit n'a pas besoin d'une association habituelle pour lier d'une façon indissoluble les termes de ce jugement. Il suffit d'une première intuition pour qu'il aperçoive la nécessité logique de pareils rapports. Et cette nécessité ne devient ni plus impérieuse ni plus évidente par la fréquence des actes dont elle fait le caractère propre. De même tous les jugemens qui dérivent de ces principes et composent l'ordre entier des sciences de raisonnement sont également inexplicables par la même théorie, par cela seul qu'ils ont les mêmes caractères de nécessité et d'universalité.

Les phénomènes de la sensibilité ne résistent pas moins à l'explication de l'école expérimentale. Que certaines affections résultent de l'association habituelle de tels phénomènes sensitifs, qu'on puisse expliquer tels mouvemens d'amour ou de haine, de sympathie ou d'antipathie par des sensations répétées de plaisir ou de peine, sans recourir à un principe spécial de la nature humaine, cela n'est guère douteux; mais combien d'affections les plus profondes, les plus fortes, les plus désintéressées, se refusent à cette explication! Pourquoi une mère aime-t-elle son enfant? Est-ce parce qu'il lui fait éprouver telle sensation de plaisir? C'est juste le contraire qui est vrai. La sensation s'explique elle-même par une affection innée, par un instinct de nature. Ici, c'est l'amour qui est le principe de tout un ordre de sensations et de sentimens, au lieu d'en être le résultat. On pourrait démontrer la même thèse pour bien d'autres affections : la sensibilité est pourvue d'une variété d'instincts qui préexistent aux phénomènes sensitifs qu'on leur assigne bien à tort pour antécédens. Comme l'a fort bien montré un philosophe d'une tout autre école, Théodore Jouffroy, ce n'est pas la sensation elle-même qui est le principe moteur de la vie morale, c'est l'instinct ou plutôt le *penchant*, selon sa propre expression. Bain lui-même, qui a si bien développé la théorie de l'association et en a étendu les applications à l'ensemble des phénomènes psychiques, est forcé de reconnaître l'existence d'instincts irréductibles à la loi de l'habitude.

Reste l'explication de l'activité volontaire. Encore ici il est facile de voir que l'école expérimentale confond les conditions des phénomènes avec leurs causes. Quand elle a montré, par le genre d'observation et d'analyse qui lui est propre, que l'acte volontaire a son antécédent dans un acte intellectuel, tout n'est pas dit sur la cause véritable du phénomène dont elle a constaté la loi. Et alors même qu'il serait prouvé qu'il n'y a pas une seule exception à cette loi, que toujours et invariablement l'acte volontaire est déterminé tantôt par un jugement de la raison, tantôt par un mouvement de la sensibilité, serait-on fondé à en induire que cette condition est la cause, et que l'acte n'est pas réellement libre? Que l'observateur placé en dehors de la conscience en juge ainsi, rien de plus naturel. Ne pouvant voir la réalité elle-même, en ce qui concerne la libre spontanéité de nos actes, il en est réduit à juger de la causalité sur de simples apparences. Supposez deux sujets d'observation très divers au fond, un être libre et un être qui ne serait qu'une machine, et soumettez-le aux procédés de l'école expérimentale; il est évident que, la scène extérieure étant la même dans les deux cas, la conclusion pour l'un et pour l'autre sera identique, quant à la nécessité des mouvemens de ces deux agens.

Mais c'est en cela que se trompe l'école expérimentale. L'observateur des phénomènes physiques, ne pouvant saisir que des apparences, n'a pas d'autre méthode que l'induction pour arriver à en dégager la réalité. N'atteignant pas directement les causes des phénomènes, il ne peut qu'en rechercher les lois, lesquelles ne se révèlent à lui qu'à la suite d'une laborieuse observation dont le *Novum Organum* a décrit tous les procédés. Et comme d'ailleurs il opère sur un monde livré à l'empire de la fatalité, il n'y a pas lieu de voir si l'intuition directe des causes ne montrerait pas la nature sous un jour différent. Lois ou causes, il n'est pas douteux que tout obéisse à une inflexible nécessité. L'observateur des phénomènes psychiques est dans une tout autre situation. S'il se borne, comme le font les psychologues de l'école expérimentale, à observer ces phénomènes du dehors, il sera toujours tenté de juger de la réalité par l'apparence; mais si à ce genre d'observation qui lui fait voir les lois des phénomènes à travers leur succession, il joint cet autre genre d'observation qui plonge dans le for intérieur du sujet observé, il comprendra bien vite la nécessité de modifier les conclusions auxquelles il s'était laissé aller tout d'abord. Il sentira que les mêmes phénomènes peuvent se produire, les mêmes lois se manifester avec des caractères très différens en ce qui touche la liberté ou la nécessité de nos actes. L'expérience démontre, ainsi que le remarquent Stuart Mill et Littré, qu'il règne une telle constance, un tel ordre

dans la succession de certains phénomènes moraux, qu'il est possible d'en prévoir le retour, sinon avec l'absolue certitude qui s'attache aux prévisions de l'ordre scientifique, du moins avec une très grande probabilité. Étant donné tel esprit, tel caractère, tel instinct, telle passion, telle idée fixe, on peut prédire le genre de vie de l'homme ainsi fait, sinon dans les plus menus détails, du moins dans les principaux traits qui la caractérisent. Voilà une loi dont l'école expérimentale se fait une arme qu'elle croit invincible contre le libre arbitre; mais qu'est-ce que cela prouve? Que la vie morale a ses lois comme la vie physique, rien de plus. Il y a de l'ordre partout, comme disaient les stoïciens, dans la *maison de Jupiter;* mais cet ordre a des caractères bien différens selon les divers règnes de la vie universelle. Quand la volonté obéit à la raison, elle est libre, alors même que cette obéissance, en devenant constante, prend le caractère d'une loi. Quand la volonté obéit à la passion, au penchant, elle est encore libre, alors même que cette faiblesse serait passée en habitude. La loi ici n'implique pas la nécessité comme dans le monde physique. L'entière et constante soumission de la volonté à la raison est la loi du sage. En est-il moins libre pour cela? Les moralistes de l'école expérimentale diraient oui; la conscience du genre humain a toujours cru le contraire.

C'est donc la conscience qui a raison contre la science, parce qu'elle est seule compétente dans ces sortes de problèmes. Elle seule en effet voit le fond de choses, le fond de l'être humain, tandis que la science de l'école expérimentale n'en saisit que les manifestations extérieures. Maine de Biran l'a démontré avec une irrésistible évidence : si l'expérience vise aux lois, la conscience seule peut viser aux causes. Voilà pourquoi il répétait si souvent et avec tant d'énergie que la méthode inductive de Bacon égare et fausse la véritable science de l'homme. Il était trop sévère pour une école psychologique qui a donné de précieux résultats; mais ce sera toujours l'invincible force et l'immortel honneur de l'école dont il est le père d'avoir rappelé les observateurs de la nature humaine aux enseignemens de la conscience. Lui aussi, et Jouffroy, et bien d'autres psychologues de l'école spiritualiste, après Platon, Aristote, Leibniz, ont su féconder par l'analyse ces révélations spontanées, et en faire sortir une science véritable de l'homme, science intime et profonde, bien autrement compétente, bien autrement décisive que la science expérimentale de l'école dont on vient de parler. Avec de tels observateurs armés d'un tel microscope, les apparences s'effacent devant la réalité; le lecteur se sent, se reconnaît tel que sa conscience l'avait toujours révélé à lui-même. Il retrouve cette liberté dont le sentiment semblait oblitéré par les explications spécieuses de la physio-

logie et de la psychologie expérimentales. Il retrouve cette innéité d'instincts, d'affections dont la nature l'a si abondamment pourvu, et dont l'école de Hume l'avait dépouillé. Il retrouve enfin cet *a priori* de la connaissance humaine que Leibniz avait si bien vu, que Kant a si savamment décrit, qui, réduit à sa juste mesure, témoigne encore d'une manière si éclatante de la richesse naturelle de l'esprit humain.

Comment douter, par exemple, de la liberté en lisant cette description du triomphe de la volonté humaine? « Dans cet état, dont le caractère est la beauté, dit Jouffroy, les capacités sont tellement rompues à l'obéissance par l'effet d'une longue et sévère discipline, qu'elles plient sans résistance à tous les ordres de la volonté, et jouent sous sa main avec la même facilité que les touches d'un instrument sous les doigts d'un musicien habile. Toute lutte a cessé, et la volonté, heureuse d'un empire facile, gouverne presque sans y penser, et fait des prodiges avec un abandon plein de grâce. A voir comment elle règne, on croirait que son autorité est naturelle, et l'on dirait d'un ange qui n'a jamais connu les fatigues de la pensée, les orages des passions, et les révoltes d'une sensibilité capricieuse. Une ineffable harmonie éclate dans tout ce qu'elle fait, parce que toutes ses facultés, dociles à sa voix, concourent à ses moindres desseins dans la mesure qu'elle veut et avec une égale aisance. Aussi tout ce qu'elle fait est plein et achevé (1). » Qui ne reconnaît à ce tableau les heureux momens de sa vie où il s'est senti en pleine possession de lui-même, maître incontesté, sinon absolu, dans son empire? Et quand le même observateur nous initie aux luttes, aux défaillances de la volonté, à toutes les misères d'une vie où l'homme, vaincu par les passions du dedans, distrait par les impressions du dehors, sent sa faiblesse au point de douter de cette liberté, si le remords n'en attestait l'invincible conscience, qui ne reconnaît sa propre nature prise sur le fait par une observation qui a pénétré dans l'intérieur de son être (2)? Que nous font alors les ingénieuses explications d'une école qui ne tient compte d'aucune de ces révélations? Nous nous sentons transportés au dedans de nous, au sein de la plus pure et la plus intense lumière qui puisse éclairer la scène de la vie morale. Nous voyons, nous touchons, nous possédons la vérité sur nous-mêmes, sur nos facultés et nos capacités, sur la spontanéité réelle de notre volonté, sur le secret mécanisme de notre vie morale, sur la nature même de notre être. Qu'importe que l'ordre et la régularité dans la succession des mou-

(1) *Mélanges philosophiques. — Les Facultés de l'âme humaine.*
(2) *Idem.*

vemens de la vie extérieure nous fassent penser à l'ordre de la nature et à l'universelle nécessité qui en fait le caractère? On n'arrachera jamais de nos consciences ainsi éclairées le sentiment des attributs qui nous distinguent des forces naturelles.

Psychologie de la conscience, psychologie de l'expérience, voilà les deux grandes écoles auxquelles peut être ramené tout le mouvement des études psychologiques contemporaines. Toutes deux concourent également à l'œuvre de la science de l'homme, et chacune d'elles y a son rôle à part, de manière à ce qu'elles ne peuvent se passer l'une de l'autre. A la psychologie de l'expérience appartient la recherche des lois; à la psychologie de la conscience revient l'intuition des causes. Les lois des phénomènes ne se laissent point observer directement, pas plus dans la vie morale que dans la vie physique; elles ne se révèlent à la science humaine qu'à la suite d'opérations plus ou moins laborieuses ayant pour but de les dégager de la variété des accidens qui les enveloppent. Les causes, qui restent inaccessibles à la science dans l'ordre des choses physiques, tombent au contraire ici sous l'œil de la conscience, et peuvent être étudiées et soumises à l'analyse par la réflexion s'emparant des données du sentiment. C'est ainsi qu'ont procédé les plus grands observateurs de la nature humaine, philosophes ou moralistes, analysant, décrivant et définissant les instincts, les penchans, les passions, les facultés de l'homme, au moyen des révélations du sens intime, tandis que d'autres observateurs s'attachent aux actes extérieurs, aux œuvres mêmes de ces facultés pour découvrir les lois de leur développement. Ces deux psychologies bien faites ne peuvent se contredire, pouvu qu'elles ne franchissent pas les limites de leur domaine propre. Si, par exemple, l'école de l'expérience nie le libre arbitre, c'est une conclusion qui dépasse la portée de sa méthode. Si l'école de la conscience soutient la liberté d'indifférence, la volonté sans motifs, par peur du déterminisme, et rejette toute espèce de loi dans la production des phénomènes volontaires, c'est qu'elle prétend tirer la science entière de l'homme des simples données de la conscience. Égale erreur, égale impuissance de part et d'autre, égal besoin de s'éclairer et de se compléter mutuellement.

É. Vacherot.

LES

SOCIÉTÉS ANONYMES

EN ANGLETERRE ET EN ITALIE

---

1. *The Companies Act*, 1862. — II. *The Companies Act*, 1867. — III. *Il Sindacato governativo, le società commerciali e gli istituti di creditò nel regno d'Italia*, per Carlo de Cesare; 2 vol., 1867-1869. — IV. *Riforma del Sindacato* (recueil officiel de rapports ministériels, décrets royaux et circulaires), 1869.

Entre toutes les formes que l'association peut revêtir, il n'en est pas qui ait autant remué le monde que celle des sociétés anonymes, où la responsabilité de chaque associé est restreinte au montant de sa mise. Ce n'est pas à des circonstances fortuites, à un pur engouement qu'est due la faveur dont les sociétés anonymes jouissent de nos jours chez tous les peuples civilisés. L'universalité même du phénomène est la preuve qu'il a de profondes racines dans l'état de nos mœurs, de nos idées et de nos besoins. La constitution de sociétés commerciales divisées en un nombre infini d'actions, dont chacune est de peu de valeur, accessible à tous, aisément transmissible, correspond en effet admirablement à notre situation sociale, à la nature de nos esprits et à la tâche que notre siècle s'est proposée. Chez des nations qui sont des démocraties tant au point de vue politique qu'au point de vue économique, c'est-à-dire où la richesse se répand plutôt qu'elle ne s'accumule, rien ne se peut faire de grand que par le concours d'une partie considérable du pays. Or quelle est la force d'attraction qui peut avoir le privilége d'exciter et de réunir ces contributions multiples dont toute entreprise

a besoin pour réussir? N'est-ce pas la combinaison où se rencontre l'alternative d'un gain illimité et d'une perte réduite? Dans un temps où l'esprit d'aventure a perdu en intensité et gagné en étendue, où il n'est presque aucun homme qui ne veuille faire dans sa vie une part au hasard et presque aucun qui consente à s'abandonner tout entier à lui, la conception la plus séduisante est celle qui mêle dans les proportions les plus ingénieuses l'élément aléatoire avec la sécurité du placement.

Telles sont les raisons qui font de la société anonyme l'instrument le plus usuel de notre temps, le ressort principal de nos progrès et l'agent le plus efficace de notre civilisation. On était loin d'entrevoir ce développement lorsqu'on réglementa au commencement du siècle en France et ailleurs les sociétés par actions. L'on avait conservé le souvenir de ces compagnies géantes qui avaient passionné les esprits dans les deux derniers siècles, inquiété les gouvernemens et accumulé les ruines. Les compagnies des Indes anglaise et hollandaise, la banque de Law, restaient comme les types achevés de cette sorte d'association commerciale. On s'était accoutumé à regarder la constitution d'une société anonyme comme un privilége que le gouvernement seul pouvait octroyer, et qui engageait dans une large mesure sa responsabilité. On avait encore, au point de vue politique, une jalousie traditionnelle pour ces grands corps collectifs qui semblaient constituer, selon la vieille formule, un état dans l'état. Enfin, après avoir émancipé l'individu, on craignait de le laisser tomber dans d'autres chaînes, si on permettait la création de nombreuses compagnies où quelques hommes disposent de l'épargne du plus grand nombre. Les dénominations de *féodalité nouvelle* et de *hauts barons de la finance* n'avaient pas encore été inventées, mais il semble que les législateurs du commencement de ce siècle aient vaguement partagé d'avance les ressentimens et les craintes que ces noms expriment. Ce sont des préventions de ce genre qui dictaient aux rédacteurs de notre code de commerce un ensemble de restrictions dont un grand nombre n'ont pas encore disparu de nos lois.

Les jurisconsultes et les hommes d'état d'alors se faisaient d'ailleurs des sociétés par actions une conception théorique qui devait naturellement conduire en pratique à la réglementation la plus étroite. Ces sociétés constituent en droit des personnes morales, c'est-à-dire des êtres doués d'une existence purement légale. Or c'était une idée généralement admise que les personnes morales ne peuvent naître que par l'acte même de l'état ou tout au moins avec son assentiment; il n'appartenait qu'au gouvernement, croyait-on, de donner l'investiture à ces êtres collectifs, distincts des individus qui les composent et soumis à des conditions particulières de

vie et d'action. Cette opinion, qui est encore partagée de nos jours par quelques théoriciens, conduisait à rendre l'autorisation administrative nécessaire pour la création de ces sociétés, et par un enchaînement logique amenait l'état à les surveiller. Aussi la réglementation administrative se trouvait-elle fort minutieuse : en partant de ce principe, posé par Cambacérès, que « l'ordre public est grandement intéressé dans les sociétés par actions, parce que la crédulité humaine se laisse trop facilement séduire par les spéculateurs, » on avait soumis à l'agrément de l'état non-seulement la naissance des compagnies anonymes, mais l'homologation de leurs statuts et des modifications qu'on y voudrait introduire; on avait aussi fixé un minimum pour le montant des actions et des coupons d'actions, en vue d'écarter autant que possible la masse du peuple de ces sociétés commerciales, signalées comme dangereuses. Les compagnies anonymes étaient donc peu nombreuses et privilégiées; l'état exerçait sur elles une surveillance plus ou moins ouverte et rigoureuse, et le public le considérait comme moralement responsable des catastrophes qu'elles pouvaient subir.

Les nécessités de l'industrie et du commerce, ainsi que les progrès des saines doctrines économiques, entamèrent bientôt cette réglementation primitive. La science, mieux inspirée, traça d'une main plus ferme les limites de l'intervention de l'état, et agrandit le cercle de la liberté d'association. On reconnut d'abord que les *personnes morales* ont leur raison d'existence dans la liberté individuelle, dans les contrats et les conventions licites intervenus entre les parties, que l'état n'a aucun droit de les empêcher de naître, de les gêner dans leur indépendance. Ensuite il fut facile de démontrer que l'intervention administrative était insuffisante pour prévenir les abus et les désastres, et qu'elle avait le tort d'endormir les actionnaires en leur permettant de compter sur une protection extérieure souvent en défaut. Ces idées de progrès firent naître une série de lois ayant toutes pour objet de déroger à la législation établie par le code de commerce. La loi de 1856 sur les sociétés en commandite par actions, celle de 1863 sur les sociétés à responsabilité limitée, celle de 1867 sur les sociétés, le décret impérial de janvier 1868, portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurance, sont en France les principales étapes de ce mouvement graduel, mais continu, d'émancipation des compagnies anonymes. En Angleterre, le même mouvement a commencé plus tard, mais s'est opéré plus vite, et maintenant il semble avoir atteint le but, dont nous sommes encore séparés en France par quelques débris de la législation primitive; la loi de 1859 sur les *joint stock banking companies* et les deux lois beaucoup plus

générales et plus importantes de 1862 et de 1867 ont donné aux sociétés commerciales en Angleterre le maximum de liberté qu'elles semblent susceptibles d'acquérir. En Italie, le code de commerce publié en 1865, les décrets du 30 décembre de la même année, du 27 mai et du 4 novembre 1866, avaient reproduit, en les aggravant encore, la plupart des dispositions restrictives de notre vieille législation; mais une réforme qui date de cette année même a dès les premiers pas manifesté les doctrines les plus émancipatrices, réalisé des améliorations heureuses qui méritent d'être méditées par les législateurs des autres pays.

L'œuvre que se proposent ces lois nouvelles n'est pas simplement négative. Il ne s'agit pas seulement d'enlever les lisières qui entravaient la marche des sociétés par actions; le problème est plus complexe et par conséquent moins aisé à résoudre. Si l'état doit respecter la liberté des sociétés anonymes, s'il n'a plus à autoriser leur création et à approuver leurs statuts, il conserve néanmoins certains devoirs relativement aux intéressés. Ces devoirs consistent à faciliter leur contrôle, à surveiller l'exécution loyale et rigoureuse des conditions de publicité auxquelles la gestion des compagnies doit être soumise. Cette tâche, si simple qu'elle paraisse, offre cependant encore bien des difficultés. On comprend en effet que la vigilance des particuliers en présence des affaires immenses auxquelles se livrent nos grandes compagnies puisse quelquefois se trouver en défaut, qu'un actionnaire, un assuré, un déposant, réduit à ses seules lumières, ne puisse pas toujours vérifier si les comptes présentés par les administrateurs sont exacts, si les règlemens légaux ont été observés, s'il n'a été fait aucune opération contrairement aux statuts sociaux. On conçoit aussi qu'un intéressé qui croit avoir de solides raisons pour douter de la loyauté de la gestion soit néanmoins embarrassé pour découvrir les élémens et les preuves indispensables à une poursuite judiciaire. Dans ce cas, l'état peut-il et doit-il intervenir, non pas pour se substituer aux particuliers, mais pour les aider dans la recherche de la vérité? Plusieurs nations, l'Angleterre d'abord, l'Italie ensuite, se sont prononcées dans ce sens, et ont imaginé des modes divers par lesquels se peut manifester l'assistance de l'état. Le problème est d'une étude aussi intéressante que d'une application difficile. Il s'agit de sauvegarder dans son intégrité l'indépendance des sociétés anonymes; on ne peut, on ne doit porter aucune atteinte à leur complète liberté d'allures, et cependant il importe de venir au secours des efforts individuels impuissans à pénétrer les mystères de la gestion. Peut-on concilier cette double tâche? Sans violer les droits de l'association, l'état peut-il remplir ce devoir d'assistance envers les associés et surtout envers les tiers? Y a-t-il, en un mot, une combinaison

qui laisse toute sa plénitude à l'indépendance des compagnies et qui assure au contrôle des intéressés toute l'efficacité dont il est susceptible? C'est ce que nous allons examiner en exposant les récentes réformes accomplies en Angleterre et en Italie.

Si la législation comparée offre des enseignemens et présente une utilité pratique réelle, c'est surtout en matière commerciale. Quand il s'agit de lois politiques, le passé de chaque pays influe nécessairement sur son présent; la force des traditions nationales, les dissemblances dans le groupement des élémens sociaux, mille autres causes qui tiennent à l'histoire et au caractère des peuples, ne leur permettent pas de profiter toujours des exemples qu'ils se peuvent donner réciproquement, et de se faire les uns aux autres de larges emprunts. En droit civil aussi il y a des habitudes séculaires, un ensemble d'idées et de mœurs invétérées qui donnent aux lois comme une direction inévitable. Le droit commercial est un terrain beaucoup plus commun; les nécessités des affaires sont partout les mêmes. En outre une société par actions est de sa nature une institution cosmopolite; elle peut avoir des rameaux dans toutes les contrées civilisées, et trouver, le fait n'est pas rare, des actionnaires en tout pays. Il importe donc, en matière de société plus qu'en toute autre, que les diverses législations européennes se mettent d'accord.

I.

L'Angleterre, que l'on a appelée *la nation capitaliste*, semblerait avoir dû précéder tous les autres pays dans la découverte des modes d'association les plus féconds, et cependant, malgré l'exception célèbre de la grande compagnie des Indes, les traditions et le caractère britannique se sont longtemps montrés rebelles à la pratique des sociétés anonymes. Ce peuple essentiellement mercantile, doué à la fois de l'esprit d'aventure et du plus scrupuleux respect des engagemens pris, regardait comme un contre-sens et une chose contre nature la création de compagnies commerciales où les associés n'apporteraient pas toute leur fortune, où ils prendraient soin de se dégager par avance des éventualités d'insuccès. Les nécessités des affaires, plus fortes que les raisonnemens théoriques, contraignirent nos voisins à de fréquentes dérogations qui avaient pour inconvénient d'offenser la logique de la législation et pour avantage d'aider l'essor de l'industrie et de la banque. Pour les entreprises vastes et hasardeuses devant lesquelles les capitaux des riches maisons de la Cité auraient manqué de force ou de foi, l'on avait recours par voie exceptionnelle à la création de compagnies dont l'existence était subordonnée à de longues et coûteuses formalités. Une société ano-

nyme ne pouvait naître dans la Grande-Bretagne sans que le parlement en eût approuvé et voté les statuts. L'acte constitutif d'une compagnie à responsabilité restreinte devait donc être une loi. Ce système, qui se rapprochait du nôtre, lequel exigeait en pareil cas l'autorisation du souverain, avait cependant quelques inconvéniens et aussi quelques avantages. On pouvait dire en faveur du régime anglais qu'un acte législatif présente des garanties d'impartialité plus grandes qu'un décret portant règlement d'administration publique, qu'il offre moins le caractère de faveur et se prête plus difficilement aux intrigues; mais on doit ajouter à sa charge qu'un acte du parlement est une chose infiniment coûteuse et extrêmement lente : l'on n'évalue pas à moins de 40,000 fr., de l'autre côté de la Manche, les frais d'un acte parlementaire. Le législateur anglais commençait donc par lever un impôt bien lourd sur la société qui lui demandait de naître. Ce n'était pas là le seul obstacle au fonctionnement des sociétés anonymes en Angleterre. Un acte législatif est quelque chose à la fois d'immuable et de complet auquel une loi postérieure peut seule déroger ou ajouter. La moindre modification dans les statuts sociaux exigeait donc une autre intervention du parlement sur nouvelles informations et nouveaux frais. On conçoit ce qu'un cadre aussi rigoureux avait de restrictif et de gênant.

Tel était le régime des sociétés anonymes en Angleterre il n'y a que quelques années à peine. Il importe de ne le pas perdre de vue pour bien mesurer l'étendue et la rapidité du chemin parcouru. En 1859, un premier pas fut fait par la loi 21 et 22 *Vict.*, ch. LXCI, qui introduisait dans la législation le principe de la responsabilité limitée; mais cette loi était spéciale aux *joint stock banking companies*, sociétés financières de banque et d'escompte. Les actes de 1862 et de 1867 furent à la fois plus généraux et plus décisifs : ils constituèrent un système qui, pour être susceptible d'amélioration dans des points de détail, n'en est pas moins définitif dans son ensemble. Sans entrer dans l'examen compliqué des nombreuses dispositions de ces lois fondamentales, nous voudrions mettre en lumière celles des clauses qui concernent l'indépendance des sociétés anonymes et le contrôle des intéressés, nous voudrions surtout signaler les moyens, ingénieux et simples en même temps, par lesquels le législateur anglais s'est efforcé d'assurer aux compagnies le maximum de liberté et aux actionnaires le maximum de garantie.

Dans le dédale des dispositions particulières que contiennent les deux lois de 1862 et de 1867, l'on peut aisément découvrir une pensée générale, à laquelle tout se ramène et se subordonne. Le législateur anglais s'est occupé, non de créer un système arbitraire et artificiel, mais de reconnaître et de constater les règles naturelles qui doivent régir les sociétés par actions. N'ayant pas de vie pal-

pable et concrète, une société anonyme ne peut prendre corps et consistance que par la publicité qui entoure son origine, ses principaux actes et toutes les modifications qu'elle peut subir. La publicité est, pour ainsi dire, le milieu dans lequel les sociétés anonymes sont condamnées à vivre, non par les prescriptions arbitraires des législateurs, mais par la nature même des choses et la logique des situations sociales. Tel est le point de départ des dispositions prises en Angleterre par les actes récens du parlement. Si la publicité est la condition nécessaire de l'existence des compagnies anonymes, c'est d'un autre côté la seule limite qui puisse être imposée à la liberté de leurs allures. Pourvu qu'elles fassent tout au grand jour, elles doivent rester complétement maîtresses de leurs mouvemens. Les résolutions les plus importantes qu'elles peuvent prendre, — les changemens à leurs statuts, l'augmentation ou la diminution même de leur capital, — sont, suivant le législateur anglais, sans danger, si elles sont prises ouvertement et portées en temps utile à la connaissance des intéressés. Aussi les deux actes de 1862 et de 1867 se sont-ils occupés principalement de fixer les conditions de publicité auxquelles les sociétés anonymes devraient être astreintes au moment de leur naissance et dans toutes les périodes de leur existence. C'est la partie essentielle de ces deux documens législatifs; tout le reste n'est qu'accessoire. En procédant de cette manière, le parlement a donné gain de cause une fois de plus à la célèbre définition de Montesquieu, que les lois sont des rapports nécessaires qui résultent de la nature des choses. Ces rapports nécessaires et naturels existent pour les personnes morales, mal à propos appelées fictives, comme pour les personnes corporelles. Le législateur n'a donc eu qu'à les reconnaître, à les définir, à les préciser.

Le point d'appui de cette publicité permanente, à laquelle le parlement anglais a voulu soumettre les sociétés commerciales, c'est l'institution de bureaux particuliers d'enregistrement (*registration offices*) pour tous les actes concernant ces sociétés. La branche de l'administration centrale qui a pour mission de s'occuper des relations du gouvernement avec l'industrie, et qui, sous le nom de *board of trade*, correspond à beaucoup d'égards à notre ministère du commerce, peut déterminer les lieux où ces bureaux seront établis et a le droit d'en nommer les employés, connus sous le nom de *registrars* des *joint stock companies* et *assistant registrars*. C'est entre les mains de ces employés que tous les actes principaux de la vie des sociétés par actions doivent être déposés pour être enregistrés et communiqués, sans autre formalité que le paiement d'un droit excessivement minime, à toute personne qui en fera la demande. L'institution de ces bureaux, destinés à centraliser les renseignemens concernant les sociétés anonymes et à les mettre à la disposition

des tiers, mérite qu'on s'y arrête et qu'on en examine le but et la portée. Au premier abord, on peut être étonné de voir le parlement anglais créer un ordre spécial d'employés, dépendant directement du gouvernement, pour recevoir et recueillir des documens que l'on eût pu confier à des autorités locales. En agissant ainsi, le parlement d'Angleterre ne s'est point éloigné cependant de ses vieilles traditions et de ses procédés habituels. Il y a une sorte de centralisation qui, de tout temps, a obtenu la faveur des hommes d'état britanniques, et qui ne porte en rien préjudice à l'initiative des particuliers ou des corporations. Tandis que nous avons l'habitude, en France, de confisquer au profit de la bureaucratie la direction d'une masse d'affaires qui concernent les intérêts privés ou locaux, et d'abandonner au contraire à des autorités et à des corporations locales l'enregistrement et la constatation de faits qui doivent être portés à la connaissance de tous, nos voisins d'outre-Manche suivent une marche tout opposée. Ils laissent les diverses corporations et groupes sociaux diriger à leur guise les affaires qui les touchent; mais d'un autre côté ils retiennent pour l'administration générale le soin de recueillir, de conserver, de faire connaître aux intéressés tous les renseignemens qui sont d'utilité publique. Ainsi les Anglais n'auront jamais l'idée de soumettre à l'homologation du gouvernement les votes d'une municipalité; mais il ne leur viendra pas non plus dans l'esprit que le gouvernement puisse confier à des autorités locales le soin d'enregistrer les actes de l'état civil, ou de rassembler les documens statistiques. Ils créeront, pour remplir cette dernière tâche, des fonctionnaires qui, sous la surveillance immédiate du gouvernement, apporteront dans leurs fonctions plus de méthode et de régularité. La centralisation qui existe en Angleterre n'est donc pas une centralisation d'action, d'exécution ni même de surveillance; c'est seulement une centralisation de publicité. Les employés royaux appelés *registrars* des *joint stock companies* remplissent pour les sociétés anonymes le même rôle dont s'acquittent d'autres fonctionnaires royaux, nommés également *registrars*, pour les actes de l'état civil; les uns et les autres, sans avoir aucun droit d'immixtion dans les affaires des particuliers, sont des conservateurs de documens d'origine privée, mais d'intérêt général.

Grâce à ce système, la publicité imposée aux sociétés anonymes et qui est la condition naturelle de leur existence, se trouve complétement efficace. Les actes, dont copie a dû être remise au *registrar* des *joint stock companies*, ne gisent pas éternellement enfouis dans le bureau de ce fonctionnaire comme dans une nécropole. Ils sont réellement à la disposition de tous; chacun en peut prendre con-

naissance et en demander des extraits moyennant une faible rétribution, souvent moindre de 6 pence (75 centimes), et jamais supérieure à 1 shilling (1 fr. 25). D'un autre côté, il n'est presque aucun acte important de la vie d'une société anonyme dont le dépôt ne doive être opéré entre les mains du *registrar*, et ce dépôt est presque la seule formalité qui soit imposée par la loi pour la validité des résolutions les plus importantes. Quand une compagnie anonyme veut naître, il faut que l'avant-projet, signé par les fondateurs (*memorandum of association*), et que l'acte de société (*articles of association*) aient été inscrits au bureau du *registrar* dans le ressort duquel la compagnie a son siége social. Si la compagnie veut consolider une partie de son capital et le convertir en effets publics (*stock*) afin de limiter ses opérations, si elle veut au contraire augmenter son capital primitif afin d'élargir sa sphère d'action, elle n'a besoin que de donner avis de ces modifications au bureau de *registration* pour les *joint stock companies*. Il n'est pas jusqu'à cette détermination plus importante et plus radicale que les précédentes, — la réduction du capital social, — qui ne se puisse effectuer, grâce au bill de 1867, sans aucune autorisation supérieure et sans autre condition qu'une publicité bien réglementée. C'est en effet le droit d'une société anonyme de se restreindre en diminuant soit le nombre primitif de ses actions, soit le montant de chacune d'elles. Le législateur n'a pas pensé que l'exercice de ce droit pût être préjudiciable aux tiers, si on le soumet à certaines conditions de publicité particulièrement rigoureuses. Une compagnie qui veut réduire son capital primitif de l'une des deux manières que nous venons d'indiquer doit d'abord provoquer à cet effet une *résolution spéciale*, c'est-à-dire un vote en assemblée générale entouré de plus de solennité et comportant l'acquiescement d'une majorité plus grande que pour les actes ordinaires de gestion. Cette résolution spéciale doit être inscrite par le *registrar* des *joint stock companies*. Il doit être fait ensuite un exposé (*notice*) établissant clairement la nature de la modification proposée, et cet exposé doit être rendu public par des circulaires et des annonces dans les journaux. Pendant les délais fixés par les règlemens du ministère du commerce (*board of trade*), tous les créanciers peuvent s'opposer utilement à la réduction du capital, et la compagnie ne peut passer outre qu'en désintéressant immédiatement les créanciers opposans, ou bien en consignant à la Banque d'Angleterre le montant des sommes qu'ils réclament. Après avoir justifié que les délais sont expirés et que toutes les oppositions ont été soit retirées par leurs auteurs, soit mises à néant par les consignations opérées dans la forme légale, la compagnie peut déposer entre les mains du *regis-*

trar l'acte contenant les modifications apportées au capital social et indiquant le montant du capital nouveau, le nombre des actions et le montant de chacune d'elles. Dès lors la responsabilité de la société est limitée au nouveau capital moyennant l'observation de la condition suivante : la compagnie, pendant un temps que les règlemens du *board of trade* déterminent, devra dans toutes les occasions ajouter à son titre de « société limitée » (*limited*) les mots suivans : « et réduite » (*and reduced*). On voit par cet exemple quels sont les rapports que l'administration gouvernementale entretient en Angleterre avec les compagnies anonymes et la nature des précautions qu'elle croit devoir prendre pour prévenir les abus. Le *board of trade* et ses employés n'interviennent que pour jouer un rôle complétement passif; ils n'ont qu'à inscrire les résolutions votées dans les formes légales par l'assemblée des actionnaires, et à faire observer les délais et publications réglementaires; ils n'ont aucune approbation, ni même aucun avis à exprimer. Quant aux tiers, la loi ne se charge pas de les protéger; elle a pris soin seulement de rendre leur contrôle facile par les conditions de publicité qu'elle exige; l'état s'est suffisamment acquitté de sa fonction sociale, s'il a mis les particuliers en situation de voir clair dans les affaires qui les concernent. Il y a longtemps que le mot a été écrit : les lois ne secourent que ceux qui veillent. Un système de législation qui aurait la prétention exorbitante de venir en aide à ceux qui dorment ne ferait que favoriser l'engourdissement général et arrêter l'essor matériel et intellectuel du pays.

Si les sociétés anonymes ont en Angleterre la faculté de réduire leur capital primitif sans qu'aucune exception, aucune limite soit apportée à ce pouvoir, on conçoit qu'elles jouissent des libertés d'une moindre importance. Le gouvernement ou ses employés ne peuvent exercer un *veto* sur les votes d'une compagnie que dans quelques cas peu nombreux. C'est ainsi que, pour changer de raison sociale ou de siége social, une compagnie anonyme a besoin, non-seulement d'une résolution spéciale, votée par l'assemblée générale des actionnaires, mais encore de l'approbation du ministère du commerce. Ces deux cas ne constituent pas une dérogation aux principes d'abstention que le parlement d'Angleterre a adoptés vis-à-vis des sociétés anonymes. Il s'agit en effet ici, non pas de limiter la liberté de leurs spéculations ou de contrôler leur gestion, mais seulement d'empêcher qu'en changeant de nom et de siége, elles ne parviennent à se dérober par une voie détournée à leurs obligations.

Nous avons dit que, sans prendre fait et cause pour les actionnaires et sans avoir la prétention d'ériger l'état en tuteur officiel de leurs intérêts, le parlement avait inventé un système ingénieux, de

manière à leur assurer des garanties qui manquaient alors et manquent encore, sauf une exception récente, à toutes les législations européennes. En multipliant les conditions de publicité imposées aux sociétés anonymes, on n'avait pas conjuré tous les périls. Il y avait lieu de craindre que le conseil d'administration, tout en se soumettant en apparence à la publicité ordonnée par la loi, ne parvînt en réalité à s'y soustraire, soit par des erreurs matérielles et volontaires dans les comptes-rendus, soit par des simulations et d'habiles groupemens de chiffres. On redoutait encore que les directeurs ne se livrassent, sans qu'il fût aisé d'en avoir une preuve certaine, à des opérations que l'acte de société ne permettrait pas. Dans ces cas, la surveillance individuelle de chaque actionnaire serait probablement en défaut, et les intéressés se trouveraient exposés à devenir victimes de machinations qu'ils auraient été dans l'impossibilité de prévenir. L'acte de 1862 autorise, il est vrai, la nomination de censeurs (*auditors*) par l'assemblée des actionnaires; mais il peut se faire que ces mandataires élus manquent ou de clairvoyance ou d'impartialité, et qu'ils ne signalent pas l'inexactitude des comptes-rendus, ainsi que l'illégalité de la gestion. En prévision de ces difficultés, qui se dresseraient à certains momens critiques devant les actionnaires et mettraient à néant leur contrôle, l'acte de 1862 a cru devoir recourir à une mesure efficace et décisive. Le ministère du commerce (*board of trade*) a le droit de nommer un ou plusieurs inspecteurs qui procéderont à l'examen de la situation de la compagnie et en feront l'objet d'un rapport. Cette inspection ne peut être ordonnée par le gouvernement *proprio motu;* il faut qu'elle soit provoquée par un groupe considérable d'intéressés. Quand il s'agit d'une compagnie de banque ayant son capital divisé en actions, l'inspection gouvernementale est subordonnée à la réquisition d'actionnaires détenteurs d'au moins le tiers des actions de la compagnie. Lorsqu'il s'agit de toute autre société, la requête d'actionnaires possédant la cinquième partie des actions alors émises est jugée suffisante. Même dans ces conditions, le *board of trade* n'est pas tenu d'acquiescer à la demande des actionnaires; il a le droit d'examiner les raisons qu'ils donnent et de ne pas souscrire à leurs vœux, s'il trouve ces raisons mal fondées. Il peut encore, si bon lui semble, avant de nommer les inspecteurs, exiger une caution pour le paiement des frais. Les inspecteurs ainsi désignés par le gouvernement ont les pouvoirs les plus étendus pour se faire produire les registres et documens, interroger les employés et agens de la compagnie, et au besoin leur faire prêter serment. Après un examen minutieux, un rapport doit être fait au *board of trade* et communiqué à la compagnie, ainsi qu'aux membres qui ont provoqué l'in-

spection. Les frais sont payés par ces derniers, à moins que le ministère du commerce ne décide qu'ils seront supportés par la compagnie.

Tel est le système imaginé par le parlement pour sauvegarder, dans la limite du possible et du droit, les intérêts des actionnaires. Ce système est-il légitime, est-il efficace? Nous ne croyons pas, quant à nous, que le gouvernement sorte de son rôle, et empiète mal à propos sur l'initiative individuelle en procédant de la manière que nous venons d'exposer. D'abord ce n'est pas *proprio motu* qu'il agit; ensuite il se borne à faire une simple constatation, il joue le rôle d'un intermédiaire; il prête pour ainsi dire ses agens aux membres dissidens de la compagnie, afin de faire une expertise qui présente des garanties d'impartialité et d'exactitude. Ce n'est pas chose rare en Angleterre que des employés publics soient mis, sous certaines conditions, à la disposition des associations ou même des particuliers; le fait arrive fréquemment pour les agens de police. Les inspecteurs nommés par le *board of trade* n'ont d'ailleurs d'autre mission que de fournir, s'il y a lieu, des matériaux aux actionnaires. Tout se borne à la confection d'un rapport, qui reste lettre morte, si les intéressés ne s'en emparent pour appuyer sur lui une action judiciaire. Il n'y a rien là qui ressemble à la contrainte et à la tutelle que le gouvernement exerçait partout autrefois, et qu'il exerce encore dans certains pays sur les sociétés anonymes.

On ne doit pas se dissimuler cependant que l'acte de 1862, en établissant une digue souvent efficace contre la mauvaise foi des directeurs de sociétés, n'est pas parvenu à creuser un port entièrement sûr, où les actionnaires se puissent reposer sans inquiétude. Il faut toujours que les intéressés aient les yeux ouverts, si ce n'est pour voir parfaitement clair dans les opérations des compagnies, du moins pour découvrir quand ces opérations sont ténébreuses et suspectes. Il est arrivé dans ces dernières années bien des catastrophes qui sont tombées comme la foudre dans un ciel serein, et ont frappé à l'improviste des actionnaires confians et heureux de l'apparente prospérité de leurs affaires; cependant tous ces grands désordres financiers, dont la succession à de courts intervalles a momentanément suspendu le crédit en Angleterre, n'ont pas diminué la foi du parlement dans l'indépendance des sociétés anonymes et dans l'efficacité des garanties que l'acte de 1862 avait imaginées. Bien loin d'inventer des restrictions nouvelles, le parlement a élargi le cercle où se meuvent en toute liberté les sociétés par actions. L'acte du mois d'août 1867 leur a donné toutes facilités pour diminuer le capital social aux conditions que nous avons énoncées plus haut; mais le même acte a introduit dans la législation

une réforme curieuse qui crée un genre de sociétés commerciales sans analogie, croyons-nous, chez les autres nations de l'Europe. D'après le *Companies act* de 1867, toute compagnie limitée pourra désormais décider dans l'avant-projet d'association (*memorandum of association*) que la responsabilité de l'administrateur remplissant l'emploi de directeur sera illimitée, c'est-à-dire qu'en cas de liquidation ce directeur serait tenu non-seulement en raison des actions qu'il posséderait, mais aussi et en outre comme s'il était membre d'une société en nom collectif. La même clause pourrait être valablement votée dans la forme de *résolution spéciale* par les compagnies dont l'existence serait antérieure à l'acte de 1867. Au premier abord, il semble que ce genre nouveau de société corresponde à notre société en commandite : il n'en est rien. Les compagnies anglaises à responsabilité restreinte, dont les administrateurs sont soumis à une responsabilité illimitée, continuent à fonctionner sous tous les rapports et en toutes les circonstances comme des compagnies anonymes ordinaires. Les assemblées générales conservent les mêmes droits et n'ont rien abdiqué de leurs pouvoirs. C'est seulement au moment de la liquidation et en cas d'insuffisance de l'actif social que la position respective des directeurs, des actionnaires et des créanciers se trouve changée. Quelle est l'efficacité de ce nouveau système inventé par l'acte de 1867? Il n'est guère possible de le dire aujourd'hui. Les mœurs sur ce point font plus que les lois, et il faudra bien longtemps, selon toute apparence, pour que la responsabilité illimitée des directeurs de sociétés anonymes soit devenue, même en Angleterre, un fait fréquent.

Ce sont là les dispositions que le parlement anglais a prises dans ces derniers temps au sujet des sociétés par actions. Nos voisins sont-ils parvenus à concilier dans leurs lois le respect dû à l'indépendance des sociétés et l'établissement des garanties nécessaires aux intéressés? Il est incontestable qu'ils nous précèdent de beaucoup dans la voie du progrès. Les compagnies anonymes supportent moins d'entraves en Angleterre que chez nous, en même temps les actionnaires trouvent dans les lois des dispositions plus favorables à leur sécurité; mais la législation anglaise, si récente qu'elle soit, est déjà, à un certain point de vue, de l'aveu même de la presse britannique, dépassée par un pays nouveau qui semblait plutôt destiné à emprunter aux autres nations qu'à leur fournir des exemples. En étudiant les réformes accomplies cette année même dans la législation italienne, nous pourrons voir se développer et se perfectionner une institution heureuse dont les lois anglaises contenaient le germe.

II.

Si l'on remonte les siècles écoulés de l'histoire, on trouve que l'Italie a été la première de toutes les contrées européennes à comprendre et à pratiquer les vraies notions du crédit. Au moyen âge, la renommée des Lombards comme banquiers était proverbiale : la banque même est d'origine italienne, comme le prouve l'origine du mot *banco*, qui, introduit par les changeurs italiens, s'est propagé depuis et implanté dans toutes les langues civilisées. Les premières associations de crédit virent le jour dans le Milanais, en Vénétie, en Toscane, pour s'étendre de là des deux côtés des Alpes. Le *banco di Venezia* date de 1171, le *monte di Firenze* de 1336, le *banco di San-Giorgio*, à Gênes, de 1346. Vers cette époque, toute l'Italie était couverte de monts-de-piété et de sociétés de dépôts, comptes courans ou escompte. L'Italie fut donc l'initiatrice de l'Europe en fait de crédit. De même qu'elle en avait la première donné la pratique, elle en établit la première la véritable théorie. Les ingénieux économistes italiens du XVIIe et du XVIIIe siècle, Verri, Genovesi, tant d'autres qui les ont précédés ou suivis, traitèrent avec une incontestable supériorité toutes les questions financières ou monétaires.

Cette grandeur précoce finit par s'ébrécher lentement, pour tomber enfin en ruines et disparaître, et avant la guerre de 1859 l'Italie, qui avait tant ébloui le moyen âge par sa richesse, son industrie et son esprit d'association, se trouvait au dernier rang des pays d'Europe pour le développement des sociétés commerciales. « Les défiances politiques, dit un écrivain italien, s'attachèrent aux sociétés commerciales elles-mêmes. Pour pouvoir former une association quelconque de l'ordre économique, il fallait demander préalablement l'autorisation de la puissance politique, et le jour où les promoteurs et les actionnaires se réunissaient pour délibérer sur les clauses du statut social, leurs discussions étaient surveillées par un agent de police. Quiconque s'occupait de politique, tout citoyen dont la police croyait avoir à se défier, tout homme connu par ses opinions libérales, n'était jamais invité à prendre part comme actionnaire à une société commerciale, de peur que le gouvernement ne l'interdît : toutes ces vexations devaient nécessairement, ainsi qu'il est arrivé, miner et détruire le principe d'association (1). » L'Italie redevenue libre, les vieilles tra-

(1) *Il Sindacato governativo, le società commerciali e gli istituti di credito*, per Carlo de Cesare, p. 44.

ditions nationales se réveillèrent, des sociétés commerciales naquirent de toutes parts, ce fut une ardeur et une fièvre de jeunesse qui se manifestèrent par des entreprises multipliées, et cependant tout était alors à refaire : la législation, qui variait dans les anciens états, avait besoin d'être refondue et rendue plus uniforme. Les ministres et le parlement procédèrent à cette œuvre avec un esprit de défiance qui les portait vers la réglementation la plus outrée; leur œuvre trahissait des préventions puisées dans le passé, en même temps que des préoccupations excessives de l'état du pays. De cette disposition d'esprit découle une série de mesures restrictives, accomplies généralement par décret, et qui toutes se montrèrent aussi inefficaces pour le bien qu'effectives pour le mal. Non-seulement le code de commerce italien, publié en 1865, reproduisait dans l'article 156 la disposition du code français qui exige pour la fondation d'une société anonyme l'autorisation du souverain et l'homologation des statuts par le gouvernement, mais cette clause, si rigoureuse qu'elle fût, n'était en Italie que le point de départ et comme le premier anneau d'une longue et lourde chaîne d'entraves administratives. On ne recula pas devant l'institution d'un office permanent, composé de fonctionnaires chargés d'exercer sur les sociétés anonymes une surveillance attentive. Après plusieurs essais, on constitua une administration spéciale, dépendant du ministère du commerce et connue sous le nom de *sindacato governativo*. Ce *sindacato* avait à sa tête un fonctionnaire supérieur appelé censeur central (*censore centrale*), et comprenait en outre, aux termes du décret du 27 mai 1866, 1 inspecteur-général, 11 inspecteurs de divers grades, avec un certain nombre d'employés. Tout le royaume était divisé en districts spéciaux dont chacun était confié à un inspecteur, chargé de la surveillance de toutes les sociétés anonymes comprises dans son ressort. Les droits et les devoirs du *sindacato* et de ses délégués étaient singulièrement étendus. Ils avaient pour mission de veiller, dans l'intérêt des actionnaires, des assurés et des tiers, à l'exécution et à l'observation des prescriptions législatives, et en particulier du statut social. Ils pouvaient ordonner la présentation des livres et comptes de chaque société et même la publication; ils pouvaient procéder à des vérifications de caisse, assister à toutes les assemblées générales et suspendre l'exécution de toute délibération qui leur paraîtrait entachée d'irrégularité; ils avaient le droit de convoquer *motu proprio* le conseil d'administration toutes les fois qu'ils avaient des raisons sérieuses de douter de la loyauté de la gestion; ils devaient s'assurer de la régularité des émissions d'actions, d'obligations, de polices d'assurance, et dans certains cas, comme pour les tontines, veiller au placement des fonds en effets publics; il leur

était encore permis de convoquer l'assemblée générale des sociétés d'assurance maritime. Tel était l'échafaudage de pouvoirs exorbitans que les hommes d'état italiens avaient confié à l'administration du *sindacato*.

On voit combien cette ingérence gouvernementale était excessive. Les sociétés anonymes se trouvaient soumises à une tutelle perpétuelle, qui avait le double défaut d'être impuissante et d'être ombrageuse. Qu'une pareille organisation pût jamais prévenir les désordres et les fraudes, on a peine à concevoir que des hommes d'état expérimentés se le soient imaginé. Il y avait une disproportion évidente entre les moyens et le but. On avait inventé un mécanisme réduit et d'un fonctionnement difficile pour l'accomplissement d'une tâche gigantesque. L'organisation nouvelle se montra bientôt aussi défectueuse en pratique qu'elle était illégitime en droit. L'intervention gouvernementale presque quotidienne, que l'on avait voulu instituer, ne se manifestait que par des vexations mesquines et ne produisait aucun des bons effets qu'on avait eu le tort d'en attendre. Elle était au contraire féconde en mauvais résultats. Les ruines et les banqueroutes n'ont pas été épargnées à l'Italie pendant la période où fonctionnait le *sindacato;* quelques-unes ont eu pour cause une gestion imprudente, d'autres une gestion déloyale, sans que les délégués du gouvernement aient pu s'opposer à cette déloyauté et à cette imprudence. Plusieurs de ces sinistres ont même été aggravés par l'organisation administrative que nous venons de décrire; il nous suffira de citer, comme exemple, deux désastres qui ont eu en Europe un grand retentissement. La compagnie du chemin de fer de Savone, approuvée par le décret royal du 23 mars 1862, avait, d'après l'article 4 de l'acte de concession, la faculté d'émettre des obligations jusqu'à concurrence de 19 millions de francs; conformément aux règlemens en vigueur, une grande partie de ces obligations, émises au mois de mars 1865, furent contresignées par le commissaire du gouvernement. Dans la suite, par des conventions passées avec le ministère et approuvées par la loi du 14 mai 1865, le gouvernement italien promit à la compagnie une garantie conditionnelle d'intérêt à 6 pour 100 sur le capital de 54 millions, mais cette garantie n'était stipulée qu'à partir du jour où seraient ouverts et exploités la ligne de Carmagnola à Savone et l'embranchement de Cairo à Acqui. Afin de vendre plus facilement ses titres à l'étranger, la compagnie jugea utile d'inscrire sur les obligations qui portaient déjà la signature du commissaire royal et au-dessus même de cette signature la mention suivante : *garantie de l'état italien, loi du 14 mai 1865.* Un an après, au mois de juin 1866, la Société des dépôts et comptes courans de Paris, qui s'était chargée de l'émission

de ces obligations en France, s'adressait au ministère des affaires étrangères d'Italie pour obtenir la déclaration que le coupon d'obligation échéant le 1er juillet suivant serait payé par le gouvernement italien. La Société des dépôts et comptes courans faisait valoir, avec toutes les apparences de raison, que les titres portaient le timbre gouvernemental et la formule de garantie suivie de la signature d'un fonctionnaire de l'état. Cependant les conditions auxquelles la loi de 1865 avait subordonné la garantie n'étaient nullement remplies, et aux termes de cette loi le gouvernement italien était, sans contredit, libre de tout engagement; mais, par suite de l'intervention malhabile des fonctionnaires royaux, il se trouvait gravement compromis. Beaucoup de gens purent croire que l'Italie manquait à ses promesses, alors qu'elle y restait strictement fidèle; le crédit italien en souffrit notablement. Un autre désastre, plus grand encore, se produisit vers la même époque dans des circonstances analogues, et ne fut pas moins préjudiciable à la bonne renommée du gouvernement d'Italie. La compagnie du canal Cavour pour l'irrigation des campagnes du Piémont, en vertu de conventions passées avec le gouvernement en 1863, devait obtenir une garantie conditionnelle de 6 pour 100, mais seulement après l'achèvement complet du canal et la réception de tous les travaux. Cependant les administrateurs de la compagnie jugèrent utile d'inscrire sur leurs titres la mention de la garantie, sans indiquer qu'elle était conditionnelle, et comme ces mêmes titres portaient, en vertu de l'organisation des sociétés anonymes, le timbre gouvernemental et la signature d'un commissaire royal, les porteurs d'obligations français et anglais s'en autorisèrent pour réclamer de l'état italien le montant de leurs coupons, quand la compagnie fit faillite en 1866. Le cabinet de Florence s'y refusa, alléguant, aux termes des conventions, que les travaux n'étaient pas achevés et livrés. On ne lui épargna pas le reproche de mauvaise foi, qu'il n'avait pas mérité. En nuisant au crédit de l'Italie à l'étranger, ces faits ont contribué à mettre en lumière les vices d'un pareil système.

L'organisation du *sindacato* ne tarda pas à être battue en brèche par la presse, par l'industrie et par la science. En 1867, la chambre du commerce et des arts de Parme réclamait la suppression de la tutelle administrative sur les sociétés anonymes, et demandait que le soin de les contrôler fût confié aux chambres de commerce. Cette proposition trouva beaucoup d'écho; néanmoins il fallut deux années pour qu'elle pût passer dans la pratique. M. Minghetti, économiste judicieux autant qu'habile homme d'état, eut le mérite d'une réforme qui fit faire un grand pas à l'Italie; elle était en arrière, elle est aujourd'hui en tête du mouvement. La réforme que nous indi-

quons, s'étant accomplie par voie de décret et non par une loi, est nécessairement incomplète; mais dans sa partie essentielle elle offre les traits les plus heureux. Il ne pouvait appartenir qu'au parlement de supprimer la nécessité de l'autorisation gouvernementale pour la constitution des sociétés anonymes : aussi M. Minghetti n'a-t-il pas touché à ce point, quoique dans son rapport au roi il indique son opinion de la manière la plus nette et exprime l'espoir de voir bientôt l'esprit d'association affranchi de cette servitude écrasante. C'est sur l'organisation administrative destinée à contrôler les opérations des sociétés anonymes que l'éminent ministre italien a porté ses coups. Il a d'abord détruit de fond en comble le *sindacato*, mettant en disponibilité les nombreux fonctionnaires qui le composaient : censeur central, inspecteurs-généraux, inspecteurs de districts. Désormais les compagnies sont rendues à elles-mêmes et redeviennent entièrement maîtresses de leurs actes. Si importante que soit la destruction d'une organisation caduque, qui nuisait au développement des sociétés, c'est par d'autres côtés que la récente réforme italienne mérite notre attention.

Le gouvernement impose désormais aux compagnies anonymes l'obligation de comptes-rendus périodiques; c'est là une excellente mesure, mais qui n'a rien de bien original : voici où l'invention commence. De même que le législateur anglais, le ministre italien s'est préoccupé de venir au secours des intéressés dans certains cas où leurs moyens de contrôle particulier seraient insuffisans; mais il a perfectionné et développé le mécanisme imaginé par le parlement de Londres. Nous avons vu que les lois permettaient en Angleterre, au ministère du commerce (*board of trade*), de nommer des inspecteurs pour faire un rapport sur la gestion d'une compagnie anonyme toutes les fois que cette enquête serait demandée par le tiers ou le cinquième des actionnaires, selon les cas. La récente réforme italienne s'est inspirée du même principe, mais en le modifiant d'une manière heureuse. Obéissant au vœu public, M. Minghetti a dessaisi le gouvernement de tout pouvoir de tutelle sur les sociétés anonymes, et il a remis aux chambres de commerce le soin de surveiller ou plutôt de contrôler ces associations. Les chambres de commerce, en Italie, sont des institutions vivaces, pleines de séve et d'initiative; elles ont leurs racines dans un suffrage large, où tous les commerçans, petits et grands, notables ou non, sont représentés; elles sont divisées en sections dont chacune a un domaine spécial à exploiter. Bien loin que le gouvernement les voie avec jalousie se mettre en relations les unes avec les autres, il est le premier à les convoquer à un congrès tout spécial, qui se tient tous les deux ans sous la présidence du ministre du com-

merce, et qui constitue une sorte de parlement commercial. Ce sont donc des corporations solides, douées de tous les élémens qui donnent la considération et l'autorité. En vertu du décret du 5 septembre 1869, il est formé dans chaque province une commission permanente, composée de deux membres élus par la chambre de commerce locale et du préfet de la province; c'est cette commission qui a le droit d'inspecter les compagnies anonymes dans les circonstances que nous allons déterminer. — Ici, nous ne pouvons nous empêcher d'intercaler un blâme. Pourquoi avoir uni le représentant du pouvoir central aux mandataires élus du commerce et de l'industrie?

C'est qu'il est difficile de rompre avec un ordre de choses établi, si caduc qu'il puisse être, sans en retenir quelques débris; la volonté la plus inflexible et l'esprit le plus absolu se laissent souvent entamer par la nécessité de ménager des habitudes acquises et de conserver quelques réminiscences d'un passé qu'ils renversent. Peut-être aussi la manière dont s'est opérée la réforme italienne rend-elle compte de cette anomalie : un décret est toujours obligé à plus de tempéramens qu'une loi. La commission permanente, composée comme nous l'avons dit, ne peut jamais agir qu'à la requête des intéressés. Ici se présente une différence considérable entre la réforme italienne et la législation anglaise. En Angleterre, les actionnaires seuls peuvent provoquer auprès du *board of trade* la nomination d'inspecteurs; le gouvernement italien a pensé que les assurés et les déposans étaient dignes de la même assistance. Quelle raison a déterminé les auteurs du décret à venir ainsi au secours de ces deux catégories d'intéressés, à l'exclusion de tous autres, et, par exemple, des obligataires? C'est d'abord la faveur spéciale qu'inspirent les sociétés d'assurance et la position particulièrement défavorable des assurés. Enchaînés pendant de longues années à une compagnie dont la gestion leur demeure étrangère, ne recueillant qu'un bénéfice dont l'échéance est lointaine ou conditionnelle, n'ayant que des titres personnels et non transmissibles, les assurés sont, bien plus que tous autres, exposés aux conséquences d'une administration déloyale. Quant aux déposans, il ne peut être question que de ceux qui ont placé dans une maison de banque des sommes à échéances déterminées, puisque les autres, ayant toujours le droit de retirer leurs dépôts à vue, n'ont nullement besoin de protection. Si le décret n'a pas tenu compte des obligataires, c'est qu'il est impossible, en droit comme en fait, de distinguer un porteur d'obligation d'un créancier quelconque, et qu'il eût été excessif de donner à tout créancier le droit de saisir les chambres de commerce d'une demande d'inspection. Tels sont, croyons-nous, les motifs qui ont déterminé

le gouvernement italien à n'admettre, outre les actionnaires, que les assurés et les déposans au bénéfice des dispositions prises par le récent décret. Les réclamations faites par ces trois catégories d'intéressés doivent, pour être prises en considération, porter sur l'un des points suivans : la violation des statuts sociaux ou de quelque article du code de commerce, l'inexactitude des comptes-rendus ou des prospectus publiés par la compagnie. Quand les requérans sont des actionnaires, ils doivent en outre représenter le dixième au moins du capital social. Il n'y a aucune prescription analogue pour les assurés et les déposans. Dans les circonstances que nous venons d'énumérer, la chambre de commerce est valablement saisie des plaintes; mais elle n'est pas tenue de les prendre en considération. Comme en Angleterre le *board of trade* en pareil cas, la chambre de commerce a le droit d'examiner au préalable le mérite de la requête, et de n'y donner suite que si elle lui paraît fondée. Lorsqu'elle accueille favorablement ces plaintes, elle doit se borner à procéder à l'inspection des registres, livres et comptes de la compagnie, puis à faire un rapport détaillé dont il doit être adressé copie tant à la société qu'aux requérans; ce rapport peut être imprimé et les divers intéressés en peuvent faire l'usage qu'ils jugent convenable.

A cette tâche simple et nettement définie se borne la tutelle exercée au nom de l'état sur les sociétés anonymes. Ces compagnies conservent donc toute leur indépendance et ne sont soumises à aucune immixtion étrangère; mais en même temps les intéressés ont des garanties sérieuses. C'est beaucoup, en effet, dans les momens critiques que de pouvoir, grâce à une inspection à la fois éclairée et impartiale, voir clair dans les comptes d'une grande société par actions. Un contrôle aussi efficace est plus puissant que toutes les réglementations. Qui peut dire combien de ruines eussent été prévenues, limitées, si les minorités d'actionnaires ou les divers groupes d'intéressés avaient pu recourir à une expertise sérieuse et s'éclairer en temps utile? Que de fois il est arrivé à des membres d'une compagnie, à la veille de la faillite, de s'adresser aux tribunaux et d'être évincés dans leurs plaintes, parce qu'ils n'avaient pu découvrir les preuves nécessaires dans le dédale et le mystère dont s'enveloppe la gestion des compagnies anonymes? L'intervention des chambres de commerce en pareil cas est une sauvegarde efficace. On ne pouvait confier à de meilleures mains cette délicate et importante mission. Il n'est pas besoin de dire que ce mécanisme nouveau n'empêche pas les intéressés de porter leurs griefs de prime abord devant les tribunaux. Ce n'est pas un arbitrage forcé que la réforme italienne a entendu établir, c'est seulement une expertise

facultative offrant des garanties incontestables d'impartialité, armée de moyens spéciaux pour découvrir et constater la situation vraie des compagnies.

Il y a bien quelques lacunes à signaler dans cette œuvre récente du gouvernement italien. S'écartant sur ce point du modèle qui lui était donné par la législation anglaise, il n'a établi aucune sanction pénale pour prévenir les abus de demandes d'inspection. Tandis qu'en Angleterre le *board of trade* met tous les frais que l'inspection a nécessités à la charge soit des requérans, soit de la compagnie suivant les torts respectifs, en Italie c'est toujours le budget qui doit supporter les dépenses en pareil cas. Cela n'est pas juste assurément, mais c'est la conséquence nécessaire de la manière dont s'est opérée la réforme que nous examinons : un décret n'a pas, comme une loi, la faculté d'établir des pénalités. Quoi qu'il en soit, le système ingénieux inventé par M. Minghetti mérite d'être étudié et peut-être d'être imité. Il affranchit les sociétés anonymes de leur ancien vasselage envers l'état, situation qui était aussi gênante et aussi compromettante pour celui-ci que pour celles-là, et il les soumet désormais à une sorte de tutelle de famille, toute de bienveillance, — *una tutela benevola e quasi domestica.*

III.

Jetons maintenant un coup d'œil autour de nous et sur notre propre législation. Ce n'est pas un examen détaillé, c'est un simple et court rapprochement que nous avons l'intention de faire. Ce qui frappe au premier abord, c'est une sorte de contradiction entre les principes et les faits. La loi du 24 juillet 1867 a supprimé la nécessité de l'autorisation gouvernementale pour la fondation des sociétés anonymes dans l'avenir; mais en même temps cette loi a décidé que les sociétés anonymes existantes continueraient à être soumises pendant toute leur durée aux dispositions qui les régissaient. Ainsi nous ne sommes qu'à moitié sortis de l'ornière; les compagnies nouvelles, celles qui ont moins de deux ans d'âge, sont complétement affranchies de toute tutelle administrative; les anciennes restent dans leurs liens primitifs; toute modification de leurs statuts est soumise à un décret impérial. Nous flottons entre le nouvel et l'ancien état de choses; tout en reconnaissant en principe que la législation du code de commerce est surannée, inefficace, nuisible même, tout en la condamnant et la repoussant pour les sociétés qui pourraient se fonder à l'avenir, nous la retenons pour les sociétés déjà existantes. C'est là une de ces anomalies qui proviennent de l'esprit de demi-mesure. On ne s'est que trop aperçu cependant,

— une catastrophe immense est venue nous en convaincre, — que la surveillance du gouvernement sur les opérations des compagnies est vaine et illusoire. Il n'est aucun bon esprit qui en doute. Aussi, quoiqu'il ne soit pas complétement effacé de nos lois, le principe de la tutelle gouvernementale sur les sociétés anonymes peut être regardé comme abandonné. L'ancien ministre d'état, dans une discussion qui n'est pas encore vieille d'un an, déclarait au corps législatif que le gouvernement était prêt à renoncer à tout droit de surveillance sur les sociétés; mais, cette réforme faite, tout sera-t-il dit? Non, sans doute. N'aura-t-on pas à chercher d'autres garanties dans l'intérêt des actionnaires et des tiers? Pourra-t-on les abandonner ainsi complétement à leurs lumières particulières, sans jamais, en aucune circonstance, leur venir en aide? Une telle indifférence et une telle inaction seraient à nos yeux imprudentes. Si partisan que nous soyons de l'abstention de l'état dans les matières de commerce et d'industrie, ce serait se montrer rebelle à toute expérience que de ne pas chercher, en faveur des intéressés, quelque garantie efficace contre les simulations et les fraudes dont les administrations peuvent se rendre coupables. Sans doute, il sera bon d'augmenter encore les conditions de publicité auxquelles les principaux actes et la gestion même des compagnies doivent être soumis; mais il faudra faire plus encore, car il est dans la nature des choses que le contrôle des actionnaires sur les opérations d'une grande compagnie soit presque toujours impuissant. C'est une œuvre malaisée que de porter la lumière dans des comptes aussi compliqués et aussi nombreux. D'ailleurs le plus souvent les élémens de contrôle manquent. Il faut s'en remettre entièrement aux censeurs élus par l'assemblée générale; mais ceux-ci, nommés par une majorité crédule ou servile, désignés presque toujours officiellement ou officieusement par les administrateurs eux-mêmes, ne sont pas faits pour inspirer confiance à une minorité défiante et soucieuse de ses intérêts. C'est à cette minorité qu'il importe de prêter assistance; si l'on ne vient à son secours, elle se trouve complétement dépourvue de moyens de contrôle. Quand elle atteint une certaine importance, qu'elle représente le vingtième ou, si l'on veut, le dixième du capital social, y aurait-il quelque inconvénient à lui donner le droit de recourir, comme en Italie, à la chambre de commerce de son ressort? Nous voyons à cette manière de procéder de sérieux avantages. Les livres, les comptes, la gestion de la compagnie seraient examinés par des hommes compétens, impartiaux, inspirant de la confiance aux intéressés. Si leur rapport concluait à la loyauté et à la régularité des opérations, tout le monde serait rassuré, le crédit de la compagnie en serait affermi; si au contraire il

découvrait des simulations, des fraudes, des violations aux statuts ou aux lois, alors les mécontens auraient dans ce rapport la base d'une action judiciaire. C'est là le système suivi, avec certaines variantes, en Angleterre et en Italie. Il se borne à offrir dans les circonstances graves à la minorité des actionnaires, c'est-à-dire à ceux qui se montrent le plus soucieux de leurs intérêts, les moyens de contrôle que nos lois mettent seulement à la portée de la majorité, c'est-à-dire de la masse crédule et inerte.

Si minime qu'elle soit en apparence, une telle institution serait sans doute féconde en résultats. Qu'on se rappelle l'histoire des derniers sinistres financiers en France, en Angleterre, en Italie : on sait qu'ils étaient prévus par certains groupes d'intéressés; mais ceux-ci, ne formant qu'une minorité infime, ne parvinrent pas à faire entendre leurs voix dans les assemblées générales. Ni les administrateurs, ni les censeurs n'émanaient de leur choix; ils n'étaient vraiment pas représentés dans la gestion des affaires sociales, et s'ils recouraient aux tribunaux, manquant de preuves positives pour appuyer leurs plaintes, ils étaient le plus souvent condamnés, alors qu'un éclatant désastre devait, quelques mois ou quelques années plus tard, justifier leurs réclamations. Si au contraire ils avaient eu le droit de demander une inspection, un rapport, aux délégués d'une chambre de commerce (et nous croyons que nos chambres de commerce eussent été à la hauteur d'une pareille mission), les fraudes, les irrégularités de toute nature auraient été mises au grand jour en temps utile, et la ruine se serait trouvée prévenue ou tout au moins limitée.

Dans cette étude, nous n'avons pas la prétention d'avoir signalé tous les points vulnérables de l'organisation actuelle des sociétés anonymes; pour s'y donner carrière, la critique n'aurait pas besoin de se montrer bien ingénieuse. Tel n'était pas le but de ce travail; nous n'avons pas voulu provoquer une révision générale de cette matière si importante, mais seulement appeler l'attention sur un point spécial et circonscrit. Il nous a paru curieux de montrer les efforts des législations étrangères pour fournir aux minorités d'actionnaires ce qui leur manque absolument chez nous, c'est-à-dire des moyens de contrôle, précautions tutélaires sans lesquelles leur vigilance est inutile, et leur énergie individuelle impuissante.

PAUL LEROY-BEAULIEU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 novembre 1869.

Hier s'ouvrait enfin au Louvre la session législative ordinaire ou extraordinaire, et elle a été inaugurée par un discours impérial qui était attendu comme la révélation souveraine des directions nouvelles de la politique française. Il y a huit jours à peine, s'accomplissaient à Paris ces élections qui ont été l'intermède retentissant et peu sérieux de la prorogation. Il y a deux semaines, à la veille même des élections parisiennes, les députés de la gauche publiaient un manifeste qui a eu son heure d'importance, qui a été un acte au moment où il a paru, mais qui ne reste plus guère que comme l'expression confuse d'une transaction de circonstance. Ces trois faits, dont le premier et le plus récent est assurément le plus grave, résument une situation qui, après avoir flotté dans les ambiguïtés ruineuses d'un interrègne trop prolongé, va nécessairement se caractériser au feu des luttes parlementaires. L'heure est venue en effet où il faut que les camps se dessinent, que les opinions se groupent, que le sens des dernières transformations se dégage, qu'on aborde enfin un solide terrain d'action. Jusqu'ici, depuis trois mois, on a divagué, on a joué avec des fantômes, on a vécu un peu à l'aventure. Maintenant c'est le tour des affaires et d'une politique sérieuse. L'empereur a parlé selon ses vues, le corps législatif entre en scène avec les droits nouveaux qui lui sont assurés, et le pays attend un peu étonné, impatient surtout de voir une route ouverte à travers toutes les obscurités accumulées devant lui dans ces derniers temps.

L'empereur a parlé, disons-nous. Quelle est l'impression exacte que laisse ce discours d'hier, dont le retentissement commence à peine? Certainement il porte la marque de celui qui l'a conçu. C'est le langage d'un esprit ferme, accoutumé à se reposer dans une imperturbable confiance, et qui a dû parler d'effusion en rappelant qu'il avait « le droit

et la force, » en faisant cette laconique déclaration, qui n'a d'ailleurs rien que de rassurant pour le pays : « L'ordre, j'en réponds. » C'est aussi le langage d'un esprit réfléchi qui sent trop la puissance du mouvement libéral contemporain pour résister à une éclatante volonté du pays. Le discours impérial cependant répond-il complétement à ce qu'on attendait? Est-ce un de ces exposés décisifs qui éclairent et relèvent une situation, qui tracent une voie où il ne reste plus qu'à marcher? Voilà justement la question. Nous ne parlons pas de ce qui intéresse notre politique extérieure; pour l'instant, c'est là ce dont on s'occupe le moins. Par une anomalie singulière, l'empereur a fait un discours pour l'univers entier plus que pour la France. Il décrit à grands traits la marche de la civilisation contemporaine, la Russie affranchissant les serfs, les États-Unis émancipant les esclaves, l'Angleterre rendant justice à l'Irlande, le canal de Suez mariant la Méditerranée et la Mer-Rouge, le chemin de fer transatlantique s'ouvrant un passage à travers le continent américain, le concile enfin se préparant à faire une « œuvre de sagesse et de conciliation. » Nous n'en disconvenons pas, c'est un vaste tableau, qui ne nous renseigne guère toutefois sur les affaires de la France, à moins que le silence sur certains points n'ait aussi sa signification, et que l'empereur n'ait parlé du tunnel des Alpes ou des serfs de la Russie que pour ne rien dire de la Prusse et de l'Allemagne; mais enfin ce n'est pas de cela qu'il s'agit. La chose importante aujourd'hui, c'est ce que pense et ce que dit l'empereur de nos affaires intérieures, de la politique du gouvernement, des conséquences de nos dernières réformes. Sur ce point, l'empereur a évidemment pris son parti dans une certaine mesure. Il croit à la puissance du bon sens public contre les excès de la presse et des réunions populaires; il n'hésite pas à déclarer sans détour que « le pays veut la liberté. » Ce qu'il a entendu inaugurer par le sénatus-consulte de septembre, c'est « une ère nouvelle de conciliation et de progrès. » Il reste maintenant « à appliquer les principes qui ont été posés en les faisant entrer dans les lois et dans les mœurs, » et si l'empereur revient en finissant sur la nécessité de prouver que « la France est capable de supporter les institutions libres qui sont l'honneur des pays civilisés, » c'est que sans doute il accepte d'avance les conditions essentielles de ces institutions. Rien de mieux, et, à ne considérer que les grandes lignes, le cadre tracé par le souverain est assurément assez large pour qu'on puisse y faire entrer bien des progrès nouveaux.

Comment se fait-il cependant que cette impression première s'atténue bientôt, et finisse par une véritable incertitude? C'est que malgré tout l'empereur se fait évidemment encore illusion à lui-même, c'est qu'il entend les institutions libres à sa manière, en homme peu accoutumé à compter avec ses ministres. Par une habitude familière à son esprit,

peut-être par un orgueil d'intelligence qui dans tous les cas n'aurait rien d'inavouable, l'empereur est convaincu que la révolution pacifique qui s'accomplit aujourd'hui est le développement direct et logique des réformes précédentes. C'est vrai jusqu'à un certain point, puisque sans ces réformes le mouvement actuel aurait pu tout au moins être singulièrement ajourné. Au fond, c'est une fiction, et, si l'on veut, la complaisance d'un esprit supérieur pour lui-même. Il suffit de relire les discours impériaux qui se sont succédé depuis 1860 pour mesurer le chemin qui a été parcouru, pour s'apercevoir qu'au lendemain des premières réformes du 24 novembre, on était encore bien loin de pressentir ou d'admettre, fût-ce comme une éventualité lointaine, toutes ces choses qui sont des réalités aujourd'hui, la responsabilité ministérielle, l'initiative rendue aux chambres, l'indépendance législative, en attendant l'abolition des candidatures officielles et une nouvelle loi électorale. C'est en 1860 que l'empereur traçait dans son discours l'idéal d'un corps législatif né à l'ombre de la constitution de 1852, et qui n'avait certes rien de commun avec le corps législatif tel qu'il sera un de ces jours. C'est alors aussi que M. Troplong, dans un mouvement d'effroi, s'écriait : « On avait cru dernièrement, à la suite de fausses interprétations, que nous étions à la veille de changer de régime politique et de passer à des institutions dont le pays a connu à ses dépens la faiblesse et les dangers. C'étaient de vrais fantômes et d'oublieuses illusions. Le gouvernement l'a formellement déclaré... » C'est donc une chose dangereuse de vouloir à tout prix se donner l'air de maintenir intact le principe de la constitution, de ne pas rompre avec le passé. Le pays n'y regarde pas de si près, il ne ferait pas un crime au souverain d'avoir changé; il ne s'informe pas si les réformes de 1869 découlent absolument des réformes de 1860, et quand il voit qu'on se rattache si vivement à ce passé dont il ne veut plus, qui lui a donné l'expédition du Mexique, les défaillances de la politique extérieure de 1866, l'excès de certaines dépenses et de certains travaux, quand il voit cela, il s'arrête au moment de se laisser gagner à la confiance; il se demande si ces apparences de liberté dont on le flatte ne sont pas encore le déguisement d'une omnipotence persistante. C'est justement la source de cette impression d'incertitude que laissent certaines phrases du discours prononcé hier au Louvre. Toute la question est là : ce passé qu'on invoque sans cesse, c'est le gouvernement personnel, et si la masse de la nation n'a aucune envie de désarmer le pouvoir de ses prérogatives nécessaires, il est bien certain qu'il n'a pas plus l'envie de voir se perpétuer les habitudes autocratiques du gouvernement personnel. L'empereur a exprimé une juste confiance en disant que « la participation plus directe du pays à ses propres affaires » doit être « pour l'empire une force nouvelle, » et nous ajouterons que la force vraie ne peut désormais venir pour l'em-

pire que de cette participation effective du pays, qui n'est pas, si l'on veut, l'abrogation absolue du régime de 1852, mais qui en est au moins la métamorphose complète, qui en un mot fait un autre empire avec le même empereur. Tout le reste ne peut donner qu'une force factice et éphémère un instant entretenue par la folie des uns ou par l'ineptie des autres, par les déchaînemens de ceux qui prétendent faire violence au pays ou par l'insuffisance de ceux qui ne sauraient ni le représenter ni le gouverner selon ses vœux.

Quelle est, dans ces conditions et dans cette marche des choses où le discours impérial vient marquer une étape nouvelle, quelle est la valeur réelle des dernières élections de Paris? Elles ne sont plus qu'un incident curieux, bizarre, fantasque, qui ne peut avoir une influence sérieuse. Il n'est point douteux, après tout ce qu'on a vu et entendu, que rien n'aurait pu mieux servir le gouvernement personnel, si le gouvernement personnel avait encore la fantaisie de se maintenir. Le radicalisme révolutionnaire a donné une représentation complète; il a déployé pendant quelques jours tout ce qu'il avait de mieux, les plus belles imaginations et les plus fécondes ressources; il a trouvé le moyen de créer une agitation autour du scrutin et de laisser des souvenirs de son passage. A quoi cependant a-t-il réussi? En définitive, ces élections mêmes, si turbulentes qu'elles aient été, ne sont point aussi mauvaises qu'on aurait pu le croire. Que M. Crémieux, l'heureux vainqueur de la troisième circonscription, ait fini par persuader à ses électeurs qu'ils ressuscitaient en lui le gouvernement provisoire de 1848, que M. Emmanuel Arago ait triomphé par son nom, que M. Glais-Bizoin soit désormais certain d'être élu à un second tour de scrutin dans la quatrième circonscription, qu'y a-t-il là de bien grave? M. Crémieux et M. Emmanuel Arago seront des députés de la gauche comme d'autres, qui ne feront pas plus que d'autres, qui feront peut-être moins, et M. Glais-Bizoin redeviendra l'infatigable interrupteur qu'il a été toujours, brave homme qui ne se donne pas d'ailleurs pour un pur du radicalisme. Au fond, il y a dans les élections parisiennes des symptômes bien autrement significatifs.

La vérité est qu'à travers toute cette confusion le radicalisme purement révolutionnaire n'a pas eu de grandes victoires, qu'en définitive il n'a pas fait des progrès bien caractéristiques depuis les élections du mois de mai. Qu'est devenue la campagne des insermentés? Ils étaient trois, M. Ledru-Rollin en tête; ils ont réuni quelques milliers de voix. Dans la mêlée des candidatures assermentées, ceux qui représentaient le radicalisme le plus avancé et qui faisaient profession de mettre la république au-dessus du suffrage universel, c'est-à-dire au-dessus de la souveraineté nationale elle-même, ceux-là ont été distancés de toutes parts; ils ont eu moins de voix que de simples libéraux comme M. Allou, et il y a

mieux encore : en dehors de tous ces résultats de scrutin et de ces décompositions de suffrages, il y a l'instinct public qui s'est fait jour, qui, lui aussi, est une force, et qui a élevé sa protestation, si bien qu'à la fin tous ces révolutionnaires, les plus extrêmes, les plus violens, ont été obligés de s'adoucir, de se faire presque innocens, de désavouer toute idée de révolution violente. Les scrutins disent ce qu'ils peuvent et ce qu'on leur fait dire; en réalité, tous ces suffrages jetés dans l'urne n'ont pas une signification aussi claire qu'on le pense, et beaucoup ne seraient pas allés jusqu'à M. Crémieux, s'ils avaient cru à une révolution pour demain. — Mais quoi! dira-t-on, n'oubliez-vous pas le plus essentiel? M. Henri Rochefort n'a-t-il pas été élu, et ne résume-t-il pas à lui seul Paris, toute la France démocratique? M. Henri Rochefort est certainement élu, quoiqu'il ne soit pas lui-même aussi victorieux qu'on l'aurait cru. Pour celui-là, il le fallait, comme dit le héros célèbre d'un célèbre vaudeville; c'était une fantaisie à se passer, on ne s'amuse pas tous les jours du côté de Belleville, et maintenant le moins embarrassé des Parisiens, ce n'est pas à coup sûr l'heureux élu de la première circonscription. S'il n'y prend garde, M. Henri Rochefort ne pourra pas décrocher le soleil pour le servir à ses électeurs, et alors qu'arrivera-t-il? Sa fortune est déjà en déclin. Il n'avait contre lui que ceux qui gardent un peu de bon sens; aujourd'hui, à peine élu d'hier, le voilà abandonné de ceux qui l'ont le plus chaudement soutenu. L'un le traite lestement de nouveau converti de la démocratie qui doit éviter de faire parler de lui; l'autre lui rappelle que, puisqu'il n'a pas eu le temps d'apprendre, le moment est venu pour lui de se mettre à l'école; un troisième l'accuse d'avoir renié les amis de l'exil; M. Ledru-Rollin le traite de haut en bas après avoir été traité de même. M. Henri Rochefort n'a plus, pour mettre la gaîté dans sa solitude, que M. Raspail : c'est beaucoup que la compagnie du vieux de la montagne; mais, autre danger, M. Raspail ne verrait-il pas dans le jeune homme de la première circonscription un jésuite déguisé? Ainsi finissent les plus brillantes fortunes! M. Henri Rochefort est élu, et on n'en parle plus. Le résultat le plus frappant de la dernière campagne électorale a été d'amener les députés de la gauche à publier ce manifeste dont nous parlions, et qui n'a eu lui-même qu'une importance d'un instant, parce qu'il était moins l'expression d'une pensée politique coordonnée et réfléchie qu'un acte de circonstance.

Le manifeste de la gauche, et c'est là ce qu'il a eu de sérieux, de politique, le manifeste de la gauche a été, à un moment donné des dernières élections parisiennes, le désaveu éclatant de ce tourbillon de démagogie qui s'agitait dans les réunions populaires, des préméditations de violence, de ces étranges doctrines sur le mandat impératif qui feraient du député le banal commissionnaire du peuple; il a été la reven-

dication de l'indépendance parlementaire, l'affirmation de la souveraineté nationale en face d'une minorité usurpatrice, la répudiation de la force et des moyens révolutionnaires dans le mouvement qui s'accomplit aujourd'hui. Sur ce terrain se sont rencontrés des hommes certainement peu faits pour s'entendre, des modérés et des irréconciliables; ils ont un instant oublié leurs dissentimens pour faire face à une situation. Leur manifeste est une protestation, ce n'est malheureusement rien de plus; ce n'est point surtout un programme. La première condition d'un programme, c'est de se tenir sur un terrain pratique, de n'offrir au pays que des choses faciles à saisir, des progrès réalisables. Les députés de la gauche n'ont pas vu que, pour réunir quelques voix de plus, ils étaient obligés de se perdre dans toute sorte de sous-entendus; ils n'aboutissaient à rien si ce n'est à un amalgame incohérent. Ils n'ont pas remarqué qu'ils arrivaient ainsi à n'être ni de l'opposition révolutionnaire, ni de l'opposition simplement constitutionnelle. Il y a sans doute dans ce manifeste bien des idées qui sont celles de tous les esprits libéraux; mais lorsque les députés de la gauche font un mélange des « violences démagogiques » et des « compromis monarchiques, » que veulent-ils dire? Lorsqu'ils revendiquent pour le parlement le droit de se proroger lui-même, le droit de déclarer la guerre, ne délaissent-ils pas les garanties qu'il est dès ce moment possible d'obtenir, pour courir à la poursuite de réformes dont l'efficacité n'est pas certaine, et qui impliquent dans tous les cas une révolution? Lorsque les députés de la gauche parlent des libertés municipales, est-ce qu'ils croient qu'il n'y ait qu'à prononcer le mot pour avoir la chose? C'est au contraire l'œuvre la plus nécessaire sans doute, mais aussi la plus difficile, la plus laborieuse et la plus délicate. Il y a enfin un point que pour notre part nous n'admettons dans aucun programme ayant la prétention d'allier le sentiment libéral et le sentiment de la grandeur nationale de la France : c'est une transformation de l'armée conçue et proposée de telle façon qu'elle conduirait inévitablement par le plus court chemin à l'affaiblissement de la puissance française dans le monde.

L'heure du désarmement viendra sans doute, si les ambitions qui veillent en Europe veulent bien y consentir; elle n'est sûrement pas venue. Jusque-là, qu'on s'efforce d'alléger les charges militaires, d'adoucir pour le pays le poids des coûteuses nécessités de sa grandeur; rien ne sera plus juste. Se servir emphatiquement de ces mots d'abrogation de la loi militaire, d'armement de la nation, c'est promettre ce qu'on ne peut pas tenir, ou s'exposer à laisser la France désarmée au moment du péril. Et voilà pourquoi le manifeste de la gauche, qui a eu sa valeur comme démonstration contre des turbulences de clubs, reste dénué d'une signification politique sérieuse. Nous comprendrions difficilement que des hommes comme M. Jules Favre, M. Ernest Picard,

eussent pu consentir à signer ces vaines déclamations, s'ils n'avaient cédé à la nécessité de rallier à la protestation le plus de voix possible. Tout ce qu'on peut dire, c'est que l'alliance a été payée assez cher. La raison politique a fait les frais du mariage. Et encore quelle a été la durée de ce mariage? Chacun s'est mis de son côté à raturer, à interpréter le contrat. M. Bancel n'a eu rien de plus pressé que de revenir de Bruxelles pour faire dans une réunion publique le procès du parti libéral depuis l'assemblée constituante de 1789, depuis les thermidoriens jusqu'à aujourd'hui. C'était tout à fait à propos, on le comprend, au lendemain d'un acte de modération, et M. Bancel n'a pas été le seul.

Que reste-t-il donc de ce manifeste? Rien, ou plutôt, nous nous trompons, de cette tentative éphémère de rapprochement entre des élémens dissemblables, comme de tous les incidens qui se succèdent depuis trois mois, il se dégage une lumière. Plus on regarde de près ces manifestations et tous ces incidens qui se sont déroulés dans ces derniers temps, plus on s'aperçoit qu'ils ont en définitive un résultat sérieux et utile. Ils simplifient la situation dans une certaine mesure; il classent les esprits, ils rejettent d'un côté ceux qui au nom d'un idéal quelconque ont la prétention de s'emparer du pays par la violence ou par l'autorité dogmatique de leurs opinions, et ils font passer de l'autre côté tous ceux qui ne veulent d'aucun excès, qui ont avant tout le souci de fonder les institutions libres en France, qui croient enfin qu'on peut arriver au but par la fermeté, par une persévérance virile dans une incessante revendication de tous les droits, de toutes les garanties. Qu'on nomme cette masse chaque jour croissante opposition constitutionnelle, opposition démocratique, peu importe; c'est toujours l'armée pacifique et libérale avec laquelle il faut désormais compter, et que le radicalisme révolutionnaire lui-même, s'il avait une victoire de hasard, trouverait certainement devant lui. L'empereur a évidemment interprété avec une parfaite justesse le sentiment public en disant que « le pays veut la liberté avec l'ordre. » Oui, la liberté sérieuse, complète, sans équivoque, et l'ordre intact. C'est sur cette base que peut s'opérer la réorganisation des partis et que peut se former enfin un ministère représentant la politique nouvelle. Ce ministère nouveau, nécessairement libéral, on a essayé de le faire avant la session, on n'a pas réussi; c'est maintenant au corps législatif de le dégager en quelque sorte de son sein, de lui donner la force en lui assurant un point d'appui. Seulement ce n'est pas en vérité une œuvre facile, puisque déjà la division commence à se mettre parmi ceux-là mêmes qui ont pris l'initiative de l'interpellation du mois de juillet. Il y a eu ces jours derniers des réunions, des débats préliminaires, où M. Émile Ollivier semble avoir pris une remarquable attitude politique, au point de rallier une partie de l'ancienne majorité. Le plus clair jusqu'ici, c'est qu'une partie des *cent-seize* s'est retirée pour for-

mer un nouveau groupe. Quel est le prétexte de cette scission? Il s'agissait, à ce qu'il paraît, de savoir à quel moment on interpellerait le gouvernement sur la prorogation. Franchement le motif est futile, et le jour mal choisi pour se diviser. Les membres du corps législatif nous permettront de leur dire que tout dépend d'eux aujourd'hui, et que le pays les regarde.

Nous vivons dans un moment étrange, où toutes les questions se pressent et se confondent. Le corps législatif est maintenant réuni; à lui, tout ce qui est politique. Dans huit jours va s'ouvrir à Rome la plus grande des assemblées religieuses, ce concile œcuménique autour duquel se ravivent et s'accentuent toutes les contestations. Au même instant, d'un bout à l'autre de la France, au nord et au midi, dans tous les foyers d'industrie et de travail, grandit une agitation économique qu'il faudra bien regarder en face, et sur laquelle on essaie vainement de jeter l'eau froide des enquêtes administratives. C'est la mêlée ardente de tous les intérêts politiques, moraux, matériels, et si l'on se plaint quelquefois que les hommes paraissent petits dans notre temps, les problèmes sont assurément profonds et immenses. Ce ne sont pas dans tous les cas les promoteurs du concile qui songent à diminuer ces problèmes, puisqu'en convoquant l'épiscopat universel à Saint-Pierre de Rome, ils ne lui proposent rien moins que de trouver le « remède aux maux du siècle. » C'est beaucoup de vouloir guérir le siècle de tous ses maux, et à la rigueur le concile ne perdrait peut-être pas tout à fait son temps s'il se bornait à ne pas aggraver nos difficultés. Les meneurs de Rome, les docteurs de la *Civiltà Cattolica,* ne peuvent se contenter d'un si modeste rôle, ils veulent absolument renouveler le monde en le ramenant en arrière, faire proclamer l'infaillibilité personnelle du pape, imprimer le sceau du dogme au *Syllabus* interprété et commenté par eux, et ils ont particulièrement en France des auxiliaires qui ont imaginé d'organiser, sous la forme d'une souscription, une sorte de pétitionnement ultramontain parfois assez burlesque. — Fort bien; malheureusement, à mesure qu'on approche de l'heure décisive, les affaires du concile s'embrouillent, les dissidences se prononcent. De toutes les manifestations récentes, la plus grave sans nul doute, la plus significative, est celle de M. l'évêque d'Orléans, qui, en se plaçant auprès de M. Maret, vient de se déclarer d'une façon retentissante contre l'infaillibilité pontificale, dans laquelle il voit une nouveauté inutile, inopportune et dangereuse. Avant de partir pour Rome, M. Dupanloup a fait un coup d'éclat, et, comme si ce n'était pas assez, il a complété ses *Observations sur la définition de l'infaillibilité* par la plus verte correction administrée à certains journaux parisiens qui ont de longue date la prétention de régenter les évêques. La vérité est que *l'Univers,* ainsi frappé de main de maître, fait depuis ce moment une assez triste figure avec

ses souscripteurs, qui lui envoient cinquante centimes pour le concile en signant « un libéral converti, » ou « une ouaille, » ou « un enfant de la lumière, » et en ajoutant maintenant une prière pour la conversion de M. d'Orléans et de M. de Sura, ces grands hérétiques qui ont des doutes sur l'utilité des dogmes nouveaux.

Ainsi voilà les deux camps bien tranchés à la veille de ce concile qui doit donner la paix et la santé au siècle malade. L'infaillibilité du pape a pour elle la *Civiltà, l'Univers,* les ultramontains de tous les pays, l'archevêque de Westminster, M. Manning, l'archevêque de Malines, les évêques italiens et espagnols, une partie de l'épiscopat français. Dans l'autre camp, M. d'Orléans se déclare contre l'infaillibilité, et il n'est pas homme à s'être engagé légèrement, sans s'être assuré qu'il ne marchera pas seul; la majorité des évêques français ne se séparera pas de lui. En Allemagne, le même drapeau a été levé, il y a quelques mois, par les catholiques rhénans, par l'épiscopat germanique lui-même réuni cet automne à Fulda, et depuis cette époque, dit-on, les évêques allemands ont envoyé un mémoire à Rome pour demander qu'on s'abstînt de soulever des questions propres à diviser le concile. Récemment la faculté de théologie de Munich a été interrogée sur les conséquences que pourrait avoir la proclamation du dogme nouveau dans les rapports de l'église et de l'état, et elle a répondu dans le sens le plus favorable aux droits du pouvoir civil. Il y a de grandes chances aussi pour que beaucoup d'évêques américains se rallient aux mêmes idées. La lutte est donc ouverte avant que le concile n'ait dit son premier mot. Quelle impitoyable manie ont les sectaires de pousser à la résistance même les plus fidèles, de provoquer les scissions! Ceux qui engagent l'église catholique dans de telles aventures ne se doutent pas évidemment qu'ils la précipitent sur les écueils, et ils oublient cette réponse piquante du pape Pie IX lui-même à un prélat français qui, pour consoler le saint-père dans ses épreuves, lui rappelait la promesse de Jésus assurant que la barque de Pierre ne périrait pas. — « Oui, reprit le pape, il a promis que la barque ne périrait pas, mais il n'a pas parlé de l'équipage. » Le fait est qu'à pousser ainsi les choses à outrance, « l'équipage » pourrait courir d'étranges hasards. M. l'évêque d'Orléans est un esprit trop pénétrant pour n'avoir pas vu le danger de ces exhumations posthumes de l'omnipotence d'un Grégoire VII en plein XIXe siècle; ses *Observations* sont d'un politique encore plus que d'un théologien. Il a vu surtout que le résultat d'une proclamation de l'infaillibilité pontificale serait une scission de plus en plus profonde entre le catholicisme et la société moderne, la séparation inévitable et peut-être immédiate de l'église et de l'état. Les gouvernemens qui se sont désintéressés jusqu'ici des affaires du concile s'en mêleraient forcément alors pour défendre leurs droits menacés par une dictature morale sans exemple, pour repousser ce qu'ils considéreraient comme un défi, et une question

simplement religieuse en apparence aurait rallumé tous les conflits. Étrange manière de « porter remède aux maux du temps! »

Que le concile se prononce dans un sens ou dans l'autre sur cette grave affaire de l'infaillibilité pontificale, le « temps » ne restera pas moins ce qu'il est, avec ses contradictions, ses crises inévitables et ses embarras de toute sorte dans l'ordre matériel aussi bien que dans l'ordre moral : témoin cette agitation qui se produit aujourd'hui autour des traités de commerce, dont les uns demandent bruyamment la dénonciation, les autres le maintien. A Rouen, à Lille, à Mulhouse, à Roubaix, à Bordeaux, à Marseille, les *meetings* se succèdent, les manifestes se croisent dans l'air; le régime économique de la France est violemment mis en cause, et ici encore, qu'on nous permette de le dire, il est à craindre qu'à des maux réels on ne cherche un remède qui ne serait peut-être guère plus efficace que ne le serait l'infaillibilité du pape pour les maladies morales du siècle. Au milieu de ces tourbillons de doléances, le gouvernement de son côté a voulu faire quelque chose : il a réorganisé le conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, en le chargeant d'une enquête. Naturellement ce qu'a fait le gouvernement n'a contenté personne, puisque ce n'était qu'un médiocre palliatif jeté en pâture à des passions ardentes. La question de forme joue ici un certain rôle. Il faut l'avouer, le gouvernement s'est trompé dans la forme, non par intention, mais par habitude d'omnipotence. Il ne s'est pas trompé, comme on lui en a fait le singulier reproche, parce qu'il a placé dans le conseil supérieur des hommes tels que M. Rouher, M. Michel Chevalier, dont l'opinion est connue, — ce qui reviendrait à dire que les principaux défenseurs de la liberté commerciale doivent être exclus de l'examen des affaires économiques. Le gouvernement s'est trompé tout simplement parce qu'il faisait une enquête administrative, et qu'on est blasé sur les enquêtes administratives, qui ne conduisent le plus souvent qu'à des déceptions, à des fictions. Il s'est trompé de plus en agissant avec un certain décousu, en ayant l'air de faire une place inégale aux hommes qu'il appelait dans le conseil. Une enquête parlementaire eût mieux valu sans nul doute, quoiqu'elle ne soit pas en verité aussi facile qu'on le pense. Ce qui eût été préférable encore, c'eût été une commission qu'on aurait composée d'hommes spéciaux chargés d'étudier l'état des choses sans parti-pris, moins préoccupés de justifier une opinion ou de défendre des intérêts que de recueillir des faits, préparant en un mot un dossier véridique et sincère qui aurait été soumis ensuite aux pouvoirs publics. Alors, dans le corps législatif comme dans le sénat, la discussion aurait pu se déployer en toute liberté et avec une véritable efficacité. Il n'y aurait eu aucun prétexte de suspicion dans cette enquête sérieuse et pratique, tandis que le renouvellement du conseil supérieur imaginé par le gouvernement n'a recueilli que des animadversions et des protestations qui ne rendent pas

son œuvre facile. Cette question de forme une fois vidée, que l'enquête soit administrative, ou parlementaire, ou comme nous l'indiquons, — la liberté commerciale, nous n'en doutons pas, sortira victorieuse de l'épreuve à laquelle elle est soumise, tout aussi bien que des discussions décisives qui s'engageront.

Assurément il y a aujourd'hui une crise douloureuse dans certaines industries du nord et de l'ouest, et ceux qui souffrent se plaignent; ils se plaignent même vivement, ils parlent par la « bouche de leurs blessures, » selon le mot espagnol. Rien de plus simple et de plus légitime. Leur tort est d'attribuer au traité de commerce des souffrances qui ont un caractère très complexe, qui sont le résultat d'une multitude de causes réunies, si bien que l'abrogation brusque des conditions actuelles ne ferait probablement que déplacer le mal. Il ne s'agit plus de récriminer, de revenir sur l'origine dictatoriale du traité avec l'Angleterre, de démontrer que la réforme économique aurait dû être mieux ménagée. qu'elle aurait pu être accomplie d'une autre façon, par un acte législatif spontané, au lieu d'être l'objet de conventions internationales. Cette réforme, elle existe, elle a maintenant dix ans de date. De plus elle n'est pas le libre-échange absolu, comme on le laisse croire quelquefois par une habile confusion; elle n'est qu'une application modérée des principes de la liberté commerciale, avec abrogation définitive de prohibitions surannées et maintien de droits protecteurs qui ne sont pas sans importance. L'unique question est de savoir quels résultats a produits cette liberté modérée qu'on cherche à dépopulariser en la représentant comme une concession à l'Angleterre. Or il est bien certain que dans ces dix dernières années l'activité commerciale s'est considérablement accrue en France. La production s'est multipliée, l'outillage industriel s'est perfectionné. A part des désastres partiels qu'on ne peut contester et qui étaient à peu près inévitables, le mouvement est immense; il est attesté par toutes les statistiques commerciales, et il ne s'est point interrompu en 1869, puisque, d'après les plus récens documens, les exportations de l'année actuelle dépassent déjà de près de 250 millions celles de 1868. Même dans les industries qui sont plus particulièrement atteintes, qui se plaignent avec le plus de vivacité, est-ce que la décadence est sensible? Est-ce que l'invasion étrangère menace de tout submerger? Nullement; le progrès des importations de tissus étrangers est presque insignifiant dans l'ensemble du mouvement commercial, et les exportations françaises au contraire ont grandi dans une bien autre proportion.

La liberté n'a donc point paralysé l'activité intérieure et gêné l'expansion commerciale de la France. Ce qu'on dit aujourd'hui pour certaines industries, on le disait autrefois pour l'agriculture, qui devait infailliblement trouver la ruine dans la suppression de l'échelle mobile. L'échelle mobile a été supprimée, et la question est désormais jugée : les

crises de l'agriculture tenaient à d'autres causes. Qu'on se figure un instant d'ailleurs ce que produirait aujourd'hui un retour en arrière; nous ne parlons pas de cette étonnante bizarrerie d'une réaction commerciale coïncidant avec une marche politique en avant. Ce serait une vraie révolution d'intérêts, un bouleversement de rapports et d'habitudes dont le public consommateur en définitive paierait les frais. Ceux qui se plaignent de l'état actuel le sentent si bien qu'ils ne parlent plus du rétablissement du régime protectionniste; ils se déclarent à demi convertis, ils ne veulent plus de droits protecteurs; ils ont trouvé un nouveau mot, ils ne parlent désormais que de droits compensateurs, et ce qu'ils demandent avant tout, c'est l'abrogation du traité avec l'Angleterre, qu'ils poursuivent comme le grand ennemi. Soit, mais pense-t-on que l'Angleterre et les autres pays se tiendront tranquilles, qu'ils répondront à nos procédés par des complaisances? Imagine-t-on qu'ils ne trouveront rien à opposer à nos droits compensateurs, qu'ils ne défendront pas leurs marchés? Ils se défendront, et ce sera la guerre suivie de crises nouvelles, de perturbations ruineuses. La prospérité factice de certaines industries sera payée du désastre des autres. Ne vaudrait-il pas mieux laisser de côté toutes ces thèses extrêmes, accepter sans équivoque les principes de la liberté commerciale, et entrer en commun dans l'examen d'une situation difficile? Le progrès n'est point apparemment de rétrograder aujourd'hui; la vraie politique, c'est de dégager l'industrie des entraves qui la gênent dans son essor, de la stimuler par la facilité et la rapidité des communications, par la réduction des tarifs de transport, en un mot de lui créer des conditions d'égalité dans la lutte avec l'industrie étrangère. Dans tous les cas, la première chose à faire est de renoncer aux illusions; le traité de commerce ne peut être dénoncé cette année par la raison bien simple qu'on ne fait pas une enquête sérieuse en quelques jours, qu'on n'enlève pas le vote de tarifs nouveaux au pas de course, surtout au milieu des préoccupations de toute sorte qui assiégent le corps législatif.

Qu'il s'agisse de politique ou de questions d'industrie et de commerce, la France est certainement aujourd'hui la nation la plus occupée de l'Europe, et elle n'a pas perdu le privilége de donner le mot d'ordre. En Angleterre même, c'est un irréconciliable Irlandais, un fenian, que les électeurs de Tipperary vont chercher dans sa prison pour l'envoyer au parlement. En Prusse, nos réunions publiques ont un succès d'imitation plus marqué encore. Récemment les socialistes de Berlin ont procédé dans une réunion à l'égard des progressistes du parlement prussien comme les meneurs du boulevard de Clichy à l'égard de nos députés de la gauche, et le dictateur de la démocratie radicale, M. Schweitzer, a publié un ordre du jour solennel où il déclare que la bourgeoisie a fait son temps, que les ouvriers socialistes représentent seuls d'une manière complète les libres aspirations du peuple allemand. Voilà qui est parler,

et M. de Bismarck, qui rentre à Berlin, n'a qu'à se bien tenir. En Italie, on n'en est pas pour le moment à singer nos clubs; on est assez occupé de la crise ministérielle qui vient d'éclater à la suite de l'élection du président de la chambre. Le candidat du ministère, M. Mari, a échoué; l'élu a été M. Lanza, Piémontais d'esprit et de caractère, ancien président lui-même, ancien ministre, et fort opposé aux plans financiers de M. Cambray-Digny. C'est M. Lanza qui est chargé aujourd'hui de former un cabinet, chose d'autant plus difficile que, conservateur décidé par ses opinions, il a été élu par le concours de la gauche. Il y a sans doute au bout de tout cela la dissolution prochaine de la chambre. Quant à l'Espagne, elle est encore plus occupée, elle est toujours à la poursuite d'un roi. La défaite de la dernière insurrection républicaine avait provoqué dans le pays une véritable impatience d'en finir, et le gouvernement s'est hâté de mettre en avant son candidat; il a choisi le duc de Gênes. Le général Prim, qui a le principal rôle dans ces combinaisons, croyait en effet en finir. Malheureusement cela n'a réussi qu'à dissoudre l'alliance des divers partis qui ont coopéré à la révolution, et cette scission s'est manifestée par un incident des plus caractéristiques, la retraite de l'amiral Topete, qui n'a plus voulu rester au ministère. Les anciens membres de l'union libérale et l'amiral Topete sont absolument opposés à l'élection du duc de Gênes; les dispositions du pays ne semblent pas plus favorables, de sorte que cette candidature n'a qu'une médiocre fortune; elle marche péniblement, n'ayant pas même trouvé encore le nombre de voix rigoureusement suffisantes. Tout du reste est étrange dans cette combinaison, conduite un peu à l'aventure par le général Prim, et on est d'autant plus embarrassé à Madrid que le roi Victor-Emmanuel, en présence de l'opposition qui se manifeste, sera sans doute porté à refuser la couronne pour son neveu. C'était déjà une fortune peu enviable; la froideur des Espagnols n'est pas faite pour encourager, et c'est ainsi que l'Espagne n'est pas plus avancée en ce moment que le premier jour. Elle a épuisé toutes les candidatures, et en fin de compte elle en reviendra peut-être au prince des Asturies. Assurément on ne vit jamais couronne plus offerte et plus refusée; mais en attendant le général Serrano continue à être régent, et le général Prim continue à être président du conseil : c'est là le plus clair de l'odyssée espagnole à la recherche d'une royauté toujours fuyante.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

La Vie arabe et la Société musulmane, par M. le général E. Daumas.
1 vol. in-8°; Michel Lévy, 1869.

Les livres de M. le général Daumas ne sont pas seulement connus de l'armée, ils ont été lus par tout le monde. Avec ceux de M. Fromentin,

ils ont popularisé la vie du désert, les mœurs des Arabes dans le Sahara; ils ont raconté l'existence singulière de ces tribus éparses qui ne peuvent vivre, dans un pays presque entièrement dépourvu d'eau et de végétation, qu'à la condition de se déplacer toujours et de promener leurs troupeaux, du nord au sud, sur d'immenses espaces. Dans ces récits, singulièrement attachans, le but du général Daumas était plutôt encore d'intéresser que d'instruire.

Dans le nouveau volume qu'il offre au public, l'auteur ne mêle plus, comme dit le poète latin, l'utile à l'agréable. Il a fait et voulu faire un livre sérieux, sévère, presque un livre de science. Il n'avait montré jusqu'ici la société musulmane que sous ses aspects pittoresques, de manière à piquer la curiosité des gens du monde, tout au plus à préparer le voyage des touristes; aujourd'hui il l'étudie dans ses caractères les plus profonds, il l'analyse par ses côtés les plus vivaces, il en va chercher les racines à travers les siècles, dans le passé le plus reculé. Il poursuit les origines de cette société jusque dans son berceau, l'Arabie, par-delà le prophète lui-même; il en dévoile les traditions, les préjugés, les superstitions. Son but est de faire bien connaître le peuple arabe à tous ceux qui sont appelés à vivre avec lui, à l'armée, à l'administration, aux colons eux-mêmes. Il veut qu'on ménage les susceptibilités fanatiques de cette race, et qu'on évite à tout prix « ces fautes contre la religion et contre les mœurs que les vaincus ne pardonnent jamais. »

Nous ne suivrons pas le général Daumas dans la description détaillée, minutieuse des mœurs, des coutumes religieuses du peuple arabe. C'est un véritable dédale que ces traditions où il se fait fort de nous diriger. S'il n'a pas exagéré l'ombrageuse susceptibilité de la race conquise, il faut convenir que nous devons la blesser bien souvent, car les ménagemens pour le peuple arabe sont chose inconnue en Algérie. Ici nous entendons parler, non pas de l'administration qui s'attache au contraire à protéger et presque à faire revivre les traditions des indigènes, qui relève leur culte en réparant les mosquées, qui rajeunit leur langue en ouvrant des écoles, qui leur réserve une place dans tous les conseils de l'administration locale, mais des colons ou des soldats. C'est à ceux-là surtout que s'adresse le livre de M. le général Daumas; il leur enseigne les précautions à prendre, les égards à conserver; mais nous avons lieu de craindre que ces enseignemens ne restent stériles, et qu'on n'en tienne pas grand compte. Pour l'Européen qui a vieilli en Algérie, comme pour le nouvel arrivant, le peuple arabe est toujours le peuple vaincu; c'est lui qui doit se plier à notre civilisation, à nos usages, à nos besoins.

Cette prétention est-elle d'ailleurs si blâmable? Est-il sensé ou chimérique de compter s'attacher les Arabes par des mesures généreuses et désintéressées? Est-ce par de bons procédés, par la persuasion ou par la force que nous arriverons à triompher de cette inertie indigène, de cette

résistance à tout progrès, surtout à toute fusion? Sous ce rapport, le fait est assez curieux, M. le général Daumas n'est rien moins qu'affirmatif; et ses observations ne sont pas faites pour communiquer la foi et la confiance. Les Arabes, dit-il, ont horreur de toutes les innovations, de quelque part qu'elles viennent; leurs aspirations ne tendent pas à autre chose qu'à imiter leurs aïeux, à se rapprocher d'eux, dans cette pensée exprimée par un de leurs grands chefs « qu'étant moins près de la création, ils ne peuvent faire mieux que ce que leurs pères avaient fait. » L'auteur, dans une série d'anecdotes, nous montre l'Arabe, même celui qui, jeune encore, a vécu de la vie européenne, même celui qui a paru le plus oublier les préceptes de sa religion ou les traditions de sa race, revenant dans sa vieillesse à ses anciens erremens, et se remettant à adorer ce qu'il avait brûlé. La civilisation a passé sur lui sans laisser de traces. C'est comme une vague sous laquelle il courbe le dos. Il retient son souffle, attend patiemment et se redresse.

De ces prémisses il semblerait que l'auteur va tirer une conclusion toute défavorable à la question algérienne. Il s'en défend; il croit le problème très ardu, mais non pas insoluble. Il veut que la France se fasse craindre et respecter des Arabes, respecter par souci de sa propre dignité, craindre, parce que ce peuple immobile ne croit qu'à la force; « et lorsque enfin, dit-il, *le moment sera venu* de placer à côté de lui une nombreuse population européenne dans de bonnes conditions de succès et de complète sécurité, seul moyen de diminuer un jour notre armée et nos dépenses, parlons haut et ferme, agissons, s'il le faut, avec énergie, et il se résignera parfaitement, en se consolant avec cette maxime favorite de ses pères : c'était écrit chez Dieu ! »

Nous n'avons rien à dire à cette conclusion, si ce n'est qu'elle nous renvoie à un lointain avenir. Beaucoup de bons esprits pensent que « le moment est déjà venu, » et la France se montre impatiente. D'ailleurs que peut-on gagner à attendre? Le sol de l'Algérie n'a pas la fécondité merveilleuse des régions tropicales, il faut le travailler patiemment pour qu'il produise. Marchons donc à sa conquête, et appliquons-nous dès aujourd'hui, sans précipitation mais sans faiblesse, à y répandre cette nombreuse population européenne, sans laquelle la colonie ne pourra jamais se passer de notre armée pour la défendre et de notre budget pour la faire vivre.

ARSÈNE VACHEROT.

Relation authentique du voyage du capitaine de Gonneville ès nouvelles terres des Indes, publiée par M. d'Avezac; Paris, 1869.

Au mois de juin 1503, un marin normand, Binot-Paulmier de Gonneville, partit de Honfleur pour les Indes orientales avec un équipage de soixante hommes. A la hauteur du cap de Bonne-Espérance, il fut saisi

par la tempête et poussé vers une terre australe inconnue. Il y fit, pour se radouber, une relâche de six mois au milieu d'une peuplade paisible dont le chef lui confia son jeune fils, sous promesse de le lui ramener après l'avoir initié aux mœurs et à l'habileté guerrière des Européens. Cette promesse, Gonneville ne devait pas la réaliser. Lorsque après mille vicissitudes il ramenait au pays natal un équipage décimé par la fatigue et les maladies, il fut attaqué sur les rivages mêmes de la Normandie par des pirates auxquels il n'échappa qu'en se jetant à la côte, où le navire sombra avec son chargement.

Les pauvres naufragés, dépouillés de tout le fruit de leur aventureuse campagne, portèrent devant la justice une plainte régulière du fait de piraterie dont ils étaient victimes. Pour tenir lieu du journal de bord, perdu avec le reste, une déclaration circonstanciée du voyage fut déposée par le capitaine Gonneville au greffe de l'amirauté. Quant au jeune sauvage Essomeric, ne pouvant le rapatrier, le bon gentilhomme l'adopta et le maria à une héritière de sa parenté. Un arrière-petit-fils issu de ce mariage, l'abbé Jean Paulmier de Courtonne, qui avait dans ses papiers de famille une copie de la déclaration du capitaine, publia en 1664 des « Mémoires touchant l'établissement d'une mission chrétienne dans le Troisième-Monde, autrement appelé la Terre australe, méridionale, antarctique, inconnue. » Il attira la curiosité des marins sur cette terre dont il dépeignait le doux climat et les habitans si hospitaliers, mais dont il ignorait la situation. La compagnie des Indes fit rechercher à son profit, dans les mers australes, la fameuse *Terre de Gonneville;* ce fut le but des voyages de Lozier-Bouvet, de Kerguélen, de Marion et Crozet; mais les îles auxquelles ils ont laissé leurs noms ne répondent nullement à la description de l'abbé Paulmier. Ce dernier n'ayant indiqué clairement ni la route d'aller, ni celle de retour, on avait cherché, mais vainement, dans les greffes d'amirautés la déclaration originale de 1505. Le voyage de Gonneville était donc toujours enveloppé d'obscurité, et les opinions les plus diverses avaient cours sur la position géographique de la terre découverte par lui. Le hasard a fait retrouver enfin, parmi les manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal, le document si longtemps cherché. M. d'Avezac vient d'en publier le texte original, avec une introduction et des éclaircissemens précieux. L'étude attentive du vieux récit lui a permis de retracer la route suivie par les marins français de 1503 et de conclure, avec quelque assurance, que la terre de Gonneville était située dans la partie sud du Brésil, probablement vers San-Francisco-do-Sul.

R. R.

C. Buloz.

LA

PRUSSE ET L'ALLEMAGNE

II.

LE CARACTÈRE PRUSSIEN, LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE ET LA ROYAUTÉ DE DROIT DIVIN [1]

I.

Le particularisme du midi est le seul obstacle à l'unité allemande, dit-on souvent à Berlin, et on y reproche aigrement au Bavarois de n'aimer que sa Bavière, au Wurtembergeois de préférer sa Souabe à la grande patrie. Allez à Stuttgart, vous y entendrez dire : « Il n'y a qu'un obstacle à l'unité, c'est le particularisme prussien. Quand les Prussiens seront des Allemands, l'Allemagne sera faite. » C'est ainsi que du nord au midi on se renvoie la balle.

Lors de la première session du parlement douanier, il se trouva que nombre des députés du sud voyaient Berlin pour la première fois. C'était pour eux une terre étrangère, et ils s'y sentaient fort dépaysés; plus d'un pouvait dire comme le doge de Gênes à Versailles : Rien ne m'étonne plus que de m'y voir. On se fit un plaisir de leur tout montrer, et beaucoup de choses leur parurent admirables. Le moyen de parcourir les *Linden* dans leur longueur, du pont du château à la porte de Brandebourg, sans ressentir quelque admiration, sans être obligé de convenir que Berlin est une vraie capitale, où l'on sent battre le cœur d'un grand et puissant royaume? Que si

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

vous visitez les arsenaux, les hôpitaux, les prisons, les écoles, l'impression est plus vive encore; tout vous avertit que vous êtes dans un pays d'excellente administration, où règne l'ordre, un ordre minutieux et sévère, dans un pays où les savans ne gouvernent point, mais où le gouvernement s'entend à les employer, pays où ne croît point l'olivier, et qui ne laisse pas d'être cher à Pallas-Athéné, déesse de la dialectique hégélienne, de la science appliquée aux arts et du fusil à aiguille. Toutefois à l'admiration qu'éprouvaient les députés dont nous parlons se mêlait un secret malaise, et on assure que, lorsqu'ils eurent repassé le Mein, ils respirèrent plus librement. L'un d'eux s'écria : « Je comprends à cette heure pourquoi Henri Heine aimait à s'appeler un Prussien libéré. »

Tacite avait observé chez les Germains deux choses qui étaient propres à étonner une âme romaine, le prix infini que chacun de ces barbares attachait à son indépendance personnelle et le besoin qu'il éprouvait de l'aliéner volontairement en servant un chef de son choix auquel il se donnait pour un temps. Rien n'était plus antipathique au génie germain que ce savant et compliqué mécanisme que nous appelons l'état, où les individus, distingués en administrés et en fonctionnaires, ne comptent que par les charges qu'ils acquittent, par la quotité des redevances auxquelles ils sont tenus, par les services officiels qu'ils rendent à la chose publique, où ils sont tous soumis au perpétuel contrôle de cet être impersonnel qui se nomme le gouvernement, lequel dispose d'eux, fixe à chacun sa place, les emploie, les taxe et en quelque mesure leur fait leur destinée, de telle sorte que, pour employer les fortes expressions d'un publiciste fameux, « être gouverné, c'est être inspecté, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, autorisé et empêché. » Or le Germain avait horreur de la toise, du cordeau, de la cote, du règlement, des autorisations et des empêchemens, non que pour être libre il fût disposé à vivre seul : sa barbarie, dont notre civilisation est née, s'accommodait mal de l'isolement, la nature avait mis en lui un penchant passionné pour la vie collective; mais il n'entendait pas qu'on disposât de lui sans son consentement. Il se donnait, parce que se donner c'est témoigner qu'on s'appartient, et il choisissait l'homme auquel il voulait se donner, parce que le choix est la liberté. Le chef auquel il s'était lié par un serment, il le servait en fidèle et loyal compagnon, ne lui refusant ni son cœur, ni ses sueurs, ni sa volonté, ni son sang; mais quand expirait le terme de son engagement, il reprenait sa liberté, quitte à l'aliéner bientôt par un nouveau choix et par un nouveau contrat. Ces barbares, vêtus de peaux de bêtes, avaient inventé une chose où n'avaient pu atteindre ni les philosophes de la Grèce ni les légistes

de Rome : ils s'étaient avisés que la société est une tyrannie, si elle ne repose sur une transaction volontaire, sur un contrat libre, et leur découverte a renouvelé le monde. Disciples de la Grèce et de Rome, quelle que soit notre admiration pour Platon ou pour César, il y a dans chacun de nous du Germain, un homme des bois qu'effarouchent le cordeau, la toise et le règlement, que le percepteur et le commissaire de police ont quelque peine à apprivoiser, et qui trouve plus facile de se dévouer que de se soumettre, de se donner que d'obéir. On a eu tort de prétendre que le régime parlementaire était sorti des forêts de la Germanie. Un parlement ou un césar, qu'importait aux Cattes et aux Chérusques? C'étaient deux faces de la servitude, et peut-être s'accommodaient-ils mieux d'un maître qui entend et qui parle que de ce maître muet et sourd qu'on appelle la loi. Il est plus juste de dire que le grand philosophe qui a exposé le premier la théorie de l'état moderne, Spinoza, s'inspirait du génie des Germains quand il déclarait que le meilleur gouvernement est celui qui impose aux individus le moindre sacrifice de leur liberté.

Sur beaucoup de points, les Allemands d'aujourd'hui ne ressemblent plus au portrait qu'a fait Tacite de leurs ancêtres. Ils ont des villes et de fort belles villes, et ils souffrent que leurs maisons se touchent, *patiuntur inter se junctas sedes;* ils connaissent le ciment, le mortier, la tuile; on ne saurait plus dire que leurs bâtisses sont informes, qu'ils n'accordent rien à la décoration ni à l'agrément. Les Allemands sont des Germains très civilisés, et la civilisation suppose des rapports permanens, des attaches fixes. Que deviendrait-elle, si chacun de nous n'acceptait que des dépendances volontaires, s'il n'existait entre les hommes que des liaisons personnelles et librement consenties, si l'état n'obtenait de nous que ce que nous voulons bien lui donner? En attendant que se réalise la fameuse anarchie rêvée par Proudhon et qui nous ramènerait dans les bois d'où nous sommes sortis, il nous faut prendre notre parti d'être un peu gouvernés, bien ou mal. En vrais fils des Germains, les Allemands demandent à l'être le moins possible. Il leur déplaît d'être englobés dans ces grands états où le pouvoir est exercé de loin par des bureaux invisibles, de près par des fonctionnaires subalternes et irresponsables qu'on voit trop. La seule autorité à laquelle ils se plient facilement et s'affectionnent, c'est la commune, parce que la commune est un petit monde dont on peut faire le tour, une sphère d'intérêts et de rapports assez restreinte pour que les individus qui la composent n'y soient point absorbés ni annulés; ils ont le plaisir d'y compter pour quelque chose et de se sentir exister. L'Allemand souffre volontiers le contrôle de magistrats municipaux de son choix; ils agissent et fonctionnent sous ses yeux;

à son tour, il les peut contrôler. Les taxes qu'ils lèvent sur lui, il en surveille l'emploi; il sait où va son argent. Au surplus, s'il est mécontent, il saura à qui s'en prendre, et ses plaintes auront quelque chance d'être écoutées. On lui a fait une réputation d'homme peu pratique; il s'égare souvent dans les intérêts généraux, faute d'y prendre assez de part; en revanche, il est très avisé sur ses intérêts prochains, immédiats, et il les discute mieux que personne. Sa commune est pour lui comme une grande famille : aussi lui est-elle si chère qu'il accepte tout d'elle, même la tyrannie. On voit dans les populations de la Suisse allemande, si jalouses de leurs franchises, si ombrageuses à l'égard de l'état, si attentives à borner ses pouvoirs, l'autorité communale exercer dans des questions de mariage ou de gestion de fortune des ingérences presque despotiques qui seraient insupportables à des Français, et qui à Zurich ou à Bâle n'étonnent et ne blessent personne.

Dans aucun pays, l'esprit municipal et communal n'est si fort ni si vivace qu'en Allemagne; il faut ajouter que nulle part non plus l'esprit d'association libre n'est si répandu ni si puissant. En dehors de cette petite société à laquelle l'Allemand appartient par sa naissance, qui le baptise, le marie et l'enterre, il lui en faut une autre dans laquelle il entre librement et par choix, un *verein* dont il a voté les statuts, où il vit dans un commerce journalier avec ses pairs, qui élargit son moi en lui créant des intérêts communs à plusieurs, sans être ceux de tous, une association toute volontaire qui donne, pour ainsi dire, un peu de gloire à son bonheur en en faisant une petite chose publique. L'Allemand prend son parti de bien des privations. Vous lui persuaderiez sans trop de peine que le monde peut exister sans journaux et sans parlemens; ôtez-lui le droit de s'associer, vous le réduirez au désespoir. On sait la prodigieuse fortune qu'ont faite en Allemagne les banques populaires, les sociétés coopératives; elles y pullulent et elles y prospèrent, parce que l'Allemand est réfléchi, patient, parce qu'il a compris depuis longtemps qu'il faut semer avant de moissonner, parce qu'il est capable de s'imposer de grands sacrifices pour des intérêts où il voit clair et qui le touchent. Sa commune et son *verein*, voilà ses plus chères affections et de quoi remplir sa vie. Il s'occupe peu du gouvernement, et il tient à ce que le gouvernement s'occupe peu de lui. « Nous autres, Allemands du sud, disait l'un d'eux, nous n'avons pas encore bien compris l'utilité et la nécessité de l'état, et, s'il pouvait se passer de nous, nous aurions bientôt fait de nous passer de lui. »

Franchissez le Mein, vous trouverez un grand pays qui parle allemand et dans lequel l'idée romaine de l'état subsiste dans toute

sa force, s'est enracinée au fond des cœurs avec une puissance qu'on ne retrouverait peut-être nulle part ailleurs en Europe. C'est à Berlin que Hegel, oublieux de sa Souabe, a professé sa philosophie du droit, qu'on pourrait appeler plus justement la philosophie de la royauté prussienne. Hegel enseigne que l'état est l'incarnation sublime de l'idée morale, et que les individus doivent reconnaître en lui leur vrai moi, leur moi raisonnable et leur véritable cause finale. Quels que soient les vices d'un état, dit-il encore, il n'en est pas moins l'état, c'est-à-dire la puissance de la raison se manifestant dans le monde pour le gouverner. Un cul-de-jatte, un manchot, un être rachitique et rabougri, en dépit de ses difformités, ne laisse pas d'être un homme et de vivre. Pareillement l'état dont les institutions sont les plus vicieuses et les plus oppressives porte toujours en lui l'idée de l'état, *ce dieu vivant*, et il a reçu la mission d'élever les individus au-dessus d'eux-mêmes en les contraignant à sacrifier leur bien-être au bien public, en les arrachant au cercle étroit où les enfermait leur égoïsme, en les initiant à la vie commune et raisonnable. Écoutons encore un autre docteur prussien, un publiciste éminent, dont les écrits, justement estimés en Europe, font autorité à Berlin. Le professeur Gneist accuse la révolution française d'avoir inauguré dans le monde un système de gouvernement qu'on ne saurait trop réprouver, et qui subordonne l'état à la société. Il reproche à la France moderne de considérer l'institution politique comme une compagnie d'assurance destinée à garantir les intérêts privés, le développement des forces productives de la nation, et de chercher à atteindre ce but par la combinaison d'une législation démocratique et d'une administration dictatoriale. M. Gneist, ou, pour mieux dire, la Prusse elle-même, au nom de laquelle il porte la parole, déclare que l'état a de tout autres fonctions à remplir, que, loin d'être au service des intérêts, son premier devoir est de tenir école de désintéressement, d'enseigner aux particuliers cette abnégation, cet esprit de sacrifice qui fait les peuples forts, — que l'état est plus qu'un arbitre, ou qu'un garant, ou qu'un assureur, qu'il est le grand éducateur chargé d'élever les hommes à la vie morale par les prestations qu'il exige d'eux, par les emplois auxquels il les appelle, par les habitudes et les institutions qu'il leur impose, et que la plus précieuse, la plus salutaire de ces institutions est le service militaire obligatoire et universel, « parce qu'il coupe le mal à la racine en opposant aux groupemens artificiels des intérêts qui désorganisent la société la grande pensée du service personnel que, riche ou pauvre, chacun doit à la chose publique. Nous avons sujet de croire, ajoute-t-il, que, dans la grande crise que traverse l'Allemagne, ce sera l'état et non la société qui vaincra. Autrement c'en serait fait des destinées

idéales de l'espèce humaine. Ce qu'est dans la vie de l'individu la lutte entre les devoirs et les désirs nous est représenté dans la vie des peuples par l'éternelle lutte entre l'état et la société (1). »

Cette philosophie politique n'est pas une vaine spéculation, elle a passé depuis longtemps dans le cœur et dans le sang du peuple prussien; depuis longtemps, on lui a infusé le respect de l'état, de son omnipotence, des droits absolus qu'il a sur la société et sur les intérêts privés. Qu'on se représente un peuple froid, réfléchi, étranger aux passions bruyantes des nations du midi, à la vivacité électrique du Français, et qui n'a pas davantage l'ardeur concentrée de l'Anglais, ni ces fureurs sourdes de la volonté que les difficultés irritent et qui renversent tous les obstacles. Frédéric II reprochait à ses Prussiens de n'avoir que des passions ébauchées; mais ce peuple est solide dans ses goûts et dans ses attachemens, tenace dans ses desseins, dur à la peine, âpre à l'effort. S'il n'a pas les rapidités d'une intelligence primesautière, ni cette finesse de perception qui est l'apanage des races exquises et permet à leur ignorance d'avoir du génie (2), en revanche il a le sens droit, le jugement ferme; il est appliqué, se donne tout entier à ce qu'il fait; il sait bien ce qu'on lui a enseigné, et il s'entend à s'en servir. Au demeurant, peu de fantaisie, — allez chercher les poètes en Souabe ou à Francfort, non sur les bords de la Sprée; — une médiocre originalité d'esprit, comme il est naturel dans une race où la faculté de sentir et de deviner est inférieure à la faculté d'apprendre; une *aurea mediocritas*, une certaine aisance intellectuelle très répandue, un niveau moyen de culture plus élevé qu'ailleurs, mais que peu dépassent. De toutes les contrées de l'Allemagne, la Prusse est celle qui a produit le moins de génies. Le plus grand penseur qu'ait vu naître son ciel brumeux est Kant, le fondateur du criticisme, et en effet le trait dominant du Prussien est un tour d'esprit critique qui examine de près les choses et qui trouve toujours à en rabattre, une sorte d'ironie narquoise qui se défie des apparences, crève et dégonfle tous les ballons, démonte tous les moulins à vent, prononce sur toutes les chimères le verdict d'une sagesse qui a souvent raison, mais qui a trop raison. Cependant ce peuple ironique et critique est respectueux pour ceux qui le gouvernent; il est le seul chez qui le respect puisse se passer d'illusions, et malgré sa froideur naturelle l'esprit public s'est développé chez lui avec une puissance, une intensité

(1) *Verwaltung, Justiz, Rechtsweg*, v. Dr Rudolf Gneist, Berlin 1869, p. 61 et 62.

(2) Un Prussien d'esprit distingué, qui connaît l'Italie, nous disait : « J'ai éprouvé souvent à Florence un étonnement mêlé de dépit. J'entendais de vrais ignorans, dénués de ces connaissances élémentaires que possèdent tous nos Prussiens, prononcer sur les choses de la vie ou de la politique des jugemens pleins de finesse et de cette originalité naturelle qui est si rare chez nous. »

qu'on chercherait vainement ailleurs. Il a une capitale de plus de sept cent mille âmes, et dans cette capitale on a peine à découvrir un oisif vivant en rentier ou en curieux, vivant pour le plaisir de vivre; tout le monde s'y croit obligé de faire quelque chose, chacun sert l'état ou à l'armée, ou à la cour, ou dans l'administration, ou dans quelque fonction gratuite qui lui dévore ses loisirs; tous, tant qu'ils sont, ils trouvent naturel que l'état prenne sur leur temps, sur leurs affaires. Ils se plaignent quelquefois, et ne laissent pas d'obéir; ils jugent leurs maîtres, et ils obéissent; ils raisonnent, ils discutent, ils ergotent, et ils obéissent. Que s'il éclate quelque crise qui mette l'état en danger, chacun est à son poste, prêt à faire son devoir et plus que son devoir, et ils se montrent capables de tous les sacrifices, ils acceptent toutes les charges et toutes les fatigues; on leur a enseigné à faire sans enthousiasme des choses grandes et difficiles.

Il exprimait bien la pensée de son pays, ce Berlinois qui disait : « Nous avons beaucoup pâti en 1866, et nous pâtirons encore; mais cette guerre qu'on a décidée sans nous, que nous avons faite malgré nous, a eu d'excellens résultats. Il est bon que les peuples souffrent, cela les pousse à l'effort. La Prusse était trop heureuse, elle commençait à s'endormir, Sadowa l'a réveillée. Nous avons tiré aussi de leur béate quiétude ces petits états, nos voisins, qui vivaient tranquilles, au jour le jour, sans soucis, presque sans impôts. Ils en paient beaucoup aujourd'hui, cela les forcera de s'évertuer. Heureux les états du sud si une nouvelle secousse les guérissait de leur grasse et indolente prospérité, et pouvait leur apprendre qu'il y a pour les peuples quelque chose de préférable au bonheur! »

Comment nier que le Mein soit une frontière? Il sépare deux idées, deux politiques. Au nord, on fait passer l'état avant la société, au midi la société avant l'état; au nord, on accepte l'effort comme la loi suprême de la vie; au midi, on prend très bien son parti d'être heureux.

II.

Pour expliquer le génie propre de la Prusse, on a prétendu que les Prussiens ne sont pas des Allemands, de vrais Allemands, qu'ils ont été fortement mélangés de sang slave, qu'ils descendent des Sorbes, des Obotrites, des Wiltzes ou Welatabs, de ces tribus wendes qui occupaient jadis le territoire compris entre l'Elbe, la Vistule et la Baltique. Il est permis aux patriotes hanovriens de se souvenir que la ville de Brandebourg s'appelait au xe siècle Brannybor et qu'elle était la résidence d'un prince wende, Tugumir, qui opposa une vigoureuse résistance à Henri l'Oiseleur. Ils ont

aussi quelque raison de prétendre que la maison ascanienne, dont Albert l'Ours fut le premier margrave, n'eut garde de dépeupler le pays en exterminant les Wendes, qu'elle se contenta de les soumettre, de les convertir, qu'elle se fit aider dans cette tâche par les templiers et les chevaliers de Saint-Jean, qu'appelant dans la Marche des colons allemands, elle favorisa de tout son pouvoir le mélange des deux races et les mariages entre les deux noblesses. Un historien hanovrien, M. Schaumann, dans un manuel de l'histoire des Guelfes qu'il destinait à l'enseignement des gymnases, oppose aux races allemandes pures, dont les Hanovriens tiennent la tête, les races et les provinces de l'Allemagne orientale, où l'élément slave s'est trouvé en lutte avec l'élément germanique, et où le premier a eu jusqu'à nos jours le dessus.

Ces explications guelfes nous paraissent insuffisantes. Il est possible qu'il y ait dans le sang prussien quelques gouttes de sang wiltze ou obotrite. Le malheur ne serait pas grand pour la Prusse, ce sont les mélanges de races qui font les peuples fortement trempés. A coup sûr, les Prussiens ne sont pas des Slaves. Par leurs qualités et par leurs défauts, ils ressemblent aussi peu aux Russes qu'aux Polonais; ils sont à cent lieues de cette anarchie géniale, héroïque et folle du *liberum veto,* à cent lieues aussi de cette obéissance passive qui tremble sous la verge et de loin en loin se venge de ses soumissions par d'effroyables révoltes. Il n'est pas de nation moins fantaisiste, moins chevaleresque, plus étrangère à la souplesse du Slave, à sa facilité d'humeur, à ses généreux élans; leur bon sens les préserve de toutes les folies dangereuses, ils ne feront jamais la guerre pour une idée, et quand d'aventure ils ont l'air de s'éprendre d'une dulcinée, on peut être sûr qu'elle a une dot. D'autre part, il n'est pas de nation moins moutonnière, moins servile; si leurs maîtres leur ont donné jadis des coups de bâton, ils leur expliquaient pourquoi, et ils étaient tenus d'avoir raison. Les Prussiens sont le peuple le plus disciplinable et le plus discipliné de la terre; mais leur discipline raisonne, elle est ennoblie par l'esprit public. Ce qu'ils étaient, ce qu'ils sont devenus, s'explique bien mieux par les situations que par les Obotrites, et ce sont bien des Allemands qui habitent les bords de la Havel et de la Sprée, mais des Allemands dont une éducation particulière, commandée par les circonstances, a fait des Prussiens.

« Vous autres habitans de Francfort et des contrées où croît la vigne, vous êtes plus riches que nous, s'écriait naguère un député prussien dans le *Reichstag,* et pourtant sur notre sol stérile et dur à cultiver on a vu pousser et grandir l'arbre qui couvrira un jour l'Allemagne de son ombre. Notre pauvreté a su trouver les ressources nécessaires pour créer la grande patrie. » La richesse de la Prusse

consiste dans le travail de l'homme sur une terre ingrate, disait plus récemment dans une séance du parlement prussien le célèbre professeur Virchow. Rien ne ressemble moins à la plantureuse Bavière, au riant Wurtemberg, que ce triste Brandebourg, surnommé autrefois la sablonnière de l'empire. Aucun pays n'a été moins gâté du ciel que la Prusse, ce pays de seigle et de sapins. Les mornes sévérités d'un climat dur et capricieux, les tristesses d'un ciel gris, les rudesses d'un hiver de huit mois, des oasis perdues dans des plaines de sables, des eaux dormantes, des rivières immobiles, des marais, des bruyères, une végétation maigre et rachitique, voilà ce que la nature a fait pour les Prussiens. Cette grande plaine que parcourent l'Elbe, l'Oder, la Vistule, et qui est une Russie commencée, « est grave et triste, a dit un historien, comme la mer, dont elle rappelle souvent l'image, comme le ciel du nord. Elle est fertile sur les bords des fleuves; dans l'intérieur, une culture maigre se développe çà et là au milieu des éclaircies des forêts de sapins, et si quelquefois elle présente le spectacle de l'abondance, c'est lorsque de nombreux bestiaux ont engraissé le sol; mais telle est la puissance de l'économie, de la persévérance, du courage, que dans ces sables s'est formé un état de premier ordre, sinon riche, du moins aisé, la Prusse, œuvre hardie et patiente d'un grand homme, Frédéric II, et d'une suite de princes qui, avant ou après Frédéric II, sans avoir son génie, ont été animés du même esprit. » La somme de volonté qu'il a fallu dépenser pour créer la Prusse est incalculable. La nature refusait tout; on a dû forcer ses résistances, tout arracher à son avarice, engager avec ses sournoises perfidies une lutte incessante et séculaire, vaincre son mauvais vouloir à force de travail, d'ordre, d'épargne, de tenace constance. Nos défauts sont l'inévitable rançon de nos qualités. Peut-on en vouloir aux Prussiens de ce je ne sais quoi d'âpre et de dur qui est en eux, de ce goût d'empiéter qui inquiète et moleste le voisin, de leur ingénérosité à l'égard des petits (1)? Les mains qui travaillent deviennent calleuses, et les cœurs habitués à l'effort deviennent inclémens pour autrui comme pour eux-mêmes.

Les énergiques travailleurs qui ont fait la Prusse n'étaient point de cette race d'où sont sortis les pionniers américains, race d'initiative résolue et hardie, qui n'attend point pour agir qu'on lui com-

(1) Voilà trois ans écoulés, et la Prusse n'a pas encore exécuté l'article 5 de la paix de Prague, par lequel elle s'engageait à rétrocéder au Danemark les districts du nord du Slesvig. Toutes les fois que les réclamations danoises ont réussi à se faire entendre dans le parlement prussien, elles ont excité sur tous les bancs la plus vive hilarité. « C'est une chose des plus comiques pour les députés prussiens, lisons-nous dans le *Dagbladet* du 10 novembre, que 200,000 Danois qui croient pouvoir en appeler à leur bon droit. Invoquer les traités contre la Prusse leur paraît une naïveté si bouffonne, que c'est à qui en fera des gorges chaudes. »

mande ou qu'on la conseille. Il y a dans l'Allemand un flegme qui a besoin qu'on le réveille, une irrésolution naturelle qui a besoin qu'on la décide. Dans tous les temps, les Prussiens ont eu des maîtres qui se sont chargés de les réveiller et de les décider. La destinée a voulu les dédommager de ses rigueurs en leur donnant une suite de princes parmi lesquels on trouve à peine un ou deux oisifs, un ou deux hommes de plaisir ou de dissipation. Les autres furent des administrateurs sans pareils, de vrais pères du peuple, médiocrement aimables à la vérité, aux manières un peu rudes, au bras pesant, mais les plus intelligens des despotes, protégeant l'agriculture et l'industrie, attirant l'étranger auprès d'eux, Hollandais, Français, tout ce qui pouvait leur servir, créant des routes, des canaux, desséchant les marais, ayant l'œil et la main partout, ne pensant pas déroger en s'occupant des plus menus détails, à l'exemple du grand électeur, qui ordonnait à ses paysans d'entourer leur maison d'un potager, et ne leur permettait le mariage qu'à la condition de planter six chênes et de greffer au moins six arbres fruitiers. Ce furent des bourgeois, mais des bourgeois-soldats qui savaient se battre, ces Hohenzollern, parmi lesquels Frédéric Ier avec ses visées chevaleresques, ses légions de chambellans à la clé d'or et ses vingt trompettes qui annonçaient à tout Berlin que son couvert était mis, fut une brillante et coûteuse exception. La Prusse pourrait écrire sur sa porte : « Ici l'on travaille et l'on sait obéir. Voilà ce que m'ont enseigné mes souverains. » Elle pourrait prendre aussi pour devise ces mots de son grand Frédéric, qui fut non-seulement un grand roi, mais un grand homme sur le trône : « l'honnête médiocrité convient le mieux aux états; les richesses y portent la mollesse et la corruption. »

Si la nature, par ses sévérités de marâtre, a condamné ces Allemands qui sont devenus des Prussiens à l'effort perpétuel, l'ambition de leurs princes n'a pas moins fait pour cela que les saisons et l'infécondité du sol. La formation de la monarchie prussienne est un phénomène unique dans l'histoire; il n'est pas en apparence de création politique plus factice, où la volonté et les desseins de l'homme aient eu plus de part. Avant de conquérir la Grèce et l'Espagne, Rome avait réduit l'Italie sous ses lois. La Prusse a commencé par prendre ce qui était le plus loin, par s'emparer de ses frontières, se promettant qu'un jour elle aurait le reste. Composée de provinces détachées, qui n'avaient ensemble point de communications ni rien de commun que de dépendre du même prince, elle avait une tête, des bras, des jambes; il ne lui manquait que le corps. Dans les premières années du XVIIe siècle, elle possédait à l'orient et à l'occident ses limites actuelles. Par le traité de Xanten, l'électeur de Brandebourg, Jean-Sigismond, avait acquis la moitié

de la succession de Juliers, c'est-à-dire Clèves, la Mark et Ravensberg; trois ans plus tard, il acquérait à titre de fief la Prusse ducale. Ainsi par-delà la Vistule il possédait Kœnigsberg et la Pregel, il possédait par-delà le Weser Clèves et les bords de la Meuse et du Rhin; mais il ne remplissait pas l'entre-deux, la Vistule et le Weser n'étaient pas à lui. C'était une sorte de défi jeté à la destinée; ces provinces détachées, *disjecta membra*, on comptait bien les rendre un jour contiguës, et déjà le successeur de Jean-Sigismond acquérait dès 1648, par le traité de Westphalie, à l'est la Poméranie orientale, à l'occident les archevêchés et évêchés sécularisés de Magdebourg, Halberstadt, Minden. La conquête de la Silésie, le partage de la Pologne, les traités de Vienne et 1866 devaient achever ce grand ouvrage. La Prusse s'est tirée d'affaire; elle ne peut se plaindre aujourd'hui qu'elle a plus de frontières que de territoire; mais qu'il a fallu de sagesse, d'attention, d'efforts soutenus, de modération dans la bonne fortune, de courage dans la mauvaise, pour gagner une telle partie, pour mener à bonne fin des ambitions si hardies et si périlleuses!

Le vrai fondateur de la monarchie prussienne fut Frédéric-Guillaume, le grand électeur, lequel mourut sans avoir été roi, mais après avoir mis son fils en état de le devenir. Étrange personnage, qui employa au service d'une grande pensée et des plus vastes desseins une habileté, une rouerie de maquignon, très dévot au demeurant et s'enfermant dans son oratoire pour consulter Dieu, qui lui conseillait de signer à Labiau un traité d'alliance avec le Suédois contre la Pologne, et dix mois plus tard de signer à Welau un traité d'alliance avec la Pologne contre le Suédois, et, quelque jeu qu'il jouât, de gagner toujours! On ne peut tout faire à la fois. La paix d'Oliva enlevait le duché de Prusse à la suzeraineté de la Pologne; mais la paix de Saint-Germain laissait à la Suède ses possessions en Poméranie: grande amertume pour Frédéric-Guillaume, qui, imputant son mécompte à l'empereur, fit prêcher par son chapelain un sermon sur ce texte : « il est bon de se fier à Dieu et de ne pas se fier aux hommes.» A sa mort, la future monarchie prussienne consistait encore en trois tronçons; mais cette Prusse de l'avenir qu'avait entrevue son puissant cerveau, il en laissa le rêve en héritage à ses successeurs. S'il fallait un siècle et demi pour créer l'unité territoriale de la Prusse, le grand électeur avait tout fait pour donner à ces membres épars, que de nouvelles conquêtes devaient rejoindre ensemble bout à bout, l'unité morale et un gouvernement commun. Il avait abaissé et réduit à l'impuissance les assemblées provinciales; pour se procurer des ressources indépendantes de leur consentement, il avait établi, non sans peine, des impôts indirects ou de consommation, et il avait employé cet argent à se créer une armée permanente, instru-

ment de ses volontés, et un corps d'employés, interprètes et serviteurs de ses pensées, qui devaient en quelque sorte répandre jusqu'à l'extrémité des provinces l'âme de la royauté. Ce qu'il avait commencé, ses successeurs le continuèrent; ils travaillèrent à perfectionner les deux outils de la monarchie, le soldat et le fonctionnaire, et ils les amenèrent à un point de perfection qui ne s'était jamais vu ailleurs. C'est alors que l'Europe apprit à connaître le type classique du roi de Prusse, un souverain très réglé dans ses mœurs, se levant à cinq heures du matin, plus riche en bottes qu'en chemises, et, quand il achetait un habit neuf, faisant servir ses vieux boutons, entassant des millions dans des tonneaux pour que l'occasion le trouvât prêt, assistant chaque matin à la parade, enseignant à ses grenadiers à manœuvrer avec une précision d'automates et les faisant passer par les baguettes pour la moindre peccadille, dressant ses employés comme ses soldats, les chargeant à leur tour de dresser ses peuples. L'obéissance était si aveugle, dit un témoin, que quatre cents lieues de pays étaient gouvernées comme une abbaye.

Le grand Frédéric n'inventa rien; il suivit les traditions que son père et son arrière grand-père lui avaient léguées avec « leurs longs et étroits états. » Il communiqua seulement à cette monarchie soldatesque et bourgeoise dont il était l'héritier la gloire de ses actions, le prestige de sa renommée, cette grandeur qu'imprime le génie à tout ce qu'il touche. Sa philosophie lui servit à s'affranchir de tous les préjugés qui auraient pu nuire à sa politique, jamais elle ne lui coûta rien. Si pénétré qu'il pût être du grand principe de l'égalité des hommes, il entendait que l'ordre régnât chez ses peuples comme dans ses régimens, que chacun connût sa place et s'y tînt; il attachait une extrême importance à la distinction des classes, au maintien de la hiérarchie sociale. Le métier de roi était considéré à Berlin comme l'art de tirer des hommes tout ce qu'ils peuvent donner sans les excéder, de les condamner au labeur sans les réduire au désespoir, de tenir les sources de la richesse publique toujours ouvertes sans les jamais tarir. Le grand Frédéric s'occupait beaucoup de l'élève du mouton; il fit venir des béliers d'Espagne pour améliorer l'espèce; il s'occupait plus encore de l'élève de l'homme; c'était son art de prédilection. « Les petits états, disait-il, peuvent se soutenir contre les plus grandes monarchies, lorsque ces états ont de l'industrie et beaucoup d'ordre dans leurs affaires. » Pour faire jouer à un petit état le rôle d'une grande puissance, la royauté prussienne s'efforça d'apprendre à ses sujets deux grandes choses, le travail, qui supplée à la richesse, et la discipline, qui supplée à la force, parce qu'elle est elle-même la plus grande des forces.

Toutefois, si la discipline et le travail, conduits par le génie, suffisent pour mettre un pays en état de soutenir une guerre de sept

ans contre toute l'Europe, ce n'est pas assez pour faire un peuple. Ce qui fait un peuple, c'est l'esprit public, et l'esprit public est tué par l'excès de gouvernement. Une nation qui n'est jamais appelée à vouloir ne peut avoir le cœur patriote. Exclue de toute participation aux affaires de l'état, elle les considère comme les affaires de ses maîtres et se désintéresse de ses propres destinées, dont elle ne se sent pas responsable. Pour que la Prusse devînt ce qu'elle est devenue, il lui fallait des malheurs, et les malheurs ne lui ont pas manqué. Au commencement de ce siècle, la royauté prussienne, livrée à des intrigues de cour et de cabinet, éblouie de son renom et de cet imposant édifice que le grand Frédéric avait maçonné de ses mains victorieuses, surtout trop confiante en ses mercenaires, se souvenant trop de Leuthen et de Rossbach, tenta une formidable aventure qui lui devint funeste. Ce fut assez d'une bataille, et elle se trouva sans armée, n'ayant plus dans la main que la moitié d'une épée, en proie à l'épouvante, voyant ses forteresses se rendre l'une après l'autre sans coup férir, et ses peuples à terre, sous le genou du vainqueur, moins inconsolables qu'étonnés de leur désastre. Ce fut comme un écroulement, comme une banqueroute. La paix de Tilsitt lui ôta d'un coup ses provinces polonaises, Dantzig, tous ses territoires compris entre l'Elbe et le Rhin. De six milliers de milles carrés, il ne lui en restait que trois mille; de dix millions de sujets, elle était réduite à cinq, et elle avait à payer d'écrasantes contributions qui semblaient devoir épuiser pour bien longtemps toutes les sources de son revenu.

On pouvait croire que c'en était fait de la Prusse, qu'elle allait être rayée du nombre des nations qui comptent dans l'histoire. Cependant le jour de sa défaite fut le commencement de sa vraie grandeur, Iéna lui rapporta plus encore que toutes les victoires du grand Frédéric. Il n'est pas à craindre qu'elle oublie jamais les noms de Stein, de Scharnhorst, de Hardenberg, de ces demi-étrangers qu'elle avait eu la bonne fortune de prendre à son service et qui lui donnèrent ce qui lui manquait encore, — les vertus civiques, sans lesquelles un peuple n'est qu'un troupeau. Ces grands esprits croyaient aux forces morales; rendre aux âmes leur ressort, qu'avaient affaibli ou brisé les abus du gouvernement militaire, du règlement et de la bureaucratie, ce fut tout le secret de leur politique. On les vit attaquer résolûment les servitudes féodales qui pesaient sur le paysan, lui donner accès à la propriété, lui permettre de se racheter de ses corvées et de ses prestations personnelles, le relever de son abaissement, — puis conférer aux villes des franchises et des libertés, le choix de leurs magistrats et de leurs représentans, une constitution municipale fondée sur la participation de tous aux affaires

publiques, — et d'une part préparer de vastes projets d'instruction populaire, de l'autre fonder à Berlin une université ouverte à la science libre, où l'éloquence d'un Fichte allait trouver une chaire et une tribune, — enfin réformer l'état, enlever la direction des affaires au cabinet royal pour la rendre au ministère, et, changement plus hardi que tous les autres, reconstituer l'armée en proclamant ce principe tout nouveau, que l'armée c'est le peuple, que le régime des enrôleurs avait fait son temps, que tout Prussien de dix-huit à vingt-cinq ans, sans distinction de naissance ni de classe, se devait au service de son pays, et qu'en retour les grades étaient désormais accessibles à tous.

Le malheur et la nécessité sont nos dieux, a dit un Prussien. Les institutions que ses désastres lui rendaient nécessaires et qui l'ont mise en état de les réparer, la Prusse les a conservées dans la prospérité, et l'habitude les lui a rendues supportables. C'est ainsi que s'est formée la Prusse d'aujourd'hui, dont le tempérament politique étonne l'étranger, pays d'obéissance et de raisonnement, d'esprit militaire et d'esprit public, d'instruction populaire et de préjugés de caste, et, pour tout dire, pays où une royauté de droit divin gouverne une société fondée sur deux institutions républicaines, l'enseignement obligatoire et le service militaire universel. Tel est le miracle opéré par Iéna.

La plupart des peuples anciens, a dit Montesquieu, vivaient dans des gouvernemens qui ont la vertu pour principe, et, lorsqu'elle y était dans sa force, on y faisait des choses que nous ne voyons plus aujourd'hui et qui étonnent nos petites âmes. Cette vertu politique dont parle Montesquieu, et qui consiste dans l'amour du pays et des lois, dans l'attachement passionné pour l'intérêt général, est un triomphe de l'éducation sur la nature. Aussi l'état antique était-il fondé sur l'éducation, ou, pour mieux dire, sur une double éducation, celle que l'état donne au citoyen en l'instruisant, et celle que le citoyen se donne à lui-même en servant l'état; on retrouve en Prusse quelque chose de pareil. Tout Prussien passe par l'école et par l'armée; sous cette double discipline, il apprend à connaître et à servir son pays. Il en résulte que dans cette nation très monarchique et très féodale il règne quelque chose de l'esprit républicain de l'antiquité, un dévoûment raisonné à la chose publique, je ne sais quelle étrange combinaison de sujets et de citoyens. Si le grand Frédéric revenait au monde, assurément il reconnaîtrait la Prusse, elle tient encore de lui; pourtant il la trouverait bien changée. C'est que le malheur l'a greffée.

III.

Il semble que, les Prussiens étant le peuple le plus discipliné de la terre, la Prusse doit être le pays du monde le plus facile à gouverner. Qu'un Français qui aurait eu le bonheur d'assister à quelques-unes de ces charmantes conversations électorales qu'on entend aux Folies-Belleville et ailleurs se transporte d'une seule traite de Paris à Berlin; après avoir employé quelques jours à prendre langue, il sera sûrement tenté de se dire : « Heureux pays où règne l'ordre et la tranquillité! heureux pays où un flegme naturel, aidé d'habitudes contractées dès l'enfance, met une sourdine aux passions des partis, où l'on se croit tenu d'avoir le sens commun, où les exagérations dangereuses ont peu de chances de succès, où les têtes façonnées par le casque ont peu de goût pour le bonnet rouge! Il est ici des convenances que tout le monde observe, des institutions que personne ne discute, des respects universels. Heureux pays, heureux gouvernans surtout, auxquels leurs peuples font des loisirs! » Et si ce Français transporté à Berlin avait lu Montesquieu, peut-être se souviendrait-il de ce mot : « le bon sens et le bonheur des particuliers consistent dans la médiocrité de leurs talens et de leurs fortunes; un pays où les lois auront formé beaucoup de gens médiocres se gouvernera sagement. »

S'il en restait sur sa première impression, ce Français risquerait de se tromper gravement. En France, tout est clair, apparent, tout est bruyant; les maladies politiques et sociales y poussent tout de suite à la peau, la tête se prend, le pouls bat la campagne, et le premier venu, sans être médecin ni sorcier, peut dire : Voilà une fièvre de cheval qui sûrement emportera son homme. Pourtant il arrive quelquefois que l'homme est plus fort que la fièvre, et qu'au moment où l'on se dispose à l'enterrer, il se ravise et se décide à vivre. En Allemagne, les maladies sont compliquées et silencieuses; les gouvernemens s'y trouvent aux prises avec des difficultés dont ils ont seuls le secret, avec des dangers occultes, avec des embarras sourds. Malgré les apparences, c'est une question de savoir si la Prusse d'aujourd'hui est plus facile à gouverner que la France.

Si Prussiens que soient les Prussiens, et quelque peine que se soit donnée leur gouvernement pour les façonner, à plus d'un égard ils sont restés Allemands, et on retrouve chez eux plus d'un trait du caractère germanique, entre autres ce *particularisme* de province, de clocher, de métier, qui est le signe de la race, et que M. de Bismarck a peint d'une manière piquante dans l'un de ses plus remarquables discours. « Les Allemands, disait-il, n'ont pas seulement un patriotisme de ville et de village, tel que ne le connaissent ni les

Slaves ni les Romans; ils ont encore un patriotisme divisionnaire, un patriotisme de boutique et de bureau. Chez nous, un employé de la poste considère comme pays étranger tout ce qui n'appartient pas à son département; il traite en ennemis tous les autres services publics et s'applaudit des mauvais tours qu'il peut leur jouer au profit de l'administration dont il relève. » Le particularisme est partout en Prusse, et d'abord dans les provinces, qui, en dépit de la bureaucratie, ne sont point disposées à abdiquer leur caractère, leurs coutumes, leurs traditions. Le Provençal et le Picard diffèrent plus entre eux de visage, d'allure, de tour d'esprit, que le Poméranien et le Westphalien; mais vous trouverez chez eux un fonds commun d'idées et d'habitudes sociales. Il n'en va pas ainsi en Prusse. Si le Français dont nous parlions visitait tour à tour la province rhénane et l'une des provinces orientales de la Prusse, il serait bien surpris des différences qu'il observerait. Sur les bords du Rhin, il aurait eu affaire à un pays d'industrie où domine l'esprit démocratique, vivant sous le régime du code Napoléon et très attaché à ce régime, une sorte de Belgique allemande. Dans les provinces orientales, il verrait des populations qui ont gardé beaucoup de souvenirs du régime féodal, des campagnes d'où le servage n'a entièrement disparu que depuis dix-huit ans, les terres distinguées en terres nobles et en terres roturières ou vilaines, les propriétaires des domaines nobles exerçant un patronage sur la commune, remplissant les fonctions d'un bailli et d'un juge de paix, faisant la police locale, nommant le pasteur et le préposé communal, inspectant l'école, tout-puissans dans les assemblées de cercle, où ils siégent de droit. S'il parcourait le code civil de ces provinces, le fameux *Landrecht*, il s'apercevrait qu'il repose sur la distinction des trois classes, nobles, bourgeois et paysans, lesquelles ont leur représentation particulière dans les assemblées provinciales. A chaque pas, il rencontrerait des conflits de pouvoirs et de juridiction. On lui apprendrait qu'en Prusse c'est le clergé qui fait les mariages et le magistrat qui prononce les divorces, et qu'il arrive souvent qu'un divorcé ne peut user du droit de se remarier, faute de trouver un ecclésiastique qui reconnaisse pour évangéliques les motifs du tribunal, de telle sorte qu'en Prusse on peut à la fois être divorcé et ne l'être pas. Notre Français s'étonnerait que dans un pays où l'école obligatoire et le service militaire universel doivent rapprocher toutes les classes, la société soit en proie aux idées de caste et du haut en bas partagée en couches impénétrables les unes aux autres. Certaines anecdotes berlinoises mettraient le comble à ses étonnemens. Il arriva, il y a peu d'années, qu'un homme de qualité s'éprit d'une danseuse et l'épousa. Il en eut un enfant, auquel il légua sa fortune en mourant. Les collatéraux, frustrés de leurs espérances, attaquèrent le testa-

ment et plaidèrent la nullité du mariage, le *Landrecht* interdisant les unions entre la noblesse et la petite bourgeoisie; mais ce même *Landrecht* a fait aux artistes la gracieuseté de les classer parmi la grande bourgeoisie. Le tribunal fut embarrassé; une danseuse est-elle, oui ou non, une artiste? On jugea que celle qui danse des solos fait de l'art, mais que le corps de ballet est de petite bourgeoisie. On feuilleta les registres de l'Opéra, il fut constaté que la ballerine en question avait dansé une fois un pas seul. Le mariage fut déclaré valide, et l'enfant hérita. Que d'émerveillemens pour un Français! Il avait pu se croire chez lui à Cologne et à Dusseldorf; à Berlin déjà, il est dépaysé; que sera-ce en Poméranie! Il se demandera s'il y a deux Prusses ou s'il n'y en a qu'une.

Les diversités provinciales et l'organisation hiérarchique de la société compliquent la tâche d'un gouvernement, mais ne sont pas des obstacles invincibles à la bonne marche des affaires. Il a été dit depuis longtemps qu'on ne s'appuie que sur ce qui résiste; dans l'intérêt même du pouvoir, il est bon qu'une société soit défendue contre ses usurpations ou ses fantaisies par des barrières naturelles. L'Allemagne jouit de nombreuses libertés qui lui sont plus chères que la liberté même. Ces droits, ces prérogatives de classes ou de corporations, qu'un gouvernement doit ménager et concilier, l'empêchent de verser d'un côté, contribuent au maintien de la balance politique. Ajoutez à cela l'esprit pointilleux de l'Allemand, toujours prêt à chicaner non-seulement sur le fond, mais sur la forme. Bridoison n'avait pas tort, les formes sont une grande chose, car elles sont de grands empêchemens, et on doit désirer que les sociétés ne soient pas trop faciles à conduire, qu'un gouvernement ne puisse pas tout, qu'il soit soumis comme le commun des mortels à la dure loi du travail, qu'il mange son pain à la sueur de son front.

En revanche, il est essentiel aussi qu'en dépit de toutes les divergences d'intérêts et d'opinions il y ait dans un peuple un fonds commun de sentimens et d'idées d'où procèdent ses lois et ses institutions. Il faut que les partis aient entre eux des points de contact pour qu'à certains momens, chacun d'eux relâchant de ses prétentions, ils puissent transiger ensemble. A cette condition seulement la vie législative d'un peuple est possible, car toute loi est l'œuvre d'une transaction. Un pays où les premiers principes des partis sont diamétralement opposés, où ils vivent côte à côte sans pouvoir converser, comme des étrangers qui ne parlent pas la même langue, est condamné à l'impuissance législative ou à de perpétuels conflits que le pouvoir se chargera de résoudre par des coups d'autorité.

Il est curieux de comparer à cet égard la France et la Prusse. Il semble au premier abord que l'avantage soit du côté de celle-ci. La

France est un pays où l'on discute tout, la Prusse est un pays où il y a certaines choses que l'on ne discute pas. « Quel usage font les Français du droit de réunion? disait un Allemand. Au bout de vingt minutes, ils ont discuté Dieu, la propriété et l'empereur. » La révolution, en remuant le sol de la France jusque dans ses profondeurs, a mis à découvert, selon l'expression d'un publiciste, les racines du pouvoir. Le flambeau d'une inexorable critique, agité par des mains sanglantes, a promené sa lumière dans les recoins les plus obscurs de la constitution sociale; il n'y a plus dans la politique française de mystères sacrés ni de dieu inconnu; la France n'a plus de dogmes ni de préjugés, et la vie est difficile pour un peuple sans préjugés. En Prusse, rien de pareil. Gouvernée depuis quatre siècles et demi par une famille qui a traversé avec le pays des fortunes diverses et partagé avec lui ses bonheurs et ses malheurs, la Prusse est une nation profondément dynastique, et le paysan poméranien, comme le propriétaire de terres nobles, n'a garde de distinguer dans ses affections le roi de la patrie. Peut-il seulement se les représenter l'un sans l'autre? Au surplus, ce paysan a reçu l'éducation de la caserne et des camps, il a été soldat. Qu'est-ce qu'un soldat? C'est un homme qui apprend à se tenir à sa place et à son rang, parce qu'il est encadré. Un caporal à droite, un caporal à gauche, maintiennent l'alignement. Nombre de Prussiens, après avoir quitté le service, restent toute leur vie encadrés et alignés. Regardez-les marcher, écoutez-les parler; les deux caporaux sont toujours là. Réussira-t-on jamais à encadrer l'indiscipline française? La France, comme on l'a remarqué, est une nation belliqueuse, elle n'est pas une nation militaire.

Toute étoffe a son revers et son endroit. Si la révolution a eu l'inconvénient d'inaugurer en France le régime de l'universelle discussion, d'autre part elle a tellement renouvelé la face de la société française et si bien détruit ce qui existait, que tout rêve de restauration du passé est devenu impossible. Examinez de près les cerveaux les plus réactionnaires de la France, vous y trouverez plus d'un vestige des idées de 89; les aristocrates les plus déclarés ont dans leur sang un peu de virus révolutionnaire; il n'en est point qui n'aient fait leur deuil de la vieille monarchie et des concessions à l'esprit du siècle. Napoléon Ier a régné assez longtemps pour implanter à jamais le nouveau code civil et pour asseoir la société sur ses bases démocratiques. Après sa chute, trente glorieuses années de régime constitutionnel, pendant lesquelles l'éloquence a gouverné, ont fortement enraciné les habitudes parlementaires, et au lendemain d'une réaction dictatoriale provoquée par des crises violentes la France y revient comme par la force naturelle des choses.

Ainsi la France est le pays où l'on discute tout; mais la France

est aussi le pays où, par l'effet d'une révolution victorieuse qui de ses mains puissantes a repétri toutes les têtes, certaines idées sont entrées dans le domaine public, et d'autres en sont sorties à jamais, sont démodées, hors de cours, — on ne les rencontre plus que dans les musées d'antiquités, chez les marchands de bric-à-brac. En Prusse, il en va tout autrement; on n'y a point encore établi la prescription contre les vieilles idées; en fait de principes, tout y est possible. A Berlin, dans cette ville de la science, vous rencontrez à chaque pas des revenans qui ne se doutent point que l'horloge de l'université a sonné midi; la lumière ne les incommode pas, ils cheminent hardiment sans cligner des yeux. Il n'y a jamais eu en Prusse de révolution qui, s'imposant à tous les esprits avec l'évidence d'un fait accompli et irréparable, ait bouleversé et entremêlé toutes les couches sociales, renouvelé l'opinion publique et l'âme de la nation. Les idées démocratiques et constitutionnelles y ont pénétré du dehors; ces importations étrangères ont fait un silencieux et rapide chemin parmi les classes moyennes, elles ont été répudiées avec horreur ou mépris par tous les privilégiés. Ces notions élémentaires de la société moderne, qu'on appelle les principes de 89, et qui sont le bien commun de tous les partis en France et de tout ce qui pense en Europe, vous n'en trouveriez pas trace dans ces têtes carrées et casquées qui composent le grand parti conservateur prussien. Ne leur parlez pas d'accommodemens, de transactions; la révolution est pour elles le choléra-morbus, on ne traite pas avec le choléra. L'homme qui se chargea de rédiger et de proclamer leur *credo* politique, le fameux professeur Stahl, ne fit que traduire en allemand et en luthérien Joseph de Maistre et de Bonald. Encore les a-t-il expurgés : les fantaisies géniales de l'un, les hardiesses spéculatives de l'autre l'inquiétaient : tous deux lui semblaient avoir trop d'esprit, bien que lui-même en eût beaucoup; mais il avait mis le sien au régime de la discipline prussienne et d'une vieille orthodoxie qui catéchisait : on ne saurait lui reprocher d'avoir jamais exposé son drapeau par aucune imprudence, de l'avoir jamais déshonoré par aucun compromis. Des partis qui ne s'accordent rien et ne s'accordent sur rien, des corps de doctrines armés en guerre et qui sont condamnés à la lutte à outrance et sans merci, voilà le spectacle que présente la Prusse et qui fait de l'héritage du grand Frédéric un pays de gouvernement difficile et périlleux.

Le parti conservateur prussien, qu'on appelle aussi le parti féodal, le parti de la Croix, le parti des *junker* ou des hobereaux, est un phénomène curieux et qui ne ressemble à rien. On n'en peut trouver l'analogue dans le vieux torysme anglais, qui, en dépit de ses préjugés, est trop rompu au maniement des affaires, au grand

jeu du gouvernement, pour s'obstiner contre l'esprit moderne, et possède cette indépendance d'esprit attachée aux grandes fortunes et aux situations incontestées. Le *junkerthum* prussien n'a rien de commun non plus avec cette aristocratie légitimiste de France qui, liée par ses sermens, par ses souvenirs, par ses regrets, s'est retirée de la vie publique, et désintéressée des événemens. Il rappelle encore moins cette aristocratie du XVIIIe siècle qui avait employé ses loisirs à lire les philosophes, que Voltaire avait émancipée, à qui Rousseau avait tourné la tête, dont les imprévoyances égalaient les générosités, et qui, pour l'amour des idées nouvelles, fit dans la nuit du 4 août le glorieux abandon de ses priviléges. Les conservateurs de Prusse n'ont jamais rien abandonné. La suppression graduelle du servage et des redevances féodales leur fut imposée d'en haut, et il a fallu un demi-siècle pour avoir raison de leurs résistances. Ils tiennent d'autant plus aux prérogatives qui leur restent. La royauté de droit divin et l'armée, voilà pour eux la Prusse; la seule réforme qu'ils rêvent serait une décentralisation qui affaiblirait la bureaucratie, accroîtrait les pouvoirs des diètes provinciales où leur influence est souveraine, et mettrait l'administration en leurs mains. La démocratie et le parlementarisme sont à leurs yeux des idées étrangères, exotiques, que tout bon Prussien doit réprouver; ils y voient aussi les inventions d'une philosophie raisonneuse et mécréante; le principe du gouvernement représentatif est la défiance, et le catéchisme luthérien ordonne de croire. Ils croient, ils ont une religion politique.

Ce qui fait leur force, c'est qu'il n'est pas en Europe d'aristocratie plus attachée à ses devoirs, plus travailleuse et plus méritante. S'ils tiennent à leurs priviléges, ils en acceptent aussi toutes les charges. Ils se considèrent comme les serviteurs de l'état, ils sont toujours prêts à payer de leurs personnes. Leur richesse, qui va rarement jusqu'à l'opulence, ne les a point amollis; le repos et les loisirs ne sont point ce qui les tente. La royauté qu'ils servent leur a donné quelque chose de son tempérament; ils méprisent le faste et l'oisiveté. On peut les traiter de barbares, ils ne s'en offenseront point. Les arts, les spectacles, les plaisirs de l'esprit, les raffinemens de la civilisation ont pour eux de médiocres attraits; ils n'ont garde de s'y connaître, pareils à ces sénateurs romains qui rougissaient de savoir le grec et le nom de Praxitèle. La littérature est à leur sens une sorte de baladinage supérieur, et le journalisme un mal nécessaire. On pourrait définir la Prusse un pays où tout le monde sait lire et où l'aristocratie ne lit pas. Ces *junker* vont, eux aussi, droit au solide; ils ne sont jaloux que de leur influence, ils font tout pour la conserver. L'une des choses qui frappent l'étranger à Berlin, c'est le petit nombre des hôtels particuliers. L'aristocratie n'a point con-

tracté l'habitude de venir passer ses hivers dans la capitale pour s'y livrer aux plaisirs de la société et du monde. Le *junker* ne se rend à Berlin que pour ses affaires, qui sont en général les affaires du pays. L'*absentéisme* n'est pas une maladie prussienne. Le propriétaire de terres nobles quitte le moins possible sa province; il n'a le plus souvent ni fermiers, ni métayers; il cultive lui-même, avec ses journaliers, son domaine, qui embrasse souvent tout le territoire d'une commune; il connaît son monde, et son monde le connaît; on le voit à l'œuvre, il administre, il gère, il inspecte, il surveille, il fait la police des familles, il encourage, il punit; en cas d'accident ou de sinistre, c'est à lui qu'on s'adresse; son coffre-fort est le fonds de réserve de la commune; il pourvoit à l'entretien de l'école, il répare à ses frais l'église qui menace ruine; son métier de propriétaire n'est point une sinécure, et quand il sort de son château, c'est le plus souvent pour aller faire un séjour dans le chef-lieu du cercle ou dans le chef-lieu de la province, où il trouve d'autres affaires à traiter, d'autres devoirs à remplir. Comment s'étonner qu'une aristocratie si laborieuse soit une puissance?

Son caractère vient en aide à son autorité. On lui reproche l'étroitesse et l'inflexibilité de ses idées, *die junkerhafte Bornirtheit*, sa raideur gourmée et militaire, ses mépris, sa morgue. Elle a toutes les qualités de ses défauts, et les premières de toutes, la bonne foi, la franchise. « On peut dire tout le mal qu'on voudra des féodaux prussiens, nous disait à Berlin le représentant d'une petite puissance très démocratique. Ils sont tout d'une pièce, entiers dans leurs idées, hérissés de préjugés, raides comme des barres de fer; mais ils possèdent la plupart une grande qualité, bien rare dans ce siècle de maquignonnage, une parfaite droiture qui me confond. Nous autres démocrates, la vie politique nous a tous plus ou moins gauchis. » Il est facile d'avoir le courage de ses opinions quand on sait clairement ce qu'on veut, et c'est l'avantage qu'ont les conservateurs prussiens sur leurs adversaires. La *Gazette de la Croix*, qui est peut-être le journal de Prusse le mieux rédigé et le plus spirituellement écrit, n'a jamais recouru aux artifices de la rhétorique et de la casuistique pour rendre ses idées acceptables. Dieu et le roi, le gouvernement providentiel du monde, l'omnipotence d'une royauté de droit divin qui a reçu mission de façonner les peuples à l'obéissance, le mépris absolu des fictions constitutionnelles, la haine de l'égalité, la doctrine nettement avouée que les députés sont de simples locataires et que le propriétaire est libre de les mettre à la porte quand bon lui semble, voilà ce qu'enseigne tous les jours le principal organe du conservatisme prussien. Le parti a bien été quelquefois en délicatesse avec la royauté; il n'a pas toujours approuvé sa politique étrangère, cette politique de la main libre qui

est prête à essayer de tout, à s'allier même avec la révolution quand il y a gros à gagner. En 1866, les féodaux ont eu peine à pardonner à leur roi son entreprise contre la légitimiste Autriche, son alliance avec l'Italie, qui était une mésalliance; leur conscience s'alarma, et pour accepter les annexions ils ont dû raisonner beaucoup. Heureusement un Prussien ne raisonne jamais en vain; si rigides que soient ses principes, sa conscience finit par se réconcilier avec son bonheur. Le roi Guillaume disait aux Hanovriens : « Je vous prends, parce que la Providence le veut et que je dois une indemnité à mes peuples. » De leur côté, les nationaux-libéraux leur disaient: « Vos princes sont peu regrettables, c'étaient des despotes. N'êtes-vous pas heureux et fiers de faire partie d'un grand pays qui sera libre un jour ou l'autre... plutôt l'autre, mais qu'importe? — Hanovriens, s'écriait à son tour la *Gazette de la Croix*, vous regrettez vos princes légitimes, ce sentiment vous honore; cependant il est bon de considérer que les volontés de Dieu sont supérieures à toutes les légitimités humaines. Dieu vous a donnés à la Prusse pour vous châtier; vous aviez péché contre lui de diverses manières, surtout en refusant ce catéchisme que votre roi voulait vous imposer, catéchisme purifié de tout accommodement avec le siècle et qui enseignait la doctrine du diable et des peines éternelles dans toute sa sainte crudité. Considérez aussi que les petites monarchies allemandes étaient des boulevards insuffisans contre les deux fléaux des sociétés modernes, la démocratie et la libre pensée. Vous n'étiez pas assez protégés, vous le serez bien mieux par cette glorieuse royauté prussienne, qui est ici-bas le champion de Dieu, le bras du conservatisme religieux et politique. » Que de consolations variées reçoivent de toutes parts les Hanovriens! Hélas! Rachel refuse de se laisser consoler.

Le parti libéral est loin d'offrir la même consistance que ses adversaires. D'abord il s'affaiblit par ses divisions intestines, que les événemens ont envenimées. L'accord est difficile entre les nationaux-libéraux, pour qui l'unité de l'Allemagne est une affaire qui a le pas sur toutes les autres, et les progressistes, qui, sans renoncer à l'unité, ne la croient possible que par la liberté. Les uns et les autres ont à se défier du socialisme, lequel a fait de rapides progrès dans la classe ouvrière, et se compose lui-même de sectes diverses, dont les unes arborent les couleurs de la république, tandis que les autres professent l'indifférentisme politique, et dont les intrigues et les violences ont fait souvent le compte du gouvernement. Il y a peu de semaines, l'un des chefs et le plus éloquent orateur du parti progressiste, M. Lœwe, avait essayé de porter devant une assemblée populaire la question du désarmement général. Le *meeting* pacifique a été dissous par des bandes de socialistes armés de gourdins. L'un d'eux a cru devoir expliquer qu'on aurait

tort de voir la main de M. de Bismarck dans cette échauffourée : explication ingénue que personne ne lui demandait.

« Nous autres libéraux, disait un Berlinois à un Français, nous vivons entre l'enclume et le marteau; nous sommes condamnés à nous défier de tout le monde, de ce qui est au-dessus de nous comme de ce qui est au-dessous. Notre plus grand malheur, c'est que nous n'avons qu'un point d'appui mal assuré et chancelant. La Prusse n'a jamais été assez riche pour pouvoir se donner le luxe d'une *classe politique*. Elle n'a rien qui ressemble à cette *gentry* anglaise qui a le double avantage d'avoir des lumières et des loisirs, et qui se consacre aux affaires publiques. Nous n'avons pas non plus le pendant de cette riche et vaillante bourgeoisie française qui a fait bien des sottises, mais qui sait quelquefois les réparer, et force ses gouvernemens à compter avec elle. Le sens politique, l'intelligence des intérêts généraux sont moins répandus en Prusse qu'en France. L'Allemand s'enferme volontiers dans le cercle des intérêts prochains et municipaux, il est excellent administrateur, et ses villes, avec ce qu'elles possèdent de *self-government*, gèrent à merveille leurs petites et grandes affaires; mais nos classes moyennes, soit inertie naturelle, soit préoccupation du travail quotidien, soit défaut de culture, sont atteintes d'une disposition à l'indifférence politique, et nous avons grand'peine à dégourdir leur indolence de philistins. Que vous dirai-je? Quand il y a au Palais-Bourbon une discussion orageuse, c'est l'événement de Paris, le sujet de toutes les conversations, et le soir l'écho en retentit dans tous les salons. Berlin est un lieu sourd; ce qui se passe au parlement ne fait point de bruit au dehors : il n'y a que les tambours qui soient toujours sûrs d'être entendus. Et que sont la plupart de nos députés? Des gens qui ont peu de loisirs et des affaires qu'ils sont obligés de laisser en souffrance. Beaucoup aussi sont fonctionnaires, car une loi des incompatibilités est impossible en Prusse. Les hommes nous font tellement défaut que, si vous vouliez exclure les fonctionnaires de la chambre, vous ne réussiriez pas à former un parlement qui ait quelque intelligence politique. On ne sait pas assez à l'étranger ce qu'il faut de vertu pour être député libéral à Berlin. En sortant de l'université, les jeunes gens qui se destinent au service de l'état se préparent pendant trois ou quatre ans à leur examen, souvent ils attendent plusieurs années encore avant d'attraper une place de 500 thalers. C'est de cette place qu'ils vivent; s'ils la perdaient, ils seraient sur le pavé. De là dépendance complète; mais au bout d'un certain temps ils se redressent, et c'est dans cette classe d'hommes, qui semblaient voués à l'éternelle soumission, que le gouvernement a souvent rencontré ses plus courageux adversaires. Voilà, je pense, qui fait honneur à la dignité prussienne. Quant aux autres, avocats,

fabricans, pendant qu'ils donnent leur temps et leurs peines à la chose publique, leurs affaires chôment, et ils trouvent, en rentrant chez eux, un formidable arriéré à liquider. Aussi ne peuvent-ils guère s'occuper des intérêts de l'état dans l'intervalle de deux sessions. C'est pour cela que M. de Bismarck les traite de *dilettanti*. Il en parle à son aise. Si nos députés avaient des rentes et qu'ils pussent consacrer douze mois par an à leur violon, ils deviendraient, eux aussi, des artistes. Puisse le dieu tutélaire de la Prusse donner des lumières à nos conservateurs ou des loisirs à nos libéraux! Puisse-t-il aussi faire croître en nombre et en force ces conservateurs libéraux qui sont plutôt une fraction de parti qu'un parti, mais qui pourront un jour nous rendre des services! Pour le moment, c'est le génie qui nous gouverne, et cela coûte très cher. Nous n'avons pas encore acquitté les arrérages de Sadowa. »

En attendant que le dieu tutélaire de la Prusse exauce ce triple vœu, il devrait l'aider à réformer sa constitution. La Prusse a adopté le système des deux chambres, lequel n'est salutaire, n'est praticable qu'à la condition que la chambre haute joue le rôle de modérateur, et se constitue en cour d'appel politique. Quand l'un des partis dominans d'un pays exerce la prépondérance dans la chambre élective et que le parti adverse vient se grouper dans la chambre haute en masse compacte, quand ces deux partis sont de telle nature que toute conciliation est impossible entre eux, quand on est assuré d'avance que si l'une des chambres dit oui, l'autre dira non, et que tout projet de loi semblera trop peu libéral à celle-ci, trop révolutionnaire à celle-là, la vie politique devient en quelque sorte impossible. On a inventé les sabots pour ralentir la marche des voitures, non pour l'arrêter. La Prusse semble condamnée à l'enraiement perpétuel. La roue grince, crie, et l'on plaint les chevaux, qui soufflent et piétinent sur place; mais il se pourrait faire qu'un jour le sabot cassât.

IV.

Il semble que dans un tel état de choses le rôle de médiateur appartienne à la royauté, qu'il lui siérait de tenir la balance entre les partis. Il en a été plus d'une fois ainsi. On a vu la couronne user de son ascendant sur ses amis de la chambre des seigneurs pour leur arracher des concessions que le pays réclamait, souvent même elle les a tancés, rudoyés : leurs intérêts ne s'accordent pas toujours avec les siens, ni ses ambitions avec leurs préjugés; mais dans toutes les questions doctrinales, dans celles qui touchent au principe du gouvernement, elle prend son point d'appui dans le conservatisme. Les préjugés de ses amis lui sont plus souvent utiles que nuisibles.

La Prusse, avons-nous dit, offre ce caractère distinctif et original d'être un gouvernement de droit divin fondé sur deux institutions démocratiques, l'enseignement obligatoire et gratuit et le service militaire universel. Or des principes opposés ne peuvent subsister longtemps face à face, l'un d'eux entreprend sur l'autre. Il ne pouvait manquer d'arriver, ou que le pouvoir se laissât modifier par les institutions, ou qu'insensiblement il les tirât à lui en les faussant. Pour savoir ce qu'est la royauté prussienne, quel esprit l'anime, il suffit d'examiner ce qu'elle prétend faire de l'école et de l'armée.

Il était admis dans les républiques anciennes que l'état doit se charger de répandre parmi les citoyens l'amour du bien public et des lois, de donner à toutes les âmes la même forme par une éducation commune. Dans l'antiquité, tout était simple; dans les sociétés modernes, tout est compliqué. A Sparte, la religion se confondait en quelque sorte avec l'état; le prêtre n'était qu'un fonctionnaire civil, et les dieux avaient été sécularisés comme le clergé. L'avénement du christianisme dans le monde a tout changé; l'église et l'état sont devenus deux puissances absolument distinctes l'une de l'autre, et qui, le plus souvent rivales, engagées dans d'insolubles conflits, poursuivent dans l'éducation des buts différens, quelquefois contraires. L'état se propose de faire des citoyens, l'église de faire des croyans, et les vertus civiques ne s'accordent pas toujours avec les vertus confessionnelles.

La question des rapports de l'église et de l'école est aujourd'hui en Allemagne sur le premier plan. Des bords du lac de Constance jusqu'à Breslau, dans les chambres, dans les congrès comme dans les assemblées populaires, on la discute, on la résout en des sens divers, et partout elle passionne les esprits. Il semble que ce problème offre moins de difficultés dans les pays protestans. Un clergé marié a des intérêts communs avec la société, un clergé national ne dépend point d'un souverain étranger. En Prusse, le roi est le chef, le patron de l'église évangélique, son évêque, et il la gouverne par l'entremise d'un haut conseil ecclésiastique qui relève directement de lui; mais depuis longtemps la Prusse est devenue par ses conquêtes un pays mixte. Le catholicisme y est dominant dans quatre provinces, Posen, la Silésie, la Westphalie et le pays rhénan; c'est la religion d'un tiers de la population totale de la Prusse. La royauté prussienne, à qui le sens politique ne fit jamais défaut, a très franchement accepté cette situation; elle a pris pour règle de sa conduite un système d'équité en matière religieuse auquel on a donné le nom de *paritarisme*, et Rome a eu rarement à se plaindre de ses relations avec Berlin. « Un ministre ou un prince protestant, a dit un jour M. de Varnbüler, a ce grand avantage dans ses rapports avec le saint-père qu'il ne peut être mauvais catholique. »

Il n'en est pas moins vrai que, dans un pays qui possède deux religions nationales, le système de l'éducation officielle et obligatoire présente de sérieuses difficultés. Quelle place l'état y fera-t-il à l'église? La religion sera-t-elle tenue à l'écart de l'école, et si elle y a ses entrées, comment concilier entre elles les prétentions des deux confessions rivales? Comment accorder les exigences de l'une et de l'autre avec les droits de l'état?

Le système qui semblerait à la fois le plus logique et le plus libéral, qui est en effet recommandé par les libéraux, consisterait à donner à l'école un caractère essentiellement laïque. L'état professerait le principe que, dans une nation où les sujets sont appelés à être des citoyens, où l'esprit public doit prendre la place de l'obéissance servile, une certaine instruction générale est un objet de première nécessité. La loi obligerait tous les enfans à fréquenter l'école jusqu'à l'âge de quatorze ans, et dans cette école ils recevraient un enseignement primaire sans couleur confessionnelle; ils apprendraient à connaître leur pays, sa géographie, son histoire, et cette morale universelle qui est commune ou supérieure à toutes les confessions. Catholiques ou protestans, la Prusse, par l'intermédiaire du maître d'école, ferait de tous ses enfans des Prussiens aussi raisonnables et aussi honnêtes que possible, des Allemands du XIXe siècle. Quant à l'enseignement religieux, les libéraux ne demandent pas, ce qui pourtant serait conforme au principe, qu'il soit simplement facultatif, et que sur ce point l'état s'en rapporte à la liberté des pères de famille, aux décisions de leur conscience. Ils estiment que cet enseignement doit être obligatoire comme le reste et se donner dans le local de l'école; ils demandent seulement qu'on le mette à part, qu'on le distingue soigneusement des études communes à tous, et que ce soit la seule branche de l'instruction populaire qui dépende du clergé et soit soumise à son inspection. Bref, pour nous servir de leur langage, ils désirent que l'école prussienne soit une école non-confessionnelle, où les enfans de toute confession acquièrent les notions techniques et les idées morales qui leur sont nécessaires à tous, quelles que soient leurs croyances; mais ils désirent aussi que cette école soit hospitalière pour tous les cultes, et que chaque confession soit invitée à y venir enseigner son catéchisme particulier.

Ce système aurait quelque chance d'être agréé d'une partie des catholiques prussiens à la condition que les libéraux se joignissent à eux pour réclamer du pouvoir l'absolue liberté d'enseignement, et cette prétention nous paraît légitime. « Que l'état, disent les catholiques, établisse à nos frais communs des écoles officielles où l'enseignement religieux soit considéré comme une sorte d'appendice ou de luxe, nous y consentons; mais veuillez remarquer qu'un grand

nombre de pères de famille catholiques ou protestans ont des principes absolument différens des vôtres. Ils tiennent que la religion n'est pas le superflu de l'école, qu'elle en est le nécessaire; qu'elle n'est pas le couronnement de l'éducation, qu'elle en est la racine; qu'elle doit tout inspirer, tout pénétrer de son esprit; qu'il y a une manière catholique et une manière protestante d'enseigner la géographie et l'histoire, que la loi naturelle est d'une efficacité douteuse; que la religion n'est rien sans un dogme positif, ni la morale sans un *credo* et une sanction; que croire en Dieu est peu de chose, qu'il s'agit de croire à un certain Dieu. Voudriez-vous contraindre le père de famille à envoyer son enfant dans une école où manquerait ce qui est à ses yeux l'âme et l'essence même de l'éducation? Vous êtes trop libéraux pour cela. Nous vous accordons vos écoles non-confessionnelles; en retour, unissez-vous à nous pour obtenir de l'état qu'il nous octroie la pleine liberté de fonder des écoles confessionnelles à l'usage de ceux qui font passer leur confession avant tout. » Les libéraux n'ont pas l'air d'entendre cette requête, qui les dérange; mais le gouvernement, qui a l'oreille fine, l'entend, et il en tire des conclusions dont ne se peuvent réjouir ni les catholiques éclairés ni le libéralisme conséquent.

Le gouvernement prussien a très peu de goût pour la liberté absolue de l'enseignement, telle qu'elle se pratique en Belgique. Ce ne sera jamais de ce côté qu'il ira chercher ses modèles. Il n'aurait garde d'encourager outre mesure l'enseignement privé, ni de biffer l'article de loi qui astreint quiconque veut fonder une institution particulière à subir un examen et à démontrer qu'il possède les qualités et les connaissances nécessaires au métier. En revanche, il s'empresse de reconnaître que le premier devoir de l'école est d'éduquer plus que d'instruire, et que la religion est le fondement même de l'éducation. La loi naturelle, la morale indépendante, ne lui plaisent guère; ce sont de faibles palliatifs contre l'esprit d'insubordination et de discussion. Aussi bien la théorie de l'école laïque est solidaire de la théorie de l'état laïque, laquelle n'est point admise en Prusse. A Berlin, l'état se reconnaît pour chrétien, et si l'article 12 de la constitution proclame la liberté religieuse, l'article 14 déclare que la religion chrétienne est la base de toutes les institutions qui sont en rapport avec l'exercice de la religion, article très vague et très compréhensif, où l'enseignement, bien malgré lui, se trouve englobé. Le gouvernement prussien, qui est très avisé, sait bien que, si dans l'école publique la religion n'était qu'un objet secondaire, il s'ouvrirait bientôt nombre d'écoles confessionnelles où elle serait le fondement de tout. Aussi s'est-il converti depuis longtemps au principe de l'école confessionnelle, et il se fait un devoir d'en établir deux partout où les confessions se balancent. Il n'en-

tend pas que son double clergé se dérobe à sa direction pour lui faire concurrence; il aime bien mieux l'attirer chez lui, en lui rendant sa maison agréable, en l'organisant selon son cœur. Il sait que la religion est le plus puissant de tous les moyens de gouvernement; curés ou pasteurs, il n'importe, tout peut servir, et son habile politique lui rapporte ce double profit de discipliner la religion en l'enchaînant par ses bienfaits et de l'employer à discipliner ses peuples.

Ce qui était depuis bien des années la pratique du ministère prussien, il vient d'en faire un corps de doctrines, et il a livré son secret dans le nouveau projet de loi que M. de Mühler a présenté récemment à la chambre des députés, et qui ne peut manquer de rencontrer de vives résistances et dans le camp libéral et dans les rangs des catholiques, s'ils sont prévoyans, s'ils craignent les rois et leurs bienfaits. Ce projet renferme trois dispositions principales. Il assigne à la religion la première place dans l'école, et, pour qu'on n'en puisse douter, il confère l'inspection officielle de tous les établissemens primaires au clergé, qui tiendra le maître d'école dans sa main ou sous ses pieds, à la seule charge de référer au ministère de toutes les mesures qu'il pourrait prendre, et de s'assurer de son agrément. Enfin, au mépris d'une disposition constitutionnelle, la gratuité de l'enseignement est abolie, mais l'obligation est maintenue, et tout père de famille qui négligera d'envoyer l'un de ses enfans à l'école sera passible d'une amende ou de quelques jours de prison. On ne peut dire plus clairement : « nous abolissons la gratuité en conservant l'obligation, parce que vous pourriez vous imaginer que toute charge imposée aux peuples par le gouvernement leur confère un droit corrélatif et équivalent, ce qui est contraire à nos principes, selon lesquels le peuple doit tout sans qu'on lui doive rien. Nous tenons beaucoup à ce que vos enfans fréquentent nos écoles; nous leur apprendrons à lire, à écrire, à chiffrer, et nous inviterons le clergé des deux confessions à venir s'assurer que notre arithmétique et notre géographie sont orthodoxes; il s'assurera aussi que notre catéchisme est le bon, et que le maître d'école ne se permet pas d'y faire des ratures ou des retouches inspirées de l'esprit du siècle. Nous désirons que le clergé se plaise chez nous, qu'il y soit heureux et comme chez lui. Nous avons le droit d'espérer qu'il sera sensible aux faveurs dont nous le comblons, que le catéchisme, mis par nous à la place d'honneur, se montrera reconnaissant, qu'il se souviendra que toutes les obéissances sont solidaires, et qu'il vous enseignera non-seulement vos devoirs envers le ciel, mais vos devoirs envers nous. » Voilà comment la royauté prussienne prétend faire d'une institution essentiellement libérale, dont elle a dénaturé l'esprit, un instrument de discipline. La discipline! que de fois nous avons répété ce mot! C'est qu'en écrivant sur les affaires prus-

siennes, c'est toujours le premier et le dernier qui vient sous la plume.

Il en est de l'armée comme de l'école. L'invention des Stein et des Scharnhorst a été détournée de son véritable esprit, elle n'a point eu toutes les conséquences politiques qu'on en pouvait attendre. Le service militaire universel est une institution libérale et démocratique; dans les pays où il est pratiqué sincèrement, on peut dire que l'armée est le peuple, et que le peuple est l'armée. Les Prussiens aiment à se vanter qu'il en est ainsi chez eux : nous possédons, disent-ils, la seule armée vraiment nationale; nous n'avons pas de soldats de profession, parce que chez nous le soldat c'est tout le monde. L'étranger qui arriverait à Berlin pénétré de cette idée ne tarderait pas à éprouver un certain étonnement; il est difficile d'y passer huit jours sans s'apercevoir qu'il n'est pas d'autre ville en Europe où règne à ce point l'esprit militaire. La Prusse a mille mérites; mais on ne saurait lui accorder qu'elle donne à la toge le pas sur l'épée. Dans les états du roi Guillaume, l'épaulette jouit de toutes les préséances; l'uniforme y est le grand porte-respect; qui l'a une fois endossé a peine à le quitter, et tel personnage, s'il s'avisait de se promener en redingote dans la rue, ferait autant de sensation que s'il y paraissait en robe de chambre. Durant le séjour que le prince Napoléon fit à Berlin, la foule se pressa plus d'une fois sur ses pas, attirée par la curiosité de contempler un prince en habit bourgeois. Cela n'est pas étonnant dans une ville où le président du conseil, beaucoup plus célèbre en Europe par son génie de diplomate que par sa qualité de colonel d'un régiment de cavalerie de la landwehr, se croit cependant obligé, quand il assiste aux séances du parlement, de ne se point séparer de son uniforme et de son casque. Le chancelier de la confédération du nord ne fait rien qu'à bon escient; il connaît son pays et ce qu'on y vénère. Un journaliste fort connu nous racontait qu'il était allé voir un jour M. de Bismarck, lequel, après une heure d'entretien, le congédia et le reconduisit jusqu'au seuil de son cabinet, où il s'arrêta, suivant son visiteur du regard. Le journaliste avait à traverser une antichambre qui a deux issues, l'une de face, grande et large, l'autre de côté, petite porte dérobée qui ressemble à une porte de dégagement ou de service. Il s'en allait sans penser à rien, quand un éclat de rire le fit tressaillir et se retourner. « Vous venez de me faire faire pour la centième fois, lui cria M. de Bismarck, une expérience intéressante. Tous les militaires qui sortent de chez moi s'en vont droit devant eux gagner la grande porte que voici, tous les civils obliquent à gauche et se dérobent modestement par la petite. »

L'organisation militaire de la Prusse est sans doute admirablement entendue, puisqu'elle lui a donné l'une des meilleures armées

de l'Europe; à ne la juger qu'au point de vue politique, il est difficile de convenir qu'elle ait le caractère libéral qu'on se plaît à lu attribuer. Tant vaut le principe, tant vaut l'institution; mais certains gouvernemens se font un jeu d'escamoter les principes. Il est dans l'esprit du service universel, lequel exclut toute exemption et tout privilége, que les grades soient accessibles à tous, qu'ils soient considérés, non comme le partage exclusif d'une classe, mais comme une fonction conférée par l'état aux plus méritans. C'est ce qu'avaient compris en 1808 les inventeurs du système; leurs idées n'ont pas fait souche, et après eux on est revenu bien vite aux anciens erremens. Sur deux cent huit généraux que possède actuellement l'armée prussienne, neuf seulement sont bourgeois. Cela répond du reste, si l'on excepte toutefois les armes savantes, où la bourgeoisie a su se faire sa place. Tandis qu'en France l'esprit démocratique de la société s'impose aux institutions les moins libérales, en Prusse l'esprit de caste supplante partout l'égalité, là même où la loi l'avait mise. Autre caractère du service militaire universel : il ne rapproche pas seulement l'officier du soldat en faisant du soldat un officier en espérance, il rapproche aussi le soldat du citoyen en faisant du soldat un citoyen en uniforme. Point de classe militaire, et l'armée soumise autant que possible au droit commun, voilà ce que réclame la logique du système. Que devient ce principe quand le soldat relève de tribunaux spéciaux, qui n'offrent pas même, comme en France, la garantie de la publicité, et dont toutes les délibérations sont enveloppées d'un religieux mystère, lorsque les enquêtes s'appliquent à atténuer ou à faire évanouir le délit, lorsque des violences exercées par des officiers sur des citoyens sont souvent punies de peines dérisoires, lorsque dans tout démêlé avec l'autorité civile le dernier mot reste toujours à l'administration militaire, et qu'on peut voir ce qu'on a vu dernièrement en Hanovre, un général faisant démolir de son chef un monument privé que protégeait contre lui la décision d'un tribunal? Si un tel état de choses engendre beaucoup moins d'abus qu'on ne s'y attendrait, cela tient uniquement à la modération, à l'esprit de conduite du militaire prussien, qui a l'habitude de se respecter; mais il avait raison, ce libéral qui disait : Il me déplaît que ma sûreté dépende de la vertu d'autrui. — « Durera-t-il longtemps encore, dit M. Gneist, ce régime qui livre la vie, la santé, la liberté, l'honneur et la fortune d'une population aux autorités militaires, sans protection légale et sans contrôle juridique, de telle sorte que la constitution de l'état et les tribunaux ordinaires ne subsistent plus que par tolérance? Il est certain que la plupart des conflits sont prévenus ou écartés par la sagesse des chefs et de l'administration militaire; mais il importe que la voie légale reste ouverte pour faire au besoin triompher le

droit par la contrainte...» Et il ajoute que l'armée prussienne constitue actuellement une classe à part, un état dans l'état; on ne peut trouver quelque chose d'analogue, dit-il, que dans l'église romaine du moyen âge, qui, pour tout ce qui concernait les personnes et les maximes d'administration, refusait obéissance aux lois civiles.

C'est à ce point de vue qu'il convient d'apprécier le fameux conflit que suscita la nouvelle loi militaire et qui fit si grand bruit. Il semble d'abord qu'il s'agissait dans cette querelle de cinq ans d'une simple question d'économie et de compétence, le roi s'attribuant la faculté de réformer l'armée sans avoir à demander à la chambre autre chose que les subsides nécessaires, la chambre revendiquant d'une part son droit de voter sur le principe, et de l'autre s'opposant aux nouvelles charges qu'on allait faire peser sur le pays. Des intérêts plus importans encore étaient engagés dans le débat : le projet de réforme était un pas de plus dans la voie du militarisme, une atteinte grave à ce qui pouvait rester de libéral dans l'institution. La partie vraiment nationale d'une armée est la landwehr; le soldat en service actif a pour patrie ses quartiers, pour magistrat le drapeau; il sent plus ou moins la caserne, et il aspire peut-être au bivouac. Une loi militaire est libérale en raison inverse de la durée qu'elle assigne au service actif; la plus libérale de toutes est celle qui ne retient le citoyen sous les drapeaux que le temps strictement nécessaire pour son instruction, et qui se hâte de le renvoyer dans ses foyers en ne le soumettant plus qu'à un service intermittent. A ce compte, l'homme ne fait que traverser la caserne, il n'a pas le temps d'y oublier qu'il est citoyen; c'est à l'état de lui rappeler dans l'occasion qu'il est soldat. Une telle armée peut faire merveille dans une guerre défensive ou patriotique. Ces réserves et cette landwehr qui, aidées d'héroïques volontaires, ont contribué si puissamment à renverser Napoléon Ier, n'avaient eu qu'une instruction très courte. L'impitoyable vainqueur d'Iéna avait interdit à la Prusse d'entretenir sous les drapeaux plus de 42,000 hommes. Pour éluder cette tyrannique exigence, Scharnhorst créa des cadres permanens où de nouvelles recrues se succédaient sans cesse à de courts intervalles. Au bout de trois ans, on avait 150,000 hommes prêts à entrer en campagne. En Prusse, il suffit de quelques mois pour fabriquer un soldat. On l'a bien vu en 1813; mais un gouvernement qui pour se battre a besoin de sa landwehr doit renoncer aux guerres de fantaisie. La landwehr est une armée qui se marie, qui a ses chaumières et ses charrues, qui raisonne aussi, qui a tout à la fois des affaires et des idées. A plusieurs reprises depuis 1815, l'armée prussienne avait été mobilisée, et la landwehr avait paru se demander si c'était bien la peine, si on avait eu des raisons suffisantes

de la déranger, d'interrompre le cours de ses idées et de ses affaires.

La réforme que le roi Guillaume annonça dès 1860 à la chambre, et qu'il lui imposa de son autorité, était destinée à mettre fin à ces causeries intérieures de la landwehr. Jusqu'alors, le soldat prussien avait passé deux ans sous les drapeaux, trois dans la réserve. Le nouveau projet l'astreignait à sept années de service dans l'armée active, dont trois sous les drapeaux. En revanche, le service dans la landwehr était réduit de quatorze à neuf. Du même coup, la levée annuelle était portée de 40,000 à 63,000 hommes. Il en résultait qu'une mobilisation ordinaire laissait les hommes de la landwehr dans leurs villes et leurs villages; on pouvait dorénavant se passer d'eux. Par cette réforme, le gouvernement prussien atteignait un double but : il avait sous la main un outil dont il pouvait se servir à sa guise et qui lui assurait la liberté de ses mouvemens, et comme il est essentiellement éducateur, en augmentant le contingent annuel et la durée du service actif, il s'assurait également le moyen de mieux façonner son monde à l'obéissance. Une armée où passent presque tous les hommes valides, où les officiers appartiennent presque tous à une classe conservatrice par naissance et par principes, où les recrues sont retenues assez longtemps à la caserne pour en contracter l'esprit, assez longtemps sous la discipline pour en prendre à jamais le pli, une armée ainsi constituée est une admirable école de respect et de docilité, un merveilleux complément dans l'éducation d'un peuple au catéchisme enseigné par ordonnance de la police. On crée ainsi non une armée nationale, mais une nation militaire et gouvernable. D'une institution libérale et démocratique, le système qui régit actuellement la Prusse a fait un instrument de dressage et de gouvernement.

L'un des embarras intérieurs de la Prusse est l'opposition radicale, absolue, que se font deux chambres incapables de s'entendre et même de se comprendre. Son autre maladie politique est l'omnipotence d'une administration qui se dérobe à tout contrôle, qui interprète les lois et les institutions contrairement à leur esprit et dans le sens de ses intérêts. Ce que le gouvernement prussien a fait de l'armée et de l'école, il le fait de la constitution elle-même : il la traduit à sa façon, et, comme il a la force en main, il faut bien que son interprétation soit la bonne.

On sait comment la Prusse s'est transformée de monarchie absolue en monarchie constitutionnelle. Du 3 février 1847 au 31 janvier 1850, elle a eu quatre constitutions. La première lui fut octroyée; œuvre personnelle du roi Frédéric-Guillaume IV, c'était une charte selon le cœur de la royauté, et qui renfermait les suprêmes conces-

sions qu'elle fût disposée à faire à ses sujets. Une chambre, formée de la réunion des diètes provinciales, acquérait le droit de voter les nouveaux impôts et un simple droit de délibération législative. Les Hohenzollern ne sont pas seulement des soldats, plusieurs d'entre eux furent orateurs. Dès le xve siècle, on vit succéder à Albert, surnommé Achille, Jean, surnommé Cicéron. Frédéric-Guillaume IV, qui était un homme de beaucoup d'esprit, aimait à parler, — on lui a même reproché de trop parler; — mais ce qu'il disait était toujours précieux à recueillir. On en pourrait faire un manuel qu'on intitulerait recueil de maximes à l'usage des princes qui sont obligés d'accorder une constitution à leurs peuples et qui désirent connaître la manière de s'en servir. « Je sais, dit-il à cette chambre qu'il avait convoquée, je sais qu'avec les droits que je vous octroie je confie dans vos mains un précieux trésor de libertés. Ce fut le bon plaisir de Dieu de rendre la Prusse grande par l'épée, par l'épée de la guerre au dehors, par l'épée de l'esprit au dedans; mais l'esprit dont je parle n'est pas l'esprit de négation du siècle, c'est l'esprit d'ordre et de discipline. De même que dans un camp une seule tête doit commander, de même, sous peine de déchoir de leur grandeur, les destinées de ce pays doivent être dirigées par une seule volonté. Sans doute un roi de Prusse commettrait un crime, s'il exigeait de ses sujets la docilité des esclaves; il en commettrait un plus grand encore, s'il n'exigeait d'eux ce qui est la couronne de l'homme libre, l'obéissance au nom de Dieu et de la conscience. »

Survint la révolution de 1848, et le peuple prussien, qui n'estimait pas que son seul droit fût d'obéir, se donna cette fois une constitution à sa guise, laquelle, selon le mot des royalistes purs, soumettait la couronne à l'oppression d'un parlement. La couronne ne tarda pas à en appeler; l'assemblée nationale fut dissoute, et le roi remplaça la charte qu'elle avait votée par une autre qui lui plaisait moins cependant que celle de 1847; mais il se réservait d'en effacer tout ce qui pouvait compromettre son autorité et sa puissance. La révision se fit, et cette constitution expurgée est aujourd'hui la loi du royaume. Elle renferme nombre de dispositions libérales qui pouvaient inspirer des inquiétudes; toutefois on avait tant légiféré depuis trois ans qu'il fallait en finir, et Frédéric-Guillaume IV se dit très sagement qu'une constitution est peu de chose, que le grand point est la façon de l'interpréter. Au surplus il pouvait se rassurer. La chambre élective n'avait que le droit de voter les nouveaux impôts, elle ne pouvait toucher aux impôts existans; quel moyen avait-elle de faire prévaloir ses idées? C'était un parlement, mais un parlement désarmé. D'autre part, la chambre des seigneurs était là pour protéger la couronne contre le droit d'initiative qu'on avait

concédé aux députés bourgeois. Composée des princes de la famille royale, des comtes et des princes médiatisés, de l'élite des grands propriétaires fonciers et d'hommes de confiance, cette chambre haute était véritablement le camp retranché, les forts détachés de la royauté. Le langage que tint le roi en prêtant serment à cette quatrième charte était exactement le même qu'il avait tenu en 1847. « Pour que cette constitution soit viable, dit-il, il est absolument nécessaire qu'elle me rende le gouvernement possible. En Prusse, le roi doit gouverner, non parce que tel est son bon plaisir, mais parce que c'est l'ordre et la volonté de Dieu. Un peuple libre sous un roi libre, telle fut ma devise depuis dix ans, et je n'en changerai pas tant qu'il me restera un souffle de vie. »

Un peuple libre sous un roi libre, — formule magique, insondable, pleine de mystères et de ténèbres! Où finit la liberté du roi? où commence celle du peuple? Assurément les Prussiens jouissent aujourd'hui de certaines franchises, de certains droits; ils possèdent une certaine liberté de la presse, tempérée, il est vrai, par la saisie administrative; ils possèdent une autre liberté, bien plus chère aux Allemands et sans laquelle ils ne pourraient vivre, celle de s'assembler et de s'associer; ils sont encore autorisés à nommer par une élection à deux degrés une chambre qui est maîtresse de refuser les projets de loi qui ne lui conviennent point. Voilà la part du peuple. Quelle est celle du roi? Un roi de Prusse n'est « libre » que lorsqu'il a le droit absolu de choisir ses ministres selon son goût et sans s'inquiéter s'ils agréent ou désagréent à sa chambre; il n'est libre qu'à la condition que son armée soit à lui et ne soit qu'à lui, qu'il en puisse disposer comme il lui plaît, et qu'il n'ait à rendre compte qu'à Dieu de sa politique étrangère; il n'est libre encore qu'à la condition de pouvoir administrer et gouverner comme il l'entend et d'assouplir les lois qui le gênent par les décisions d'une jurisprudence politique dont les interprétations sont indiscutables. Si la chambre des députés, se souvenant qu'elle a part à l'initiative des lois, proposait au gouvernement quelque réforme libérale, il n'aurait pas à prendre la peine de la refuser, la chambre des seigneurs se chargera d'enterrer ce projet mort-né. Ou si, par voie d'interpellation, les députés essayaient d'exercer quelque influence sur la conduite des affaires, ils s'entendraient dire ce qu'on leur a dit si souvent : « Nous respectons infiniment les droits du parlement, pourvu qu'ils soient conciliables avec les prérogatives de la couronne et avec la sûreté de l'état. Nous aurons toujours du plaisir à causer avec vous; mais ne vous flattez point de nous lier jamais les bras. Croyez-nous, nous sommes meilleurs juges que vous des intérêts du pays, nous représentons à la fois le droit divin et le salut

public. » Que le parlement, faute de mieux, s'avise de rayer du budget des dépenses un modeste article de 4,000 thalers destinés aux émolumens de juges suppléans, dont l'indépendance lui est suspecte, on se fâchera tout rouge, on lui dira très crument, comme dans la séance du 1er décembre 1868 : « Que prétendez-vous avec vos propositions? Vous avez des volontés, c'est possible; mais nous vous sommes garans qu'elles ne seront pas exécutées. Ne vous laissez pas tromper par les journaux; on a voulu vous persuader que moi, ministre de la justice, j'avais des velléités libérales. Il n'en est rien, je vous jure; je ne suis point libéral, et j'ai moins de penchant encore à coqueter avec les partis. Qu'arrivera-t-il, messieurs? J'allouerai à mes juges subsidiaires des indemnités qui leur seront payées, et je vous porterai ces indemnités en compte sur le budget. C'est un cas de conflit; le gouvernement ne l'a pas cherché, mais il est prêt à ramasser le gant. » On ne se fâche pas toujours; on se contente le plus souvent de déclarer d'un ton superbe et dégagé que le centre de gravité politique ne réside pas dans les assemblées, qu'il ne leur appartient point de rien décider, que la Prusse n'est pas et ne veut pas être un pays parlementaire, qu'il faut abandonner le soin de conduire les affaires à ceux qui les connaissent... On sait le reste. Un peuple libre sous un roi libre! En y réfléchissant, on découvre que la chose n'est pas aussi mystérieuse qu'il semblait, que c'est à peu près le contraire du parlementarisme. Pourtant cette définition n'épuise pas les profondeurs occultes de la formule magique. C'est plus qu'une formule, c'est un dogme de théologie politique, et l'on sait que Frédéric-Guillaume IV était connaisseur en théologie comme en beaux-arts. Les dogmes ne s'expliquent pas; il faut s'incliner, renoncer à comprendre et se soumettre. *Credo quia absurdum.*

Tout observateur désintéressé qui fait un séjour de quelque durée en Prusse ne peut manquer d'éprouver deux impressions également vives. Il ne pourra se défendre d'admirer les qualités fortes, solides et saines de ce peuple, la vigoureuse constitution d'une société où, du roi jusqu'à l'artisan, chacun est tenu de s'employer pour la chose publique, et où personne ne songe à discuter son devoir. D'autre part, il aura le sentiment que la Prusse est dans une situation tendue, qu'ainsi que le confessait un jour M. de Bismarck, la royauté absolue, qui n'a point abdiqué, s'y trouve en présence de la monarchie constitutionnelle, l'une avec ses prétentions d'un autre âge, ses légions d'employés, sa police tracassière et impérieuse, l'autre avec d'heureux commencemens de *self-government*, d'administration libre, — que l'une ne peut plus convenir au peuple, que l'autre est insupportable à la couronne, — que chacune des parties adverses tire à soi la constitution, que le conflit est toujours prêt à

renaître, nuage éternellement suspendu sur Berlin, et que nul pays n'a un problème intérieur plus difficile à résoudre. On n'a guère à craindre que cette situation équivoque et pénible se dénoue par une émeute; on ne peut présumer non plus que le parti libéral consente à faire sa soumission, il a pour lui l'esprit du siècle. Il faut désirer que la couronne cède, qu'elle se résigne à n'être plus « libre. »

« Cela se fera, nous dit un Prussien, n'en doutez point. Les Hohenzollern prouveront au monde qu'un roi de Prusse peut unir aux vertus militaires, au sentiment du devoir, à l'esprit d'application de ses ancêtres, le courage de la pensée et cette générosité du caractère qui a confiance dans la liberté et se plaît aux choses difficiles. Il faut d'abord que le système actuel s'use, ses embarras financiers toujours croissans l'y aideront, après quoi notre tour viendra. Sans doute l'entreprise ne sera pas aisée; on aura contre soi l'esprit militaire et la chambre des seigneurs. Les découragés prétendent aussi que les hommes nous font défaut, que le régime parlementaire ne peut s'en passer, que tricoter est une chose charmante, mais qu'il faut pour cela de la laine et des aiguilles, que les aiguilles nous manquent, qu'elles sont toutes passées dans nos fusils. C'est se noircir l'esprit à plaisir. Au fond, qu'avons-nous besoin d'hommes de génie? Le talent et l'honnêteté nous suffisent. La Prusse est une machine supérieurement montée; seulement les ressorts sont trop tendus, il faut les détendre et les huiler, diminuer nos charges et augmenter nos droits, et, sans détruire nos institutions, les appliquer dans un esprit vraiment libéral. Nous sommes le peuple le plus éduqué de l'Europe. La discipline est une admirable préparation à la liberté; mais il est bien temps de reconnaître que notre éducation est terminée et de nous mettre hors de page. Les Allemands rendent justice à nos qualités. Ce qui les éloigne de nous, c'est notre esprit de caste, notre bureaucratie, notre police politique, notre militarisme. Ils nous diraient volontiers ce que votre Corneille fait dire par Cornélie à César : *Que de vertus vous nous faites haïr!* A Stuttgart, on nous reproche de n'être pas aimables, et on nous appelle les Macédoniens de l'Allemagne. Quand nous joindrons la liberté à la discipline, quand nous aurons le gouvernement que nous méritons, on conviendra que les Macédoniens sont des Grecs, et on se décidera peut-être à nous aimer. »

VICTOR CHERBULIEZ.

COMMENT

FEMME PARDONNE[1]

A travers la plaine, riche, plantureuse, zébrée de jaune et de vert, le grand canal, bordé de peupliers centenaires, s'étend comme un large *rail* aux miroitemens métalliques. Ses eaux, d'ordinaire immobiles et sans courant appréciable, refluent en petites vagues ridées sous la puissante haleine du vent d'est. A notre gauche s'étendent, dans une vaste section de l'horizon, les molles pentes vineuses de la Côte-d'Or. A droite, par-delà la petite ville héroïque de Saint-Jean-de-Losne, par-delà les bords ombragés de la Saône, on voit se dresser quelques cimes de la chaîne du Jura. Plus loin encore, si le temps s'apprêtait à changer, si de longues pluies étaient imminentes, le Mont-Blanc nous laisserait apercevoir ses pentes altières et ses neiges qui défient le soleil.

Quant au long village qui éparpille ses deux ou trois cents feux sur trois ou quatre kilomètres de la route départementale et que signale dans un lointain rayon la haute cheminée rose de l'usine, je ne vous le nommerai point pour ne pas donner à deviner le nom du personnage qui joue le principal rôle dans le récit auquel ces lignes servent de préface. Moyennant cette précaution bien élémentaire, tout est sauf, car jamais son aspect essentiellement prosaïque ne vous mettra sur la trace de son secret. Tout au plus pourrez-vous conjecturer, en l'écoutant, que vous n'avez pas affaire à un très simple et

(1) Ceci n'est point la traduction, mais à proprement parler, — et pour nous servir d'un mot anglais usité en pareil cas, — l'*adaptation* d'une nouvelle publiée par M. Ch. Dickens dans les numéros 37 et 38 de la seconde série de son recueil hebdomadaire *All the year Round.*

très vulgaire échantillon de la race humaine en général et des mœurs de campagne en particulier.

Car le docteur P... est maintenant ce qu'on appelle « un homme établi. » Sous son large paletot, une certaine protubérance abdominale qu'il doit à la Providence d'abord, et peut-être ensuite à l'abondante régularité de son régime diététique, accuse quarante-cinq étés bien révolus. Il vit à la bourguignonne, de bonne *potée* plus que de beau langage. Je ne sais, Dieu merci, ce que valent ses conseils professionnels aux gens malades, mais j'affirme que ceux qu'il donne aux gens bien portans quand ils le consultent sur le mérite relatif des vins de la *côte* ne sont aucunement à dédaigner. Heureux mari d'une femme très laide qui l'a doté de la maison que vous apercevez là-bas derrière l'ombrage du moulin à vapeur, non moins heureux père d'une fille, — très laide aussi, — qu'il a substantiellement mariée au fils d'un riche cultivateur, il jouit d'une réputation qui s'étend jusqu'à Seurre, Dôle et même Auxonne. On ne l'appelle guère à Dijon, que je sache, mais il ne faudrait pas jurer qu'il y est totalement inconnu.

Comment nous nous trouvâmes un beau matin, ce galant homme et moi, faire route ensemble sur le chemin de halage du grand canal est un point qui n'intéresse aucun de mes lecteurs. Il ventait grand frais, le feuillage des hauts peupliers bruissait sous la brise, de petites brindilles arrachées aux branches par la tempête de la veille jonchaient le sable qui craquait sous nos pieds. De temps à autre, nous dépassions ou nous croisions un de ces gros bateaux ventrus dont la traversée aux écluses semble presque un miracle, tant le passage est étroit et l'embarcation volumineuse.

Le bonhomme soufflait quelque peu, quoique marchant encore d'un pas assez leste. Je lui fis la politesse de me dire fatigué. Non sans un sourire de pitié pour mes jambes parisiennes, il consentit à s'asseoir sur le talus gazonné, au pied d'un énorme tronc qui suffisait à nous garantir des rayons du couchant, et, après avoir disserté sur le mérite des *gaudes* que nous allions trouver à Échenon, il en vint, de fil en aiguille, à me conter la grande aventure de sa jeunesse, son roman, le seul dont il ait la moindre idée, car pour en lire un, néant à la requête. Un *docteur* de Bourgogne n'est pas assez malavisé pour employer ainsi ses loisirs.

I.

— Il faut vous dire, monsieur (je reproduis littéralement son entrée en matière, mais non le reste du récit), il faut vous dire que dans ma jeunesse j'étais ce qu'on appelle un chercheur, un ambi-

tieux. Quand j'eus obtenu (à Paris, s'il vous plaît) les honneurs et priviléges du doctorat, je me pénétrai de l'idée que je pouvais aspirer aux plus grandes choses, et que j'avais dans ma trousse le scalpel de Dupuytren, ni plus ni moins. Cette folle croyance m'induisit à des excès de travail qui minèrent en peu de temps une santé assez robuste, comme doit l'être celle d'un fils de paysan. Je *piochai* rude, monsieur, je piochai rude, ne quittant l'hôpital que pour me rendre aux cours, dont j'étais un des habitués les plus assidus, et employant mes soirées, jusque fort avant dans la nuit, à mettre de l'ordre dans mes acquisitions scientifiques de chaque jour, et avec cela un grand désir de me signaler, de faire parler de moi *per fas aut nefas*, de lire mon nom dans les feuilles publiques, d'arriver aux académies. Des rêves comme on en fait à vingt-quatre ans! Le fameux docteur R..., dont j'avais obtenu le patronage et qui ne dédaignait pas mon humble concours, cherchait, mais vainement, à me prémunir contre cette infatuation. — P..., me répéta-t-il en bien des occasions, méfiez-vous de cette soif de célébrité!.. Il y a dix à parier contre un, mon garçon, qu'elle vous fera faire fausse route, et dans notre état, voyez-vous, certaines erreurs équivalent à des crimes. Méfiez-vous donc, mon cher P..., méfiez-vous, et pas trop de zèle!...

Je suivis avec toute la déférence possible ces conseils paternels; mais au fond du cœur je les trouvais pusillanimes, et ils m'excitaient au lieu de me décourager. Un seul jour, une seule expérience pouvait leur donner le plus éclatant démenti. — Que diras-tu, vieux bavard, m'écriais-je *in petto*, si jamais tu me vois franchir, par des procédés à moi, une de ces délicates épreuves devant laquelle ta timidité te fait reculer? — Vous entendez bien, n'est-ce pas, que ces libertés de langage ne dépassaient jamais le cercle du monologue, et que pour rien au monde je n'aurais publiquement traité de *vieux bavard* un des oracles de la faculté, un des princes de la science?

Nous en étions là lorsqu'un matin le concierge de l'hôpital où je travaillais me remit une lettre qu'une « personne du sexe, » — ce furent ses propres expressions, — l'avait prié de m'apporter sans retard, demandant en outre à me parler pour affaire urgente. J'étais en pleine ardeur de besogne, dans le cabinet de dissection, où j'étudiais sur nature le jeu des muscles cruraux. Ainsi que je vous l'ai dit, ma santé commençait à se ressentir de la tension immodérée que j'imposais à mes facultés mentales; mais de ceci je ne voulais convenir avec personne, et moins avec le bon docteur R... qu'avec tout autre. C'était une question d'amour-propre. Certaines gens tirent vanité de pouvoir lever à bras tendu un poids de cent kilos; je mettais mon orgueil à passer vingt heures de suite au

travail, sans m'interrompre autrement que pour avaler à la hâte quelques bouchées de pain.

Dans l'état presque fiévreux où m'avaient réduit ces orgies studieuses, la moindre interruption m'exaspérait. — Qu'elle aille au diable, votre personne du sexe! — criai-je au portier ébahi. Cependant j'avais ouvert la lettre, qui était d'une de mes tantes, et, me rappelant à propos que cette chère parente, dont je pouvais hériter un jour, ne tolérait pas volontiers la moindre irrévérence, je me radoucis incontinent. — Faites entrer cette dame au parloir, je descends à l'instant près d'elle.

— Monsieur voudra bien penser... Et le concierge, achevant cette phrase par un geste, me montrait la cuvette aux ablutions.

Ce rappel aux convenances faillit encore me mettre hors de moi; mais il était vraiment très opportun. Mon front baigné de sueur, mes manches relevées jusqu'au coude, mes cheveux en désordre me donnaient l'air d'un vrai bandit. Je remis à la hâte un peu d'ordre dans ma toilette, et je me rendis auprès de la visiteuse inconnue.

En entrant au parloir, dont toutes les persiennes étaient baissées, le soleil donnant en plein de ce côté, je ne discernai d'abord qu'une ombre noire, immobile auprès d'une table. Peu à peu, mes yeux se faisant à l'obscurité, j'aperçus une femme en deuil qui tenait sur ses genoux un enfant de deux à trois ans. Cette femme ne se leva point, et ne m'accueillit par aucun signe. Peut-être la timidité, peut-être la fatigue l'en empêchaient-elles. Dans tous les cas, son attitude m'embarrassait. Je m'étais représenté une paysanne *bourguignotte* alerte et bavarde, et je me trouvais face à face avec une sorte de dame dont la mise extrêmement simple n'avait pourtant rien qui pût paraître incompatible avec celles auxquelles nous habitue la vie du monde. Et cette dame, toujours immobile, fixait sur moi le regard attentif de deux grands yeux noirs étincelant sous son voile de veuve. Je la regardais, moi aussi, avec une assurance qui me coûtait quelques efforts. Jamais de ma vie, — nonobstant mon expérience précoce de toutes les souffrances humaines, — je n'avais contemplé visage plus pâle, plus exsangue, plus spectral. Nulle part la moindre nuance; les lèvres elles-mêmes semblaient découpées dans du marbre, et avec la blancheur elles en avaient la rigidité. Je le constatai quand elles s'ouvrirent péniblement pour m'envoyer ces paroles : — Vous êtes bien jeune, monsieur; ce n'est pas à vous sans doute qu'on a voulu m'adresser,... vous êtes trop jeune bien certainement.

Ce début n'avait pas de quoi me plaire; je comptais encore assez peu d'années pour trouver désobligeant que mon aspect me valût le reproche d'une excessive jeunesse. A ma gêne première s'ajouta

donc un secret ferment d'irritation, et je répondis d'un ton passablement brusque : — Si jeune que je vous semble, mon temps a son prix, madame, et je le ménage; veuillez me dire à quoi je puis vous être bon,... si tant est que je ne sois pas, pour vous servir, trop dépourvu de cheveux gris.

Elle me regarda quelques instans encore sans reprendre la parole, m'examinant, m'étudiant toujours, à ce qu'il semblait. — Allons, reprit-elle avec un soupir, peut-être vaut-il mieux qu'il en soit ainsi... Étant si jeune, vous avez sans doute encore votre mère, et vous savez alors combien elle vous aime... Si vous l'avez perdue, son souvenir doit vous être présent.

Sa voix, qui tout d'abord m'avait semblé dure et voilée, venait de prendre un accent pathétique, une sonorité inattendue. C'était comme une musique lente, grave, cadencée; elle continua. — Oui, les angoisses maternelles doivent éveiller en vous quelque pitié. Eh bien! monsieur, cette petite que vous voyez là est tout ce qui me reste au monde. Je n'espère qu'en elle, ici-bas ou ailleurs. Il me semble que ma vie ne sera jamais assez longue pour l'avoir aimée à souhait, et sans elle je crois que je ne saurais vivre un seul jour de plus.

Ce langage solennel, ce visage ascétique, cette voix profonde, m'imposaient, quoi que j'en eusse; mais par cela même j'éprouvais comme une espèce de honte, et un vif besoin de secouer le joug sous lequel, malgré moi, j'étais courbé. — Pardon, madame, je vous ai priée, interrompis-je, de me dire ce que vous attendez de mes bons offices.

— N'avez-vous point lu la lettre qu'on vous a remise de ma part?

— Sans doute; mais cette lettre n'explique rien.

— Eh bien! monsieur, mon enfant,... mon enfant ne marche plus!

— Vous voulez dire qu'elle boite? Je le sais. Après?

— Après!... mais c'est à vous de me questionner. Je répondrai à tout... Que vous faut-il savoir encore?

A toutes les questions que je lui adressai sur l'origine probable, les symptômes divers, la durée du mal, elle répondit, selon sa promesse, en peu de mots, mais très nettement. Lorsqu'ensuite j'examinai la petite, elle suivait d'un œil ardent et mobile chacun de mes gestes, et, dès que je redevenais immobile, scrutait ma physionomie avec un surcroît d'inquiétude; car j'étais vivement ému, je me sentais rougir et pâlir tour à tour. Cette enfant qu'un hasard m'amenait me semblait envoyée par la Providence. Son infirmité, facile à définir avec une entière certitude, nous offrait un « cas » magnifique, et se prêtait à une expérience décisive, laquelle rentrait justement dans le cadre des études où depuis plusieurs semaines j'étais complétement absorbé. Je la tenais, cette rétraction

musculaire que je me flattais de pouvoir combattre, et dont il me suffisait de triompher pour être classé parmi les débutans hors ligne. Aussi m'animais-je visiblement, et avec le monstrueux égoïsme qui caractérise la maternité, cette femme se figurait que toutes mes pensées se concentraient sur l'enfant malade. Or la maladie seule m'intéressait. De l'insignifiant petit être je n'avais, en toute franchise, aucun souci; qu'il restât ou non boiteux était, il faut bien l'avouer, la moindre de mes sollicitudes.

— Eh bien! la guérison est-elle possible? — Ces mots ne sortirent pas des lèvres de la mère, ils étaient dans son regard pour ainsi dire affamé.

— Sans doute, m'écriai-je avec une sécurité triomphale, sans nul doute, nous devons la guérir... Elle marchera, c'est moi qui vous le dis;... elle marchera comme tout le monde.

Par un mouvement subit et complétement imprévu, avant que j'eusse pu même songer à l'arrêter, l'inconnue se trouva prosternée devant moi, et, saisissant ma main, elle y posa ses lèvres décolorées, mais brûlantes. En même temps son visage s'illumina, et un vif incarnat, animant ses joues pâles, sembla la transformer. Je tressaillis et retirai, par un mouvement assez gauche, la main qu'elle venait de baiser. Pour la première fois de ma vie, les lèvres d'une femme avaient touché cette main, qui sembla longtemps après garder leur empreinte et leur parfum.

Ma visiteuse se releva sans précipitation, sans maladresse, et une fois rétablie sur le siége qu'elle venait de quitter, inclinée sur l'enfant, elle la baisa au front.

La petite, elle, promenait de sa mère à moi un regard de grande personne, à la fois sérieux et vague. Jamais je n'avais vu des yeux pareils. Ils étaient...; mais pourquoi chercher à me les rappeler aujourd'hui, quand j'ai cherché si longtemps à les effacer de ma mémoire, qu'ils hantaient malgré moi?

Sa mère tout à coup redevint fort pâle. — Me la fera-t-on beaucoup souffrir?

— Cela dépendra de vous.

— Que voulez-vous dire?

Je m'expliquai en conseillant l'emploi du chloroforme, qui était encore alors une invention de très fraîche date.

— Y a-t-il du danger? demanda la mère.

— Pas le moindre moyennant les précautions que nous prenons pour procurer l'anesthésie, c'est-à-dire l'insensibilité complète du membre que l'on travaille. Or vous savez à quel point il est difficile d'obtenir qu'un enfant se tienne tranquille sous le scalpel de l'opérateur, et combien il importe à ce dernier de se prémunir contre tout mouvement qui peut compromettre le succès.

— En général, je ne dis pas..; mais vous n'avez pas idée de la docilité, de la patience que peut déployer au besoin cette chère mignonne. Pour me complaire, elle supporterait tout au monde sans une plainte... On l'a déjà torturée par un traitement resté sans résultats... Pourtant, si vous me répondez qu'il n'y a pas de danger à craindre... je voudrais éviter de la faire encore autant souffrir... Pauvre trésor de mon cœur!

— Décidez vous-même selon ce que vous pensez de la constitution de l'enfant. Si vous la croyez d'une débilité toute particulière...

Elle ne me laissa pas achever, m'assurant que sa petite s'était toujours bien portée, à part cette infirmité tout à coup survenue, et qu'il fallait attribuer à quelque accident plutôt qu'à un vice de constitution. — Vous êtes trop jeune, ajouta-t-elle, pour que je vous raconte ma vie; sans cela, je pourrais vous expliquer, par les circonstances dans lesquelles cette enfant est venue au monde, son extrême docilité et l'empire que j'exerce sur elle.

Sur ce point délicat qu'elle me signalait ainsi elle-même, je me gardai bien d'insister; mais je voulus savoir en quoi consistait le traitement auquel la petite malade avait déjà été soumise. Je demandai aussi pourquoi on ne nous l'avait pas plus tôt amenée. La réponse qui me fut faite sur ce dernier point ne laissa pas de m'étonner. — Mon Dieu, me dit naïvement l'inconnue, je n'ai entendu parler de vous, pour la première fois, qu'il y a trois semaines...

De moi, passe encore, et, tout compte fait, rien de plus naturel; mais du docteur R..... ! Ceci me donna une espèce de mépris pour ma nouvelle cliente, que j'écoutai avec quelque distraction tandis qu'elle s'efforçait de me faire comprendre combien son enfant lui était précieux. Bientôt je ne l'écoutai plus du tout. Je savais qu'elle m'adressait la parole et que l'enfant ne me quittait pas des yeux; mais je ne pensais vraiment qu'à l'opération et aux arrangemens préalables de cette grande affaire. Mon sang-froid un peu revenu me laissait entrevoir bien des obstacles sur la route où je m'étais si lestement engagé. Obtiendrais-je tout d'abord le consentement indispensable du docteur R....? Il m'avait dit et répété, — je m'en souvenais fort bien, — au sujet de notre tentative projetée: — Il faudra essayer cela sur quelque enfant de vile extraction, issu de robustes campagnards, et dont la vie, si elle doit être sacrifiée, ne soit pour lui qu'une perte minime, un dommage purement nominal...

Au fond du cœur, j'accusais cependant le docteur d'une méfiance exagérée. Le succès, entre les mains d'un maître comme lui, me semblait chose assurée d'avance. Un raisonnement scientifique me paraissait une aussi solide garantie qu'une loi de nature, et je m'étonnais du peu de foi que manifestait un homme dont l'expérience était si supérieure à la mienne. — Bah! me disais-je tout surpris

de me trouver plus fort que ce grand homme, c'est sa bonté, sa faiblesse de cœur qui gêne l'exercice de sa haute intelligence; mais, une fois à l'œuvre et débarrassé de ses vains scrupules, je sais que personne ne mettrait une main plus ferme au service d'un courage plus inébranlable.

La résultante de ces pensées fut qu'il ne fallait pas laisser voir l'enfant au docteur, qui sans doute trouverait en elle un sujet trop frêle, trop délicat à manier, à plus forte raison s'il entendait la mère lui exprimer, comme à moi, l'attachement passionné qu'elle portait à sa fille, la force du lien qui les unissait l'une à l'autre, les conséquences tragiques d'une séparation qui briserait ce lien. Oh! certainement alors mon excellent patron, ému de crainte, serait le premier à la mettre en garde, à éveiller ses anxiétés; je l'entendais lui dire avec cette brusquerie dont il savait masquer ses attendrissemens sympathiques: — Restons-en là, chère dame! un enfant boiteux vaut mieux qu'un enfant mort,... et moi, voyez-vous, je ne garantis rien... Si malheur arrivait, ce qui est fort possible, nous ne nous consolerions, ni vous ni moi, d'avoir tué cette petite afin qu'elle eût la jambe mieux faite... — Le docteur parlant ainsi, que dirait à son tour cette mère si craintive, si faible, si peu romaine, si peu touchée des miracles de la science? Penserait-elle un moment que la vie de sa petite fille n'était qu'un fétu dans la balance où se pèsent les destinées de l'humanité, directement intéressée au succès d'une expérience susceptible de reculer les bornes de l'art médical? Inutile de l'espérer. Une passion égoïste la rendrait sourde à mes plus instantes remontrances.

Tandis que ces réflexions me passaient par la tête, la voix grave de l'inconnue résonnait toujours à mes oreilles sans déranger le fil de mes artificieuses combinaisons. J'avisais de très bonne foi aux moyens de tromper le docteur, de le protéger contre sa propre faiblesse. Mon parti une fois pris: — Voyons, lui dis-je, quand voulez-vous que la chose se fasse?

Elle reprit la parole sans conclure tout aussitôt, et je me remis à conspirer avec moi-même. Quand elle s'arrêta, je lui demandai simplement: — Comptez-vous rester bien longtemps ici?

— Juste le temps nécessaire pour faire soigner l'enfant. Je ne suis point riche, et il fait cher vivre hors de chez soi; mais pour l'enfant rien ne me coûte.

— Alors, repris-je, si la chose est faisable, il faut que nous en finissions cette semaine.

— Comment *si?*... Vous m'avez dit que cela se pouvait... M'auriez-vous trompée par hasard?

L'accent de ces paroles et surtout le regard fauve qui les accompagnait m'ouvrirent de nouvelles perspectives. Le calme apparent

de cette femme abritait une nature orageuse et redoutable. — Peut-être me suis-je un peu avancé, repris-je avec un frémissement intérieur. Nous pouvons, nous devons arriver; mais il y a des difficultés, je ne vous le cache point.

J'entrai alors, avec une infernale diplomatie, dans les explications que je venais de préparer à part moi. Il fallait m'assurer la connivence, la complicité de cette mère déjà inquiète, et que la moindre alarme devait mettre en fuite. Je lui dépeignis sous des couleurs excessives la sensibilité morbide du docteur R..., l'injuste méfiance qu'il avait de son merveilleux talent, le trouble où le jetait la crainte, même mal fondée, d'un échec en pareille matière. — Si vous lui parlez de vos angoisses comme vous m'en parliez tout à l'heure, vous paralyserez sa main, vous lui ôterez toute initiative. Il n'osera passer outre, et personne au monde n'entreprendra une tâche qui lui aura paru inabordable.

La jeune femme attentive étudiait mon visage, que je composais de mon mieux. — Soit, me dit-elle, vous devez avoir raison. Eh bien! ne me montrez pas à votre patron. Je ne le verrai, si je dois le voir, qu'après sa décision prise, pas même alors, si vous jugez que cela vaut mieux. L'enfant sera pour lui l'enfant du premier venu. Vous déciderez à cet égard ce qu'il lui faut dire.

— Fort bien ainsi, repris-je, et je vous sais gré de montrer autant de bon sens. Amenez-moi l'enfant demain matin vers les dix heures.

Ses lèvres blêmirent de plus belle, et, chancelant sur ses jambes : — Vous ne prétendez pas, me dit-elle avec je ne sais quel rugissement contenu, vous ne prétendez pas que l'opération se fasse dès demain?

— Hélas! madame, répliquai-je, nous n'en sommes malheureusement pas là. Il y a bien des formalités à remplir, et les choses ne vont pas si vite; mais ceci ne vous regarde point. Amenez-moi la petite, je ne vous demande pas autre chose. Pour le surplus, fiez-vous à mon désir de vous être aussi utile que possible.

Là-dessus, elle se leva. J'aurais pu, j'aurais dû être touché de la reconnaissance qu'exprimait sa physionomie et de la confiance qu'elle m'avait si promptement accordée; mais pour le moment j'y restai complétement insensible. — Ne me remerciez point ainsi, lui dis-je sans lui laisser achever quelques paroles par lesquelles elle prenait congé de moi. Ce n'est pas à votre enfant que je songe, mais aux milliers d'êtres humains dont les souffrances seront allégées, si la guérison de celui-ci nous met, comme j'ose l'affirmer, sur la voie d'un traitement encore à l'état d'épreuve.

L'incorrigible mère ne me répondit que par un sourire d'incrédulité. Je voulais bien évidemment atténuer la portée du service que j'allais lui rendre; mais elle ne prendrait pas le change. D'ailleurs,

ayant vu l'enfant, la force des choses exigeait que je fusse plus sensible à l'espoir de la guérir qu'à toute autre considération sublunaire. Là-dessus, aucun doute n'était permis.

Ainsi se termina notre première entrevue, après laquelle je me remis au travail, mais dans des dispositions nouvelles pour moi. J'étais distrait, préoccupé, mal à mon aise en face de cette expérimentation si ardemment souhaitée. Ordinairement plus maître de moi-même, il fallut, ce jour-là, me commander à plusieurs reprises l'attention nécessaire. Après tout, ma surexcitation s'expliquait d'elle-même, et je ne voulus jamais convenir avec ma conscience qu'elle ne fût pas due tout entière à ce qui en était la cause apparente et naturelle.

II.

A l'heure fixée, le lendemain, la mère et l'enfant reparurent. Chez la première ne se manifestait encore aucune hésitation, aucun regret; son désir de voir tenter la cure, sa confiance dans mes conseils n'étaient en rien atténués, contrairement à ce que j'avais pu craindre. Quand elle remit dans mes mains cette petite créature qui était pour ainsi dire son âme, quand je reçus ce léger fardeau, tiède et palpitant, lorsque la petite passa un de ses bras nus autour de mon cou, j'éprouvai une sensation que je ne connaissais pas encore.

Sans tarder d'une minute, je portai l'enfant au docteur R..., qui la prit sur son genou, lissa ses cheveux blonds, étudia ses yeux, palpa ses bras, et finit par déclarer que l'aventure lui paraissait trop périlleuse. Une enfant aussi chétive y pouvait rester. Un ou deux autres internes, que j'avais prévenus, se trouvaient heureusement là pour me prêter appui. A force d'instances, de bons ou mauvais argumens, et même en nous servant de ces gouailleries familières que l'excellent maître tolérait parfois chez ses disciples, nous finîmes par enlever la question; mais j'étais en nage, et j'avais impudemment faussé la vérité. Je ne sais au juste de quelles rubriques je m'étais servi; seulement le docteur restait convaincu que, vu la position de notre petite malade, mieux valait la faire mourir que la laisser infirme,... peut-être même que de la laisser vivre. Son existence ici-bas était plutôt un embarras qu'un bienfait. Elle perpétuait des souvenirs odieux que sa fin précoce devait effacer. Sais-je, moi, tout ce que j'avais accumulé dans l'intérêt de la cause qu'il fallait gagner à tout prix?

L'arrêt obtenu, et tout surpris moi-même de mon succès, je rapportai l'enfant dans le parloir, où nous attendait sa mère: — Vous le voyez, lui dis-je en épongeant mon front moite et brûlant, ce n'est pas sans peine que j'ai acquis le droit de guérir votre fillette.

Elle m'attendait debout, près de la porte, et reprit l'enfant sans prononcer un seul mot; mais que ne disait pas son visage, presque radieux! — C'est pour lundi, onze heures,... continuai-je. Nous sommes aujourd'hui jeudi. Pendant ces trois ou quatre jours, maintenez l'enfant aussi tranquille que vous le pourrez. Il lui faut le grand air et une nourriture de choix, très substantielle. Le docteur m'a remis ceci pour vous, — ajoutai-je en glissant cinq louis dans sa main. — C'est destiné aux dépenses inévitables... Il est très riche et très généreux. Prenez sans scrupule ce qu'il vous offre...

Vous devinez peut-être que ces cinq louis venaient de moi seul. J'en aurais mis quelques-uns de plus bien volontiers; mais ma tirelire d'étudiant n'était pas mieux garnie que cela.

Une subite rougeur était venue colorer le pâle visage de la jeune femme. — J'accepte, dit-elle cependant avec une fierté qui lui allait mieux qu'à personne, j'accepte pour mon enfant. Au nom de mon enfant, vous remercierez l'auteur de cette bonne action.

Elle fit ensuite deux pas vers la porte, qui était grande ouverte, et par laquelle entrait à flots la lumière extérieure. Sous ce large rayon que projetait autour d'elle la grande croisée de l'escalier, elle m'apparut pour la première fois dans toute sa beauté, que je trouvai d'un ordre exquis et rare. C'était une de ces harmonies vivantes qui se passent fort bien de jeunesse et d'éclat, un ensemble de proportions, un accord de lignes, une pureté de contours faits pour ravir l'œil du statuaire le plus exigeant. En ce moment-là même, son attitude, la pose du bras qui soutenait sans aucun effort visible à la hauteur de l'épaule son enfant presque assoupie, faisaient rêver aux chefs-d'œuvre de la sculpture antique, et ses yeux profonds et calmes restaient comme rivés aux miens. Même avant qu'elle ne parlât, j'éprouvai une commotion interne qui me surprit.

— C'est donc pour lundi, onze heures, disait-elle plus pâle que jamais et avec une évidente difficulté qu'expliquait la contraction de ses lèvres. Non, vous ne me tromperiez pas... Il n'y a pas plus de danger que vous ne dites, n'est-il pas vrai? Excusez-moi, monsieur, pardonnez à ma faiblesse... Maintenant que tout est décidé, il me semble que mon cœur se glace... Certes vous n'êtes pas capable de vouloir me tromper... Je sais bien que penser de la dureté de cœur chez certains hommes; mais en vérité ceci serait trop cruel, car, je vous l'ai dit, mon seul et unique bien ici-bas, c'est ce petit être... Tout en parlant ainsi, elle serrait l'enfant contre son buste superbe, et l'enfouissait pour ainsi dire dans les plis du voile noir rejeté sur ses larges épaules tombantes. — Nulle autre espérance, nulle autre raison d'être et d'agir... Tout est là, le présent et l'avenir. Le passé ne m'a point légué autre chose.

Au-dessus de ses grands yeux expressifs, ses sourcils noirs se

rapprochèrent avec je ne sais quelle vague menace quand elle ajouta de sa voix grave et richement timbrée : — Si je la perdais, voyez-vous, il n'y aurait pour moi qu'une dernière et suprême pensée,... celle de maudire la main qui me l'aurait ravie... Dieu lui-même n'échapperait pas à cette malédiction d'une mère désespérée. Jugez donc si c'était un homme!...

Je ne voulus point paraître avoir pris garde à cette adjuration; mais nonobstant la froideur, la négligence étudiée de ma réponse, l'idée d'un si terrible anathème m'avait donné le frisson. — Madame, lui dis-je, vous êtes encore à temps pour vous raviser. Tous les arrangemens pris peuvent être annulés... Seulement, je vous en avertis de nouveau, il faut éviter tout ce qui est susceptible d'agiter votre enfant...

Aussitôt le regard maternel se détourna vers la petite, qui peu à peu s'abandonnait au sommeil. En effet, nul éclat de voix, nul geste violent ne l'avait troublée, et le sens des paroles que nous venions d'échanger était au-dessus de sa compréhension. Il y eut cependant chez elle, juste à ce moment, une sorte de secousse et de réveil subit qui semblait le contre-coup sympathique des vibrations du cœur que j'entendais battre sous la blanche poitrine de sa mère. Celle-ci se pencha pour poser ses lèvres tout contre l'oreille de l'enfant que calmèrent bien vite deux ou trois paroles caressantes. Pressé d'en finir, je tenais la porte ouverte. Mme L'Hermite (sous ce nom sans doute supposé m'avait été adressée la belle inconnue), Mme L'Hermite passa devant moi et se mit à descendre les premières marches de l'escalier. Je la suivais des yeux malgré moi. Un rayon de soleil tombant sur l'épaisse torsade de cheveux bruns que laissait à découvert son petit chapeau de crêpe noir avait pour ainsi dire enchaîné mes regards; ils escortaient, captifs, cette pâle madone de noir vêtue qui portait son *bambino* comme si elle eût pensé à poser devant Raphaël.

Au premier palier, elle s'arrêta, tournant la tête et levant les yeux vers moi. Autant en fit la petite. Toutes deux restèrent ainsi une demi-minute pour le moins. Que de fois, éveillé ou non, j'ai revu ce groupe dans mes contemplations solitaires! Et ce double regard, quand l'oublierai-je?

Pour l'instant, il me mit en fuite; mais une fois rentré dans le parloir, incapable de penser à autre chose, je retournai sur l'escalier, craignant de la revoir encore, que dis-je, l'espérant peut-être... Cette fois elle était partie.

III.

Voici qui va probablement vous étonner : — le vendredi et les jours suivans, je ne pensai guère ni à cette femme, ni à son en-

fant. Les détails de l'opération en projet m'absorbèrent tout entier. Je la voyais immanquablement réussie. Je triomphais par avance. Je ne cherchais à me rendre compte ni des souffrances physiques qui allaient être infligées à l'enfant une fois qu'elle serait soustraite aux influences anesthésiques, ni de la torture morale que la mère aurait à subir avant que la guérison fût certaine et définitive.

Le dimanche me trouva dans une extrême agitation. Je n'avais pu fermer l'œil de la nuit. Mes nerfs étaient d'une susceptibilité presque douloureuse. J'étais saturé de lectures; tout autre travail m'était interdit par la sainte oisiveté du jour; il fallait absolument m'occuper. Je pensai qu'une bonne course à travers champs me ferait du bien, et, pour me transporter tout d'un coup un peu loin de Paris, j'allai m'embarquer au quai d'Orsay sur le bateau de Saint-Cloud.

Par un étrange hasard, au moment où je mettais le pied sur le pont, la première personne que j'aperçus, — assise le long du bord et son enfant sur ses genoux, — fut précisément Mme L'Hermite. Ma première idée, passablement sotte, j'en conviens, fut que ma cliente s'évadait. — Où allez-vous donc comme cela? lui demandai-je en l'abordant assez brusquement.

Un sourire étonné me répondit d'abord; puis, s'écartant de ses voisins pour me laisser une place à côté d'elle : — Vous me demandez là plus que je n'en sais, dit-elle avec un candide abandon... Vous m'avez recommandé le grand air pour cette enfant. J'ai pensé qu'on me débarquerait dans quelque endroit écarté, où je trouverais l'ombre d'une haie, un banc de gazon, du repos enfin pendant quelques heures, et, avant de reprendre le bateau pour m'en revenir, un modeste repas dans quelque petite auberge; mais, à vrai dire, mon inexpérience provinciale me laissait un peu embarrassée de ma personne. Vous arrivez, monsieur, tout à propos.

Je ne sais vraiment pourquoi je répondis à ces paroles si simples par une de ces inepties qu'on entend au théâtre et qu'on transporte ensuite, vaille que vaille, dans le terre-à-terre des conversations quotidiennes : — vous êtes beaucoup trop jeune, beaucoup trop belle, pour vous aventurer ainsi dans une foule pareille.

Mme L'Hermite, à ces mots, redressa la tête, et, sans la moindre emphase, mais sans le moindre embarras : — Je conviens que je suis belle et je sais que je ne suis point âgée; mais ce que vous appelez ma beauté n'est pas de nature à provoquer les importunités du premier venu, et mon âme n'est pas si jeune que vous pourriez croire. Elle a vieilli vite, par ma faute et celle des autres; j'ai d'ailleurs appris dès longtemps à me protéger moi-même.

— Soit, répliquai-je. En tout cas, cette partie de campagne avec

un enfant aux bras serait pour vous une grande fatigue. Ceci m'autorise à vous offrir mon assistance. Songez que demain vous aurez besoin de forces.

Cette allusion lui rendit sa pâleur de morte. — Me laissera-t-on rester? me permettra-t-on de la tenir? demanda-t-elle avec une anxiété visible.

— Je ne pense pas, répliquai-je. Quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, ce serait risquer le tout pour le tout... Ici, la chose pourrait n'offrir aucun inconvénient; mais les exceptions en pareille matière sont à peu près inadmissibles.

Elle soupira d'un air résigné. Ses regards demeurèrent fixés sur la rive, qui fuyait devant eux; puis, les tournant encore vers moi : — Sera-ce bien long?

— L'affaire d'un instant... Deux, trois, quatre minutes au plus.

— Et vous m'assurez qu'elle ne sentira rien?

— Rien au monde, je vous le répète.

— Eh bien! dit-elle en détournant la tête vers le rivage, je commence à croire que Dieu a ses jours de miséricorde. Il me semble que je pourrai me reprendre à l'aimer. Quand ces petits pieds marcheront, — elle les caressait en parlant ainsi, — j'essaierai de toute mon âme... Aimer Dieu, quel soulagement, quelle consolation ce doit être!

Cette dévote aspiration me troubla. — Si elle se sent disposée à aimer Dieu parce qu'il aurait guéri son enfant, me disais-je... Achevez vous-même ce raisonnement d'un carabin qui avait lu Voltaire. Du reste, ce jour-là, je ne me reconnus point. Ordinairement fort timide en pareille matière, je venais de m'offrir bravement pour compagnon à cette dame L'Hermite que je ne connaissais ni d'Ève ni d'Adam, et cela sans craindre de rencontrer des camarades qui se moqueraient bel et bien de ma promenade *en famille*. Songeant néanmoins à cette chance d'aventure, je me mis à examiner scrupuleusement la tenue de ma *partner* improvisée.

Rigoureusement correcte, quoique des plus simples, cette tenue ne m'apprenait absolument rien sur la position sociale de ma belle compatriote. Le grand deuil égalise les conditions. Restait à interroger l'habitude du corps, le maintien, le geste, la tournure, qui décèlent bien des choses, même aux yeux les moins experts.

Ma compagne s'était levée. S'écartant un peu de moi, elle montrait à l'enfant je ne sais quel détail du paysage mouvant qui défilait devant nous. De sa tête, admirablement attachée et posée, jusqu'à ses pieds minces et cambrés à souhait, — car le vent çà et là dérangeait les plis de l'étoffe qui les tenait abrités, — rien qui ne fût, pour ainsi dire, royal. Un rare mélange de grâce et de majesté; des mains fines, que j'avais vues dégantées, et qui avaient le cachet

aristocratique de l'oisiveté coutumière; aucun mouvement vulgaire, aucun geste précipité, aucune allure suspecte. L'enfant avait, elle aussi, les dehors d'une petite princesse avec ses duvets de cygne et la dentelle qui foisonnait autour de son doux visage.

Je me rapprochai d'elles, et soumis à Mme L'Hermite un plan de campagne qu'elle accepta aussitôt. Il s'agissait de prendre un batelet à Saint-Cloud et de nous faire conduire un peu plus loin, dans quelque endroit moins livré aux foules. On irait où l'ombre serait épaisse, où les prés sentiraient bon, où la solitude semblerait engageante et les gens de bon accueil. A toute chose par moi proposée, ma docile compagne acquiesçait sans la moindre objection, pleine de déférence pour l'homme qui tenait entre ses mains les destinées futures de l'enfant chéri.

Tout ce que j'avais arrangé s'accomplit de point en point. La petite, toujours appuyée à sa mère, poussait de temps à autre un cri de joie quand elle avait pu, le long de la rive herbue, détacher au passage un brin de roseau, un rameau de saule, une fleur de jasmin, ou quand l'apparition de notre batelet avait mis en fuite une escadrille de canetons craintifs. Sa mère ne disait presque rien, savourant en silence les vives émotions de sa « mignonne, » et se penchant de temps à autre pour l'embrasser. Un échange de caresses leur tenait lieu de langage, et ni l'une ni l'autre ne semblait avoir besoin d'interprète. Le sourire de l'enfant était d'une ineffable mélancolie, d'une tendresse, d'une douceur sans pareilles. Ne croyez pas du reste que sur le moment je résumai toutes les impressions dont je vous fais part. Elles me sont revenues plus tard, et Dieu sait si je m'en suis longuement pénétré en ruminant, pour ainsi dire, l'amertume de mes souvenirs.

De bonne heure, l'après-midi, nous fîmes halte dans un endroit entièrement solitaire, et ce fut là que nous dînâmes. Mme L'Hermite acceptait mes services et suivait aveuglément mes moindres indications, sans pour cela m'étonner le moins du monde. Cette journée s'écoulait pour moi comme un rêve. On m'aurait transporté chez les fées et mis au régime du prince Charmant que cela ne m'eût pas autrement surpris. Ce n'était pourtant pas là mon humeur ordinaire. Je me suis demandé depuis si cette femme agissait ainsi par inexpérience ou par indifférence. Ignorait-elle la portée possible de la condescendance qu'elle me témoignait, ou bien n'avait-elle aucun souci des suppositions que cette condescendance pourrait suggérer soit à moi, soit à d'autres? Tout compte fait, je regarde comme probable qu'elle ne pensait, dans tout ceci, ni à elle ni à moi, mais qu'elle était tout entière à l'enfant et à ses joies naïves.

Avant de prendre place à table, elle avait ôté son chapeau d'abord, son bonnet ensuite, et je vis alors dans toute leur splendeur

ses abondans cheveux bruns, couronnant cette tête digne des frises du Parthénon. — Après s'être décoiffée, elle laissa glisser de ses épaules le manteau flottant dans les plis duquel se perdait sa taille haute et souple, aux lignes correctes et pures, nettement dessinée par l'étroit corsage de sa robe noire sans ornement; taille de reine ou plutôt de déesse, que le ciseau de Phidias eût reproduite sans y rien changer; buste admirable qui fascinait mes regards et en même temps me commandait le respect dû aux chefs-d'œuvre. — Au retour, nous retrouvâmes les impressions encore récentes du voyage enchanté que nous venions de faire ensemble : aux mêmes bords les mêmes cygnes, les mêmes ondes sous la même brise attiédie, les mêmes fleurs sous les mêmes ombrages, le tout encore plus empreint de fantaisie et de rêve. L'heure du coucher était venue pour l'enfant, lorsque nous arrivâmes à la porte de la maison où logeait sa mère. Elle ne m'invita point à monter; je la suivis néanmoins sans savoir ce que je faisais, et sans qu'elle en parût étonnée ou choquée.

— Remerciez monsieur, dit-elle à sa fille, de la bonne journée que nous venons de passer.

L'enfant répéta docilement cette formule, puis elle ajouta de son propre mouvement : — Merci de m'avoir cueilli des lis et montré ces beaux oiseaux qui nagent.

Simples paroles qui jetèrent sa mère dans une espèce d'extase. En relevant la tête, — nous étions tous deux penchés sur le lit de la petite, et nos visages se touchaient presque : — Écoutez, me dit-elle, si vous mettez cette adorée en état de courir librement sur les gazons éclairés de soleil où nous marchions cette après-midi, j'apprendrai à croire en un Dieu protecteur et bienfaisant. Ce sera pour appeler sur vous ses bénédictions préférées. Je lui demanderai de vous faire réussir en toute chose, de rendre votre vie heureuse, constamment heureuse jusqu'au dernier jour, de vous accorder tout ce que la tendresse d'une femme et l'amour des enfans peuvent mêler de charme à l'existence.

Elle me tendait la main; je saisis cette main, je la serrai, je partis. Les paroles qu'elle venait de prononcer bourdonnaient encore à mes oreilles plus d'une heure après. Je voulus me remettre au travail. Vain effort! ma pensée n'était plus à moi; mais j'aurais tort d'attribuer au seul souvenir de Mme L'Hermite cette lassitude subite de mes facultés. Les fatigues antérieures, résultats inévitables de mes excès d'étude, y étaient sans doute aussi pour beaucoup. Cet énervement, au surplus, n'était dépourvu ni de charme ni de bien-être. Les songes rians, les images gracieuses foisonnaient dans le dédale où mon imagination était comme perdue. Endormi à la longue, j'entendis cette voix grave qui m'avait tant ému répéter à

côté de moi les paroles bénies qui me vouaient à l'amour des enfans et à la tendresse d'une femme. Elles me réveillèrent, et je crus voir à mon chevet, dans la pénombre, les contours de cette taille admirable, le galbe de cette tête superbe, ce pied cambré, ces mains élégantes dont j'avais les yeux encore saturés. Comme pour donner le change à mes rêveries elles-mêmes : — Pardieu, m'écriai-je à mi-voix, quelle garde-malade ce serait là !... quelle idéale sœur de charité !... si forte et si calme, si douce et si prudente à la fois !

Je vous laisse à penser quelle fut mon agitation le lendemain quand il fallut, sous les yeux d'un maître attentif, opérer la frêle créature sur laquelle, par mon fait et mon vouloir, se pratiquait une expérience toujours redoutable ! Dieu merci, tout se passa au gré de mes vœux, et le docteur R..., plus satisfait qu'il ne s'y attendait sans doute, me serra chaleureusement la main devant tous les internes groupés autour de nous. Toutefois, arrêtant sur mon visage ses yeux pénétrans : — Çà, mon cher garçon, me dit-il presque aussitôt, voilà qui va bien; mais il s'agit de vous maintenant. Vous avez une mine qui ne me plaît guère. Je vous signerai un congé très volontiers... ou plutôt accompagnez-moi. Je vais passer quelques jours à l'étranger, chez le prince T..., blessé en duel, et qui m'a fait demander ce matin même.

Je ne sais par quelle sotte plaisanterie je déclinai cette offre paternelle; mais pour un empire je n'aurais pas quitté l'hôpital où je venais de me signaler ainsi.

Les remerciemens de Mme L'Hermite furent aussi chaleureux, aussi passionnés que vous pouvez vous l'imaginer. Il produisirent en moi une singulière émotion. J'en étais ravi, et tout au fond ils me faisaient peur.

Elle ne quitta plus ni jour ni nuit son enfant, que j'avais fait placer dans une des chambres réservées. C'était encore une dérogation aux règlemens, et j'en fus remercié comme de l'opération elle-même. Vingt fois au moins, dans la journée qui suivit, j'allai m'enquérir de la petite malade, toujours je la trouvai aussi bien que possible. Sa mère était rayonnante, et ses empressemens au-devant de moi, l'attention qu'elle portait à mes moindres paroles, les sourires qu'elle me prodiguait, elle si sérieuse d'ordinaire, auraient pu, auraient dû me tourner la tête; mais point... ou plutôt si. Je me sentais par momens comme enivré; mais j'avais toujours peur, toujours de plus en plus peur. J'allais bientôt savoir ce qui déterminait chez moi cette secrète angoisse, et quel secret pressentiment l'avait suscitée.

A l'heure qu'il est, je ne puis encore me rendre compte de ce qui fit mourir cette pauvre petite. L'opération, ainsi que je vous le disais, avait réussi à souhait; je ne vis pas se produire le moindre sym-

ptôme d'inflammation. Elle devait survivre, elle pouvait se fortifier. Maintenant peut-être n'avait-elle pas en elle de quoi se développer et fournir une carrière complète; peut-être était-elle condamnée d'avance à une fin précoce. Peut-être aussi la présence constante de sa mère, lui inspirant une certaine contrainte, gênait les manifestations des souffrances qu'elle éprouvait, — car elle ne se plaignit presque jamais, jamais elle ne pleura. On ne pouvait juger de son malaise qu'à la moiteur de son front et à la dilatation de ses yeux... Ah! ces yeux, ces yeux!... que de fois je les ai revus! et je me suis souvent demandé si, en me regardant comme elle faisait, cette enfant ne cherchait pas à me faire comprendre, sans en rien laisser voir à sa mère, les tortures qui usaient peu à peu sa vie.

En face du lit où nous l'avions placée, par la fenêtre fréquemment ouverte, elle pouvait voir un pauvre arbuste mourant, — un sycomore, autant que je m'en souviens. Quand le soleil était au déclin, quand la brise du soir s'élevait, l'ombre de l'arbre passait et repassait sur la petite couchette. Ce mouvement amusait notre malade, qui nous avait souvent priés de ne pas baisser les persiennes.

Le troisième jour, quand j'arrivai sur les six heures, l'ombre du sycomore passait et repassait, comme à l'ordinaire, sur le visage de l'enfant endormie. — Ne faudrait-il pas l'éveiller? me demanda Mme L'Hermite, qui me parut un peu troublée et qui vint au-devant de moi plus précipitamment que de coutume. Voici déjà longtemps qu'elle n'a rien pris, et je l'ai trouvée plus faible qu'elle ne le paraissait depuis lundi.

— Combien y a-t-il de temps qu'elle dort ainsi?

— Trente-trois minutes à peu près, répondit-elle, regardant à sa montre; mais elle n'a rien pris avant de s'assoupir. Comme j'allais lui offrir son *arrow-root* et son vin, elle s'est endormie en me souriant.

Tandis qu'elle me parlait, je regardais. Une certaine contraction sur ce pâle petit visage me donna comme un frisson. — Il faut l'éveiller tout de suite,... balbutiai-je sans trop savoir ce que je disais. Ces sommeils d'épuisement ne lui font aucun bien.

Mme L'Hermite se pencha sur sa fille. Mon cœur battait à rompre mes côtes. — Cher bijou, murmurait-elle, la joue contre la joue de la petite, il faut s'éveiller, il faut prendre quelque chose.

Pas le moindre mouvement, pas le moindre souffle.

Relevant la tête et me regardant en plein visage : — Elle a bien froid, me dit Mme L'Hermite, dont la voix grave prit tout à coup un accent tragique.

Je l'écartai de la main pour me pencher à mon tour vers le lit. J'essayai le pouls, je guettai la respiration, le tout en vain. Je de-

mandai des flanelles chaudes. On en couvrit, on en frotta le pauvre petit corps inanimé. J'épuisai toutes les ressources qui rappellent à la vie. Rien ne prévalut. Pendant que la mère préparait les alimens destinés à soutenir les forces défaillantes de son enfant, celle-ci s'était assoupie, et le sommeil où elle entrait ainsi le sourire aux lèvres était celui dont personne ne s'est jamais réveillé.

Mme L'Hermite, agenouillée au pied du lit, ne nous perdit pas un instant de vue pendant que nous nous efforcions de ranimer cette étincelle de vie qui peut-être subsistait encore. Quand tout fut éclairci, elle se leva; puis elle demeura debout, inerte et muette pendant quelques instans qui me parurent appartenir à l'immobile éternité plutôt qu'au temps et à ses heures ailées.

Je voulais à tout prix éviter son regard; mais de nos deux volontés la sienne fut la plus forte, et nos yeux malgré moi se rencontrèrent enfin. Je me sentis écrasé; je tremblais de la tête aux pieds. Je me voyais abject, lâche, criminel, condamné par moi-même. — Elle a raison, me disais-je, de me regarder comme on regarde un assassin.

Lentement, et tenant toujours mes yeux attachés aux siens, cette femme leva ses deux bras, et, par un geste que lui eussent envié les plus grandes tragédiennes, joignit les mains au-dessus de sa tête imposante. Il n'en fallut pas davantage pour m'ôter le peu de force qui me restait, et au moment où ses lèvres s'ouvraient pour me lancer l'anathème, avant même que les premiers mots de cette malédiction eussent frappé mon oreille, levant à mon tour les bras par ce mouvement machinal qu'on oppose au coup d'une arme suspendue, je chancelai d'abord, puis tombai tout de mon long à ses pieds comme foudroyé.

IV.

..... Après une série indéterminée de cauchemars hideux ou grotesques dont le souvenir vague et confus rompait à chaque instant le fil de mes pensées, j'en vins un jour à retrouver quelque conscience de mon état. Mes lèvres brûlaient, et mes cheveux me faisaient mal. J'avais la bouche amère, le front couvert de sueur et sur mes mains humides je ne sais quelle glu tenace et froide. A grand' peine pouvais je coudre ensemble deux idées distinctes. — Où suis-je? fut ma première curiosité. Ma vue était encore bien trouble; je discernai cependant au pied de mon lit deux boules de cuivre que je connaissais bien, et je me dis que je devais me trouver chez moi; mais le lit lui-même n'était pas à sa place ordinaire. On l'avait tiré de l'alcôve et placé en face de la fenêtre. — C'est pour me donner de l'air, continuai-je, étonné moi-même de cette

déduction si précise, après quoi je retombai dans une espèce de torpeur. Il me fallut quelques minutes de repos et un certain effort pour constater ensuite qu'auprès de la fenêtre était un guéridon, sur ce meuble une lampe, à côté de la lampe une femme qui, me tournant le dos, promenait une aiguille agile dans les plis bruyans d'une forte toile. Je continuai là-dessus mes exercices logiques : — Pas de feu dans l'âtre, nous sommes en été... La fenêtre reste ouverte, il doit faire chaud... La lampe est allumée, il fait nuit. Tout ceci me semblait autant de puissantes conceptions. Restait à savoir qui pouvait bien être cette femme, dont j'aurais voulu voir le visage, et qui continuait à coudre obstinément.

Ici j'ouvre une parenthèse, me rappelant certain propos d'une de mes clientes qui l'autre jour me disait : — On préconise le travail à l'aiguille comme le plus innocent des remèdes inventés pour tromper l'ennui des femmes, et vous autres hommes, — j'entends vous autres maris, — vous aimez beaucoup à nous voir un ouvrage dans les mains, lorsque par-dessus votre journal à demi lu, ou à travers la fumée de votre cigare à moitié fini, vous daignez jeter les yeux sur nous. Pauvres gens! si vous saviez ce qui *se pense* entre deux ourlets et à quelles dangereuses méditations la couture a mille fois servi de prétexte!

J'en reviens à cette personne dont j'essayais de m'expliquer la présence dans mon humble chambrette de la rue Jacob, perchée comme un nid de plus au-dessus de trois jardinets contigus, tous les trois peuplés d'oiseaux chanteurs. Elle tirait l'aiguille avec acharnement; je la regardai de même. Les lignes de son cou, la forme de ses épaules me rappelaient *quelqu'un;* mais qui donc? Elle portait un vêtement blanc, composé, j'imagine, d'une camisole flottante et d'un simple jupon à cause de la chaleur. Sa nuque se voyait très bien, et sur sa nuque deux ou trois boucles échappées au peigne. Ses bras étaient à moitié nus. En m'efforçant de reconnaître cette personne déjà vue, je faillis perdre connaissance, et ma tête un moment soulevée retomba sur l'oreiller, où sembla vouloir la clouer une invincible main, dure et froide comme du fer.

La femme posa aussitôt son ouvrage, regarda une montre accrochée près d'elle, et, se levant, s'achemina de mon côté. Je fermai les yeux sans savoir pourquoi, mais de propos délibéré.

Elle s'approcha du lit, se pencha et parut écouter ma respiration. Le souffle de ses lèvres passa sur ma joue, et la chaleur qui émanait d'elle se joua sur mon front moite et glacé... L'instant d'après sa main s'y posa...

Cette fois je ne m'y trompai point, et sans ouvrir les yeux je me dis : C'est *elle!* Je la voyais à travers mes paupières closes. Il me sembla que ce qui me restait de vie s'enfuyait par tous mes pores, et

je me sentais pâmer lorsqu'elle articula distinctement ces paroles : « pourvu qu'il ne meure pas! Dieu juste! pourvu qu'il ne meure pas!... » Cet étrange souhait m'arrêta pour ainsi dire au bord du néant, où j'allais glisser comme dans un abîme obscur.

Ce n'est pas qu'elle m'eût rassuré; j'étais au contraire plus effrayé que jamais, d'où j'ai conclu, après coup, que la faiblesse physique donne à l'esprit une certaine subtilité de perception qui se perd ensuite à mesure que se rétablit l'équilibre normal.

Me sentir débile comme un enfant et livré à cette femme, cela me paraissait monstrueux, si bien qu'après avoir ressassé cette idée menaçante je sentis le froid me gagner. L'évanouissement cette fois fut complet.

Plus tard, — s'était-il écoulé quelques minutes, quelques heures, quelques jours, en vérité je ne sais, — cette même main, essuyant mon front baigné de sueur, humectant mes tempes d'éther, promenant sous mes narines un parfum vivifiant, me procura des sensations d'une douceur infinie. Ce beau bras nu qui m'avait déjà ébloui fut passé sous mon cou et souleva ma tête, qu'il appuya et retint contre un sein élastique et tiède. C'était la vie, c'était la résurrection, que de sentir flotter autour de soi ces douces émanations, de les aspirer, de s'en abreuver, après avoir senti le froid de la tombe.

Elle me présenta une boisson mélangée par elle avec un soin minutieux, et que j'avalai d'un seul trait sans aucune arrière-pensée; puis elle essuya mes lèvres, et je fermai les yeux... Presque aussitôt l'effet voulu se produisit, et je sentis comme un flot de vie circuler dans mes veines avec un sentiment de bien-être presque enivrant.

Jusque-là pas un mot échangé entre nous. Je craignais en parlant de faire envoler le rêve, de dissiper l'extase, et je me contentais d'écouter tout contre mon oreille les pulsations de ce cœur où battait un sang généreux.

Enfin je m'aventurai. — Y a-t-il longtemps, demandai-je, que je suis malade?

— Un mois environ, me répondit-elle après une pause durant laquelle j'avais senti son sein se gonfler et s'arrêter les battemens de son cœur ému. Et, tout en me parlant, elle avait cessé de me regarder, puisque son haleine n'arrivait plus jusqu'à mon front.

— Quel était mon mal?

— Une congestion cérébrale.

— Le danger est-il passé?

— Il l'est à la condition qu'on puisse vous rendre des forces.

— Comment se fait-il que vous me gardiez?

— Je suis à présent garde-malade.

— Et vous m'avez soigné pendant tout ce mois?

— Non, pas la première semaine... Il a fallu enterrer mon enfant.

L'accent de ces dernières paroles fit passer en moi un frisson de terreur. Ce n'était pas une mère, c'était une statue qui venait de les prononcer.

— Je vous fatigue, lui dis-je, recouchez-moi sur l'oreiller.

Elle m'obéit, toujours impassible, et, après avoir tout disposé autour de moi, elle alla se rasseoir près de sa table à ouvrage. J'avais en quelque sorte perdu la saveur de mon retour à l'existence.

— Vous êtes bien Mme L'Hermite? lui demandai-je, m'accoudant, non sans peine, à mon chevet, et la regardant de plus belle.

— Je suis votre garde, répondit-elle simplement sans lever les yeux.

Je voulais continuer l'entretien; mais cet effort se trouva au-dessus de mes forces, et le sommeil me dompta bien avant que j'eusse trouvé les paroles dont j'étais en quête.

C'était un second intervalle lucide. Il s'écoula près d'une semaine avant que j'en retrouvasse un troisième. Je savais cependant, mais d'une manière assez vague, comment tout se comportait autour de moi. Je distinguais la voix du docteur R..., qui venait assez fréquemment s'informer de moi. Je savais qu'une autre garde était adjointe à Mme L'Hermite. C'était une des infirmières de l'hospice, une femme de service, tout à fait en sous-ordre; mais je ne me rendais pas compte bien exactement du rapport que tout cela pouvait avoir avec *moi*. J'étais devenu comme une tierce personne dont je m'occupais sans trop d'intérêt, un malade quelconque dont je surveillais le traitement, et chez qui je notais des symptômes tantôt fâcheux, tantôt favorables. Quand il se fit autour de moi un peu plus de jour, ce ne fut pas, je vous le certifie, une mince affaire que de débrouiller ces deux personnages, le malade et moi, et de savoir au juste à qui je pensais en passant en revue tout ce qui m'était arrivé, mon chagrin, mon repentir, mes anxiétés, etc. — Ma foi, cher enfant, me dit un jour le docteur R..., vous avez eu de la chance; sans cette garde-là (me montrant Mme L'Hermite), vous ne vous seriez jamais tiré d'affaire.

— Il me croit donc sauvé, dis-je à ma gardienne quand il fut parti. Seriez-vous de son avis?

— Pourquoi non? répondit-elle, toujours sobre de paroles.

— Vous savez ce que je veux dire, ma chère... A propos, comment vous appelez-vous?

— Comment je m'appelle? répéta-t-elle d'un ton singulier. Eh bien! si vous y tenez, nommez-moi... Ilda.

— Ilda?... Quel est ce nom de roman ou d'opéra-comique?

— Il n'a point paru ridicule à tout le monde, répondit-elle avec une douceur parfaite, et je l'ai entendu moduler fort tendrement, je vous assure. Bref, c'est mon nom, et je vous permets de me le donner. Depuis mon enfance, une seule personne a eu ce droit.

Tandis qu'elle prononçait ces derniers mots, son regard, si rarement dirigé vers moi, se posa sur le mien avec une expression qui me flatta comme une caresse; mais en même temps la peur me reprit, et, sans faire semblant de rien, je guettais un nouveau regard pour le scruter plus à fond. L'occasion ne revint pas de sitôt.

V.

Ma convalescence traîna longtemps. Peut-être, pour se bien porter, faut-il le vouloir, le vouloir énergiquement. Or je ne me souciais guère, il faut l'avouer, de rentrer dans les conditions antérieures de ma vie studieuse et solitaire. J'avais bien vite contracté l'habitude de me voir entouré de soins par une femme dont la moindre marque d'intérêt me jetait dans des transports de joie qui, pour être attentivement comprimés, n'en étaient pas moins vifs. Présente, je vivais en elle, ne la perdant pas de vue un seul instant; absente, j'en faisais l'idéal de mes espérances, elle prêtait un corps, une réalité vivante et palpable à ces poèmes de volupté que toute jeunesse oisive fait éclore dans le vide des heures. En songeant que j'étais resté jusqu'alors étranger à certaines émotions, et que, sauf l'ambition dont je me suis accusé, toute passion m'était inconnue, vous comprendrez sans peine jusqu'où pouvait aller la fascination à laquelle je cédais avec une sorte de délire enthousiaste. J'étais sous le charme, heureux de la faiblesse énervée qui me condamnait à un repos délicieux et me donnait pour soutien cette femme aux allures royales, qui m'enveloppait de ses beaux bras et me berçait, me pressait sur sa blanche poitrine.

Il faisait très chaud. Elle avait installé dans un caisson accroché aux rebords de ma croisée quelques fleurs, telles qu'on en trouve dans ces jardins suspendus qui sont à Paris le luxe des plus pauvres : quelques pieds de mignonnettes, quelques héliotropes, quelques verveines à l'odeur de citron. Quand le soir elle les arrosait, quand leurs parfums arrivaient jusqu'à moi, et que dans cette atmosphère, qui semblait émaner d'elle, je la contemplais travaillant sous la lampe, quelles extases, quel enivrement, et comme je souhaitais ne jamais guérir! J'avais donc une garde telle que les princes de la terre auraient pu me l'envier, exacte jusqu'à la minutie, dévouée jusqu'au sacrifice, constamment prévenante et douce, bref une perfection... pour tout homme qui ne l'eût pas aimée comme je l'ai-

mais, — pour moi, vous comprenez, un poison lent caché dans du miel.

J'ai compris depuis la tactique de cette femme, qui n'était plus innocente, et qui savait à merveille et se montrer et se dérober, toujours au moment opportun. L'heure où je la désirais le plus était rarement celle où elle se consacrait à moi; mais, si quelque chose semblait me distraire d'elle, la fée accourait, armée de sa grâce et de ses prestiges. Me voyait-elle un peu excité, plus tendre, plus familier qu'il ne lui convenait, l'étoile disparaissait derrière un nuage, et, rendu aux ténèbres, je demeurais livré aux soins gauches et brusques de la vieille infirmière.

Tout cela, je le répète, m'a été révélé depuis; mais dans le moment je ne me rendais aucun compte de ces artifices. Si parfois le souvenir de ce qui s'était passé me rendait quelques craintes, quelques inquiétudes, et si je voulais étudier cette physionomie empreinte d'un calme rigide, neuf fois sur dix elle se dérobait à mon examen, car presque jamais je ne voyais le visage de Mme L'Hermite, et si j'avais follement conçu pour elle un amour très peu métaphysique, il le faut dire, ce n'étaient point ses traits qui m'avaient frappé, mais bien la grâce de son corps, la molle désinvolture de ses mouvemens, l'ondoyante et fuyante provocation que recélait l'apparente majesté de sa démarche. Je l'ai vue quelquefois endormie, ou feignant de l'être, sur un canapé, à l'extrémité de ma chambrette; elle était drapée et posée comme une de ces impératrices qu'a immortalisées le ciseau des sculpteurs romains, et de même que les historiens de notre âge interrogent, pour mieux comprendre l'ère d'Auguste, ces grandes images de marbre, de même, mais avec des battemens de cœur qu'ils ne connaissent point, je me perdais en conjectures, je sollicitais ardemment le secret de ce sommeil plein de séductions, et je me demandais si, indépendamment de ce que les philosophes appellent l'âme, le corps n'a pas aussi sa puissance invisible, impalpable, essence subtile de la matière qui le compose. J'aurais voulu en être certain, et ceci m'eût affranchi de quelques scrupules.

— A qui rêve-t-elle? me demandais-je accoudé sur mon oreiller. Quelle affection peut abriter encore ce sein dont s'est détaché, comme un fruit mûr, l'enfant adoré, ce sein, dont mes yeux suivent sans se lasser les ondulations si régulières et si calmes. Qu'y a-t-il là? Un cœur vivant ou défunt? une espérance ou un regret? Je t'ai vue empressée, remplie de zèle; jamais je n'ai constaté chez toi un seul élan de tendresse. Me soignes-tu simplement par devoir, par charité chrétienne? A tout autre malade, ne prodiguerais-tu pas les mêmes attentions, les mêmes douceurs câlines? Et ces

mains dont le contact m'électrise quand elles effleurent mes cheveux, cette voix que tu sais adoucir en me parlant, ces bras dont tu m'as enveloppé quelquefois, et dont l'étreinte ne fut pas toujours exempte d'un frémissement mystérieux, tout cela est-il un trésor banal où le premier venu peut puiser comme moi, pourvu qu'une fièvre maligne ou une pleurésie lui en livre la clé?

Mais à ce point de mes réflexions un souvenir se dressait devant moi comme pour répondre à ces questions irritantes. C'était le souvenir du jour où je l'avais entendue murmurer à mon oreille : — *Pourvu qu'il ne meure pas! Dieu juste!* Cette ardente invocation, ce vœu passionné n'indiquaient-ils pas autre chose qu'un sentiment impersonnel qui aurait pu s'adresser au premier infirme venu? Oui, certes!.. Et tout aussitôt je me repris à trembler en me rappelant cette petite couchette, cette enfant trépassée, ces yeux chargés de haine, ces bras levés pour m'écraser sous l'anathème... L'énigme redevenait obscure et terrible. Était-ce une victime que l'on avait voulu dérober à la tombe? Cette vigilance, cette assiduité, ce zèle inexplicables n'étaient-ils pas mis au service de quelque atroce ressentiment?

Sans que je pusse rien éclaircir, les choses allèrent ainsi quelque temps, au grand scandale du docteur R..., qui ne comprenait rien à la persistance de ce qu'il appelait mon *anémie*. — Votre cœur, me dit-il un jour, — et il me sembla qu'il regardait de côté Mme L'Hermite, — votre cœur est singulièrement faible, singulièrement susceptible... Je crains en vérité...

Sans doute il nota sur mon visage quelque rougeur et quelque embarras, car sa physionomie devint plus sérieuse, et il me parut nous examiner tour à tour, ma garde et moi, comme un juge eût examiné deux prévenus, deux complices. Je me pris à souhaiter que Mme L'Hermite lui semblât laide; mais comment croire à pareil miracle?

— Allons, allons, reprit le bon docteur, les choses ne peuvent marcher ainsi... Changeons de système, cher garçon, et cela sans plus tarder. Vous avez trop à faire dans ce monde pour qu'on vous laisse plus longtemps en dehors de la circulation. L'air de Paris, l'air de cette chambre me paraît trop énervant... surtout par la chaleur qu'il fait.

— Je suis trop faible pour être transporté, répliquai-je tout aussitôt... Ce serait vouloir ma mort.

Mais il ne prit seulement pas garde à cette formidable objection. — Bah! fit-il en essuyant ses lunettes bleues, je viendrai demain vous prendre avec ma voiture. Je vous mène au chemin de fer et vous emballe pour mon village natal, à trois lieues d'ici... Un charmant endroit, fort haut perché, où l'air respirable ne ressemble pas

plus à celui de la rue Jacob que... que la vieille Pierrotte, ma fermière, ne ressemble à madame, ici présente..; mais Pierrotte a une belle vache, et cette vache vous donnera du lait frais soir et matin... Voilà qui est dit, faites vos paquets...

Ce ton impérieux me révoltait, et je cherchais quelque réplique bien péremptoire à opposer à mon cher patron, lorsque Mme L'Hermite, jusqu'alors muette, parut vouloir intervenir dans le débat. — Je suis enchantée, monsieur, dit-elle au docteur, que vous ayez conseillé ce nouveau régime. Cela me tire d'un certain embarras. Il m'est impossible de continuer mes soins à votre malade. Des nouvelles arrivées de mon pays me forcent à y retourner... Or il m'en coûtait beaucoup de laisser monsieur réduit aux soins de ma digne acolyte, dont les talens sont loin d'égaler le bon vouloir; mais madame... Pierrotte et cette belle vache qu'elle a nous remplaceront toutes deux à merveille.

Je saisis au passage un très léger sourire qui prêtait à ces derniers mots une imperceptible pointe d'ironie. Le docteur n'y fit pas la moindre attention, et parut seulement un peu étonné. — Ah! fit-il... nous vous perdons?.. Tant pis, madame, et cent fois tant pis; on n'a pas tous les jours des infirmières taillées comme vous. Ce que je dis là, continua-t-il un moment après, — ce compliment à brûle-pourpoint l'ayant mise en fuite, — ce que je dis là est bien ma pensée; mais en somme cette femme est trop belle et trop jeune pour le métier auquel elle s'est vouée... De plus c'est une personne à idée fixe... préoccupée d'un souvenir ou tendant à quelque but inavoué.

Ces dernières paroles me firent frémir. Le docteur ne savait point (vous vous en doutez peut-être) que Mme L'Hermite fût la mère de l'enfant si désastreusement opéré dans son hôpital, et je ne le voyais pas sans terreur entrer ainsi sur le chemin de la vérité. Je ne sais ce que je lui répondis d'un ton bourru. Il venait de froisser en moi une autre corde sensible en trouvant Mme L'Hermite si jeune et si belle. Je rougis de ma folie, mais il n'en est pas moins vrai que je me sentis jaloux du docteur; mes soupçons l'eussent vertement amusé, s'il eût pu en concevoir la moindre idée; il était par bonheur à cent lieues de là, et me répliqua simplement : — Boudez, mon petit; boudez tant qu'il vous plaira. Vous me remercierez un autre jour de ce que je fais aujourd'hui pour votre bien.

Lorsque Mme L'Hermite, qui l'avait reconduit le plus gracieusement du monde, rentra dans la chambre et m'y trouva livré aux réflexions les plus amères, elle se prit à me regarder avec une sorte d'intérêt, ce qui était chez elle une faveur des plus rares. En outre elle s'assit près de mon lit, et, rareté non moins grande que l'autre,

elle prit l'initiative de la conversation, tout en préparant son ouvrage : — Vous voilà donc campagnard, et dès demain?

— C'est-à-dire qu'on prétend m'y contraindre, répondis-je tout offusqué... Reste à savoir si je serai ou non le maître de mes actions... Or il est probable que j'enverrai bien loin ceux qui semblent en douter.

— Voyons, voyons, pas de coup de tête... Suivez les conseils qu'on vous donne, reprit-elle avec une sérieuse sollicitude... Puisqu'il m'est impossible de rester ici...

— Et s'il m'est tout aussi impossible, à moi, de vivre sans vous? lui dis-je avec un emportement qui passait toutes limites. Or, à peine ces mots lâchés, j'aurais payé gros pour les reprendre, pensant qu'elle allait se formaliser; mais elle feignit de n'en avoir pas compris le véritable sens. — Mon Dieu, dit-elle très simplement, je pense, comme vous, que vous n'êtes peut-être pas encore en état de vous passer de votre garde habituelle. Cela étant, elle ne s'accommoderait pas volontiers de vous quitter incomplétement guéri; mais, après ce qui a été dit aujourd'hui par le docteur R..., il est clair que je ne puis continuer à vous soigner *ici*,... car je ne saurais comment faire pour qu'il ne m'y vît point...

Le cœur me battait bien fort, et je craignais de m'abuser sur le sens de ces paroles ambiguës, prononcées avec un calme, un sang-froid merveilleux.

— Dois-je comprendre? commençai-je...

— Vous devez comprendre, poursuivit-elle, m'interrompant, que, si demain vous vous laissez docilement emmener, votre garde ne sera pas longtemps à vous aller rejoindre;... mais il faudra être sage, obéissant, discret...

— Tout ce que vous voudrez que je sois, je le serai, m'écriai-je en m'emparant d'une de ses mains qui demeura dans la mienne, bien que je l'eusse portée à mes lèvres par un premier mouvement d'enthousiasme.

— Avez-vous une sœur? me demanda-t-elle après un moment de réflexion.

— Ni sœur, ni frère.

— Le docteur sait-il que vous n'avez pas de sœur?

— Je ne lui ai jamais parlé de ma famille; il ne me connaît que comme étudiant.

— Voilà donc qui va tout seul. Vous lui direz demain, et vous aurez soin de répéter devant lui aux gens de la ferme, que votre sœur doit venir vous soigner. Le docteur est trop occupé pour vous aller voir bien souvent. Quand il devra venir, nous le saurons, et il ne sera pas bien difficile de nous arranger pour qu'il ne voie point... votre sœur.

Comme étonnée de sa condescendance, elle me retira sa main et se leva pour sortir. Ce mouvement et le singulier regard qu'elle me jeta paralysèrent mes lèvres, qui déjà s'ouvraient pour la remercier de ses bontés inattendues. Quel bizarre contraste entre ce terrible coup d'œil et l'affectueux langage qu'elle venait de me faire entendre!

VI.

C'était bien une petite ferme, tout à fait prosaïque et sans aucun luxe, que celle où m'envoyait le bon docteur, et je ne compris guère, en voyant la Pierrotte, qu'il eût sérieusement songé à me la donner pour garde-malade, surtout après m'avoir mis au régime de l'intelligente et belle Ilda. La vache, par exemple, me tint fidèlement ce qu'il m'avait promis, et les abords de mon nouveau séjour me parurent charmans lorsque je pus les explorer, durant les derniers jours d'août et la première quinzaine de septembre, en compagnie de Mme L'Hermite, qui, selon sa promesse, était venue me retrouver quarante-huit heures après mon installation définitive. Cette courte privation de sa présence m'avait fait mieux apprécier encore la douceur de ses soins et le charme de sa personne. Assis auprès d'elle sur un banc à demi caché sous les rosiers et les chévrefeuilles qui, dans un désordre pittoresque, encombraient l'extrémité la plus reculée du vieux jardin, je bénissais le docteur et sa naïve méfiance. Ne leur devais-je pas cette ombre parfumée, ce cadre de verdure et de fleurs qui allait si bien à l'éclat lumineux de mes nouveaux rêves? — Ah! qu'il a bien fait, disais-je en me pressant contre ma belle compagne, qu'il a bien fait de ne pas me laisser dans cette étroite mansarde où vous sembliez une princesse fourvoyée et déchue! Parlez-moi de ces berceaux enchantés, de cet air qui semble un élixir de vie, de ces après-midi où je vous conserve près de moi, sans que des tiers importuns ou de fâcheux devoirs troublent notre radieuse intimité.

Un jour que, pour la vingtième fois, je brodais sur ce thème des variations plus ou moins ingénieuses, et qu'elle les accueillait, comme d'ordinaire, par un assez vague sourire, elle détourna la tête, et avec un profond soupir : — Il faut bien vous écouter, pauvre malade, interrompit-elle très doucement; mais quand vous irez mieux, quand votre sœur n'aura plus aucun prétexte pour demeurer auprès de vous...

— Oh! alors, m'écriai-je avec un élan passionné, ma sœur fera place à ma maîtresse, et ma maîtresse deviendra ma femme...

Ici je sentis frémir sa main que j'avais saisie, et qu'elle ne me déroba point; mais elle se détourna de moi comme auparavant, —

plus qu'auparavant peut-être, — et sous la mousseline blanche, qui voilait seule à mes regards ses épaules et ses bras de statue, j'entrevis comme un reflux de nuances rosées. Enhardi par ce symptôme d'émotion, je donnai à mes instances un caractère si pressant qu'elle dut, comme en dépit d'elle-même, retourner la tête : — Comment! disait-elle, vous voulez que je vous aime?... Moi, vous aimer!... Est-ce donc croyable?

Cette dernière question, incompréhensible pour moi, elle semblait se l'adresser à elle-même. Avant que j'eusse pu la commenter ou y répondre, elle disparut, et je restai tout interdit, occupé à m'expliquer cet accent, ce regard énigmatiques, qui semblaient m'annoncer un tout autre sentiment que celui auquel j'aspirais; puis, la jeunesse aidant : — Bon! me disais-je, elle m'aime très certainement, mais elle m'aime *à regret*, et lutte de son mieux contre un penchant qui l'envahit en dépit de toutes ses résistances. Si cela n'était pas, continuais-je du même train, pourquoi se serait-elle ainsi dévouée? pourquoi risquerait-elle une fraude qui la perd de réputation, si elle vient à se découvrir? Cette seule crainte chez une femme aussi réservée, aussi fière, est une barrière que la passion seule fait franchir.

Donc, à mon compte, je ne devais point douter de son amour; mais que cet amour me semblait froid, passif, dépourvu de tout élan, de tout sympathique retour! Qu'il y fallait changer peu de chose pour qu'il ressemblât à l'indifférence, voire à une sorte d'aversion!

Ces réflexions m'avaient tenu immobile, la tête dans mes mains pendant je ne sais trop combien de temps, lorsqu'une main se posa sur mon épaule, tandis qu'une voix grave murmurait à mon oreille : — Levez-vous, *mon* malade, il faut rentrer; la rosée du soir ne vous vaut rien. — Le fait est que les étoiles commençaient à blanchir dans le ciel, où planaient encore quelques rayons venus du couchant.

Pourquoi sa familière adjuration m'avait-elle fait frissonner? pourquoi ces mots si simples en eux-mêmes : levez-vous, *mon* malade! m'avaient-ils frappé au cœur, comme l'évocation de l'ange noir venant réclamer *sa* victime?... La première fraîcheur du soir sans doute expliquait en partie ce phénomène, et une fois rentrée, quand elle eut laissé tomber les rideaux, allumé la lampe, et placé devant moi je ne sais quel chaud breuvage, mes craintes s'effacèrent comme par enchantement, et me parurent on ne peut plus absurdes.

Cette heureuse disposition durait encore le lendemain lorsque nous allâmes, aux chaudes heures de l'après-midi, nous asseoir à la limite d'une pièce fraîchement fauchée ; les meulons de foin exha-

laient une odeur tiède et pénétrante qui se mêlait à celle des fleurs tardives dont quelques tilleuls se paraient encore. Je m'endormis la tête sur les genoux de ma compagne, et la joue appuyée à l'un de ses beaux bras blancs veinés de bleu qu'elle avait disposés comme un doux oreiller de satin. Combien de temps s'écoula pendant mon sommeil, je ne saurais vous le dire; mais ce qui est certain, c'est que je m'éveillai en sursaut, avec une horrible sensation d'effroi. Quelques menaces, dont le sens m'échappait, avaient été murmurées ou plutôt sifflées à mon oreille, et mon cou frémissait au contact glacé d'un serpent qui venait de s'enrouler autour de lui... J'y portai la main brusquement, et cela pour y trouver, non certes un reptile aux étreintes mortelles, mais une lourde tresse de beaux cheveux bruns qui s'était détachée, je ne sais comment, du front que Mme L'Hermite penchait au-dessus du mien. Comme je la regardais, encore effaré, avec des yeux qui sans doute lui révélaient ma terreur, elle se prit à sourire, et dans ce sourire s'éteignit fort heureusement l'expression menaçante que de prime abord j'avais cru trouver à son regard. Elle semblait maintenant me prendre en quelque pitié.

— Je vous ai laissé dormir, me dit-elle, pensant qu'il n'y avait aucun danger...

— Du danger !... Quel danger pouvais-je courir?

— Le danger de prendre froid, répliqua-t-elle avec une pointe d'ironie... Je ne vois pas, cher enfant, à quel autre péril vous étiez exposé... Faisiez-vous par hasard un mauvais rêve?

— Un rêve affreux, un vrai cauchemar, répondis-je déjà consolé, car jamais encore elle ne m'avait appelé son « cher enfant. » — Auprès de vous, continuai-je, est-il possible que des craintes aussi chimériques viennent m'assaillir?

Elle ne répondit pas, et, par un léger mouvement de tête, me déroba son visage, que j'entrevoyais de trois quarts. — Au surplus, repris-je encore, je ne suis pas bien certain de n'avoir pas eu froid... Et avec un frisson moitié sincère, moitié joué, je pris le bras de ma compagne pour rentrer au logis avec elle. J'aimais ma faiblesse, qui m'autorisait à l'étreindre comme le lierre étreint l'arbre qui l'aide à vivre.

Elle se taisait. Généralement, elle parlait on ne peut moins, je crois l'avoir déjà dit, et presque jamais la première, ayant peut-être conscience qu'elle tenait de Dieu une muette éloquence, celle de la beauté qui subjugue et de la grâce qui charme. On se serait peut-être lassé de l'entendre; on ne se lassait pas de la regarder. Ce perpétuel silence ne laissait pourtant pas de me causer par moment un certain malaise. Jamais un mot de son enfant, jamais une larme donnée au souvenir de cette mort qui l'avait jetée dans un

tel paroxysme de douleur. Que fallait-il penser d'une aussi flagrante anomalie? Quand je me posais cette question, je sentais un doute affreux m'envahir, et j'implorais un sourire qui me rendît courage. Rarement elle semblait m'entendre, plus rarement encore elle était disposée à m'accorder le regard que je sollicitais; puis, quand mes prières avaient triomphé de son impassible résistance, les grands yeux noirs inscrutables qu'elle arrêtait sur moi ne m'offraient qu'une énigme nouvelle, tant leur expression était fugitive. Et, au moment même où je pouvais me flatter que j'allais y lire mon sort, elle se voilait tout à coup de ses deux mains par un geste pudique et désespéré.

Ce soir-là, domptant pour la première fois des répugnances que vous comprendrez sans beaucoup de peine, je voulus rompre le charme funeste qui nous isolait et me paraissait l'unique barrière entre elle et moi. Au moment décisif, mon embarras fut grand, et lorsque, faisant allusion à la douleur qu'elle me dissimulait, je réclamai, comme un droit, d'être associé à ses regrets, je m'arrêtai bientôt, et ma voix se perdit en quelques balbutiemens confus. Je venais de sentir ébranlé par une sorte de choc convulsif ce beau corps que j'enveloppais d'un bras caressant, et je m'imaginai que je venais d'appeler sur moi une seconde malédiction, pareille à celle qui m'avait naguère écrasé; mais, lorsqu'elle prit la parole, ce fut du ton le plus calme et avec l'accent le plus doux. — Oui, mon ami, me dit-elle, je vous mènerai près d'*elle*... mais pas encore.

— Et quand donc?

— Lorsque vous serez plus fort, lorsque notre union sera irrévocable.

— Le sera-t-elle bientôt?...

— Mais sans aucun doute... Ou bientôt, ou jamais...

— Sur-le-champ alors; mais qu'avez-vous? On dirait votre cœur prêt à déborder?

— Vous avez raison... il déborde, reprit-elle avec un effort évident pour dégager sa poitrine oppressée... Ne sauriez-vous deviner pourquoi?

En m'adressant cette question, elle s'était penchée de mon côté; son visage était tellement près du mien que je ne pouvais en scruter l'expression douteuse.

— Si je me permettais de juger votre cœur d'après le mien, lui répondis-je, je saurais bien vous dire ce qui en est...

— Sans doute, sans doute... Eh bien! pourquoi pas?... Ne puis-je vous aimer comme vous m'aimez vous-même?... N'êtes-vous pas assez confiant, assez généreux, vous qui voulez associer à vos destins une femme inconnue, faire d'elle votre compagne, lui donner votre nom, à elle qui n'en a plus?

— Ne parlez pas de ma générosité, m'écriai-je en lui coupant la parole... On n'est pas généreux quand on paie à n'importe quel prix l'unique bonheur dont on se soucie.

— Ah! oui, oui!... Dites-moi bien cela! Persuadez-moi que tel est bien le sens du sacrifice fait par vous! C'est pour vous, n'est-ce pas? pour vous, non pour moi, que vous poursuivez cette folle résolution, pour vous, non pour moi, que vous affrontez ce déshonneur. Répétez-le-moi, tâchez de m'en convaincre; alors seulement je pourrais me donner... Mère avant d'être épouse, je traîne au pied l'infamie... Cette infamie souillera la main que vous daignez me tendre... Le nom que je porte n'est pas à moi;... tout cela doit rester présent à votre pensée, et si quelque jour...

— Pas un mot de plus, interrompis-je en posant ma main sur sa bouche. Où vous êtes, je ne puis voir l'infamie. Votre passé ne m'appartient pas, et je n'en veux rien connaître; ce que vous êtes, je le sais; ce que vous serez, je le sais mieux encore. Vous serez ma femme...

Elle ne trouva pas un mot à me répondre. Mes caresses, elle les reçut de même, comme l'accessoire obligé du langage qu'elle venait d'entendre. Sa main ne répondit pas, fût-ce d'un seul doigt, à l'étreinte de la mienne. C'était toujours la statue dédaignant de quitter son piédestal, mais une statue souple et vivante dont le voluptueux contact, l'arome enivrant, portaient le désordre dans tous mes sens.

VII.

Le jour était pris, le temps passait, — vite ou lentement, je ne sais, car j'étais ivre, ivre d'un bonheur parfois troublé par le regard ambigu de ces grands yeux noirs que je savais maintenant contraindre à rencontrer les miens : tantôt j'y lisais une pitié profonde, tantôt ils redevenaient implacables comme au jour du terrible anathème.

Un soir vint où je pus lui dire : — Après la nuit qui va s'écouler, une seule nuit, chère Ilda, viendra nous séparer encore. Le jour qui suivra nous verra pour jamais unis.

Une heure plus tard, ne pouvant trouver le sommeil, je rentrai dans la pièce où je l'avais laissée. Elle y était encore, assise devant l'âtre, où quelques débris de feu projetaient sur elle çà et là de flottantes clartés. Ses mains rejointes tenaient soulevé un de ses genoux. Telle était son absorption qu'elle ne m'entendit pas me rapprocher d'elle; je marchais, il est vrai, à fort petit bruit, le pied dans des chaussures de feutre. Tout à coup elle me vit prosterné devant elle, et, saisissant ses deux mains, je trouvai cette fois, pour lui dépeindre ce qu'elle me faisait éprouver, des paroles brûlantes dont l'éloquence m'étonnait moi-même. Avec un mélange singu-

lier de surprise et d'effroi, d'émerveillement et d'horreur, je vis jaillir de cette statue un flot de larmes, et de violens sanglots soulever sa poitrine de marbre. Je voulus l'enlacer de mes bras, boire ses pleurs, aspirer ses soupirs haletans; mais elle se dégagea sans peine de ma débile étreinte, et, se levant, s'appuyant au chambranle de la cheminée, elle attendit, pour répondre aux questions dont je l'accablais, la fin de cet orage si subitement déchaîné. Alors elle me dit simplement : — Vous voyez, mon ami, quelle pauvre femme je suis... Il est dur de se sentir si faible... Laissez-moi maintenant me remettre... Demain, près de cette tombe, je vous dirai tout.

Je vous laisse à penser dans quelles perplexités je passai le reste de cette triste nuit. Le lendemain, — c'était une de ces matinées d'automne où les froids à venir s'annoncent par d'humides brumes, — une voiture de louage nous conduisit à la porte d'un cimetière fermé depuis longtemps, mais où, par autorisation spéciale, la pauvre mère avait pu déposer dans un tombeau de famille les restes de son enfant. Ce fut là, sur le fronton de ce petit monument, que je pus lire pour la première fois le véritable nom de celle que j'appelais Mme L'Hermite. C'était un nom connu, inscrit à certaines pages de nos fastes militaires. Je ne me crois pas autorisé à le révéler.

Pendant le trajet, et bien que je l'y eusse provoquée à plusieurs reprises, Ilda n'avait pas articulé une seule parole. Jamais en revanche je ne l'avais vue si belle, et jamais sa physionomie ne m'avait paru plus douce. Toutefois, par un phénomène tout à fait inexplicable, jamais je ne m'étais senti aussi séparé d'elle, aussi intimidé, soyons franc, aussi craintif. Je la suivais dans les vertes allées avec la résignation stupide du mouton qui se laisse conduire à l'abattoir.

Dans une étroite enceinte, en dehors de la chapelle, j'aperçus une petite fosse surmontée d'une croix de fer noirci. — C'est *là*, me dit-elle.

Je regardai. Le gazon n'avait pas encore bu les pluies d'automne qui devaient sous peu le vivifier. Sans doute elle fit la même remarque. — Aride comme mon cœur, dit-elle encore.

Puis elle se laissa tomber à genoux, et peu à peu, se baissant toujours, en vint à presser de son sein et de ses joues même, l'une après l'autre, cette herbe funèbre. Priait-elle ? Je voudrais le croire; mais en bonne vérité je ne saurais l'affirmer.

Devant cette immense douleur, je me sentais confondu, petit, écrasé de remords. Elle se souleva et me dit d'une voix brisée : — Vous le voyez, n'est-ce pas?... c'est impossible. Tout ce qu'il y a de maternel en moi se révolte. Cette enfant ne le veut pas... Vous avez été bon pour elle; son plus beau jour, peut-être, elle vous le

doit... Devenue votre femme, j'aurais pu... mais non, je sens que tout m'échappe... le bonheur, la vengeance, tout!... Ici, sur la fosse de l'enfant qui a péri dans vos mains, je retire la malédiction que j'ai prononcée... La haine qui me l'avait dictée, je n'ai même pas su la garder, misérable et faible que je suis...

Appuyé contre un arbre, je la regardais en pleurant et sans bien me rendre compte de ce qui se passait. J'étais vivement ému; mais la seule pensée un peu nette qui se fît jour dans le pêle-mêle de mon cerveau fatigué, — la seule du moins que je retrouve en mes souvenirs, — était cette impatientante banalité dont on rebat les oreilles de quiconque est malheureux : — Je vous l'avais bien dit, me disais-je à moi-même. Le fait est que maintes fois, et dès le début, j'avais pressenti ce désarroi de mes plus chères espérances.

Une petite pluie fine vint à tomber, voilant à mes yeux l'immense panorama de Paris tel qu'on le voit des hauteurs de Montmartre. La pauvre mère ne s'en doutait pas, abîmée qu'elle était dans sa folle douleur. Je voyais s'imbiber peu à peu le frêle tissu qui protégeait mal ses épaules. Pour la rappeler à elle-même, je ne trouvai que ces mots dont l'ineptie me frappa au moment où ils sortaient de mes lèvres : — Il pleut, lui dis-je, je me sens transi et mouillé sous cet arbre qui ne m'abrite point. Je vais retomber malade. Voulez-vous que nous rentrions?...

Mon corps, mon esprit, étaient également las, également engourdis. Je chancelais, je buttais à chaque pas. Elle m'offrit l'appui de son bras, elle me fit monter en voiture, elle s'y plaça près de moi, le tout en silence. Une fois rentrés à la ferme, elle me prodigua les mêmes soins qu'à l'ordinaire, et, par je ne sais quelle sotte infatuation, j'en vins à penser que rien peut-être n'était changé dans nos projets et nos conventions mutuelles.

Elle me détrompa le soir même. A loisir, du ton le plus calme, elle me dévoila les mobiles primitifs de son étrange dévoûment. Se donnant pour but de me rendre amoureux d'elle, — et Dieu sait qu'elle y avait réussi! — elle s'était promis pour le jour même de notre hymen la vengeance dont elle était altérée. Elle couvait l'idée de me faire partager la honte de son illicite maternité. Elle comptait bien m'amener près du tombeau de sa fille et m'écraser là d'un nouvel anathème. S'il ne m'avait pas tué sur place, elle se proposait...; mais non, si j'ai cru comprendre ceci, c'est sans doute une conception morbide de mon imagination surexcitée. — Oui, me dit-elle en achevant cette série d'effrayans aveux, oui, je vous aurais épousé de par ma haine, pour vous broyer le cœur et vous avoir à ma discrétion; mais céder à ce sentiment étrange que votre amour m'a fait connaître, — sentiment d'affectueuse pitié, de protection attendrie pour le jeune malade que je disputais à la mort,

— peut-être même de reconnaissance pour une passion qui me relevait à mes propres yeux, vous épouser enfin pour vous donner le bonheur que vous espériez, et qui sait? pour le partager un jour... cela, c'était aussi trop d'oubli, trop de lâcheté. Vous m'avez désarmée; tant mieux pour vous! Ce qui suffit à mon humiliation doit suffire à votre orgueil...

Elle me quitta sur ces dernières paroles, et le lendemain matin la Pierrotte vint m'apprendre que Mme L'Hermite était partie!...

. . . . . .

— Je ne vous demande pas si vous courûtes après elle.

— Ce fut ma première pensée; mais la prostration morale, le délabrement de ma santé, s'il faut tout dire, une certaine pénurie d'argent...

— Au fait c'est juste... Il vous aurait fallu pour ce coup de tête l'hippogriffe de Roland et un compte-courant à la Banque.

— Pour un coup de tête, mon cher monsieur, il faut tout d'abord une tête, et c'est tout au plus si j'avais la mienne. Ceci me fut amplement démontré lorsque je repris le cours interrompu de mes études médicales. L'entrain, l'ambition, l'enthousiasme, n'y étaient plus, et le docteur R... me regardait avec un ébahissement peu flatteur, je vous assure. Vinrent les examens de l'agrégation, où j'échouai carrément. Mon digne patron, loin de me pousser à une nouvelle tentative, me déclara qu'il me regardait comme un médecin *achevé*...

— Un homme *fini* eût été synonyme, pensai-je à part moi.

— Aussi me conseilla-t-il de rentrer au pays et d'y poursuivre quelque mariage avantageux. C'est ce que j'ai fait, et je m'en suis bien trouvé, qu'en pensez-vous?

— Ce que vous voudrez, mon cher monsieur, absolument ce que vous voudrez... Je vous ferai seulement observer qu'un amoureux mieux portant et moins dominé par les considérations de prudence qui vous retinrent aurait eu chance, poursuivant sa belle, de la ramener avec lui, frémissante et vaincue...

— Soit, mon bon monsieur; puisque vous le pensez, je dois le croire... mais après...

Ce *mais après* triomphant m'arrêta court. Jetant les yeux vers la côte, derrière laquelle le soleil s'abaissait parmi des nuages irisés :

— Docteur, lui dis-je, m'est avis qu'il se fait tard; si nous attendons encore, les *gaudes* d'Échenon ne seront plus mangeables.

Et nous nous remîmes en route, ne parlant plus guère désormais, le long des peupliers du canal.

E.-D. Forgues.

DE

LA MÉDECINE MILITAIRE

EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS

I. *Rapport au Conseil de santé des armées sur les résultats du service médico-chirurgical pendant la campagne d'Orient en 1854-1855-1856,* par M. J. Chenu, médecin principal; Paris, 1865, in-4°. — II. *Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie en 1859 et 1860,* par le même; Paris 1869, 2 vol. in-4°. — III. *History of the United-States sanitary Commission,* by Charles J. Stillé; Philadelphia 1866, 1 vol. in-8°.

I.

Quand on lit à tête reposée les historiens anciens ou modernes, et qu'on a le courage de réfléchir sur ce qu'on a lu, on est tenté de se demander si les hommes ne sont pas une race d'animaux cruels qu'un instinct fatal pousse à s'entretuer. Batailles, pillage, incendie, sac des villes, égorgement des femmes et des enfans, voilà les hauts faits que l'histoire exalte et célèbre sous le titre pompeux de victoires et conquêtes. Les grands hommes qu'on offre à notre admiration sont ceux qui ont fait périr des millions de leurs semblables, un Alexandre, un César, un Napoléon. Peuples et princes n'ont rien de plus cher que la gloire, et la gloire, ce n'est pas l'art de faire vivre les hommes et de les rendre heureux, c'est l'art de les exterminer. Quand ils ne sont pas menacés par le grand roi, les Grecs ne songent qu'à se détruire les uns les autres, les Romains se croient nés pour asservir le monde; ils portent partout le fer et le feu. Les Germains ne connaissent que les combats; la féodalité est

la guerre en permanence; les grandes monarchies qui lui succèdent ne sont pas plus pacifiques : le seul titre qu'ambitionnent les rois est celui de conquérant. Protéger les lettres, les arts, l'industrie, c'est pour Louis XIV l'amusement des heures perdues; sa vraie, sa seule passion, c'est d'envahir et d'écraser ses voisins. Napoléon est resté fidèle à la tradition romaine; c'est un César égaré dans la société moderne, dont il ne comprend ni les besoins ni les idées. Sur une chance de victoire jouer la vie de 100,000 hommes, le sort de la France et sa propre fortune, voilà pour l'empereur le plus sublime effort de l'esprit humain. Combien dans le monde n'y a-t-il pas encore de gens qui partagent cette illusion sanglante! combien d'hommes d'état et d'historiens qui sont à genoux devant ce génie de la destruction! Si demain une guerre éclatait, juste ou injuste, je crois, n'en déplaise aux amis de la paix, qu'après un premier moment d'hésitation la France tout entière s'enlèverait comme un cheval de guerre au son des trompettes, au bruit des tambours.

Et cependant il ne faut pas désespérer qu'un jour les hommes ne deviennent raisonnables. Depuis cinquante ans, il se fait un grand travail dans les esprits. On commence à sentir que la civilisation n'est autre chose que le règne de la paix et de la liberté; c'est la victoire du droit sur la violence, le triomphe de l'esprit sur la force et le hasard. A mesure que le commerce et l'industrie rapprochent et unissent toutes les nations, sans distinction de gouvernement, de religion ni de langage, les peuples, éclairés par leur intérêt, se défient de cette vieille politique qui trop longtemps a désolé la terre. Autrefois, sous Louis XIV et même sous le premier Napoléon, les communications étaient lentes et difficiles; ce qu'on appelait le théâtre des événemens était circonscrit en d'étroites limites. En outre les peuples vivaient sur eux-mêmes, l'industrie ne fournissait qu'à la consommation locale; la masse de la nation ne souffrait donc de la guerre qu'indirectement et par contre-coup. Aujourd'hui la guerre est un incendie qui dévore en peu de temps toutes les ressources du pays et porte au loin le chômage et la misère. Cent mille ouvriers français, anglais, suisses, allemands, ruinés par la disette du coton, victimes des passions qui déchiraient les États-Unis, sont là pour prouver aux plus incrédules qu'aujourd'hui le monde est solidaire. La paix n'est plus seulement le rêve de quelques bonnes âmes qui ont horreur du sang versé; c'est le cri des populations, qui ne veulent pas mourir de faim. Ce cri, répété dans toute l'Europe par la presse et par la tribune, personne ne peut ni l'étouffer ni le dédaigner. Plus que jamais l'opinion est la reine du monde; il faut compter avec elle. Il le faut d'autant plus qu'on accuse l'ambition des rois d'amener ces boucheries inutiles. Que ce soit sagesse ou calcul, les princes aujourd'hui sont forcés de se

montrer pacifiques. A braver le sentiment public, ils risqueraient leurs couronnes. Un avenir assuré est la première condition du travail, et dans notre siècle le travail est le plus grand des intérêts politiques. De là ces projets de fédération, ces États-Unis d'Europe que demandent les esprits ardens, minorité aujourd'hui, majorité demain. De là cet éloge de la république, présentée à l'opinion comme garantie de la paix universelle, quoiqu'à vrai dire on ne voie pas dans l'histoire que les peuples aient été plus sages ou moins égoïstes que les rois.

Ce n'est pas seulement un désir légitime, un besoin impérieux qui pousse les peuples à vouloir la paix; les faits démontrent que la guerre est tout ensemble le plus cruel des fléaux et souvent la plus désastreuse des folies. Trop longtemps l'histoire indifférente n'a vu dans les récits de batailles qu'un moyen d'amuser la curiosité des lecteurs. Aujourd'hui on raisonne la guerre, on veut savoir ce qu'elle coûte en hommes et en argent. Les peuples n'ignorent pas qu'ils paient de leur sueur et de leur sang toutes ces belles tragédies; ils exigent des comptes qu'on ne peut plus leur refuser. Ces comptes sont effrayans. Déclamer contre les cruautés et les malheurs de la guerre, c'est aujourd'hui peine inutile; il n'y a point d'éloquence qui ne pâlisse auprès des chiffres, — témoins incorruptibles qu'on ne peut accuser ni de mensonge ni d'erreur. — Qu'ils nous disent les pertes que l'Europe a subies depuis que l'imprudence et l'ambition ont tiré la guerre du tombeau où nos pères l'avaient scellée en 1815, heureux de penser que, s'ils avaient chèrement payé leur expérience, du moins elle profiterait à leurs enfans.

Un jeune publiciste qui n'a rien négligé pour découvrir la vérité, M. Paul Leroy-Beaulieu, calcule que, de 1853 à 1866, c'est-à-dire de l'expédition de Crimée à la bataille de Sadowa, les dépenses de guerre chez les peuples soi-disant chrétiens ont monté à près de 48 milliards de francs (1). Il est vrai que dans cette somme monstrueuse la guerre civile des États-Unis, guerre sans exemple dans les annales du monde, figure seule pour 35 milliards. La part de la France est de 3 milliards environ; c'est à ce prix que nous reviennent les victoires de Crimée, d'Italie, du Mexique, de Chine ou de Cochinchine. Quand on songe à ce qu'on aurait pu construire de chemins de fer, de canaux, de routes et d'écoles avec un pareil budget, il est permis de trouver que 3 milliards c'est beaucoup, même pour des lauriers; mais, si gros que soit ce chiffre, il est loin de donner la perte totale. Sans parler des ravages et des ruines que

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Recherches économiques sur les guerres contemporaines;* Paris 1869, p. 181.

la guerre sème sous ses pas, il faut ajouter à la dépense le remplacement du matériel qu'on a usé, et les pensions trop méritées qu'il faut payer aux soldats blessés ou décorés. La paix la plus glorieuse amène toujours à sa suite l'augmentation du budget normal de la guerre et de la marine. Nous en savons quelque chose. Ce n'est pas tout : « la guerre, a dit justement Jean-Baptiste Say, coûte plus que ses frais, elle coûte tout ce qu'elle empêche de gagner. » C'est le travail brusquement interrompu et le commerce paralysé; c'est, après la victoire comme après la défaite, un surcroît de dette publique, c'est-à-dire un impôt perpétuel qui grève l'industrie, renchérit la production et diminue d'autant la consommation. Depuis un demi-siècle, nous payons chaque année la rançon de 1815, et dans cinquante ans le budget de la dette publique ne permettra pas à nos enfans d'oublier nos victoires. Enfin, c'est la sécurité publique pour longtemps ébranlée, c'est-à-dire la diminution du travail, grande cause de misère. Voilà ce que coûte la gloire! Trop heureux les peuples s'ils en étaient quittes à ce prix, et si la guerre, qui vit de leurs dépouilles, ne leur prenait pas encore le plus pur de leur sang.

Quand on emploie tant d'argent à perfectionner l'art de détruire les peuples, il est difficile qu'on n'en arrive pas au résultat désiré. M. Leroy-Beaulieu estime à près de 1 million 800,000 le nombre d'hommes que, de 1853 à 1866, la guerre a emportés par le fer, le plomb ou la maladie. Dans ce chiffre, les Américains comptent pour 800,000 hommes, le million restant est à la charge de l'Europe. La Crimée nous a coûté plus de 95,000 soldats; l'Italie près de 8,000; ajoutons-y ceux qui sont tombés au Mexique et dans les autres expéditions d'outre-mer, nous serons modérés en n'évaluant qu'à 120,000 hommes les pertes de l'armée française en quatorze ans. Cent vingt mille jeunes gens, la fleur et la richesse du pays, morts, non pour défendre la patrie menacée, mais pour servir des combinaisons politiques plus ou moins heureuses! — Sans être ni un mécontent ni un philanthrope, on peut regretter tant de sang versé.

Les princes qui de notre temps font si facilement la guerre pour agrandir leurs états ou ajouter à la gloire de leur nom s'enfoncent dans l'ornière du passé. Ils ne se doutent pas combien les idées ont changé; autrement ils n'appelleraient pas sur leur tête une responsabilité terrible. Autrefois, sans remonter plus haut que le règne de Louis XIV, le peuple ne comptait pas; on n'avait point à s'inquiéter de l'opinion, ou, pour mieux dire, l'opinion était complice de la guerre et du pouvoir absolu. Prenez les écrits les plus sérieux du XVIIe et du XVIIIe siècle, lisez les prédicateurs, les moralistes, les jurisconsultes, — écoutez l'avocat-général Séguier repoussant, en

1776, au nom du parlement, l'édit de Turgot qui abolissait la corvée; partout vous retrouverez la maxime fondamentale de la vieille constitution monarchique. Le clergé sert l'état par ses prières, le noble le sert de son épée, le peuple est fait pour travailler et pour payer l'impôt; le service militaire ne figure pas au nombre de ses devoirs. N'y avait-il donc que des gentilshommes dans les armées de Louis XIV et de Louis XV? Non, l'officier seul était noble; mais lui seul était quelque chose. De quoi se composait le gros de l'armée? De cavaliers allemands ou hongrois, de régimens suisses, de troupes françaises enrôlées à prix d'argent; tout cela, sauf les miliciens, c'était des mercenaires qu'on payait pour se battre et pour se faire tuer au besoin. S'ils mouraient, la perte était pour le roi; le pays n'était pas frappé au cœur comme il l'est aujourd'hui.

Tout a changé depuis la révolution; nos armées ne ressemblent en rien aux armées de l'ancien régime; elles ont un caractère plus noble et plus grand. Le soldat n'est plus un enfant perdu, racolé au quai de la Ferraille; c'est un citoyen qui paie le plus lourd des impôts, l'impôt du sang, et cela quand de plus heureux ou de plus riches ont le privilége d'échapper à cette loterie de la mort.

Le soldat est un capital. Qu'on ne se récrie point sur ce mot. Les Anglais, qui l'ont inventé, ne l'ont pas fait par dureté de cœur, mais au contraire pour appeler sur le soldat l'intérêt d'un pays qui calcule. Aujourd'hui, avec le progrès de la mécanique et de la chimie, la guerre est une industrie. Qu'on maudisse cet art de la destruction, peu importe, il n'en est pas moins visible que le succès final appartient à celui qui peut le dernier amener en ligne le plus grand nombre de canons et de vaisseaux, armer et nourrir le plus grand nombre de soldats. La guerre de Crimée nous montre la Russie hors d'état de lutter contre les ressources de l'Angleterre et de la France et réduite à implorer la paix quand elle a épuisé son capital d'hommes et d'argent. Un soldat de vingt à vingt-cinq ans, choisi parmi les plus robustes de sa génération, dressé au métier des armes et transporté chez l'ennemi, est une force, une valeur. Mort ou malade, il faut le remplacer, c'est une perte pour le pays tout entier. Or, aujourd'hui qu'avec les chemins de fer et la puissance du crédit on concentre et l'on met en bataille tout ce qu'un peuple peut armer de soldats, aucune nation, et la France moins qu'aucune autre, ne peut impunément gaspiller ce capital vivant. On sait que chez nous le nombre des habitans s'accroît beaucoup moins vite que chez nos voisins. Bien des causes expliquent ce phénomène : la population est serrée, les professions sont encombrées, la vie est chère, nous n'avons pas de colonies qui, en ouvrant un débouché à l'activité humaine, invitent au mariage; mais, quelle qu'en soit la cause, ce ralentissement affaiblit notre puissance mili-

taire. Nos rivaux grandissent en nombre, et, dans un temps où les peuples se ruent les uns sur les autres, le nombre est un élément de force et de succès. Le seul intérêt de sa grandeur et de son salut devrait donc pousser la France à ne pas prodiguer le sang de ses soldats.

Ce changement dans la constitution des armées explique comment aujourd'hui l'opinion s'occupe non-seulement des soldats qui tombent sur le champ de bataille, mais encore des blessés et des malades qui encombrent les hôpitaux. On a besoin de connaître exactement le nombre et le caractère des blessures, la nature des maladies; on veut s'assurer que les soins n'ont pas manqué à ceux qui se dévouent pour la patrie : nobles inquiétudes que n'avaient point nos pères, et qui sont l'honneur de notre civilisation !

C'est à ce sentiment général que répondent les deux publications du docteur Chenu, publications qui font le plus grand honneur non-seulement à l'auteur, mais au gouvernement qui les a encouragées et facilitées. On a quelquefois accusé le gouvernement de suivre les erremens de l'ancien régime et de cacher au pays ce qu'il avait intérêt à savoir. Cette fois on ne lui fera pas un pareil reproche. Toutes les pièces ont été remises au docteur Chenu; il suffira de dire que pour la seule guerre de Crimée 18 sous-officiers, employés pendant dix mois, ont dressé 1,150,000 fiches ou bulletins disposés par ordre alphabétique, qui ont permis d'établir pour chaque blessé ou malade le nom, les prénoms, l'âge, le lieu de naissance, le grade, l'arme, la date de la blessure ou de la maladie, l'ambulance ou l'hôpital sur lequel le sujet a été dirigé, les opérations pratiquées, les circonstances principales et le dénoûment de la maladie, évacuation ou sortie, mort ou guérison. Il a fallu trois années d'un labeur assidu pour mettre en ordre ces matériaux et en tirer la leçon qu'ils renferment. Aussi est-il naturel qu'en 1866 l'Académie des Sciences, décernant le prix de statistique au *Rapport sur la campagne de Crimée*, se soit félicitée de couronner un si grand et si beau travail. La *Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie*, statistique entreprise à la demande du Conseil de santé des armées, n'est pas une œuvre moins complète. Pour la première fois, on a dit toute la vérité à la France sur la condition et le traitement de ses soldats. C'est au pays maintenant à faire son devoir.

Ce devoir est considérable, car ces statistiques impitoyables nous apportent une révélation douloureuse. Avec un courage civique qu'on ne saurait trop louer, M. Chenu a déchiré tous les voiles; notre amour-propre national ne peut plus se bercer de ses illusions ordinaires. S'il est vrai que le soldat français n'a pas son pareil sur un champ de bataille, il ne l'est pas que l'administration de notre armée soit un objet d'envie pour nos rivaux. Ni en paix ni en guerre,

le soldat français ne reçoit les soins auxquels il a droit. Il est moins bien traité que le soldat anglais ou américain.

En temps de paix, la nourriture que reçoivent nos soldats est insuffisante; il y faudrait ajouter 40 ou 50 grammes de viande pour répondre aux besoins d'un estomac de vingt ans. Tandis que nos marins sont largement nourris, nos soldats en sont réduits à une ration des plus maigres. En outre cette nourriture n'est point assez variée. Magendie a depuis longtemps démontré que la santé s'altère quand l'alimentation est uniforme. Ici encore, il suffirait de prendre exemple sur la marine, et d'introduire dans l'ordinaire de nos soldats le fromage, la choucroûte, le poisson fumé ou salé, les haricots, les pois, les lentilles. La vigueur de nos matelots tient à des causes diverses, mais la nourriture y entre pour quelque chose; c'est une leçon dont l'armée pourrait profiter. Une autre condition de la santé, c'est la propreté du corps. Je ne dirai pas qu'en France l'administration militaire la néglige, elle ne la connaît pas. Nos soldats ont de l'eau pour se laver la figure et les mains, mais ils n'ont pas de serviette pour s'essuyer, et d'ordinaire, malgré toutes les défenses, ils s'essuient avec leur drap de lit, leur chemise ou leur mouchoir. Les Romains ne bâtissaient pas une caserne sans y installer des bains chauds; nos soldats n'en ont jamais vu, on ne les habitue même pas à se laver les pieds. Quel peut être l'air des chambrées où couchent ces pauvres gens? Qui peut résister à cette atmosphère infecte? Ajoutez qu'un grand nombre de casernes sont étroites, qu'il n'y a pas même l'espace voulu pour fournir la quantité nécessaire d'air respirable, et vous comprendrez alors les ravages que la phthisie et la fièvre typhoïde font parmi nos jeunes soldats. La nature se venge du mépris qu'on fait de ses lois. Tandis que la population française prise en masse, jeunes et vieux, ne perd annuellement que 5 pour 100 de ses membres, l'armée, la partie la plus robuste du pays, perd annuellement 10 pour 100.

Quand la mortalité est aussi grande en temps de paix, que doit-elle être en temps de guerre! L'expédition de Crimée nous répondra : nous avons perdu 95,615 hommes; combien en est-il resté sur le champ de bataille? 10,240; on évalue à un chiffre à peu près égal ceux qui sont morts des suites de leurs blessures : c'est un total de 20,000 hommes environ. La maladie en a emporté 75,000. En calculant sur l'effectif moyen pendant la guerre, la mortalité par blessures a été de 34 pour 1,000, et la mortalité par maladie a été de 121. Chez les Anglais, placés dans les mêmes conditions, mais fort éprouvés la première année, la mortalité annuelle a été par blessures de 23 pour 1,000, et par maladie de 93. Dans l'hiver 1856-1857, en un temps où il n'y avait plus d'hostilités régulières, et où nous n'avons eu que 323 blessés, il est entré dans les hôpitaux français 12,872 scor-

butiques, sur lesquels il en est mort 964, et 19,303 typhiques, sur lesquels il en est mort 10,278. A la même époque, l'armée anglaise, évaluée au tiers de la nôtre, avait 209 scorbutiques et 31 typhiques, sur lesquels il en est mort 17 (1). D'où vient cette énorme différence? Nos paysans sobres, endurcis, habitués aux privations, sont plus résistans que le soldat anglais. — C'est que le scorbut est une altération, un appauvrissement du sang, qui tient à la mauvaise nourriture et à la misère. C'est que le typhus est, sinon engendré, au moins entretenu et propagé par l'infection qui suit l'encombrement. Avec des précautions et des soins, on pouvait prévenir ou arrêter dès le début ces terribles épidémies et conserver à la France un grand nombre de ses enfans.

Eh quoi! dira-t-on, n'avons-nous pas des médecins? Oui, sans doute, nous en avons qui ne le cèdent à personne pour la science ni pour le dévoûment. Les noms de Scrive et de Baudens soutiennent aisément la comparaison avec ceux des meilleurs médecins militaires de l'Angleterre et des États-Unis. M. Larrey fils, le médecin en chef de l'armée d'Italie, n'est pas indigne de son glorieux père. Quant au dévoûment il suffira de dire qu'en Crimée, tandis que l'armée anglaise n'a pas perdu un seul médecin, l'armée française, sur un effectif de 450 médecins, en a perdu 82; 58 sont morts du typhus au lit de leurs malades, les autres ont succombé à la suite de leurs blessures, ou ont été emportés par le choléra et la dyssenterie; proportionnellement il est mort deux fois plus de médecins que de soldats. Sans être accusé de chauvinisme, on peut dire qu'en Crimée nos médecins se sont conduits comme des héros, héros d'autant plus admirables qu'ils ne peuvent même pas compter sur la gloire pour prix de leur dévoûment. L'histoire ne s'occupe guère de ces martyrs de la charité.

Mais le nombre de nos médecins est d'une insuffisance déplorable. En Crimée, avec un effectif qui n'était que le tiers du nôtre, les Anglais avaient autant de médecins que nous. L'usage anglais et américain, c'est qu'un médecin d'hôpital ne doit pas avoir plus de 100 malades à visiter; à Constantinople, les nôtres avaient à soigner chacun plus de 300 fiévreux ou blessés, presque tous gravement atteints. C'est demander aux forces humaines plus qu'elles ne peuvent donner. En campagne, c'est bien pis encore. La guerre était à peine commencée en Italie, que déjà de toutes parts les médecins manquaient. A Magenta, chaque médecin d'ambulance avait en moyenne 175 hommes à soigner, à Solferino 500, ce qui, en supposant qu'un chirurgien soit capable de travailler vingt heures de suite, donne trois minutes par blessé. Étonnez-vous après cela si

(1) Chenu, *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. XCIV.

tant de malheureux restent sans secours, si des blessés qu'une amputation faite à propos eût sauvés sont obligés d'attendre plusieurs jours avant qu'on puisse les opérer! Dans la campagne de 1866, la Prusse, bonne ménagère du sang de ses soldats, faisait accompagner son armée de 1,953 médecins. En 1868, tout le corps de santé dont nous disposons comprend 1,053 médecins. Vienne une grande guerre, où en serions-nous?

L'impuissance de nos médecins est plus fâcheuse encore que leur petit nombre. Le grand service rendu par M. Chenu, c'est de mettre en pleine lumière un régime que la France ignore, et qu'il faut changer à tout prix. Nous supposons qu'un médecin d'armée est un personnage considérable, un chef de service; nous imaginons que, responsable de la vie de nos soldats, il dirige les ambulances, il est maître dans son hôpital. C'est mal connaître l'administration française et l'esprit de centralisation. Le médecin est tout-puissant au lit du malade; il peut saigner, purger, tailler, autant que bon lui semblera; hors de là, quel que soit son grade, il n'a aucune autorité; ce n'est qu'un agent d'administration, et un agent subalterne! Celui qui dirige les ambulances et relève les blessés, celui qui décide du choix et de l'emplacement de l'hôpital, celui qui règle la nourriture et les médicamens, celui enfin qui décide en dernier ressort de l'hygiène de l'armée, ce n'est pas le médecin, qui a fait de cette science l'étude de toute sa vie, c'est l'intendant, qui n'y connaît rien. Ainsi le veut l'harmonie du système; tout ce qui n'est pas commandement appartient à l'administration.

Comment en est-on arrivé à cette prodigieuse aberration? Deux idées, qui sont vraies dans certaines limites, ont été poussées à l'extrême, et sont ainsi devenues des erreurs funestes. L'une est l'idée d'économie, l'autre est l'idée d'unité. En concentrant tous les services dans les mains de l'intendant, on a obtenu un résultat remarquable. Il n'y a pas de pays où l'armée soit administrée avec plus d'honnêteté et d'économie qu'en France. Nous sommes peu frappés de ce mérite, parce que nous trouvons très lourd le budget de la guerre, et nous n'avons pas tort. Il n'en est pas moins vrai que, ni en Angleterre ni en Amérique, on n'entretiendrait le même nombre de soldats avec le même chiffre de dépenses. Le soldat français est un de ceux qui coûtent le moins cher. De ce côté, je rends pleine justice à l'administration; cependant n'a-t-elle pas dépassé le but? N'a-t-elle pas oublié la judicieuse maxime du maréchal de Belle-Isle, que *toute parcimonie à la guerre est un assassinat?* Économiser l'argent du pays est chose louable; mais n'est-il pas beaucoup plus important d'économiser les hommes? N'y a-t-il pas là un plus grand intérêt? n'y a-t-il pas un devoir qui passe avant tout? Un fermier qui économiserait son foin et sa paille en risquant la vie

de ses chevaux nous paraîtrait un insensé. Sommes-nous plus sages quand nous pouvons montrer en Orient des journées d'hôpital à 2 francs 60 cent. avec une perte de 26 pour 100 sur le nombre des malades, tandis que les Anglais, avec des journées de 4 francs 80 cent., ne perdent que 13 pour 100 de leurs hommes? De quel côté est la véritable économie?

Prenez-vous-en au pays, dira-t-on, qui ne veut pas payer trop de dépenses. — Je réponds que le pays ne connaît pas le fond des choses. Dites à la nation toute la vérité, demandez largement tout ce dont vous avez besoin; quelle que soit la somme, vous l'aurez. Ce que la France repousse, ce sont les gros contingens et les dépenses inutiles; mais assurément elle n'entend pas qu'on sacrifie la vie de ses enfans pour ne pas grossir un chiffre du budget. Éclairez donc l'opinion, elle vous soutiendra; il n'y a pas de député qui puisse vous refuser l'argent nécessaire pour donner à nos soldats les soins auxquels ils ont droit.

Si le goût de l'économie, poussé à l'excès, nous a égarés, la passion de l'unité ne nous a pas été moins funeste. Assurément, si l'unité a le droit de régner quelque part, c'est à la guerre. Ce qui fait non-seulement le succès, mais le salut d'une armée, c'est l'unité de commandement et d'action. Il faut qu'une volonté unique et partout présente dirige ce grand corps; mais cette unité, on le sent bien, n'est pas chose mécanique, ce doit être une harmonie. On sait comment l'armée française est organisée en guerre. En tête est le général, qui prévoit, qui ordonne, qui tient tous les fils dans sa main. Auprès de lui, au grand quartier-général, sont les chefs de l'infanterie, de la cavalerie, du génie, de l'artillerie. Cet ensemble, on le nomme d'un mot, le commandement. Ce n'est pas tout cependant que d'aligner des troupes un jour de bataille; il faut, durant toute la guerre, les nourrir, les habiller, les coucher, les transporter, les solder. A l'heure du combat, il faut relever les blessés, les mener à l'ambulance et les soigner. Si une épidémie éclate, il faut ouvrir des hôpitaux pour les malades. Il faut enfin contrôler toutes les dépenses pour éviter les vols et les abus. A côté de l'armée qui se bat, il y a donc une seconde armée qui ne se bat pas, et dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle l'administration; mais, à la différence du commandement, les divers services de l'administration n'ont point chacun un chef particulier qui travaille directement avec le général. L'administration se personnifie dans un seul homme, l'intendant en chef. Approvisionnemens, transports, argent, ambulances, hôpitaux, contrôle, tout est dans sa main. Lui seul voit le général, lui seul reçoit directement les instructions et les ordres; il dirige tout, il est responsable de tout.

Sur le papier, ce système est d'une simplicité parfaite; mais dans la pratique il n'est pas seulement insuffisant, il est dangereux. « Vouloir tout diriger, dit avec raison M. Chenu, vouloir être présent partout, c'est vouloir être faible ou nul partout. Le sous-intendant ne peut être en effet, dans les marches ou pendant le combat, près du général, *sa place réglementaire*, en même temps qu'à l'ambulance, aux subsistances, aux fourrages, etc. Il ne peut, comme le prescrit le règlement, s'occuper de l'enlèvement des blessés du champ de bataille, des distributions de vivres, assurer le campement et surveiller le parc aux bestiaux, faire des réquisitions, correspondre avec l'intendant, explorer les granges, les magasins, les fours existans dans la localité et ses alentours, saisir les denrées abandonnées par l'ennemi, faire manutentionner pour donner du pain à sa division, etc. (1). » Non, sans doute, on ne crée pas l'ubiquité par un règlement; mais quel est le résultat de ce système ambitieux? La misère du soldat. Le service de santé est sans cesse gêné ou compromis. En théorie, l'intendant est le directeur des ambulances et des hôpitaux; mais comment surveillerait-il vingt ambulances, ou, comme on l'a vu à Milan, vingt-cinq hôpitaux à la fois? Y a-t-il au moins une hiérarchie constituée? A défaut de l'intendant, y a-t-il un chef qui prenne la direction de l'hôpital, comme il y a un capitaine pour prendre le commandement du bataillon en cas de nécessité? Non. Quand l'intendant n'est pas là, l'hôpital a trois chefs indépendans : le comptable, le médecin et le pharmacien. A l'ambulance, la confusion est plus grande encore. Sans parler des aumôniers, il y a des médecins, des chirurgiens, des comptables qui conduisent les infirmiers, des officiers et des soldats du train. Dans cette anarchie, chacun tire de son côté. A Meldole, au lendemain de la bataille de Solferino, on a vu, par l'effet d'une panique, les infirmiers et les soldats du train prêts à partir, tandis que les médecins, fidèles à leur devoir, refusaient d'abandonner leurs blessés. L'effet le plus certain de cette centralisation à outrance, c'est un désordre complet.

Quand l'intendant est à même d'intervenir, les choses vont-elles mieux? Non, c'est une lutte perpétuelle. Un décret peut établir l'omnipotence de l'intendant, mais il ne peut pas faire que le chirurgien qui soigne les blessés, que le médecin qui répond de la santé de l'armée, laissent un administrateur organiser à sa guise des hôpitaux, véritables foyers d'infection qui engendrent la maladie et la mort. De là des conflits misérables; l'autorité triomphe, c'est l'usage en France; mais nos soldats paient de leur vie cette triste victoire du règlement. Sont-ce là de vaines accusations?

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. XXXVII.

J'ouvre au hasard le livre de M. Chenu, j'y trouve des lettres comme celles-ci :

« Constantinople, 23 novembre 1854.

« M. le maréchal, ministre de la guerre.

« L'hôpital de Gulhané a reçu les 21, 22 et 23 de ce mois, trois évacuations de blessés, de fiévreux et de marins scorbutiques de la Crimée, même quelques cholériques.

« Ni M. l'intendant de l'armée, ni M. l'intendant de Constantinople ne m'ont donné avis de ces évacuations; je n'ai eu connaissance de celle du 23 qu'en me rendant à Gulhané.

« Je n'ai pas été consulté sur le choix des locaux à occuper, ni sur la répartition des malades; aussi, blessés, scorbutiques, fiévreux, etc, ont été portés pêle-mêle à Gulhané comme l'autre jour à Péra (1).

« MICHEL LÉVY, inspecteur du service de santé. »

« Constantinople, 29 novembre 1854.

« Au même.

« Dès le mois de juillet dernier, j'ai eu l'honneur de signaler à votre excellence, ainsi qu'à M. le commandant en chef et à M. l'intendant de l'armée, le danger des grandes agglomérations de malades à l'occasion de l'installation à l'hôpital de Péra, qu'il s'agissait de porter à 1,800 ou même 2,100 lits. Depuis que cet hôpital compte plus de 1,200 malades, l'infection purulente s'y multiplie chez les blessés, les opérations y sont entourées de plus de risques, la mortalité augmente; quatre officiers ont succombé en trois jours... et pour achever la démonstration de la cause réelle de cette insalubrité croissante, l'hôpital de Dolma-Batché, placé à 400 mètres de celui de Péra, sur la même hauteur, mais limité à un effectif de 500 malades, continue ses succès et ses guérisons.

« Des deux côtés mêmes talens, mêmes soins, même propreté, même régime, mêmes malades; une seule différence, le chiffre des malades, mais l'expérience a depuis longtemps démontré qu'au-dessus de 800 malades les hôpitaux s'infectent malgré toutes les précautions avec nos blessés et nos opérés en suppuration, avec nos dyssentériques et les scorbutiques de la marine. Cette accumulation de malades peut, d'un moment à l'autre, engendrer des affections contagieuses et meurtrières.

« Si je n'étais pas ici un directeur purement nominal du service de santé, j'aurais les droits et l'initiative nécessaires pour prévenir de pareils dangers; mais j'ai dû me borner à les notifier à M. l'intendant, qui me répond placidement : « Je les déplore avec vous; mais le moment ne me paraît pas venu d'y apporter le remède que vous indiquez. »

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 733.

« Gulhané et Dolma-Batché existent, parce que, en l'absence d'un intendant divisionnaire à Constantinople, j'ai pris au commencement de septembre l'initiative des demandes et démarches. Aujourd'hui, relégué derrière un intendant et un général de brigade, réduit à discuter leurs idées, à réfuter leurs vues, à bégayer les miennes par une interminable et fastidieuse correspondance, quand il leur plaît de me consulter..., je n'ai plus qu'à repousser toute responsabilité dans les effets ultérieurs d'une direction incompétente qui réduit la mienne à néant.

« Votre excellence m'écrit : « Votre mission consiste à organiser et à diriger. » En réalité, ma mission a consisté le plus souvent... à m'épuiser en communications latérales, en suggestions officieuses, en avis consultatifs, en prévisions presque toujours contestées et écartées, et presque toujours justifiées; mais, quand il s'est agi de direction, je me suis trouvé à la suite de MM. les sous-intendans, paralysé par les revendications d'autorité administrative; M. l'intendant m'a en outre signifié sa supériorité de grade, à moi fonctionnaire sans grade assimilé, et notifié très explicitement ses prétentions disciplinaires.

« Michel Lévy, inspecteur du service de santé (1). »

Après dix mois de luttes où sa santé s'est épuisée, M. Michel Lévy obtient la faculté de rentrer en France. Jusqu'au dernier moment, il appelle l'attention du général en chef et de l'intendant sur les dangers qui menacent l'armée; le 12 mars 1855, il écrit de Constantinople au président du Conseil de santé à Paris :

« J'ai la douleur de vous annoncer de nouvelles et regrettables pertes dans notre corps médical d'Orient. Voilà 26 médecins morts depuis l'ouverture de la compagne! Aucun corps d'officiers n'a fait de pareilles pertes... Mais à cause même du beau temps, des foyers de putréfaction multiples, jusqu'alors arrêtés par le froid, entrent en activité. Je ne cesse d'exciter par des lettres motivées l'attention du général en chef et de l'intendant. J'ai recommandé l'abandon des taupinières ou excavations, que j'ai prédit devoir être autant de nids à typhus et à scorbut; j'ai demandé avec instance le rétablissement des tentes sur le niveau du sol, l'ensevelissement des cadavres d'animaux sous une couche de chaux, etc.; j'ai rédigé une instruction hygiénique sur le scorbut, je réclame l'évacuation immédiate des scorbutiques sur Constantinople; j'ai pressé auprès de l'intendant en mission ici l'envoi en Crimée de pommes de terre, oignons, citrons, huile et vinaigre, moutarde, etc. (2). »

On ne tient pas compte de ces avertissemens prophétiques. Au mois d'octobre 1855, M. Baudens, qui remplace M. Michel Lévy,

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, p. 734.
(2) *Ibid.*, p. 742.

essaie de mettre l'administration en garde contre les menaces du typhus; il n'est ni plus écouté ni plus heureux que son devancier. Je ne sais rien de plus honorable pour la médecine militaire que ces lettres de Baudens; je ne sais rien de plus écrasant pour notre système d'administration.

Le 26 février 1856, Baudens écrit de Constantinople au ministre de la guerre :

« La marche du typhus continue à être ascendante. Il se déclare en moyenne cent cinquante nouveaux cas par jour dans les hôpitaux de Constantinople. Il y a dans certains hôpitaux une situation grave, tendue; il y faut apporter un prompt remède. Le meilleur est simple : de l'air, toujours de l'air, encore de l'air pur et renouvelé! Pour cela, il nous faut plus d'espace; il faut bien vite transporter la moitié de notre population hospitalière sous les baraques inoccupées de Maslak, y faire un grand campement, un grand bivouac. Voilà ce que je dis et écris du matin au soir à qui de droit.

« On me promet pour le 1er mars trois mille places sous baraque (j'en avais demandé cinq mille); ce sera très insuffisant, d'autant plus qu'il nous vient de Crimée de nombreuses évacuations.

« Une erreur qui se propage parmi nos autorités, et que je m'efforce de détruire parce qu'elle pourrait avoir de déplorables conséquences, c'est de comparer le typhus au choléra, et de croire que le mal disparaîtra de lui-même. Le choléra, dont on ignore la cause, a une marche ascendante que rien n'a encore pu arrêter; arrivé à son maximum d'intensité, il décroît et s'éloigne rapidement. Le typhus au contraire, dont on connaît la cause productrice, la misère, persiste jusqu'à ce que celle-ci ait disparu. Son élément est le miasme humain, devenu contagieux, et dont le foyer a d'autant plus d'intensité qu'un plus grand nombre de typhiques sont accumulés sur un même point...

« Nous avons des baraques pour loger 25,000 soldats; elles attendent une population! Hâtons-nous de les occuper.

« Ouvrir des baraques au fur et à mesure que les malades nous arrivent de la Crimée, c'est se laisser envahir tout doucement par les flots de la marée montante.

« Pourquoi n'allons-nous pas plus vite? C'est apparemment qu'il y a dans l'exécution des difficultés dont je ne me rends pas un compte exact. Ainsi j'ai entendu, dans une de nos conférences, M. l'intendant objecter à mon projet la « défense ministérielle » de faire des ambulances hors de la Crimée.

« Le conseil est facile à qui n'a pas de responsabilité; aussi je n'ose pas me plaindre, tout en déplorant la situation qui m'est faite (1). »

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 757.

Au moment où l'intendant, esclave de la consigne, fait cette réponse mémorable, « il y a une défense ministérielle de faire des ambulances hors de Crimée, » sait-on quelle est la misère de nos soldats? En février, il est entré dans les hôpitaux de Crimée et de Constantinople 7,834 typhiques ; il en est mort plus de la moitié. Dans les trois mois de janvier-mars 1856, le respect du règlement nous a valu 20,000 malades et 10,000 morts. Comme le dit Baudens, « le soldat seul avec les médecins a fait tous les frais du typhus. » Heureusement pour ce qui reste de l'armée le cri de Baudens est enfin entendu. Le 15 mars 1856, l'empereur dit au maréchal Vaillant : « Il est essentiel d'établir le plus vite possible les ambulances sous baraques que réclame M. Baudens; donnez des ordres pressans en conséquence. » Aussitôt tout change, le ministre télégraphie au général qui commande à Constantinople : « Faites tout ce que demande M. Baudens. Réglez avec les médecins, et en dehors de toutes les prescriptions écrites, l'alimentation des malades. Vous avez pleins pouvoirs, j'approuverai tout ce que vous ferez. » Cette fois les médecins triomphent, le règlement est vaincu, l'armée est sauvée.

Quand on suit ces événemens à la distance où nous sommes, quand on voit Michel Lévy et Baudens prédire à coup sûr l'épidémie, prier et supplier pour qu'on ne livre pas à la maladie et à la mort nos pauvres soldats, on se sent pris d'indignation. Malgré soi, on accuse l'incapacité et l'incurie des intendans. Cependant ce reproche est injuste; eux aussi, ils ont fait leur devoir sans ménager leur personne. Blanchot, l'intendant en chef de l'armée d'Orient, est mort d'épuisement après la campagne de Crimée; Paris de La Bollardière, intendant en chef de l'armée d'Italie, n'a pas survécu longtemps aux fatigues sans nombre qui l'ont écrasé; le vice n'est pas dans les hommes, il est dans le système. Il est dans ces règlemens insensés qui chargent un seul corps d'attributions innombrables; il est dans ce régime de centralisation qui, en détruisant toute liberté, détruit toute responsabilité, et fait décider par les bureaux, à Paris, des questions qui ne peuvent être jugées que sur place et par des hommes spéciaux. « On ne veut pas d'ambulances hors de Crimée; » qui a dit ce mot? Aujourd'hui peut-être on n'en trouverait pas l'auteur, et cependant cette prescription, donnée à la légère, nous a coûté plus de sang qu'une bataille rangée.

Maintenant le mal est connu et la cause du mal est visible. Comme l'écrivait en 1854, longtemps avant l'invasion du typhus, l'inspecteur Michel Lévy, « l'expérience de l'armée d'Orient démontrera à tout jamais, et avec une invincible évidence, qu'en temps de guerre au moins les immenses questions de subsistances, de transports, de campement et d'habillement, de solde et de contrôle, de matériel

et d'approvisionnement des hôpitaux et des ambulances, suffisent à toute l'activité du corps si distingué de l'intendance, et qu'il lui est impossible de cumuler utilement avec ces attributions si difficiles et si complexes la direction du service de santé et le commandement du corps spécial qui en a la conception et l'exécution professionnelle (1). »

Quel est le remède? Il est indiqué par l'expérience; il ressort de la cruelle leçon que les événemens nous ont infligée. Puisque la subordination et l'impuissance des médecins les ont empêchés de prévenir des fléaux qu'on pouvait aisément conjurer, il faut faire cesser cette impuissance et cette condition subalterne; il faut que la médecine militaire devienne un service distinct et qu'elle ait son représentant au grand-quartier-général. Il faut qu'il y ait un corps de médecine et d'hygiène comme il y a un corps d'artillerie et un corps du génie. « Il n'est pas difficile de conduire les troupes au feu, mais bien de les faire vivre et de les conserver, » a dit avec raison le maréchal Bugeaud. Pourquoi le service qui a pour objet de conserver et de faire durer le soldat n'aurait-il pas une organisation indépendante et des chefs admis à travailler directement avec le commandant de l'armée? Est-ce qu'un avis donné à propos sur la nature du terrain, des eaux, de l'alimentation, ne peut pas sauver la vie ou la santé de milliers d'hommes, et contribuer à la victoire tout autant que les sages conseils d'un chef d'artillerie?

C'est une innovation, diront les administrateurs de la vieille école, ces prétendus sages qui tournent le dos au progrès et ne regardent que le passé. Cela ne s'est fait ni sous la révolution ni sous le premier empire, et cependant nous avons vaincu toute l'Europe. Non, sans doute, cela ne s'est fait ni sous la révolution ni sous l'empire; mais combien de milliers d'hommes n'ont-ils pas payé de leur vie l'ignorance et l'incurie de leurs chefs? Qu'on songe au typhus de Mayence et à ces épidémies formidables qui suivaient les armées et dévoraient les populations. Si l'on avait la statistique médicale de 1792 à 1815 on reculerait d'horreur. Aujourd'hui il est né une science nouvelle, l'hygiène, qui prévient aisément des maladies que la médecine est impuissante à guérir. Si cette science de la santé est à sa place quelque part, c'est au milieu de ces rassemblemens d'hommes qui forment les armées. On ne se fera jamais une trop haute idée des services qu'elle peut rendre aux troupes en campagne, de l'influence décisive qu'elle peut avoir sur l'issue de la guerre. Les maladies tuent dix fois plus d'hommes que le fer et le plomb. On calcule qu'en Crimée il y a eu 30,000 Russes tués par l'ennemi, et qu'il en est mort 600,000 de maladie et de

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 735.

misère. Que faut-il cependant pour éviter le scorbut, le typhus et la fièvre? Une alimentation tonique et variée, un air pur, un campement sec, un bon drainage, quelques précautions pour éviter le froid du soir ou l'humidité du sol, et enfin une grande propreté. Obtenir cela n'est pas au-dessus des forces humaines; encore y faut-il le double concours du soldat et de l'administration. Le soldat obéit volontiers quand on l'éclaire sur son propre intérêt; mais vous n'aurez jamais une administration active et vigilante tant que vous ne la composerez pas de ceux-là seulement qui font de la santé humaine l'étude de toute leur vie.

Une dernière réflexion. S'il est un lieu-commun qui traîne dans toutes les histoires, c'est que le premier choc des Français est irrésistible, mais que bientôt cette première pointe s'émousse et que, faute de persévérance, nous perdons toujours nos conquêtes. Cette observation, que les événemens ont trop souvent justifiée, pourrait bien avoir un tout autre sens que celui qu'on lui donne. Elle signifierait simplement qu'à la seconde année de guerre une armée française, épuisée par la mauvaise nourriture, ruinée par le scorbut et le typhus, n'a plus l'énergie des premiers jours. Ce ne serait pas notre légèreté nationale qu'il faudrait accuser, c'est la mauvaise administration de nos troupes. S'en est-il fallu de beaucoup que notre armée ne fondît devant Sébastopol? Est-ce le courage cependant qui manquait à nos soldats? Non; ce qui ruinait nos troupes, ce qui pouvait compromettre l'honneur de la France, c'est le détestable système que M. Chenu dénonce à l'opinion publique, système qui, malgré l'expérience de la Crimée et de l'Italie, règne encore aujourd'hui, et nous exposerait aux dangers les plus grands, si la guerre éclatait demain.

Nous avons dit comment, dans la première année de la guerre de Crimée, tandis que nos soldats opposaient une certaine résistance au climat et à la maladie, l'armée anglaise était éprouvée de la façon la plus cruelle. De novembre 1854 au mois d'avril 1855, les Anglais eurent 47,749 malades et blessés, sur lesquels il en mourut 10,889. C'était une perte de 5,79 sur l'effectif, de 22,83 sur le nombre des malades. Notre armée était le triple de l'armée anglaise, nous avions eu 8,000 blessés, et cependant on ne comptait dans nos rangs que 10,934 morts. La perte était de 2,31 sur l'effectif, de 12,60 sur le nombre des malades. Ce dernier chiffre était considérable; mais il disparaissait devant l'énorme total de la mortalité anglaise. Aussi à cette époque y eut-il dans les journaux français un concert de louanges pour célébrer l'excellence de notre administration militaire. Hélas! cette admiration ne devait pas durer longtemps. Tandis qu'on nous berçait de ces éloges qui flattent notre vanité, un simple journaliste qui s'était établi dans le camp

anglais, M. Russel, correspondant du *Times*, dénonçait à l'Angleterre toutes les souffrances de l'armée, et en rendait l'administration responsable. Si M. Russel avait été Français, et s'il s'était permis de faire sur notre système le quart des critiques qu'il adressait au commissariat anglais, il n'est pas douteux qu'après la première lettre on eût chassé du camp, comme un calomniateur, cet homme sans mandat qui avait l'audace de dire la vérité. Heureusement pour lui, plus heureusement pour l'Angleterre, M. Russel était citoyen d'un pays qui aime à connaître et à faire lui-même ses affaires. A la lecture de ces lettres, pénibles pour l'orgueil national, mais salutaires pour l'armée, l'opinion s'émut; on demanda une réforme immédiate, et le ministère, suivant l'habitude anglaise, s'empressa de déférer au vœu de l'opinion. En d'autres pays, il aurait mis sa gloire à lui résister. Que fallait-il faire? On l'ignorait; mais, pour ne pas perdre un instant, le ministère envoya en Crimée une commission sanitaire, composée du docteur Sutherland, du docteur Milroy et de M. Rawlinson. En nommant cette commission, le ministre de la guerre, lord Panmure, lui donna pleins pouvoirs, non-seulement pour inspecter, mais pour agir. « Vous ne vous contenterez pas de donner des ordres, disait la lettre du ministre, *vous vous assurerez que vos instructions sont exécutées.* » C'est de cette façon seulement qu'on pouvait en finir avec la routine administrative et sauver les restes de l'armée.

A côté de la commission figurait une personne à qui le gouvernement et l'opinion accordaient par avance tout ce qu'elle voudrait demander d'autorité et d'argent. Cette personne, entre les mains de laquelle l'Angleterre remettait la vie de ses enfans, ce n'était ni un fonctionnaire, ni même un médecin, c'était une femme, miss Nightingale. Dès son arrivée en Orient, miss Nightingale, entourée de médecins éclairés par l'expérience, n'hésita pas à déclarer que 96 pour 100 des morts constatées dans les hôpitaux, du 5 mai au 14 juillet 1855, étaient le résultat de maladies infectieuses, en d'autres termes de maladies qu'avec des soins hygiéniques il eût été aisé de prévenir. Une fois la cause du mal signalée, le remède ne se fit pas attendre. On émancipa le service médical, on écouta les médecins, miss Nightingale organisa un corps d'infirmiers, tous bien instruits, tous bien payés, tandis que chez nous ce corps se recrute parmi les soldats, et pas toujours parmi les plus capables; enfin chacun s'inclina devant les lois de l'hygiène, sans qu'il vînt à l'idée de personne de subordonner le salut de l'armée à des règlemens surannés. Avec cette organisation nouvelle, on fit des miracles. Durant les années 1854-1855, l'imprévoyance administrative, l'insuffisance des vêtemens et des abris, la mauvaise qualité des alimens, l'occupation prolongée du même sol, l'absence totale d'é-

gouts et de ventilation, avaient déchaîné le typhus, le scorbut, la dyssenterie, la fièvre sur l'armée anglaise. En novembre et en décembre 1855, grâce aux précautions hygiéniques, à l'abondance, à la variété, à la qualité des alimens et des boissons, la mortalité était descendue de 23 à 4 pour 100 du nombre des malades. Un peu plus tard, quand la ventilation des abris et le drainage du sol furent établis partout, quand la propreté fut maintenue dans le camp et sur les hommes avec une sévérité judicieuse, du mois de janvier au mois de mai 1856, la mortalité descendit à 1,7 et même à 1,1 pour 100 du nombre des malades. Dans ce second hiver passé devant Sébastopol, la moyenne des pertes de l'armée anglaise a été de 0,20 sur l'effectif, de 2,21 sur le nombre des malades. Celle de notre armée a été de 2,69 sur l'effectif, de 19,87 sur le nombre des malades. En d'autres termes, nous avons perdu neuf fois plus de monde que les Anglais.

Peut-être dira-t-on que nos soldats n'étaient pas placés dans des conditions aussi favorables que nos alliés, qu'ils soutenaient l'effort de la guerre; mais les pertes de notre armée ne s'expliquent point par la fatigue et le danger. Cette opinion du moins serait difficile à soutenir en présence du chiffre des scorbutiques et des typhiques, et la correspondance du médecin en chef de l'armée, le docteur Scrive, ne permet pas de garder cette illusion. C'est notre système qui est la cause du mal, M. Scrive le dit sans violence, sans colère, et j'ajouterai avec la résignation d'un homme qui sait d'avance que tout effort est inutile, et que, dût périr l'armée, l'administration ne cédera pas. Je ne sais rien de plus triste que les lettres de ce médecin, qui est mort à la peine; je ne connais rien qui jette un jour plus sinistre sur l'organisation médicale de notre armée. La citation est longue, mais je me ferais scrupule de rien retrancher. C'est la pièce décisive du procès.

« Il me reste à répondre au dernier paragraphe de la lettre du Conseil de santé relativement à l'appréciation comparative de l'état sanitaire de nos alliés et du nôtre. Il est parfaitement évident que les Anglais ont une situation sanitaire bien meilleure que la nôtre; mais cette différence s'explique facilement, d'abord par la proportion du concours de chaque armée à l'œuvre commune. Pendant que nous manœuvrions de Sébastopol aux sources de Belbeck pour couper la retraite aux Russes, et que nos troupes suffisaient à peine à la défense d'une ligne de quatorze lieues, les Anglais s'organisaient sans s'inquiéter d'attaques nouvelles; Sébastopol était en ruines, nous étions maîtres de la situation : c'était tout pour eux. En vue de l'hiver à passer en Crimée, nos alliés établissaient des baraquemens pour la troupe, amélioraient leurs chemins de fer, qui apportaient rapidement et constamment l'abondance

dans leur camp, tandis que nos soldats se sont misérablement installés en tenant le fusil d'une main et la pioche de l'autre.

« Le service hospitalier des Anglais profita de l'influence favorable d'une direction absolue par le corps médical, qui a le droit d'exprimer les besoins éprouvés en même temps que celui d'y satisfaire largement, sous sa responsabilité. Aussi devons-nous convenir que, réduits au strict nécessaire, nous sommes bien pauvres dans notre hospitalisation devant le luxe et le comfort des établissemens de nos voisins et alliés (1).

« Dans les camps anglais, l'alimentation, dont nous avons pu juger, ne laisse rien à désirer aux points de vue de la qualité, de la variété et de la quantité... Était-il possible de faire jouir l'armée française de si magnifiques avantages? Je réponds négativement, parce que *les règles fondamentales du système que la France a adopté s'y opposent formellement;* mais l'expérience qui est acquise par ces cruelles épreuves ne peut être perdue, j'en suis certain... *Ne pas profiter de ces enseignemens serait un crime de lèse-humanité.*

«... Avec de pareilles conditions qui sont *faites pour favoriser la contagion,* est-il possible, même avec les soins les plus éclairés, les mieux entendus et les plus dévoués, est-il possible, dis-je, d'obtenir des résultats comparables à ceux de nos voisins, *où tout vient en aide au médecin?*

« En quatre mois, 47,000 hommes d'une armée de 145,000 sont entrés dans nos ambulances pour maladies; 9,000 sont morts; un nombre égal parmi les malades qui ont été évacués a peut-être succombé dans les hôpitaux de Constantinople et de France.

« En présence de ces faits, on éprouve une impression pénible, et l'on est en droit de s'étonner qu'au XIXe siècle on n'emploie pas les moyens certains de prévenir l'exagération de semblables pertes dans l'armée, ou au moins de les réduire à des proportions normales.

« Le climat de Crimée est salubre, et aucune influence spéciale des divers points du territoire occupé par nos troupes n'a produit de maladie sérieuse. *Il n'y a pas d'officiers malades, et s'ils ne sont pas atteints des maladies des soldats, c'est qu'ils sont convenablement abrités et bien nourris.* Actuellement nous sommes encore une fois et plus fortement éprouvés que par le passé, parce que l'hiver a été rigoureux, parce que l'état de guerre ne comporte pas de protection complétement efficace à l'égard de nos soldats contre le froid, parce que le séjour prolongé dans des abris insalubres et une alimentation non variée, grossière et de médiocre qualité, ont fortement ébranlé ou compromis la constitution du plus grand nombre.

« A l'égard du traitement général du typhus, qu'on soit bien persuadé que ce n'est pas de la médecine qu'il y a seulement à faire, mais de

(1) *Statistique de la guerre d'Italie,* t. Ier, p. XCII.

l'hygiène, beaucoup d'hygiène, toujours de l'hygiène sur une vaste échelle (1). »

« Ne pas profiter des enseignemens que donne la guerre de Crimée, ce serait un crime de lèse-humanité. » Quand Scrive poussait ce cri d'honnête homme, il oubliait que la vie de nos soldats est dans les mains de l'administration, c'est-à-dire d'un corps excellent pour appliquer un règlement, mais incapable de se réformer lui-même. Certes tous les gouvernemens qui se sont succédé en France depuis cinquante ans ont eu à cœur le bien-être du soldat. Je ne crois pas qu'il y ait eu un seul ministre de la guerre qui ne se soit occupé d'améliorer la condition de l'armée, et je suis convaincu que l'intendance a toujours eu les meilleures intentions. Avec ce bon vouloir général, comment expliquer que les erreurs et les abus s'éternisent en France? Pourquoi se refuse-t-on aux améliorations les plus évidentes? C'est que l'administration n'est pas une personne; c'est une machine qui, une fois montée, va d'elle-même. Il n'y a nulle part ni liberté, ni responsabilité. Avouer qu'on s'est trompé, exciter l'opinion, provoquer l'intervention des chambres, leur demander de l'argent, beaucoup d'argent, soulever l'opposition des bureaux, blesser dans son amour-propre et ses prérogatives un corps laborieux et puissant, c'est là un travail d'Hercule; nos ministres ne sont pas des demi-dieux. En Angleterre, une pareille entreprise n'est pas au-dessus des forces humaines, parce que le ministère se fait gloire d'être le serviteur de l'opinion: il prend pour point d'appui la presse, seule puissance que personne n'intimide, seule voix que rien n'empêche de dire la vérité; mais en France, où le gouvernement a peur des journaux et n'aime que le silence, toute réforme avorte misérablement devant la résistance des intérêts menacés. Voilà pourquoi on se croit politique en cachant à tous les yeux les plaies qu'on guérirait en les étalant au grand jour. Reconnaître une erreur est contraire aux règles fondamentales de notre système; l'administration française ne se trompe jamais; elle le croit sincèrement, et ne voit pas que le châtiment de toute autorité infaillible, c'est l'impuissance et l'immobilité.

Si l'on trouve ce jugement sévère, qu'on lise la *Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie;* on verra si les pièces officielles ne nous donnent pas raison. La guerre d'Italie éclate au mois de mai 1859; mais elle est prévue tout au moins depuis le 1er janvier. On se rappelle les paroles menaçantes adressées par l'empereur à l'envoyé d'Autriche. L'administration militaire n'a rien

(1) *Statistique de la guerre d'Italie*, p. 766-768.

négligé pour préparer la victoire : les canons rayés sont prêts, l'armement de nos soldats est supérieur à celui des Autrichiens, on a dirigé vers la côte des approvisionnemens considérables; qu'a-t-on fait pour l'hygiène de l'armée? Les souvenirs du siége de Sébastopol sont encore tout récens; l'expérience faite par les Anglais a prouvé aux plus incrédules qu'avec une nourriture abondante et tonique, de bons abris, de l'air et des soins, on pouvait prévenir le typhus et le scorbut, et cependant l'intendance n'a pas changé ses traditions. La nourriture n'a pas été améliorée. Dans un pays ami et plein de ressources, dans la contrée la plus riche et la plus fertile de l'Europe, l'alimentation a été mauvaise et presque toujours insuffisante. Souvent nos divisions ont manqué de pain; on l'a remplacé par la farine de maïs que les soldats ne savaient ou ne pouvaient accommoder. La nourriture la plus usuelle a été du biscuit, la boisson la plus ordinaire de l'eau avec un peu de café de mauvaise qualité. Aussi dès le mois de juin voit-on les hôpitaux envahis par des malades, atteints d'affections peu graves sans doute, mais qui laissent après elles une profonde débilité. Ces affections, les médecins n'hésitent pas à les attribuer *au manque suffisant d'abri et surtout à l'insuffisance de la nourriture* (1).

Si l'on n'a rien fait pour les soldats valides, s'est-on du moins inquiété des blessés et des malades? A-t-on réorganisé les ambulances? A-t-on suivi l'exemple des Anglais en établissant un corps d'infirmiers capables de seconder les médecins? — Le 20 mai a lieu le combat de Montebello, qui donne un assez grand nombre de blessés; on en transporte une partie à Voghera, d'où, après les premiers soins, on les évacue sur Alexandrie. Le 22, le médecin-major écrit de Voghera au baron Larrey :

« Demain il nous restera 180 blessés des plus graves, sans comprendre les entrans du jour. Je n'ai que 3 aides-majors avec moi, nous sommes sur les dents... Le service est mal organisé; nous n'avons pas d'infirmiers; quelques musiciens que personne ne commande ont été désignés pour remplacer les infirmiers absens, et ne nous sont pas utiles, parce qu'ils ne savent rien. Les malades sont mal couchés, mal nourris, mal soignés... Il faudrait au moins 8 médecins, 30 infirmiers, et un matériel suffisant (2). »

Le 24 mai, le docteur Champouillon, médecin en chef du 1er corps, écrit de Montebello qu'il a fait garnir de paille les cloîtres et l'église, car on manque absolument de couchage; il ajoute :

« J'ai prié M. l'intendant de se procurer 2,000 couvertures de laine

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 171.
(2) *Ibid.*, p. 41.

pour le service des ambulances du 1er corps. Afin d'économiser le peu de linge dont nous disposons, j'ai fait requérir des habitans une certaine quantité de mousse destinée aux fomentations d'eau froide.

« Je vous informe avec regret que, par suite de l'inexpérience ou des préoccupations nombreuses de l'intendance, *plus de 800 blessés ont été nourris pendant quatre jours par la commisération publique.*

« Les régimens et les ambulances continuent à manquer de médicamens, de même que nous sommes dépourvus d'infirmiers militaires. »

Dira-t-on que c'est là le désordre inséparable du premier moment? Ce serait une pauvre excuse pour une administration qui se glorifie de suffire à tout; mais cette excuse même ne vaut rien. Le 24 juin, on rencontre l'ennemi à Solferino; il y a plusieurs jours qu'on le cherche; cette bataille qui va décider du sort de l'Italie, elle est prévue, elle est attendue; tout doit être prêt. Comment a-t-on soigné nos blessés? Écoutons l'intendant en chef de l'armée. « A Solferino, dit-il, des ambulances volantes, composées de mulets à cacolets, auxquels on joignit des caissons du train, furent dirigées sur les points où l'action était engagée pour relever les blessés et les porter aux ambulances. Il en fut ainsi amené 10,212 du 25 au 30 juin; mais un petit nombre pendant les journées du 29 et du 30 (1). » Dans ce simple récit, songe-t-on ce qu'il y a de souffrances accumulées et de souffrances inutiles? Se figure-t-on le désespoir d'un malheureux qui meurt sans secours? Y a-t-il rien de plus poignant que la misère du soldat blessé à qui on fait attendre trois ou quatre jours les soins qui, donnés à propos, lui auraient conservé un membre et souvent même sauvé la vie? Toutes ces victimes n'ont-elles pas le droit de nous reprocher notre ingratitude?

La cause principale de toutes ces souffrances, c'est le défaut de médecins. Il n'y avait point en Italie le quart de ce qu'il eût fallu de médecins et de chirurgiens pour soigner nos blessés et nos malades. — En 1830, sous la restauration, l'armée qui fit la conquête d'Alger comptait 30,000 hommes; elle menait avec elle 180 médecins d'ambulances et hôpitaux de première ligne, — 6 médecins pour 1,000 hommes d'effectif. En Crimée, au mois de mai 1855, pour une armée de 108,000 hommes, on ne comptait plus que 78 médecins d'ambulances et hôpitaux de première ligne, — 0,72 médecins pour 1,000 hommes d'effectif. En Italie, au mois de juin 1859, l'armée est de 160,000 hommes; il y a 132 médecins d'ambulances et d'hôpitaux de première ligne, — 0,82 médecins par 1,000 hommes d'effectif (2). C'est un chiffre tout à fait insuffisant. Sous le premier empire, qu'on n'accusera pas d'une sensibilité exagérée, les ambu-

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, p. XVI.
(2) *Ibid.*, t. Ier, p. XVII.

lances comptaient quatre ou cinq fois plus de chirurgiens que les nôtres. Est-ce donc que la guerre a changé de caractère? Y a-t-il moins de soldats sous les armes, les rencontres sont-elles moins formidables, les moyens de destruction moins meurtriers? Tout au contraire, les batailles sont des massacres, les engins nouveaux fauchent d'un seul coup des régimens entiers. Du jour au lendemain, il faut relever, transporter, amputer, panser 10 ou 20,000 blessés... Dans une armée moderne, le service de santé est un des besoins les plus grands et les plus pressans; il ne paraît pas qu'en 1859 l'administration française s'en soit inquiétée. A peine a-t-on passé les Alpes que les médecins en chef de tous les corps se plaignent de l'insuffisance du personnel et du matériel. Qu'est-ce qu'une ambulance de 4 médecins par division? Comment suffiront-ils aux amputations et aux pansemens? Le médecin en chef de l'armée, le baron Larrey, qui a au plus haut degré le sentiment de la responsabilité qui pèse sur lui, se hâte d'agir auprès du ministre de la guerre; il lui fait demander par le général Roguet un supplément de 300 médecins. Le ministre trouve ce chiffre si considérable, qu'il écrit à l'empereur pour lui déclarer que l'administration de la guerre est hors d'état de satisfaire à de pareilles exigences. Il faut se réduire, on se contente de 150 ou 160 médecins auxquels on adjoindra 150 sous-aides, c'est-à-dire des jeunes gens qui auront plus de bonne volonté que de science. Voilà tout ce que peut obtenir le médecin en chef de l'armée, appuyé par le Conseil de santé. Aussi est-il obligé de recourir aux médecins et aux étudians sardes, dont un assez grand nombre n'entendent pas ou ne parlent pas le français. Ce n'est là que le moindre mal. Les médecins italiens sont zélés, mais ils appartiennent encore à la terrible école de Broussais. Saigner et mettre des sangsues, c'est toute la pratique italienne; fièvre typhoïde, résorption purulente, diarrhées, toutes ces affections que le médecin moderne traite en soutenant le malade, ne sont pour les docteurs italiens que des cas de typhus ou de gastro-entérite qu'il faut combattre à coups de lancette. « Après les canons rayés, écrit un médecin français, je ne connais rien de plus dangereux que les médecins de Turin, qui pratiquent la médecine antiphlogistique sans mesure et sans intelligence (1). » Je ne sais si la critique est fondée, mais elle est unanime chez nos médecins.

Insuffisans par leur petit nombre, les médecins de l'armée d'Italie le sont bien plus encore par le peu d'action qu'on leur laisse. Il semble que l'administration ne les connaisse pas; on les regarde comme des agens inférieurs, des infirmiers dont la place est à l'hôpital, sous la direction de l'intendant et du comptable. Quand l'armée française

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 521.

descend en Italie, un grand nombre de médecins n'ont aucun moyen de transport. Le nouveau règlement a oublié de s'occuper de leur bagage; il ne leur concède qu'un cheval de selle, qu'on ne leur a pas fourni. Au grand-quartier-général, on voit des médecins arriver en tenue perchés sur des caissons d'ambulance. Au 17 juin, après six semaines de campagne, le médecin en chef est obligé d'écrire à l'intendant-général que, malgré toutes leurs démarches pour obtenir des chevaux, et toutes les promesses qu'on leur a faites, plusieurs médecins de l'ambulance du grand quartier-général sont obligés de faire les étapes à pied ou sur des caissons. « Quelle assistance, dit-il, peut-on attendre, aux stations d'arrivée, d'un personnel harassé par la chaleur et la fatigue de la marche, ou arrêté en arrière, tantôt sur les voitures, tantôt sur des véhicules d'emprunt?... Ne serait-il pas possible d'obvier à cet inconvénient par telle mesure qu'il ne m'appartient pas d'indiquer (1)? »

Remarquez la timidité, je dirais presque l'humilité de ces dernières paroles. C'est qu'en effet le médecin n'est rien, non, pas même le médecin en chef. Qui croirait, par exemple, que le fils de Larrey, l'homme qui répond de la santé et de la vie de 160,000 hommes, en est réduit à écrire le 20 mai à l'intendant-général : « Je n'ai personne auprès de moi, pas même un planton ou un soldat d'ordonnance, et je suis obligé de suffire seul à l'expédition des dépêches que je fais passer « par un domestique civil (2). » Il faut la permission de l'intendant-général pour que le médecin en chef de l'armée d'Italie puisse attacher à son service officiel un sergent infirmier!

Rien n'est triste comme cette correspondance de M. Larrey et de l'intendant-général. Les rôles naturels sont renversés; ce n'est pas l'administration qui sur l'ordre du médecin fournit les secours dont nos soldats ont besoin, c'est le médecin qui supplie l'administration de vouloir bien constituer l'ambulance du grand-quartier-général, ou même d'établir, soit à Gênes, soit à Alexandrie, « un approvisionnement d'appareils ou bandages, de gouttières, de planchettes, de fanons de paille et de lamelles de carton, pour les éventualités les plus nombreuses des fractures (3). » En d'autres termes, il faut l'intervention d'un intendant pour qu'un pharmacien ou un infirmier obéisse aux ordres d'un chirurgien. C'est une belle chose que la hiérarchie administrative; mais la pousser à ce degré, c'est plus que du ridicule, c'est de la folie qui touche à la cruauté. Le malheur de tous les mécanismes, quand on les applique aux hommes, c'est qu'ils ne répondent jamais ni aux progrès de la science ni aux be-

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 201.
(2) *Ibid.*, p. 35.
(3) *Ibid.*, p. 36.

soins du moment. Il y a une hygiène officielle et réglementaire, les intendans y sont fidèles, et c'est par cela même qu'avec les meilleures intentions, et en toute sûreté de conscience, ils font le mal, croyant faire le bien. Jamais intendant et médecin ne s'entendront sur le sens du mot encombrement. Pour un intendant, dès que chaque malade a 20 mètres cubes d'air à respirer, la règle est observée, il n'y a pas d'encombrement. Le médecin s'inquiète peu de ces prescriptions artificielles; pour lui, il y a encombrement dès que l'air cesse d'être pur et que le bâtiment est empesté; l'infection se traduit par l'aggravation des maladies et l'accroissement de la mortalité. On ne fait que commencer à se rendre compte de ces élémens morbides qui peu à peu s'accumulent dans les hôpitaux. Les Américains, éclairés par l'expérience, déclarent qu'après dix ans de service tout hôpital est empoisonné et qu'il faut le détruire. Nos médecins n'en sont pas encore là, je crois qu'ils y viendront; mais dès aujourd'hui les meilleurs hygiénistes regardent nos grands hôpitaux civils comme des foyers d'infection, comme des temples élevés à la fièvre et à la mort. C'est bien pis en guerre avec le cortége de maladies que toute armée traîne après elle. Disséminer les blessés et les malades, les plonger en quelque façon dans un bain d'air pur, afin d'assurer à chacun d'eux les meilleures conditions de guérison, c'est l'ambition de tous nos médecins; mais l'intendance n'en est pas là, et, quand elle y sera parvenue, la science aura fait un nouveau pas, l'administration sera arriérée comme toujours.

La guerre d'Italie n'a duré que deux mois, l'armée n'a pas tardé à rentrer en France, et néanmoins, dans le court espace de temps que nos troupes ont passé de l'autre côté des Alpes, nous avons perdu presque autant de soldats par la maladie que par le feu de l'ennemi. Je crois que nous en aurions perdu davantage, si nous n'avions eu au grand quartier-général un homme que je suis heureux de signaler à la reconnaissance publique, c'est le médecin en chef de l'armée, le baron Larrey. Avec une douceur inaltérable et un dévoûment qui ne s'est jamais lassé, le baron Larrey a desserré autant que possible le nœud administratif qui gêne nos médecins et paralyse leur activité. On voit qu'il a toujours devant les yeux l'exemple de la Crimée. Sa pensée constante, c'est de prévenir à tout prix l'encombrement, d'abord pour conjurer les épidémies, ensuite pour faire de la chirurgie conservatrice, c'est-à-dire pour épargner aux blessés ces mutilations qui font de la vie un supplice. Personne n'aurait fait plus que M. Larrey, j'oserai dire que personne n'aurait fait autant que lui; mais, qu'il le sache ou non, sa correspondance est la condamnation de notre administration militaire.

Elle démontre au plus ignorant et au plus aveugle qu'en France le service de santé militaire est organisé de la façon la plus fausse et la plus désastreuse. En dépit de notre énorme budget militaire, nous ne sommes pas en état de faire la guerre deux mois sans semer nos hommes dans les hôpitaux, tout le long du chemin. La France a des soldats héroïques, mais elle ne sait ni les soigner, ni les conserver. C'est la conclusion à laquelle arrive forcément quiconque lira sans prévention les révélations du docteur Chenu.

II.

Passons maintenant de France aux États-Unis. Nous savons ce que fait une administration que rien ne gêne et ne contrôle; voyons ce que produit la liberté chez un peuple qui surveille tout de ses propres yeux, qui s'occupe lui-même et directement du soin de son armée. La différence est si grande, elle est si triste pour notre amour-propre, qu'en vérité je craindrais que mon goût pour les institutions américaines ne me rendît le jouet d'une illusion, si je n'avais pour moi l'autorité des médecins français. En 1861, lorsque la guerre civile éclata en Amérique, les États-Unis n'avaient pour toute armée que quelques milliers d'hommes disséminés sur une immense frontière et n'ayant d'autre exercice que d'empêcher de loin en loin une incursion d'Indiens. Il n'y avait donc rien de prêt pour soutenir la lutte gigantesque où le pays se trouvait engagé par surprise. On n'avait que des cadres insignifians, une poignée d'officiers, une administration sans expérience, un service médical qui n'aurait pas suffi à une armée de 20,000 hommes. Du reste cet embryon d'administration était formé sur le modèle français, les médecins étaient dans la main du commissariat. Voilà avec quelles ressources on commençait une guerre qui, dans l'armée fédérale seulement, devait dévorer 280,000 hommes.

Après la prise du fort Sumter, on fit un premier appel de volontaires; les États-Unis n'ont pas de conscription. Le noyau des nouveaux régimens fut formé par les compagnies de milices, c'est-à-dire de gardes nationales, qui, en temps de paix, jouaient au soldat dans les grandes villes. C'étaient des artisans, des commis, des étudians, des jeunes gens habitués à une vie sédentaire, peu en état de résister aux rudes épreuves de la guerre. Les officiers, choisis par camaraderie, n'avaient en général aucune connaissance militaire; ils ne se doutaient même pas que le premier soin et le premier devoir des chefs est de veiller à la santé et au bien-être des soldats. Il fallait l'enthousiasme du premier moment, cette insouciance du danger que donne l'ignorance, pour ne point sentir qu'on marchait au-devant

d'une mort certaine. Les anciens officiers, et il en restait un certain nombre qui avaient fait la guerre du Mexique, hochèrent la tête en voyant ces nouvelles levées, et dirent qu'après quinze jours de fatigues et de mauvais temps toute cette armée de recrues fondrait comme la neige au soleil. Ils ne se trompaient pas; mais c'est le bonheur et la gloire de l'Amérique que toute crise y éveille l'opinion, et qu'il se trouve aussitôt des hommes capables et dévoués qui s'organisent pour lutter contre le mal. Dès le premier appel des troupes, il s'était formé dans tout le nord un nombre infini de comités et d'associations : comités de charpie, comités de médecins et de chirurgiens, comités de secours de toute espèce. Il n'y avait pas un village où les femmes ne se réunissent pour s'occuper de leurs enfans, de leurs frères, de leurs maris, qui étaient sous les drapeaux. Les encourager à combattre, leur fournir des vêtemens et des provisions, des livres et des journaux; leur envoyer des garde-malades, les ramener au pays quand ils seraient malades ou blessés, c'était là l'objet d'un zèle plus ardent qu'éclairé. Pour que tous ces efforts et ces sacrifices ne fussent pas perdus, il fallait les réunir et leur donner une direction commune; ce fut la première pensée d'un homme que l'Amérique peut mettre au nombre de ses grands citoyens, M. Henri Bellows, pasteur d'une église unitaire à New-York et aussi célèbre par son éloquence que par sa charité. Secondé par le docteur Élisée Harris, médecin de la quarantaine de New-York, M. Bellows organisa l'*Association centrale des femmes pour les secours des malades et des blessés de l'armée*, association qui devait enrôler toutes les femmes du nord au service de la cause commune, et recueillir près de 400 millions de francs. Je ne crois pas qu'on trouve dans l'histoire l'exemple d'un patriotisme plus ardent, ni d'un dévoûment plus actif et plus éclairé.

Ce fut de ce premier germe que sortit la commission sanitaire. Il ne suffisait pas d'associer toutes les femmes d'Amérique, encore fallait-il savoir ce que le gouvernement voulait et pouvait faire, afin que l'association secondât le gouvernement et au besoin le suppléât. Accompagné des docteurs É. Harris, J. Harsen et W. H. Van Buren, M. Bellows se rendit à Washington. Dès le premier jour, on reconnut la déplorable insuffisance du service médical. Pour sauver l'armée, il fallait une réforme radicale; les quatre amis se chargèrent de l'obtenir. Dès le 18 mai, ces hommes sans mandat, qui n'avaient d'autre titre que leur droit de citoyen, adressèrent au ministre de la guerre une lettre dont la hardiesse fera rougir tout Français nourri dans le giron maternel de l'administration.

« La guerre actuelle, disent-ils au ministre, est toute populaire. La nation entière, hommes et femmes, y est engagée de cœur et d'esprit,

de corps et d'âme. De toutes parts se forment des associations qui entendent veiller au bien-être et au salut de l'armée. Ces associations, il faut que l'état les encourage et les utilise; mais pour cela il faut qu'il leur donne un caractère public et qu'il les mette en rapport avec le département de la guerre et surtout avec le bureau médical. Le meilleur moyen d'assurer cette intervention du peuple, c'est d'instituer une commission sanitaire composée de simples citoyens, de médecins et d'officiers. Cette commission, nommée par le gouvernement, s'occupera de prévenir les maladies et d'alléger les souffrances des troupes, en même temps qu'elle recherchera et indiquera les meilleurs moyens de régulariser et d'utiliser tout ce que fera la nation pour le comfort, la sécurité et la santé de l'armée.

« Le département de la guerre, ajoutent les signataires de la lettre, ne doit pas ignorer que des commissions semblables ont été réunies *après* la guerre de Crimée et la guerre de l'Inde. La civilisation présente et l'humanité du peuple américain demandent qu'une commission semblable agisse *avant* notre seconde guerre de l'indépendance, guerre non moins sacrée que la première. Nous voulons prévenir les maux que l'Angleterre et la France n'ont pu que constater et déplorer. Dans la conduite de la guerre, on doit faire pour la santé, le bien-être et le salut de nos braves soldats tout ce que réclament la science, l'humanité, l'affection la plus tendre. Toute mesure prise en ce sens par le gouvernement sera éminemment populaire, elle le justifiera, elle ajoutera à sa gloire en Amérique et au dehors (1). »

La lettre est appuyée par le chirurgien en chef de l'armée. Il sait que la vieille organisation ne peut suffire aux besoins nouveaux, et qu'une armée de volontaires exige des ménagemens particuliers. Le ministre de la guerre demande qu'on lui soumette le programme des pouvoirs réclamés par la future commission sanitaire; ce programme est remis le 23 mai. Il est à la fois très modéré et très hardi. La commission ne veut point une place dans l'administration, elle décline tout pouvoir légal, elle ne se croit appelée qu'à examiner l'état des choses et à donner son avis. Ce qu'il lui faut, c'est la reconnaissance officielle et l'appui moral du gouvernement, afin que rien ne gêne ses enquêtes, et qu'elle puisse correspondre et conférer confidentiellement avec le bureau médical. Encore moins demande-t-elle une indemnité pécuniaire, elle ne veut d'autre récompense que l'honneur de servir la patrie et l'humanité. Qu'on lui donne un local à Washington, dans un édifice public, avec quatre chaises et un bureau, elle se tient pour satisfaite. Sa seule ambition, c'est d'étudier la condition sanitaire de l'armée et de mettre au

(1) *History of the sanitary Commission*, p. 528.

service de l'Amérique toute l'expérience acquise en Crimée, dans l'Inde et en Italie.

Mais, si elle ne réclame ni autorité ni rémunération, la commission veut connaître toute la vérité. Elle examinera à fond le régime et la cuisine des soldats, elle s'inquiétera de l'habillement, des tentes, du campement, des transports, de la police sanitaire; en deux mots, elle recherchera, elle indiquera tout ce qu'on peut faire pour prévenir les causes d'affaiblissement, d'infection et d'épidémie. La commission s'occupera également des ambulances, des hôpitaux militaires de toute classe, des garde-malades, des soins à donner aux blessés, de tous les moyens de faire parvenir aux soldats les secours que la générosité du pays leur envoie (1). A vrai dire, si son action officielle est nulle, son influence sera illimitée; elle sera la nation elle-même veillant au salut de ses enfans.

Quinze jours après la présentation de ce programme, la commission sanitaire est reconnue et instituée par le président Lincoln sous le nom de *Commission d'enquête et d'avis pour tout ce qui touche l'intérêt sanitaire des armées de l'Union.* Elle se composait d'un pasteur, M. Bellows, d'un ingénieur hydrographe, le professeur A. Dallas Bache, de quatre médecins et de deux officiers. On lui reconnaît le droit de s'adjoindre de nouveaux membres, et le ministre de la guerre ordonne à toute personne au service des États-Unis de seconder, dans la mesure de son pouvoir, les enquêtes que fera la commission. C'est à ce comité, sans caractère officiel, et qui n'a jamais compté plus d'une vingtaine de membres titulaires, que le gouvernement remet le contrôle médical de l'armée et la direction de l'opinion.

Est-ce à dire qu'aux États-Unis l'administration n'ait ni jalousie ni défiance, et qu'elle voie sans regret de simples particuliers se mêler de ses affaires? Non, les administrateurs américains ne sont pas des anges; ils ont toutes les faiblesses des hommes en général et des fonctionnaires en particulier. Dans le premier moment, ils ont regardé la proposition de M. Bellows et de ses amis comme un projet chimérique, un rêve de femmes sensibles, de tendres pasteurs et de médecins philanthropes. Lincoln lui-même, le bon Lincoln, ne se fit nul scrupule de dire à M. Bellows que la commission lui faisait l'effet d'une cinquième roue à un carrosse, *the fifth wheel of the coach;* il croyait qu'elle ne servirait à rien, si même elle n'était un embarras. Pourquoi donc l'acceptait-on? C'est que le sentiment national poussait à quelque institution de cette espèce, et qu'aux États-Unis le gouvernement se fait gloire d'être, non pas le maître, mais le serviteur de l'opinion.

(1) *The United-States sanitary Commission,* Boston 1863. p. 12-15.

Quoi qu'il en soit, la nation adopta dès le premier jour ce comité, qui se faisait l'organe des inquiétudes et des tendresses du pays pour les soldats. L'armée fit comme la nation; les généraux, et à leur tête le général Grant, mirent plus d'une fois la commission à l'ordre du jour, et ne lui marchandèrent jamais l'autorité. Les soldats prirent l'habitude de compter sur elle, sans trop savoir ce qu'elle était. La *sanitaire*, comme ils la baptisèrent, fut une divinité protectrice qu'on trouvait toujours au moment du besoin. Jusqu'à la fin de la guerre, la commission resta « la grande artère qui porta l'amour du peuple à l'armée du peuple. » C'est, à ma connaissance, le plus remarquable succès que la démocratie ait obtenu de nos jours. Avant cette expérience, qui se serait douté que dans cette organisation artificielle et unitaire qu'on nomme l'armée le peuple pouvait intervenir, et qu'il y avait place pour son contrôle et pour son action? Il est vrai que la commission montra autant de sagesse que de patriotisme. Jamais elle ne sortit de son rôle, jamais elle n'eut de couleur politique, jamais elle ne se fit l'instrument d'ambitions ou de visées particulières. A l'armée, loin d'affaiblir la discipline, elle se fit l'humble servante des généraux et des médecins; à Washington, elle donna des conseils, mais ne s'imposa point. Jusqu'à la fin, elle resta fidèle à sa devise : *suppléer le gouvernement et non point le supplanter*. C'est de cette façon que sans être un embarras pour personne, elle exerça une action d'autant plus puissante qu'elle était plus désintéressée.

Le premier soin de la commission fut de se rendre compte de la condition sanitaire de l'armée. Une inspection faite sur une grande échelle et par des hommes compétens montra que cette condition était déplorable. Les officiers n'y connaissaient pas les premières lois de l'hygiène, les capitaines de volontaires étaient étonnés quand on leur demandait quelles mesures ils avaient prises pour s'assurer journellement de la propreté des soldats, de l'aération des chambrées, de la bonne qualité et de la cuisson des alimens. Il en est plus d'un qui répondit en jurant qu'il était venu à l'armée pour se battre, et non pour y tenir un *boarding-house* ou y faire le métier de bonne d'enfant. La ventilation des tentes, le drainage du sol, le choix et l'orientation du campement étaient choses toutes nouvelles pour ces officiers improvisés, c'est la première fois qu'on leur disait qu'ils étaient responsables de la santé de leurs hommes. Les ambulances étaient composées de soldats grossiers et sans expérience; les médecins, pris à la hâte dans la vie civile, n'avaient aucune notion de chirurgie ni de médecine militaire. Quant aux hôpitaux, on les avait établis au hasard, dans les premiers bâtimens qu'on avait trouvés; puis on y avait installé des comptables, des infirmiers, des garde-malades pris de toutes mains. « Un hôpital civil ainsi consti-

tué, dit M. Stillé, eût été une honte pour la science et l'humanité (1). » Telles étaient les ressources sanitaires dont le gouvernement des États-Unis disposait en juin 1861, au moment où il appelait 800,000 hommes sous les drapeaux. C'est de cet abîme de misères que la commission entreprit de tirer l'armée, et à force de dévoûment elle y réussit.

Elle courut d'abord au plus pressé. Il fallait combattre l'ignorance des officiers et des médecins. Tandis que des inspecteurs répandus partout faisaient l'éducation des généraux aussi bien que des capitaines, la commission imprimait et distribuait à grand nombre des monographies médicales et chirurgicales sur l'hygiène militaire, la dyssenterie, le scorbut, les fièvres miasmatiques, les amputations, le traitement des fractures, etc., excellens petits traités où l'on avait largement mis à profit l'expérience des chirurgiens anglais et français. A la fin de l'année, le secrétaire de la commission, un patriote dont on ne saurait trop louer le talent et le zèle, M. Frederick Law Olmsted, présentait au ministre de la guerre un rapport général, tiré de quatre cents rapports particuliers; il y signalait tous les vices du système régnant, et demandait qu'on y apportât un prompt remède. Pour en arriver là, il fallait une réforme radicale; la commission n'hésita point à la réclamer. Prenant modèle sur l'Angleterre, elle demanda qu'on affranchît les médecins de toute subordination au commissariat, et qu'on fît de la médecine et de la chirurgie un service distinct, ne relevant que du chef d'armée et ayant pour directeur un chirurgien-général avec rang d'officier supérieur. C'était le seul moyen d'en finir avec la routine administrative et de donner enfin sa place légitime à l'art de conserver les hommes. La commission proposait en outre d'établir une inspection permanente et un corps spécial d'inspecteurs chargés d'assurer l'unité du service. Elle demandait qu'on établît des hôpitaux-généraux, disposés suivant les meilleurs modèles, et que la construction de ces asiles comme le commandement des ambulances et la direction des hôpitaux fussent retirés au quartier-maître et confiés aux médecins; c'était sous leurs ordres que la commission plaçait les infirmiers de tout grade et de toute espèce. En deux mots, c'est entre les mains du médecin, et du médecin seul, qu'elle remettait tout ce qui concerne la santé de l'armée.

Cette proposition hardie excita l'opposition de tous ceux que contrariait la réforme; mais la commission, soutenue par l'opinion et secondée par les journaux, finit par l'emporter. Le 18 avril 1862, une loi du congrès réorganisa le département médical, et donna rai-

(1) *History of the sanitary Commission*, p. 93.

son à M. Henri Bellows et à ses amis. La loi rendue, la commission ne se tint pas pour satisfaite. En France, nous nous imaginons trop souvent qu'une réforme est accomplie parce qu'on a mis en articles et inséré au *Bulletin des Lois* le programme que nous défendons. Les Américains et les Anglais ne croient à l'efficacité d'une mesure que lorsqu'ils en ont confié l'exécution à l'homme le plus capable. *The right man in the right place* est leur devise. C'est ainsi, par exemple, que les Anglais chargèrent de la réforme postale un simple employé, M. Rowland Hill, qui le premier avait eu l'idée du tarif unique. La commission sanitaire s'inspira du même esprit. En dépit de tous les obstacles, au mépris de tous les préjugés, elle proposa et fit nommer chirurgien en chef, avec rang de général de brigade, un simple chirurgien-major qui n'avait d'autre titre que sa capacité et son énergie, le docteur William A. Hammond. Ce fut lui qui organisa le nouveau service militaire avec un talent et une fermeté qu'on ne peut contester.

Il fallut d'abord constituer le personnel médical, ce qui n'était pas aisé dans un pays qui n'avait que des médecins civils. Plusieurs fois on fut obligé de procéder à de larges épurations; mais peu à peu on en arriva à organiser un corps de médecins et de chirurgiens qui suffit à tous les besoins. L'armée américaine, qui ne dépassa guère 800,000 hommes, eut 6,057 médecins pour le service de ses ambulances et de ses hôpitaux; ce chiffre de 6,000 médecins est bon à noter. En 1794, la république française, avec des armées à peu près aussi nombreuses que celles de l'Union, eut un corps de santé composé de 8,000 médecins de tout grade (1). Aujourd'hui la France dispose d'un peu plus de 1,000 médecins et chirurgiens militaires. Nous avons vu qu'en Italie, dès le premier jour, il avait fallu requérir des secours étrangers. Vienne la guerre, viennent ces armées de 1,200,000 hommes dont on nous menace, qui donc soignera nos soldats?

Les ambulances américaines furent réorganisées sur le modèle anglais, et mises sous la direction d'un chirurgien. Avec un matériel suffisant et un personnel mieux préparé, on parvint à éviter le triste désordre des premiers temps. Depuis la bataille de Fredericksburg, en décembre 1862, on ne vit plus de blessés abandonnés des jours entiers sur le champ de bataille. Il est vrai de dire que la commission sanitaire, partout présente, avait aussi ses infirmiers (*field relief corps*), qui aidaient à relever les blessés et à leur donner les premiers secours. Plus d'une fois ce corps de volontaires arriva sur le lieu du combat avec des ressources en linge, en charpie, en viandes,

(1) Goze, *la Médecine militaire*, etc., p. 19.

en boissons, en alimens, qui, par le hasard de la guerre, faisaient défaut à l'armée, et fut la providence des chirurgiens non moins que des soldats.

D'admirables inventions de la commission facilitèrent singulièrement le transport des blessés. L'*hospital-steamer*, hôpital flottant imaginé, dit-on, par le chirurgien Hoff, fut organisé au mois de février 1862, et plus tard adopté par le gouvernement; il permit de suivre les armées en campagne et de mettre à leur disposition le moyen d'évacuation le plus doux et le plus facile. Il ne faut pas oublier que l'Amérique est le pays le mieux arrosé du monde, et qu'avec des bateaux à vapeur on va partout. L'aménagement de ces magnifiques vaisseaux ne laissait rien à désirer, et il y régnait un ordre admirable. Tout avait été réglé par M. Frederick Law Olmsted. Chaque bateau était divisé en un certain nombre de quartiers (*wards*) pouvant contenir chacun de 50 à 150 malades couchés commodément. Un chirurgien commandait le service médical, des aides-chirurgiens (*ward masters*) dirigeaient chaque quartier; ils étaient assistés d'un nombre suffisant d'infirmiers ou garde-malades. A l'arrivée de chaque patient, on lui donnait un numéro, on inscrivait son nom, sa compagnie, son régiment, son domicile; puis on lavait le malade, on lui donnait du linge propre et on le couchait dans un bon lit bassiné. Là on lui apportait une boisson stimulante, des alimens, des viandes (1). Ces soins-là donnés à un blessé, à un fiévreux, à un homme pris par le froid et l'humidité, ce n'est pas seulement un soulagement temporaire, un bien-être passager, c'est le salut, c'est la vie.

Il semble si naturel de secourir un soldat blessé, un serviteur de la patrie, qu'à première vue on se demandera ce qu'il y avait de si admirable et de si nouveau dans l'organisation de ces hôpitaux flottans. Ouvrons le *Rapport* du docteur Chenu sur la campagne de Crimée, et voyons comment on transportait nos malades. Voici une lettre du docteur Marroin, médecin en chef de l'escadre, qui dira la vérité dans toute sa laideur.

« Les médecins qui ont été affectés à ces transports se souviennent des tableaux émouvans qui s'offraient à leurs yeux. La guerre apparaissait dans toute son horreur. Des hommes épuisés par la maladie, à peine protégés par quelques lambeaux de couverture, arrivaient à la plage pour être embarqués sur des navires de commerce frétés à cet effet, car la marine impériale était débordée par les nécessités du service.

« Vers les derniers jours du mois de mai (1855), le vaisseau le *Jean-*

(1) *Hospital transports, a Memoir of the embarkation of the sick and wounded... in the summer of 1862.* Boston 1863.

Bart reçut 720 militaires; 300 avaient les extrémités antérieures congelées à divers degrés, beaucoup d'entre eux étaient atteints de diarrhées; 200 étaient minés par des dyssenteries graves, la plupart compliquées de symptômes cholériformes; 100 environ se trouvaient à l'une des périodes de la fièvre typhoïde ou du typhus; les autres, capables de marcher, présentaient des bronchites, des fièvres intermittentes, du scorbut.

« Grâce à la rapidité de sa marche, le *Jean-Bart,* malgré le mauvais temps, fit une courte traversée. La batterie basse avait été affectée aux maladies les plus graves; mais avec le mauvais état de la mer on dut maintenir les sabords exactement fermés. Ceux qui ont partagé les fatigues de cette campagne peuvent seuls se faire une idée du degré d'infection qui en fut la conséquence. La matière des vomissemens se mêlait aux déjections alvines sur les matelas, sur le pont. L'eau de mer embarquait par les écubiers, charriant d'une extrémité de la batterie à l'autre cette masse d'ordures d'une repoussante fétidité. Quels étaient les moyens dont on disposait pour lutter contre un pareil foyer d'infection? La ventilation, soit par les sabords, soit par les manches à vent, était impossible; le nettoyage de la batterie ne pouvait se faire. *Comment en effet déplacer cette masse de malades serrés les uns contre les autres,* et dont la prostration était augmentée par le mal de mer? Sans doute, les soins de propreté, les fumigations chlorurées luttèrent avec constance contre cette cause sans cesse renouvelée d'empoisonnement miasmatique; mais ai-je besoin d'ajouter que ce fut sans résultat efficace (1)? »

Pauvre soldat français, héroïque paysan, tu es encore plus grand par ta résignation que par ton courage; mais que doit-on penser d'un pays qui expose à de pareils supplices ses fils les plus dévoués? Épargner au blessé, au malade, toute souffrance inutile, c'est au contraire la pensée constante du service médical américain. Le wagon-hôpital est une autre invention de la commission sanitaire; c'est le docteur Harris qui a imaginé ce moyen de transporter les blessés en chemin de fer sans les déplacer du brancard-couchette où on les a mis après l'opération ou le pansement. Dès l'automne 1862, il y a eu des trains de blessés entre Washington et New-York. Dans l'ouest, on a vu le train-hôpital d'Atlanta à Louisville faire régulièrement un trajet de plus de 500 milles avec l'exactitude et la vitesse de nos chemins de fer les mieux organisés. On calcule que durant la guerre on a ainsi transporté, presque sans fatigue et certainement sans danger, près de 100,000 blessés ou malades sur les chemins de l'est, plus de 125,000 sur les chemins de l'ouest (2).

Le wagon-hôpital a été adopté par les Prussiens, et leur a rendu

(1) Chenu, *Rapport au Conseil de santé,* etc., p. 76.
(2) *History of the sanitary Commission,* p. 164.

de grands services; je ne doute pas que notre administration n'introduise dans le service médical cet appareil ingénieux; mais je ne puis me défendre d'une réflexion qui sans doute s'est déjà présentée à l'esprit du lecteur. A peine a-t-on émancipé la médecine militaire en Amérique, qu'elle se signale par des inventions éclatantes, qui toutes ont pour résultat d'adoucir la souffrance et de conserver la vie du soldat. L'hôpital flottant du docteur Hoff, le wagon-hôpital du docteur Harris, la voiture d'ambulance du docteur Howard, sont autant de conquêtes pour la science et pour l'humanité. D'où vient qu'en Crimée et en Italie nous n'avons rien fait de semblable? Est-ce que nos médecins sont moins intelligens ou moins instruits que ceux d'Amérique? est-ce que nos chirurgiens militaires ont moins d'expérience? Non sans doute, leur stérilité tient à leur condition subalterne. Avec une intendance qui dispose seule des ambulances, des transports, des hôpitaux, comment veut-on que l'esprit du médecin s'éveille? N'a-t-il pas le sentiment de son impuissance? C'est la liberté d'action jointe à la responsabilité qui aiguise l'imagination; elles seules enfantent ces créations admirables qui sont le salut d'une armée et la gloire d'un pays.

En veut-on la preuve? Une des inventions les plus simples et les plus utiles des médecins américains, c'est l'agencement et la construction des hôpitaux; mais l'hôpital sous tente et l'hôpital-baraque ont été essayés en Algérie longtemps avant la guerre d'Amérique, et si l'armée d'Orient n'a pas profité de cet excellent système, assurément ce n'est pas la faute de nos inspecteurs médicaux. Si on eût laissé faire Michel Lévy et Baudens, s'ils n'avaient pas eu les mains liées par l'administration, la France eût conservé des milliers d'hommes qui sont restés dans les cimetières de Turquie. Les Américains se sont approprié une invention française; disons, pour être être juste, qu'ils l'ont singulièrement perfectionnée. Rien de mieux calculé que leurs hôpitaux, composés d'une série de pavillons en bois, reliés entre eux par des galeries à claire-voie. L'espacement et l'orientation de ces baraques a été réglé de façon à fournir en abondance le grand agent hygiénique, l'air pur. Des tuyaux distribuent partout de l'eau froide, ainsi que de l'eau chaude provenant de la machine à vapeur qui sert à la buanderie. Des rails placés dans les corridors permettent de faire tous les transports au moyen de petits chariots. Au besoin même, on voiture de cette façon les invalides ou les malades qui vont au bain. C'est ainsi que les Américains ont remplacé le vieil hôpital massif, toujours infect et empoisonné, par des bâtimens légers, sains et sans odeur (1). Grâce à cette aération parfaite, on a pu recevoir jusqu'à 3,000 malades dans un

(1) Goze, *la Médecine militaire*, etc., p. 34 et suiv.

hôpital sans qu'une pareille agglomération ait présenté le moindre inconvénient; grâce à la simplicité de la construction, on a pu couvrir l'Amérique d'hôpitaux élevés en quelques mois et assez larges pour abriter 90,000 malades. L'industrie que nous employons uniquement à détruire les hommes a servi là-bas à les conserver.

Aussi n'est-ce pas sans un légitime orgueil que le médecin en chef de l'armée des États-Unis, le docteur Joseph Barnes, successeur du docteur Hammond, a écrit les lignes suivantes qu'on fera bien de méditer :

« Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire du monde d'un si vaste système d'hôpitaux créés en si peu de temps. Jamais établissemens hospitaliers en temps de guerre ne furent moins encombrés et aussi libéralement pourvus. Ils diffèrent aussi de ceux des autres nations en ce qu'ils furent placés sous les ordres des médecins. Au lieu de mettre à la tête d'établissemens institués pour la guérison des malades et des blessés des officiers de troupe, dont malgré tous les autres mérites on ne pouvait attendre la parfaite intelligence des besoins de la science médicale, et qui avec les meilleures intentions du monde auraient pu embarrasser sérieusement son action, comme cela est malheureusement arrivé pendant la guerre de Crimée, notre gouvernement, plus sagement inspiré, voulut faire du médecin le chef de l'hôpital. En lui imposant ainsi la responsabilité des résultats de sa direction, il ne lui refusa rien de ce qui pouvait rendre ces résultats favorables. Le corps médical peut montrer avec orgueil les conséquences de cette conduite libérale; jamais dans l'histoire du monde la mortalité dans les hôpitaux n'a été aussi petite, et jamais de tels établissemens n'échappèrent d'une manière aussi complète aux maladies qui d'ordinaire s'engendrent dans leur enceinte (1). »

Ces hôpitaux américains ont une tout autre physionomie que les établissemens français. Chez nous, l'hôpital est une autre forme de la caserne : même discipline, même uniformité, même tristesse. Malade ou bien portant, le soldat est toujours soldat. L'hôpital américain est un prolongement du foyer domestique. C'est la famille, c'est la société qui s'emparent du blessé, et qui l'entourent de leurs soins. Le soldat n'est plus un numéro de régiment, c'est un homme dont on cherche à satisfaire tous les besoins et tous les désirs légitimes. Ce caractère particulier de l'hôpital américain tient à deux causes. D'une part, c'est le médecin qui commande et qui subordonne tout à la guérison; de l'autre, c'est une femme, et presque toujours une femme du monde, qui a la direction des garde-malades, de la lingerie et de la cuisine. Auprès du lit du soldat, la

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. LXV.

femme représente la mère, l'épouse, la sœur; elle seule peut avoir ces attentions délicates qui, n'en déplaise aux sceptiques, ont une influence décisive sur le moral du malade, et contribuent souvent à lui sauver la vie. J'ai sous les yeux un charmant livre intitulé *Hospital Days*; c'est le journal d'une dame qui durant la guerre a dirigé l'hôpital de Fairfax, à quelques lieues de Washington. Miss Jane Stuart Woolsey (j'espère n'être pas indiscret en trahissant l'anonyme) a fait en quelques pages la peinture vivante de l'hôpital américain. Deux anecdotes, prises au hasard, en donneront une idée juste.

« Les blessés français sont toujours gais, bons enfans et gracieusement polis. Charmoille, qui a eu le bras droit emporté, s'est appris lui-même à écrire élégamment de la main gauche, dans l'espoir d'obtenir une petite place quand il aura son congé. Louis L., amputé de la cuisse, ne reprenait pas de forces; je lui dis un jour : « Ne pensez-vous pas à quelque chose que vous aimeriez avoir, à quelque chose que vous aimiez au pays? — Madame, je n'ai besoin de rien; j'ai ici tout ce qu'on peut désirer. — Essayez, pensez à quelque chose qui vous ferait du bien, peut-être pourra-t-on vous le procurer? — Merci, madame, mais..., puisque vous me le demandez, deux gouttes de vin rouge, du vin de mon pays, madame; mais ça ne se trouve pas en Virginie! » Avec la permission du médecin, permission donnée de bon cœur, on envoya tous les matins une petite ration de vin de Bourgogne; c'était fête journalière pour le pauvre Louis; il chantait une petite chanson sur le bon vin et le bonheur de mourir pour la patrie. Ces deux gouttes de vin rouge, c'était un rayon de soleil pour toute la salle.

Tous les malades aimaient les fleurs. On nous envoyait quelquefois des fleurs de serre; des œillets blancs et rouges faisaient le bonheur d'un sergent malade; il mourut en serrant la fleur dans ses doigts amaigris. Un matin de printemps, j'apportai les premiers lilas à un pauvre garçon de la Nouvelle-Angleterre; il était bien malade. — « J'ai quelque chose pour vous, lui dis-je en tenant les fleurs derrière mon dos, quelque chose qui pousse devant la porte de votre maison, devinez? — Des lilas, murmura-t-il, et je plaçai les fleurs sur ses mains jointes. — Oh! dit-il, des lilas! Comment avez-vous su *cela?* » Les lilas vécurent plus longtemps que lui (1). »

C'est du roman, dira-t-on. — Non, c'est de l'histoire. C'est ainsi que les choses devaient se passer sur une terre où la moitié de la nation combattait contre l'autre moitié. Dans cette crise formidable, il fallait faire appel à toutes les forces morales du pays pour soutenir l'énergie de l'armée. Ainsi l'ont pensé les femmes d'Amé-

(1) *Hospital Days*, New-York 1868, p. 131-132.

rique; ce sont les plus riches et les plus heureuses qui ont donné l'exemple de l'abnégation et du dévoûment. Parmi ces héroïnes de la charité, il en est une dont le nom deviendra légendaire aux États-Unis, c'est Mme Barlow. Au printemps de 1861, miss Arabelle Griffith, jeune, belle, instruite, considérée, riche, épousait M. Barlow. Le jour même de son mariage, M. Barlow partait pour Washington, simple soldat dans un régiment de New-York. En peu de temps, grâce à son courage et à ses talens militaires, M. Barlow s'éleva aux plus hauts grades et devint général. Mme Barlow suivit toutes les campagnes de son mari, d'hôpital en hôpital. Elle était à Fredericksburg, occupée à préparer la nourriture des blessés, tandis qu'on entendait le canon de la bataille et que son époux bravait tous les dangers. Épuisée par un labeur incessant, elle mourut de la fièvre devant Petersburg. Il y avait des sœurs de charité aux États-Unis, elles y ont rendu de grands services; mais jamais les femmes d'Amérique n'ont voulu abandonner, même à de saintes filles, le droit de soigner les malades et les blessés. En un temps où toute la jeunesse de la nation était sous les drapeaux, elles ont payé de leur personne; elles ne se sont pas contentées d'être charitables par procuration.

Dans cette œuvre patriotique, elles étaient soutenues par le pays tout entier. Du moindre village, de l'est ou de l'ouest, partaient chaque semaine les dons destinés aux hôpitaux. Chemises de flanelle, robes de chambre, gants tricotés, pantoufles, fauteuils à bascule, béquilles, livres, papier, crayons, ardoises, damiers, jeux d'échecs, dominos, couteaux, ciseaux, outils, lait condensé, porter, vin d'Espagne, eau-de-vie, bocaux de conserves au vinaigre, etc., toutes ces offrandes étaient reçues par les cinq cents correspondans de la commission sanitaire, estampillées, empaquetées, et dirigées sur tous les points du pays. « L'excellent *porto* qui nous a été si utile dans les diarrhées chroniques, écrit miss Woolsey, et toute la bonne eau-de-vie nous venaient de cadeaux particuliers. Le vin fourni par le gouvernement ne valait rien (1). » A côté des largesses du riche, on trouve l'obole de la veuve. « Je déroule un paquet d'écharpes, dit miss Woolsey; elles sont faites avec une étoffe fanée, à fleurs jaunes, quelque chose comme des rideaux de lit. Sur un papier fixé par une épingle, une main tremblante a écrit : L'étoffe était si bonne que j'ai pensé qu'on ne ferait pas attention à la couleur. C'est tout ce que j'ai. Je suis vieille et pauvre, je ne peux pas faire davantage (2). »

Est-ce donc que l'Amérique est plus généreuse que la France? Non; mais nous avons dans l'administration une providence ter-

(1) *Hospital Days*, p. 61.
(2) *Ibid.*, p. 104.

restre qui n'entend pas que le pays se mêle de ses propres affaires, elle repousse la charité individuelle comme un embarras, sinon même comme un danger. Au début de la campagne d'Italie, la France s'était émue, les dons commençaient à affluer; Dieu sait s'ils étaient nécessaires! On n'eut rien de plus pressé que d'étouffer ce mouvement. Un comité officiel fut institué; son premier soin fut de prendre la décision suivante, appuyée sur un considérant auquel les faits ont donné le plus cruel démenti :

« L'armée d'Italie *étant amplement approvisionnée par les soins de l'administration de la guerre,* les dons en nature provenant de la souscription nationale seront successivement vendus par l'administration des domaines, et le produit de la vente, versé dans les caisses publiques, viendra en accroissement des dons en argent.

« Il est fait exception à cette disposition pour les dons de linge à pansement, qui, par mesure de prévoyance, seront versés dans les magasins militaires (1). »

Le régime des blessés et des malades est encore une des choses qui distinguent le système américain. On sait qu'aux États-Unis le soldat sous les drapeaux est nourri avec une libéralité, je dirais presque un luxe, sans exemple. En sus de leurs rations, qui sont de bonne qualité, les soldats reçoivent du thé, du café, du sucre, du lait condensé, de la glace, des fruits et légumes conservés au vinaigre (*pickles*). Ces deux derniers articles sont aussi nécessaires à l'Américain que le pot-au-feu l'est au Français. On fournit encore aux troupes fédérales des cigares, du tabac, du whiskey. Tandis que nous abusons de la sobriété proverbiale du soldat français pour lui donner une nourriture grossière et insuffisante, les Américains, qui savent compter mieux que nous, déclarent que cette apparente profusion est l'économie la mieux entendue. L'expérience a prononcé pour eux. Le scorbut et le typhus ont à peine effleuré l'armée de l'Union. En temps de guerre, la mortalité chez les troupes fédérales n'a pas dépassé 3,9 pour 100; chez nous, en temps de paix, dans nos casernes, elle atteint 10 pour 100 (2). Ces deux chiffres ont une éloquence qui dispense de tout commentaire. Dans les hôpitaux, les ressources alimentaires ne sont pas moins abondantes; elles permettent une grande variété de régime, chose excellente dans la maladie et dans la convalescence. A Fairfax, dans un hôpital de douze cents lits, le chirurgien en chef avait établi six régimes différens, qui, dans le plus grand nombre des cas, lui permettaient de donner à chacun de ses patiens la nourriture la plus convenable. Voici le tableau qu'il

(1) *Statistique de la campagne d'Italie,* t. Ier, p. 279.
(2) *Ibid.,* t. Ier, p. CXVIII et CXXIII.

avait dressé; il serait intéressant de le comparer avec celui de nos hôpitaux.

« *Régime beefsteak.* — Déjeuner : café au chocolat, pain, beurre et œufs. Dîner : café au chocolat, beefsteak ou roastbeef, ou côtelettes de mouton, pain, beurre, pommes de terre, poudding. Souper : café au chocolat, pain, beurre, pommes cuites ou compotes de fruits.

« *Régime œufs et lait.* — Déjeuner : lait, œufs pochés, rôtie au lait (*milk toast*). Dîner : lait, poule au vin, pain, flan. Souper : lait, pain, beurre, fromage.

« *Régime légumes* (1). — Déjeuner : thé, pain, beurre, pommes de terre cuites au four (*baked potatoes*). Dîner : pain, purée de pommes de terre, légumes, riz, *pickles*. Souper : thé, pain, beurre, pommes cuites ou compote.

« *Régime soupe au lait.* — Déjeuner : soupe au lait, rôtie, beurre. Dîner : lait chaud ou soupe au lait, rôtie, tapioca au vin, beurre. Souper : lait chaud, rôtie, beurre.

« *Régime bouillon.* — Déjeuner : bouillon (*beef-tea*), rôtie, beurre. Dîner : bouillon, rôtie, beurre. Souper : bouillon, rôtie, beurre.

« *Régime gruau.* — Déjeuner : gruau de blé ou de maïs, rôtie au lait. Dîner : bouillon de poulet ou de mouton, tapioca au sucre, ou blanc-manger, ou gelée. Souper : gruau, rôtie au lait (2). »

Ce qu'il y a de plus curieux est le régime des amputés. Les chirurgiens américains me paraissent convaincus qu'il faut surexciter les forces et la vitalité du patient pour aider au travail de la nature et lui faciliter son œuvre de réparation. Voici un cas que j'emprunte au journal de miss Woolsey.

« Lafayette R...., 10e régiment des volontaires du Vermont, amputation de l'avant-bras. Il a mangé presque aussitôt après l'opération et a consommé une incroyable quantité d'alimens. Il a commencé par du bouillon et du punch aux œufs (*egg-nog*). Dans les vingt-quatre heures qui ont suivi l'opération, il a pris vingt-quatre œufs battus dans vingt-quatre onces d'eau-de-vie, avec la proportion ordinaire de lait. Toutes les deux heures il prenait une cuiller d'essence de bœuf; on prépare cette essence en faisant bouillir à demi le bœuf, puis on le coupe en petits morceaux, et on en exprime le jus avec un outil qui sert à presser les citrons. Je lui donnai en un jour le jus de treize livres de bœuf maigre, sans parler de ses autres repas. Au bout de trois jours il but du porter, et, peu à peu, diminuant la quantité du punch et augmentant celle du porter, il en vint à prendre sept pintes de porter par jour, sans parler de ses trois repas ordinaires, composés de beefsteak, purée de pommes de terre au

(1) C'est le régime des scorbutiques.
(2) *Hospital Days*, p. 183.

lait et au beurre, huîtres cuites, œufs brouillés, poulet, tarte, etc. Couché dans son lit, il mangeait avec une sérénité olympienne, sans hâte et sans repos. Sa *capacité* étonnait tous les spectateurs. Quatre mois après il nous écrivait du Vermont : Mon bras gagne de la force rapidement, je crois qu'il vaudra presque l'autre; ma santé générale est parfaitement bonne (1). »

Tous les amputés n'avaient pas cet appétit de Gargantua, mais tous étaient largement nourris, tous étaient mis au régime du punch aux œufs et de l'essence de bœuf, et, si l'on en croit miss Woolsey, l'expérience justifiait cette pratique chirurgicale qui a tout au moins l'avantage de ne pas être désagréable au soldat.

Il n'est pas besoin d'être médecin pour juger la valeur d'un pareil régime, non plus que le mérite d'une invention qui a contribué puissamment à chasser le scorbut de l'armée et des hôpitaux, je veux parler des jardins d'hôpital établis par la commission sanitaire. Chacun sait que les légumes frais sont à la fois le préservatif et le remède du scorbut. « Cent mille francs dépensés en légumes frais, disait Baudens, c'est 500,000 francs épargnés sur les frais que nécessite l'entrée des malades aux hôpitaux (2). » Mais il n'est pas toujours possible de fournir de légumes frais une armée campée au loin. En pareil cas, pourquoi l'armée, où les paysans abondent, n'établirait-elle pas elle-même les potagers dont elle a besoin? C'est ce qu'avait fait en Crimée, pour son régiment, un colonel qui mérite vraiment le titre de père du soldat, M. de Clonard, commandant du 81e de ligne; il faut lire dans le livre de M. Chenu le rapport de cet officier (3) : c'est tout un règlement d'hygiène qui devrait être le bréviaire de nos officiers. Transplantée en Amérique, cette idée s'y est épanouie et y a donné tous ses fruits. Une armée en mouvement ne peut faire de jardins; mais pour un hôpital c'est chose facile. D'ordinaire le terrain ne manque pas, et les hommes abondent. Ce qu'il y a de plus gênant dans un hôpital, ce ne sont pas les malades, la maladie est une occupation, ce sont les convalescens qui ne savent que faire pour eux et pour les autres. Leur oisiveté est une malédiction. Leur donner un potager à cultiver, c'est tout à la fois les distraire et les occuper utilement; leur corps n'y gagne pas moins que leur esprit.

C'est en 1863 que le premier jardin d'hôpital fut établi par la commission sanitaire. L'armée du Cumberland, menacée du scorbut, avait résisté, grâce aux « avalanches » de légumes frais en-

(1) *Hospital Days*, p. 100.
(2) Leroy-Beaulieu, *Guerres contemporaines*, p. 243.
(3) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 614.

voyées par les fermiers de l'ouest; mais l'été approchait, on ne pouvait plus compter sur ces envois, et cependant il était nécessaire de continuer un régime protecteur. Ce fut alors qu'on eut l'idée de défricher et d'enclore 35 acres de terre situés auprès de l'hôpital de Murfreesboro. La commission fournit les outils et les semences; elle fit venir de Cincinnati trente mille plants de légumes divers; les dames de l'état d'Ohio envoyèrent des fleurs pour égayer les bordures; les convalescens et les nègres se firent jardiniers. En peu de temps, on eut en abondance des légumes de toute sorte : salades, radis, oignons, pois, fèves, tomates, melons, concombres, etc. On y récolta 1,200 boisseaux de pommes de terre, 1,200 boisseaux de patates, 25,000 têtes de choux, etc. Ce premier essai fut si heureux qu'on le répéta partout où il y avait un hôpital ou des troupes sédentaires (1). Cultiver ces légumes qui amélioraient l'ordinaire, c'était la joie du soldat, et cependant il s'en faut de beaucoup que pour un pareil travail l'Américain vaille le Français; il est bûcheron et laboureur bien plus que jardinier.

Reste une dernière institution de la commission sanitaire, et qui n'est ni la moins neuve ni la moins utile. C'est ce qu'on appela *the soldier's home* ou *le Foyer du soldat*. L'objet de ces établissemens demi-hôpitaux, demi-auberges, était de recevoir les soldats congédiés à leur sortie du régiment ou de l'hôpital. Dans ces asiles faits pour lui, le soldat congédié trouvait le logement, la nourriture et tous les soins dont il avait besoin. On se chargeait de lui obtenir ses papiers et sa solde. Y avait-il des démarches à faire, des lettres à écrire, la commission prenait tout l'ennui pour elle, le soldat pouvait rentrer tranquillement dans son pays; on veillait pour lui. Si le voyageur était sans ressources, on lui payait son retour, et au besoin on lui fournissait des habillemens propres et suffisamment chauds. En outre, et pour éviter aux soldats en congé les dangers de la ville et les tentations de l'oisiveté, les agens de la commission à Washington réunissaient tous les hommes libérés, et les expédiaient par chemin de fer avec un courrier qui les accompagnait jusque dans l'état où ils avaient leur domicile. La commission établit quarante de ces maisons de refuge, depuis Washington jusqu'à Brownsville, dans le Texas; on y reçut en moyenne 2,300 hôtes par nuit, et on y distribua 4,500,000 rations (2).

Y a-t-il en France rien qui ressemble à ces gîtes hospitaliers? Écoutons M. Chenu, il nous dira comment, en pleine paix et avec

(1) *History of the sanitary Commission*, p. 329. — *The United-States sanitary Commission*, p. 185.

(2) *History of the sanitary Commission*, p. 291.

toutes les ressources du budget de la guerre, nous traitons nos soldats convalescens.

« En temps ordinaire, les militaires qui, obtenant un congé de convalescence, sortent des hôpitaux pour se rendre dans leurs familles, souvent à grande distance, n'ont que les vêtemens qui leur suffisaient en bonne santé. Trop légèrement vêtus et obligés de voyager par tous les temps, ces hommes convalescens, épuisés par la maladie, ou souvent atteints d'affections de poitrine, sont plus sensibles au froid, et ils auraient besoin d'un vêtement supplémentaire ou d'une couverture, d'une paire de chaussettes de laine pour les aider à supporter les rigueurs du wagon de troisième classe.

« Si les dispositions réglementaires, qui sont d'ailleurs motivées, permettent aux sous-officiers et soldats qui se rendent chaque année à nos établissemens thermaux d'emporter leur manteau ou leur capote, il n'en est pas de même des militaires qui se rendent isolément dans leurs foyers avec un congé de convalescence, ni de ceux qui rejoignent leurs corps (1). »

Quoique je n'aie donné qu'une idée incomplète de tout ce qui se fait aux États-Unis pour le bien-être et la conservation du soldat, j'en ai dit assez, j'espère, pour qu'on n'accuse pas d'exagération les écrivains qui, comme le docteur Evans, dans son intéressant travail sur la commission sanitaire, assurent que le système américain a sauvé la vie à plus de cent mille hommes. Ce n'est pas tout. La guerre des États-Unis a enfanté un esprit nouveau qui, selon moi, doit se répandre chez tous les peuples. On parle beaucoup du patriotisme français. Certes je ne connais rien de plus admirable que le courage de nos soldats devant l'ennemi, leur résignation devant la mort; mais quand le soldat se dévoue, le pays pour lequel il combat n'a-t-il rien à faire? En Crimée, en Italie, je vois bien l'héroïsme de nos armées; mais la patrie, où est-elle? Qui la représente au lit du blessé ou du mourant?

En Amérique au contraire, on proclame dès le premier jour, en langage biblique, que le peuple tout entier regarde le soldat *comme l'os de ses os et la chair de sa chair*. On veut qu'à chaque instant, en campagne ou à l'hôpital, il sente que l'amour de ses concitoyens l'entoure et le protége. La patrie veille sur lui, invisible et présente. De là le caractère nouveau de ces armées républicaines. Un million d'hommes ont combattu pendant quatre années, l'esprit soldatesque n'a jamais paru dans un seul régiment : aussi jamais le monde n'a-t-il vu un spectacle comparable à celui de la dissolution

(1) *Rapport au Conseil de santé*, p. 726.

de l'armée du Potomac, au printemps de 1865. Deux cent mille hommes défilant pendant deux jours devant le nouveau président ont joyeusement déposé leurs fusils et sont rentrés chez eux paisiblement pour y reprendre leur profession, comme s'ils l'avaient quittée de la veille. Le colonel est redevenu avocat ou commis, le lieutenant est tailleur ou cordonnier. On ne leur a donné ni décorations, ni pensions, ni titres; ils n'ont emporté avec eux que le souvenir du devoir accompli. Au moment du péril, on s'était soumis à toutes les exigences de la discipline, à toutes les souffrances de la guerre; mais on était resté citoyen, on avait gardé les mœurs de la république. Soutenue par l'effort du pays tout entier la lutte finissait sans dictature.

J'ai montré les deux systèmes, on peut les comparer et les juger par leurs fruits. Peut-être s'étonnera-t-on que, n'étant ni intendant ni médecin militaire, je me permette d'écrire sur une question jusqu'à présent interdite aux profanes; mais c'est précisément parce que je ne suis ni médecin ni intendant que je puis m'exprimer en toute liberté. Je n'épouse point une cause particulière, si juste qu'elle soit; je laisse de côté les réclamations des médecins, quoiqu'elles me paraissent très fondées : c'est au nom du soldat que je parle, c'est lui qui est l'éternelle victime, ce sont ses droits que je défends. Je le répète, et je voudrais que toute la France m'entendît : le pays ne remplit pas son devoir envers le soldat. Il est temps de corriger cet abus.

J'espère que la chambre inscrira prochainement au nombre des réformes nécessaires la réforme du service médical de nos armées; mais, si l'on m'a bien compris, on ne fera pas de cette demande une œuvre d'opposition. Il n'y a pas ici de coupable, il ne faut accuser que l'ignorance universelle. Le gouvernement a maintenu un système qui, en d'autres temps peut-être, a rendu des services : l'hygiène publique est une science née d'hier; de son côté, le pays n'a rien su; il a fallu la publication du docteur Chenu pour lui ouvrir les yeux, et cette publication, il est bon de le répéter, a été faite de l'aveu et avec le concours du gouvernement. Oublions le passé, ou plutôt n'y voyons qu'une leçon pour l'avenir. Aujourd'hui, s'il est une chose certaine, c'est que l'art de conserver et de faire durer le soldat n'est sous un autre nom que le respect et le ménagement de l'individu. Il est visible qu'ici l'intérêt, la justice et l'humanité sont d'accord. Hâtons-nous donc de provoquer cette réforme par un effort unanime et ne perdons pas le temps en querelles stériles quand il s'agit de la puissance et de l'honneur du pays.

ÉD. LABOULAYE.

EXPLORATION

DU MÉKONG

V.

LA SAISON DES PLUIES DANS LE LAOS BIRMAN.

La ville de Luang-Praban avait été pour nous ce qu'est une oasis pour une caravane fatiguée d'une longue marche. Nous y avions fait une halte d'un mois, au sein d'une abondance relative. Passer les nuits sous le même toit et s'asseoir deux fois par jour à la même table, ce sont là des jouissances dont pour la première fois depuis Bassac il nous avait été donné de savourer la douceur. La vie nomade est contraire à la nature de l'homme, qui s'attache aux lieux par mille liens invisibles, comme l'arbre s'incorpore au sol par ses racines. Les peuplades même vivant sous des tentes que leur indifférence dresse chaque soir pour les replier chaque matin, se font une patrie du désert dont elles connaissent toutes les sources ou de la forêt dont elles vénèrent tous les vieux arbres. Marcher sans cesse devant soi, être assuré que jamais on ne reverra la terre que l'on foule, les hommes avec lesquels on échange d'affectueuses paroles, cette vie de Juif errant provoque une impression d'insurmontable tristesse, et fait songer malgré soi à ce type immortel du malheureux et du maudit. Nous avions, il est vrai, l'espoir de servir la science en ajoutant par nos recherches aux données qu'elle met en œuvre, et cette ambition valait sans doute celle qui poussait les

chevaliers hors de leurs castels pour redresser des torts ou suivre le cours d'amoureuses rêveries; mais nous avions surtout dans le cœur une image aussi brillante que l'étoile des rois, l'image de la France, dont chaque pas allait nous rapprocher désormais. L'idée de mourir loin d'elle et de reposer dans une tombe abandonnée, cette triste pensée qui s'imposait à mes réflexions au début du voyage, avait cessé de me traverser l'esprit; le passé me garantissait l'avenir. Nous touchions d'ailleurs aux limites du pays mal famé du Laos, et ce minotaure calomnié n'avait dévoré personne. Les objections que le roi de Luang-Praban avait tenté d'opposer à notre départ pouvaient sans doute avoir leur source dans quelque arrière-pensée politique, mais les manifestations sympathiques de la population étaient pures de tout soupçon de cette nature; il était impossible même aux plus défians d'y voir autre chose que les marques d'une inquiétude inspirée par un intérêt sincère. Nous en étions émus sans en être effrayés, et le 25 mai 1867 nous montâmes en pirogues pleins d'ardeur et de confiance, presque joyeux des sacrifices qui réduisaient à une couverture de voyage le bagage personnel de chacun de nous. Le commandant de Lagrée laissait seul percer les préoccupations qui l'obsédaient : il voyait à l'horizon une barre sombre, et sentait qu'il était l'OEdipe dont les réponses décideraient du sort de tous ses compagnons.

Le Mékong, qui ralentit sa course et s'épanouit en face de Luang-Praban dans un lit dégagé d'obstacles, reprend non loin de cette ville ses allures impétueuses et son aspect tourmenté. Une colossale statue de Bouddha assise à l'entrée d'une caverne semble contempler impassible les flots qui passent, image de la vie dont les changemens perpétuels attristèrent le grand révélateur au point de le pousser à placer l'éternel bonheur dans l'éternelle stabilité. La caverne est transformée en pagode; mais les bonzes ont eu la maladresse de gratter les stalactites qui ornaient la voûte et les murailles. Plus loin, au sein d'une immense roche à pic plongeant dans l'eau, une seconde grotte est également consacrée au culte. Elle est ornée d'un balcon dentelé, et l'on y monte par un escalier en briques dont les derniers degrés sont lavés par le fleuve. En face de ce temple pittoresque, dont la porte ressemble de loin à une déchirure du rocher, le Mékong reçoit sur sa rive gauche un affluent considérable. Le Nam-Hou avant de se perdre dans ce grand fleuve coule au milieu d'une vaste prairie verdoyante, limitée par une muraille verticale haute au moins de 300 mètres, et qui semble cannelée. Pour indiquer le niveau d'une crue extraordinaire, les habitans y ont tracé une ligne rouge qui est maintenant à 19 mètres au-dessus de nos têtes. Nous regardons avec quelque curiosité cette

rivière, qui semble venir du nord-est, car, s'il ne réussit pas à entrer en Chine par la voie du Mékong, M. de Lagrée a résolu d'y pénétrer en remontant le Nam-Hou.

Nous apprenons qu'à une courte distance du village de Tanoun il y a une montagne qui vomit du feu, suivant l'expression des indigènes. Nous avons rencontré déjà des volcans éteints, notamment dans le bassin du Sè-Don, en nous rendant à Attopée; mais c'est la première fois qu'on nous signale un cratère en éruption, et ce fait a trop d'importance pour que nous ne nous mettions pas en mesure de le constater. Tandis que les autres membres de la commission poursuivent leur route en pirogues, nous mettons pied à terre, le docteur Joubert et moi, et, munis de guides, nous nous enfonçons vers le sud-ouest. Après une marche de 30 kilomètres environ sur le flanc des montagnes ou dans des gorges ravinées, nous apercevons du haut de Pou-Din-Deng (montagne de la terre rouge) un grand village entouré de vastes rizières et situé au centre d'une plaine immense qui semble le bassin d'un ancien lac. C'est le village de Muong-Luoc. Nous étions près de la source de l'un des bras dans lesquels le Ménam se ramifie à son origine. Le Mékong formant, à partir de Luang-Praban, un nouveau coude vers l'ouest, s'est beaucoup rapproché de ce dernier fleuve, dont huit lieues à peine le séparent; mais il n'existe entre eux aucune communication. On a pu croire que, dans leur partie inférieure, ces deux grands cours d'eau, disparaissant en quelque sorte au milieu de l'inondation qui couvrait le pays, se confondaient pendant la saison des pluies. C'est là une exagération qui s'explique; mais à la hauteur où nous sommes, dans ce pays montagneux, les deux bassins, nettement limités, demeurent absolument distincts. Il faut donc abandonner définitivement l'opinion exprimée par Martini et reproduite plus récemment par Vincendon Dumoulin, opinion d'après laquelle les deux fleuves se réuniraient dans le Laos.

Le chef de Muong-Luoc se montra très bienveillant et fort empressé; il avait rassemblé chez lui toute la *haute société* de Muong pour voir deux êtres curieux à grande barbe et au visage pâle. Quant à lui, il connaissait déjà quelques spécimens de cette race singulière, car il avait été à Bangkok, et il avait rencontré là des femmes européennes avec les cheveux noués derrière la tête et des vêtemens longs et bouffans dont le souvenir le faisait encore pâmer de rire. Il avait parmi ses concubines une jeune sauvage au teint presque clair, à l'œil ardent et noir, qui aurait paru mieux placée dans une *posada* des Pyrénées que dans une case laotienne. La conversation, très animée malgré l'absence de tout interprète, fut émaillée de quiproquo et de coq-à-l'âne. Les tigres étant fort nombreux

dans cette région, le gouverneur veut nous donner, pour nous conduire au volcan, une escorte de dix hommes; il pousse la prudence jusqu'à faire entourer pendant la nuit notre case, un peu à l'écart du village, par une armée de gardiens qui fument en causant jusqu'au matin, et chassent le sommeil beaucoup plus sûrement que n'aurait pu le faire la crainte du terrible carnassier.

C'est en vain d'ailleurs que nous cherchons des yeux les jets de lave, le panache de fumée et tout l'ensemble de désolation grandiose dont ce mot de volcan éveille la pensée. Nous ne voyons qu'une simple dépression du sol au sommet d'une petite colline boisée. La terre se fendille et s'affaisse comme si le feu la consumait intérieurement. Par de nombreuses crevasses, des fumarolles montent dans l'air, exhalant une odeur de soufre et de charbon de terre. Sur quelques points, des plaques jaunes de soufre cristallisé couvrent le sol. Le jour, on n'aperçoit point de flammes, mais il est à croire qu'elles apparaissent la nuit, comme il arrive au Vésuve, qui, lors même qu'il n'est pas en éruption, détache son flamboyant sommet dans la splendeur des nuits napolitaines. L'incendie souterrain s'étend peu à peu et brûle les racines des grands arbres, dont les squelettes attestent les progrès. Les deux collines assez rapprochées où sont situées les solfatares s'appellent *Pou-faï-gniaï* et *Pou-faï-noï*, grande et petite montagne de feu.

Ayant remarqué une grande quantité d'éléphans dans la plaine de Muong-Luoc, nous demandâmes au gouverneur de nous en prêter deux pour regagner les bords du Mékong. Ce Laotien trop bienveillant voulait nous retenir chez lui; il s'obstinait à ne pas saisir les motifs qui nous forçaient de hâter notre marche. Attacher quelque prix au temps, c'est une infirmité qu'il ne pouvait comprendre. « Je n'ai pas envie de vous donner des éléphans, nous disait-il en plaisantant, la lenteur de leur allure vous impatientera, et vous les laisserez derrière vous pour courir comme des lièvres. Est-ce que vous avez quelque chose dans les jambes? » Il finit cependant par céder à nos désirs, et, assis sur le dos de nos énormes bêtes, la tête effleurée par les feuilles d'arbres ruisselant de pluie, nous mîmes onze heures à franchir, par des sentiers où deux hommes ne pouvaient marcher de front, la chaîne de montagnes qui sépare le Ménam naissant du Mékong déjà plein de puissance et de grandeur.

A Tanoun, nous reprîmes des pirogues pour rejoindre l'expédition. Les habitans du village de Pacgnioï, où nous dûmes passer la nuit, nous entourèrent avec curiosité en nous accablant de questions sur les montagnes de feu. C'est à trois jours de chez eux; cela les intrigue fort, et personne n'a pris la peine de s'y rendre! L'espèce d'auréole que nous mettaient au front les prétendues flammes

du volcan, jointe à la libéralité avec laquelle je laissais les ménagères couper les boutons en nacre de mes habits, nous valut dans ce village un excellent accueil. Bien qu'il y eût un caravansérail destiné aux voyageurs, on nous autorisa à étendre nos nattes dans une pagode en bois, sorte de chambre d'auberge bien close, telle que nous n'en avions point encore occupé jusque-là. En effet, les *salas* où nous avons coutume de nous établir, et même les cases construites exprès pour nous, ont toujours été faites d'un treillis de bambou qui interceptait souvent la lumière du jour, mais n'arrêtait guère ni le vent ni la pluie. Une petite statue dorée de Bouddha, debout et raide comme nos saints du moyen âge, brillait dans l'obscurité, et je dormis ce soir-là en songeant à la prodigieuse fortune de Siddârtha, ce jeune prince qui, pour avoir préféré la vie austère de l'ascète aux séductions de la puissance, parvint à l'état de Bouddha et reçoit encore, après vingt-cinq siècles, les adorations d'un quart de l'humanité.

M. de Lagrée s'était arrêté à Sien-Khong, grand village d'où la guerre avait chassé les habitans, qui commençaient à peine à revenir se grouper derrière une vaste enceinte en briques. C'est un chef-lieu de district dépendant de Muong-Nan et le dernier centre important du Laos, situé sur la rive droite du Mékong, où l'autorité de Siam soit encore reconnue. Le royaume de Xieng-Maï, vassal de Bangkok, touche bien au fleuve par la province de Xieng-Haï; mais celle-ci ne possède sur les bords du Mékong qu'une ville récemment détruite, Xieng-Sèn, dont les ruines, sans intérêt pour l'explorateur, sont déjà enfouies sous les hautes herbes. Nous sommes à la frontière du Laos birman; il était facile de s'en apercevoir à l'air effaré des fonctionnaires siamois, tremblant d'être enlevés par leur voisin, le roi laotien de Sien-Tong, implacable ennemi de leur maître. Le moment était donc venu pour nous de dissimuler nos lettres de Siam; mais il aurait fallu pouvoir exhiber des passeports du gouvernement birman. Lorsque par l'intermédiaire de l'évêque catholique, car la France n'a pas de représentant officiel à Ava, l'amiral de La Grandière s'était adressé à l'empereur des Birmans pour obtenir ces papiers, l'empire traversait une crise qui s'est terminée par une de ces révolutions de palais, si fréquentes dans ces contrées, révolution qui a momentanément enlevé toute influence aux missionnaires. Dépourvus de ces sauf-conduits dont l'effet est de rendre les mandarins responsables des malheurs qui frappent les étrangers sur le territoire de leur administration, nous avions tout à craindre des Laotiens soumis aux Birmans, si ceux-ci étaient parvenus, en imposant leur joug à leurs tributaires, à leur faire en même temps partager leurs haines. Personne n'ignore en effet le résultat

de la lutte engagée par la compagnie des Indes contre les souverains birmans. Cette longue guerre, dont je vais brièvement rappeler les origines, donna le Tennasserim, le Pégou et le pays d'Arakan à l'Angleterre, enleva par conséquent aux Birmans la possession du cours inférieur de l'Irawady en même temps qu'elle leur ôtait tout accès au golfe du Bengale comme à la mer des Indes.

Des voisins aussi turbulens et aussi ambitieux que les Birmans ne pouvaient tarder à fournir aux Anglais un de ces griefs qui servent trop souvent de prétexte à une rupture, et permettent de punir par l'annexion d'un territoire la plus insignifiante violation du droit international. Ils allèrent plus loin et rendirent inévitable, par une suite de provocations réfléchies, une guerre dont on peut dire qu'ils ont pris l'initiative. Plein de confiance dans ses forces, et, comme tous les Orientaux, de dédain pour les étrangers qui avaient donné lieu de suspecter leur bonne foi lors de la guerre que fit aux Pégouans le grand Alom-prah, le fils de ce dernier supportait impatiemment l'extension de l'empire britannique dans les Indes. Jusque vers la fin du XVIIIe siècle, l'ennemi toujours battu et toujours détesté contre lequel les Birmans avaient exercé surtout leur humeur belliqueuse et conquérante avait été le roi de Siam, dont les domaines s'étendaient dans la presqu'île de Malacca; mais après la cession de Tennasserim Minder-aghee-prah tourna ses regards vers l'ouest et s'efforça, en s'unissant aux Mahrattes, de ruiner l'édifice élevé sur ses frontières par ces Européens que son père victorieux avait traités avec tant d'insolence et de cruauté. Lord Hastings, alors gouverneur-général des Indes, ferma les yeux sur cette complicité dont les preuves lui tombèrent entre les mains, et l'empereur des Birmans, enhardi par un acte de prudence qu'il prit pour de la faiblesse, voulut asseoir par la force sur le trône de Katchar, principauté limitrophe de l'Assam, un prétendant hostile à l'Angleterre. Cette audacieuse intervention eut lieu au commencement de 1824, et avant la fin de la même année elle était punie par l'occupation de Tavoy, de Mergui, de Martaban et de Rangoon. La perte de tous ses ports n'était pas compensée pour le gouvernement birman par la défaite qu'infligea aux Anglais à Tchittagong le général en chef Bandoola, rappelé bientôt de la frontière pour défendre la capitale même de son pays et tué par un obus. Les troupes birmanes, battues en outre à Silhet, chassées de l'Assam et de l'Arakan, durent, malgré leur courage, demander, à la fin de l'année 1825, une suspension d'armes à sir Archibald Campbell, parvenu assez près de Patunagah en remontant l'Irawady. La convention, signée en janvier 1826 par les plénipotentiaires des deux pays, ne fut pas ratifiée par l'empereur des Birmans, à la fierté duquel les vainqueurs voulaient

imposer des conditions humiliantes et léonines. Ces conditions ne furent acceptées qu'après deux engagemens nouveaux où la supériorité des armes européennes triompha encore une fois de l'héroïsme indiscipliné des Birmans. Le traité de Yandabô posa en Birmanie les bases de la puissance anglaise. Celle-ci s'est développée plus tard, et l'empire birman est entouré aujourd'hui par une vaste ceinture de territoires conquis, s'étendant de Moulmein, dans le golfe de Martaban, à Sodiva, situé sur le Brahmapoutre, au point où ce grand fleuve, sortant du Thibet, s'infléchit brusquement à l'ouest pour aller se jeter dans le golfe du Bengale en dessinant un angle droit.

Le patriotisme a survécu à la conquête, et la haine, pour être impuissante, n'en est restée que plus vive. Elle est refoulée dans le cœur des vaincus comme la nationalité birmane elle-même, que la force des armes a concentrée autour du berceau de son ancienne grandeur. Reconnaissant trop tard qu'ils étaient incapables avec leurs propres ressources de repousser les Anglais, les Birmans ont essayé de leur opposer des Européens : vaines tentatives dont aucune n'est restée impunie, et auxquelles la France est demeurée étrangère, bien que des Français s'y soient associés ! — Nous avions l'espoir que le souvenir de d'Orgoni, le dernier et le plus célèbre parmi ceux de nos compatriotes qui ont mis leur intelligence et leur courage au service de l'empereur des Birmans, favoriserait notre passage chez les vassaux de ce souverain; mais d'un autre côté n'était-il pas à craindre que les princes éloignés d'Ava par plus d'un mois de marche ne fussent hors d'état d'établir une distinction entre les diverses nationalités occidentales et disposés à nous traiter en ennemis? Nous en étions sur ce point réduits aux conjectures, et nous ignorions jusqu'à la nature du régime politique imposé aux populations laotiennes soumises au gouvernement birman. Le mandarin, chef du village de Sien-Kong, où les plus cruelles incertitudes prolongeaient notre halte, consentit enfin, non sans peine, à nous conduire aux limites de son territoire; mais le roi de Sien-Tong, son voisin, nous laisserait-il passer outre? M. de Lagrée avait expédié à ce souverain de magnifiques cadeaux (une descente de lit, une cuillère en ruolz), accompagnés d'une lettre d'un style tout oriental et rédigée de façon à ce qu'il la comprît le moins possible. S'il était maître absolu, il nous refuserait probablement le passage; mais, dépendant d'Ava, peut-être craindra-t-il de se compromettre. Or il faut quarante jours pour aller chercher des instructions dans la capitale, et nous serons chez lui quand il recevra notre lettre. — Nous nous efforcions de suppléer par des hypothèses de cette nature aux renseignemens précis qui nous manquaient.

A une faible distance de Sieng-Kong, les montagnes s'éloignent du fleuve, qui serpente alors à travers une plaine magnifique, au centre de laquelle s'élevait, il y a cinquante ans, la ville de Xieng-Sèn. Nous naviguons dans les eaux du royaume de Xieng-Maï, tributaire de Siam comme celui de Luang-Praban; mais nous évitons de descendre de nos barques. Les démêlés auxquels a donné lieu l'exploitation du bois de *teck* par les Anglais pouvaient avoir laissé aux autorités de ce pays quelque ressentiment contre les Européens. M. de Lagrée ne jugea pas utile d'en affronter les conséquences. Il s'était engagé d'ailleurs, à la demande du roi de Luang-Praban, qui entretient avec son voisin de Xeing-Maï des rapports excellens, à ne pas mettre pied à terre chez ce dernier. L'arbre précieux dont l'incorruptibilité était déjà, selon M. Reinaud (1), connue et appréciée du temps des Romains, se montre pour la première fois sur les bords du fleuve avec une certaine abondance à Sieng-Kong, notre dernière station; mais il est là rabougri et maltraité par les habitans. Dans la plaine de Xieng-Sèn, il forme au contraire de magnifiques forêts des deux côtés du Mékong qui termine à cette hauteur son second coude vers l'ouest pour se diriger franchement vers le nord. D'après l'énorme quantité d'eau que débite déjà ce grand fleuve, nous pouvions juger que ses sources étaient encore fort éloignées de nous. Il devenait très probable que le Mékong prenait naissance, comme les plus grands fleuves de la Chine et de l'Inde, sur le plateau du Thibet, immense réservoir qui envoie, pour ainsi dire, dans trois mers différentes le colossal tribut de ses eaux. Si donc il sortait d'un lac, comme nous le disaient au Cambodge les savans du pays, ce lac était situé plus loin que le Yûnan, ou bien il n'envoyait au fleuve qu'un affluent d'importance secondaire. Cette dernière hypothèse s'est trouvée, comme nous le verrons plus tard, conforme à la réalité. Nous nous plaisions à ces conjectures au moment où nous allions définitivement abandonner la voie du Mékong, devenue impraticable, pour nous préparer aux marches pénibles et à toutes les misères d'un voyage par terre en pleine saison des pluies.

Nous nous installons dans un caravansérail construit sur le rivage, et nous renvoyons nos pirogues. C'était brûler nos vaisseaux, car pour nous rendre à Muong-Line, de tous les villages dépendant de Sien-Tong le plus rapproché de nous, il fallait les moyens de transporter nos bagages, et nous ignorions encore s'il serait possible de nous les procurer. Nous ne savions même pas si, à la

(1) M. le docteur Sprenger, qui a longtemps résidé dans l'Inde, ayant visité, il y a quelques années, les ruines du palais des Cosroès à Ctésiphon, reconnut que les boiseries du palais étaient en bois de teck. (*Relations politiques et commerciales de l'empire romain avec l'Asie orientale,* par M. Reinaud, de l'Institut, p. 171, note.)

nouvelle de notre arrivée dans son district, le mandarin de Muong-Line ne donnerait pas à ses soldats l'ordre de nous expulser. M. de Lagrée se hâta de lui faire parvenir un message lui demandant pour nous l'autorisation d'aller attendre chez lui que son supérieur, le roi de Sien-Tong, eût répondu à notre lettre. Nous étions en effet très exposés à mourir de faim dans notre case en bambous, située entre le fleuve et la forêt. La chasse n'était guère plus facile que la pêche, car la pluie tombait à torrens. Enfin, après deux jours d'une attente anxieuse, un bruit étrange nous arrive de la forêt. Chacun de nous prête l'oreille et cherche à percer des yeux l'obscurité des bois. Le premier bœuf qui déboucha du sentier avec une double hotte installée sur sa bosse fut reçu avec des transports de joie; il était pour nous ce que furent pour Noé la colombe et son rameau d'olivier. Le chef de Muong-Line nous envoyait seize bœufs porteurs! Nous plaçons, sans plus tarder, nos bagages sur leur dos, et nous partons à pied par une pluie si forte que le niveau du fleuve s'était, en deux jours, élevé d'une manière sensible. Dans l'étroit sentier de la forêt, notre caravane présentait un spectacle pittoresque. Les petits bœufs bossus se suivaient les uns les autres, obéissant à leurs propres caprices beaucoup plus qu'à la voix de leurs conducteurs. Des mandarins subalternes nous escortaient, un long fusil sur l'épaule, la tête coiffée du chapeau à larges bords fait en gaînes de bananiers et terminé en pointe. Leur teint bronzé, leurs moustaches et leur air résolu rappelaient les brigands calabrais. Tout alla bien tant que le chemin, serpentant en plaine, nous conduisit le long du fleuve, sous les grands arbres; mais, à notre arrivée au pied d'une colline escarpée qu'il fallait franchir, les difficultés commencèrent. La pluie avait effacé toute trace de sentier sur le flanc de la montagne, et le sol était si glissant que nous ne pouvions avancer qu'en nous accrochant aux racines déchaussées des arbres, aux lianes et aux branches pendantes. Quant aux bœufs, tombant à chaque pas, roulant les uns sur les autres, ils firent preuve d'une incroyable énergie; quelques-uns, après des efforts multipliés, durent renoncer à l'entreprise, et des hommes se partagèrent leurs fardeaux. Le reste de la route répondit à ce début. Après avoir suivi le faîte des montagnes, marché plusieurs heures dans un torrent au milieu d'une splendide végétation de palmiers, de sicas et de fougères arborescentes, nous arrivâmes enfin sur les bords de la rivière de Muong-Line, que nous passâmes à gué, ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Au milieu d'une grande plaine herbue entourée de montagnes s'élevaient quelques chaumières, dont une était préparée pour nous. Il était quatre heures de l'après-midi, nous cheminions péniblement depuis le matin sous un véritable déluge, et les bœufs

qui portaient notre provision de riz s'étaient attardés. Il fallut les attendre longtemps; nous payâmes presque tous tribut à la fièvre.

Telle fut notre première étape dans le Laos birman. Les cases se distinguent de celles du Laos siamois par une plus grande élévation au-dessus du sol et la longueur du toit en chaume, qui retombe de façon à cacher complétement la maison. Celle-ci ressemble à une meule de paille sur des tréteaux. Au-dessous, les porcs dorment à l'aise, et les bœufs trouvent un abri commode. Ces derniers errent dans les gras pâturages en troupeaux considérables. Malgré leur grande abondance, nous ne pouvons réussir à nous en procurer. Une nourriture plus substantielle que le riz à l'eau et des poulets étiques nous aurait pourtant été nécessaire; mais M. de Lagrée, dont les ressources pécuniaires se trouvaient déjà très réduites, jugeait avec raison qu'il serait imprudent de jeter d'un seul coup soixante francs dans notre cuisine. C'est le prix relativement exorbitant qui nous était demandé pour un bœuf. On trouve dans le genre de services rendus aux indigènes par ces précieux animaux l'explication de ces conditions inabordables pour nous. Le fleuve cesse d'être utilisé, et les transports, qui se font par terre, deviennent ruineux, même pour de courtes distances; quand le voyage doit être un peu long et qu'il y a des risques à courir, comme il arrive presque toujours dans ces régions perpétuellement troublées, les propriétaires de bœufs élèvent encore leurs prétentions. Nous étions contraints de les subir, car rien ne nous autorisait à réclamer, ainsi que nous avions pu le faire dans le Laos siamois, le concours des mandarins, qui élèvent ou abaissent le prix des transports au gré de leurs intérêts ou de leurs caprices.

Le village de Muong-Line occupe le centre d'une plaine qui a plusieurs lieues de tour, et se convertit rapidement en un immense marécage. Le fleuve nous manquait; nous étions accoutumés à le voir animer nos campemens, à remonter son cours par la pensée pour pénétrer le mystère de son origine, et plus souvent à suivre du regard ses flots rapides, qui allaient, avant de se perdre dans la mer, baigner et féconder une terre aujourd'hui française. Malgré le petit nombre de ses habitans, le village est tous les cinq jours le siége d'un marché. C'est à Luang-Praban que nous avons rencontré pour la première fois depuis le Cambodge cette exposition périodique ou permanente des choses nécessaires à la vie, véritable institution dont il faut être privé pour en apprécier la valeur. Le marché de Muong-Line n'a pas une grande importance. On y vend quelques légumes et quelques fruits, des pêches petites et vertes, mais que nous trouvions délicieuses en les mangeant les

yeux fermés et en pensant à la France, des cotonnades de toute sorte provenant des fabriques anglaises. Ces derniers articles sont façonnés tout exprès pour le pays, des caractères et des dessins birmans sont tissés dans l'étoffe. La maison la plus importante du marché est celle du forgeron, qui est à la fois orfévre et fabricant de monnaie. Ces trois professions exercées par le même industriel se touchent de fort près dans cette contrée, où il ne circule plus d'argent monnayé. Le tikal et ses subdivisions cessent d'avoir cours, et nous sommes contraints de faire fondre notre argent siamois dans un creuset qui lui donne la forme d'un macaron. Pour les transactions quotidiennes de peu d'importance, on coupe au hasard des morceaux d'inégale valeur qui sont appréciés à l'œil par les intéressés. On se sert au contraire d'une balance dans les marchés sérieux, car, à défaut d'unité monétaire, c'est d'après le poids de l'argent que s'établit le prix des choses.

Lorsqu'on passe du Cambodge au Laos siamois, la transition est à peu près insensible, d'autant plus que, pour les hommes au moins, le costume reste le même. Il en est ici tout autrement; le changement est brusque et le contraste frappant. Le toupet siamois est remplacé par un chignon réunissant sur le sommet de la tête tout le faisceau de la chevelure, et dont un turban de couleur variée ne laisse voir que la pointe. Le langouti disparaît également devant le pantalon large qui tombe jusqu'à la cheville du pied. La pipe, fumée depuis longtemps même par les enfans, devient chez les tributaires de la Birmanie d'un usage plus général encore. Les femmes, plus sensibles au froid ou à la pudeur, portent presque toutes une veste serrée croisant sur la poitrine, en coton blanc ou bleu, quelquefois en soie teinte de couleurs variées et très riches. Elles ont en outre, fixé à la hauteur des hanches, un jupon rayé horizontalement de larges bandes bleues, jaunes et rouges. Leur coiffure se compose d'étoffes de toute nuance roulées en turban autour des cheveux, ou disposées à la façon des paysannes napolitaines et retenues par des épingles d'argent, dont la grosse tête constitue, avec des bracelets de même métal, les principaux ornemens d'une élégante. A ces détails de costume, j'ajouterai une observation générale sur le langage, ce vêtement de la pensée. Nous sommes encore dans le Laos, et l'on parle toujours le laotien; mais cette langue est employée avec des modifications qui portent surtout sur la prononciation des mots et la construction de la phrase; on n'a encore à constater qu'un petit nombre d'expressions nouvelles. Ces nuances, qui ne semblent pas altérer le fond même de la langue, déroutent la connaissance sommaire que nous en avons acquise par une étude superficielle, mais elles n'embarrassent guère notre interprète. Celui-ci continue avec

aisance dans un dialecte nouveau la longue conversation que M. de Lagrée le contraint, depuis notre départ, d'entretenir avec les indigènes pour leur arracher des renseignemens utiles; mais il n'en est plus ainsi avec les sauvages dont le nombre et l'importance se sont accrus à chacune de nos stations jusqu'à notre entrée en Chine, et qui parlent une langue absolument inintelligible pour lui. Ces derniers vivent groupés en tribus et recherchent les montagnes, où leurs villages présentent une physionomie particulière. La plupart ont, comme les Laotiens, adopté le bouddhisme avec un fort alliage de superstitions hindoues ou locales; ceux-ci élèvent des pagodes, ceux-là n'ont point de temples et ne pratiquent aucun culte extérieur. Ils n'ont pas l'air timide des autres autochthones dispersés dans la vallée du Mékong; ils marchent le front haut au milieu des Laos-Lus (1), et c'est parce que leurs goûts les y portent, non parce que la force les y contraint, qu'ils se cantonnent sur les hauteurs. Ils semblent consentir à partager leur sol plutôt que subir des maîtres. Ils sont remarquables par leurs types accentués, la blancheur relative de leur peau et leurs costumes pittoresques, dont nous avons pu constater l'infinie variété. Il me suffira d'esquisser en passant les plus originaux.

A Muong-Line et à la station suivante, nous avons reçu la visite de femmes sauvages portant sur la tête des demi-cercles en paille de diverses couleurs, entremêlés d'ornemens de verre et d'argent, qui leur composaient à partir du front une sorte de longue capote comme jadis on en portait en France. Le fond est figuré par un vaste peigne rond recouvert d'étoffe. Des pendeloques en perles de verre ou en argent soufflé leur tombaient sur les épaules, des ornemens de même nature décoraient leur cou et leur poitrine, leurs bras étaient chargés de bracelets. Elles ne pouvaient faire un mouvement sans que tout cela ne produisît un étrange cliquetis. Leur veste courte était de couleur sombre, ainsi que leur jupe plissée, arrêtée au-dessus du genou. Le mollet, développé par les courses dans les montagnes, était emprisonné dans des guêtres en coton bleu foncé. Il faut ajouter, pour compléter la description de ce costume bizarre, un petit manteau en feuilles sur les épaules et à la bouche une pipe en bois. Le costume des hommes de la même tribu

(1) Les habitans de la partie septentrionale du Laos reçoivent plusieurs dénominations différentes; on les appelle indistinctement Lus, Thaï ou Shans. Dans certaines parties de cette vaste région, ils se donnent eux-mêmes d'autres appellations, comme nous le verrons par exemple à Sien-Tong. A côté d'eux, les sauvages sont groupés en tribus qui portent également diverses désignations. En ce qui concerne ces derniers, les noms sont-ils aussi sans importance, ou bien l'ethnographie devra-t-elle tenir compte de cet élément? Cela paraît probable, bien que rien ne me permette de l'affirmer.

était plus sévère et plus sobre d'ornemens. Ils portaient un turban, une veste, un pantalon large, et autour du cou un simple cercle en argent; ils avaient de grands yeux noirs, des moustaches et des traits réguliers.

Les exigences d'une vie analogue fixée sur le même sol et soumise au même climat ont donné aux Laotiens, comme aux nombreuses tribus sauvages mêlées avec eux, des habitudes à peu près semblables. On ne peut rien conclure quant à la diversité des races de la différence des costumes, puisque nous voyons ceux-ci varier même en France d'un canton à un autre. Reste donc le langage. Les hommes exercés dans la science si intéressante et si nouvelle de la paléontologie linguistique trouveraient sans doute une source d'études fructueuses, à défaut de conclusions satisfaisantes, dans les documens recueillis sur ce sujet par M. de Lagrée; ces documens qu'il pouvait seul réunir, puisqu'il était seul alors en mesure de communiquer, au moyen de son interprète cambodgien, avec les Laotiens birmans, et par l'intermédiaire de ceux-ci avec la plupart des tribus sauvages, ne sauraient trouver place dans le cadre de ce récit. Je me bornerai à une observation générale qui a déjà été faite au sujet de l'Indo-Chine tout entière, mais qui s'applique d'une manière spéciale à la partie septentrionale de cette vaste péninsule. A mesure que l'on se rapproche des montagnes gigantesques qui constituent ce qu'on pourrait appeler la colonne vertébrale du continent asiatique, il semble que le problème ethnographique devienne plus compliqué et plus insoluble. Des gorges profondes de l'Himalaya, comme des flancs d'une immense tour de Babel, sont sortis des flots d'émigrans, parlant toutes les langues, suivant au hasard les vallées des fleuves; si plusieurs tribus sont descendues jusqu'aux rivages de la mer pour y former des nations, d'autres, plus nombreuses encore, n'ayant pu se résoudre à s'éloigner, sont demeurées errantes autour de leur berceau dans l'ouest de la Chine, le nord du Tonkin, du Laos et de la Birmanie. A la hauteur où nous étions parvenus, les Laotiens forment encore une nationalité organisée, compacte et relativement puissante; bien qu'avertis d'avance du joug que leur ont imposé les Birmans, nous n'en apercevions pas encore les empreintes, mais elles allaient bientôt apparaître.

Nous étions depuis quelques jours à Muong-Line, respirant les miasmes qui s'élevaient des rizières inondées, et le chef du village, mandarin d'ordre inférieur, n'était pas venu rendre visite à M. de Lagrée. Craignant d'engager sa responsabilité, il attendait que le roi de Sien-Tong lui indiquât la conduite à tenir. Cette réserve, dont nous devinions facilement les motifs, commençait à nous inquiéter. Enfin il se présenta chez nous en grande pompe, vêtu d'un caleçon de

soie rayé jaune et noir, comme une salamandre; un ample peignoir en calicot blanc lui tombait plus bas que les genoux, laissant à peine voir ses maigres mollets, tatoués uniformément; sa tête était ceinte d'un turban en soie verte. Il était vieux, cassé; c'est à peine si ses paupières proéminentes laissaient distinguer ses yeux sans regard; il apportait une réponse favorable du roi. Cette simple demande en autorisation de passer avait donné lieu à une délibération qui avait occupé pendant quatre jours le conseil de Sien-Tong. A ce conseil assistait, nous dit-on, le mandarin birman envoyé d'Ava pour surveiller le roi, conformément à la pratique que nous avons vu également imposée par la cour de Bangkok à quelques gouverneurs de province.

Ainsi nous apprenions à la fois que l'autorité est partagée dans les pays laotiens tributaires d'Ava entre un souverain indigène et un mandarin birman, et que ces deux dépositaires du pouvoir s'étaient, après de longs débats, mis d'accord pour nous laisser passer. C'était là du moins le sens que nous paraissaient contenir et les phrases obscures du message et le récit verbeux du messager. Nous nous préparâmes à partir sur-le-champ; mais on perdit à réunir et à charger les bœufs deux heures entières, pendant lesquelles la pluie changea en torrent un ruisseau que nous avions à franchir. Il fallut épier le moment où ce cours d'eau redeviendrait guéable, ce qui n'eut lieu que le lendemain. C'est avec des jambes fléchissant sous moi et comme enivré par l'effet de deux grammes de quinine que je me mis en route avec mes compagnons. Un officier atteint d'ulcères aux pieds était porté dans un hamac par nos Annamites, car les Laotiens avaient refusé de se charger de ce fardeau. Les maladies leur inspirent une superstitieuse terreur; aux approches des villages, les habitans s'efforçaient par des cris et des gestes expressifs de faire prendre au hamac un sentier détourné. Des bœufs et des hommes portent nos bagages, mais ils en mesurent le poids à leur convenance et point à la nôtre. Multiplier les bêtes et les porteurs est impossible dans l'état de la caisse, qui reçoit à chaque station de rudes atteintes. Les indigènes n'en font plus qu'à leur tête, notre prestige s'est évanoui, et nos menaces ne les effraient pas. Un acte de violence, si motivé qu'il pût être, ne serait pas sans péril. Nous étions dans un pays peuplé de gens beaucoup plus fiers, mais aussi beaucoup plus redoutables que les timides Laotiens du sud, taillables et corvéables à volonté. Ce sentiment de la dignité humaine, que nous étions heureux de retrouver, nous consolait un peu quand nous voyions un porteur, cédant à l'envie de se reposer, jeter son fardeau à terre au risque de le briser et accueillir nos remontrances par un rire insolent.

Au sortir de Muong-Line, il faut traverser d'interminables rizières dans lesquelles la charrue vient de passer. C'est une mer de boue visqueuse de laquelle se dégagent à chaque pas d'infectes émanations. Dans les sentiers de la forêt, la marche est encore plus pénible; nous enfoncions jusqu'aux genoux dans un sol de terre glaise détrempée. Les sangsues aux aguets sur les feuilles se précipitaient à la curée, et si nous nous arrêtions pour délivrer une de nos jambes de ces parasites affamés, l'autre était immédiatement envahie. Ces animaux ont les sens de la vue, de l'odorat ou de l'ouïe tellement déliés qu'à la plus légère halte chacun de nous devenait comme le centre d'attraction d'une foule noire, rampante et avide, qui dirigeait sa marche à travers tous les obstacles avec une incroyable sûreté. — Nous arrivâmes, au bout de sept mortelles heures de route, au village de Paléo couverts de boue, transis, épuisés de fatigue et de faim. Comme il avait convenu aux porteurs de notre déjeuner de s'arrêter fréquemment en route pour se reposer et pour manger eux-mêmes, nous avons dû les attendre jusqu'au soir, dévorant notre colère, aliment peu substantiel. Nous avons été gâtés jusqu'à ce jour, et certains d'entre nous se révoltent à l'idée qu'on ne prend plus notre mandarinisme au sérieux.

La pagode où nous campons est un grand hangar dont le toit en paille, supporté par des colonnes, nous protége à peine contre la pluie. Nous assistons aux offrandes faites tous les matins par des femmes à la petite statue de Bouddha. Les bonzes viennent chaque soir enlever ce qui a été déposé sur l'autel. Ces religieux vivent grassement du casuel, et leur mine florissante rend bon témoignage de la piété des fidèles. Outre ces offrandes régulières, des dévotes, plusieurs fois dans la journée, apportent des fleurs ou des objets plus nourrissans. Elles vont chercher un bonze au monastère voisin; celui-ci allume quelques cierges et récite des prières jusqu'à ce que les cierges soient consumés, puis il s'empare des friandises. — Notre présence ne paraît pas contrarier les adoratrices du dieu, qui viennent en foule nous vendre leurs volailles ou plutôt les échanger contre des morceaux de cotonnade rouge. Les autorités se montrent peu bienveillantes et déclarent que leur village ne nous fournira pas les moyens de transporter nos bagages, singulièrement diminués cependant. Il faut les réduire encore; nous commençons à laisser une partie des objets indispensables, espérant pouvoir les remplacer en Chine. Les derniers débris de notre garde-robe alimentent notre cuisine; nous donnons un pantalon pour un canard, et même, — Dieu nous pardonne ces simonies, — nous écoulons de la sorte des médailles et des images de religieuses destinées aux chrétiens des missions que nous n'avions pas rencontrés jusqu'alors : saint Antoine

de Padoue pour un potiron, saint Pancrace pour un panier de patates, sainte Gertrude pour trois concombres.

A Paléo, nous fûmes rejoints par un courrier qui apportait à M. de Lagrée une lettre du roi de Sien-Tong. Cette lettre, dont notre interprète réussit assez mal à déchiffrer les caractères et à pénétrer le sens, fut prise, après mûre délibération, pour une invitation gracieuse à passer par la ville même de Sien-Tong. M. de Lagrée crut devoir décliner ces offres, qu'il considérait comme une avance inspirée à la fois par la politesse et par la curiosité; nous étions tous trop éprouvés déjà pour allonger notre itinéraire. Cette déplorable méprise allait être la source de nos plus cruels embarras. La même raison qui avait retardé notre départ de Muong-Line nous retenait à Paléo. La pluie, tombant avec une incroyable persistance, maintenait à un niveau trop élevé une rivière qu'il fallait passer à gué. Avant de quitter le territoire de Sien-Tong, il était nécessaire d'obtenir du maître voisin, celui de Muong-You, la permission de traverser ses états. Des rapports, dont nous devions plus tard reconnaître la fausseté, nous faisaient croire alors à l'indépendance de ce prince, qui est en réalité subordonné au roi de Sien-Tong. M. de Lagrée fit partir d'avance son interprète en le chargeant d'annoncer notre arrivée prochaine dans le premier village de ce nouveau royaume et d'expédier de là au roi une lettre accompagnée des inévitables cadeaux d'usage. Nous ne tardâmes pas nous-mêmes à nous remettre en route, en pénétrant bientôt dans la forêt, où la nuit nous surprit. Chacun se fit un lit de feuilles mouillées, se coucha tout habillé sous les grands arbres, résigné à recevoir l'eau qui tomberait du ciel. Les papiers, les instrumens astronomiques, la poudre et la caisse de sulfate de quinine étaient seuls abrités le moins mal possible au moyen des peaux durcies qui font partie de l'équipement des bœufs. Les feux du campement s'éteignaient malgré la surveillance des indigènes, toujours inquiets du voisinage des tigres. L'un de ces animaux nous rendit le lendemain le service de terrasser sous nos yeux un cerf de haute taille qui traversait le sentier en bondissant. Deux coups de carabine tirés en l'air par nos Annamites, qui marchaient en tête, effrayèrent le terrible chasseur, et celui-ci nous abandonna sa proie. Tirer en l'air au lieu de viser à l'épaule d'une bête féroce, c'est là une manière de procéder qui paraîtra sans doute moins héroïque que prudente; mais ceux qui se trouvaient placés par le hasard le plus près du tigre étaient des Annamites, et dans cette circonstance ils s'étaient montrés relativement très courageux. Leurs frères de Cochinchine, surpris par un de ces dangereux carnassiers, le traitent comme un grand mandarin; ils lui donnent le titre très respectueux de grand-père, s'agenouillent et frappent la

terre du front jusqu'à ce qu'ils aient subi le sort du *Chaperon rouge*, mangé aussi par sa *mère grand*.

La forêt s'arrête au bord d'immenses rizières qui s'étendent jusqu'au Mékong. Des charrues au soc de cuivre luisant comme de l'or ouvrent facilement leur sillon dans la vase, où les buffles dont elles sont attelées enfoncent jusqu'au poitrail. C'est la plaine de Siam-Léap, petit village où notre interprète nous attend. Il a eu tout le temps de dire du bien de nous, et la population afflue à la pagode où nous logeons. Les femmes nous apportent des vivres et demandent, au lieu d'argent, des morceaux d'étoffe rouge; la pièce épuisée, nos approvisionnemens deviennent de nouveau difficiles à faire. Le mandarin du lieu se décide, après avoir longtemps réfléchi, à venir faire une visite à M. de Lagrée, qui lui exprime le désir de partir sans attendre la réponse du roi de Muong-You. Le fonctionnaire timoré hésite, et finit par déclarer qu'il n'ose prendre une détermination aussi grave. Cependant il vient, le 14 juillet au soir, nous prévenir que le surlendemain il y aura grande fête au village à l'occasion de la pleine lune. La pagode que nous occupons sera remplie de monde du lever au coucher du soleil, il craint en conséquence que le tumulte ne nous gêne, et il nous propose de nous rendre jusqu'à un groupe de cases situées sur les bords du Mékong. — Ce serait, dit-il, autant de gagné sur l'étape suivante, et la réponse arrivant favorable de Muong-You, nous en serions aussitôt informés. — M. de Lagrée, un instant séduit, fut sur le point d'accepter cette proposition habilement présentée, mais qui aurait été désastreuse, car, dans le lieu désert ou le rusé mandarin prétendait nous confiner, nous n'aurions pas trouvé de quoi vivre. Les exigences de plus en plus élevées des porteurs et des propriétaires de bœufs nous retinrent à Siam-Léap. Ces derniers réclamaient un salaire triple de celui qui nous avait été demandé depuis notre entrée dans le Laos birman, et refusaient les 100 francs que nous leur offrions pour une demi-journée de marche. Le temps n'était plus où nous donnions ce qu'il nous plaisait à des corvéables trop heureux d'avoir affaire à des mandarins philanthropes; nous subissons des conditions onéreuses, nous faisons de véritables contrats de louage dans lesquels il faut se tenir en garde contre la mauvaise foi des indigènes, toujours prêts à falsifier les poids ou à tromper sur leur valeur. Le lingot chinois, appelé *té*, et le lingot birman, appelé également *té*, ne représentent pas la même quantité d'argent; tous deux sont employés, en sorte que ces fripons vous offrent l'un quand ils sont débiteurs, et exigent l'autre quand ils sont vos créanciers. Cette exploitation impitoyable s'expliquait d'ailleurs dans une certaine mesure par la saison même où nous voyagions. J'ai déjà

dit que la plupart des négocians suspendent leurs affaires lorsque les torrens débordent et que les routes sont défoncées. Nous voulions marcher quand même, il fallait y mettre le prix. M. de Lagrée se décida donc à attendre dans notre pagode de Siam-Léap la réponse de Muong-You, et nous fîmes appel à toute notre philosophie pour supporter la pleine lune et les fêtes dont elle était l'occasion.

Des enfans vêtus de jaune et quelques vieilles habituées du sanctuaire, à en juger par la familiarité avec laquelle elles traitaient leur dieu, déshabillèrent de son écharpe la petite statue de Bouddha, lui versèrent de l'eau sur la tête, l'épongèrent avec soin, et lui remirent enfin sa chemise rouge; les cymbales, les gongs et les grosses caisses nous réveillèrent en sursaut, et la foule envahit le hangar dont nous n'occupions que le plus petit espace possible. On alluma des cierges, on brûla de vieux chiffons et de longues mèches. Les assistans faisaient toute sorte de gestes, portaient la main à leur front et baisaient la terre, puis l'arrosaient à l'aide d'une gargoulette dont chacun était muni. Cela n'empêchait pas de causer, de rire, de fumer; nul respect, nul recueillement, aucun signe de piété intérieure n'apparaissait sur tous ces visages, si ce n'est sur les traits du vieux bonze, chef de la pagode. Celui-ci semblait prier avec foi. Même en dehors des offices, le temps qu'il n'employait pas à psalmodier et à instruire les enfans confiés à ses soins était consacré à dire son chapelet, dont ses doigts égrenaient les dixaines. — Assisté de ses confrères, il récita des prières pendant une partie du jour, et lut aux fidèles peu attentifs quelques pages de la vie de Bouddha. C'était un tissu légendaire d'événemens merveilleux. Les dons déposés sur une planchette au pied de la statue de Bouddha me parurent de mince valeur : une bougie, une boulette de riz; mais ce qui était offert aux bonzes était plus substantiel. C'était un festin aussi abondant et aussi succulent que pouvaient le composer des ouailles étrangères à toute espèce de raffinemens culinaires. — Le lendemain, des parens qui avaient besoin de leurs enfans pour l'importante opération du repiquage du riz, vinrent les enlever à l'école. Les habits laïques sont approchés de Bouddha, puis cinq ou six bambins se dépouillent de la robe jaune à notre grande satisfaction. Ce sont autant de voix criardes de moins dans le chœur qui nous réveille le matin. Le sérieux de tous ces Éliacins quand ils marmottent leurs prières et se voient observés ne manque pas de comique, car il cesse lorsqu'il ne se rencontre personne pour admirer leur ferveur. — Malgré l'incommodité de pareils logemens, nous sommes heureux de rencontrer pour nous abriter les toits de chaume des pagodes, et pour dormir leurs parquets de terre battue. Il en est

au Laos comme dans certains lieux reculés de l'Europe, où les voyageurs trouvent encore le repos dans les cloîtres et où le couvent tient lieu d'hôtellerie. Sans vouloir en rien rapprocher par une comparaison déplacée la religion qui a constitué notre grandeur morale de celle qui a produit l'abaissement des races asiatiques, n'est-il pas permis de signaler dans cette hospitalité monacale l'un des premiers effets de la loi de charité que le bouddhisme enseigna plus de six cents ans avant l'ère chrétienne, loi imparfaite sans doute, mais qui ouvrit aux voyageurs fatigués les temples de l'Indo-Chine, comme elle devait leur ouvrir un jour les cellules du mont Saint-Bernard?

Nous avions reçu de Muong-You un avis favorable; mais, une fois la fête passée, le chef du village, n'ayant plus de motif pour se débarrasser de nous, témoigna la plus mauvaise volonté. Consacrant ses journées à fumer l'opium et indifférent à tout, il recevait fort mal l'interprète chargé de négocier notre départ, car c'était un trop petit personnage pour que M. de Lagrée pût entrer en pourparlers directs avec lui. Les jours s'écoulaient, la pluie tombait à torrens, et cet impertinent nous notifia que, le fleuve ayant atteint déjà un niveau auquel, l'année precedente, il n'était arrivé que deux mois plus tard, toutes les routes avaient disparu sous les eaux, et que notre départ était dès lors impossible. Il nous conseillait, avec une pointe de satisfaction ironique, d'attendre jusqu'au douzième mois; or nous n'étions encore qu'au huitème. Rester bloqués pendant quatre mois à Siam-Léap! cette perspective nous consternait. — Un petit mandarin touché de pitié, et peut-être le désir d'une bonne affaire aussi le tentant, nous révéla qu'une route demeurait libre à travers les montagnes, route affreuse, il est vrai, mais rigoureusement praticable. « Encore trois jours de pluie, nous disait-il, et elle cesserait de l'être pour les hommes chargés de vos bagages, car les animaux n'y pouvaient passer. » Il nous offrait d'organiser notre départ pour le lendemain, et nous demandait 300 francs pour nos porteurs. Il y avait urgence, l'hésitation n'était pas possible, et M. de Lagrée accepta. Pendant ce séjour à Siam-Léap, les maladies s'étaient abattues sur nos compagnons comme des vautours sur une proie. Laissant derrière nous, étendus sur les nattes de la pagode, deux officiers et trois hommes de notre escorte hors d'état de se soutenir, nous partîmes, le cœur serré, en emportant leurs bagages et leurs armes; de sa personne, un homme peut toujours passer partout.

Nous suivîmes nos guides en pleine forêt, car le chemin n'était plus même tracé, et ceux-ci nous conduisirent le long du Mékong, que je n'avais pas vu depuis plus d'un mois, bien que nous eussions

campé assez près de lui à Paléo et à Siam-Léap. Il coule encaissé entre des collines boisées avec un courant foudroyant et envoie dans l'air un mugissement sourd ; ses eaux, profondément troublées, ont la couleur du cuivre rouge. Nous pénétrions avec peine dans la forêt; quand les broussailles étaient trop épaisses, les Laotiens y ouvraient une brèche avec leurs couteaux. Obligés de suivre les ondulations du pied des collines, nous descendions dans tous les ravins, au fond desquels coulaient des torrens parfois assez rapides pour nous renverser ; beaucoup de ces ruisseaux, grossis par le fleuve qui refoulait leurs eaux, n'étaient guéables que fort loin de leur embouchure; il fallait alors en remonter le cours en se glissant au travers des lianes entrelacées. Dieu me garde de contester jamais les sublimes beautés de ces vastes forêts que n'a pas déflorées la main de l'homme, mais il y a des momens où la poésie fait regretter la prose. Pour arracher à la nature sa virginité trop bien défendue, il faut se résigner à des souffrances peu compensées par des jouissances tardives.

Il pleuvait toujours, et nous étions pour la plupart sans chaussures. Nos pieds étaient meurtris par les pierres, percés par les épines, saignés par les sangsues; la fièvre pâlissait les visages, et, symptôme effrayant, la gaîté commençait à s'évanouir. Malgré la pesanteur étouffante de l'air, après quelques heures de marche dans de pareilles conditions, le froid nous saisissait en traversant des torrens dont l'eau était ordinairement glaciale. Quelle ne fut donc pas notre surprise, en entrant pour la centième fois dans l'un de ces innombrables affluens du Mékong, de ressentir aux jambes une chaleur assez forte pour nous faire éprouver une impression douloureuse! Nous venions de découvrir une source d'eau thermale sulfureuse à 86 degrés centigrades; nous souhaitâmes à ce coin de forêt le sort qu'auraient pu prédire à Bagnères ou à Ems les premiers explorateurs des Gaules et de la Germanie. Les sangsues devenaient un véritable fléau. Nombreuses comme les feuilles mortes sur lesquelles elles font sentinelle, elles accourent du plus profond des bois, rapides comme des vampires, se suspendent par grappes au corps qu'elles épuisent, s'insinuent entre les doigts de pied, ne tombent qu'une fois repues, laissant aux membres une piqûre envenimée qui se change bientôt en ulcère. Les indigènes nous conseillèrent d'emmancher au bout d'une badine flexible un tampon de tabac détrempé. Ce fut en effet une baguette magique. Il suffisait d'en toucher la sangsue pour jouir à l'instant de l'agréable spectacle de son agonie; mais ce moyen exigeait une surveillance constante et fut vite abandonné. Comme des hommes forcés de rester assis dans une fourmilière, il nous fallait prendre patience et

laisser couler notre sang jusqu'à la halte du soir, où chacun pansait ses blessures. Lorsque nous étions contraints de passer la nuit dans la forêt, nous évitions d'établir notre camp dans les grandes herbes, où les sangsues sont plus nombreuses encore. Sur les lieux élevés, on est moins exposé à servir de pâture à ces vers hideux qui, semblables aux revenans des pays slaves, sortent de leurs tombeaux sur l'heure de minuit pour boire sans les réveiller le sang de leurs victimes. C'est ainsi qu'il nous est arrivé d'étendre nos couvertures sur une étroite plage de sable élevée d'un pied au-dessus du Mékong et de poser, avant de nous endormir, un factionnaire chargé de surveiller le fleuve, dont une crue subite nous aurait emportés. Alors, à défaut de sangsues, les moustiques faisaient rage, et surtout ces impalpables moucherons de forêts contre lesquels aucun moustiquaire ne protége, et dont la morsure est de feu.

Nous apercevons enfin les cinq cases misérables et délabrées qui composent le triste village de Sop-Yong; elles sont séparées de nous par le Nam-Yong, jolie rivière que nous traversons, à son embouchure dans le Mékong, au moyen d'une barque faite de trois planches mal assemblées; les indigènes se servent si peu du fleuve, qu'ils ont presque perdu l'art de construire les pirogues.

Nous prenons comme à l'ordinaire possession de la pagode, munie de son petit autel, mais dépourvue de bonzes. Ceux-ci, que n'inspire plus l'esprit du maître, ne s'établissent guère chez les pauvres. S'ils tiennent encore la vie pour le mal suprême, ils n'en méprisent plus les jouissances. Les femmes n'en viennent pas moins porter au dieu leurs très modestes offrandes. Un de nos Annamites, libre penseur comme tous ceux de sa race, a établi son lit aux pieds mêmes de la statue de Bouddha, et s'arrange le matin de façon à distraire les âmes pieuses de leurs méditations. Je ne puis me lasser d'admirer la tolérance de ces excellens bouddhistes. Nous nous efforçons d'ailleurs de ne jamais les blesser; nous respectons toujours, même dans les cas les plus pressans, le préau de la pagode, et nous n'enlevons la vie à aucun animal dans l'enceinte sacrée. Les exigences des bonzes ne vont pas au-delà, et ils consentent fort bien eux-mêmes à manger de la chair en dépit de la métempsycose.

La pluie ne cesse pas, le fleuve grandit à vue d'œil; il s'est élevé de 3 mètres pendant notre court séjour à Sop-Yong. A chaque instant un morceau de la berge s'écroule avec un bruit sourd comme celui d'une détonation souterraine. Les malades restés à Siam-Léap nous rejoignent enfin. Les yeux caves et les lèvres blêmes, ils ont l'aspect de cadavres ambulans. Ceux d'entre nous qui étaient encore valides se hâtèrent d'abandonner le village de Sop-Yong pour

ne pas épuiser les faibles provisions qu'il pouvait fournir. Attirées par l'espoir d'un salaire élevé, des femmes s'offrirent pour porter les bagages, et la caravane, diminuée de moitié, suivit d'abord la vallée du Nam-Yong, qui devient torrentueuse à 100 mètres de son embouchure. Nous quittâmes les bords de ce cours d'eau, enflé par les pluies, pour pénétrer dans une plaine qu'on dirait une vaste savane. Plusieurs plans de montagnes s'échelonnaient autour de nous à l'horizon, diversement éclairées. Les unes étaient boisées et noirâtres, les autres ne présentaient à l'œil que des croupes brûlées et dénudées comme des crânes de lépreux. Les parties de la vallée qui n'étaient pas des rizières formaient, sur une étendue de plusieurs kilomètres, des marécages fétides où nous enfonçions jusqu'à la ceinture. Nous n'étions pas éloignés de Muong-Yong, où réside une autorité birmane; il importait de ne nous présenter qu'en nombre et avec toutes nos forces devant ce mandarin, dont les dispositions ne nous étaient pas connues. Il fallut donc attendre au village de Passang que les retardataires, parmi lesquels se trouvait M. de Lagrée lui-même, eussent rallié notre petite colonne. Alors nous fîmes dans le chef-lieu de district, qui allait pendant un mois nous servir de prison, une entrée aussi imposante que le permettaient nos pieds nus et nos vêtemens en lambeaux.

Muong-Yong est un village sans caractère. En face d'un pont couvert par lequel on arrive, s'étend une sorte de tapis vert bordé de magnifiques banians et terminé par l'enclos de la pagode. Une enceinte en terre levée et un monument en ruines sur un monticule voisin témoignent que l'endroit est habité depuis longtemps. Il passe en effet pour avoir été le centre d'une puissante tribu d'autochthones auxquels les Laotiens se sont superposés. Tandis que le chef de l'expédition, archéologue passionné et infatigable marcheur en dépit de la fièvre, va explorer des monceaux de briques cachées sous les broussailles, nous prenons possession sans obstacle d'une vaste maison en planches, dédaignant le *sala* ouvert au vent et à la pluie. A peine y étions-nous installés que deux Birmans, le sabre au côté, font irruption chez nous, nous parlent avec vivacité, et la main sur la poignée de leurs armes nous invitent avec des gestes expressifs à les suivre immédiatement. Ils nous parlent birman, et nous ne comprenons pas un mot de leurs discours; mais, ceux-ci nous semblant impertinens, nous faisons jeter ces soldats à la porte. Ils se répandent en menaces et vont s'attaquer à notre cuisinier, obligé de suspendre, pour leur faire tête, l'exécution d'un poulet. Les choses n'allèrent pas plus loin ce jour-là, et nous attendîmes en repos le retour de M. de Lagrée et de son interprète. Ce dernier fut bientôt en mesure de nous fournir quelques explications. Muong-Yong ap-

partient encore à l'immense province de Sien-Tong, et Muong-You, que nous avions pris pour un royaume séparé, en dépend également. Dans la ville de Sien-Tong, ainsi que nous le savions déjà, un grand mandarin birman règne à côté du roi; il a sous ses ordres deux de ses compatriotes qui remplissent les mêmes fonctions, l'un auprès du prince de Muong-You, l'autre auprès de celui de Muong-Yong. C'est à celui qui gouverne ce dernier pays que nous allions devoir tous nos embarras. L'usage, pour les étrangers d'importance, est de se présenter dès leur arrivée au *sala*, le Birman vient à leur rencontre en grande cérémonie, et là les explications s'échangent, les papiers se vérifient. Nous l'ignorions, et les sbires étaient envoyés pour nous l'apprendre. Le rapport de ces agens exaspéra leur chef, et le lendemain, quand nous voulûmes remplir les formalités nécessaires, celui-ci, profondément blessé, prenait des airs importans et hautains. Il examina nos papiers, parmi lesquels il chercha vainement un passeport de l'empereur des Birmans, et ce fut avec un sourire acéré comme un acier tranchant qu'il nous déclara que son devoir était de nous retenir. Il allait faire prendre les ordres de son supérieur de Sien-Tong. Celui-ci nous avait, il est vrai, autorisé d'abord à passer; mais une lettre de lui que nous prîmes pour une invitation polie de nous rendre à la capitale nous était, on s'en souvient, parvenue à Siam-Léap. Or nous avions mal compris, et notre interlocuteur nous dit clairement que les désirs d'un homme qui a l'honneur de diriger pour le gouvernement d'Ava les affaires d'une province, — ces désirs fussent-ils d'ailleurs exprimés avec la courtoisie birmane, — sont des ordres qu'il est téméraire d'éluder. Cependant chaque cadeau paraissait faire sur les résolutions de notre adversaire l'effet d'un coup de bélier sur une muraille. Nous pûmes espérer qu'il reviendrait sur son interprétation et rabattrait quelque chose des trois semaines que nous étions menacés de passer chez lui. Le lendemain, il était revenu à son idée de la veille; à la suite d'une longue discussion, il sembla l'abandonner de nouveau; mais, saisissant une autre corde de son arc, il dit à M. de Lagrée qu'il ne pouvait le laisser partir sans annoncer notre arrivée à son collègue de Muong-You, précaution inutile, puisque celui-ci nous avait déjà autorisés à entrer sur son territoire. Nous ne doutions pas que cette observation décisive n'eût terminé le débat. C'était mal connaître notre adversaire; il objecta que la démarche qu'il voulait faire avait pour but de se conformer à l'usage, et n'entraînerait d'ailleurs pour nous qu'un retard de quelques jours. Il fallut se soumettre et attendre une lettre de Muong-You. Elle arriva enfin, mais accablante. Il est incroyable, nous disait-on, qu'invités à vous rendre à Sien-Tong, vous ayez laissé Muong-You de côté; nous n'admettrons pas chez nous des

gens aussi mal appris. — On n'en avait pas moins reçu nos cadeaux. Il était évident que des ordres avaient été expédiés de Sien-Tong même. Après avoir accueilli notre requête, le mandarin birman timoré avait sans doute réfléchi : de là l'invitation à passer chez lui pour juger nos allures et mieux pénétrer nos intentions, de là enfin l'ordre de nous arrêter. L'heure des conjectures était passée; M. de Lagrée prit sur-le-champ le parti d'aller à Sien-Tong. Il demanda de l'accompagner à M. Thorel, ardent botaniste qui eût herborisé jusque sous le poignard des Birmans, et emmena en outre quelques hommes de l'escorte. La petite caisse d'objets européens ne fut pas oubliée. Nous avions déjà fait parvenir des présens au roi; mais, ignorant l'existence et surtout l'importance du mandarin birman, il n'y avait rien eu à son adresse, et cette négligence involontaire avait certainement contribué à le mal disposer. La résolution hardie de M. de Lagrée nous forçait de prolonger notre séjour à Muong-Yong. Nous mîmes cette circonstance à profit pour démêler les élémens principaux dont se compose la population du Laos birman, et nous rendre un compte plus exact de leur situatian respective. Jusqu'à présent, nous avions marché un peu à l'aventure, ignorant la constitution politique de ces contrées et prenant des provinces pour des royaumes. A l'aide de renseignemens précis recueillis à Muong-Yong, la lumière se fit, au moins sur ce point-là.

La Chine, qui a jadis exercé sur ces contrées un pouvoir effectif, a perdu du terrain de ce côté. Des trois anciens royaumes laotiens où domine aujourd'hui la puissance birmane, le Céleste-Empire, auquel ont échappé Sien-Tong et Muong-Lem, ne conserve même pas à Sien-Hong, ainsi que nous le verrons plus loin, assez d'influence pour faire asseoir ses candidats sur le trône. Non contens de l'immensité de leurs domaines, les rois de Siam ont voulu les étendre encore; repoussés par le roi de Sien-Tong, ils ont laissé depuis 1852 le champ libre à l'empereur des Birmans. Celui-ci envoie auprès des souverains laotiens des représentans jouant le rôle des résidens anglais dans l'Inde. Le grand mandarin birman chargé de régir toutes les provinces laotiennes tributaires, et de la surveillance duquel relèvent tous les autres, réside à Muong-Lem, la plus septentrionale des trois anciennes principautés laotiennes. Celui de Sien-Tong est le second. De ce dernier, comme je l'ai dit, dépendent des mandarins inférieurs qui surveillent le prince de Muong-Yong, chez lequel nous étions, et celui de Muong-You, que nous allions rencontrer bientôt. C'était une chose triste à voir que la pâle figure du roi indigène, relégué à l'arrière-plan le plus obscur de la scène, tandis que le Birman s'agitait, étalait son cortége militaire avec la brutale insolence d'un conquérant. Sa conduite rappelait celle du

mandarin siamois qui occupait le Cambodge avant l'établissement du protectorat français. — Ses soldats, imitant son exemple, s'emparaient gratuitement sur le marché de ce qui leur était nécessaire. Le roi n'a conservé que ses droits de préséance, et à ce titre c'est par lui que nous avons dû commencer nos visites officielles. Il en était autrement à Sien-Tong; là, le souverain indigène n'a pas abdiqué; il dirige encore les affaires, et nous étions perdus sans sa puissante intervention. Appuyé sur lui, M. de Lagrée a pu lutter avec avantage contre la mauvaise volonté du préposé birman, qui, s'obstinant à nous prendre pour des Anglais, retirait un jour ce qu'il avait accordé la veille, niait effrontément ce qu'il venait d'affirmer, et se conduisait comme un homme dans le cœur duquel la haine ne laissait pas de place à la bonne foi. Le roi, au contraire, s'inquiétait peu de notre nationalité et trouvait dans la mauvaise humeur de son surveillant une raison suffisante pour nous traiter en amis. Déterminé à faciliter notre passage malgré l'opposition formelle du Birman, il se décida même à nous appeler chez lui et à écrire la lettre dont le véritable sens nous avait si malheureusement échappé. Il fit à MM. de Lagrée et Thorel un accueil plein d'une bienveillance cordiale. Tandis que le chef de l'expédition et son compagnon entraient librement chez le roi, dont la femme se plaisait à leur faire apprécier les raffinemens de la cuisine laotienne, ils n'étaient reçus par le Birman qu'avec un appareil menaçant et des démonstrations hostiles. Satisfait des petites humiliations qu'il s'efforçait d'infliger à ceux qu'il prenait pour des ennemis abhorrés, il n'osa pas provoquer un conflit dont l'énergie du roi semblait d'avance accepter tous les risques. L'empereur des Birmans ménage un gros tributaire qui a battu avec ses propres forces le ministre de la guerre de Siam en personne, auquel il a pris un obusier, des pièces de canon et d'autres trophées, et ce prince n'ignore pas que le roi de Siam s'offrirait avec joie pour remplir à sa place le rôle avantageux de suzerain protecteur. Cette rivalité d'influence et le dualisme qui existe dans l'autorité ont singulièrement favorisé le succès de notre voyage. Le résultat des négociations habilement poursuivies par M. de Lagrée assurait notre entrée à Muong-You, et là nous n'étions plus séparés de la Chine que par le petit royaume de Sien-Hong, soumis à un régime particulier.

Ces bonnes nouvelles ne nous parvinrent que fort tard à Muong-Yong. Elles furent précédées d'une série de bruits contradictoires qui autorisaient toutes les hypothèses et légitimaient toutes les inquiétudes. Complétement réconciliés alors avec le fonctionnaire birman éclairé enfin sur notre nationalité véritable, nous avions fréquemment avec lui des entretiens rendus d'ailleurs très labo-

rieux par l'absence de tout interprète. Au début, ce mandarin ombrageux avait requis, pour augmenter sa garde, une douzaine de pauvres diables auxquels il avait confié tous les fusils à pierre de son arsenal; mais il ne tarda pas à venir seul chez nous causer amicalement, et sa femme elle-même, gentille Birmane, un peu grassouillette, ne redoutait pas de passer de longues heures dans notre habitation, au risque de fournir quelque matière à la chronique locale. Les explications que nous nous étions efforcés de lui donner sur les divisions politiques de l'Europe avaient contribué surtout à opérer cette prodigieuse transformation. Quand il parlait des Anglais (*Englit*), ses yeux jetaient des éclairs sur la peau foncée de son visage, et il éprouvait immédiatement le besoin de décrire avec un risible enthousiasme la puissance du souverain d'Ava. Les vainqueurs des Birmans ont autrefois poussé des reconnaissances jusque dans ces contrées. Le roi de Sien-Tong se rappelle avoir vu un officier européen qui passait sa journée à contempler le soleil, et absorbait, en s'aidant d'un instrument bizarre, trois fois plus de nourriture qu'un Laotien vigoureux. Cet officier au robuste appétit n'est autre que le major Mac-Leod, que ses bonnes relations avec l'empereur des Birmans Tharawady firent désigner en 1839 pour remplir auprès de ce prince les fonctions de résident par intérim. Son voyage d'exploration à l'est de la Birmanie remonte à 1836; il atteignit Sien-Hong et reconnut le Mékong par 22 degrés de latitude nord environ. Il lui eût sans doute alors été facile de pénétrer en Chine par la voie qui allait nous y conduire. Pour y parvenir aujourd'hui, il suffirait aux Anglais d'obtenir de l'empereur des Birmans, accoutumé à des concessions plus pénibles, une lettre impérative adressée à ses agens dans les provinces laotiennes. Mais ce n'est pas là d'ailleurs la route naturelle pour l'écoulement des marchandises de la Chine occidentale vers les Indes et vers l'Europe. Le capitaine Hannay, en remontant l'Irawady jusqu'à Bahmo, suivait le vrai chemin qui relie déjà le Yunan à la capitale de la Birmanie. C'est par cette direction que les produits d'une partie de cette riche province paraissent appelés à descendre un jour jusqu'à Rangoon. J'aurai l'occasion, en revenant plus tard sur ce sujet, d'indiquer les obstacles auxquels viendraient actuellement se heurter les Européens qui tenteraient d'établir entre ces deux contrées des communications régulières, obstacles qui paraissent moins venir de la nature que des hommes.

Ainsi l'orage que nous avions vu se former se dissipait sans avoir éclaté. Les Birmans n'étaient pas les maîtres absolus de ces populations laotiennes, qu'un voyageur anglais n'hésite pas à déclarer supérieures à eux, et leur obstination était vaincue par l'énergie

d'un prince indigène. Une lettre de M. de Lagrée nous donnant rendez-vous à Muong-You, nous quittâmes avec joie la case humide où nous étions demeurés trente jours, respirant la fièvre avec la brise empoisonnée qui passait sur les marais. Le mandarin birman nous remit deux lettres de recommandation, gravées au couteau sur des bambous, l'une adressée à son collègue de Muong-You, l'autre destinée au chef du village de Ban-Tap : dans ce village est établie une douane dont le but principal est de forcer les voyageurs à quitter la route la plus courte pour se présenter au centre administratif du district; c'est moins une douane, dans le sens que nous attachons à ce mot, qu'une exploitation directe de la personne du voyageur, contraint d'acheter par des cadeaux les bonnes grâces des autorités. Cette invention d'une impitoyable fiscalité était fort lucrative lorsque la guerre civile qui désole aujourd'hui leur pays n'empêchait pas les Chinois de traverser ces régions pour se rendre jusqu'à Luang-Praban. Nous n'avons pas été, grâce à ce passeport, inquiétés à Ban-Tap, où nous sommes arrivés en marchant, sous un soleil de feu, dans le lit des ruisseaux et des torrens extravasés. Sur les hauteurs, les chemins commencent à sécher, mais tous les bas-fonds sont des réservoirs où il nous arrive souvent d'enfoncer jusqu'à la moitié du corps. Nous apercevons cependant, non sans surprise, certains travaux d'utilité publique : c'est-à-dire, au bord d'un ruisseau qui serpente sous des touffes de bambous, dans une sorte de bosquet très romantique, deux bancs à dossier, et sur une large rivière un pont en bois qui unit les deux rives. Évidemment nous approchons d'un pays civilisé; hors les *salas*, construits dans certains villages à côté des pagodes, nous n'avions vu dans tout le Laos aucune mesure prise pour faciliter les voyages.

A peine étions-nous arrivés à Muong-You, séparé de Muong-Yong par 40 kilomètres, que M. de Lagrée nous rejoignit. — Il avait fait plus de 50 lieues pour arriver à Sien-Tong, situé sur un plateau très élevé, auquel on parvient en gravissant une chaîne continue de montagnes. Cette ville, un peu moins rapprochée du Mékong que de la Salween, semble placée sur la ligne qui sépare les bassins de ces deux fleuves dont le débit à cette hauteur paraît être le même; hâtons-nous d'ajouter que la Salween n'est guère à plus de 100 lieues de son embouchure, tandis que le Mékong, en latitude seulement, est à plus de 300 lieues de la mer. La vallée de Sien-Tong est d'une étendue immense, très peuplée, très cultivée, et la plus belle qu'on puisse voir. A cette hauteur, la neige n'est pas inconnue, et la température, qui s'abaisse sensiblement, permet à la plupart des fruits d'Europe, sinon d'atteindre encore le degré de perfection auquel ils arrivent sous nos climats, du moins de se former et de mûrir. La po-

pulation de la ville est assez considérable pour donner lieu à un marché quotidien dans lequel on abat cinq bœufs et un grand nombre de porcs. — Les habitans de cette région commencent à répudier le titre de Laotien; ils se donnent le nom de Kugn, et appellent Sien-Tong Muong-Kugn. Les cartes anciennes ne connaissent que celui de Kemalatain. La multiplicité des noms différens imposés à la même localité par les races qui y ont successivement acquis une prépondérance, même passagère, n'est pas une des moindres difficultés que rencontrera l'historien futur de ces contrées. Les Kugns ont la peau plus blanche que les Birmans descendans directs des Hindous, mais comme eux ils se couvrent la partie inférieure du corps de desseins indélébiles et qui ne sont pas sans art. Quelle est l'origine de ce tatouage? A-t-il été emprunté par les Laotiens du nord aux autochthones qu'ils sont venus supplanter? Les Birmans eux-mêmes ont-ils adopté un usage qui aurait été, à une époque reculée, en vigueur chez les sauvages, bien qu'il soit aujourd'hui à peu près abandonné par ceux-ci? Cela paraît peu vraisemblable. En ce qui concerne les Birmans, la tradition n'est pas silencieuse, elle explique le tatouage d'une façon qui a du moins le mérite d'être piquante. Un de leurs rois, alarmé, dit-on, des conséquences qu'entraînait la corruption des mœurs, ordonna aux hommes de s'enlaidir, aux femmes de ne pas dérober leurs charmes à la vue, afin d'attirer sur elles les désirs dévoyés de ses sujets. M. de Lagrée s'est arrêté dans plusieurs villages habités par ces hommes que les Kugns appellent sauvages, bien qu'ils soient aussi civilisés qu'eux-mêmes. Ils ont de vastes maisons bien construites, en général palissadées, des marchés, des pagodes. Il n'ignorent pas plus l'agriculture que le commerce ou l'industrie, et semblables aux Romains qui, s'étant emparés d'une galère cathaginoise, se taillèrent une flotte sur ce patron, ils fabriquent eux-mêmes d'excellens fusils à pierre d'après les modèles européens.

Nous avons trouvé coiffé de la couronne de Muong-You le frère cadet de ce roi de Sien-Tong qui s'est montré pour nous si plein de bienveillance. Le lendemain de l'arrivée du chef de l'expédition, nous commençâmes nos visites officielles. On nous conduisit d'abord chez le frère du roi, qui montre avec complaisance sa main fine et blanche. Il tenait son éventail avec autant de coquetterie qu'une jolie femme son livre d'heures à la messe de midi. Il était entouré de seigneurs enveloppés de longs peignoirs blancs et les reins ceints, suivant la mode birmane, d'une longue pièce de soie aux couleurs voyantes; ces courtisans étaient graves comme des sénateurs romains. Avec le frère du roi, évitant de causer d'affaires, nous nous bornâmes à échanger quelques paroles courtoises; de là nous pas-

sâmes chez le mandarin birman. Cet homme, vivante image de la bêtise solennelle, se recueillait pour parler, lançait quelques mots en clignant des yeux et prenait des airs profonds. Par bonheur, sa femme lui servait d'interprète, et celle-ci sut nous faire oublier par son naturel et sa grâce la majesté fatigante de son époux. Enfin, pour terminer, nous nous rendîmes chez le roi. Le palais est situé sur un mamelon d'où la vue embrasse un vaste horizon de montagnes. Bien qu'il soit encore construit en bois et couvert en chaume, il prouve un véritable progrès en architecture. La menuiserie est soignée, les cloisons sont bien jointes; il y a d'ailleurs près du palais un établissement de scieurs de long, profession absolument ignorée dans le Laos méridional. — La foule des mandarins, dans une attitude respectueuse, encombre la salle où l'on nous introduit. Le jour pénètre à peine dans cette pièce spacieuse, dont le toit est soutenu par de magnifiques colonnes. Dans l'un des angles de la salle, sous un dais bien découpé, le roi est mollement assis sur des coussins de soie brodés d'or. Il est coiffé d'un turban élégamment drapé par quelques mains de femmes, et dont les amples replis enveloppent entièrement la tête en cachant la chevelure. Son costume se compose d'une veste et d'une culotte de satin vert sur lesquels des ornemens d'or jettent des reflets fauves. Il porte, passés dans le lobe inférieur des oreilles, de gros cylindres en or rehaussés de diamans à l'une de leurs extrémités et d'émeraudes à l'autre. C'était un présent du roi d'Ava. Notre hôte paraissait avoir tout disposé pour l'effet; ses poses étaient gracieuses, mais étudiées. Une étroite fenêtre ménagée près du trône laissait passer assez de rayons de soleil pour faire chatoyer les habits du prince comme le corselet d'une libellule. Tous les vases précieux du palais étaient groupés près de leur maître, et l'on porta devant chacun de nous une grande boîte en argent repoussé où étaient contenus tous les élémens de la chique de bétel. L'usage de chiquer existe encore ici, quoique moins répandu que dans le Laos inférieur. L'aréquier devenant plus rare, il faut être plus riche pour en mâcher les noix. Le roi de Muong-You a la peau blanche, une figure intelligente, ouverte, avenante; il ne se lassait pas de nous interroger, et chacune de nos paroles semblait ouvrir devant lui un monde nouveau plein de fantastiques perspectives. J'ai compris moi-même, en le voyant, ce que pouvait être un prince oriental, et les séduisantes figures qui flottaient dans ma mémoire comme des créations imaginaires ont pris un corps à mes yeux. Malheureusement le vrai luxe côtoyait le faux dans ce palais, et j'ai vu avec regret des bouteilles vides de *pale ale* décorer les colonnes de la salle d'audience. Ce vulgaire produit de l'industrie européenne provoque chez le roi du Muong-You le même en-

gouement qu'excitent chez nos désœuvrés les *craquelés* chinois. — Dans une pièce séparée du trône par des lances dont les hampes forment une sorte de grille d'argent, j'ai remarqué un amas de dents d'éléphans.

Notre royal ami semblait très disposé à se servir de son peuple pour se rendre la vie agréable. Il le porterait volontiers sur son dos comme les gentilshommes leurs forêts et leurs moulins au camp du Drap d'or. Nous l'avons vu cinq fois, et toujours dans un costume nouveau. Il a passé toute une journée chez nous, insistant pour tout voir. Prenant pour but, à l'insu de la victime, la figure d'un gros mandarin, il a fallu faire fonctionner un *irrigateur* devant sa majesté, qui n'a pu résister au désir d'emporter cet instrument, où elle voulait mettre de l'eau de senteur. Le roi nous a montré en revanche divers échantillons de minerai de fer qui paraissent être riches; il nous a même confidentiellement fait savoir qu'il y a de l'or dans ses domaines; mais il n'osa pas nous faire conduire au gisement. Il est obligé de déclarer au mandarin birman tous les gisemens découverts, de même que tout habitant de son royaume est contraint de lui révéler à lui-même les trouvailles de cette nature. « Il faudrait, nous dit-il, sur des indications précises, vous rendre sur les lieux et avoir l'air de mettre vous-même, et comme par hasard, la main sur le trésor. » Le temps nous manquait pour une pareille recherche. C'était notre malheur d'être forcés de séjourner dans des lieux sans ressources, au milieu de gens hostiles, et de ne faire que passer là où les renseignemens de toute nature venaient s'offrir d'eux-mêmes. A cela il n'y avait pas de remède, car nous n'avions pas de passeports; il dépendait du dernier des mandarins de nous retenir chez lui, et M. de Lagrée voulait être hors du territoire de Sien-Tong avant que le mandarin birman qui réside auprès du roi eût reçu les ordres qu'il avait fait prendre secrètement à Ava. Il fallut donc résister aux amicales instances du jeune souverain de Muong-You, qui voulait jouir plus longtemps de notre présence. Trouvant M. de Lagrée inébranlable dans sa résolution, il se mit complétement à notre service, nous fit précéder par des porteurs de bagage, tandis qu'il donnait des ordres pour nous préparer des barques. Le courant du Nam-Loï nous emporta. Cette rivière, plus large que la Seine et sinueuse comme elle, coule d'abord dans la plaine de Muong-You; sur ses bords, de jolies maisons se groupent à l'ombre de plantations d'aréquiers; elle entre bientôt dans une région accidentée, et des montagnes escarpées la resserrent. La pluie a presque complétement cessé; il reste encore cependant assez d'humidité dans l'air pour adoucir l'éclat de la lumière et pour jeter sur le paysage comme un voile transparent sous lequel les

nuances sont admirablement fondues. Nous jouissons délicieusement de ce spectacle, car nous en jouissons sans fatigue. — Nos porteurs de bagages nous attendaient au point où nous devions débarquer. Nous couchâmes dans une case abandonnée et ouverte à tous les vents, au pied des montagnes, dont l'ascension commença le lendemain. Le sentier en couronnait ordinairement le faîte, et lorsqu'il descendait parfois dans des vallées peu profondes, c'était pour remonter bientôt après vers les sommets. Autour de nous, et à perte de vue, rien que de puissantes ondulations; on aurait dit des sillons immenses semblables à ceux que la tempête creuse au sein des mers. Les jeux de lumière avec leurs effets changeans, suivant les nuages qui passaient sous le soleil, ajoutaient à l'illusion en donnant à la crête de ces houles figées une mobilité apparente. De nombreux sentiers se croisaient dans les montagnes, et celui que nous suivions, quoiqu'il fût la route ordinaire de Muong-Long, était envahi par les herbes, à peine tracé d'ailleurs et point entretenu. Si nous apercevions au contraire un chemin large et soigné comme une allée de parc, nous étions assurés qu'il conduisait à un village de sauvages. Ces bourgades, bâties et comme suspendues sur les pentes, sont habitées par une population laborieuse qui vit de riz de forêt, amène chez elle les eaux nécessaires à l'irrigation par de longs canaux de bambou, ne se mêle point aux civilisés de la plaine, dont elle ne parle pas la langue, enfin qui se suffit à elle-même, se retranche dans son orgueil et se fixe sur les hauteurs.

Après de longues heures de marche dans les montagnes, comme toujours nous rencontrons la plaine, et, comme toujours aussi, nous apercevons, groupées au bord des cours d'eau qui la traversent, les habitations de ceux que je continuerai d'appeler Laotiens. D'immenses cultures se développent devant nous, et le vert velouté des rizières caresse le regard. De nombreux villages se révèlent par les pignons blancs de leurs pagodes à demi cachées dans des bouquets de grands arbres. La vallée est traversée par le Nam-Ga, rivière large et rapide que nous passons sans barques en nous raidissant contre un courant assez fort pour renverser un de nos porteurs. Nous dirigions notre marche sur une pyramide dont la pointe se montre au loin. Elle est bâtie sur un monticule au pied duquel s'étend Muong-Long.

Pour pénétrer dans ce chef-lieu de district, nous traversons le marché entre deux rangées de cases; elles sont nombreuses des deux côtés de la route et annoncent un village de quelque importance. Je n'essaierai pas de dire notre surprise en apercevant un beau pont en pierre jeté sur un affluent du Nam-Ga. Même à la belle époque de leur patrie, quand ils élevaient les magnifiques monumens d'Angcor

et de Vat-Phou, les Cambodgiens ignoraient l'art de construire les voûtes; ils ne savaient que placer des blocs en encorbellement. Les Chinois sont plus habiles; construite par eux, la voûte du pont de Muong-Long est élégante et solide. Le parapet était orné de lions sculptés, renversés aujourd'hui. La clé de voûte fait encore saillie des deux côtés comme une gargouille. Les Chinois, repoussés peu à peu de ce pays, ne sont plus là pour entretenir des œuvres dont les Laotiens profitent, sans être même capables d'étayer une pierre qui tombe ou de relever un mur écroulé. — Sauf ce pont et la chaussée dallée qui y mène, Muong-Long a d'ailleurs une physionomie très laotienne. Les maisons, faites des mêmes matériaux qu'au Laos, ont toujours le même style, les habitans ont aussi les mêmes costumes : pantalons larges, veste, turban autour du chignon, poignard passé dans la ceinture. A peine étions-nous arrivés, que les curieux nous entouraient; les vendeurs assiégeaient notre porte. Nous distinguâmes parmi eux deux femmes au vêtement long, aux pieds imperceptibles enfermés dans des souliers microscopiques. C'étaient des Chinoises, de vraies Chinoises! Il n'y avait plus à en douter, ces femmes aux pieds mutilés et ce pont en pierre, n'était-ce pas le symbole d'une civilisation différente? n'étions-nous pas hors du Laos? Vénus Astarté sortant du Nam-Ga, le Parthénon apparaissant tout à coup derrière les bambous, n'auraient pas charmé nos yeux et fait battre nos cœurs plus que ce simple pont, long de 10 mètres, et ces pauvres marchandes au teint hâlé et aux membres grêles. Quinze mois de fatigues, de privations et de souffrances sont en un instant oubliés. La Chine! c'était le but du voyage et c'était aussi le commencement du retour. Cependant nous n'y étions pas encore. Bien que sortis du Laos birman, nous n'avions pas, à vrai dire, mis le pied sur le territoire chinois. Muong-Long est le premier des douze *muongs* qui forment le royaume de Sien-Hong, ce troisième état fondé par les Laotiens du nord. Ceux-ci n'ont pas, en droit, gardé là leur indépendance plus qu'à Sien-Tong et à Muong-Lem; mais tributaires de deux puissances ennemies, ils jouissent en fait d'une autonomie plus grande. Nous nous trouvions être à la fois à la merci des mandarins birmans, laotiens et chinois. Le chef du village se montra d'abord fort empressé, et, sur la demande de M. de Lagrée, fit battre le tambour pour nous rassembler des porteurs. Au moment où nous allions partir, survint une lettre adressée par le roi de Sien-Hong au mandarin de Muong-Long, son inférieur, et contenant sans explication ces simples mots : quand les Européens arriveront chez vous, vous les prierez de reprendre la route par laquelle ils sont venus. — Ce coup de massue asséné sur la tête écrasa notre enthousiasme naissant et nous rappela que la lutte n'était pas finie.

Nous étions trop bien accoutumés d'ailleurs aux façons des autorités de ce pays pour redouter autre chose qu'un ennuyeux retard. M. de Lagrée dépêcha son interprète vers le roi de Sien-Hong, et nous attendîmes à Muong-Long. — Le marché qui se tient dans ce chef-lieu est assez considérable. On y vend beaucoup de coton, de tabac, de cire, de soie grége, des étoffes de coton importées par Rangoon, des objets en argent et en cuivre, des cloches, des poids et des balances, des denrées alimentaires. De grands restaurans se remplissent d'une foule bruyante aux costumes pittoresques et variés; une dame de comptoir offre à tous ceux qui se présentent un bol rempli de riz roulé et coupé comme du vermicel, auquel elle ajoute du sel, du piment, des fines herbes, de la viande de porc hachée menue, le tout trempé par un bouillon de poisson qui se fait à côté de chaque table dans une immense cuve en fer. Nous voilà bien loin de ces villages du Laos où chacun vit dans un isolement si profond, qu'à l'exception des pagodes on ne rencontre pas un seul établissement public.

Nous avions le temps de visiter les monumens de Muong-Long. Des deux pyramides qu'on y voit, l'une ne mérite pas d'être décrite; l'autre paraît au contraire sortir, par ses formes originales, de l'ornière où la religion, source unique de l'art dans ces contrées, a enfoncé l'architecture laotienne. Une tour ronde, élancée comme une quille, accostée à la base de huit tourelles plus petites surmontant des niches remplies de statues de Bouddha, couronne un monticule un peu à l'écart du village. L'ensemble ne manque pas d'une certaine élégance. Je ne puis comprendre d'ailleurs le sens de ces fastidieuses pyramides, qui, n'étant le plus souvent ni des tombeaux ni des temples, ne sauraient abriter ni les dépouilles des morts ni les prières des vivans.

Après quelques jours de halte forcée à Muong-Long, le mandarin nous apporta une lettre de Sien-Hong dans laquelle le roi de cette province limitrophe de la Chine cherchait à expliquer la brièveté brutale de son premier message. A l'en croire, les autorités chinoises lui auraient ordonné de barrer le chemin aux étrangers qui tenteraient de passer la frontière de l'empire. C'est ce qui nous avait déjà été dit à Luang-Praban. Le roi de Sien-Hong ajoutait sur un ton confidentiel que, si un ordre de l'empereur de la Chine ne nous paraissait pas sacré, il ne s'opposerait pas, quant à lui, à notre voyage.

Notre interprète avait été chargé de dire que nous ne passions nulle part sans combler les fonctionnaires de présens, sans les couvrir d'argent et d'or. Cet argument avait-il donc été assez fort pour produire une impression décisive sur l'esprit du roi, et celui-ci, dé-

sirant ne pas laisser échapper l'occasion de réaliser un bénéfice honnête, cherchait-il un accommodement, sinon avec le ciel, du moins avec son fils? Nous ne pouvions connaître qu'à Sien-Hong le mot de cette énigme, et nous nous rendîmes en trois jours dans cette capitale par des chemins bien tracés, mais très fréquentés et détestables. Les bœufs des caravanes ont creusé dans la boue qui commence à durcir des sillons qu'on dirait dessinés par la charrue, tant ils sont profonds et réguliers. Pressés d'atteindre un but qui depuis trois mois semblait fuir devant nous, nous hâtions le pas, confiant nos bagages à des porteurs dont les pieds étaient endoloris et les épaules enflées. Ces hommes ne consentent guère à parcourir plus de 30 kilomètres par jour, quand ils sont employés comme portefaix. Lorsqu'on les charge d'un message, ce sont au contraire des courriers aussi rapides qu'infatigables; aucune distance ne les effraie, et l'on fait porter une lettre à quarante lieues à travers montagnes et forêts aussi facilement qu'en Europe une invitation à dîner à vingt minutes de son hôtel.

Un indigène, qui n'était d'ailleurs revêtu d'aucun caractère officiel, vint au-devant de nous et nous conduisit à la pagode qui devait nous servir de logement. Des nattes étaient posées sur le parquet en béton, des cordes tendues entre les colonnes comme celles qui, dans les ménageries, sont destinées à empêcher le public de toucher aux bêtes curieuses. Cette précaution n'était pas inutile; la foule accourait, se pressait dans le sanctuaire, impatiente de voir des gens venus de si loin. Dès le premier coup d'œil jeté sur la population, il était facile de s'apercevoir qu'elle présentait un incroyable mélange de types et de races différentes. Certains Chinois du Yunan, à l'extrême frontière duquel nous étions, avaient sur la tête un turban noir dont les dimensions atteignaient celles d'un chapeau de paille aux larges bords. Quant aux autorités, elles continuaient de bouder. D'après le récit de notre interprète, nous n'étions à Sien-Hong que grâce à son intrépidité et à son énergie. Lorsqu'il arriva lui-même, personne ne voulut le recevoir, et, le roi lui ayant fait intimer l'ordre de retourner à Muong-Long, il répondit dans le langage hyperbolique usité en Orient: « Je suis entre vos mains, vous me tuerez si cela peut vous être agréable; mais j'ai l'ordre du grand mandarin français de rester ici, et, quoi qu'il arrive, j'y demeure. Si vous ôtez la vie à votre esclave, vous vous exposez d'ailleurs à de graves embarras, car j'appartiens à un maître qui n'abandonne pas ses serviteurs. Je dois vous prévenir en outre que, si vous forcez les Français à attendre à Muong-Long une réponse de Chine, ce sont gens colères, et je ne puis prévoir les extrémités auxquelles ils se porteront dans cette petite localité. »

Ce discours, qui ne manquait pas d'habileté, fut rapporté aux gouvernans, et produisit sur eux une impression profonde. Le grand-conseil ou *séna*, qui dans les royaumes tributaires de la Birmanie, comme à Luang-Praban, assiste le souverain, s'assembla sans retard; le roi conféra une partie de la nuit avec le mandarin chinois qui, de concert avec un envoyé birman, surveille les affaires du pays, et ce fonctionnaire se décida sur-le-champ à partir pour Muong-La, première ville chinoise du Yunan. On écrivit en même temps au gouverneur de Muong-Long que nous devions rester chez lui, en l'informant toutefois que, si nous paraissions nous fâcher, il était autorisé à nous laisser partir. Voilà l'explication de ce qui nous paraissait si ambigu. Quant aux prétendues interdictions envoyées à notre adresse par le gouvernement chinois, nous avons su plus tard l'origine de ces rumeurs. Le provicaire de la mission catholique du Yunan et le vice-roi de cette province, en apprenant notre arrivée aux frontières, mus par un sentiment très sincère de sympathique intérêt, nous avaient écrit tous les deux, chacun dans sa langue, pour nous peindre l'état du pays, les dangers de la route, et nous dissuader de continuer notre voyage. Bien que Sien-Hong soit tributaire de la Chine, on y lit fort mal les caractères chinois, et la lettre du vice-roi du Yunan, incomprise et faussement interprétée, fut considérée comme une interdiction du territoire. Quant à la lettre du missionnaire, personne n'ayant pu la déchiffrer, on jugea prudent de ne nous en point parler, et nous n'en avons connu qu'indirectement l'existence. Éloignés d'une ville entièrement chinoise par quelques jours de marche à peine, pouvant compter déjà au moins sur l'effet moral des passeports signés par le prince Kong, il importait de nous montrer confians autant que résolus. Éviter la violence dans les actes et dans les paroles, n'articuler nettement aucune menace définie, mais susciter dans l'esprit toujours timoré de mandarins que la responsabilité effraie des inquiétudes d'autant plus efficaces qu'elles sont plus vagues, c'est une méthode qui nous avait souvent réussi, et dont l'application n'avait jamais été plus opportune. M. de Lagrée y recourut. Lorsqu'un mandarin vint officiellement s'enquérir auprès de lui de ses intentions, il se montra blessé des retards que nous avions subis déjà par le fait du roi de Sien-Hong, n'exprima aucun désir de voir sa majesté, demanda seulement qu'on le laissât partir sans délai pour Muong-La, ou bien qu'on lui remît une défense écrite et motivée dont il userait comme cela lui paraîtrait à propos. Cette conversation jeta les conseillers de la couronne dans une perplexité visible et fort amusante pour nous. Ils se décidèrent à nous faire des avances, nous invitèrent à paraître devant le *séna*, dans le *sala* où se traitaient les affaires,

après quoi le roi nous ferait l'honneur de nous recevoir en personne.

Les principaux fonctionnaires, au nombre de douze, étaient rangés de chaque côté du premier ministre, qui trônait sur une descente de lit. Ils étaient coiffés d'un turban et vêtus soit d'une veste blanche et d'un large pantalon, soit d'un peignoir en calicot et d'un ample langouti aux couleurs birmanes, ceignant les reins et se ramenant sur l'épaule. A la gauche du premier ministre siégeait le mandarin birman, une place vide à la droite était occupée ordinairement par le mandarin chinois; mais celui-ci, nous l'avons vu, était en mission à Muong-La. M. de Lagrée fit connaître à cette assemblée que nous ne voulions qu'une chose, partir le plus vite possible. On procéda dès lors à la vérification de nos papiers, dont un Chinois donna lecture après que le peuple se fût accroupi par respect. Ils furent trouvés en règle, et l'on nous entretint d'une affaire qui paraissait des plus graves. Il s'agissait d'énumérer et de montrer d'avance aux membres du conseil les présens que nous avions l'intention d'offrir au roi. Nos ressources sous ce rapport étaient singulièrement diminuées; c'était la première fois d'ailleurs qu'on émettait une pareille prétention, qu'on la soutenait surtout avec une aussi inconvenante insistance. M. de Lagrée refusa de répondre à cette question. La discussion dura deux heures, après lesquelles le roi ayant fait dire qu'il nous attendait, nous nous dirigeâmes vers le palais. On avait travaillé pendant plusieurs jours à en nettoyer les abords. Le fumier qui remplissait la grande cour d'honneur avait été râclé, mais le temps avait manqué pour l'enlever. Nous passâmes entre une double haie d'hommes déguenillés, armés les uns de fusils à silex, les autres de lances ou d'instrumens indéfinissables de chasse ou de guerre. Nous reconnaissons dans les rangs nos propres porteurs de bagages, qui, momentanément enrôlés dans la garde royale, avaient échangé le bambou du portefaix contre la lance du guerrier. Cela diminua beaucoup l'impression de respectueuse terreur que cet étalage militaire était destiné à produire sur nous. Le palais est une misérable case mal couverte; il a été décoré avec toutes les tentures qu'a pu fournir le garde-meuble. Quelques tapis chinois ornés de broderies en relief empêchent de voir le jour à travers les bambous mal joints des murailles. De chaque côté de l'estrade qui figure le trône, des gardes accroupis portent des sabres à fourreau doré. Suivant l'usage, la poignée repose à terre et la lame sur l'épaule du soldat. Le roi, qui se fit longtemps attendre, sortit enfin de derrière un rideau. Il portait un costume indescriptible. Sa tête était couverte d'un chapeau chinois doré et orné de clochettes, rappelant, à s'y méprendre, l'instrument de musique qui est en Europe l'accompagne

ment obligé de la grosse caisse. Une sorte de collerette à plusieurs rangs, qui dessinait des demi-cercles sur la poitrine et dont les pointes se relevaient jusqu'aux oreilles, faisait ressembler sa majesté au classique Polichinelle. Le roi est un jeune homme de vingt ans auquel on ne paraît laisser aucune initiative; un mandarin interroge et répond pour lui. Il a été placé sur le trône par la volonté de l'empereur des Birmans; il porte en sautoir ces chaînettes d'or, insignes honorifiques si recherchés des seigneurs birmans, et dont le major Burney, premier résident anglais à la cour d'Ava, fut gratifié lui-même. La question de notre départ fut traitée et tranchée favorablement. Nous quittâmes le palais comme nous y étions entrés, au son de la musique. — L'orchestre se composait d'une guitare et d'une voix nasillarde. — Une forte averse avait dissipé les troupes royales; l'artillerie seule était encore à son poste, trois pierriers chinois fichés en terre verticalement et chargés jusqu'à la gueule nous saluèrent au passage.

La ville de Sien-Hong, qui en bali s'appelle Halévi, porte encore le nom de Sip-Song-Pana. A cette dernière qualification se rattache l'idée d'une sorte de dodécarchie dont elle est le centre et que nous avons vu commencer à Muong-Long. Les maisons, très espacées, ont toutes un chétif aspect, et donnent l'idée d'un vaste campement provisoire. Les guerres ont désolé ce pays, ruiné plusieurs fois la ville, et les habitans se sont à chaque nouvelle catastrophe groupés sur un autre point de la plaine. A cela tient la différence de deux minutes environ qui existe entre la latitude de Sien-Hong, donnée par Mac-Leod en 1836, et celle qui a été déterminée par l'expédition de M. de Lagrée en 1867. Il reste de l'ancienne ville, à 6 kilomètres de l'emplacement actuel, des briques grises éparses dans les hautes herbes, non loin du Nam-Tap, affluent du Mékong, et un reste d'enceinte en briques séparée par un ravin d'une élégante pagode bien conservée. Une fine guirlande de bois sculpté court au-dessous d'une corniche supportée par des colonnes; entre celles-ci, on a ménagé des fenêtres larges et gracieuses qui inondent de lumière l'intérieur de l'édifice.

Le Mékong, qui coule au bas de la ville de Sien-Hong, nous porte une dernière fois sur ses eaux, et nous mettons pied à terre sur la rive gauche du fleuve, sur laquelle nous n'avions pas abordé depuis Luang-Praban. Nous entrons dans un des pays les plus accidentés du monde, et les premières montagnes que nous avons à gravir se rattachent aux contreforts que projette l'Himalaya à travers le Yunan. Les indigènes nous regardent avec un mélange de défiance et de curiosité. Nous ne trouvons pour transporter nos bagages que des hommes malades, affaiblis, pris au hasard dans ce troupeau

d'émigrés que l'insurrection musulmane a chassés de leur pays. Des villages entiers sont peuplés de ces malheureux, qui semblent ne se résigner qu'avec peine à féconder un sol étranger. La marche devient plus pénible à mesure que nous nous élevons sur des sommets plus escarpés. Parvenus à 1,200 mètres au-dessus du niveau de la mer, nous ne rencontrons plus que des sauvages, et c'est à eux que nous demandons l'abri du soir. Ils n'ont point de *sala* pour les voyageurs; il faut se contenter d'une étable mal couverte où nous sommes envahis par des myriades de puces. Le sommeil, dont de rudes fatigues nous font un si impérieux besoin, ne peut triompher de ces imperceptibles ennemis. C'était la première fois que nous avions à souffrir d'un pareil inconvénient, et nous reconnaissions à ce signe que la nation justement réputée la plus sale de l'univers ne pouvait être fort éloignée. Nous avions quelque peine, dans ces petits villages, à organiser nos transports; encore fallut-il plusieurs fois admettre au nombre des porteurs des enfans et des femmes. Les hommes les plus vigoureux s'emparaient des colis les moins lourds, tandis que leurs femmes, ployant sous le faix, se passaient sur le front une lanière fixée aux plus pesans fardeaux, et marchaient comme des bœufs chargés d'un joug accablant. Peu à peu les traits qui caractérisent le Laos s'effacent dans les usages, dans les costumes et dans l'architecture. La langue se modifie et se fond dans une autre langue. Les habitans de cette zone intermédiaire ne sont, à vrai dire, ni Laotiens ni Chinois; ils mêlent dans leur langage les deux idiomes, et l'on distingue sur leurs visages des traits empruntés aux grandes races voisines. Au point de vue du langage, on passe, à partir de Luang-Praban surtout, par une succession de nuances qui ne semblent pas constituer des langues différentes, mais plutôt des dialectes spéciaux. Entre le premier et le dernier anneau de la chaîne, la distance paraît considérable; mais on reçoit une tout autre impression si l'on vient à considérer les séries intermédiaires.

Les cultures se multiplient sur les montagnes; les maisons sont petites, construites en torchis, et reposent sur le sol et non plus, comme au Laos, sur des poteaux. La porte étroite est ornée de bandes de papier rouge sur lesquelles les hiéroglyphes chinois, tracés à l'encre noire, invitent les mauvais génies à se tenir à l'écart ou rappellent au passant quelques belles maximes du moraliste Confucius. Ces villages, assis sur un mamelon ou cachés dans un pli de terrain, sont pittoresques. Nous nous y arrêtons deux fois par jour, et jusque dans les plus pauvres nous trouvons une table et des bancs, meubles précieux presque ignorés au Laos. Le sol des ruelles, les animaux, les hommes, tout semble enduit de boue

comme les maisons elles-mêmes, dont les parois, faites de paille, de terre et de bouse de vache, exhalent une odeur nauséabonde. Les buffles triomphent et se reposent; couchés dans la fange, ils regardent passer les bœufs chargés de riz; à chacun ses jours de peine : les uns creusent les sillons, les autres apportent au village la moisson battue sur place.

Les montagnes grandissent, et de vastes forêts de pins les recouvrent. Cette parure naturelle change complétement l'aspect du pays, qui devient l'un des plus beaux du monde. Des torrens écument dans les gorges, voilés par un rideau de grands arbres; quelquefois, sur une cime, un champ de sarrasin resplendissant au soleil nous donne l'illusion des neiges éternelles; la forte senteur des pins nous enivre. Oubliant les fatigues d'une ascension pénible, impatiens de voir trembler dans les vapeurs de l'horizon les sommets qui nous dominent, nous voudrions monter, monter toujours, et voir enfin le Céleste-Empire à nos pieds. Nous y touchions; les preuves matérielles venaient à chaque pas confirmer nos pressentimens : tombeaux sur le bord de la route pieusement entretenus, autels en pierre, inscriptions en caractères chinois, et jusqu'à un poste de soldats portant la queue avec cette physionomie martiale si souvent décrite. Enfin, dans l'après-midi du 18 octobre 1867, cinq mois après notre départ de Luang-Praban, seize mois après avoir quitté Saïgon, au sortir d'un col élevé, une grande plaine se développe à nos yeux, et à son extrémité s'étage sur une colline une ville véritable avec ses pignons blancs, ses murs rouges, ses toits en briques! Nous allions fouler le sol qui porte un des peuples les plus antiques et les moins connus du monde; tous les cœurs battaient d'émotion, tous les yeux étaient humides de larmes, et si j'avais dû mourir pendant le voyage, j'aurais voulu expirer là, comme Moïse sur le mont Nébo, embrassant de son dernier regard la terre de Chanaan.

L.-M. DE CARNÉ.

LE

MARI DE DELPHINE

I.

Morsan-sur-Vière, qu'on chercherait vainement dans un dictionnaire de géographie, n'est pas une de ces villes qui tiennent une grande place dans leur département. Quatre minutes vous mènent à l'extrémité de la plus longue rue; mais Morsan-sur-Vière est à quinze lieues de Paris, les maisons en sont jolies, le pays est bien situé; il y a de belles forêts tout autour, beaucoup de promenades aux environs, des ruines imposantes tout à côté; une rivière où la truite et la carpe foisonnent l'arrose et l'entoure de ses replis tortueux. Cependant qu'est-ce que la résidence d'une petite ville, si pittoresque qu'en soit le site, si l'on n'y trouve un peu de société, quelques cercles aimables où l'homme civilisé, le Français surtout, est si heureux de se retremper des fatigues ou de la monotonie de la vie journalière. Ces ressources ne manquaient même pas à Morsan-sur-Vière; mais en 185. elles étaient concentrées, on peut le dire, dans une seule maison, celle du juge de paix, M. Ducormier.

Placée au centre de la ville, étalant sa façade sur la place principale, cette maison n'était ni un hôtel, ni un château, ni une maison bourgeoise; mais elle était un peu tout cela. Elle apparaissait comme un bâtiment immense, tout rempli de chambres hospitalières et d'appartemens comfortables. On y faisait grand feu en hiver et grande chère en toute saison. Au temps des chasses, la gaîté s'y levait de bon matin et s'y couchait tard, car les danses se prolongeaient fort avant dans la nuit. M. Ducormier, le propriétaire de cet aimable logis, était toujours de la plus charmante humeur. Mme Ducormier ne le cédait pas à son mari. C'était une femme sur qui la

tristesse n'avait point de prise, bien qu'elle eût des momens de mélancolie, momens bien courts et qui finissaient le plus souvent par des éclats de rire. D'une taille moyenne, un peu ronde, avec des cheveux d'un blond châtain très abondans et très fins, les yeux gais et bons, le sourire attrayant, les mains belles, les épaules blanches, une fossette au menton et des dents qui eussent cassé des noisettes, Mme Ducormier avait passé un tiers de sa vie à tourner autour de l'amour sans mordre à la grappe. Quand on la mettait sur ce chapitre, elle ne tarissait pas. — Ce n'est pas que je sois vertueuse, disait-elle; mais j'ai peur. Quand je suis bien tranquille, le matin la tête sur l'oreiller ou le soir au coin du feu, entre un livre et une tasse de thé, l'idée d'une aventure me berce doucement. J'ai connu des gens avec qui j'aurais été bien aise d'en courir les risques. Voyager dans le pays de l'idéal avec un héros de son choix, voilà qui fait battre le cœur; mais, quand je songe aux conséquences, tout mon courage prend la fuite.

Avec ces intempérances de langage, Honorine était la plus honnête femme qui se pût voir et la meilleure. M. Ducormier, qui la connaissait de longue date, la laissait dire. Alerte, bon vivant, spirituel sous une apparence de bonhomie, ces boutades le mettaient en gaîté. Tous deux en somme faisaient le meilleur ménage; ils s'entendaient surtout pour obliger les autres; quand on frappait à leur porte, on était sûr de les trouver, et ils étaient toujours prêts à appuyer leurs bons conseils de bons services.

Au moment où commence ce récit, la petite ville était sous le coup d'une préoccupation dont la trace se faisait voir dans tous les entretiens. Un étranger jeune et galamment tourné était venu s'établir depuis quelque temps dans une bicoque du voisinage, y vivait fort à l'écart, ne recevait aucune visite et paraissait tout à fait déterminé à n'entrer en relation avec personne. Cette retraite absolue dans un âge où l'on a le goût des plaisirs et du mouvement ne laissait pas de piquer la curiosité. Chacun donnait son explication. Les femmes croyaient à un chagrin d'amour, Mme Ducormier plus que les autres : aussi l'inconnu avait-il gagné d'emblée sa plus vive sympathie. Un certain air de tristesse répandu sur sa physionomie semblait confirmer les hypothèses féminines. Quand on le rencontrait en promenade, à cheval, ce qui arrivait assez souvent, il saluait en homme qui a l'usage du monde, et ne manquait pas de se ranger poliment pour faire place aux cavalières qui le frôlaient du pan de leur longue jupe. L'une des plus entreprenantes, une Parisienne en villégiature à Morsan, avait même laissé tomber sa cravache juste au moment où elle se trouvait à côté de lui. Il s'était sur-le-champ jeté à bas de cheval, et, l'ayant ramassée, la lui avait présentée le chapeau à la main. — Merci, monsieur, avait-elle dit en accompa-

gnant ces deux mots d'un sourire et d'un coup d'œil tenus en réserve pour les grandes occasions. — Mais lui, s'inclinant, s'était éloigné sans même retourner la tête.

L'inconnu qui tenait en éveil tout Morsan était arrivé un soir au Rocher tout seul, dans une voiture qu'il avait prise à la gare du chemin de fer. Le régisseur de cette habitation, réveillé en sursaut, l'avait conduit à la plus belle chambre, dont un feu de fagots avait eu grand'peine à chasser l'humidité. Deux ou trois caisses avaient été apportées le lendemain par le messager de Morsan, et depuis lors le nouvel habitant du Rocher agissait en toutes choses comme s'il eût voulu y vivre en ermite et pour un long temps.

Le Rocher, que ses propriétaires avaient abandonné depuis un certain nombre d'années, était un petit château assez pittoresque bâti à l'extrémité d'une langue de terre, sur le bord d'un cours d'eau qui l'enveloppait de deux côtés. Des douves mal entretenues, reliées à la plaine par un pont de pierre, en fermaient la façade principale, accostée de deux tourelles d'inégale hauteur, l'une carrée et trapue, relevée de mâchicoulis, l'autre ronde et svelte et coiffée en poivrière. Entre les deux tours s'étendait un grand corps de logis avec son toit pointu, à revêtement d'ardoises. Les murailles grises étaient égayées de chaînons de briques, percées de fenêtres étroites, dont quelques-unes montraient encore leurs vitrines garnies de châssis de plomb. Au-dessus de la porte principale, dont la voûte ogivale faisait face au pont, s'ouvrait un large balcon en encorbellement garni d'une grille admirablement travaillée. Là était la grande pièce, le salon d'apparat. Le château, comme on le voit, affectait la forme d'un triangle dont la pointe aiguë était tournée vers la rivière, à l'endroit même où elle traçait brusquement un coude; des galeries délabrées et une double terrasse effondrée à demi entouraient la cour intérieure.

Le premier soin du nouvel arrivant avait été de faire pénétrer l'air et la lumière dans le château. Il s'arrangea ensuite de deux pièces auxquelles des meubles, ramassés parmi les plus solides, donnèrent un semblant de comfortable. L'hôte inattendu qui venait de s'installer au Rocher se faisait appeler M. Raymond. Ce nom prêtait encore aux commentaires. — Quand on a le visage que j'ai vu au maître du Rocher, on ne s'appelle pas Raymond, disait Mme Ducormier.

— Certainement, on s'appelle Tancrède ou Saint-Preux, répondait le juge de paix.

Tandis qu'il faisait l'objet de toutes les conversations dans la petite ville de Morsan-sur-Vière, M. Raymond, car c'était son nom, écrivait à un ami de collége abandonné dans le tourbillon de Paris :

« Tu n'as pas oublié dans quelles conditions je me suis retiré

dans cette solitude. Les soins de mon installation provisoire ont pris les premiers jours. Ce n'était pas une petite affaire que de se bâtir un nid dans ce bloc de pierres et de briques où personne n'a jamais couché depuis l'époque lointaine où Mlle de Montréjoux, ma tante, l'habitait. Le régisseur m'a reçu en homme qu'on dérange dans ses habitudes, qu'on trouble dans sa propriété. J'ai tenu bon, et à l'aide de deux fortes filles que la vue d'une belle pièce de cent sous avait subitement intéressées à ma cause, j'ai eu des draps blancs, un feu de bourrées, une soupe fumante et le râble d'un lièvre qu'on a dû braconner sur mes terres. Quand je me suis couché dans un immense lit garni de sa pente et de ses quatre colonnes torses, le vent faisait rage; les volets battaient, les portes disjointes gémissaient, les flammes mourantes de mes bourrées traçaient des arabesques folles sur les meubles de chêne noir et les solives sombres du plafond.

« Toi qui connais toutes les heures de ma vie, tu sais quel coup l'a partagée par le milieu. Le lendemain du jour terrible où Lucile est morte, il m'a semblé que j'étais en face d'un trou noir et profond. Tout s'était déchiré en moi. Je n'y sentais plus rien de vivant! Tenter quelque chose, travailler, désirer, réussir, qu'était-ce que tout cela? Je ne sortais de ma torpeur maladive que par de sourdes irritations et des accès de colère, lorsque je surprenais sur d'autres visages des sourires que je ne connaissais plus; mais l'homme n'est point fait pour ces longues souffrances, et, la tourmente passée, une heure vient où l'on reprend possession de soi-même et où l'on peut regarder au dedans de soi. On est tout surpris d'abord de voir que l'ouragan vous a laissé debout; puis on se décide à regarder la vie en face.

« Que la mienne alors m'a paru accablante et vide! Lucile morte, ce frère aîné que j'aimais comme s'il avait été mon fils s'est un jour éteint dans mes bras. A cette double perte sont venus se joindre des embarras auxquels je n'étais pas accoutumé. Mon notaire me demandait un peu de loisir pour mettre ordre à mes affaires, sans me cacher qu'elles étaient dans un état fâcheux : une débâcle, et rien dans le cœur! Où aller? J'avais un ami près des grands lacs, tout au fond de l'Amérique; je pensais vaguement à le rejoindre, lorsqu'une vieille cousine, que j'avais toujours parfaitement négligée, Mlle de Montréjoux, ayant appris que j'avais voulu me marier, m'écrit pour me féliciter, pour m'encourager à persévérer dans cette sage résolution, et me laisse le domaine du Rocher. Les bois et les quelques terres qui en dépendent rapportent à peu près sept ou huit mille francs bien nets. Ce n'est pas une fortune; mais c'est quelque chose. Je prends soudain un grand parti, et, séparé du mariage par un tombeau, j'abandonne le monde et je viens

m'installer dans cette retraite, que mon enfance a traversée. Qui m'eût dit autrefois que mon plaisir serait un jour de causer avec un ami absent à la clarté d'une lampe solitaire, dans une masure inhabitée, où les feuilles, chassées par le vent, viennent battre contre les croisées? Que l'homme est divers, ou, pour être plus vrai, que d'hommes en un seul! Mais tous, hélas! ne courent-ils pas aux mêmes épreuves par des chemins différens! Que de choses tentées et successivement usées qui ne les satisfont point, et parfois qu'il en faudrait peu pour combler ce gouffre que toute créature humaine porte en soi! Une femme m'eût suffi pour le remplir jusqu'au bord!... »

II.

A quelque temps de là, un jour, par un ciel clair, Raymond se trouvait sur la lisière d'un grand bois, à l'extrémité d'un plateau dont les déclivités se perdaient par une pente douce dans la plaine voisine, où la Vière coulait sur un lit de gravier. Il s'assit sur le tronc d'un arbre renversé, et regarda devant lui avec cette muette satisfaction d'un voyageur placé en face d'un paysage qui répond à des sympathies mystérieuses. Tandis que le coude sur le genou, la tête dans la main, comme un peintre en extase, il étudiait les différens aspects de ce vaste et sauvage plateau, il aperçut tout à coup, à l'extrémité d'un sentier dont le ruban jaune coupait les bruyères, une jeune femme suivie d'un enfant et d'un chien; l'enfant boitait, le chien gémissait et se traînait. La femme, qui portait des vêtemens simples, mais d'une coupe élégante, allait de l'un à l'autre et les encourageait de la parole et du geste. De la place où il était assis, Raymond pouvait distinguer les traits de l'inconnue. Il ne l'avait jamais aperçue au milieu des cavalcades qu'il avait rencontrées si souvent. Un visage délicat et fin, une physionomie sérieuse, un air de jeunesse et de bonté, voilà ce qu'un premier coup d'œil lui faisait découvrir. L'enfant qui la suivait avait l'accoutrement déguenillé d'un petit pâtre, sa mine était souffreteuse, ses membres grêles; il avait les pieds nus dans des sabots. Il pleurait. Arrivé à un endroit où le chemin faisait un coude, il se laissa tomber sur le talus, et, prenant l'une de ses jambes entre ses mains : — Je ne peux pas aller plus loin, dit-il.

Le chien à poils rudes qui trottait sur ses talons, la tête et la queue basses, traînant les pattes, se coucha près de lui. — Pauvre Sultan! murmura le petit pâtre, il est aussi incapable que moi de faire un pas de plus.

— Cependant, dit la jeune femme, nous ne pouvons pas rester ici tous les trois.

— Si vous nous abandonnez, Sultan et moi, si nous rentrons sans vous à la Plâtrière, je serai battu, poursuivit l'enfant.

— Je ne demande pas mieux que de t'y accompagner, au risque d'être grondée aussi. Voyons, ne peux-tu faire un effort? — L'enfant secoua la tête avec découragement. Se baissant alors avec une simplicité charmante, elle le prit dans ses bras et le souleva sans peine. — Au fait, dit-elle, tu ne pèses pas beaucoup plus que ma chère Lucette.

— Et Sultan? s'écria le petit pâtre en montrant le chien, qui trébuchait.

Elle s'arrêta fort embarrassée.

Raymond s'approcha. — Madame, lui dit-il, voulez-vous me permettre de vous venir en aide?

Elle rougit, mais, le regardant d'un air tranquille et confiant : — Bien volontiers, monsieur, vous me voyez fort empêchée.

Elle venait de reposer l'enfant sur l'herbe du talus, le chien s'était recouché près de lui. Raymond les examina tous deux. Sultan avait reçu dans l'une des pattes du train de derrière quelques grains de plomb tirés par un chasseur maladroit, et l'enfant, en voulant se précipiter au secours de son compagnon, qu'il voyait se débattre par terre en hurlant, avait fait une chute et s'était foulé le pied. Raymond eut bientôt fait de laver la blessure du chien, et, déchirant un mouchoir qu'il trempa dans l'eau d'une mare, il en fit des lanières qu'il noua autour de la cheville du bonhomme, déjà prodigieusement enflée. Le pansement achevé, il le chargea sur ses épaules et se mit en marche. Sultan, ranimé par l'eau froide et rendu plus alerte, le suivit clopin-clopant, et la jeune femme qui était venue en aide à sa nouvelle connaissance avec un empressement silencieux les accompagna d'un pas léger. Chemin faisant, ils échangèrent quelques paroles. Elle avait vu de loin le coup de fusil, la course effarée du petit berger, sa chute, l'embarras où il s'était trouvé auprès de son chien; elle était accourue. C'est alors qu'il l'avait priée de le ramener à la Plâtrière, redoutant surtout l'accueil que lui ferait son maître. Tout en l'écoutant, Raymond la regardait. Il y a des femmes qui donnent aux moindres choses une saveur particulière; cela tient-il à l'accent, au jeu de la physionomie? Le plus souvent on serait embarrassé de le dire, mais le charme existe. Celle qui marchait auprès de Raymond avait le ton juste, la parole aisée; elle commandait le respect et la sympathie par un air de franchise et de bonté.

Le petit homme, que Raymond portait sur ses épaules comme autrefois le bon pasteur de la légende biblique la brebis qu'il ramène au bercail, lui fit bientôt voir une maisonnette à quelques centaines

de pas, derrière un pli de terrain qui en dérobait à demi les toits de chaume et les enclos. Et tout à coup, faisant un geste de la main : — Voilà le maître ! s'écria-t-il.

On venait d'apercevoir un gros homme tout grisonnant, avec un visage couleur de brique, qui rajustait les ridelles d'une charrette. — Bon, grommela-t-il d'un air bourru, encore un malheur!

Il s'approcha pendant que Raymond déposait le petit Jérôme sur un banc; la jeune femme raconta au maître de la Plâtrière de quelle façon l'accident s'était produit; il n'y avait pas de la faute de l'enfant. — C'est égal, dit le paysan, je n'ai pas vraiment de bonheur;... pour une douzaine de brebis que je lui confie, encore un accident! La dernière fois, c'est une bête qui a eu le tournis! — Et où sont-elles mes brebis à présent?

— Un voisin les garde.

— Il faudra lui donner quelque chose pour ça, sans compter que le petit avec son entorse et le chien avec sa patte, ça va coûter bon... Le rebouteur pour le petit, le vétérinaire pour le chien, ce sera bien une pièce de dix francs, et je ne parle pas de la nourriture pendant qu'ils seront tous deux à ne rien faire.

— Voilà vingt francs pour les dépenses, et, s'il faut quelque chose en sus, je serai là.

— Madame, s'écria Raymond, permettez-moi d'être de moitié dans votre bonne action.

Il fouilla dans ses poches, qu'il retourna l'une après l'autre, et ne trouva rien. Il rougit. — Eh bien! reprit gaiement sa voisine, c'est dix francs que vous me devez.

— Et, ajouta maître Lerbin, qui roulait la pièce d'or entre ses gros doigts, si par hasard il y avait encore quelques petits débours, à qui faudrait-il m'adresser?

— A Mme de Busserolles à Morsan-sur-Vière, répondit la compagne de Raymond.

— Oh! M. de Busserolles, un des gros bonnets du pays!... Je le connais. Bien à vos ordres, madame.

Le chemin qu'il fallait suivre pour se rendre de la Plâtrière à Morsan ne passait pas fort loin du Rocher. Mme de Busserolles ne semblait pas embarrassée de s'y engager avec Raymond, et cependant, au moment de se mettre en route, son regard fit deux ou trois fois le tour de la plaine, rapidement, comme si elle eût voulu s'assurer qu'on n'y découvrait personne; puis, voyant que Raymond marchait à son côté, ses yeux l'interrogèrent. — Je demeure au Rocher, dit-il.

— Ah! fit-elle d'un air de surprise.

Tout en parlant, le jeune homme avait pris dans son portefeuille

une carte sur laquelle Mme de Busserolles jeta les yeux. — M. Raymond d'Ambleuse, murmura-t-elle comme si elle eût cherché à tirer une induction de la réunion de ces quelques syllabes.

— Oui, madame, M. Raymond d'Ambleuse, qui vous remercie d'avoir bien voulu l'accepter pour votre associé, et vous prie de lui indiquer le moment où il pourra solliciter l'honneur de s'acquitter envers vous.

— Oh! pas chez moi! s'écria-t-elle avec une singulière vivacité; puis se remettant, et comme si elle eût regretté d'avoir parlé trop vite : — C'est une bagatelle que vous me rendrez la première fois que nous nous rencontrerons.

— Et si nous ne nous rencontrons plus? répliqua-t-il.

— Eh bien! vous donnerez vingt francs à Jérôme, et nous serons quittes. J'ai promis un peu étourdiment de retourner à la Plâtrière, reprit-elle; si je n'étais pas libre ces jours-ci, voulez-vous me remplacer auprès du petit berger? Pauvre enfant! Onze ans, m'a-t-il dit, et il ne paraît pas en avoir plus de sept ou huit. C'est qu'il y a des enfans qui ne viennent pas bien, quoi qu'on fasse...

En disant ces mots, Mme de Busserolles soupira, et une ombre passa sur son front.

— Vous avez des enfans, madame?

— Une fille seulement.

— Que vous adorez, cela va sans dire.

— Comment en serait-il autrement? Lucette vit dans mes bras, sur mes genoux.

Elle venait de lever les yeux. L'accent de sa voix attendrie, son regard humide et rayonnant, achevèrent de gagner Raymond. Un cœur aimable se faisait voir sous cette enveloppe charmante. — Et quel âge a-t-elle, Mlle Lucette? reprit-il.

— Huit ans à peine... et petite... et mignonne... hélas! beaucoup trop! Dans les commencemens, cela ne m'inquiétait pas; mais elle ne grandit guère, et je me tourmente... Toujours pâle aussi... Rien n'y fait, la campagne, le grand air, les promenades, les soins, l'attention...

— Les caresses non plus?

— Hélas! non.

Au passage d'un endroit difficile où la gelée avait couvert les ornières d'une mince couche de glace, Mme de Busserolles fit un faux pas. Raymond lui offrit le bras.

— Je gage, reprit-il, que vous ne pourriez pas vous séparer de Mlle Lucette.

— Vous avez raison, ce serait au-dessus de mes forces; d'ailleurs elle ne souffrirait pas moins que moi de cette séparation, elle est

craintive comme un oiseau, sensible à l'excès. Pour la moindre chose, elle vient se cacher dans mes bras, comme ces insectes qui se blottissent sous un brin d'herbe au plus léger bruit.

Tout en cheminant ils étaient arrivés à l'extrémité d'un champ d'où l'on apercevait entre des bouquets d'arbres les tourelles du Rocher. Mme de Busserolles ralentit son pas et dit avec quelque embarras : — N'est-ce point le Rocher?

Raymond, qui devinait sa pensée, s'arrêta et, la saluant avec une aisance respectueuse : — Laissez-moi croire, madame, que j'aurai l'honneur de vous revoir...

Elle s'inclina, renouvela ses remerciemens sans répondre à la question qui lui était faite, ramena son voile sur son visage, et traversa la plaine dans la direction de Morsan. Raymond la suivit longtemps des yeux; quand elle eut gagné les bords de la Vière, un brouillard léger que le soir étendait parmi les prés l'enveloppa dans ses plis diaphanes, et la fit disparaître.

III.

Un beau matin, M. d'Ambleuse entendit un grand bruit à la porte du Rocher, et presque aussitôt entra chez lui comme un boulet un grand diable de beau garçon qui lui tendit la main. — M. Raymond d'Ambleuse? demanda-t-il.

Raymond s'inclina.

— Je suis le baron Guillaume de Fernay, le baron Guillaume du 4e hussards.

Et comme M. d'Ambleuse restait muet. — Parbleu! reprit Guillaume, vous êtes bien un peu parent de Raoul d'Ambleuse, qui était chef d'escadrons au 1er chasseurs d'Afrique?

— C'était mon frère.

— Eh bien! votre frère était mon meilleur ami; touchez là.

Le visage épanoui et l'air souriant du capitaine de hussards prévenaient en sa faveur. La glace rompue, Raymond lui montra un fauteuil au coin du feu et le retint à déjeuner.

Pendant qu'on dressait la table, Guillaume mit en quelques mots son hôte au courant des circonstances qui avaient trahi son incognito. Une enveloppe de lettre ramassée au pied d'un arbre sous lequel Raymond s'était endormi et transportée chez Mme Ducormier avait rendu Morsan tout entier maître de son secret. — Comme j'avais connu votre frère, ajouta M. de Fernay, on s'arrêta au projet de me dépêcher vers le Rocher avec mission de vous amener mort ou vif à la justice de paix, où vous dînerez demain, ne vous en déplaise.

M. d'Ambleuse se récria; rien n'ébranla le capitaine. Son siége était fait. — Si vous avez des chagrins, on vous consolera, reprit-il; si vous n'en avez point, vous consolerez les autres. Morsan d'ailleurs est un pays de Cocagne.

Le nom de Mme de Busserolles avait été prononcé au courant de la conversation, ainsi que celui de son mari. Le baron de Fernay paraissait les connaître beaucoup. Une chose surprenait M. d'Ambleuse, c'était le silence que la jeune femme avait gardé sur leur rencontre. La raison de cette réserve lui échappait. Il lui répugnait de découvrir une apparence de dissimulation chez une personne dont il avait conservé le plus attrayant souvenir. Quoi de plus simple cependant que cette promenade, qui n'avait pas eu de suite et qui n'avait pas été préméditée? Quel motif avait-elle donc d'en faire un mystère? Il était clair qu'elle n'en avait point parlé à son mari, puisqu'il avait comme elle gardé le silence. Il se rappela soudain le mouvement de vivacité échappé à sa compagne quand il lui avait proposé de passer chez elle pour acquitter sa dette. M. de Fernay en parlait avec un grand respect. Il s'exprimait sur le compte du mari en d'autres termes. — C'est un homme singulier, disait-il, on en raffole dans quelques maisons; il a de l'esprit, de l'entrain; toute la gaîté du ménage, c'est lui qui la dépense,... et cependant je ne puis pas le souffrir.

Ce dernier mot donna une bonne opinion de M. de Fernay à Raymond. Au dessert, les deux convives étaient tout à fait intimes. L'idée de paraître comme une sorte d'oiseau bleu dans un cercle de curieux et de curieuses qui l'examineraient de la tête aux pieds offusquait bien un peu M. d'Ambleuse; mais la pensée de revoir Mme de Busserolles et de l'étudier de plus près diminuait son ennui. — Ainsi c'est convenu, continua M. de Fernay en humant à petits coups une tasse de café brûlant,... demain je viens vous prendre, je vous enlève, s'il est nécessaire. Rappelez-vous que j'ai servi en Afrique.

Le lendemain dans la matinée, M. d'Ambleuse envoya sa carte chez Mme Ducormier, et le soir, à six heures sonnantes, conduit par une bête endiablée, fille d'un Arabe et d'une Anglaise, comme le lui apprit le capitaine, il entrait dans la cour hospitalière de la justice de paix. Il y avait douze personnes au salon. Tous les yeux se dirigèrent sur le nouvel arrivant. Mme Ducormier le mit à l'aise sur-le-champ par l'accueil aimable qu'elle lui fit. — Nous sommes de vieilles connaissances, lui dit-elle en lui donnant la main; le hasard ne s'est-il pas chargé vingt fois de nous présenter l'un à l'autre dans les bois?

Un homme d'une physionomie honnête et fine s'approcha. — Vous

me feriez grand plaisir, dit-il, si vous vouliez bien me présenter à M. d'Ambleuse, ma chère Honorine.

— Quoi! déjà les hostilités? s'écria-t-elle.

Et se tournant vers Raymond : — M. Ducormier est mon ennemi intime; aussitôt qu'il veut me perdre dans l'esprit de quelqu'un, il me jette mon nom de baptême à la tête...

Les yeux de M. d'Ambleuse firent le tour du salon sans découvrir Mme de Busserolles. Il espérait qu'elle viendrait dans la soirée.

Elle ne vint pas; mais vers dix heures M. de Busserolles entra. C'était un homme grand, osseux, large d'épaules, un peu voûté, le nez fort et pointu, le menton solide, les sourcils épais, les cheveux en brosse, les yeux clignotans, les pommettes saillantes, le teint jaune, constellé de points rouges qui piquaient les joues et le front. Il portait sa barbe en collier. Il y avait dans ses manières une apparence de distinction, mais une distinction étudiée. Au fond, ce qui dominait dans sa physionomie, c'était une expression de dureté. M. de Busserolles fit bientôt voir qu'il avait en effet de l'entrain et du mouvement. Aussitôt qu'il parut, tout s'anima. La conversation échauffée, il dressa la table de jeu, ouvrit le piano, en tira la ritournelle d'une valse, fredonna un bout de chanson qu'une dame qui se voilait de son éventail le supplia de ne pas achever, prit soudain sa voisine par la taille et la fit danser; on l'imita, et le salon fut en l'air. — Et il est perpétuellement comme ça, dit M. de Fernay à M. d'Ambleuse.

Mme Ducormier, qui venait de passer son bras sous celui de Raymond, demanda des nouvelles de sa femme à M. de Busserolles. — Un peu souffrante... C'est sa manie, répondit-il.

— Et sa fille?

— Lucette? Ni mieux, ni moins bien... Telle mère, telle fille. Là-dessus M. de Busserolles tourna les talons et courut s'asseoir à une table de lansquenet. — Ah! maintenant on va rire! s'écria l'un des joueurs.

— Le vilain homme! murmura Mme Ducormier.

Elle entraîna Raymond dans une galerie. — Vous n'avez pas de chance, reprit-elle; je ne puis vous offrir que le revers de la médaille.

— Dois-je croire qu'en parlant ainsi vous faites allusion à Mme de Busserolles?

— Certainement; elle a tout pour elle, cette chère Delphine : dévouée, compatissante, un cœur d'or où jamais n'a passé l'ombre d'une mauvaise pensée... Enfin vous la verrez, et si vous ne l'aimez pas comme nous l'aimons tous, je vous retire ma sympathie et mon estime.

Resté seul, Raymond s'approcha de quelques groupes. On pouvait dire que tout Morsan était à la justice de paix. La gaîté en province ne ressemble pas à la gaîté à Paris; elle a des allures plus libres. Une certaine distinction de convention qui est son ennemie implacable n'y a pas encore étouffé le rire. Deux personnages attirèrent particulièrement l'attention de M. d'Ambleuse. L'un deux, bruyant et brillant, avec le verbe haut, la parole animée et railleuse, cherchait à produire sensation et y arrivait quelquefois. Il avait une physionomie expressive, la bouche ironique, le regard perçant, mais inquiet, — un air d'arrogance. Il s'appelait Justin Plantier; c'était le parent et l'ami de M. de Busserolles. Il vivait chez lui. C'était une espèce d'artiste croisé d'un homme d'affaires. On l'avait vu un certain temps à Paris, où il cultivait la peinture historique. A Morsan, Justin barbouillait encore, comme il le disait en parlant de lui-même; mais depuis que le grand art s'en allait, découragé par la sottise du public, il n'avait plus de goût aux pinceaux. — Quelques ébauches pour ne pas perdre la main, et c'est tout, disait-il.

L'autre faisait avec Justin Plantier un contraste complet. — C'était un homme timide qui s'effaçait toujours et glissait plutôt qu'il ne marchait. Un air de bienveillance donnait à son visage une expression aimable. Il avait le sourire doux, le regard bon, un peu vague et contemplatif. On le connaissait sous le nom de Dominique. — Vous voyez l'homme le plus original de Morsan, dit M. de Fernay à Raymond; c'est l'homme aux rêves. Ce qu'il fait ou ce qu'il dit ne tire pas à conséquence. On l'emploie à tout. Si on a besoin de quelqu'un ou de quelque chose, Dominique est là. Il vit dans les nuages. Le pauvre homme ne ferait pas de mal à un ciron. Sa théorie se rapproche par certains côtés de celle d'un fameux philosophe allemand dont peut-être il ne soupçonne pas l'existence. Elle consiste à supposer que la vie est un rêve perpétuel, que tout ce qu'on voit est une illusion, une forme vague, quelque chose comme le reflet insaisissable d'une vision intérieure; il n'y a, selon lui, que des apparences, rien de réel, pas même vous et moi. Et tenez, écoutez-le parler. — Ma théorie n'est pas plus étrange que toute autre, mon cher monsieur, disait Dominique à un interlocuteur qui avait le sourire sur les lèvres, elle est plus consolante. Il n'y a plus de monstres, il y a des abstractions. Virtuellement rien ne me démontre votre existence; il m'est impossible de pénétrer en vous, comme il vous est défendu de pénétrer en moi. Nous sommes deux formes créées l'une par l'autre dans un milieu sans limite. Lorsque vous êtes, en dormant, sous l'empire de ce que vous appelez un rêve, entouré de créatures que vous n'avez jamais vues, qui n'ont jamais existé, qui cependant parlent, agissent et entrent en com-

munication avec vous, un des voiles de la vérité vient de tomber. Ainsi est l'universalité des choses. — Mais, me direz-vous, cependant vous pleurez, vous riez, vous aimez... Oui, sans doute... Ne vous est-il pas arrivé dans l'état de sommeil d'avoir des sanglots et des ivresses, des transports de joie et des sueurs de mort?.. Chimères pourtant que ces bonheurs et ces désespoirs! Au réveil, un autre rêve vous saisit, ou, pour mieux dire, vous le continuez sous une forme nouvelle qui n'a pas une existence plus certaine.

Quand on mettait Dominique sur le chapitre des personnes qui lui étaient sympathiques, il arrivait à une éloquence touchante. Il avait l'horreur innée du mal. — Si j'avais l'assurance que tout ce que je vois est vrai, je ne vivrais pas, disait-il. Heureusement la réflexion me démontre qu'il n'y a pas de larmes et de misères dans le sens que l'on attache à ces mots; il y a des cauchemars...

Vers minuit, Raymond voulut se retirer. Mme Ducormier feignit de le reconduire, et, allumant un bougeoir, elle le mena dans une belle chambre bien chaude où il trouva ses effets, et, sur un guéridon, les livres qu'il avait laissés au Rocher. Alors Mme Ducormier le saluant : — Vous voilà prisonnier sur parole. Si vous tentiez de fuir, les chiens ont ordre de vous dévorer.

M. d'Ambleuse devait d'abord rester quarante-huit heures à la justice de paix, il y resta toute la semaine. M. de Busserolles y vint souvent, mais toujours seul. Il avait à son service mille prétextes pour expliquer l'absence de Delphine. Un jour elle était fatiguée, un autre jour elle avait la migraine, ou bien c'était Lucette qui toussait. — Toujours le même refrain! murmurait Mme Ducormier, qui ne manquait pas chaque jour de se rendre chez son amie, et n'en revenait jamais sans une nuance de mélancolie et de préoccupation dont la trace ne pouvait échapper à M. d'Ambleuse.

IV.

Un jour, Raymond était sorti à cheval avec Mme Ducormier. Le hasard de la promenade les conduisit dans un chemin creux, à l'extrémité de la ville, presqu'à la campagne, devant une jolie maison qu'il n'avait point aperçue encore. Un grand jardin descendait entre deux charmilles jusqu'au bord de la Vière; une haie en fermait les contours. Il y avait quelque chose de mélancolique dans l'aspect de cette maison tapissée de lierre et des arbres touffus qui l'enveloppaient. Raymond se tourna vers Mme Ducormier, qui, devinant sa pensée, le prévint. — C'est la Maison-Blanche, et c'est là que demeure Delphine, dit-elle. Cette fenêtre du coin, où grimpe un

rameau de vigne, c'est sa chambre; celle où vous voyez un rideau blanc, c'est celle de Lucette.

—Voilà donc où se cache la Belle au Bois dormant! s'écria M. d'Ambleuse avec une nuance de dépit.

— Pauvre belle! murmura Mme Ducormier.

Elle n'en dit pas davantage, et Raymond n'osa poursuivre; mais le souvenir de cette maison resta gravé dans son esprit comme l'exclamation de Mme Ducormier: elle allait bien à Mme de Busserolles, elle en complétait la figure chaste et voilée. Il s'en dégageait une expression de vague tristesse et de solitude qui en achevait l'harmonie. Il savait où la prendre quand il pensait à elle, et cela lui arrivait souvent; elle s'imposait par son absence même. Devait-elle rester dans sa vie comme il l'avait vue dans la plaine, une forme légère qui s'efface dans un brouillard? L'exclamation de Mme Ducormier ne lui sortait pas non plus de la mémoire. Pourquoi ce cri inspiré par la pitié? Il y avait donc un malheur dans sa vie? Les inquiétudes que lui donnait sa fille suffisaient-elles à l'expliquer? Il n'osait pas interroger son hôtesse, lorsqu'un soir où la ville entière avait fait irruption à la justice de paix à propos d'un anniversaire, il remarqua que Mme Ducormier allait et venait avec un sourire plus gai qu'à l'ordinaire; elle semblait avoir du vif-argent dans les veines. M. de Busserolles riait, parlait, faisait grand bruit. Tout à coup une voix de femme qui chantait attira l'attention de M. d'Ambleuse. Cette voix jeune avait un timbre d'une fraîcheur et d'une pureté rares. En un instant, Raymond fut sous le charme. La voix se tut; il se leva, la porte s'ouvrit. — Quoi! c'était vous! s'écria-t-il en apercevant Delphine, qui marchait au bras de Mme Ducormier. — Maintenant que la présentation est faite, causez, dit la maîtresse du logis, qui s'éloigna.

Mme de Busserolles était un peu embarrassée. M. d'Ambleuse, qui s'en aperçut, lui vint en aide du premier mot: — Et Mlle Lucette? dit-il.

— Vous êtes bon,... elle va mieux,... elle a changé d'air pendant quelques jours, et ce changement lui a fait tant de bien que je chante... C'est ma joie qui s'exhale... J'ai beaucoup chanté autrefois.

— Autrefois?

— On devient vieux,... d'autres soins vous occupent.

Elle regarda autour d'elle d'un air troublé. — Donnez-moi des nouvelles de Jérôme, reprit-elle.

— Je l'ai revu bien des fois... Nous sommes tout à fait amis depuis l'aventure de la Plâtrière... Il court comme ses brebis.

— Que je voudrais voir Lucette courir aussi!

Malgré cet éclair de sollicitude inquiète pour sa fille, Mme de Busserolles fut gaie ce soir-là. Tout lui plaisait, l'intéressait. Elle avait le rire jeune, le regard brillant et doux, un regard charmant dont l'expression variait à toute minute, et qui disait tout. Avait-elle les yeux grands ou petits, bleus ou noirs? Raymond ne le savait pas. Que lui importait d'ailleurs? Delphine appartenait à cette catégorie de femmes qu'on peut appeler de jolies laides; elle avait la bouche trop grande, et le nez légèrement relevé du bout. Le front aussi était peut-être un peu petit, et le tout ensemble n'eût point aisément servi de modèle à un peintre pour faire une Diane de Poitiers ou quelque nymphe errant dans les paysages de la Thessalie; mais elle était de ces femmes qui n'ont rien de ce qui constitue la beauté, et qui plus heureuses ont la séduction.

Vers minuit, une personne eut l'idée d'organiser une quête au profit de métayers qui avaient tout perdu dans un incendie. Mme de Busserolles prit la corbeille où l'on devait déposer les offrandes. — Un louis par tête, et la maison est rebâtie, dit une vieille dame; on verra bien qui ne mettra pas.

Delphine parut troublée, la main qui tenait la corbeille trembla un peu. Dans la disposition où se trouvait Raymond, rien ne lui échappait. Il l'observa. La quête commencée, Delphine s'approcha de M. de Busserolles, qui jouait au whist, et lui dit quelques mots à voix basse. Raymond n'entendit pas la réponse du joueur, mais il vit le geste brusque qui l'accompagna. Delphine chercha des yeux autour d'elle d'un air d'embarras. Quand la quêteuse fut auprès de lui. — Permettez, dit-il, que je joigne mon offrande à la vôtre. — Et il posa deux louis dans la corbeille.

— Merci, monsieur, répondit Delphine.

— Qui remerciez-vous donc? demanda M. de Busserolles d'une voix dure.

— M. d'Ambleuse, qui a bien voulu être mon trésorier, répliqua-t-elle sans hésiter.

— Ah! M. d'Ambleuse, reprit le mari de Delphine avec un sourire... Eh bien! je veux lui laisser le plaisir d'être votre ministre des finances pendant vingt-quatre heures.

Le regard de Justin Plantier, qui tenait les cartes en face de M. de Busserolles, allait de Delphine à Raymond avec une expression qui parut singulière à celui-ci.

Au moment où l'on songeait à se retirer, M. de Busserolles imagina de terminer la soirée par un souper dont il fallait improviser tous les élémens. Ce fut bientôt dans toute la justice de paix un remue-ménage effroyable. On charriait les tables et les fauteuils; les plus jeunes rendaient visite aux fournisseurs de la ville, qu'ils

mettaient au pillage; Mme Ducormier gourmandait les paresseux, imposait des amendes et se multipliait. — Eh bien! qu'en pensez-vous? s'écria M. de Busserolles en frappant sur l'épaule de Dominique.

— Je rêve que je m'amuse.

— Alors rêvez que vous êtes laquais de bonne maison, et mettez le couvert, poursuivit M. de Busserolles, qui poussa Dominique vers un buffet.

Lorsqu'on eut réussi à dresser deux tables au milieu d'un pêle-mêle extravagant, la gaîté de M. de Busserolles fit explosion. Il avait le monopole des toasts, qu'il entremêlait de plaisanteries et de quolibets. C'était comme un feu d'artifice. Parfois cependant un pli rapide se creusait sur la surface mobile de son front; puis il remplissait son verre de vin de Champagne jusqu'au bord et repartait de plus belle. Delphine l'observait du coin de l'œil. Raymond remarqua qu'elle devenait plus pensive à mesure qu'il se montrait plus bruyant.

Après qu'on eut vidé tous les flacons, M. de Busserolles s'approcha de M. d'Ambleuse. — Monsieur, dit-il, vous êtes le créancier de Mme de Busserolles. C'est une affaire à régler entre elle et vous; mais vous êtes mon débiteur. Pourquoi m'obliger à vous le rappeler?

Raymond le regarda. — Et cette visite que je vous ai faite au Rocher?

M. d'Ambleuse se souvint en effet que M. de Busserolles, passant à cheval un matin devant sa demeure, avait eu la fantaisie de la visiter en détail, admirant tout, les bâtimens, l'installation, le jardin, rempli d'arbustes qui poussaient à la diable, et jusqu'aux terres dont il avait fait le tour. Raymond s'excusa. — A présent que la mémoire vous est revenue, reprit M. de Busserolles, j'espère que vous en porterez la preuve à la Maison-Blanche.

Les portes fermées sur les convives et chacun tirant de son côté, M. de Busserolles, qui jusqu'à la dernière minute avait eu la verve d'un écolier, changea subitement de visage et de ton, et s'adressant à Delphine, qui marchait à son côté : — Quelle idée avez-vous eue d'accepter ce que vous offre un étranger? dit-il.

— Un inconnu presque, murmura Justin, qui le suivait.

— Un gentillâtre qui fait le grand seigneur parce qu'il a deux méchantes tours dont les murailles menacent ruine sur un fossé!

Et comme Delphine ne répondait pas : — M'avez-vous entendu? reprit-il.

— J'ai craint d'humilier M. d'Ambleuse en refusant; on assure qu'il n'est pas riche. On dit qu'il s'est ruiné pour son frère.

— Vous voilà, ce me semble, bien au courant des affaires de M. d'Ambleuse!

Delphine se tut. M. de Busserolles, qui pressait le pas comme un homme que la colère tourmente, arriva chez lui bientôt et sonna. On fut un instant sans ouvrir. D'un voix de tonnerre il appela. — Si vous aviez l'œil sur les domestiques, les maîtres n'attendraient pas, reprit-il violemment.

— Voilà Gertrude qui descend... Elle était sans doute auprès de Lucette.

— Oh! je sais... Votre fille et vous, c'est tout; moi, je ne suis rien.

En un instant, Delphine fut au sommet de l'escalier et entra dans la chambre de sa fille. L'enfant dormait dans son petit lit, les bras roulés autour de sa tête; la mère effleura ses mains mignonnes d'un baiser et voulut les replacer doucement sous les draps. Lucette ouvrit à demi les yeux, et, souriant dans son sommeil, jeta ses mains autour du cou de Delphine. — Dors bien, je dors, lui dit-elle.

Ses lèvres tièdes se fermèrent sur un baiser, ses bras légers se détendirent, et sa tête blonde et rose resta sur l'oreiller.

Comme Delphine rentrait dans sa chambre, M. de Busserolles survint. — J'imagine, dit-il, que demain vous n'allez pas permettre à cette enfant de courir toute la journée dans le jardin?

— Mais, dit Delphine timidement, le médecin a recommandé expressément de la laisser jouer au grand air.

— Le médecin recommande ce qui lui plaît; moi, je raisonne... Votre fille n'aura pas cinq cent mille francs de dot, et il ne me convient pas qu'elle apprenne à ne rien faire.

Il s'éloigna brusquement, son pas lourd retentit dans le corridor, puis s'éteignit.

— Et tous les jours se ressemblent! soupira Delphine.

V.

M. de Busserolles était de cette famille d'hommes, répandus un peu partout, qui ont deux faces et deux caractères. Dans le monde, où on le recherchait, il se montrait bon convive, buvait sec et contait des histoires grivoises dont il avait une ample provision. A lui revenait le soin des parties de campagne qui égaient la belle saison et des divertissemens qui remplissent les longues soirées d'hiver. L'argent semblait couler de ses doigts; il jouait et perdait lestement; quand la mauvaise fortune le poursuivait, il avait une façon éclatante de rire qui secouait bruyamment sa charpente osseuse et ceux qui s'arrêtent aux apparences disaient de lui qu'il n'y avait pas dans le pays de plus magnifique joueur.

Rentré dans sa maison, M. de Busserolles était tout autre. Il taquinait et grondait. L'homme joyeux et prodigue devenait soudain tracassier, avare, quinteux; rien ne le satisfaisait; il chicanait pour un rien, et se fâchait pour un mot. Tous les comptes lui passaient par les mains, toutes les lettres sous les yeux. Sa femme vivait dans une dépendance absolue et dans une perpétuelle inquiétude. Quand il ne faisait pas retentir la maison du bruit de sa colère, il se renfermait dans un silence plein de menaces. Quelqu'un arrivait-il, tout changeait d'aspect; le loup s'enveloppait d'une peau de mouton.

Il y avait déjà un certain nombre d'années que M. de Busserolles était devenu le mari de Delphine Turquin. Le mariage avait été résolu en trois heures et bâclé en trois semaines dans des circonstances qui méritent d'être rapportées, parce qu'elles eurent leur contre-coup dans l'avenir. M. de Busserolles avait eu occasion de rendre service au père de Delphine, avec lequel il s'était rencontré aux eaux de Vichy. Le général Turquin, veuf et père de trois enfans, était à cette époque à la tête de l'un des services les plus importans du ministère de la guerre. C'était un homme d'un esprit droit, régulier et court. Lorsque Delphine, qui sortait à peine du couvent, apprit que M. de Busserolles la recherchait en mariage, elle fut saisie d'un effroi indéfinissable et s'en ouvrit à son père.

Le général haussa les épaules. — Tu n'as jamais connu que tes serins et tes poupées... Quand M. de Busserolles sera ton mari, tu l'aimeras.

Quinze ou vingt jours après cette réplique qui coupa court à toute observation, le grave et rigide directeur comptait à M. de Busserolles cent mille francs, qui représentaient la dot de sa fille, avantagée encore d'une somme pareille par avance d'hoirie, et dès le lendemain il conduisait triomphalement Delphine à Saint-Thomas d'Aquin.

La cérémonie achevée, M. de Busserolles emmena sa femme à Morsan, où il avait une maison. A cette époque, il aimait vraiment Delphine, si l'on peut donner le nom d'amour à une sorte de passion sauvage dont le premier effet devait être de redoubler le sentiment de répulsion qu'il inspirait à celle qui en était l'objet. Dans les premiers temps de leurs fiançailles, à la vue de M. de Busserolles, Delphine frissonnait. Le mariage accompli, ce sentiment d'effroi prit des proportions plus intenses et plus marquées. Il s'y joignait la pensée désolante que ce premier jour aurait des lendemains pareils, sans trêve ni repos. L'avenir lui parut noir. Des soins, des prévenances, des tendresses, auraient pu vaincre ce sentiment et le fondre, comme se dissout un flocon de neige en touchant la terre attiédie par le mois d'avril. Malheureusement M. de

Busserolles n'avait à son service que la passion, une passion violente et farouche qui s'imposait. La jeunesse et l'innocence de Delphine furent atteintes de blessures incurables. Lorsque le soir elle entendait le pas de son mari dans le vestibule de la maison, des sueurs lui montaient au front. Il entrait, faisant craquer les boiseries du plancher sous son pied solide, s'avançait tout droit vers sa jeune femme, la prenait par la taille, et, la serrant sur sa large poitrine, où elle pliait comme un jonc, il l'embrassait coup sur coup, brusquement. Ces baisers lui faisaient l'effet de morsures; son cœur en était meurtri.

Cependant, si passionnément égoïste que fût l'amour de M. de Busserolles, il ne pouvait manquer de s'apercevoir bientôt de la réserve glaciale que Delphine lui opposait. Il l'observa mieux et crut découvrir dans cette réserve tous les symptômes de l'éloignement; son amour-propre s'en irrita. Un jour, l'ayant embrassée à l'improviste, il la vit s'éloigner et d'une main nerveuse passer sur son cou le bout d'un mouchoir imbibé d'eau froide. Il courut comme un furieux après elle, et, déchirant de ses lèvres le fin tissu qui couvrait ses épaules et son corsage : — Ah! c'est ainsi, s'écria-t-il presque étouffé par le sang qui lui montait à la gorge, tu es à moi, je te garde, et rien n'y fera!

Un incident donna au ressentiment de M. de Busserolles les formes plus accusées de la haine. A la mort du général Turquin, les embarras de la succession obligèrent M. de Busserolles à rapporter les cent mille francs qu'il avait reçus en avance d'hoirie. Il ne pardonna jamais cette restitution à Delphine, qu'il accusa de l'avoir trompé, et qu'il poursuivit de ses reproches.

Pour bien se rendre compte de l'irritation tenace de M. de Busserolles, il faut dire que le rappel de ces cent mille francs arriva dans un moment où lui-même cherchait à emprunter. Ses affaires, et il en avait de plusieurs sortes, étaient embrouillées. Avec de l'intelligence et de l'activité, M. de Busserolles avait aussi, et dans une large mesure, l'esprit inquiet et l'imagination remuante. Il voulait faire fortune, et essayait de toutes les combinaisons. Tantôt il entreprenait de dessécher un marais ou d'exploiter une carrière, tantôt de se mettre à la tête d'une usine; un jour il ne rêvait plus que canaux, et le lendemain que sucreries. Heureusement il n'avait pas toujours le temps d'engager ses capitaux. Le dégoût venait souvent plus vite que la séduction, et, si la signature n'était pas donnée, on ne le voyait plus; mais, quand il avait signé, il fallait trouver de l'argent. Au commencement, ce fut aisé; plus tard il acheta le crédit dont il avait besoin à de dures conditions. Les défauts qui lui étaient naturels, la violence, l'emportement, la susceptibilité, la méfiance, subirent en quelque sorte le travail de la fermentation;

son caractère ombrageux s'accusa avec plus de force et s'aigrit. Tout retomba sur la famille Turquin, qui lui avait enlevé cent mille francs, et par contre-coup sur Delphine.

Sa passion elle-même subit l'effort du temps et s'amoindrit; presque assouvie alors, elle laissa cependant debout une jalousie intense qui s'effarouchait d'un sourire et s'irritait d'un mot. Ces jalousies féroces qui survivent à l'amour sont des phénomènes qui ne sont point rares; elles tirent leur source de l'orgueil et ne sont pas moins ardentes dans leurs manifestations que celles que la passion inspire; elles ont peut-être même plus d'âpreté. Vers cette époque lointaine se place un événement qui eut une influence considérable sur l'existence de Delphine. M. de Busserolles voyageait quelquefois pour ses affaires; dans ces occasions, il laissait sa femme à Morsan, où il lui permettait de recevoir de temps à autre des personnes de sa famille qu'il avait soin de choisir et d'indiquer lui-même. Il se trouva qu'une parente de qui Delphine pouvait attendre quelque chose en sa qualité de filleule avait un fils auquel on venait de conseiller l'air de la campagne et le repos loin de Paris. Mme de Berville, qui suivait un procès d'où dépendait sa fortune, se désolait. — Donnez-le-nous, dit M. de Busserolles, aucun pays n'est plus salubre que Morsan, et ma femme soignera votre fils comme un frère. — Trois jours après, Henri de Berville s'installait à Morsan.

A l'aspect de ce pauvre garçon qu'elle avait connu au sortir du collége tout brillant de l'éclat de la santé et qui lui revenait pâle, souffreteux, épuisé, Delphine se sentit prise d'une profonde pitié. Elle lui prodigua tous ses soins, et on put croire enfin que la jeunesse d'Henri triompherait de cette épreuve. Sur ces entrefaites, M. de Busserolles dut s'absenter; mais il exigea de Mme de Berville, qui mettait à sa disposition ses relations et son crédit, qu'elle laissât son fils à Morsan. Delphine objecta qu'Henri avait vingt ans, qu'elle était un peu jeune elle-même pour ce rôle de garde-malade auquel on la réduisait. — Votre pruderie s'effarouche bien vite, répliqua M. de Busserolles...

Et comme elle insistait : — Brisons là, reprit-il, j'ai mes raisons pour agir comme je le fais.

Henri resta donc à Morsan. Lorsque M. de Busserolles revint après une assez longue absence, le malade allait beaucoup mieux; il était même en état de partir pour l'Italie, où sa mère, rendue libre par le gain de son procès, voulut l'accompagner. Elle accabla Delphine de témoignages de reconnaissance; de son côté, M. de Busserolles ne lui épargnait pas les complimens railleurs. Sept mois après, elle accouchait d'une fille.

La jalousie de M. de Busserolles fit explosion. Elle fut terrible. Elle avait un corps, une apparence de prétexte. Il lui fit des re-

proches cruels. Ces émotions violentes, dans les jours mêmes qui suivirent sa délivrance, conduisirent Delphine aux portes du tombeau. Si timide qu'elle fût, elle avait trop de fierté pour descendre à une justification ou à des prières. Quant à lui, il avait accueilli le premier soupçon; il ne devait plus l'arracher de son cœur. Sans doute il n'aurait pas osé affirmer que sa femme fût coupable; mais il conservait un doute, et cela suffisait pour qu'il n'eût jamais pour Lucette ces caresses que les pères prodiguent si volontiers à leurs enfans. Devant le monde cependant il l'embrassait.

VI.

Peu d'années après la naissance de Lucette, et lorsque ce sentiment qui inclinait vers la répulsion montrait chaque jour une force plus vive, M. de Busserolles ramena de Paris ce parent éloigné du nom de Justin Plantier, qu'on a vu figurer au commencement de cette histoire. Il l'avait rencontré au salon de l'exposition annuelle des beaux-arts. Le peintre y jetait feu et flamme contre l'ineptie et le vandalisme du jury, qui avait refusé un de ses tableaux.

Là-dessus il conduisit M. de Busserolles dans une grande mansarde qu'il habitait à l'extrémité du faubourg du Roule, et le poussant devant une toile qui tenait tout un pan de muraille : — Hein ! qu'en pensez-vous? dit-il en se croisant les bras d'un air d'admiration. Ce Tibère est-il campé? Sont-ce là des muscles romains? Que dites-vous de ces enfans qui s'ébattent dans l'herbe et dans l'eau, de cette femme qui présente une coupe au césar?... Ce paysage n'a-t-il pas de l'air et de la profondeur?... Et là-bas, perdus dans l'ombre, ces fantômes de philosophes et de guerriers qui passent drapés dans le manteau de laine comme un souvenir vivant de la vieille Rome des tribuns, — n'en devinez-vous pas la signification symbolique? La république dans sa tristesse, l'empire dans sa fange, c'est de la philosophie à coups de pinceau. Les brutes ne l'ont pas compris... C'est à briser sa palette!

L'enthousiasme de M. de Busserolles calma les nerfs de Justin Plantier; mais sa présence ne tarda pas à lui ouvrir de nouveaux horizons. Justin Plantier appartenait à cette race d'hommes ingénieux qui ont plusieurs cordes à leur arc. Avant de s'adresser à la peinture, qui l'avait payé d'ingratitude, il avait eu des accointances avec l'industrie. Il avait traversé deux ou trois usines, et s'était trouvé mêlé à un courant d'affaires où ses aptitudes naturelles s'étaient développées plus à l'aise. Les combinaisons les plus larges, les plus hardies, pour dire le mot, étaient celles qui lui plaisaient le mieux.

Sur ces entrefaites, M. de Busserolles apparut comme une providence à Justin Plantier, qui battait le pavé en quête d'un appui. Conseillé par sa détresse et tout en le promenant par la ville, le peintre eut soin de ne pas oublier le caractère même de l'homme. Il ne lui fut pas difficile de découvrir que son parent avait le goût des affaires, des capitaux et un crédit qui lui permettaient d'en entreprendre de considérables. C'était déjà quelque chose. Cette première découverte, qui créait entre eux un point d'affinité, en amena une autre. Quand sa sotte vanité n'était point en jeu, Justin Plantier n'était pas dépourvu d'une certaine dose d'esprit. Il s'aperçut bien vite que les complimens ne plaisaient pas moins à son interlocuteur qu'autrefois les éloges à l'archevêque de Grenade : c'était le défaut de la cuirasse; il l'en accabla. Sous cette averse, la confiance et la tendresse de M. de Busserolles se développèrent et fleurirent comme l'herbe d'un pré sous les pluies tièdes du printemps; mais cette besogne ne faisait point perdre de vue à Justin le but qu'il poursuivait. Quelques confidences l'initièrent par le menu à la situation de M. de Busserolles; il en devina les parties obscures, et son imagination échauffée se mit en campagne. D'anciennes relations furent renouées, il eut vent d'une entreprise qui périssait faute d'un peu d'argent comptant, il en étudia les ressources avec finesse et rapidité, y poussa M. de Busserolles, et en un tour de main lui fit gagner une somme ronde dont par calcul il négligea de retenir une part. Du coup il eut ville gagnée. Le mari de Delphine le pressa d'associer sa fortune à la sienne. Il lui semblait que, multipliés l'un par l'autre, leurs deux génies conquerraient le monde. — Que votre appétit se contente d'abord d'un petit million; quand nous l'aurons, nous verrons après, répliqua Justin Plantier avec un sourire.

M. de Busserolles était pris au piége. Impatient d'utiliser la fertilité d'esprit de Justin, il voulut à toute force l'avoir près de lui, l'entraîner à Morsan. Justin joua l'indécision. Il n'avait pas dit son dernier mot; l'idée d'une vaste composition lui était venue qui le tourmentait. Il désirait vivre en ermite pour s'abandonner à son inspiration. — Vous travaillerez chez moi, où vous serez comme chez vous, répliqua M. de Busserolles. Vous en reviendrez avec des chefs-d'œuvre.

— Sans doute, dit Justin, mais ma liberté, ma chère liberté!

M. de Busserolles insista. Justin céda de l'air d'un homme qui fait une concession. — Eh bien! soit, dit-il, le temps de serrer mes bibelots, et j'émigre vers Morsan.

Justin, qui devait rester une saison à Morsan, en resta deux, puis trois, puis un an. Un jour vint où M. de Busserolles ne voulut plus

s'en séparer. Il en avait besoin, comme autrefois certains évêques de leurs coadjuteurs. On a dit quelque part que deux choses étaient infinies, la sottise de l'homme et la miséricorde de Dieu; il y en a une troisième qui n'est pas moins grande, c'est la toute-puissance de la flatterie. On la connaît, on la proclame, elle est encore plus étendue qu'on ne le suppose : c'est le levier qui soulèverait le monde. Cette arme n'était pas la seule qui assurât à Justin d'inépuisables prérogatives. Son savoir-faire le servait non moins utilement. Il eut la chance dès les commencemens de mêler M. de Busserolles à deux ou trois affaires heureuses, et de le tirer de quelques autres où il s'était fourvoyé. Maintenant il en rêvait de plus importantes; mais le séjour d'une petite ville ne laissait pas de l'humilier. Son amour-propre en souffrait. N'avait-il pas en outre une attitude de parasite? De là des révoltes qui le poussaient à se venger sur tout le monde de la contrainte qu'il s'imposait et de l'infériorité relative d'une situation dont il avait le sentiment. Ainsi que le disait plaisamment Mme Ducormier, avec laquelle il avait eu maille à partir, M. Justin Plantier était à Morsan comme une guêpe en villégiature.

Mais cette guêpe voulait se glisser plus avant dans la ruche où M. de Busserolles l'avait introduite. Vivant dans l'intérieur de la maison, Justin n'avait pas tardé à s'apercevoir de l'irritation croissante du mari et de la tristesse glaciale de la femme. Un abîme séparait les deux époux. Il en voulut pénétrer la cause et la connut par des indiscrétions de M. de Busserolles. Ce n'étaient que des mots, des allusions, des réticences; cependant un nom avait été prononcé, et, en groupant toutes ces menues révélations, il en déduisit l'exacte vérité. Il y avait un point noir dans ces deux existences, et ce point noir s'appelait Henri de Berville.

Dès ce moment, Justin tourna autour de Delphine. Le monde où il avait vécu au milieu des ateliers ne l'avait point accoutumé à ces grâces décentes, à ces délicatesses d'attitude et de langage qui ont leurs séductions. Il en subit le charme avec un certain étonnement, puis s'y abandonna; mais en homme habile il commença par entourer Mme de Busserolles de soins discrets où la pitié et l'attendrissement se faisaient voir plus que l'amour. Le moyen était bon; mais pour qu'il pût amener le peintre au résultat qu'il espérait, il eût fallu que l'expression de cette pitié fût sincère et qu'elle partît d'un cœur convaincu. Une des faiblesses des âmes perverses, c'est de croire que toutes les âmes ont le même degré de perversité. Justin se fatigua de ce rôle d'hypocrisie trempée de larmes. Il lui paraissait impossible d'ailleurs qu'une femme jeune et séduisante, auprès de laquelle un mari n'avait que des violences

alternant avec des regains de passion et de jalousie, ne cherchât point des distractions ou tout au moins une vengeance. Une minute dissipa les illusions qu'il avait pu se faire. Il trouva devant lui une femme courroucée dont l'indignation et le mépris avaient plus de force que son audace n'avait eu d'impudence. Elle le laissa, dans le jardin où l'explication avait eu lieu, humilié, mais cuvant son humiliation.

Le lendemain même, profitant d'une absence de M. de Busserolles, il se présenta de nouveau devant Delphine. Ce n'était plus l'homme qu'elle avait vu la veille, hardi, presque insolent. La parole était embarrassée et timide, le regard contrit. Il suppliait, et comme Delphine faisait un mouvement pour se retirer : — Je vous en prie, dit-il en joignant les mains, daignez m'écouter un instant. Si je vous ai tenu un langage blessant, c'est que je n'ai jamais rencontré de femme qui vous ressemblât. Je n'ai compris l'étendue de ma faute que lorsque vous n'avez plus été là, et j'ai pleuré toute la nuit. Ne soyez pas sans pitié!... Laissez-moi dans votre ombre... Je ne suis pas sûr d'arriver à ne plus vous aimer, mais un jour j'arriverai à mériter que vous me tendiez la main. Que voulez-vous que je devienne, si vous me repoussez?

La nature loyale de Delphine la disposait à l'indulgence. Elle savait en outre par M. de Busserolles que Justin n'avait point de ressources. Devait-elle rester inflexible devant l'expression du repentir? N'était-ce pas condamner Justin à s'éloigner de la maison et peut-être à courir au-devant de la misère? Elle lui fit voir un visage d'où la trace de la colère s'était effacée. Un éclair de pensée mauvaise traversa l'esprit de Justin; il se demanda s'il n'avait pas été dupe d'une coquetterie qui prenait au besoin le masque de la candeur et de l'indignation. Peut-être n'avait-elle été si prompte à se rendre que pour l'engager à persévérer? Elle venait de s'asseoir, il s'approcha. Delphine, éclairée par un rayon de soleil, avait la tête inclinée sur la poitrine; elle était songeuse, émue, et son trouble communiquait à ses traits un coloris qui en augmentait le charme. Justin vit dans ce silence et cette immobilité une sorte de complaisance. Il prit l'une des mains qu'elle laissait pendre à son côté et la porta violemment à ses lèvres. A cette nouvelle tentative, la pitié s'évanouit dans le cœur de Delphine; il n'y resta plus que le sentiment de mépris que peuvent inspirer à une âme noble la loyauté méconnue et la confiance abusée. Elle montra du doigt la porte à celui qui l'avait insultée, et l'indignation de son regard fut telle qu'il perdit contenance et sortit tout tremblant et livide.

Peu de jours après, Lucette jouait auprès de sa mère dans le jardin de la Maison-Blanche, au plein soleil de midi. M. de Bus-

serolles fumait en se promenant à l'écart avec Justin. Chacun des tours d'allée qu'ils faisaient lentement les rapprochait de l'enfant qui poussait des cris d'oiseau en poursuivant un papillon. S'ils s'arrêtaient, intimidée presque aussitôt, elle suspendait ses jeux. Justin l'observait avec un sourire méchant. Un instant, hors d'haleine et toute pâle, Lucette se coucha sur les genoux de sa mère. — C'est à n'y rien comprendre, dit Justin tout à coup, une réflexion vient de me traverser l'esprit, qui renverse toutes les notions de la physiologie... Vous êtes fort comme un chêne, et cette pauvre petite fille est pâle et délicate comme un roseau.

M. de Busserolles jeta son cigare sans répondre. — Est-ce que vous avez été malade autrefois? poursuivit Justin.

— Non, jamais.

— C'est singulier, singulier tout à fait, répéta le peintre; puis il se mit à fredonner un air d'opéra-comique.

VII.

La blessure une fois ouverte, Justin se chargea de l'envenimer. Toutes les occasions lui étaient bonnes pour raviver le souvenir de M. de Berville; mais il le faisait avec un art infini. M. de Busserolles, qui n'avait jamais aimé Lucette, la prit peu à peu en aversion, lentement, comme déborde un vase qu'on remplit goutte à goutte. Delphine eut peur pour sa fille, qui avait besoin de s'épanouir dans la tendresse comme une fleur délicate dans un air tiède. Pourrait-elle supporter ces rudesses? Ainsi qu'un grand nombre d'enfans débiles, Lucette avait une vivacité de perception qui lui permettait, sinon de comprendre, du moins de sentir des choses qui auraient dû la laisser indifférente et qui la troublaient. Elle comparait, elle avait des surprises, des secousses, elle avait le sentiment que l'intérieur de la maison où elle grandissait ne ressemblait pas à d'autres maisons où on la conduisait. Il y avait des différences profondes dont la cause lui échappait, mais dont elle subissait les effets douloureux. Pourquoi son père avait-il deux voix, deux regards? Pourquoi se sentait-elle glacée quand il arrivait, et prête à pleurer s'il l'appelait? Elle n'approchait qu'en tremblant et restait interdite devant lui. S'il l'interrogeait sur les choses qu'elle savait le mieux, elle les oubliait subitement, tout se brouillait dans son esprit; il y avait comme un bourdonnement dans ses oreilles. Sa mémoire, ses facultés se trouvaient paralysées.

On se souvient que M. de Busserolles avait engagé M. d'Ambleuse à lui rendre à la Maison-Blanche la visite qu'il lui avait faite

au Rocher. Trois ou quatre jours après la soirée qui les avait réunis chez Mme Ducormier, Raymond se présenta chez le mari de Delphine. Une espèce de domestique en livrée qui ajustait des lignes dans le vestibule lui répondit que M. de Busserolles était au jardin avec sa femme, et qu'il pouvait les y rejoindre. Raymond ouvrit une porte vitrée, et se trouva sur un perron dont les marches descendaient vers une allée de tilleuls; il la suivit et arriva sur le bord d'une terrasse qui dominait la Vière. Soudain le spectacle qu'il aperçut l'arrêta.

M. de Busserolles était debout devant sa fille qui pleurait, une poupée entre ses bras. Auprès du père et de l'enfant et tremblante déjà, Delphine se tenait dans l'attitude de la supplication; non loin de là, assis sur un banc et regardant l'eau couler, Justin fredonnait. — Voyons cette fable, dit M. de Busserolles en s'adressant à Lucette.

— Monsieur, répondit la mère précipitamment, Lucette est toute troublée, laissez-la-moi, et ce soir, je vous le promets, cette fable que vous lui demandez, elle la saura.

Lucette fit un pas vers sa mère. M. de Busserolles l'arrêta par le bras. — Madame, reprit-il, quand vous accablez cette enfant de caresses inutiles, je n'interviens pas. Veuillez ne pas intervenir non plus quand je l'interroge.

Et se retournant vers Lucette : — Vous m'avez entendu, je crois?

L'enfant baissa les yeux, les essuya du bout des doigts, ouvrit la bouche, gratta le sable avec son pied, rajusta la robe de sa poupée, qu'elle fit passer du bras droit sur le bras gauche, et resta muette. M. de Busserolles fronça le sourcil. — Cette poupée vous cause des distractions, donnez-la-moi, dit-il.

Lucette hésita. — Je vous préviens, s'écria M. de Busserolles, qui la lui arracha des mains, que si tout de suite vous ne répétez pas votre leçon mot à mot, je mets en pièces cette poupée qui fait que vous n'obéissez plus!

— Oh! monsieur, dit Delphine.

M. de Busserolles lui lança un regard impérieux. Lucette, qui tremblait de tous ses membres, joignit les mains. — Voilà! dit-elle d'une voix étranglée, j'y suis.

Et faisant un effort, les yeux sur sa poupée, elle commença :

Un agneau se désaltérait
Dans le courant d'une...

Mais elle ne put aller plus loin. — Je vous avais prévenue, dit M. de Busserolles. Et, faisant tournoyer la poupée dans le vide, d'un coup violent appliqué contre le tronc d'un arbre il lui fit voler la tête en

éclats. Lucette poussa un grand cri et tomba raide. Pendant toute cette scène qui n'avait pas duré deux minutes, Raymond, immobile auprès d'un massif d'arbustes qui le cachaient à demi, n'avait osé ni s'avancer ni reculer. Pas un mot, pas un geste ne lui échappait de ce qui se passait sur la terrasse. Il voyait le visage décomposé de Delphine, les traits livides et bouleversés de Lucette, le sourire de Justin, la physionomie dure et méchante de M. de Busserolles. Lucette par terre, Delphine sauta sur elle et l'enleva dans ses bras. — Elle est sans connaissance, voyez! s'écria-t-elle.

M. de Busserolles frappa du pied. — A son âge, déjà des évanouissemens, cela promet! dit-il.

Il se retournait, Raymond parut. — Ah! voici M. d'Ambleuse! fit-il en changeant de visage.

Et le prenant par la main, tout souriant. — Ma chère Delphine, reprit-il, un ami qui nous arrive, notre voisin du Rocher.

Et comme Delphine ne répondait rien : — Vous assistez à une petite scène de famille, continua M. de Busserolles. Une légère correction vient d'être infligée à cette enfant... Elle est si bien gâtée par sa mère, qu'un mot la met dans l'état où vous la voyez... C'est une pitié... Vous serez père un jour... Vous saurez alors qu'il faut quelquefois un peu de sévérité, quelque chagrin qu'on en éprouve.

M. de Busserolles s'approcha de Lucette, et lui passant la main sur la tête : — Eh bien! qu'est-ce, voyons?... Ce n'est donc pas fini?

Lucette ouvrit les yeux et se dressa soudain comme si elle eût été galvanisée par le son de cette voix. — Voilà qui est fait...; on te pardonne, poursuivit M. de Busserolles.

Et se tournant vers M. d'Ambleuse de l'air le plus aimable : — Les amis d'une maison doivent s'habituer à ces épisodes de la vie domestique qui sont comme de légers nuages dans un ciel bleu.

Raymond s'inclina. — Et, pour vous donner la preuve que nous vous comptons déjà parmi les nôtres, permettez-moi d'agir avec vous sans façon. M. Plantier vous dira qu'on nous attend ici près pour une affaire qui a quelque importance. L'heure de nous y rendre est venue; mais Mme de Busserolles saura vous garder auprès d'elle.

Là-dessus le maître de la Maison-Blanche donna une vigoureuse poignée de main à Raymond et sortit avec Justin. Seul auprès de Delphine, Raymond la regarda avec une telle expression de respect et de pitié qu'elle lui tendit la main. — Comprenez-vous à présent pourquoi j'aime les enfans et pourquoi j'ai peur? dit-elle.

Lucette courait déjà vers sa poupée. Quand elle vit ce corps sans tête, elle éclata en sanglots. Sa mère la prit sur ses genoux. — Je t'en supplie, dit-elle, tu ne sais pas le mal que tu me fais...

— Eh bien! je ne pleure plus, regarde...

Lucette lui montra un visage tout ruisselant de larmes, au travers desquelles un sourire essayait d'apparaître. — Voulez-vous me permettre d'embrasser votre fille? dit Raymond.

L'enfant le regarda et se laissa aller dans ses bras. M. d'Ambleuse avait devant lui une frêle créature dont le visage mignon était éclairé par deux grands yeux pleins d'une mélancolie profonde. Un fin réseau de veines bleues courait sous l'épiderme transparent de ses tempes et de ses joues. Elle repoussait de ses petites mains une forêt de cheveux blonds répandus autour de son cou, et d'un regard craintif elle examinait les traits inconnus de celui qui l'avait prise sur ses genoux.

Bientôt rassurée, Lucette s'abandonna sans résistance aux mains qui la caressaient. — Dites-moi, chère enfant, reprit Raymond; votre poupée était un peu vieille, voulez-vous que je vous en apporte une toute neuve que je connais?

Lucette eut un mouvement de joie, ses lèvres douces cherchèrent le visage de Raymond; puis, réfléchissant, d'une voix plaintive : — Non, dit-elle, cette poupée-là pourrait mourir aussi, et ça me ferait trop de peine!

— On la soignera bien, et elle vivra longtemps.

L'enfant réfléchit encore, et, secouant la tête : — Non, quand les poupées ne meurent pas, on les tue.

Ainsi surprise dans une de ces heures d'anxiété douloureuse où le cœur est tout prêt à s'ouvrir à la sympathie, Delphine s'épancha. — Vous m'avez vue l'autre soir, j'étais heureuse, dit-elle; Lucette avait les joues roses... Ce soir elle aura la fièvre, demain elle aura autour des yeux un cercle bleuâtre que je connais, et qui me fait peur...

Elle essuya le bord de ses paupières. — Elle ne parle pas comme les enfans de son âge, ma Lucette; elle n'a pas leur regard,... leur accent;... cela m'inquiète. A huit ans, cela fatigue... C'est comme un poids lourd qu'on mettrait sur un arbrisseau; l'arbrisseau plie... Si vous saviez toutes les questions qu'elle m'adresse, et comme elle prend garde à tout!...

La conversation commencée, Delphine parla de son mariage, des conditions où il avait été conclu. Il y avait une foule de points sur lesquels ses idées n'étaient point d'accord avec celles de M. de Busserolles. — J'ai probablement tort, ajouta-t-elle.

— Une chose m'étonne, dit alors M. d'Ambleuse; je ne croyais pas que M. de Busserolles m'accueillît avec cette cordialité, j'allais presque dire cet empressement.

— Cela m'étonne aussi. Ce n'est pas dans ses habitudes, ni dans

ses goûts... Il est rare que M. de Busserolles ouvre sa maison. Il y a peut-être quelque chose que nous ne savons pas.

Ces derniers mots, qui mettaient Raymond de moitié dans la pensée de Delphine, le pénétrèrent d'un sentiment de joie intime et reconnaissante. Quelque chose en parut sur son visage, dont Mme de Busserolles s'aperçut. Émue aussi, elle détourna les yeux, les porta sur sa fille. Lucette venait de creuser un trou sous un rosier du Bengale qui avait encore quelques fleurs pâles, et achevait d'y enterrer sa poupée. Elle dressa ensuite sur la petite fosse une croix faite de deux brins de bois mort noués par un bout de fil, et rejoignit sa mère tristement.

Raymond se leva. Comme il prenait congé de Delphine, Lucette l'arrêta par un geste gracieux. — Tu reviendras? dit-elle.

En se retirant, M. d'Ambleuse était sous l'empire d'un trouble dont il connaissait tous les symptômes; il aimait Delphine, il aurait voulu écarter d'elle toutes les souffrances qu'il y découvrait, l'emporter au loin, la soustraire à ce milieu sombre, et, s'il ne pouvait y parvenir, s'y enfermer avec elle. Il sentait déjà que sa vie s'écoulerait dans l'air que respirait Mme de Busserolles.

Une grande préoccupation attendait Delphine le lendemain à son réveil. Lucette avait la fièvre avec des éclairs de délire. Le médecin fut appelé. Les symptômes qu'il remarqua l'étonnèrent; il recommanda le silence et le repos absolu. — Nous la tirerons de là, dit-il à Mme de Busserolles, le mal n'a pas de profondes racines;... mais prenez garde, votre fille a une nature si nerveuse que de trop fortes secousses pourraient devenir graves.

A l'heure du déjeuner, M. de Busserolles, qui avait passé la matinée avec un homme d'affaires, fut informé de l'indisposition de Lucette. — Encore! s'écria-t-il. — Et frappant du pied avec impatience : — Cela ne vous empêchera pas, j'imagine, de veiller à ce que tout soit prêt samedi prochain?

Delphine le regarda d'un air de surprise. — Ne vous l'ai-je pas dit? continua M. de Busserolles, nous attendons le préfet... Il y aura souper,... concert... et bal...

— Et Lucette, monsieur?

— Eh bien! quoi! Lucette? Ne faut-il pas que tout s'arrête parce que votre fille a la fièvre?

Mme de Busserolles espérait que l'état de Lucette s'améliorerait avant cette échéance tant redoutée du samedi; mais il n'en fut rien. Le mieux ne vint pas, la fièvre persistait.

Le grand jour arrivé, Delphine pria M. de Busserolles de la dispenser d'assister au dîner et au bal. — Le préfet me comprendra, dit-elle, il s'agit de ma fille.

— Il s'agit pour moi des affaires les plus sérieuses... Vous serez mère demain, soyez femme aujourd'hui...

Le soir, il y eut trente personnes à table, parmi lesquelles presque tous les habitués de Mme Ducormier. Celle-ci mit Raymond au courant de ce qui s'était passé. — Et voilà dix ans que cela dure!... Delphine en avait dix-sept quand on l'a conduite ici,... et jamais une plainte,... jamais une révolte!.. Ah! continua-t-elle en faisant rouler son éventail entre ses doigts, les philosophes de tous les temps ne nous épargnent ni les sarcasmes ni les dédains, la Bible elle-même nous traite lestement. Je ne sais si nous méritons tant de colère et d'ironie; mais, quand les hommes s'en mêlent, ils sont féroces et d'un bond nous dépassent.

VIII.

Vers le milieu de la soirée, Raymond crut remarquer que Dominique tournait autour de lui comme s'il avait une envie secrète de lui parler. Il l'aborda. — Est-ce que vous avez quelque chose à me dire, monsieur Dominique?

— Moi? s'écria le rêveur intimidé; puis, se remettant et jetant les yeux de tous côtés : — Eh bien! oui! j'ai à causer avec vous.

— Causons donc.

Dominique le prit à part, et d'une voix inquiète : — Je poursuis un triste rêve en ce moment. Il me semble que je suis dans une maison toute remplie de bruits. Je crois y voir des femmes parées qui dansent,... et la meilleure d'entre elles a du chagrin,... un chagrin qui la mine et la ronge...

L'expression de la surprise parut sur le visage de Raymond.

— Ce que je dis vous étonne? Oh! je vois bien d'autres choses encore... Comme rien ne me distrait, à mesure que les rêves passent, je les regarde... On parle de moi comme d'un homme qui n'a pas tout son bon sens... On en rit;... mais au fond je sens bien que je ne suis pas fou... Est-on fou parce qu'on rêve qu'on aime une femme qui s'appelle Mme de Busserolles?

— Quoi! vous?

— Oui, je l'aime, et vous l'aimez aussi, reprit Dominique avec force, et c'est pour cela que je vais à vous. Je crois voir qu'elle n'est pas heureuse... Protégez-la. Moi, je suis un pauvre homme,... je ne puis rien.

On entendit un éclat de rire et aussitôt la voix de Justin. — Voilà l'être méchant, soupira Dominique; mon rêve se gâte dès que je le vois. Tenez, le voilà qui s'attaque à M. de Fernay, et le beau capi-

taine ne s'aperçoit pas que le pinceau cassé du peintre se moque de son sabre.

Justin en effet pressait M. de Fernay de raconter un épisode de sa vie militaire. Il s'agissait d'une charge qu'il avait exécutée en Afrique pour dégager une avant-garde menacée par une nuée d'Arabes. C'était la vingtième fois qu'il lui en faisait recommencer le récit sans que Guillaume s'en aperçût jamais, et chaque fois il y trouvait un divertissement nouveau. — C'était dans la province d'Oran, n'est-ce pas, sur la frontière du désert?

— Au-delà d'El-Habaïça, répondit naïvement le capitaine.

— Et vous n'aviez qu'un peloton sous la main?

— Cinquante hommes à peu près.

— Mais tous des hussards du 4e, hussards de la tête aux pieds!

— Avec une escouade de spahis qui nous servaient d'éclaireurs.

— Quand vous êtes arrivés sur le terrain, l'infanterie formait le carré?

— On aurait dit un petit rocher de granit assailli par mille vagues écumantes... Les burnous blancs et les haïcks tourbillonnaient autour des capotes grises.

— Cela se voit d'ici... Racontez donc cet épisode des guerres d'Afrique à notre cher préfet. Tout ce qui a trait à l'héroïsme de l'armée l'intéresse, et on n'a pas tous les jours le bonheur d'en avoir auprès de soi un glorieux représentant. Vous étiez donc à peu près soixante sabres contre mille yatagans?

— Mille ou quinze cents tenus en échec par une poignée de baïonnettes.

— Cependant tous ces braves fantassins allaient battre en retraite, décimés par le fer et le plomb de l'ennemi?

— Quelques centaines de pas nous en séparaient; alors, me dressant sur ma selle : Camarades, m'écriai-je, faisons voir à ces moricauds que les hussards de France valent les chasseurs d'Afrique! Il y a là-bas des camarades à délivrer... Marchons. — Je partis à fond de train. Le sabre au poing, nous tombons sur les Arabes, et nous trouons cette cohue comme un coin de fer s'enfonce dans le tronc d'un arbre. Les fantassins voyant cela, s'élancent au pas de course, la baïonnette en avant, et nous rejoignent. Alors tous ensemble, au cri de vive la France, nous chargeons le reste de la bande.

— Vous en faites un abattis?

— Et ceux qui avaient encore le pied à l'étrier s'échappent au galop. Bientôt après, on ne voyait plus trace à l'horizon de ce nuage de burnous. Par exemple, il y en avait bien deux cents par terre.

— Pour votre part vous aviez deux blessures!

— Oh! rien! cette estafilade au milieu du visage et une déchi-

rure à l'épaule... Le soir, quatorze hussards manquaient à l'appel.

— Et trois spahis, je crois?

— Tous morts bravement, le front à l'ennemi, faisant leur devoir. Quand je me vis sur le champ de bataille, entouré de tous ces braves gens qui criaient : victoire! les fantassins embrassant les cavaliers, tonnerre! je n'aurais pas donné mon sabre pour la couronne d'un roi!

— Quel spectacle! Si je peignais encore, je l'immortaliserais sur la toile... Et tout cela n'a point empêché le gouvernement de vous oublier.

— Un peu. J'avais la croix d'officier, on ne pouvait m'offrir que l'épaulette de chef d'escadron. On l'a négligé, et le dépit m'a fait donner ma démission.

— Et tout Morsan-sur-Vière s'en félicite, puisqu'on vous a...

— Moi, j'ai quelquefois regretté ma détermination; mais qu'importe après tout? L'armée est pleine de capitaines qui me valent; au premier coup de clairon, ils mèneront leurs soldats à la bataille comme j'y ai mené mes hussards... Un homme n'est rien; le pays, c'est tout!

Justin poussa un cri d'enthousiasme et battit des mains. — Si dans son rêve M. de Fernay finit par deviner que le rapin se moque de lui, ça tournera mal, murmura Dominique.

Toutefois la soirée se passa sans encombre, et la gaîté des convives ne fut troublée par aucun nuage. Quand ils se furent retirés, l'amphitryon, qui paraissait triomphant, s'approcha de sa femme. — Vous êtes tout à fait bien avec M. d'Ambleuse? lui dit-il.

— Il me témoigne un intérêt que je crois sincère, répondit Delphine, dont le cœur se mit à battre.

— A votre fille aussi, ce me semble?

— A Lucette aussi, et je lui en suis reconnaissante.

— Tant mieux!.. Cette affection qu'il vous fait voir me permet d'espérer, s'il vient à vous parler d'une affaire dont je dois l'entretenir, que vous pourrez nous aider un peu.

— Quelle affaire?

— Oh! rien de plus simple. Mon ami Justin, qui en a eu la première idée, peut vous dire qu'il s'agit de quelques méchans bouts de pré que je veux lui acheter. Seulement je désirerais que nos signatures fussent échangées avant huit jours.

— Avant huit jours! Pourquoi cette précipitation?

— Je vois qu'avec vous il faut mettre les points sur les *i*. Sachez donc que, lors de mon dernier voyage à Paris, le hasard m'a mis au courant d'un projet de chemin de fer dont le tracé est à l'étude. Encore quelques formalités, et le décret sera rendu public. Or ce chemin de fer passe justement sur les prés dont je vous parle, et la

valeur en sera décuplée. Il s'agit de décider M. d'Ambleuse à me céder ces terrains avant que cette affaire ne soit ébruitée.

Delphine regarda son mari. — Voyons! je n'ai pas bien compris. Si les terrains, dites-vous, décuplent de valeur, pourquoi ne pas en laisser profiter M. d'Ambleuse? — M. de Busserolles était embarrassé. Ce fut Justin qui se chargea de répondre.

— Mais, dit celui-ci, du moment qu'on lui achète ses prés à leur valeur, il est vraiment bien à plaindre!

— C'est juste, continua M. de Busserolles, nous lui offrons de lui prendre ses terres au prix d'estimation. Doit-il bénéficier d'une éventualité qu'il n'a pas su prévoir, d'un événement sur lequel il n'a pas dû compter?

— Monsieur, dit alors Delphine, je n'entends rien aux affaires, vous le savez. Vous ne m'avez jamais communiqué vos projets. Souffrez donc que je reste étrangère à celui-ci.

M. de Busserolles fronça le sourcil, et d'une voix brève : — Une femme dévouée, dit-il, prend à cœur les affaires de son mari, et non celles des autres. Votre froideur me donne à réfléchir. Savez-vous qu'on commence à remarquer que M. d'Ambleuse vient beaucoup ici?

Delphine reçut le lendemain la visite de Raymond; elle en fut troublée, et quelque chose en parut sur son visage. — Qu'avez-vous? lui demanda Raymond.

— Rien, répliqua-t-elle en baissant les yeux.

Sa pensée inquiète glissa sur M. de Busserolles, qu'elle ne pouvait plus estimer... après ne l'avoir jamais aimé, puis se fixa sur M. d'Ambleuse. Avec la rapidité d'un éclair, elle compara sa destinée avec celle qu'un sort plus clément aurait pu lui faire. Elle ne s'était jamais interrogée et ne savait rien des sentimens qui agitent tant d'autres femmes. La seule pâture de son cœur avait été sa fille; celle-ci faisait le charme et le tourment de sa vie, et semblait en fermer l'horizon. Elle venait tout à coup d'y découvrir autre chose. Un flot de sang monta à ses joues. Elle sentait que M. d'Ambleuse la regardait, et son trouble s'en augmenta. — Vous n'avez rien? reprit Raymond. Je ne sais donc pas lire sur votre figure; j'y croyais voir l'expression de la tristesse.

— J'ai une crainte, dit-elle sans lever les yeux et en feignant de chercher des laines dans une corbeille.

Lucette, que la fatigue surprenait vite dans ses jeux, vint en ce moment, tout essoufflée, se coucher sur les genoux de sa mère. Quand on aime une femme, un sentiment difficile à analyser vous fait aimer son enfant; on ne voit plus en lui la preuve vivante que cette femme appartient à un autre, on ne considère qu'une chose:

c'est que cet enfant est quelque chose d'elle, et à cause de cela il vous devient cher. Ce sentiment presque indéfinissable, Raymond l'éprouvait. A la vue de Lucette et de son front pâle, il crut tenir la cause des préoccupations de Delphine. — Est-elle souffrante? reprit-il en se penchant sur elle.

— Non, il ne s'agit pas de Lucette, répondit Delphine en passant la main sur les cheveux de l'enfant, qui déjà sommeillait à demi.

Le regard de Raymond l'interrogea. Elle hésita, puis en balbutiant : — Peut-être un jour arrivera-t-il où nous ne pourrons plus nous voir.

— Et pourquoi?

— Votre présence m'est un appui et une consolation. Ce sont des bonheurs auxquels je ne suis pas habituée.

Elle craignit d'en avoir trop dit, et se reprenant : — Vous ne connaissez pas M. de Busserolles,... des riens l'offusquent;... il est sujet à des irritations et à des impatiences qui ne s'apaisent jamais qu'à demi,... et des circonstances peuvent se présenter où vous remarquerez qu'il vous fait un accueil moins amical.

— Quelques paroles de lui vous ont-elles fait pressentir ce changement?

— Non, répliqua Delphine les yeux fixés sur sa tapisserie ; mais je ne voudrais pas vous y exposer.

Il y eut un silence. Elle sentait son cœur battre à coups pressés. En se prolongeant, ce silence augmentait l'embarras qu'elle éprouvait et dont les tristesses n'étaient pas sans une mystérieuse douceur. Elle fit un effort pour s'en dégager, étonnée qu'une pensée nouvelle la détournât de celles qui jusqu'à ce jour l'avaient uniquement occupée. — Enfin, reprit-elle, si moi-même je vous conseillais de ne plus revenir, que feriez-vous?

— J'obéirais, répondit M. d'Ambleuse tristement.

Les plus simples paroles sont quelquefois celles qui produisent le plus d'effet. Les yeux de Mme de Busserolles devinrent humides. Comme elle inclinait la tête pour que Raymond ne s'en aperçût pas, Lucette, que le bourdonnement des insectes tourmentait dans son vague sommeil, fit tomber en s'agitant un léger voile étendu sur son visage. M. d'Ambleuse le ramassa pour l'en envelopper ; mais l'enfant jeta un de ses bras autour de son cou, et les yeux à demi ouverts, d'une voix douce, souriant à sa mère, elle dit : — Tu l'aimes bien, n'est-ce pas?

Delphine devint pourpre, se leva et quitta le jardin, tenant Lucette dans ses bras et cachant son visage contre le visage de l'enfant.

Cependant les nouvelles que M. de Busserolles reçut de Paris l'engagèrent à ne pas conclure le marché dont il s'était montré si pressé

de parler à M. d'Ambleuse. L'affaire du chemin de fer était ajournée. Il ne fallait pas rompre non plus, mais au contraire rester en bons termes avec le propriétaire du Rocher. Raymond revit donc Delphine, et peu de jours après une partie de campagne, arrangée par Mme Ducormier et le beau Guillaume, les réunit sur le chemin d'un vieux château-fort dont les ruines attiraient chaque année aux environs de Morsan un grand nombre de peintres et de curieux.

IX.

Les ruines d'Armentières occupaient un promontoire de collines d'où la vue rayonnait sur une vaste étendue de pays. Les murailles écroulées tombaient de toutes parts dans des massifs d'arbustes. Leurs arêtes vives, hérissées d'échauguettes et de créneaux, profilaient dans l'espace une ligne pittoresque de tours éventrées et d'arceaux rompus entre lesquels tournoyaient sans cesse les oiseaux de proie et les corneilles. Une de leurs extrémités s'avançait par une sorte de rampe étroite et malaisée jusqu'à une saillie de rocher où l'on voyait des restes de fortifications. Cette partie du château, qui avait la forme d'un bec et en portait le nom, dominait la vallée d'une hauteur vertigineuse. Sur la pente abrupte, les pierres des murs renversés s'étaient éboulées, arrêtées çà et là dans leur chute par un fouillis de broussailles d'où sortaient quelques arbres tordus par le vent.

Un bois séparait Morsan des ruines où l'on devait passer la journée. On s'y dispersa à l'aventure. Delphine et Raymond se trouvèrent bientôt en avant. Les premiers, ils atteignirent la base de l'escarpement au sommet duquel se dressaient les remparts et les courtines, autrefois battus, disait-on, par le canon de Richelieu. Ils y montèrent par un sentier dont le sillon filait comme une couleuvre à travers les buissons de houx et de genévriers qui couvraient la colline. Delphine gravissait lestement, appuyée sur le bras de Raymond, qui croyait sa marche allégée par ce poids.

Quand ils furent tout en haut, le cercle immense de l'horizon s'ouvrit tout à coup devant eux. Ils avaient à leurs pieds des champs et des forêts sans limites à demi noyés dans la vapeur dorée du matin. Les corbeaux volaient pesamment parmi les pans de murailles, et deux éperviers poussant leurs cris de guerre traçaient de grands cercles dans l'espace. Du fond du bois s'élevaient jusqu'à eux les éclats de rire et les appels joyeux des compagnons qui les suivaient. Une impulsion secrète leur fit prendre le chemin de cette langue de terre, jetée comme un pont entre la colline sur laquelle

reposaient la masse imposante des ruines et la pointe aiguë du rocher qui la terminait. Ils étaient l'un et l'autre gagnés par l'ivresse de la solitude. La route était ardue et semée de difficultés : aux deux côtés, les déclivités raides de l'abîme; sous leurs pieds, l'arête étroite d'un escarpement taillé en dos d'âne. Delphine s'avançait lentement, à côté de Raymond, posant un pied léger sur les pierres mal assujetties, et laissant à peine sa trace sur l'herbe sèche qui tapissait la crête de ce sentier aérien. La compagnie de Raymond lui donnait du courage, lui communiquait même une sorte de témérité fiévreuse. Bientôt ils eurent atteint le cap qui fermait l'enceinte du château-fort du côté de la plaine. Là devait être jadis un poste avancé, une tour menaçante et suspendue dans l'espace, qui commandait et surveillait le pays; les fortes murailles en avaient été rasées au niveau du sol. On avait le vide devant soi, autour de soi.

Mme de Busserolles oubliait sa main dans la main de M. d'Ambleuse. Jamais ils n'avaient été plus seuls. Quelques ronces et des arbrisseaux enchevêtrés qui avaient crû parmi les décombres les cachaient à tous les yeux. La voûte bleue du ciel s'étendait sur leurs têtes, s'appuyant au loin sur le cercle immense formé par l'horizon. Tout agitée encore par l'ardeur de son ascension, Delphine, debout sur l'arête tranchante du rocher, regardait devant elle. Raymond la contemplait. Le vent faisait claquer autour de ses hanches les plis flottans de sa robe; les lèvres entr'ouvertes, elle en aspirait le souffle. Elle était dans l'extase; enivrée, elle serrait la main qui la soutenait. Elle aperçut alors dans l'éloignement un humble toit à l'extrémité d'une lande. Son regard le désigna à M. d'Ambleuse. — Oui, dit-il, c'est là que je vous ai vue pour la première fois. Je passe peu de jours sans retourner à la Plâtrière, et je suis le même chemin que nous avons suivi.

— Depuis que je vous ai rencontré, il me semble que je ne suis plus seule.

Raymond porta silencieusement la main de Delphine à ses lèvres. Elle rougit.

— J'ai peut-être tort de vous parler ainsi; mais il me semble que dans cette lumière qui nous enveloppe, sous ce ciel pur, vous ouvrir mon cœur, ce n'est pas mal faire...

Une voix violente qui l'appelait du milieu des ruines l'interrompit. — Dieu! fit-elle, M. de Busserolles!

— Eh bien?

— Il nous cherche, et, s'il me trouve ici avec vous, je suis perdue!...

Le nom de Delphine retentit de nouveau avec plus de force et

d'âpreté : — Entendez-vous? la colère le gagne ! il me tuera ! reprit-elle.

Raymond s'approcha de l'arête du rocher qui faisait saillie sur l'abîme : — Eh bien ! dit-il, en cinq minutes, je puis être là-bas.

— Vous ! dans ce gouffre ! ah ! Dieu !

Elle l'enlaçait de ses bras ; il se dégagea, et la bouche à son oreille :

— Qu'ai-je à craindre maintenant?... Tu m'as donné des ailes !

Il se laissa glisser dans le vide. Delphine tomba sur les genoux. La voix éclatante de M. de Busserolles l'appelait toujours. Il approchait.

— Mais où donc êtes-vous? criait-il.

Penchée sur l'abîme, elle regardait effarée, ne l'entendant plus. Raymond descendait, s'accrochant aux arêtes de la pierre, aux racines, aux longs rameaux des broussailles, et faisant pleuvoir autour de lui les branches mortes et les cailloux entraînés par son passage. Un dernier bond lui fit toucher le sol, et, courant dans le bois, il se mit à chanter. La sueur d'angoisse au front, Delphine se releva.

— Répondrez-vous enfin? cria la voix irritée de M. de Busserolles.

Elle fit un effort, et, se traînant de son côté, elle entr'ouvrit le rideau de broussailles qui embarrassait l'entrée du promontoire et se montra.

— Vous, là ! et seule? ajouta M. de Busserolles.

— Seule, reprit-elle d'une voix mourante.

M. de Busserolles s'élança vers la rampe. Bientôt il fut auprès d'elle, et son œil défiant se promena de tous côtés. Il fit avec précipitation le tour du roc. Personne... Presque aussitôt il entendit la voix de M. d'Ambleuse, qui tournait le pied du promontoire.

— C'est impossible cependant, fit M. de Busserolles, qui se pencha sur l'abîme.

Delphine s'appuyait des épaules au tronc d'un petit frêne qui poussait entre les pierres.

— Mais venez donc ! s'écria M. de Busserolles, qui la saisit vivement par la main. Si je restais ici plus longtemps, le vertige me prendrait.

Quand Delphine et M. de Busserolles reparurent au milieu des ruines, la compagnie s'était rassemblée à l'abri d'un bouquet d'arbres qui croissaient au milieu d'une salle effondrée. M. d'Ambleuse était assis sur un quartier de pierre. Justin Plantier l'observait. On revint en voiture aux approches du soir. Un hasard avait réuni Delphine et Raymond sur la même banquette d'une légère américaine qui appartenait à M. de Fernay. Le capitaine s'était fait un malin plaisir de forcer Justin à monter dans un break énorme traîné

par quatre chevaux du Perche que son poignet de fer menait à grandes guides.

— Laissez, lui dit-il, laissez donc ces machines prétentieuses aux beaux messieurs de Paris, qui sont faits pour veiller sur les timidités des femmes nerveuses! Cela marche au petit trot. Nous, les artistes, les soldats et les chasseurs, nous nous embarquons dans ces robustes voitures qui vont au galop.

Et poussant M. de Busserolles, qui hésitait : — Tenez, ajoutait-il, voilà votre ami qui vous donne l'exemple.

Le break partit à fond de train, laissant au loin l'américaine, qui s'engageait dans un chemin creux.

L'ombre se faisait dans la plaine; on n'entendait plus que le souffle plaintif du vent dans les arbres. Assise à côté de Raymond, Delphine pensait à cette journée déjà lointaine où elle l'avait rencontré sur le chemin de la Plâtrière. Quelle distance parcourue depuis ce moment où il n'était pour elle qu'un étranger dont elle ne savait même pas le nom! Repliée dans son manteau, elle osait à peine le regarder. L'air vif qui frappait son visage faisait voltiger les rubans de son chapeau; il les chassait quelquefois du côté de Raymond; un instant, il en prit un bout léger entre ses lèvres et le retint. Ce baiser muet, qui ne l'effleurait même pas, les unissait. Des frissons lui passèrent sous la peau. Elle se croyait transportée dans un rêve. Les roues légères de la voiture roulaient sans bruit sur l'herbe molle; des perspectives d'arbres à demi perdus dans l'obscurité naissante s'enfonçaient au loin, et devant elle, dans un pan de l'horizon clair, s'ouvrait comme un porche l'extrémité lumineuse de l'avenue sous laquelle ils couraient. Un pays enchanté ne commençait-il pas au-delà, et n'était-ce pas Raymond qui l'y conduisait? Le lien de soie fragile qui frissonnait entre eux lui semblait plus fort qu'une chaîne. Au détour de l'avenue, et quand le rideau des arbres s'effaça, soudain se dressa devant elle, au sommet de la colline, tout en haut dans le ciel transparent, l'escarpement où elle avait pu croire que le monde finissait.

Le doigt silencieux de Raymond le lui montra.

Elle lui tendit la main chastement. Il la prit et la porta à ses lèvres, plein d'une émotion mystérieuse et grave qu'il n'avait pas connue; une étoile venait de se lever à l'horizon; à cette heure bénie, leur amour n'avait pas moins de pureté que sa lumière limpide et sereine, ni moins de profondeur que la nuit dont le silence les enveloppait.

AMÉDÉE ACHARD.

(La seconde partie au prochain numéro.)

LA

TURQUIE EN 1869

La politique des gouvernemens de l'Europe a réussi à jeter sur l'état présent de la Turquie un voile de couleur changeante qui couvre entièrement la réalité. Un tsar a déclaré le sultan malade; rien de plus simple que de faire passer les gens pour morts quand on a envie de les enterrer, et là-dessus on s'est demandé s'il ne serait pas temps de lui faire son testament. Peu après, on a fait entendre en plein parlement que les Turcs sont un peuple fort, civilisé et ne différant pas beaucoup des Anglais. L'an dernier, un des politiques les plus perspicaces de notre temps déclarait que la Turquie n'a rien à craindre du dehors, et que tous les dangers pour elle viennent du dedans. Le public, qui ne voit pas les choses par lui-même et que la diplomatie n'a pas précisément pour mission d'éclairer, le public, à force d'entendre les affirmations les plus contradictoires, en est venu à ne rien savoir de sûr ou du moins à ne rien croire touchant les affaires présentes et l'avenir de la Turquie. Je n'ai pas la prétention de prendre parti entre les graves autorités auxquelles je viens de faire allusion; mais je crois possible, en dehors de toute idée préconçue, d'apprécier exactement les conditions où se trouve ce grand pays et de voir avec quelque clarté comment il pourra d'une part échapper à la mort dont l'empereur Nicolas l'a menacé, et de l'autre atteindre cet état de haute civilisation dont les rivaux de la Russie l'ont gratifié dès à présent.

Il est certain qu'il y a environ trois siècles, l'empire ottoman était le plus puissant état de l'Europe, et à certains égards le plus avancé en civilisation. Le principe d'activité contenu dans le Koran

n'était pas encore épuisé; pendant neuf siècles, le souffle issu de ce livre avait poussé dans toutes les directions les peuples qui s'y étaient livrés, à quelque race d'ailleurs qu'ils appartinssent. Lorsque la loi musulmane faisait naître en Espagne, dans le sud de l'Asie et en Égypte des centres d'une civilisation brillante, les Osmanlis créaient sur le Bosphore un empire central dont l'action dominait à la fois l'Europe et l'Asie. Là siégeait le successeur reconnu de Mahomet, le vrai commandeur des croyans; mais depuis trois siècles la société musulmane redescend la courbe de ses destinées. A l'époque où commença cette décadence, le principe, sinon chrétien, du moins catholique, dépassait, lui aussi, son point culminant. Soliman, qu'on a surnommé *le Magnifique*, fut à peu près contemporain de la réforme. Il y avait donc moins de vie dans le mahométisme que dans le catholicisme romain; car si nous voyons leur déclin commencer en même temps, il ne faut pas perdre de vue que le catholicisme était né au moins quatre siècles avant la venue de Mahomet. La chute de la société musulmane a donc été plus rapide que celle de l'église romaine.

Seulement ce n'est ni l'indifférence, ni l'immoralité publique, ni même la vétusté qui font périr l'empire des papes. Au temps où ces derniers étaient au maximum de leur pouvoir, naissait chez nous une force nouvelle qui grandissait malgré l'église, et autour de laquelle sont venus se grouper tous les élémens sociaux à mesure qu'ils se sont détachés de la foi romaine; cette puissance nouvelle, c'est la science, qui nous a dévoilé les secrets et soumis les forces de la nature. Les sociétés musulmanes, après avoir recueilli les monumens de la science antique, n'y ont pour ainsi dire rien ajouté: nulle méthode nouvelle, nul principe nouveau, nulle découverte majeure; point d'arts renouvelés, d'industrie savante, de métiers perfectionnés. Ces sociétés ont continué de vivre sur un livre qu'elles ne comprennent plus et avec les vieilles routines d'une industrie empirique. Tous les peuples de l'Europe, à des degrés divers, sont entrés dans le courant de la science; l'empire ottoman est resté en dehors. Aujourd'hui l'intérêt principal de la question d'Orient est de savoir s'il regagnera en quelques années le terrain qu'il a perdu, ou s'il périra avant d'avoir pu reprendre son rang. Je voudrais examiner quelles sont les causes qui agissent actuellement pour ranimer l'empire des Osmanlis ou pour précipiter sa ruine, et à quelles conditions celle-ci semble pouvoir être conjurée ou retardée. Comme ces causes sont les unes extérieures, les autres intérieures, je diviserai cet examen suivant la même distinction.

I.

La politique extérieure de la Turquie a été résumée, il y a quelques semaines, dans un document apocryphe fait par une personne qui connaissait bien Fuad-Pacha et qui probablement est un Grec. Je veux parler du prétendu *Testament politique* de ce grand-vizir adressé sous forme de lettre au sultan. Cette pièce, publiée d'abord par le *Levant Herald*, a été reproduite par un grand nombre de journaux en Orient, et a causé dans ces contrées une certaine impression. L'auteur y passe successivement en revue, avec une justesse de coup d'œil bien remarquable, les relations de la Turquie avec le dehors et les causes de chute ou de rénovation qui s'agitent au dedans d'elle. Il résulte de cette analyse que l'empire ottoman n'a qu'un seul ami et un seul ennemi naturel et constant : le premier, c'est l'Angleterre; le second, la Russie. Tous les autres pays se rapprochent plus ou moins de l'une et de l'autre, selon leurs intérêts divers ou leurs idées changeantes. Ce point de vue général est, je crois, incontestable; mais l'Europe n'est pas une chose immobile et invariable, et la situation de la Turquie vis-à-vis des puissances peut éprouver le contre-coup des changemens qui se produiraient chez celles-ci par suite d'événemens intérieurs ou extérieurs. Par exemple, si la fin du pouvoir personnel en France décidait la Prusse à se rapprocher d'elle ostensiblement et sans arrière-pensée, cette alliance de peuple à peuple, plus solide que celles de souverain à souverain, entraînerait promptement une sorte de solidarité entre ces deux pays et l'Autriche, ce qui mettrait les questions danubiennes dans des conditions toutes nouvelles. Il s'ensuivrait immédiatement d'actives relations de ces trois peuples avec l'Orient par Constantinople, et la situation de la Turquie les préoccuperait aussi étroitement que l'Angleterre peut s'en préoccuper aujourd'hui.

Or un rapprochement de cette nature est non-seulement possible, mais probable, si l'on tient compte du souffle de liberté qui parcourt l'Europe en ce moment. En effet, parmi les bienfaits qu'il amène, celui-ci n'est pas le moins remarquable, que les peuples sont naturellement en paix les uns avec les autres et que les guerres ne sont plus produites que par les systèmes ou les convoitises des princes. Si les princes issus du suffrage des peuples restent ou redeviennent fidèles à leur origine, soit de bon gré, soit autrement, il est bien difficile qu'ils n'aient pas raison d'un petit nombre d'ambitieux qui rêvent encore la conquête.

La Turquie se trouverait alors placée sous la sauvegarde des peu-

ples, toujours plus sûre que celle des rois ou de leurs représentans attitrés. C'est ce que l'auteur du *Testament politique* n'a pas compris ou n'a pas voulu dire pour rester dans la vérité du personnage qu'il jouait; mais nous qui cherchons à saisir simplement les causes des événemens et à signaler leur influence mutuelle, nous sommes obligés de tenir compte des forces populaires, c'est-à-dire de la puissance de l'opinion, à laquelle l'avenir semble appartenir désormais. Je sais qu'un sultan n'est pas en position de bien comprendre en quoi consistent ces forces nouvelles; il est un peu comme le Xerxès du poète Eschyle, qui tombait d'étonnement en apprenant que les Athéniens n'avaient pas de roi à leur tête et n'obéissaient à aucun homme; mais nous qui vivons et qui comptons dans l'opinion publique, nous savons parfaitement à quel point elle s'impose chez les peuples libres, et nous sentons que le temps approche où elle régnera sans partage.

C'est tromper le sultan que de lui représenter les peuples constitués en démocratie comme privés de suite dans leurs idées et n'obéissant qu'à la passion du moment. Nos histoires sont soumises à des lois très précises, et les tendances populaires ont d'autant plus de suite qu'elles sont le produit spontané de la nature humaine. Les aristocraties ont moins de constance, de justice et de désintéressement, parce qu'elles obéissent surtout à l'intérêt. Enfin c'est dans les états gouvernés par des princes absolus que règnent plus que partout ailleurs l'esprit de système et le caprice. La Turquie en a bien assez de fois fait l'épreuve pour ne pas l'ignorer. Les grands-vizirs de sa hautesse doivent donc s'accoutumer à cette idée, qu'il leur faudra un jour traiter avec des nations et non plus seulement avec des princes, c'est-à-dire négocier au grand jour et non en secret, procéder par la voie droite et non par l'intrigue et la corruption. Ce sera le plus grand changement qui puisse s'opérer dans la politique extérieure de la Turquie.

Dans l'état présent des choses, il est certain que cet empire a deux alliés naturels, l'Angleterre et l'Autriche. Ce n'est pas que l'Angleterre ait quelque raison particulière d'aimer le sultan ou son système de gouvernement. En Europe, personne n'aime les organisations politiques de cette espèce : peu de personnes connaissent celle de la Turquie, et ceux qui la connaissent la détestent généralement, comme contraire à tous les principes admis en Occident. L'Angleterre a besoin que la route des Indes reste libre; les Ottomans sont des sentinelles qui la gardent, assez forts pour la protéger, assez faibles pour ne jamais pouvoir l'occuper et la fermer aux autres. Il y a deux hypothèses que l'on peut faire également, et qui démontrent dans quelle mesure l'Angleterre s'intéresse à la con-

servation de la Turquie. Comme celle-ci n'est entourée au sud, à l'ouest et à l'est que de peuples faibles, si elle était conquise par quelque voisin, ce voisin serait la Russie ; or il est impossible, pour longtemps du moins, que la Grande-Bretagne laisse la Thrace, le Bosphore et l'Asie-Mineure passer aux mains des Russes, parce que de là ceux-ci pourraient lui fermer la route de l'Orient. Ce n'est donc pas pour lui-même que l'Angleterre soutient le sultan, c'est pour elle; aussi, tout en le soutenant, ne fait-elle pas un mouvement pour l'aider à améliorer ses affaires. Je suppose maintenant que, la Russie étant impuissante, démembrée ou révolutionnée, la Turquie reprenne des forces, qu'elle se développe au dedans et au dehors, et devienne maîtresse effective des routes de l'Orient, au lieu d'en être seulement la sentinelle inoffensive. Je demande si l'Angleterre continuerait de prendre parti pour la Turquie, ou si elle ne lui susciterait pas, comme elle a fait aux râjahs dans l'Inde, des rivaux qui la tiendraient perpétuellement en échec; mais nous n'en sommes pas encore là, et d'ici à cette époque il peut se produire, même en Angleterre, de bien grands changemens. C'est au sultan à se tenir en éveil et à voir venir, là comme ailleurs, cette puissance populaire sur laquelle et avec laquelle il devra compter.

La France se montre depuis quelques années beaucoup plus empressée que l'Angleterre à intervenir auprès du sultan. C'est elle qui pousse les vizirs aux améliorations intérieures, leur indique et leur donne les moyens de les réaliser, qui même en prend quelquefois l'initiative. Ce bon vouloir extrême, qui ressemble à du prosélytisme social, n'est pas toujours accompagné de prudence, et il s'est montré quelquefois inconsidéré. Nous avons vu l'amour pour les Turcs se tourner en haine pour les Grecs, comme si ces peuples étaient des « irréconciliables, » et de même qu'aux beaux jours du *Globe* on créa chez nous le nom de *philhellènes* pour de généreux Européens, j'ai entendu dans cent bouches et lu dans cent journaux de l'Orient le nom de *mishellènes* appliqué à toute une classe de Français, comme on applique celui de misanthropes aux hommes qui détestent l'humanité. Pourquoi faut-il que notre « généreuse nation, » comme on l'appelle, se montre parfois si exclusive dans ses affections, et qu'en voulant se rendre utile à un gouvernement qui veut bien l'écouter, elle lui suscite sur ses frontières et jusque dans le cœur de ses sujets des haines pour le présent et des ressentimens pour l'avenir? L'équité et la justice ne sont-elles pas le véritable fondement de la paix et de la force des nations? Il peut venir un jour où la Turquie ait besoin des Grecs, qui sont une des principales forces morales de son empire et la partie la plus active de son peuple. Se les aliéner, c'est les jeter dans les bras de la Russie.

Il résulte de nos procédés politiques en Orient que la Turquie ne peut accepter notre amitié que sous bénéfice d'inventaire, tandis qu'il ne tient qu'à nous de la lui faire agréer purement et intégralement. Nous avons en effet beaucoup moins d'intérêts dans l'extrême Asie que l'Angleterre n'en a dans l'Inde, et par conséquent nos relations avec la Turquie sont beaucoup plus désintéressées que les siennes. Lorsque nous donnons des conseils au sultan ou à ses ministres, c'est par suite d'un amour presque platonique de l'humanité et par le désir du progrès universel des peuples. Cependant, comme notre commerce oriental se développe rapidement depuis quelques années, et peut, à la suite de l'ouverture du canal de Suez, acquérir des proportions plus grandes encore, nous serons peut-être dans un avenir plus ou moins prochain aussi intéressés que l'Angleterre à maintenir neutres et toujours ouvertes les routes de l'Asie. A cette époque, nous aurons à prendre contre le sultan lui-même des mesures toutes contraires à celles que nous pouvons prendre aujourd'hui en sa faveur. C'est ce dont il faut tenir compte.

Je suppose, par exemple, que le sultan d'aujourd'hui ou son successeur, ayant réussi à rétablir d'après les conseils de l'Europe l'état de ses affaires intérieures, se crût assez fort pour reprendre sur l'Égypte l'autorité qu'il a perdue : maître des deux rivages de la Méditerranée aussi bien que des côtes de Syrie, il pourrait lui arriver de vouloir mettre la main sur le canal de Suez, se substituer aux propriétaires légitimes, frapper de droits exorbitans les navires qui le parcourront, ou même le fermer tout à fait. Il est certain qu'alors il aurait pour ennemis ses meilleurs amis d'aujourd'hui, et que tous les peuples de l'Europe, intéressés à la liberté des mers, se réuniraient contre lui. Et qu'on ne dise pas qu'une telle entreprise est impossible autant qu'improbable : tout est possible dans les états soumis à l'autorité absolue, c'est-à-dire au caprice d'un seul homme. De plus un sultan imprévoyant conseillé par des ministres fanatiques peut être entraîné dans cette voie funeste par la force des choses et le besoin de conserver intacte une autorité qui tombe tous les jours. Le gouvernement du sultan est battu constamment en brèche : il ne devra pas s'étonner si, après lui avoir arraché en faveur du canal de Suez un firman qu'il a fait attendre si longtemps, on exige bientôt de lui des garanties nouvelles, dont la principale sera la neutralisation et la liberté absolue de ce canal. En ce moment même, on négocie pour obtenir ce même avantage en faveur des détroits; on veut que les bâtimens du commerce puissent, soit de la Méditerranée, soit de la Mer-Noire, arriver librement à Constantinople et circuler dans le Bosphore et les Dardanelles comme sur le reste des mers.

Sur les frontières de terre, la France ne semble avoir avec la Turquie aucun intérêt prochain à régler. Cependant la question des principautés danubiennes intéresse en réalité l'Europe entière, car s'il se forme sur les limites occidentales de l'empire ottoman de petits états destinés à vivre, il leur arrivera, une fois séparés de la Turquie, de végéter pauvrement, comme ils le font presque déjà, ou de tomber sous l'empire d'une grande puissance voisine qui serait l'Autriche ou la Russie. Or les progrès de la Russie dans cette direction ne peuvent être tolérés par les puissances européennes, car la vallée du Danube devient une des deux grandes voies du commerce dont l'Europe a le plus besoin. Si la Russie l'occupait, elle annulerait Constantinople, affamerait l'Allemagne et l'Autriche, et, s'étendant facilement jusqu'à Salonique, pourrait gêner même la navigation de la Méditerranée.

En cela, la politique prussienne est absolument confondue avec celle de l'Autriche, ce que ne semble pas avoir aperçu l'auteur du *Testament politique*. Il ne faut pas beaucoup de perspicacité pour comprendre pourquoi les chefs et les représentans de ces puissances se sont donné rendez-vous dans le Levant, et pourquoi elles semblent aujourd'hui si bien d'accord soit entre elles, soit avec l'Italie et la France. Cet accord, on pouvait facilement le voir venir dès le jour même de Sadowa, et plus tôt peut-être : il y a eu un moment où M. de Beust a semblé l'ennemi déclaré de M. de Bismarck alors que les gens bien informés savaient qu'il agissait d'accord avec lui. Aujourd'hui l'accord est visible et n'est plus un mystère pour personne. La présence d'un Hohenzollern sur le trône princier de Roumanie, acceptée par la Turquie, n'est point mal vue de l'Autriche, pas plus que de la France ni de l'Angleterre.

Il faudra donc que les petits états détachés de la Turquie ou encore unis à elle par le faible lien de la vassalité cherchent un appui chez les peuples germaniques, s'ils ne veulent être absorbés par la Russie. L'expérience ne tardera pas à se faire, ou, pour mieux dire, elle se fait déjà sur plusieurs points : j'en citerai seulement deux, dont l'un attire en ce moment l'attention de l'Europe, tandis que l'autre est encore caché dans l'ombre. Le premier document qui dans les troubles de Dalmatie a décelé une main étrangère, c'est la fameuse proclamation aux « vautours des montagnes, » signée par Luka Vukalovitch. Cette pièce, en style oriental, a fait illusion pendant deux jours, et quand on est venu à la regarder de plus près, on y a reconnu l'œuvre d'un lettré panslaviste, d'un de ces mêmes « savans » qui faisaient naguère la célèbre exposition des « frères slaves » en figures de cire. Depuis que les troupes autrichiennes ont commencé à prendre le dessus, les preuves de la pro-

pagande, les pièces de conviction et les aveux ont apparu au grand jour. Il est à espérer que l'Autriche les fera connaître, quand tout sera rentré dans l'ordre en Dalmatie. Quoi qu'il en soit, les populations, à mesure qu'elles se soumettent, voient qu'on les a trompées par de fausses lueurs, comme on a trompé la Crète et les Grecs dans ces dernières années, et comme on essaiera de tromper tous les vassaux et les voisins du sultan. L'effet des promesses dont on les a bercées sera nécessairement de les rattacher à l'Autriche, qui, devenue constitutionnelle et libérale, peut seule leur préparer de meilleures destinées.

Comme second exemple, je citerai la Bulgarie et plus particulièrement l'église bulgare, qui depuis plusieurs années met le gouvernement du sultan dans l'embarras. En France, on a peu fait attention à cette affaire, qui cependant présente une des faces les plus graves de la question d'Orient. Les Grecs s'en préoccupent autant et plus peut-être que la Turquie, car elle les intéresse au premier chef. La propagande du Nord a persuadé, paraît-il, à ces populations ignorantes et clair-semées, conduites par des hommes gagnés et quelquefois vendus, que leur église est soumise à une odieuse tyrannie de la part des patriarches grecs, tour à tour achetés par les sultans et nommés par eux. Ces braves paysans, ou ceux qui portent la parole en leur nom, réclament la séparation et veulent une église qui soit à eux et d'où l'*hellénisme* soit exclu. Si le sultan leur accorde ce qu'ils demandent, il en résultera deux conséquences : d'abord le sultan perdra une partie notable de son autorité sur ses sujets bulgares; en second lieu, comme tout le monde sait en Orient qu'une église bulgare est hors d'état de subsister par elle-même faute d'argent et faute de prêtres, la Russie fournira l'un et l'autre et substituera son action à celle de Constantinople : échec pour le sultan et pour l'hellénisme, c'est-à-dire pour les deux principaux rivaux de la puissance du Nord.

La propagande septentrionale pousse ses rameaux vers la mer Égée comme vers l'Adriatique. On vient de la prendre en flagrant délit en Dalmatie; on peut la voir à l'œuvre dans la Thrace et dans la Macédoine; de ce dernier côté, c'est par les Bulgares qu'elle gagne du terrain. Soit par des prêtres, soit par des écoles, soit par des dons plus matériels et par des secours habilement distribués, elle pousse ces populations agricoles vers le sud; en ce moment, elle assiége en quelque sorte Salonique; avant quinze ans, elle sera non-seulement installée, mais puissante dans cette ville, d'où elle surveillera les routes de la Méditerranée. C'est un fait historique parfaitement observé que la politique du Nord suit à l'égard de Constantinople la même marche qu'ont suivie autrefois les musul-

mans. Avant l'année 1453, époque où ils ont pris cette ville, ils avaient par degrés occupé le pays environnant, et ils la tenaient comme cernée à la pointe du continent européen. Toute la différence est que les musulmans avançaient par la force des armes et que ceux qui prétendent aujourd'hui les remplacer emploient de préférence des forces morales, invisibles et insaisissables. C'est aux Grecs et aux Turcs de s'entendre pour lutter contre une invasion qui semble au premier abord irrésistible; je m'en rapporterais volontiers aux Grecs pour l'arrêter, si le sultan les y aidait ou seulement voulait bien les laisser faire.

On a de même observé avec justesse que l'action de la Russie s'exerce fortement et constamment du côté de la Perse au préjudice de la Turquie. Depuis que le tsar est maître des défilés du Caucase, il peut entrer par cette voie en Asie lorsque le moment lui semblera opportun. Un chemin de fer projeté de Moscou à Tiflis le mène à peu de distance d'Erzéroum, d'où une belle route conduit à Trébizonde d'une part, et de l'autre à Téhéran. Par là, le tsar commande à la Perse et la tient dès aujourd'hui sous sa main; s'il y envoyait un corps d'armée avec l'assentiment du shah, il serait le maître réel de tout le pays qui s'étend jusqu'au Golfe-Persique, et de là il menacerait l'Asie-Mineure et Constantinople, en même temps qu'il séparerait le commandeur des croyans de tous les peuples qui vers l'Orient reconnaissent sa suprématie religieuse. On peut juger de la perturbation qu'un tel état de choses causerait en Europe, quand on sait que sur la seule route de Téhéran à Trébizonde il passe annuellement pour plus de 140 millions de francs de marchandises, dont la moitié sont de provenance anglaise.

Pour le moment, la Perse est en paix avec la Turquie; mais outre l'ascendant commercial, politique et militaire que la Russie peut exercer sur le gouvernement du shah, elle peut encore, — et elle le fait, dit-on, — profiter de la division religieuse de l'Asie centrale. Les chiites dominent en Perse, et, comme sectateurs d'Ali, sont par religion en état d'hostilité avec les sunnites, sectateurs d'Abou-bekr, qui dominent dans l'empire ottoman. Il résulte de cette scission, presque aussi ancienne que l'islam, que des étrangers habiles et rusés peuvent exploiter à leur profit une de ces haines fraternelles plus implacables que les haines entre étrangers. Il est sûr cependant que l'intérêt véritable du shah n'est pas de faire la guerre au sultan, car, s'il était lancé contre lui par la Russie, celle-ci entrerait en Perse sous prétexte de soutenir son allié, et, une fois entrée, n'en sortirait plus. Ainsi la Perse se trouverait absorbée la première par la puissance moscovite, et le shah deviendrait comme un vassal du tsar. Au contraire, n'ayant rien à craindre du sultan, il peut

attendre beaucoup de son alliance avec lui, si la Turquie vient à reprendre vie, comme on l'espère, et à rentrer dans le mouvement général de la civilisation. En effet, l'Asie-Mineure et la Perse pourraient devenir dans peu d'années une des routes les plus fréquentées du commerce de l'Europe avec l'Orient; mais il faudrait pour cela que l'influence russe fût plus fortement combattue à la cour du shah par les Européens qu'elle ne l'a été jusqu'ici, et qu'on fît pour la Perse ce que l'on s'efforce si activement de faire pour la Turquie.

L'auteur du *Testament politique* a raison de dire que, dans la prochaine guerre d'Orient, c'est par le Caucase et l'Asie-Mineure que la Russie attaquera les Turcs. Si les armées d'Occident viennent encore pour l'arrêter, leur tâche sera beaucoup plus difficile que n'a été la guerre de Crimée, parce que la marche des armées à travers l'Asie est fort pénible, et que la Russie aura à cette époque des chemins de fer qu'elle ne possédait pas il y a douze ou quinze ans. Si en outre elle avait la Perse pour alliée, on ne voit pas comment ses mouvemens en Asie pourraient être retardés ou empêchés. Il se produirait donc alors un effondrement général de l'empire, et l'autorité religieuse passerait dans le monde musulman au vice-roi d'Égypte, successeur, lui aussi, du prophète : la société qui porte le nom d'islam ne serait pas pour cela détruite, non plus que par la chute du pape la société chrétienne. Il n'y aurait de supprimé que l'empire des Ottomans et la suprématie temporelle et spirituelle du sultan; mais comme les contrées régies par le grand-seigneur passeraient avec la Perse sous la domination des tsars, et qu'il faut à tout prix éviter au monde un pareil résultat, il ne semble pas y avoir d'autre règle de conduite à suivre que de démontrer à la Perse ses vrais intérêts et de la précipiter dans le mouvement civilisateur de l'Occident. Nous avons, dans un précédent travail, signalé comme une des futures voies du grand commerce du monde le fameux chemin de fer de l'Euphrate, étudié il y a déjà longtemps, puis abandonné, et enfin repris sérieusement (1). S'il arrive à être exécuté, et que l'on puisse aller de Bassora à Constantinople avec une vitesse de 12 ou 15 lieues à l'heure, la Perse sera entraînée dans ce mouvement, elle se convaincra que ses intérêts sont étroitement unis à ceux du sultan, et les millions de marchandises qui vont aujourd'hui par Trébizonde, Poti, Tiflis et la Russie, prendront leur route directe par Constantinople. Le gouvernement du sultan paraît frappé de cette idée, et c'est pour lui donner suite qu'un des pachas les plus intelligens de l'empire a été envoyé tout récemment sur les rives de l'Euphrate pour étudier la question.

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 mai, *la Grèce en 1869*.

La Turquie et l'Égypte paraissent plus éloignées de s'entendre. Depuis la victoire de Nézib, remportée il y a trente ans par le pacha Ibrahim, le lien de subordination qui unissait la seconde à la première tend à se briser, et il ne semble pas possible qu'il puisse résister longtemps encore à la traction qui s'opère sur lui des deux côtés. Le problème en effet est extrêmement complexe et se compose des élémens les plus variés. L'Égypte est sunnite comme l'empire, et à ce titre devrait, ce semble, reconnaître la suprématie religieuse du sultan; mais elle est en majeure partie habitée par des populations d'origine arabe, comme le prophète, et qui se mettent fort au-dessus des Turcs. Avant que les gouverneurs de ce pays se fussent rendus presque indépendans de la Porte, les populations de l'Égypte voyaient du plus mauvais œil les pachas ottomans que celle-ci leur envoyait et qui l'exploitaient avec un orgueil despotique. Elles se regardaient d'ailleurs comme les véritables héritières du khalifat, et voyaient dans le sultan de Constantinople et dans les Turcs des usurpateurs. Méhémet-Ali se vantait d'être Macédonien et légitime successeur d'Alexandre le Grand et des Ptolémées. Il se peut que ces idées ne soient plus celles du vice-roi actuel; mais le désir de l'indépendance est dans le cœur de ses sujets, et Ismaïl ne l'ignore pas. La volonté qu'ils ont de l'obtenir se manifeste pour ainsi dire sans interruption, et fait naître des difficultés continuelles entre le sultan et le vice-roi. Celle qui est encore pendante, et qui a pour prétexte la présentation du budget de l'Égypte à la Porte et l'obligation que celle-ci veut imposer au khédive de le faire approuver par le sultan, n'est qu'une escarmouche dans une guerre qui n'est pas nouvelle, et dont l'issue peut facilement se prévoir. En effet, si le conflit dégénérait en rupture, et si, comme tout le fait penser, les peuples européens restaient neutres, il n'est guère douteux que le sultan ne fût battu par son vassal, mieux préparé et mieux armé que lui; si l'affaire se résout diplomatiquement, ce sera grâce à de nouvelles concessions de la part du sultan. Or plus on fait de concessions, plus on fortifie celui à qui on les fait, et plus ensuite on se trouve dans la nécessité d'en faire d'autres; il arrive enfin un moment où il n'en reste plus à faire, où l'indépendance est consommée. Ainsi, quelque parti qu'il prenne et par la force des choses, le sultan semble destiné à voir l'Égypte se séparer de lui prochainement et entièrement. Si du moins les princes savaient renoncer prudemment à qui les quitte, ils perdraient sans doute des provinces, mais ils sauveraient leur dignité, et se donneraient le mérite d'un abandon spontané et d'une renonciation volontaire.

La fausse situation de la Porte vis-à-vis de l'Égypte est manifeste. Si le sultan était allé à l'inauguration de Suez et l'eût présidée,

il se fût mis en contradiction avec lui-même en applaudissant à une œuvre dont le firman lui avait été arraché. En s'abstenant, il a semblé étranger à une partie de son empire où venait de s'achever un travail que les premiers princes de l'Europe tenaient à honneur d'encourager. Le seul souverain qui ait manqué à la fête est celui sur le territoire duquel elle avait lieu. Aussi bien n'est-ce plus son territoire. Comme il est bien démontré qu'il perdra en Égypte jusqu'aux dernières parcelles de sa suzeraineté, ne vaudrait-il pas mieux y renoncer par un pur don qui transformerait un rival en ami, et ferait de l'Égypte une alliée de la Porte, alliance précieuse pour un avenir menaçant?

Au reste, à des degrés divers, la situation de l'Égypte à l'égard de l'empire est celle de tous les autres vassaux du sultan, et même de plusieurs provinces qui ne sont point, à proprement parler, vassales, mais qui, habitées par des races hostiles, sont toujours prêtes à se soulever. La Turquie ne subsiste que par la volonté expresse de puissances amies. Si elle était abandonnée par elles, elle n'aurait pas une année d'existence assurée. Quand un ministre anglais disait qu'aucun danger ne la menaçait du dehors, je ne pense pas qu'il entendît autre chose que ce que nous venons de dire. En ce sens, il avait raison, et pourtant il faudrait encore supposer que ni l'Égypte, ni la Serbie, ni la Grèce, ni la Perse ne peuvent faire courir à la Porte aucun danger. La Vénétie non plus n'était pas par elle-même un danger pour l'Autriche; elle a été pourtant la principale cause de l'échec de Sadowa. Si l'empereur avait pu ou voulu lui rendre l'indépendance, lorsqu'il en était temps encore, il se serait trouvé vis-à-vis de la Prusse dans une situation beaucoup plus favorable. La Turquie a sur ses côtés plusieurs Vénéties, qui peuvent à un moment donné fournir à la Russie le même appoint que Venise a donné à l'Allemagne du nord.

Il ne faut donc pas dire, comme quelques-uns, que la question d'Orient n'existe plus. Elle n'a jamais été plus réelle ni plus menaçante qu'aujourd'hui. Seulement la Russie profite des leçons qu'elle reçoit : elle assiége Constantinople par des forces morales et par une patiente propagande, tandis que de l'autre côté elle s'assure l'entrée de l'Asie par le Caucase. Quand la dissolution des élémens sociaux sera achevée chez les Turcs d'Europe, elle pourra attendre patiemment que les querelles de famille des peuples occidentaux lui donnent une occasion de franchir les portes caucasiennes et de frapper un coup décisif. Il est probable qu'il se passera d'ici là quelques années encore, parce rien n'est prêt d'aucun côté. D'ailleurs l'entente des peuples européens peut se consolider et en imposer à la Russie; une rupture entre celle-ci et l'Autriche pourrait avoir des conséquences fort différentes de celles qu'elle imagine

peut-être, car il suffirait de la neutralité de la France vis-à-vis l'Allemagne du nord et du sud pour entraîner la ruine de la Russie et la reconstitution sur des bases toutes nouvelles de l'Europe centrale. Dans cette hypothèse, qui devient de jour en jour moins improbable, l'empire ottoman ne souffrirait aucune atteinte, à moins que l'inimitié de ses vassaux et de ses provinces chrétiennes ne lui suscitât des difficultés qu'il peut d'ailleurs prévoir et éviter. Ceci nous conduit naturellement à examiner l'état intérieur de la Turquie.

II.

Le gouvernement turc a besoin d'opérer chez lui des réformes promptes et radicales, s'il veut être en mesure d'arrêter, au moins pour un temps, les attaques du dehors. Quel rôle ont joué les Turcs dans la guerre de Crimée? On venait de quinze cents lieues se battre pour eux et en quelque sorte chez eux : ils ne faisaient presque rien pour leur propre défense; livrés à eux-mêmes, ils auraient été infailliblement perdus. On fait à la guerre de Crimée le reproche d'avoir été stérile : c'est montrer qu'on ne connaît pas l'Orient, qu'on ignore ce qu'il était avant cette guerre et ce qu'il est aujourd'hui. Non-seulement la campagne de Crimée a enrayé pour longtemps la marche militaire de la Russie, mais elle en a dévoilé la politique; elle a mis les Turcs en demeure de sortir de leur sommeil éternel. Se réveilleront-ils de cette léthargie? Nous avons provoqué chez eux quelques-unes de ces secousses électriques qui rendent aux morts les apparences de la vie, retomberont-ils dans leur immobilité? Voilà aujourd'hui toute la question.

Si Aali-Pacha, en ce moment grand-vizir, ne poursuit pas avec une égale conviction l'œuvre commencée par son prédécesseur Fuad, les forces vives qui minent secrètement l'empire des Osmanlis en auront raison avant cinquante ans sans l'intervention d'aucune main étrangère. La Turquie, dans la portion musulmane de ses populations, est en proie à la lutte de deux partis qui rendent fort difficile la tâche des nouveaux vizirs. Le vieux parti, étroitement attaché à l'interprétation littérale et scolastique du Koran, hait ou méprise toute idée étrangère à ce livre; il n'accepte aucune réforme, ni dans la constitution de la société, ni dans l'administration politique ou judiciaire; il veut tenir les giaours relégués à un degré inférieur de l'échelle, sans action sur la marche des affaires; il déteste les étrangers, qui n'attachent au Koran qu'une importance historique, qui lui apparaissent comme des principes de dissolution pour la société musulmane. A mesure que l'on s'éloigne du centre de l'empire, le vieux parti turc forme dans les populations un contingent

de plus en plus nombreux. Dans l'est, il est tout à fait dominant; mais il a aussi des représentans dans Constantinople : presque tous les ulémas en font partie, la plupart des derviches, c'est-à-dire des ordres religieux, y sont affiliés; il y a au centre de la capitale un ordre de derviches blancs dont tous les étrangers vont voir les cérémonies singulières, et qui forment, dit-on, la milice secrète du vieux parti. Pareils à nos jésuites, ces derviches, que l'on dirait uniquement occupés de dévotions, se mêlent à toutes les affaires, pénètrent dans les familles, connaissent les secrets des harems et surveillent les actes du gouvernement et de ses agens.

Le parti des réformes, dont Fuad en mourant a laissé la direction à son ami Aali-Pacha, croit que l'islam n'est incompatible avec aucune amélioration, dans quelque ordre que ce soit. Il cherche moins à soutenir le passé qui s'écroule qu'à ménager l'avenir, parce que le passé est passé, et qu'il n'y a rien à craindre ni à espérer de lui, tandis que toute la réalité, favorable ou redoutable, est dans l'avenir. On peut regarder ce parti comme un produit de l'expédition de Crimée. Quand elle n'aurait pas eu d'autre résultat, on voit qu'elle n'aurait point été inutile : elle a fait voir que, s'il est impossible à la Turquie de se sauver sans le secours de l'Europe, il est impossible à l'Europe de compter sur la Turquie, si ses principes n'y sont représentés par personne. Le gouvernement actuel appartient exclusivement au parti des réformes; à ce titre, il est et doit être soutenu par l'Europe intelligente, il a et doit avoir pour adversaire la Russie. Cette dernière n'exerce aucune action directe sur le gouvernement du sultan; on ne se préoccupe de ses conseils que pour s'en défier, comme s'ils cachaient quelque perfidie. Toute l'influence appartient aux nations dont l'amitié est incontestable, à l'Angleterre et la France, — en seconde ligne à l'Autriche, dont la politique se lie de plus en plus à celle de l'empire ottoman, — enfin à la Prusse, suspecte tant qu'on l'a crue l'intime alliée de la Russie, mais qui commence à se faire voir sous un jour nouveau.

Malheureusement les améliorations, ou, pour mieux dire, les institutions qu'il faudrait réaliser sont si nombreuses et si importantes, qu'on ne peut s'empêcher de considérer le succès comme bien difficile. Nous ne voulons pas présenter ici de l'état de la Turquie un tableau dont l'aspect serait peut-être décourageant; qu'on nous permette cependant une comparaison. Si un homme s'apercevait un jour que sa maison est lézardée et qu'elle menace ruine, il s'occuperait de l'abattre pour la rebâtir, et s'il n'avait aucun terrain où il pût mettre les décombres, il serait forcé d'élever sa nouvelle construction dans l'ancienne; enfin, s'il fallait qu'il continuât d'y loger et d'y entretenir sa famille et ses serviteurs, il serait forcé de les reléguer dans quelque partie plus solide que le reste et de

les appeler tour à tour dans les nouveaux logemens à mesure qu'ils seraient prêts. Pendant tout ce temps, il aurait à prendre garde que la destruction d'une aile n'entraînât le vieil édifice dans sa ruine et n'y ensevelît ses habitans. La Turquie en est là. Quand les réformes entreprises seront terminées, il ne devra pas rester un seul morceau de l'ancien bâtiment, au moins sans qu'il ait été transformé et adapté à la construction nouvelle. On opère en ce moment sur presque tous les élémens sociaux de la Turquie, religion, enseignement, administration, justice et finances, des réformes importantes. Le jour viendra où le sultan s'apercevra que chacune de ces réformes l'atteint lui-même, amoindrit ou circonscrit son autorité absolue, et que, si l'on réussit à les accomplir, il en sortira roi constitutionnel.

Cette conclusion se trouve tellement en opposition avec tout le passé de l'islamisme, avec l'état présent de la Turquie, que l'on se prend à douter de la possibilité du succès. D'ailleurs beaucoup de tentatives ont échoué déjà, beaucoup de promesses sont restées vaines; la volonté du sultan, qui semblerait devoir être toujours exécutée, puisqu'elle est absolue, est venue se briser souvent contre l'inertie des agens secondaires, contre l'intérêt qu'ils ont à ne rien changer, enfin contre des abus invétérés dont la suppression détruirait l'inégalité des races, et dont la conservation fait toute la force des oppresseurs.

Si le sultan n'avait à lutter que contre les vieilles prétentions musulmanes, il parviendrait à les vaincre, car il est non-seulement le roi, mais le pape de ses sujets et le commandeur des croyans. Le Koran à la main, il pourrait démontrer aux populations musulmanes que les superstitions ont été condamnées par le prophète, aux ulémas qu'ils tiennent du successeur de Mahomet toute leur autorité, et qu'il est le maître de la leur retirer, s'il le veut, aux derviches qu'ils n'existent que par des déviations de la loi, à tous les gens d'église que les propriétés sur lesquelles ils vivent sans travail sont des biens usurpés, dont il est, comme représentant de Dieu, le seul propriétaire légitime. Ainsi, pour le dire en passant, il aurait pu, de son autorité privée, résoudre cette fameuse question des *vacoufs*, qui a fait tant de bruit dans ces dernières années, et qui, si elle avait été tranchée comme elle devait l'être, aurait rendu productifs pour l'état tant de biens tombés en mainmorte. L'affaire des biens d'église était plus facile à régler pour le sultan, revêtu à la fois du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, que pour les gouvernemens d'Italie ou d'Espagne qui, n'ayant pas le second, pouvaient paraître des persécuteurs.

Mais le vrai problème religieux de la Turquie naît de la diversité des cultes, et de l'état d'infériorité et d'oppression où la religion chrétienne y laisse ses sectateurs. C'est l'appui moral prêté à ces

derniers par la Russie qui rend cette puissance si redoutable au sultan; car, lors même qu'elle ne l'attaque pas les armes à la main, elle prend en main leurs intérêts, elle se constitue leur avocat et leur mandataire, elle fait agir au sein même des populations une force dissolvante plus dangereuse pour la Turquie que la guerre elle-même. Les populations chrétiennes sont plus intelligentes et surtout plus actives que les musulmans : ce sont elles qui cultivent la terre, qui font le commerce et la banque, qui vont sur mer, qui circulent entre l'Occident et l'Orient, qui mettent au service même des sultans la plus grande partie de l'argent dont il a besoin. Je connais des Grecs de Constantinople qui surpassent en intelligence, en instruction positive et en savoir-vivre tout ce que la Turquie musulmane a jamais produit. Des hommes de cette valeur sont menés en justice et jugés par un cadi que ne sait pas lire, et cependant les tribunaux mixtes, qui admettent parmi les juges des hommes de la même religion que les parties en litige, paraissent très nombreux en Turquie.

L'hostilité des religions, la supériorité que les musulmans possèdent, et l'infériorité où les chrétiens sont injustement maintenus, placent le sultan dans une fâcheuse alternative, car, quoi qu'il fasse, il est sûr d'avoir les uns ou les autres pour ennemis. Tout ce qu'il fait pour les chrétiens est désapprouvé par les musulmans; s'il fait beaucoup, il peut s'attirer de la part de ces derniers des haines religieuses capables des derniers excès; s'il fait peu, il blesse le vieux parti turc sans satisfaire les raïas, qui se tournent alors vers la Russie. Le gouvernement turc a fini par comprendre d'où vient le danger; en effet, il n'y a en Turquie que deux forces réellement en lutte, dont l'une est représentée par les meneurs du vieux parti, et l'autre par les populations chrétiennes. Des premiers, le sultan n'a rien de bon à attendre, puisqu'ils ignorent ces principes d'humanité et de justice qui sont l'âme des sociétés, cette activité féconde qui produit la richesse, rend les états prospères et leur permet de vivre par eux-mêmes et de se défendre contre leurs ennemis. Les seconds ont pour eux l'intelligence, l'activité, le goût et l'aptitude du commerce, tout ce qui fait la force d'une nation; quand le sultan leur donnera les droits dont jouissent les peuples civilisés, il les rattachera sincèrement à sa cause.

Si donc l'élément musulman conserve la prépondérance en Orient, la Turquie, retombée dans sa barbarie, ne tardera pas à succomber; si au contraire toutes les nations, sans acception de religions ou de races, y sont traitées sur le pied d'égalité, une ère nouvelle peut s'ouvrir pour l'empire ottoman. Il est évident, à l'heure où nous vivons, que si le sultan ne parvient pas à faire régner l'égalité dans

son empire, il périra comme roi et comme pape à la fois. De quoi se meurt le pape qui règne à Rome? De son obstination vis-à-vis des principes de justice dont le monde moderne a fait sa base. Si le peuple des états romains renfermait beaucoup de protestans, d'Arabes ou de Juifs chargés de nourrir des seigneurs catholiques dans le luxe, la fainéantise et l'immoralité, croit-on que le pape de Rome y serait encore en ce moment? Le progrès des nations est lié à la chute des théocraties, parce que celles-ci ont pour conséquence l'oppression des populations dissidentes, le règne de l'injustice, le triomphe de la force d'abord, puis de la ruse et de l'intrigue. Que les réformes demandées par l'Europe et consenties par le sultan se réalisent, il aura détruit le vieux parti turc, qui est le corps mort attaché à sa personne; mais du même coup il aura effacé le caractère théocratique de son pouvoir, et par cela même il l'aura restauré. Il y réussira peut-être, lui qui n'a jamais répondu à personne un *non possumus*, et ce ne sera pas un des spectacles les moins intéressans du siècle où nous sommes, ni l'un des moindres triomphes de la civilisation.

L'indifférence politique à l'égard des religions est du reste plus aisée à pratiquer pour le sultan que pour le pape. Avant d'être souverain pontife, le pape est nommé par une oligarchie tout ultramontaine, qui le tient ensuite dans sa dépendance. Le sultan est sultan par sa naissance, et ne dépend ni des ulémas ni du vieux parti turc : il peut donc être libéral sans en devoir compte à personne. Quand il aura remporté la victoire pour laquelle il semble lutter, toute l'Europe civilisée applaudira, la Russie se trouvera désarmée; les temples chrétiens retourneront aux chrétiens, la liberté religieuse et l'égalité des cultes seront une réalité; le Koran, l'Évangile et la Bible seront forcés de se tolérer entre eux, et la Turquie devra au sultan une paix que nous ne possédons pas encore, que l'église romaine ne peut souffrir, et pour laquelle les peuples de l'Europe ont donné beaucoup de leur sang. Toute personne ayant quelque peu vécu en Orient sait que tel était l'idéal de Fuad-Pacha. On assure que son successeur Aali s'efforce aussi de l'atteindre.

C'est beaucoup d'avoir compris que l'instruction publique est la plus utile de toutes les réformes projetées, et c'est un pas important d'avoir commencé à la réaliser. L'auteur du *Testament politique* s'est imaginé que les *médrésés*, c'est-à-dire les écoles musulmanes, dont le Koran est la base, pouvaient servir de point de départ à une organisation nouvelle de l'enseignement. Cette idée seule prouverait au besoin que ce document est apocryphe, car il n'est pas possible qu'un homme tel que Fuad, qui connaissait bien

l'Europe, commît une pareille méprise. Qu'est aujourd'hui la science musulmane dont les médrésés donnent les élémens? Une scolastique basée sur le Koran. En quoi ce genre d'instruction peut-il répondre aux besoins des sociétés modernes? Toute la science musulmane est subordonnée à l'institution ecclésiastique; c'est une annexe de l'islam. Quand même le développement de ces écoles pourrait suffire à la société musulmane, qui jusqu'à présent n'a pas été en cela fort exigeante, jamais les médrésés ne répondront aux vœux de la société chrétienne, sur laquelle repose l'avenir de la Turquie. La preuve est faite : il y a des médrésés dans toute la Turquie d'Europe; cela n'empêche pas les écoles chrétiennes de se fonder de tous côtés avec l'argent des Grecs ou de la Russie. Si l'on réformait les médrésés de manière que les enfans chrétiens pussent y venir, cela reviendrait à dire qu'on aurait supprimé les vieilles écoles en conservant seulement le nom.

On a publié récemment à Paris, sous le nom de *Soirées de Constantinople*, un livre rempli des paradoxes les plus étranges, et qui, nous l'espérons, ne fera illusion à personne. Cependant l'on connaît si peu chez nous ce qui se passe au loin, et surtout en Orient, qu'un livre de cette nature, rédigé avec la verve d'un journaliste militant, peut donner de la Turquie une notion exagérée et par conséquent fâcheuse pour elle. On y vante beaucoup la science musulmane d'autrefois, lorsqu'il est de notoriété que les savans mahométans du moyen âge n'ont guère été que les traducteurs et les compilateurs des Grecs, des Persans et des Indiens. Ce n'est pas cette science scolastique dépourvue de pratique et d'utilité qui peut sauver la Turquie. C'est comme si en France, dans les lycées et dans les écoles primaires, on donnait pour livres de classe des extraits de saint Thomas ou de saint Bonaventure. Il y a donc autre chose à faire que de replâtrer les petites coupoles des médrésés : il faut bâtir à neuf. C'est ce qu'a parfaitement compris le gouvernement turc en fondant le lycée ottoman de Constantinople avec l'aide du ministre de l'instruction publique en France.

Dans ce lycée, chaque enfant peut suivre sa religion paternelle; aucune religion n'y est enseignée; les classes y sont exclusivement consacrées aux lettres et aux sciences, et les enfans de toute race et de toute religion y reçoivent des leçons où il n'est question ni de Bible, ni d'Évangile ni de Koran. Quand ce lycée fut ouvert il y a à peu près deux ans, on eut quelque peine à obtenir des musulmans qu'ils y envoyassent leurs fils; on dit même qu'il fallut, pour les y décider, un avis sévère du sultan. Ils s'y rendirent. Aujourd'hui le nombre de places qui leur est réservé est complétement rempli; mais voyez à quels obstacles singuliers la diversité des cultes expose une

nation comme la Turquie. Les fêtes des différentes communions y sont très nombreuses et tombent à tous les jours de la semaine; il en résulte que les maîtres ont beaucoup de peine à réunir tous leurs élèves, et que, pour la plupart d'entre eux, la suite des leçons est brisée. L'inconvénient, moindre pour les lettres, est capital pour l'étude des sciences. La fondation de ce lycée est pourtant une des meilleures créations du nouveau gouvernement; on espère qu'il deviendra tout à la fois un modèle pour la création d'autres colléges dans les principales villes de l'empire et une pépinière d'où naîtront des hommes capables pour tous les services de l'état. On n'habituerait pas facilement un vieux Turc à siéger dans un conseil à côté d'un vieux chrétien; mais, élevés en commun, nourris à la même table, les enfans des chrétiens et des Turcs s'habitueront à l'égalité.

Du reste, la nature de l'enseignement dont la population musulmane a besoin a été fort bien comprise. On n'a pas imité les Grecs d'Athènes, qui se sont jetés dans la théorie pure, et dont toutes les études n'exigent que de l'encre, des plumes et du papier. Au temps où nous vivons, il faut bien l'avouer, un ingénieur rend plus de services qu'un archéologue; on se rend plus utile en apprenant l'usage du graphomètre ou l'art de construire une machine qu'en feuilletant Callimaque ou en creusant les énigmes de Lycophron. Certes, on serait mal venu à vouloir rabaisser les lettres au profit des sciences; mais autant les premières sont excellentes chez un peuple qui peut se donner le luxe de les rémunérer, autant il est nécessaire de songer à quelque chose de plus substantiel et de plus immédiatement utile chez un peuple pour qui il s'agit d'être ou de n'être pas. Les Grecs libres ont pris d'abord conseil de l'Allemagne et ont créé des cours de théorie vague et d'érudition stérile; leur pays est encore dépourvu d'hommes pratiques, tandis que les nouvelles générations devraient en fournir en abondance. Les Turcs semblent, d'après les conseils de la France, être entrés dans une voie meilleure. Tout récemment le sultan a ordonné la fondation dans tout son empire d'écoles modelées sur celles de notre pays. Il poursuit donc l'exécution des plans de Fuad-Pacha; réussira-t-il malgré l'hostilité des gens de religion et des races privilégiées? Trouvera-t-il des maîtres comprenant leur tâche et se dévouant à la remplir? L'instruction publique semble préoccuper surtout le sultan et son grand-vizir : ils ont bien vu qu'en Europe toutes les améliorations et tous les progrès ont leur point de départ dans l'enseignement. La création en Turquie d'un grand système d'instruction publique libéral, scientifique et pratique, l'appel de maîtres étrangers intelligens, bien soutenus et honorés, feront plus pour régénérer et sauver cet empire que toutes les autres tentatives, car ces écoles, imbues

de principes philosophiques, fourniront au sultan des hommes capables pour toutes les carrières.

C'est précisément ce qui manque aujourd'hui. Qu'est-ce qu'un pacha sauf quelques exceptions? Une sorte de satrape ignorant, fanatique et orgueilleux. Ce personnage, sans instruction autre que celle des médrésés, est à la fois préfet, chef du cadastre, impositeur, répartiteur des impôts, percepteur, receveur et contrôleur. Conçoit-on chez nous une pareille anarchie? Que demande-t-on à cet homme? Un nombre déterminé de livres ou, comme on dit, de bourses, qu'il doit retirer de sa province et envoyer à Constantinople. C'est à lui de les extraire de la population dont il est le chef : s'il les paie exactement, on est satisfait de lui; s'il peut y ajouter en présens quelque chose de plus, il sera récompensé comme un homme habile et fidèle. Quant à la réalité des sommes que le peuple paie, personne que lui ne la connaît et ne s'en inquiète, car il est à lui-même son propre contrôle. Qu'est-ce que le sultan? Le pacha des pachas, le receveur et le contrôleur universel de son empire, comme il est le maître absolu des budgets. Un sultan honnête et prudent aura soin de ménager ses finances, de surveiller ses pachas par des *missi dominici*, d'épargner son peuple; mais après les Auguste et les Tibère peuvent venir les Caligula, les Claude et les Néron.

Quand l'instruction aura régénéré les peuples musulmans en y introduisant des principes de justice et quelques notions des droits de l'homme et du citoyen, alors seulement il sera possible d'établir l'ordre dans les finances, en y créant un contrôle à tous les degrés. Avant la révolution de 1789, le système financier de la France ressemblait un peu à celui de la Turquie; nos fermiers-généraux ne valaient guère mieux que ses pachas; le nom même de fermiers montre l'idée qui avait présidé à leur création; les cris du peuple et ses vengeances de la fin du siècle prouvent de quelle manière ces offices étaient remplis. Un sultan habile et persévérant peut faire sans secousse ce que nous n'avons pu faire sans une révolution sanglante. A l'heure actuelle, certains élémens de réforme sont déjà prêts, les populations chrétiennes, quoique asservies, ont fait des progrès en toutes choses; presque partout elles ont des écoles entretenues par elles ou par leurs coreligionnaires étrangers; ceux-ci, qui sont libres, ont fait pénétrer au milieu d'elles ces idées d'égalité, de justice, de contrôle, de liberté personnelle, dont la population musulmane paraît si dépourvue. Par conséquent c'est principalement cette dernière qu'il faut instruire et accoutumer à voir des égaux dans les chrétiens, qu'elle méprise et opprime aujourd'hui. Quand on aura obtenu ce résultat par un enseignement bien dirigé, il sera

possible de créer un système financier analogue à ceux des peuples civilisés de l'Europe.

Le contrôle dans la perception des impôts aura nécessairement pour conséquence la fixation équitable des budgets et le règlement des dépenses. Jusqu'ici, le sultan, comme successeur du prophète et vicaire d'Allah, a été maître absolu de la terre et de ses produits. Il en est résulté une effroyable dilapidation des deniers publics : on paie largement un pacha pour qu'il soit fidèle, et il ne l'est pas; le pacha fait de même à l'égard du cadi; ce dernier de son côté croit acheter par de larges et avantageuses conditions la fidélité de ses secrétaires, qui le trompent, et au-dessous de ceux-ci il y a encore leurs valets. Or la dépense remonte, puisqu'en définitive tout cet argent vient du trésor, après avoir été extorqué aux populations. Celles-ci restent découragées par l'énormité d'impôts arbitraires, les bras languissent, la terre demeure inféconde, la misère pèse sur les provinces et en décime les habitans. Le gouvernement actuel a senti que la réforme devait commencer par le sultan lui-même, car si celui d'aujourd'hui paraît modéré en comparaison de ses prédécesseurs, il peut avoir pour successeur un prodigue. Le sultan a donc créé récemment un conseil des finances, dont le rôle est de discuter et de fixer chaque année le budget des recettes et des dépenses. On ne peut pas méconnaître les excellentes intentions d'Abdul-Aziz et de son grand-vizir; mais qu'est-ce qu'un conseil de finances nommé par le sultan, que le sultan peut changer ou détruire, et qui n'est pas soutenu par des contrôles indépendans à tous les degrés de l'échelle administrative? Il n'y a que les institutions populaires qui puissent retenir les princes en leur inspirant une certaine terreur, et ces institutions ne sont bonnes ou même possibles que chez des peuples éclairés. Là donc on se trouve encore en présence de la création d'une instruction publique libérale et égale pour tous, gratuite, s'il est possible, et, s'il est possible, obligatoire. Si une telle chose existait, dans dix ans la réforme financière et administrative s'accomplirait d'elle-même; mais dans l'état présent des choses, la corruption s'exerçant du haut en bas, la servilité et la cupidité règnent à tous les degrés. L'habitude qu'on prend chez soi de traiter ainsi avec les hommes et d'acheter leurs services fait que l'on use des mêmes moyens à l'égard des étrangers. On paie des journalistes pour vanter les uns et injurier les autres; on croit nécessaire d'en entretenir sur toutes les places politiques de l'Europe, sans songer que la découverte d'un seul d'entre eux déconsidère un gouvernement, et lui fait plus de tort que tous les autres ne peuvent lui rendre de services.

Avec l'ignorance disparaîtront les mauvaises lois, avec les mau-

vaises lois les procédés malhonnêtes, la corruption et la servilité. Quand chaque homme dans le peuple aura reconquis le sentiment de la dignité humaine, et que, jouant quelque rôle dans la chose publique, il pourra faire valoir ses droits et défendre sa propriété, on verra naître en Turquie certains principes dont l'idée y existe à peine aujourd'hui. Il n'y a là en effet ni cité ni patrie. Qu'est-ce qu'une ville turque? Un ensemble de maisons mal construites, habitées par des hommes qu'aucun sentiment national ne réunit. Le seul lien qui les rattache entre eux est celui de la religion. Les chrétiens se donnent le nom de frères, mais ils ont les musulmans en horreur. Les musulmans méprisent les chrétiens en les exploitant; mais, comme cette exploitation est toute personnelle, personne n'est intéressé à la chose publique. Le musulman, tout en opprimant les chrétiens, fait son salut et gagne le paradis par des ablutions sur sa personne, des prières marmottées sans intelligence, des jeûnes en temps opportun, quelques aumônes à ses coreligionnaires, et surtout par ce fameux pèlerinage de La Mecque qui a la vertu de répandre les épidémies en tous pays. Les musulmans se reconnaissent d'un pays à l'autre comme les Juifs; mais, pour être citoyens de l'univers, ils n'en sont pas plus citoyens de leur ville et partie intéressée de leur nation. Il n'y a dans le monde musulman que des races sans nationalité, et les races s'effacent devant l'islam.

On voit quelle tâche a devant lui le gouvernement de la Porte, s'il persiste à vouloir transformer ses villes en cités et ses peuples en une nation. Que de préjugés à combattre, que d'usages à extirper, que d'orgueil à réduire, et par contre-coup que de principes à introduire et de sentimens, aujourd'hui inconnus, à faire naître! Le système administratif de la Turquie a reposé jusqu'ici sur l'avidité des uns et la corruption exercée par les autres; les procédés de gouvernement s'exprimaient par un seul mot : la force. Le sultan essaie aujourd'hui des réformes dans toutes les parties de son administration; quelques-unes semblent réussir, la plupart sont empêchées par le mauvais vouloir ou par la routine. Si ce gouvernement se décourage ou meurt à la peine, le règne de la force reprendra avec une énergie nouvelle; mais le plus fort n'est pas toujours celui qui a en main la puissance : la vraie force réside dans l'intelligence, dans l'instruction, dans l'énergie féconde, dans les principes dont on est armé, enfin dans l'appui moral ou matériel des nations civilisées. Les Russes étant exclus de la Turquie par l'accord de tout l'Occident, la lutte se réduirait donc à ce qu'elle est depuis longtemps, c'est-à-dire à celle des chrétiens et des musulmans. Par chrétiens, il faut entendre principalement les Grecs, mais il ne faut pas omettre les Arméniens, les Bulgares, les Slaves, les Albanais et

une partie des hommes de race latine ou germanique fixés en Turquie. Toutes ces races, actives à des degrés divers, faisant depuis quelques années de rapides progrès, on ne peut guère douter qu'elles n'aient avant peu la force entre les mains, et qu'ainsi elles fassent violemment, à un moment donné, la révolution tentée pacifiquement par la Sublime-Porte. Cette révolution s'opérerait plutôt contre les pachas, les cadis et les soldats turcs que contre le sultan lui-même, parce qu'elle serait sociale plus encore que politique. Comme elle aura lieu certainement, si les réformes tentées ne peuvent aboutir, l'impuissance du gouvernement turc se trouvera alors démontrée doublement par cet insuccès et par cette révolution. Il n'est pas douteux qu'alors les peuples de l'Europe, sinon la plupart des gouvernemens, prendront parti pour les chrétiens et laisseront périr l'empire ottoman.

Les efforts du pouvoir actuel en Turquie sont assurément méritoires; peut-être ne sont-ils pas bien coordonnés et exempts de quelque confusion. Aucune des réformes projetées ne peut se faire sans argent, et le pays est tellement arriéré et mal exploité qu'il ne fournit pas les fonds nécessaires à un pareil remaniement. Il faut de l'argent pour l'instruction publique à créer, il en faut pour le développement de la flotte, pour la réorganisation de l'armée et son nouvel armement, pour les nouvelles institutions politiques, pour les sociétés commerciales, pour les établissemens de crédit; il en faut surtout pour les routes, pour les chemins de fer, dont l'absence placerait la Turquie fort au-dessous de la Russie, qui fait les siens. Le sultan, à bout de ressources, emprunte, emprunte toujours : il promet à ses créanciers des intérêts énormes, il hypothèque ses meilleures sources de revenu. Il appelle les étrangers, le plus souvent des spéculateurs, qui viennent faire la banque avec forts intérêts et grosses commissions; l'argent emprunté passe entre leurs mains et ne produit dans le pays que la dixième partie des effets qu'il produirait chez nous. La situation financière du sultan est donc fort difficile et le deviendra de plus en plus pendant quelque temps. Il est dans la condition d'une compagnie industrielle, d'une société immobilière, par exemple, qui emprunte de fortes sommes pour bâtir et qui compte sur la vente ou sur la location de ses futures maisons; cependant les années s'écoulent, et l'argent aussi, les maisons s'élèvent et ne s'achèvent pas, les intérêts de l'argent emprunté continuent de courir, les locations et les ventes rapportent moins qu'on ne l'espérait; enfin on établit ses comptes, on se trouve forcé de suspendre les travaux et les paiemens, et l'on fait faillite. Nous n'avons parlé que des mécomptes sans faire la part des dilapidations, toujours à craindre en Turquie.

Nous ne voulons pas dire que le sultan soit sur le point de faire faillite. La Turquie est un pays de ressources; si elle peut éviter la guerres au dehors et les révoltes au dedans, si elle sait faire de certaines provinces hostiles un sacrifice volontaire qui lui sera payé en sécurité, il se peut qu'aidée et encouragée par les gouvernemens amis, elle arrive à ce point où les premières mises de fonds s'arrêtent, où l'industrie créée commence à produire; mais quelle tâche immense pour des hommes aussi peu expérimentés que les Turcs en matière de constitutions libérales et de services publics! Aussi, au point où les choses en sont, il est impossible de prédire absolument ni l'échec ni le succès.

Pour le moment, les états européens ne peuvent qu'encourager le gouvernement du sultan et lui faciliter la tâche qu'il a entreprise. Notre influence peut être grande, puisque nous possédons pleinement chez nous les institutions qu'il s'efforce d'introduire chez lui. Lorsque les Hellènes se constituèrent en royaume, ils voulurent établir dans leur pays une banque nationale bien organisée et dont le crédit fût fondé sur une bonne administration; ils demandèrent le secours d'un gouverneur de la Banque de France, qui vint à Athènes fonder l'établissement nouveau. De toutes les institutions helléniques, c'est aujourd'hui la meilleure, la plus solide et la plus profitable. Les Turcs ont fait de même pour le lycée ottoman. Ils peuvent continuer dans la même voie, et il est certain que l'Europe applaudira tout entière à leurs efforts. Ils ont récemment concédé leurs chemins de fer à des compagnies étrangères, ils ont laissé des banques s'établir chez eux, ils viennent d'autoriser la création d'entrepôts de commerce dans leurs principaux ports. Tout cela appelle les étrangers et confond les intérêts; mais c'est seulement lorsqu'un effort sérieux aura été fait, un succès obtenu pour l'unification des races, leur égalité devant la loi, pour la liberté des religions, la sûreté des propriétés, l'exacte administration des finances et de la justice, — c'est alors seulement que l'équilibre sera rompu en faveur des idées nouvelles, et que la Turquie sera entrée dans les voies de la civilisation. Jusqu'à présent, elle ne fait que les chercher.

Je ne pousserai pas plus loin cette étude des élémens sociaux et des forces morales qui s'agitent dans l'empire ottoman. On voit qu'en ce moment beaucoup de problèmes sont posés, et que pas un seul n'est résolu. Problèmes intérieurs et extérieurs, tous sont en suspens et pour ainsi dire enchevêtrés les uns dans les autres. Les relations de la Turquie avec les états de l'Europe dépendent de la façon dont elle résoudra ses questions intérieures, et la solution de ces dernières est liée au bon vouloir que les peuples civili-

sés auront pour le sultan. Ceux-ci étant eux-mêmes sujets à des changemens périodiques, la chute d'un pouvoir peut modifier leur attitude à l'égard de la Turquie; cependant, lorsqu'il sera démontré que le gouvernement de la Porte agit avec résolution, qu'il ne veut point, par exemple, comme le dit l'auteur du *Testament politique*, exploiter à son profit les sentimens chevaleresques des peuples, il trouvera les nations comme les souverains disposés à l'aider dans son entreprise, car les nations plus encore que les souverains ont le désir de voir régner partout la concorde, le bien-être et la justice.

Le succès semble aujourd'hui dépendre principalement du temps que mettra la Turquie à se réformer. Il faut qu'elle regagne en quelques années le chemin qu'elle a perdu depuis trois siècles. Théoriquement cela n'est point impossible, puisque tout le système qu'il s'agit d'abolir repose sur l'idée que les musulmans se font d'Allah, et que cette idée n'est pas fort différente de celle des chrétiens, dont le Dieu est personnel et dont le pape est une manière de sultan. Des Turcs aux raïas, il n'y a pas beaucoup plus de distance sociale qu'il n'y en avait chez nous entre les nobles et les vilains; la loi pourtant les a ramenés à l'égalité. Quant à la lutte des religions, la science positive la calme toujours, comme nous en avons fait l'expérience, et finit par avoir raison du fanatisme quand elle ne peut l'éteindre. Le temps aussi se chargera d'abattre l'orgueil musulman, quand des lois bien observées l'auront contraint à reconnaître ou à respecter l'égalité. La question suprême est donc une question de temps. Les réformes intérieures seront-elles assez avancées, les populations assez satisfaites, l'état économique assez prospère pour arrêter la tempête qui gronde au dehors, et qui bien vite s'étendrait jusqu'au dedans? Le sultan trouvera-t-il des ministres assez intelligens pour concevoir les mesures de salut, assez fermes pour les exécuter? C'est ce qu'un prochain avenir pourra nous apprendre. Quoi qu'il en soit, la Turquie en ce moment attire tous les regards; elle intéresse l'Europe tout entière, et par ce qu'elle fait et par ce qu'elle ne fait pas. C'est en ses mains, non dans les nôtres, qu'est la solution des problèmes dont nous venons d'énoncer les élémens.

ÉMILE BURNOUF.

LE

ROMAN MISANTHROPIQUE

L'Éducation sentimentale, histoire d'un jeune homme, par M. Gustave Flaubert. 2 vol. in-8°; Michel Lévy.

Dans les arts comme dans la vie, c'est un grand point que d'avoir foi en soi-même, de s'attacher à une idée et de la poursuivre sans relâche. Il y a des faiblesses orgueilleuses qui se déguisent sous des prétentions de toute sorte : vous connaissez les écrivains qui ne dépendent que de la fantaisie, n'obéissent qu'à l'inspiration et laissent le labeur opiniâtre aux esprits moins heureusement doués. Il y a aussi des natures agiles, des imaginations toujours prêtes, mais incapables de prolonger leur effort; celles-là se dépensent en petites choses, essayant de racheter la vigueur des conceptions durables par une espèce de scintillation perpétuelle. L'inventeur vraiment épris de son art est celui qui conçoit avec force, médite avec lenteur, tourne et retourne son sujet dans sa pensée, commence, efface, recommence, comparant sans cesse la copie au modèle, la fiction à la réalité, puis, assuré enfin de son programme, l'exécute avec feu. Les vieux maîtres ont exprimé ces choses une fois pour toutes; quelles que soient les transformations du goût, il faut les répéter d'âge en âge aux écoles survenantes, car ce sont des vérités éternelles, et aucune littérature, si brillante qu'elle soit, ne les dédaigne impunément. Si on ne remet pas le métal sur l'enclume, c'est en vain qu'on aura employé une matière de haut prix; sans la solide armure du style, sans la concentration puissante de la forme, les pensées les plus heureuses se dissiperont comme une fumée.

Est-ce à dire que le travail acharné soit toujours un gage de suc-

cès? N'est-il pas des esprits qui eussent mieux fait en se donnant moins de peine? A force de recherches, ne se peut-il pas que le parti-pris étouffe l'observation, que le système défigure la réalité? Sous tant d'opérations, de retouches, de refontes, l'œuvre cuite et recuite ne prendra-t-elle pas une physionomie baroque? C'est ce qui arrivera surtout, si l'écrivain, après s'être fabriqué je ne sais quelle théorie misanthropique, entreprend de peindre le monde à la lueur blafarde de ses idées. En de telles conditions, que l'acharnement du copiste, la poursuite superstitieuse de l'exactitude, offrent de dangers, et qu'il vaut bien mieux, comme disait Molière, « se laisser aller de bonne foi aux choses qui nous prennent par les entrailles! » Plus le point de départ est faux, et plus l'erreur est aggravée par l'obstination de l'effort. Supposez un artiste qui prétend reproduire la réalité la plus stricte, et qui commence par jeter sur cette réalité le voile bizarre de son système. En vain veut-il tout montrer, comme le rayon de soleil qui traverse la chambre obscure du photographe; en vain tâche-t-il d'être acéré, mordant, comme la scie qui coupe la pierre, comme l'eau-forte qui laboure le cuivre : dans sa préoccupation de l'effet, il songe avant tout au procédé, à l'appareil, à l'instrument, aux acides. Adieu la riche variété de la nature! Le voilà confiné dans un laboratoire malsain. Ce rude ouvrier du réalisme ne tardera guère à perdre le sens du monde réel. Il a devant les yeux un petit nombre de modèles, et ces modèles, fatigués, défigurés, aussi ennuyés qu'ennuyeux, vont représenter pour lui toute une image de la destinée humaine. En sera-t-il vraiment plus avancé parce qu'à une tâche si mal conçue il aura consciencieusement appliqué la précision de son langage et la vigueur de son talent?

Ces réflexions, nous en sommes sûr, paraîtront toutes naturelles à ceux qui auront lu le nouveau roman de M. Gustave Flaubert. L'auteur de *Madame Bovary* et de *Salammbô* n'est certainement pas un écrivain médiocre. Comme artiste, sinon comme penseur, il a des visées hardies. Personne ne met plus de soin à éviter les routes battues. Il produit peu, mais chacune de ses œuvres atteste une méditation intense et une exécution minutieuse. Les incorrections, les négligences même, du moins ce qui semble tel à première vue, tout enfin, quand on y regarde de près, porte la marque d'une volonté persévérante. La peinture des ignominies de l'adultère dans *Madame Bovary* lui a fourni l'occasion d'une étude qui rappelle exactement les opérations anatomiques. C'est une dissection savante accomplie avec une impassibilité glaciale. Si ce livre a fait scandale, ce n'est pas le sujet qui en est cause; quel moraliste farouche pourrait souhaiter un tableau plus hideux, un châtiment plus terrible de ce qui est si souvent embelli ou dissimulé par des plumes

complaisantes? Ce ne sont pas même certaines scènes où l'auteur, décidé à tout dire, ne reculait point devant les détails cyniques; M. Flaubert n'avait-il pas des prédécesseurs et des maîtres en ce genre de descriptions? Ce qui a fait scandale, c'est l'indifférence de sa pensée. On souffrait de voir une personne humaine, même la plus misérable et la plus vile, travaillée si curieusement par ce scalpel. On s'indignait de ne découvrir chez l'auteur aucun mouvement de l'âme, colère ou pitié, indignation ou sympathie, et cette froideur semblait un parti-pris de blesser en nous l'humanité. Dans un cadre tout différent, avec son luxe de science archéologique très souvent appliquée à faux, avec ses reconstructions fantastiques de l'ancienne Carthage, avec ses images de sang et de luxure, le réalisme épique de *Salammbô* présentait le même caractère de fantaisie *inhumaine*. Quel était donc cet écrivain qui, combinant son œuvre avec tant de soin, y demeurait si complétement étranger? Que signifiait cette peinture impassible? Était-ce un jeu, un défi, une prétention, ou bien fallait-il y voir le résultat d'un système, l'expression d'une philosophie cachée dont les principes se dévoileraient quelque jour?

La publication d'un nouveau roman de M. Gustave Flaubert est donc bien faite pour piquer la curiosité. Tandis que les lecteurs vulgaires, alléchés par les licences où s'est trop souvent complu le talent descriptif de l'auteur, n'y chercheront que le scandale, d'autres voudront savoir si M. Flaubert a révélé dans ce nouveau livre ce que j'appelle sa philosophie, c'est-à-dire l'idée qu'il se fait du monde et de la destinée humaine. Quant à nous, voilà le seul intérêt qui nous ait soutenu dans cette longue et ennuyeuse lecture. Que l'ingénieux écrivain veuille bien excuser notre franchise; au milieu de ces aventures communes, de ces détails insignifians, de ces descriptions sans fin, quelle que fût la valeur de certaines pages, nous aurions eu grand'peine à persévérer jusqu'au bout, si nous n'avions eu l'espoir de découvrir le fond de sa pensée. Le titre indique déjà une visée morale. On ne parle pas d'éducation sans avoir un principe et un but. Le romancier qui s'occupe de l'éducation du cœur ne peut s'enfermer dans une indifférence énigmatique, car cette indifférence même en pareille matière serait l'indice d'un système, — l'application d'une doctrine. Ainsi, quelque parti qu'il prenne dans la question qu'il soulève, il faudra bien qu'il arrive à une conclusion; nous saurons enfin s'il y a pour lui des devoirs à remplir, des écueils à éviter, un idéal à poursuivre, nous saurons ce qu'il pense du mystère de la vie. C'est avec cette curiosité que nous venons de lire le roman de M. Gustave Flaubert, et nous croyons ne pas nous tromper en affirmant que l'inspiration de son œuvre est une sorte de misanthropie gouailleuse. A ses yeux, la vie

est mauvaise et ridicule; ce monde est le règne de l'ineptie, de la vulgarité, de l'ennui, du dégoût. Quiconque est sincère avec soi-même, quiconque examine la destinée humaine sans illusion et en parle sans hypocrisie, est forcé de convenir que la meilleure chose ici-bas est ce qu'il y a de plus physique, de plus animal en nous. Si c'est bien là, comme je le pense, la conclusion de ce roman, je n'avais pas tort de dire que le fond de sa pensée est la misanthropie, une misanthropie qui s'exprime, chose singulière, avec un mélange de gravité moqueuse et de licence rabelaisienne. Il faut même prendre ce mot de misanthropie dans son sens le plus étendu; infliger à l'homme de tels outrages, c'est outrager le monde et celui qui l'a fait, à supposer que le monde soit l'ouvrage de quelqu'un. Un pessimisme qui enveloppe la création et le créateur, une misanthropie qui renferme, implicitement au moins, une sorte d'athéisme, telle est la philosophie de ce livre.

Ai-je bien deviné les énigmes de l'auteur? Il me semble qu'à l'intention philosophique dont je viens de parler se joint le désir de tracer une page d'histoire. Le héros du récit, le sujet de cette étude philosophique et morale a l'air de représenter pour l'écrivain toute une génération, la génération qui est sortie du collége il y a environ vingt-cinq ans. Le récit commence un peu avant la révolution de 1848, les scènes qui le terminent ont eu lieu dans l'hiver de 1868. Ce serait donc la physionomie des vingt-cinq dernières années que M. Flaubert aurait prétendu reproduire. Qui sait même si les faiblesses et les lâchetés de son héros ne sont pas dans sa pensée le symbole des épreuves par lesquelles a passé depuis vingt-cinq ans la société française? La description si détaillée de l'année 1848, la peinture de la révolution de février, le récit des journées de juin, le tableau des clubs, les scènes de la rue, ces images de la violence et de la bêtise populaire, ces portraits d'émeutiers, de fanatiques, de tribuns à phrases creuses, de loustics en belle humeur, de réformateurs imbéciles, de démagogues devenus agens de police, tout cela mêlé, on ne sait pourquoi, aux plus vulgaires aventures de libertinage suggère l'idée d'une œuvre où les événemens publics seraient expliqués par les mœurs individuelles. L'éducation du personnage principal serait l'éducation de la société parisienne pendant toute une période de notre histoire. La mollesse, l'énervement, la niaiserie d'un étudiant amoureux seraient le commentaire de nos destinées. Si étrange que soit cette conjecture, il est difficile de ne pas s'y attacher quand on voit l'auteur imiter manifestement le style de M. Michelet dans les derniers volumes de son *Histoire de France*. C'est la même façon heurtée, saccadée, le même art de briser son récit, de passer brusquement d'une scène à une autre, d'accumuler les détails tout en supprimant les transitions. Jamais

le roman n'a parlé ce langage; on dirait une chronique, un journal sec et bref, un recueil de notes, de traits, de mots, avec cette différence, que chez l'historien les traits sont incisifs, les mots portent, les notes résument bien ou mal des événemens graves, tandis que chez le romancier ces formes savamment et laborieusement concises s'appliquent aux aventures les plus niaises.

Nous avons indiqué les énigmes de ce livre; la première est dans le titre même. Pourquoi *l'Éducation sentimentale?* Un avis qui accompagnait l'annonce du roman a répondu à cette question : c'est l'histoire d'un jeune homme qui, au sortir du collége, fait son éducation sentimentale dans le monde et le demi-monde parisien. Le commentaire n'est guère plus intelligible que le texte. Cela veut-il dire qu'il y aura pour ce jeune homme une éducation, par conséquent un redressement de ses erreurs? Cela veut-il dire que, cette éducation s'appliquant à son cœur, il rectifiera ses fausses idées de l'amour, qu'il comprendra la force de ce mot, qu'il ne confondra plus les caprices grossiers avec le sentiment le plus pur, qu'il portera ses aspirations plus haut comme l'Amaury de Sainte-Beuve, ou qu'il s'écriera comme Alfred de Musset :

> Cloîtres silencieux, voûtes des monastères,
> C'est vous, sombres caveaux, vous qui savez aimer!
> Ce sont vos froides nefs, vos pavés et vos pierres
> Que jamais lèvre en feu n'a baisés sans pâmer!

Non, certes, il ne s'agit point de tels sentimens. Nous sommes si loin avec M. Flaubert des élans passionnés d'Alfred de Musset, si loin des analyses subtiles de Sainte-Beuve, que cette citation de *Rolla* et ce souvenir de *Volupté* feront peut-être sourire le lecteur. Ce n'est pourtant pas le désir de jouer avec les contrastes qui les a rappelés à notre esprit. Il y a ici une association d'idées toute naturelle. Si ce titre de *l'Éducation sentimentale* signifie quelque chose, il est une satire indirecte de la génération rêveuse qui, de 1825 à 1845, occupa la scène littéraire, et qui, dans la poésie, dans le drame, dans le roman, exprima si tumultueusement toutes les ardeurs de la passion. Le personnage de M. Flaubert est entré dans la vie au moment où cette période achevait son cours, il en a recueilli les traditions sans le savoir, il en a respiré l'air fiévreux, et son histoire n'est que le tableau des faiblesses, des gaucheries, des vilenies où cette sensibilité énervante l'a entraîné. Que cette donnée soit juste ou non au point de vue historique, elle pouvait offrir le sujet d'une curieuse étude; seulement l'auteur en a fait sortir précisément le contraire de ce qu'elle renferme. Au lieu de travailler à l'éducation sentimentale du héros, il montre que cette éducation est une chimère. Au lieu d'élever ce cœur, au lieu de l'épurer et de

l'affermir, il le dégrade ; c'est une éducation à rebours. Ce titre à la Berquin serait donc en définitive une ironie très compliquée dont le sens ne se dévoilerait qu'à la dernière page, et qui aurait pour but de rendre plus scandaleux encore le scandale de la conclusion.

Frédéric Moreau, élevé à Nogent-sur-Seine, dans le département de l'Aube, vient d'être reçu bachelier. A la fin des vacances, il ira faire son droit à Paris. En attendant, sa mère, veuve depuis bien des années, et qui a veillé seule sur son enfance, l'envoie faire une visite de quelques jours à un oncle, qui habite le Havre. Frédéric traverse Paris en revenant du Havre, et prend le bateau à vapeur qui doit le déposer à Montereau; de là, il sera conduit à Nogent dans une voiture que lui enverra sa mère. Il faut que le lecteur s'accoutume à ces sortes de procès-verbaux; c'est le ton du livre, et dès la première ligne ces importans détails, accompagnés de beaucoup d'autres, sont minutieusement relatés. Procès-verbaux ou descriptions, l'auteur ne sort pas de là; quand le procès-verbal est fini, la description commence, et, la description terminée, voici de nouveau le tour du procès-verbal. Mais nous jugerons tout à l'heure le procédé; tâchons d'abord de connaître le sujet, cherchons s'il y a un sentiment, une idée, un intérêt, un lien quelconque à travers cette succession de menus événemens. Sur le bateau qui emmène les voyageurs de Paris à Montereau, le jeune bachelier rencontre un personnage très bavard, très vantard, familièrement et cyniquement vulgaire. Ce gaillard, d'une quarantaine d'années, a des cheveux crépus, une taille robuste, une jaquette de velours noir, deux émeraudes à sa chemise, un large pantalon blanc, et des bottes rouges en cuir de Russie rehaussées de dessins bleus; il se dit républicain, connaît tous les artistes célèbres qu'il appelle par leurs prénoms, et commence à sa manière l'éducation sentimentale de son compagnon de voyage. « La conversation roula d'abord sur les différentes espèces de tabacs, puis tout naturellement sur les femmes. Le monsieur en bottes rouges donna des conseils au jeune homme; il exposait des théories, narrait des anecdotes, se citait lui-même en exemple, débitant tout cela d'un ton paterne, avec une ingénuité de corruption divertissante. » Vous le voyez d'ici, c'est un tripoteur d'affaires, moitié artiste, moitié brocanteur, charlatan naïf, épicurien grossier, bonhomme du reste, ouvert, hospitalier, qu'aucune pudeur n'embarrasse, qu'aucune délicatesse ne gêne, et qui, après s'être enrichi aux dépens de ses protégés les artistes, finira par devenir marchand de faïences, puis, de déconfiture en déconfiture, ruiné, chargé de dettes, sera chassé de Paris par la misère et la honte. Au début du récit, quand Frédéric lui demande son nom, il répond tout d'une haleine, comme s'il lisait sa propre carte : « Jacques Arnoux, propriétaire de *l'Art industriel*, boulevard Montmartre. » Or, tandis

que le propriétaire de *l'Art industriel* débite sa morale au bachelier, Mme Arnoux est dans le salon du bateau, brodant, lisant, occupée de sa petite fille. Quel contraste! Frédéric l'aperçoit et demeure ébloui. C'est la grâce elle-même, la grâce naïve et chaste sous sa forme la plus pure. Frédéric ne s'appartient plus; la vision charmante s'est emparée de son âme et de ses sens. En voilà pour la vie entière. Qu'il y a loin pourtant de cette ivresse aux extases vraies du premier amour! Quel mélange de raffinement et de grossièreté dans les impressions que reçoit le héros de M. Flaubert! Que tout cela est faux, forcé, inintelligible, ou, ce qui est bien pis, tristement équivoque! Je cite, car il faut savoir à quel personnage nous avons affaire, et ces émotions d'une âme qui s'ouvre sont le plus sûr des signalemens. « Il considérait son panier à ouvrage avec ébahissement, comme une chose extraordinaire. Quels étaient son nom, sa demeure, sa vie, son passé? Il souhaitait connaître les meubles de sa chambre, toutes les robes qu'elle avait portées, les gens qu'elle fréquentait, et le désir de la possession physique même disparaissait sous une envie plus profonde, dans une curiosité douloureuse qui n'avait pas de limites. » Est-ce du galimatias? est-ce quelque chose de plus condamnable? En tout cas, c'est l'indice d'une âme malsaine. Je parle de l'âme, je parle de l'imagination de Frédéric Moreau, et je ne suis pas surpris que M. Flaubert, retraçant l'éducation sentimentale du malade, nous signale sans cesse comme le premier symptôme de son état l'énervement de toutes les facultés.

L'énervement, voilà le type que représente Frédéric Moreau, et c'est la tradition romantique, c'est la littérature passionnée de la première moitié du siècle qui entretient sa faiblesse. Il y a un passage où M. Flaubert le dit expressément. « Il estimait par-dessus tout la passion; Werther, René, Frank, Lara, Lélia, et d'autres plus médiocres l'enthousiasmaient presque également. Quelquefois la musique lui semblait seule capable d'exprimer ses troubles intérieurs; alors il rêvait des symphonies, ou bien la surface des choses l'appréhendait, et il voulait peindre. » On devine bien cependant qu'il ne sera jamais ni peintre, ni musicien, ni poète. Pour créer une œuvre, il ne suffit pas d'admirer à tort et à travers Goethe, Chateaubriand, Byron, Alfred de Musset, George Sand, *et d'autres plus médiocres!* Frédéric n'aura jamais une conception forte, il est à peine capable de se conduire. L'amour vrai dans une âme virile est un gage d'énergie et de pureté; Frédéric est comme hébété par son amour. J'emprunte à l'auteur lui-même le jugement que je porte sur son héros. « Un afflux de tendresse l'énervait, » nous dit M. Flaubert, et plus loin : « La contemplation de cette femme l'énervait comme l'usage d'un parfum trop fort. Cela descendit dans les

profondeurs de son tempérament. » Cet énervement se traduit de toutes les manières, tantôt par la lâcheté morale, tantôt par l'irrésolution la plus niaise. Il n'est pas le jouet de sa passion, il est le jouet du hasard. Pendant qu'il fait son droit à Paris, il s'est acheté un pantalon gris-perle, un chapeau de feutre blanc et une badine à pomme d'or pour aller faire visite à Mme Arnoux. Pourvu de tout cela, il hésite, craignant d'avoir eu « une idée de coiffeur. » Qu'ils sont touchans, ces combats d'une belle âme et dignes d'être racontés! « Enfin, pour savoir s'il irait chez Mme Arnoux, il jeta par trois fois dans l'air des pièces de monnaie. Toutes les fois le présage fut heureux. Donc la fatalité l'ordonnait. Il se fit conduire en fiacre rue de Choiseul. » Toutes ces choses sont dites le plus sérieusement du monde. Nous voudrions nous montrer aussi sérieux que l'auteur, mais le moyen de ne pas rire? Ces grâces d'état n'appartiennent qu'à l'école des impassibles. On a beau faire, il est des rapprochemens auxquels on ne peut échapper. Connaissez-vous une bouffonnerie représentée, il y a deux ou trois ans, sur un de nos petits théâtres et intitulée *les Jocrisses de l'amour?* Le héros de M. Gustave Flaubert est évidemment de cette confrérie : on s'étonne que l'auteur puisse garder ici son imperturbable sang-froid, on s'étonne qu'il étudie cet imbécile avec les procédés de la science, avec la précision de la critique, oubliant qu'un tel personnage est connu depuis longtemps, et depuis lontemps appartient à la caricature.

Tous les événemens qui suivent confirment cette première impression. L'habile écrivain a scrupuleusement observé le précepte d'Horace : le personnage qu'il met en scène demeure fidèle à ses débuts. Tel s'est montré Frédéric Moreau dans les cent premières pages, tel nous le retrouvons jusqu'à la fin de ses longues aventures, *qualis ab incœpto processerit.* On pourrait appeler ce roman : *l'histoire d'un énervé.* Par instans, quand il se croit aimé de Mme Arnoux, il a des réveils de volonté courageuse et honnête. La gracieuse femme a besoin d'une résignation singulière avec un mari comme le sien; ce joyeux butor ne cesse de blesser en elle toutes les délicatesses de l'esprit et du cœur. Il l'aime comme une maîtresse; parce qu'il lui fait une vie comfortable, il se croit dispensé de ses devoirs. Mme Arnoux devine ses infidélités, comme elle connaît ses grossièretés, ses mensonges, ses vilenies de toute sorte. Le bonhomme, en effet, ne se gêne guère, et s'il trompe les gens, il n'y met pas d'hypocrisie; sa jovialité désarme les dupes, sa cordialité hospitalière fait tout pardonner. « A ceux qui se plaignaient d'être exploités, il répondait par une tape sur le ventre. Excellent d'ailleurs, il prodiguait les cigares, tutoyait les inconnus, s'enthousiasmait pour une œuvre ou pour un homme, et, s'obstinant

alors, ne regardait à rien, multipliait les courses, les correspondances, les réclames. Il se croyait fort honnête, et, dans son besoin d'expansion, racontait naïvement ses indélicatesses. » Mme Arnoux, si discrète, si attentive par respect d'elle-même à cacher ce qu'elle éprouve, ne peut cependant dissimuler toujours ses préoccupations et ses souffrances. Un soir, Frédéric Moreau, qui est devenu un des hôtes de la maison, surprend un indice de ses chagrins; une sorte de demi-confidence, presque aussitôt retenue qu'échappée, établit un lien entre l'étudiant et la jeune femme. Mme Arnoux ne voit qu'un ami dans Frédéric Moreau, un ami de son mari qui compatit à ses peines, un ami bien préférable à tous ceux qui fréquentent les salons de *l'Art industriel*, car on rencontre la plus étrange société dans ces salons, des rapins, des bohêmes, des républicains d'estaminet, et Frédéric mérite vraiment d'être distingué parmi ces figures hétéroclites. Lui, de son côté, il considère de plus en plus Mme Arnoux comme un idéal presque divin. Être admiré par elle sur quelque grande scène de la vie publique, atteindre à la gloire pour lui en faire hommage, tel est son rêve. Nous avons signalé des traits bien ridicules de la physionomie de Frédéric Moreau; citons du moins ses rêves d'action et de virilité, car c'est peut-être le seul endroit où éclate la passion. « Il se voyait dans une cour d'assises, par un soir d'hiver, à la fin des plaidoiries, quand les jurés sont pâles et que la foule haletante fait craquer les cloisons du prétoire, parlant depuis quatre heures déjà, résumant toutes ses preuves, en découvrant de nouvelles, et sentant à chaque phrase, à chaque mot, à chaque geste, le couperet de la guillotine, suspendu derrière lui, se relever; puis, à la tribune de la chambre, orateur qui porte sur ses lèvres le salut de tout un peuple, noyant ses adversaires sous ses prosopopées, les écrasant d'une riposte, avec des foudres et des intonations musicales dans la voix, ironique, pathétique, emporté, sublime; elle serait là, quelque part, au milieu des autres, cachant sous son voile ses pleurs d'enthousiasme; ils se retrouveraient ensuite, — et les découragemens, les calomnies et les injures ne l'atteindraient pas, si elle disait : « Ah ! cela est beau ! » en lui passant sur le front ses mains légères. Ces images fulguraient comme des phares à l'horizon de sa vie. Son esprit excité devint plus leste et plus fort. » Tout cela n'est pas nouveau; cela est vrai du moins et rendu en bon langage. On est heureux de s'y arrêter une minute; un peu d'émotion dans cette sèche histoire si brillamment développée, c'est comme un peu d'ombre et d'eau dans le désert.

Nous savons d'avance que cet enthousiasme viril ne se soutiendra point. Frédéric est condamné aux langueurs les plus ridicules et aux plus vulgaires désordres. M. Arnoux l'a conduit chez une fille

du demi-monde, une certaine Rosanette, qui donne des bals où deux ou trois agens de police ne seraient pas déplacés. Arnoux est le protecteur de cette créature, en compagnie de plusieurs autres; Frédéric est simplement son ami, comme il est l'ami de la pure et discrète Mme Arnoux. Il mène désormais une existence en partie double : auprès de Mme Arnoux, les extases langoureuses, auprès de la Rosanette les velléités grossières, et les unes comme les autres ont ce même résultat d'entretenir en lui l'irritabilité, l'énervement, la dégradation insensible, mais continue, en un mot de détruire la conscience et la vie. Chez la Rosanette, il pense à Mme Arnoux; chez Mme Arnoux, il se souvient de la Rosanette. C'est ainsi qu'au milieu des adorations presque mystiques où le jette la vue de son idole, il lui vient des pensées qui ne devraient pas même effleurer son esprit, et que M. Flaubert, en historien fidèle, traduit avec une exactitude inflexible. Un jour, par exemple, se trouvant seul avec Mme Arnoux dans une chambre faiblement éclairée, voyant son profil pur se découper en pâleur au milieu de l'ombre, il a envie de se jeter à ses genoux. « Un craquement se fit dans le couloir, il n'osa; il était empêché d'ailleurs par une sorte de crainte religieuse. Cette robe, se confondant avec les ténèbres, lui paraissait démesurée, infinie, insoulevable... » Ces derniers mots vous révoltent, cette crainte religieuse et cette robe insoulevable vous paraissent un mélange de mysticisme et de lubricité véritablement nauséabond; c'est la traduction exacte des sentimens équivoques au milieu desquels se traîne, languissante et honteuse, l'imagination de l'énervé.

Après tout, s'il y avait ici l'étude d'une âme, les détails les plus fâcheux ne seraient pas sans excuse; mais dans une chronique comme l'a conçue M. Flaubert, quelles impressions peuvent nous laisser les événemens qu'il accumule, sinon des impressions de dégoût tempérées par l'ennui? Puisqu'il n'y a ici ni âme ni conscience, puisqu'il s'agit simplement du journal physiologique d'un être sans volonté, avons-nous intérêt à savoir que Frédéric Moreau, tremblant devant la dignité de l'épouse, est éconduit par les jovialités sans façon de la courtisane? C'est pourtant là ce qui remplit tout un volume. Rosanette se fait conduire aux courses par Frédéric, Rosanette se fait inviter à souper par Frédéric; bien plus, elle amène ses convives, puis, au milieu de la fête, elle le plante là pour suivre un jeune gentilhomme, le vicomte de Cisy. Chez un observateur de race gauloise, chez un moraliste au franc langage, ces aventures-là peuvent avoir leur prix. Il y a la comédie du vice, comme il y a celle des ridicules et des travers; ne la demandez pas à M. Gustave Flaubert, il ne se déride jamais, il rédige consciencieusement ses procès-verbaux, il raconte sur le même ton un bal du monde interlope, un souper de libertins, un duel ridicule, et les scènes où le

cœur est en jeu. On passe d'un théâtre à l'autre sans s'apercevoir qu'on a changé de place : c'est le même langage, le même procédé, le même art qui consiste à supprimer l'art. Et que de choses inutiles! combien de redites et de commérages! Frédéric va de Paris à Nogent-sur-Seine et de Nogent-sur-Seine à Paris. Il a vu là-bas MM. tel et tel; il retrouve ici les compagnons de son désœuvrement, les parasites de la maison Arnoux, les rapins de l'atelier, les socialistes de la tabagie; aucun de ces incidens n'est omis par le greffier. Les personnages qui vont et viennent dans cette histoire, disant des riens comme les badauds d'Henri Monnier, sont innombrables. En vérité, on s'y perd. Qu'est-ce que Regimbard, le citoyen? qu'est-ce que Sénécal, le démocrate? qu'est-ce que Dussardier, le commis de nouveautés? qu'est-ce que Hussonnet, l'écrivain de la petite presse? qu'est-ce que Martinon, le futur magistrat? qu'est-ce que Pellerin, le peintre réaliste? Je ne nie point qu'il y ait çà et là des traits observés finement et exprimés d'une main sûre; mais que font ces gens-là dans le récit? que nous veulent-ils? que représentent-ils? Pourquoi l'auteur, qui a tant de peine à débrouiller son plan, va-t-il s'embarrasser de tant de marionnettes? C'est qu'il n'a que peu de chose à dire, c'est qu'il faut dissimuler le néant de l'action, c'est que, renonçant à faire une étude psychologique et morale, sa seule ressource est de donner au moins une image telle quelle de la société parisienne sous le règne de Louis-Philippe. Par malheur, ce mouvement confus ne dissimule rien. Bals, soupers, cabarets, réunions intimes, réunions de plaisir, conversations tumultueuses, parlages, caquetages, tout cela ne rachète point le manque d'intérêt. Les salles sont pleines, le roman est vide.

C'est seulement vers la seconde moitié du second volume que l'action paraît se ranimer un peu. Mme Arnoux, si longtemps partagée entre la mésestime que lui inspire son mari et la crainte de céder à une faiblesse, Mme Arnoux si pure, si austère dans sa grâce, si jalouse de son propre respect, s'accoutume peu à peu à voir chez Frédéric autre chose qu'un confident. Elle devine sa passion, elle en est troublée en dépit d'elle-même, et un jour elle se laisse arracher à mi-voix une promesse de rendez-vous aux environs de la Madeleine. Frédéric l'attend; viendra-t-elle? Non. A ce moment-là même, son enfant a éprouvé les atteintes du croup, et la pauvre mère éperdue, affolée dans cette lutte contre la mort, n'est soutenue que par des médecins indifférens ou stupides. C'est la nature qui lui vient en aide; une crise éclate, le malade est sauvé. « Tout à coup l'idée de Frédéric lui apparut d'une façon nette et inexorable. C'était un avertissement de la Providence. Mais le Seigneur, dans sa miséricorde, n'avait pas voulu la punir tout à fait! Quelle expiation plus tard, si elle persévérait dans cet amour! Sans doute on insul-

terait son fils à cause d'elle; Mme Arnoux l'aperçoit jeune homme, blessé dans une rencontre, rapporté sur un brancard, mourant. D'un bond, elle se précipite sur la petite chaise, et de toutes ses forces, lançant son âme dans les hautenrs, elle offre à Dieu comme un holocauste le sacrifice de sa première passion, de sa seule faiblesse. » Voilà un mouvement vrai, un élan bien rendu, et qui semble attester de la part de l'écrivain une certaine sympathie; M. Flaubert se garde bien de s'y arrêter, il passe, il va, notant les choses les plus opposées avec le même soin, c'est-à-dire avec l'impartialité de l'indifférence. Que devient Frédéric? Il attend de longues heures, agité, enfiévré, « ayant parfois des faiblesses à s'évanouir et tout à coup des rebondissemens d'espérance. » Le lendemain, il monte chez la Rosanette, qui vient précisément d'être abandonnée par un de ses amans, et le voilà installé chez la courtisane.

M. Flaubert a-t-il eu la pensée de mettre en tout son jour la lâcheté de son personnage? L'intention serait bonne; malheureusement, il faut tout deviner, tant est grande la discrétion du conteur. Ces aventures ont lieu le jour même où éclate la révolution de février. Penché sur un balcon du boulevard à côté de cette fille inepte, Frédéric « riait, *blaguait*, était très gai. » On entend retentir la fusillade du boulevard des Capucines. « Ah! dit-il tranquillement, on casse quelques bourgeois. » Ce *blagueur* entre aux Tuileries avec le peuple, flâne au milieu des clubs et des barricades en donnant le bras à la Rosanette, veut se précipiter dans le mouvement révolutionnaire pour l'accélérer, et rêve des grandes figures de la convention. D'où lui vient ce subit enthousiasme? « Il était séduit par le costume que les députés, disait-on, porteraient. Déjà il se voyait en gilet à revers avec une ceinture tricolore. » C'est le même homme qui, dégrisé par les sottises des clubs, ayant du reste le sentiment de sa propre nullité, renonce bientôt aux aventures politiques, et s'en va, en compagnie de Rosanette, passer à Fontainebleau les dernières semaines du printemps, pendant qu'on s'égorge à Paris. — Pourquoi M. Flaubert a-t-il inséré à cette place une description si savamment détaillée de la forêt de Fontainebleau? Pourquoi cette toile où le romancier semble lutter avec les maîtres du paysage moderne? A-t-il voulu simplement, puisque l'occasion se présentait, dérober à M. Corot sa grâce poétique, à M. Théodore Rousseau son agreste vigueur? ou bien y a-t-il là une ironie dont le secret nous échappe? Étaler dans ce cadre splendide les tristes amours de Frédéric et de Rosanette, déployer avec tant d'apprêt une *idylle* d'aussi mauvais goût, c'est peut-être là une de ces inventions que M. Flaubert prend pour des hardiesses. Hélas! en fait de scandales, le temps présent est fort blasé. Frédéric courant les bois avec cette créature pendant que le sort de la France se décide

sur les barricades de juin ne nous offre que le plus vulgaire des scandales, le scandale de la platitude. Quelle platitude encore dans les incidens qui suivent! Une certaine Mme d'Ambreuse, femme d'un riche banquier, député du centre gauche sous Louis-Philippe et représentant du peuple sous la république, jouait un rôle assez équivoque dans la première partie du roman; la voilà tout à coup mêlée aux aventures du personnage principal. Frédéric lui appartient sans cesser d'appartenir à la Rosanette, et comme il garde toujours au fond de son cœur l'idéal de Mme Arnoux, vous devinez au milieu de quelles vilenies va se traîner cet imbroglio. On est tout surpris de voir le pauvre diable conserver encore assez d'énergie pour rompre avec ses deux maîtresses, la courtisane et la grande dame, parce qu'elles ont contribué l'une et l'autre à la ruine de la famille Arnoux.

Le lecteur n'aurait pas une juste idée de ce tissu d'aventures, s'il ne remarquait pas que les événemens de l'histoire intime du héros coïncident toujours exactement avec les catastrophes publiques. Frédéric va être aimé de Mme Arnoux quand la révolution de février remet tout en question; il emmène Rosanette à Fontainebleau pendant que les journées de juin épouvantent la France; il congédie Rosanette et rompt avec Mme d'Ambreuse au moment où s'accomplit le coup d'état du 2 décembre 1851. Que signifient ces combinaisons? A les considérer en elles-mêmes, je suis persuadé qu'elles ne signifient absolument rien; mais je suis persuadé en même temps qu'elles sont laborieusement préparées pour avoir l'air de signifier quelque chose. Ne rien dire et paraître profond, raconter des vétilles et prendre les allures de l'histoire, tel est ici le grand art. C'est donc une mystification? C'est bien pis, à mon sens; s'il y a un dessein dans cet arrangement, ce ne peut être que le dessein de confondre les grandes choses et les petites, les sérieuses et les ridicules, afin d'établir sur cette promiscuité la doctrine du mépris universel.

Cette conclusion est prématurée tant que nous n'aurons pas signalé les deux dernières scènes du livre, celles qui doivent en résumer l'esprit. Une nouvelle période a commencé pour Frédéric, et l'auteur, comme s'il s'agissait d'un Saint-Preux ou d'un Werther, d'un René ou d'un Childe-Harold, nous dit très sérieusement : « Il voyagea, il connut la mélancolie des paquebots, les froids réveils sous la tente, l'étourdissement des paysages et des ruines, l'amertume des sympathies interrompues. Il revint, il fréquenta le monde, et il eut d'autres amours encore; mais le souvenir continuel du premier les rendait insipides... » Quinze ans se sont écoulés. Un soir, vers la fin de mars 1867, comme il était seul dans son cabinet, une femme entra; c'était Mme Arnoux sous une voilette de dentelle noire qui ne laissait voir que ses yeux. Quelle émotion de part et d'autre!

Que de souvenirs évoqués par l'apparition charmante! Que de questions à se faire! Elle lui parle de sa situation présente, de son mari, de sa famille. Ils vivent au fond de la Bretagne, non loin de la mer, bien modestement, bien petitement, afin de payer une partie de leurs dettes. Arnoux, brisé, abattu, a l'air d'un vieillard. Sa fille est mariée à Bordeaux, son fils est en garnison à Mostaganem. Frédéric l'écoute, la regarde, toujours ravi en extase, puis elle ôte son chapeau, et la lampe éclaire ses cheveux blancs. « Ce fut comme un heurt en pleine poitrine; pour lui cacher cette déception, il se posa par terre à ses genoux, et, prenant ses mains, se mit à lui dire des tendresses. » Ils se parlent alors comme ils n'eussent jamais osé le faire il y a quinze ans, ils s'enivrent de formules caressantes, et Frédéric a tout à coup l'idée qu'elle est venue dans l'intention de s'offrir. Il se lève, il hésite; un instinct plus fort que la passion lui dit que ce serait un inceste, il ressent aussi la crainte d'un dégoût qui détruirait à jamais son idéal. Bien qu'elle lui dise : « Onze heures déjà! je m'en irai au quart, » il reste debout, silencieux, roulant une cigarette, ou bien, toujours en silence et fumant, il va et vient par la chambre. Scène pénible, scène répugnante, si l'on songe que Mme Arnoux était jusqu'à ce moment la seule figure honnête de cette histoire! Elle s'en va donc, ayant évité la chute, mais non la déchéance morale, et le dégoût que le héros a craint de s'infliger n'est pas épargné au lecteur.

L'autre scène est plus triste encore, puisqu'elle renferme la moralité du livre. Frédéric a un ami, nommé Deslauriers, qui s'est trouvé mêlé à tous les incidens de sa vie, bien que nous ne l'ayons pas cité dans cette rapide analyse; mais comment énumérer tous les personnages, comment signaler tous les faits d'une chronique minutieuse et bavarde? Deslauriers avait donné sa jeunesse à l'ambition, comme Frédéric avait donné la sienne à l'amour. A l'un l'éducation sentimentale, à l'autre l'éducation virile. Agir et vaincre, se créer sa place, être député, orateur, ministre, tel était l'idéal de celui que la pauvreté stimulait; celui qui avait de quoi vivre sans se donner grand'peine ne demandait qu'à aimer pour être heureux. On a vu ce que signifiait le mot *aimer* pour la molle et lâche nature de Frédéric; la vie active n'a pas été plus féconde pour l'esprit cassant de Deslauriers, et il a passé, comme son ami, par des épreuves grotesques. Or au commencement de l'hiver dernier les deux camarades se retrouvent et se content leurs aventures. Deslauriers, commissaire de la république, puis préfet de l'empire, a été destitué pour des excès de zèle gouvernemental; depuis, il a été chef de colonisation en Algérie, secrétaire d'un pacha, gérant d'un journal, courtier d'annonces, et finalement employé au contentieux dans une compagnie industrielle. Ils reconnaissent tous deux qu'ils ont

manqué leur vie, celui qui avait rêvé l'amour comme celui qui aspirait au pouvoir. « C'est peut-être défaut de ligne droite, dit Frédéric. — Pour toi, dit l'autre, cela se peut. Moi, au contraire, j'ai péché par excès de rectitude, sans tenir compte de mille choses secondaires plus fortes que tout. J'avais trop de logique, et toi de sentiment. » Tandis qu'ils devisent de la sorte, accusant le hasard, les circonstances, l'époque où ils sont nés, ils remontent de souvenir en souvenir jusqu'à leurs années de collége. Te rappelles-tu? Et chacun complétant le dire de l'autre, ils se remémorent les incidens des classes, les gamineries des promenades, la joie des vacances, les premières pipes fumées, surtout la première visite dans une maison de débauche. C'est par ce tableau que l'auteur a voulu couronner son œuvre. La scène est à la fois burlesque et ignoble. Les deux amis la racontent en détail, et quand ils ont fini : « C'est là ce que nous avons eu de meilleur, dit Frédéric. — Oui, peut-être bien! c'est là ce que nous avons eu de meilleur! » dit Deslauriers.

Voilà donc la conclusion de cette étude! Ce que la vie offre de meilleur ou de moins mauvais, c'est le premier éveil, le premier trouble des sens, fût-ce dans les conditions les plus basses! L'un et l'autre, l'homme de sentiment et l'homme d'action, au bout de leurs années d'apprentissage, ils ont cueilli ce fruit d'or sur l'arbre de science! Après avoir lu le roman de M. Flaubert, parcourant à la hâte le nouveau livre de M. Michelet qui traite aussi de l'éducation, je tombai sur une page où l'auteur, beaucoup plus chrétien qu'il ne pense alors même qu'il fait la guerre au christianisme, conclut énergiquement contre les doctrines du romancier. Le meilleur des biens à ses yeux, c'est la vie de l'âme, avec les fortes études qui la soutiennent et la relèvent. Il rappelle ce qu'il doit sous ce rapport à l'antiquité, à ses langues, à ses littératures, à son histoire. « Ce qui me soutint, dit-il, même en mes faibles jours, c'est qu'ayant vécu dans ce monde fort, j'eus peu le narcotisme, les mollesses d'esprit qui détrempent aujourd'hui. Je fus préservé du roman. Le fin acier du grec me rendait difficile, et la gravité du latin, son ampleur, me donnaient la nausée du mesquin et du bas. Même en ce qui pourrait troubler un jeune cœur, aux chants passionnés, certaine noblesse relève tout, et j'y trouvai parfois, dans Catulle et Virgile, l'homœopathie de la passion. La leur est puissante, mais forte, point du tout énervante. Elle aide à tromper la jeunesse, à éluder la tyrannie de l'âge. La brûlante Ariane de Catulle, à certains jours de fête, ferme l'oreille aux bruits, aux séduisans appels des réalités inférieures. On a lu, le soir vient et la fête est passée. Un peu triste peut-être, mais fière, heureuse au fond de se sentir entière au travail de demain, la jeune âme s'endort en quelque chant sacré de l'héroïsme ou de la

muse. J'ai trouvé à tout âge un grand soutien à posséder (disponible toujours) ce puissant cordial. » Que ces paroles sont bonnes à recueillir, lorsqu'on vient de voir les personnages de M. Flaubert abaisser les choses les plus hautes, tout ce qui fait le prix de la vie, l'amour et l'action, devant les réalités inférieures!

Avions-nous tort de dire que l'inspiration de M. Gustave Flaubert était la misanthropie, ou, pour parler avec plus de précision, le pessimisme universel? Ses amis répondent que le talent rachète tout, et que c'est l'art ici qu'il faut voir, la sûreté de l'art, la vigueur du style, sans se préoccuper du fond. Nous ne sommes pas de cet avis. D'abord, sans méconnaître les qualités qui font de M. Gustave Flaubert un écrivain d'une certaine originalité, nous n'admirons sans réserves ni son art, ni son style. Qu'est-ce qu'un art dont le résultat est de supprimer la composition, de rendre l'unité impossible, de substituer une série d'esquisses à un tableau? Quant à la diction, si elle est le plus souvent précise, colorée, vigoureuse, il lui arrive quelquefois d'être brutale et incorrecte (1). Oui, certes, M. Flaubert est un artiste, il sait peindre, il sait graver à l'eau-forte, il a des touches puissantes qui font saillir en plein relief certains aspects de la réalité; mais il écrit bien comme ceux qui possèdent le don du style sans en connaître suffisamment les lois. Au reste, ce talent d'écrire fût-il irréprochable, serait-ce une raison pour absoudre un livre qui blesserait l'humanité? Ce sont là des prétentions déjà vieilles; il y a longtemps que toute critique libérale en a fait justice. Louis Bœrne, il y a un demi-siècle, rencontrant une indifférence du même genre chez certains écrivains de son pays, la dénonçait avec verve. « Ils se soucient bien, disait-il, de ce que l'art représente! c'est l'art seul qui les touche. Une grenouille, un concombre, un gigot de mouton, un Wilhelm Meister, un Christ, une vierge, une prostituée, tout cela pour eux a la même valeur... » Que dirait-il aujourd'hui? Ce n'est plus une banale indifférence, c'est un parti pris de désenchanter le monde et de dégrader la nature humaine. Cette *inhumanité* est partout, dans les détails comme dans la conclusion. Vous sentez à tout instant un froid qui vous glace. Rappelez-vous la mort de l'enfant de Rosanette, les réflexions du rapin sur ces *crapauds-là* pendant qu'il dessine les traits du pauvre petit étendu dans sa couche funèbre, les distractions du père dont la pensée suit une autre femme dans un autre foyer. Les scènes politiques ont le même caractère. Quand l'auteur décrit les clubs de

(1) *Émotionner* est un barbarisme, *réfléchir que* est un solécisme. Ce serait faire acte de pédant que d'inviter M. Flaubert à surveiller ses pronoms; j'estime pourtant qu'un ami, en lui indiquant, la plume à la main, plus d'une phrase défectueuse, lui rendrait un notable service.

1848, bien qu'il n'oublie aucun des traits de la démence populaire, bien qu'il rassemble avec soin les billevesées les plus comiques, on n'est guère disposé à sourire; il y a dans tout cela une impassibilité méprisante qui est vraiment une insulte, non pas à la populace des rues, mais au genre humain. Bref, tout est combiné en vue de la brutale ironie qui doit couronner l'œuvre.

Si cette ironie s'appliquait seulement aux deux héros du livre, on n'y attacherait pas d'importance. — Voilà, dirait-on, une triste histoire, et deux personnages assez vilainement accommodés. Comment ne pas voir pourtant qu'il s'agit ici de la vie elle-même, de la destinée de l'homme ici-bas? Il est donc impossible de ne pas protester en fermant le livre; on se dit que tout cela est faux, que l'auteur n'a peint ni l'amour ni l'action, qu'il calomnie l'humanité, que la vie est chose de haut prix et que l'art se renie lui-même en s'obstinant à désenchanter l'œuvre de Dieu. La vraie loi de l'éducation du cœur est précisément le contraire de la conclusion à laquelle aboutit le pessimisme du romancier : il faut vivre, il faut penser, agir, aimer,

> Car celui-là déjà sent le froid du trépas,
> Qui ne travaille pas ou bien qui n'aime pas,

comme disait en ses vers dantesques notre pauvre ami Antoni Deschamps. Et s'il ne s'agit pas de la nature humaine, s'il est simplement question de la période qui a suivi 1830, de sa littérature agitée, de son esprit tumultueux, de sa fièvre de sentiment et de passion, ne faut-il pas réclamer aussi contre le misanthropique tableau de M. Flaubert? Quand il nous dit que son héros, « l'homme de toutes les faiblesses, » fut gagné en 1848 par la démence universelle, a-t-il prétendu vraiment représenter les jeunes générations de ce temps-là? N'y avait-il que de mauvaises influences dans un monde où la vie politique pouvait tenter les plus dignes? Non; quand la France faisait l'apprentissage de la vie parlementaire, quand les Guizot, les Thiers, les Berryer, les Broglie, les Rémusat, illustraient la tribune, quand des luttes viriles faisaient battre les cœurs, ce n'était pas la somnolence malsaine des voluptueux qui était le caractère de la société française. Il y avait d'autres inconvéniens et d'autres périls; celui-là ne comptait point. On le vit assez clairement au jour des grandes épreuves; si le pays se sauva lui-même pendant les crises de 1848, c'est que trente années de luttes parlementaires l'avaient préparé à une pratique plus complète de la liberté. Ainsi le héros de ce roman ne représente que lui-même, il n'est pas le type accusateur du temps où il est né. Il faut réserver ces condamnations pour les périodes où des circonstances funestes

ont suspendu la vie publique. Prise au point de vue de l'histoire, la figure de Frédéric Moreau est aussi fausse qu'elle est vulgaire au point de vue psychologique et moral.

C'est l'usage dans beaucoup de romans d'indiquer à la fin du récit les destinées ultérieures des acteurs principaux; on ne quitte pas des personnes avec lesquelles on a longtemps vécu sans se préoccuper de ce qu'elles deviennent. Quel est donc le sort réservé à Frédéric Moreau? L'auteur ne le disant pas, j'essaie de le deviner. Il mènera une triste existence, il ne vivra point, et c'est à peine s'il verra vivre les autres; ennuyé, dégoûté de tout, il n'apercevra le monde qu'à travers ce dégoût et cet ennui; l'étude, l'art même, lui seront d'une faible ressource, et si un jour, devenu écrivain, il raconte ses mésaventures dans un roman intitulé *l'Éducation sentimentale*, assurément ce sera son dernier mot. Ce ne sera pas le dernier mot de M. Gustave Flaubert. Un talent si vigoureux ne subira pas toujours les entraves d'un système aussi faux. A quoi servirait cette vue nette et perçante, si l'on devait se borner à l'étude des réalités inférieures? Le pessimisme n'est pas un signe de force, c'est une marque de découragement ou un aveu d'impuissance. Il y a place sans doute au domaine littéraire pour tous les genres d'inspiration, et ce n'est pas nous qui voudrions restreindre les libertés de l'art; sachez seulement que la satire, pour être saine et virile, doit recéler un fonds de sympathie. Le satirique le plus amer, en dévoilant les misères de l'homme, a en lui l'idéal d'une humanité meilleure; la satire misanthropique et *inhumaine* est un acte contre nature, un cas illogique et monstrueux. Ces réflexions, il est vrai, ne troubleront pas l'historien de Frédéric Moreau, elles contribueraient plutôt à l'enfoncer dans son erreur. L'illogique, le monstrueux, c'est précisément ce qui attire les adeptes de l'école impassible; mais, si nous n'avons aucune illusion sur l'efficacité de nos remontrances, nous comptons beaucoup sur les avertissemens du public. Devant l'accueil fait à son livre, devant cette impression unanime de répugnance et d'ennui, M. Gustave Flaubert comprendra que la préoccupation du style la plus laborieuse, la plus tendue, la plus acérée, n'empêche pas d'écrire des ouvrages illisibles. Qu'il prenne donc sa revanche en visant plus haut, qu'il renouvelle ses forces en des sujets plus dignes de son talent; l'artiste capable de retracer les émotions de la vie se résignera-t-il à n'être jamais qu'un peintre de nature morte?

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 décembre 1869.

Le spectacle de la vie publique qui se déroule en France depuis quelques jours est aussi nouveau qu'intéressant. C'est le tourbillon de toutes les politiques, le conflit de toutes les velléités, de toutes les arrière-pensées qui flottent dans les esprits. Le corps législatif fait son éducation sous nos yeux avec une bonne volonté mêlée d'inexpérience et d'incertitude. On ne marche pas évidemment avec assurance dans cette voie nouvelle qui vient de s'ouvrir, on n'est pas bien fixé sur ce qu'on veut ou sur ce qu'on peut; on s'interroge mutuellement, on se communique des impressions, des espérances ou des craintes. Pendant que les uns parlent à la tribune et s'échauffent pour ou contre de vieilles élections, qui ne sont le plus souvent que le prétexte de discussions vagabondes, les autres négocient dans les couloirs, dans le demi-jour des réunions privées. Les partis essaient de se grouper, ils cherchent un terrain pour y planter leur tente et leur drapeau. Où est la majorité dans cette confusion d'une législature qui commence à peine? Celle qui existait autrefois a disparu, ou du moins elle ne forme plus un corps compacte et discipliné s'ébranlant à un mot d'ordre; la majorité nouvelle n'existe pas encore, et dans cette crise de transition la situation change chaque jour. Il suffit d'un coup frappé à propos, d'un discours éloquent, d'un programme opposé à un programme, pour que les groupes se déplacent, se dispersent ou se recomposent. C'est à ne plus se reconnaître dans tous ces dénombremens fantastiques de la gauche, de la droite, du centre gauche, du centre droit, des cent seize qui se fractionnent, des cent quatorze qui deviennent les cent vingt-huit, des vingt-cinq qui deviennent les quarante-trois. Le spectacle est nouveau et curieux un moment, nous n'en disconvenons point; il ne faudrait cependant pas le laisser durer trop longtemps, et d'abord il faudrait se hâter de sortir de cette vérification des pouvoirs à la fois orageuse et traînante qui ne peut

pas finir, dont on fait le prologue passionné et stérile d'une session où tant de choses supérieures, essentielles, sont encore à faire.

Que la vérification des pouvoirs ait une importance sérieuse dans un pays libre, ce n'est pas ce que nous mettons en doute; mais en même temps, pour ce qui est des circonstances actuelles, il ne faut pas que les membres du corps législatif se fassent illusion : ils commencent à perdre leur temps à force d'éplucher des dossiers et de dérouler avec solennité le récit d'une multitude de minuties électorales. Ils se complaisent trop volontiers à jouer aux interruptions et aux surprises. Ils prolongent sans résultat sensible des débats puérils et irritans qui finissent par de médiocres tempêtes, si bien qu'un député qui est de l'opposition, si nous ne nous trompons, a pu dire tout haut en pleine chambre avec un bons sens un peu vulgaire, quoique fort pratique : « Je ne sais pas si le pays qui nous paie si cher pour faire ses affaires trouvera que nous avons bien employé aujourd'hui notre temps. » C'est le résumé le plus clair d'une des dernières séances, et ici, à travers ces bruyantes discussions, on peut saisir sur le vif la faute qui a été commise au mois de juillet par l'ajournement indéfini de cette vérification. Il en résulte que les opérations du scrutin du mois de mai, qui s'effacent derrière toute une transformation constitutionnelle, n'apparaissent plus à leur vrai point de perspective, et que tout le monde est dans une situation fausse. Le gouvernement, pour ne pas livrer son passé, est obligé de soutenir des actes qui sont la contradiction la plus flagrante d'une politique à laquelle il s'est rallié depuis, et l'opposition à son tour combat les élections à l'aide de principes qui n'ont définitivement triomphé, qui n'ont été pleinement admis que plus tard. C'est une véritable incohérence, et le mieux eût été sans doute d'en finir au plus vite, d'éviter de se perdre dans ces luttes rétrospectives pour aborder résolûment la situation actuelle, pour la saisir corps à corps dans sa vérité, dans ses conséquences nécessaires. Quelle est en réalité cette situation dégagée des détails subalternes qui l'obscurcissent? Elle a certainement ses faiblesses, puisqu'elle traîne à sa suite ces incohérences qui se tournent contre elle; elle a aussi sa force, puisqu'elle n'a pas été créée brusquement, puisqu'elle est le produit invincible d'un mouvement régulier de l'opinion luttant d'heure en heure, et finissant par avoir raison de tous les obstacles.

La révolution qui s'accomplit aujourd'hui a en effet cela de caractéristique, qu'elle n'a pas été improvisée tout d'une pièce, qu'elle ne se fait pas d'un seul coup, qu'elle n'est la victoire ni d'une théorie ni d'une surprise du hasard. Elle naît d'un sentiment tout pratique, de l'expérience des choses. C'est en voyant à l'œuvre l'omnipotence politique et administrative qu'on a été ramené à la liberté comme à la seule condition possible d'un gouvernement sensé, et on pourrait dire que la vitalité, la puissance des institutions libres ont été en quelque sorte démontrées

par l'impuissance même des institutions d'un autre ordre. Le régime parlementaire s'est refait de lui-même pas à pas par la force des choses; les fautes du régime opposé lui ont rendu son crédit et son prestige. C'est ainsi que s'est formé ce sentiment libéral qui ne vise nullement à détruire sans doute, qui a été assez éprouvé pour tenir compte des faits, mais qui veut certainement des garanties, qui est devenu assez fort pour s'imposer à la fois aux passions révolutionnaires aussi bien qu'aux passions rétrogrades. Et si nous précisons ainsi l'origine et le caractère du mouvement actuel, c'est que la politique à suivre en découle naturellement. Cette politique, elle se résume tout entière dans ce mot qui ne peut être une fiction, et que M. le ministre de l'intérieur rappelait l'autre jour dans un discours qui a eu un juste retentissement : l'ordre à maintenir et la liberté à fonder. Depuis l'ouverture du corps législatif, on a publié des programmes de toute sorte, faits pour répondre à toutes les aspirations de l'opinion. Ces programmes sont assurément fort bons, ils contiennent des choses excellentes qui ne peuvent manquer de devenir des réalités. Seulement les auteurs, peut-être entraînés par la marche des événemens, peut-être un peu pressés de donner des gages, ne s'aperçoivent pas qu'ils commencent par la fin, ou qu'ils risquent de noyer l'essentiel dans les détails. L'essentiel aujourd'hui, c'est d'établir dans toute sa vérité un gouvernement libre, de laisser à l'action parlementaire toute sa latitude et tout son ressort.

C'est là le premier point à établir et à rendre inexpugnable. Cela fait, tout le reste en découle d'une façon invincible. Évidemment les institutions libres ne consistent pas dans de simples jeux d'éloquence, dans le droit de conquérir le pouvoir. On ne peut pas placer la liberté au sommet pour maintenir à tous les degrés de la hiérarchie une tutelle minutieuse et taquine, pour laisser l'initiative individuelle enveloppée de mille entraves administratives. C'est toute une série de conséquences qui s'enchaînent, qui se développent d'elles-mêmes. Il y a mieux, bien des choses auxquelles on s'attache passionnément aujourd'hui, sur lesquelles on dispute sans cesse, perdent de leur importance, ou sont du moins ramenées à leur vrai caractère par le seul fait d'un changement de régime. Ainsi cet article 75 de la constitution de l'an VIII, qui a eu la bizarre fortune de survivre à tous les régimes et dont l'existence est à coup sûr une anomalie, ce terrible article n'a plus la même signification. Il a fait beaucoup parler de lui sous un régime d'autorité discrétionnaire, où il est devenu un bouclier de plus pour des agens tout-puissans et irresponsables; on n'en parlait guère sous la monarchie de juillet, où il y avait un gouvernement agissant à la pleine lumière, répondant à chaque instant de ses actes. On supprimera l'article 75, et on n'aura pas tort, puisque c'est une vieillerie; l'idée elle-même ne disparaîtra pas tout entière parce que la responsabilité universelle et directe des fonctionnaires vis-à-vis du public n'aboutirait qu'à une immense anar-

chie, parce que ceux qui se trouveraient ainsi exposés à une incessante prise à partie auraient apparemment le droit, au nom même de leur sécurité, de discuter les ordres qu'ils recevraient, de ne les exécuter que dans la mesure où ils le jugeraient bon. La vraie solution n'est point évidemment dans cette mise en présence des fonctionnaires et du public, elle est tout simplement dans l'existence d'un gouvernement répondant sans cesse de ce qu'il fait, de ce qu'il prescrit ou de ce qu'il tolère. Qu'on prenne un autre exemple, les candidatures officielles. Pourquoi ces candidatures se sont-elles fait une si mauvaise réputation? Parce qu'elles étaient manifestement un acte de prépotence abusive, parce qu'elles faisaient des manifestations du suffrage universel le contre-seing des volontés administratives. C'était le monde renversé. On supprimera les candidatures officielles, ou plutôt elles disparaîtront nécessairement d'elles-mêmes; on ne fera pas qu'un gouvernement libre, sensé, né du mouvement de l'opinion, reste absolument indifférent devant la lutte électorale, qu'il ne puisse avoir ses préférences dans la lutte, avouer ses candidats, les soutenir de son autorité morale. Et pour aller droit à un fait tout actuel, cette vérification de pouvoirs qui se poursuit aujourd'hui si confusément, qui suscite d'inutiles orages, n'aurait pas été la même, si le régime nouveau eût été pleinement et ostensiblement en action. On eût abandonné résolument quelques-unes des élections les plus douteuses, et on se serait hâté d'en finir avec les autres pour passer aux affaires sérieuses. La première condition, c'est donc l'établissement définitif d'un gouvernement libre, et ce gouvernement ne peut avoir tout son caractère que par un ministère nouveau né de circonstances nouvelles.

C'est la question ministérielle qui se pose invinciblement; mais pourquoi, dira-t-on, le ministère du 17 juillet qui a présidé à l'élaboration du sénatus-consulte réformateur, qui a fait l'amnistie du 15 août, qui depuis trois mois a laissé à la presse, aux réunions publiques, une liberté sans limites, pourquoi ce ministère, qui vient de renouveler sa profession de foi libérale, ne resterait-il pas et ne suffirait-il pas à tout? La raison est bien simple, et elle est d'autant plus forte qu'elle est indépendante de la valeur des hommes. L'impossibilité du ministère actuel tient en réalité à toute une situation, et cela est si vrai que le succès de tribune obtenu l'autre jour par M. de Forcade à propos des élections de la Gironde a été encore plus une victoire personnelle qu'une victoire de cabinet. On est fort à l'aise après ce remarquable discours avec M. le ministre de l'intérieur, qui a fait ce jour-là acte d'homme politique, qui s'est montré à la hauteur de toutes les situations, — et le membre de l'opposition qui par une provocation directe l'a soulevé de son banc pour l'appeler à la tribune lui a rendu sans le vouloir le service le plus signalé. Oui, sans doute, M. de Forcade La Roquette s'est mis personnellement au premier rang, et son discours a été beaucoup moins la défense d'une

élection assez douteuse que le large et entraînant exposé d'une politique. La vigueur de son éloquence, la fermeté de ses déclarations libérales, ont produit un effet que M. Jules Favre a été le premier à reconnaître. M. de Forcade, pourrions-nous dire, a pris position comme ministre de l'empire libéral, comme orateur de ce nouveau régime qui commence; mais ce succès, si légitime et si honorable qu'il soit, ne change point une situation : il a pu être un instant une complication, en ce sens qu'il aurait déconcerté les combinaisons qui se préparaient; au fond, les choses restent au même point. La vraie faiblesse du ministère, c'est qu'il tient par des liens trop étroits au passé, c'est qu'il est au pouvoir comme l'image survivante et obstinée de ce passé dans un moment où le pays a besoin de voir dans son gouvernement une représentation sensible et palpable de cet ordre nouveau qu'on lui promet, auquel il ne croit qu'à demi, tant qu'il a devant lui les mêmes personnalités passant d'un régime à l'autre. Une seconde faiblesse, c'est que ce cabinet, on le sait bien, n'est rien moins qu'homogène. On ne peut ignorer qu'entre les hommes qui le composent il y a des divergences, des rivalités, et que plus d'une fois depuis quatre mois ils n'auraient pas demandé mieux que de se culbuter mutuellement. Ils sont réunis dans un cabinet, ils ne forment pas un ministère, et comment veulent-ils que le pays ait quelque confiance quand ils se défient eux-mêmes les uns des autres, toujours prêts à jeter à la mer une partie de la cargaison ministérielle? Que quelques-uns de nos ministres puissent entrer dans une combinaison nouvelle, c'est possible, quoique ce ne soit pas désirable, même pour ceux qui pourraient céder à la tentation. Dans tous les cas, le ministère tel qu'il est, ou reconstitué dans des conditions à peu près identiques, n'aurait plus qu'une autorité précaire, une existence sans cesse disputée, et dès lors c'est entre les partis en voie de formation, entre les hommes nouveaux que la question se débat.

A dire la vérité, ce ne serait plus une question; le dénoûment serait déjà venu, si dès le premier instant on avait montré un peu plus de sang-froid, un sentiment plus exact des nécessités nouvelles. Malheureusement le premier usage qu'on a fait d'un commencement de victoire a été de se diviser, et c'est ainsi que parmi les vainqueurs, parmi ceux qui aspirent à être les *leaders* du nouveau mouvement libéral, deux camps se sont formés, — M. Émile Ollivier, M. de Talhouet, M. Segris, allant un peu à droite, — M. d'Andelarre, M. Buffet, M. Daru, M. Latour du Moulin, inclinant un peu vers la gauche. On n'a été guidé sans doute que par les intentions les meilleures. M. Émile Ollivier s'est dit qu'il serait difficile de former une véritable majorité, si on n'essayait de rallier une partie de la droite; M. Buffet, M. d'Andelarre, ont cru au contraire que ce serait tout compromettre, si on paraissait s'identifier avec l'ancienne majorité. On a manœuvré, et en définitive on n'est arrivé à rien,

si ce n'est à créer une incertitude de plus, lorsqu'il eut bien mieux valu laisser de côté tous ces artifices d'une tactique douteuse et aller droit au but sans se séparer un seul instant. En restant unis, les cent seize auraient eu une force d'attraction plus irrésistible; ils auraient bien plus sûre ment entraîné les hésitans de la droite, et ils n'auraient pas fourni ce prétexte qu'on peut leur opposer en leur disant : Commencez par vous mettre d'accord. Les anciens cent seize avaient d'autant plus de raisons de maintenir le faisceau primitif par lequel la cause libérale a triomphé au mois de juillet, que franchement on ne saisit pas bien la différence des programmes publics de ces deux groupes qui s'appellent aujourd'hui le centre droit et le centre gauche. Les uns et les autres veulent toutes les garanties d'un gouvernement libre; les uns et les autres acceptent les conséquences du régime nouveau. Qu'une loi électorale doive être présentée un jour ou l'autre, est-ce là un motif de scission? Que le centre gauche propose spécialement de rendre aux trois pouvoirs l'action constituante laissée jusqu'ici exclusivement au sénat, c'est une question sur laquelle on ne peut pas différer sérieusement dès qu'on entre dans la voie parlementaire, et qui doit être tranchée par la force des choses. Où donc est la raison de laisser se prolonger une scission impolitique et dangereuse? Sait-on à quoi ont servi ces morcellemens? Ils ont favorisé les tentatives qui se sont faites récemment pour reconstituer l'ancienne majorité. Il faudrait prendre garde de ne pas tout compromettre pour se donner le plaisir de couper des cheveux en quatre. Que les hommes du centre droit et du centre gauche y songent bien : plus que jamais aujourd'hui, ils ont entre les mains les destinées immédiates de la cause libérale en France, et c'est surtout en politique que les occasions perdues ne se retrouvent pas.

Quand les conditions supérieures d'un gouvernement libre seront devenues une réalité définitivement victorieuse pour la France, quand il y aura un ministère et une majorité, lorsque majorité et ministère sauront ce qu'ils veulent et où ils vont, l'heure viendra naturellement où il faudra s'occuper des affaires de cette grande ville de Paris, qui est un état dans l'état. Il le faudra de toute façon, puisque de plus en plus Paris cesse de s'appartenir, puisque c'est le parlement maintenant qu'on voudrait charger de choisir le conseil municipal, de même que c'est déjà le parlement qui, d'après une loi de l'an dernier, doit discuter le budget extraordinaire de la puissante cité. Pour le moment, M. le préfet de la Seine en est à ouvrir, lui aussi, son corps législatif, c'est-à-dire sa commission municipale, et à prononcer son discours de la couronne que plus d'un membre du conseil parisien a dû écouter en hochant la tête.

Est-ce le testament de son règne que M. Haussmann a voulu écrire dans son dernier exposé? On le dirait à l'accent assez mélancolique de certaines paroles. On croirait qu'il a voulu une dernière fois retracer l'ensemble des immenses entreprises dont il a été le promoteur. Les entre-

prises sont immenses en effet, et les dépenses le sont aussi. Il ne s'agit de rien moins que de la reconstruction d'une ville et de plus de deux milliards dépensés par M. le préfet de la Seine. Voilà qui peut faire figure dans les états de service d'un administrateur! Par malheur, dans l'entreprenante ardeur de ses conceptions, M. le préfet de la Seine n'avait pas tout prévu, il l'avoue lui-même; il ne s'était pas dit que tous ces expédiens qu'il puisait dans son fertile esprit pour mener de front tant de travaux pourraient un jour se tourner contre lui; il ne pensait pas que la liquidation des affaires parisiennes se ferait sous le feu des discussions législatives, des polémiques de la presse, et qu'alors il y aurait un terrible moment à passer. Encore est-on du moins arrivé au terme de cette dangereuse et obscure liquidation? On croyait presque en avoir fini par l'emprunt de 465 millions que le corps législatif a autorisé au mois d'avril dernier; il n'en est rien, voici que maintenant M. le préfet de la Seine propose d'ajouter un léger supplément de 35 millions. Ce n'est pas tout, il faut régler les affaires de la caisse des travaux, de cette caisse qui a été le grand instrument de trésorerie pour les financiers de l'Hôtel de Ville; il faudra faire face à des besoins nouveaux, à de nouveaux mécomptes : de là un autre emprunt de 250 millions dont l'exposé préfectoral laisse entrevoir la nécessité en perspective. — Tout compte fait, au commencement de 1869, on pensait en finir avec 400 millions; d'ici à peu, on sera arrivé à 750 millions; quand aura-t-on le dernier chiffre? Après cela, nous comprenons bien qu'un administrateur accoutumé à opérer dans ces proportions se plaigne que, dans les limites où les pouvoirs publics semblent vouloir renfermer les moyens d'action de l'édilité parisienne, il ne soit plus possible d'aborder que des entreprises d'un ordre modeste. « Plus de concessions, s'écrie M. Haussmann de l'accent d'un homme à qui on interdit les grandes choses, plus de subventions payables à terme, plus de bons de délégation, plus d'instrument de trésorerie!... » Oui, effectivement ces choses ne sont plus de saison, elles s'en vont avec le système à l'ombre duquel elles ont été possibles. Où donc est le grand malheur que les hommes chargés de l'administration française ne puissent pas tout se permettre, et qu'en gardant assez de pouvoir pour réaliser d'accord avec l'opinion les entreprises utiles, ils ne restent point investis d'une omnipotence sans limite et sans frein? M. Haussmann lui-même, M. Haussmann en qui nous ne voyons pas un administrateur vulgaire, est la première victime du système qu'il a poussé à bout dans les affaires de Paris. Avec moins de pouvoir, il eût été obligé de se surveiller de plus près, et il eût trouvé encore un champ assez large pour y déployer son énergique activité : avec les procédés autocratiques qu'il n'abdique qu'à demi, il s'est fait une position où il prétend aujourd'hui que le dévoûment seul le retient, et où il est difficile désormais qu'il reste longtemps.

A tout prendre, est-ce donc seulement en France que se manifestent

les difficultés, les embarras d'une vie compliquée de mille passions, de mille intérêts? Est-ce en France seulement qu'on a de la peine à se frayer un chemin, à former des majorités et des ministères? Il y a sans doute des pays assez anciens dans la pratique des institutions libres ou assez heureux pour échapper à ce qu'il y a de plus périlleux dans ces épreuves. C'est une chose curieuse cependant, presque partout aujourd'hui éclatent de ces malaises qui sont l'expression sensible du mouvement des peuples. Les grandes questions européennes ont l'air de sommeiller, les questions intérieures s'agitent un peu dans tous les pays. L'Autriche a son insurrection dalmate et ses antagonismes intérieurs, qui font la vie dure au ministère. Le cabinet de Berlin a fort à faire pour tracer la limite entre la confédération du nord et la vieille autonomie prussienne, et en définitive il tend de plus en plus chaque jour à absorber la confédération dans l'ancienne Prusse. Il obéit à la fatalité de la conquête, il a laissé passer le moment de faire l'Allemagne, il fait la Prusse; il assimile, il efface les démarcations, non sans rencontrer parfois des résistances. La Bavière sort à peine d'une crise qui n'est même pas complétement terminée.

Il y a eu récemment des élections en Bavière, et ces élections très animées, singulièrement disputées, ont donné un certain avantage au parti qu'on affuble du nom d'*ultramontain,* quoique ce nom ne signifie absolument rien, et qui est en réalité le parti autonomiste, le parti de l'indépendance bavaroise vis-à-vis de la Prusse. — C'est ce parti qui a obtenu dans les élections, non pas une victoire bien significative, mais quelques voix de majorité. C'était un échec pour le ministère, qui représente une nuance plus libérale, plus allemande, et qui n'avait d'ailleurs rien négligé pour vaincre dans la lutte, — qui avait cru pouvoir, lui aussi, pratiquer le remaniement des circonscriptions électorales... La difficulté pour le cabinet du prince de Hohenlohe était de trouver une majorité dans ces nouvelles conditions parlementaires. Il devait en résulter et il en est résulté immédiatement une crise ministérielle; mais comment former un cabinet dans la situation difficile et complexe où est la Bavière? Un ministère progressiste, composé de nationaux-libéraux partisans de la Prusse, eût ressemblé à un défi jeté à l'opinion qui venait de se manifester dans les élections, et eût été d'ailleurs une combinaison peu politique. Un ministère autonomiste, porté au pouvoir par le dernier mouvement électoral, eût exposé la Bavière à de sérieux embarras en compliquant ses relations avec Berlin, outre que ce ministère se serait nécessairement ressenti dans sa marche des tendances réactionnaires du parti dont il aurait été l'expression victorieuse. Le plus sage était d'éviter ces moyens extrêmes, de se borner à une modification partielle du cabinet, en appelant au pouvoir quelques hommes concilians et modérés faits pour tempérer les antagonismes violens des partis. On s'est arrêté à cette combinaison, à cette

transaction ; c'était, à vrai dire, ce qu'il y avait de mieux et de plus simple. D'abord le jeune roi de Bavière tient à son premier ministre, le prince de Hohenlohe, et se serait difficilement résigné à se séparer de lui ; puis enfin, M. de Hohenlohe restant aux affaires, ce n'est rien de plus, rien de moins que le maintien de ce qui est, de la politique actuelle, avec l'obligation de tenir compte des manifestations récentes du pays dans le sens de l'autonomie et de l'indépendance. On évite ainsi les oscillations brusques, une réaction dangereuse dans la politique intérieure, les froissemens ou les chocs avec la Prusse. On n'empêchera pas toutefois que d'ardens débats ne se produisent dans les chambres bavaroises qui vont bientôt s'ouvrir. La question allemande sera sans doute agitée avec passion dans le parlement, comme elle l'a été dans les élections. Elle n'avancera pas beaucoup, c'est vraisemblable ; les discussions bavaroises peuvent du moins donner la mesure du progrès des choses au-delà du Rhin.

Cette question allemande, elle sommeille pour le moment. On ne peut cependant y toucher d'une plume un peu libre sans la réveiller, sans remettre en mouvement toutes les susceptibilités prussiennes. Il a suffi à notre collaborateur M. Cherbuliez de vouloir débrouiller cette confusion allemande, et de s'en être tiré en maître, pour provoquer des colères à Berlin et à Cologne. On s'est mis plaisamment en campagne pour découvrir qui pouvait bien se cacher derrière M. Cherbuliez. Peu s'en faut qu'on n'ait mis la main sur l'ennemi qui a pu inspirer de telles choses, et qui se cache sans nul doute quelque part, à Berlin ou à Stuttgard, à moins que ce ne soit à Vienne. Nous allons dénoncer aux journalistes d'outre-Rhin l'inspirateur ou le conspirateur qu'ils cherchent : c'est le peuple allemand lui-même qui s'est dévoilé tout simplement dans sa vérité au regard d'un écrivain de talent, qui n'est ni Français, ni Prussien, ni Wurtembergeois, ni Autrichien, et qui par conséquent a toute liberté d'esprit pour voir, toute indépendance pour juger ce qu'il a vu.

La saison est aux crises ministérielles, disions-nous. La Bavière a eu la sienne ; l'Italie de son côté a sa crise plus grave, qui se prolonge depuis quinze jours. L'ancien cabinet du général Ménabrea et de M. Cambray-Digny a donné sa démission à la suite du vote hostile qui a élevé M. Lanza à la présidence de la chambre, et depuis ce moment l'Italie est dans le pénible enfantement d'un ministère. Deux choses sont à remarquer dans ce singulier interrègne. La première, c'est le calme complet du pays qui assiste à toutes ces péripéties intimes sans se troubler. C'est à peine si à propos du concile qui a été inauguré à Rome il y a eu quelques manifestations dans les Marches et à Naples, où on a essayé de faire un anticoncile de libres penseurs. En réalité, s'il y a une certaine préoccupation, il n'y a pas même un commencement d'agitation au-delà des Alpes. La seconde chose caractéristique dans cette crise ministérielle italienne, celle qui explique peut-être la première, c'est l'ap-

plication la plus sincère des règles parlementaires, c'est la pleine et entière liberté laissée par le roi aux hommes publics pour arriver à une combinaison. Voilà certes un modèle de souverain constitutionnel. Il ne cherche pas à éluder un vote de parlement. S'il a des préférences et des opinions, il ne les impose pas; il cède même à des exigences peut-être un peu dures en se séparant d'hommes investis de charges de cour en qui il avait mis sa confiance. Il n'empêche rien. De cette façon, la responsabilité appartient tout entière aux partis, à ceux qui les représentent, nullement à ce roi galant homme qui ne se croit pas diminué parce qu'il n'est point un autocrate, qui fait de son pouvoir le premier garant de la liberté de tous.

Au commencement de cette crise italienne, on a pu se demander ce qui allait arriver. Le ministère ainsi frappé se reconstituerait-il encore une fois et essaierait-il d'en appeler au pays? Aurait-on recours au contraire à une combinaison entièrement nouvelle? Le ministère Ménabréa aurait pu sans doute jouer cette partie d'une dissolution du parlement; c'était par malheur une tentative assez dangereuse dans la situation compromise où il se trouvait et après toute sorte de modifications partielles qui se sont succédé depuis deux ans. Les journaux satiriques de Florence s'amusaient à représenter le général Ménabréa en Barbe-Bleue devant une hécatombe de ministres de l'intérieur, de la justice et des travaux publics. D'un autre côté, M. Cambray-Digny, malgré tout ce qu'il a fait pour les finances italiennes, peut-être à cause de cela, s'est attiré des inimitiés nombreuses et ardentes. Dissoudre le parlement dans ces conditions, c'était risquer de tout envenimer, de tout pousser à l'extrême. Il ne restait donc plus que la ressource d'une combinaison nouvelle entièrement distincte, et le premier appelé pour former un ministère a été naturellement M. Lanza, dont l'élection à la présidence de la chambre avait précipité la crise. M. Lanza est un Piémontais de la vieille race, simple de mœurs et de caractère, ancien ministre avec M. de Cavour, ayant une autorité sérieuse dans le parlement; il semblait l'homme de la situation. Sa pensée obstinée, invariable, en arrivant au pouvoir et en cherchant des collègues, était d'introduire de larges économies dans les finances et de faire principalement porter ces économies sur l'armée et sur la marine. En principe c'était fort bien, tout le monde était d'accord. Quand on est arrivé aux détails, il n'y a plus eu moyen de s'entendre, et M. Lanza s'est vu dans l'impossibilité de réussir à faire un cabinet. On a eu recours alors au général Cialdini, qui n'a pas encore été ministre, et qui après quelques négociations n'a pas été plus heureux que M. Lanza. Enfin le dernier appelé a été M. Quintino Sella, homme jeune encore, esprit énergique et actif, qui a déjà été ministre des travaux publics et ministre des finances. C'est pour la première fois que M. Sella est appelé à former un cabinet, et il n'a voulu rien faire sans s'être entendu d'abord avec M. Lanza, avec quelques hommes tels que M. Visconti Venosta

destiné à occuper le ministère des affaires étrangères et fait pour le bien occuper. On remarquera que dans tout cela la gauche a un rôle assez effacé : c'est qu'en effet elle n'a été qu'un appoint dans l'incident parlementaire qui a renversé l'ancien cabinet; elle a voté pour M. Lanza, qui n'était point son candidat, en haine de M. Cambray-Digny, et de plus elle ne s'est pas moralement relevée encore du coup qu'elle s'est portée à elle-même, il y a deux ans, dans ces événemens de 1867 dont le général Ménabréa a eu du moins la fortune d'atténuer les conséquences pour l'Italie. M. Ratazzi s'est tenu prudemment à l'écart, de sorte que dans toutes les combinaisons tour à tour essayées ou abandonnées c'est entre des nuances du parti libéral modéré que la question se débat. Rien n'est changé dans la marche générale de la politique italienne. Un seul fait aurait pu avoir une signification particulière au point de vue extérieur, c'eût été l'avénement du général Cialdini aux affaires étrangères. Le général Cialdini n'a pas été étranger, si nous ne nous trompons, à la candidature du duc de Gênes au trône d'Espagne; ministre des affaires étrangères, il eût été peut-être porté à la favoriser encore, et ce serait probablement une grande aventure pour l'Italie aussi bien que pour l'Espagne.

L'Italie se trouverait engagée malgré elle dans une affaire où l'Espagne elle-même d'ailleurs ne marche que d'un pas fort équivoque, sans bien savoir ce qu'elle veut. Le général Prim persiste, il est vrai, dans ses efforts en faveur du duc de Gênes; le pays ne le suit pas, et dans l'assemblée constituante elle-même c'est à grand'peine qu'on pourra arriver à une majorité strictement suffisante. Cette histoire des candidatures à la couronne espagnole serait peut-être curieuse; nous l'essaierons quelque jour. Ce qui est certain, c'est que dès l'origine tous les chefs principaux de la révolution de 1868, ceux qu'on appelait les unionistes, ne songeaient qu'à l'infante Marie-Louise-Fernande et au duc de Montpensier pour les placer sur le trône. Serrano, Dulce, Topete, Cordova, Izquierdo, Caballero de Rodas, Primo de Rivera, Peralta, étaient tous d'accord. Il y avait des démocrates qui sont aujourd'hui ministres, et qui ne s'opposaient nullement à cette combinaison. Un des hommes les plus honorables et les plus modérés du parti progressiste, intimement mêlé à ces négociations, M. Cantero, a révélé tout cela depuis, et le général Dulce, qui vient de mourir, l'a confirmé dans un document fait pour retentir au-delà des Pyrénées. Si dès le premier jour, sur le champ de bataille d'Alcolea, on n'avait pas proclamé le duc de Montpensier et l'infante, c'est qu'on ne voulait pas avoir l'air de faire une royauté par une insurrection militaire, et si plus tard cette combinaison s'effaçait dans le tumulte de la révolution, c'est qu'en face de l'importance croissante prise par les partis extrêmes les opinions plus modérées sentaient le besoin de rester unies en se ralliant toutes ensemble à une candidature qui pouvait représenter une idée patriotique séduisante, l'idée de l'unité ibérique. La candidature du roi

dom Fernando de Portugal avait cet avantage. Dès que le roi dom Fernando refusait, les partis divers revenaient à leurs préférences ou à leurs répugnances. En réalité, ce n'est qu'au mois de septembre que quelques-uns des ministres de Madrid, inspirés sans doute par le général Prim, qui était à ce moment en France, mettaient en avant la candidature du duc de Gênes, et ils avaient même l'idée d'un mariage du jeune prince italien avec une fille du duc de Montpensier. Cette idée ne fut point accueillie à San-Lucar de Barrameda, où on avait envoyé un négociateur. Sur ces entrefaites éclatait l'insurrection républicaine, le pays se montrait impatient d'en finir avec le provisoire, et c'est alors que, dans des réunions de députés qui se succédaient, le général Prim, rentré à Madrid, se faisait lui-même le patron officiel du duc de Gênes.

Le général Prim, à la vérité, avait une singulière façon d'appuyer le jeune prince. Il avouait qu'à ses yeux la candidature du duc de Montpensier serait sans doute la meilleure, mais que devant la répugnance de certains progressistes il se rangeait à celle du duc de Gênes, qui était la pire de toutes. Il tranchait la question en prétendant que la moustache poussait au jeune prince, qui savait déjà monter à cheval. Les unionistes résistaient résolûment à cette tentative, l'amiral Topete quittait le ministère après avoir énergiquement manifesté son opinion, d'accord avec M. Rios Rosas et M. Posada Herrera. Dès lors la scission était accomplie; la candidature du duc de Gênes, demeurée une affaire de parti, se trouvait abandonnée par la fraction la plus monarchique de l'Espagne. C'est à l'Italie de voir maintenant si elle peut accepter pour un de ses princes une couronne décernée par une assemblée déjà fort affaiblie, en face d'un parti libéral et conservateur dissident, en présence d'un pays qui reste plus que froid aux appels du général Prim.

La mort passe comme un grand souffle à travers ce monde affairé des vivans. Elle vient d'ajouter un deuil de plus à tous les deuils d'une famille accoutumée aux épreuves, et qui dans son exil n'a point cessé d'être française. Mme la duchesse d'Aumale s'est éteinte jeune encore, entourée des siens, ayant auprès d'elle le duc d'Aumale et son plus jeune fils, cherchant de son dernier regard ceux de ses enfans qu'elle avait perdus. C'était là la blessure secrète pour cette personne d'élite, honnête et intelligente compagne d'un prince qui, avec tous les dons du soldat et de l'écrivain, a su garder le patriotisme et la dignité dans le malheur. La duchesse d'Aumale a passé vingt ans en exil, elle avait vêcu quatre ans à peine en France, elle s'était fait aimer et honorer. C'était le temps des prospérités, et certes un exemple curieux vient prouver que ces prospérités n'étaient pas mauvaises conseillères. C'est au plus beau moment de sa vie, avant de partir pour l'Afrique, que le duc d'Orléans écrivait de Toulon le testament qu'on vient de publier de nouveau en le rapprochant du testament de Louis XVI et du testament de Napoléon. Ces deux derniers ont été écrits sous le coup des

plus prodigieuses catastrophes; celui du duc d'Orléans est écrit par un prince jeune, brillant, qui peut se croire assuré de la plus belle couronne du monde, et cependant ce prince prévoit tout pour son fils, le malheur de l'exil comme l'éclat du trône, et à cet enfant, qui est aujourd'hui un homme, il laisse le souvenir viril des plus fermes, des plus patriotiques pensées sur les destinées de la France et de son temps. C'est le testament d'un fils passionné de ce siècle à qui la mort n'a pas permis de faire son œuvre.

CH. DE MAZADE.

REVUE DRAMATIQUE.

LIONS et RENARDS, comédie de M. ÉMILE AUGIER.

Il serait assez difficile de prédire aujourd'hui la fortune théâtrale qui attend la pièce nouvelle de M. Émile Augier. Le soir de la première représentation, ses amis eux-mêmes croyaient à un grave échec. Le public qui avait assisté à cette représentation était un public de bonne foi et qui jugeait sans parti-pris. Son impression semblait unanime; mais depuis lors tous ceux dont le sujet choisi par M. Augier flatte habilement les passions sont arrivés à la rescousse. On distingue aisément aujourd'hui chez une bonne moitié des auditeurs la volonté déterminée que la pièce ait du succès. Quant à l'autre moitié, comme les traditions du Théâtre-Français lui imposent en quelque sorte d'exprimer sa désapprobation par son silence, elle se laisse opprimer par ces manifestations bruyantes. Aussi ne serais-je pas étonné, pour ma part, que la comédie de M. Augier ne fournît, à tout prendre, une carrière assez honorable; mais je ne crois pas qu'il y ait sur sa valeur littéraire deux opinions possibles, et c'est, suivant moi, rendre justice au talent reconnu de l'auteur que de la classer d'emblée parmi les plus faibles qu'il ait écrites. Les applaudissemens tardifs de quelques fanatiques ne pourront parvenir à empêcher qu'elle ne se distingue par deux traits fâcheux : l'exagération des défauts de M. Augier et l'absence de ses qualités. Il est toujours facile de se donner après coup des airs de prophète; mais depuis longtemps je ne pouvais m'empêcher de croire que, sur la route où il semblait marcher d'un pas si assuré, M. Augier finirait infailliblement par rencontrer une pierre d'achoppement. A chaque fois, il s'écartait un peu davantage des véritables traditions de la comédie de mœurs. Un grand malheur lui est arrivé, dont ni le talent ni l'esprit ne parviennent à préserver les gens : il s'est pris trop au sérieux. Il s'est cru vis-à-vis de la société des devoirs de réformateur à remplir. « Exposez les plaies sociales au grand jour, mais en y portant le fer rouge, » s'écrie pompeusement un personnage des *Lionnes pauvres*. Toute la théorie dramatique de M. Émile Augier se résume en ces deux lignes. Il brandit incessamment son fer rouge, et on s'imagine aisément

que ce maniement périlleux lui enlève quelque aisance. Oh! qu'il est loin de nous le poète élégant et spirituel qui écrivait ces charmans pastiches qu'on appelait *la Ciguë, l'Aventurière!* Quelle regrettable transformation dans sa méthode et son style! Il s'est renouvelé, me diront ses admirateurs. Je le veux bien; mais les fleurs qui se flétrissent se renouvellent aussi aux dépens de leur grâce et de leur fraîcheur! A Dieu ne plaise que je reproche à M. Augier d'avoir suivi le conseil que lui donnait ici même un critique regretté, M. Gustave Planche, et d'avoir délaissé la fantaisie pour la comédie de mœurs; mais ici encore quel triste renouvellement! qu'il y a loin de la morale bourgeoise de *Gabrielle* aux épisodes scabreux de *Paul Forestier!*

Pour moi, les premières déviations du talent de M. Augier remontent à plus de quinze années. Je ne sais s'il a assisté de plus près qu'un autre à des scènes de mœurs qui ont eu pour résultat de modifier l'opinion qu'il entretenait de la nature humaine et lui ont enlevé une certaine fleur d'illusions; mais à cette date le poète est mort en lui : l'observateur morose a seul survécu. Ce que je reproche à M. Augier, ce n'est pas d'être misanthrope. L'accusation serait puérile, car la misanthropie est assurément le droit du poète comique. C'est d'avoir fait son étude toute spéciale des côtés de notre nature qu'il était le moins séant de peindre. Si étendu qu'il soit, le domaine du poète comique a cependant ses limites. Son droit est entier sur le ridicule, car railler est sa mission spéciale, et il n'en doit que bien rarement sortir. J'accorde cependant que le vice lui doit aussi des comptes, mais non pas tous les vices, car ici il faut choisir. Il doit, à mon sens, s'interdire sévèrement la peinture de ceux qui excitent non pas l'indignation, mais le dégoût. Pour que le vice soit tolérable à la scène, il faut qu'il soit grandi par quelque chose, fût-ce par sa profondeur même; mais le vice repoussant, les cas honteux, la dépravation ignoble, tout cela n'est pas matière à comédie. Or c'est précisément le contraire que semble s'être proposé M. Émile Augier. Ce qu'il a traité avec prédilection, c'est la corruption de bas étage. Il en a levé tous les voiles, il a, pour nous servir de son expression, montré ses plaies au grand jour, et tout ce que la nature humaine renferme de vilains penchans a été par lui soigneusement disséqué. Je ne crois pas qu'avant lui on eût osé mettre sur le théâtre des scènes aussi révoltantes que celles des *Lionnes pauvres* et surtout du *Mariage d'Olympe.* Je ne méconnais assurément ni la vigueur de touche avec laquelle M. Augier a peint ces tristes tableaux, ni l'esprit mordant qui relève la trivialité obligée de son dialogue; mais ce que je lui reproche, c'est d'avoir émoussé volontairement la délicatesse du parterre, et rabaissé le ton de la scène française. Je ne crois pas, comme M. Augier, que le théâtre ait une action profonde sur les mœurs, et je ne partage pas sa confiance dans la mission du poète comique; mais je ne conteste pas que dans le cercle de son art un auteur de talent n'exerce

une certaine influence, et je suis prêt à reconnaître qu'à M. Augier revient l'honneur d'avoir enjolivé la peinture du laid et étouffé sur certains points les scrupules de la pudeur publique.

Ce n'est cependant point pour avoir forcé les couleurs de ses peintures que M. Augier s'est préparé à lui-même la mésaventure que la première représentation de *Lions et Renards* lui a value; c'est plutôt pour s'être trop confié à sa vigueur et pour avoir voulu s'élever à des sommets où son coup d'aile n'était point fait pour le porter. Il y a quelques années, M. Augier en était arrivé à cet instant délicat de la carrière d'un homme de lettres où sa réputation doit inévitablement baisser, si son talent ne grandit pas. Exalté peut-être par le succès, il s'est pris de dédain pour les peintures légères de la vie mondaine, et il a tenté d'aborder les régions ardues de la comédie sociale et politique. Avec les opinions bien connues de M. Augier et ses augustes relations, l'entreprise ne laissait pas que d'être d'une réalisation assez difficile. C'est en général aux dépens des puissans du jour que s'égaie la comédie, et ce n'est guère sur les vaincus que s'exerce la satire. Il s'en fallait d'un autre côté que ces relations auxquelles je faisais allusion tout à l'heure fussent un titre à la faveur du public. L'opinion commençait à se montrer peu bienveillante pour les poètes trop bien en cour, et la rude leçon que venait de recevoir l'auteur de *Gaëtana* avait dû inspirer à M. Augier des inquiétudes personnelles. Fort heureusement pour lui les anciens partis et les cléricaux étaient sous sa main. Il les immola sans scrupule sur l'autel de la popularité. En France, le moyen est infaillible, et il a été employé avec succès par un grand critique que l'intolérance des étudians avait banni du collége de France et que leurs applaudissemens ont accompagné ensuite jusqu'à la porte du sénat. L'entreprise parut au premier abord avoir un plein succès. On se souvient de la faveur bruyante avec laquelle furent accueillis *les Effrontés* et surtout *le Fils de Giboyer*. Il faut convenir qu'il y avait beaucoup de vigueur dans la conception et de vérité dans la peinture de ce Giboyer, resté comme la personnification triste et vraie de l'expérience malsaine et du talent dévoyé. — Mais le tort réel de M. Augier a été de s'imaginer qu'il avait mis la main sur une mine inépuisable de succès, et que, pour se faire pardonner la part qu'il a prise aux festins des dieux, il lui suffirait toujours de livrer les cléricaux en pâture à son public. Cette fois, il croyait bien lui avoir servi un friand morceau. Ce n'était rien moins que les jésuites eux-mêmes. Eh bien! chose étrange, le public n'a point voulu y mordre. Que voulez-vous? les jésuites sont si habiles; on a craint peut-être qu'ils n'eussent empoisonné les plats.

Voyons cependant, une fois ce grand ressort mis en jeu, quels effets M. Augier a su en tirer. Quand on évoque le souvenir des Loyola et des Ricci, quand on annonce l'intention de dévoiler au monde l'astuce profonde de la société de Jésus, encore faut-il qu'il ne s'agisse point d'un

objet mesquin, et que l'importance de la fin soit en rapport avec la perversité des moyens. Or ce que la société poursuit à travers toute la pièce, c'est tout simplement la dot de Mlle de Birague. Je veux bien que cette dot soit de neuf millions. Il n'en est pas moins vrai que, si les jésuites sont véritablement des coureurs de dot, ils n'en conservent pas en tout cas le monopole. Encore n'est-ce pas pour eux-mêmes directement qu'ils convoitent cette dot, mais pour un jeune vicomte de Valtravers dont la famille leur est toute dévouée. Tous les efforts de ces *messieurs,* comme M. Augier les appelle, vont donc tendre à faire épouser Catherine de Birague par Adhémar de Valtravers, qui, de plus, est son cousin. Quels si grands obstacles s'opposent donc à cette union? Aucun, sinon la volonté contraire de Mlle de Birague, qui, orpheline et libre de sa personne comme de sa fortune, a pris la résolution de ne pas se marier, car elle n'imagine pas qu'elle puisse être aimée autrement que pour sa dot. C'est pour triompher des résolutions un peu prématurées peut-être de cette jeune personne, que la société de Jésus va déployer toute sa diplomatie et toute sa ruse. A cet effet, elle envoie Paris un de ses affiliés, M. de Sainte-Agathe, qui a été le précepteur du jeune de Valtravers, et qui l'accompagne encore en cette qualité. Voilà l'homme terrible qui personnifie durant toute la pièce cette redoutable influence de la société de Jésus, instrument passif, serviteur sans scrupules, observateur redoutable, qui sait tout, qui voit tout, qui devine tout, — tout, excepté les frasques et les dettes que son élève fait dès le lendemain de son arrivée à Paris; tout, excepté l'entente qui s'établit entre Valtravers et Catherine, s'avouant l'un à l'autre qu'ils n'ont aucune envie de s'épouser et faisant alliance ensemble, l'un pour rester le plus longtemps possible à Paris, l'autre pour écarter les soupirans à l'aide d'apparentes fiançailles : de sorte que ce sombre génie, *dont le cadavre aura fait des orgies de pouvoir et savouré toutes les âcres voluptés du despotisme,* se laisse berner par ces deux jeunes gens, tout comme un pédant de collége par un étudiant et une grisette. Décidément il y a du Bridoison dans ce Machiavel dévot. Si la société de Jésus n'a pas à son service d'agens plus déliés, elle ne vaut pas la peine que M. Augier l'accable de ses coups.

Ce qui caractérise au reste les renards de M. Augier, c'est qu'ils tombent en aveugles dans les piéges les plus grossiers. Il a donné comme rival à M. de Sainte-Agathe, pour établir probablement un parallèle obligeant, un escroc homme du monde, qui s'appelle le baron d'Estrigaud, et que M. Augier a ressuscité de *la Contagion.* C'était un bien ennuyeux personnage en son temps que ce baron d'Estrigaud, et ses vices étaient ennuyeux comme la vertu. Je veux bien croire que ce type des d'Estrigauds existe réellement dans un certain monde, et que M. Augier ait eu occasion de l'observer : encore faut-il que la finesse d'un pareil homme égale sa dépravation, et qu'il ne soit pas facile de le faire tomber dans

le panneau. Mlle de Birague y réussit cependant, et dès la troisième scène d'Estrigaud est au nombre de ceux qui convoitent sa dot; mais comme Mlle de Birague veut acquérir le droit de lui défendre sa porte, elle le provoque à une déclaration par des coquetteries peu dissimulées. D'Estrigaud, qui ne devine rien, se jette aux pieds de Catherine, et celle-ci en profite pour lui dire qu'il y a eu malentendu entre eux, qu'elle ne lui demandait que son amitié, et qu'elle le prie de ne plus remettre les pieds chez elle. Voyez cependant comme d'Estrigaud est un habile homme! Il croit se tirer d'affaire en rétorquant qu'il y a eu également malentendu de la part de Catherine, qu'il lui a bien offert son amour, mais pas son nom, en un mot qu'il en voulait non à sa dot, mais à son honneur. Par un raisonnement qu'on a peine à s'expliquer, il compte que cette insulte le relèvera dans l'esprit de Mlle de Birague en lui donnant un gage de son désintéressement. Il n'en est rien, comme on peut penser, et Mlle de Birague le chasse de chez elle. Je l'estime heureux, pour ma part, qu'elle ne le fasse point mettre à la porte par ses valets.

Voilà pour les renards de M. Augier. Voyons maintenant quelle est la force de ses lions. A vrai dire, je n'en trouve qu'un dans la pièce; c'est un voyageur géographe qui a étranglé un nègre de ses propres mains, et qui raconte sans trop se faire prier ses exploits devant les femmes. C'est en effet en présence de Mlle de Birague et dans le salon du comte de Prévenquière, son tuteur, que Pierre Champlion (c'est le nom du voyageur) fait le récit de ses aventures. Il développe avec chaleur un projet qu'il a formé pour conquérir, à ta tête de deux cents hommes, le royaume de Wadaï, et pour tirer de captivité son ami Jacques, qui est resté entre les mains des ennemis; mais il lui faut quatre cent mille francs, et, en ouvrant une souscription, il n'a pu en réunir encore que dix mille. Mlle de Birague se lève alors, et déclare avec entraînement qu'elle met les quatre cent mille francs à la disposition de l'héroïque voyageur. Cet incident est pour M. Augier l'occasion de nous montrer la finesse véritablement diabolique dont sont doués les jésuites. Il n'en faut pas davantage en effet pour ouvrir les yeux à M. de Sainte-Agathe et pour lui faire soupçonner que ce n'est peut-être pas la destinée du pauvre Jacques qui intéresse le plus Mlle de Birague dans l'affaire. On comprend qu'il soit ému. Si Catherine aime en effet Pierre Champlion, ce mariage auquel la société de Jésus porte un si vif intérêt est singulièrement compromis, car rien ne l'empêche d'épouser le jeune voyageur et de partir avec lui à la conquête du royaume de Wadaï. Que va faire en cette circonstance le délégué de la société de Jésus? Ce doit être un jeu pour lui que d'inventer quelque combinaison machiavélique. Il ne fait rien, il n'invente rien, et, si d'Estrigaud n'était là qui veille pour son propre compte, tout serait perdu. Toujours habile autant que courtois, d'Estrigaud vient une seconde fois se faire mettre à la porte par Mlle de Birague, assez justement offusqué de ce qu'ayant rencontré chez elle Pierre

Champlion, qu'il ne connaît pas, il l'ait supplié d'intercéder pour lui et d'obtenir son pardon. Cédant à son indignation, Mlle de Birague se retire un instant. Durant cet intervalle favorable, Champlion cherche querelle à d'Estrigaud, qui s'est permis de l'appeler *mon cher,* et des menaces de mort s'échangent entre eux. Naturellement Catherine apprend la chose ainsi que son tuteur M. de Prévenquière, qui entre en même temps par une autre porte. Ce brave homme se désole et s'imagine, on ne sait trop pourquoi, que l'honneur de sa pupille sera compromis par une querelle entre Champlion et d'Estrigaud, s'il ne sert de témoin à Champlion avec Valtravers, qui continue à passer pour le fiancé de Catherine; mais à ce mot de fiancé Champlion déclare que le choix des armes, sur lequel on vient de disserter pertinemment devant Catherine, lui est totalement indifférent, et qu'il ne tient pas à la vie. Son erreur n'est pas de longue durée. A peine M. de Prévenquière a-t-il fermé la porte que Catherine s'écrie : « M. de Valtravers n'est pas mon fiancé, que Dieu vous garde! » Champlion n'a pas besoin d'être aussi perspicace qu'un jésuite pour comprendre qu'il est aimé.

Le péril, comme on voit, devient imminent, et tout semble conjuré contre ce pauvre M. de Sainte-Agathe. Que de choses désagréables il va apprendre en un seul acte! Il apprend de la bouche de la gouvernante de Catherine le duel de Champlion et de d'Estrigaud. Il apprend de la bouche de M. de Prévenquière les folies et les dettes de Valtravers. Il apprend de la bouche même de celui-ci qu'il ne veut pas plus épouser Catherine que Catherine ne veut l'épouser. Tout le monde est au fait, excepté lui. Ce profond politique ne sait rien, n'a rien prévu, rien empêché. Il ne lui reste plus qu'une espérance, c'est de faire alliance avec d'Estrigaud. La maison-mère d'Uzès lui a envoyé des renseignemens sur ce dernier, et il a acquis la preuve que ses dettes ont été payées et sa fortune refaite, grâce à l'argent d'une vieille marquise qui a largement payé son... dévoûment. En menaçant d'Estrigaud de divulguer l'origine de sa fortune, il compte l'amener d'abord à sa merci. Il achètera ensuite son concours, et tous deux joindront leurs ruses pour amener la conclusion de ce mariage que la société de Jésus continue de souhaiter si ardemment. D'Estrigaud arrive au rendez-vous, et, sur la production des lettres de la marquise, il se rend à discrétion. On s'imagine alors que l'entente de ces deux hommes va nous faire assister à quelque grand mystère d'iniquité, et on tressaille à l'avance d'impatience et d'émotion. Quelle trame sans nom va être ourdie par ce jésuite et cet escroc! Ici, malgré l'attention la plus soutenue, l'intrigue devient si difficile à suivre, et les invraisemblances s'accumulent à tel point que je serais reconnaissant envers mes lecteurs s'ils veulent bien m'en croire sur parole. Il ne s'agit plus seulement de déterminer Catherine à épouser Valtravers : il s'agit aussi de forcer Valtravers à épouser Catherine; *invitus invitam,* dit M. de Sainte-Agathe. Il s'agit surtout de détruire l'amour de Catherine pour

Champlion. Voici pour faire face à toutes ces complications la combinaison à laquelle s'arrêtent ces deux profonds politiques, combinaison dont tout l'honneur revient à l'escroc, qui me paraît décidément bien plus inventif que le jésuite. Valtravers doit à d'Estrigaud quinze mille francs qu'il a perdus au jeu contre lui. Sainte-Agathe ira demander en son nom à Mlle de Birague de lui prêter cette somme pour vingt-quatre heures. Elle lui remettra probablement un bon sur son banquier. A son tour, Sainte-Agathe le remettra à d'Estrigaud, qui le montrera à tout le monde au club, et le tour sera joué. Valtravers, pour ne pas être déshonoré, devra épouser sa cousine, et Mlle de Birague, pour ne pas être compromise, devra épouser son cousin. — Mais, dira-t-on, si Mlle de Birague, au lieu de remettre un bon sur son banquier, donnait les quinze mille francs de la main à la main? Que voulez-vous? Ce serait fâcheux sans doute, et d'autant plus que M. de Sainte-Agathe n'a nullement prévu cette éventualité : on a beau être jésuite, on ne peut songer à tout. En revanche il a prévu le cas assez probable où, si compromise qu'elle fût pour avoir prêté quinze mille francs à son cousin, Mlle de Birague aurait néanmoins le mauvais goût de tenir à épouser Champlion. Les convenances ne l'inquiètent guère, et une mésalliance n'a rien qui l'effraie. Il importe donc de détruire Champlion dans l'estime de Catherine. A cette fin, d'Estrigaud va répandre le bruit que Champlion a donné à certaine danseuse certain cheval blanc qu'on a remarqué au bois de Boulogne. Cette histoire sera insérée tout au long dans *le Moustique,* petit journal qui joue dans la pièce un grand rôle, et dont la haine me paraît bien autrement redoutable que celle de la société de Jésus. Comme il est connu que Champlion n'a pas de fortune, on supposera naturellement qu'il a payé ce cheval avec l'argent de la souscription; il sera déshonoré. Ce ténébreux plan de campagne arrêté, nos deux conspirateurs lèvent la séance, non sans que M. de Sainte-Agathe ait offert à d'Estrigaud de se faire un jour jésuite.

Tout paraît pour un instant marcher au gré des désirs de M. de Sainte-Agathe, et au début du cinquième acte tous nos gens sont au désespoir, Valtravers, parce que *le Moustique* a dit que sa cousine avait payé ses dettes de jeu, Mlle de Birague, parce que *le Moustique* a dit qu'elle avait payé les dettes de jeu de son cousin, Champlion enfin, parce que *le Moustique* a dit qu'il avait donné un cheval à une danseuse; mais voilà qu'un événement tout à fait inopiné vient dérouter les savantes combinaisons de M. de Sainte-Agathe. Mlle de Birague refuse tout simplement de croire à la culpabilité de Champlion et lui propose sa main. On croit un moment que tout est fini et que la toile va tomber; il n'en va pas si aisément avec les jésuites, et leurs batteries sont bien autrement difficiles à déjouer. Champlion refuse héroïquement, car un homme déshonoré comme lui pour avoir donné un cheval à une danseuse ne saurait épouser une jeune fille pure. Heureusement Valtravers s'inter-

pose. C'est lui qui a donné le cheval blanc à la danseuse. Il court donc au cercle, où il montre à tout le monde la facture du marchand de chevaux, et de là aux bureaux du *Moustique,* qui promet d'insérer le lendemain une rectification. Réhabilité par *le Moustique,* Champlion pourra épouser Mlle de Birague. Et d'Estrigaud? et Sainte-Agathe? Ils s'en vont, l'un emmenant l'autre, car d'Estrigaud vient publiquement demander pardon à Champlion et annoncer que, converti par Sainte-Agathe, il va entrer à la maison-mère d'Uzès. « Quand le diable devient vieux, il se fait jésuite, » dit Valtravers, et la toile tombe. Le coup de grâce est porté à la société de Jésus; elle ne s'en relèvera pas.

Cette analyse fidèle me dispense, je crois, de porter sur *Lions et Renards* un jugement raisonné. Il est des pièces qui déroutent la critique par l'excès même de leurs inconséquences. L'œuvre nouvelle de M. Augier est de celles-là. Je me borne donc à en raconter les péripéties, et je remets au vrai public le soin de décider entre ceux qui applaudissent de parti-pris et ceux qui jugent de sang-froid. Ma tâche ne serait cependant qu'à moitié remplie, si je ne rendais ici justice au dévoûment des artistes qui portent sur leurs épaules le lourd fardeau de ces invraisemblances. Jamais une soirée passée à la Comédie-Française n'est complétement perdue. Jamais on ne sort de cette vieille salle, où les générations qui nous ont précédés éprouvèrent leurs plus vives impressions théâtrales, sans avoir goûté soi-même quelqu'une de ces jouissances d'artiste que fait connaître aux délicats la correction parfaite du jeu, rélevée par le naturel. Le jour où les auteurs auraient perdu le secret d'allier dans leurs pièces la distinction à la vérité, ce serait aux sociétaires du Théâtre-Français qu'ils devraient en aller demander la tradition.

M. Augier me permettra-t-il de lui donner ici un humble conseil? Il a fait représenter l'année dernière un petit acte charmant, un dialogue étincelant de verve et d'esprit, qu'on appelait *le Post-Scriptum.* Voilà le genre où il excelle. Qu'il n'essaie pas désormais de s'élever au-dessus de la peinture de mœurs, qu'il renonce surtout à la comédie sociale et politique, et que les lauriers de Beaumarchais ne l'empêchent plus de dormir. Jamais on n'écrira une histoire du règne de Louis XVI sans parler du *Mariage de Figaro;* mais on écrira l'histoire du règne de Napoléon III sans parler de *Lions et Renards.* G. DE SAFFRES.

REVUE LITTÉRAIRE.

NOS FILS, par M. MICHELET (1).

Qui a lu *la Femme, l'Amour,* connaît, ou peu s'en faut, la première partie de *Nos Fils.* On retrouve là les thèses aimées de M. Michelet et ces développemens presque romanesques parmi lesquels la plume du

(1) Librairie Internationale.

maître papillonne, oublieuse de l'idée à suivre. M. Michelet a décidément horreur de la ligne droite et des grands chemins; sa pensée disparaît à chaque instant à droite ou à gauche de la route tracée; tantôt elle escalade les flancs du sujet par de petits sentiers tournans et fleuris, tantôt elle plonge brusquement dans des bas-fonds mystérieux, faits pour donner le vertige, et d'où elle revient en grimpant comme un lézard le long d'une muraille. Ces allures buissonnières, cette espèce de jeu de cache-cache, peuvent, le cas échéant, n'être pas sans un certain charme; mais le cas n'échoit pas toujours. La première fois que M. Michelet, entre deux volumes de son *Histoire de France,* nous glissa, comme friandise inattendue, une production tout humoristique, *l'Oiseau,* le public mordit à belles dents; mais le public eut à regretter d'avoir montré tant d'appétit : *l'Oiseau* enfanta *l'Insecte,* qui lui-même enfanta *l'Amour,* auquel succédèrent *la Femme, la Sorcière, la Montagne, la Mer,* etc. Déjà même le volume de *Nos Fils,* s'il faut en croire M. Michelet, était en germe dans son cerveau, gros de *l'Amour;* il devait éclore « au jour grave de la transformation sociale. » Soit, la gestation a été longue, voyons si le produit s'en est bien trouvé.

Certes nous nous garderons bien d'attaquer l'idée véritablement grande et généreuse qui inspire ici, comme partout, M. Michelet. Deux principes inconciliables, selon lui et selon nous, sont aujourd'hui en présence : d'une part le vieux dogme, la superstition, de l'autre la raison humaine et la liberté. Le premier, près de disparaître, se raccroche au monde désespérément par les femmes et par les enfans; l'autre au contraire, plein de jeunesse et de séve, triomphe de plus en plus en l'homme; de là deux éducations, non pas seulement diverses, mais opposées, deux lignes qui doivent, « en s'écartant toujours, diverger jusqu'à l'infini. » Telle est la pensée générale du livre, formulée en quelques pages; il nous reste à voir quels développemens cette pensée va revêtir.

Procédons par ordre et prenons l'enfant au berceau... Non pas, nous dit M. Michelet, prenons-le avant le berceau. Où donc? Au sein de sa mère. L'*éducation avant la naissance,* voilà, s'il vous plaît, le point de départ. Je veux m'arrêter longuement sur les mystères de la grossesse et de l'enfantement, qui déjà, vous le savez, me sont familiers; j'analyserai une à une, et vous-même analyserez avec moi, sous ma direction, les mystiques rêveries de celle qui doit mettre au jour, je ne vous le cache pas, « plus qu'un saint, plus qu'un héros, un créateur, un Prométhée; » nous ferons ensemble vibrer dans son cœur les mélancolies religieuses de la cloche voisine, et ce sera en même temps pour moi une belle occasion de remettre en branle l'antique sonnerie du beffroi municipal, et d'en faire jaillir l'histoire des communes flamandes ou italiennes. Psychologue, moraliste, physiologiste surtout, et par momens même historien, je serai tout à la fois.

Et M. Michelet le fait ainsi qu'il le dit. Par la porte dérobée, avec cette même clé qui naguère lui a ouvert la chambre de Philippe V à l'Escurial, nous nous glissons à sa suite dans l'alcôve où rêve la « dormeuse de Michel-Ange; » nous y découvrons ce que le maître même, le mari, serait incapable d'y découvrir; nous pénétrons, jamais le mot n'a été plus vrai, dans les entrailles mêmes du sujet, et Dieu sait, mais pas mieux que nous, tout ce qui s'y passe; nous veillons autour de cette femme enceinte avec un soin si persévérant, avec une telle ardeur de dévoûment que, lorsque la délivrance arrive pour la mère, il semble qu'elle arrive aussi pour nous.

Nous l'avons enfin ce beau fils, et nous le pouvons mettre au berceau. Ici commence ou du moins devrait commencer l'*éducation dans la famille;* mais la physiologie et le mysticisme de M. Michelet n'ont pas dit leur dernier mot. Et cependant « l'unité fatalement physique des parens, l'assimilation, l'absorption des deux époux l'un dans l'autre, » ce sont là, si j'ai bonne mémoire, des sujets traités à fond dans *l'Amour* et dans *la Femme.* On pouvait les croire épuisés. Le « paradis maternel » gardait-il donc quelque recoin qui nous fût encore inconnu? J'ai beau en sonder tous les replis, j'y retrouve, sans un trait de plus ni de moins, ce même petit monde extra-terrestre que l'auteur m'avait dépeint ailleurs en détail... J'apprendrai peut-être si M. Michelet préfère pour le jeune enfant l'éducation de la famille ou l'éducation commune dans les asiles et les écoles. Vaine espérance! l'auteur ne se prononce pas sur ce point. Il nous énumère toutes les influences physiques, morales, immorales même, qui, au foyer paternel, peuvent énerver l'enfant; il nous décrit, avec un mélange d'anecdotes diverses, tous les dangers de cette existence à nid clos, et il cite même à ce sujet M. Dupanloup; puis, au moment où la conclusion semble effleurer le bord de sa plume, il quitte tout à coup l'enfant pour revenir à l'épouse-mère, et nous donner la physiologie de la femme de trente ans.

Résignons-nous donc. — Mais cette mère, dont le foyer, un moment ébranlé par la lassitude ou l'indifférence de son mari, est raffermi par l'enfant, comment M. Michelet la conçoit-il? Où l'écrivain prend-t-il son type? Est-ce dans le monde des travailleurs et des illettrés? est-ce dans les régions sociales supérieures? Vous seriez fort embarrassé de le dire, tant ce type présente de caractères contradictoires. En tout cas, le moraliste veut à la mère, pour faire son héros, une instruction supérieure : « savoir trop pour savoir assez, » voilà sa devise; mais, à de rares exceptions près, les femmes, on ne l'ignore pas, reçoivent une éducation si insuffisante et si fausse qu'il n'y a point à leur demander ni aucune conception générale et large ni surtout le sens des idées sociales. Quant au père, dit M. Michelet, il est pour l'enfant, mais seulement dans les classes pauvres et laborieuses, *une révélation de justice.* « Le pauvre tout d'abord naît homme, ayant constamment sous les yeux la sérieuse

image du travail et du dévoûment, ayant la notion d'un devoir de reconnaissance que l'enfant riche n'aura que tard et faiblement. » C'est circonscrire trop étroitement le monde du travail; les familles pauvres ne sont pas les seules familles laborieuses, les seules dont le foyer renferme un exemple et un enseignement; le petit enfant d'ouvrier qui manie les outils de son père, comme Astyanax touchait le casque d'Hector, n'attire-t-il pas trop complaisamment le regard de M. Michelet? Le moraliste, sous le coup d'une émotion certes généreuse, mais trop vive, n'aperçoit qu'un coin du tableau. Il n'embrasse pas tout l'horizon, il perd de vue cet autre monde qu'on appelait au XVIIe siècle le monde des *honnêtes gens,* et qui, depuis lors, agrandi et transformé par le progrès naturel des temps et des idées, s'appelle aujourd'hui, sans nulle acception de rang et de fortune, d'un nom plus beau et plus vrai, le monde du travail et de l'intelligence. Est-il juste de dire que c'est seulement dans le peuple, parmi les travailleurs, qu'il faut descendre pour trouver le père entouré du respect de la mère et des enfans, et pour contempler dans toute sa splendeur morale « la hiérarchie du devoir? »

Du reste, l'auteur de *Nos Fils,* en parcourant le monde social, ne se fait pas faute de sauter brusquement d'une classe à l'autre. Nous étions tout à l'heure dans le réduit d'un manieur d'outils, voici maintenant des délicatesses maternelles et conjugales qui me disent assez chez quelles gens nous venons d'entrer et qui permettent à M. Michelet d'affiner ses théories éducationnelles. Puisqu'il s'agit de faire de l'enfant un héros, ou, pour parler une langue moins mythologique, un homme sain de corps et d'esprit, dégagé des sottes traditions et des vaines doctrines, capable en un mot d'agir et de penser par lui-même, à quelles sources faut-il abreuver l'âme de celle qui doit diriger, si cela ne l'ennuie pas trop, les premières études de son fils? C'est une honte, dit avec raison M. Michelet, que l'on condamne toujours les femmes françaises aux fades lectures, tout au plus « aux livres secondaires, imités des grandes œuvres, qui n'en sont que de faux reflets, des formes affaiblies. » Craint-on qu'elles ne puissent digérer la forte moelle de l'antiquité, Homère, Virgile, et ces beaux livres indiens dont le *Râmâyana* est le type? Ce n'est pas cette sollicitude qui écarte d'elles « les grandes œuvres; » mais le génie fatal qui étend son ombre sur l'intelligence et le cœur des filles dès le berceau sait bien que, si l'homme, un jour, a la force de rompre les langes dont on emmaillota son enfance, c'est que d'abord, au souffle vivifiant de Rome et de la Grèce, puis plus tard dans le commerce des jurisconsultes, au contact de la nature et de la science, dans l'austère et saine contemplation de la « grande Isis, » son âme a désappris la servilité et rejeté les entités creuses de l'éducation primitive. Toutes les natures cependant ne sont pas capables de cet effort; en regard de celles qui réagissent contre l'étouffement, combien en peut-on compter qui demeurent alanguies!

M. Michelet trouve ici des mots éloquens et des aperçus lumineux pour comparer cette violence faite au cerveau de l'enfant moderne avec les développemens si bien gradués de la vie grecque. « Le jeune Hermès ailé et le petit gymnase accueillaient l'enfant, nous dit-il, l'invitaient, le remettaient jeune homme au dieu de l'art et de la lyre, Apollon, au travailleur, Hercule. L'idée pure couronnait, — Socrate et la Pallas. Enfin la vie publique, la vraie Pallas, Athènes, la cité, comme éducation. »

La seconde partie du livre de M. Michelet, intitulée *Histoire de l'éducation, avénement de l'humanité,* est traitée beaucoup plus à fond que la première. A vrai dire, c'est là seulement que l'auteur entre dans son sujet en s'affranchissant des nombreuses redites et des développemens hyperboliques du début. Les mots « avénement de l'humanité » nous paraissent heureusement trouvés pour qualifier la rénovation intellectuelle et morale que produisirent la renaissance et la réforme. C'est le temps où la vieille machine du moyen âge se disloque au souffle de la raison naissante; de nouveau la vieille sibylle se déclare vaincue par une puissance supérieure. Chose étrange en apparence, c'est au moment même où s'accélère au profit de la monarchie le mouvement de centralisation politique que l'individualisme se dresse fièrement dans le monde intellectuel. C'est qu'en somme la royauté, en passant la baguette de Tarquin sur toutes les têtes féodales, facilite, sans le vouloir, l'essor des grandes intelligences. La libre pensée profite un moment de ce nivellement accompli par des mains royales.

M. Michelet, tout en expliquant comment le livre de Rabelais contient tout un plan nouveau d'éducation, passe trop vite sur l'œuvre sérieuse de ce grand satirique; on croirait qu'il veut regagner le temps perdu aux fantaisies des pages précédentes. Et pourtant quand l'historien eut-il plus belle occasion de rentrer dans « ces poudreux chemins de l'histoire » où l'on retrouve « l'âme de la France? » Oublie-t-il que durant deux siècles, jusqu'à Voltaire et jusqu'à Rousseau, nul écrivain n'aura l'action et l'influence éducatrices de Rabelais? Les mots : nature, raison, tolérance et paix, tombant au XVIe siècle d'une telle bouche, étaient d'assez neuves paroles pour que le monde y prêtât l'oreille. Aussi « le livre, » comme on appelait le *Pantagruel,* se vendit-il en deux mois plus que la Bible en dix ans; il en fut fait soixante éditions, dit M. Michelet, et des traductions en toutes langues. Les contemporains ou les continuateurs de Rabelais, les héritiers de sa verve claire et gauloise, méritaient aussi quelque place dans la seconde partie du livre de M. Michelet. A côté de Montaigne, qu'il trouve avec raison moins positif, trop rêveur, trop éducateur de serre-chaude, ayant le défaut de ne donner « que l'idéal de la vie noble, haute et philosophique, » n'eût-il pas été juste de mettre Érasme, et Morus, et Hotman, et Bodin, et d'autres encore?

L'auteur de *Nos Fils* fera-t-il, toutes proportions gardées, une plus

longue halte au XVIIe siècle, le siècle de Descartes, de Galilée, de Pascal et de Locke? Non; quelques détails intéressans sur le célèbre frère morave Coménius, un développement sur le jansénisme et sur l'énorme extension prise par l'enseignement des jésuites, remplissent, ou peu s'en faut, un nouveau chapitre. — Mais les fils de ce même Rabelais dont nous parlions tout à l'heure n'ont-ils donc pas, au XVIIe siècle, continué à leur manière la haute tâche d'éducation du chantre de *Pantagruel?* Quoi! Molière, ce grand rieur mélancolique, n'obtiendra en tout qu'une simple ligne pour mention, et Locke à peine une épithète! Cela est dur à penser. Je serais pourtant curieux de savoir quel pas a fait l'éducation, puisque c'est le sujet du livre, depuis le temps où Panurge montait à l'assaut sur la colline de Lutèce. Je ne nie pas l'immense attrait de ce grand siècle, le XVIIIe, qui nous appelle, et où dans un instant nous allons entrer : je l'entends avec plaisir s'agiter d'ici dans sa noble et généreuse fièvre d'action et de liberté; mais je l'aborderais mieux préparé, ce me semble, si vous me disiez tout d'abord où en sont, au commencement du siècle, ces trois grands ordres du royaume qui auront tant de peine à se fondre. L'état du clergé est très prospère; nulle part ailleurs en Europe la vie n'est plus douce et plus clémente pour les hommes d'église, et c'est de ce temps assurément que date ce dicton allemand si expressif dans sa concision : *Vivre comme Dieu en France.* La noblesse a encore l'éclat du rang et de la considération; mais chaque jour elle s'appauvrit et s'isole, nul autre principe que l'idée de caste ne préside à son éducation. En se tenant à l'écart dans son ignorance, elle a manqué tous les profits de cette forte et pratique instruction que l'exercice intelligent des offices de finance et de judicature, l'expérience du commerce et de l'industrie, ont valus aux enfans des bourgeois, *aux fils de savetiers et de cordonniers,* comme disait dédaigneusement un orateur de la noblesse aux états-généraux de 1614. La noblesse, si bien prête pour l'action, lorsque l'action se réduisait aux tournois, aux combats, aux grandes chevauchées guerrières, se trouve tout à coup paralysée dès qu'agir signifie travailler de la tête et de la volonté, produire et innover dans le monde physique et moral, car tous les génies éducateurs du XVIIIe siècle, Voltaire, Vico, Foë, Jean-Jacques Rousseau, prêchent le mouvement, la liberté, la vie féconde et active. La puissance du mot *nature* avait éclaté au XVIe siècle avec Rabelais; au XVIIIe, avec les maîtres dont nous parlons, un autre mot éclate partout, s'associant à celui de nature, c'est *philanthropie.* Les pages les plus éloquentes du livre de M. Michelet sont, sans contredit, celles qu'il consacre à l'œuvre touchante de Pestalozzi, le père de cette pédagogie qui règle le développement des facultés intellectuelles de l'enfant suivant la marche progressive de la nature. Le bon forestier allemand Frœbel, le « bâtisseur d'hommes, » n'inspire pas moins heureusement l'auteur

de *Nos Fils*. L'histoire de l'éducation se clôt sur ces deux grands noms, Pestalozzi et Frœbel. Une centaine de pages environ ont épuisé cet immense sujet.

La troisième partie du volume, consacrée soit à l'examen de l'Université actuelle et des différentes écoles spéciales où se forment les jeunes générations, soit au caractère éducatif de la vie publique chez les peuples libres, offre parfois un vif intérêt; mais on ne voit pas assez nettement le but où tend l'écrivain. Quelques développemens originaux sur notre système présent d'instruction publique nous attachent sans nous éclairer. Les chapitres où l'auteur explique l'heureuse influence des études de droit et de médecine sur le tempérament intellectuel et moral de la jeunesse paraîtront sans doute, malgré de charmans détails, d'une trame trop lâche à plus d'un lecteur. Ici surtout s'accuse le défaut principal du livre, qui est le manque de suite dans les idées. Si M. Michelet, au lieu de suivre les hasards de son inspiration, de ses fantaisies de poète, avait voulu, sur ce beau sujet de l'éducation, nous donner un petit livre plein et nourri, il y était certainement préparé par ses grandes et fortes études. En demeurant dans les voies sévères de l'histoire et de la vie pratique, il n'aurait eu qu'à rassembler et à lier entre eux tant d'observations, tant de développemens, tant de traits lumineux jetés pêle-mêle dans une conception peu ordonnée.

Mais M. Michelet semble avoir définitivement quitté le souci de faire un livre vraiment composé. Trompé par le succès de ses dernières publications, convaincu, et sur ce point seul il n'a pas tort, que ses hautes et généreuses pensées sociales trouvent de l'écho dans tous les cœurs amoureux de justice et de liberté, le célèbre écrivain qui nous a jadis, de sa plume magique, si bien fait comprendre l'histoire héroïque de la vieille Rome et la sombre vie du moyen âge, se contente maintenant de nous donner des fragmens de livres et pour ainsi dire des causeries écrites; mais les franchises, les redites, les incohérences, les indiscrétions, les hardiesses, les jets humoristiques de la parole ailée, comme on dit, ne conviennent pas toujours au livre. Lorsqu'une enseigne sérieuse s'offre à nos regards et nous avertit que le lieu où nous allons entrer a un caractère de grandeur et de sévérité, nous comptons bien ne rencontrer là de fantaisies d'aucune espèce. On ne folâtre pas dans le sanctuaire, et l'on n'y met pas à côté de la statue de Pallas un groupe sculpté à l'image de la danse lascive. Or c'est précisément ce mélange bizarre de peintures légères et de fresques grandioses qui nous a déconcerté dans le livre de M. Michelet. Lui seul peut-être de tous nos historiens avait un sens du monde moderne assez large, assez libéral, et une plume assez poétique, assez rompue au contact du drame historique, pour jeter sur l'éducation des lueurs profondes; mais il fallait joindre à l'intelligence de cette parole de Leibniz, « changez l'éduca-

tion, et vous changez la face du monde, » cette perspicacité lucide qui écarte tous les élémens inutiles et parasites pour s'attacher à ne faire saillir que les os et les nerfs mêmes du sujet.

Dans son introduction, M. Michelet se réjouit du récent réveil de la liberté et de la justice, en songeant qu'à l'heure présente nous sommes bien moins qu'en février 48, « crédules et chimériques. » Je crois comme lui que les dures leçons que l'expérience a infligées à nos aînés ne seront pas perdues pour nous; mais alors pourquoi M. Michelet lui-même dans maint passage de *Nos Fils* ressuscite-t-il certaines visées toutes chimériques? Je fais allusion, par exemple, à ce qu'il appelle les fêtes solennelles d'une société démocratique et au développement sentimental sur le 2 novembre. Ne dressons pas ainsi d'avance un calendrier fantaisiste. Que M. Michelet se garde de l'erreur qu'il signale chez d'autres. C'est fort à propos qu'il critique les agapes pseudo-religieuses des saint-simoniens, leurs parades sacerdotales et tout leur vain appareil mystique; il ne faut pas en effet rappeler le citoyen au forum pour lui faire adorer la déesse Raison sur son char : c'est dans son cœur que chacun de nous, pour parler la langue convenue, lui doit dédier un autel.

JULES GOURDAULT.

ESSAIS ET NOTICES.

UNE NOUVELLE MALADIE DE LA VIGNE.

LE PHYLLOXERA VASTATRIX.

I. *Rapport de la commission nommée par la Société des agriculteurs de France pour étudier la nouvelle maladie de la vigne,* par M. L. Vialla; 1869. — II. *Notes entomologiques pour faire suite au rapport de M. Vialla,* par MM. Planchon et Lichtenstein.

Depuis quelques années, la viticulture française subit de bien rudes épreuves; après l'oïdium, contre lequel on n'a pas encore trouvé de remède assuré, mais dont on avait su du moins prévenir souvent les ravages, voici qu'un nouveau mal, aux allures étranges, envahit la vallée du Rhône, grandit rapidement, gagne de proche en proche, et menace aujourd'hui jusqu'au Bordelais. Quelques symptômes précurseurs avaient été signalés en 1866 et surtout en 1867; mais c'est pendant l'été de 1868, après un rude hiver suivi de chaleurs peu communes, que sévit le fléau dont l'intensité n'a fait depuis qu'augmenter. Aux yeux du vigneron, aux yeux même du passant, le spectacle est plus douloureux encore que ne l'était celui des effets de l'oïdium. La vigne était vivante et belle; tout d'un coup les feuilles jaunissent, les sarmens deviennent noirs et rabougris, les souches meurent, et, si on les arrache, on trouve les racines pourries. Une singulière particularité, c'est que tous les ceps

d'un vignoble ne sont pas atteints à la fois; il se forme d'abord sur l'étendue du terrain cultivé un certain nombre de petits centres où le mal semble circonscrit, mais qui se développent bientôt de telle sorte qu'ils finissent par se rejoindre, se confondre et tout embrasser. On les a justement comparés à des gouttes d'huile tombées sur une feuille de papier ou sur une étoffe, qui s'étendent peu à peu sur la surface entière après avoir produit des taches isolées. La maladie est grave. Dans un délai plus ou moins long, toutes les vignes frappées en meurent. Il y a de cette mortalité des exemples saisissans dans le rapport publié par la commission de la Société des agriculteurs de France qui vient de parcourir les départemens infestés. C'est ainsi qu'arrivant au domaine de Vélage, près d'Orange, les membres de la commission gravissent un tertre et voient soudain le plus grand désastre agricole qu'on puisse imaginer. « Près de cent hectares de vignes, toutes mortes sans en excepter un seul pied, montraient leurs longues lignes noires aussi complétement dépourvues de végétation qu'en hiver. C'est à peine si l'on apercevait dans un angle éloigné un peu de verdure, due à quelques hectares de jeunes plans que le mal n'avait pas emportés encore. » Dans la plupart des vignobles envahis, la récolte a été réduite cette année au dixième environ des récoltes moyennes. Quantité de propriétaires, et parmi eux des agriculteurs expérimentés, des lauréats de la prime d'honneur, se sont vus obligés, depuis un an, de renoncer à la culture de la vigne. Aujourd'hui même à Roquemaure, dans le Gard, les souches arrachées se vendent, comme bois de chauffage, 80 centimes les 100 kilogr.

En présence de faits si menaçans et déjà si terribles, la viticulture s'émeut tout entière; si éloigné qu'on soit du terrain de l'invasion, on ne se croit plus en sûreté. On s'est donc empressé de chercher la cause du mal, d'en étudier les effets, de lui inventer des remèdes. Aussi les documens abondent-ils, quoique l'alarme soit récente. En 1868, une commission de la société d'agriculture de l'Hérault visita la première les points signalés, et publia des rapports remarquables. Dans le département de Vaucluse, une autre commission, instituée par le préfet et composée de membres de la société d'agriculture du département, se distingua par l'ardeur et la sagacité de ses recherches. La commission spéciale des vignes de la société d'agriculture de la Gironde se voua également à ces études. La même année, M. Planchon, professeur à la faculté des sciences de Montpellier, l'un des membres de la commission de l'Hérault, fit paraître un travail qui fut inséré aux comptes-rendus de l'Académie des Sciences. Enfin, quand la Société des agriculteurs de France, qui se constituait à peine, tint à Paris, au mois de décembre, sa première session générale, elle décida, sur le rapport de M. de La Vergne, un des viticulteurs les plus autorisés de la Gironde, qu'elle ferait étudier à ses frais la maladie nouvelle par une commission que désignerait son conseil. Au mois de juillet dernier, cette commission s'est réunie à Orange, et elle a fait une longue tournée dans les départemens de Vaucluse, du Gard, des Bouches-du-Rhône et de la Gironde. M. Vialla fut chargé du rapport; MM. Planchon et Lichtenstein y joignirent, comme

appendice, des notes entomologiques sur le puceron de la vigne. Nous nous inspirerons surtout de ces deux documens les plus complets qu'on ait publiés jusqu'à ce jour. Ajoutons qu'ils se distinguent par une absence de parti-pris assez rare dans ces matières.

La nouvelle maladie de la vigne n'a été constatée jusqu'à présent que dans deux régions, la vallée du Rhône et le département de la Gironde. Elle présente dans la Gironde exactement les mêmes caractères que sur les bords du Rhône, mais il s'en faut qu'elle y ait fait des ravages aussi étendus. Un petit nombre d'hectares, soixante environ, sont seuls atteints, dans la direction de Floirac et de Saint-Loubès, au nord-est de Bordeaux, sur la rive droite du fleuve, que la contagion n'a pas franchi. Le Médoc jusqu'ici n'a donc souffert d'autre mal que la peur. Dans la vallée du Rhône, il n'en est pas de même. De Montélimart à la Crau, le fléau s'étend sur les deux rives, mais avec des proportions inégales. La rive droite est la moins maltraitée; l'Ardèche est épargnée; c'est le Gard qui est envahi, à peu près dans toute sa longueur, de Pont-Saint-Esprit jusqu'à Nîmes. La rive gauche, dont le caractère géographique est différent, et qui offre de grandes plaines et des vallées arrosées par l'Aigues, l'Ouvèze, la Sorgues et la Durance, est presque partout ravagée. Les dégâts commencent au nord à 18 kilomètres au-dessus de Montélimart; mais la Drôme peut s'estimer plus heureuse encore que le département de Vaucluse, qui est de beaucoup le plus dévasté. Sur 30,000 hectares de vignobles, 10,000 hectares y sont ruinés par la maladie. Enfin les Bouches-du-Rhône sont aussi durement éprouvées, surtout dans la plaine qui s'étend entre le Rhône et la Durance, dans le pays de Trébon, entre Tarascon et Arles, et dans la Crau. Il faut noter une circonstance digne de remarque, c'est que, à mesure qu'on s'éloigne des bords du fleuve, l'intensité du mal diminue. Tandis, par exemple, que les arrondissemens d'Orange et d'Avignon sont désolés, celui de Carpentras n'a perdu qu'un dixième de ses vignes, et celui d'Apt est presque entièrement préservé. Sur tous ces points, la maladie a éclaté à peu près simultanément pendant l'été de 1868.

Quelle était la cause de la nouvelle plaie qui frappait la vigne? Voilà ce que l'on se demanda tout d'abord. Les paysans, qui voyaient dans leurs champs se former des *lunes* chaque jour grossissantes (ainsi désignaient-ils en leur pittoresque langage ces foyers d'infection), crurent à une recrudescence extraordinaire du *pourridié* ou *blanquet*. C'est une maladie connue depuis longtemps et commune surtout dans les vignes récemment plantées sur des défrichemens de bois; un cryptogame à filamens blanchâtres, le *mycelium*, s'attache aux racines et les détruit. Or, il fallut bientôt le reconnaître, la pourriture des racines était le seul phénomène dans ce cas nouveau, qui pût rappeler le *blanquet*. Les autres caractères étaient très différens, et du reste l'on avait beau s'armer de verres grossissans et de loupes, on ne trouvait sur les racines en pourriture aucune trace du *mycelium*, ordinairement visible à l'œil nu. Ce fut tout autre chose que la loupe y fit voir; c'est aux commissaires de l'Hérault, à M. Planchon particulièrement, que revient l'honneur de la découverte. Le

17 juillet 1868, ils arrivaient à Saint-Remy, dans les Bouches-du-Rhône, après s'être livrés ailleurs à des investigations sans résultat. Sur les racines d'une souche malade, M. Planchon remarqua certaines traînées jaunâtres, qui jusque-là s'étaient dérobées aux yeux, et dans lesquelles un examen plus attentif fit voir clairement des agglomérations de petits animaux appartenant au groupe des aphidiens. C'était l'insecte dont on a tant parlé depuis un an, qu'on nomme vulgairement le puceron de la vigne, et que M. Planchon a baptisé du nom respectable de *phylloxera vastatrix*. Avait-on rencontré la vraie cause du fléau? Tenait-on enfin le véritable auteur de tant de désastres? On n'osait l'affirmer encore; mais ce qui fut bientôt certainement constaté, c'est que le *phylloxera* était présent partout où paraissait la maladie, et que par contre on ne le découvrait nulle part ailleurs que sur les ceps malades. Les observateurs avaient dès lors un point de départ pour leurs recherches. Au bout de peu de temps, ils en imprimèrent à l'envi les résultats.

Le rapport que M. Vialla vient de publier au nom de la commission de la Société des agriculteurs de France ne laisse plus subsister aucun doute; c'est bien le *phylloxera* qui est le coupable, les membres de la commission le déclarent à l'unanimité. Il est reconnu que la nature du sol, la qualité des terrains, n'ont pas d'influence sur le développement de la maladie, mais peut-être faut-il attribuer une certaine action à la température. En 1868, le midi venait de traverser un hiver très froid, précédé et suivi d'une sécheresse peu ordinaire; le Rhône avait charrié, et il n'avait pas plu depuis dix-huit mois. Que ces intempéries aient affaibli la vigne, qu'elles lui aient ôté la force de résister aux épreuves, nul ne le conteste; mais ce n'est pas la première fois que de telles circonstances météorologiques se sont présentées, et elles ne suffisent pas à expliquer à elles seules la nature et les caractères d'une maladie dont les premiers symptômes ont été du reste reconnus bien avant cet hiver de 1868-1869. Un propriétaire d'Arles, M. Delorme, les signalait au mois de novembre 1867 dans la *Revue agricole et forestière de Provence*, et il en faisait remonter l'apparition dans la Crau à 1866. C'est en 1866 également que les premiers indices ont été observés dans la Gironde. Enfin les recherches de M. Vialla lui ont appris que les environs d'Orange ont été attaqués dès 1865, peut-être même dès 1864. M. Henri Marès exprimait au dernier congrès de Lyon, au mois d'avril, une opinion à laquelle plusieurs personnes se sont rangées, à savoir que le puceron doit avoir vécu depuis plusieurs années sur les racines et s'y être multiplié, mais que, si le mal a pris tout à coup ces proportions effrayantes, ç'a été l'effet d'une propagation extraordinaire du *phylloxera* favorisée par la température (1). Cette explication semble plausible, bien qu'on ne puisse pas affirmer qu'elle soit de tout point exacte. Ce qui n'est plus en discussion, c'est que l'action directe du puceron, de quelque part qu'il vienne, est la cause réelle du désastre qui, pendant les deux derniers étés, n'a fait que grandir.

(1) Voyez *Comptes-rendus des travaux du congrès de Lyon*, p. 137; 1 vol. in-8°; 1869.

Grâce aux minutieuses études de MM. Planchon et Lichtenstein, nous avons quelques notions sur la vie et les mœurs de l'imperceptible ennemi de la vigne. Le *phylloxera vastatrix* appartient à l'ordre des hémiptères, et doit être classé dans le sous-ordre des homoptères, dont les principaux représentans sont les cigales, les pucerons et les cochenilles. La petite famille des phylloxérées formerait à peu près la transition entre les aphidiens (pucerons) et les coccidées (cochenilles). Le mâle du *phylloxera* reste inconnu, et l'observation n'a fait encore découvrir que des individus femelles, dont les uns sont aptères et les autres ailés. Sous sa forme aptère, le *phylloxera* mène une vie tantôt souterraine, tantôt aérienne, s'attachant le plus souvent aux racines, quelquefois aux troncs ou aux rameaux, et s'enfonçant parfois aussi dans les galles bursiformes des feuilles. Toujours il est ovipare, et il produit chaque année plusieurs générations successives. Nous avons sous les yeux quelques gravures tout récemment exécutées sous la direction de M. Planchon; autant qu'il nous est permis d'en juger, le *phylloxera* de la vigne présente, en beaucoup plus petit, des caractères analogues à ceux qu'on remarque chez les différentes espèces de pucerons de nos jardins. Dans les groupes que forment ceux-ci sur les tiges des plantes, on distingue également quelques individus ailés, sortes de petites mouches plus fines, qui se mêlent aux nombreux troupeaux des aptères.

Aux premiers jours de printemps commence la ponte; elle dure jusqu'à l'approche de l'hiver. Les œufs sont de petits ellipsoïdes allongés, mesurant en longueur 32 centièmes de millimètre sur 17 centièmes de millimètre de diamètre transversal. Une femelle aptère, gardée avec plusieurs autres dans un flacon et tenue dans une chambre non chauffée, avait déjà pondu deux œufs le 15 février, et le 26 novembre est la date la plus tardive où l'on ait noté une ponte dans de semblables conditions. Chez la même pondeuse, les œufs se succèdent ordinairement de deux en deux jours. M. Planchon estime à un mois en moyenne le temps qu'il faut à chaque génération pour être pondue, éclore, muer trois ou quatre fois et commencer une génération nouvelle. Il y aurait donc au moins, de mars à novembre, huit générations par année issues de la même femelle. On doit tenir compte d'ailleurs de l'influence de la nourriture, de la saison sur l'existence et sur la fécondité de l'insecte. La différence est grande entre les individus qui se sont appliqués à des racines succulentes, et ceux que leur mauvaise fortune a attachés à des racines affaiblies déjà ou gagnées par la pourriture. Dans les circonstances les plus favorables, le maximum de ponte a été de trente œufs sortis d'une femelle entre le 15 et le 24 août. « En prenant approximativement, dit M. Planchon, le chiffre 20 comme une moyenne raisonnable quant au nombre d'œufs, et le chiffre 8 comme celui des pontes possibles, entre le 15 mars et le 15 octobre, on trouverait par le calcul cette progression effrayante du nombre croissant des œufs issus d'une seule femelle : en mars, 20; en avril, 400; en mai, 8,000; en juin, 160,000; en juillet, 3,200,000; en août, 64,000,000; en septembre, 1,280,000,000; en octobre, 25,600,000,000; c'est-à-dire, en définitive,

plus de 25 milliards. » Heureusement ces supputations, comme toutes celles de la statistique, ne peuvent pas avoir une valeur absolue, et il faudrait faire entrer en ligne de compte des causes de destruction sans doute multiples.

Comme le plus grand nombre des insectes, le puceron de la vigne traverse-t-il l'hiver à l'état d'œuf? D'après M. Planchon, voici ce qui se passe. Vers le milieu de novembre, on commence à ne plus trouver d'œufs (ils sont éclos avant les froids), ni de mères adultes (elles sont épuisées et semblent avoir complétement disparu). Il ne reste alors que des jeunes, réfugiés sur les racines, dans les fissures de l'écorce; ils sont d'un jaune terne, faibles, engourdis, immobiles. Ils ne se meuvent et ne grossissent qu'au mois de février, sous l'influence d'une température plus douce. C'est alors qu'ils cherchent le point où ils vont s'établir pour passer à l'état de mères pondeuses. Sous cette forme définitive, ils mesurent en longueur trois quarts de millimètre et un demi-millimètre en largeur. La ponte est facile et intéressante à observer; on distingue clairement la phase critique à une élongation de l'abdomen, et l'on peut suivre la sortie de l'œuf, qui se colle aussitôt sur le plan de position auprès des autres œufs pondus. La faculté de locomotion des *phylloxera* parvenus à cette époque de leur vie ne s'exerce plus qu'à très courte distance, sauf chez quelques individus, d'un jaune orangé beaucoup plus vif, qui sont à la fois plus rebondis et plus agiles, mais dont M. Planchon ne peut s'expliquer, — comment dirons-nous? — la *mission*. Ce ne sont probablement pas des femelles, car on n'a observé chez eux ni la formation de l'œuf ni les phénomènes de la ponte. Ce ne sont pas non plus des mâles, car les organes caractéristiques leur font absolument défaut, et d'ailleurs on n'a jamais pu saisir aucun indice d'accouplement chez les *phylloxera*. Il y a donc là une de ces énigmes auxquelles les entomologistes ne sont que trop accoutumés.

Également, sur les femelles ailées dont nous avons parlé tout à l'heure, l'observation n'a pu apprendre que peu de chose. On se contente de décrire leur forme, et l'on ne sait presque rien de leurs mœurs. Remarquons toutefois que, si le petit nombre de nervures de leurs ailes exclut l'idée d'un vol puissant, elles doivent encore, aidées et même transportées par le vent, faire d'assez lointains voyages. « Cette influence presque inévitable du vent sur la dispersion des *phylloxera* ailés mérite d'être soigneusement étudiée, dit M. Planchon, parce qu'elle peut rendre compte de la marche de l'invasion des vignobles dans telle direction donnée. » En effet, c'est par ce transport des mères aîlées que s'expliquerait le mieux la contagion à distance; il faut remarquer cependant que cette conjecture n'a pas pu jusqu'ici être confirmée par des témoignages certains.

On le voit, bien des lacunes restent à remplir dans l'histoire des mœurs de ces insectes; ce qu'on pourrait nommer leur vie intime est toujours à décrire. Malheureusement il n'en est pas de même des signes extérieurs de leur passage qui sont trop bien connus des vignerons. Arrachez quelque cep malade, vous en verrez les racines couvertes de

groupes disséminés composés de mères qui pondent, de jeunes qui s'agitent, d'œufs qui vont éclore. Sur les radicelles tendres et fines, ces groupes sont souvent si nombreux qu'ils se touchent. Enfin chaque individu isolé deviendra promptement l'auteur d'une famille plus nombreuse que ne le furent jamais celles des patriarches. Quand le cep est bien mort et que la racine est pourrie, il n'y faut plus chercher de pucerons; ils sont morts ou ont émigré, ne trouvant plus leur nourriture, et les jeunes sont allés fonder d'autres colonies sur les racines les plus prochaines. C'est toujours par le chevelu que la pourriture commence; elle envahit ensuite les grosses racines et remonte jusqu'au tronc. Graduellement le feuillage passe du vert au jaune terreux; la chute des feuilles est le signe de la mort. Dans un champ, le mal se propage de deux manières, à distance et de proche en proche. Le vigneron regarde avec stupeur le progrès incessant de chaque *tache d'huile*. On dirait des plaies qui se rapprochent et finissent par se confondre.

Depuis un an, mille moyens de destruction, mille remèdes, ont été essayés, prônés, rejetés tour à tour. On n'en a pas trouvé qui fussent réellement efficaces. La grande difficulté, c'est qu'il s'agit d'aller chercher sous terre un ennemi qui s'y dérobe, qu'on rencontre le plus souvent à 50 et 60 centimètres de profondeur, qu'on a même vu cette année par exception enterré à $1^{m}75$ dans le sol. Quantité de substances peuvent faire mourir le puceron; mais ce n'est pas assez de les choisir, il faut les faire pénétrer jusqu'à lui à travers la terre, c'est-à-dire à travers un filtre qui retient ou qui décompose la plupart des matières que l'eau n'a pas parfaitement dissoutes. Les tourteaux de colza, le purin et divers engrais qui enrichissent le sol tout en le débarrassant de beaucoup d'insectes, n'ont donné ici aucun résultat. Il en a été de même de la chaux caustique, du plâtre, des eaux ammoniacales, du gaz, de l'acide arsénieux, du soufre, de différens composés dans lesquels on a mélangé la plupart de ces substances. Avec l'huile de pétrole et l'acide phénique, qui d'ailleurs coûtent cher, on n'a pas été plus heureux. Enfin le sulfure de carbone, employé à dose médiocre, reste sans effet; à forte dose, il tue le puceron et la vigne. M. Gaston Bazille se propose, nous dit-on, pour tourner la difficulté, de greffer des vignes sur des arbrisseaux de la même famille, le *Cissus orientalis,* ou la vigne vierge, dont les racines échapperaient probablement aux ravages du *phylloxera;* mais, sans compter que le succès n'est pas assuré, ce ne sera jamais là qu'une expérience d'amateur ou de savant. Également on a remarqué que le puceron épargne à peu près deux cépages, l'espagnin, assez bon raisin noir de table, et le colombeau, raisin blanc fort peu estimé; est-ce à dire qu'il faille planter à nouveau tous les vignobles d'espagnin et de colombeau? Personne ne le prétend, et l'on continue à chercher, quoique l'espoir se lasse un peu.

Cependant deux faits isolés sembleraient indiquer des moyens de préservation qui n'ont pas été essayés suffisamment, mais qui du reste ne sauraient s'appliquer partout. Il s'agit de l'irrigation, ou, pour mieux dire, de la submersion complète des champs de vignes. Chez un cultiva-

teur de la Crau, dans une propriété gravement atteinte, la commission de la Société des agriculteurs de France remarqua un pied de vigne isolé au milieu d'un terrain vacant souvent submergé par les eaux; ce cep était très vigoureux et ne portait aucune trace ni de maladie ni de pucerons. Ailleurs, au mas de Fabre, près de l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône), la même commission vit une vigne de 8 hectares fort compromise à ses extrémités, mais qui contenait dans sa partie centrale un demi-hectare environ complétement préservé des atteintes de la maladie. Cette zone favorisée, qui était plantée de grenache, le plus maltraité des cépages, consistait en une bande de terrain sablonneux et assez fortement salé pour que le sol y fît parfois efflorescence. Y avait-il là une indication des bons effets que l'on pourrait attendre de l'emploi des engrais alcalins sulfatisés que fournit l'étang de Berre? c'est ce qu'a pensé le propriétaire de la vigne, M. Faucon, qui s'est empressé de les employer à haute dose, et qui a publié à ce propos un très bon mémoire. En outre, il a soumis les souches à un régime d'abondantes irrigations, 50 et même 100 litres d'eau par souche, 250 à 500 mètres cubes d'eau par hectare. Or ces arrosages répétés et poussés jusqu'à la complète inondation lui ont fait obtenir des résultats inespérés. Est-ce à la qualité de l'eau, est-ce simplement à l'eau même que l'on doit les attribuer? M. Faucon a-t-il empoisonné ou noyé le *phylloxera?* Nous pencherions pour la dernière hypothèse, que semble confirmer l'observation du cep submergé de la Crau.

Tel est l'état des choses. Quelques personnes se flattent de l'espoir que le puceron disparaîtra un jour aussi inopinément qu'il est venu; mais il faut avouer que ce que l'on voit aujourd'hui n'encourage pas à partager cette opinion, et que ce n'est pas de ce côté que sont les probabilités. En présence d'un mal qui, loin de se lasser, redouble et s'étend chaque jour davantage, on ne saurait se reposer sur le hasard ou sur la Providence du soin de chercher le remède. D'ailleurs les conséquences actuelles du fléau ne privent pas seulement l'agriculture des revenus d'une saison, comme il arrive si quelque accident vient à détruire les récoltes de froment ou de betteraves; à supposer qu'on ait maintenant le courage de planter à nouveau les vignobles perdus, il faudra que plusieurs années s'écoulent avant que ces jeunes plants, fussent-ils épargnés par le puceron, donnent des raisins. Le mal est maintenant étudié, ses causes sont connues. Ce n'est pas à dire pour cela que la guérison en soit assurée; mais il est probable que l'on finira par découvrir un remède. Qu'on ne se décourage donc pas; attendons beaucoup du concert de la science et de la pratique. Si l'on n'a pas vaincu l'oïdium avec le soufrage, on en a su du moins diminuer et circonscrire les effets; pourquoi ne trouverait-on pas un préservatif qui serait au *phylloxera* de la vigne ce que le soufrage a été pour l'oïdium? EUG. LIÉBERT.

C. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUATRE-VINGT-QUATRIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXIXe ANNÉE.

NOVEMBRE — DÉCEMBRE 1869

Livraison du 1er Novembre.

Le Chemin de fer du Pacifique a l'Atlantique. — I. — San-Francisco et l'inauguration du Grand Pacifique national, par M. Rodolphe LINDAU. 5

L'Autriche d'autrefois et d'aujourd'hui. — Les Confins militaires et leur législation, par M. George PERROT. 38

Philosophie de l'Histoire contemporaine. — De la Monarchie constitutionnelle en France depuis la révolution de février, par M. Ernest RENAN, de l'Institut. 71

Autour d'une Source, quatrième partie, par M. Gustave DROZ. 105

La Traversée du Mont-Cenis et les nouveaux chemins de fer, par M. J. CLAVÉ. 141

Hazlitt, artiste, métaphysicien, critique, d'après des documens nouveaux, par M. Louis ÉTIENNE. 165

Histoire des Sciences. — L'ancienne Académie et les académiciens, par M. Edgar SAVENEY. 199

Revue musicale. — Les opéras nouveaux, *le Dernier jour de Pompéi, la Petite Fadette,* le Théatre-Italien, par M. F. de LAGENEVAIS. 227

Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 242

Livraison du 15 Novembre.

La Prusse et l'Allemagne en 1869. — I. — La Paix de Prague et ses conséquences au-dela du Rhin et en Europe, par M. Victor CHERBULIEZ. . . 257

Autour d'une Source, dernière partie, par M. Gustave DROZ. 297

La Crise de l'industrie cotonnière en Angleterre, par M. John NINET. . . . 343

Le Charles XII de Voltaire et le Charles XII de l'histoire, d'après les nouveaux documens suédois, par M. A. GEFFROY. 362
Le Roman germanique contemporain et la Société allemande, par M. Saint-René TAILLANDIER. 391
L'Insurrection cubaine, causes, incidens, solution possible de la lutte, par M. André COCHUT. 430
Exploration du Mékong. — IV. — Le Royaume de Luang-Praban, par M. L.-M. de CARNÉ. 459
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 488
Revue dramatique. — *Froufrou* au théâtre du Gymnase. 500
Essais et Notices. — Vie et travaux de Gérard Mercator, par M. R. RADAU. 508

Livraison du 1er Décembre.

Lupo Liverani, par M. George SAND. 513
Le Chemin de fer du Pacifique. — Voyage de San-Francisco a New-York. — II. — Le Chemin de fer central, par M. Rodolphe LINDAU. 555
De quelques Découvertes récentes dans le soleil, par M. Auguste LAUGEL. . 585
L'Art contemporain. — L'Exposition de l'Union centrale des industries d'art, par M. Charles d'HENRIET. 603
Le chancelier de l'Échiquier et son projet de monnaie internationale, par M. Victor BONNET. 628
La Fontaine naturaliste, par M. Paul de RÉMUSAT. 650
Études et Portraits du siècle d'Auguste. — VI. — Le véritable Titus, par M. E. BEULÉ, de l'Institut. 676
La Psychologie contemporaine. — L'école naturaliste, l'école expérimentale et l'école spiritualiste, par M. É. VACHEROT, de l'Institut. 709
Les Sociétés anonymes en Angleterre et en Italie, par M. Paul LEROY-BEAULIEU. 730
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 753
Essais et Notices. —. 765

Livraison du 15 Décembre.

La Prusse et l'Allemagne. — II. — Le caractère prussien, la monarchie constitutionnelle et la royauté de droit divin, par M. Victor CHERBULIEZ. 765
Comment femme pardonne, par M. E.-D. FORGUES. 805
De la Médecine militaire en France et aux États-Unis, par M. Éd. LABOULAYE, de l'Institut. 841
Exploration du Mékong. — V. — La Saison des pluies dans le Laos birman, par M. L.-M. de CARNÉ. 885
Le Mari de Delphine, première partie, par M. Amédée ACHARD. 924
La Turquie a la fin de 1869, par M. Émile BURNOUF. 962
Le Roman misanthropique, *l'Éducation sentimentale*, de M. Flaubert, par M. Saint-René TAILLANDIER. 987
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 1005
Revue dramatique. — *Lions et Renards*, de M. Émile Augier, par M. de SAFFRES. 1017
Livres nouveaux. — *Nos Fils*, de M. Michelet, par M. Jules GOURDAULT. . 1024
Essais et Notices. — Une nouvelle maladie de la vigne. 1031

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7, rue Saint-Benoît.

AP
20
R5
per.2
t.84

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY